



DÉBATS

de

l'Assemblée législative

17e Législature — 3e session

Vol. 2 — Séances du 26 février au 4 avril 1930

1930

Texte établi par Louis Audet, Christian Blais
et Josée Levasseur

Orateur : l'honorable Télesphore-Damien Bouchard

DÉBATS DE L'ASSEMBLÉE LÉGISLATIVE

17e Législature - 3e session

Vol. 2 - Séances du 26 février au 4 avril 1930

1930

Séance du mercredi 26 février 1930

Présidence de l'honorable T.-D. Bouchard

La séance est ouverte à 2 h 20.

Prière.

M. l'Orateur: À l'ordre Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

Rapports de comités:

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le dix-septième rapport du comité permanent des bills publics en général. Voici le rapport:

Votre comité a décidé de rapporter, sans amendement, le bill suivant:

- bill 151 ratifiant un règlement et certaines résolutions concernant l'évaluation et la taxation des biens de la E. B. Eddy Company Limited.

M. Lemieux (Gaspé): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le quinzième rapport du comité permanent des bills privés en général. Voici le rapport:

Votre comité a décidé de rapporter, avec des amendements, le bill suivant:

- bill 147 modifiant les lois concernant la cité de Hull.

Demande et dépôt de documents:**Entretien de la route nationale
autour du lac Saint-Jean**

M. Tremblay (Maisonneuve) propose, appuyé par le représentant de Hull (M. Guertin), qu'il soit mis devant cette Chambre un état indiquant: 1. Combien de verges de sable et gravelage M. E.-R. Truchon a-t-il employées chaque année, dans chaque paroisse, depuis la signature de son contrat, pour l'entretien de la route nationale, autour du lac Saint-Jean; 2. De qui a-t-il acheté ce sable à chaque endroit et à quel prix; 3. Quel montant a été payé à M. Truchon dans chaque cas; 4. Combien de ponceaux a-t-il construits et quel est le montant qui lui a été payé pour ce travail?

Adopté.

L'honorable M. Perrault (Arthabaska) dépose sur le bureau de la Chambre la réponse à un ordre, en date de ce jour, pour la production de copie

d'un état indiquant: 1. Combien de verges de sables et gravelage M. E.-R. Truchon a-t-il employées chaque année, dans chaque paroisse, depuis la signature de son contrat, pour l'entretien de la route nationale, autour du lac Saint-Jean; 2. De qui a-t-il acheté ce sable à chaque endroit et à quel prix; 3. Quel montant a été payé à M. Truchon dans chaque cas; 3. Combien de ponceaux a-t-il construits et quel est le montant qui lui a été payé pour ce travail? (Document de la session no 50)

**Lots de grève entre
Bagotville et la rivière à Mars**

M. Tremblay (Maisonneuve) propose, appuyé par le député de Hull (M. Guertin), qu'il soit mis devant cette Chambre un état démontrant: 1. Le gouvernement a-t-il loué ou cédé certains lots de grève compris entre le quai de Bagotville et l'embouchure de la rivière à Mars, sur la Baie des Ha! Ha! à certaines personnes ou compagnies; 2. Dans l'affirmative, à qui a-t-il loué ou cédé ces terrains et pour combien de temps; 3. Quel est le prix du loyer ou de la cession; 4. Quelles obligations a-t-il imposées dans chaque cas?

Adopté.

L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay) dépose sur le bureau de la Chambre la réponse à un ordre, en date de ce jour, pour la production de copie d'un état démontrant: 1. Le gouvernement a-t-il loué ou cédé certains lots de grève compris entre le quai de Bagotville et l'embouchure de la rivière à Mars, sur la Baie des Ha! Ha! à certaines personnes ou compagnies; 2. Dans l'affirmative, à qui a-t-il loué ou cédé ces terrains et pour combien de temps; 3. Quel est le prix du loyer ou de la cession; 4. Quelles obligations a-t-il imposées dans chaque cas? (Document de la session no 51)

Questions et réponses:**Entretien de la route nationale
autour du lac Saint-Jean**

M. Tremblay (Maisonneuve): 1. Quel montant a été payé chaque année à M. E.-R. Truchon pour l'entretien de la route nationale autour du lac Saint-Jean depuis la signature de son contrat?

2. Combien lui a été payé, chaque année, à titre d'"extras"?

3. Dans quelles paroisses ces "extras" ont-ils été faits et en quoi consistent-ils?

4. Quel est, d'après le contrat, le montant qui doit lui être payé chaque année?

5. À quelle date doit expirer ce contrat?

L'honorable M. Perrault (Arthabaska): 1. et 4. Le montant qui a été payé chaque année à M. Truchon et qui devait lui être payé est le suivant: En 1925, \$52,996.68; en 1926, \$48,892.81; en 1927, \$82,538.32; en 1928, \$63,016.74; en 1929, \$86,578.14.

2. et 3. Il ne lui a été rien payé à titre d'extras.

5. Le contrat est expiré depuis le 1^{er} janvier 1930.

Paiement annuel de l'assistance publique

M. Lafleur (Montréal-Verdun): À quelle date a été fait le premier paiement annuel à l'assistance publique, soit \$1,000,000 provenant du revenu de la Commission des liqueurs, tel qu'il appert à la page 338 des *Comptes publics de 1928-29*?

L'honorable M. McMaster (Compton): Le 21 juin 1929.

Demandes de documents:

Coopération entre les cultivateurs

Conformément à l'ordre du jour, la Chambre reprend le débat, ajourné mardi le 25 février, sur la motion, présentée le 20 février, à l'effet qu'il soit déposé sur le bureau de cette Chambre: Copie de toute correspondance échangée avec le gouvernement au sujet de la coopération à assurer entre les cultivateurs de la province.

M. Delisle (Chicoutimi): Je m'excuse à l'avance de ne pas donner d'arguments nouveaux sur le problème agricole. Le contraste "prospérité et dépression" dans l'histoire de l'agriculture dans la province de Québec m'a beaucoup frappé. J'ai réalisé qu'il faut maintenant faire quelque chose de concret pour stimuler cette industrie et la placer sur des bases plus solides.

La crise agricole est générale et est due partiellement à la situation d'après-guerre. Les cultivateurs ont connu au temps de la guerre une

prospérité inouïe. Ils ont fait de bons profits, mais ils ont manqué de prévoyance. À cette époque, les prix de leurs produits étaient fantastiques. Les denrées se sont vendues à d'excellents prix, et toutes les classes de la société d'ailleurs ont réalisé des sommes parfois fantastiques. Ils menaient une vie large. Et pendant cette période, il y avait tellement d'argent que toutes les classes de la société ont oublié les principes de l'économie et se sont livrées à des dépenses extravagantes et extraordinaires, avec le résultat qu'il reste maintenant très peu de l'argent alors gagné. Les bénéfices encaissés n'ont été profitables que pour un temps. Les cultivateurs n'ont pas su économiser suffisamment pour rencontrer la crise une fois le temps de prospérité anormale fini. Ils n'ont pas mis en pratique les règles les plus élémentaires de l'épargne et n'ont pas prévu pour l'avenir. Si on avait été plus économe et s'ils avaient su prévoir un peu plus, la crise ne serait pas si aiguë à l'heure actuelle, et elle aurait été moins lourdement ressentie par les classes populaires. L'état actuel de la situation est d'abord et avant tout la faute des cultivateurs eux-mêmes, qui n'ont pas su tirer parti des méthodes scientifiques, et ils sont les premiers à en souffrir.

Mais ce sont là choses du passé. Laissons le passé pour songer à l'avenir. Nous avons remonté la côte, nous l'avons redescendue, et aujourd'hui, il faut la remonter. Il nous faut maintenant regagner le terrain perdu. Il faut donner un élan nouveau à l'agriculture. C'est ce que va nous permettre le programme de l'honorable ministre de l'Agriculture (M. Perron) auquel je promets l'adhésion de tous les cultivateurs de mon comté, de toute la province et de tous les députés de cette Chambre.

De nouvelles méthodes doivent être mises en pratique, et pour cela, il faut l'adhésion de tous les cultivateurs. Il importe d'améliorer les produits agricoles et les méthodes de culture. Durant la guerre, les cultivateurs ont vendu leurs produits aux prix qu'ils voulaient et ils ont négligé d'adopter les méthodes de culture modernes. Ils ont négligé leurs terres. Ils ont cru que les produits auraient toujours cours sur les marchés et que la concurrence n'était pas à craindre. C'est là qu'est la cause du mal. Nous nous rendons compte que nous n'aurions pas dû négliger nos méthodes de culture et penser que la concurrence étrangère serait un jour à craindre. Il faut donc apprendre aux cultivateurs à produire plus économiquement et mieux. Si nous voulons réussir, il est essentiel d'utiliser des méthodes scientifiques, pour améliorer la qualité des produits et les rendements, de façon à répondre aux besoins du marché de l'exportation et du marché intérieur. C'est

là le moyen le plus sûr de mettre un terme à l'importation d'aliments de l'étranger.

L'honorable député des Deux-Montagnes (M. Sauvé) a dit: "Il nous faut des marchés". Mais nous en avons des marchés, chez nous, puisque nous importons des produits agricoles de l'étranger. Nos centres industriels réclament des produits agricoles. La province compte d'immenses étendues de terres fertiles et, malgré cela, nous sommes obligés de faire beaucoup d'importations. Il faut donc apprendre aux cultivateurs, aussi, à produire ce que l'on peut consommer sur les marchés, car les populations industrielles attendent après cette production des cultivateurs. Nous avons de vastes et bonnes terres. Le champ offert à nos cultivateurs est grand, car nous ne produisons même pas suffisamment pour fournir aux besoins de nos marchés.

Aujourd'hui, les cultivateurs doivent être encouragés à produire des aliments en demande dans la province. Une production plus importante engendrerait des coûts de production moins élevés et répondrait à une demande qui existe déjà. J'ai l'impression, dit-il, que le nouveau programme du ministre de l'Agriculture entraînera les cultivateurs dans la bonne direction.

Je crois qu'il faut commencer par développer la production, et j'appuie le projet de l'honorable ministre de l'Agriculture (M. Perron) de partager notre province en zones propres aux différentes cultures, selon le type de sol qui convient à certaines cultures et selon les différentes catégories d'agriculture. Il y a quelque chose à ce sujet dans le programme de l'honorable ministre de l'Agriculture, et les cultivateurs doivent se donner la main pour réaliser ce point. La population de mon comté approuve ce programme agricole du ministre de l'Agriculture auquel j'ai confiance.

Je suis heureux d'avoir entendu dire l'honorable député des Deux-Montagnes (M. Sauvé) qu'il ne veut pas faire de politique sur l'agriculture. Le système coopératif que l'on préconise actuellement est une chose de toute première importance, car il s'agit là de la solution au problème de l'agriculture dans son ensemble, problème d'importance nationale et non politique, comme le disait le député des Deux-Montagnes. Il en coûtera quelque chose pour révolutionner le système. Les cultivateurs devront peut-être travailler deux fois plus fort qu'avant et y mettre deux fois plus de temps pour produire la quantité et la qualité de récoltes dont nous avons besoin, mais ils ne doivent jamais oublier qu'il faut d'abord et avant tout stabiliser l'industrie de l'agriculture.

Nos cultivateurs doivent faire leur part et le gouvernement les aidera. Ils ont une lourde tâche à

remplir. Il va leur falloir donner un effort considérable. Voilà pourquoi ils doivent pouvoir compter sur la coopération de tous. On devra doubler le travail fait jusqu'ici et, pour cela, il faut que tous les éléments se donnent la main. Tous les éléments de la société doivent aider au relèvement de l'agriculture et je suis convaincu que les cultivateurs répondront à l'appel qui leur est adressé par toute la province. Ils comprennent mieux la nécessité de l'effort coopératif et réalisent que toutes les classes de la société veulent travailler en union pour le relèvement de l'agriculture. Leur salut réside surtout dans la coopération. Il faut qu'ils comprennent que la coopération sera leur salut et qu'il faut l'organiser sur une véritable base d'affaires. Nous sommes certains du succès à condition que tous les éléments sains s'unissent et fassent preuve de bonne volonté.

Parlant de coopération, rappelons les résultats déjà obtenus par le travail intelligent et efficace des agronomes avec les cultivateurs qui ont voulu suivre leurs instructions. Dans le passé, il s'est fait de la coopération. Nous en avons eu passablement à venir jusqu'ici. La preuve en est dans les fermes de démonstration. Les agronomes ont donné les connaissances techniques aux cultivateurs. Les résultats obtenus par les fermes de démonstration sont un exemple de ce que peut produire la coopération. Je crois que les agronomes et les fermes de démonstration sont des appuis précieux pour la classe agricole. Cependant, l'opposition n'a pas toujours été aussi généreuse et loyale pour les agronomes qu'elle l'est devenue. Nos amis de l'opposition reconnaissent aujourd'hui les bons services des agronomes, mais ils leur ont déjà fait une lutte vigoureuse. Dans le passé, l'opposition avait dénoncé les agronomes en Chambre et sur la place publique, et les avait dénigrés en des termes que je ne me permettrai pas de répéter ici. J'espère qu'ils continueront de les appuyer.

Quatre-vingt-dix cultivateurs se sont groupés ensemble dans le district de Chicoutimi avec le concours du ministère de l'Agriculture et ont établi une coopérative privée. Ils ont engagé les services d'un agronome spécial et le gouvernement s'est engagé à payer la moitié de son salaire. Les succès ne tarderont pas à être prouvés. Après seulement deux mois d'opération, l'organisation avait déjà pris des engagements pour la distribution des grains de semence et l'achat d'engrais chimiques. Ces cultivateurs se sont engagés à faire l'inventaire de leur propriété. Ils vont acheter des grains et des engrais. C'est un beau mouvement...

(Applaudissements)

... et je suis certain qu'il produira de bons résultats. C'est le premier exemple du genre et il est à souhaiter qu'il soit imité dans notre province. Je suis convaincu que l'exemple parti de Chicoutimi rayonnera, avant longtemps, dans toute la province, pour le plus grand bien de la classe agricole.

Je voudrais que tous les cultivateurs de la province m'entendent. J'ai dit tout à l'heure qu'ils n'avaient pas toujours eu le sens de l'épargne. Ils n'ont pas été assez prévoyants. Ils ont aussi commis l'erreur de se faire spéculateurs. Je sais qu'un grand nombre ont placé leur argent dans des mines, dans des spéculations dangereuses et diverses débentures peu solides. Ils se sont laissés tromper par les mauvais placements de leur argent. Des vendeurs d'obligations, d'actions de mines, des courtiers ont obtenu leur argent, et plusieurs ont probablement été ruinés par le dernier krach de la bourse. C'est une imprévoyance coupable. Ils ont jeté leur argent aux premiers agents qui se sont présentés chez eux. Ils ont cru qu'ils pourraient s'enrichir rapidement et ils ont confié à des spéculateurs des milliers et des milliers de piastres qui leur avaient coûté bien du travail. Ils ont perdu, en grande partie, le résultat de leur labeur, des économies amassées grâce à de durs sacrifices.

Leur argent serait sans doute mieux placé dans des organisations coopératives. Mais dès qu'il est question de coopérative, de cercle agricole ou de tout autre genre d'entreprise agricole, on a toutes les misères du monde à leur faire ouvrir leurs goussets. On me dit que les cultivateurs hésitent à verser quelques dollars dans une coopérative. Il a d'ailleurs été très difficile de les convaincre de souscrire de petites sommes. Pourtant, il n'y a pas si longtemps, ce sont souvent ces mêmes cultivateurs qui ont confié leur argent à des agents qu'ils ne connaissaient ni d'Ève, ni d'Adam.

C'est une mentalité que je voudrais voir disparaître, et je demande donc à tous les membres de cette Chambre, des deux côtés de votre trône, M. l'Orateur, de prêcher aux cultivateurs de ne pas confier leur argent aux spéculateurs, mais de le placer dans leurs coopératives, dans leur industrie agricole. Je leur demande de continuer leur effort auprès des cultivateurs, afin qu'ils comprennent qu'ils n'ont pas le droit de dilapider leur argent comme ça. Ils n'ont pas le droit de mettre en péril l'avenir de leurs familles en faisant de la spéculation imprudente: leur argent doit servir à leurs fermes et à leurs foyers. Il ne faut pas que les cultivateurs continuent à être la proie des spéculateurs, mais songent plutôt à conserver pour eux et pour leurs propres entreprises

les économies qu'ils peuvent réaliser. Il faudra faire l'éducation de nos cultivateurs sur ce point et ramener la classe agricole à ses idées d'épargne. Si nous réussissons à faire comprendre cela à notre classe agricole et à enlever nos cultivateurs à la spéculation, nous aurons fait une bonne œuvre et rendu un énorme service.

J'ai fait, dit-il, tout en mon pouvoir dans mon propre comté pour contrer le désir des gens de s'enrichir rapidement, et je sais que d'autres députés en ont fait autant dans leurs propres comtés. J'ai l'intention de poursuivre mes efforts en ce sens et je suis confiant que tous les députés en feront autant.

Je fais des vœux pour que les cultivateurs et la population entendent les appels du gouvernement et comprennent bien que les efforts de tous les éléments qui sont faits actuellement pour ramener la prospérité agricole dans la province ont en vue un relèvement sûr et durable. Je souhaite voir toutes les classes de la société, oubliant les dissensions politiques ou autres, s'unir pour travailler au succès de l'agriculture, car lorsque celle-ci est prospère, tout le monde est prospère.

(Applaudissements)

M. Farand (Soulanges) félicite l'Orateur M. Bouchard de son élection et souhaite la bienvenue à ses nouveaux collègues. Il fait de jolis compliments aux nouveaux ministres.

Je veux dire quelques mots à la Chambre au sujet de la production du lin. C'est dans la coopération que sera le salut des agriculteurs. La meilleure preuve se trouve dans le résultat remarquable qu'ont obtenu les coopératives déjà existantes.

Il fait l'éloge du principe coopératif et déclare qu'il s'agit d'un premier pas vers une production agricole suffisante pour nourrir l'ensemble de la population. Il cite l'exemple des cultivateurs de Saint-Eugène qui ont organisé une coopérative de producteurs de lin.

Nous voulons développer la production du lin et en faire une spécialité. Dans ce but, avec le concours du ministère de l'Agriculture, j'ai organisé, cet hiver, une coopérative de producteurs de lin de trois paroisses de mon comté et de deux paroisses de Vaudreuil.

Dans le comté de Soulanges, nous avons des cultivateurs qui font la culture du lin depuis 25 ans qui, après des discussions avec le ministère de l'Agriculture, ont été frappés par le potentiel de la coopération. En passant, je tiens à rendre un hommage particulier à M. Napoléon Bourbonnais, de

Saint-Polycarpe, frère de l'ancien député de Soulanges¹.

Plus de 800 arpents de terre ont été ensemencés par nos producteurs. La coopérative a permis de modifier les prix de vente du lin. Dans le passé, nos producteurs vendaient leur graine de lin de 3½ cents à 4 cents la livre pour le lin, et leur filasse \$20 la tonne. Cette année, grâce à la coopérative, ils ont vendu 100,000 livres de lin à l'Irlande à 8 sous et une fraction, et ils ont obtenu \$40 à \$45 la tonne pour leur filasse d'étoile. Les cultivateurs retirent de \$35, \$40 par arpent de plus qu'ils recevaient dans le passé, soit environ le double. Voilà ce que nous avons réussi avec la coopérative. Je suis fier de citer ce beau résultat de la coopération. Je voudrais qu'il soit imité partout dans la province.

Après avoir pris connaissance du nouveau programme agricole, j'ai été surtout intéressé par la division de la province en 23 zones. Je félicite l'honorable ministre de l'Agriculture d'avoir divisé la province ainsi. Je vois dans ce projet un gage de succès pour le programme du ministre. C'est le meilleur moyen d'organiser la production agricole et de faire donner à nos fermes leur meilleur rendement. Les cultivateurs sauront désormais ce qu'il faut produire et c'est ce qu'ils voulaient savoir.

Il mentionne également la production laitière et espère bientôt la voir augmentée.

(Applaudissements)

M. Renaud (Laval): Je crois qu'il est de mon devoir de prendre la parole. On a dit que les cultivateurs étaient victimes de leur imprévoyance et prétendu qu'ils avaient fait des extravagances pendant la guerre. Il y a du pour et du contre dans cet argument. La chose a pu parfois se produire dans certains cas. Mais la vérité, d'après moi, c'est que le crédit du cultivateur n'est pas ce qu'il était autrefois. Un des principaux problèmes auxquels les cultivateurs du Québec doivent faire face est la difficulté d'obtenir un emprunt rapidement. Le crédit est à peu près disparu, et ce qu'il y a de plus regrettable, c'est que le cultivateur est acculé à la faillite même avec un avoir considérable. En effet, il y a des cultivateurs qui font faillite et, cependant, ils ont un surplus de leur actif sur leur passif. Supposons un cultivateur qui a une propriété de \$10,000² et \$4,000 d'hypothèque. Si son créancier veut être remboursé, le cultivateur ne peut emprunter pour payer.

Il faut faire quelque chose pour la classe agricole. Je crois que nous sommes tous d'accord pour améliorer le sort du cultivateur. L'honorable

député de Dorchester (l'honorable M. Ouellet) nous a dit hier que nous avions un marché suffisant dans la province. C'est vrai. Mais ce qui doit intéresser nos législateurs, c'est le fait que nous ne produisons pas pour nous alimenter. Il est clair que le grand mal réside dans le fait que notre production agricole est nettement insuffisante tant en quantité qu'en qualité, particulièrement pour ce qui est du porc, des œufs et du bœuf. Les méthodes de production pourraient être grandement améliorées et le gouvernement pourrait aider de bien des façons. Le gouvernement, s'il veut aider efficacement la classe agricole, devra d'abord aider les cultivateurs à s'approvisionner d'engrais à très bon compte et, au besoin, les aider en mettant à leur disposition des octrois substantiels pour l'achat des produits.

L'industrie du beurre et du fromage n'est pas prospère et, à cause de son importance, je crois qu'elle devrait recevoir l'aide du gouvernement. Le gouvernement devrait travailler à la multiplication des beurrieres et fromageries dans les campagnes, en aidant les cultivateurs à en avoir, et ne pas seulement accabler ces dernières d'obligations à n'en plus finir, sans compenser par des privilèges et des octrois correspondants. Il n'y a pas d'élevage possible sans lait.

Nos méthodes d'élevage ont aussi besoin d'être améliorées. Le gouvernement devrait employer toute son énergie et tous ses surplus à encourager l'élevage et à aider à changer les méthodes. Nos cultivateurs font de l'élevage, mais ils n'élèvent pas leurs animaux suffisamment bien. Il y a de l'éducation à faire sur ce point. Dans certains endroits, par exemple, on garde cinq ou six mois des veaux, pour les vendre en définitive à \$8, alors qu'à 20 jours ces mêmes veaux obtiendraient \$0.17, \$0.20 et \$0.25 la livre, d'où économie considérable en frais d'élevage et en temps.

Dans plusieurs régions de la province, on élève le bétail seulement pour la boucherie et, en général, on vend les veaux à \$6 ou \$7 la tête, au lieu de les garder plus longtemps sur la ferme. J'ai calculé qu'en gardant un veau 15 jours de plus avec sa mère, il vaudrait \$15, ce qui signifie qu'on perd de l'argent, et de plus, s'il vend ses veaux trop vite, le cultivateur doit racheter des vaches à tous les deux ou trois ans pour refaire son troupeau. Je suis favorable aux coopératives, mais encore faut-il avoir des produits à vendre. Il ne faut pas oublier que la production laitière est la principale industrie agricole au Québec.

Il faudrait favoriser l'élevage des vaches laitières. Actuellement, cet élevage est tellement en

souffrance que les commerçants sont forcés d'aller en dehors pour approvisionner notre province. Je fais le commerce des animaux depuis longtemps. J'expédie un char d'animaux à Québec chaque semaine, mais je ne puis les acheter dans la province. Si on développait l'élevage, on n'aurait pas besoin d'aller ailleurs pour chercher des vaches laitières.

Il faut donner des octrois pour encourager l'élevage, afin qu'on nous fournisse de bons sujets. Tous les efforts doivent être tentés pour améliorer les troupeaux des cultivateurs afin que les beurreries et les fromageries puissent recevoir, dans les campagnes, une plus forte quantité de lait et de meilleure qualité. Il y a un marché indéfini pour les vaches laitières qui donnent du lait en automne au lieu du printemps.

Je ne suis pas contre les coopératives, mais je prétends qu'il est de toute nécessité de développer nos beurreries et nos fromageries. Quant aux producteurs de laits aux environs des grands centres, leur situation est différente de celle des cultivateurs, parce qu'ils sont pratiquement des commerçants. L'industrie laitière autour des grands centres n'est pas la même dans les campagnes. C'est au cultivateur qu'il faut songer avant tout.

L'honorable député de Dorchester a déclaré hier que le tarif n'était pas le véritable remède au mal. Je prétends que la question du tarif doit attirer l'attention du gouvernement. Je suis opposé au tarif sur les produits que nous n'avons pas au Canada, mais il faudrait protéger nos marchés, alors que nous ne produisons pas suffisamment pour répondre à leurs besoins. Ainsi, le gouvernement devrait élever le tarif pour protéger les jardiniers-maraîchers. Il y en a à Montréal qui ont abandonné leur culture, car lorsque leurs primeurs étaient prêtes, le marché était encombré. Le tarif reste un facteur important pour le succès de l'agriculture, car il n'est pas suffisant de produire de beaux et plantureux légumes, encore faut-il les vendre à un prix raisonnable. Or, à quoi sert à un cultivateur d'avoir triplé la dimension de ses choux, si sur le marché le prix est trop bas pour payer les frais d'exploitation ordinaires? Le gouvernement devrait protéger nos maraîchers. Après tout, le gouvernement est le protecteur et la sauvegarde de la province. C'est lui qui a le devoir de protéger la population.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Écoutez, écoutez!

M. Renaud (Laval): Eh bien, le gouvernement de la province devrait réclamer une plus grande

protection de nos marchés contre l'invasion des produits agricoles américains, car nos voisins ont l'avantage du climat sur nous. Quand nos marchés sont inondés de produits étrangers au détriment de nos producteurs locaux, c'est son devoir d'intervenir.

Je déplore, dit-il, le manque de classification des produits. Le gouvernement devrait favoriser également le développement de marchés publics pour produits agricoles dans toutes les villes importantes, afin que nos cultivateurs puissent y vendre une plus grande partie de leurs produits. J'espère que le gouvernement acceptera toutes les suggestions pour améliorer la situation de la classe agricole.

(Applaudissements)

M. Charbonneau (Napierville-Laprairie) félicite les députés de l'opposition de donner leur concours au ministère de l'Agriculture, pour encourager le mouvement de la coopération. J'insiste, dit-il, sur la nécessité de la coopération. Il faut, poursuit-il, faire l'éducation des cultivateurs. Je mentionne qu'il y a aujourd'hui des agronomes au service du gouvernement dans tous les coins de la province et que leur mission est de former les cultivateurs. L'agriculture ne se trouve pas dans le marasme, mais il faudrait une coopération considérable pour consolider sa base et ainsi obtenir des résultats. Il n'y a cependant aucun doute que toutes les classes de la société doivent mettre leurs meilleurs talents à contribution dans la recherche de l'excellence.

Si nos cultivateurs ont commis des erreurs il ne faut pas leur en faire des reproches. Il faut, au contraire, les encourager et prendre tous les moyens de les aider. Il ne s'agit plus tant de décider si nos agriculteurs ont pu avoir tort, mais bien de les aider à sortir du pétrin. Nous devons nous unir sur ce point. Nous traversons une époque difficile, et si les cultivateurs n'ont pas suffisamment pratiqué l'économie, ils n'ont probablement pas fait pis que les autres classes de la société. Il faut leur pardonner. Ce que la province leur donnera en argent, dans les coopératives, ils le lui rendront bien. Ce que nous devons faire, c'est de relever le moral du cultivateur. Nous vivons une époque modernisée. Donnons donc à la classe agricole le moyen de se moderniser. S'il est vrai encore, comme on l'a dit, que nos cultivateurs ont perdu de l'argent dans de mauvais placements, nous devons les aider. Toutes les classes de la société s'intéressent aux cultivateurs et je sais que ces derniers vont mettre l'épaule à la roue. Ils sont prêts à faire tous les efforts pour modifier leurs méthodes de culture.

Chez moi, une coopération a organisé une coopérative de producteurs de conserves qui est devenue une des plus importantes au Canada. Cet exemple prouve la valeur de la coopération. Mais celle-ci réussira en autant que les cultivateurs, qui ne manquent pas de courage et d'esprit de travail, auront toutes les facilités de se grouper dans des coopératives efficaces.

J'ai confiance dans le programme agricole de l'honorable ministre de l'Agriculture. Mais je ne crois pas que nous devrions établir plusieurs coopératives. Une seule coopérative bien organisée pourrait répondre à tous les besoins. Je suis en faveur d'une seule coopérative autour de laquelle seront groupées de nombreuses coopératives paroissiales et régionales. Avant de créer de nouvelles coopératives, essayons de tirer tous les avantages de celle qui existe.

Pour que la coopération existe, il faut que la droite et la gauche s'unissent, en cette Chambre. Il ne faut pas faire de la coopération seulement dans les discours, mais dans les actions. Il faut donner aux cultivateurs l'encouragement d'une généreuse part des revenus de notre province. Les coopératives ne s'organisent pas sans ressources et les cultivateurs ont besoin d'être aidés. C'est le crédit qui manque aux cultivateurs, et le meilleur moyen de les aider est de leur donner l'argent dont ils ont besoin. Il faut développer le sentiment coopératif chez eux, mais leur faire comprendre en même temps qu'une coopérative n'a chances de succès et de durée que si elle est financièrement bien organisée.

(Applaudissements)

M. Moreault (Rimouski): (Applaudissements)

C'est dans mon comté que fut fondée, il y a 30 ans, la première coopérative agricole. Rimouski fut le berceau de la première coopérative qui devint plus tard la Coopérative fédérée. Celle-ci a obtenu des succès remarquables et rendu de grands services à la population rurale. Le gouvernement nous a volé notre programme!

(Rires)

Nous en sommes heureux, car toute la classe agricole de la province en a bénéficié.

Le cultivateur doit se rappeler qu'il lui faut, pour obtenir de bons prix, se plier aux désirs et aux goûts du consommateur. Notre province a d'excellents produits. C'est le Bas-Saint-Laurent qui était le gros producteur de pommes de terre dans la province de Québec. Mais nous avons eu de la concurrence ruineuse du Nouveau-Brunswick et de l'Île-du-Prince-Édouard, concurrence très sérieuse.

Ils ont inondé le marché de Montréal de leurs pommes de terre et les cultivateurs du Golfe n'ont obtenu qu'environ le tiers du marché. Mais la population de la région est encore dans les mêmes dispositions où elle était lors de la fondation de la première coopérative. Et récemment, elle fondait une puissante coopérative des producteurs de pommes de terres. Elle donne déjà les plus belles promesses. Grâce au ministère de l'Agriculture, le zèle de nos cultivateurs a été stimulé, et cette année nous avons presque reconquis notre position sur le marché de Montréal. Nos producteurs ont compris la nécessité d'organiser une telle coopérative par l'entremise de laquelle ils peuvent reprendre leur place sur le marché de Montréal.

Malgré le fait, dit-il, que les cultivateurs de mon comté se sont assuré une excellente part du marché pour leurs pommes de terre, dans la région de Montréal, soit 23 % des pommes de terre consommées à Montréal, il y a encore bien de la place pour les cultivateurs de Rimouski. Cette amélioration a été réalisée grâce à l'aide du ministre de l'Agriculture, et si cette collaboration se poursuit, la réussite sera encore plus grande.

Ainsi, la région du Bas-du-Fleuve produit des patates d'une qualité supérieure et qui rivalisent très facilement avec les meilleures espèces produites dans d'autres provinces. Aussi, les producteurs de cette région ont-ils organisé la vente en coopération et ils ont obtenu un remarquable succès au point de créer pour la patate cultivée en Bas-du-Fleuve une demande considérable.

Je félicite le ministre de l'Agriculture d'avoir exprimé l'intention de ne pas multiplier les organisations agricoles. Mieux valent quelques bonnes et efficaces organisations que de nombreuses organisations impuissantes. Je promets au ministre mon appui le plus complet pour la mise à exécution de son projet. Je dépenserai toute mon énergie à prêcher la coopération dans mon comté. Je lui promets, également, l'appui des autorités religieuses de ma région.

Nous avons confiance dans le programme de l'honorable ministre de l'Agriculture et je me permets de lui faire une suggestion. Pourquoi nos coopératives ne seraient-elles pas représentées dans la coopérative centrale? Je souhaite voir dans le bureau de direction de la coopérative centrale des représentants des coopératives locales. Je sais qu'avec le talent que la Providence lui a donné, le nouveau ministre saura augmenter la prospérité de notre classe agricole.

(Applaudissements)

L'honorable M. Moreau (Lac-Saint-Jean):
(Applaudissements)

Je félicite le député de Wolfe d'avoir provoqué ce débat ainsi que les orateurs qui m'ont précédé. Ce que tout le monde admet, c'est que nos cultivateurs ont été retardés par la routine pendant trop longtemps.

Il encourage les cultivateurs du Québec à sortir de la routine, à adopter des méthodes modernes et à soutenir les coopératives.

Il y a 20 ans, le ministère de l'Agriculture a été confié à un cultivateur pratique (l'honorable M. Caron), qui a accompli une œuvre et s'est tant dévoué pour l'agriculture et les cultivateurs. C'est lui qui a organisé la coopération dans notre province; c'est lui qui a préconisé et réalisé l'enseignement agricole; c'est lui qui a organisé le corps agronomique.

Dans les paroisses de Normandin et Saint-Prime, dans mon comté, on s'organise actuellement pour former des groupes de cultivateurs qui confieront l'administration de leurs fermes à des agronomes.

Je fais, dit-il, un appel à la coopération de toutes les classes. Il faut parler beaucoup de coopération. Le succès dépend de la bonne volonté de tous. Le ministre de l'Agriculture ne peut tout faire seul. Aujourd'hui, dans ce débat, nous pouvons nous demander trois questions: où en étions-nous il y a 25 ans, où en sommes-nous aujourd'hui, et où allons-nous? C'est bien beau pour les prophètes de malheur de décrier la situation, mais elle n'est pas si mauvaise qu'ils le prétendent.

Il y a 25 ans³, l'humble député qui vous parle était colon sur les bords de la rivière Grande Péribonka. J'ai connu le dur labeur des colons qui jouissent aujourd'hui de primes généreuses, alors que j'ai moi-même défriché des lots au prix de \$8 à \$10 l'arpent. J'aurais vivement apprécié, dans ce temps-là, les primes que le gouvernement accorde aujourd'hui aux défricheurs. Si nous avions eu des primes de défrichement, dans ce temps-là! Je me souviens d'avoir fait du bois de corde à \$1.50 la corde, chargé sur la barge. Les temps étaient très durs et la vie dans les campagnes ne se comparait nullement à celle d'aujourd'hui, bien que ce ne soit pas facile ces derniers temps. Cela ne sert à rien de comparer les conditions d'aujourd'hui avec celles d'il y a 20 ans.

En fait, la situation agricole que l'on dit bien précaire ne doit pas faire oublier que le cultivateur est dans une situation bien meilleure qu'autrefois, meilleure qu'au temps où l'on chargeait du bois à \$1.50 la corde au bureau, qu'au temps où les salaires en campagne ne dépassaient pas \$100 l'an et que les

hommes étaient payés 5 cents pour une dure journée de labeur. Je parle de colonisation parce que, sans la colonisation, nous n'aurions pas d'agriculture.

Il (l'honorable M. Moreau) rappelle quelques souvenirs pénibles de cette époque lointaine. Les conditions actuelles se retrouvent partout sur la planète et il faut de toute nécessité apporter à l'agriculture tout l'encouragement possible, parce que c'est l'industrie agricole qui assurera la prospérité de la province et du pays. Il cite la France et la Belgique en exemple, là où on a réussi cet exploit après la Guerre, gagnée surtout parce que la population ressentait un amour profond pour la terre.

Tous les jeunes pays ont grandi, grâce à la coopération dans l'agriculture. Il faut que tout le peuple de notre province s'unisse au ministère de l'Agriculture, afin de lui donner tout l'appui dont il a besoin pour réaliser son admirable programme. M. l'Orateur, donnons la main à l'honorable ministre de l'Agriculture qui conduira la classe agricole dans la voie de la prospérité. Les progrès réalisés jusqu'à maintenant sont minimes, si on les compare à ceux auxquels on doit s'attendre si les projets du gouvernement se réalisent.

L'honorable M. Lapierre (Mégantic): Député de Mégantic, comté agricole, et représentant une population ouvrière et agricole, je voudrais ajouter quelques mots afin de montrer que toutes les classes de la société souhaitent voir réussir les agriculteurs.

J'ai toujours suivi le travail efficace de l'ancien ministre de l'Agriculture (l'honorable M. Caron) et des officiers de son département. L'ancien ministre a donné une sage orientation à la classe agricole. Celle-ci a donné satisfaction à la population de ma région et de la province. Au mois d'avril dernier, un grand changement s'est produit dans le cabinet. Le ministre actuel de l'Agriculture (l'honorable M. Perron) a entrepris à son tour de donner confiance aux cultivateurs dans l'avenir en leur proposant un programme de réalisation. Je le félicite de l'orientation nouvelle qu'il donne à la politique agricole. J'espère que son programme agricole sera appliqué avec efficacité, car c'est la réalisation de ce programme qui fera le bonheur de la population rurale.

Je ne puis m'accorder avec les orateurs qui m'ont précédé et qui ont sonné une note pessimiste en parlant de crise. La crise agricole n'est pas aussi grave qu'on le dit parfois, et il n'y a pas lieu à un si noir pessimisme. On a tort de faire preuve de tant de pessimisme! Si tout n'est pas rose pour la classe agricole, il n'y a rien de rose pour les autres classes

de la société. Qu'il y ait des cultivateurs pauvres, cela est assez naturel et est général pour toutes les classes de la société. La situation des cultivateurs n'est pas inférieure à celle des ouvriers des villes. On parle de crise, mais on exagère, car la situation des classes populaires est bien meilleure que celle qui existait autrefois. À ceux qui disent que la classe agricole est plus malheureuse qu'il y a 20 ans, je dis donc que je ne m'accorde pas avec eux. Il y a des cultivateurs qui ne réussissent pas, comme il y a un grand nombre de professionnels qui ne réussissent pas et végètent. Cet état de choses existera toujours partout. S'il y a une crise, elle n'est pas aussi grave qu'on veut le faire croire.

Il parle brièvement de l'aspect affaires de l'agriculture, soulignant que si tous les autres secteurs de l'économie sont en pleine réforme et en pleine reconstruction, il est logique que les cultivateurs du Québec en fassent autant en bénéficiant des conseils du gouvernement.

Une des choses qu'il faut dire, c'est que la première condition du succès, c'est l'union, l'organisation, la coopération. Étant donné que tous les groupes de professionnels comme les médecins, les ingénieurs, les avocats, les notaires et des douzaines d'autres ont trouvé avantageux de s'associer, les cultivateurs bénéficieraient tout autant d'une association coopérative solide. Nos médecins, nos avocats, tous nos professionnels sont unis et organisés. Pourquoi les cultivateurs ne le seraient-ils pas? Ils devront suivre l'exemple des ouvriers. Ils devraient agir comme eux et s'associer en coopérative. Ces derniers n'ont réussi à améliorer leur sort que lorsqu'ils ont compris la nécessité de l'union et de la coopération. Ils ont compris l'importance de grouper leur énergie. De même, les cultivateurs connaîtront le succès quand ils s'organiseront. Il n'y a pas de raisons pour qu'ils ne s'organisent pas.

Un autre exemple des bienfaits de la coopération est le succès obtenu par les producteurs de sucre et de sirop d'érable, qui possèdent une fabrique à Plessiville. Il y a quelques années, nous demandions à l'ancien ministre de l'Agriculture (M. Caron) une fabrique de sucre dans mon comté. Il nous a accordé un généreux octroi, mais à la condition que les cultivateurs s'unissent en coopérative. La coopération fut difficile à organiser, mais nous avons réussi, et la coopérative de Plessiville, c'est elle dont je parle, est solidement établie. Des cultivateurs de quatre ou cinq comtés en font partie. L'an dernier, les producteurs de sucre vendaient leur sucre 17, 17½ et 18 sous la livre alors qu'il y a trois ans, ils ne touchaient que 10 sous seulement.

L'honorable M. Perron (Montcalm): Et même 8 sous la livre.

L'honorable M. Ouellet (Dorchester): C'est une des plus belles coopératives de la province que celle de Plessiville.

L'honorable M. Lapierre (Mégantic): La coopération a puissamment aidé les producteurs de sucre et a expédié leurs produits sur les marchés mondiaux. L'honorable ministre de l'Agriculture sait le succès obtenu par la coopérative de Plessiville. Il veut que cet exemple salubre soit suivi ailleurs et il a raison. Deux autres coopératives se sont établies dans Mégantic. Il y a celle des cultivateurs de Laurierville et celle de ceux de Saint-Ferdinand d'Halifax qui ont formé deux groupes de 100 membres, qui ont engagé des agronomes pour diriger leurs fermes.

Il souligne également l'importance de classer et d'emballer les produits alimentaires destinés aux marchés publics.

Le programme coopératif de l'honorable ministre de l'Agriculture est logique sous toutes ses formes et c'est lui qui sauvera l'agriculture et en sauvant l'agriculture, il sauvera la population.

(Applaudissements soutenus)

L'honorable M. Perron (Montcalm): Cette Chambre et la province entière doivent être reconnaissantes envers l'honorable député de Wolfe (M. Lemieux), qui a présenté cette motion. Je ne doute absolument pas que ce débat sera fort utile à la province. Nous avons entendu l'opinion des plus distingués de nos cultivateurs et représentants de la population rurale, qui siègent en cette Chambre, sur le problème agricole. Je suis heureux de constater l'unanimité des députés qui représentent la classe agricole à indiquer, comme meilleur remède au malaise agricole, la coopération. Il est évident pour tous ceux qui connaissent la situation actuelle de l'agriculture que la solution aux problèmes des fermes réside dans la coopération, et que seule la mise sur pied de sociétés coopératives actives permettra de résoudre la crise agricole actuelle.

Cet avis, M. l'Orateur, est partagé non seulement par tous les députés de cette Chambre et par tous les cultivateurs de cette province, mais également par l'ensemble de la population de cette province. Tous ceux qui s'intéressent à notre problème agricole et souhaitent réellement le résoudre affirment que la coopération en constitue la solution. Le clergé s'intéresse à nos fermes, et parce

qu'il s'y intéresse, réalise que la coopération est la seule façon d'affronter cette crise mondiale de l'agriculture et de travailler à la résoudre, du moins à l'échelle de la province de Québec.

Ce débat, Messieurs, précède la législation que le gouvernement soumettra à la Chambre sur cette question de coopération au point de vue de l'agriculture. Nous nous entendons tous quant au principe, mais les opinions sont peut-être partagées sur la façon de mettre à exécution cette coopération. On peut différer d'opinion sur certains points; cependant, tout le monde conviendra d'une chose, à savoir que les coopératives, pour être utiles et remplir le but qu'on leur assigne, doivent s'adapter à tous les besoins de tous les agriculteurs. On admet que les coopératives doivent être assez fortes financièrement et établies sur des bases solides pour faire face à toutes les charges qui les attendent, que chaque coopérative doit avoir des fonds suffisants et assez de capital pour prendre soin de ses propres affaires et de ses membres dans chaque paroisse. C'est le principe absolu des coopératives.

(Applaudissements)

Des députés: Très bien!

L'honorable M. Perron (Montcalm): C'est sur ce principe que sera basée la législation qui sera communiquée à la Chambre demain. Il sera aussi à la base de tous les projets de loi à mettre au point dans ce domaine. Les projets de loi sont imprimés et seront distribués demain ou après-demain.

Au cours des discours précédents, on avait fait mention de la fusion des coopératives locales avec la Société coopérative fédérée des agriculteurs de la province de Québec. L'honorable député de Rimouski (M. Moreault) a demandé que les cultivateurs soient représentés dans la coopérative centrale. Il a suggéré de nommer des représentants des coopératives locales au conseil de la coopérative fédérée. Je dois dire à mon honorable ami que, si la Chambre accepte le projet de loi que j'aurai l'honneur de lui soumettre, la Coopérative sera réorganisée.

(Applaudissements)

Le projet de loi qui sera présenté au sujet des coopératives modifiera entièrement la situation de la coopérative centrale, qui deviendra la principale distributrice des produits agricoles du Québec. Elle sera remodelée de sorte que cette coopérative soit complètement la coopérative des cultivateurs, exclusivement des cultivateurs qui en auront le contrôle entièrement. Les gérants de la coopérative seront nommés par les représentants des cultivateurs

et la coopérative sera dirigée par les représentants des coopératives locales.

(Applaudissements)

Je ne veux ajouter que quelques mots. Permettez-moi de relever une remarque du député de Chicoutimi (M. Delisle). Nous entendons parler de crise agricole qui doit disparaître par tous les moyens possibles. Nous avons dans cette province un malaise agricole que nous tentons de faire disparaître. Chaque fois que j'ai eu l'occasion de parler depuis mon entrée au ministère de l'Agriculture, j'ai demandé aux cultivateurs de chercher le remède à la crise, d'abord parmi eux, et de s'aider d'abord. Je leur ai dit que le salut dépendait d'eux-mêmes et que s'ils voulaient s'aider, le gouvernement ferait tout son possible pour les aider. La seule aide que le gouvernement peut leur donner ne viendra qu'après qu'ils se seront aidés eux-mêmes.

Il (l'honorable M. Perron) dénonce l'exploitation des cultivateurs par certaines gens qui les sollicitent, dit-il, pour obtenir leur argent. Combien de centaines de mille dollars les cultivateurs ont perdus depuis quelques années, en plaçant de l'argent dans des compagnies de mines ou autres qui parfois, n'ont jamais existé, et dans des compagnies inconnues et qui ne valent rien? Combien de fois les cultivateurs ont-ils préféré perdre leur argent en le plaçant dans les débentures et les mines, plutôt que de le garder dans leurs paroisses?

Voyons ce qui se passe dans cette province, d'un autre côté. Je prendrai la liberté de citer un exemple récent. Récemment, il était question de fonder une coopérative agricole dans une paroisse d'un comté que je ne nommerai pas. Un organisateur de cette coopérative est venu me trouver en ma qualité de ministre de l'Agriculture et m'a demandé un octroi exorbitant, ridicule, pour l'organiser. Il m'a déclaré que, sans cet octroi, il n'était pas possible de fonder de coopérative.

La demande était exagérée. J'ai exigé une mise de fonds de \$9,000⁴. Lorsque je lui dis que les cultivateurs devaient tout d'abord s'aider eux-mêmes il me répondit: "Impossible, les cultivateurs n'ont pas d'argent. Jamais ils pourront mettre \$100 pour devenir membres de cette coopérative." Il me dit que les cultivateurs de cette paroisse étaient trop pauvres et n'avaient pas l'argent nécessaire pour souscrire \$100. J'ai refusé l'octroi et cet organisateur m'a dit solennellement: "Monsieur, la coopérative ne sera jamais organisée. Nous ne pouvons organiser la coopérative si le gouvernement ne paie pas pour nous." J'ai refusé!

Quinze jours plus tard, un des chefs de cette paroisse est venu me trouver et m'a dit: "Vous avez refusé de souscrire une somme pour la nouvelle coopérative? Vous avez eu tort, car depuis ce temps-là, un agent d'une compagnie de machines à laver qui n'existe même pas fit le tour de la paroisse et réussit à faire souscrire \$40,000 d'actions à des cultivateurs." Eh bien, voilà des gens qui jettent \$40,000 à l'eau et l'on viendra prétendre que ces cultivateurs ne pouvaient souscrire \$9,000 pour former une coopérative agricole. Ils ont perdu cette somme de \$40,000 et on m'a dit que celui qui accompagnait l'agent dans sa tournée chez les cultivateurs était justement l'organisateur de la coopérative, qui m'avait fait la demande dont j'ai parlé. On me dit qu'il a perdu \$5,000 lui-même dans l'affaire.

L'honorable M. David (Terrebonne): Il s'est fait laver!

L'honorable M. Perron (Montcalm): Il s'est fait laver, c'est le cas de le dire, de \$5,000. Je n'ai aucune peine pour lui. Mais c'est un bel exemple des pertes considérables que nos cultivateurs ont faites. M. l'Orateur, je demande aux députés ruraux de cette Chambre qui ont de l'influence auprès de leurs électeurs de leur conseiller de ne pas laisser drainer ainsi les capitaux de nos campagnes. Messieurs, je demande à tous ceux qui ont quelque influence de commencer tout de suite et de continuer sans arrêt une campagne contre le drainage de l'argent de nos campagnes, des économies de nos cultivateurs.

Les cultivateurs doivent placer leurs capitaux dans leur propre industrie, l'agriculture, au lieu de risquer leur argent dans des spéculations de tout hasard. Si nos paroisses gardaient pour elles l'épargne de nos habitants et l'excédent de ses ressources, il n'y aurait pas besoin de crédit agricole, car c'est là le crédit agricole naturel de nos campagnes, et celles-ci n'auraient pas besoin d'emprunts chez les banques.

Elles pourraient fournir l'argent nécessaire à ceux qui en ont besoin pour l'exploitation de leurs fermes. Chaque paroisse se suffirait à elle-même. La paroisse est la cellule vitale de notre nationalité. Le jour où les cultivateurs auront compris qu'au point de vue agricole, comme au point de vue religieux et social, la paroisse doit être le centre de leurs activités et que, en agriculture comme dans les autres domaines, il importe aux cultivateurs d'une même paroisse de se grouper, le problème agricole sera résolu.

Depuis quand entend-on parler de crédit agricole? Depuis que nos cultivateurs placent leur argent dans des parts et des débentures de mines et de compagnie, au lieu de le prêter à leurs concitoyens. Il y a une dizaine d'années, on n'entendait pas parler de crédit agricole, ni de crédit dans les banques. C'est que les paroisses gardaient leur argent. Chaque paroisse fournissait à ses cultivateurs l'argent nécessaire pour les opérations agricoles. Les cultivateurs, au lieu de prêter leurs épargnes à des exploiters, au lieu d'acheter des parts de mines ou des débentures, prêtaient leur argent à leurs voisins. Oui, on entend réclamer le crédit rural que depuis le jour où nos cultivateurs, au lieu de garder leurs économies chez eux, ou de les prêter à leurs voisins en toute sécurité, les ont employées à acheter des obligations, des parts de mines, etc.

M. Blain (Montréal-Dorion): Pourquoi ne pas avoir nommé le commissaire des mines? Le gouvernement aurait dû en nommer un.

L'honorable M. Perron (Montcalm): Le commissaire n'aurait pas empêché l'émission de certificats sur des propriétés qui n'existent pas. Cela s'est fait. Il y a un grand nombre de ces certificats en circulation pour des compagnies qui n'existent pas. L'honorable député en entendra parler prochainement...

M. Blain (Montréal-Dorion): Je n'ai pas de ces parts.

L'honorable M. Perron (Montcalm): Le député de Montréal-Dorion en entendra parler prochainement. Ce qui a ruiné notre province et les cultivateurs, c'est l'achat des parts de mines ou d'obligations de tout côté. Il y a trop de cultivateurs qui ont placé de l'argent dans des compagnies de mines.

M. Renaud (Laval): Non, pas dans mon comté. C'est rien qu'un petit nombre de cultivateurs.

L'honorable M. Perron (Montcalm): Seulement un petit nombre?

M. Renaud (Laval): Seulement un petit nombre.

L'honorable M. Perron (Montcalm): L'honorable député de Laval ne devrait pas dire cela. Peut-être que chez lui, dans Laval, il y en a peu,

mais, ailleurs, on n'a pas d'idée des pertes subies par les cultivateurs. Chez lui, on achetait des vaches ailleurs, c'étaient des parts.

M. Renaud (Laval): Oui et de bonnes vaches. Si je vends des vaches, c'est dans l'intérêt de la population.

L'honorable M. Perron (Montcalm): On achetait des vaches d'Ontario... des vaches qui se vendent cher et qui durent pas longtemps. On en parlera d'ailleurs prochainement.

M. Renaud (Laval): Parce qu'il n'y en a pas assez dans la province pour répondre à la consommation. Quand les cultivateurs de notre province auront des vaches à vendre, nous les encouragerons avant ceux de l'étranger. Peut-être avec la politique du nouveau ministre de l'Agriculture, nous pourrions acheter des vaches de la province de Québec.

L'honorable M. Perron (Montcalm): La misère dans nos campagnes a commencé lorsque les cultivateurs, au lieu de garder leur argent et de le prêter à 5 % ou 6 % à leurs voisins, dans leurs paroisses où ils n'ont jamais perdu un sou, ont voulu le placer dans les stocks de mines et dans les obligations, et ils n'en reverront jamais la couleur. Lorsque les cultivateurs prêtaient leur argent à leurs voisins, il n'était pas question de crédit agricole et ils ne perdaient pas leurs capitaux.

M. Renaud (Laval): C'est vrai.

L'honorable M. Perron (Montcalm): Nous sommes d'accord maintenant, pour une fois. Le manque de fonds chez nos cultivateurs est dû au fait qu'ils ont investi leur argent dans des certificats d'actions ou d'obligations. Les ressources de nos cultivateurs ont été malheureusement drainées dans des placements ruineux. Si nous ne pouvons faire comprendre aux cultivateurs que leur argent doit rester chez eux, nous ne pouvons rien faire. En dépit des coopératives que nous pourrions fonder, en dépit de tous nos efforts, nous n'arriverons à aucun résultat, si nous ne pouvons réussir à faire comprendre à nos cultivateurs qu'il leur faut garder leur argent chez eux et le prêter de préférence à leurs co-paroissiens.

M. Renaud (Laval): Parfaitement.

L'honorable M. Perron (Montcalm): En terminant à ce sujet, je demande aux députés ruraux

de commencer une campagne d'éducation chez leurs électeurs, pour leur faire comprendre que le meilleur placement pour leur argent, c'est encore la terre, et que leur argent est bien placé chez leur voisin.

M. l'Orateur, je n'ai qu'un mot à ajouter. Si les cultivateurs plaçaient leur argent dans leurs caisses populaires, au lieu de le confier à des compagnies de mines, il y aurait des capitaux pour satisfaire aux besoins de chacune de nos paroisses rurales. Malheureusement, nous avons eu des ennuis avec elles. Ce n'est pas que la loi qui les régit soit mauvaise, mais c'est l'administration. Nos caisses populaires ne sont pas inspectées, et il y a eu des pertes dans ces excellentes organisations.

M. Blain (Montréal-Dorion): Comme dans le cas de M. Riel.

L'honorable M. Perron (Montcalm): Le cas de qui?

M. Blain (Montréal-Dorion): Le cas de M. Riel, de la caisse populaire de Saint-Eusèbe.

L'honorable M. Perron (Montcalm): Je ne me rappelle pas ce cas. Je continue, M. l'Orateur, en disant que je suis en faveur des caisses populaires qui peuvent être un excellent système bancaire pour notre province et constitueraient même le meilleur dans les campagnes, si elles étaient bien inspectées et surveillées. Si elles étaient bien administrées avec le contrôle et la garantie des inspections et des auditions régulières comme dans le commerce, ce serait le meilleur système bancaire au monde. J'espère que, au cours de cette session, ceux qui sont intéressés à ces caisses populaires en viendront à la conclusion que les fonds des cultivateurs doivent être placés dans les caisses populaires, mais à la condition que celles-ci opèrent selon le mode des affaires. J'espère qu'ils viendront à la conclusion, avant la fin de la session, que le succès de ces organisations est lié à la nécessité de l'inspection.

M. Blain (Montréal-Dorion): Le ministre devrait bien dire cela à M. Riel qui administre la caisse populaire de Saint-Eusèbe.

L'honorable M. Perron (Montcalm): Les caisses populaires pourraient réunir tous les fonds dont les cultivateurs ont besoin dans les paroisses. Mais, dans le moment, elles sont en train de disparaître parce qu'on ne veut pas les faire auditer. On ne veut pas les laisser inspecter, vérifier et placer

sur une base d'affaires. Je le répète, le malheur est que nos caisses populaires ne sont pas inspectées. Il devrait y avoir une inspection de ces caisses, et elles pourraient alors rendre de précieux services à la classe agricole. C'est l'idéal comme organisation paroissiale, mais il faut qu'elles soient sujettes à des règlements.

Pourquoi s'oppose-t-on à l'inspection? Est-ce commandé par un dogme? Ce n'est pas une question de dogme, cela, il me semble. Quel est donc le principe en jeu? Quelle raison y a-t-il pour paralyser ce mécanisme qui pourrait rendre tant de services aux classes populaires? Pourquoi refuse-t-on ce moyen de donner confiance par la garantie de l'inspection régulière? Cependant les caisses populaires pourraient nous sauver, car elles fourniraient le meilleur moyen d'épargne et de crédit rural pour nos cultivateurs.

J'ai beaucoup confiance en elles. Mais il faut les mettre à l'abri des catastrophes. Il n'y a qu'une simple question d'inspection. Le peuple ne peut leur porter confiance lorsqu'elles ne sont pas inspectées. J'espère que, au cours de cette session, la question des caisses populaires, auxquelles j'ai tant confiance et qui peuvent nous sauver, sera réglée et que les caisses populaires seront mises sur un pied d'affaires.

Quand on fait le tour des petites paroisses de campagne, il est évident qu'il y a un problème. À cause du manque d'inspection, il est arrivé des cas où des paroisses ont perdu \$125,000, \$175,000, \$200,000 et \$250,000, qui auraient pu servir aux cultivateurs. Je sais qu'il y a des caisses populaires qui sont bien administrées, mais tant qu'il n'y aura pas d'inspection, il y aura toujours un danger. Avec l'inspection, on éviterait des pertes de \$250,000 dans une simple paroisse, argent qui aurait bien rendu service aux cultivateurs pourtant!

M. l'Orateur, je termine. Je félicite de nouveau l'honorable député de Wolfe (M. Lemieux) d'avoir provoqué ce débat et j'offre mes compliments à tous nos collègues qui y ont pris part. En fait, je remercie tous les députés, et surtout ceux de l'opposition, pour leur engagement à collaborer dans cet effort. J'espère qu'après tout ce qui s'est dit, nous ne verrons plus nos cultivateurs risquer leur argent dans des actions ou des débentures. Je supplie encore une fois tous les députés ruraux de cette Chambre de commencer une campagne pour faire comprendre aux cultivateurs qu'ils doivent mettre à la porte tous les agents qui viendront leur vendre des parts, afin que l'argent des cultivateurs reste dans la campagne, pour subvenir aux besoins des agriculteurs. Ils feront une œuvre patriotique et nationale, s'ils peuvent

réussir à convaincre les cultivateurs de ne pas placer leur argent dans des actions et les obligations.

Et la motion étant mise aux voix, la Chambre l'adopte.

Loi des coroners

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 10 modifiant la loi des coroners.

En vertu de l'ancienne loi, les assistants étaient nommés par les coroners.

Adopté. Le comité, ayant étudié le bill, en fait rapport sans amendement.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Loi des vues animées

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 24 modifiant la loi des vues animées.

Adopté.

En comité:

M. Guertin (Hull) pose une question.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Les censeurs font très bien leur devoir, et les seuls reproches sont des reproches de sévérité.

Les articles 1 à 3 sont adoptés.

Le comité, ayant étudié le bill, en fait rapport sans amendement.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté sur division.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Constituts et régime de tenure de Hull

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 37 modifiant la loi relative aux constituts et au régime de tenure dans la cité de Hull.

Adopté. Le comité, ayant étudié le bill, en fait rapport sans amendement.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Maurice Hartt

M. Cohen (Montréal-Saint-Laurent) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 133 autorisant le Barreau de la province de Québec à admettre Maurice Hartt à la pratique du droit, après examens.

Adopté. Le comité, ayant étudié le bill, en fait rapport sans amendement.

M. Cohen (Montréal-Saint-Laurent) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Louis Marvin Dobrofsky

M. Cohen (Montréal-Saint-Laurent) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 142 permettant à Louis Marvin Dobrofsky de changer son nom de famille de Dobrofsky en celui de Dorsey.

Adopté. Le comité, ayant étudié le bill, en fait rapport sans amendement.

M. Cohen (Montréal-Saint-Laurent) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Saul Meyer Dobrofsky

M. Cohen (Montréal-Saint-Laurent) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 143 permettant à Saul Meyer Dobrofsky de changer son nom de famille de Dobrofsky en celui de Dorsey.

Adopté. Le comité, ayant étudié le bill, en fait rapport sans amendement.

M. Cohen (Montréal-Saint-Laurent) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

The Quebec Labrador Railway Company

M. Rochette (Charlevoix-Saguenay) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 150 modifiant la charte de Quebec Labrador Railway Company.

Adopté. Le comité, ayant étudié le bill, fait rapport qu'il n'en a pas terminé l'examen.

Questions et réponses:

Indemnité payée aux inspecteurs d'écoles

M. Tremblay (Maisonnette): 1. Le gouvernement qui, comme il appert à la page 302 des *Journaux de l'Assemblée législative*, 1929, était alors à étudier la question de payer aux inspecteurs d'écoles leurs dépenses réelles de voyage, au lieu de continuer à leur allouer l'indemnité fixée par arrêté de l'exécutif, le 15 avril 1921, en est-il arrivé à quelque conclusion?

2. Dans l'affirmative, qu'a décidé le gouvernement?

L'honorable M. David (Terrebonne): 1. et 2. Par arrêté ministériel, le 22 février 1930, il a été décidé que toutes les dépenses de voyage des inspecteurs d'écoles leur seront payées intégralement.

Congrès international des aliénistes

M. Tremblay (Maisonnette): 1. Le gouvernement était-il représenté au Congrès

international des aliénistes à Barcelone, en Espagne, et dans l'affirmative, par qui?

2. De quelle date à quelle date a duré ce congrès?

3. Le représentant du gouvernement a-t-il fait à celui-ci rapport de sa mission?

4. Dans l'affirmative, ce rapport sera-t-il déposé et quand?

L'honorable M. David (Terrebonne): 1. Oui. Le secrétaire de la province.
2. Du 21 au 25 mai 1929.
3. et 4. Le gouvernement, étant représenté par un de ses membres, n'a requis aucun rapport.

La séance est suspendue à 6 heures.

Reprise des travaux à 8 h 45

Subsides

L'honorable M. McMaster (Compton) propose, selon l'ordre du jour, que "M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil pour que la Chambre se forme de nouveau en comité des subsides."

Adopté.

En comité:

L'honorable M. McMaster (Compton) propose:
1. Qu'un crédit n'excédant pas quatre-vingt mille dollars soit ouvert à Sa Majesté, pour dépenses générales (Terres et Forêts), pour l'exercice finissant le 30 juin 1931.

2. Qu'un crédit n'excédant pas quatre cent soixante-huit mille dollars soit ouvert à Sa Majesté, pour protection des forêts, pour l'exercice finissant le 30 juin 1931.

Ces items sont suspendus.

L'honorable M. McMaster (Compton) propose: 3. Qu'un crédit n'excédant pas cinq cent mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour service forestier et inspection des terres, pour l'exercice finissant le 30 juin 1931.

M. Guertin (Hull) pose une question.

L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay): déclare qu'il y a moins de chantiers en opération

cette année que l'an dernier, mais il croit que ce nombre augmentera à nouveau au cours de l'hiver 1930-1931. Le service se développe constamment et rapidement et les dépenses augmentent en proportion. Cette année, nous serons obligés d'employer une vingtaine d'ingénieurs forestiers de plus que l'an passé.

L'augmentation de \$85,000, par rapport au montant voté l'an dernier, sera affectée aux salaires et aux dépenses des ingénieurs forestiers additionnels qui seront engagés par le gouvernement l'an prochain.

M. Guertin (Hull) semble trouver des divergences dans la réponse du ministre et en fait le reproche au ministre en déclarant que l'opposition veut obtenir de l'information qu'on lui refuse. Il pourrait y avoir des problèmes, déclare-t-il.

L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay): J'espère que l'honorable député ne cherche pas à me faire peur.

M. Guertin (Hull): Pas du tout. Je sais que vous avez la couenne dure et qu'il n'est pas facile de vous faire peur. Cependant, il y aura certainement d'autres questions et le ministre devrait faire attention à ses réponses.

M. Renaud (Laval): Quels sont les salaires des ingénieurs?

L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay): De \$2,000 à \$2,400. Ceux qui n'ont pas d'expérience reçoivent moins.

M. Guertin (Hull): Quels sont les devoirs des ingénieurs forestiers?

L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay): Surveiller l'exploitation des chantiers et la coupe du bois.

M. Renaud (Laval): S'il y a moins de chantiers, comme l'a révélé le ministre il y a quelques jours, pourquoi faudrait-il engager plus d'ingénieurs forestiers que jamais?

L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay): Je crois que cette baisse dans l'exploitation forestière ne durera pas plus qu'un an environ et, de toute façon, les ingénieurs pourront participer à l'inventaire des ressources naturelles.

M. Guertin (Hull): Ce qui inclut l'hydroélectricité, n'est-ce pas?

L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay): Certainement.

M. Guertin (Hull): Ce qui nous ramène au point de départ, puisque le ministre nous a affirmé que ces montants supplémentaires seraient votés pour le domaine forestier seulement.

L'honorable M. Perron (Montcalm): Plus fort.

M. Guertin (Hull): Qui a dit plus fort? Ah, je vois. Et j'aimerais dire à l'honorable ministre que je peux très bien me rapprocher de lui, s'il ne me comprend pas.

L'honorable M. Perron (Montcalm) l'invite à venir s'asseoir à côté de lui.

M. Guertin (Hull): J'ai peur de la contagion.

Des députés libéraux derrière le député de Hull commencent à lancer des commentaires.

M. Guertin (Hull): Oh, les amis du ministre recommencent avec leurs vieilles tactiques que nous avons si souvent vues; ils me disent beaucoup de choses. La droite ne semble pas attacher assez d'importance aux remarques qui lui sont faites par la gauche. J'en entends rire en arrière de moi. Et ceux qui ne trouvent pas nos critiques assez sérieuses seront encore obligés de critiquer le gouvernement pour se faire élire aux prochaines élections.

M. Frigon (Saint-Maurice): De qui mon honorable ami veut-il parler?

M. Guertin (Hull): Peut-être que je finirai par savoir comment le député de Saint-Maurice (M. Frigon) s'est fait élire?

M. Frigon (Saint-Maurice): Ah! Pardon, je me suis présenté comme indépendant, mais tout le monde savait que j'étais libéral. Les conservateurs ont donné un mot d'ordre qui était de me combattre, parce que je serais opposé à leur cause. Tous les conservateurs de Shawinigan Falls, et tout autour, ont travaillé contre moi. Il y a des chefs conservateurs qui m'ont appuyé, mais ils m'ont demandé d'appuyer la politique du gouvernement. D'ailleurs, le

gouvernement n'a envoyé personne pour me combattre. J'ai été élu par les libéraux, si c'est ce que vous voulez savoir. Si l'on prouve que j'ai dit un seul mot contre le gouvernement, je suis prêt à démissionner.

M. Guertin (Hull) pose des questions au ministre sur un poste des *Comptes publics* de l'ordre de \$10,000 pour des calendriers.

L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay): C'est pour les 75,000 almanachs expédiés partout dans la province, pour encourager la protection des forêts.

M. Blain (Montréal-Dorion) déclenche un débat sur la situation des forêts. Il cite le témoignage de Sir John Courthope, aux Communes anglaises, de M. Barnjum et d'ingénieurs canadiens prouvant que nos forêts disparaissent avec une rapidité alarmante, dit-il.

L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay): L'opinion des techniciens du gouvernement, qui ont parcouru nos forêts, est beaucoup plus digne de respect.

M. Blain (Montréal-Dorion): Très bien, je vais citer une opinion qui le touche de beaucoup plus près. Je vais lui citer l'opinion de son sous-ministre qui siège actuellement près de lui. Le 10 décembre 1929, dans une conférence, M. G.-C. Piché a déclaré que, dans 30 ans, les forêts produiraient autant de bois qu'aujourd'hui.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Très bien!

M. Blain (Montréal-Dorion): Remarquez que le sous-ministre a soin de dire dans 30 ans. Il sait que l'opinion courante est que nos forêts seront épuisées dans 30 ans. M. Piché a ajouté que nos forêts, dans 30 ans, nos forêts produiraient plusieurs fois autant qu'aujourd'hui, mais aux conditions suivantes: *a.* Que nos forêts soient protégées contre les incendies, les insectes et autres ennemis; *b.* Que nous intensifions l'utilisation des forêts ayant atteint ou dépassé la maturité; *c.* Si nous savons tirer profit du bois abattu par le feu, le vent; *d.* Si nous savons intensifier et stimuler la croissance par des coupes d'éclaircies; *e.* Si nous savons poursuivre une vigoureuse campagne de reboisement. Ces conditions n'ont pas été remplies.

L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay):
Pouvez-vous l'affirmer?

M. Blain (Montréal-Dorion): Certainement, puisque c'est une condition. M. Piché déclare que nos forêts dureront 30 ans, à condition que nous remplissions ces conditions. Le ministre ne peut quand même pas répudier son propre subalterne.

L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay):
Peut-être que les conditions mentionnées, y compris la protection contre les incendies, la lutte contre les insectes et autres, sont en train d'être remplies.

M. Blain (Montréal-Dorion) a en main un article du *New York Times* du 21 octobre 1928 sur la plantation de grandes forêts pour l'avenir. Le député de Dorion indique que l'état de New York a commencé ses travaux de reboisement et qu'en attendant, l'industrie du bois de sciage et du bois de pulpe vient chercher ses matières premières au Québec.

Je vous assure que je ne fais que mon devoir comme député en vous informant de ces choses. Et je prétends que nous serons les premiers responsables de notre propre échec économique, si nous les tolérons.

L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay):
Le député de Montréal-Dorion a fait dire à M. Piché une foule de choses qu'il n'a pas dites. Il ignore sans doute que 2,000,000 de pieds de bois affectés par les incendies, le vent et les insectes ont été utilisés en l'espace de 7 ans. D'après les calculs des techniciens, la survivance de la forêt n'est nullement en péril. Si nos honorables amis veulent prendre cette attitude, qu'ils aillent donc dans les forêts pour se rendre compte de la véritable situation.

Le député de Montréal-Dorion (M. Blain), dit-il, a dû étudier la foresterie dans les parcs Mont-Royal et Lafontaine, et il devrait sortir de Montréal, s'il veut voir de vraies forêts.

M. Blain (Montréal-Dorion): J'ai fait, dit-il, des voyages précisément pour ça.

L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay)
réplique que, de toute évidence, il a étudié le sujet par la fenêtre d'un train.

M. Guertin (Hull) revient à la charge et déplore les incursions des intérêts étrangers qui viennent bâtir des fortunes pour leurs bailleurs de

fonds, alors que nos propres gens en sont réduits à n'être que de simples tailleurs de bois et des porteurs d'eau, tant ils ne sont plus maîtres chez eux.

Il réfère au comté de Matane où la Hammermill Company paie ses bûcherons \$15 et donne 27 cents l'heure aux hommes qui chargent le bois de sciage pour le transport. À l'autre bout de la ligne, aux États-Unis, les hommes qui déchargent le même bois reçoivent 80 cents l'heure.

À l'autre bout de la province, tout près de son propre comté, des moulins à scie portant de bons vieux noms canadiens sont disparus, fermés ou avalés par la Canadian International Paper Company qui, dit-il, contrôle 35 % des ressources naturelles de la province de Québec. Ainsi va la situation économique du Québec, pour ce qui est de ses ressources naturelles.

Les moulins à scie à Hull et dans la région de Hull sont fermés, entraînant la mise à pied de 1,500 à 2,000 hommes mariés. Pourquoi? Je remarque, dit-il, que l'honorable A. R. McMaster, le trésorier de la province, sourit et que, bien qu'il ne fasse partie du gouvernement que depuis quelques mois, il a déjà acquis l'habitude du gouvernement de railler l'opposition.

C'est bien beau, dit-il, de traiter l'opposition et tous ceux qui sont du même avis de visionnaires. Nous avons toujours M. Frank Barnjum, qui a fait une proposition au gouvernement et que celui-ci n'a jamais osé accepter. Alors qu'on mettait en cause son opinion sur le pillage de nos forêts, M. Barnjum a invité le gouvernement à mettre sur pied une commission d'enquête.

Si la commission révélait qu'il avait tort, il paierait toutes les dépenses. Si la commission démontrait qu'il disait vrai, il ne demanderait rien au gouvernement, mais ce dernier devrait payer le coût de l'enquête. Le gouvernement n'a jamais accepté sa proposition. Il faut croire qu'il y a un certain malaise quant à l'avenir.

Puisqu'on parle d'information, j'attire, dit-il, l'attention du gouvernement sur le fait qu'il y a très peu de détails dans les *Comptes publics* et je souligne qu'en 1900, alors que le budget se chiffrait à \$4,000,000, les *Comptes publics* étaient publiés dans un volume plus épais que la publication actuelle, qui justifie un budget de \$40,000,000.

M. Tremblay (Maisonnette) s'interpose à ce moment-là pour appuyer son collègue en disant que, l'an dernier, il avait demandé une comptabilité publique plus détaillée et qu'il avait l'intention de continuer de le faire.

Il presse longuement le ministre de questions sur le cas d'un mesureur qui a gagné un salaire de \$1,400, et réclamé, en plus, des frais de voyage de \$7,125.09, en insistant pour obtenir des détails avant de laisser passer cet item.

L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay): C'est un mesureur expert qui a \$1,400 de salaire. La balance est pour dépenses de voyage.

M. Tremblay (Maisonneuve): Les détails ne sont pas suffisants. Les *Comptes publics* ne sont pas assez complets. J'ai exigé un rapport plus détaillé et j'ai dit que nous siègerions 12 mois par année pour obtenir les faits, s'il le faut. Ils devraient être rendus publics. C'est le devoir du gouvernement de fournir des renseignements complets.

L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay): Si mon honorable ami veut plus de détails et des documents sur cet item en particulier, il devrait proposer une motion pour qu'on tienne une réunion du comité des comptes publics. Il pourra alors tout voir.

M. Tremblay (Maisonneuve) demande des détails sur divers items.

L'honorable M. David (Terrebonne): Même chose!

M. Tremblay (Maisonneuve): Je m'adresse à l'honorable ministre des Terres et Forêts!

L'honorable M. David (Terrebonne): Et je vous réponds qu'il fait la même chose. Il ne fait pas d'obstruction.

M. Guertin (Hull): Est-ce que quelqu'un fait de l'obstruction en cette Chambre?

L'honorable M. David (Terrebonne): Non!

M. Tremblay (Maisonneuve) demande de nouveaux détails.

L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay): Présentez-vous devant le comité des comptes publics.

M. Guertin (Hull) déclare que c'est bien beau que le député de Châteauguay prenne position, mais il cite les *Comptes publics* du ministère de la

Colonisation, de la Faune et de la Pêche de l'an dernier, pour bien montrer que là, les salaires et les dépenses sont séparés et que n'importe quel lecteur pourrait s'y retrouver.

M. Gault (Montréal-Saint-Georges): Quelles sont les intentions du gouvernement par rapport à la situation du papier journal? J'ai entendu dire que la International Paper avait accepté de réduire sa production, si les moulins canadiens réduisaient la leur, et qu'en réalité, c'est ce que la compagnie a fait aux États-unis, alors qu'au Canada, la production a été maintenue à 100 % et 110 %. J'aimerais savoir si le gouvernement a l'intention de faire quelque chose pour que la Canadian International Pulp réduise sa production.

L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay) demande si le député de Montréal-Saint-Georges (M. Gault) est partisan d'un gouvernement qui s'ingère dans les affaires commerciales, entre autres en fermant les moulins et les manufactures de chaussures. À mon avis, dit-il, et je ne parle pas ici au nom du gouvernement, ce serait une erreur de prendre des mesures spéciales contre une usine en particulier, même si le gouvernement en a le pouvoir. Imaginez que le gouvernement ait le droit de faire réduire la production. Cela voudrait dire que le gouvernement aurait le pouvoir de contrôler la production industrielle.

M. Gault (Montréal-Saint-Georges) laisse entendre que son interlocuteur cherche à éviter la question, étant donné que le gouvernement est censé détenir la solution à l'augmentation des droits de coupe. Je ne propose, dit-il, ni l'ingérence gouvernementale, ni la solution à privilégier.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): En tant que bon Canadien, êtes-vous capable de suggérer une solution?

M. Gault (Montréal-Saint-Georges) dit qu'on l'a informé que le gouvernement avait la solution entre les mains.

M. Tremblay (Maisonneuve) s'indigne contre l'idée du ministre des Terres et Forêts d'aller devant le comité des comptes publics. L'item en question est une somme de \$1,600 payée pour un garde forestier, et il affirme que, selon le ministre, \$1,000 ont été versés en salaire et \$600 en dépenses, et il se demande à quoi ont servi les \$600. Le garde forestier a-t-il fait un voyage en Espagne?

L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay) affirme n'avoir jamais fait cette déclaration, mais avoir dit que si quelqu'un voulait des détails sur les \$600, c'est au comité des comptes publics qu'il fallait s'adresser.

M. Tremblay (Maisonnette): Alors, que le ministre présente ses crédits devant le comité et laisse la Chambre tranquille. La farce a trop duré. Les ministres vont rendre compte de leurs actions dans cette Chambre. S'ils ne le font pas, ils n'ont qu'à se retirer, sinon le public les forcera à se retirer. Je n'accepterai jamais cet item sans avoir les détails que je réclame. Ça ne passera pas tant que je n'aurai pas vu les documents. On nous dit que c'est pour des dépenses de voyage, mais on ne le sait pas. Si le ministre ne les produit pas, il manque à son serment d'office.

L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay): C'est la coutume invariable dans le Parlement que, quand un item est en discussion, on demande des détails comme ceux que mon honorable ami veut avoir au comité des comptes publics. On ne peut exiger qu'un ministre soit au courant de tous les détails.

C'est impossible pour un ministre d'apporter tous les documents de son ministère en Chambre. Je ne fais que suivre la coutume et je serai enchanté de donner aux *Comptes publics* tous les détails voulus.

La résolution est adoptée.

Résolutions à rapporter⁵:

Le comité fait rapport qu'il a adopté une résolution et demande la permission de siéger de nouveau. Ladite résolution est lue deux fois et adoptée par la Chambre.

La séance est levée à minuit⁶.

1890, et sous la bannière libérale en 1892, 1897 et 1900.

2. \$12,000 selon *Le Progrès du Saguenay* du 27 février 1930, à la page 5.

3. *The Gazette* du 27 février 1930, à la page 2, rapporte que le ministre aurait dit qu'il était colon 30 ans auparavant.

4. Selon *L'Action catholique*, à la page 5, *La Presse*, à la page 29, et *La Patrie*, à la page 5, du 27 février 1930, M. Perron aurait plutôt dit: "Un des organisateurs est venu me demander de souscrire une somme minime en ma qualité de ministre de l'Agriculture. J'ai refusé. Je trouvais que la souscription n'était pas suffisante pour le maintien de la coopérative".

5. *L'Action catholique* du 27 février 1930, à la page 5, rapporte que, vers minuit, M. Taschereau est intervenu dans le débat. Selon *The Gazette* du même jour, à la page 2, "Le premier ministre Taschereau est intervenu, l'honorable M. Mercier s'est exprimé à nouveau avec bienveillance, M. Tremblay est revenu sur sa position et l'item a été adopté".

6. *L'Événement* du 27 février 1930, à la page 8, rapporte qu'à la fin du débat sur les crédits, les députés ont appris que le député de Trois-Rivières (M. Duplessis) venait de subir une opération pour l'appendicite. Le journaliste signale que "la nouvelle causa une pénible impression à la Chambre".

NOTES

1. Il s'agit de Avila-Gonzague Bourbonnais: élu député du Parti national dans Soulanges, en 1886 et

Séance du jeudi 27 février 1930

Présidence de l'honorable T.-D. Bouchard

La séance est ouverte à 3 h 20.

Prière.

M. l'Orateur: À l'ordre Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

Rapports de comités:

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le dix-huitième rapport du comité permanent des bills publics en général. Voici le rapport:

Votre comité a décidé de rapporter, sans amendement, le bill suivant:

- bill 46 ratifiant certains contrats concernant la cité de Montréal.

Et, avec amendements, le bill suivant:

- bill 152 ratifiant un contrat fiduciaire entre les commissaires du havre de Montréal, Montreal Trust Company et Sa Majesté le roi.

M. Lemieux (Gaspé): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le seizième rapport du comité permanent des bills privés en général. Voici le rapport:

Votre comité a décidé de rapporter, sans amendement, le bill suivant:

- bill 153 permettant à la cité de Montréal d'exempter la Masonic Memorial Temple Corporation de toutes taxes municipales, à Montréal.

**Système
d'assurance sociale**

L'honorable M. Galipeault (Bellechasse) demande la permission de présenter le bill 69 concernant la création d'une commission chargée d'étudier un système d'assurance sociale pour la province.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

**Réorganisation
de certains départements**

L'honorable M. Perrault (Arthabaska) demande la permission de présenter le bill 38 modifiant les Statuts refondus concernant la réorganisation de certains départements.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

**Travaux
de la Chambre**

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): M. l'Orateur, nous voulions commencer dès demain à siéger le vendredi après-midi, mais comme les députés ne sont pas avertis, nous ne commencerons que la semaine prochaine nos séances du vendredi après-midi. Donc, à partir de vendredi le 7 mars prochain, il y aura séance dans l'après-midi et la soirée, de même que les lundis suivants. Il y a encore beaucoup de questions à l'ordre du jour, et si nous voulons finir à temps, nous devons siéger plus souvent.

En parlant de l'important volume d'affaires à traiter au cours de la présente session, il laisse entendre que l'obstruction pratiquée par l'opposition à l'égard du budget des dépenses est un des facteurs rendant nécessaire la séance supplémentaire.

**Vœux au
député de Trois-Rivières**

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): La Chambre me permettra d'ajouter un mot. Nous avons appris avec chagrin hier qu'un de nos collègues les plus estimés, le député de Trois-Rivières (M. Duplessis), était tombé malade et avait subi une opération.

Je sais que je me fais l'interprète de toute la Chambre en disant que nous souhaitons voir notre estimé collègue de Trois-Rivières se rétablir promptement et venir bientôt reprendre sa place parmi nous.

(Applaudissements)

Messages du Conseil législatif:

M. l'Orateur informe la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté, sans amendement, les bills suivants:

- bill 14 modifiant les Statuts refondus de 1925, relativement aux dépôts et consignations;
- bill 16 modifiant la loi des palais de justice et prisons;

- bill 30 modifiant la loi des terres publiques propres à la culture;
- bill 84 constituant en corporation la Congrégation Bnai Israel;
- bill 97 autorisant les syndics de Saint-Zéphirin de la Tuque à contracter un emprunt pour la construction d'une nouvelle église dans ladite paroisse;
- bill 107 constituant en corporation Saint-Ansgar's Danish Evangelical Lutheran Church;
- bill 124 constituant en corporation Christian and Missionary Alliance in Quebec;
- bill 132 constituant en corporation la Select Mutual Insurance Company;
- bill 144 autorisant le Collège des chirurgiens dentistes de la province de Québec à admettre Stewart Alton Robinson à la pratique de la chirurgie dentaire.

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté, avec certains amendements qu'il la prie d'agréer, les bills suivants:

- bill 123 ratifiant le règlement no 188 de la ville de La Tuque.

- bill 135 ratifiant certains actes de vente par les exécuteurs testamentaires de la succession de feu l'honorable Joseph Masson.

La Tuque, règlement no 188

La Chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 123 ratifiant le règlement no 188 de la ville de La Tuque. Lesdits amendements sont lus deux fois et adoptés.

Il est ordonné que le greffier porte de nouveau le bill au Conseil législatif et informe les honorables conseillers que cette Chambre a accepté leurs amendements.

Succession Joseph Masson

La Chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 135 ratifiant certains actes de vente par les exécuteurs testamentaires de la succession de feu l'honorable Joseph Masson. Lesdits amendements sont lus deux fois et adoptés.

Il est ordonné que le greffier porte de nouveau le bill au Conseil législatif et informe les honorables conseillers que cette Chambre a accepté leurs amendements.

Demandes de documents:

Grève de l'Union des producteurs de lait

M. Sauvé (Deux-Montagnes) propose, appuyé par le représentant de Montréal-Saint-Georges (M. Gault), qu'il soit mis devant cette Chambre copie de toute correspondance, télégrammes, etc, depuis novembre 1929, entre le ministre de l'Agriculture et toute personne au sujet du traitement que font subir certaines compagnies à des cultivateurs qui, l'automne dernier, ont pris part à la grève de l'Union des producteurs de lait des districts de Montréal et de Terrebonne.

M. l'Orateur donne la parole au député des Deux-Montagnes (M. Sauvé).

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Le but de ma motion est de faire discuter une question se rattachant à notre problème agricole et à la position faite à des cultivateurs au cours et après la grève d'un groupe de producteurs de lait, l'automne dernier. Le conflit entre les producteurs et les distributeurs de lait à Montréal ne m'a pas laissé indifférent, l'automne dernier. C'est parce que je m'intéresse au sort des producteurs de lait que je soulève ce débat. La partisannerie ne doit pas entrer dans cette discussion. J'entends traiter cette question sans esprit de parti.

Depuis que je siége ici, et auparavant comme journaliste, j'ai donné à l'agriculture et aux cultivateurs la plus large part de mon travail. J'aurais manqué à ma caractéristique, comme au devoir que je me suis toujours fait, si le conflit m'avait trouvé indifférent. Dieu veuille que je ne sois injuste envers aucune des parties en cause: cultivateur, compagnies ou gouvernement. Le conflit dont il est question dans la motion se rattache aussi à l'industrie laitière, dont le problème doit aussi nous intéresser dans le présent débat.

Ma motion se rattache au problème agricole à plus d'un point de vue. Elle va dans le sens des discussions en matière agricole qui ont déjà eu lieu dans cette Chambre, car la question du coût du lait fait partie d'un ensemble de questions auxquelles on doit faire face en même temps. C'est pourquoi j'aborderai le coût de la production du lait, les modes de production adaptés à l'industrie du lait.

Depuis quelques années, des cultivateurs, aux environs de Montréal et de plus en plus nombreux, manifestaient le désir de former une union, à l'instar des autres classes, en vue de se mieux protéger

contre une situation dont ils souffraient. Ils avaient trouvé nécessaire de se regrouper pour vendre leur lait, en avaient souffert considérablement et avaient causé beaucoup d'irritation. La raison, c'est que les compagnies laitières de Montréal avaient parcouru la région, recommandant vivement aux cultivateurs de leur vendre leur lait plutôt que de l'envoyer aux crémeries du village, et une fois les cultivateurs persuadés, les compagnies avaient changé leurs exigences à différentes occasions, quelquefois deux fois par année. Cela a entraîné une augmentation considérable du coût de la production laitière.

Les cultivateurs ont donc décidé de former une association pour mieux se protéger. La première union fut combattue par ceux-là qui auraient dû la protéger le plus. Les producteurs de lait se plaignaient que les compagnies détaillant du lait à Montréal, après les avoir engagés à abandonner leurs fabriques de beurre ou de fromage, achetaient leur lait à des prix inacceptables.

En fait, les producteurs de lait des environs de Montréal ont été invités par des compagnies de la métropole à leur vendre leur lait. Ils ont accepté et ont délaissé les beurreries et fromageries de leurs villages. Quand les cultivateurs ont été désorganisés, les compagnies leur ont imposé des règlements qui ont augmenté le coût de la production du lait. Pour se conformer à des règlements de la ville et aux exigences des compagnies, les fournisseurs de lait étaient obligés à faire chaque année des dépenses augmentant exagérément leur prix de production. Les compagnies obligeaient leurs fournisseurs à accepter pour le lait d'hiver des prix fixés par elles au mois de septembre, alors que la récolte n'étant pas encore mûrie ou battue, on ne pouvait savoir ce que coûterait l'alimentation du bétail durant la saison d'hiver. Dans bien des cas, les cultivateurs vendaient leur lait sans profit.

Les cultivateurs intéressés réclamèrent une proposition plus juste, un traitement plus équitable. Devant la résistance, des compagnies des unions de producteurs de lait se formèrent, organisées non pas par des bleus, mais par des cultivateurs des deux partis et encouragées par des curés et des hommes publics de toute nuance. Pourquoi mêler la partisanerie politique à cette question qui, pour être réglée avec justice, demande une saine disposition d'esprit? Les cultivateurs se sont dit: "Organisons-nous comme les compagnies". Ils ont désigné des chefs pour faire de la propagande en faveur de cette organisation légitime et permise. Quand l'organisation a été faite, on a nommé deux délégués pour aller rencontrer les compagnies.

Ils ont été traités injustement. Les compagnies avaient fait signer des contrats aux cultivateurs, à une époque où il était impossible de calculer le coût de la production du lait. Les compagnies ont offert 28 cents et 32 cents le gallon aux cultivateurs, qui ont trouvé ces prix trop bas. L'association en question était composée non de bleus, comme l'a prétendu l'honorable ministre de l'Agriculture (M. Perron), pour servir sa cause, non de rouges, mais de cultivateurs sans considération politique.

Les cultivateurs ont demandé 33 cents le gallon pour 8 mois de l'année, et 30 cents pour les autres mois d'hiver. Les compagnies ont refusé. Cette demande a été traitée avec indifférence par les compagnies, ces dernières allant jusqu'à provoquer les cultivateurs. Telle qu'organisée, la production du lait coûte, en moyenne, aux cultivateurs de 20 à 22 centins le gallon. Je ne crains pas de faire cette affirmation, du moins pour ma région.

On dit qu'elle coûte de 12 à 50 sous, une moyenne de 25 cents le gallon. La marge est très large, et je voudrais bien connaître ceux qui produisent du lait à 12 centins. Si la production du lait est aussi coûteuse, le cultivateur n'avait-il pas le droit de refuser 28 et 32 centins pour son lait? Il avait le droit de réclamer un prix plus rémunérateur des compagnies qui, elles, se sont enrichies avec leur industrie. Quelle est donc l'autre classe ou l'autre profession qui aurait travaillé sous ces conditions?

Je ne veux pas être injuste pour les compagnies, pour les cultivateurs, ni pour l'honorable ministre qui s'est mis en cause lui-même. Une grève a éclaté. C'est un moyen extrême, mais permis, quand les conditions de travail ou de production sont injustes. La grève ne brisait aucun contrat, bien qu'elle en eût le droit, puisque le contrat était injuste. Les compagnies qui font la distribution du lait dans la métropole sont responsables de cette grève parce qu'elles n'ont pas voulu accepter les conditions et les réclamations des producteurs de lait. Ces réclamations étaient justes.

Ainsi, les unions des producteurs de lait fédérées, décrétèrent la grève et les intéressés de part et d'autre luttèrent parfois avec une violence regrettable. La grève est permise du moment qu'il n'y a pas de violence. Des députés libéraux, des gens qui sont conservateurs en politique, se sont occupés de l'affaire. Je m'y suis intéressé moi-même, car j'ai toujours été pour l'union des cultivateurs.

L'occasion m'étant fournie, j'ai appuyé les réclamations des cultivateurs en grève, tout en les mettant en garde contre les violences extrêmes.

J'étais franc. Je restais conséquent avec mon passé. Le ministre de l'Agriculture a aussi pris une part dominante à cette grève, non seulement lui, mais des membres du clergé. Les cultivateurs ont été dirigés, encouragés par le clergé, sous le regard de l'épiscopat.

L'honorable M. Perron (Montcalm): J'hésite à croire que le clergé a fourni les armes.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): L'honorable ministre de l'Agriculture sait que le clergé est intervenu. Je ne comprends pas qu'il nie au clergé le droit d'intervenir.

L'honorable M. Perron (Montcalm): Je n'ai jamais nié au clergé le droit d'intervenir. J'ai dit que le clergé n'avait pas encouragé ceux qui se servaient des carabines dans une grève.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): L'honorable ministre a tort de mépriser les organisateurs de la grève du lait et de rétrécir une question aussi sérieuse et difficile. Le député de Montcalm connaît ce que c'est que l'intervention du clergé. Il en a bénéficié. Il ne se gêne pas et il paraît bien aise de se servir du clergé, et de s'en servir à l'extrême, quand cela fait son affaire. Il l'approuve quand l'intervention lui est favorable, mais lorsque c'est le contraire, quand cela peut nuire à ses opérations, comme dans le cas des cultivateurs, il veut reléguer le clergé à la sacristie et aux presbytères, suivant la doctrine des vieux rouges d'autrefois.

(Rires à gauche)

Ce n'est pas en mêlant audacieusement la contradiction et le parti pris à tout que les hommes d'État ont pu mériter la confiance des peuples et résoudre les grands problèmes nationaux. J'espère que l'honorable ministre de l'Agriculture va dire ce qu'il a fait pour régler la grève. On a dit que les cultivateurs avaient été sacrifiés. L'honorable ministre a fait venir les chefs des grévistes et les représentants des compagnies. Il a eu des entrevues avec les compagnies affectées et des chefs libéraux mêlés à la grève. Il fit venir à son bureau les chefs des grévistes pour les inciter, les forcer à mettre fin à la grève et à accepter 28 centins pour huit mois et 32 centins pour quatre mois. Les grévistes cédèrent.

Il fut entendu que les compagnies continueraient comme par le passé à faire affaire avec les grévistes, aux conditions acceptées. Le ministre de l'Agriculture (l'honorable M. Perron) a promis de protéger les cultivateurs, de les organiser,

au cas où les compagnies refuseraient d'accepter leur lait. Qu'a-t-il fait pour eux devant les compagnies qui achètent leur lait à Montréal? Ils veulent savoir et ils ont droit de savoir ce qu'il a fait. Les producteurs de lait ont été trahis et vendus à ces compagnies.

Les producteurs de lait ont été sacrifiés et le règlement qui a été fait est à leur détriment. Qui les a livrés? Avec sa franchise habituelle, il va nous dire qui a livré les cultivateurs. Le ministre doit nous le dire, et s'il veut mériter et obtenir la confiance des cultivateurs, ce qui est nécessaire pour organiser la coopération, il lui faudra leur manifester une protection plus réelle et plus efficace que lors de la grève.

L'honorable M. Perron (Montcalm): Ils n'ont pas été livrés.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Comment cela?

L'honorable M. Perron (Montcalm): Les cultivateurs n'ont pas été livrés aux compagnies, ni trahis, comme vous voulez le faire croire. Ils ont été protégés.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): L'honorable ministre ne comprend peut-être pas ma pensée. Je ne dis pas que c'est lui qui les a livrés. L'honorable ministre est susceptible.

L'honorable M. Perron (Montcalm): (Souriant) Oh! Non.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): L'honorable ministre de l'Agriculture a dit aux cultivateurs: "Acceptez cela et je vous protégerai". Il aurait dû faire accepter le principe de l'union, droit que la classe agricole possède comme les industriels et les ouvriers, qui était rejeté. Je regrette qu'il ne l'ait pas fait accepter par les compagnies. Les cultivateurs ont le droit de s'unir et de se constituer une autorité ayant pouvoir de les protéger.

La coopération des gouvernants avec les cultivateurs, pas plus qu'avec les industriels et les ouvriers, ne pourra se faire et ne saurait être solide et efficace sans le respect mutuel, sans que le cultivateur se sente protégé, sans une égale franchise et sans un même désir de travailler pour le bien commun.

Quand les bons exemples, partant d'en haut, tomberont parmi le peuple, la coopération sera possible. C'est ce que je désire. Si les unions avaient été reconnues, les producteurs de lait ne seraient pas

aujourd'hui dans la position irritante et ruineuse où ils sont placés.

Qu'est-il arrivé? Les producteurs de lait ont été laissés à la merci des compagnies, et deux mois après la grève, des cultivateurs ont reçu avis des compagnies que ces dernières ne pouvaient plus prendre leur lait. Les compagnies ont consenti ensuite à acheter du lait mais à 15, 16, 18, 19 et 20 cents, quand l'entente avait été conclue à 32 cents. Ces cultivateurs, organisés pour alimenter leurs troupeaux en vue de la production du lait, en se basant sur les prix convenus, subissent une perte considérable, injuste et décourageante. Il est d'opinion courante qu'ils ont été trahis et sacrifiés. Je demande au ministre de l'Agriculture (l'honorable M. Perron) de réparer l'injustice.

Aujourd'hui, ils paient 15, 16 et 18 cents les 100 livres de lait en provenance des Cantons-de-l'Est, qui jusqu'ici allait aux États-Unis, mais n'y va plus à cause de la hausse du tarif américain. J'admets que les cultivateurs ont fait la grève dans un mauvais temps: au moment où les États-Unis élevaient leur tarif de 20 à 30 centins pour la crème et de 2½ à 6 centins pour le lait, ce qui dirigea de nombreux producteurs de lait des Cantons-de-l'Est vers le marché de Montréal. Avec cette surabondance de lait sur le marché de Montréal, avec l'élévation du tarif américain et avec l'importance de 40,000,000 de livres de beurre d'Australie et de la Nouvelle-Zélande, notre beurre s'est vendu, en février, 36 cents la livre. Comment veut-on que le cultivateur fasse de l'argent quand il n'est pas mieux protégé?

Mais la question d'équité et l'injustice subsistent devant le refus des compagnies de respecter leur convention. Les producteurs de lait du district de Montréal n'ont pas obtenu justice. Les conventions, faites entre les producteurs de lait et les distributeurs qui mirent fin à la grève, n'ont pas été respectées. Si le ministre de l'Agriculture (l'honorable M. Perron) a exigé le respect des conditions de l'entente préparée par lui-même, pourquoi les compagnies les méprisent-elles? Pourquoi offrent-elles maintenant 14, 15 et 18 centins le gallon, quand l'alimentation des troupeaux coûte si cher?

Pourquoi les cultivateurs n'ont-ils pas été protégés alors? Pourquoi n'a-t-on pas respecté les conditions du règlement de la grève? Qu'a fait le ministre pour faire respecter la convention? C'est ce que nous voulons savoir. Il est injuste de laisser un aussi grand nombre de cultivateurs dans une telle situation. C'est intolérable. L'honorable ministre devra protéger davantage les cultivateurs, s'il veut garder leur confiance.

Si nous voulons solutionner le plus tôt possible notre problème agricole, il faut que le cultivateur soit et se sente franchement, sincèrement respecté, soutenu, encouragé et efficacement protégé. Pour lui donner cette protection, il faut bien connaître sa position et considérer les possibilités de l'agriculture, les moyens de production, les revenus de la terre et les marchés à la disposition des cultivateurs. Cette production n'est pas seulement une question de tarif, mais aussi une question de production sous toutes ses formes, et d'aide par ceux qui détiennent le pouvoir d'assister.

L'honorable ministre de l'Agriculture me permettra de lui dire que, s'il veut que le meilleur de son vaste programme soit accepté, il importe qu'il fasse autre chose que ce qu'il a fait lors de la grève et depuis, pour les grévistes. Le ministre de l'Agriculture (l'honorable M. Perron) répondra: "Que les cultivateurs retournent à la fabrique de la paroisse." Ce n'est pas de cette façon que doit se régler l'injustice dont souffrent les cultivateurs, car dans maintes paroisses, ces fabriques n'existent plus.

Le gouvernement aurait dû empêcher la disparition des beurreries et des fromageries. C'était la politique de l'ancien ministre de l'Agriculture (l'honorable M. Caron). C'est aussi la nôtre. Il n'est pas facile de réorganiser des beurreries et des fromageries là où elles sont disparues. Il faut les protéger en attendant qu'elles soient réorganisées. Certes, j'ai toujours été en faveur de ces fabriques et j'ai souvent demandé au gouvernement de les protéger, de ne pas trop exiger de leurs propriétaires. Nous souffrons d'un manque de système et d'imprévoyance.

L'honorable ministre de l'Agriculture, pour combattre la grève et pour justifier les prix des compagnies, a dit que les cultivateurs étaient mal organisés pour la production du lait, qu'ils ne savaient pas produire à assez bon marché, qu'ils n'avaient pas de tenue de livres et qu'ils ne pouvaient pas déclarer ce que leur coûtait le lait, et si cette industrie les payait ou non. Il a raison. Mais nous l'avons dit et on nous traitait de critiqueurs.

Nous souffrons d'un manque de système. Quand, en 1924 et en 1928, au banquet des lauréats agricoles, je préconisais l'établissement des zones de production suivant les qualités des sols, les possibilités d'exploitation et les conditions des marchés, on répondait: "Sauvé n'a pas de programme; c'est un critiqueur." En mars 1927, je disais: "Cultiver à meilleur marché possible, récolter le plus possible et vendre à des prix rémunérateurs, voilà ce que réclame le cultivateur, et

pour cela, il faut de la méthode, de l'aide, de la protection." Le gouvernement répondait encore: "Sauvé! Pas de programme, c'est un critiqueur."

Aujourd'hui, le même gouvernement réclame justement la même chose. La systématisation de l'agriculture que je préconisais, ce qui faisait rire le premier ministre, le successeur de mon vieil ami, M. Caron, trouve qu'elle s'impose, mais il doit la faire avec prudence, au fur et à mesure que les cultivateurs en auront les moyens pratiques. Je donne volontiers cette politique à ceux qui en réclament aujourd'hui la paternité.

Je crois que la culture mixte, en vue de la protection domestique, sauf les régions agricoles entourant les centres de consommation, est la plus rationnelle. La culture mixte, protégée contre la concurrence des produits étrangers, peut être payante et encourager les fils des cultivateurs à s'y livrer.

Je vois encore le sourire de mon honorable ami le premier ministre. Aujourd'hui, il accepte cette politique qui est dans le programme de l'honorable ministre de l'Agriculture. Je l'en félicite.

Il était difficile pour les cultivateurs de tenir les livres.

L'honorable M. Perron (Montcalm) n'est pas d'accord.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Pas pour le ministre, qui a reçu une bonne formation avant de devenir ministre de l'Agriculture. Les cultivateurs ne connaissent pas suffisamment la tenue des livres de leurs fermes, parce qu'on ne leur a pas enseigné cela à l'école. Je sais que le ministre a fait parvenir des livres aux écoles dans ce but, mais on ne les utilise pas.

L'honorable M. Perron (Montcalm): Est-ce la faute du gouvernement?

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Ce n'est pas la faute du Conseil de l'instruction publique. Le gouvernement a la responsabilité de l'administration et de la préparation des programmes scolaires. Le problème, c'est qu'on avait trop peur de nuire au prestige des partis politiques, et c'est pourquoi on n'a pas effectué de réforme. La responsabilité n'en revenait probablement pas à un parti plutôt qu'à l'autre, mais au gouvernement qui craignait d'avouer faire fausse route. Les deux partis ont eu trop peur, dans le passé, de prendre des responsabilités.

On a dit: "Nous pourrions dominer la colère du peuple". L'honorable ministre de l'Agriculture

(l'honorable M. Perron) sait que je dis vrai et il en est justement alarmé. Aider le cultivateur par une saine éducation, des enseignements pratiques, des exemples probants, des primes, des droits, une culture systématisée, conduite énergiquement mais avec tact par des compétences, en vue de produire plus à des prix rémunérateurs à cause du coût moins élevé de la production, voilà de la vraie protection.

Le programme du ministre de l'Agriculture vaudra bien peu sans l'organisation de nos marchés de production agricoles, et une juste production contre l'inondation par les produits étrangers. Le cultivateur canadien est maltraité par le tarif américain. Il n'est pas suffisamment protégé contre les produits des États-Unis. Aussi, il y a quelques jours, le beurre se vendait 36 centins, à Montréal, prix du gros. C'est-à-dire que les cultivateurs produisent à perte.

Un journal libéral de Halifax, le *Chronicle*, disait l'autre jour que, depuis quelques semaines, deux navires ont apporté à Halifax, pour le Canada, 15,000,000 de livres de beurre de la Nouvelle Zélande. Le nouveau leader progressiste d'Ontario, M. Nixon, déclarait récemment à la Législature de Toronto que les lois tarifaires prenaient une importance extrême dans l'organisation de notre pays, à cette période de développement intensif, et que l'industrie laitière souffre notamment d'un grand désavantage amené par le traité australien. L'importation annuelle, dit-il, de 32,000 livres de beurre a pour effet un fléchissement dans le prix de vente, ce qui constitue une perte importante pour le fermier canadien.

Je cite ces opinions dans le but, non pas d'entraîner mes honorables amis sur un autre champ de la politique canadienne, mais bien uniquement pour démontrer dans quelle situation se trouve notre cultivateur, et combien nous sommes obligés de nous en préoccuper sérieusement. Le cultivateur n'a-t-il pas raison de se plaindre davantage quand il est maltraité, ruiné par des compagnies de leur pays, dont les principaux intéressés ont une influence que les agriculteurs n'ont pas encore, parce qu'ils ne sont pas organisés, se laissant trop souvent inspirer par des préjugés? Quand le moment est venu pour eux de rendre un verdict honnête, juste, décisif, un trop grand nombre se laissent conduire par des agitateurs de préjugés.

L'industrie laitière a été introduite chez nous il y a environ 50 ans, préconisée par le gouvernement Chapleau. On dit encore qu'elle ne paye pas. La province a payé pour étudier les systèmes du Danemark, de Hollande, de l'Australie, etc. Elle paye

encore. Cependant, la production du lait coûte une moyenne de 22 cents le gallon, quand le lait se vend aujourd'hui de 14 à 18 cents. Où est le progrès? Où est la prospérité agricole?

Pourquoi la production du lait coûte-t-elle si cher? Parce, que nos méthodes de production n'ont pas été systématisées; mais on a tort de tenir nos cultivateurs uniquement responsables de cet état de choses désirable; les gouvernants ont la première responsabilité. Gouverner, c'est prévoir; c'est aussi prendre des moyens efficaces de faire accepter ce qui s'impose pour le bien du pays; l'esprit de parti a pesé avant l'esprit public.

L'honorable ministre de l'Agriculture (l'honorable M. Perron) a dit que les troupeaux étaient mal classifiés. Il y a 40 ans qu'on dit cela. Depuis près d'un demi-siècle, même, que l'on parle dans notre province de la nécessité de classer les troupeaux. Où en est-on rendu? Qu'ont fait les gouvernants pour aider les cultivateurs à produire du lait aux conditions les plus rémunératrices?

Quant à l'alimentation du troupeau, pour la production de lait à meilleur marché possible, l'honorable ministre me permettra-t-il de lui faire, bien humblement, une suggestion. Pourquoi les experts du gouvernement n'enseignent-ils pas aux cultivateurs à cultiver sur leur propre terre ce qu'ils vont acheter dans les magasins, en payant trois fois plus cher ce qu'il faut pour nourrir leurs troupeaux? Au lieu de laisser publier dans ces revues et bulletins agricoles, moyennant finances, des annonces de nourritures préparées, de mélanges miraculeux, de poudres, etc., recommandés à des prix payés au moins 30 % trop cher par le cultivateur, le gouvernement n'aurait-il pas dû faire enseigner au cultivateur, par des chimistes agricoles, comment produire à la ferme même une alimentation aussi bon marché que possible avec des produits pris et cultivés sur sa ferme, en y ajoutant quelques compositions chimiques que la coopération du gouvernement aurait pu vendre à bas prix?

Qu'on emploie nos agronomes à faire une saine éducation agricole au lieu de les obliger, comme dans le passé, à servir des intérêts de parti. Qu'au moyen d'un crédit agricole, des gradués de nos écoles d'agriculture soient établis sur des fermes pour démontrer à la classe agricole ce que vaut la science enseignée dans les écoles et appliquée avec compétence sur la terre. Quand on aura fait cela, on pourra reprocher au cultivateur de ne pas savoir produire du lait.

Si on prenait de telles mesures en les instaurant comme il se doit, on ne saurait reprocher

aux cultivateurs d'être ignorants des méthodes modernes. L'organisation de l'industrie laitière au niveau paroissial, tant appréciée par le ministre, c'est bien, mais là aussi il faut réorganiser et faire les ajustements nécessaires pour répondre aux besoins du jour. Dans bien des paroisses, une telle organisation n'existe pratiquement plus.

Le ministre de l'Agriculture devrait confier aux inspecteurs de beurrieres et de fromageries, et même en certains endroits à des fabricants, la tâche d'enseigner aux cultivateurs, durant l'hiver, comment produire à bon marché la meilleure alimentation pour leurs troupeaux de vaches laitières. Que le gouvernement fasse de ces hommes des compétences, dont il pourra se servir ensuite l'occasion venue, par des cours particuliers qu'ils suivront; qu'il leur accorde un traitement raisonnable et qu'il les fasse travailler 12 mois par année au service de l'agriculture.

Le système d'inspection, surtout l'été, devrait être modifié, de façon à ce que l'inspecteur fasse lui-même les épreuves qui sont à la charge du fabricant. Voilà de la coopération saine, et c'est de celle-là que nous devons vouloir. Avec cette direction, le cultivateur ne serait fabriqué des aliments recommandés pour la production du lait au prix de \$20 à \$25 la tonne, quand il paye aujourd'hui pour la même qualité jusqu'à \$60.

L'honorable ministre a dit que nous étions comme aux premiers temps de la colonie. C'était un beau tableau, mais un peu exagéré. Si Champlain revenait, il trouverait un petit changement. Jacques Cartier aussi.

(Rires à droite)

Non, ce n'est pas le cultivateur qui est le plus arriéré, c'est plutôt le gouvernement. Parler encore aujourd'hui de ce qui se passe au Danemark, c'est parler comme il y a 40 ans. Mais qu'avons-nous fait pour imiter sagement ce pays? On a imposé ses règlements au cultivateur canadien, mais on ne lui a pas donné les mêmes conditions de production et de vente. C'est la faiblesse.

La Chambre me permettra de lui lire un extrait d'une lettre fort intéressante de l'honorable M. Louis Beaubien, ministre de l'Agriculture, dans les temps des bleus qui ne faisaient rien pour l'agriculture. Au mois de novembre 1896, l'honorable M. Beaubien, alors ministre de l'Agriculture, disait dans une lettre adressée à M. Beauchamp, député de mon comté:

"L'industrie laitière est la planche de salut des cultivateurs. On dit cependant qu'elle ne paye pas. C'est vrai, mais elle ne paye pas parce que nos

cultivateurs ne sont pas encore organisés pour cultiver en vue de produire du lait abondamment et à bon marché. Gigault, se basant sur ce qu'il a vu au Danemark, est à se préparer tout un plan de réformes relatives à la production agricole. Barnard, malgré son âge, est merveilleux quand il nous parle des réformes à faire pour l'agriculture. Ce n'est pas tout de prêcher l'industrie laitière; il faut aussi donner aux cultivateurs les moyens de la rendre payante. Il faut mettre le cultivateur en état de cultiver ce qui produit du lait à meilleur marché possible.

"L'autre jour, le Dr Wilfrid Grignon et J. C. Chapais m'ont fait des suggestions fort pratiques et que je me propose de faire appliquer, au sujet de la classification des troupeaux, de la pesée du lait et d'une tenue de livres à la ferme. Quand tu viendras à Montréal, passe donc me voir, nous causerons de tout cela. Flynn pense toujours à rogner les dépenses, mais moi je crois que la plus sage économie pour nous est de donner à la terre des artisans capables de la traiter raisonnablement et d'en retirer pour la province tous les profits qu'elle peut donner.

"Nous avons eu à faire face à une situation difficile: nos taxes nécessaires pour combler le gouffre des obligations de nos prédécesseurs, et aussi pour créer des sources de revenus indispensables au progrès de la province; oui, mon cher Beauchamp, ces taxes sont bien impopulaires comme tu le dis dans ta lettre, mais nous avons fait ce qui devait être fait pour le bien de notre province."

La politique que préconisait le ministre conservateur il y a plus de 30 ans s'impose aujourd'hui parce qu'elle n'a pas encore été appliquée sérieusement, et pour essayer d'amoinrir les effets désastreux d'une crise agricole trop longtemps niée, le nouveau ministre de l'Agriculture propose d'adopter ce qui était préconisé il y a plus de 30 ans. Cependant, mieux vaut tard que jamais, et nous devons envisager le problème et le nouveau programme du gouvernement à la lumière des intérêts de l'agriculture, base de la prospérité nationale. Aujourd'hui, le gouvernement avoue ce que je prêche au nom des cultivateurs depuis quelques années déjà.

Il s'est fait beaucoup de bien, même sous l'administration du premier ministre actuel, et nous avons raison d'être fiers. À mon sens, si le gouvernement libéral avait fait plus d'efforts pour s'assurer que les cultivateurs étaient à même de produire au plus bas coût possible et bénéficiaient de troupeaux améliorés, il n'y aurait pas lieu aujourd'hui de reprocher au cultivateur de ne pas savoir produire du lait. Pour avoir prêché cette

politique, j'ai reçu de rudes coups et des témoignages d'ingratitude, mais loin de m'en attrister aujourd'hui, je me réjouirais si elle devait être enfin réalisée, même par d'autres que moi-même.

Quoi qu'on dise, si les électeurs des Deux-Montagnes le veulent, si Dieu me prête vie, je siégerai encore ici, à la prochaine session et aux autres, et j'essaierai de voir s'exécuter le programme que j'ai préconisé en cette Chambre. J'espère pouvoir accorder une consciencieuse coopération à tout gouvernement qui appliquera les principaux articles du programme que j'ai honnêtement préconisé.

(Applaudissements)

L'honorable M. Perron (Montcalm):
(Applaudissements)

M. l'Orateur, il me semble pourtant que la presse a bien exposé, l'automne dernier, mon attitude et la position que j'avais prise, au sujet de la grève des producteurs de lait dans le district de Montréal. Elle a tenu le public au courant des faits à propos de la grève du lait, mais je n'ai pas d'objection à raconter à la Chambre ce qui s'est passé et à expliquer ma position en rapport avec cette grève.

Je suis même heureux que le député des Deux-Montagnes (M. Sauvé) me fournisse l'occasion de mettre devant la Chambre, et la province, les détails et les circonstances de cette grève et les conditions qui existaient et existent toujours, en ce qui concerne la production laitière dans la région de Montréal.

Un particulier bien connu d'un député de cette Chambre, un partisan et un organisateur politique très ardent, qui a des talents de tribun extraordinaire, un conservateur convaincu, a organisé l'an dernier ce qu'il appelle une coopérative de producteurs de lait. Il a fait signer des contrats d'une durée de cinq ans dans lesquels il disait que c'est lui seul qui devait décider du prix du lait, du temps de la vente et des conditions de la vente. J'en ai ici. Il se faisait verser \$5 par année par les membres. Il a circulé un peu partout dans la province. Il entraîna avec lui un certain nombre de cultivateurs autour de Montréal, des cultivateurs bien intentionnés.

L'automne dernier, ce monsieur, sans en parler au ministre de l'Agriculture, sans en dire un mot au département de l'Agriculture, a jugé à propos de déclencher une grève du lait dont l'honorable député des Deux-Montagnes nous a longuement parlé. Je dis que cette grève a été l'un des crimes les plus extraordinaires, et même le pire crime qui ait été commis contre la classe agricole et les producteurs de lait, dans le district de Montréal.

M. l'Orateur, avant la grève, depuis un bon nombre d'années, les producteurs de lait aux environs de Montréal avaient formé une autre association et vendaient leur lait à un prix rémunérateur, et ils étaient parfaitement satisfaits. La position était stabilisée et il venait à Montréal seulement la quantité que la population pouvait consommer. Ainsi, les producteurs des comtés de Laval, Jacques-Cartier et Deux-Montagnes gagnaient bien leur vie. Le système était parfait et tout le monde était heureux.

M. Sauvé (Deux-Montagnes) fait signe que non.

L'honorable M. Perron (Montcalm): Oui, oui, tout le monde était heureux. Le député n'a aucune raison de dire le contraire. Mon ami des Deux-Montagnes semble mettre cela en doute, mais il ne devrait vraiment pas, quand je lui dis que les producteurs obtenaient des prix de 26, 28, 29 et 30 cents le gallon pour leur produit. Les producteurs étaient heureux jusqu'à ce qu'on leur souffle autre chose à l'oreille.

Un jour, le grand coopérateur est venu leur souffler qu'ils ne recevaient pas assez cher. Nous allons voir comment ce grand tribun du peuple, ce coopérateur à grande échelle, a agi. En dehors de la coopérative de M. Chartrand, puisqu'il faut la nommer, il y avait une autre association de producteurs de lait du comté d'Argenteuil, qui connaît très bien mon ami des Deux-Montagnes. On y comptait des cultivateurs compétents qui voyaient à leurs affaires et à leurs troupeaux et produisaient leur produit à un prix raisonnable, leur permettant d'entrer sur tout marché compétitif. Cette association était satisfaite des prix offerts par les laitiers.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Pas au début. J'en sais quelque chose¹.

L'honorable M. Perron (Montcalm): Et je sais très bien aussi que c'est dans la nature humaine d'écouter, lorsque quelqu'un vient vous voir pour vous dire qu'il peut obtenir pour vous 2 cents de plus le gallon. M. Chartrand leur a dit: "Si vous vous mettez avec moi, vous aurez plus cher". Ils ont écouté les appels de M. Chartrand. Il leur promettait que la grève leur ferait obtenir 2½ sous de plus par gallon de lait. Ils l'ont écouté, mais pas longtemps, car ils se sont retirés avant la grève.

Quand ces gens plus intelligents et plus sensés ont vu que le chantage ne marchait pas, ils se sont retirés et ils ont dit que le prix qu'ils recevaient

leur donnait satisfaction. Ils connaissaient leur métier et ils ont retiré leurs membres et ont continué à fournir du lait au marché montréalais.

Les membres de l'Association des producteurs de lait ne connaissaient pas le coût de production de leur lait, ni celui de la distribution dans Montréal. Ils ne pouvaient pas dire si le prix qu'ils recevaient était avantageux pour eux ou si les distributeurs faisaient trop de profit. L'opinion publique n'était pas préparée et, sans la sympathie du public, il n'y a pas de grève qui puisse réussir. On n'a pas tenu compte du tarif américain, qui a eu pour effet de diriger vers Montréal en grande quantité le lait des Cantons-de-l'Est. C'est au moment où l'offre du lait à Montréal dépassait de beaucoup les besoins de la consommation que M. Chartrand lança sa grève.

Sans même savoir le coût de production de leur lait, sans tenir compte du fait que le tarif américain avait inondé de lait le marché de Montréal, comme l'a dit l'honorable député des Deux-Montagnes, le grand coopérateur a déclaré une grève. On a entraîné dans une grève les meilleurs cultivateurs d'en dehors de Montréal. Elle était vouée à la faillite.

Dans l'intervalle, sachant que le tarif américain faisait venir une grande quantité de lait à Montréal, répète-t-il, on a entraîné dans une grève les meilleurs cultivateurs d'en dehors de Montréal. Oui, tout en sachant que les cultivateurs des Cantons-de-l'Est devaient écouler un surplus de lait et, comme devait le savoir tout homme sensé, que la défaite était inévitable, M. Chartrand a déclaré la grève.

Que s'est-il passé avant la grève? Les représentants des distributeurs ont rencontré, avant la grève, le représentant des producteurs de lait qui ne voulut rien entendre. M. Chartrand a dit aux laiteries de Montréal: "Vous paierez le lait, à l'avenir, 35 sous le gallon. Nous sommes les maîtres et si vous ne payez pas 35 sous, vous n'aurez plus de lait." De cette façon, M. Chartrand négociait pour le compte des cultivateurs. Les producteurs se sont mis en grève, ignorant le coût de production et de distribution, et dans les conditions les plus défavorables possibles. Il n'y avait aucun doute qu'ils allaient à une défaite certaine, qu'ils allaient compromettre la situation. Ce moment d'impétuosité a mis en péril la situation de tous les cultivateurs.

Aussitôt la grève enclenchée, qu'est-il arrivé? Les producteurs de lait, qui ne vendaient pas à Montréal, ont accouru en disant: "Quelle chance pour nous!" Lorsque la grève commença, de nombreux cultivateurs qui envoyaient autrefois leur lait à leurs

beurreries ont profité de l'occasion qu'ils avaient de pénétrer sur le marché de Montréal. Tous ceux qui produisaient du lait aux environs de Montréal et ne le vendaient pas sont entrés dans le marché. Ils ont pris la place de ceux qui refusaient de vendre leur lait.

La grève eut pour résultat de détourner ces cultivateurs de leurs fabriques de beurre, puis de les diriger vers Montréal, augmentant ainsi le volume du lait mis à la disposition des consommateurs de la métropole. L'offre a été le double de ce qu'elle était avant la grève du lait. Ils se sont empressés de porter leur lait à Montréal, ce qui a entraîné pendant la grève de quatre jours un surplus de lait pour Montréal de 60 % relativement aux besoins des consommateurs.

L'honorable député des Deux-Montagnes a dit que la grève avait éclaté sous l'égide du clergé et que celui-ci approuvait la grève. Je respecte trop le clergé de ma province pour croire qu'il approuve les gens qui refusent de fournir du lait aux familles de Montréal et ont recours à la violence. Je le respecte trop pour croire qu'un seul prêtre aurait conseillé à ses ouailles de se rendre en ville avec des carabines. Sur la route de l'Assomption, il y avait des gens cachés, 7 à 8 personnes, avec des carabines, pour arrêter les cultivateurs qui n'étaient pas en grève et qui auraient pu porter leur lait à Montréal. Ce n'était sûrement pas sous l'égide du clergé que cela se faisait, non. Dans la paroisse de Saint-Eustache, on a dit à un producteur de lait qui était dans son garage: "Si tu pars, tu vas sauter, toi, ton auto et ton garage". On avait des explosifs. Et cela se serait fait sous les yeux du clergé? Ah! Non!

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Ah non! Il n'y avait pas de détonateur.

L'honorable M. Perron (Montcalm): Ah oui! Cela s'est produit aux Deux-Montagnes, sans parler des attaques à main armée et du lait déversé dans la rue.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Non.

L'honorable M. Perron (Montcalm): Oui.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Ah non! Je ne veux pas défendre ma paroisse de comté, car elle n'est pas l'objet d'assauts bien sérieux, mais je crois que cela s'est plutôt produit entre Saint-Joachim et Sainte-Thérèse.

L'honorable M. Perron (Montcalm): Eh bien, c'était aux Deux-Montagnes, en tout cas.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): C'étaient sans doute des hommes de Sainte-Thérèse.

L'honorable M. Perron (Montcalm): Et ils patrouillaient partout avec des fusils et des carabines. À Saint-Eustache, on a attaqué les gens, on a sorti de vieilles carabines.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Pas celles de 37?

L'honorable M. Perron (Montcalm): Peut-être celles de 1837 et d'autres aussi, mais de bonnes carabines qui tiraient bien. Cela ne s'est pas fait sous l'égide du clergé, mais sous l'égide de M. Chartrand, qui est loin d'être un des membres du clergé. Telle était la position dans la paroisse de Saint-Eustache, dont nous connaissons la belle population par le bon député (M. Sauvé) qu'elle élit.

Telle était la position dans la province quand on est venu me demander d'intervenir. J'aurais pu me dérober, comme d'autres officiers publics que je ne nommerai pas l'ont fait. M. l'Orateur, je ne me suis pas ingéré dans cette grève. Ceux qui m'ont demandé d'intervenir étaient des cultivateurs. Il y avait parmi eux un bon conservateur, ami de l'honorable député des Deux-Montagnes. Ils m'ont imploré d'intervenir. J'aurais pu dire que ce n'était pas de mes affaires, que c'étaient eux qui s'étaient laissés prendre dans cette grève, et que c'était donc à eux de s'en sortir du mieux qu'ils le pouvaient, mais j'ai consenti à intervenir pour empêcher les cultivateurs de se ruiner et, comme question de fait, il y en a qui se sont ruinés. J'ai aidé dans toute la mesure du possible ces pauvres malheureux qui avaient été induits en erreur et qui ont été ruinés. Malheureusement, il était trop tard pour que le ministre puisse faire quoi que ce soit. La plupart des distributeurs avaient trouvé de nouvelles sources d'approvisionnement en lait et remplacé les honnêtes cultivateurs par de nouveaux fournisseurs.

L'honorable député des Deux-Montagnes dit que les cultivateurs ont été trahis. Par qui? Par Chartrand, ce grand chef public?

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Par celui qui les a abandonnés.

L'honorable M. Perron (Montcalm): Pas par le ministre de l'Agriculture, assurément. S'ils ont été trahis, c'est par M. Chartrand. Les cultivateurs seront trahis aussi longtemps que des grèves seront lancées sans aucune organisation. Qu'est-ce que

M. Chartrand connaissait en fait de grève? Rien du tout. Loin de les trahir, le ministre a fait tout son possible jusqu'à la dernière minute, et vous pouvez aller demander à M. Théoret, un ancien candidat conservateur, mais un homme juste, et il vous dira quelle fut mon attitude dans cette affaire. Il ne dira pas que j'ai trahi les producteurs ou que les producteurs ont été trahis.

Que s'est-il passé? Ce qui s'est passé, c'est ce qui se passe chaque fois que des grèves ont lieu sans organisation. Ce fut une affaire terrible. Je me demande si, dans l'histoire du monde, il y a jamais eu une grève menée par un homme qui n'y connaissait rien. C'était le cas pour M. Chartrand, et ceux qu'il dirigeait l'ignoraient totalement et en sont sortis dépouillés. Il n'y avait aucune cohésion et le résultat naturel, c'est que les anciens fournisseurs des fabriques de beurre ont vendu leur lait à Montréal.

Je suis intervenu, je n'ai forcé aucun règlement. J'ai demandé aux cultivateurs: "Étiez-vous organisés pour faire la grève?" Ils m'ont répondu: "Non". Est-ce qu'on fait des grèves sans être organisé? J'ai demandé: "Qu'est-ce que vous avez en main pour faire la grève? Ils n'avaient rien. Je leur ai demandé: "Qu'est-ce que vous coûte la production du lait?" Ils m'ont répondu: "Nous ne le savons pas".

Je leur ai demandé d'indiquer tout distributeur qui faisait trop de profits, et ils ne pouvaient pas le faire. Ils n'avaient rien; ils ne connaissaient rien et il n'y avait aucun élément pour justifier la grève et obtenir la sympathie du public sans quoi, comme vous le savez tous, on n'a jamais mené à bien quelque grève que ce soit. Je me suis mis à l'œuvre. Je ne suis pas intervenu par la force. J'ai simplement expliqué la situation exacte aux cultivateurs. Un règlement est intervenu et, lorsque ceux-ci l'ont réalisée, ils ont immédiatement accepté ce qui peut être considéré comme des conditions avantageuses dans les circonstances.

Les compagnies qui ont accepté aussi ces conditions les ont respectées, à la lettre, quoi qu'en dise mon honorable ami des Deux-Montagnes. Il est de bonne foi, mais il a été mal informé. Ce règlement est respecté. Il y a un mois, trois compagnies, trois grands distributeurs de lait à Montréal, sont venues me dire: "Nous pourrions payer le lait 20, 22 et 23 cents le gallon. On nous en offre à ce prix et nous payons 32 cents, en vertu du règlement de la grève". Elles trouvent injuste d'être obligés de payer 32 sous. Je leur ai répondu: "Vous vous êtes engagés: Payez!" Et les compagnies paient pour respecter la parole qu'elles ont donnée au ministre de l'Agriculture (l'honorable M. Perron).

C'est vraiment ce qui s'est produit, mais on continue à prétendre que les compagnies ont mis de côté leurs anciens fournisseurs. J'ai interrogé trois compagnies: Joubert, la Guarantee Pure Milk et la Eastern Dairies Limited. Quant à ce qui me concerne, j'ai reçu une seule plainte de M. Kingsbury, du comté de mon ami. J'ai fait faire une enquête tout de suite et j'ai obtenu la preuve que les compagnies n'avaient mis personne de côté pour avoir fait la grève. Ces compagnies pourraient payer le lait à 20 cents, mais elles le paient 32 cents, pour rester fidèles à la parole donnée au ministre de l'Agriculture. J'ai la correspondance ici. Je la mets à la disposition de la Chambre.

Un certain nombre d'anciens producteurs de lait ont perdu le marché qu'ils avaient autrefois. Durant la grève, les distributeurs de lait ont fait affaire avec d'autres cultivateurs. Ils ont repris la très grande partie de leurs anciens fournisseurs. Mais ce n'est pas la faute du gouvernement, et celui-ci n'a aucun droit d'intervenir, si quelques-uns n'ont pas été repris par les distributeurs après qu'ils eussent refusé de fournir du lait à ces distributeurs.

J'ai dit au début de mon intervention que la grève Chartrand a été un crime contre les cultivateurs de la région de Montréal. Je répète cette affirmation. Que s'est-il passé? Avant la grève, de 300 à 400 cultivateurs vendaient leur lait à 26 cents. Cette situation existait depuis des années. Ils avaient un marché stable avec écoulement de tout juste la quantité nécessaire de lait pour répondre aux besoins de la métropole. Qu'en est-il aujourd'hui?

Aujourd'hui, il s'exporte à Montréal 50 % plus de lait que la population ne peut en consommer. En 4 jours, on a détruit une situation prospère. Ils obtenaient 26 et 28 cents, et maintenant, on leur offre de 18 à 20 cents et, en outre, les fabriques de beurre sont fermées parce que les fournisseurs expédient leur lait à Montréal.

M. l'Orateur, voilà l'histoire de la grève de M. Chartrand. L'honorable député des Deux-Montagnes dit que le gouvernement devrait aider les cultivateurs. Sans vantardise, nous pouvons dire que nous les avons aidés. Nous avons fait notre part. Quand la grève a été finie et quand j'ai vu toutes les ruines amoncelées autour de moi, je ne me suis pas arrêté là. J'ai protégé les cultivateurs dans la mesure du possible et même davantage.

J'avais dit que j'examinerais la situation pour voir ce qu'on pouvait faire et j'ai tenu parole. En effet, je suis même allé plus loin. Les cultivateurs ignoraient ce qu'il leur en coûtait pour produire leur lait. J'ai fait faire une enquête sur le coût de la

production du lait dans les environs de Montréal par une commission que j'ai nommée. J'ai ici le résultat de l'enquête.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Je crois qu'on devrait déposer ce document, conformément aux règles de cette Chambre. Quel est le coût moyen? Est-ce que nous pouvons le voir?

L'honorable M. Perron (Montcalm): Certainement. Je n'ai aucune objection à le déposer. Je vais justement m'en servir, car il nous faut renseigner pleinement le public. Je vais le communiquer à la Chambre. Mais si ce débat n'avait pas eu lieu, je n'aurais pas parlé de ce rapport.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Est-ce qu'il y a des inconvénients?

L'honorable M. Perron (Montcalm): Oui beaucoup.

M. Guertin (Hull): Pour le gouvernement?

L'honorable M. Perron (Montcalm): Non, le gouvernement ne trouve aucun inconvénient à rendre public ce qu'il fait.
(Applaudissements)

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Il est donc bien étrange d'entendre si souvent de la bouche de l'honorable premier ministre l'affirmation que ce n'est pas dans l'intérêt du public.

L'honorable M. Perron (Montcalm): J'aurais préféré ne communiquer ces chiffres qu'aux intéressés. Le rapport est la réponse au problème du lait. Le tableau que je vais donner peint bien la situation agricole dans la province. J'ai fait faire une enquête dans 226 fermes. Et nous avons appris que le coût de la production du lait par gallon était le suivant:

Dans deux fermes, on produit le lait à moins de 12 sous le gallon; dans 5, le coût est entre 12 et 16 sous; dans 17, de 16 à 20; dans 44, de 20 à 24; dans 30, de 24 à 26; dans 32, de 26 à 28; dans 22, de 28 à 30; dans 15, de 30 à 32; dans 11, de 32 à 34; dans 13, de 34 à 36; dans 9, de 36 à 38; dans 17, de 38 à 42; dans 2, de 42 à 46; dans 2, de 46 à 50; dans 1, de 50 à 54; dans 1, de 54 à 58; dans 3 fermes, on produit le lait à 65 sous le gallon.

Vous voyez, M. l'Orateur, comme la différence du coût varie. C'est là où est la cause du

malaise agricole. Tant que le coût de la production du lait ne sera pas diminué, les cultivateurs ne pourront réussir. J'aurais préféré, comme je l'ai dit, ne livrer ces chiffres qu'aux intéressés. Ils sont très éloquentes. Ils signifient que ceux qui ont des troupeaux convenables sont capables de vendre le lait à 28 cents et faire de l'argent.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Quelle est la moyenne du coût de production?

L'honorable M. Perron (Montcalm): Environ 23 cents; d'après les experts que j'ai consultés, la moyenne possible est d'environ 17 cents. L'honorable député des Deux-Montagnes, qui est un expert agricole...

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Oh! Non.

L'honorable M. Perron (Montcalm): Oui, je rends ce témoignage à mon honorable ami. L'honorable député des Deux-Montagnes a dit: "Vous devriez aider les producteurs de lait, affectés par la grève." Il demande: "Avez-vous continué à vous occuper des cultivateurs? Oui, nous les avons aidés. Nous leur avons organisé une coopérative, dans le district de Montréal et ils font actuellement une expérience pour savoir ce qui rapporte le plus: vente aux consommateurs ou vente aux laitiers.

Depuis la grève Chartrand, nous avons avancé \$40,000 en prêts à cette coopérative qui n'existe que depuis deux mois. Elle est actuellement en pleine opération. Quel en sera le résultat? Nous ne le savons pas. Nous espérons qu'il sera fructueux. On met dans le projet toute l'énergie et la bonne volonté possibles.

Dans l'intervalle, souhaitons que la coopérative de M. Chartrand disparaisse, et que les cultivateurs s'unissent sans M. Chartrand. Les producteurs de lait des environs de Montréal devraient s'organiser en coopérative. Nous leur conseillons cela. Ils ne veulent pas organiser leur coopérative avec M. Chartrand, car ils croient qu'ils seront mieux sans lui. J'espère que les coopératives seront multipliées. Nous espérons qu'ils formeront de grandes coopératives, contrôlant de grands districts, afin d'avoir de grandes fabriques de beurre et de fromage. C'est dans ces organisations qu'ils trouveront le salut.

Les députés vont nous aider et j'espère que, l'an prochain, nous pourrions annoncer que ces grandes coopératives de beurre et de fromage ont amené la prospérité aux producteurs de lait. La prochaine session, j'espère pouvoir informer la

Chambre du succès de bon nombre de coopératives, et locales et régionales. Et, en cela comme en toute chose, ils auront l'appui du gouvernement sur la nécessité d'améliorer l'industrie laitière dans notre province.

(Applaudissements soutenus)

M. Guertin (Hull) propose l'ajournement du débat et on l'informe que, s'il voulait y participer, il aurait dû le faire avant que le ministre ne prenne la parole.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): La parole est à vous.

M. Guertin (Hull): L'honorable député de Laval (M. Renaud) s'intéresse tout particulièrement à cette discussion et je voudrais qu'il puisse avoir l'occasion de discuter du sujet.

L'honorable M. Perron (Montcalm): Oh, je lui donnerai toutes les occasions de parler qu'il désire.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Je regrette M. l'Orateur, que le ministre de l'Agriculture manifeste sur cette question de grève du lait tant de rancœur et d'amertume. Il abuse vraiment trop du nom de Chartrand. Le ministre de l'Agriculture a été sévère pour M. Chartrand. Je le connais peu, M. Chartrand, mais je crois que l'on a été trop sévère. Ce dernier semble produire sur le ministre le même effet que celui de M. Ponton sur l'ancien ministre de l'Agriculture (l'honorable M. Caron). Le ministre actuel ne voit que Chartrand dans cette grève du lait.

Il y a pourtant tous les cultivateurs qui ont voulu s'organiser pour obtenir le meilleur rendement de leur industrie. Pourquoi le ministre montre-t-il tant de colère et de mépris contre les cultivateurs qui auraient consenti à faire partie d'une association qui avait M. Chartrand comme propagandiste? J'ai rencontré M. Chartrand à Saint-Benoît, et il n'a pas soufflé mot de politique, mais s'est occupé uniquement des intérêts de l'association. Dans toute cette affaire il a évité les questions politiques.

Le ministre reproche aux cultivateurs de ne pas savoir ce qu'ils disaient et faisaient, mais il oublie que M. Théoret, qu'il trouve si intelligent, était un des organisateurs de la grève. Les chiffres soumis par le ministre montrent que la production laitière n'était pas rentable pour les cultivateurs. Les cultivateurs en question, après un examen de la situation qui leur était faite par les laitiers, ont conclu

que la production du lait n'était pas patente pour eux. Pour cela, il n'est pas nécessaire à un cultivateur de tenir une comptabilité élaborée et aussi rigoureuse que celle que veut le ministre de l'Agriculture pour savoir le profit que peut lui rapporter la vente du lait et établir les coûts de la production laitière.

Il suffit de comparer les dépenses pour l'année aux recettes totales; le profit ou l'absence de profit est alors facile à déterminer. Il connaît les dépenses et les profits et ce qui lui reste au bout de l'année. Ces cultivateurs, sans tenir cette comptabilité, savaient parfaitement à quoi s'en tenir sur le prix de revient de leur lait. D'ailleurs, les députés agriculteurs de la droite tiennent-ils la comptabilité dont le ministre de l'Agriculture fait un article de foi? Le nombre de ceux qui le font doit être clairsemé. Faudra-t-il conclure que ces messieurs, qui ne tiennent pas la comptabilité, sont des ignares, ne connaissent rien en agriculture et sont mauvais juges en la matière? Il ne semble guère juste de qualifier un homme de mauvais cultivateur tout simplement parce qu'il n'est pas bon comptable.

Lorsque j'ai dit que les producteurs de lait avaient été trahis, j'avais raison. Car, après avoir décidé de faire la grève à l'unanimité, les chefs de l'association de l'Assomption ont décidé, la veille de la visite au ministre de l'Agriculture, de lâcher les autres. Et l'association de Terrebonne a dû lâcher parce que les autres avaient aussi lâché.

Je regrette encore que le ministre de l'Agriculture se soit laissé aller à tant de rancœur contre tous ceux qui étaient favorables à cette grève. Il n'y a pas seulement les cultivateurs qui ne veulent pas de la grève qui sont intelligents. Je trouve injuste cette attitude du ministère de l'Agriculture contre les cultivateurs qui réclament des droits que le ministre lui-même ne peut pas contester. Ces affirmations sont de nature à discréditer les cultivateurs en général.

L'honorable M. Perron (Montcalm): M. Chartrand seulement².

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Et l'on peut se demander pourquoi cette tendance du ministre de l'Agriculture à protéger les compagnies, et à blâmer les cultivateurs qui ont voulu se mettre en grève. Pourquoi l'honorable ministre ne blâme-t-il que les grévistes?

L'honorable M. Perron (Montcalm): C'est bien injuste. C'est peu digne de l'honorable député de faire cette affirmation.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Pourquoi donner raison rien qu'aux compagnies?

L'honorable M. Perron (Montcalm): Je n'ai blâmé que M. Chartrand. Je n'ai pas eu un mot de blâme pour les cultivateurs. Quant aux compagnies, je leur ai fait face plus que n'importe qui. S'il y a un homme qui, en cette affaire, a fait perdre de l'argent aux compagnies, c'est bien moi.

Des députés à droite: Très bien.

L'honorable M. David (Terrebonne): Écoutez, écoutez.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Le ministre de l'Agriculture aurait pu dire au moins que les compagnies avaient eu tort d'exiger des conditions onéreuses.

L'honorable M. David (Terrebonne) parle³.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): L'honorable secrétaire provincial est-il l'écho de l'honorable ministre de l'Agriculture (l'honorable M. Perron)?

L'honorable M. David (Terrebonne): (Souriant) Un écho très sympathique⁴.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Qui ne l'a pas toujours été.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): (Souriant) Je crois que nous devrions nous en tenir à la réplique. On est obligé de vous surveiller quand votre chef n'y est pas!

(Rires)

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Le ministre de l'Agriculture a déclaré que la grève déclenchée était un des crimes les plus extraordinaires commis contre les cultivateurs. J'aimerais bien savoir quels ont été les autres crimes commis contre les cultivateurs.

Il a aussi soumis un rapport sur le coût de production du lait. Il serait intéressant de savoir dans quelles conditions cette enquête a été faite, car la différence entre ces prix de 12 cents à 65 cents est étrange. Je ne comprends pas qu'un cultivateur puisse produire du lait à 12 cents et qu'un autre en produise à 65 cents. Comment les enquêteurs s'y sont-ils pris pour arriver à de pareils écarts? Est-ce qu'on peut s'y fier? Évidemment ce rapport n'est pas complet. Il a

été fait trop rapidement pour que les cultivateurs que l'on a approchés puissent répondre d'une façon complète. J'espère donc que, pour prendre les intérêts des cultivateurs, le ministre de l'Agriculture que l'on a approché puisse répondre d'une façon complète et s'appuiera sur autre chose que ce rapport.

En tout cas, la grève aura eu pour effet de provoquer une excellente initiative. Je n'ai pas de titre pour donner des conseils à l'honorable ministre de l'Agriculture, mais je crois qu'il devrait se montrer sympathique, même à ceux qui n'ont pas rencontré ses vues. Car il doit avoir le concours de tous pour réaliser son programme.

Dans les circonstances, le ministre a besoin de toutes les bonnes volontés chez les cultivateurs pour exécuter le vaste programme qu'il vient de tracer. Supposons que M. Chartrand se serait trompé, l'honorable ministre doit s'élever au-dessus de ces misères pour sauver l'agriculture. Il doit savoir s'élever au-dessus des vulgaires rancunes, dans le plus grand intérêt de l'agriculture.

La motion est adoptée.

Route Hull-Maniwaki

M. Guertin (Hull) propose, appuyé par le représentant de Sherbrooke (M. Crépeau), qu'il soit mis devant cette Chambre copie de toutes soumissions, contrats, correspondances et autres documents se rapportant à la construction de cette partie de la route Hull-Maniwaki, qui se trouve dans les limites de la municipalité du Canton de Wakefield.

Adopté.

E. B. Eddy Company

M. Guertin (Hull) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 151 ratifiant un règlement et certaines résolutions concernant l'évaluation et la taxation des biens de la E. B. Eddy Company Limited.

Adopté. Le comité, ayant étudié le bill, en fait rapport sans amendement.

M. Guertin (Hull) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Lois de la ville de Hull

M. Guertin (Hull) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 147 modifiant les lois concernant la cité de Hull.

Adopté. Le comité, ayant étudié le bill, en fait rapport sans amendement.

M. Guertin (Hull) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Ville de Beauceville-Est

M. Fortin (Beauce) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 154 constituant en corporation la ville de Beauceville-Est et modifiant la charte de la ville de Beauceville soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

Loi de la prévention des incendies

L'honorable M. Galipeault (Bellechasse) propose, selon l'ordre du jour et appuyé par le représentant de Compton (l'honorable M. McMaster), que la Chambre, à sa prochaine séance, se forme en comité plénier pour prendre en considération un projet de résolution relative au bill 64 modifiant la loi de la prévention des incendies.

Adopté.

Palais de justice du district de Québec

L'honorable M. Galipeault (Bellechasse) propose, selon l'ordre du jour et appuyé par le représentant de Compton (l'honorable M. McMaster), que la Chambre, à sa prochaine séance, se forme en comité plénier pour prendre en considération un projet de résolutions relatives au bill 67 modifiant la loi 18 George V, chapitre 3, concernant le palais de justice du district de Québec.

Adopté.

Loi des musées de la province

L'honorable M. Galipeault (Bellechasse) propose, selon l'ordre du jour et appuyé par le représentant de Compton (l'honorable M. McMaster), que la Chambre, à sa prochaine séance, se forme en comité plénier pour prendre en considération un projet de résolutions relatives au bill 68 modifiant la loi des musées de la province.

Adopté.

Code civil, articles 1056 et 2262

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 6 modifiant les articles 1056 et 2262 du Code civil.

Adopté. Le comité, ayant étudié le bill, en fait rapport sans amendement.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté sur division.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Pensions données à titre d'aliments

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) propose, appuyé par le représentant de Châteauguay (l'honorable M. Mercier fils), que l'ordre du jour appelant la prise en considération, en comité plénier, du bill 27 modifiant l'article 599 du Code de procédure civile relativement aux sommes et pensions données à titre d'aliments soit révoqué et que le bill soit renvoyé de nouveau au comité permanent des bills publics en général.

Adopté.

Loi des timbres

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 13 modifiant la loi des timbres soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

Messages du Conseil législatif:

M. l'Orateur informe la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté, sans amendement, le bill suivant:

- bill 112 concernant l'entretien de certains chemins dans le comté de Laval.

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté, avec certains amendements qu'il la prie d'agréer, les bills suivants:

- bill 110 concernant la succession de Maurice Gougeon;

- bill 145 validant un acte de vente consenti à J.-Arthur Gadoury;

- bill 148 concernant la vente d'un immeuble de la succession Rhéaume.

**Succession
Maurice Gougeon**

La Chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 110 concernant la succession de Maurice Gougeon. Lesdits amendements sont lus deux fois et adoptés.

Il est ordonné que le greffier porte de nouveau le bill au Conseil législatif et informe les honorables conseillers que cette Chambre a accepté leurs amendements.

**Vente à
J.-A. Gadoury**

La Chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 145 validant un acte de vente consenti à J.-Arthur Gadoury. Lesdits amendements sont lus deux fois et adoptés.

Il est ordonné que le greffier porte de nouveau le bill au Conseil législatif et informe les honorables conseillers que cette Chambre a accepté leurs amendements.

**Succession Rhéaume,
vente d'immeuble**

La Chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 148 concernant la vente d'un immeuble de la

succession Rhéaume. Lesdits amendements sont lus deux fois et adoptés.

Il est ordonné que le greffier porte de nouveau le bill au Conseil législatif et informe les honorables conseillers que cette Chambre a accepté leurs amendements.

Dépôt de documents:

**Barrage
de l'Île Maligne**

L'honorable M. David (Terrebonne) dépose sur le bureau de la Chambre la réponse à un ordre, en date du 18 février 1930, pour la production de copie de tous contrats entre le gouvernement de la province ou aucun de ses membres et la Quebec Development Company, Limited, ou toute autre personne ou compagnie concernant la construction du barrage près de l'Île Maligne, (Lac-Saint-Jean), depuis le 1^{er} novembre 1922, inclusivement jusqu'au 1^{er} mai 1923 inclusivement. (Document de la session no 52)

Ajournement

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) propose, appuyé par le représentant de Châteauguay (l'honorable M. Mercier fils), que lorsque cette Chambre s'ajournera, aujourd'hui, elle soit ajournée à demain, à 11 heures du matin.

Adopté.

La séance est levée à 5 h 40.

NOTES

1. Selon *The Gazette* du 28 février 1930, à la page 10, M. Sauvé aurait dit: "Depuis le début".

2. Selon *The Gazette* du 28 février 1930, à la page 10, M. Sauvé aurait poursuivi son discours en disant "Seul M. Chartrand pourrait répondre au ministre" et M. Perron n'aurait pas fait d'interruption.

3. *The Montreal Daily Star* du 28 février 1930, à la page 5, rapporte: "À ce moment-là, le ministre de

l'Agriculture et le secrétaire provincial font tous deux une quelconque interruption". *Le Devoir* du même jour, à la page 2, rapporte que le député de Terrebonne (l'honorable M. David) fait écho à une remarque du ministre de l'Agriculture.

4. *L'Événement* du 28 février 1930, à la page 11, rapporte que M. Sauvé et David échangent quelques mots tout bas. Selon le journaliste, ce sont des mots d'esprit, puisque les deux députés rient.

Séance du vendredi 28 février 1930

Présidence de l'honorable T.-D. Bouchard

La séance est ouverte à 11 heures.

Prière.

M. l'Orateur: À l'ordre Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

**Renseignements
à donner par les compagnies**

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) demande la permission de présenter le bill 29 concernant les renseignements qui doivent être fournis par les compagnies.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

Questions et réponses:

**Indemnités suite à
l'inondation au Lac-Saint-Jean**

M. Tremblay (Maisonnette): 1. Le gouvernement a-t-il payé au cours de 1929, à certaines personnes du Lac-Saint-Jean, des sommes d'argent pour dommages causés par l'inondation causée par les eaux du lac Saint-Jean, au printemps 1928?

2. Dans l'affirmative, à qui a-t-il payé ces indemnités et dans quelles paroisses?

3. Est-ce que le gouvernement a ainsi payé ces argents parce qu'il admet sa responsabilité dans la cause de ces inondations?

L'honorable M. McMaster (Compton): 1. et 2. Saint-Joseph-d'Alma: MM. Simon Pearson, \$50; Philippe Morin \$50; A.-A. Nadon, \$200; Théodore Fortin, \$150; Albert Tremblay, \$150; Théodule Tremblay (jr), \$150; Onésime Tremblay, \$100; Henri Cauchon, \$75; Louis Savard, \$75; Jean Boudreault, \$75; François Harvey, \$75; Joseph Boudreault, \$75; Ernest Meunier, \$75; Xavier Harvey, \$75; Joseph Tremblay (9ième rang), \$75; Désiré Gagné, \$75; Eugène Boivin, \$250; Joseph Fradette, \$150; Albert Tremblay, \$200; Joseph Girard, \$200; Joseph Desmeules, \$150. Total: \$2,475.

Roberval: Adolphe Allaire, \$200. Total: \$200.

Saint-Gédéon: Rév. Elz. Lavoie, \$100; Wilfrid Boivin, \$50; Joseph Nadeau, \$50; Adolphe Larouche, \$75; Eugène Côté, \$50; Arthur Bergeron, \$100; Louis Lessard, \$100; Cyranus Murray, \$50; Alexandre Ross, \$100; Esdras Desjardins, \$50; Georges Côté, \$75; Médéric Duchène (fils d'Hector), \$25; Georges Girard, \$75; Adrien Lavoie, \$100; Dominique Tremblay, \$100; Amable Simard, \$75; Jos. Huot, \$75; Charles Huot, \$100; Yves Côté, \$25; Edmund Desmeules, \$75; Philippe Néron, \$100; Ernest Gagnon, \$50; Chs.-Ant. Potvin, \$100; Élie Murray (Florent), \$100. Total: \$1,800.

Saint-Prime: Arsène Lalancette, \$50; Edmond Boulianne, \$100; Mme Auguste Allard, \$50; Michel Lalancette, \$50; Louis Fradette, \$50; Tancrède Lessard, \$50; Amédée Coulombe, \$50. Total: \$400.

Pointe-Taillon: Achille Aubin, \$50; Auguste Douillard, \$50; René Bossard, \$100; Pierre Douillard, \$25; Oscar Bolduc, \$25; Joseph Tremblay (Bej), \$25; Mathias Rousseau, \$25; Zoël Rousseau, \$25; Léon Rousseau, \$25; Omer Rousseau, \$25; Joseph Rouleau, \$25; Louis Rouleau, \$25; Donat Rouleau, \$25; John Rouleau, \$25; Zéphirin Gagné, \$25; David Clavau, \$25; Mme Vve Philippe Villeneuve, \$100. Total: \$625.

Saint-Méthode: Lorenzo Guénard, \$100; Arthur Maillot, \$100; Rémi Maillot, \$50; Pierre Maillot, \$50; Joseph Maillot, \$50; Albert Maillot, \$50; Zéphirin Poisson, \$50; Emmanuel Goudreau, \$50; Pierre Roy, \$50. Total: \$550.

Saint-Henri-de-Taillon: David Tremblay, \$200. Total: \$200.

Péribonka: Léopold Boivin, \$25; Adélar Belley, \$25; Félix Potvin, \$25; Georges Tremblay, \$25; Ferdinand Larouche, \$25; Jean Bérubé, \$25; Joseph Raymond, \$25; Antoine Bergeron, \$25; Arthur Miquet, \$25; Édouard Miquet, \$25; Napoléon Devint, \$10; Édouard Chiquette, \$25; Nil Bouchard, \$25; Joseph Pelletier, \$15; Edgar Imbeau, \$25; Émile Aubin, \$25; Nazaire Aubin, \$25; Chs. Lenouiller, \$10; Chs.-Eug. Gauthier, \$25; Arthur Côté \$25; Joseph Boivin, \$125; Joseph Gaudreault, \$168; Samuel Bédard, \$75; Joseph Savard, \$25; Edmond Dufour, \$25; Pitre Villeneuve, \$25; Urbain St-Pierre, \$100; Siméon, St-Pierre, \$25.00; Michel Michaud, \$25; Henri Duchêne, \$25; Célestin Morin, \$25; Théodore Devin, \$25; Henri Fortin, \$25; Joseph Voyer, \$50; S. Desjardins, fils, \$50; Osias Plante, \$25; Thérance Potvin, \$100; Joseph Côté (Médore), \$50; Eugène Côté (Élie), \$50; Eugène Gagné, \$25; Ths.-Ls. Boily, \$25; Élie Bergeron, \$100; Henri Bergeron, \$50; Ernest

Bergeron, \$25; J.-Aug. Gagné, \$25; Théophile Gagnon, \$25; Horace Fortin, \$25; Joseph Fortin, \$25; Joseph Larouche (Mars), \$25. Total: \$1,828.

Chambord: Cléophe Bolduc, \$50; Norbert Fortin, \$125; Isaac Bérubé, \$50; Joseph Bérubé, \$50; Adélard Fortin, \$150; Gustave Desgrand'maison, \$75; Denis Bérubé, \$150; Armand Bolduc, \$150; Joseph Hudon, \$150; Joseph Laberge, \$150; Sérénus Girard, \$300; Édouard Girard, \$300; Joseph Gagnon (Alfred), \$100, Mme Vve Hypolite Fortin, \$75; Ernest Bouchard, \$25, Octave Goulet, \$250, Samuel Laforest, \$50; David Chartern, \$50, Charles et Conrad Potvin, \$250. Total: \$2,500.

Saint-Jérôme: Johnny Tremblay (Camille), \$100, Bazile Néron, \$100; Thomas Lapointe, \$50; Ulysse Boivin, \$200; Edgar Gagnon, \$100, Nil Dufour, \$150. Total: \$700.

Saint-Félicien: Joseph Perron (Boivin), \$150. Total: \$150. Grand total: \$11,428.

3. Non.

Demande d'emprunts des conseils municipaux

M. Crépeau (Sherbrooke): 1. Quels sont les conseils municipaux auxquels le gouvernement a refusé des demandes d'emprunt pour un montant total

de \$814,724, ainsi qu'il appert à la page 2 du rapport du ministre des Affaires municipales 1928-1929?

2. Dans quel comté est situé chacun d'eux et pour quelle somme, dans chaque cas, les demandes d'emprunt ont été ainsi refusées?

L'honorable M. Taschereau (Montmorency):
1. et 2. Il n'est pas dans l'intérêt public de donner les municipalités.

Maires et conseillers municipaux nommés par le gouvernement

M. Crépeau (Sherbrooke): 1. Quels sont les noms, prénoms et occupation de chacun des maires et des conseillers nommés par le gouvernement, ainsi qu'il appert à la page 20 du rapport du ministre des Affaires municipales 1928-1929?

2. Dans quels municipalités et comtés a été remplie par le gouvernement: *a.* chacune des deux vacances dans la charge du maire, *b.* chacune des 10 vacances dans la charge de conseiller?

3. Quelles ont été: *a.* la raison; *b.* la durée de chacune de ces vacances?

L'honorable M. Taschereau (Montmorency):
(Voir le tableau ci-dessous)

1. 2. (a. b.) Maires:

Bérubé, Alcide, rentier
Saint-Modeste, paroisse, Témiscouata

Langelier, Ernest, industriel
Sainte-Angèle de Mérici village, Matane

Conseillers:

Lowry, A., marchand
Sawyerville village, Compton

Gaulin, J. commerçant
Sawyerville village, Compton

Hunt, Lloyd H., marchand
Sawyerville village, Compton

Evans, Morton M., cultivateur
Sawyerville village, Compton

Langelier, Pierre
Sainte-Angèle de Mérici village, Matane

3. a. Raison b. Durée

a. Décès du maire.
b. 19 juin 1928 au 19 juillet 1928.

a. Démission du maire.
b. 15 janvier 1929 au 28 janvier 1929.

a. Jugement de la Cour supérieure.
b. 29 juin 1928 au 26 juillet 1928.

a. Démission.
b. Au 26 juillet 1928.

a. Démission.
b. Au 26 juillet 1928 du 3 juillet 1928.

a. Démission.
b. Au 10 août 1928 du 2 avril 1928.

a. Démission.
b. 15 janvier 1929 au 28 février 1929.

1. 2. (a. b.) Maires:	3. a. Raison b. Durée
Dufour, Édouard Sainte-Angèle de Mérici village, Matane	a. Démission. b. 15 janvier 1929 au 28 février 1929.
Guimond, Guillaume Sainte-Angèle de Mérici village, Matane	a. Démission. b. 15 janvier 1929 au 28 février 1929.
Laurendeau, Wilfrid, cultivateur Chester-Nord, Arthabaska	a. Nombre insuffisant de conseillers mis en nomination. b. 9 janvier 1929 au 28 février 1929.
Sheepwash, Thomas Delson village, Laprairie	a. Nombre insuffisant de conseillers élus. b. 9 janvier 1929 au 28 février 1929.
Lizotte, Joseph La Reine village, Abitibi	a. Démission. b. 20 mai 1929 au 6 juin 1929.

**État des
recettes et des dépenses**

L'honorable M. McMaster (Compton):
(Voir le tableau ci-dessous)

M. Lafleur (Montréal-Verdun): Quel est l'état des recettes et des dépenses du 1^{er} juillet 1929 au 31 décembre 1929?

*État des recettes
du 1^{er} juillet 1929 au 31 décembre 1929*

Puissance du Canada	\$ 1,157,877.34
Terres et Forêts	3,764,834.61
Mines, Pêcheries et Chasse	408,570.13
Administration de la justice	483,760.24
Timbres d'enregistrement.....	187,636.90
Licences	1,791,809.99
Loi des liqueurs alcooliques - Compte de la vente	6,316,885.51
Loi des vues animées, revenu	17,201.27
Taxes sur les corporations commerciales, etc.	3,254,509.28
Droits sur les successions.....	2,733,594.09
Droits sur certains transports de propriété	43,685.02
Taxe en vertu de 12 George V, chapitre 90 (Saisine).....	16,460.94
Taxe sur le transfert d'actions, d'obligations, etc.	519,984.06
Loi des véhicules automobiles	618,467.26
Gazoline - Droits et honoraires	2,656,487.26
Loi des droits de propriété des véhicules automobiles, honoraires	882.95
Loi de la protection des édifices publics contre le feu, S.R.Q., 1925, chapitre 178 - Droits.....	148,866.47
Inspection des hôtels et des maisons de pension - Droits	2,246.00
Loi des mécaniciens de machines fixes - Droits.....	18,237.05
Commission des services publics de Québec - Droits	26,000.00
Loi des détectives privés.....	820.00
Honoraires des officiers publics, etc.	5,475.30
Législation.....	2,837.47
Asiles d'aliénés.....	161,168.73
Écoles de réforme et d'industrie	16,962.05

État des recettes (suite)
du 1^{er} juillet 1929 au 31 décembre 1929

Gazette officielle	29,142.17
Revenu casuel	165,406.23
Service civil - Contribution au fonds de pension	39,665.99
Loi des assurances - Revenu	14,762.46
Loi des compagnies de fidéicommiss - Revenu	1,472.04
Travaux d'édifices publics - Loyers	1,381.30
Intérêt sur prêts et dépôts	321,199.49
Intérêt sur fonds d'amortissement en vertu de 60 Victoria, chapitre 2, section 5, article 5	18,499.26
Primes, escompte et change	261.74
Crédit pour la dette publique en vertu de 7 Édouard VII, chapitre 2	68.00
Intérêt des municipalités en vertu de la loi de la voirie, (13 George V, chapitre 34, articles 31 et 32)	303,522.19
Contributions des municipalités en vertu de la loi de la voirie, section 20, (13 George V, chapitre 34, section 16)	6,812.76
Contributions des municipalités en vertu de 7 George V, chapitre 10, section 2, (13 George V, chapitre 34, sections 59 et 63)	3,381.37
Prévention des incendies, taxes en vertu de S.R.Q., 1925, chapitre 180	<u>15,954.44</u>

Total des recettes ordinaires : \$25,276,789.36

Fonds de l'assistance publique - Revenu	1,322,135.36
Pont Scott sur la rivière Saint-Charles, Québec	13,907.35
Prêts aux municipalités re logements ouvriers	3,500.00
Endiguement des eaux de la rivière Saint-François	650.00
Endiguement des eaux du Lac Kénogami	1,412.24
Loi des bons chemins, 1912	69,935.81
Paiements différés - La Banque d'Hochelaga - 14 George V, chapitre 3	161,310.79
Fonds en fidéicommiss	<u>701,209.84</u>

Total des recettes : \$27,550,850.75

État des dépenses
du 1^{er} juillet 1929 au 31 décembre 1929

Dette publique	\$ 2,073,953.86
Législation	258,616.49
Gouvernement civil :	
Salaires dans les départements	879,909.47
Dépenses contingentes des départements	117,541.46
Administration de la justice	1,238,894.04
Instruction publique, etc.	2,287,159.94
Hygiène	249,205.56
Colonisation, etc.	1,271,023.69
Mines, Chasse et Pêche et service d'enregistrement (cadastre)	257,361.98
Mines	271,414.08
Travaux publics et Travail :	
Ordinaires	905,448.54
Travail	139,773.86
Agriculture	1,246,437.80
Chemins - Construction, réparations et entretiens	<u>4,962,847.19</u>

État des dépenses (suite)
du 1^{er} juillet 1929 au 31 décembre 1929

Chemins - Revêtement	2,752,672.98
Chemins - Élimination des traverses à niveau	24,879.25
Terres et Forêts	1,703,474.04
Asiles d'aliénés.....	795,104.54
Écoles de réforme et d'industrie.....	216,924.32
Institutions de bienfaisance.....	27,290.00
Charges sur le revenu.....	685,129.81
Services divers	<u>487,616.03</u>

Total des dépenses ordinaires : \$22,852,678.93

Loi des bons chemins.....	2,138,818.96
Fonds de l'assistance publique	1,526,488.48
Construction d'une annexe au palais de justice, Montréal	3,201.00
Restauration et amélioration au palais de justice de Québec.....	408,372.72
Prison de Chicoutimi: Construction.....	42,320.00
Prison pour les femmes: Construction	23,154.30
Construction d'un palais de justice et d'une prison, Roberval.....	16,875.00
Propriété pour servir de logement à la Commission des accidents du travail	298.48
Musée d'histoire naturelle, Québec: Construction	406,273.45
Endiguement des eaux de la rivière Saint-Maurice	25,000.00
Pont de Québec, construction d'un chemin carrossable.....	184,290.00
Pont Scott sur la rivière Saint-Charles	15,610.21
Emprunts de la puissance du Canada <i>re</i> : logements ouvriers.....	1,503,500.00
Fonds d'amortissement en vertu de 14 George V, chapitre 3	161,310.79
Emprunts temporaires	2,000,000.00
Fonds en fidéicommiss	<u>551,431.45</u>

Total des dépenses : \$31,859,623.75

Demandes de documents:

**Publications
agricoles**

M. Sauvé (Deux-Montagnes) propose, appuyé par le représentant de Montréal-Saint-Georges (M. Gault), qu'il soit mis devant la Chambre copie de toute correspondance, etc., entre le gouvernement et toute personne, depuis 1927, relativement aux publications agricoles dans la province.

Ayant vu quelque part que le ministre de l'Agriculture (l'honorable M. Perron) avait déclaré son intention de réduire le nombre de périodiques publiés aux frais du gouvernement, ou avec ses octrois, j'ai cru que la correspondance relative à ces publications serait importante pour la Chambre.

J'approuve le projet du ministre de l'Agriculture de réduire le plus possible le nombre de ses revues, pour ne conserver que les meilleures, il serait mieux pour les cultivateurs qu'il n'y ait seulement qu'un petit nombre de publications agricoles¹.

Je suis en faveur de l'éducation du peuple par la voix de la presse, revues et journaux, mais il faut que cette éducation soit dirigée de façon à retirer de l'âme et de l'intelligence de notre peuple, ainsi que des ressources matérielles de notre pays, tout le bien possible. Il importe d'y aller, non en vue de retirer comme les autres un bénéfice de ce qui est mal et regrettable, mais pour assurer une formation capable de réagir contre le mal, de dominer dans notre vie nationale et de nous éclairer dans la voie tortueuse du progrès.

On parle beaucoup d'agriculture, de l'enseignement agricole et de l'éducation du cultivateur. À cet effet, on semble vouloir multiplier

les modes d'enseignement. Avec le ministre de l'Agriculture, je crois qu'il ne faut pas bourrer nos cultivateurs avec toutes sortes de revues qui s'intitulent organes de spécialité agricoles. Il n'y a pas de raison d'ennuyer les cultivateurs avec ce genre de revues. Depuis 10 ans, le gouvernement a dépensé au-delà de \$900,000 pour la publicité agricole. Chaque branche de l'agriculture a son organe. Le cultivateur reçoit ou peut recevoir, chaque mois, avec la demi-douzaine du fédéral, une dizaine de bulletins, revues, etc., à part de ce qui est publié dans les journaux quotidiens et hebdomadaires. C'est trop, beaucoup trop, car le cultivateur n'en lit pas la moitié. Il vaudrait mieux les fusionner, les concentrer, pour éviter les répétitions ahurissantes et, parfois, les contradictions. Dans le but d'économiser et d'éviter des confusions ou inutilités, le gouvernement devrait s'entendre avec le fédéral qui, je le répète, publie aussi plusieurs bulletins très intéressants.

Nos journaux devraient aussi publier chaque semaine une page d'agriculture illustrée, comme autrefois, une page préparée par un rédacteur bien au courant de la science, des faits et des événements agricoles, et dans cette page, enseigner aussi les matières agricoles qui devraient être apprises dans nos écoles. Une colonne ou deux sur l'éducation agricole, sur ce qui devrait être enseigné, pour retenir le cultivateur à sa profession, pour l'intéresser à la terre et pour faire aimer l'agriculture à son enfant. Le gouvernement devrait encourager les journaux à publier une page de ce genre, non pas les organes thuriféraires seulement, mais tous, sans distinction de parti.

Une bonne direction s'impose, une direction non pas par un théoricien ou un faiseur de phrases qui choque plutôt le lecteur averti, mais par un homme de tact, non par un serviteur politique, mais un serviteur du peuple connaissant parfaitement la vie rurale, l'agriculture, ses conditions, le cultivateur et nos besoins économiques. Il faut quelque chose de pratique qui va droit au but, quelque chose qui plaise au cultivateur, à la jeunesse et à l'enfant. L'enseignement de l'agriculture doit se faire avec prudence, avec clairvoyance, avec méthode. Il faut éviter les exagérations irritantes dans le reproche ou le compliment, les flatteries ou les observations qui indisposent, aussi les surcharges de programmes scolaires.

L'école élémentaire du rang, l'école modèle du village, l'académie ou l'école intermédiaire du comté, le collège classique ou commercial, l'université, érigés en vrai système, avec un enseignement gradué, proportionné et se complétant, en vue de procurer une saine éducation populaire, une formation pratique, une direction compétente dans toutes les

activités et de développer des aptitudes, de les utiliser à la bonne place au service du pays, doivent aussi donner à l'agriculture une juste part.

Le *Journal d'agriculture*, complété, pourrait être la grande revue de la technique agricole avec moins d'annonces incitant à la dépense pour des marchandises fardées ou inutiles, et avec des pages concernant chaque branche de l'agriculture. Il devrait y avoir entente avec le fédéral pour la publication d'un bulletin des marchés une fois ou deux par semaine comprenant les prix des coopératives et les autres.

En concentrant la matière dans le *Journal d'agriculture*, il sera plus facile au cultivateur de le conserver, d'en faire une bibliothèque et d'y référer au besoin. Les pages agricoles des journaux devraient servir à la diffusion, non pas des éloges adressés aux ministres ou au gouvernement, mais de la science agricole, avec l'éducation.

Je crois que cette organisation méthodique produirait de bons résultats et qu'elle vaudrait la peine d'être faite. J'en fais modestement la suggestion dans le but de servir les meilleurs intérêts de la province.

L'honorable M. Perron (Montcalm): Je puis affirmer à mon honorable ami que nous pensons comme lui. Je puis l'assurer que je n'ai pas changé d'opinion. Les contrats en cours seront respectés, mais je dois dire que lorsque les contrats actuels seront terminés, il n'y en aura pas d'autres d'accordés. C'est notre intention de réduire le nombre des publications agricoles et de faire du *Journal d'agriculture* l'organe officiel et unique du ministère. Mon département a décidé de concentrer tous ses efforts pour le développer considérablement et en faire une véritable revue agricole, le véritable organe des cultivateurs. On veut faire en sorte qu'elle pénètre, complètement améliorée et à la portée de tous et de toutes, dans tous les foyers des cultivateurs de la province.

Il sera le seul à recevoir des subventions du gouvernement. À l'avenir, toutes les sommes qui devaient être données à d'autres revues seront données au *Journal d'agriculture*. Si des particuliers veulent fonder des revues agricoles, libres à eux, mais le gouvernement ne leur donnera rien.

Le gouvernement provincial ne couvrira pas, cependant, dans son organe, les sujets couverts par le ministère fédéral de l'Agriculture. Le gouvernement provincial ne publiera des bulletins que sur des sujets spéciaux, qui n'auront pas été traités par les bulletins fédéraux, quand il y aura nécessité absolue. Les seuls bulletins que nous publierons en seront d'actualité. Ces bulletins seront courts, précis et abondamment illustrés, autant que possible.

Quant à ce qui est de la distribution, il ne s'en fait plus en masse, et il ne s'en fera plus. Elle sera attentivement surveillée. Les agronomes sont chargés de la faire chez les cultivateurs qui en auront besoin, afin de couper les dépenses inutiles. Encore une fois, c'est notre intention de faire du *Journal d'agriculture* le seul journal du ministère. Nous le développerons. Il sera grandement amélioré et nous en ferons une revue aussi intéressante et aussi instructive possible.

(Applaudissements)

La motion est adoptée.

Charte de Laval-des-Rapides

M. Vautrin (Montréal-Saint-Jacques) propose, appuyé par le représentant de Montmagny (M. Paquet), que l'honoraire payé pour le bill 141 modifiant la charte de la ville Laval-des-Rapides soit remis, moins les frais d'impression et de traduction, vu que ce bill a été rejeté.

Adopté.

Société coopérative fédérée des agriculteurs

L'honorable M. Perron (Montcalm) propose, selon l'ordre du jour et appuyé par le représentant d'Arthabaska (l'honorable M. Perrault), que la Chambre, à sa prochaine séance, se forme en comité plénier pour prendre en considération un projet de résolutions relatives au bill 4 concernant les écoles d'agriculture, la construction d'entrepôts et la Société coopérative fédérée des agriculteurs de la province de Québec.

Adopté.

Code municipal, article 423

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 17 modifiant l'article 423 du Code municipal soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent du Code municipal.

Construction d'un pont à Montréal

M. Plante (Montréal-Mercier) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en

comité plénier pour étudier le bill 152 ratifiant un contrat fiduciaire entre les commissaires du havre de Montréal, Montreal Trust Company et Sa Majesté le roi.

Adopté. Le comité, ayant étudié le bill, en fait rapport sans amendement.

M. Plante (Montréal-Mercier) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

The Masonic Memorial Temple Corporation

M. Gault (Montréal-Saint-Georges) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 153 permettant à la cité de Montréal d'exempter la Masonic Memorial Temple Corporation de la contribution foncière annuelle, à Montréal.

Adopté. Le comité, ayant étudié le bill, en fait rapport sans amendement.

M. Gault (Montréal-Saint-Georges) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Subsides

L'honorable M. McMaster (Compton) propose, selon l'ordre du jour, que "M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil pour que la Chambre se forme de nouveau en comité des subsides."

Adopté.

En comité:

L'honorable M. McMaster (Compton) propose: 1. Qu'un crédit n'excédant pas cinq cents dollars soit ouvert à Sa Majesté pour Alexandre Hospital de Montréal, pour l'exercice finissant le 30 juin 1931.

Adopté.

2. Qu'un crédit n'excédant pas deux cent dix dollars soit ouvert à Sa Majesté pour l'asile de Nazareth, pour enfants abandonnés, à Montréal, pour l'exercice finissant le 30 juin 1931.

Adopté.

3. Qu'un crédit n'excédant pas cent cinq dollars soit ouvert à Sa Majesté pour l'Asile Saint-Joseph du Bon-Pasteur, 1730, rue Fullum (antérieurement hospice Saint-Joseph du Bon-Pasteur), à Montréal, pour l'exercice finissant le 30 juin 1931.

Adopté.

4. Qu'un crédit n'excédant pas trois cent quinze dollars soit ouvert à Sa Majesté pour l'asile de Saint-Vincent-de-Paul, à Montréal, pour l'exercice finissant le 30 juin 1931.

Adopté.

5. Qu'un crédit n'excédant pas cinq cents dollars soit ouvert à Sa Majesté pour Catholic Sailors Club, à Montréal, pour l'exercice finissant le 30 juin 1931.

Adopté.

6. Qu'un crédit n'excédant pas cent trente-cinq dollars soit ouvert à Sa Majesté pour Church Home, à Montréal, pour l'exercice finissant le 30 juin 1931.

Adopté.

7. Qu'un crédit n'excédant pas deux cent trente dollars soit ouvert à Sa Majesté pour l'hospice Saint-Joseph des Sœurs Grises, rue Cathédrale à Montréal, pour l'exercice finissant le 30 juin 1931.

Adopté.

8. Qu'un crédit n'excédant pas deux mille deux cent quarante dollars soit ouvert à Sa Majesté pour les malades indigents, à Montréal, pour l'exercice finissant le 30 juin 1931.

Adopté.

9. Qu'un crédit n'excédant pas trois cent soixante-quinze dollars soit ouvert à Sa Majesté pour Montreal Dispensary, à Montréal, pour l'exercice finissant le 30 juin 1931.

Adopté.

10. Qu'un crédit n'excédant pas cinq cents dollars soit ouvert à Sa Majesté pour Montreal Sailors Institute, à Montréal, pour l'exercice finissant le 30 juin 1931.

Adopté.

11. Qu'un crédit n'excédant pas deux cents dollars soit ouvert à Sa Majesté pour Old Brewery Mission, à Montréal, pour l'exercice finissant le 30 juin 1931.

Adopté.

12. Qu'un crédit n'excédant pas cinq cents dollars soit ouvert à Sa Majesté pour l'orphelinat Saint-Arsène, à Montréal, pour l'exercice finissant le 30 juin 1931.

Adopté.

13. Qu'un crédit n'excédant pas deux cents dollars soit ouvert à Sa Majesté pour les Petites

sœurs des pauvres, à Montréal, pour l'exercice finissant le 30 juin 1931.

Adopté.

14. Qu'un crédit n'excédant pas trois cents dollars soit ouvert à Sa Majesté pour Prisoners Aid Association, à Montréal, pour l'exercice finissant le 30 juin 1931.

Adopté.

15. Qu'un crédit n'excédant pas mille cent vingt dollars soit ouvert à Sa Majesté pour St. Patrick's Hospital, à Montréal, pour l'exercice finissant le 30 juin 1931.

Adopté.

16. Qu'un crédit n'excédant pas cent cinquante dollars soit ouvert à Sa Majesté pour Sheltering Home, pour l'exercice finissant le 30 juin 1931.

Adopté.

17. Qu'un crédit n'excédant pas six cents dollars soit ouvert à Sa Majesté pour les sœurs de la Providence, à Montréal, pour l'exercice finissant le 30 juin 1931.

Adopté.

18. Qu'un crédit n'excédant pas huit cents dollars soit ouvert à Sa Majesté pour l'Union nationale française, Montréal, pour l'exercice finissant le 30 juin 1931.

Adopté.

19. Qu'un crédit n'excédant pas huit cents dollars soit ouvert à Sa Majesté pour L'Alliance française, à Montréal, pour l'exercice finissant le 30 juin 1931.

Adopté.

20. Qu'un crédit n'excédant pas huit cents dollars soit ouvert à Sa Majesté pour l'Association des dames charitables de l'orphelinat catholique de Nazareth, à Québec, pour l'exercice finissant le 30 juin 1931.

Adopté.

21. Qu'un crédit n'excédant pas sept cent cinquante dollars soit ouvert à Sa Majesté pour l'asile du Bon-Pasteur, à Québec, pour l'exercice finissant le 30 juin 1931.

Adopté.

22. Qu'un crédit n'excédant pas cinq cents dollars soit ouvert à Sa Majesté pour le Club des marins catholiques, à Québec, pour l'exercice finissant le 30 juin 1931.

Adopté.

23. Qu'un crédit n'excédant pas cent cinq dollars soit ouvert à Sa Majesté pour dispensaire, à Québec, pour l'exercice finissant le 30 juin 1931.

Adopté.

24. Qu'un crédit n'excédant pas sept cent cinquante dollars soit ouvert à Sa Majesté pour Hôpital Général, à Québec, pour l'exercice finissant le 30 juin 1931.

Adopté.

25. Qu'un crédit n'excédant pas deux mille deux cent quarante dollars soit ouvert à Sa Majesté pour malades indigents, à Québec, pour l'exercice finissant le 30 juin 1931.

Adopté.

26. Qu'un crédit n'excédant pas six cents dollars soit ouvert à Sa Majesté l'Oeuvre du patronage, à Québec, pour l'exercice finissant le 30 juin 1931.

Adopté.

27. Qu'un crédit n'excédant pas deux cents dollars soit ouvert à Sa Majesté pour l'ouvroir des sœurs de la Charité, à Québec, pour l'exercice finissant le 30 juin 1931.

Adopté.

28. Qu'un crédit n'excédant pas cent dollars soit ouvert à Sa Majesté pour Patronage Laval, 40 Avenue Bigaouette, à Québec, pour l'exercice finissant le 30 juin 1931.

Adopté.

29. Qu'un crédit n'excédant pas cinq cents dollars soit ouvert à Sa Majesté pour Quebec Seamen's Institute à Québec, pour l'exercice finissant le 30 juin 1931.

Adopté.

30. Qu'un crédit n'excédant pas cent dollars soit ouvert à Sa Majesté pour Salvation Army, à Québec, pour l'exercice finissant le 30 juin 1931.

Adopté.

31. Qu'un crédit n'excédant pas cent cinq dollars soit ouvert à Sa Majesté pour Young Women's Christian Association, à Québec, pour l'exercice finissant le 30 juin 1931.

Adopté.

32. Qu'un crédit n'excédant pas deux cents dollars soit ouvert à Sa Majesté pour l'hôpital de Beauceville, comté de Beauce, pour l'exercice finissant le 30 juin 1931.

Adopté.

33. Qu'un crédit n'excédant pas deux cents dollars soit ouvert à Sa Majesté pour l'orphelinat Saint-Joseph, comté de Beauce, pour l'exercice finissant le 30 juin 1931.

Adopté.

34. Qu'un crédit n'excédant pas trois cents dollars soit ouvert à Sa Majesté pour l'hospice de la Providence de Valleyfield, comté de Beauharnois, pour l'exercice finissant le 30 juin 1931.

Adopté.

35. Qu'un crédit n'excédant pas quatre cents dollars soit ouvert à Sa Majesté pour l'Hôtel-Dieu-de-Valleyfield, comté de Beauharnois, pour l'exercice finissant le 30 juin 1931.

Adopté.

36. Qu'un crédit n'excédant pas deux cents dollars soit ouvert à Sa Majesté pour l'hospice de la Providence de Lanoraie, comté de Berthier, pour l'exercice finissant le 30 juin 1931.

Adopté.

37. Qu'un crédit n'excédant pas trois cents dollars soit ouvert à Sa Majesté pour l'hospice Saint-Antoine, pour les orphelins, les infirmes et les malades, à Longueuil, comté de Chambly, pour l'exercice finissant le 30 juin 1931.

Adopté.

38. Qu'un crédit n'excédant pas trois cent soixante-quinze dollars soit ouvert à Sa Majesté pour l'hospice Sainte-Anne de la Baie Saint-Paul, pour les vieillards, les infirmes et les idiots, comté de Charlevoix, pour l'exercice finissant le 30 juin 1931.

Adopté.

39. Qu'un crédit n'excédant pas trois cents dollars soit ouvert à Sa Majesté pour l'hospice Youville de Saint-Benoît, comté de des Deux-Montagnes, pour l'exercice finissant le 30 juin 1931.

Adopté.

40. Qu'un crédit n'excédant pas deux cents dollars soit ouvert à Sa Majesté pour Drummondville Hospital, comté de Drummond, pour l'exercice finissant le 30 juin 1931.

Adopté.

41. Qu'un crédit n'excédant pas deux cents dollars soit ouvert à Sa Majesté pour l'hôpital Saint-Joseph de Lachine, comté de Jacques-Cartier, pour l'exercice finissant le 30 juin 1931.

Adopté.

42. Qu'un crédit n'excédant pas trois cents dollars soit ouvert à Sa Majesté pour le jardin de l'enfance Saint-Joseph, à Joliette, comté de Joliette, pour l'exercice finissant le 30 juin 1931.

Adopté.

43. Qu'un crédit n'excédant pas cent dollars soit ouvert à Sa Majesté pour l'orphelinat de la Providence Sainte-Élisabeth, Comté de Joliette, pour l'exercice finissant le 30 juin 1931.

Adopté.

44. Qu'un crédit n'excédant pas cent dollars soit ouvert à Sa Majesté pour l'Hospice des sœurs de la Charité, Saint-André, comté de Kamouraska, pour l'exercice finissant le 30 juin 1931.

Adopté.

45. Qu'un crédit n'excédant pas cent dollars soit ouvert à Sa Majesté pour l'hospice Sainte-Anne de-la-Pocatière, comté de Kamouraska, pour l'exercice finissant le 30 juin 1931.

Adopté.

46. Qu'un crédit n'excédant pas deux cents dollars soit ouvert à Sa Majesté pour l'hospice Saint-André-Avelin, comté de Labelle, pour l'exercice finissant le 30 juin 1931.

Adopté.

47. Qu'un crédit n'excédant pas cent dollars soit ouvert à Sa Majesté pour l'hospice de Laprairie, comté de Laprairie, pour l'exercice finissant le 30 juin 1931.

Adopté.

48. Qu'un crédit n'excédant pas deux cents dollars soit ouvert à Sa Majesté pour l'hospice de la Providence, L'Assomption, comté de L'Assomption, pour l'exercice finissant le 30 juin 1931.

Adopté.

49. Qu'un crédit n'excédant pas cent dollars soit ouvert à Sa Majesté pour l'hospice de la Providence, Saint-Henri-de-Mascouche, comté de L'Assomption, pour l'exercice finissant le 30 juin 1931.

Adopté.

50. Qu'un crédit n'excédant pas deux cents dollars soit ouvert à Sa Majesté pour l'hospice Saint-Antoine, à Saint-Lin, comté de L'Assomption, pour l'exercice finissant le 30 juin 1931.

Adopté.

51. Qu'un crédit n'excédant pas deux cents dollars soit ouvert à Sa Majesté pour la maison de la Providence, Saint-Vincent-de-Paul, comté de Laval, pour l'exercice finissant le 30 juin 1931.

Adopté.

52. Qu'un crédit n'excédant pas deux cent dix dollars soit ouvert à Sa Majesté pour l'hospice Saint-Joseph de la Délivrance, comté de Lévis, pour l'exercice finissant le 30 juin 1931.

Adopté.

53. Qu'un crédit n'excédant pas deux cents dollars soit ouvert à Sa Majesté pour l'hospice Saint-Joseph de la Délivrance, (section orphelinat), comté de Lévis, pour l'exercice finissant le 30 juin 1931.

Adopté.

54. Qu'un crédit n'excédant pas trois cents dollars soit ouvert à Sa Majesté pour l'Hôtel-Dieu, comté de Lévis, pour l'exercice finissant le 30 juin 1931.

Adopté.

55. Qu'un crédit n'excédant pas trois cents dollars soit ouvert à Sa Majesté pour l'hôpital Saint-

Édouard, comté de Lotbinière, pour l'exercice finissant le 30 juin 1931.

Adopté.

56. Qu'un crédit n'excédant pas deux cents dollars soit ouvert à Sa Majesté pour l'hospice des sœurs de la Charité, Saint-Jean-Deschaillons, comté de Lotbinière, pour l'exercice finissant le 30 juin 1931.

Adopté.

57. Qu'un crédit n'excédant pas cent dollars soit ouvert à Sa Majesté pour l'hospice Sainte-Ursule, comté de Maskinongé, pour l'exercice finissant le 30 juin 1931.

Adopté.

58. Qu'un crédit n'excédant pas deux cents dollars soit ouvert à Sa Majesté pour l'hospice des sœurs de la Charité, (antérieurement Children's Hospital), Saint-Louis, Black Lake, comté de Mégantic, pour l'exercice finissant le 30 juin 1931.

Adopté.

59. Qu'un crédit n'excédant pas quatre cents dollars soit ouvert à Sa Majesté pour l'hospice Sainte-Élizabeth-de-Farnham, comté de Brome, pour l'exercice finissant le 30 juin 1931.

Adopté.

60. Qu'un crédit n'excédant pas deux cents dollars soit ouvert à Sa Majesté pour l'hospice Saint-Célestin, Comté de Nicolet, pour l'exercice finissant le 30 juin 1931.

Adopté.

61. Qu'un crédit n'excédant pas sept cents dollars soit ouvert à Sa Majesté pour l'Hôtel-Dieu, à Nicolet, comté de Nicolet, pour l'exercice finissant le 30 juin 1931.

Adopté.

62. Qu'un crédit n'excédant pas deux cents dollars soit ouvert à Sa Majesté pour l'hôpital Saint-Casimir, comté de Portneuf, pour l'exercice finissant le 30 juin 1931.

Adopté.

63. Qu'un crédit n'excédant pas deux cent soixante-quinze dollars soit ouvert à Sa Majesté pour l'hospice des sœurs de la Charité, (Rimouski), comté de Rimouski, pour l'exercice finissant le 30 juin 1931.

Adopté.

64. Qu'un crédit n'excédant pas deux cents dollars soit ouvert à Sa Majesté pour l'hôpital de Magog, comté de Stanstead, pour l'exercice finissant le 30 juin 1931.

Adopté.

65. Qu'un crédit n'excédant pas deux cents dollars soit ouvert à Sa Majesté pour Brehmer est,

Sainte-Agathe-des-Monts, comté de Terrebonne, pour l'exercice finissant le 30 juin 1931.

Adopté.

66. Qu'un crédit n'excédant pas trois cents dollars soit ouvert à Sa Majesté pour l'hospice des dominicains du Rosaire, comté de Trois-Rivières, pour l'exercice finissant le 30 juin 1931.

Adopté.

67. Qu'un crédit n'excédant pas deux cents dollars soit ouvert à Sa Majesté pour l'hôpital Saint-Victor, Belœil, comté de Verchères, pour l'exercice finissant le 30 juin 1931.

Adopté.

68. Qu'un crédit n'excédant pas trois cents dollars soit ouvert à Sa Majesté pour Lachine General Hospital, comté de Jacques-Cartier, pour l'exercice finissant le 30 juin 1931.

Adopté.

Résolutions à rapporter:

Le comité fait rapport qu'il a adopté plusieurs résolutions et demande la permission de siéger de nouveau. Lesdites résolutions sont lues deux fois et adoptées.

Absence de M. Houde

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): J'espère que l'honorable chef de l'opposition n'est pas malade.

M. Sauvé (Deux-Montagnes) (Seul député de l'opposition en Chambre) fait mine de ne rien entendre.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): J'espère que l'honorable chef de l'opposition n'est pas malade...

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Est-ce une motion?

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): J'espère que le chef de l'opposition sera de retour à son siège la semaine prochaine.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Le chef de l'opposition n'est pas malade et le premier ministre aura bientôt l'occasion de le rencontrer.

Ajournement

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) propose, appuyé par le représentant de Châteauguay (l'honorable M. Mercier fils), que lorsque cette Chambre s'ajournera, aujourd'hui, elle soit ajournée à mardi prochain.

Adopté.

La séance est levée.

NOTE

1. Selon *The Quebec Chronicle* du 28 février 1930, à la page 1, "M. Sauvé regrette que l'honorable J.-L. Perron ait décidé de couper les subsides accordés à plusieurs publications agricoles qui, jusque là, avaient reçu des subventions du gouvernement".

Séance du mardi 4 mars 1930

Présidence de l'honorable T.-D. Bouchard

La séance est ouverte à 3 h 15.

Prière.

M. l'Orateur: À l'ordre Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

**Refuge
Notre-Dame-de-la-Merci**

M. Plante (Montréal-Mercier) propose, appuyé par le représentant de Montréal-Laurier (M. Poulin), que toutes les règles relatives aux avis, à la présentation, à la réception et à l'examen des pétitions ainsi qu'à l'examen et à la lecture des bills privés (sauf celles qui ont trait aux droits à payer) soient suspendues; qu'il lui soit permis de présenter la pétition du Refuge Notre-Dame-de-la-Merci; que cette pétition soit lue et reçue à la présente séance; qu'il lui soit permis de présenter le bill 157 modifiant la charte du Refuge Notre-Dame-de-la-Merci et que ce bill soit maintenant lu une première fois.

Adopté.

Présentation et lecture de pétitions:

En conséquence, la pétition du refuge Notre-Dame-de-la-Merci est présentée, lue et reçue par la Chambre.

M. Plante (Montréal-Mercier) demande la permission de présenter le bill 157 modifiant la charte du refuge Notre-Dame-de-la-Merci.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

**Code de procédure civile,
article 599**

M. Bercovitch (Montréal-Saint-Louis) demande la permission de présenter le bill 171 modifiant l'article 599 du Code de procédure civile.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

**Transport
de biens de succession**

L'honorable M. McMaster (Compton) demande la permission de présenter le bill 40

validant certains actes de transport de biens de succession sujets à l'impôt.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

**Loi des
véhicules automobiles**

L'honorable M. McMaster (Compton) demande la permission de présenter le bill 47 modifiant la loi des véhicules automobiles.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

**Loi du
paiement des pénalités**

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) demande la permission de présenter le bill 55 pour remplacer la loi du paiement des pénalités.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

Cours d'eau municipaux

M. Dugas (Joliette) demande la permission de présenter le bill 170 modifiant le Code municipal relativement aux cours d'eau municipaux.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

**Loi de
l'inspection des échafaudages**

L'honorable M. Galipeault (Bellechasse) demande la permission de présenter le bill 74 modifiant la loi de l'inspection des échafaudages.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

**Salaire minimum
des femmes**

L'honorable M. Galipeault (Bellechasse) demande la permission de présenter le bill 200 modifiant la loi du salaire minimum des femmes.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

Questions et réponses:**Inspecteurs d'écoles protestantes**

M. Tremblay (Maisonnette): 1. Les deux fonctions d'inspecteurs d'écoles protestantes vacantes,

l'une depuis le 1^{er} janvier 1927, l'autre depuis le 1^{er} septembre 1928, ainsi qu'il appert à la page 302 des *Journaux de l'Assemblée législative 1929*, ont-elles été remplies?

2. Dans l'affirmative, quand?

3. Quels sont les noms et prénoms de ces inspecteurs et quel est le salaire de chacun d'eux?

L'honorable M. David (Terrebonne): 1. Non.

2. ...

3. ...

Unités sanitaires

M. Crépeau (Sherbrooke): 1. Combien a coûté chaque unité sanitaire: *a.* au gouvernement; *b.* au comté ou groupe de comtés où elle a été établie, chaque année depuis son établissement?

2. Depuis la réponse du 19 février 1929, combien d'unités sanitaires ont-elles été établies dans la province?

3. Quand chacune d'elles a-t-elle été établie?

4. De combien de membres se compose chacune de ces unités sanitaires et quel est le traitement de chacun d'eux?

L'honorable M. David (Terrebonne): (Voir le tableau ci-dessous)

	1925-1926	1926-1927	1927-1928	1928-1929
Beauce:				
<i>a.</i> Gouvernement.....	\$1,589.31	\$6,088.17	\$6,602.47	\$6,872.17
<i>b.</i> Comté.....	433.56	2,029.79	2,750.59	4,009.22
Saint-Jean d'Iberville:				
<i>a.</i> Gouvernement.....	510.35	5,789.41	5,378.22	5,980.35
<i>b.</i> Comté.....	212.61	2,653.87	2,689.65	3,986.50
Lac-Saint-Jean:				
<i>a.</i> Gouvernement.....	.....	4,520.06	6,211.51	6,027.24
<i>b.</i> Comté.....	.....	1,883.05	3,623.79	5,173.11
Saint-Hyacinthe-Rouville:				
<i>a.</i> Gouvernement.....	.....	175.00	5,415.33	5,348.45
<i>b.</i> Comté.....	.....	64.16	2,707.11	3,565.28
Témiscouata:				
<i>a.</i> Gouvernement.....	.....	.....	2,564.41	6,227.58
<i>b.</i> Comté.....	.....	.....	1,068.33	3,113.79
Nicolet:				
<i>a.</i> Gouvernement.....	.....	.....	.....	6,406.35
<i>b.</i> Comté.....	.....	.....	.....	2,668.88
Joliette:				
<i>a.</i> Gouvernement.....	.....	.....	.....	5,276.58
<i>b.</i> Comté.....	.....	.....	.....	2,198.22
Terrebonne:				
<i>a.</i> Gouvernement.....	.....	.....	.....	3,451.34
<i>b.</i> Comté.....	.....	.....	.....	1,479.24

	1925-1926	1926-1927	1927-1928	1928-1929
L'Assomption-Montcalm:				
<i>a.</i> Gouvernement.....	2,643.64
<i>b.</i> Comté.....	1,233.77
Chicoutimi				
<i>a.</i> Gouvernement.....	743.25
<i>b.</i> Comté.....	445.95

3. Chicoutimi, 1^{er} juin 1929; Témiscamingue, 1^{er} juillet 1929; Mégantic, 1^{er} juillet 1929; Kamouraska-L'Islet, 1^{er} octobre 1929; Matane, 20 janvier 1930; Lotbinière, 20 janvier 1930.

4. Dans chacune des unités susdites, le personnel se compose: 1. d'un officier médical au traitement annuel de \$3,000, à l'exception de celle de Kamouraska-L'Islet, temporairement en charge de l'inspecteur régional d'hygiène dont le traitement est de \$3,500; 2. de deux infirmières au traitement annuel de \$1,200; Kamouraska-L'Islet a cependant trois infirmières; 3. d'un inspecteur sanitaire au traitement annuel de \$1,500; 4. d'une secrétaire à \$35.00 par mois.

Le Nouvelliste ltée

M. Lafleur (Montréal-Verdun): 1. À quelle date la Cie de Publication Le Nouvelliste, limitée, a-t-elle déposé la dernière fois, un sommaire conformément à l'article 187 de la loi des Compagnies de Québec?

2. Quels étaient alors: *a.* les noms; *b.* les adresses de ses directeurs?

L'honorable M. David (Terrebonne): 1. 6 novembre 1929.

2. *a.* J.-H. Fortier, J.-O. Linteau, Hermann Fortier, Laval Fortier, Gérard Fortier; *b.* Québec, Montréal, Montréal, Québec, Québec.

The Canada ltée

M. Lafleur (Montréal-Verdun): À quelle date la Compagnie de publication du Canada, limitée, a-t-elle déposé, la dernière fois, un sommaire conformément à l'article 187 de la loi des compagnies de Québec?

2. Quels étaient alors *a.* les noms, *b.* les adresses de ses directeurs?

L'honorable M. David (Terrebonne): 1. Cette compagnie n'étant pas constituée en corporation en vertu de la loi des compagnies de Québec, n'est pas tenue de transmettre ce sommaire.

2. ...

Cie de L'Événement

M. Lafleur (Montréal-Verdun): 1. À quelle date la Cie de l'Événement a-t-elle déposé, la dernière fois, un sommaire conformément à l'article 187 de la loi des compagnies de Québec?

2. Quels étaient alors: *a.* les noms; *b.* les adresses de ses directeurs?

L'honorable M. David (Terrebonne): 1. 6 novembre 1929.

2. *a.* J.-H. Fortier, Elzéar Baillargeon, J.-O. Linteau, Herman's Fortier, Noël Belleau, Laval Fortier; *b.* Québec, Québec, Montréal, Montréal, Lévis, Québec.

Provincial Transport Co.

M. Lafleur (Montréal-Verdun): 1. À quelle date la Provincial Transport Company a-t-elle déposé la dernière fois, un sommaire conformément à l'article 187 de la loi des compagnies de Québec?

2. Quels étaient alors: *a.* les noms; *b.* les adresses de ses directeurs?

L'honorable M. David (Terrebonne): 1. 23 août 1929.

2. *a.* J.-H. Fortier, J.-E. Savard, P.-S. Gregory, W S. Hart, Beaudry Leman, Col. J.-E. Hutcheson; *b.* a-s P.-T. Légaré Company, Québec; Ch. 120, Édifice Insurance Exchange; 276 St-Jacques, Montréal; 611 Édifice Power, 83 rue Craig, Montréal; 611 Édifice Power, 83 rue Craig, Montréal; Banque Canadienne Nationale, Place d'Armes, Montréal; a-s Montreal Tramways Co., 102, rue Craig Ouest, Montréal.

The Gazette Printing Company, Ltd.

M. Lafleur (Montréal-Verdun): 1. À quelle date The Gazette Printing Company, Limited a-t-elle déposé, la dernière fois, un sommaire conformément à l'article 187 de la loi des compagnies de Québec?

2. Quels étaient alors: *a.* les noms; *b.* les adresses de ses directeurs?

L'honorable M. David (Terrebonne): 1. Cette compagnie, n'étant pas constituée en corporation en vertu de la loi des compagnies de Québec, n'est pas tenue de transmettre ce sommaire.

2. ...

Demande et dépôt de documents:

Secrétaires-trésoriers des municipalités

M. Renaud (Laval) propose, appuyé par le représentant de Sherbrooke (M. Crépeau), qu'il soit mis devant cette Chambre un état indiquant qui était secrétaire-trésorier (nom et prénom) de chacune des municipalités auxquelles le gouvernement a intenté des poursuites pour travaux de voirie à la date où telle poursuite a été intentée.

Adopté.

L'honorable M. Perrault (Arthabaska) dépose sur le bureau de la Chambre la réponse à un ordre, en date du de ce jour, pour la production de copie d'un état indiquant qui était secrétaire-trésorier (nom et prénom) de chacune des municipalités auxquelles le gouvernement a intenté des poursuites pour travaux de voirie à la date où telle poursuite a été intentée. (Document de la session no 53)

Registres des juges de paix

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) propose, selon l'ordre du jour et appuyé par le représentant de Châteauguay (l'honorable M. Mercier fils), que la Chambre, à sa prochaine séance, se forme en comité plénier pour prendre en considération un projet de résolution relative au bill 9 modifiant la loi des tribunaux judiciaires relativement aux juges de paix.

Adopté.

Subsides

L'honorable M. McMaster (Compton) propose, selon l'ordre du jour, que "M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil pour que la Chambre se forme de nouveau en comité des subsides."

Adopté.

En comité:

L'honorable M. McMaster (Compton) propose: 1. Qu'un crédit n'excédant pas quatre-vingt

mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour dépenses générales (Terres et Forêts), pour l'exercice finissant le 30 juin 1931.

M. Tremblay (Maisonneuve) proteste contre le système de comptabilité gouvernemental, tel qu'il apparaît dans les *Comptes publics*, et leur reproche d'être incomplets.

L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay): Je n'ai aucune objection à fournir tous les renseignements désirés. S'il fallait tenir compte de tous les détails, les *Comptes publics* seraient beaucoup trop considérables. Comme je l'ai dit lors de la dernière séance, il y a toujours lieu d'obtenir toutes les informations désirées en s'adressant au comité des comptes publics. Je dois dire à mon honorable ami que je prends note de sa suggestion et que, s'il y a lieu de rendre les *Comptes publics* plus complets encore, l'an prochain, nous le ferons.

M. Tremblay (Maisonneuve): Je suis content de constater que le ministre à l'intention de s'améliorer. Je ne veux pas être malin. Je veux simplement faire mon devoir. Si nous avions un système de comptabilité sensé, une comptabilité d'hommes d'affaires, les députés pourraient rapidement se renseigner, au lieu de perdre leur temps à pêcher des renseignements éparpillés sans ordre parmi les *Comptes publics*. Nous n'aurions pas l'obligation de siéger des semaines pour obtenir des détails. Ainsi, la dépense supplémentaire requise pour préparer une comptabilité intelligente serait compensée par une économie de temps dans le travail sessionnel.

Prenons le cas d'un nommé Thériault, inspecteur forestier dont le nom apparaît à deux ou trois reprises, dans des chapitres différents pour diverses sommes. Il serait plus logique, dit-il, d'indiquer tout de suite ce qu'il a reçu¹.

M. Houde (Montréal-Sainte-Marie): *L'Autorité Nouvelle*, est-ce un journal? Le ministre des Terres et Forêts (l'honorable M. Mercier fils) connaît-il la circulation de ce journal?

L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay): Oui, nous lui avons donné une annonce de \$275.

M. Houde (Montréal-Sainte-Marie): \$275, mais le propriétaire n'a pas acheté ça de papier, durant l'année, pour faire son journal. *L'Autorité Nouvelle* ne mérite pas de porter le nom de journal. Il

n'a pas de circulation et c'est de l'argent gaspillé, complètement perdu, et qui n'avait d'autre but que de fournir un élément à la droite pour faire insulter l'opposition. On sait qui la dirige. Je recommande à l'honorable ministre d'acheter *L'Autorité Nouvelle*, s'il peut en trouver, et me dire ce qu'il en pense, non pas dans cette Chambre mais privéement, s'il le préfère.

M. Gault (Montréal-Saint-Georges): Pourquoi le ministère des Forêts a-t-il fait des frais de publicité?

L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay): C'est pour donner des avis, faire de la propagande pour la conservation des forêts.

M. Houde (Montréal-Sainte-Marie) pose une question.

L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay): (Souriant) Alors, adopté?

M. Houde (Montréal-Sainte-Marie): Pas encore.

M. Blain (Montréal-Dorion) attire l'attention de la Chambre, dit-il, sur un article des *Comptes publics*, page 260, indiquant que le gouvernement a payé une somme de \$628.64 pour honoraire et arbitrage au lac Abitibi à un M. J.-E. Vanier. L'honorable ministre pourrait-il me dire quel a été cet arbitrage?

L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay): À la suite de la construction d'un barrage exécuté en Ontario par la compagnie Abitibi, sur le lac Abitibi, des terres ont été inondées dans la province de Québec. Un bureau d'arbitrage a été nommé pour établir les dommages et étudier les plaintes; M. F.-C. Laberge représentait le gouvernement de notre province, M. le sénateur Casgrain, la compagnie. Tous deux ont choisi M. J.-Émile Vanier comme tiers arbitre.

Tous trois ont accordé \$100,000 pour dommages aux terres inondées. Comme les frais d'arbitrage étaient à la charge du gouvernement, ce dernier a payé M. Émile Vanier. Cet arbitre a duré plusieurs mois.

M. Blain (Montréal-Dorion): M. Vanier est un homme bien connu; les trois arbitres n'étaient pas des ennemis.

M. Houde (Montréal-Sainte-Marie): Ce M. J.-Émile Vanier, dont il est présentement question, est-il le même M. Vanier qui fut arbitre dans l'affaire de la Montreal Water and Power?

L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay): Peut-être; je ne sais pas.

M. Houde (Montréal-Sainte-Marie): Je pose la question parce que la population de Montréal se plaint encore que certains arbitres auraient pu subir l'influence de certains membres du gouvernement. Et quand l'on sait que ce M. Vanier a organisé l'élection de Montcalm, dans une paroisse pour le candidat ministériel, sa présence dans les *Comptes publics* prouve que les soupçons entretenus sur son désintéressement sont fondés. Et on voit que le ministre de l'Agriculture, avocat conseil de gens qui ont monté l'affaire de la Montreal Water and Power, a pu faire sentir son influence sur M. Vanier. Je tiens à mettre ces faits devant le public.

Il faut également se rappeler que plusieurs millions de dollars appartenant au peuple ont été engouffrés dans l'arbitrage et la décision relative à l'affaire de la Montreal Water and Power. Le fait que le nom de M. Vanier figure dans les *Comptes publics* de la province de Québec prouve, du moins en partie, que les soupçons de la population de Montréal sont justifiés. Je veux en savoir plus sur ce monsieur, et les citoyens de Montréal aussi.

L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay): J'ai déjà expliqué qu'il avait été choisi par les autres arbitres dans l'affaire dont nous discutons.

M. Blain (Montréal-Dorion): Le gouvernement se spécialise dans les inondations; \$100,000 accordés pour des terres dans l'Abitibi, cela doit représenter une jolie étendue qu'il serait intéressant de connaître.

L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay) promet, dit-il, de donner des détails.

M. Blain (Montréal-Dorion): C'est bien beau, tout ça, mais pour revenir à cette affaire d'arbitrage, on peut se demander si M. Vanier était bien l'homme compétent, lui qui est très ami avec tout le monde. J'aimerais en savoir plus sur les compétences de M. Vanier. Je me rappelle que les autres membres du comité étaient MM. Laberge et Casgrain. Comment l'a-t-on choisi? C'est un homme bien sociable, M. Vanier, et très connu. Bien des gens à Montréal le connaissent. Oui, il a beaucoup d'amis.

M. Poulin (Montréal-Laurier): Qu'est-ce que c'est que ces histoires d'amitié!

M. Blain (Montréal-Dorion): Mais ça ne répond pas à mes questions. Je veux savoir qui est M. Vanier et quelles sont ses compétences. Quand il était arbitre pour fixer le prix de la Montreal Water and Power, il s'agissait d'estimer le prix d'un amas de vieux tuyaux susceptibles d'être remplacés à brève échéance, ainsi que le prouve la somme de \$270,000 dépensée par Montréal l'an dernier pour cette fin.

M. Vanier a accompli un exploit rare. Il avait des actions de la Montreal Water and Power qu'il a été content de vendre à \$25 moins cher que le prix qu'il a fixé pour celles de la Montreal Water, lors de l'arbitrage. Il se pourrait que le gouvernement ait subi, dans l'arbitrage pour le lac Abitibi, la même mésaventure que la ville de Montréal a subie par son fait dans l'affaire de la Montreal Water and Power².

La population de Montréal a suivi avec étonnement la conduite de M. Vanier lors de l'arbitrage de la Montreal Water and Power, et l'opposition tient à avoir des renseignements précis. Le ministre ne voudrait-il pas nous parler des compétences de ce monsieur?

L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay): Je ne connais rien à ce sujet.

M. Blain (Montréal-Dorion): Voilà! Il ne sait rien, et moi qui cherche à savoir si, lorsqu'il a fourni le service indiqué sous son nom dans les *Comptes publics*, il a exploité la population de Montréal de la même façon qu'il l'a fait dans l'entente entre la Montreal Water and Power et le gouvernement.

Des députés libéraux: Adopté! Adopté!

M. Houde (Montréal-Sainte-Marie): Un petit instant, M. le président. Le ministre semble vouloir s'en tirer un peu trop facilement. Il n'est même pas capable de nous dire si M. Vanier est compétent et, après tout, c'est un personnage intéressant, particulièrement à la lumière de l'affaire de la Montreal Water and Power.

L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay): Cette histoire ne me regarde pas.

M. Houde (Montréal-Sainte-Marie): Le ministre des Terres et Forêts veut s'en tirer trop facilement quand il prétend ne pas connaître

M. Vanier, surtout quand on sait que le ministre est chargé des intérêts du district de Montréal, du moins à ce qu'on a laissé entendre lors de l'élection de Sainte-Marie. Il a pourtant dû enquêter sur la compétence de M. Vanier et les beaux résultats qu'elle avait donnés. On nous a dûment fait comprendre combien nous devrions être heureux d'avoir parmi nous un ministre des Terres et Forêts. Le ministre nous dira-t-il comment M. Vanier en est venu à être choisi pour l'arbitrage de l'affaire du Lac Abitibi?

L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay): J'ai déjà déclaré qu'il avait été choisi comme troisième arbitre par les deux autres. Nous ne pouvions pas refuser.

L'honorable M. Galipeault (Bellechasse): C'est la loi.

M. Houde (Montréal-Sainte-Marie): Le ministre allègue que le gouvernement ne pouvait refuser M. Vanier et l'honorable ministre des Travaux publics et du Travail (M. Galipeault) dit que c'est la loi, mais combien de lois sont bafouées dans cette province sur les instances du gouvernement et dans l'intérêt du gouvernement? Le gouvernement, si respectueux de la loi, s'en moquait pas mal de la loi quand il n'émettait les brefs de l'élection de Sainte-Marie que huit mois après la vacance. N'y a-t-il pas des lois qui doivent être respectées, des lois sur les élections et d'autres?

Des citoyens de cette province doivent se rendre jusqu'au Conseil privé, à leurs propres frais, afin d'obtenir justice dans l'application des lois, et ce, contre le gouvernement. Ne sommes-nous pas en droit de présumer que les lois ne sont pas aussi inviolables que l'honorable ministre voudrait nous le faire croire?

La vérité, c'est qu'on s'arrange entre amis du gouvernement pour s'emparer de tout ce qui passe. Mais viendra le jour où la province, lasse de ces exploitations, secouera enfin le joug qui s'appesantit chaque jour sur elle. Le peuple finira par se fatiguer d'un gouvernement qui a trop duré et il renverra les ministres dans l'opposition.

L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay): L'item est-il adopté?

M. Blain (Montréal-Dorion): Si l'honorable premier ministre était à son siège, il nous expliquerait peut-être cela à sa manière. Il établirait une distinction.

M. Houde (Montréal-Sainte-Marie): Si le premier ministre ne prend pas garde, *Le Soleil* va écrire un article demain.

M. Blain (Montréal-Dorion): Les *Comptes publics* sont un galimatias à nul autre pareil sous la bannière de la Confédération. Il faudrait un travail de bénédictin pour démêler tous les comptes pour annonces, papeterie, abonnements, réclames, etc., qui apparaissent sous divers items.

L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay) promet, dit-il, d'y remédier l'an prochain.

M. Blain (Montréal-Dorion): À la page 260 des *Comptes publics*, il y a un paragraphe avec titres "Annonces", etc.; où l'on mentionne divers journaux. On croirait donc que tout ce qui regarde les journaux y serait mentionné, mais six paragraphes plus loin, voilà qu'on trouve encore d'autres montants pour les journaux. Et c'est ainsi tout le long du rapport pour le département, en sorte qu'il est impossible de calculer les montants donnés, ni savoir pour quelle ineptie par exemple on a donné l'argent du peuple. Il faudrait que l'opposition engage des vérificateurs pour se reconnaître dans tout le fouillis des *Comptes publics*. Il me semble que le gouvernement devrait classifier toutes ensemble les diverses dépenses pour impressions, annonces, etc., au lieu de les distribuer sous différentes rubriques.

J'ai reproché l'an dernier au gouvernement de détourner l'argent voté pour les départements, en les donnant aux imprimeurs et aux journaux. Si on faisait le compte des sommes ainsi données et détournées de leur véritable fin, depuis 10 ans, on arriverait à un montant des plus impressionnants.

M. Guertin (Hull): Est-ce que l'honorable ministre ne croit pas que le gouvernement devrait demander des soumissions pour ses impressions?

L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay): Tous les comptes pour impressions sont soumis à l'Imprimeur du Roi, qui a un tarif.

M. Guertin (Hull): Qu'est-ce que la "Lithographie du peuple" qu'on retrouve dans tous les articles des rapports du département des Terres? L'honorable ministre a-t-il accordé des contrats à l'Imprimerie du peuple?

L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay): Oui, pour l'impression d'une carte de la Gaspésie.

M. Guertin (Hull): Qui sont les propriétaires de cette compagnie?

L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay): Je ne sais pas.

M. Guertin (Hull): Le ministre connaît-il M. Chantal? Il a reçu un montant de \$1,460 pour la rédaction et la composition de la carte de la Gaspésie.

L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay): Je ne le connais pas.

M. Guertin (Hull): Y a-t-il eu des soumissions pour l'impression des cartes³?

L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay): Non. Ce sont les officiers du département qui donnent les commandes pour impressions, sujettes toutefois au visa du ministre. Les prix fixés par le département sont fondés sur ceux chargés par l'Imprimeur du roi, et donc, la marge de profits de ces compagnies est pratiquement celle de l'Imprimeur du Roi. D'ailleurs, il s'agissait d'un travail spécialisé.

M. Guertin (Hull): D'autres compagnies auraient-elles pu faire le même travail?

L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay): Certainement, j'admets que d'autres compagnies existent dans la province qui font le même genre de travail.

Je ne connais pas, répète-t-il, les noms des directeurs et administrateurs de la Lithographie du peuple, je ne connais pas Chantal, et j'ignore s'il est intéressé dans cette société.

M. Guertin (Hull): Connaissez-vous Henri Saint-Cyr, qui s'occupe d'impressions gouvernementales?

L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay): Mon comptable m'informe qu'il fait partie de la compagnie en question, mais je ne le connais pas.

M. Guertin (Hull): La Montreal Lithographing n'a pas été invitée à soumissionner avec la Lithographie du peuple, sans doute parce que chacune a son tour pour diviser le patronage de la façon la plus équitable possible pour les amis du gouvernement.

Le ministre des Terres et Forêts (l'honorable M. Mercier fils) a-t-il reçu des plaintes que des

employés de son département se faisaient payer des commissions pour donner des contrats d'impression du gouvernement?

L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay): Jamais, je n'en ai pas entendu parler.

M. Guertin (Hull): Le ministre sait-il que la Lithographie du peuple avait récemment eu à régler certaine affaire intime devant les tribunaux?

L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay): Je n'en ai pas eu connaissance.

M. Guertin (Hull): Avez-vous eu connaissance qu'Henri Beaumont a été poursuivi par la Lithographie du peuple pour \$991, dont il n'aurait pas rendu compte, et que Beaumont, dans sa défense, a déclaré que, sur son montant, \$281 avaient été versés à un intéressé pour être donnés à des employés du ministère des Terres comme commission pour travaux accordés par le gouvernement?

L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay): Je n'en ai pas eu connaissance.

M. Guertin (Hull): Cette cause porte le no 14184, Cour supérieure. M. Chantal a admis en cour que la compagnie avait payé des commissions à des employés du département des Terres, mais qu'il ne révélerait pas les noms quand même on le couperait en morceaux. Il a dit: "J'ai payé des commissions, mais je me ferais hacher avant de dire à qui". L'honorable ministre a-t-il eu connaissance de cela?

L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay): Non, je n'en ai pas eu connaissance.

M. Guertin (Hull): Le ministre n'a pas reçu de plainte?

L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay): Non.

M. Guertin (Hull): L'honorable ministre devrait empêcher qu'on soupçonne ses employés. J'aviserais le gouvernement de se disculper et de prouver l'innocence de ses employés et de traduire celui qui accepte des pots-de-vin, alias pourboires, alias soumissions de 20 %. Si ce ou ces employés ont la conscience élastique, ce n'est pas une raison pour que la province soit dépouillée de ses deniers. Et puis,

avec ce beau régime, les employés seront intéressés à avoir de beaux pots-de-vin, à donner des contrats d'autant plus gros et plantureux.

M. Houde (Montréal-Sainte-Marie): La police provinciale pourrait y exercer ses talents.

M. Guertin (Hull): Si, sur un contrat de \$5,000, une commission de \$281 a été payée, et si on poursuit ce système avec les \$40,000,000 du budget du gouvernement, on voit où cela mène. Quand même les employés sont payés à des salaires ridicules, ce n'est pas une raison pour les pots-de-vin.

Si le gouvernement demandait des soumissions, ce système de pots-de-vin ne serait guère possible, car alors, la marge de profit du plus bas soumissionnaire serait trop faible pour permettre des allocations pour les pots-de-vin. Et, en tout cas, ceux-ci seraient beaucoup moindres.

Ainsi donc, dans le département des Terres, les contrats sont donc accordés à la bonne franquette, on ne demande pas de soumission et on donne des commissions de 20 % à certains employés. Le ministre devrait instituer une enquête immédiate et suspendre l'item et faire la lumière. Il ferait certainement une enquête, s'il savait que l'on distribue des cadeaux, des pots-de-vin.

L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay): Certainement. Je suis prêt à faire une enquête, mais je ne peux rien dire de plus sur l'affaire, puisque je la connais aujourd'hui pour la première fois.

M. Guertin (Hull): L'honorable ministre va se renseigner?

L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay): Oui.

M. Guertin (Hull): L'honorable ministre a parlé d'espion, l'autre jour. Je lui ai dit qu'il serait bon d'en avoir. Il a ri. Je lui demanderais de dissiper ces soupçons, si on ne veut pas que les orateurs politiques s'en servent dans les campagnes électorales. Je demanderais à l'honorable ministre de nous expliquer cette cause dont j'ai parlé et qui s'est déroulée ces jours derniers. Les déclarations des deux employés de l'Imprimerie du peuple ont été faites sous serment. C'est le devoir du ministre des Terres et Forêts de faire une enquête.

Nous sommes portés à croire que des montants considérables sont versés chaque année, en commission, à même le budget de la province. J'ai

cité des noms. J'ai donné des montants. J'ai fourni beaucoup de détails. L'honorable ministre n'a pas donné à cette Chambre de réponse satisfaisante. À moins qu'il ne fasse un meilleur exposé des faits, nous allons être forcés de rester sous l'impression que, dans le ministère des Terres et Forêts, les contrats sont donnés sans soumission et que des commissions sont payées aux employés du département.

Il me semble que le ministre devrait demander lui-même la suspension de l'item pour retourner dans son département faire une enquête, et revenir avec le scalp de quelqu'un, pour disculper les autres employés. Il devrait faire enquête avant d'adopter l'article.

Si les faits énoncés sont faux, on pourra alors conclure que MM. Chantal et Beaumont ont dû se parjurer, et si c'est le contraire, le ministre verra à prendre les mesures nécessaires.

L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay): L'honorable député a attiré mon attention sur une cause qui vient de se dérouler en Cour supérieure. Il porte des accusations quand il dit que, dans une cour de justice, il y a quelques jours à peine, des déclarations ont été faites, mettant en doute l'honnêteté de certains employés du département. Je lui ai répondu que j'ignorais complètement les faits auxquels il faisait allusion et que j'allais me renseigner sur les accusations qui auraient été portées dans cette cause. C'est ce que je ferai. Il devrait être satisfait.

M. Guertin (Hull) demande la suspension de l'item.

L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay): Cela n'avancera pas les choses.

M. Guertin (Hull): Je vais lui fournir le numéro de la cause et il peut obtenir les renseignements dès cet après-midi.

L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay): Je ne vois pas qu'il y ait lieu de retarder l'adoption de cet item. L'incident auquel mon honorable ami réfère n'a rien à voir avec le budget.

M. Guertin (Hull): Certaines méthodes de comptabilité ont pour but de cacher les amis du gouvernement et de favoriser le patronage indu. Est-ce qu'il y a un contrat entre le gouvernement et cette imprimerie pour cette dépense de \$1,100 et quelques dollars?

L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay): Dans ce cas-ci, je viens d'être informé par un officier du département que nous avons demandé des prix avant de donner cette commande. Des prix ont été demandés à plusieurs compagnies pour les cartes de la Gaspésie et le contrat est allé au plus bas soumissionnaire.

M. Guertin (Hull): Pourquoi, pour un compte ayant été envoyé par un nommé Delisle, de Roberval, le paiement a-t-il été envoyé à la Félix Insurance Co.?

M. Houde (Montréal-Sainte-Marie): Ça permet au gouvernement de cacher le nom de l'individu qui émerge aux faveurs gouvernementales. C'est précisément les individus qui touchent des commissions du gouvernement qui viennent ensuite travailler pour le gouvernement dans les élections et se permettre des abus criants. C'est ce qui explique que nous les rencontrons dans les luttes faites par l'opposition, ces agents qui prennent tout ce qui passe et organisent pour le compte ministériel des luttes et des émeutes.

Voici des gens qui exploitent la province, qui en vivent. Ils devraient avoir au moins la décence de ne pas se montrer et de ne pas venir combattre ceux qui défendent les deniers publics. Il me semble que ceux qui obtiennent des faveurs du gouvernement ne devraient pas venir chanter les louanges du gouvernement, provoquer des émeutes et empêcher le peuple d'être renseigné par ceux qui veulent son bien. Je l'ai déjà dit, les avocats de la Commission des liqueurs, les procureurs de la couronne prennent part aux luttes politiques.

Nous en avons vu des officiers d'hygiène, des procureurs de la couronne qui, payés à même l'argent du peuple, au lieu de consacrer leur temps pour la province qui les paie, vont faire les luttes du gouvernement. C'est un abus, le peuple est fatigué du régime. Le ministre des Terres et Forêts prend son air débonnaire, mais il sait que c'est une honte, un régime abusif qui devra cesser.

M. Guertin (Hull): Je ne veux pas faire d'obstruction, mais il me semble que j'ai donné assez de détails au ministre pour obtenir qu'il se renseigne sur les faits que je lui ai signalés, avant que la Chambre ne vote l'item en discussion.

L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay): Quel est le numéro de la cause?

M. Guertin (Hull): 11184, Lithographie du peuple enrg. vs Hector Gaumont.

M. Tremblay (Maisonnette): Je vois que le ministère des Terres a payé un montant de \$500 et quelques piastres à la Canadian International Paper Co.

L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay): Oui, c'est de l'argent payé en trop pour droits de coupe qui a été remboursé à cette compagnie.

M. Tremblay (Maisonnette): Quelle est cette compagnie?

L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay): C'est une compagnie incorporée en Canada.

M. Houde (Montréal-Sainte-Marie): Quel est le président?

L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay): M. Graustein.

Tous les députés de l'opposition: M. Graustein!

La résolution est adoptée.

L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay): Nous allons passer à l'item de la protection des forêts \$468,000, une augmentation de \$19,000⁴.

L'honorable M. McMaster (Compton) propose: 1. Qu'un crédit n'excédant pas quatre cent soixante-huit mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour protection des forêts, pour l'exercice finissant le 30 juin 1931.

M. Guertin (Hull): Pourquoi cette augmentation de \$19,000⁵?

L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay): Parce que notre service de protection s'étend chaque année. Ainsi, cette année, nous avons dû l'étendre du côté de Chibougamau, du côté d'Oskélanéo.

M. Blain (Montréal-Dorion) pose une question.

L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay): Le gouvernement coopère avec les compagnies et leur paie 50 % des sommes dépensées par les compagnies pour combattre les incendies. Certaines associations reçoivent un bonus. Ces compagnies doivent fournir un état détaillé des mesures prises par elles, afin que le gouvernement puisse compléter suivant le cas.

M. le président: Adopté?

Des députés à gauche: Non, non.

M. Houde (Montréal-Sainte-Marie): Est-ce qu'il y a eu des feux de forêt considérables depuis quelques années⁶?

L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay): Non, pas depuis 1923, mais, il y a sept ans, nous avons eu des incendies considérables dans la vallée du Saint-Maurice et de ses tributaires.

M. Houde (Montréal-Sainte-Marie): J'ai vu avec intérêt dans une publication du gouvernement qu'en 1929-1930, au Lac-Saint-Jean, on a affermé 12,942 milles carrés de forêts. Dans le Saint-Maurice, on en a affermé 12,775⁷. Les premiers ont rapporté 155,145,000 pieds de bois, les autres 248,772,000. Pourquoi cette différence, lorsque l'étendue affermée était pratiquement la même? Au cours de la même année et dans la même région, il y a une grande différence de coupe. Est-ce que ce n'est pas à cause du bois brûlé?

L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay): Mon honorable ami ne comprend peut-être pas que bien que les concessions forestières fassent rapport d'une même aire de coupe, il ne s'ensuit pas que c'est la même aire qui est exploitée dans chaque cas. Les concessions peuvent avoir travaillé sur 2,000 milles carrés dans la région du Saint-Maurice et 3,500 au Lac-Saint-Jean. Ou encore, il se peut qu'on ait obtenu un meilleur rendement, en raison de bois plus accessible dans la région du Saint-Maurice, alors qu'on a pu rencontrer des obstacles au Lac-Saint-Jean.

M. Houde (Montréal-Sainte-Marie): Le ministre peut-il nous dire si le bois exploité dans la Saint-Maurice était brûlé ou vert?

L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay): Une grande partie était du bois brûlé, mais je ne peux donner de chiffres relativement à cette question.

M. Houde (Montréal-Sainte-Marie): Même pas de chiffres approximatifs?

L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay): Non.

M. Houde (Montréal-Sainte-Marie): Si l'honorable ministre voulait admettre le principe

qu'on a coupé plus de bois brûlé dans la région du Saint-Maurice que dans la région du Lac-Saint-Jean, cela simplifierait grandement la question.

L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay): Je n'ai aucune hésitation à reconnaître que l'exploitation du bois brûlé y a été plus considérable et j'en suis convaincu qu'il y a eu plus de bois brûlé dans le Saint-Maurice que dans le Lac-Saint-Jean, car il s'y est produit des incendies plus considérables.

M. Houde (Montréal-Sainte-Marie): Est-ce qu'il y a eu des réductions de droits de coupe? Ceux sur le bois brûlé sont plus bas, n'est-ce pas?

L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay): S'il y en a eu, elles ont été peu considérables. Des réductions ont été accordées pendant une période de quelques années et, maintenant, les droits sont réduits de 59 %.

M. Houde (Montréal-Sainte-Marie): Le ministre connaît-il un monsieur Desbiens? Je puis trouver ses initiales, bien que je ne les aie pas à ce moment. Je crois que c'est un ami du gouvernement.

L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay): Oui.

M. Houde (Montréal-Sainte-Marie): Le ministre a-t-il eu une correspondance avec lui à propos de feux de forêt?

L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay): Je ne crois pas.

M. Houde (Montréal-Sainte-Marie): Des conversations alors?

L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay): Possible.

M. Houde (Montréal-Sainte-Marie): Le ministre me permettra-t-il de lui lire une lettre envoyée à M. Stewart, ministre de l'Intérieur, au sujet de l'exploitation des étendues de forêts ravagées par le feu?

L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay): Par M. Desbiens?

M. Houde (Montréal-Sainte-Marie): Oui, la lettre est datée du 3 février 1930 de La Tuque et se lit comme suit:

La Tuque, 3 février 1930

M. Stewart,
ministre de l'Intérieur,
Ottawa.

"M. le ministre,

"Lors de la dernière convention de la protection de la forêt, à l'hôtel Windsor, vous avez demandé la coopération de tous les citoyens pour enrayer le fléau des feux de forêts. Voici mon expérience de 25 années, sur les feux de forêts que nous avons eus dans cette région depuis 25 ans; je mets de côté les feux qui sont les plus nombreux et de moindre importance pour m'attaquer directement aux feux qui ont causé la destruction de milliers de milles carrés de nos forêts, dans cette région, depuis 25 années, sur les eaux de la Batiscan, de la rivière Brûlé, du lac Panage, sur le Saint-Maurice, la Rivière au Flamand, le Vermillon, la Pierriche, où des milliers de milles carrés de forêts ont été brûlés dans des endroits où il n'y a pas un seul colon.

"Les feux de forêt voulus par les compagnies ou non, et j'insiste sur ce point, laissent souvent ces compagnies bien indifférentes; malgré tout ce que l'on peut dire, dans toutes les causes de cette nature, il faut chercher l'intérêt. Exemple: après la destruction de la forêt par le feu: *a*) la disparition de la restriction de la coupe sur le diamètre de l'arbre, question la plus importante pour les compagnies et qui leur cause le plus d'embarras; *b*) la diminution du droit de coupe de 50 % égale \$1.85 du 1,000 pieds; *c*) la diminution de l'exploitation forestière d'au moins \$2 du 1,000 pieds pour l'entrepreneur; *d*) le coût de l'écorçage du bois qui se fait graduellement en séchant; *e*) le bois qui a été endommagé par le feu ne perd aucune valeur au point de vue rendement, au contraire, il est plus facile à cuire et là encore, il y a bénéfice pour les compagnies dans le coût du manufacturier; *f*) toutes ces opérations sont évaluées à au moins \$8.85 par mille pieds. La région du Saint-Maurice, qui a donné une coupe moyenne de trois cent cinquante millions de pieds annuellement, dont les deux tiers en bois brûlé, apporte aux compagnies qui opèrent sur le Saint-Maurice un bénéfice net de un million sept cent mille piastres annuellement, et ce, depuis plusieurs années.

"Une de ces compagnies, entre autres, qui opère dans cette région depuis 25 ans avec un capital initial de quelque cent mille dollars, est capitalisée aujourd'hui à trente cinq millions, et quelques-uns de ses directeurs sont retournés dans leurs pays après

avoir fait fortune pour plusieurs millions de piastres. Cependant, elle a employé dans ses usines au-delà de 50 % de bois brûlé et, cette année, elle ne coupe pas un seul billot dans la région du Saint-Maurice pour tenir son moulin en activité.

"Il me semble, M. le ministre, que le temps est arrivé où nous devons passer de la parole aux actes, si nous ne voulons pas voir sévir une crise encore plus sérieuse que celle sévissant actuellement, c'est-à-dire des moulins qui seront obligés de fermer leurs portes, faute de matière première, et ce, dans la région du Saint-Maurice, dans des centres tels que Trois-Rivières, Shawinigan, Grand'Mère et La Tuque, et par ce fait compromettre les capitaux investis dans cette industrie par le public.

"Nous avons vu depuis quelques années des moulins existant depuis trente ans fermer leurs portes, et je crois que la raison principale de ceci est le manque de matières premières; il y aurait moyen d'enrayer cela, mais il faudrait une action radicale.

"Veuillez me croire, M. le ministre.

Votre dévoué
J.-Ernest Desbiens

"P.S. Je vous autorise à faire publier cette lettre dans les journaux et à en causer avec M. J.-E.-A. Dubuc, de Chicoutimi."

M. Desbiens est un expert. Il s'occupe de l'exploitation du bois depuis 25 ans. Il n'a peut-être pas la compétence de M. Piché, mais il démontre que le gouvernement, dont il est l'ami, a permis aux compagnies de faire une exploitation déraisonnable de nos forêts. Il sait ce qui se passe. Il démontre que sa région a été très éprouvée. Il déclare que des étrangers ont fait des fortunes dans l'industrie forestière et sont retournés dans leurs pays. C'est la thèse de l'opposition.

L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay):
Quelle est la date de cette lettre?

M. Houde (Montréal-Sainte-Marie): Le 3 février 1930. M. Desbiens a adressé une autre lettre à M. Piché, chef du service forestier, datée du 25 janvier. D'après la lettre de M. Desbiens, on est porté à croire que cela veut dire que nous voyons que les compagnies, non seulement n'ont pas protégé la forêt contre le feu, mais qu'elles avaient mis le feu aux forêts pour appeler les choses par leur nom. Les compagnies de pâtes et papiers de la province de Québec ont tout à gagner, et rien à perdre, des feux

de forêt, et si, par sa négligence, le gouvernement provincial a livré la forêt, une partie importante du patrimoine naturel de ce pays, à l'action ou au manque d'action de ces compagnies, il a beaucoup de comptes à rendre.

Je dis que si ce gouvernement, pendant ces 25 années de régime libéral, car M. Desbiens n'a parlé que de 25 années dans sa lettre et je ne veux pas que le *Soleil*, demain matin, en inflige le blâme aux conservateurs, je dis, M. l'Orateur, que si le gouvernement a livré les forêts soit aux activités, soit au manque d'activité des compagnies, en matière de feux de forêt, alors il est gravement responsable du dépouillement d'une partie importante du patrimoine de notre pays. Si l'on faisait une enquête, les faits seraient prouvés sans doute.

Le gouvernement est grandement coupable d'avoir laissé nos forêts sans protection pendant tant d'années. Si le gouvernement comprend maintenant qu'il importe de protéger nos forêts et de les soustraire à l'exploitation, tant mieux! La lettre de M. Desbiens au ministre de l'Intérieur est très importante, surtout si l'on fait des rapprochements entre l'exploitation du bois dans les régions du Lac-Saint-Jean et du Saint-Maurice. Elle parle par elle-même.

Je ne crois pas que le gouvernement puisse essayer de réfuter cette déclaration de l'un de ses propres amis, comme il l'a fait pour celle de M. Barnjum et des autres experts qu'il n'aime pas. M. Barnjum est un expert. Ses opinions peuvent différer d'avec celles de M. Piché et nous serions fort intéressés de savoir ce que l'honorable ministre a à déclarer sur la question. Je reconnais, toutefois, que le service de protection, établi il y a quelques années et dirigé par son chef actuel, donne satisfaction. Je tiens à faire cette déclaration pour montrer que nous savons faire la différence entre les bons employés et les autres.

L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay):
M. le président, je n'ai pas le temps de répondre avant 6 heures à mon honorable ami de façon complète, mais je dirai un mot ou deux sur M. Barnjum. Je rappellerai à l'honorable chef de l'opposition que son nom n'a pas été amené dans le débat par nous, mais par l'opposition.

M. Houde (Montréal-Sainte-Marie): C'est fort possible. J'ai bien pu le faire.

L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay):
Tout ce que j'ai pu dire à propos de M. Barnjum est

au sujet de la limite qu'il a fixée à la durée de la richesse forestière de notre province et qui est très courte d'après lui. Je ne partage pas son opinion. Je rappellerai cependant que ce n'est pas le gouvernement qui a lancé son nom dans le débat. Je répondrai au chef de l'opposition après le souper.

L'étude de la résolution est suspendue.

Résolutions à rapporter:

Le comité fait rapport qu'il a adopté une résolution et demande la permission de siéger de nouveau. Ladite résolution est lue deux fois et adoptée.

La séance est suspendue à 6 heures.

Reprise des travaux à 8 h 35

The Beauharnois Railway Company

M. Papineau (Beauharnois) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme de nouveau en comité plénier pour étudier le bill 114 constituant en corporation Beauharnois Railway Company.

Adopté.

En comité⁸:

Le comité poursuit l'étude de l'article 10 qui se lit comme suit:

"10. La compagnie pourra tracer, construire, maintenir et exploiter, au moyen de la vapeur ou de l'électricité ou autre force motrice, un chemin de fer de la largeur de quatre pieds huit pouces et demi, des deux côtés du canal de force hydraulique et de navigation, construit dans le comté de Beauharnois, par la Beauharnois Light Heat and Power Company, en vertu de la loi 2 Édouard VII, chapitre 72, et des lois qui la modifient, à partir de certains points de la Baie Hungry, sur le lac Saint-François, jusqu'à certains points sur le lac Saint-Louis, entre Beauharnois et Melocheville, à peu près parallèle audit canal, jusqu'à une distance n'excédant pas un mille de chacune de ses rives, et aussi en travers dudit canal, à chaque extrémité ou aux deux, avec pouvoir de construire des embranchements ou prolongements à divers endroits, le long de la ligne,

et de faire des raccordements avec tous les chemins de fer déjà construits ou qui pourront être construits dans ledit comté de Beauharnois. Copies des plans des embranchements sera donnée à toute municipalité intéressée, avec un avis de la demande de certificat ou d'autorisation.

"Pendant la période de construction du canal mentionné dans le paragraphe précédent, la compagnie pourra tracer, construire et exploiter un chemin de fer selon tout tracé, dans lesdites limites, mais la compagnie pourra cesser de la maintenir et de l'exploiter et le défaire et l'enlever, en totalité ou en partie, à l'époque ou aux époques que la compagnie jugera convenables.

M. le président: Adopté?

M. Tremblay (Maisonneuve): Non, nous voulons des explications sur ce bill.

M. Papineau (Beauharnois): Le but de ce projet de loi est de permettre à la Beauharnois de construire un chemin de fer de chaque côté du canal, avec embranchements, pour faciliter la construction du canal. Les pouvoirs demandés sont tout à fait ordinaires.

M. Tremblay (Maisonneuve): Nous voulons de plus amples détails. Plusieurs chartes autorisant des constructions de chemins de fer n'ont pas été remplies!

Je crains que cette compagnie empiète sur le terrain des autres compagnies. L'an dernier, j'ai voté pour le projet de la Beauharnois Light Heat and Power, mais j'ai été trompé. Je croyais qu'elle servirait utilement la concurrence, mais c'est le contraire qui est arrivé, et le bill n'a servi qu'à assurer l'emprise de la pieuvre des trusts sur la province. Je me suis rendu compte que la Beauharnois était une pieuvre et je me demande si le chemin qu'elle veut construire n'est pas un membre, un tentacule, de cette pieuvre.

Elle n'a pas besoin d'un bill pour se faire autoriser à construire un chemin de fer pour transporter des matériaux. Que la compagnie commence à exécuter des travaux avant de demander de nouveaux pouvoirs. On verra ensuite. Je crois plutôt qu'elle veut empiéter sur les pouvoirs d'autres compagnies.

Il maintient que la compagnie Beauharnois a déjà obtenu suffisamment de privilèges à la fois du gouvernement fédéral et du gouvernement provincial et que la demande de charte pour un chemin de fer

dans la région où le nouveau canal est en construction n'est pas justifiée.

Le gouvernement, dit-il, a des experts à son service. Il est responsable d'avoir induit la province en erreur et d'avoir laissé passer le bill de la Beauharnois lors de la dernière session. Le ministère est fait d'hommes supérieurs, mais il n'a pas su prévoir la manière dont on se préparait à filouter, exploiter et extorquer les deniers publics.

M. Papineau (Beauharnois): Non, je ne crois pas. La compagnie Beauharnois a déjà dépensé \$3,000,000 ou \$5,000,000 en achats de terrains et en travaux et elle demande une charte pour un chemin de fer qui est nécessaire. Le chemin de fer dont on parle doit être construit sur les terrains de la compagnie et est nécessaire pour le bon déroulement des travaux de construction du canal Beauharnois et de l'aménagement hydroélectrique. Il sera utilisé pour le transport des matériaux de construction et constitue une partie intégrante du projet de la Beauharnois. On m'assure qu'on est à assembler un outillage de \$1,000,000 à \$2,000,000. Je comprends que les rails sont déjà posés en partie sur les terrains de la compagnie et la compagnie veut simplement relier ses voies aux voies ferrées existantes. Il faut traverser des lignes existantes et il importe d'obtenir des pouvoirs de la Législature. Le chemin de fer est absolument nécessaire à la construction.

M. Houde (Montréal-Sainte-Marie): Lorsqu'on examine les pouvoirs que cette compagnie demande à la province, il nous faut prendre en considération la société mère, qui a obtenu ses pouvoirs à la fois ici et à Ottawa. Je ne vois aucune utilité à la construction d'un chemin de fer à côté du canal. Il est bon de donner aux compagnies les moyens voulus pour faire le creusage du canal, mais comme je l'ai déjà déclaré, lorsque la Beauharnois est venue faire amender sa charte, il y a deux ans, la province avait une excellente occasion de stimuler la concurrence entre les compagnies existantes. Mais qu'avons-nous vu en cette affaire? Pour employer l'expression de l'honorable député de Maisonneuve (M. Tremblay), nous avons vu une pieuvre qui n'a cessé d'étendre ses tentacules pour s'emparer de toutes les ressources hydroélectriques de cette province, avec le résultat que nous avons des taux d'électricité beaucoup trop élevés, de l'avis même de quelques députés de la droite.

La baisse des taux d'électricité n'est pas seulement un projet de l'opposition, dit-il, mais une telle baisse a été préconisée par le député de L'Islet

(M. Godbout), et je maintiens qu'une baisse des taux d'électricité dans la province ne pourra être réalisée que lorsque le gouvernement prendra des mesures pour empêcher l'entreprise privée d'exploiter les ressources énergétiques de la province.

L'avocat de la Beauharnois Light Heat and Power a combattu l'avocat de la Montreal Light Heat and Power, il y a deux ans, mais depuis, qu'est-il advenu? Tous deux ont passé du même côté et tous deux sont directeurs de la Beauharnois. Et ainsi, le gouvernement a permis à un autre grand trust de s'établir et d'augmenter les pouvoirs déjà exorbitants des autres compagnies existantes.

Le prix de l'électricité dans cette province ne baissera que le jour où le gouvernement prohibera la formation de pareilles compagnies. On reconnaît que nos taux d'électricité sont plus élevés qu'en Ontario. Il est établi que nous avons de la difficulté à attirer des industries à Montréal à cause des taux que nous chargeons. Comment allons-nous attirer des industries dans des centres comme Montréal, lorsque l'Ontario offre l'électricité à meilleur marché?

Le but allégué par le gouvernement, lors de la dernière session, pour faire voter le bill de la Beauharnois, était l'abaissement des taux. On a allégué la concurrence comme raison de laisser former cette compagnie. C'est ce qu'on nous a dit. Où en sommes-nous maintenant? Le gouvernement semble avoir complètement abandonné ce but. La raison invoquée par le gouvernement a été jetée par-dessus bord et les pires craintes des adversaires du premier bill d'il y a deux ans sont plus que réalisées. C'est un autre avertissement à la population de notre province.

Le gouvernement ne pense aucunement aux intérêts de la population en ne freinant pas les activités de ces compagnies, alors que nous devons encore payer l'électricité 5 cents le kilowatt-heure. Et si le gouvernement n'adopte pas, sur cette question, la ligne de conduite qu'il devrait suivre, c'est parce que certains membres du gouvernement font partie du bureau de direction de certaines compagnies et ont de l'influence qu'ils font lourdement sentir dans les affaires de la province. Je suis convaincu que la population est lasse de cette façon de procéder et qu'elle exprimera son sentiment aux prochaines élections.

L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay): On ne devrait pas discuter la question de l'électricité dans une affaire où il n'est question que de chemin de fer. La compagnie Beauharnois ne demande rien d'exorbitant, puisqu'elle sollicite le droit de

construire un chemin de fer de 14 milles de longueur pour faciliter les travaux du canal.

M. Houde (Montréal-Sainte-Marie): Je ne suis pas contre le principe de ce bill, car j'admets que, si la compagnie a la permission de se développer, elle a droit de prendre les meilleurs moyens pour arriver. Mais je tiens à attirer l'attention de la Chambre sur le fait que le gouvernement a accordé des pouvoirs trop étendus à une compagnie privée, l'an dernier, au lieu de constituer le noyau d'une commission hydroélectrique. Le gouvernement a perdu une occasion d'or de développer la concurrence, en établissant un système hydroélectrique provincial pour la province de Québec.

Le but ultime de cette compagnie est de développer 2,000,000 de chevaux-vapeur. N'aurait-il pas mieux valu que le gouvernement se fût intéressé lui-même au développement de nos ressources et, au lieu d'encourager les taux élevés, eût formé une commission? Je veux que le gouvernement comprenne la situation. Voici une compagnie dont la charte a été octroyée sous des motifs douteux, puisqu'on parlait tant de concurrence dans le temps. On aurait dû alors faire une étude de la situation et, surtout, du projet de commission hydroélectrique, avant de laisser enlever une pelletée de terre du canal.

Mais le gouvernement, en laissant les compagnies s'unir, empêche la baisse des taux d'électricité. Aujourd'hui, la Beauharnois a émis pour \$30,000,000 d'obligations et le travail est à peine commencé, et j'ai raison de croire qu'un des intéressés a déjà fait \$3,000,000 de profits. Si cela vaut \$30,000,000 pour un particulier, ça vaut \$30,000,000 pour la province. Un autre \$30,000,000 sera émis bientôt. Sous peu, la compagnie demandera \$100,000,000 à la population. C'est l'occasion que le gouvernement aurait pu saisir. Mais non, le public peut payer \$30,000,000 et, ensuite, racheter ses propres droits, son propre patrimoine. Le gouvernement a pratiquement donné le pouvoir à la compagnie Beauharnois.

Il nous faudra racheter notre pouvoir et nous serons obligés de créer une commission comme dans l'Ontario. Le public est obligé de racheter des pouvoirs qui lui appartiennent. Cela fera trois fois que nous gagnons nos richesses. L'histoire semble se répéter, M. le président. Nous les avons gagnées aux premiers temps de la colonie, et encore une fois en 1859. Nous les avons regagnées en versant notre sang, en nous battant. Il faudra les regagner une

troisième fois sous ce bon et sage gouvernement. Je dis que le gouvernement n'a pas été sage, dans les circonstances.

L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay): Mon honorable ami connaît déjà mon opinion concernant Hydro Ontario, comme je l'ai exprimée en Chambre plus tôt au cours de la session. Je suis convaincu que la population du Québec n'est pas prête pour une telle entreprise. Elle n'est assurément pas prête à s'enfoncer dans un endettement similaire à celui d'Hydro Ontario, en ce moment. Aujourd'hui, en Ontario, cette dette s'élève à \$300,000,000, incluant les obligations contractées par les municipalités à l'égard de cette dette.

M. Tremblay (Maisonnette): Quel est son actif?

L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay): Je suppose que c'est le capital investi. Ils doivent \$300,000,000 et j'affirme que je ne crois pas que la population du Québec soit pressée de se lancer dans quelque chose de ce genre.

Ce n'est pas la question pour l'instant, le député s'éloigne passablement du sujet à l'étude par la Chambre.

L'honorable chef de l'opposition dit que le pouvoir a été pratiquement donné à la compagnie Beauharnois. Il prétend que nous l'avons cédé pour à peu près rien. C'est inexact. Nous avons fait un contrat pendant les 10 premières années de ses opérations⁹. En ce qui concerne notre propre investissement dans la Beauharnois, nous avons demandé à la compagnie de nous verser annuellement \$1 par cheval-vapeur, plus quelque \$50,000, ce qui signifie que la province retirera de la compagnie environ \$530,000 à \$540,000 par année. C'est un montant qui est très appréciable. Cependant, il n'est question dans ce bill que d'un petit chemin de fer nécessaire aux opérations de la compagnie, et je ne comprends pas pourquoi tout ce débat est recommencé. Pour ce qui est de ce bill, il est très simple et je ne crois pas qu'il nécessite une discussion prolongée.

M. Tremblay (Maisonnette) se lève.

M. le président lui rappelle que le préambule a été adopté et qu'on étudie la clause 10. Il n'y a cependant eu aucune objection à ce qu'on permette au chef de l'opposition de discuter du préambule, dit-il.

M. Tremblay (Maisonneuve): Je n'ai que quelques mots à dire. Je veux faire seulement une remarque. Je crois que nous avons le droit de discuter cela, mais il paraît qu'on veut m'empêcher de parler.

Le ministre des Terres et Forêts (l'honorable M. Mercier fils) a déclaré qu'il ne m'a pas compris. J'admets que c'est difficile pour lui de me comprendre. Ce n'est pas de ma faute si l'honorable ministre ne comprend rien.

Des députés à droite: Comme il est poli! Comme c'est gentil!

L'honorable M. Perron (Montcalm): Quelle politesse!

M. Tremblay (Maisonneuve): Oh! On m'a déjà dit pire que cela. Si le ministre ne m'a pas compris, je ne fais que le citer en disant cela.

Des députés font des interruptions¹⁰.

M. Houde (Montréal-Sainte-Marie): M. le président, je demande plus de décorum du côté du gouvernement, envers les députés de l'opposition. Je demande à l'honorable ministre de l'Agriculture (M. Perron) d'avoir un peu de déférence pour le député de Maisonneuve.

L'honorable M. Perron (Montcalm): S'il veut avoir de la déférence, qu'il soit plus poli.

M. Houde (Montréal-Sainte-Marie): Il n'y a rien d'impoli dans les paroles du député de Maisonneuve. Il ne fait que citer le ministre des Terres et Forêts.

L'honorable M. Perron (Montcalm): Le député de Maisonneuve a dit que le ministre ne comprenait rien, ou des mots à cet effet.

M. Blain (Montréal-Dorion): L'ordre n'a jamais été moins respecté que depuis que l'honorable ministre de l'Agriculture siège en cette Chambre.

L'honorable M. Perron (Montcalm): M. le président, je soulève un point d'ordre. L'honorable député n'a pas le droit de se servir d'une pareille expression. Je demande qu'il retire ses paroles.

M. Blain (Montréal-Dorion): L'honorable ministre de l'Agriculture n'est pas sérieux.

L'honorable M. Perron (Montcalm): C'est mon habitude.

M. Blain (Montréal-Dorion): Ainsi, il soulève un point d'ordre parce qu'on prétend qu'un ministre ne comprend rien. Je ne crois pas qu'on ait dit une telle chose.

Des députés font des interruptions.

M. Tremblay (Maisonneuve): J'ai dit que l'honorable ministre des Terres et Forêts a dit qu'il ne comprenait rien de toute la discussion qui est devant nous.

M. Blain (Montréal-Dorion): Suivons les règlements et, pour le moment, j'ai la parole, M. le président.

M. le président se lève.

M. Blain (Montréal-Dorion): Dois-je comprendre qu'il y a des règlements pour nous et d'autres règlements pour les ministres?

M. le président: Le député de Maisonneuve doit parler sur la clause 10. Les paroles du député de Maisonneuve n'étaient pas parlementaires. Je crois que l'honorable député devrait retirer ces paroles offensantes pour l'honorable ministre. Je l'invite à respecter ma décision. Cette discussion aurait été évitée, si la gauche ne s'était pas écartée du débat.

M. Tremblay (Maisonneuve) fait signe à l'honorable ministre des Terres et Forêts qu'il les retire.

M. Houde (Montréal-Sainte-Marie): Je soulève un point d'ordre.

Des députés de la droite protestent.

M. Houde (Montréal-Sainte-Marie): Ai-je le droit d'empêcher le président de faire des remarques personnelles?

M. le président: Alors je recommanderais au chef de l'opposition d'en empêcher le député de Montréal-Dorion. J'ai le droit de dire que la discussion aurait pu être évitée.

M. Houde (Montréal-Sainte-Marie): Est-ce une polémique? Passons donc au point suivant. Je

crois que l'honorable premier ministre a affirmé que si ce bill était adopté en deuxième lecture, il permettrait que l'on discute librement de n'importe laquelle des clauses à laquelle nous aimerions revenir à ce stade. S'il ne nous est pas permis de le faire, nous nous trouvons à rompre avec une longue tradition de cette Chambre, qui a été respectée de tout temps. Nous avons la parole du premier ministre qui nous autorise à discuter du préambule.

M. Tremblay (Maisonneuve): Je n'ai que quelques mots à dire, mais si vous voulez que je m'assoie, je vais le faire.

M. le président: Je ne peux vous permettre de vous exprimer sur le préambule, il faut que toute la Chambre y consente.

L'honorable M. McMaster (Compton): Ne serait-il pas possible pour l'honorable député de dire ce qu'il a à dire sur la clause 10? Il me semble qu'il y a là suffisamment de matière.

M. Blain (Montréal-Dorion): J'étais ici en Chambre, lorsque le premier ministre a déclaré qu'il nous permettrait de revenir sur le bill si nous l'adoptions en deuxième lecture.

L'honorable M. Galipeault (Bellechasse): Alors, tenez-vous-en à la clause 10.

M. Blain (Montréal-Dorion): Est-ce que nous avons le plan du chemin de fer?

Il (M. Blain) rappelle ensuite le règlement de la Chambre, selon lequel un comité ne peut procéder à l'étude d'un projet de loi sur un chemin de fer avant que tous les renseignements aient été présentés.

L'honorable M. Galipeault (Bellechasse): Le plan nous a été montré au comité des chemins de fer.

M. Houde (Montréal-Sainte-Marie): La Chambre a le droit de voir le plan comme le comité. Il y a des députés qui ne font pas partie de ce comité. On ne devrait pas s'objecter à la demande de l'honorable député de Montréal-Dorion.

L'honorable M. David (Terrebonne) rappelle le règlement pour indiquer que les plans doivent être remis au secrétaire du comité parlementaire concerné.

L'honorable M. Galipeault (Bellechasse) s'empresse de bien faire comprendre à la Chambre la responsabilité de ce secrétaire.

M. Houde (Montréal-Sainte-Marie): Le règlement exige que les plans soient remis et que les députés ont le droit de les voir en comité plénier. Je ne crois pas, dit-il, que le gouvernement ait le droit de s'objecter à cela.

L'honorable M. Galipeault (Bellechasse): Nous n'avons aucune objection à montrer ce plan aux membres de la Chambre, mais à quoi serviraient les comités s'il fallait recommencer ici tout le travail qu'ils font? Pour ma part, je suis prêt à remettre l'étude de ce bill si l'honorable député de Montréal-Dorion et les députés veulent examiner le plan, mais je ne crois pas que le règlement précise qu'ils ont le droit de l'avoir en Chambre.

M. Blain (Montréal-Dorion): Je prétends que tout le dossier d'un bill doit être produit devant le comité de la Chambre.

M. le président décide le contraire.

M. Houde (Montréal-Sainte-Marie) fait remarquer que l'heure prévue pour l'étude des bills privés est expirée.

Le comité, ayant étudié le bill, fait rapport qu'il n'en a pas terminé l'examen.

Demandes de documents:

Inspecteurs d'écoles

M. Blain (Montréal-Dorion) propose, appuyé par le représentant de Laval (M. Renaud), qu'il soit mis devant cette Chambre copie de toute correspondance, documents, requêtes, pétitions, etc., entre le gouvernement de cette province et toutes personnes, relativement aux traitements des inspecteurs d'écoles de la province.

J'ai fait pareille motion l'an dernier, mais je ne veux pas soulever le même débat. De toutes les demandes que j'ai formulées l'an dernier pour les inspecteurs d'écoles, le gouvernement n'en a refusé qu'une. C'est ainsi que le salaire des inspecteurs a été augmenté depuis 1929, et que l'on a consenti à rembourser toutes leurs dépenses de voyage, comme

je demandais. Ce qu'on n'a pas accordé, c'est les arrérages qui sont dus. Il reste encore à payer aux inspecteurs leur augmentation à partir de juillet 1925.

Lors de la séance du 9 mai 1928, au comité catholique du Conseil de l'instruction publique, une lettre des inspecteurs d'écoles demandant l'augmentation de leur traitement est communiquée au comité, qui se déclare très favorable à cette requête et prie le surintendant de continuer ses démarches auprès des honorables premier ministre et secrétaire de la province, afin que les inspecteurs voient leurs vœux exaucés. (Rapport du surintendant de l'Instruction publique, pour 1927-28, page 426).

Le traitement des inspecteurs pour les écoles publiques est fixé suivant les dispositions de la loi du service extérieur. (chapitre 10A des Statuts refondus; cf. articles 4, 5 (*in fine*), et 17) (Voir 16 George V, chapitre 14, article 27).

D'après la nouvelle classification des employés publics de la province, les traitements des inspecteurs d'écoles catholiques et protestants étaient et sont les suivants: salaire initial - autrefois: \$1,600, maintenant: \$1,800. Après 3 ans - autrefois: \$1,800, maintenant: \$2,100. Après 6 ans - autrefois: \$2,000, maintenant: \$2,400. (Cf. arrêté ministériel numéro 1739, reproduit page 20 du tirage à part de la loi du service civil).

D'après le rapport d'un comité du conseil exécutif servant de base à cet arrêté numéro 1739, ratifié par 16 George V, chapitre 14: la classification et la rémunération indiquées dans la cédule à ce rapport seront censées avoir pris effet le 1^{er} juillet 1925, sauf en ce qui regarde les personnes entrées au service de la province depuis cette date, et pour ces dernières, lesdites classifications et rémunérations seront sensées, pour chacune d'elles avoir pris effet à la date de leur nomination respective. (Cf. page 16 du tirage à part de la loi du service civil).

Le rapport du surintendant de l'Instruction publique pour 1927-28 (pages 283 et suivantes) établit l'étrange situation suivante: *a)* Pour les inspecteurs protestants au 30 juin 1928 (sauf deux seuls cas spéciaux, pour le Saguenay et les Îles-de-la-Madeleine, où le traitement est de \$2,500 dans chaque cas); l'inspecteur a droit à \$1,800 et reçoit \$1,600, soit \$200. de moins. Six inspecteurs ont droit à \$2,400 et reçoivent \$2,000, soit \$400 de moins chacun; 1: \$1,800, soit \$600 de moins; *b)* Pour les 54 inspecteurs catholiques au 30 juin 1928 (sauf deux seuls cas spéciaux, dont l'un, pour le Saguenay, au traitement de \$350, et l'autre, pour les Îles-de-la-Madeleine, au traitement de \$1,000, seulement) 11 inspecteurs ont droit à \$1,800, dont 9 reçoivent

\$1,800, doit \$200 de moins chacun; l'un des 11 reçoit \$1,800 - no 31; l'autre, \$2,000, no 32 - 4 inspecteurs ont droit à \$2,100, et reçoivent \$1,800, soit \$300 de moins chacun; 37 inspecteurs ont droit à \$2,400, dont 7 reçoivent \$1,800, soit \$600 de moins chacun; et 30 reçoivent \$2,000, soit \$400 de moins chacun.

Ainsi, d'après un rapport officiel, soumis à la Législature qui a ratifié l'augmentation du traitement des inspecteurs protestants et catholiques des écoles publiques, 10 inspecteurs souffrent d'une retenue de traitement de \$200 par année; 4, d'une retenue de traitement de \$300 par année; 35, d'une retenue de traitement de \$400 par année; 8, d'une retenue de traitement de \$600 par année; ce qui forme environ \$22,000 par année, depuis au-delà de trois ans, soit exactement, depuis le 1^{er} juillet 1925 (sans compter les inspecteurs décédés depuis cette date).

Si les informations fournies sont exactes, demande a été faite, lors d'une récente session du comité catholique de l'Instruction publique, de charger les inspecteurs d'écoles de surveiller l'efficacité du programme d'enseignement rural. Et le comité catholique aurait constaté qu'avec les traitements de misère payés aux inspecteurs d'écoles de la province, il était inhumain de demander plus que l'effort méritoire accompli par ces derniers.

Il conclut, dit-il, à la nécessité de produire toute la correspondance échangée au sujet du traitement des inspecteurs d'écoles de la province, entre le premier ministre ou le procureur général, le secrétaire de la province ou tout autre ministre, ou tout département de la province, et le surintendant ou quelqu'un des comités du Conseil de l'Instruction publique, ou tout inspecteur d'école de la province.

Lors de l'explication de cette situation, le secrétaire provincial répondit qu'aucune plainte n'avait été portée par le député de Montréal-Dorion, et il promit de faire enquête à ce sujet, assurant en même temps le député de Montréal-Dorion que les inspecteurs d'écoles auraient la justice à laquelle ils avaient droit. Ce qui est arrivé, c'est que les inspecteurs d'écoles de la province ont reçu l'augmentation votée en 1925, et devant prendre effet le 1^{er} juillet 1925, mais seulement à partir du 1^{er} juillet 1929.

Je regrette que les inspecteurs n'aient pas obtenu l'augmentation qui leur avait été votée depuis quatre ans. Je ne veux pas taquiner outre mesure le secrétaire de la province, mais qu'il me soit permis de dire que le projet d'augmentation du traitement des inspecteurs d'écoles date de 1922; que l'échange de correspondance entre le surintendant de

l'Instruction publique, le secrétaire provincial et d'autres personnes, dénote que l'honorable secrétaire de la province en avait au moins connaissance.

Quelle est la raison qui a empêché le gouvernement de donner l'augmentation votée par l'arrêté en conseil 1739 en 1925? Je l'ignore. Est-ce apathie, est-ce négligence, est-ce mépris? Quoi qu'il en soit, il n'en reste pas moins vrai que les inspecteurs d'écoles souffrent d'une retenue de traitement de \$80,000 et que le gouvernement ne fait pas mine de vouloir la leur donner. Ce que je veux et ce que je désire pour eux, c'est que le gouvernement se rende à leurs demandes répétées. Peu d'entre eux ont une réserve pour les mauvais jours. J'ai vu des lettres lamentables.

Après 15, 20, 25 et 30 ans au service de la province, ils n'ont pas d'économies, et si la santé fait défaut, c'est la misère. Le petit salaire qu'ils ont reçu toute leur vie leur a permis de vivre misérablement. Les dépenses de voyage sont trop onéreuses, et au lieu de leur donner une somme fixe de \$400, le gouvernement devrait leur payer leurs dépenses intégrales. Quelques-uns ont de grandes distances à parcourir et il n'est pas juste qu'ils soient obligés de payer de leur poche le surplus de dépenses occasionnées par leur déplacement.

Les inspecteurs ont rendu des services signalés. La demande que je fais pour eux recevra, j'espère, un excellent accueil, et d'ailleurs, c'est la ligne de conduite que j'ai toujours tenue; en 1919, j'étais ici, réclamant justice pour les inspecteurs de Montréal; en 1920 également, ainsi que l'an dernier. Il y a 11 ans que je m'occupe de l'augmentation du traitement des salaires des instituteurs et institutrices de Montréal. On a fini par comprendre que c'était une nécessité. L'honorable député de Berthier (M. Bastien) était alors instituteur et appuyait ma demande. On l'a mis à la porte, mais cela lui a porté bonheur puisqu'il est aujourd'hui député.

Les inspecteurs n'ont pas reçu, jusqu'ici, le traitement qu'ils devaient recevoir. Le débat soulevé par une motion semblable a eu pour effet de faire rendre justice partielle aux inspecteurs d'écoles de la province; ils méritent notre sollicitude. Nous devons montrer de la sollicitude pour les inspecteurs d'écoles, et non pas seulement faire de beaux discours pour magnifier leurs actes. Si nous voulons encourager nos jeunes gens à se destiner à la carrière de l'enseignement, nous devons leur assurer un meilleur traitement.

Je réclame justice pour les inspecteurs d'écoles. Qu'on fasse faire des divergences politiques pour s'occuper de leur misère; ce sont de bons serveurs de la province; ils sont chargés de voir au

succès de l'instruction en cette province; leurs fonctions leur commandent de voir à ce que le but voulu de l'enseignement soit rempli, savoir, la formation de bons citoyens pour la patrie.

Il termine en citant des vers.

(Applaudissements à gauche)

L'honorable M. David (Terrebonne): J'ai écouté les beaux vers de l'honorable député de Montréal-Dorion (M. Blain). Je suis heureux qu'il les ait trouvés pour célébrer nos maîtres d'écoles. Mais ce que je vais leur annoncer leur fera plus plaisir que d'entendre les plus beaux vers de Victor Hugo. La somme des arrérages que le gouvernement devrait payer, sur demande du député de Montréal-Dorion, se monterait à \$80,000, tandis que la somme que le gouvernement va accorder aux inspecteurs pour dépenses de voyage et augmentation se chiffrera à \$101,000. Ainsi, ample justice est rendue aux inspecteurs.

Réorganiser l'inspection des écoles dans une province comme la nôtre est un problème difficile. Je me propose de soulever cette question lors de l'étude du budget. Le comité catholique s'est prononcé en faveur de l'augmentation des salaires. Un projet a été mis à l'étude il y a deux ans. Mais, dans l'intervalle, une augmentation a été votée; elle représentait une somme de \$26,000.

Le projet du gouvernement a été soumis au comité catholique en février à la dernière réunion du Conseil de l'Instruction publique et il est maintenant en application. En voici les grandes lignes: 15 nouveaux districts d'inspection ont été créés dans la province qui sera divisée en huit districts régionaux. Quinze inspecteurs nouveaux seront nommés: 2 dans la ville et 13 à la campagne. Le service d'inspection comprendra à l'avenir un inspecteur général, huit inspecteurs régionaux, 60 inspecteurs locaux. Les 13 inspecteurs ruraux nouveaux recevront \$1,800 chacun, ce qui représente une augmentation totale de \$23,400, à laquelle il faut ajouter le traitement des deux inspecteurs urbains nouveaux, soit pour les deux, \$6,400. Les huit inspecteurs régionaux qui seront nommés recevront un traitement de \$3,200, soit un total de \$25,600. Les dépenses de voyage seront remboursées intégralement.

Le gouvernement payait autrefois seulement \$500 et sa générosité nouvelle signifie une augmentation de dépenses de \$19,600 au moins. Il nous faudra voter \$23,400 pour les inspecteurs régionaux; \$6,400 pour les inspecteurs urbains; \$25,600 pour les inspecteurs régionaux et \$17,000 pour dépenses de voyage. Nous allons accorder en tout \$75,000 de plus à l'inspection des écoles.

Il faut ajouter à ce total une augmentation de \$26,356 que le gouvernement avait accordée aux inspecteurs d'écoles en juillet dernier. C'est donc plus de \$100,000 que le gouvernement dépense de plus à l'avenir pour donner un meilleur traitement aux inspecteurs d'écoles, pour rendre plus efficace le service de l'inspection.

On s'est plaint que les inspecteurs avaient trop de visites à faire. La réorganisation allègera la tâche de nos inspecteurs. Chaque inspecteur régional aura en moyenne sept inspecteurs locaux sous ses ordres, lesquels visiteront les territoires qui leur sont assignés. Les inspecteurs locaux, dans aucun cas, n'auront plus de 103 classes à visiter. De cette façon, l'inspection des écoles pourra être faite plus efficacement.

Je soumets donc que, pour le moment, on ne peut blâmer le gouvernement d'avoir refusé les arrérages d'augmentations, qui auraient coûté \$88,000. Il ne peut être accusé de ne rien faire. Nous facilitons le travail des inspecteurs par la création de huit districts régionaux. Nous rendons plus facile aussi la tâche de l'inspecteur général. Nous croyons que la réorganisation va améliorer l'inspection et, sur ce point, le gouvernement ne mesquinera jamais.

(Applaudissements à droite)

M. Blain (Montréal-Dorion): La situation des inspecteurs a été jusqu'ici très pénible. Le gouvernement aura dû faire le beau geste jusqu'au bout.

La motion est adoptée.

Municipalités poursuivies par le gouvernement

M. Renaud (Laval) propose, appuyé par le représentant de Montréal-Dorion (M. Blain), qu'il soit mis devant cette Chambre copie de la liste des municipalités auxquelles le gouvernement a intenté à date des poursuites au sujet de travaux de voirie, avec l'indication du comté où est située chacune de ces municipalités, la date de chaque poursuite, le montant réclamé par le gouvernement et le montant du règlement dans chaque cas, le coût de ces poursuites en frais de cour ou autres: *a.* Pour le gouvernement; *b.* Pour chaque municipalité intéressée, ainsi que le nom et prénom de celui qui a agi au dossier comme avocat du gouvernement, dans chaque cas, et le nom de l'étude ou raison sociale à laquelle il appartenait.

Adopté.

Lettres d'avocats envoyées aux municipalités

M. Renaud (Laval) propose, appuyé par le représentant de Montréal-Dorion (M. Blain), qu'il soit mis devant cette Chambre copie de la liste des municipalités auxquelles le gouvernement a envoyé à date des lettres d'avocats au sujet de travaux de voirie, avec l'indication du comté où est située chacune de ces municipalités, la date de l'envoi de chacune de ces lettres d'avocats, le montant réclamé par le gouvernement et le montant du règlement dans chaque cas, le coût: *a.* Pour le gouvernement; *b.* Pour chaque municipalité intéressée, ainsi que le nom et prénom de celui qui était l'avocat du gouvernement dans chaque cas, et le nom de l'étude ou raison sociale à laquelle il appartenait.

Adopté.

Animaux sauvages vivant en captivité

L'honorable M. Laferté (Drummond) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité plénier pour prendre en considération un projet de résolution relative au bill 41 modifiant la loi de la chasse relativement aux animaux sauvages vivant en captivité.

Adopté.

Il informe alors la Chambre qu'il est autorisé par Son Honneur le lieutenant-gouverneur à soumettre ledit projet de résolutions et que Son Honneur en recommande la prise en considération.

En comité¹¹:

L'honorable M. Laferté (Drummond) propose:

1. Qu'il soit loisible au lieutenant-gouverneur en conseil d'autoriser le ministre de la Colonisation, de la Chasse et des Pêcheries à établir, à maintenir et à exploiter, à l'endroit choisi par le ministre, une ferme expérimentale pour l'élevage des animaux visés par la loi de la chasse (Statuts refondus, 1925, chapitre 86) qu'on élève déjà en captivité ou qu'il serait possible d'élever en captivité, afin de poursuivre les expériences que ceux qui s'occupent de ce genre d'élevage ne peuvent entreprendre à leurs frais, mais qui cependant sont indispensables pour assurer le succès de cette industrie.

2. Que, dans le but de se procurer les terrains nécessaires pour l'établissement de cette ferme, le lieutenant-gouverneur en conseil pourra autoriser le

ministre de la Colonisation, de la Chasse et des Pêcheries à acquérir les immeubles nécessaires ainsi que tous les droits immobiliers, charges, baux à loyer ou baux emphytéotiques, rentes constituées ou autres droits quelconques affectant ces immeubles.

3. Que ledit ministre sera autorisé à faire l'acquisition d'animaux sauvages et à les placer pour des fins d'élevage dans ladite ferme expérimentale.

4. Que le coût de l'établissement de cette ferme, y compris l'acquisition des terrains nécessaires, l'achat des animaux, l'outillage et l'ameublement requis, ne devra pas excéder la somme de cent mille dollars, payable à même le fonds consolidé du revenu.

5. Que les autres dépenses nécessaires à la mise à exécution de la section VIIIa de la loi de la chasse, telle qu'édictee par la loi qui accompagne les présentes résolutions, et auxquelles il n'est pas autrement pourvu, seront payées à même les deniers votés chaque année, à ces fins, par la Législature.

6. Que, tous les officiers et employés nécessaires à la mise à exécution de ladite section VIIIa de la loi de la chasse pourront être nommés, et leurs traitements pourront être fixés, conformément aux dispositions de la loi du service civil (Statuts refondus, 1925, chapitre 10) ou de la loi du service extérieur (Statuts refondus, 1925, chapitre 10A), selon le cas.

7. Que le lieutenant-gouverneur en conseil pourra: a. Définir les conditions d'émission et de renouvellement des permis émis en vertu de la loi de la chasse, et adopter un tarif d'honoraires pour l'émission de ces permis et pour tous les autres services prévus par ladite loi;

b. Autoriser ledit ministre, aux conditions fixées par celui-ci, à choisir des personnes et à les envoyer poursuivre des études spéciales dans les fermes expérimentales d'élevage d'animaux gardés en captivité, déjà établies soit au Canada, soit dans les pays étrangers, pourvu qu'il n'y ait pas plus de deux personnes à faire ces études spéciales chaque année.

Le but du projet de loi que j'ai l'honneur de présenter à la Chambre est de permettre la dépense d'une somme de \$100,000 pour l'établissement d'une ferme expérimentale pour l'élevage du renard et autres animaux à fourrure, où l'on fera des expériences dans l'intérêt de l'industrie des animaux à fourrure, et que les éleveurs d'animaux à fourrure ne peuvent faire. Cette industrie de l'élevage des animaux à fourrure a pris une importance considérable dans notre province.

Nous, le sous-ministre M. L.-A. Richard et moi, y avons donné toute notre attention, et c'est à la suite des études que nous avons faites que le gouvernement demande aujourd'hui de dépenser \$100,000 pour venir en aide aux éleveurs. Nous enverrons deux personnes faire des études dans les fermes et les ranchs du Canada et des États-Unis. Elles seront ensuite au service du gouvernement. Les statistiques sont incomplètes, mais en 1926-1927, nous avons 1,068 fermes pour faire l'élevage du renard. En 1929, nous en avons 1,943¹². Nos fermes ont produit 10,507 renards. On n'a produit que quatre castors.

M. Houde (Montréal-Sainte-Marie): (Souriant)
Rien que quatre.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency):
(Souriant) Il y en a d'autres, mais ils sont en liberté.

L'honorable M. Laferté (Drummond):
L'industrie de la fourrure est très payante et très en honneur au Canada, où nos fourrures sont recherchées par le monde entier. La valeur des fourrures vendues au Canada, l'an dernier, fut de \$18,752,177. Nous voulons encourager cette industrie. Je dois dire qu'il n'y a, actuellement, dans toute l'Amérique du Nord, que trois fermes expérimentales pour l'élevage des animaux à fourrure comme nous voulons en créer une. Il y en a une dans l'Île-du-Prince-Édouard, une dans l'État de New York, et l'autre est dans le nord de l'Ontario. La ferme expérimentale que le gouvernement veut établir dans cette province sera la quatrième du genre en Amérique.

Quelques raisons ont incité le gouvernement à encourager cette industrie: l'importance des capitaux qui y sont engagés, le fait que les animaux à fourrure tendent à disparaître dans les forêts, l'assurance que les fourrures seront toujours un article de commerce, le désir de profiter du climat de notre pays, la valeur de la fourrure canadienne dont la qualité, dit-il, est reconnue sur tous les marchés du monde.

Notre projet est approuvé par tous les éleveurs de la province. Nos éleveurs sont unis grâce à notre aimable collègue, l'honorable député de Charlevoix-Saguenay (M. Rochette). Ils se sont réunis l'automne dernier. Ils nous ont fait leurs suggestions et le présent bill est présenté à leur demande. Nous voulons les aider et c'est le but de ce projet.

(Applaudissements)

M. Rochette (Charlevoix-Saguenay) confirme, dit-il, ce que vient de dire l'honorable ministre de la Colonisation, des Mines et des Pêcheries, et félicite le ministre de son encouragement aux éleveurs.

Je veux compléter la déclaration de l'honorable ministre. J'ai assisté avec le brillant sous ministre de la Colonisation, M. L.-A. Richard, à la convention des éleveurs de renard, et je suis heureux d'annoncer que l'on nous a appris que la province de Québec était au premier rang.

M. Houde (Montréal-Sainte-Marie): Au point de vue du nombre des fermes d'élevage?

M. Rochette (Charlevoix-Saguenay): Oui, au début seulement quelques experts ont tenté l'élevage des animaux à fourrure. Puis cette industrie s'est répandue dans toute la province. En 1920, on comptait seulement 80 fermes de renards. L'an dernier, il y en avait plus de 2,000. Depuis 1927, la province de Québec est maintenant en première place au Canada dans cette industrie.

On sait que l'élevage du renard a été inauguré dans mon comté. J'ai fait une enquête à la Baie-Saint-Paul et mes conclusions sont les suivantes: nous avons 112 fermes d'élevage et de renards. Au 1^{er} janvier 1930, on estimait à \$1,769,000 la valeur des fourrures dans cette paroisse, et à \$294,800 la valeur des fermes¹³, soit un total de \$2,063,800. Les revenus de nos fermes de la Baie-Saint-Paul sont de \$400,000 en 1929. Le projet de l'honorable ministre de la Colonisation, des Mines et des Pêcheries (M. Laferté) est très opportun.

J'insiste, dit-il, sur la nécessité de protéger les petits éleveurs qui manquent encore de l'expérience nécessaire pour faire un succès de cet élevage. Les Français ont été attirés sur les bords du Saint-Laurent par nos belles fourrures. La France a retiré du Canada 15,000 peaux de castor en 1626, 140,000 en 1686, et 462,000 en 1754.

Je rends hommage à l'honorable ministre de la Voirie (l'honorable M. Perrault) pour l'œuvre qu'il a accomplie lorsqu'il était à la Colonisation. Je veux signaler aussi le bon travail du distingué sous ministre de la Colonisation. C'est à son bon travail que nous devons le projet qui est devant nous. Comme l'a dit l'honorable ministre de la Colonisation, des Mines et des Pêcheries, les fourrures canadiennes sont les plus recherchées dans le monde entier à cause de leur qualité. J'en suis fier. La province de Québec a exporté, l'an dernier, pour \$24,000,000 de fourrures. Il y a un brillant avenir pour l'industrie de l'élevage des animaux à fourrure,

et c'est le producteur canadien qui est le mieux placé pour faire cet élevage.

C'est M. Henri Meunier qui, le premier, en 1895, commença, sur l'Île d'Anticosti, à faire cet élevage. Trois ans plus tard, un belge qui réside maintenant à Montréal, M. J. Bethz établit cette industrie dans le comté de Saguenay. Ces pionniers trouvèrent des imitateurs nombreux dans le comté de Charlevoix-Saguenay.

Je félicite l'honorable ministre de la Colonisation, des Mines et des Pêcheries de la mesure qu'il présente, mesure qui vient à son heure et prouve que le gouvernement sait accorder à toutes les classes de la société. J'applaudis au nom de tous les éleveurs - ils doivent être au moins 5,000 - au geste opportun du gouvernement pour assurer la permanence de cette industrie. Les éleveurs remercient le gouvernement de son généreux encouragement. La présente loi va leur donner du courage et un magnifique essor à l'industrie des animaux à fourrure.

(Applaudissements)

M. Gauthier (Portneuf): Il se fait beaucoup d'élevage d'animaux à fourrure dans le comté de Portneuf. Je remercie le gouvernement de l'aide qu'il apporte aux éleveurs.

Je suggère, dit-il, de protéger tout particulièrement les éleveurs de visons contre la concurrence qui leur vient des États-Unis. Je suggère aussi au gouvernement de subventionner une revue qui pourrait traiter particulièrement de l'élevage des animaux à fourrure, puis j'insiste sur la nécessité de l'hygiène dans les fermes.

M. Houde (Montréal-Sainte-Marie): Je crois, dit-il, que l'on ne devrait pas s'intéresser uniquement à l'élevage des renards et des castors qui, dans le passé, ont souvent causé des ennuis au gouvernement. Pourquoi ne permettrait-on pas l'élevage des lapins sur cette ferme expérimentale?

M. Tremblay (Maisonneuve): Est-ce que le gouvernement a l'intention de s'occuper de l'élevage du renard bleu?

L'honorable M. David (Terrebonne): Ils sont tous en captivité.
(Rires)

L'honorable M. Laferté (Drummond): Je dois dire à l'honorable chef de l'opposition que, dans Ontario, il y a une section des lapins à la ferme

expérimentale. Nous pourrions donc écouter sa suggestion. Sur la ferme expérimentale qui sera établie, il y aura une section spéciale pour cet élevage.

M. Gault (Montréal-Saint-Georges): À quel endroit sera placée la ferme expérimentale?

L'honorable M. Laferté (Drummond): Nous choisirons le meilleur site de la province.

Les résolutions sont adoptées.

Résolutions à rapporter:

Le comité fait rapport qu'il a adopté plusieurs résolutions, lesquelles sont lues deux fois et adoptées par la Chambre.

L'honorable M. Laferté (Drummond) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 41 modifiant la loi de la chasse relativement aux animaux sauvages vivant en captivité soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité plénier.

Code de procédure civile, articles 781 et 802

M. Caron (Îles-de-la-Madeleine) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 189 modifiant les articles 781 et 802 du Code de procédure civile soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

Privilèges sur les immeubles

M. Cohen (Montréal-Saint-Laurent) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 192 modifiant le Code civil concernant les privilèges sur les immeubles soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

Code municipal, article 642

M. Gauthier (Portneuf) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 174 modifiant l'article 642 du

Code municipal soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent du Code municipal.

S. A. Robinson

M. Thurber (Chambly) propose, appuyé par le représentant de Chicoutimi (M. Delisle), que le montant de cent piastres que le promoteur du bill 144 autorisant le Collège des chirurgiens dentistes de la province de Québec à admettre Stewart Alton Robinson à la pratique de la chirurgie dentaire a payé, comme droit additionnel en vertu de l'article 498, lui soit remis, vu que ce bill n'a pas été présenté en temps, parce que le Collège des chirurgiens dentistes ne s'est réuni que le 27 décembre 1929, et que les copies des procès-verbaux du 27 décembre 1929 ne lui ont été transmises que le 3 janvier.

Adopté.

La séance est levée à 11 heures.

NOTES

1. Selon *L'Événement* du 5 mars 1930, à la page 8, M. Tremblay parle de deux gardes forestiers, et non d'un seul.

2. Selon la logique du débat, nous avons attribué ces paroles à M. Blain. Toutefois, le journaliste du *Devoir* du 5 mars 1930, à la page 1, n'est pas très clair à ce sujet. Ce passage peut être attribué à un autre orateur.

3. *L'Action catholique* du 5 mars 1930, à la page 9, rapporte que "le débat soulevé par le député de Hull était au sujet de la préparation de la carte de la Gaspésie, de la réduction de la compilation géographique de cette carte. Une somme de \$1,460 avait été payée pour ce travail à L'Imprimerie du peuple".

4. *Le Nouvelliste* du 5 mars 1930, à la page 3, précise que M. Henri Kieffer, chef du service de la protection des forêts, vient s'asseoir à côté du ministre des Terres et Forêts (l'honorable M. Mercier

fil) et qu'il est accueilli par des sourires aimables de la part des députés.

5. Selon *L'Action catholique*, à la page 9, et *Le Canada*, à la page 1, du 5 mars 1930, cette question est posée par M. Blain.

6. Selon *La Presse* du 5 mars 1930, à la page 15, la question est posée par M. Guertin.

7. D'après *L'Action catholique*, à la page 9, et *La Presse*, à la page 15, du 5 mars 1930, on parle plutôt de 12,757 dans le Saint-Maurice.

8. Le comité se réunit sous la présidence de M. Vautrin (Montréal-Saint-Jacques).

9. Selon *The Gazette* du 5 mars 1930, à la page 11, le ministre parle plutôt d'une période de 20 ans.

10. *The Gazette* du 5 mars 1930, à la page 11, signale que le député de Joliette (M. Dugas) et celui de Portneuf (M. Gauthier) ont pris part au débat sans, toutefois, rapporter leurs paroles.

11. Voir note 8.

12. Selon *Le Soleil* du 5 mars 1930, à la page 3, M. Laferté dit qu'il y en avait plus de 2,000, en 1929.

13. Selon *La Presse*, à la page 15, et *Le Devoir*, à la page 2, du 5 mars 1930, M. Rochette dit que la valeur des fermes est de \$2,074,000.

Séance du mercredi 5 mars 1930

Présidence de l'honorable T.-D. Bouchard

La séance est ouverte à 3 h 20.

Prière.

M. l'Orateur: À l'ordre Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

Rapports de comités:

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le dix-neuvième rapport du comité permanent des bills publics en général. Voici le rapport:

Votre comité a décidé de rapporter, sans amendement, le bill suivant:

- bill 136 concernant les syndicats de la paroisse de Sainte-Thérèse-d'Amos.

Et, avec amendements, le bill suivant:

- bill 122 modifiant la charte des Prévoyants du Canada.

Le bill suivant a été rapporté à la Chambre:

- bill 189 modifiant les articles 781 et 802 du Code de procédure civile.

Le bill suivant a été rejeté:

- bill 187 modifiant le Code de procédure civile relativement aux injonctions.

Dépôt de documents:

Sociétés
de secours mutuels

L'honorable M. McMaster (Compton) dépose sur le bureau de la Chambre le rapport sur les Sociétés de secours mutuels pour 1929. (Opération de 1928) (Document de la session no 54)

Questions et réponses:

Paiement de publicité et d'impression
au journal *Le Soleil*

M. Crépeau (Sherbrooke): Quelle somme globale le gouvernement a-t-il payée ou avancée: *a.* en 1919-20; *b.* en 1920-21; *c.* en 1921-22; *d.* en 1922-23; *e.* en 1923-24; *f.* en 1924-25; *g.* en 1925-26;

h. en 1926-27; *i.* en 1927-28 à la compagnie *Le Soleil*, ltée, pour abonnements, annonces, publicité, impression et publication de toutes sortes, reliure, etc., comprenant et les montants inscrits spécifiquement dans les *Comptes publics* de chacun de ces exercices, et ceux qui n'y sont pas inscrits spécifiquement, mais qui sont contenus sous des rubriques générales ou d'autres dénominations?

L'honorable M. McMaster (Compton): *a.* \$154,555.66; *b.* \$159,956.17; *c.* \$146,353.72; *d.* \$202,580.97; *e.* \$148,191.99; *f.* \$170,996.34; *g.* \$219,063.57; *h.* \$223,981.53; *i.* \$181,513.13.

M. Tremblay (Maisonnette): Ça devient un rosaire.

Paiement de publicité et d'impression
à la *Gazette* en 1928-29

M. Crépeau (Sherbrooke): Quelle somme globale le gouvernement a-t-il payée ou avancée en 1928-29 à la *Gazette* ou The Gazette Printing Company, limited, pour abonnement, annonces, publicité, impression et publications de toutes sortes, reliure, etc., comprenant et les montants inscrits spécifiquement dans les *Comptes publics* 1928-29, et ceux qui n'y sont pas inscrits spécifiquement, mais qui sont contenus sous des rubriques générales ou d'autres dénominations?

L'honorable M. McMaster (Compton): \$126,212.56.

Paiement de publicité et d'impression
à la *Gazette* avant 1928

M. Crépeau (Sherbrooke): Quelle somme globale le gouvernement a-t-il payée ou avancée: *a.* en 1919-20; *b.* en 1920-21; *c.* en 1921-22; *d.* en 1922-23; *e.* en 1923-24; *f.* en 1924-25; *g.* en 1925-26; *h.* en 1926-27; *i.* en 1927-28 à la *Gazette* ou The Gazette Printing Company, limited pour abonnements, annonces, publicité, impression et publications de toutes sortes, reliure, etc., comprenant et les montants inscrits spécifiquement dans les *Comptes publics* de chacun de ces exercices, et ceux qui n'y sont pas inscrits spécifiquement, mais qui sont contenus sous des rubriques générales ou d'autres dénominations?

L'honorable M. McMaster (Compton): *a.* \$543.00; *b.* \$1,307.75; *c.* \$2,308.83; *d.* \$2,767.09; *e.* \$2,259.84; *f.* \$2,967.85; *g.* \$3,995.03; *h.* 17,626.26; *i.* \$42,690.18.

**Païement de publicité et d'impression
à L'Événement en 1928-29**

M. Crépeau (Sherbrooke): Quelle somme globale le gouvernement a-t-il payée ou avancée en 1928-29 à *L'Événement* ou la Cie de L'Événement pour abonnement, annonces, publicité, impression et publications de toutes sortes, reliure, etc., comprenant et les montants inscrits spécifiquement dans les *Comptes publics* 1928-29, et ceux qui n'y sont pas inscrits spécifiquement, mais qui sont contenus sous des rubriques générales ou d'autres dénominations?

L'honorable M. McMaster (Compton): \$24,435.71.

**Païement de publicité et d'impression
à L'Événement avant 1928**

M. Crépeau (Sherbrooke): Quelle somme globale le gouvernement a-t-il payée ou avancée: *a.* en 1919-20; *b.* en 1920-21; *c.* en 1921-22; *d.* en 1922-23; *e.* en 1923-24; *f.* en 1924-25; *g.* en 1925-26; *h.* en 1926-27; *i.* en 1927-28 à *L'Événement* ou la Cie de L'Événement, pour abonnements, annonces, publicité, impression et publications de toutes sortes, reliure, etc., comprenant et les montants inscrits spécifiquement dans les *Comptes publics* de chacun de ces exercices, et ceux qui n'y sont pas inscrits spécifiquement, mais qui sont contenus sous des rubriques générales ou d'autres dénominations?

L'honorable M. McMaster (Compton): *a.* \$587.16; *b.* \$1,468.73; *c.* \$2,806.65; *d.* \$13,203.26; *e.* \$22,351.99; *f.* \$29,485.32; *g.* \$15,571.17; *h.* \$27,129.75; *i.* \$20,770.20.

**Dépenses imputables
à Spencer Wood**

M. Tremblay (Maisonnette): 1. Outre les \$105,530.48 qui, comme il appert à la page 179 des *Comptes publics* 1928-1929, ont été dépensés pour l'entretien de Spencer Wood au cours de l'exercice 1928-1929, y a-t-il d'autres dépenses imputables à Spencer Wood et qui apparaissent sous l'item Service divers ou d'autres rubriques?

2. Dans l'affirmative: *a.* Quelles sont ces dépenses; *b.* À qui a été payée chacune d'elles; *c.* À quelle page des *Comptes publics* 1928-29 est inscrite chacune d'elles; *d.* Pourquoi chacune d'elles est-elle inscrite sous une autre rubrique que Spencer Wood?

L'honorable M. McMaster (Compton): 1 et 2. Aucune.

**Païement de publicité et d'impression
à la Tribune en 1928-1929**

M. Crépeau (Sherbrooke): Quelle somme globale le gouvernement a-t-il payée ou avancée en 1928-1929 à *La Tribune* ou *La Tribune limitée*, pour abonnement, annonces, publicité, impression et publications de toutes sortes, reliure, etc., comprenant et les montants inscrits spécifiquement dans les *Comptes publics* 1928-1929 et ceux qui n'y sont pas inscrits spécifiquement, mais qui sont contenus sous des rubriques générales ou d'autres dénominations?

L'honorable M. McMaster (Compton): \$31,574.57.

**Païement de publicité et d'impression
à la Tribune avant 1928**

M. Crépeau (Sherbrooke): Quelle somme globale le gouvernement a-t-il payée ou avancée: *a.* en 1919-20; *b.* en 1920-21; *c.* en 1921-22; *d.* en 1922-23; *e.* en 1923-24; *f.* en 1924-25; *g.* en 1925-26; *h.* en 1926-27; *i.* en 1927-28 à *La Tribune* ou *La Tribune limitée*, pour abonnements, annonces, publicité, impression et publications de toutes sortes, reliure, etc., comprenant et les montants inscrits spécifiquement dans les *Comptes publics* de chacun de ces exercices, et ceux qui n'y sont pas inscrits spécifiquement, mais qui sont contenus sous des rubriques générales ou d'autres dénominations?

L'honorable M. McMaster (Compton): *a.* \$12,168.98; *b.* \$11,755.61; *c.* \$18,101.45; *d.* \$16,102.10; *e.* \$19,910.11; *f.* \$15,048.14; *g.* \$22,899.04; *h.* \$18,361.96; *i.* \$28,648.47.

**Païement de publicité et d'impression
au Nouvelliste en 1928-29**

M. Crépeau (Sherbrooke): Quelle somme globale le gouvernement a-t-il payée ou avancée en 1928-29 au *Nouveliste* ou à la Cie de publication Le Nouvelliste, limitée, pour abonnement, annonces,

publicité, impression et publications de toutes sortes, reliure, etc., comprenant et les montants inscrits spécifiquement dans les *Comptes publics 1928-29*, et ceux qui n'y sont pas inscrits spécifiquement, mais qui sont contenus sous des rubriques générales ou d'autres dénominations?

L'honorable M. McMaster (Compton): \$1,030.03.

**Paiement de publicité et d'impression
au *Nouvelliste* avant 1928**

M. Crépeau (Sherbrooke): Quelle somme globale le gouvernement a-t-il payée ou avancée: *a.* en 1919-20; *b.* en 1920-21; *c.* en 1921-22; *d.* en 1922-23; *e.* en 1923-24; *f.* en 1924-25; *g.* en 1925-26; *h.* en 1926-27; *i.* en 1927-28 au *Nouvelliste* ou à la Cie de publication Le Nouvelliste limitée, pour abonnement, annonces, publicité, impression et publications de toutes sortes, reliure, etc., comprenant et les montants inscrits spécifiquement dans les *Comptes publics* de chacun de ces exercices, et ceux qui n'y sont pas inscrits spécifiquement, mais qui sont contenus sous des rubriques générales ou d'autres dénominations?

L'honorable M. McMaster (Compton): *a.* \$...; *b.* \$20.45; *c.* \$413.29; *d.* \$560.03; *e.* \$872.40; *f.* \$803.50; *g.* \$157.86; *h.* 179.54; *i.* 122.60.

**Paiement de publicité et d'impression
à *L'Éclaireur* avant 1928**

M. Crépeau (Sherbrooke): Quelle somme globale le gouvernement a-t-il payée ou avancée: *a.* en 1919-20; *b.* en 1920-21; *c.* en 1921-22; *d.* en 1922-23; *e.* en 1923-24; *f.* en 1924-25; *g.* en 1925-26; *h.* en 1926-27; *i.* en 1927-28 à *L'Éclaireur* ou *L'Éclaireur* limitée, pour abonnement, annonces, publicité, impression et publications de toutes sortes, reliure, etc., comprenant et les montants inscrits spécifiquement dans les *Comptes publics* de chacun de ces exercices, et ceux qui n'y sont pas inscrits spécifiquement, mais qui sont contenus sous des rubriques générales ou d'autres dénominations?

L'honorable M. McMaster (Compton): *a.* \$5,293.20; *b.* \$10,145.92; *c.* \$10,782.35; *d.* \$7,699.98; *e.* \$8,263.21; *f.* \$10,111.64; *g.* \$10,150.22; *h.* \$6,432.30; *i.* \$7,241.29.

**Paiement de publicité et d'impression
à *L'Éclaireur* en 1928-29**

M. Crépeau (Sherbrooke): Quelle somme globale le gouvernement a-t-il payée ou avancée en 1928-29 à *L'Éclaireur* ou *L'Éclaireur* limitée, pour abonnement, annonces, publicité, impression et publications de toutes sortes, reliure, etc., comprenant et les montants inscrits spécifiquement dans les *Comptes publics 1928-29*, et ceux qui n'y sont pas inscrits spécifiquement, mais qui sont contenus sous des rubriques générales ou d'autres dénominations?

L'honorable M. McMaster (Compton): \$7,951.46.

**Paiement de publicité et d'impression
à la *Riposte* en 1928-1929**

M. Crépeau (Sherbrooke): Quelle somme globale le gouvernement a-t-il payée ou avancée en 1928-1929 à *La Riposte* pour abonnement, annonces, publicité, impression et publications de toutes sortes, reliure, etc., comprenant et les montants inscrits spécifiquement dans les *Comptes publics 1928-1929* et ceux qui n'y sont pas inscrits spécifiquement, mais qui sont contenus sous des rubriques générales ou d'autres dénominations?

L'honorable M. McMaster (Compton): \$789.34.

**Paiement de publicité et d'impression
à la *Riposte* avant 1928**

M. Crépeau (Sherbrooke): Quelle somme globale le gouvernement a-t-il payée ou avancée: *a.* en 1919-20; *b.* en 1920-21; *c.* en 1921-22; *d.* en 1922-23; *e.* en 1923-24; *f.* en 1924-25; *g.* en 1925-26; *h.* en 1926-27; *i.* en 1927-28 à *La Riposte*, pour abonnement, annonces, publicité, impression et publications de toutes sortes, reliure, etc., comprenant et les montants inscrits spécifiquement dans les *Comptes publics* de chacun de ces exercices, et ceux qui n'y sont pas inscrits spécifiquement, mais qui sont contenus sous des rubriques générales ou d'autres dénominations?

L'honorable M. McMaster (Compton): *a.* ...; *b.* ...; *c.* ...; *d.* ...; *e.* ...; *f.* ...; *g.* ...; *h.* ...; *i.* \$10.50.

**Paiement de publicité et d'impression
à *L'Abeille* en 1928-1929**

M. Crépeau (Sherbrooke): Quelle somme globale le gouvernement a-t-il payée ou avancée en 1928-1929 à *L'Abeille* ou *L'Abeille* et *L'Érable* ou *L'Abeille* enr., pour abonnement, annonces, publicité, impression et publications de toutes sortes, reliure, etc., comprenant et les montants inscrits spécifiquement dans les *Comptes publics 1928-1929*, et ceux qui n'y sont pas inscrits spécifiquement, mais qui sont contenus sous des rubriques générales ou d'autres dénominations?

L'honorable M. McMaster (Compton):
\$1,328.55.

**Paiement de publicité et d'impression
à *L'Abeille* avant 1928**

M. Crépeau (Sherbrooke): Quelle somme globale le gouvernement a-t-il payée ou avancée: *a.* en 1919-1920; *b.* en 1920-1921; *c.* en 1921-1922; *d.* en 1922-1923; *e.* en 1923-1924; *f.* en 1924-1925; *g.* en 1925-1926; *h.* en 1926-1927; *i.* en 1927-28 à *L'Abeille* ou *L'Abeille* et *L'Érable* ou *L'Abeille* enr. pour abonnement, annonces, publicité, impression et publications de toutes sortes, reliure, etc., comprenant et les montants inscrits spécifiquement dans les *Comptes publics* de chacun de ces exercices, et ceux qui n'y sont pas inscrits spécifiquement, mais qui sont contenus sous des rubriques générales ou d'autres dénominations?

L'honorable M. McMaster (Compton): *a.* \$1,179.12; *b.* \$781.73; *c.* \$3,215.26; *d.* \$2,225.09; *e.* \$3,255.51; *f.* \$1,947.25; *g.* \$1,644.80; *h.* \$2,105.09; *i.* \$377.19.

**Paiement de publicité et d'impression
au *Bulletin* en 1928-1929**

M. Crépeau (Sherbrooke): Quelle somme globale le gouvernement a-t-il payée ou avancée en 1928-29 au *Bulletin*, ou A.-P. Pigeon ou A.-P. Pigeon limitée, pour abonnement, annonces, publicité, impression et publications de toutes sortes, reliure, etc., comprenant et les montants inscrits spécifiquement dans les *Comptes publics 1928-1929*, et ceux qui n'y sont pas inscrits spécifiquement, mais qui sont contenus sous des rubriques générales ou d'autres dénominations?

L'honorable M. McMaster (Compton):
\$14,852.16.

**Paiement de publicité et d'impression
au *Bulletin* avant 1928**

M. Crépeau (Sherbrooke): Quelle somme globale le gouvernement a-t-il payée ou avancée: *a.* en 1919-1920; *b.* en 1920-1921; *c.* en 1921-1922; *d.* en 1922-1923; *e.* en 1923-1924; *f.* en 1924-1925; *g.* en 1925-1926; *h.* en 1926-1927; *i.* en 1927-1928 au *Bulletin* ou A.-P. Pigeon ou A.-P. Pigeon limitée, pour abonnement, annonces, publicité, impression et publications de toutes sortes, reliure, etc., comprenant et les montants inscrits spécifiquement dans les *Comptes publics* de chacun de ces exercices, et ceux qui n'y sont pas inscrits spécifiquement, mais qui sont contenus sous des rubriques générales ou d'autres dénominations?

L'honorable M. McMaster (Compton): *a.* \$11,090.47; *b.* \$12,447.37; *c.* \$10,909.77; *d.* \$11,678.72; *e.* \$12,004.47; *f.* 12,860.86; *g.* \$14,163.63; *h.* \$13,772.21; *i.* \$11,243.71.

**Paiement de publicité et d'impression
au *Canada* en 1928-1929**

M. Crépeau (Sherbrooke): Quelle somme globale le gouvernement a-t-il payée ou avancée en 1928-29 au *Canada* ou la compagnie de publication du *Canada* limitée, pour abonnement, annonces, publicité, impression et publications de toutes sortes, reliure, etc., comprenant et les montants inscrits spécifiquement dans les *Comptes publics 1928-1929*, et ceux qui n'y sont pas inscrits spécifiquement, mais qui sont contenus sous des rubriques générales ou d'autres dénominations?

L'honorable M. McMaster (Compton):
\$32,255.01.

**Paiement de publicité et d'impression
au *Canada* avant 1928**

M. Crépeau (Sherbrooke): Quelle somme globale le gouvernement a-t-il payée ou avancée: *a.* en 1919-1920; *b.* en 1920-1921; *c.* en 1921-1922; *d.* en 1922-1923; *e.* en 1923-1924; *f.* en 1924-1925; *g.* en 1925-1926; *h.* en 1926-1927; *i.* en 1927-1928 au *Canada* ou la compagnie de publication du *Canada* limitée, pour abonnement, annonces, publicité, impression et publications de toutes sortes, reliure, etc., comprenant et les montants inscrits spécifiquement dans les *Comptes publics* de chacun de ces exercices, et ceux qui n'y sont pas inscrits

spécifiquement, mais qui sont contenus sous des rubriques générales ou d'autres dénominations?

L'honorable M. McMaster (Compton): *a.* \$26,711.99; *b.* \$20,376.16; *c.* \$21,665.41; *d.* \$22,387.02; *e.* \$20,451.85; *f.* \$20,269.55; *g.* \$22,293.87; *h.* 25,382.82; *i.* \$24,278.33.

**Païement de publicité et d'impression
au Bulletin de la ferme en 1928-1929**

M. Crépeau (Sherbrooke): Quelle somme globale le gouvernement a-t-il payée ou avancée en 1928-29 au *Bulletin de la ferme* ou le *Bulletin de la ferme limitée*, pour abonnement, annonces, publicité, impression et publications de toutes sortes, reliure, etc., comprenant et les montants inscrits spécifiquement dans les *Comptes publics 1928-1929*, et ceux qui n'y sont pas inscrits spécifiquement, mais qui sont contenus sous des rubriques générales ou d'autres dénominations?

L'honorable M. McMaster (Compton): \$11,143.41.

**Païement de publicité et d'impression
au Bulletin de la ferme avant 1928**

M. Crépeau (Sherbrooke): Quelle somme globale le gouvernement a-t-il payée ou avancée: *a.* en 1919-1920; *b.* en 1920-1921; *c.* en 1921-1922; *d.* en 1922-1923; *e.* en 1923-1924; *f.* en 1924-1925; *g.* en 1925-1926; *h.* en 1926-1927; *i.* en 1927-1928 au *Bulletin de la ferme* ou le *Bulletin de la ferme limitée*, pour abonnement, annonces, publicité, impression et publications de toutes sortes, reliure, etc., comprenant et les montants inscrits spécifiquement dans les *Comptes publics* de chacun de ces exercices, et ceux qui n'y sont pas inscrits spécifiquement, mais qui sont contenus sous des rubriques générales ou d'autres dénominations?

L'honorable M. McMaster (Compton): *a.* \$25.00; *b.* 67.80; *c.* 6,365.22; *d.* \$15,896.84; *e.* \$15,369.63; *f.* \$11,330.50; *g.* \$17,292.72; *h.* \$12,275.51; *i.* \$11,502.75.

**Païement de publicité et d'impression
à L'Autorité Nouvelle en 1928-1929**

M. Crépeau (Sherbrooke): Quelle somme globale le gouvernement a-t-il payée ou avancée en 1928-1929 à *L'Autorité Nouvelle* ou *L'Autorité*

Company, pour abonnement, annonces, publicité, impression et publications de toutes sortes, reliure, etc., comprenant et les montants inscrits spécifiquement dans les *Comptes publics 1928-1929*, et ceux qui n'y sont pas inscrits spécifiquement, mais qui sont contenus sous des rubriques générales ou d'autres dénominations?

L'honorable M. McMaster (Compton): \$1,525.50.

**Païement de publicité et d'impression
à L'Autorité Nouvelle avant 1928**

M. Crépeau (Sherbrooke): Quelle somme globale le gouvernement a-t-il payée ou avancée: *a.* en 1919-1920; *b.* en 1920-1921; *c.* en 1921-1922; *d.* en 1922-1923; *e.* en 1923-1924; *f.* en 1924-1925; *g.* en 1925-1926; *h.* en 1926-1927; *i.* en 1927-1928 à *L'Autorité Nouvelle* ou *L'Autorité Company*, pour abonnement, annonces, publicité, impression et publications de toutes sortes, reliure, etc., comprenant et les montants inscrits spécifiquement dans les *Comptes publics* de chacun de ces exercices, et ceux qui n'y sont pas inscrits spécifiquement, mais qui sont contenus sous des rubriques générales ou d'autres dénominations?

L'honorable M. McMaster (Compton): *a.* \$13.50; *b.* \$16.50; *c.* \$7.50; *d.* \$146.80; *e.* \$42.00; *f.* \$133.40; *g.* \$360.44; *h.* \$592.65; *i.* \$489.00.

Loi électorale

M. Guertin (Hull) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 188 modifiant la loi électorale de Québec soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté sur division. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

**Droit de vote
des femmes**

M. Vautrin (Montréal-Saint-Jacques) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 190 modifiant la loi électorale de Québec relativement au droit de vote des femmes et à leur éligibilité soit maintenant lu une deuxième fois.

M. l'Orateur, c'est un privilège tout à fait particulier pour moi d'être le premier à prendre la parole aujourd'hui. Je crois qu'il est de mon devoir de présenter mes compliments à l'honorable premier

ministre qui célèbre aujourd'hui l'anniversaire de sa naissance.

(Applaudissements soutenus)

M. Tremblay (Maisonneuve): Le bill va passer.

(Applaudissements)

M. Vautrin (Montréal-Saint-Jacques): Nous sommes enchantés, et je suis heureux de voir l'honorable premier ministre en si bonne santé, prêt à poursuivre sa brillante carrière. Cette carrière est déjà bien remplie. Le chef du présent gouvernement a présenté d'importantes et fructueuses législations. J'espère qu'il continuera à diriger encore longtemps les destinées de cette province et du Parti libéral. Nous espérons qu'il restera longtemps au poste qu'il occupe avec tant d'honneur pour notre province.

(Applaudissements)

Je présente aujourd'hui en deuxième lecture le bill sur le droit de vote des femmes de la province de Québec. Comme c'est grâce au vote des députés de cette Chambre que j'occupe le poste qui m'a été confié, je ne croyais pas pouvoir refuser de présenter cette mesure, surtout après que certaines dames gracieuses sont venues me voir à ce sujet. Je suis heureux de prêter ma faible voix aux femmes qui réclament le droit de vote. Je suis certain que si vous siégiez parmi nous, M. l'Orateur, c'est vous qui auriez parrainé le bill en y apportant une contribution importante, grâce à votre éloquence persuasive et à vos talents exceptionnels.

L'autre jour, après la défaite du bill sur les avocates, je discutais avec un ami qui était d'avis que, si l'on adoptait le bill sur le droit de vote des femmes, cette Chambre ne devrait être composée que de célibataires et d'hommes heureux en ménage. Je voudrais assurer ce monsieur qu'il n'y a pas parmi nous de très nombreux célibataires et que, si cette Chambre faisait l'objet d'invasions fréquentes par des envahisseuses aussi charmantes que celles présentes aujourd'hui, il ne s'en faudrait que de peu que ceux d'entre eux qui siègent avec nous embrassent le mariage et fondent leur propre famille.

Si seulement je possédais plus d'éloquence pour plaider devant cette assemblée la cause du vote féminin. La question du vote des femmes de cette province n'est pas une chose nouvelle. Depuis 1921, le bill du suffrage féminin fut présenté à plusieurs reprises à la Législature. C'est la quatrième fois que la Chambre est appelée à se prononcer. En 1921, M. Henry Miles a proposé l'adoption du suffrage féminin ici, au moment où j'en étais l'un des

partisans, et le projet a été repoussé. En 1927, l'honorable député de Montréal-Sainte-Anne (M. Dillon) se faisait l'interprète des femmes pour réclamer ce droit de vote traitant de la question avec toute la dignité et le décorum qui conviennent au statut de célibataire, dont le député de Sainte-Anne est un distingué représentant. Sur 64 députés, 51 votèrent contre, et 13 pour, dont 12 conservateurs et 11 libéraux. En 1928, une mesure semblable fut présentée par le député de Maisonneuve (M. Tremblay), et sur 50 députés présents, 39 votèrent contre, et 11 pour, dont 1 conservateur et 10 libéraux. Et, l'année dernière, alors que le député de Maisonneuve était de nouveau le parrain, le résultat fut de 50 contre 16¹. J'espère, Monsieur, qu'en 1930 nous pourrions obtenir une majorité absolue en faveur du vote des femmes de cette province.

Le premier ministre a tenu à préciser l'année dernière que cette question faisait l'objet d'un vote libre, et la situation est la même cette session-ci. Ce n'est que justice de rappeler à cette Chambre que l'honorable premier ministre permet que la question soit décidée par un vote libre, et à juste titre, car je crois qu'il s'agit d'une question qui transcende la politique, mais je considère que nous devrions avoir assez de respect pour nos chefs pour savoir qu'ils peuvent voter, et qu'ils voteront, comme bon leur semble. Et que le bill soit adopté ou non, on ne pourra faire de reproche au premier ministre.

Le mouvement féministe n'est pas nouveau. À travers le monde, les femmes ont demandé le droit de vote, surtout dans les endroits où des démocraties ont été organisées. Depuis 25 ans, le féminisme s'est développé. Nous n'avons qu'à jeter un coup d'œil vers l'Australie et l'Angleterre. En 1911 et dans les années subséquentes, il y eut un mouvement dont le but était de forcer le gouvernement britannique à donner aux femmes le droit de vote. Nous les avons vues se battre avec la police à l'extérieur de la Chambre des communes britannique. Nous savons qu'elles ont même attaqué la résidence officielle du premier ministre. À l'époque, la majorité du Parlement britannique était solidement contre elles.

Les féministes anglaises menèrent une grande campagne autrefois pour le droit de vote en Angleterre. Cette campagne fut interrompue par la guerre, alors que les femmes firent magnifiquement leur part pour aider au pays. Aussi, au lendemain de la guerre, le Parlement les récompensa en leur accordant le droit de vote. En effet, durant la période de la guerre, les femmes se sont dévouées pour aider à leurs pays en guerre. Leurs services furent tels que

plusieurs pays ont reconnu finalement le suffrage féminin. Depuis la guerre, tous les pays démocratiques ont adopté le suffrage féminin que les femmes réclamaient autrefois par des manifestations bruyantes.

De même, au Canada, le gouvernement fédéral a suivi cet exemple. C'est Robert Borden qui a accordé le droit de vote aux femmes, dans les élections fédérales, en disant que nous devons cet hommage à toutes les Canadiennes. Il a donné le droit de vote, en 1917, aux femmes qui sont proches parentes d'un soldat, suivi en 1918 par l'octroi du droit de vote général et du droit pour toute Canadienne de siéger à la Chambre des communes. À l'époque, Sir Robert avait précisé qu'on n'octroyait pas aux femmes le droit de vote en guise de remerciement de leurs sacrifices et de leurs services durant les années de guerre, mais bien sur le bien-fondé de la question. Sir Wilfrid Laurier, en 1918, prévoyait le jour où toutes les provinces auraient le suffrage féminin. Il a dit un jour que la province de Québec elle-même accorderait le droit de vote aux femmes. Depuis ce jour, deux provinces additionnelles, le Nouveau-Brunswick et la Nouvelle-Écosse, ont donné aux femmes le droit de vote au niveau provincial. À ce moment-là, pratiquement toutes les provinces canadiennes ont accordé le droit de vote aux femmes. Faisaient exception l'Île-du-Prince-Édouard et le Québec. Aujourd'hui, l'Île-du-Prince-Édouard s'est rangée du côté de la majorité, et le Québec fait cavalier seul dans son refus de reconnaître aux femmes leurs droits politiques.

Or, qu'est-il arrivé chez nous? Dans tous les pays où elles ont des droits politiques, les femmes ont utilisé le droit de vote de la façon la plus digne, au point qu'on n'a pas eu à élever la moindre critique. Aucune critique n'a été faite contre la dignité de la femme électrice. M. l'Orateur, j'ai lu les débats de notre propre Chambre des communes ainsi que ceux des organes politiques des États-Unis, de la France et du Parlement d'Angleterre, et je ne trouve dans aucun une quelconque plainte de la conduite des femmes dans l'arène politique. Il n'y en a certes pas en ce qui concerne l'exercice par les femmes de leurs droits sur le plan fédéral. Je crois en toute sincérité que si cette province posait le même geste que celui déjà posé par le Dominion, il s'ensuivrait les mêmes résultats, pour la dignité et le bien du pays.

Elle sait remplir son devoir et l'expérience a montré qu'aux États-Unis les femmes se sont servies de leur droit de vote. Aux États-Unis, le pays le plus riche au monde, on a donné le droit de vote aux

femmes en 1924. Antérieurement, quelque 58 % des voteurs inscrits votaient lors des scrutins fédéraux. Mais, lors de l'élection de M. Hoover, le pourcentage s'est élevé à 85 % des voteurs inscrits dans toute l'Union. Devant ces faits, pouvons-nous dire que les femmes ne se conduisent pas bien et ne font pas leur devoir de citoyennes quand elles sont habilitées à le faire? Cette élection aux États-Unis en est une preuve évidente: M. Hoover a obtenu 5,000,000 et M. Smith, 7,000,000 de votes de plus que les porte-étendards de leurs partis respectifs en 1924, et on n'a eu aucune plainte quant à la conduite politique des femmes. Les chiffres parlent d'eux-mêmes.

En Angleterre, on avait accordé d'abord, en 1918, le droit de vote aux femmes de 30 ans, de peur que les suffrages féminins ne dépassent ceux des hommes du pays. Et récemment, on accordait le droit de suffrage à toutes les femmes âgées de 21 ans. La vieille Angleterre a donné des droits égaux aux Anglaises juste avant les dernières élections, en 1928, seulement 10 ans plus tard. Le premier ministre Baldwin a fait adopter la loi sur l'octroi du droit de vote aux féministes, connue sous le nom de "flapper vote bill", qui visait toutes les femmes d'Angleterre, car le premier ministre et la Chambre des communes ainsi que la population de l'Angleterre étaient bien satisfaits de la façon dont les femmes s'étaient conduites. Cette mesure en faveur de l'habilitation de toutes les femmes a été adoptée en Chambre, à Westminster, avec 387 votes pour et 10 votes contre. Dix députés seulement ont osé voter contre cette mesure de justice, en Grande-Bretagne.

Là aussi l'expérience a prouvé que les femmes ont su utiliser leur droit de vote. Aujourd'hui, il y a 2,000,000 de plus d'électrices que d'électeurs en Angleterre. Le parti travailliste a été élu aux dernières élections générales, mais les libéraux et les conservateurs ont obtenu leur juste part du vote féminin supplémentaire. Voilà qui répond bien à ceux qui prétendent que les femmes votent toujours en faveur des extrémistes, étant elles-mêmes des extrémistes. Les chiffres montrent que les conservateurs ont obtenu 1,300,000 votes de plus que lors des dernières élections, les libéraux, 2,000,000 et les travaillistes, 3,000,000. Aujourd'hui, on compte 14 femmes à la Chambre des communes britannique; Mme Margaret Bondfield est ministre, et on compte aussi plusieurs femmes secrétaires parlementaires qui aident à porter les fardeaux de la nation.

Le droit de vote en Angleterre fut restreint pendant plus de 400 ans. Il y eut de petites améliorations en 1832 et en 1867. M. Gladstone élargit le droit de vote en 1884; les femmes purent

voter pour la première fois en 1918, et c'est en 1928 que M. Baldwin édicta une loi sur le plein suffrage, c'est-à-dire le suffrage universel.

Pourquoi, dans notre province, les femmes ne voteraient-elles pas? Pourquoi aurions-nous peur d'élargir le droit de vote chez nous? C'est le Parti libéral qui a étendu le vote chez nous. En 1867, dans cette province, 161,000 électeurs avaient droit de vote dans la province. Puis des amendements à la loi électorale ont étendu le suffrage masculin. Nous avons vu des changements dans cette province de Québec en 1867 et en 1875, et un élargissement du scrutin en 1889. C'est Sir Lomer Gouin, en 1912, qui fit le changement le plus radical en accordant le droit de vote à tous les électeurs masculins. Il nous a donné le "One man, one vote". Pourquoi le Parti libéral ne nous donnerait-il pas le suffrage féminin?

Au Canada, les femmes votent aux élections fédérales. Nous avons eu des élections fédérales depuis l'octroi du droit de vote aux femmes à Ottawa en 1921, 1925 et 1926. Il y eut également plusieurs élections provinciales dans lesquelles elles n'ont pu exercer leur droit de vote. Les Canadiennes ont-elles mal exercé leur droit de vote, aux élections fédérales? Il a été prouvé que les femmes avaient voté et s'étaient rendues nombreuses aux polls. Aux élections fédérales de 1911, 27 % des personnes habiles à voter l'ont fait dans la province de Québec, comparativement à 27 % en Ontario. En 1926, 62 % des électeurs de l'Ontario, qui, avec le reste du pays, avait donné le droit de vote à ses femmes, ont voté, alors qu'au Québec ce chiffre ne s'élevait qu'à 48 %. Cela est digne de considération. Puis, en 1925, ce chiffre s'élevait à 65 % au Québec, alors qu'il était de 72 % en Ontario. Il faut considérer les populations d'électeurs respectives des deux provinces, soit 1,847,000 en Ontario et 1,333,000 au Québec, pour comprendre qu'il y avait beaucoup plus d'électeurs aux bureaux de scrutin de l'Ontario, même si notre chiffre était élevé.

Il faut aussi considérer l'effet du système provincial sur le vote fédéral. À l'heure actuelle, toute femme qui désire voter aux élections fédérales doit faire inscrire son nom 30 jours avant le scrutin. Dans les autres provinces, son nom est inscrit sur la liste automatiquement à partir des listes provinciales. Je proteste contre notre système, car il fait peu de doute que de nombreuses femmes soit ne peuvent y aller, soit ne s'y intéressent pas assez pour aller s'inscrire un mois à l'avance. S'il en était autrement, nous récolterions 357,000 votes dans cette province et aurions par le fait même plus de pouvoir au Parlement à Ottawa.

Lors des élections fédérales de 1926, dans Sainte-Marie, la division du chef de l'opposition (M. Houde), 74 % des électeurs ont voté, alors que les femmes avaient le droit de vote, tandis qu'à l'élection provinciale de 1927, lorsque les femmes ne votaient pas, 58 % seulement des électeurs sont allés aux polls. Lors des élections suivantes le pourcentage du vote fut seulement de 49 %. Dans Laprairie-Napierville, 79 % votèrent, alors qu'aux élections provinciales, ce chiffre oscillait autour de 51 %, la moyenne aux élections provinciales étant de 61 %, et aux élections fédérales, de 72 %.

Devant ces faits, nous ne pouvons guère dire que les femmes du Québec ne désirent pas exprimer leur opinion en politique ou qu'elles négligent leur devoir. Au contraire, cela montre qu'elles désirent avoir leur mot à dire concernant les affaires de leur province telles que gérées par notre Législature.

L'un des grands principes de la démocratie veut que les représentants du peuple représentent la nation, toute la nation. Ne pouvons-nous donc pas espérer que cette question saura engager l'intérêt et la sympathie des membres des deux côtés de la Chambre? Les députés représentent tous les résidents de leurs comtés. Ils sont cependant élus seulement par les hommes. Si l'amendement que je suggère à la loi électorale est voté, il aura pour effet d'augmenter le pourcentage du vote. Les députés qui viendront en cette Chambre représenteront un plus grand nombre de citoyens de cette province et représenteront réellement toute la population.

Je considère que les femmes ont leur mot à dire sur beaucoup de questions très importantes et sont plus en mesure que les hommes de juger des questions comme, par exemple, l'hygiène, l'enseignement, les questions sociales ou de bienfaisance publique. Quand nous parlons de lois, qui ne dira pas que tout ce qui concerne l'hygiène relève des femmes et serait mieux traité par un esprit féminin. Les lois sur l'hygiène concernent le foyer, et je crois que si les femmes votaient, les ministres auraient plus de succès à faire passer certaines des mesures qu'ils préconisent.

Je me rappelle qu'au début de cette session, l'honorable premier ministre a déclaré que les choses évoluent rapidement et qu'on instituerait sous peu une commission vouée à l'examen de la législation sociale. Je crois que la femme du Québec, comme ses sœurs partout dans le monde, s'intéresse vivement à ce genre de chose. Pourquoi les femmes n'auraient-elles pas l'occasion de se faire entendre sur des questions de guerre et de paix ou de défense nationale? Pourquoi les femmes ne feraient-elles pas

connaître leur opinion sur les questions fondamentales? Si la femme a le droit de vote au niveau fédéral sur tout ce qui touche aux finances, au commerce et à la défense nationale, qui dira qu'elle n'a pas voix au chapitre quant à la législation en cette Chambre, qui affecte de près son propre foyer?

L'honorable député de Joliette nous disait l'autre jour que nous devrions voter contre l'admission des femmes à la pratique du droit étant donné que cela les éloignerait de leur foyer. Ne pourrions-nous donc pas penser que tous ceux qui ont voté contre ce bill-là devraient voter en faveur du présent bill, étant donné que celui-ci n'éloignera pas une seule femme de son foyer, mais permettra plutôt aux femmes de rechercher et de trouver les intérêts du foyer dans la législation provinciale? Elles auraient seulement à se rendre aux polls une fois tous les quatre ans. Et puis, y aurait-il un si grand mal à ce que la femme s'enquière des questions politiques, les étudie et donne ensuite à ses enfants une véritable formation de citoyen dans toute sa forte et pleine acceptation?

Allons-nous dire, en dépit de tout le reste du monde, que nos femmes n'auront pas le droit de vote? Allons-nous déclarer que, dans la province de Québec, elles n'auront pas leur mot à dire sur des sujets qui les touchent de si près? Le vote féminin n'éloigne pas les femmes du foyer...

Un député: Mais il les mêle dans une affaire politique.

M. Vautrin (Montréal-Saint-Jacques): Un adversaire du suffrage à Ottawa disait, lors du débat sur ce problème, que l'on verrait les femmes se mêler de politique. Est-ce bien ce que nous avons vu depuis que les femmes votent dans les élections fédérales? Non.

(Applaudissements)

Les femmes de notre province sont prêtes à exercer leurs droits politiques. En leur donnant le droit de vote, nous ne ferions qu'accomplir un acte de justice et de reconnaissance. Ce sera le triomphe des idées de paix et de concorde. Nous devrions leur accorder les mêmes droits que le gouvernement fédéral leur a donnés dans le passé. Les femmes de cette province ont voté dans trois élections générales fédérales, et les questions de compétence provinciale les touchent plus directement que les questions fédérales.

Quand nous entendons dire que la femme n'est pas assez intelligente pour voter, cela semble manifestement injuste. Il est indigne de dire qu'elle

n'aura pas le droit de vote au niveau provincial. Il est indigne de dire qu'elle est moins intelligente. D'abord ce sont les hommes qui le prétendent et avec une suffisance un peu naïve qui devraient nous mettre sur nos gardes. Dans les matières relevant du régime fédéral du Canada et dans le monde entier, la femme s'est révélée efficace. Il est vrai que, dans les classes dirigeantes, la femme est moins instruite que l'homme. Mais si nous descendons dans les couches populaires, comme chez les cultivateurs par exemple - et je viens de la campagne - on verra que jamais le mari ne fait une transaction importante sans consulter sa digne épouse.

(Applaudissements dans la Chambre et dans les galeries)

N'est-ce pas que, dans nos campagnes, on voit que le mari consulte sa femme sur toutes les questions importantes et que souvent l'avis de la femme prévaut dans le meilleur sens?

On ne peut alléguer le manque de capacité physique. Il (M. Vautrin) cite quelques cas où des femmes ont prouvé qu'elles sont réellement dignes, dit-il, de ce droit et fait l'éloge de la femme canadienne-française.

L'éducation politique de la femme est faite au Canada. Pourquoi alors lui défendre d'exercer son droit de vote? L'on parle beaucoup de la supériorité intellectuelle féminine. Vraiment, on en parle fort à l'aise. Ainsi, l'institutrice chargée de la tâche la plus délicate, qui exige le plus de doigté, de jugement et de conscience professionnelle, cette malheureuse institutrice qui consacre sa vie à l'éducation des jeunes n'est pas digne de voter, alors que celui qui balaie le plancher de l'école a le droit de voter. Ce n'est pas logique. Il faut que la femme reste au foyer, dit-on, et on part de cet argument bien général pour dire que la femme ne doit pas voter. Mais si l'on a tant à cœur le foyer, alors qu'on défende à la femme d'être institutrice, puisque pour l'être, elle doit quitter le foyer. Je ne le crois pas et j'espère que la Chambre partagera mon humble avis. Quelqu'un dira-t-il que les institutrices ne devraient pas voter? Ou quelqu'un déclarera-t-il que les épouses des membres de cette Législature, femmes éduquées et intelligentes, ne sont pas compétentes pour exercer le droit de vote?

Quant à l'argument selon lequel les femmes ne comprennent pas la politique, il croit qu'il s'agit d'une question d'éducation et estime qu'une femme comprend peut-être plus la politique que l'homme qui livre le lait le matin et n'a jamais fréquenté l'école; et peut-être aussi que l'institutrice en campagne en connaît autant sur la politique que l'homme auquel elle a enseigné à l'école.

Nous avons reconnu le droit des femmes d'être nommées au Sénat canadien. Le Sénat français a refusé d'accorder le droit de vote aux femmes parce qu'il craignait qu'elles pourraient perturber la nation française. C'est une question purement locale au sujet de laquelle nous ne pouvons émettre de critiques. Mais rappelons-nous que, en fait, la Chambre des députés française a donné le droit de vote aux femmes de France.

En 1917, aux États-Unis, mademoiselle Janette Hanking fut élue dans l'État du Montana. Pratiquement, son premier geste fut de voter contre la participation des États-Unis à la guerre. Invitée à voter pour lancer son pays dans la guerre, elle hésita puis, se levant, les larmes aux yeux, déclara: "Je vote contre, car je veux éviter à mon pays les horreurs de la guerre." N'est-ce pas là le sentiment des femmes du monde entier? C'est ainsi qu'elle représenta toutes les femmes et l'horreur qu'elles ont de la guerre, ainsi que les sentiments de la gent féminine partout dans le monde, en faveur de la paix et de la fin de la guerre. Il me semble que le vote féminin ne pourra que nous éviter des malheurs que nous avons connus dans le passé, et je crois que, dans l'intérêt de la nation canadienne, la femme de chez nous devrait obtenir le droit de vote. C'est pourquoi je demande à la majorité de cette Chambre d'approuver cette mesure.

Il (M. Vautrin) cite la péroraison d'un discours du nouveau député de Laprairie, M. Pierville, à Ottawa et une pensée de Sir Wilfrid Laurier sur le rôle des femmes dans les affaires de la nation, après quoi il renchérit: Je demande qu'on accorde aujourd'hui le droit de vote universel aux femmes du Québec, au nom de la prospérité, de la paix et du bien-être de notre province dans l'avenir. Par leur entremise, nous jouirons de la paix et de l'harmonie, comme c'est le cas pour d'autres pays et d'autres provinces. Il fait peu de doute que la maladie sera mieux combattue, les conditions de travail des enfants améliorées et une foule de questions touchant le foyer et la famille mieux administrées, grâce à l'étroite collaboration de nos femmes. Il s'ensuivra le plus grand bien pour la province de Québec et la grande famille canadienne qui forme ce pays.

(Applaudissements soutenus)

M. Bédard (Québec-Comté): Quelqu'un a dit que la femme ne pardonne pas facilement le tort que l'homme lui fait. Je siége en cette Chambre depuis trois ans et, chaque année, nous avons eu à considérer un bill comme celui-ci. À chaque

occasion, les femmes nous ont placés dans cette position pitoyable d'avoir à leur refuser ce qu'elles nous demandent, et c'est le cas encore une fois cette année.

L'honorable premier ministre a choisi un beau jour pour ce débat, le jour de son anniversaire de naissance. Il a choisi un jour mémorable pour montrer qu'il ne vieillit pas et qu'il est toujours capable de résister aux assauts les plus pénibles à repousser.

(Rires)

Je désire faire des compliments à l'honorable député de Montréal-Saint-Jacques (M. Vautrin) et aussi aux femmes qui parrainent cette législation et qui l'ont choisi comme défenseur de leur cause, car il est fort compétent en la matière.

L'insistance des femmes à réclamer le droit de vote place la députation dans une situation embarrassante. Cette mesure est défaite par cette Chambre chaque fois qu'elle passe devant nous. Chaque fois qu'on nous demande de donner aux femmes les mêmes droits que nous, nous, en tant qu'hommes, rejetons cette demande. À trois reprises déjà, la Législature a exprimé son opinion contre le suffrage féminin. Tels sont nos antécédents. La Chambre a refusé la demande l'an dernier. Pourquoi changerait-elle cette année? Y a-t-il un besoin nouveau? Il n'y a pas de sentiment public nouveau.

Depuis que la Chambre a rejeté le projet, l'an dernier, il n'y a eu aucune manifestation publique ni aucun nouveau courant d'opinion pour justifier les députés de changer d'opinion. Il n'y a rien eu de neuf pour justifier la Chambre de revenir sur sa décision et il n'y a pas lieu à l'heure actuelle d'accorder à la femme ce qui lui a été refusé en 1929. La législation doit être l'expression de la mentalité publique. Or, dans le cas du suffrage féminin, il n'y a aucun mouvement d'opinion nouveau qui prouve que les femmes veulent voter.

L'honorable député nous a cité des chiffres sur le vote des femmes dans le dominion et dans la province de Québec, sur les questions fédérales. Il nous a dit que les femmes ne s'inscrivent pas un mois à l'avance pour les élections fédérales, faute de temps. Si c'est le cas, on ne peut guère les considérer comme étant très intéressées à la politique. Les femmes de la province de Québec ne demandent pas le droit de vote. Au contraire, l'expérience a montré que, dans notre province, les femmes qui ont droit de vote au fédéral, ne s'inscrivent pas sur les listes électorales.

Les chiffres du député de Montréal-Saint-Jacques concernant l'exercice du droit de vote par les

femmes ne disent pas tout, car celui-ci n'a pas parlé de la proportion de toutes les femmes ayant l'âge de voter qui ont voté, mais seulement de la proportion de femmes qui étaient inscrites sur la liste.

Aujourd'hui, les femmes au Canada ont le droit de vote sur le plan fédéral, mais ne l'utilisent pas plus qu'elles ne le font dans d'autres pays. Ce fait démontre que la femme, en général, ne désire pas le droit de vote qu'on tient mordicus à lui conférer en dépit d'elle-même. Je crois que la Chambre des députés n'a fait que poser un geste de galanterie en votant en faveur du suffrage féminin. Il s'agit surtout d'une question de situation géographique. La France, un état démocratique, n'a pas le suffrage féminin et les Françaises ne le réclament pas. C'est pourquoi la loi n'y a jamais été sanctionnée après son adoption par la Chambre.

Le représentant de Montréal-Saint-Jacques (M. Vautrin) avait dit qu'à la suite d'un vote anti-féministe, un journal avait déclaré: "Les femmes obtiendront quelque chose de la Législature de Québec lorsque la Chambre ne sera composée que de célibataires et de maris heureux. Je ne sais rien des célibataires. Quant aux maris, s'ils sont heureux, c'est parce que leurs femmes restent chez eux. Je crois que cette Chambre est composée d'hommes heureux en ménage et que la majorité de ceux-ci désirent garder leur épouse à la maison.

(Rires et applaudissements)

Des députés: Elles peuvent tout de même sortir une fois tous les quatre ans.

(Rires)

M. Bédard (Québec-Comté): Dans les autres provinces, on reconnaît que notre système est le bon. Il n'est pas temps de changer de système pour plaire à une infime minorité.

Puis, l'honorable député nous a parlé de nos institutrices. Si on enlève les religieuses dévouées qui ont consacré leur vie aux enfants de cette province, en trouvera-t-on beaucoup qui ont sacrifié foyer et enfants pour exercer cette profession? L'institutrice qui fonde un foyer n'est pas moins dévouée à sa cause. À part les religieuses, les filles occupées à enseigner ne font cela qu'en attendant de se marier. Quelques-unes seulement considèrent l'enseignement comme autre chose qu'un état transitoire.

Le député de Montréal-Saint-Jacques nous a dit aussi qu'un bon mari fait de son épouse sa confidente. Je l'admets, car cela est à la fois nécessaire et pratique, les femmes de notre province

possédant justement les qualités requises pour agir comme conseillères auprès de leur mari; le recul qu'a la femme par rapport aux conflits et à l'agitation de la vie lui permet de conseiller son mari de façon simple et objective, mais cela est dû au fait qu'elles sont à l'extérieur de la politique et ont donc une vision plus claire des choses. Je crois que la femme est heureuse dans notre province, pourquoi chercher à modifier son état et à lui créer des ennuis? Elles sont satisfaites du rôle de conseillères qu'elles jouent auprès de leurs époux. Et c'est parce que ceux-ci sont heureux qu'ils veulent garder leurs épouses au foyer. Notre système repose sur la famille et le chef de famille, celui qui a les responsabilités et les obligations, c'est l'homme.

D'autres provinces ont donné aux femmes le droit de vote. C'est très bien. C'est leur affaire et nous ne leur en voulons pas, mais il se peut qu'ils regrettent un peu ce geste. Il est aussi à noter que les autres parties du monde, qui ont donné le droit de vote à leurs femmes, ne nous reprochent pas de ne pas suivre le pas. Certains voudraient peut-être rebrousser chemin, mais il est trop tard.

Il lit alors plusieurs coupures de presse à l'appui de ses allégations.

La province de Québec n'a aucun besoin de rougir. Nous ne sommes pas en retard sur notre temps et il n'y a aucun besoin de changer le rôle de nos femmes. Je n'ai aucun doute que la femme est aussi compétente à juger de la politique que l'homme, mais comme l'a dit le député de Montréal-Saint-Jacques, son rôle est celui d'éducatrice. Une des dames qui a été la plus active dans la promotion du mouvement féministe nous a dit que le rôle des femmes est de façonner l'âme de la nation. Je n'y vois pas d'inconvénient et qu'elles continuent à le faire, car c'est un travail éducatif, un travail noble et de grande valeur, que de prendre soin des cœurs et des âmes de nos enfants.

Ce rôle est trop noble, trop grand, pour que, par une législation inopportune, on lui enlève. Qu'elle poursuive son œuvre et les lois n'étant que le reflet de l'âme d'un peuple, même si les lois sont faites par les hommes, la femme aura le mérite des législations en formant l'âme du peuple, en façonnant les lois dans le cœur et l'esprit de l'enfant.

Il n'y a aucun désir de la part des femmes du Québec de s'ingérer dans ce qui constitue des prérogatives masculines à part entière, et je crois que ce qu'elles désirent vraiment, c'est de laisser les choses telles qu'elles sont. Il n'est pas juste de la part de l'honorable député de Montréal-Saint-Jacques de dire qu'il serait injuste de rejeter le bill, car cette

législation n'est pas voulue par l'ensemble des femmes de la province de Québec.

Il nie que le Québec a été injuste de quelque façon que ce soit envers les femmes vivant à l'intérieur de ses frontières, et fait état du rapport de la commission Dorion sur les droits civils des femmes comme un exemple de la considération donnée aux femmes de la province par la Législature.

Il affirme qu'il s'oppose au suffrage féminin, non pas parce qu'il a une mauvaise opinion des femmes, car il croit qu'elles sont aussi intelligentes que les hommes, mais il les croit plus intéressées à bien former la nouvelle génération qu'à la politique ou à l'appropriation des prérogatives des hommes, et il soutient qu'en proposant l'amendement, il ne refuse pas aux femmes ce qu'elles désirent réellement, mais bien quelque chose qu'elles n'ont pas demandé.

Je crois donc exprimer le sentiment de la majorité des députés de cette Chambre en sollicitant l'autorisation de proposer par voie d'amendement, appuyé par le représentant de Saint-Sauveur (M. Cantin)² que la motion en discussion soit amendée en en retranchant le mot: "maintenant" et en y ajoutant les mots: "dans six mois".

(Applaudissements)

Des députés: Laissez tomber! Adopté!

L'honorable M. McMaster (Compton):

M. l'Orateur, s'il m'est permis de citer en exemple une expérience personnelle, je me rappelle un jour, il y a plusieurs années, alors que je voyageais dans un comté que j'avais à ce moment-là l'habitude de désigner comme le plus beau de la province de Québec, le comté de Brome. Un beau matin, j'entrai dans une maison de ferme où je trouvai la maîtresse de maison entourée de ses enfants et bien occupée à s'acquitter de ses tâches domestiques, et je lui dis que, cette année, elle avait le droit de vote aux élections fédérales. Elle répliqua: "Une autre besogne pour les femmes!"

Le même après-midi, j'entrai dans une autre maison de ferme où je rencontrai une femme célibataire à qui je donnai la même information. Elle me demanda immédiatement des explications en disant: "Sans avoir de mari?" et d'ajouter: "Mais il faut sûrement être propriétaire foncier?" Je m'empressai de lui expliquer les choses, ce sur quoi elle me dit: "Oh, une femme devra voter parce qu'elle est une personne?" Ainsi, Messieurs, il y eut une femme dans ces hautes terres des Cantons-de-l'Est qui, en une seconde, en vint à la conclusion que le

comité judiciaire du Conseil privé a mis beaucoup de temps à tirer. Voilà comment, dans notre bonne campagne québécoise, le suffrage féminin a été accueilli.

Je ne crois pas que cette discussion sera bien longue, M. l'Orateur. L'honorable député qui vient de reprendre son siège nous a dit que la femme est aussi intelligente que l'homme. Si c'est le cas, permettez-moi d'ajouter qu'elle est aussi bien équipée sur les plans moral et intellectuel. Ainsi, pourquoi ne devrait-elle pas avoir le droit de vote? Je dirais que l'honorable député se trouve condamné par sa propre bouche.

J'appuie le projet de loi. L'on reconnaît aux femmes des talents égaux à ceux de l'homme; le suffrage féminin est le progrès logique des démocraties.

Autrefois, le vote était très restreint. Les classes populaires n'avaient pas droit de vote. Puis, les démocraties vinrent et peu à peu, avec les années, les classes populaires obtinrent la reconnaissance de leurs droits. Au lendemain de toutes les guerres, les pays démocratiques ont fait des changements radicaux à leurs systèmes politiques. Les conditions économiques ont évolué depuis.

Il existe deux principaux motifs en faveur de cette mesure. Tout d'abord, elle s'inscrit dans l'évolution logique de la démocratie. On assiste après chaque grande guerre à une période de réaction. Nous avons vu cela dans bien des pays, et dans certains, ce sont des dictatures qui ont pris place. Cependant, je crois que les dictatures sont toujours temporaires, et cela, nous l'avons vu en Espagne il y a quelque temps lors de l'instauration d'une administration de nature plus constitutionnelle.

Je considère le droit de vote des femmes comme l'évolution logique de la démocratie. En Grande-Bretagne et en France, au siècle dernier, le vote était restreint. En Angleterre, cette restriction était très marquée avant l'adoption de la loi de réforme (Reform Act) en 1832, mais les classes aristocratiques britanniques furent sages en ce qu'elles accédèrent aux demandes du peuple, évitant ainsi la révolution. En France, située juste l'autre côté de la Manche, on n'entendit pas le suffrage, et la Révolution française éclata en 1830.

En Angleterre, en 1867 ou 1868, M. Disraeli vainquit les whigs et élargit le vote, et quelques années plus tard, John Stuart Mill proposa une loi donnant le droit de vote aux femmes, qui fut défaite par seulement 71 votes dans une Chambre composée de 600 députés. À partir de ce moment, les femmes de l'Angleterre et du monde entier ont insisté pour

avoir le droit de vote. Fait intéressant pour les députés de cette Chambre, dès 1880, les femmes de l'île de Man ont eu le droit de voter pour les députés de leur propre chambre du Parlement, connue sous le nom de la Maison des clefs (House of Keys). Aujourd'hui, cette petite île est toujours aussi paisible et prospère.

La cause du succès des démocraties, c'est l'appui donné aux gouvernements par le plus grand nombre des membres de ces démocraties. Elle repose dans le nombre de ses sujets intelligents et cultivés. En fait, la démocratie a besoin de l'appui du plus grand nombre des personnes cultivées, intelligentes, désintéressées, et le temps est venu d'accorder le droit de vote aux femmes. En refusant le droit de vote aux femmes de notre province, nous privons notre démocratie du concours de la moitié de nos gens intelligents et cultivés. D'où le suffrage féminin est la conséquence logique du progrès des démocraties.

La démocratie n'a pas rempli toutes ses promesses, mais elle a permis une amélioration des conditions des enfants et des femmes de même que du traitement des pauvres; dans ce sens, on peut vraiment parler de progrès dus à la démocratie. C'est grâce à la démocratie que les enfants sont mieux éduqués et que femmes et enfants jouissent d'un meilleur traitement qu'il y a 150 ans. Et rappelez-vous que le suffrage féminin n'est que l'élargissement de la démocratie.

Je ne crois pas qu'il soit nécessaire de répéter les arguments de l'honorable député de Montréal-Saint-Jacques, qu'il a présentés de si belle façon et, si je puis dire, avec tant de courage lorsqu'il a parlé en faveur de ce bill.

Il s'agit d'une question de justice, M. l'Orateur, car le principe fondamental selon lequel il ne peut y avoir de taxation sans représentation demeure. Le principe qu'il ne doit pas y avoir de taxation sans représentation s'applique aux femmes qui, de nos jours, jouent un rôle considérable dans notre vie économique. Qu'on le veuille ou non, les femmes font maintenant partie de la vie économique de notre pays et de notre province; en effet, on trouve des femmes en grand nombre dans les usines, les services de la comptabilité et les bureaux gouvernementaux. Certains disent qu'une malédiction pèse sur cette génération et que ses femmes sont peu féminines. Personnellement, je ne suis pas d'accord avec ceux qui pensent que l'entrée des femmes dans le monde des affaires est une catastrophe.

Je crois qu'une femme qui travaille dans le monde des affaires en est plus heureuse. On dit que

les femmes ne seront pas plus heureuses avec le privilège de voter. Je prétends que les femmes d'aujourd'hui sont plus heureuses que leurs grands-mères, précisément parce qu'elles ont obtenu des privilèges.

Toute femme désire un foyer et des enfants, mais personne ne peut dire qu'une femme qui a travaillé comme sténographe ou institutrice devient, dès lors, inapte à sa vie ultérieure; au contraire, cela lui bénéficie, car cette expérience en affaires lui permet de mieux apprécier les problèmes de son mari et de compatir avec lui dans les situations auxquelles il doit faire face tous les jours.

Comme je l'ai déjà dit, l'entrée de la femme dans la vie économique est un fait accompli, et comme elle est taxée, directement ou indirectement, la femme a sans nul doute le droit de voter.

Il y a un autre aspect à cette question dont la Chambre devrait prendre connaissance. Les femmes de toutes les autres provinces du Canada et de chaque État des États-Unis ont le droit de vote, de même que dans la plupart des pays importants d'Europe, et on devrait leur donner le même droit dans la province de Québec. Pourquoi devrait-on leur refuser ce droit dans la province de Québec? M. l'Orateur, il faut l'admettre, que nous le veuillions ou non, les femmes de la province de Québec ne resteront pas longtemps dans une position différente et, selon moi, inférieure, de celle des femmes des autres provinces du dominion et des États de la république voisine.

(Applaudissements dans la galerie des dames)

J'en suis convaincu. Tôt ou tard, il faudra accorder le suffrage aux femmes. C'est inévitable. Pourquoi ne pas leur accorder ce privilège dès aujourd'hui?

La France, au moins en ce qui concerne une Chambre, l'Allemagne, l'Angleterre et d'autres pays ont accordé aux femmes le droit de vote, et on ne peut guère penser que, dans notre province de Québec, où elle vote déjà aux élections fédérales, la femme serait exclue de façon permanente des décisions qui relèvent du provincial.

Je vous soumets ceci. Chaque homme dans cette Chambre est un politicien actif. Alors, je vous le demande, comment les femmes de ce pays se comportent-elles? Ne se montrent-elles pas aussi dignes et aussi intelligentes que les hommes? Je crois que la femme fait avancer chaque domaine dans lequel elle pénètre, et que le dominion du Canada s'en trouve mieux, et non pire.

Je ne crois pas que toutes les femmes soient des anges, bien que ce semble être le sentiment de

certain. Je crois, cependant, qu'elles sont aussi actives, aussi énergiques et aussi patriotiques que les hommes et qu'elles ont autant de principes que les hommes. Le suffrage féminin s'en vient, M. l'Orateur, et si le bon Dieu m'accorde une durée de vie moyenne, les femmes de la province de Québec auront le vote de mon vivant, même si cette Chambre se déclare opposée à cette mesure aujourd'hui.

Cela me fait penser à un certain grand roi anglais qui céda aux adulations des gens de sa cour au sujet de sa puissance, et fit placer une chaise au bord de la mer, devant les vagues qui déferlaient sur le rivage. Ses partisans lui dirent qu'il n'avait qu'à ordonner à la mer de se retirer et qu'elle lui obéirait. Mais la mer continua à avancer jusqu'à ce qu'il fallut reculer la chaise.

M. l'Orateur, je ne voudrais pas voir la province de Québec forcée de reculer sa chaise; je voudrais plutôt la voir décider que si les femmes désirent avoir le droit de vote, alors elles l'auront, pour le bien commun, la prospérité et le bonheur de cette province.

M. Smart (Westmount): Je n'ai pas l'intention d'ajouter aux arguments déjà si habilement présentés par ceux qui ont participé au débat. Je voudrais seulement dire que j'ai toujours voté en faveur de ce bill et que c'est ce que je vais faire à nouveau, car il me semble que les femmes de la province de Québec ont le droit de voter sur des questions touchant le foyer.

Il déclare qu'il a toujours été en faveur de ce mouvement progressif. Il fait allusion au changement de statut économique des femmes survenu au cours des dernières années et il déclare que leurs efforts dans le domaine économique leur donne le droit de prendre leur place dans l'arène politique.

J'espère qu'après avoir écouté les arguments si habilement présentés dans ce dossier, les membres de cette Assemblée voteront, non pas en faveur de l'amendement, mais en faveur du bill, pour donner aux femmes l'occasion de dire leur mot. Bien des gens qui s'y opposent tiennent beaucoup à ce que les femmes votent, quand il s'agit des élections fédérales.

M. Oliver (Brome): Je n'avais pas l'intention de participer à cette discussion et, si je le fais, c'est pour vous dire que j'essaie de voter dans le sens de la volonté de mes électeurs. J'ai essayé de déterminer ce qu'ils veulent. Mon comté comprend une majorité d'électeurs de langue anglaise, et la plupart sont en faveur, tandis que les autres m'ont habilité à voter comme je l'entends.

Il explique qu'il a observé l'évolution des conditions au cours du dernier siècle: alors que les femmes pouvaient jadis porter des vêtements faits maison, elles sont maintenant souvent obligées de travailler, afin de pouvoir porter des vêtements modernes. Il compte voter en faveur du bill. Autrefois, les femmes faisaient à la maison beaucoup d'ouvrage pour les industries domestiques, mais cela n'est plus le cas. Les femmes doivent maintenant se battre pour gagner leur vie sur le marché du travail. Elles ne sont plus des êtres protégés et ont le droit d'avoir leur mot à dire sur les sujets d'intérêt public.

Ce ne sont pas toutes les femmes, fait-il remarquer, qui choisissent de faire du mariage une carrière, et il faut tenir compte de celles qui participent au monde économique et n'ont pas de responsabilités familiales.

L'honorable M. David (Terrebonne): Depuis plusieurs années, M. l'Orateur, j'ai coutume de demander qu'on vote pour le compte d'hommes plutôt que de femmes. Aujourd'hui, je réalise la responsabilité que je prends en m'attaquant à une majorité. Je sais que je vais rompre une lance avec l'honorable premier ministre, le jour de sa fête, et je le regrette, mais pour les femmes, je la romprai.

Je suis bien au courant, dit-il, qu'à l'heure actuelle, la majorité ne partage pas mes opinions sur le suffrage féminin, mais néanmoins, je crois fermement que la femme de l'ère moderne a le droit de voter, l'ayant amplement mérité par sa participation au monde économique.

Du discours du représentant de Québec-Comté (M. Bédard) je retiens ceci, qu'il a eu la galanterie de ne pas ajouter trois mois à sa proposition. Il a proposé le renvoi du bill à six mois. Il nous a dit que la femme n'a pas d'égal pour ce qui de façonner le cœur et l'âme, et qu'on ne peut rien lui refuser... rien sauf le vote, à un moment où le monde entier a reconnu sa position et que seule cette province de Québec s'élève contre elle. M. l'Orateur, on est prêt à tout donner à la femme, excepté le suffrage. Comment peut-on déclarer qu'il n'y a rien comme la femme pour façonner l'intelligence et le cœur du peuple, puis l'on vient lui refuser le suffrage? On a permis à la femme de travailler à l'extérieur de son foyer, on l'a encouragée à s'occuper des œuvres de bienfaisance, on l'a en somme extériorisée. On ne peut maintenant venir lui dire que c'est par crainte de la voir quitter son foyer qu'on lui refuse le droit de vote.

Au cours des 50 ou 60 dernières années, on a vu tellement de changements dans les conditions de

vie que le statut de la femme a complètement changé. Le mode de vivre a subi des modifications profondes. Elles ont influé sur la femme. Autrefois, la femme était la gardienne du foyer où, comme le dit Louis Edmond, elle exerçait son règne. C'était alors l'époque chère à ceux qui placent la femme sur un piédestal d'où on ne devrait pas la descendre. C'était l'époque où la bonté, le charme et la beauté de la femme brillaient dans les salons, où son intelligence ne devrait sortir des limites des quatre murs sur lesquels pendaient des soies rares.

On lui concédait qu'elle avait le droit de régner dans son salon par son charme et sa beauté, mais pas ailleurs. C'était l'époque où la vie était plus facile, où l'homme, même d'un modeste talent, pouvait faire vivre sa famille. L'éducation de la jeune fille était tout autre. C'était l'époque où l'on préparait la jeune fille à être une grande dame ou une honnête bourgeoise capable de bien tenir sa maison. Lorsqu'elle y parvenait, et si elle faisait cela d'une façon satisfaisante, on disait alors qu'elle faisait une belle vie.

Mais la femme comme l'homme, Québec comme Ontario, le Canada comme la France, et la France comme l'Allemagne et les États-Unis ont suivi les contrecoups de l'évolution. Aujourd'hui, la province de Québec a subi l'effet des choses, des événements, comme tous les pays. Aussi, nous n'avons pas droit de considérer aujourd'hui le problème féminin avec les yeux, avec les intelligences de nos ancêtres. Nous n'avons pas le droit de juger la situation des femmes dans le monde, comme on le faisait il y a 50 ans.

Je fais une énorme différence entre la suffragette et la féministe, entre celle qui casse les vitres et celle qui, par son jugement, essaie de se concilier des amitiés et veut améliorer le sort de ses concitoyennes. Je profite de la circonstance pour dire que, si certaines sympathies manquent au mouvement féministe, c'est le résultat de certaines exagérations causées par certaines exagérées. Autrefois, la jeune fille qui travaillait était presque considérée comme une paria. Aujourd'hui, on prépare la jeune fille pour qu'elle soit capable, si le besoin se présente, de travailler. Aujourd'hui, la jeune fille qui quitte sa demeure pour aller travailler au bureau, à l'usine, dans les maisons de banques, dans les industries, n'est plus considérée comme paria. Aujourd'hui, elle travaille dans les bureaux, au Parlement, dans les cabinets d'avocats. On l'admire et bien des patrons ne voudraient pas changer ses services pour ceux d'un homme. Ils ont la garantie d'un travail honnête et dévoué. Sa fidélité et son honnêteté sont au-dessus de tout soupçon.

Pendant qu'elle ira voter, dit-on, la femme négligera son foyer. Est-ce qu'on empêche la femme de travailler sous prétexte qu'elle ne doit pas sortir du foyer? D'où alors vient cette crainte de permettre à la femme de descendre de son piédestal pour participer à la vie politique? Mais que pense-t-on alors de la pauvre femme qui part le matin, son déjeuner sous le bras pour aller gagner la vie de sa famille? Nous avons forcé ou permis aux femmes de prendre part au développement économique de notre pays. Nous avons dès alors permis à la femme d'aller à l'usine et à la manufacture, où elles gagnent de l'argent pour contribuer au soutien de leur famille, et de laisser trois, quatre et cinq enfants à la maison. Et nous leur défendons de voter en disant que cela pourrait les éloigner de leur foyer? Défendons-nous aux enfants de 15 ans d'aller travailler dans les usines? Leur défendons-nous d'aller travailler dans les bureaux pour subvenir aux besoins de leur famille? Défendons-nous aux femmes mariées d'occuper des postes de bureau?

L'éloignement du foyer ne constitue pas un véritable argument; et si on le considérait ainsi, il s'agirait d'un argument bien pénible à écouter. S'il est vrai que la femme fait sa part de travail, si des jeunes filles, si des femmes chargées de familles contribuent à la vie et au développement économique de notre province, si elles contribuent à enrichir notre peuple, si personne ne peut les remplacer dans l'éducation de nos enfants, pourquoi les empêcher de venir délibérer avec les hommes sur des questions qui intéressent la famille, la société l'enfance et l'hygiène au point de vue de l'éducation? Pourquoi leur refuserait-on le droit de vote?

Les femmes votent aux élections fédérales. Elles rendent service au Canada. Est-ce que leur présence ne donne pas de la dignité aux assemblées politiques? L'expérience a montré qu'elles savent donner aux assemblées publiques électorales plus de dignité et de respect. Elles obligent les adversaires à se respecter. Des scènes disgracieuses ne se passeraient pas dans certaines assemblées, si les femmes y étaient admises.

On dit que la femme néglige ses devoirs de mère de famille, si elle va voter. Qui pourra faire croire à un seul membre de cette Chambre que la femme négligera son foyer en allant voter? J'ai rarement vu une entrevue plus solide que celle accordée par la sénatrice Cairine Wilson le lendemain de son admission au Sénat à Ottawa, où elle a affirmé que "L'honneur que l'on m'a rendu ne m'empêchera pas de m'occuper de mon foyer et de veiller à l'éducation de mes huit enfants". La femme

est destinée au mariage. Elle sera toujours attirée vers le mariage. Le fait de voter ne l'éloignera jamais de son rôle maternel. Il y a, dans toute petite fille, un cœur de mère de famille. Nous voyons dans chaque petite fille cet amour des poupées qui se traduira plus tard dans la réalité. Comme enfant, elle répand son amour sur les poupées qu'elle couche chaque soir et qu'elle réveille tous les matins.

(Applaudissements)

La femme est la collaboratrice de l'homme. Il y a même, à Montréal, une classe d'hommes et de femmes avocats, où mari et femme travaillent ensemble, et je ne crois pas que qui que ce soit ne s'en porte plus mal. Si jamais j'ai entendu des paroles éloquentes, c'est bien l'an dernier lors du décernement des prix du Mérite agricole, alors qu'un brave cultivateur à qui on demanda de prendre la parole déclara: "Si j'ai eu quelques succès, c'est à ma femme que je les dois, car ma femme et moi, nous avons travaillé péniblement."

Quand il s'agit d'aller aider les sœurs dans les hôpitaux, d'aller veiller sur des malades pauvres, on dit aux femmes: "Sortez de votre foyer, c'est le devoir de la femme de se pencher sur les souffrances humaines." On permet à la femme de travailler, on lui demande de se pencher sur la misère humaine, de quitter son foyer et descendre dans les ruelles pour recueillir les pauvres petits enfants et les femmes en couche. On leur demande de se faire les collaboratrices des religieuses de nos institutions de bienfaisance, mais on leur refuse le droit de vote en disant que cela les éloignera de leur foyer.

Tous, nous sommes pour le suffrage universel, mais nous n'osons pas l'avouer. Cependant, on n'a jamais calculé la valeur intellectuelle ou morale de l'homme avant de lui accorder le droit de vote. Le plus irresponsable des hommes, pourvu qu'il ne soit pas enfermé, pourrait voter alors que la femme intelligente en est privée. C'est ainsi qu'une Curie, une femme de génie ne pourrait voter parce que son cerveau ne pèse pas assez, parce que son intelligence n'est pas assez élevée. Si nous avions une madame Curie, nous ne pourrions lui donner le droit de voter chez nous!

Je ne connais pas de plus belle parole que celle de la mère de Louis-Joseph Papineau. Elle se présente au poll. On lui demande: "Pour qui votez-vous?" Elle répond: "Je vote pour mon fils, non pas parce qu'il est mon fils, mais parce que je crois sincèrement qu'il est un honnête homme". Voilà une parole qui fera beaucoup pour assurer le droit de vote aux femmes. Ce sera le vote de la femme demain. Donnez à la femme une influence politique et cette influence secondera toujours un gouvernement

soucieux du bien-être de la prospérité et de la grandeur d'un peuple.

On dit que les femmes ne connaissent pas les questions politiques. Pourquoi? Parce que lorsqu'une femme demande une explication à son mari, il lui répond: "Ce n'est pas de tes affaires". On prétend que la majorité des femmes n'est pas en faveur du bill. Bien des lois ont été passées pour redresser des torts, protéger des minorités, alors qu'elles n'étaient pas demandées, et à peine voulues. Mais ces lois étaient nécessaires et elles vinrent à leur heure. Nous avons, par exemple, la loi qui permet à tous les hommes de plus de 21 ans de voter dans certaines municipalités, même s'ils ont des arriérés de taxes. Le gouvernement du jour a simplement adopté la loi sans demander l'avis des propriétaires.

Le suffrage féminin est une question libre. Libéraux et conservateurs peuvent être unis sur ce projet. Je connais les opinions des députés de cette Chambre et je les respecte. L'honorable trésorier de la province (M. McMaster) a dit avec raison: "Que nous le voulions ou non, tôt ou tard, les femmes obtiendront le droit de vote dans Québec". Pourquoi ne serait-ce pas la Législature de 1930 qui ferait le geste qu'une Législature fera un jour, inévitablement? J'ai donné mon opinion. Je n'ai jamais varié sur cette question. On a dit que c'est la quatrième fois que ce bill est soumis à la Chambre. Preuve que les vrais principes ne meurent pas, puisque celui-ci ressuscite après avoir été tué trois fois. Je voterai pour, encore une fois, car je crois que l'on doit avoir le courage de ses convictions.

L'amendement est mis aux voix.

Des députés: Adopté... défait...

M. l'Orateur: À mon avis, le non l'emporte. Convoquez les députés.

M. Sauvé (Deux-Montagnes) entre pour prendre part au vote, mais comme le Président a soumis l'amendement à la Chambre, il est trop tard et il veut se retirer.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) demande qu'on permette au représentant des Deux-Montagnes (M. Sauvé) de venir prendre son siège pour voter.

L'amendement étant mis aux voix, la Chambre se divise. Les noms sont appelés et inscrits comme suit:

Pour: MM. Authier, Baillargeon, Bédard, Bergeron, Blain, Bouthillier, Cantin, Caron, Casgrain, Charbonneau, Côté, Dansereau, Desmarais, Dufour, Dugas, Farand, Frigon, Gagnon, Galipeault, Godbout, Grant, Houde, Lamoureux, Laperrière, Leduc, Lemieux (Gaspé), Lemieux (Wolfe), McDonald, Messier, Moreau (Lac-Saint-Jean), Moreault (Rimouski), Ouellet, Perrault, Perron, Phaneuf, Piché, Renaud, Roy, Samson, Saurette, Sauvé, Savoie, Taschereau, Turcotte, 44.

Contre: MM. Bastien, Bercovitch, Bissonnet, Bullock, Cohen, David, Dillon, Drouin, Fortin, Gault, Gauthier, Laferté, Lafleur, Lahaie, Lapierre, McMaster, Mercier fils, Oliver, Papineau, Plante, Poulin, Smart, Tremblay, Vautrin, 24.

Ainsi, l'amendement est adopté.

La motion principale étant mise aux voix, la Chambre se divise et l'adopte.

L'honorable M. David (Terrebonne): Tout est perdu, fors l'honneur!

Messages du Conseil législatif:

M. l'Orateur informe la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté, sans amendement, les bills suivants:

- bill 6 modifiant les articles 1056 et 2262 du Code civil;
- bill 87 modifiant la charte de la ville Saint-Laurent.

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté, avec certains amendements qu'il la prie d'agréer, les bills suivants:

- bill 82 déterminant la limite est de la ville de Bagotville;
- bill 88 ratifiant le règlement no 187, nouvelle série, de la ville de Saint-Jérôme, accordant une évaluation fixe, pour fins de taxes municipales, à The Dominion Rubber Company Limited;
- bill 92 modifiant la charte de la Quebec & Western Railway Company.

Ville de Bagotville

La Chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 82 déterminant la limite est de la ville de

Bagotville. Lesdits amendements sont lus deux fois et adoptés sur division.

Il est ordonné que le greffier porte de nouveau le bill au Conseil législatif et informe les honorables conseillers que cette Chambre a accepté leurs amendements.

The Dominion Rubber Company

La Chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 88 ratifiant le règlement no 187, nouvelle série, de la ville de Saint-Jérôme, accordant une évaluation fixe, pour fins de taxes municipales, à The Dominion Rubber Company Limited. Lesdits amendements sont lus deux fois et adoptés sur division.

Il est ordonné que le greffier porte de nouveau le bill au Conseil législatif et informe les honorables conseillers que cette Chambre a accepté leurs amendements.

The Quebec & Western Railway Company

La Chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 92 modifiant la charte de la Quebec & Western Railway Company. Lesdits amendements sont lus deux fois et adoptés sur division.

Il est ordonné que le greffier porte de nouveau le bill au Conseil législatif et informe les honorables conseillers que cette Chambre a accepté leurs amendements.

Code de procédure civile, article 599

M. Bercovitch (Montréal-Saint-Louis) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 171 modifiant l'article 599 du Code de procédure civile soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

Ratification de contrats concernant la ville de Montréal

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 46 ratifiant certains contrats concernant la cité de Montréal.

Adopté. Le comité, ayant étudié le bill, en fait rapport sans amendement.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Animaux sauvages vivant en captivité

L'honorable M. Laferté (Drummond) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 41 modifiant la loi de la chasse relativement aux animaux sauvages vivant en captivité.

Adopté. Le comité, ayant étudié le bill, fait rapport qu'il l'a adopté avec certains amendements. Les amendements sont lus deux fois et adoptés.

L'honorable M. Laferté (Drummond) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Loi de la police et du bon ordre

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 15 modifiant la loi de la police et du bon ordre soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

Anniversaire du premier ministre³

L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay): La Chambre me permettra, avant l'ajournement, d'exprimer à l'honorable premier ministre des sentiments que nous ressentons tous à l'occasion de son anniversaire de naissance.

(Applaudissements soutenus)

Soixante-trois ans peuvent paraître beaucoup, mais quand on les porte aussi allègrement que l'honorable premier ministre, malgré ses durs travaux, la croissance continue de sa tâche, les austérités du travail et la politique, il n'y a pas lieu de s'en plaindre.

Né en 1867, pour ainsi dire avec la Confédération canadienne, il a grandi avec elle et assisté aux événements remarquables qui se sont

déroulés depuis. Député à cette Assemblée par son cher comté de Montmorency depuis une trentaine d'années, membre du gouvernement de sa province depuis plus d'un quart de siècle, il a participé largement au développement de son pays, à son essor et à sa prospérité. Premier ministre depuis 10 ans, il a consacré au service de sa province ses meilleures années, ses énergies et son talent. L'honorable premier ministre est un de ces rares hommes publics intègres qui peuvent fièrement jeter un regard en arrière, et les réminiscences du passé sont douces pour celui qui n'a jamais failli ni à l'honneur, ni à son devoir.

On me permettra d'associer dans cette pensée la digne compagne de sa brillante carrière. L'appui moral qu'apporte une excellente épouse, la sérénité qu'elle fait rayonner au foyer de l'homme public est peut-être pour lui le meilleur gage d'une longue vie, quelque laborieuse qu'elle soit. L'honorable premier ministre voudra bien transmettre à madame Taschereau le respectueux hommage de notre administration. Membre d'une famille illustre, il en a continué les belles traditions en donnant à sa province une famille distinguée et honorable.

Les divergences d'opinions politiques n'empêchent pas les bons citoyens d'estimer hautement leurs dirigeants. Tous s'accordent à reconnaître le talent et l'intégrité de notre premier ministre, et tous les membres présents se joindront à moi pour lui offrir nos vœux les plus sincères de santé et de longue vie.

(Applaudissements soutenus)

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Les âpretés de la politique rendent parfois difficile la réconciliation de la logique avec les convenances sociales. Cependant, il est des moments où les combattants doivent cesser les hostilités pour, eux aussi, retremper leur âme aux sources les plus limpides de la société. Le destin veut que je me fasse l'interprète de mes collègues de l'opposition en adressant des félicitations et des souhaits d'anniversaires au chef de cette Chambre.

(Applaudissements soutenus)

C'est avec plaisir que j'ai accepté cette tâche délicate mais agréable.

Malheureusement, je n'ai pas eu, comme bien d'autres de mes amis de la droite, l'occasion de connaître et d'apprécier les plus fortes qualités de l'honorable premier ministre, mais j'en sais assez pour souhaiter sincèrement longue vie au membre éminent d'une famille de race qui occupe une place considérable dans l'histoire du Canada, à l'époux et

père profondément dévoué à son foyer, à l'avocat de premier ordre et au citoyen qui est au premier poste de la vie publique dans sa province, ainsi que pour offrir à madame Taschereau et à sa famille l'expression que nous leur devons en cette circonstance.

Je le vois devant moi depuis plus de 20 ans, presque toujours à la même place, à la droite de cette Chambre, dépensant sa vie, ses talents aux activités de la politique. C'est si fatigant de rester longtemps à la même place que je lui souhaite une bonne santé et encore de longs jours, afin qu'il ait le temps de se reposer dans une heureuse retraite ou de s'acclimater aux froides régions de l'opposition pour y méditer sur ses années de pouvoirs et sur les rêves de sa brillante jeunesse.

Un bon Canadien ne vit pas 20 ans en lutte avec un compatriote, même violent, sans sentir un lien de contact qui l'intéresse de plus en plus à l'existence de son adversaire. C'est le sentiment qui me vint à l'esprit quand l'anniversaire du premier ministre a été annoncé à cette Chambre aux applaudissements de la députation. C'est dire combien je suis impressionné de l'honneur qu'on m'a fait en me fournissant aussi l'occasion d'adresser au premier ministre l'expression de courtoisie que je lui devais moi-même.

(Applaudissements soutenus)

M. Gault (Montréal-Saint-Georges): Au nom des députés anglais de l'opposition et de tous mes collègues de langue anglaise en cette Chambre, je tiens à m'unir à ceux qui viennent de parler pour souhaiter longue vie et bonheur à l'honorable premier ministre de cette province et à sa famille.

(Applaudissements)

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): M. l'Orateur, mes chers amis, je regrette sincèrement que l'honorable député de Montréal-Saint-Jacques (M. Vautrin) ait choisi ce jour pour présenter son bill.

Car je me vois forcé de dire à toutes les jolies femmes qui ont assisté nombreuses à la séance que j'ai 63 ans aujourd'hui et que je suis dans la vie publique depuis 30 ans. Elles ne m'auraient probablement pas cru, mais j'aurais préféré essayer de leur cacher.

Je remercie mon collègue et ami l'honorable ministre des Terres et Forêts (M. Mercier fils). L'amitié fait dire de jolies choses. Il a laissé parler son cœur et sa vieille amitié, et je lui exprime ma plus vive gratitude pour ses bonnes paroles.

Je remercie aussi mon ami l'honorable député des Deux-Montagnes (M. Sauvé). Ses souhaits m'ont profondément touché, et l'estime qu'il me témoigne, il peut être certain que je le lui rends bien, car les années que nous avons siégées ensemble m'ont appris, moi aussi, à l'estimer hautement et à l'apprécier. Oui, il est vrai que nous sommes en face l'un de l'autre depuis longtemps.

Je siége en face du député des Deux-Montagnes depuis plus de 20 ans. Nous avons maintes fois croisé le fer ensemble, et parfois d'une façon très violente. Mais le geste du député des Deux-Montagnes, cet après-midi, montre à la Chambre et à notre population qu'on peut croiser le fer et différer d'opinion et encore s'estimer. Il est bon d'oublier nos luttes et de montrer les beaux sentiments qui nous animent. Nos différends ne doivent pas les atténuer.

Je remercie aussi l'honorable député de Montréal-Saint-Georges (M. Gault). Il m'a souhaité longue vie. Qu'il soit convaincu que je ferai mon possible pour que ses souhaits se réalisent.

M. l'Orateur, je sens que ce jour est devenu presque un fardeau pour mes amis. Tous les ans, il faut ajouter une rose à cette gerbe. Comme je l'ai déjà dit précédemment, il est un temps où le jour de la naissance est une fête, puis plus tard c'est un anniversaire. Cette année vous en avez fait une fête et je vous en remercie du plus profond de mon cœur. Je vous remercie au nom de celle qui est la compagne de ma vie et au nom de mon foyer. J'exprime, dit-il, le souhait de demeurer longtemps avec la députation. Le député des Deux-Montagnes a été si aimable comme chef de l'opposition que je ne me sens pas le courage de lui souhaiter de prendre ma place.

J'oubliais de dire qu'une des belles gerbes de roses que l'on m'a offertes vient des femmes.

L'honorable M. David (Terrebonne): Vos futures collègues.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Je les remercie. On a dit au cours de la discussion que, dans le cœur des femmes, il y avait des trésors infinis de bonté et de tendresse. Je m'en aperçois. Je regrette d'avoir été dans l'obligation de voter contre leur bill. On m'a fait passer pour un ennemi de la cause féminine et on a dit que j'étais adversaire du suffrage des femmes. Du suffrage peut-être, mais pas des femmes dont j'ai toujours apprécié le charme et la délicatesse.

La séance est suspendue à 6 heures.

Reprise des travaux à 8 h 50**Demande et dépôt de documents:****Forces hydrauliques
de la province**

M. Guertin (Hull) propose, appuyé par le représentant de Montréal-Dorion (M. Blain), qu'il soit mis devant cette Chambre un état démontrant: 1. Quelles sont les forces hydrauliques de cette province qui ont été vendues, louées ou aliénées à des particuliers, à des compagnies ou des corporations; 2. Quels sont les noms des acheteurs, concessionnaires ou locataires; 3. Dans les cas de location, quels sont ceux qui ont, depuis la date du bail original, changé de locataires; 4. Quelle a été la date de la vente ou de la location par la province dans chaque cas; 5. Dans les cas de vente, quel en a été le prix et quelles étaient les conditions imposées; 6. Dans les cas de location: *a.* Quelle est la durée du bail; *b.* Quel est le loyer annuel ou autre redevance; *c.* Quelles sont les autres conditions principales de l'exploitation; 7. Quelle est la nature des restrictions quant à l'exportation dans chaque cas; 8. Quelles sont les chutes aménagées, à la connaissance du gouvernement, et donnez la capacité des installations de celles-ci.

Adopté.

L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay) dépose sur le bureau de la Chambre la réponse à un ordre, en date de ce jour, pour la production de copie d'un état démontrant: 1. Quelles sont les forces hydrauliques de cette province qui ont été vendues, louées ou aliénées à des particuliers, à des compagnies ou des corporations; 2. Quels sont les noms des acheteurs, concessionnaires ou locataires; 3. Dans les cas de location, quels sont ceux qui ont, depuis la date du bail original, changé de locataires; 4. Quelle a été la date de la vente ou de la location par la province dans chaque cas; 5. Dans les cas de vente, quel en a été le prix et quelles étaient les conditions imposées; 6. Dans les cas de location: *a.* Quelle est la durée du bail; *b.* Quel est le loyer annuel ou autre redevance; *c.* Quelles sont les autres conditions principales de l'exploitation; 7. Quelle est la nature des restrictions quant à l'exportation dans chaque cas; 8. Quelles sont les chutes aménagées, à la connaissance du gouvernement et donnez la capacité des installations de celles-ci. (Document de la session no 55)

Subsides

L'honorable M. McMaster (Compton) propose, selon l'ordre du jour, que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil pour que la Chambre se forme de nouveau en comité des subsides⁴.
Adopté.

En comité⁵:

L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay): Nous allons continuer l'étude de l'item pour la protection des forêts, \$468,000.

L'honorable M. McMaster (Compton) propose: 1. Qu'un crédit n'excédant pas quatre cent soixante-huit mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour protection des forêts, pour l'exercice finissant le 30 juin 1931.

L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay): C'est une augmentation de \$85,000.

M. Blain (Montréal-Dorion) interroge l'honorable ministre des Terres et Forêts (M. Mercier fils) au sujet de certaines dépenses.

M. Houde (Montréal-Sainte-Marie): Je vois que l'on a acheté des attelages de la maison P.-T. Légaré.

L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay): Oui, nous avons les chevaux et il nous faut des attelages.

L'honorable M. David (Terrebonne): (Souriant) C'est pour l'opposition.

M. Houde (Montréal-Sainte-Marie): J'allais le demander. Le président de la maison P.-T. Légaré est président de *L'Événement*. Est-ce que ces attelages servent à *L'Événement* pour atteler l'opposition?
(Rires)

M. Blain (Montréal-Dorion): Je vois qu'il y a un grand nombre de Gagnon qui ont fait des affaires avec votre département.

L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay): Ils sont disséminés un peu partout dans la province.

M. Blain (Montréal-Dorion): Est-ce que le ministre fait des affaires avec des Tremblay?

L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay): Oui, spécialement au Lac-Saint-Jean où le nom de Tremblay est commun - au bon sens du mot. L'honorable député de Maisonneuve (M. Tremblay) sait qu'au Lac Saint-Jean, son nom est très connu.

M. Tremblay (Maisonneuve): (Souriant) Sans être commun.

L'honorable M. David (Terrebonne): C'est un nom propre qui est commun à bien du monde.

L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay): J'ai employé le terme commun dans le bon sens du mot.

M. Blain (Montréal-Dorion) demande au ministre d'améliorer les *Comptes publics*.

M. Houde (Montréal-Sainte-Marie) demande au ministre d'améliorer les *Comptes publics* et pose une question pour savoir s'il y a longtemps qu'on loue de M. Wilfrid Sanson, échevin, un garage à Québec.

Il fait des commentaires au sujet d'une rumeur qui se propage à Québec et qui a même atteint la ville de Montréal, selon laquelle le ministre a attaqué M. Samson père, à l'occasion d'une réunion à l'hôtel Victoria, l'accusant de ne pas être complètement sincère dans ses principes libéraux. Il demande si la location du garage et le contrat de déneigement sont destinés à rappeler le député de Québec-Centre (M. Samson) à de meilleurs sentiments.

L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay): Nous louons le garage en question depuis 1924.

M. Blain (Montréal-Dorion): L'amitié dure longtemps.

L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay): J'aime à bien garder mes amis.

M. Houde (Montréal-Sainte-Marie) a trouvé, dit-il, le nom de la F. P. Weaver Coal Company dans les *Comptes publics* du ministère des Terres de la couronne. Il demande si le sénateur Lorne C. Webster a des intérêts dans cette compagnie. Le ministère a acheté du charbon pour \$214. Est-ce le sénateur Webster qui a vendu ce charbon au ministère? Est-ce le même sénateur Webster, qui a vendu l'aqueduc de la Montreal Water & Power à la

cité de Montréal? Je m'enquiers également à propos de M. J.-Émile Vanier, arbitre dans l'affaire de la Montreal Water & Power, vendu par M. Webster à un profit de \$5,000,000, à la ville de Montréal. Or, le ministre de l'Agriculture (l'honorable M. Perron) était l'avocat-conseil de M. Webster dans cette affaire, et ce M. Vanier s'est occupé de l'élection de Montcalm, pour le ministre de l'Agriculture.

L'honorable M. Perron (Montcalm): Mais non, je n'étais pas l'avocat-conseil de M. Webster.

M. Houde (Montréal-Sainte-Marie): Mais oui, il est près du ministre, le sénateur Webster.

L'honorable M. Perron (Montcalm): C'est vous qui le dites. Le fait que vous le dites suffirait à l'éloigner.

M. Houde (Montréal-Sainte-Marie): L'honorable ministre ne dira pas qu'il n'était pas l'avocat-conseil du sénateur Webster?

L'honorable M. Perron (Montcalm): Je n'étais pas son avocat-conseil. Lorsque l'honorable chef de l'opposition dit quelque chose, on peut parfois croire le contraire.

M. Houde (Montréal-Sainte-Marie): Ce n'est pas moi qui le dis, c'est le sénateur Webster qui l'a dit dans le procès de l'échevin Mercure, dans le Standard. Le sénateur Webster a juré que l'honorable ministre était son avocat.

L'honorable M. Perron (Montcalm): M. le président, je vais régler cette question avec l'honorable chef de l'opposition. Du moment qu'il dit quelque chose, c'est l'inverse qui est vrai. Et puis, qu'est-ce que ça fait? Supposons que M. Webster m'aurait pris comme avocat, ce n'est pas une tare. Je suis avocat et je gagne ma vie comme avocat, honorairement.

Ce ne sont pas les autres qui me font vivre. Je n'accepte pas de souscriptions, pas même du baron Atholstan. Je n'ai pas besoin de lui pour vivre, ni de ses souscriptions.

M. Houde (Montréal-Sainte-Marie): M. le président, l'honorable ministre de l'Agriculture peut faire allusion à des souscriptions qui pourraient être faites à notre parti. Il semble difficile sur les souscriptions. Qu'il nous dise donc de qui viennent les souscriptions du Parti libéral?

L'honorable M. Perron (Montcalm): Nous allons régler cette question tout de suite. Les souscriptions du Parti libéral ne sont jamais venues et ne viendront jamais du baron.

M. Houde (Montréal-Sainte-Marie): De qui donc alors?

L'honorable M. Perron (Montcalm): De ses amis, je suppose. Ce que je puis dire à l'honorable chef de l'opposition, c'est que les souscriptions au Parti libéral ne viennent pas du baron Atholstan. Le Parti libéral n'a jamais rien accepté d'un homme qui souscrit pour le simple plaisir de faire injurier et détruire les Canadiens français.

(Applaudissements dans la Chambre et dans la galerie)

M. Blain (Montréal-Dorion): Les souscriptions viennent des barons de la finance.

M. Houde (Montréal-Sainte-Marie): Le baron a souscrit \$500,000 pour combattre la tuberculose. Je n'ai pas à le défendre, mais tout de même, s'il était si ennemi des Canadiens français, il n'aurait pas offert \$500,000 au gouvernement provincial pour lutter contre la tuberculose, somme que notre gouvernement patriote a refusée.

M. le président: Nous nous éloignons de la question. Le député de Montréal-Sainte-Marie doit parler sur le débat. Il ne doit pas, au lieu de parler du débat, attaquer le ministre de l'Agriculture sur des questions étrangères.

M. Houde (Montréal-Sainte-Marie): Alors, l'honorable ministre de l'Agriculture a le droit de parler tant qu'il veut et nous ne pouvons lui répondre. Le président le laisse faire tant qu'il veut, et tout de suite, quand l'opposition répond, il intervient pour l'en empêcher.

L'honorable M. Perron (Montcalm): Le ministre de l'Agriculture ne parle que lorsqu'on l'attaque.

M. Houde (Montréal-Sainte-Marie): De toute façon, ce ne semble pas être une affaire du baron, car il ne me semble jamais voir son nom dans les *Comptes publics*.

Le *Montreal Star* paraît-il dans les *Comptes publics* pour de la publicité?

L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay): Je crois que ce journal reçoit de la publicité du gouvernement. Oui, nous avons donné des annonces au *Star*.

M. Houde (Montréal-Sainte-Marie): Pas autant qu'au *Soleil*.

L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay): (Souriant) Je ne crois pas.

L'honorable M. McMaster (Compton) intervient.

M. Houde (Montréal-Sainte-Marie): Vous n'êtes pas en bonne forme.

M. Blain (Montréal-Dorion): En tout cas, Lord Atholstan ne semble pas prendre son argent dans les *Comptes publics*.

M. Houde (Montréal-Sainte-Marie): Alors, après l'insinuation de l'honorable ministre de l'Agriculture (M. Perron) que le baron Atholstan aurait souscrit des fonds à notre parti pour les élections municipales et provinciales, on voit que le baron n'a pas pris son argent dans les coffres du gouvernement.

L'honorable M. Perron (Montcalm): Qu'est-ce que l'honorable chef de l'opposition veut dire?

M. Houde (Montréal-Sainte-Marie): C'est clair.

L'honorable M. Perron (Montcalm): Pas pour moi.

M. Houde (Montréal-Sainte-Marie): J'ai dit que le baron ne prenait pas son argent dans le coffre public. Où le prend-il donc?

L'honorable M. Perron (Montcalm): Il le prend dans le coffre des particuliers qui chantent. Je le sais, je le connais.

M. Tremblay (Maisonnette): Aurait-il fait chanter le ministre?

L'honorable M. Perron (Montcalm): Oui, il m'a fait chanter et je ne suis pas le seul.

M. Houde (Montréal-Sainte-Marie): Est-ce qu'il a une jolie voix?

M. Tremblay (Maisonneuve): A-t-il une belle voix?

L'honorable M. Perron (Montcalm): (Souriant)
Qui ça? Le baron ou le ministre de l'Agriculture (l'honorable M. Perron)?
(Rires)

M. Tremblay (Maisonneuve): Qui est-ce qui chante?

L'honorable M. Perron (Montcalm): Si c'est moi, je suppose que j'ai une belle voix.

M. Houde (Montréal-Sainte-Marie) demande des détails au sujet d'un compte payé à Élie Pouliot & cie. Le ministre connaît-il les directeurs de cette compagnie?

L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay):
Non.

M. Houde (Montréal-Sainte-Marie): Il n'en a aucune idée?

L'honorable M. Perron (Montcalm): Je regrette, mais je ne puis fournir de réponse à mon honorable ami.

La résolution est adoptée.

L'honorable M. McMaster (Compton) propose: 2. Qu'un crédit n'excédant pas quarante-cinq mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour pépinière de Berthier: entretien, pour l'exercice finissant le 30 juin 1931.

Adopté.

3. Qu'un crédit n'excédant pas trois cent quatre-vingt-cinq mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour mines, pour l'exercice finissant le 30 juin 1931.

L'honorable M. Perrault (Arthabaska) renseigne la Chambre sur les progrès de l'industrie minière.

M. Houde (Montréal-Sainte-Marie): Est-ce que la commission des mines est nommée?

L'honorable M. Perrault (Arthabaska):
C'est une commission que nous devons nommer. Elle n'est pas nommée. En attendant, c'est le ministre qui agit comme commission des mines.

M. Houde (Montréal-Sainte-Marie): Sans émoluments?

L'honorable M. Perrault (Arthabaska):
Sans émoluments.

M. Houde (Montréal-Sainte-Marie): Alors, l'honorable ministre n'est pas un ministre à honoraires.

(Le débat se poursuit sur les compagnies de mines) Nous n'avons pas, dit-il, besoin de savoir si elles sont bonnes. Il y eu assez de faillites.

L'honorable M. Perrault (Arthabaska) affirme qu'on a beaucoup de difficulté à trouver des géologues dans cette province et que le gouvernement a été obligé de retenir les services de diplômés de l'Université de Toronto. Un Canadien français a cependant été embauché, un diplômé de l'Université McGill.

La province, dit-il, a envoyé huit équipes d'exploration l'année dernière, et Ottawa a envoyé neuf équipes travailler dans cette province. Il refuse de s'engager de façon précise quant à la production d'or, mais il affirme qu'il existe au Québec des gisements intéressants pour les géologues.

M. Houde (Montréal-Sainte-Marie) regrette le peu d'intérêt des hommes de cette province pour le domaine de la minéralogie, et il espère que le ministre saura réaliser son ambition en matière de développement du talent local.

L'honorable M. Perrault (Arthabaska) affirme que son ministère est si inquiet qu'il accorde des bourses afin que, d'ici quelques années, on puisse s'attendre à ce que la province produise ses propres experts.

M. Blain (Montréal-Dorion): Est-ce qu'il y a encore des ministres qui sont directeurs de compagnies de mines? Il y a quatre ans, on a découvert qu'un ministre était directeur d'une compagnie, l'Abana, et le ministre a dénoncé cela. On a arraché de l'argent à des cultivateurs pour la compagnie Abana, où les travaux sont arrêtés.

L'honorable M. Perrault (Arthabaska): Ce n'est pas exact. Il y a quatre ans, un journal a dit, pour montrer que la mine était bonne, que le ministre des Mines détenait un grand nombre d'actions de la compagnie Abana. J'ai déclaré que c'était faux. Voilà tout ce qui s'est passé dans cette affaire. Quant à la mine Abana, ce n'est peut-être pas une très grande mine, mais c'est une mine. On y fait des travaux.

Parlant de la mine Stadacona, rappelle-t-il, on a découvert du minerai intéressant sur les propriétés voisines de cette mine.

Si des ministres dirigent des compagnies minières, il n'y a pas lieu de critiquer, car d'autres députés de la Chambre sont directeurs de compagnies et pourraient bien avoir coûté plus cher au public, en pertes, que ces compagnies au sein desquelles des ministres détiennent des postes de directeur. Des membres de l'opposition sont présidents de compagnies de mines, et leurs collègues de l'opposition ne leur font pas de reproche, bien que la présence de ces députés à la direction de ces mines peut induire le public à acheter des actions.

M. Authier (Abitibi): M. le président, mes collègues savent que, depuis un an, je ne suis plus directeur de la compagnie Abana. Cependant, il faut être juste et, comme l'honorable représentant de Montréal-Dorion a insinué que les travaux de cette compagnie étaient arrêtés, je lui dirai que les travaux continuent et que l'on a dépensé cette année \$250,000.

Quant aux intérêts des cultivateurs dans les compagnies minières, dont l'honorable représentant de Montréal-Dorion a parlé, ils ne représentent pas 1 % dans l'Abana, et 5 % dans les compagnies minières. Je ne veux pas que l'on donne à mes paroles un sens qu'elles n'ont pas.

Bien qu'on ait incité les cultivateurs de cette province à acheter de mauvaises actions, il n'est pas exact que ces mauvaises actions étaient des actions minières. Moins de 2 % de toutes les mauvaises actions vendues aux cultivateurs étaient des actions minières.

L'honorable M. Perrault (Arthabaska): En ce qui concerne l'exploitation des gens de la campagne, malheureusement c'est monnaie courante, non seulement dans ce pays, mais ailleurs aussi. Il fait référence au Buffalo and Cleveland Railway, qui a seulement trois milles de long, et dans lequel on a englouti \$100,000 de l'argent du public.

M. Houde (Montréal-Sainte-Marie): Il y a aussi quelques compagnies que le ministre ne mentionne pas?

L'honorable M. Perrault (Arthabaska): Elles ne me viennent pas à l'esprit pour l'instant.

M. Authier (Abitibi): Je n'encourage pas les cultivateurs à acheter des parts de mines. Ils ne

devraient pas entrer dans les compagnies de mines. Qu'ils laissent cela aux spéculateurs. J'ai toujours conseillé à mes électeurs d'investir dans le monde agricole.

M. Blain (Montréal-Dorion): Lorsqu'un ministre met son nom dans une compagnie, comme directeur, c'est exposer le peuple à perdre son argent.

L'honorable M. Perrault (Arthabaska): Cela ne veut pas dire que les gens devraient acheter des parts parce qu'un ministre est directeur.

M. Houde (Montréal-Sainte-Marie): Le ministre devrait reconnaître qu'il a davantage d'influence sur le public.

L'honorable M. Perrault (Arthabaska): J'aimerais faire une distinction. Si mon nom apparaît sur un prospectus comme directeur, cela peut faire une différence, étant donné que je suis ministre des Mines et que les gens pourraient penser que ce sont donc de bonnes actions, mais cela ne s'applique pas aux autres ministres.

M. Houde (Montréal-Sainte-Marie): Il s'agit tout simplement d'une question de principe, à savoir si un ministre de la couronne devrait détenir un poste de directeur de compagnie, car le nom d'un ministre pourrait donner une impression positive de la compagnie en question.

L'honorable M. Perron (Montcalm): De quelle manière?

M. Houde (Montréal-Sainte-Marie): Parce que le public ne sait pas que les ministres ne possèdent que des actions d'une valeur bien peu élevée, comme nous, ici présents, le savons.

L'honorable M. Perron (Montcalm): Que voulez-vous dire au juste?

M. Houde (Montréal-Sainte-Marie): Le peuple se plaint toujours quand il perd de l'argent, et pourtant, on attache beaucoup d'importance au simple nom d'un ministre.

L'honorable M. Perron (Montcalm): Mais c'est la même chose pour un député de l'opposition.

M. Houde (Montréal-Sainte-Marie): Non, car nous ne sommes pas responsables au peuple.

L'honorable M. Perron (Montcalm): Pourquoi n'êtes-vous pas responsables au peuple?

M. Houde (Montréal-Sainte-Marie): Nous représentons les sentiments du peuple.

L'honorable M. Perron (Montcalm): (Souriant) Je suis moins certain de cela.

M. Houde (Montréal-Sainte-Marie): C'est le peuple qui m'a élu. Ce n'est pas le ministre ni les membres du gouvernement. S'il n'en tenait qu'à l'honorable ministre des Travaux publics et du Travail (M. Galipeault), je ne serais pas ici du tout, car il a fait tout son possible pour me défaire dans Montréal-Sainte-Marie.

L'honorable M. Perron (Montcalm): (Souriant) Suis-je censé connaître quelque chose à ce sujet-là aussi? Je ne me prononce pas sur cela.

M. Houde (Montréal-Sainte-Marie): Par ce que j'ai vu dans mon comté, je ne crois pas que le ministre ait souhaité mon élection.

L'honorable M. Perron (Montcalm): (Riant) Tout ce que je sais, c'est que je suis content que vous ayez été élu⁶.

M. Tremblay (Maisonnette): Au cours de la discussion, dit-il, on m'avait montré comme ayant été associé avec une compagnie minière.

L'honorable M. Perron (Montcalm): Laquelle?

M. Tremblay (Maisonnette): Il s'agit, dit-il, d'une compagnie dans laquelle de bons libéraux ont des intérêts et dont aucune des actions n'a été vendue à des cultivateurs.

M. Houde (Montréal-Sainte-Marie): Je demanderais l'opinion de l'honorable trésorier de la province (M. McMaster) sur la question des ministres directeurs de compagnies, afin de savoir s'il est du même avis que l'honorable ministre de l'Agriculture (l'honorable M. Perron).

L'honorable M. Perron (Montcalm): (Souriant) Ça, c'est une consultation gratuite que l'honorable chef de l'opposition demande. L'honorable trésorier n'est pas obligé de la donner.

M. Houde (Montréal-Sainte-Marie): (Riant) Ah! Elle est tellement bonne que ça vaut la peine de passer l'item.

La résolution est adoptée.

L'honorable M. Perrault (Arthabaska): Passons aussi l'item des comptes en suspens, \$10,000.

L'honorable M. McMaster (Compton) propose: Qu'un crédit n'excédant pas dix mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour comptes en suspens, (Voirie et Mines), pour l'exercice finissant le 30 juin 1931.

Adopté.

Résolutions à rapporter:

Le comité fait rapport qu'il a adopté plusieurs résolutions et demande la permission de siéger de nouveau. Lesdites résolutions sont lues deux fois et adoptées.

La séance est levée à 11 heures.

NOTES

1. Selon *L'Événement* du 6 mars 1930, à la page 10, le bill présenté par M. Miles en 1921 fut repoussé par un vote de 51 à 13. En 1927, le vote fut de 59 à 11, et en 1928, de 50 à 16. Le même jour, *Le Devoir*, à la page 1, *La Patrie*, à la page 19, *La Presse*, à la page 22, et *L'Action catholique*, à la page 4, rapportent que le premier bill fut déposé par M. Miles en 1926. *Le Devoir*, à la page 1, rapporte que le dernier bill fut présenté par M. Marchand et que le résultat du vote fut de 50 contre, et 16 pour. En fait un bill sur le suffrage seulement a été présenté par M. Miles, en 1922, et il n'y a pas eu de vote enregistré. En 1927, M. Marchand a présenté un bill sur le vote des femmes, qui a été rejeté par un vote de 51 à 13. C'est William Tremblay qui a présenté le bill, en 1928 et 1929. Les résultats du vote furent respectivement de 39 à 11, et de 50 à 16.

2. Selon *L'Événement* du 6 mars 1930, à la page 10, le seconneur de la proposition d'amendement est M. Grant, député de Champlain.

3. *L'Événement* du 6 mars 1930, à la page 10, signale qu'à ce moment les députés ont remis 63 roses au premier ministre. Madame Pierre Casgrain, au nom des féministes, a aussi envoyé une gerbe de roses. M. Taschereau en a d'ailleurs envoyé la moitié au député de Trois-Rivières (M. Duplessis) pour lui souhaiter un prompt rétablissement.

4. *L'Événement* du 6 mars 1930, à la page 10, rapporte que le député de Montréal-Saint-Jacques (M. Vautrin) porte une fleur à sa boutonnière, fleur "qu'il a bien gagnée" selon le chroniqueur.

5. Le comité se réunit sous la présidence de M. Vautrin (Montréal-Saint-Jacques).

6. *L'Événement* du 6 mars 1930, à la page 10, rapporte que le député de Montcalm (l'honorable M. Perron) rit alors de bon cœur et que le député de Montréal-Sainte-Marie (M. Houde) rit également.

Séance du jeudi 6 mars 1930

Présidence de l'honorable T.-D. Bouchard

La séance est ouverte à 3 h 20.

Prière.

M. l'Orateur: À l'ordre Messieurs! Que les portes soient ouvertes¹!

Rapports de comités:

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le vingtième rapport du comité permanent des bills publics en général. Voici le rapport:

Votre comité a décidé de rapporter, avec des amendements, le bill suivant:

- bill 128 concernant la Commission des écoles catholiques de Montréal.

**Successions Thomas O'Reilly
et Mary Gillies**

M. Vautrin (Montréal-Saint-Jacques) propose, appuyé par le représentant de Gaspé (M. Lemieux), que toutes les règles relatives aux pétitions, ainsi qu'à l'examen et à la présentation des bills privés (sauf celles qui ont trait aux droits à payer) soient suspendues et qu'il lui soit permis de présenter le bill no 158 concernant les successions de Thomas O'Reilly et Mary Gillies et que ce bill soit maintenant lu une première fois.

Adopté.

M. Vautrin (Montréal-Saint-Jacques) demande la permission de présenter le bill 158 concernant les successions de Thomas O'Reilly et de dame Mary Gillies.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

**Loi des
établissements industriels**

L'honorable M. Galipeault (Bellechasse) demande la permission de présenter le bill 201 modifiant la loi des établissements industriels.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

Questions et réponses:

**Coût de construction
et d'entretien des chemins**

M. Renaud (Laval): 1. Qu'ont coûté: *a.* au gouvernement; *b.* aux municipalités, la construction, la réfection, la réparation et l'entretien des 407.51 milles de chemins améliorés en sable et glaise, ainsi qu'il appert à la page 98 du rapport du ministère de la Voirie de 1929?

2. Même question pour les 10,094 milles de chemins en gravier?

3. Même question pour les 1,421.76 milles de chemins en macadam?

4. Même question pour les 123.81 milles de chemins en macadam bitumineux?

5. Même question pour les 105.72 milles de chemins en béton de ciment?

6. Même question pour les 349.01 milles de chemin en béton bitumineux?

L'honorable M. Perrault (Arthabaska): 1. *a.* \$679,050.58.

2. *a.* \$60,358,096.98.

3. *a.* \$29,253,238.38.

4. *a.* \$3,069,922.71.

5. *a.* \$2,605,801.16.

6. *a.* \$8,597,902.09.

b. Le gouvernement ignore ce que ces travaux ont coûté aux municipalités.

**Construction d'une route
entre Lac Mégantic et Springhill**

M. Crépeau (Sherbrooke): 1. À quelle date a commencé la construction de la partie de la route 34 allant du Lac Mégantic à Springhill, et quand a-t-elle été terminée?

2. Quel en a été l'entrepreneur?

3. Combien a coûté la construction?

4. Combien ont coûté chaque année à date, l'entretien et les réparations?

L'honorable M. Perrault (Arthabaska): 1. La construction de toute cette partie de la route no 34 qui est située dans le canton de Whitton a fait l'objet d'un seul contrat. La construction en a été

commencée vers le 27 avril 1920 et s'est terminée vers le 25 septembre 1922.

2. Isidore Duquette.

3. La construction de la route no 34, dans le canton de Whitton, a coûté \$142,078.87. La section de Lac Mégantic à Springhill n'est qu'une partie de la route no 34 dans le canton de Whitton.

4. L'entretien et les réparations de la route no 34 dans le canton de Whitton ont coûté: en 1924: \$10,292.84; en 1925: \$6,686.83; en 1926: \$3,556.56; en 1927: \$4,463.03; en 1928: \$7,263.77; en 1929: \$11,077.16.

Demande et dépôt de documents:

Secrétaires-trésoriers des municipalités

M. Renaud (Laval) propose, appuyé par le représentant de Sherbrooke (M. Crépeau), qu'il soit mis devant cette Chambre un état indiquant: Qui était secrétaire-trésorier (nom et prénom) de chacune des municipalités auxquelles le gouvernement a fait envoyer des lettres d'avocats pour travaux de voirie à la date où telle lettre d'avocat a été envoyée.

Adopté.

L'honorable M. Perrault (Arthabaska) dépose sur le bureau de la Chambre la réponse à un ordre, en date de ce jour, pour la production de copie d'un état indiquant: Qui était secrétaire-trésorier (nom et prénom) de chacune des municipalités auxquelles le gouvernement a fait envoyer des lettres d'avocats pour travaux de voirie à la date où telle lettre d'avocat a été envoyée. (Document de la session no 56)

Système d'assurance sociale

L'honorable M. Galipeault (Bellechasse) propose, selon l'ordre du jour et appuyé par le représentant de Terrebonne (l'honorable M. David), que la Chambre, à sa prochaine séance, se forme en comité plénier pour prendre en considération un projet de résolutions relatives au bill 69 concernant la création d'une commission chargée d'étudier un système d'assurance sociale pour la province.

Adopté.

Prêts hypothécaires

M. Bercovitch (Montréal-Saint-Louis) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 193 modifiant le

Code civil relativement aux prêts hypothécaires soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté sur division. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

Cours d'eau municipaux

M. Dugas (Joliette) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 170 modifiant le Code municipal relativement aux cours d'eau municipaux soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent du Code municipal.

Demandes de documents:

Industrie des conserves alimentaires

M. Sauvé (Deux-Montagnes) propose, appuyé par le représentant de Montréal-Sainte-Marie (M. Houde), qu'il soit mis devant cette Chambre copie de toute correspondance, etc., depuis 1927, entre le gouvernement et toute personne, relativement à l'industrie des conserves alimentaires dans la province.

Dès 1911², j'ai proclamé, dans une motion en Chambre, la nécessité pour la province d'encourager les industries greffées sur l'agriculture. Des industries de conserves alimentaires tout comme dans Ontario qui, alors en possédait 80 % plus que nous. Depuis, le gouvernement a fait quelque chose, mais trop peu, en attribuant des petits octrois de quinze sous, dirait l'honorable premier ministre, aux fabriques de conserves alimentaires: \$300 et \$400, avec un total de \$7,530.94 pour 1929.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): (Souriant) Vous étiez plus aimable hier soir.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Il les a laissés sans encouragement, sans protection. La conséquence est que plusieurs d'entre elles ont vendu leurs intérêts à la Dominion Cannery ou à la Canadian Cannery d'Ontario. Je crois que le gouvernement aurait pu et aurait dû faire quelque chose de pratique pour garder et pour développer cette industrie chez nous. C'est, dit-on, ce que veut faire maintenant le nouveau ministre de l'Agriculture (l'honorable M. Perron). Il veut faire davantage et je m'en réjouis. Mieux vaut

tard que jamais. Il aura, cependant, plus de misère pour obtenir des marchés et moins de résultat que si le gouvernement avait agi quand l'opposition a préconisé cette politique.

Le gouvernement a laissé Ontario et les États-Unis s'emparer des marchés, de la clientèle de notre province. Il a laissé notre population s'habituer à manger des produits "made in England", "made in Germany", "made in United States", "made in Ontario", "made in British Columbia". "Made in England" et "made in Germany" sont maintenant des expressions familières ici. Si le nouveau ministre de l'Agriculture (l'honorable M. Perron) veut réagir contre la concurrence étrangère, il aura une forte besogne et besoin de faire compléter sa politique pour lutter au moins avec efficacité contre la concurrence des produits étrangers. Il n'y a pas d'autre moyen de nous assurer des marchés locaux.

D'ailleurs, la députation, le député de Dorchester (l'honorable M. Ouellet) comme les autres, ont compris le bien fondé de cette politique que je prêchais. L'an dernier, le député de Dorchester a adopté, avec toute la Chambre, une résolution semblable à celle que j'avais présentée moi-même et que le premier ministre a appuyée d'un témoignage qui lui donne une particulière importance et qui m'honore en même temps. Voici cette résolution que j'extrais des procès-verbaux du 27 mars 1928:

"Que vu la nécessité: *a.* de protéger l'agriculture par tous les moyens raisonnables; *b.* de procurer aux cultivateurs des marchés où ils puissent obtenir des prix rémunérateurs et mieux proportionnés au coût de la production; *c.* d'encourager autant que possible les meilleurs modes de culture, particulièrement la culture maraîchère et l'industrie des conserves alimentaires, ainsi que les méthodes de la classification les plus recommandables; *d.* de rendre plus profitables les octrois accordés aux entreprises agricoles et d'assurer à notre province une prospérité plus générale. Cette Chambre invite le gouvernement à user de son influence pour que nos produits soient suffisamment protégés contre la concurrence de pays ayant un climat plus avantageux que le nôtre. La motion est adoptée unanimement."

L'*Annuaire statistique* du gouvernement donne peu de renseignements sur les différentes branches de conserves alimentaires. Il nous parle surtout de l'industrie des animaux abattus aux fabriques de conserves et aux abattoirs. Québec en a abattu pour 119,000,000 de livres, quand Ontario en abat pour 492,000,000, et le Manitoba 139,000,000. Les conserves de fruits et de légumes ne se trouvent

pas dans la colonne des 40 industries principales de la province de Québec, mentionnées dans les *Annuaire*s d'Ottawa et de Québec. L'*Annuaire du gouvernement*, page 344, dit que nous avons 27 établissements du genre, avec un capital engagé de \$2,312,464; \$97,908 pour salaires et \$231,778 pour gages, soit un total de \$329,686, avec une valeur brute des produits, légumes et fruits, de \$3,033,817.

Il y en a 142 en Ontario, avec un capital engagé de \$21,801,313, et de \$1,914,367 de salaires et appointements et une valeur brute des produits, fruits et légumes, de \$15,463,710, soit une différence de tout près de \$12,500,000 en faveur d'Ontario. Les honorables députés de Dorchester (M. Ouellet) et de L'Islet (M. Godbout) n'admettent-ils pas que nous sommes bien en retard pour organiser la défense de nos marchés locaux contre les produits d'Ontario et qu'en sera-t-il si nous acceptons encore ceux des États-Unis?

Que devons-nous faire pour forcer nos gens de n'acheter que les nôtres? Pouvons-nous réellement produire à meilleur marché qu'aux États-Unis ou en Ontario, qui, en certaines parties, ont un climat permettant de faire deux et même trois récoltes par année? Pouvons-nous assez tôt organiser notre production pour faire face avantageusement à la concurrence? Sinon, qu'allons-nous faire en attendant? Soyons de bon compte et conséquents. Soyons franchement en faveur du développement de l'industrie des conserves dans notre province. Efforçons-nous d'appliquer des méthodes qui réduiront le coût de la production, mais soyons logiques jusqu'au bout en proclamant en même temps notre détermination de protéger nos cultivateurs sur nos propres marchés. Pensons à nos habitants au lieu de penser à servir des intérêts de parti. C'est le meilleur moyen d'assurer la coopération des bonnes volontés de notre population et le développement de nos industries agricoles, avec le résultat que réclament le cultivateur et les intérêts de notre pays.

Il faut cependant développer l'industrie des conserves avec une grande précaution. Il est nécessaire que le cultivateur et le fabricant connaissent bien les conditions exigées pour la fabrication d'un bon produit pouvant supporter la compétition par la supériorité de ses qualités. Autrement, c'est exposer les producteurs à mettre sur le marché de la mauvaise marchandise, ou avec une apparence inattractive, et conduire à l'insuccès. Il faut encourager rationnellement cette industrie au fur et à mesure que nos marchés preneurs seront organisés. Autrement, le fabricant ne vendra pas ses produits, et ce sera la ruine de cette industrie dans la province.

(Applaudissements)

L'honorable M. Perron (Montcalm):

M. l'Orateur, nous avons sur le parquet de la Chambre le leader du Sénat à Ottawa, le représentant du Canada à la Société des Nations. Notre délégué à la Société des Nations, à Genève, est un grand pacifique. En sa présence, je ne veux pas être trop violent.

M. Tremblay (Maisonnette): Est-ce que l'honorable ministre a l'habitude d'être violent?

L'honorable M. Perron (Montcalm): (Souriant)

Cela dépend de celui qui m'interrompt. L'honorable député des Deux-Montagnes nous a parlé des conserves alimentaires. Il a exagéré lorsqu'il a prétendu que le gouvernement n'avait pas fait son devoir en ne développant pas assez l'industrie de la conserve dans la province. Il a certainement exagéré. Je tiens à lui dire que le gouvernement a fait tout ce qui était possible pour aider les fabriques de conserves. Il a parlé du tarif, d'importations venues d'Ontario et des États-Unis. Il dit que nous importons des fruits et des légumes des États-Unis. Des fruits proviennent de la région du Niagara et d'autres des États-Unis en raison de la différence de saisons. Mais cela n'a rien à faire avec la mise en conserves. Je me permettrai de lui dire que la question des conserves ne dépend nullement des importations ontariennes ou américaines, car il ne faut pas confondre les importations de fruits pour la consommation immédiate, avec la mise en conserve. Les importations de ce genre n'ont pas d'autre résultat que d'augmenter la consommation, sans plus.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): J'ai dit que nous importons des fruits et légumes en conserves.

L'honorable M. Perron (Montcalm): Je n'avais pas compris. Il y a eu évidemment des anomalies dans l'industrie de la mise en conserve, mais nous travaillons à les faire disparaître rapidement. L'industrie des conserves alimentaires dépend de l'initiative de nos cultivateurs. Des légumes et des fruits étrangers peuvent être importés au Canada et dans notre province, mais le problème n'est pas là. Graduellement, depuis 1924, cette importation diminue considérablement, et ce mouvement continue grâce aux efforts du gouvernement.

Nous ne produisons pas ce que nous devrions produire; c'est vrai. Mais mon honorable ami n'est pas juste en disant que nous n'avons pas fait de progrès et que nous n'avons rien fait pour améliorer la situation. D'ailleurs, si l'on réfère aux statistiques,

on trouvera que cette industrie a progressé de façon prodigieuse chez nous. En effet, il y a six ans³, les fabriques de la province de Québec ont produit 25,000 caisses de conserves qui ont donné un revenu de \$75,000. Il est passé à \$125,000 en 1925, avec 40,000 caisses; à \$185,000 en 1926, avec 60,000 caisses; à \$264,000 en 1927, avec 95,000 caisses. En 1928, nous avons fabriqué 190,000 caisses valant \$524,000. Donc, nous avons augmenté notre production de conserves alimentaires de \$500,000 en six années. C'est, il me semble, un joli record. Quel autre pays a fait aussi bien? Il n'y a pas un pays au monde qui puisse montrer un plus beau record et qui n'ait développé aussi rapidement une industrie naissante.

En 1920, la valeur de toutes les conserves de fruits fabriquées dans Québec était de \$1,700,000⁴, et l'an dernier, elle était de \$4,911,000, soit une augmentation de \$1,000,000 par année. Pour une industrie naissante, ce n'est pas si mal. Et cette amélioration fut obtenue malgré les désavantages du climat.

Il faut bien se rappeler que la province de Québec n'est pas si favorable au développement de l'industrie des conserves que la province d'Ontario ou la Californie. Ainsi, nous n'avons pas de belle vallée du Niagara où les producteurs doivent forcément mettre beaucoup de fruits en conserve, ni le climat de la Californie. La production dépasse de beaucoup la consommation immédiate. Il est injuste de faire des comparaisons avec Ontario. Notre province n'est pas en position de lutter efficacement avec des terres à fruits comme la vallée du Niagara, mais elle a fait des progrès immenses en dépit de son climat particulier. Il n'est donc pas surprenant que des fruits proviennent de la Californie, car il y a là-bas un surplus de fruits, et il n'est que naturel qu'une partie de ce surplus aboutisse ici; mais compte tenu de tous nos handicaps, la croissance au Québec a été extraordinaire.

Donc cette industrie a prospéré rapidement chez nous et elle fait entrevoir les plus belles espérances d'ici quatre ou cinq années. Elle sera une de nos plus importantes industries; elle sera très prospère et très payante. Il est extraordinaire de voir les progrès de l'industrie de la mise en conserve dans la province de Québec. Pourquoi? Parce que le gouvernement a aidé cette industrie. On dit que le gouvernement n'a pas aidé cette industrie, mais le développement de l'industrie des conserves a déjà pris une importance considérable grâce à l'aide que le gouvernement a donnée à cette industrie. On devrait tout de même tenir compte qu'en quatre ans, de 1924

au 30 juin 1929, le gouvernement a versé plus de \$98,000 d'octrois aux cultivateurs pour encourager et développer cette branche de l'industrie. Rien n'est épargné pour encourager son essor. Nous avons mis des instructeurs compétents au service des cultivateurs qui ont voulu faire des conserves alimentaires. Ceci vaut mieux et est éminemment plus profitable que les plus beaux octrois en argent.

Des députés: Très bien.

L'honorable M. Perron (Montcalm): Actuellement nous avons, au département de l'Agriculture, une demi-douzaine d'instructeurs gradués des meilleures écoles d'Amérique. Ils sont à la disposition des cultivateurs. Nous essayons d'aider cette industrie davantage.

L'honorable député des Deux-Montagnes a parlé du trust de la conserve qu'il craint. Je dis le mot trust sans crainte, pour montrer que, moi aussi, je puis prononcer le mot trust en essayant de faire beaucoup d'effet pour faire plaisir à l'opposition.

M. Tremblay (Maisonneuve): Non seulement vous en parlez, mais vous le représentez.

L'honorable M. Perron (Montcalm): On m'accuse d'être l'ami des trusts, mais je sais aussi m'organiser contre les trusts. Mon honorable ami de Deux-Montagnes s'est inquiété au sujet des activités du trust des conserves. J'ai beaucoup d'estime pour l'honorable député des Deux-Montagnes et je tiens à le rassurer, à l'alléger de ses craintes sur la concurrence des trusts de la conserve envers nos coopératives. Bien que je sois un homme de trust, comme dit le député de Maisonneuve (M. Tremblay), j'ai pris mes précautions pour que le trust ne puisse venir faire concurrence à nos fabriques.

Je me suis renseigné. Le producteur de légumes n'a rien à craindre du trust, s'il veut s'organiser en coopérative. Oui, le trust des conserves ne peut faire concurrence à nos cultivateurs si ceux-ci veulent se former en coopératives. Aucun trust de conserves ne peut mettre par terre une coopérative qui est bien organisée et c'est la coopérative qui obtiendra pour ses membres un juste prix pour leurs marchandises, ce qui en même temps profitera à l'industrie des produits en conserves.

J'ai des chiffres ici pour le prouver clairement. Je les mets à la disposition de la Chambre. Les cultivateurs qui produisent des tomates peuvent obtenir du trust \$21 par tonne⁵. S'ils

veulent se former en coopérative, le ministre de l'Agriculture de la province de Québec, qui est l'ami des trusts, dirait le député de Maisonneuve, leur fera gagner \$95 par tonne.

(Applaudissements)

Si, par exemple, un producteur de tomates vend au trust, il obtiendra mettons 25 cents. S'il vend par la coopérative, il retirera 90 cents. Si les cultivateurs veulent produire des fèves et les vendre au trust, ils recevront \$51.30 du trust⁶. S'ils veulent se former en coopératives, le ministre de l'Agriculture, que l'on dit être l'ami des trusts, leur obtiendra quatre fois plus, soit \$208 par tonne pour leurs fèves et les débarrassera des trusts. Je pourrais continuer cette énumération et donner des chiffres pour tous les autres produits. La proportion est la même. Et le département de l'Agriculture, qui a un ministre de trusts, sollicite les cultivateurs d'aider les coopératives pour encourager les trusts. S'ils veulent se former en coopératives, ils se débarrasseront des trusts.

Le gouvernement a fait sa part largement et continuera à aider aux cultivateurs qui veulent faire des conserves alimentaires en les groupant en coopératives. Je suis certain que l'honorable député des Deux-Montagnes, qui a dans son comté de nombreux producteurs de légumes, encouragera ces derniers à se former en coopératives. C'est ce que le ministère de l'Agriculture recommande aux cultivateurs depuis longtemps. Je crois avoir démontré que l'industrie des conserves fait des progrès dans notre province. Nulle part vous ne verrez des progrès aussi rapides que ceux que nous avons eus dans l'industrie de la conserve. Elle en fera plus si les cultivateurs prennent avantage de l'aide que leur offre le département de l'Agriculture. Le gouvernement a donné un essor extraordinaire à l'industrie des conserves alimentaires et cette industrie connaîtra bientôt une grande prospérité.

(Applaudissements)

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Le ministre de l'Agriculture a dépassé mes intentions lorsqu'il a dit que j'avais dénoncé les trusts. J'ai simplement déclaré que la Dominion Cannery s'était installée dans la province et avait accaparé ou éliminé un trop grand nombre de petites fabriques locales. Et j'ai dit que si le gouvernement avait accordé, dans le temps, une protection plus adéquate, ces petites industries auraient été sauvées.

L'honorable ministre a plaidé sa cause en habile avocat. Il nous a parlé de ce qu'il va faire, surtout, non de ce qui a été fait. C'est beau de

proclamer l'avènement de l'âge d'or par les coopératives et d'assurer sur le papier aux producteurs, un profit de 75 % sur leurs produits, mais ce n'est pas encore fait; cela est à faire et les statistiques présentées par le ministre ne sont pas concluantes au point qu'il le croit. Les statistiques ne démontrent pas d'où viennent les fruits et légumes que l'on met en conserve. Le ministre de l'Agriculture a dit que les importations de fruits ou légumes n'avaient aucune conséquence sur l'industrie de la conserve. Alors, que fait-il des compagnies qui importent des fraises, des cornichons et des fèves des États-Unis pour la mise en conserve?

L'honorable M. Perron (Montcalm): Pas des États-Unis. On en importe de l'Ontario peut-être.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Non, on en importe des États-Unis aussi; et je sais ce que j'affirme. Ces compagnies ont importé des fruits des États-Unis pour leurs conserves québécoises. Et c'est ce qui prouve que le ministre, bien qu'il fasse partie du gouvernement depuis plusieurs années, ne sait pas ce qui se passe, puisqu'il ignorait un fait aussi important, et que le gouvernement s'y intéressait fort peu. Il n'est pas parfaitement au courant de la situation, ou il est forcé de nier des faits existants. Le ministre de l'Agriculture doit aussi savoir que nous voyons partout des conserves importées, de marque ontarienne, sur toutes les tables de nos hôtels, dans nos épiceries, dans nos restaurants. Et le ministre de l'Agriculture (l'honorable M. Perron), qui a su à l'occasion avoir le courage de voir toute la réalité, se doit de voir aussi la véritable situation afin de prendre les mesures nécessaires. Mais, l'honorable ministre est bien disposé. J'en suis heureux.

Mais je lui signalerai le cas de ce jeune homme entreprenant qui tenta d'organiser l'industrie de la conserve et qui, faute d'encouragement, dut abandonner son projet et travailler pour la Dominion Cannery. Sa fabrique a été établie à Saint-Hyacinthe grâce à l'encouragement de ces industriels anglais d'Ontario. Elle est prospère, et cela, sans l'aide du gouvernement. Ce jeune homme a réussi, mais si on l'avait aidé à temps, il aurait organisé pour nos gens une magnifique industrie.

L'honorable M. Perron (Montcalm): Dois-je comprendre que les compagnies veulent des octrois? L'honorable député des Deux-Montagnes veut-il que le gouvernement donne des octrois et subventionne les compagnies commerciales qui se spécialisent dans l'industrie des conserves alimentaires?

M. Sauvé (Deux-Montagnes): L'honorable ministre répond en bon avocat. Cette fabrique a été fondée par un jeune homme qui avait une industrie à Saint-Eustache. Il n'a pas été encouragé dans sa paroisse et il a déménagé à Saint-Hyacinthe, où il a été aidé par du capital anglais.

L'honorable M. Perron (Montcalm): J'ai beaucoup d'admiration pour ce jeune homme. C'est un industriel distingué. Mais, il y a une question de principe. L'honorable député des Deux-Montagnes veut, comme moi, le bien de la classe agricole. Que mon honorable ami réponde à ma question.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): L'honorable ministre oublie-t-il que le gouvernement a donné des subventions aux compagnies qui fabriquent des conserves. Il est cadennassé, boulonné à ses coopératives. Qu'il n'exagère pas. Il doit travailler à développer la culture des fruits, des légumes...

L'honorable M. Perron (Montcalm): C'est correct, des carottes.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Pas de notre côté.

L'honorable M. Perron (Montcalm): M. l'Orateur, il faut que ce débat produise des fruits...

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Et des légumes.

L'honorable M. Perron (Montcalm): L'honorable député des Deux-Montagnes répondra-t-il à ma question? Veut-il que le gouvernement continue de distribuer des octrois aux compagnies de conserves au lieu d'aider les cultivateurs?

M. Sauvé (Deux-Montagnes): J'ai bien envie de ne pas répondre à cette question⁷.

(Rires)

J'ai droit de parler et je vais parler. J'ai discuté ce problème avec l'ancien ministre de l'Agriculture (l'honorable M. Caron). Je soumets que le gouvernement aurait dû accorder une aide plus considérable à l'industrie de la mise en conserve, qu'il aurait dû développer la production des légumes et organiser des marchés. Je ne dis pas qu'il doive donner des primes aux compagnies, mais je prétends qu'il aurait dû faire davantage. On devrait encourager davantage les cultivateurs, afin que leur situation s'améliore.

On a fait des éloges de l'esprit du ministre. Le nouveau ministre a de l'esprit, mais il ne doit pas

forcer son talent⁸. Ce n'est pas par ce moyen qu'il échappera aux responsabilités. L'honorable ministre de l'Agriculture a déploré lui-même le fait que nous importions tous les ans des chars de légumes. Il a déjà déploré lui-même le désastre de nos importations avec de la tristesse dans l'âme, de la douleur dans son gros cœur paternel. Je suis surpris que l'honorable ministre refuse d'accepter les remarques que nous lui faisons. Il devra étudier les questions sérieuses qu'on lui signale. Je sou mets qu'on aurait dû encourager l'industrie de la conserve mieux qu'on ne l'a fait.

Le ministre de l'Agriculture (l'honorable M. Perron) a su reconnaître les maux dont souffrait l'agriculture et il l'a dit avec la verdeur qu'on lui connaît. Il n'a pas craint de censurer ceux qui sont les plus sensibles à la censure. Il a parlé avec chagrin et larmes de la grande pitié des tomates et autres légumes.

C'est la première fois en 25 ans de gouvernement libéral qu'un ministre se montre si franc, et je suis sûr que le ministre de l'Agriculture acceptera mes critiques dans le même esprit. Je suis heureux de le féliciter alors, mais aujourd'hui, je déplore le genre d'esprit qu'il veut mettre dans cette Chambre.

(Applaudissements à gauche)

La motion est adoptée.

Tuberculose bovine

M. Dugas (Joliette) propose, appuyé par le représentant de Matane (M. Bergeron), qu'il soit mis devant cette Chambre copie de toute correspondance échangée, depuis 1927, entre le gouvernement et toute personne au sujet de la tuberculose bovine, et les épreuves à la tuberculine dans les comtés de Joliette, Montcalm, L'Assomption, Laval, Jacques-Cartier et Terrebonne.

Je dois faire un acte d'humilité. Je ne suis pas un expert en tuberculose bovine. Mais sans être un expert, j'ai pu constater que cette maladie existe dans des proportions considérables en notre province. C'est regrettable. Selon les statistiques, quelque 19 % du bétail dans les comtés de Sherbrooke, Shefford et Rouville, est atteint de tuberculose. À Stanstead, on a trouvé une proportion de 32 % d'animaux tuberculeux. La tuberculose bovine prend des proportions alarmantes dans les comtés mentionnés dans ma motion, et voilà pourquoi je veux que la Chambre s'intéresse à cette question.

Je ne connais pas grand-chose en fait de tuberculose bovine, mais j'aimerais me renseigner, car mon beau comté de Joliette doit rentrer dans le zonage fédéral et, en tant que député d'un comté rural, je redoute quelque peu les conséquences. Je crains que, lorsqu'une cour réservée sera créée, on trouve beaucoup d'animaux atteints de tuberculose. J'ai un rapport, basé sur des examens auxquels ont procédé des vétérinaires du ministère de l'Agriculture du gouvernement fédéral, qui révèle que, dans Laval et Jacques-Cartier, lorsqu'une zone réservée fut établie, on a trouvé 60 % des animaux inspectés qui étaient atteints de tuberculose⁹, ce qui est largement suffisant pour éveiller l'intérêt d'un député qui s'intéresse à son propre comté, et semer chez lui un doute sérieux.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): De qui l'honorable député tient-il ce renseignement? Nous dira-t-il de quelles statistiques il parle?

M. Dugas (Joliette): Je m'excuse, cette statistique n'est pas officielle. Je prie tous les membres de la Chambre de me corriger si je fais erreur.

Des députés de l'opposition: Oh!

M. Dugas (Joliette): J'ai un rapport non-officiel, mais je le communiquerai avec plaisir à l'honorable député des Deux-Montagnes.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Très bien.

M. Dugas (Joliette): La tuberculose bovine est une menace pour la santé publique et le capital humain, ce capital humain si jalousement protégé par l'honorable secrétaire de la province (M. David). C'est une cause de mortalité infantile et de tuberculose humaine. Rien que pour cette raison, j'affirme qu'il est donc important de soulever un débat sur cette question d'une suprême importance au point de vue hygiène. Les députés de cette Chambre et moi-même pourrions profiter du fait que certains d'entre nous sont des experts dans la façon dont cette maladie peut être détectée. Je demande à ceux qui sont au courant de cette question de bien vouloir prendre part à ce débat, afin d'apporter aux cultivateurs de notre province les renseignements nécessaires pour combattre la tuberculose bovine.

Est-ce que la maladie se contracte par contagion? C'est un renseignement que je voudrais obtenir du ministre de l'Agriculture (l'honorable M. Perron) ou d'autres députés. À part l'épreuve à la

tuberculine, y a-t-il d'autres moyens de diagnostiquer la maladie? Il y a également un aspect juridique à la question. Notre Code civil comprend-il des dispositions susceptibles de protéger le cultivateur qui achèterait des bêtes se révélant par la suite tuberculeuses?

Les cultivateurs disposent à l'heure actuelle de 60 jours pour présenter une demande d'indemnisation auprès du vendeur de bétail. J'aimerais savoir si ce délai est suffisant pour lui permettre de faire les tests nécessaires. S'il ne l'est pas, je crois qu'un amendement à la loi s'impose, qui porterait le délai à 80 jours. La situation est grave. On m'a informé qu'on pouvait inoculer un animal contre la tuberculose et que, pendant 60 jours, il semblait indemne. Ainsi, un bovin qui a déjà subi une épreuve à la tuberculine peut demeurer pendant 50 à 60 jours sans réagir, même s'il est malade, à une autre épreuve semblable. C'est de cette manière que l'on vend des animaux contaminés. Comment alors pourrait-on protéger le cultivateur contre l'exploitation? Serait-il sage alors d'amender la loi, afin de mieux protéger le cultivateur qui achète les bovins?

J'ai l'intention de présenter une loi pour assimiler la tuberculose bovine aux vices cachés. En effet, je me propose de demander à la Chambre d'amender le Code civil de façon à ce que la vente d'un animal puisse être annulée par une action rédhibitoire, dans un délai de 90 jours, car cette inoculation dont j'ai parlé fait disparaître la maladie pour 60 jours. C'est en somme un cas de vice caché. Ainsi, je suggère qu'un cultivateur ait le droit de prendre une action rédhibitoire dans les 90 jours et que l'animal soit présumé tuberculeux. Si la députation est favorable à ma suggestion, je présenterai un bill basé sur celle-ci. Je vais écouter la discussion et je crois que mon projet sera de nature à protéger les cultivateurs contre les marchands vendant, grâce à un procédé habile, des animaux qui contaminent les troupeaux.

L'infection du bétail est une question grave et si, lorsque nous aurons discuté de la question, il semble nécessaire d'apporter des amendements à la loi, je serai très heureux de présenter un projet de loi à cet effet.

M. Lamoureux (Iberville)¹⁰: La suggestion du député de Joliette a du bon. Il déplore, poursuit-il, cette pratique d'inoculer des animaux contaminés pour pouvoir les vendre et espère que l'on amendera la loi pour modifier le système actuel, afin de mieux protéger le cultivateur. Je suis, dit-il, en faveur des

zones réservées, mais souhaite que les vétérinaires soient capables de découvrir infailliblement les animaux malades de tuberculose. Je crois que ce serait préférable si on pouvait obtenir des résultats certains, et je m'interroge sur la possibilité pour le gouvernement de se tourner vers les écoles de médecine vétérinaire. Je presse le gouvernement de veiller à ce qu'il y ait suffisamment de vétérinaires pour procéder aux tests qui s'imposent et aider les cultivateurs lorsque ceux-ci font l'achat de bétail.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) invite par un signe les députés de l'opposition à parler.

L'honorable M. Perron (Montcalm): Est-ce que la gauche veut parler?

M. Houde (Montréal-Sainte-Marie): Nous verrons. Nous ne sommes pas obligés de parler à ce moment du débat. S'il faut répondre, nous pourrions le faire le moment venu.

M. Renaud (Laval): Nous ne sommes pas plus obligés que les autres, de parler.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Le ministre a le droit de réplique.

L'honorable M. Perron (Montcalm): M. l'Orateur, je remercie l'honorable député de Joliette d'avoir soulevé ce débat et de m'avoir ainsi donné l'occasion de dire à cette Chambre et à la province la situation qui existe dans les comtés qu'il a mentionnés, et ce qui s'est passé au sujet des épreuves à la tuberculine.

Un grand nombre de gens ne sont pas au courant de la loi. La loi veut que, si un certain nombre de cultivateurs d'un même district veulent se former en zone réservée, le gouvernement fédéral puisse créer de telles zones, faire inspecter les troupeaux et les soumettre à l'épreuve de la tuberculine. La loi veut, de plus, que lorsqu'une zone a été créée, la valeur des deux-tiers des animaux abattus soit payée à leurs propriétaires. Les comtés de Laval et de Jacques-Cartier ont voulu être placés dans une zone réservée.

Longtemps avant d'être en Chambre comme ministre de l'Agriculture et de prendre charge de mon département, j'ai eu l'occasion d'entendre parler de la tuberculose bovine et des troupeaux examinés par des vétérinaires. J'ai entendu parler, il y a de nombreuses années, de la tuberculose et des gestes

posés par le gouvernement fédéral, et aussi de l'inspection des troupeaux et des zones créées pour ceux qui sont déclarés sains par les autorités. Plus tard, j'ai eu l'occasion, dans le cours de ma pratique comme avocat, de lire le règlement de la cité de Montréal défendant l'entrée dans la ville du lait provenant de troupeaux non-soumis à l'épreuve de la tuberculine. Ça n'a pas toujours été le cas, mais ça l'est maintenant. En sorte que j'étais heureux que le gouvernement fédéral eût décidé de placer les deux comtés de Laval et Jacques-Cartier sous la loi du zonage, ce qui permettait aux cultivateurs de vendre le lait de leurs troupeaux à Montréal. Ces mesures devaient entraîner des résultats satisfaisants et avaient été prises dans l'intérêt de la santé publique.

Mais quelques jours après mon entrée en fonction comme ministre de l'Agriculture, j'ai reçu diverses délégations. Une délégation considérable venant du comté de Laval et de Jacques-Cartier est venue me demander d'empêcher le gouvernement fédéral d'établir une zone dans les comtés de Laval et Jacques-Cartier.

Cette délégation était composée d'importants citoyens de ce comté. Cette délégation m'a impressionné parce qu'elle avait à sa tête notre vieil ami l'honorable député de Laval (M. Renaud). Celui-ci, expert en agriculture, en élevage et en commerce d'animaux, disait alors que l'établissement de cette zone réservée signifierait la ruine des cultivateurs des comtés de Laval et de Jacques-Cartier.

En face de représentations venant de voix aussi autorisées, je me suis trouvé bien gêné et bien embarrassé. L'honorable député de Laval, cultivateur pratique, expert en animaux, m'a rendu bien perplexe. Ce vieux cultivateur, connaissant l'agriculture et l'élevage venait me dire: "M. Perron, si vous mettez en vigueur la loi sur la tuberculisation, vous allez ruiner l'agriculture et la classe agricole". Je puis dire, M. l'Orateur, que j'ai vraiment pris cette affaire au sérieux. Je vous avouerai que j'ai passé deux ou trois jours à réfléchir et que mes cheveux ont dû blanchir.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Ils étaient bien près de blanchir.

L'honorable M. Perron (Montcalm): Si l'honorable député des Deux-Montagnes savait le fond de conscience que j'ai, il me comprendrait. Cependant, 80 % des cultivateurs de ces deux comtés avaient demandé l'établissement de cette zone, parce qu'ils ne pouvaient vendre leur lait à Montréal, si leurs troupeaux n'étaient pas soumis à l'épreuve à la tuberculine.

J'ai fait bien des démarches avant de prendre une décision. Et alors messieurs, je me suis adressé à Ottawa pour demander s'il ne serait pas possible de retarder l'application de la loi, et donc l'établissement de la zone en question. J'ai demandé de révoquer la décision prise à la demande de 80 % des cultivateurs des deux comtés. Ottawa était sympathique. On voulait me faire plaisir. Les autorités hésitaient et ont consulté, je crois, le ministère de la Justice. Bref, les négociations ont duré deux semaines.

Je ne voulais pas ruiner les cultivateurs des comtés de mes bons amis de Laval et Jacques-Cartier. J'ai donc insisté. Finalement en discutant l'affaire avec une personne, celle-ci m'a dit: "Pourquoi insister? Pourquoi voulez-vous empêcher la loi de s'appliquer? Vous savez bien que la cité de Montréal refuse l'entrée du lait provenant de troupeaux non soumis à l'épreuve de la tuberculine." Je suis même allé voir à ce sujet le chef de l'exécutif de la cité de Montréal, tellement je voulais être agréable au député de Laval (M. Renaud) et qu'on ne me reproche de ruiner les habitants.

Finalement, un jour, quelqu'un, un homme de la finance en vue en qui j'ai une grande confiance, est venu me voir et m'a dit: "Vous êtes le ministre de l'Agriculture, vous avez des obligations à remplir et vous ne pouvez pas vous dérober pour être agréable au député de Laval." Le député de Laval est un bon garçon, je le connaissais comme le meilleur commerçant. Mais mon homme me dit: "Vous voulez aider l'honorable député de Laval? Mais vous ne savez donc pas qu'il est millionnaire, beaucoup plus que je ne suis. Aidez plutôt les cultivateurs".

M. l'Orateur, le jour où j'ai appris cette nouvelle, j'en ai été très heureux. Oh! Je ne lui en fais pas le reproche. Nous n'en avons pas trop de millionnaires parmi nos gens. Nous en avons si peu chez les Canadiens français dans la province de Québec que le fait de voir mon vieil ami le député de Laval millionnaire m'a rendu heureux, car c'est une grande chose pour notre race. J'ai été heureux de voir que notre bon vieil ami de Laval avait réussi à acquérir une belle fortune.

Mais celui qui m'avait appris la nouvelle m'a dit: "Il ne faut pas, cependant, qu'il ne fasse trop de millions". Car ça deviendrait un trust dirait le député de Maisonneuve (M. Tremblay). Je ne veux pas dire qu'il n'est pas légitime que mon honorable ami de Laval ait acquis de la fortune. Telle n'est pas ma pensée, je vous l'assure. Ces millions ou partie de millions, mon honorable ami les a faits dans un commerce peu payant, le commerce des animaux. Il a bien réussi et c'est fort légitime. Nous sommes heureux, nous, de voir réussir un des nôtres.

M. Blain (Montréal-Dorion): M. l'Orateur, je soulève un point d'ordre. L'honorable ministre n'a pas le droit d'être blessant pour le député de Laval. Il n'a pas le droit de mettre en cause la conduite d'un député de cette Chambre et de faire référence à ses finances, ce qui est en contravention avec les règles parlementaires, sauf par voie de motion spéciale. Et s'il ne le fait pas en paroles, il le fait par insinuation.

L'honorable M. David (Terrebonne): Est-ce une injure de dire à un homme qu'il est millionnaire?

L'honorable M. Perron (Montcalm): M. l'Orateur, l'honorable député de Montréal-Dorion est bien injuste pour moi. Voilà 10 minutes que je fais des compliments à l'honorable député de Laval.

M. Renaud (Laval): Je n'en ai pas besoin.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Est-ce un crime pour le député de Laval d'être millionnaire?

M. Blain (Montréal-Dorion) explique longuement son point d'ordre.

L'honorable M. Galipeault (Bellechasse): Je n'ai rien entendu de blessant à l'adresse du député de Laval. Ce qu'il a dit était plutôt poli.

M. Guertin (Hull): L'honorable ministre s'est adressé directement à l'honorable député de Laval. Le ministre ne cherche en somme qu'à dire que l'honorable député de Laval avait fait des millions dans le commerce des animaux, alors que ce commerce est peu payant. Le but évident est d'attaquer le député de Laval.

L'honorable ministre peut certainement s'adresser à la Chambre, mais il n'a pas le droit de parler de la conduite et des affaires de l'honorable député de Laval. En insinuant qu'il essaie de gagner des millions au moyen du commerce de bétail, j'affirme qu'il enfreint le règlement et que cette question ne concerne aucunement la Chambre.

Il me semble qu'un homme qui occupe le poste de l'honorable ministre devrait choisir des façons de s'exprimer et de justifier sa conduite autres que les injures à l'endroit d'un député de cette Chambre. Il n'y a rien dans la motion au sujet du commerce du bétail, car elle concerne la tuberculose affectant le bétail et les tests de tuberculine, et rien d'autre.

L'honorable M. Perron (Montcalm): M. l'Orateur...

M. Blain (Montréal-Dorion): L'honorable ministre n'a pas le droit de parler deux fois sur le point d'ordre¹¹.

L'honorable M. Perron (Montcalm): Eh! bien, que voulez-vous que je fasse au juste?

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Je ne parviens pas à comprendre l'objection de l'honorable député de Hull. Peut-il nous dire quelles sont les paroles qu'il trouve injurieuses? Quelles paroles a-t-on prononcées qui blessaient un membre de la Chambre? Pas un seul mot d'injure ou de blâme n'a été prononcé contre le député de Laval, sauf le fait qu'on dit qu'il était millionnaire.

Est-ce cela qui est injurieux? J'ai écouté l'honorable ministre de l'Agriculture discuter une question qui intéresse toute la province. Il a dit en passant que l'honorable député de Laval était un millionnaire. Je ne vois pas en quoi cela constitue une raison pour nos amis de l'opposition de s'objecter.

Il n'y a pas de mal à dire de quelqu'un qu'il est millionnaire. Il est même très agréable de se faire traiter de millionnaire. Si on me faisait un pareil compliment, je serais obligé de dire que ce n'est pas exact, mais je ne serais pas blessé. En tout cas, l'opposition le dit à cœur de jour au gouvernement. Il y a des années que l'opposition dit que des ministres sont riches et on ne l'a pas rappelé à l'ordre. Je crois que l'honorable ministre de l'Agriculture a rendu un bel hommage à l'honorable député de Laval qui n'a pas été insulté. Je considère que l'honorable ministre n'a proféré aucune parole que l'on puisse contester. On ne devrait plus l'interrompre.

M. Houde (Montréal-Sainte-Marie): Tout cela est bien joli. Il est aisé pour l'honorable premier ministre, qui est un avocat de talent, de déclarer que rien n'a été dit qui justifie une objection. Mais ce n'est pas ce que reflète le visage souriant de l'honorable ministre de l'Agriculture.

Il y avait de la malice dans les paroles du ministre de l'Agriculture. Le député de Laval a dû vendre des animaux dans son comté, et c'est à cause de cela que je prétends que les compliments du ministre de l'Agriculture sont blessants. Le député de Joliette a dit que, dans Laval, 60 % des troupeaux étaient contaminés. Le ministre de l'Agriculture vient ensuite et dit que le député de Laval a fait des

millions à vendre des vaches et qu'il est du comté de Laval, et tout le monde sait que certaines d'entre elles doivent avoir été vendues chez lui, dans le comté de Laval. C'est à cela que nous nous objectons.

Le ministre de l'Agriculture devrait au moins avoir la franchise de lancer l'accusation carrément. M. l'Orateur, vous avez entendu l'avocat disert, bien au courant de la procédure parlementaire. L'honorable ministre de l'Agriculture est absolument en droit de faire son discours au sujet de la motion, mais s'il veut injurier un député de cette Chambre, alors les règles prévoient qu'il doit le faire au moyen d'une motion spéciale. Il ne doit pas insinuer. Je crois que, si on veut porter une accusation contre l'honorable député de Laval, on devrait faire une motion, au lieu de procéder de cette manière. Nous pourrions répondre si l'on portait des accusations. Je soumets que l'honorable ministre est hors d'ordre.

M. Renaud (Laval): C'est la première fois depuis que je suis député de cette Chambre que je vois prendre des moyens comme cela pour dire que je suis millionnaire. Je ne le suis pas. Je n'accepte pas cette affirmation, mais il est vrai que je fais le commerce du bétail. Le ministre de l'Agriculture veut dire en somme que le député de Laval a été plus ou moins scrupuleux. Qu'il ait donc le courage de le dire carrément. L'honorable ministre peut bien débattre de la motion, mais il ne peut insinuer que le député de Laval est un marchand de bétail peu scrupuleux. On peut insinuer que le député de Laval a été peu scrupuleux dans son commerce, mais c'est de l'insinuation. Je n'ai pas peur que l'on discute ma conduite, mais pas de cette façon. La droite a de bien petits moyens à sa disposition, des moyens indignes d'un ministre de l'Agriculture et d'un premier ministre de la province. Employer des moyens de ce genre, c'est de la mesquinerie, c'est de la petite politique.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Discutez-vous du rappel au Règlement?

M. Renaud (Laval): Le premier ministre peut trouver ça drôle. Je ne ferai pas de discours, mais je dirai qu'une tentative de ce genre dénote la petitesse politique et est un exemple typique de mesquinerie politique.

M. l'Orateur suppléant demande à M. Blain de répéter son point d'ordre.

M. Blain (Montréal-Dorion) répète le point d'ordre.

M. l'Orateur suppléant: Le point d'ordre soulevé par l'honorable député de Montréal-Dorion veut qu'une injure ait été proférée contre un député de cette Chambre, ce qui n'est pas permis, de façon directe ou indirecte. Je rejette le point d'ordre du député de Montréal-Dorion, parce que celui-ci ne peut dire que l'honorable ministre de l'Agriculture fut blessant pour le député de Laval. Je ne crois pas qu'il ait attaqué directement ou indirectement la conduite de l'honorable député de Laval.

Il n'y avait rien de répréhensible dans ses paroles. Au contraire, il lui fit des compliments. À mon avis, l'honorable ministre de l'Agriculture n'a pas transgressé cette règle par les paroles qu'il a prononcées jusqu'au moment où il a été rappelé à l'ordre. Donc, toutes ses paroles jusqu'ici sont autorisées par le règlement, et le point d'ordre est rejeté.

M. Houde (Montréal-Sainte-Marie) fait un commentaire qui dit le contraire.

M. l'Orateur suppléant lui dit de faire appel de la décision s'il n'est pas d'accord.

L'honorable M. Perron (Montcalm): Je suis bien gêné de déplaire au député de Laval. Je suis peiné, M. l'Orateur, de l'avoir blessé. Je n'ai jamais eu l'intention de blesser en quoi que ce soit mon honorable ami le député de Laval, qui est un de nos rares Canadiens ayant bien réussi dans son commerce. Je veux le faire savoir à toute la province pour qu'il soit bien compris qu'il est un Canadien français distingué qui a bien réussi. Je suis heureux de l'en féliciter. J'ai simplement dit qu'il était un homme bon et honnête qui connaissait la question.

M. Guertin (Hull): M. l'Orateur, je soulève un nouveau point d'ordre. L'honorable ministre, qui a pour mission d'éclairer la Chambre sur la tuberculisation, est joliment loin de la question. Il ne peut pas parler de l'honorable député de Laval (M. Renaud), qui n'est pas chargé des épreuves de la tuberculine. Qu'il soit riche ou pauvre, qu'est-ce que ça peut faire au débat? La droite me parle souvent de Bourinot. Que dit Bourinot? Il en cite des extraits. Il existe une règle en cette Chambre selon laquelle un député doit s'en tenir au sujet à l'étude, sauf lorsqu'il répond à une question. Si je me rappelle bien le libellé de cette motion, cette dernière concerne la tuberculose bovine et les tests de tuberculine. La décision, quant aux discussions futiles et sans queue ni tête, est claire et appuyée par diverses autorités.

Si l'honorable ministre de l'Agriculture veut faire de l'humour, c'est très bien, mais cela nous écarte du débat. Notre discussion porte sur les tests de tuberculine. L'honorable ministre veut-il suggérer que, parce que l'honorable député de Laval a fait un peu d'argent dans le commerce du bétail, la politique du gouvernement sur la tuberculose des bovins laitiers pourrait peut-être en être affectée?

Si l'honorable député de Laval a fait quelques piastres dans le commerce des animaux, en quoi cela peut-il affecter la politique du gouvernement? Je demande au ministre de l'Agriculture de cesser ses remarques au sujet du député de Laval. Qu'il s'en tienne à la question qui nous occupe comme l'exigent les règles pour tous les autres députés de cette Chambre.

L'honorable M. Perrault (Arthabaska): Le point d'ordre de l'honorable député est mal soulevé. Mon collègue explique que c'est le député de Laval qui dirigeait la délégation qui est venue lui demander de ne pas établir de zone réservée dans les comtés de Laval et de Jacques-Cartier. C'est ainsi que le nom du député de Laval fut mêlé à cette discussion. L'honorable député de Laval s'est rendu auprès de l'honorable ministre de l'Agriculture pour discuter la question qui nous occupe, et je crois que les remarques du ministre sont très pertinentes. D'un autre côté, l'honorable ministre, en reprenant son discours, a déclaré que ce qu'il disait de l'honorable député de Laval, il le disait dans un bon esprit. Comment peut-on soulever un point d'ordre sur cela?

M. Blain (Montréal-Dorion): L'honorable ministre dit qu'il a fait des compliments à l'honorable député de Laval. Il y a des compliments qui n'en sont pas. Nous avons des doutes. Nous avons raison de craindre ses caresses. Il agit comme ceux qui embrassent déloyalement les gens pour mieux les étouffer. Les rires de ses amis de la droite prouvent bien que ses remarques étaient de nature à blesser le député de Laval.

Voilà qui trahit le but de sa motion. S'il a un discours à prononcer, tous les députés de cette Chambre ont un droit de réplique. S'il existe des règles de procédure en cette Assemblée, alors soyons-y tous soumis, car elles découlent des bonnes vieilles traditions britanniques et sont basées sur la procédure en cours à Westminster et à Ottawa. Elles sont inchangées et non amendées, autant que je sache, et elles s'appliquent à tous les députés de cette Chambre, M. l'Orateur, et lorsqu'il reprend son commentaire, particulièrement après la dernière

décision, l'honorable ministre est hors d'ordre si on se fie à l'article 236. Il peut bien nous présenter l'historique des faits qu'il veut nous décrire, mais qu'il s'en tienne au sujet. Nous avons tous hâte de l'entendre et attendons avec impatience ses belles paroles intelligentes.

Notre impatience est d'autant plus grande que l'honorable député de Joliette (M. Dugas) nous a dit, dans sa déclaration préliminaire, qu'il n'avait pas personnellement les compétences requises pour traiter de cette question importante. Il en a appelé aux experts en la matière, notamment à l'honorable ministre de l'Agriculture, pour qu'ils lui viennent en aide et à celle de la Chambre. Mais tout cela ne lui donne pas la permission d'enfreindre le règlement. Malheureusement, nous n'avons pas la règle de clôture de 40 minutes en cette Chambre, M. l'Orateur. Il y a des moments où ça serait une bien bonne chose, car ça empêcherait des situations comme celle-ci.

Il cite une autre série d'autorités pour appuyer le point d'ordre. Il entre dans de subtiles distinctions linguistiques sur la différence entre "Shall" et "May".

L'honorable ministre n'a pas le droit de traiter une question qui n'est pas devant nous, et je demande que le règlement soit appliqué. L'honorable ministre aurait dû nous dire: J'ai l'intention de parler de tout, sauf de la tuberculose bovine. En effet, il a l'intention de parler de toutes sortes de choses, mais pas de la tuberculinisation. Dès le début, on pouvait voir ce qui venait. Le député de Joliette, parrain de la motion, a déclaré en débutant qu'il ne connaissait pas la question. Que venait-il faire là alors?

L'honorable M. Perron (Montcalm): L'honorable député n'a pas le droit de me prêter des intentions perverses.

M. Blain (Montréal-Dorion): M'appuyant sur Bourinot et Desjardins, je soumets que l'honorable ministre n'est pas dans l'ordre. Je comprends qu'il avait peut-être l'intention d'avoir une bienveillante ironie, mais le règlement doit s'appliquer pour lui comme pour le plus modeste député de la gauche.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Je ne comprends vraiment pas ce barrage de points d'ordre.

M. Blain (Montréal-Dorion): Ce sont des choses importantes.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Pourquoi les membres de l'opposition font ce barrage? L'honorable député a fait valoir que l'honorable ministre de l'Agriculture a répété ce qu'il avait dit avant que le dernier point d'ordre eût été soulevé. M. l'Orateur, vous avez décidé que l'honorable ministre de l'Agriculture était dans l'ordre et il n'a rien dit depuis qui puisse le mettre hors d'ordre. Il a raison de parler après le point d'ordre, puisqu'on vient de lui permettre.

S'il était dans l'ordre tout à l'heure et qu'il continue à parler absolument sur le même sujet, il est encore dans l'ordre. Il ne fait que nous relater l'histoire de l'arrivée de la délégation venue lui rendre visite. Que nos amis de l'autre côté de la Chambre protestent, c'est très bien, mais si on écoutait ce que l'honorable ministre a à dire à propos de l'honorable député de Laval? Bourinot, que l'on a cité, avec beaucoup d'amour, dit que l'on doit attendre que le député qui a la parole ait fini sa phrase avant de l'interrompre. Que le ministre parle et nous verrons après.

M. Blain (Montréal-Dorion): Bourinot dit justement que lorsque l'énoncé est terminé, il est trop tard pour soulever un point d'ordre.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Le ministre de l'Agriculture a simplement dit que le député de Laval avait dirigé une délégation, puis fait son éloge. Pourquoi alors ces points d'ordre? Je suis convaincu que l'honorable ministre de l'Agriculture n'a rien de désagréable à dire à l'honorable député de Laval, mais je commence à croire que l'opposition a peur qu'il sorte quelque chose. Cela laisse croire que les membres de l'opposition connaissent quelque chose que la Chambre ne sait pas encore. Je crois, M. l'Orateur, que vous avez déjà décidé le point d'ordre et que le débat devrait continuer.

Des députés à gauche: Non, non.

M. Houde (Montréal-Sainte-Marie): Le premier ministre fait une affirmation qui ne correspond pas aux faits. Ce n'est pas le même point d'ordre. Tout à l'heure, nous avons prétendu qu'il y avait insinuation. Nous prétendons maintenant que le ministre s'écarte de la question. Non seulement les remarques du ministre n'étaient pas pertinentes, mais elles étaient impertinentes. Je ne comprends pourquoi la droite fait tant d'ironie parce que l'honorable député de Hull étudie Bourinot pour s'instruire. Nous n'avons pas beaucoup d'avocats de ce côté-ci de la Chambre et, malheureusement, le plus brillant est malade.

L'honorable M. Perrault (Arthabaska): L'honorable député de Montréal-Dorion est avocat¹².

M. Houde (Montréal-Sainte-Marie): En effet, il l'est.

L'honorable M. Perron (Montcalm): Et un très bon avocat.

M. Houde (Montréal-Sainte-Marie): Nous n'avons pas beaucoup d'avocats, et je me demande pourquoi on se moque des députés qui veulent s'instruire. Je sou mets, en m'appuyant sur Bourinot, que ça ne fait rien au débat si l'honorable député de Laval est millionnaire et s'il fait de l'argent dans le commerce des animaux. En quoi cela est-ce pertinent à la question qui est devant nous?

Il cite Bourinot, May et invite l'Orateur à consulter les paragraphes 6, 8 et 9, de la section 15, livre 9, d'un auteur parlementaire.

L'honorable ministre des Travaux publics et du Travail (M. Galipeault) sourit. Ça lui rappelle des réminiscences.

L'honorable M. Galipeault (Bellechasse): Nous devons avoir le droit de sourire.

M. Houde (Montréal-Sainte-Marie): Je sou mets que les remarques de l'honorable ministre à l'adresse de l'honorable député de Laval (M. Renaud) ne sont pas pertinentes. Non seulement elles ne sont pas pertinentes, mais il est impertinent de la part du ministre de parler de ses ventes de bétail. Qu'il s'en tienne au sujet. Il devrait être clair, donc, que l'honorable ministre doit agir de cette façon et que nous avons raison en ce qui concerne ce point d'ordre.

M. l'Orateur suppléant: Je crois que l'honorable ministre de l'Agriculture (M. Perron) n'est pas hors d'ordre, car il a eu juste le temps d'expliquer ce qu'il venait de dire. Ces paroles sont absolument reliées à la question discutée.

L'honorable M. Perron (Montcalm): Je n'ai pas eu le temps d'entrer dans mon sujet lorsque le point d'ordre a été soulevé. Comme je ne veux pas être rappelé à l'ordre une troisième fois, et comme je veux m'attirer les bonnes grâces et les sympathies de la gauche, je ne ferai plus de compliments à l'honorable député de Laval (M. Renaud) parce qu'ils leur déplaisent.

(Rires)

Je retire tout ce que j'ai dit tout à l'heure. L'honorable député de Laval (M. Renaud) est un homme que j'estime beaucoup. Il n'est pas millionnaire. C'est un pauvre homme.

M. Renaud (Laval): Je soulève un point d'ordre M. l'Orateur.
(Rires)

L'honorable M. Perron (Montcalm): Oh! Je retire de nouveau mes paroles. Je retire ces paroles. Il veut discuter davantage.

M. Houde (Montréal-Sainte-Marie) le force, dit-il, à se rasseoir.

M. Renaud (Laval): Pardon, M. l'Orateur, l'honorable ministre n'a pas le droit de faire un discours qui consiste en des insinuations à l'endroit du député de Laval. Voilà 12 ans que je siége en cette Chambre et jamais je n'ai entendu un tel langage, donnant à entendre que je ne suis pas un honnête homme. C'est la première fois que l'on fait des insinuations sur mon compte.

Des députés ministériels: Oh! Oh!

M. Renaud (Laval): Vous dites que vous êtes prêt à retirer vos paroles. Quant à moi, je peux simplement dire que je suis heureux de conserver mon nom et mon honneur, et je demanderais à ce qu'on n'utilise pas, comme on l'a vu faire, le nom du député de Laval de cette façon.

Il n'est pas question de ma fortune. Ce que j'ai, je l'ai gagné honnêtement. Ce n'est pas la motion du représentant de Laval, c'est la motion des vaches qui est devant la Chambre.

(Rires)

M. Houde (Montréal-Sainte-Marie): M. l'Orateur, je demande que l'on parle sérieusement et que vous mainteniez notre prétention. L'honorable ministre s'écarte encore une fois du débat. Il devrait être plus sérieux. Nous ne sommes pas ici pour faire des farces, ni moi, ni les autres députés de la Chambre, particulièrement au moment où une motion aussi sérieuse que celle présentée par l'honorable député de Joliette est mise à l'étude, et pour ce qui est de soulever un point d'ordre, lorsque le ministre fait dévier la discussion vers la fortune ou la pauvreté de l'honorable député de Laval, tout ce que je peux dire, c'est que nous continuerons de le faire.

Que l'Orateur force le ministre de l'Agriculture (l'honorable M. Perron) à changer de tactique.

M. Blain (Montréal-Dorion) se lève.

M. l'Orateur opine que ce devrait être assez de discussion.

M. Blain (Montréal-Dorion) cite les règlements.

M. Renaud (Laval): C'est écrit dans le petit livre.

M. Blain (Montréal-Dorion) expose son argumentation.

M. l'Orateur: Le ministre de l'Agriculture a dit à peine quelques paroles, et déjà on soulève des points d'ordre qui ont déjà été soulevés et rejetés. Je crois qu'on devrait laisser au moins l'honorable ministre de l'Agriculture finir sa phrase.

M. Blain (Montréal-Dorion) se lève.

Des députés libéraux: À l'ordre! À l'ordre!

M. Blain (Montréal-Dorion): Il y a une autre question sur laquelle j'aimerais attirer votre attention, M. l'Orateur. Cette Chambre a un règlement contre l'utilisation de termes injurieux. Il est contraire au règlement et non parlementaire de ridiculiser cette Chambre, ou l'un de ses députés, et c'est exactement ce que fait l'honorable ministre de l'Agriculture.

L'honorable M. Perron (Montcalm): Jamais!

M. Blain (Montréal-Dorion): L'honorable ministre de l'Agriculture n'a pas le droit de ridiculiser un membre de cette Chambre.

L'honorable M. Perrault (Arthabaska): Pas du tout. L'honorable député de Montréal-Dorion n'est pas juste pour l'honorable ministre de l'Agriculture (M. Perron).

M. Blain (Montréal-Dorion): C'est injuste. Ce n'est pas une insinuation que je fais. Je dis que l'honorable ministre de l'Agriculture veut ridiculiser l'honorable député de Laval. Si je suis dans l'erreur, j'aimerais qu'on me corrige.

M. l'Orateur: On ne peut revenir à ce qui a précédé le dernier point d'ordre.

M. Blain (Montréal-Dorion): Eh! bien, on a entendu rire.

L'honorable M. Perron (Montcalm): Ces remarques ne sont pas réglementaires.

M. l'Orateur: L'honorable ministre de l'Agriculture a le droit de protester, et lorsqu'un député proteste et offre une explication, sa déclaration doit être acceptée, et le député qui s'est plaint doit retirer ses paroles.

Ça n'a pas d'importance si cela fait partie du point d'ordre ou non. L'honorable ministre de l'Agriculture a déclaré qu'il retirait ses paroles et qu'il était prêt à dire que l'honorable député de Laval était pauvre.

M. Blain (Montréal-Dorion): Est-ce que la Chambre a pleuré? Non, on a ri.

L'honorable M. Perrault (Arthabaska): Alors votre point d'ordre est sur les rires ironiques de la Chambre.

M. Blain (Montréal-Dorion): Certainement.

L'honorable M. David (Terrebonne): Alors, c'est un point d'ordre contre l'ironie.

M. Blain (Montréal-Dorion): Je prétends que l'honorable ministre n'a pas le droit d'essayer de rapetisser, de ridiculiser l'honorable député de Laval.

L'honorable M. Perron (Montcalm): M. l'Orateur, je proteste contre ces paroles. Pas un mot de mon discours ne peut être interprété comme ayant pour but de ridiculiser l'honorable député de Laval pour qui j'ai la plus grande estime. Je ne ressens aucune animosité à l'endroit du député de Laval.

M. Blain (Montréal-Dorion): Je cite le règlement et je maintiens que, par son attitude, l'honorable ministre l'a enfreint.

M. l'Orateur: Je crois que la déclaration de l'honorable ministre suffit. Du moment qu'il proteste contre l'intention qu'on lui prête, je renvoie le point d'ordre soulevé.

L'honorable député doit accepter la déclaration du ministre.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) met fin à la discussion en appelant 6 heures et propose la suspension de la séance jusqu'à 8 h 30.

La séance est suspendue à 6 heures.

Reprise des travaux à 8 h 30

The Quebec Labrador Railway Company

M. Rochette (Charlevoix-Saguenay) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 150 modifiant la charte de Quebec Labrador Railway Company.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): La requérante veut obtenir un délai de deux ans pour exécuter les travaux prévus dans sa charte.

Adopté. Le comité, ayant étudié le bill, en fait rapport sans amendement.

M. Rochette (Charlevoix-Saguenay) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Syndics de Sainte-Thérèse-d'Amos

M. Authier (Abitibi) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 136 concernant les syndics de la paroisse de Sainte-Thérèse-d'Amos.

Adopté. Le comité, ayant étudié le bill, en fait rapport sans amendement.

M. Authier (Abitibi) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Refuge Notre-Dame-de-la-Merci

M. Plante (Montréal-Mercier) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 157 modifiant la charte du refuge Notre-Dame-de-la-Merci soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

Tuberculose bovine

Conformément à l'ordre du jour, la Chambre reprend le débat, ajourné ce jour, sur la motion proposée à l'effet qu'il soit déposé sur le bureau de la Chambre copie de toute correspondance échangée, depuis 1927, entre le gouvernement et toute personne au sujet de la tuberculose bovine, et les épreuves à la tuberculine dans les comtés de Joliette, Montcalm, L'Assomption, Laval, Jacques-Cartier et Terrebonne.

L'honorable M. Perron (Montcalm):

M. l'Orateur, une remarque de l'honorable chef de l'opposition, avant 6 heures, m'a particulièrement fait de la peine, quand il a prétendu que je n'étais pas sérieux. La question de la tuberculinisation est très sérieuse et je veux la traiter sérieusement. À diverses reprises, nous nous sommes occupés de cette question et je l'ai étudiée sérieusement. J'habite le comté de Jacques-Cartier, j'en suis heureux, et je m'intéresse très vivement au sort de sa brave population.

Vous me permettrez de vous lire une lettre d'un cultivateur du comté de Jacques-Cartier, adressée au premier ministre. Il s'agit d'un cultivateur de 70 ans qui a acheté des vaches à crédit, qui était en demeure de les payer, et qui voyait venir le massacre des inspecteurs de troupeaux. Une partie de son troupeau fut abattue après l'épreuve à la tuberculine. Son cas est semblable à celui de bien des cultivateurs des comtés de Jacques-Cartier et de Laval.

Le citoyen dont j'ai parlé est M. Legault, un bon conservateur de Sainte-Geneviève, qui, à 70 ans, est père de 8 enfants. Il a acheté des vaches qui ont été abattues, parce que malades. Et cependant, il doit encore une bonne somme à celui qui lui a vendu ces vaches et il est dans une situation très difficile. Le vendeur menace de le poursuivre. Il a perdu 10 vaches d'une valeur de \$160, soit un montant de \$1,600. Il dit dans sa lettre qu'il ne peut pas payer et se fie au bon cœur du premier ministre.

M. l'Orateur, je n'avais pas l'intention de vous lire cette lettre. Je voulais simplement demander aux créanciers de cet homme d'avoir pitié de ce pauvre débiteur et de ne pas poursuivre ce malheureux. Mais, puisqu'on m'accuse de traiter cette question légèrement et qu'on m'a dit que je n'étais pas sérieux, bien que la question soit plus sérieuse que ne le croient certains députés de la gauche, je vais en parler. Je vous lis cette lettre qui m'est allée droit au cœur. Cette question est très sérieuse.

Le député de Joliette veut avoir des explications sur la tuberculose et je vais les lui donner. Comme je l'ai dit cet après-midi, les propriétaires de troupeaux

de vaches, dans les comtés de Laval et Jacques-Cartier ne peuvent vendre leur lait à Montréal, à moins de se conformer au règlement de Montréal. Comme la ville de Montréal n'accepte que le lait provenant des zones déclarées sans tuberculose bovine, les cultivateurs de ces comtés se sont retrouvés dans une situation très difficile. Ils ont dû établir une zone réservée et, dans ces deux comtés, 65 % des vaches ont été abattues, parce qu'elles furent trouvées tuberculeuses au moment de l'épreuve à la tuberculine. Elles avaient coûté \$125 au minimum, \$160, en moyenne et généralement \$200.

Il est à noter, cependant, que lorsque les inspecteurs du gouvernement sont arrivés sur la scène, les experts, des vétérinaires, ont constaté que les animaux élevés sur les fermes des cultivateurs de notre province n'étaient pas atteints de tuberculose. En face de cette hécatombe, on s'est demandé d'où venait cette catastrophe. Qu'est-ce qu'on a découvert? Ils ont constaté alors que les cultivateurs dans la province d'Ontario, où l'élevage est très avancé, se débarrassaient de leur bétail tuberculeux.

En Ontario, on a été sage et on s'est rapidement débarrassé des bêtes infectées. Les vaches étaient envoyées à la boucherie sur le marché de Toronto, avec un "T" dans l'oreille signifiant tuberculose. De vraies belles vaches splendides que les commerçants de Montréal achetaient et revenaient vendre dans Québec. Ces vaches de Toronto étaient ramenées à Montréal par certains commerçants, en fait un commerçant en particulier.

M. Renaud (Laval): Je suis commerçant, vous pouvez les nommer...

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Oui, ils n'étaient pas de Québec.

L'honorable M. Perron (Montcalm): Non, je ne le ferai pas en aucun cas. Ces commerçants se rendaient sur le marché de la Ville-Reine, achetaient des vaches magnifiques, en fait des animaux tuberculeux, au prix du bœuf, à raison de \$25, \$30, \$40, \$50 et \$60 par tête, les amenaient sur le marché de Montréal, on ne saura jamais comment et où ils les passaient au marché aux animaux. Et là, elles étaient vendues aux cultivateurs des comtés de Laval et Jacques-Cartier à \$125, \$130, \$140, \$175, \$180 et \$200, avec un profit d'au moins \$100 et \$150 par tête. Certaines de ces vaches avaient un "T" à l'oreille, et d'autres n'en avaient pas. Mais ce "T" avait une signification bien connue en Ontario, mais moins

dans Québec. Et ces vaches ont été vendues dans les comtés de Montcalm, Terrebonne, Chambly, Verchères, Laval et Jacques-Cartier.

Je n'ai pas de critique à faire. Ces marchands de bétail ont le sens des affaires. Je rends hommage au sens des affaires de ces commerçants qui ont réussi à vendre aux cultivateurs dans tous les comtés de la région de Montréal, particulièrement dans Laval où le député de Laval a été faire des discours, des vaches tuberculeuses, des milliers et des milliers, à un profit d'au moins \$100 par tête.

Les uns ont payé comptant, les autres à termes. Dans certains cas, les cultivateurs qui les ont achetées n'avaient pas les moyens de les payer, mais ils devront rembourser leurs billets s'ils sont poursuivis en justice. Mais ces vaches étaient si belles, de bonnes laitières, et tout le reste. On vendait ces belles vaches, de belles vaches...

M. Tremblay (Maisonnette): Ils n'ont pas perdu de taureau pourri.

L'honorable M. Perron (Montcalm): Ah! Le taureau pourri! Je vais en parler. Ou plutôt, j'en parlerai tout à l'heure.

Des députés à droite: Tout de suite, tout de suite! Parlez-en, parlez-en.

L'honorable M. Perron (Montcalm): Eh bien! je vais en parler maintenant. Je suis même heureux que le député de Maisonnette me fournisse l'occasion d'en parler et de régler le cas tout de suite. *Le Goglu*, organe de l'opposition, parle d'un taureau pourri qui viendrait de la ferme du ministre de l'Agriculture. Il dit que je l'ai vendu. Je n'ai pas l'habitude d'afficher la vertu, à tout propos, mais, dans les circonstances, je suis obligé de me montrer vertueux. J'ai vendu un veau de trois mois, un veau honnête, qui est parti de ma ferme et qui est allé fréquenter les vaches vendues par mon honorable ami le député de Laval. Oui, messieurs, un veau honnête...

(Applaudissements)

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Innocent...

(Rires)

L'honorable M. Perron (Montcalm): Ce veau honnête, innocent, sans défense, ne connaissait pas les vaches de l'Ontario, mais seulement celles de la province de Québec.

M. Blain (Montréal-Dorion): À trois mois.

L'honorable M. Perron (Montcalm): Oui, à trois mois. Le veau était précoce, mais honnête. Il est allé sur la ferme de M. Chartrand où il a résisté pendant deux ans. Comme tous ceux qui sont en mauvaise compagnie, il lui est arrivé malheur. À l'âge de deux ans et demi, il s'est trouvé contaminé par les vaches vendues par mon honorable ami de Laval. C'est donc à deux ans et demi qu'on l'a abattu. Il s'est perversi. Il a tremblé. Je regrette de le constater. Voilà toute l'histoire de ce taureau pourri qui fait les délices du *Goglu*. Donc il est mort, ce veau élevé à Québec, il est mort parmi ces belles vaches de l'Ontario. C'est triste, très triste.

Je le répète, les animaux élevés à Québec furent fort peu attaqués, et le test a révélé qu'ils étaient sains; ce sont les vaches de l'Ontario qui étaient touchées. Les belles vaches ontariennes ont été attaquées dans une grande proportion. On me demande pourquoi tant d'animaux ont été abattus dans les comtés de Laval et Jacques-Cartier.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Quel est ce commerçant?

L'honorable M. Perron (Montcalm): Je ne le nommerai pas pour rien au monde. Personne ne me le fera dire.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): (Souriant) Il doit être millionnaire ce commerçant!

L'honorable M. Perron (Montcalm): Mais de ces belles vaches, sur 1,899 vaches achetées d'Ontario et vendues dans le district de Montréal par le même commerçant à \$125 par tête, 1,199 ont été trouvées atteintes de tuberculose et abattues, soit 64 %.

Et elles ont toutes été vendues aux bons fermiers de Jacques-Cartier et de Laval par le même homme, à un profit de \$100 par vache, pour ensuite être déclarées tuberculeuses.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Combien de mois après la vente?

L'honorable M. Perron (Montcalm): Ça varie, mais l'honorable député de Deux-Montagnes comprendra mon raisonnement, si je lui rappelle que les vaches portaient la marque dans l'oreille. Lorsqu'elles ont été vendues, elles portaient toutes un signe indiquant au commerçant qu'elles étaient

malades et il a fait un profit de \$100 sur chacune de ces vaches. Ça été la véritable tragédie qui a ruiné des cultivateurs et compromis leur avenir. La même chose s'est produite dans Chambly et dans Verchères. Avant la grande tragédie, pas la tragédie du Lac-Saint-Jean, mais la tragédie de Laval et de Jacques-Cartier, qui a ruiné les cultivateurs et appauvri leurs enfants, avant cela, les fermiers de Chambly, Verchères et Joliette achetaient des vaches à \$160 et à \$200 par tête, et 75 % de ces bêtes ont dû être abattues parce qu'elles étaient atteintes de la tuberculose¹³. Elles provenaient toutes du même commerçant, mais ça, ce n'est pas toute l'histoire, car les activités de ce commerçant sont nombreuses dans le district de Montréal.

Je ne blâme pas ce commerçant. Encore une fois, il avait le sens des affaires. Je ne veux pas qu'il prenne cela de travers, et certainement pas comme un blâme. Il savait commercer. Il a découvert une mine d'or, pas l'Eureka Mine dont le député de Maisonneuve est président, mais une autre. Il s'est dit que les cultivateurs ne connaissaient pas ce que veut dire le signe "T" dans l'oreille des vaches; ils aiment les belles vaches, vendons-leur donc de belles vaches. Et il a vendu ces vaches malades aux cultivateurs des comtés de Montcalm, Terrebonne, Joliette, Chambly, Jacques-Cartier et Laval, oui Laval.

Les cultivateurs ne s'inquiétaient pas de savoir si les vaches avaient un "T" dans les oreilles. Ils voulaient avoir de belles vaches. Et le petit commerce allait bon train. Il a continué jusqu'à il y a cinq ans, alors que les zones de tuberculisation ont été établies. Naturellement alors, le petit commerce a cessé. Lorsque la zone réservée fut établie, ce commerçant s'opposa à cela parce que son commerce en souffrait. Je suis assez large d'esprit pour ne pas blâmer ce commerçant opposé aux zones, lesquelles entravaient l'importation de belles vaches ontariennes, et les ventes entraînant des profits de \$100 par vache. Il est devenu très riche, très riche.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Très riche?

L'honorable M. Perron (Montcalm): Oui, très très riche. Un homme peut devenir riche à jouer à ce jeu. Si vous aviez vu au marché d'animaux les belles vaches qu'il importait! Pas un cultivateur ne pouvait résister.

M. Houde (Montréal-Sainte-Marie): Il n'a pas participé à la défense dans l'affaire Gaynor-

Greene, dit-il, faisant référence à deux Américains qui s'étaient enfuis au Canada, après avoir commis des vols aux États-Unis et qui ont été extradés. Le premier ministre était l'un des avocats de la défense.

L'honorable M. Perron (Montcalm): Non, mais s'il avait été là, quelle belle défense ç'aurait été, quelle belle vache. Je ne vous ai pas dit ces choses, sans beaucoup de peine. Après avoir travaillé et peiné, nos cultivateurs du district de Montréal ont été littéralement écorchés, exploités. Mais l'argent est allé dans les poches de commerçants intelligents et compréhensifs. J'ai beaucoup de peine pour ces cultivateurs, mais je n'ai pas d'amertume envers ce commerçant. Le commerçant qui a fait une fortune avec ces vaches doit être un bon administrateur. J'espère qu'il conservera cet argent pour lui et ses enfants.

Mais nos cultivateurs ont été exploités. La seule consolation que je puisse avoir, c'est que les cultivateurs qui ont perdu de l'argent avec ces vaches ne l'ont pas perdu dans les obligations. C'était aussi bien que ces sommes soient allées à ce commerçant que pour des parts de mines. C'est pourquoi je disais, l'autre jour, à l'honorable député de Laval qui m'interrompait: "chez vous, si on achète pas des obligations, on achète des vaches."

Si j'ai un conseil à donner aux cultivateurs, c'est de ne pas se laisser tenter par la beauté des vaches d'Ontario. Si un cultivateur veut conserver un troupeau sain, je lui conseillerais de ne pas acheter des vaches de l'Ontario et de bien connaître le commerçant de bétail de qui il les achète. M. le député de Joliette, si vous tenez à protéger vos électeurs, dites-leur de ne pas acheter des vaches ontariennes, de ne pas se laisser séduire par ces belles vaches. Si par malheur ça leur arrive, dites-leur la triste histoire de mon pauvre et malheureux veau pour leur montrer où peuvent conduire les mauvaises fréquentations avec les mauvaises vaches d'Ontario. Qu'ils profitent de cette histoire qui prouve que les mauvaises fréquentations conduisent à la ruine. Oui, que l'honorable député de Joliette (M. Dugas) raconte à ses électeurs l'histoire de mon taureau.

(Rires)

Et si vous voulez sauver les vaches québécoises, dites-leur de se rendre à Reno pour obtenir le divorce d'avec les vaches ontariennes.

M. Blain (Montréal-Dorion): (Souriant)
L'honorable ministre n'a pas de vertu.

L'honorable M. Perron (Montcalm): La vertu est une chose dont je ne commerce pas.

(Souriant) Elle ne fait pas partie de mon stock. Je connais des gens pour qui la vertu est une marchandise. À ceux-ci, je citerai l'exemple de mon pauvre taureau pourri! Si les membres de la Chambre veulent savoir de plus amples détails sur cette histoire tragique des cultivateurs de Laval qui ont acheté des vaches, je puis déposer sur la table de la Chambre la liste de ces pauvres malheureux cultivateurs qui ont acheté des vaches à \$200 et devront donc payer des sommes considérables pour des vaches malades. Et ils ont perdu leurs vaches tuberculeuses à \$100 de profit. C'est triste que d'entendre cela. La liste est complète et bien triste. Il y a un M. Bernier, de Saint-Léonard de Port-Maurice, qui a acheté 12 vaches ontariennes de ce commerçant, à \$168 chacune, et toutes les douze étaient tuberculeuses. Les habitants s'en sont aperçu quand les vétérinaires sont arrivés.

Il cite bon nombre de cas où des cultivateurs ont fait remarquer que le commerçant peut recourir aux tribunaux s'ils ne paient pas pour le bétail qui leur a été vendu. Le vendeur a le droit de poursuivre.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Devront-ils payer?

L'honorable M. Perron (Montcalm): Le premier ministre est le meilleur avocat de la province, mais il doit avoir oublié son droit. J'ai bien peur qu'ils doivent payer. Je suis désolé de devoir enseigner le droit au premier ministre.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Moralement, les commerçants ne devraient-ils pas rembourser?

L'honorable M. Perron (Montcalm): Moralement? Oh! Je crois qu'on fera preuve de considération envers le pauvre M. Legault, qui a 70 ans et 8 enfants, et qui a perdu ses vaches à \$125. Je crois que, si j'étais le commerçant, je dirais à mon avocat de ne pas le poursuivre.

M. Blain (Montréal-Dorion): Le ministre de l'Agriculture (l'honorable M. Perron) n'a aucune vertu.

L'honorable M. David (Terrebonne): C'est souvent ceux qui s'en vantent le plus qui en ont le moins.

L'honorable M. Perron (Montcalm): Ah! Mais la vertu est sa propre récompense. Comme l'a

découvert mon pauvre veau. Je demande la permission de déposer cette liste sur la table de la Chambre. Le commerçant a vendu ces vaches malades aux gens avec qui il a été élevé. Ce sont des gens bien connus du député de Laval. Ce sont tous ses amis, et certains sont ruinés. Je sais que l'honorable député de Laval (M. Renaud) sera bien peiné de leur sort. En effet, il doit être bien peiné de voir que ces gens ont été pris de la sorte. Par exemple, M. Ernest Roy, de Rivière-des-Prairies qui a acheté 36 vaches de ce commerçant, mon honorable ami connaît bien M. Roy. Et celui-ci a perdu 25 de ces vaches atteintes de tuberculose. Elles ont été abattues. M. Guy avec 16 vaches, dont 12 atteintes. La liste est bien longue et tout ça bien triste; pauvres fermiers de Laval.

L'honorable M. David (Terrebonne): Le carême ne fait que commencer.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Donnez donc le nom du commerçant.

L'honorable M. Perron (Montcalm): Je ne le dirai jamais. Je ne nommerai pas ce commerçant.

M. Lemieux (Wolfe): *Le Goglu* va le dire.

L'honorable M. Perron (Montcalm): L'honorable député de Wolfe parle du journal *Le Goglu*. Ce journal, qui représente l'opposition, devrait dire que, s'il est arrivé malheur à mon taureau qui s'est perdu, c'est à cause de ses mauvaises fréquentations. Je suppose qu'il va être assez honnête pour le dire. L'honorable chef de l'opposition sait ce que c'est que les mauvaises fréquentations.

M. Houde (Montréal-Sainte-Marie): Il y sera probablement écrit que le taureau avait pourtant fait tout son possible pour rester honnête, puisqu'il avait lâché le ministre de l'Agriculture.

L'honorable M. Perron (Montcalm): Je demande aux commerçants qui vendent ces animaux de ne pas abuser des cultivateurs, de mon ami Legault, par exemple. Le député de Laval s'apitoie toujours sur le sort des cultivateurs. Qu'il s'apitoie sur le cas de ce cultivateur de Saint-Léonard qui avait acheté 24 vaches venant d'Ontario et qui en a perdu 24, de cet autre qui en a acheté 36 et qui en a perdu 36. J'espère que le commerçant qui parle si souvent de la classe agricole, pour laquelle il se dévoue tant, va faire un beau geste et rembourser à

ces cultivateurs les sommes qu'ils lui doivent pour des vaches malades. Je ne veux pas qu'il se ruine, ce commerçant, car je veux qu'il reste riche. Ça en fera un dans l'opposition qui sera riche. Il est riche et ça ne le ruinera pas. Qu'il prenne une part de ses profits et qu'il rembourse ces pauvres cultivateurs. Le département de l'Agriculture est à sa disposition pour donner la liste de ces cultivateurs qui ont acheté des vaches avec un "T" dans les oreilles, les montants qu'ils ont perdus, les sommes qu'ils ont reçues du gouvernement fédéral. Nous pouvons fournir toutes les données, s'il le désire.

Je demanderais au député de Laval, qui s'apitoie toujours sur le sort de la classe agricole, de voir ce commerçant et de tâcher à l'amener à faire le beau geste de rembourser les cultivateurs qui ont été exploités. Je vais même passer la liste au député de Laval pour qu'il l'examine, afin qu'il puisse demander à ce commerçant qu'il rembourse les pauvres gens.

M. Blain (Montréal-Dorion): Le gouvernement ne rembourse pas les inspecteurs d'écoles.

L'honorable M. Perron (Montcalm): Ce commerçant parle toujours de la classe agricole. Il a une belle occasion de prouver son amour pour la classe agricole en ne poursuivant pas les cultivateurs, pour se faire payer la balance de ses vaches.

Cela fait partie de la malédiction que les cultivateurs de cette province ont à subir, et si l'honorable député de Joliette veut savoir de quelle façon elle peut être allégée, je lui dirais: "Interdisez toutes les vaches de l'Ontario et recherchez le signe dans l'oreille." L'honorable député de Joliette sait maintenant de quels ennuis la classe agricole souffre. Il comprendra maintenant ce qui est arrivé dans Laval, Jacques-Cartier et les autres comtés où ce commerçant a vendu des vaches. Électeurs de Joliette, faites attention aux "T". C'est de ces ennuis que souffre cette classe agricole. Quant à ce qui me concerne, j'aime mieux ne pas m'apitoyer de cette façon sur le sort des cultivateurs. J'aime mieux ne pas parler de la misère des cultivateurs, des maux dont ils souffrent constamment, et ne pas chercher à leur vendre des vaches tuberculeuses.

(Applaudissements à droite)

M. Renaud (Laval): Il me fait plaisir de prendre part au débat sur un sujet si important avec l'honorable ministre de l'Agriculture (M. Perron). Le ministre de l'Agriculture (l'honorable M. Perron) a dit que le débat sur la tuberculisation était bien important, mais il me semble que le but de son

discours n'était pas tant de discuter des tests de tuberculine que de donner une notoriété au député de Laval. La Chambre est bien plus renseignée qu'avant, parce qu'un ministre de la couronne, au lieu de donner des renseignements, a parlé sur une motion de vaches. Il a consacré deux heures à essayer de me faire passer pour un commerçant malhonnête.

L'honorable ministre de l'Agriculture a voulu porter des accusations contre moi. Il a dit que les commerçants de Montréal et moi-même allions à Toronto acheter des vaches tuberculeuses de l'Ontario portant un "T" à l'oreille pour indiquer leur état, pour les revendre à un gros profit. Je peux lui dire que cette chose-là ne s'est jamais pratiquée, ni par moi, ni par d'autres commerçants de la province de Québec, à ma connaissance. Je n'ai jamais acheté, moi, ni vu les autres commerçants acheter des vaches portant un "T" sur le marché de Toronto et les vendre à Montréal.

Il est possible que, dans certains cas, des vaches malades aient été achetées à Toronto comme ailleurs, mais sans que les commerçants aient été au courant. Il est tout aussi possible qu'une telle chose puisse arriver là-bas qu'ici dans un de nos marchés. Si le ministre de l'Agriculture connaissait ce dont il parle, il saurait qu'il est impossible de faire ce qu'il a dit sur le marché de Toronto, ou en Ontario, car là comme ailleurs, où le zonage est établi, les vaches trouvées tuberculeuses doivent être abattues au marché des animaux.

Le ministre de l'Agriculture s'est livré à de véritables enfantillages, par exemple, quand il vient dire que les commerçants achètent les vaches à des prix ridicules à Toronto. Il est très étrange d'entendre l'honorable ministre de l'Agriculture affirmer, non pas comme un homme sérieux, mais de cette manière enfantine qu'il a utilisée, que les commerçants ont acheté du bétail tuberculeux à bas prix et l'ont revendu avec un profit de \$100 par tête dans la province de Québec. Je suis surpris de l'entendre dire qu'on achète les vaches à \$25, \$40 et \$60 à Toronto.

Je peux lui prouver par mes livres que les vaches achetées à Toronto ont été payées \$100 \$120, \$125 et \$135 la pièce, et ont été revendues à petit profit. J'affirme qu'on ne peut pas faire plus que \$100 de profit par char de vaches. Pas plus tard qu'hier, j'ai reçu un char de vaches, ici, à Québec. Or, le prix moyen de chaque animal est \$111, sans compter les frais de transport, commission, etc.

Il est étrange d'entendre le ministre s'exprimer en enfantillages, dans le but d'injurier un collègue. Vraiment, le ministre de l'Agriculture a fait une noble besogne en cherchant à discréditer, sans

preuves, des commerçants qui font du commerce depuis 30 ans. Je n'aurais jamais cru qu'un ministre de la couronne aurait pu s'arrêter à des enfantillages pareils. Mes clients, ces hommes que l'honorable ministre a mentionnés, même après avoir perdu des vaches, sont toujours revenus au député de Laval pour acheter d'autres animaux, parce qu'il est honnête. Je puis citer au ministre, s'il le désire, nombre de clients d'il y a 16 ans, qui sont venus me retrouver dernièrement. Si j'étais ce que prétend le ministre de l'Agriculture (l'honorable M. Perron), pourquoi seraient-ils venus toujours me faire confiance?

Le ministre a parlé avec attendrissement du cas de M. Legault, dont les 10 vaches étaient contaminées¹⁴. Or, je crois que je n'ai vendu en tout, en ma vie, à M. Legault, exactement que trois vaches. Et lorsqu'il n'a pas été capable de me payer, je ne lui ai jamais envoyé de lettre d'avocat. Je lui ai écrit, trois ou quatre fois, c'est vrai, un avis de venir me voir pour régler son compte. Il est venu me voir et il m'a dit: "Je n'ai pas d'argent pour vous payer." Je lui ai dit que je l'attendrais, lorsqu'il serait prêt à payer.

Il y a 30 ans que je fais des affaires, et je n'ai jamais poursuivi qui que ce soit de mes clients. Je défie qu'on prouve le contraire. Je n'ai jamais pris d'action contre un homme. Pourtant, j'ai à supporter un crédit de \$150,000 au service des cultivateurs à qui j'ai vendu du bétail. Il est vrai que ce n'était pas mon argent, mais les transactions ont été financées par ma propre banque. Si je pense à ma vie jusqu'ici, il n'y a pas un seul homme qui a fait des affaires avec moi et qui a été poursuivi ou saisi.

Je demanderais au ministre de l'Agriculture qu'il en fasse autant pour ses clients. J'ai gagné honnêtement l'argent que j'ai aujourd'hui. Je n'ai jamais fait de gros profits. Les cultivateurs ont confiance dans le député de Laval. L'honorable ministre de l'Agriculture est très riche. Je ne lui en ferai pas de reproches, cependant. Le ministre devrait se souvenir qu'il ne s'est pas enrichi à millions rien que par son bureau d'avocat. Il n'a pas dû y faire tout son argent. Il a dû spéculer. Qui m'empêche d'avoir spéculé en dehors de mon commerce? Est-ce donc qu'il me serait défendu de m'occuper d'autres branches d'activités commerciales? Sont-elles exclusivement réservées au ministre de l'Agriculture (l'honorable M. Perron)? Si j'ai fait de l'argent avec mes humbles ressources, je peux certainement faire de même.

Le député de Joliette a dit que la proportion des vaches contaminées était de 60 % dans Laval et que le taux moyen de mortalité dans les autres

comtés était de 17 % et 32 %. Comme commerçant, je ne suis pas prêt à accepter le pourcentage de 67 %¹⁵ comme chiffre des animaux abattus dans le comté de Laval. C'est le pourcentage, cependant, que les experts ont donné.

On a parlé du règlement de la ville de Montréal. Je puis déclarer que, depuis son adoption, jamais je n'ai vendu un seul animal qui n'avait pas été testé, parce que je connais le règlement de la cité de Montréal. Je me suis toujours conformé à la loi et s'il fallait taxer de malhonnêteté les cultivateurs qui ont vendu des vaches tuberculeuses, leur nombre serait effarant. En passant, au lieu d'assumer que le commerçant est malhonnête, il devrait se pencher plus avant sur la question. Même dans les troupeaux élevés sur les fermes, même des animaux accrédités, il arrive que des animaux soient trouvés tuberculeux.

Voici pour l'édification du ministre de l'Agriculture, si bien renseigné, comment se fait le commerce des vaches. On n'est jamais absolument sûr des vaches qu'on achète. Lorsque nous allons chercher une vache, le cultivateur doit donner un papier attestant que cette vache n'a pas subi l'épreuve de la tuberculine depuis deux mois. Nous amenons ces animaux sur le marché de Montréal où ils subissent les autres examens nécessaires. En fait, sur une consignation de 350 vaches, récemment, qui avaient subi le premier test à Toronto, 3 % seulement étaient atteintes et sont tombées au second test.

À l'honorable ministre de l'Agriculture, je dirai que, s'il n'a pas encore eu de bêtes malades, il pourrait encore en avoir. Si l'honorable ministre n'a jamais eu d'ennuis avec le gouvernement, je lui citerai le cas d'un cultivateur de Saint-Gabriel-de-Brandon, qui avait acheté des animaux passés à l'épreuve et dont cependant un certain nombre ont été condamnés. Depuis de nombreuses années, il fait vérifier ses vaches chaque année. Or, jusqu'ici aucune vache n'avait été trouvée contaminée. Mais l'an dernier, il a eu sept vaches contaminées¹⁶. Et ce n'est pas moi qui les avais vendues.

Ce sont des choses qui arrivent, malgré les tests. Le ministre devrait savoir qu'il y a des vaches qui sont vendues de façon frauduleuse, que certains fermiers falsifient les documents relatifs aux tests. Ça ne veut pas dire que tous les fermiers sont malhonnêtes, mais il n'est pas exclu que quelqu'un cherche à abuser de la crédulité du ministre lui-même. On ne peut jamais être certain qu'on n'aura pas de vaches malades. Je le répète, le ministre n'a rien fait d'autre pour faire avancer la discussion de la motion, en ce qui concerne la tuberculisation, que maintenir que le député de Laval a réalisé des profits

de \$100 pour chaque vache qu'il a vendue. Ce genre de chose peut être acceptable venant d'une médiocrité, mais pas de la part d'un ministre de la couronne.

Des députés de l'opposition: Bravo! Bravo!

M. Renaud (Laval): Le débat a été provoqué non pas dans le but d'aider la tuberculisation des animaux, mais pour m'attaquer. La situation du bétail est grave et c'est le devoir du ministre que de laisser de côté les animosités personnelles et de faire un véritable effort pour trouver une solution.

Je dirai ceci sur le commerce que je fais. J'ai acheté des animaux dans Ontario. Si des vaches, après avoir subi la première épreuve à la tuberculine d'une façon satisfaisante, n'ont pas réagi à la seconde épreuve, ce n'est pas ma faute. Sur un double test, 5 % d'animaux seulement vendus par moi ont été jugés contaminés.

Ensuite, explique-t-il, les bêtes achetées au marché de Toronto avaient été vendues avec des documents confirmant qu'elles avaient été testées, mais elles avaient été testées de nouveau sur place pour le bénéfice des marchands et encore une fois ici pour la protection des acheteurs. Je comprends, dit-il, difficilement comment tant de vaches tuberculeuses ont pu entrer dans la province. Quant aux prix, poursuit-il, je mets le ministre au défi de trouver une vache achetée pour moins de \$110. Alors qu'est-ce que c'est que cette histoire de \$100 de profit? Je dis, M. le ministre de l'Agriculture, que vous n'êtes pas sérieux lorsque vous affirmez des choses que vous ne pouvez pas prouver. Je crois que l'honorable ministre n'est pas sérieux.

M. Tremblay (Maisonnette): (Souriant) Il n'a jamais été sérieux.

L'honorable M. Perron (Montcalm): Eureka.

M. Renaud (Laval): Il a fait présenter une motion sur la tuberculine par quelqu'un qui avoue n'en rien connaître, et il en profite pour dire que j'ai vendu des vaches malades à \$100 de profit, et cela, sans preuves. Il est vrai que nous allons chercher des bêtes à Toronto, pas par amour pour les vendeurs là-bas, mais parce que nous ne pouvons pas nous en procurer plus près de chez nous. Il y a plusieurs années, nous n'allions que rarement en Ontario. Il y avait de bons troupeaux à Huntingdon et à Châteauguay, et c'est là que nous nous rendions pour

acheter du bétail. Et c'était logique, car il était plus simple d'aller dans la province que d'aller courir à l'étranger.

Mais les troupeaux ont diminué et il a fallu aller en Ontario pour alimenter le commerce. Bref, si je vais acheter des vaches à Toronto, c'est parce qu'il n'y en a pas assez dans la province de Québec. J'aimerais beaucoup mieux acheter des vaches dans la province, si elle pouvait en fournir suffisamment. Ce n'est pas pour les beaux yeux des commerçants de Toronto que nous allons dans cette ville. Nous n'avons pas changé de système pour le plaisir de la chose, mais parce que nous n'avions pas le choix.

Le ministre de l'Agriculture (l'honorable M. Perron) a raconté que je conduisais la délégation qui s'opposait au zonage comme trop ruineux pour les cultivateurs. Je peux dire que cela s'est fait après une importante réunion entre fermiers de Laval, et qu'une résolution a été adoptée demandant au ministre d'essayer de suspendre le zonage, le temps que les fermiers fassent de l'ordre dans leurs troupeaux. Il n'y a rien de nouveau à ce que les fermiers, bien qu'ils ne s'opposent pas au système des tests, n'aiment pas perdre leurs troupeaux. Vous vous rappelez peut-être qu'il y a quelques années, nous avons eu une résolution en cette Chambre sur la question, laquelle demandait au gouvernement d'essayer d'offrir aux fermiers une indemnité adéquate pour le bétail perdu à la suite de tests de tuberculine.

Il lit ensuite la résolution tirée des dossiers de l'Assemblée.

"Résolu que, vu qu'il est nécessaire d'encourager par tous les moyens possibles l'agriculture et les industries qui s'y rattachent, particulièrement l'industrie laitière, et vu que la loi et les règlements obligent en certains cas les cultivateurs à abattre, en totalité ou en partie, leurs troupeaux, qui ont dû subir l'épreuve de la tuberculine, et leur font encourir en conséquence des pertes considérables, cette Chambre est d'avis: *a.* Que les épreuves à la tuberculine devraient être réglementées et faites de façon qu'elles n'exposent pas à l'abatage inutile de troupeaux; *b.* Que les gouvernements du Canada et de Québec devraient s'entendre en vue d'accorder une indemnité raisonnable pour tout troupeau forcément abattu à la suite d'une épreuve à la tuberculine faite ou ordonnée par un officier de l'un ou de l'autre gouvernement."

C'est donc à la demande des cultivateurs intéressés que j'ai dirigé une délégation à Québec, auprès du ministre de l'Agriculture, pour protester contre la création d'une zone réservée dans les

comtés de Laval et de Jacques-Cartier. Les producteurs de lait m'ont demandé d'aller voir le ministre de l'Agriculture. Ils se basaient sans doute sur cette motion de l'honorable député des Deux-Montagnes (M. Sauvé), qui a été votée par la Chambre, l'an dernier, en faveur du paiement d'une indemnité aux cultivateurs qui perdaient des animaux. J'ai donc demandé au ministre que le gouvernement aide à rembourser les cultivateurs des vaches perdues. Il a répondu qu'il ne voyait pas pourquoi le gouvernement rembourserait les cultivateurs des animaux qu'ils perdent.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Est-ce qu'il y a eu des animaux abattus dans le comté de Laval?

M. Renaud (Laval): Oui, certainement, comme dans tous les comtés. La situation était générale après que la loi a été passée. Je dirais 3 % ou 4 %. Et puisqu'on parle tant de tuberculose bovine, prenez donc le comté de Shefford. Je n'y ai pourtant pas vendu les vaches; or, il y a de la tuberculose bovine sur toutes les fermes. Il y a eu des vaches d'abattues presque à toutes les maisons.

M. Dugas (Joliette): La proportion n'est pas si élevée.

M. Renaud (Laval): Peut-être, mais ce n'est pas la question. Je ne suis aucunement responsable. Je défie le ministre de l'Agriculture qu'il y en a eu plus dans le comté de Laval qu'ailleurs et que la proportion était plus élevée parmi les bêtes vendues par le député de Laval.

L'honorable M. Perron (Montcalm): Oui, il y en a eu 64 % d'abattues. La proportion a été plus grande parmi les vaches vendues par l'honorable député de Laval.

M. Renaud (Laval): Non, je vous mets au défi de le prouver. Je soutiens le contraire. Je puis le prouver. De même, le député de Montmagny déplorait les pertes subies par les cultivateurs par tuberculose des vaches. Il citait le cas d'un cultivateur qui avait perdu 12 vaches. Ce n'est pourtant pas moi qui suis allé les lui vendre. Et c'est de même dans tous les comtés. Le ministre de l'Agriculture (l'honorable M. Perron) sait parfaitement que les habitants ne sont pas opposés à la tuberculisation, mais à la ruine de leurs troupeaux sans indemnité suffisante.

Dans Laval, il y a un nommé Gagnon qui a perdu 25 vaches que je ne lui avais pas vendues. Le ministre avait insinué que je lui avais vendu des vaches tuberculeuses. Un nommé Delormes, cité par le ministre, a perdu 20 vaches, je ne lui en ai pas vendu. J'en ai vendu ailleurs par exemple. J'en ai vendu, à Dagenais, 13 qui, sur épreuves, ont été déclarées saines. Il en a été de même pour Blain, à qui j'avais vendu 14 vaches. C'est que je ne suis pas le seul à vendre des animaux à Montréal. Cela prouve que tous les commerçants peuvent vendre à leur aise des vaches tuberculeuses à leurs amis.

Quand nous sommes allés voir l'honorable ministre de l'Agriculture, il nous a dit qu'il fallait faire cesser la tuberculose bovine. Il avait raison. Mais je ne suis pas le seul en cause. Je préférerais que le ministre procède par accusations directes, au lieu de procéder par insinuations. Qu'il ait donc le courage de m'accuser carrément et de venir prouver ses paroles. Si vous ne maganez pas plus vos clients que je magane les miens, vous n'aurez pas grand-chose sur la conscience.

Envoyez donc vos gens chez nous, dans le comté de Laval, et conservateurs comme libéraux vont vous dire quelle est la situation. J'ai vendu des animaux, mais je n'ai jamais actionné personne. Allez dans le comté de Laval et on vous dira: "Jos Renaud n'a jamais actionné personne." Si je voulais être malin, je pourrais en faire payer plusieurs. Mais je préfère les attendre. Le ministre ne peut probablement en dire autant. C'est que je n'ai pas poursuivi, moi, plus de 300 municipalités. Venez donc dire la même chose dans Laval. Venez donc dire ce que vous avez dit de moi, à ces pauvres cultivateurs. Vous verrez ce qu'on vous répondra.

Je termine en disant que, si on a insinué que je faisais un commerce qui n'est pas légitime, j'ai fait un commerce qui a fait honneur à ma famille et dont je n'ai pas à rougir. Je n'ai pas de reproches à me faire, et si ma vie était à recommencer, je ferais encore la même chose qu'autrefois, c'est-à-dire que je ferais honneur à ma clientèle et à moi-même. J'entends laisser une réputation sans tâche. Ce débat restera dans les mémoires, particulièrement la mienne, mais je regrette que des discussions semblables puissent s'introduire dans cette Chambre et qu'on puisse, sous couleur de discussion d'agriculture, lancer l'insulte et le mensonge sur un député.

Je regrette ce débat, car lorsqu'un homme n'a pas de reproche à se faire, on n'a pas le droit de dire à celui qui élève une famille nombreuse, qu'il fait des choses reprochables. Le ministre de l'Agriculture a

eu des paroles malheureuses pour un homme honnête qui a une grande famille. S'il les a dites malicieusement, il a mis sur ses épaules une grande et lourde responsabilité. Il ne sait pas sans doute, en lançant ces accusations gratuites, où elles pourraient aller. Il a attaqué un homme qui a beaucoup moins de reproches à se faire qu'il pourrait s'en faire à lui-même.

M. Dugas (Joliette): L'honorable député de Laval me permettra-t-il une question?

M. Renaud (Laval): Oui.

M. Dugas (Joliette): L'honorable député de Laval me dira-t-il s'il a déjà acheté de la lettre "T"? Sait-il si des vaches marquées d'un "T" à l'oreille ont été vendues aux cultivateurs? Je veux simplement lui poser cette question pour mon information personnelle.

M. Renaud (Laval): Non, jamais à ma connaissance. Je ne peux parler pour les autres, mais je ne l'ai jamais fait. Je n'aurais jamais approuvé une telle chose, à la fois parce que c'est contraire à mon devoir, et parce que je n'aurais pas voulu qu'il soit dit que je me prêtais à une telle pratique. Encore une fois, je déclare que jamais, directement, ou indirectement, de près ou de loin, je n'ai acheté de vaches marquées d'un "T". Et je n'aurais pas voulu qu'il soit dit que le député de Laval ait trompé ses clients.

Mes livres sont là et je pourrai les citer à la Chambre. Je suis honnête en affaires, M. l'Orateur, et je peux assurer l'honorable député de Joliette que, lorsque nous étions soumis au régime provincial, toutes mes bêtes étaient testées par les vétérinaires du provincial, et depuis que nous sommes soumis aux autorités fédérales, je fais faire le travail par les fonctionnaires du fédéral. Avant le zonage, le Dr Jasmin examinait tous les animaux que je vendais, et depuis le zonage, les animaux sont examinés par des vétérinaires chargés de cette besogne.

L'honorable ministre de l'Agriculture m'a démontré qu'il ne s'y connaît pas plus dans mon commerce que je m'y connais dans sa profession. Eh bien, l'honorable ministre de l'Agriculture s'y connaît autant en commerce de bétail que moi en droit, mais je crois que je serais meilleur avocat que lui, marchand de bétail. S'il en était autrement, il n'aurait pas adopté l'attitude qu'il a affichée aujourd'hui, ni parlé comme un enfant. Le commerce est pourtant bien simple à comprendre. Si je vais à Toronto et j'achète tant d'animaux, et que quelques-

uns sont contaminés, cela signifie que je charge sur le restant la perte subie pour ces quelques-uns.

On a eu tort de m'attaquer. Je déclare aux députés de cette Chambre qu'en aucun cas le député de Laval ne se salirait les mains. Je serais ravi de rencontrer l'honorable ministre de l'Agriculture, n'importe quand à Laval, où ne se seront pas encore dissipés les échos de son brillant discours, dans lequel il a affirmé, bien qu'il n'en avait pas le droit, que j'avais vendu des vaches malades. Tous les fermiers vous diront que je ne suis pas un homme malhonnête. Venez dans Laval si vous voulez.

Vous avez dit dans Montcalm que j'avais vendu des vaches pourries. C'est faux. Vous n'aviez pas de preuve à l'appui. Le ministre n'a pas le droit de dire ce qu'il a dit, surtout quand il n'a pas de preuves. Il aurait pu au moins respecter ma famille. Si, dans le troupeau du ministre de l'Agriculture, il y a un animal malade, cela ne veut pas dire qu'il soit un malhonnête homme. Si le ministre de l'Agriculture avait un animal contaminé, croit-il que je le dirais en Chambre?

L'honorable M. Perron (Montcalm): Vous le faites dire dans le *Goglu*.

M. Dugas (Joliette): Ce que vous aviez à dire, vous l'avez fait dire par le *Goglu*.

M. Renaud (Laval): Oh! non!

L'honorable M. Perron (Montcalm): (Souriant) Oh! oui!

M. Renaud (Laval): Non, je ne suis pas responsable. Je n'ai rien à voir avec le *Goglu*.

L'honorable M. Perron (Montcalm): Vous êtes responsable.

M. Renaud (Laval): Je n'ai pas plus les mains dans le *Goglu* que dans d'autres affaires. Le *Goglu* dira ce qu'il voudra.
(Rires)

L'honorable M. David (Terrebonne) fait comme s'il voulait prendre la parole.

M. l'Orateur rappelle au député de Laval qu'il ne faisait que répondre à une question.

M. Renaud (Laval): D'accord, si l'honorable secrétaire de la province (l'honorable M. David) désire parler.

L'honorable M. David (Terrebonne): Je vous en prie, allez-y.

M. Renaud (Laval) s'est déjà rassis.

L'honorable M. David (Terrebonne): M. l'Orateur, j'ai l'honneur de proposer, appuyé par le représentant de Bellechasse (l'honorable M. Galipeault), l'ajournement du débat.
Adopté¹⁷.

Subsides

L'honorable M. McMaster (Compton) propose, selon l'ordre du jour, que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil pour que la Chambre se forme de nouveau en comité des subsides.
Adopté.

En comité:

L'honorable M. McMaster (Compton) propose: 1. Qu'un crédit n'excédant pas quatre-vingt-un mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour écoles primaires élémentaires et primaires complémentaires catholiques romaines, pour l'exercice finissant le 30 juin 1931.

Adopté.

2. Qu'un crédit n'excédant pas vingt-cinq mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour l'Université Laval de Québec, pour l'exercice finissant le 30 juin 1931.

Adopté.

3. Qu'un crédit n'excédant pas vingt-cinq mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour l'Université de Montréal, pour l'exercice finissant le 30 juin 1931.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): La brique des futurs édifices sera de fabrication canadienne; quant aux portes, elles seront fabriquées à Montréal par une compagnie américaine.

La résolution est adoptée.

L'honorable M. McMaster (Compton) propose: 4. Qu'un crédit n'excédant pas vingt-cinq mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour McGill University, à Montréal, pour l'exercice finissant le 30 juin 1931.

Adopté.

5. Qu'un crédit n'excédant pas cinq mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour l'Université de

Bishop's College, de Lennoxville, pour l'exercice finissant le 30 juin 1931.

Adopté.

6. Qu'un crédit n'excédant pas deux mille quatre cent soixante-dix dollars soit ouvert à Sa Majesté pour High Schools de Québec et Montréal, pour l'exercice finissant le 30 juin 1931.

Adopté.

7. Qu'un crédit n'excédant pas cinq mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour Montreal Technical Institute, pour l'exercice finissant le 30 juin 1931.

Adopté.

8. Qu'un crédit n'excédant pas sept cents dollars soit ouvert à Sa Majesté pour l'inspection des écoles supérieures protestantes: traitement, pour l'exercice finissant le 30 juin 1931.

Adopté.

9. Qu'un crédit n'excédant pas huit mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour l'allocation spéciale à l'éducation protestante dans la province, pour être appliquée tel que recommandé par une résolution du comité protestant du Conseil de l'instruction publique (paiement sujet à un arrêté ministériel), pour l'exercice finissant le 30 juin 1931.

Adopté.

10. Qu'un crédit n'excédant pas quatre-vingt-dix mille cent dollars soit ouvert à Sa Majesté pour écoles des sourds-muets et des aveugles: Institut catholique pour garçons de Montréal, \$25,000.00; Institut catholique pour filles de Montréal, \$25,000.00; Institut Nazareth, de Montréal, \$25,000.00; Institut McKay, de Montréal, \$4,600.00 pour Montreal Ass's for the Blind, \$8,000.00; Quebec Ass'n for the blind, \$2,500.00, pour l'exercice finissant le 30 juin 1931.

Adopté.

11. Qu'un crédit n'excédant pas quarante-cinq mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour l'octroi spécial aux municipalités scolaires, pour encourager la construction et le maintien de nouvelles académies pour les garçons, pour l'exercice finissant le 30 juin 1931.

Adopté.

12. Qu'un crédit n'excédant pas dix mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour l'enseignement du français par des spécialistes français, dans les académies protestantes, conformément aux recommandations du comité protestant du Conseil de l'instruction publique, tel qu'approuvé par un arrêté ministériel, pour l'exercice finissant le 30 juin 1931.

Adopté.

Résolutions à rapporter:

Le comité fait rapport qu'il a adopté plusieurs résolutions et demande la permission de siéger de nouveau. Lesdites résolutions sont lues deux fois et adoptées.

La séance est levée à 11 h 30.

NOTES

1. L'honorable M. Raoul Dandurand, sénateur, ancien président du sénat, ministre d'État dans le gouvernement King et ex-président de la Société des Nations, siège près de l'Orateur à titre d'invité.

2. Selon *Le Soleil*, à la page 16, *L'Action catholique*, à la page 8, et *L'Événement*, à la page 3, du 7 mars 1930, M. Sauvé parle plutôt d'une motion présentée en 1915. L'index des *Journaux de l'Assemblée législative de 1915* n'en fait pas mention. Bien que nous n'ayons pas retrouvé la motion de façon précise dans les débats reconstitués de 1911, nous pouvons croire que cette date est bonne, car M. Sauvé parle très souvent sur le sujet en 1911.

3. Selon *L'Événement* du 7 mars 1930, à la page 8, M. Perron parle plutôt de 1921.

4. Selon *Le Devoir* du 7 mars 1930, à la page 4, il est question de \$1,500,000. *The Gazette* du 7 mars 1930, à la page 15, rapporte le montant de \$1,900,000.

5. Selon *The Gazette* du 7 mars 1930, à la page 15, M. Perron aurait parlé de \$25 la tonne.

6. *La Patrie*, à la page 5, *La Presse*, à la page 27, et *Le Canada*, à la page 4, du 7 mars 1930 rapportent le montant de \$57.30.

7. Selon *Le Devoir* du 7 mars 1930, à la page 4, M. Sauvé répond plutôt: "Certainement, je l'ai dit bien clairement".

8. *L'Événement* du 7 mars 1930, à la page 8, rapporte que le député de Montcalm (l'honorable M. Perron) rit alors de bon cœur.

9. Selon *L'Événement* du 7 mars 1930, à la page 8, M. Dugas dit que, dans Jacques Cartier et Laval, 60 % des troupeaux sont atteints de tuberculose.

10. *Le Devoir* du 7 mars 1930, à la page 4, signale que M. Perron se lève pour parler en même temps que M. Lamoureux.

11. *The Gazette* du 7 mars 1930, à la page 15, rapporte que cette phrase est dite par M. Guertin.

12. Selon *The Montreal Daily Star* du 7 mars 1930, à la page 4, cette phrase est dite par le premier ministre Taschereau.

13. Selon *The Gazette* du 7 mars 1930, à la page 15, M. Perron parle de 65 %, et non de 75 %.

14. Selon *The Montreal Daily Star* du 7 mars 1930, à la page 8, M. Renaud dit: "L'honorable ministre a dit que M. Legault a perdu 12 causes sur 60".

15. Selon *The Montreal Daily Star* du 7 mars 1930, à la page 18, M. Renaud parle de 62 %, alors que *The Gazette* du même jour, à la page 15, il parle plutôt de 64 %.

16. *The Gazette* du 7 mars 1930, à la page 15, rapporte que M. Renaud dit qu'il a eu 6 vaches contaminées.

17. Il était 10 h 30, selon *Le Droit* du 7 mars 1930, à la page 8.

Séance du vendredi 7 mars 1930

Présidence de I. Vautrin

La séance est ouverte à 3 h 20.

Absence de l'Orateur

M. le Greffier fait part à la Chambre de l'absence de l'Orateur (l'honorable M. Bouchard).

Prière.

M. l'Orateur suppléant: À l'ordre Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

Loi des
statistiques judiciaires

L'honorable M. David (Terrebonne) demande la permission de présenter le bill 58 modifiant la loi des statistiques judiciaires.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

Exemptions
de taxes municipales

M. Bercovitch (Montréal-Saint-Louis) demande la permission de présenter le bill 172 modifiant la loi des exemptions de taxes municipales.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

Messages du Conseil législatif:

M. l'Orateur informe la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté, sans amendement, les bills suivants:

- bill 10 modifiant la loi des coroners;
- bill 24 modifiant la loi des vues animées;
- bill 37 modifiant la loi relative aux constitués et au régime de tenure dans la cité de Hull;
- bill 111 concernant les terres en culture dans la cité de Montréal.

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté, avec certains amendements qu'il la prie d'agréer, les bills suivants:

- bill 98 refondant la charte de la cité de Lévis;

- bill 131 ratifiant un arrangement conclu entre la cité de Shawinigan Falls et certaines compagnies, relativement à l'évaluation de leurs biens imposables approuvant le règlement d'emprunt no 306 de ladite cité, et lui accordant le pouvoir de rembourser les contribuables qui ont pavé des ruelles à leurs frais;

- bill 140 ratifiant le règlement no 54 de la municipalité du village de Masson et une résolution des commissaires d'écoles de Notre-Dame-des-Neiges-de-Masson, en date du 29 décembre 1929.

Charte
de Lévis

La Chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 98 refondant la charte de la cité de Lévis. Lesdits amendements sont lus deux fois et adoptés sur division.

Il est ordonné que le greffier porte de nouveau le bill au Conseil législatif et informe les honorables conseillers que cette Chambre a accepté leurs amendements.

Emprunt et évaluation
municipale de Shawinigan

La Chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 131 ratifiant un arrangement conclu entre la cité de Shawinigan Falls et certaines compagnies, relativement à l'évaluation de leurs biens imposables, approuvant le règlement d'emprunt no 306 de ladite cité, et lui accordant le pouvoir de rembourser les contribuables qui ont pavé des ruelles à leurs frais. Lesdits amendements sont lus deux fois et adoptés sur division.

Il est ordonné que le greffier porte de nouveau le bill au Conseil législatif et informe les honorables conseillers que cette Chambre a accepté leurs amendements.

Village de Masson et municipalité
scolaire de Notre-Dame-des-Neiges-de-Masson

La Chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 140 ratifiant le règlement no 54 de la municipalité du village de Masson et une résolution

des commissaires d'écoles de Notre-Dame-des-Neiges-de-Masson, en date du 29 décembre 1929. Lesdits amendements sont lus deux fois et adoptés sur division.

Il est ordonné que le greffier porte de nouveau le bill au Conseil législatif et informe les honorables conseillers que cette Chambre a accepté leurs amendements.

Questions et réponses:

M. Guertin (Hull) demande au premier ministre quand le gouvernement répondra à une question qui l'intéresse.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Nous sommes à préparer la réponse qui ne tardera pas.

Travaux de la Chambre

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): M. l'Orateur, vu le petit nombre de députés présents¹, je crois, avec le consentement de la députation, que nous ne siégerons pas ce soir. Nous ajournerons à 4 h 30, afin de permettre à nos collègues de Montréal de prendre le train de 5 heures. Nous ajournerons jusqu'à lundi soir 8 h 30.

Loi des licences d'hôtels

M. Blain (Montréal-Dorion) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 182 modifiant la loi des licences relativement aux hôtels.

Adopté. Le comité, ayant étudié le bill, en fait rapport sans amendement.

M. Blain (Montréal-Dorion) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Cassation de procédures municipales

M. Dugas (Joliette) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 180 modifiant le Code municipal relativement à la cassation des règlements,

résolutions et autres procédures municipales soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent du Code municipal.

Prison des femmes de Montréal

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité plénier pour prendre en considération un projet de résolution relative au bill 2 concernant le contrat passé entre le gouvernement et les dames religieuses de Notre-Dame-de-Charité du Bon-Pasteur, de Montréal, relativement à la garde et à l'entretien des détenues dans la prison des femmes de Montréal.

Adopté.

Il informe alors la Chambre qu'il est autorisé par Son Honneur le lieutenant-gouverneur à soumettre ledit projet de résolution et que Son Honneur en recommande la prise en considération.

En comité:

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) propose: Que le contrat reproduit comme cédule A de la loi qui sera basée sur cette résolution, relatif à la garde et à l'entretien des détenues dans la prison des femmes de Montréal, passé le seizième jour de mai mil neuf cent vingt-neuf, devant Francis Mackay, notaire, entre le gouvernement de la province de Québec et les dames religieuses de Notre-Dame-de-Charité du Bon-Pasteur, de Montréal, soit approuvé et ratifié.

Le gouvernement a passé jadis un contrat avec ces religieuses pour la garde et l'entretien des détenues. Le contrat est expiré et le bill a tout simplement pour objet de le renouveler pour cinq ans, aux mêmes conditions.

M. Houde (Montréal-Sainte-Marie): N'y a-t-il pas eu de demande pour une prison séparée pour les protestantes?

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Les protestantes ont une aile qui leur est propre dans la prison, et on leur a accordé tout ce qui est nécessaire à la pratique de leur religion. Elles ont à leur disposition tout ce dont elles ont besoin pour pratiquer leur religion.

M. Houde (Montréal-Sainte-Marie): Pourquoi ne se sert-on pas de l'établissement des sœurs du Bon-Pasteur, rue Sherbrooke?

M. Blain (Montréal-Dorion) appuie le député de Montréal-Sainte-Marie.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Cet institut sert surtout pour les jeunes filles. Beaucoup y sont envoyées par les parents mêmes.

La résolution est adoptée.

Résolutions à rapporter:

Le comité fait rapport qu'il a adopté une résolution, laquelle est lue deux fois et adoptée.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) demande la permission de présenter le bill 2 concernant le contrat passé entre le gouvernement et les dames religieuses de Notre-Dame-de-Charité du Bon-Pasteur, de Montréal, relativement à la garde et à l'entretien des détenues dans la prison des femmes de Montréal.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) propose que le bill soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Verdun Protestant Hospital

L'honorable M. McMaster (Compton) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité plénier pour prendre en considération un projet de résolution relative au bill 23 concernant Verdun Protestant Hospital.

Adopté.

Il informe alors la Chambre qu'il est autorisé par Son Honneur le lieutenant-gouverneur à soumettre ledit projet de résolution et que Son Honneur en recommande la prise en considération.

En comité:

L'honorable M. McMaster (Compton) propose:

Attendu que le lieutenant gouverneur en conseil a garanti, en vertu de la loi 9 Édouard VII, chapitre 3, le remboursement du capital et de l'intérêt de soixante-quinze mille dollars d'obligations émises pour un terme de vingt années par l'Hôpital protestant des aliénés;

Attendu que le nom de l'Hôpital protestant des aliénés a été changé en celui de Verdun Protestant Hospital par la section 2 de la loi 15 George V, chapitre 127;

Attendu que lesdites obligations sont devenues dues le premier mai 1929 et qu'il est à propos de garantir, pour un terme d'au plus vingt années, une nouvelle émission d'obligations de Verdun Protestant Hospital, pour rembourser l'emprunt dont la garantie par le gouvernement a été autorisée par la loi 9 Édouard VII, chapitre 3;

Attendu qu'en sus des soixante-quinze mille dollars d'obligations, il faudrait une somme de deux cent vingt-cinq mille dollars pour faire des améliorations à l'hôpital, et que, en conséquence, l'hôpital se trouve dans la nécessité d'emprunter la somme de trois cent mille dollars;

Attendu que l'hôpital n'est pas en mesure de négocier un tel emprunt, si ce n'est avec la garantie du gouvernement, et attendu qu'il est de l'intérêt public que cette garantie lui soit donnée;

Qu'il soit en conséquence résolu:

Qu'il soit loisible au lieutenant gouverneur en conseil de garantir le paiement du capital et de l'intérêt, à un taux n'excédant pas cinq pour cent par an, d'un nouvel emprunt de trois cent mille dollars, pendant une période n'excédant pas vingt-cinq ans et avec le fonds d'amortissement voulu, qui sera fait par Verdun Protestant Hospital, lequel emprunt devra être employé, à la satisfaction du lieutenant-gouverneur en conseil, au remboursement de l'emprunt échu le premier mai 1929, et pour payer le coût des améliorations à faire à l'hôpital, pourvu: a. Que toute somme que le gouvernement pourra être appelé à payer, par suite de cette garantie, soit déduite du montant annuellement dû audit hôpital en vertu de son contrat avec le gouvernement pour l'entretien et le maintien des aliénés;

b. Que ledit hôpital consente, en faveur du gouvernement, pour assurer le remboursement de toute somme qu'il paiera en vertu de la garantie, une hypothèque, à la satisfaction du lieutenant-gouverneur en conseil, sur sa propriété située dans ou

près de la cité de Verdun, ainsi que sur les édifices qui y sont érigés;

c. Que ledit hôpital assure lesdites constructions pour au moins les trois quarts de la valeur, et transporte au gouvernement les polices constatant cette assurance.

Résolutions à rapporter:

Le comité fait rapport qu'il a adopté une résolution, laquelle est lue deux fois et adoptée.

Verdun Protestant Hospital

L'honorable M. McMaster (Compton) demande la permission de présenter le bill 23 concernant Verdun Protestant Hospital.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

L'honorable M. McMaster (Compton) propose le bill soit maintenant lu une deuxième fois. Adopté.

Successions Thomas O'Reilly et Mary Gillies

M. Vautrin (Montréal-Saint-Jacques) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 158 concernant les successions de Thomas O'Reilly et de dame Mary Gillies soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

Subsides

L'honorable M. McMaster (Compton) propose, selon l'ordre du jour, que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil pour que la Chambre se forme de nouveau en comité des subsides.

Adopté.

En comité:

L'honorable M. McMaster (Compton) propose: 1. Qu'un crédit n'excédant pas vingt et un mille sept cent vingt-trois dollars soit ouvert à Sa Majesté pour frais d'administration (Dette publique), pour l'exercice finissant le 30 juin 1931.

Adopté.

2. Qu'un crédit n'excédant pas mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour traitement de l'Orateur du Conseil législatif, S. R., 1925, chapitre 3, article 13, amendé par 18 George V, chapitre 12, section 1, pour l'exercice finissant le 30 juin 1931.

M. Houde (Montréal-Sainte-Marie): Je sais que le traitement de l'Orateur a été voté, mais je remarque que l'on restreint toujours de plus en plus, chaque année, les appartements du président de l'Assemblée législative, ce qui tend à nuire à la dignité de l'Assemblée des élus, en comparaison avec le Conseil législatif. Je ne veux pas faire de critique, mais l'Orateur aurait droit à un logement plus vaste.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Je remercie le chef de l'opposition de cette suggestion, mais il nous a fallu cette année faire des bureaux dont nous avons absolument besoin. Dès que la chose sera possible, nous lui donnerons tout l'espace nécessaire.

La résolution est adoptée.

L'honorable M. McMaster (Compton) propose: 3. Qu'un crédit n'excédant pas huit mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour achat de livres (Bibliothèque de la Législature), pour l'exercice finissant le 30 juin 1931.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): La Bibliothèque n'est pas très encouragée.

M. Blain (Montréal-Dorion): Elle l'est par l'opposition.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): (Souriant) C'est pour cela qu'il y a si peu de monde.

(Rires)

M. Houde (Montréal-Sainte-Marie): Adopté.

La résolution est adoptée.

L'honorable M. McMaster (Compton) propose: 4. Qu'un crédit n'excédant pas vingt-cinq mille neuf cent soixante dollars soit ouvert à Sa Majesté pour traitement, dépenses contingentes, etc., (Bibliothèque de la Législature), pour l'exercice finissant le 30 juin 1931.

M. Houde (Montréal-Sainte-Marie): Est-ce que les employés sont satisfaits?

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): (Souriant) Autant qu'un employé public peut l'être.

M. Houde (Montréal-Sainte-Marie): Adopté.

La résolution est adoptée.

L'honorable M. McMaster (Compton) propose: 5. Qu'un crédit n'excédant pas mille cinq cents dollars soit ouvert à Sa Majesté pour le greffier de la couronne en chancellerie et un commis, traitement, pour l'exercice finissant le 30 juin 1931.

Adopté.

6. Qu'un crédit n'excédant pas vingt-cinq mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour divers en général (services divers), pour l'exercice finissant le 30 juin 1931.

M. Houde (Montréal-Sainte-Marie): Sur la façade du parlement, il y a plusieurs niches qui n'ont pas de statue. Quelles sont les statues de héros que le ministre des Travaux publics et du Travail (l'honorable M. Galipeault) va mettre dans ces niches vides en dehors du parlement?

L'honorable M. Galipeault (Bellechasse): Chaque année, un montant d'argent est consacré à la création de statues qui sont placées dans les niches de l'hôtel du Parlement. Nous commandons des statues de temps à autre. Nous en avons commandé une autre à Suzor-Coté, mais malheureusement, il est tombé malade avant de finir son travail.

M. Blain (Montréal-Dorion): (Souriant) Est-ce que l'honorable ministre des Travaux publics et du Travail (M. Galipeault) a l'intention d'occuper lui-même une de ces niches?

L'honorable M. Galipeault (Bellechasse): (Souriant) Je l'espère. À la condition que l'honorable député de Montréal-Dorion (M. Blain) vienne m'y rejoindre.

M. Houde (Montréal-Sainte-Marie) demande des renseignements au sujet d'un montant de \$10,400 pour *La Presse*.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Cette somme a été payée pour des articles divers sur les mines, la colonisation, les ressources naturelles,

etc. Ces articles publiés dans *La Presse* sont fort bien faits. Je ne sais pas qui a fait ces articles.

M. Houde (Montréal-Sainte-Marie): Ces articles sont payés très cher!

L'autre jour, en discutant les crédits du ministère des Terres et Forêts, nous avons rencontré un montant de \$275 payé à *L'Autorité Nouvelle*. J'ai déclaré que c'était plus qu'il n'en fallait pour payer le papier nécessaire à ce journal pendant deux ans. C'est ridicule de gaspiller ainsi l'argent de la province. Je le répète, ce journal ne mérite pas le nom de journal. Il n'a même pas de circulation. Je défie le ministre de trouver un numéro de ce journal dans Québec. Il ne faut toujours pas que celui qui le régit vive exclusivement aux frais de la province. Ce n'est rien qu'un encouragement au vice que de payer \$100 pour un journal qui imprime peut-être 100 numéros. Et cet argent sert simplement à entretenir des individus chargés de nous insulter.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) parle du *Goglu*.

M. Houde (Montréal-Sainte-Marie): Le *Goglu* dit ce qu'il pense, mais à ses frais, et il n'émarge pas au budget gouvernemental.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Je vais commencer à croire que le baron aide *Le Goglu*.

M. Houde (Montréal-Sainte-Marie): Mais demandez-lui vous-même au baron.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Je crois que j'aurais une réponse plus vite en vous chargeant de lui faire cette demande. Vous me donnerez la réponse mardi prochain.

M. Houde (Montréal-Sainte-Marie): \$100, si on songe à tout le gaspillage qui se fait au gouvernement, ce n'est pas grand-chose. Ce n'est pas un gros montant, mais c'est établir un mauvais principe que d'employer l'argent du gouvernement à entretenir des individus qui n'ont d'autre tâche que d'injurier l'opposition et d'invectiver les adversaires du gouvernement. C'est un mauvais principe de les laisser grignoter les fonds de la province. Je ne suis pas opposé à ces attaques, mais pourquoi utiliser les fonds publics pour cela? Si ces messieurs veulent nous insulter, au moins qu'ils le fassent à leurs frais et non à même l'argent du public.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency):
L'Autorité Nouvelle a peut-être plus que 100 numéros.

M. Houde (Montréal-Sainte-Marie): Alors tâchez donc d'en trouver un numéro dans Québec. On se les arrache sans doute, c'est pourquoi on ne peut en trouver?

Dans les *Comptes publics*, un montant de \$5,200 apparaît également comme ayant été payé au *Herald*.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency):
Comme vous le voyez, nous n'avons pas d'esprit de parti.

M. Houde (Montréal-Sainte-Marie): Signalez-le au ministre de l'Agriculture, lui, qui croit que le *Herald* est affilié au baron. À moins que ces contrats ne datent d'avant la démission de M. Casgrain. Il reste à savoir si ce dernier avait résigné ou s'il s'était résigné.

La résolution est adoptée.

L'honorable M. McMaster (Compton) propose: 7. Qu'un crédit n'excédant pas deux cents dollars soit ouvert à Sa Majesté pour annuité à Mlle Marie-Régina Drolet, par résolution de l'Assemblée législative du 3 février 1890, pour l'exercice finissant le 30 juin 1931.

Adopté.

8. Qu'un crédit n'excédant pas trois mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour le Barreau de la province de Québec: aide à la publication des rapports judiciaires, pour l'exercice finissant le 30 juin 1931.

Adopté.

9. Qu'un crédit n'excédant pas mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour l'Association de tir de la province de Québec à Montréal, pour l'exercice finissant le 30 juin 1931.

M. Blain (Montréal-Dorion): Est-ce qu'il sort des champions tireurs de cette Association?

L'honorable M. Taschereau (Montmorency):
L'honorable député, qui est de Montréal, doit le savoir mieux que moi.

(Rires)

M. Houde (Montréal-Sainte-Marie): Adopté.

La résolution est adoptée.

L'honorable M. McMaster (Compton): 10. Qu'un crédit n'excédant pas quatre cents dollars soit ouvert à Sa Majesté pour la Société d'archéologie et numismatique de Montréal, pour l'exercice finissant le 30 juin 1931.

Adopté.

11. Qu'un crédit n'excédant pas cent dollars soit ouvert à Sa Majesté pour Royal Military College of Canada Rifle Association, pour l'exercice finissant le 30 juin 1931.

Adopté.

12. Qu'un crédit n'excédant pas cinq cents dollars soit ouvert à Sa Majesté pour le Dr S. P. Robins, principal retiré de l'école normale McGill, allocation annuelle en vertu de l'arrêté ministériel no 800, du 21 décembre 1905, pour l'exercice finissant le 30 juin 1931.

Adopté.

13. Qu'un crédit n'excédant pas cinq cents dollars soit ouvert à Sa Majesté pour la Société de géographie de Québec, pour l'exercice finissant le 30 juin 1931.

Adopté.

14. Qu'un crédit n'excédant pas cinq mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour le Conservatoire LaSalle de Montréal, pour l'exercice finissant le 30 juin 1931.

Adopté.

15. Qu'un crédit n'excédant pas deux mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour les archives de la province de Québec, impressions, etc., pour l'exercice finissant le 30 juin 1931.

Adopté.

16. Qu'un crédit n'excédant pas mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour le comité France-Amérique, Montréal, pour l'exercice finissant le 30 juin 1931.

Adopté.

17. Qu'un crédit n'excédant pas cinq cents dollars soit ouvert à Sa Majesté pour le comité France-Amérique, Québec, pour l'exercice finissant le 30 juin 1931.

Adopté.

18. Qu'un crédit n'excédant pas cinq mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour la Fondation Strathcona, pour l'exercice finissant le 30 juin 1931.

Adopté.

19. Qu'un crédit n'excédant pas mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour Last Post Fund - 2^e de 10 versements annuels, O. C. 1264-1928, pour l'exercice finissant le 30 juin 1931.

Adopté.

20. Qu'un crédit n'excédant pas cinq mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour la Maison des étudiants canadiens à Paris, pour l'exercice finissant le 30 juin 1931.

M. Houde (Montréal-Sainte-Marie): Est-ce qu'on en dit beaucoup de bien de cette maison?

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Beaucoup, la maison est dirigée par M. Firmin Roz.

M. Houde (Montréal-Sainte-Marie): Ce montant est payé ici et non à la Commission des liqueurs, à Paris?

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Non, tout marche très bien à la maison des étudiants, qui fait le bonheur des familles d'ici qui ont des enfants étudiant à Paris.

La résolution est adoptée.

L'honorable M. McMaster (Compton) propose: 21. Qu'un crédit n'excédant pas deux mille cinq cents dollars soit ouvert à Sa Majesté pour le Musée Laurier, à Arthabaska, pour l'exercice finissant le 30 juin 1931.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Si l'honorable chef de l'opposition veut demander des renseignements à l'honorable ministre de la Voirie (M. Perrault), nous allons attendre qu'il soit ici pour considérer cet item.

M. Houde (Montréal-Sainte-Marie): Oh! Non, adopté.

La résolution est adoptée.

L'honorable M. McMaster (Compton) propose: 22. Qu'un crédit n'excédant pas mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour la Société Provancher d'histoire naturelle, pour l'exercice finissant le 30 juin 1931.

Adopté.

Résolutions à rapporter:

Le comité fait rapport qu'il a adopté plusieurs résolutions et demande la permission de siéger de nouveau. Lesdites résolutions sont lues deux fois et adoptées.

Questions et réponses:

Régularisation des cours d'eau

M. Guertin (Hull): 1. Quels sont les réservoirs construits par cette province pour la régularisation des cours d'eau?

2. Quelle est la capacité de chacun d'eux?

3. Qu'a coûté: *a.* à la province; *b.* à des individus; *c.* à des compagnies ou corporations, la construction de chacun de ces réservoirs?

4. Dans les cas où le coût a été à la charge d'une compagnie ou d'un individu, quels sont les montants que la province rembourse à chacun et de quelle façon ces montants sont-ils remboursés?

5. Dans chaque cas, la propriété absolue en est-elle à la province?

6. Y a-t-il des servitudes ou autres biens en faveur de ceux qui ont payé la construction?

7. Combien ont coûté pour le dernier exercice financier l'entretien et les réparations nécessaires desdits réservoirs?

8. Combien a rapporté à la province l'opération de chacun de ces barrages, durant la même période?

9. L'opération de ces barrages est-elle entièrement sous le contrôle de la Commission des eaux courantes?

L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay):

1. Réservoirs construits par cette province: Rivière Saint-Maurice: Réservoir Gouin; Réservoirs A, B, C, (rivière Manouane).

Rivière Saint-François: Réservoir Allard et réservoir du lac Aylmer.

Rivière Sainte-Anne-de-Beaupré: Réservoir du lac Brûlé; Réservoir rivière Savane;

Rivière Chicoutimi: Réservoir du lac Kénogami;

Rivière Mito: Réservoir Mitis;

Rivière du Nord: Réservoir Lac Masson; Réservoir Lac Bédini; Réservoir Lac Long.

2.	Réservoirs	Pieds cubes
	Gouin	160,000,000,000
	Rivière Manouane	16,500,000,000
	Allard et lac Aylmer	15,600,000,000
	Savane	530,000,000
	Lac Brûlé	300,000,000
	Lac Kénogami	13,600,000,000
	Mitis	3,050,000,000
	Rivière du Nord	747,150,000

3. a.	Réservoirs	Montant	NOTE
	Gouin et A, B et C	\$2,500,000.00	
	Allard et lac Aylmer	800,000.00	
	Savane et lac Brûlé	300,000.00	
	Lac Kénogami	4,400,000.00	
	Mitis	250,000.00	
	Rivière du Nord	26,000.00	
3. b.	Aucun		
3. c.	Baskatong	5,100,000.00	
	Cabonga	800,000.00	
	4. La province ne rembourse rien.		
	5. Oui.		
	6. Non. Ils ont cependant l'usage, sous certaines conditions, de l'eau emmagasinée.		
	7. Du 1 ^{er} juillet 1928 au 30 juin 1929:		
	Opérations: \$42,535.13		
	Réparation, construction de maison des gardiens, expropriation, arpentage: \$97,330.49		
	8. (Voir la liste ci-dessous)		
8.	Barrages	Montant	
	Rivière Saint-Maurice	\$300,115.36	
	Rivière Saint-François	73,222.43	
	Rivière Sainte-Anne- de-Beaupré	29,456.16	
	Lac Kénogami	248,459.64	
	Rivière Mitis	36,604.38	
	Rivière Gatineau	60,009.95	
	Rivière du Nord	<u>4,116.00</u>	
		\$751,993.92	

9. Oui.

Ajournement

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) propose, appuyé par le représentant de Châteauguay (l'honorable M. Mercier fils), que lorsque cette Chambre s'ajournera, aujourd'hui, elle soit ajournée à lundi à 8 h 30 du soir.

Adopté.

La séance est levée à 4 h 20.

Séance du lundi 10 mars 1930

Présidence de I. Vautrin

La séance est ouverte à 8 h 45.

Absence de l'Orateur

M. le Greffier fait part à la Chambre de l'absence de l'Orateur (l'honorable M. Bouchard).

Prière.

M. l'Orateur: À l'ordre Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

Écrits faits hors Québec

M. McDonald (Pontiac) demande la permission de présenter le bill 169 modifiant les articles 1220 et 2144 du Code civil relativement à certains écrits faits hors de la province de Québec.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

Imposition
de certaines taxes

M. Dugas (Joliette) demande la permission de présenter le bill 194 modifiant l'article 700 du Code municipal relativement à l'imposition de certaines taxes.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

Sociétés d'agriculture

L'honorable M. Perron (Montcalm) demande la permission de présenter le bill 204 modifiant la loi concernant les sociétés d'agriculture.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

Cercles agricoles

L'honorable M. Perron (Montcalm) demande la permission de présenter le bill 203 modifiant la loi concernant les cercles agricoles.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

Loi de la saisine
de certains bénéficiaires

L'honorable M. McMaster (Compton) demande la permission de présenter le bill 56 modifiant la loi de la saisine de certains bénéficiaires.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

Loi
de la chasse

L'honorable M. Laferté (Drummond) demande la permission de présenter le bill 205 modifiant la loi de la chasse.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

Questions et réponses:

Laiterie
Messier Frères

M. Tremblay (Maisonnette): 1. Le gouvernement ou la coopérative fédérée de Québec a-t-il fait l'achat de la laiterie Messier Frères, rue Notre-Dame à Montréal?

2. Dans l'affirmative, à quelle date?

3. Quel a été le montant payé?

4. Le gouvernement ou la coopérative fédérée de Québec a-t-il acheté d'autres laiteries dans cette province?

5. Dans l'affirmative: *a.* quand; *b.* où; *c.* et à quel prix dans chaque cas?

L'honorable M. Perron (Montcalm): 1. Non.

4. Non.

Travaux de voirie
dans la province

M. Lafleur (Montréal-Verdun): Pour combien de milles de chemin et quelles sommes ont été payées par le gouvernement pour travaux de voirie depuis 1910 dans les comtés de Terrebonne, *b.* Châteauguay; *c.* Dorchester; *d.* Bellechasse; *e.* Compton; *f.* Montmorency; *g.* Deux-Montagne; *h.* Laval; *i.* Joliette; *j.* Papineau; *k.* Soulanges; *l.* Vaudreuil?

L'honorable M. Perrault (Arthabaska): *a.* 211 milles, \$1,219,958.43; *b.* 228.62 milles, \$1,192,191.61; *c.* 176.98 milles, \$437,445.46; *d.* 245.65 milles, \$478,767.28; *e.* 241.17 milles, \$856,992.17; *f.* 123.92 milles, \$532,486.32; *g.* 169.19 milles, \$1,127,188.29; *h.* 169.35 milles, \$1,297,876.75; *i.* 142.88 milles, \$531,877.42; *j.* 239.22 milles, \$745,903.40; *k.* 77.35 milles, \$349,471.13; *l.* 143.19 milles, \$909,626.71.

Demandes de documents:**Prison
de Sainte-Scholastique**

M. Sauvé (Deux-Montagnes) propose, appuyé par le représentant de Laval (M. Renaud), qu'il soit mis devant cette Chambre copie de toute correspondance depuis 1927 entre le gouvernement et toute personne relativement à la bâtisse de l'ancienne prison du district de Terrebonne, à Sainte-Scholastique.

Le gouvernement possède une propriété à Sainte-Scholastique qu'il devrait utiliser, et voilà pourquoi je provoque ce petit débat. Je suggère, dit-il, que cet édifice désaffecté soit transformé en usine qui servirait à une des industries reliées à l'agriculture, et bénéficier ainsi à la population du district. Il semble que les autorités municipales seraient en mesure de faire le changement nécessaire aussitôt que le gouvernement leur en accordera l'autorisation.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Le gouvernement partage l'intérêt du député des Deux-Montagnes pour qu'on tire parti de cet édifice de la manière suggérée ou de façon semblable. Cependant, si le gouvernement n'a pas utilisé cette propriété, c'est que le titre du gouvernement n'est pas très explicite. Le donateur de la propriété a exigé qu'elle fût utilisée comme palais de justice et prison. Suivant les titres du gouvernement sur cette propriété, donc, elle doit servir comme palais de justice seulement, et partant, il est difficile de l'utiliser à d'autres fins.

Le gouvernement a déjà songé à en faire un centre de formation relié au domaine de l'agriculture, mais la clause restrictive l'en a empêché. On espère en arriver à une entente quelconque avec les héritiers. J'espère que l'honorable député des Deux-Montagnes se fera l'intermédiaire entre les anciens propriétaires et le gouvernement pour que la propriété en question soit utilisée.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Le problème semble émaner des renseignements qui ont été fournis par le procureur général, selon lesquels la propriété appartient au gouvernement. Je veux savoir, dit-il, une fois pour toutes si les conditions de la donation tiennent toujours.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Oui, les conditions sont toujours en vigueur.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Plus on mettra l'édifice à profit rapidement, mieux ce sera.

La motion est adoptée.

**Exemptions
de taxes municipales**

M. Bercovitch (Montréal-Saint-Louis) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 172 modifiant la loi des exemptions de taxes municipales soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

**Loi
des mines**

L'honorable M. Perrault (Arthabaska) propose, selon l'ordre du jour et appuyé par le représentant de Châteauguay (l'honorable M. Mercier fils), que la Chambre, à sa prochaine séance, se forme en comité plénier pour prendre en considération un projet de résolutions relatives au bill 42 modifiant la loi des mines de Québec.

Adopté.

**Loi
de la chasse**

L'honorable M. Laferté (Drummond) propose, selon l'ordre du jour et appuyé par le représentant de Compton (l'honorable M. McMaster), que la Chambre, à sa prochaine séance, se forme en comité plénier pour prendre en considération un projet de résolution relative au bill 205 modifiant la loi de la chasse.

Adopté.

**Société coopérative
fédérée des agriculteurs**

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) appelle l'article 50 au sujet des résolutions relatives au bill no 4.

L'honorable M. Perron (Montcalm) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité plénier pour prendre en considération un projet de résolutions relatives au bill 4 concernant les écoles d'agriculture, la construction d'entrepôts et la Société coopérative fédérée des agriculteurs de la province de Québec.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Vu l'importance de ce projet de loi et vu que peu de députés ruraux sont à leur siège, je demanderai le renvoi de l'étude de cette question à demain. Ce projet de loi est trop important pour être étudié ce soir, en présence d'une Chambre incomplète, et je ne crois pas que des résolutions à ce sujet devraient être prises en considération, alors que les députés ruraux de cette Chambre, qui sont particulièrement concernés par le sujet, ne sont pas bien représentés. Les députés absents seront sans doute heureux eux aussi de prendre part au débat.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Est-ce que le député de Laval appuie cette proposition?

M. Renaud (Laval): Oh! Je n'ai aucune objection à accommoder le premier ministre.

L'honorable M. Perron (Montcalm) se rend, dit-il, à la demande du député des Deux-Montagnes.

Sociétés de patrons de fabriques de produits laitiers

L'honorable M. Perron (Montcalm) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 18 modifiant la loi concernant les sociétés de patrons de fabriques de produits laitiers soit maintenant lu une deuxième fois.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Je propose que l'étude de ce bill soit reportée pour les mêmes raisons que le bill précédent, car il revêt la même importance.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Il ne s'agit que de la deuxième lecture. Formons-nous en comité général et nous verrons.

La motion est adoptée sur division. Le bill est renvoyé au comité plénier.

L'honorable M. Perron (Montcalm) propose que la Chambre se forme immédiatement en ledit comité.
Adopté.

En comité¹:

L'honorable M. Perron (Montcalm): Le bill est très simple. Actuellement, le secrétaire et le

vérificateur d'une société d'industrie laitière doivent être choisis parmi les membres de la société. Le projet a pour but de permettre aux directeurs de choisir des hommes de l'extérieur comme secrétaire et vérificateur. On croit que les affaires seront mieux menées à l'avenir, avec le nouvel amendement. Dans le passé, les secrétaires-trésoriers et les vérificateurs ne pouvaient remplir cette fonction s'ils n'étaient pas membres de la société. C'est un petit bill.

M. Blain (Montréal-Dorion): Les petits bills sont parfois les plus dangereux.

L'honorable M. Perron (Montcalm): Alors, celui-ci fait exception. C'est un petit bill pas dangereux.

M. Blain (Montréal-Dorion): Les petits bills sont toujours dangereux.

L'honorable M. Perron (Montcalm): Et bien, il s'agit ici d'une exception.

Les articles 1 et 2 sont adoptés.

Le comité, ayant étudié le bill, en fait rapport sans amendement.

L'honorable M. Perron (Montcalm) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Département de l'Agriculture

L'honorable M. Perron (Montcalm) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 19 concernant le département d'Agriculture soit maintenant lu une deuxième fois.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Un instant!

L'honorable M. Perron (Montcalm): Il ne s'agit que d'un autre petit bill.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Expliquez-le nous.

L'honorable M. Perron (Montcalm): Comme le ministère de l'Agriculture l'a annoncé, nous avons l'intention d'aider les cultivateurs sous la forme

d'avances, pour acheter des animaux de race dans la deuxième classe. Le département demande donc le pouvoir de prêter aux cultivateurs pour l'achat d'animaux de race, et seulement pour cette fin. Le premier article du bill a pour but de permettre au ministre de ce faire.

Le deuxième article du bill a pour but d'autoriser le sous-ministre de l'Agriculture à signer certains documents. Nous demandons simplement le pouvoir de permettre au sous-ministre de ce département de signer quelques documents. Il aura le pouvoir de signer des actes de prêts, au nom du ministre, et certains autres documents.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Mais cela est très important.

L'honorable M. Perron (Montcalm): Et quelles pourraient en être les conséquences, M. le député?

M. Renaud (Laval): Est-ce que ça s'applique seulement aux animaux de race?

L'honorable M. Perron (Montcalm): Oui.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Je vous assure que je ne veux pas lancer de débat maintenant. Je parle comme député des Deux-Montagnes.

L'honorable M. Perron (Montcalm): De toute façon, vous formez l'opposition à vous seul.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Oh! Non, il n'est pas question de ça. Je répète que j'ai trop de respect pour les députés ruraux de cette Chambre pour laisser étudier cette loi en leur absence, et je propose que l'étude de ce bill soit reportée.

Est-ce que nous ne pourrions pas attendre qu'il y ait plus de députés ruraux pour adopter ce projet? Je propose, dit-il, de remettre l'étude de ce projet et de le faire considérer en même temps que toute la législation agricole et je demande que le bill soit ajourné à une autre séance, afin que la députation soit présente au complet.

L'honorable M. Perron (Montcalm): La chose n'est pas si nécessaire, puisqu'il s'agit de prêter de l'argent, et que l'opposition des députés ruraux est peu probable. Je crois que mon honorable ami des Deux-Montagnes va admettre que lorsque nous proposons de donner ou de prêter de l'argent aux cultivateurs, la députation est unanime. C'est quand nous proposons d'en retirer qu'il peut y avoir de l'objection.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Je me place à un point de vue plus élevé que la question d'argent. Le ministre de l'Agriculture se propose de bouleverser l'organisme agricole actuel, et il vaudrait mieux étudier les principales mesures d'abord, avant cette dernière. Le ministre a au moins deux autres bills à produire, et je propose que cette Chambre les adopte, avant d'étudier celui-ci, parce qu'ils ont une incidence sur toute la situation agricole de la province, son administration et sa portée. Si nous avions les autres bills avant, nous saurions à quoi nous en tenir, parce qu'on nous aurait expliqué la situation dans son ensemble.

Est-ce que l'honorable ministre de l'Agriculture ne croit pas qu'il devra soumettre à une Chambre au complet tous ses projets de réforme, qui ont une portée extrêmement sérieuse sur tout le système économique dans la province? Nous sommes prêts à étudier les projets de l'honorable ministre, mais lorsque les députés seront plus nombreux. Ces projets de loi sont trop importants pour être étudiés ce soir en présence d'une Chambre incomplète.

L'honorable M. Perron (Montcalm): Mais il faut commencer l'étude d'un bill ou l'autre.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Mais pourquoi commencer par le plus important?

L'honorable M. Perron (Montcalm): Ils sont tous importants.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Il me semble que le ministre pourrait expliquer le but de toute sa législation demain, si ça lui convient, ou plus tard, devant une assistance plus nombreuse. Ensuite, le comité général pourrait se pencher sur chacun des bills. Quand le ministre aura donné un sommaire de sa législation sur l'agriculture, les députés pourront évaluer la teneur des bills plus facilement à mesure qu'ils sont présentés. Je suis conscient de l'énorme responsabilité qu'il porte, car tout le système économique de la province est touché. Je crois que ces questions devraient être soulevées à une heure plus convenable, devant un nombre de députés suffisant, par égard pour notre population agricole. Le ministre y voit-il une objection?

L'honorable M. Perron (Montcalm): Je n'ai pas d'objection à attendre jusqu'à demain. Je ne veux pas insister. Si l'honorable député des Deux-Montagnes le désire, nous allons remettre cela à demain.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Terminons la deuxième lecture.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): La deuxième lecture concerne le principe du bill. Je ne vois pas de raison particulière de se presser. Le premier ministre souhaite que cette loi soit présentée à la province, et si nous en discutons devant une Chambre bien remplie, nous avons de meilleures chances que cela se réalise.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Voulez-vous proposer d'ajourner le débat pour que le sujet reste au *Feuilleton* après la deuxième lecture?

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Ce n'est pas nécessaire, puisque le bill n'est pas encore allé en deuxième lecture.

Loi du paiement des pénalités

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 55 pour remplacer la loi du paiement des pénalités soit maintenant lu une deuxième fois.

Il s'agit de donner aux constables le pouvoir de percevoir une amende à la place du greffier des sessions de la paix. De cette façon, un constable pourra percevoir une amende de quelqu'un qui ne peut que difficilement comparaître personnellement devant le greffier. Il pourra se présenter chez quelqu'un qui est condamné à payer une amende, recevoir l'argent, et le remettre au greffe de la paix.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

Subsides

L'honorable M. McMaster (Compton) propose, selon l'ordre du jour, que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil pour que la Chambre se forme de nouveau en comité des subsides.

Adopté.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Quels sont les crédits que nous allons étudier?

L'honorable M. Perrault (Arthabaska): Les crédits de la voirie.

En comité:

L'honorable M. McMaster (Compton) propose: 1. Qu'un crédit n'excédant pas cinq millions de dollars soit ouvert à Sa Majesté pour la construction, la réparation et l'entretien des chemins S. R., 1925, chapitre 91, article 74, tel qu'amendé par 18 George V, chapitre 35, section 6b, pour l'exercice finissant le 30 juin 1931.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Avant de commencer quoi que ce soit, est-ce que le ministre voudrait nous expliquer ce qu'il a fait et ce qu'il entend faire? Que le ministre nous fasse un compte rendu du travail effectué l'an dernier et de ce qu'il entend faire au cours des douze prochains mois, pour nous donner une idée générale de la situation.

L'honorable M. Perrault (Arthabaska): Ce que nous voulons faire, c'est de maintenir les chemins que nous avons construits. Nous avons entretenu 10,000 milles de chemins l'an dernier. Nous allons en entretenir 12,000 ou 12,500 milles cette année. Le gouvernement entend réaliser son programme d'entretien et d'amélioration des chemins. Nous avons déjà beaucoup accompli en redressant des courbes, en élargissant des routes étroites et en posant des pavages permanents, surtout dans les villages.

On a commencé, en effet, à faire des pavages permanents. Des calculs permettent de croire qu'avec la somme de \$17,000,000 votée l'an dernier, et qui sera dépensée dans une période de six ans², on pourra faire des pavages permanents sur une distance de 900 à 1,000 milles environ. C'est évidemment dans les endroits où la circulation est la plus considérable que des pavages permanents seront faits. L'an dernier, en vertu de la loi des \$17,000,000, nous avons fait des pavages permanents, surtout dans les villages, sur une longueur de 118 milles de chemins. Ces pavages vont rendre l'entretien moins coûteux. Nous avons, en outre, bâti sur la base de 50 % 1,584 milles de chemins.

M. Renaud (Laval): Quelle est la moyenne du coût de construction au mille?

L'honorable M. Perrault (Arthabaska): Le coût varie. Nous avons fait disparaître, au cours de l'année dernière, 16 traverses à niveau et redressé de nombreuses courbes. Il nous restait à terminer 600 et quelques milles, l'an dernier, pour compléter notre réseau de grandes routes. Nous en avons construit

350 milles. Il nous en reste environ 300 que le gouvernement se propose de construire sur les grandes routes. Nous avons commencé les travaux du boulevard Laprairie³ qui conduit, sur la rive sud, au nouveau pont Longueuil-Montréal et qui coûtera \$2,000,000. Cette année, on le terminera. Nous avons aussi commencé des travaux importants pour les approches des nouveaux ponts Viau et Lachapelle, à Montréal. Nous avons là près d'un million de piastres environ à dépenser.

Pour montrer des chemins dont je parlais tout à l'heure, je dirai qu'à certains endroits la province a tout avantage à faire des chemins avec des pavages permanents, ainsi qu'en témoignent des statistiques d'entretien. Ainsi, l'entretien de chemin de gravier coûte \$500 du mille⁴ tandis que l'entretien des chemins avec pavage permanent coûte en moyenne, par mille, pour les accotements et le pavage, la somme de \$78.00⁵. On voit donc la différence énorme. Les pavages ont été construits au prix moyen de \$1,550 du mille.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Quelle est la longueur des chemins dans la province?

L'honorable M. Perrault (Arthabaska): Actuellement, il y a en tout 32,354 milles de chemins carrossables, ce qui veut dire que 38 % de nos chemins sont améliorés dans la province, dont 12,502 milles de chemins améliorés, 4,000 milles de routes régionales, 6,113 milles de chemins locaux.

Le pavage est loin de couvrir les 35,000 milles de routes de la province, mais les résultats obtenus jusqu'à présent sont excellents.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Combien le gouvernement a-t-il dépensé jusqu'à aujourd'hui?

L'honorable M. Perrault (Arthabaska): Le gouvernement de la province a dépensé jusqu'à date \$104,000,000 pour la construction, la réfection et l'entretien des chemins⁶ dans la province. Les municipalités ont emprunté environ \$30,000,000 à 2 % pour la construction des chemins, puis d'autres montants sur une base de 50 %.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Sur un total d'environ 36,000 milles de chemins, nous avons 12,502 milles de chemins améliorés, comprenant plus de 4,000 milles de routes provinciales et régionales et 6,113.19 milles de chemins secondaires et locaux, avec 82 % de surface en gravier, dont 76 % sont sur routes provinciales et régionales.

Nous avons 578 milles de chemins permanents. Ces routes ont coûté à la province des millions, sans compter la part presque égale des municipalités. Une partie de l'argent a été dépensée pour réparer non seulement des chemins, mais des erreurs dues à un manque de prévoyance et de classification au début. En Ontario, le gouvernement de cette province a fait des erreurs, mais il a profité de ces erreurs et les routes sont beaucoup plus larges qu'ici dans la province. Je félicite le ministre de la Voirie (l'honorable M. Perrault) pour avoir corrigé certaines courbes dangereuses. Il y en a qui sont très bien faites, mais il y en a d'autres qui le sont moins. Ainsi, il y en a une à Saint-Bernard, sur la propriété de M. Paiement.

Il (M. Sauvé) cite plusieurs autres cas. Ces réparations, dit-il, coûtent très cher, et il y a des travaux d'alignement, pentes, rampes et suppression d'angles et de courbes qui coûtent cher, trop cher, et certaines nouvelles routes semblent injustifiables et ont nécessité des expropriations qui paraissent injustes, comme celles de Saint-Hermas, au coin du rang Saint-Pierre. Certains entrepreneurs ont des talents particuliers pour faire accepter leurs chemins, et ce sont ceux-là qui coûtent le plus cher et trop cher à la province. Le chemin de la Barrière, dans le comté de Berthier et qui conduit à Saint-Michel-des-Saints, a coûté scandaleusement cher, de l'avis général de la population de la localité.

Les revêtements et pavages, qui doivent être d'au moins 6 pouces d'épaisseur, n'ont pas cette mesure, loin de là. Pourquoi certains inspecteurs acceptent-ils ces chemins? Est-ce par incompetence ou par connivence? Quels sont les rapports entre les contracteurs et les inspecteurs et ingénieurs du gouvernement? Serait-il à la connaissance du ministre de la Voirie (l'honorable M. Perrault) que des inspecteurs en ingénieurs auraient accepté de petits pots-de-vin ou seraient devenus des associés de certains entrepreneurs ou entrepreneurs eux-mêmes?

Le chemin d'approche nécessité par la construction du pont Lachapelle de Laval a coûté cher, mais n'est pas suffisant dans la courbe qui finit à l'Abord-à-Plouffe. Si cette courbe n'est pas élargie du côté sud-ouest, elle offrira toujours un danger. Il y a là des propriétés que l'on aurait pu acheter.

L'honorable M. Perrault (Arthabaska): Nous avons un beau plan, mais nous n'avons pu l'exécuter. L'honorable député sait qu'il y a des propriétés importantes.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Je comprends qu'il y a la maison des retraites fermées des RR. PP. Jésuites, mais il y en a de moins importantes.

Le ministre a raison de dire la nécessité de donner attention aux routes secondaires dont un grand nombre sont des artères importantes, car elles contribuent au dégagement des grandes routes. Le ministre proclame aussi l'importance des routes de troisième classe pour les cultivateurs. Il devrait ajouter qu'un grand nombre de ceux qui habitent le long de ces routes attendent encore des octrois du gouvernement pour terminer des travaux d'amélioration, qui rendraient justice à la part de leur contribution pour le coût des autres routes. Donner pour ces routes une moyenne de \$10,000 par comté, c'est injuste. Le gouvernement a engagé les municipalités à améliorer leurs chemins; une éducation s'est faite dans ce sens-là, et rapidement, à cause du véhicule-moteur.

Le gouvernement ne peut pas abandonner ces municipalités et maltraiter des gens qui payent des taxes pour le chemin des autres et qui n'en ont pas chez eux. Le gouvernement est obligé de poursuivre cette œuvre en conformité avec les besoins qui lui sont signalés. Il ne peut dire: "L'agriculture va nous coûter cher et nous ne pouvons pas répondre à la demande des municipalités pour la voirie." Qu'il emploie une partie de ses surplus, s'ils sont bien réels, à faire son œuvre de voirie. Il se doit d'envisager ce point de vue, avant de s'engager à dépenser trop pour l'entretien de chemins d'hiver.

Il (M. Sauvé) demande au ministre divers renseignements au sujet des accidents sur les routes. Il espère que les routes pourront être élargies pour réduire le nombre d'accidents. Il se plaint du trop grand nombre d'accidents sur la route et affirme que si ces routes étaient élargies, la situation serait grandement améliorée. Il souhaite une plus grande sévérité dans l'application des règlements de la circulation, particulièrement aux traverses à niveau. Il faudrait réduire, dit-il, le nombre des accidents.

J'attire l'attention de l'honorable ministre sur le fait que les cantonniers, en engageant toujours les mêmes fils de cultivateurs, éloignent ces derniers de la terre. Un père de famille m'a dit: "Mon fils a travaillé aux chemins et il ne travaille plus sur la terre". De plus, la préférence accordée exclusivement aux libéraux est une cause de chicanes, de haines. Le gouvernement devrait montrer son esprit de justice et il obtiendrait un plus beau témoignage, quand il le demandera au peuple.

Il faudrait rappeler à ceux qui embauchent la main-d'œuvre pour les travaux de voirie que les taxes sont payées par les conservateurs et par les libéraux, et qu'il serait bon de s'en rappeler quand ils embauchent de l'aide, au lieu de faire de la politique.

L'honorable M. Perrault (Arthabaska): Je m'accorde avec l'honorable député pour dire que nous devons compléter notre amélioration de chemins. Le gouvernement va continuer à améliorer les chemins en procédant systématiquement, afin d'aider aux cultivateurs. La province doit avoir de bons chemins, les entretenir et poursuivre sans faillir son programme d'amélioration. Il faut terminer les chemins que nous avons commencés et faire des réparations sur une base de 50 %, comme dans le passé. Il faut se rappeler qu'il faut dépenser l'argent très sagement, et que le ministère n'obtiendra pas autant d'argent en 1930 que l'an dernier, ce qui ne manque sûrement pas de plaire au trésorier de la province (l'honorable M. McMaster). Nous n'avons pas un budget suffisant pour répondre à toutes les demandes. Les municipalités ont été incapables d'entretenir les chemins à cause de la circulation de camions lourds. Alors, le gouvernement les a pris en charge, mais il ne faut pas s'attendre à trop de choses.

Les cultivateurs sont incapables d'entretenir des routes de première classe parce que cet entretien n'est pas si simple que par le passé, alors que ça pouvait être fait avec des moyens de base. Les chemins d'aujourd'hui requièrent des experts et du matériel de construction mécanique spécial. Le nombre de camions partout dans la province de Québec est en hausse. Il y a des chemins qui doivent être améliorés au plus tôt, vu le développement du trafic. Nous avons fait un relevé, qui démontre que, sur certaines routes, pour une auto, il y a neuf camions qui circulent. Ces camions requièrent des routes de premier ordre. Quant au chemin de Saint-Michel-des-Saints, il a coûté cher parce que c'était un chemin très difficile de construction et d'entretien.

L'honorable député des Deux-Montagnes a parlé des courbes. Nous essayons de les améliorer le plus possible. Quant aux accidents aux traverses de chemin de fer, le ministère de la Voirie a commencé à faire disparaître les traverses à niveau. Il a aussi ordonné l'arrêt obligatoire aux autres traverses à niveau. Cette loi qui oblige les automobilistes à arrêter a produit de bons effets. Les accidents à ces endroits ont fort diminué cette année. Trente-neuf personnes ont été tuées, en octobre 1928, aux traverses à niveau. Cette année, durant le même mois, il n'y a eu que 9 fatalités. La loi a été une éducation pour le public. Si tous les automobilistes n'ont pas arrêté, ils ont au moins ralenti aux traverses.

M. Crépeau (Sherbrooke) pose une ou deux questions au ministre.

M. Gault (Montréal-Saint-Georges) pose une question sur les passages à niveau.

L'honorable M. Perrault (Arthabaska) dit que 16 traverses à niveau ont été éliminées, l'an dernier, et que 20 autres le seront en 1930.

M. Blain (Montréal-Dorion): Je vois par les *Comptes publics* qu'on a payé des assurances. Pourquoi?

L'honorable M. Perrault (Arthabaska): Nous payons l'assurance patronale de nos employés, ainsi que l'assurance de notre matériel, de nos garages, à travers la province.

M. Blain (Montréal-Dorion): Qui assure les employés?

L'honorable M. Perrault (Arthabaska): La Prévoyance, et nous nous en trouvons très bien.

L'honorable M. Perron (Montcalm): C'est la seule compagnie d'assurance canadienne-française qui fait de l'assurance patronale.

M. Blain (Montréal-Dorion) interroge le ministre au sujet des contrats pour réfection de chemins.

L'honorable M. Perrault (Arthabaska): Dans tous les cas, nous avons demandé des soumissions, et le contrat a été accordé au plus bas soumissionnaire.

M. Blain (Montréal-Dorion): Est-ce que l'honorable ministre pourrait me montrer les soumissions?

L'honorable M. Perrault (Arthabaska): Si l'honorable député veut venir à mon bureau, je les lui montrerai.

M. Blain (Montréal-Dorion): Est-ce que l'honorable ministre pourrait les apporter ici?

L'honorable M. Perrault (Arthabaska): Certainement.

M. Blain (Montréal-Dorion) tient à savoir si un certain Perrault qui a obtenu un contrat pour la construction de routes est le neveu de l'ancien ministre de la Voirie (l'honorable M. Perron) et actuel ministre de l'Agriculture.

L'honorable M. Perron (Montcalm) le rassure en disant que l'entrepreneur en question n'est pas parent avec lui.

M. Blain (Montréal-Dorion) veut savoir où on en est dans l'élargissement de l'autoroute Laurier, à Montréal.

L'honorable M. Perrault (Arthabaska): Le chemin est en train d'être élargi, et je suis certain, dit-il, que la circulation plus dense amenée par les nouveaux ponts Viau et Lachapelle pourra être accommodée par des chemins plus larges.

M. Blain (Montréal-Dorion) s'informe au sujet d'un item de \$1,600 dans les *Comptes publics* de l'an dernier versés à Georges A. Montgomery, conseil du roi de Montréal.

L'honorable M. Perrault (Arthabaska): Il a fallu exproprier un terrain appartenant à ce distingué avocat.

M. Blain (Montréal-Dorion) veut savoir si la firme Houde et Compagnie, dont le nom paraît sur un contrat de voirie, a un lien avec le leader de l'opposition.

L'honorable M. Perrault (Arthabaska) l'assure qu'il n'y a absolument aucun lien.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Pourquoi a-t-on distribué le livre de la *Bonne cuisine canadienne*?

L'honorable M. Perrault (Arthabaska): Pour préserver notre bonne cuisine contre la cuisine moderne, qui est dommageable.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): C'est ce que je prétends, et je suis content de l'avoir entendu dire par l'honorable ministre.

L'honorable M. Perrault (Arthabaska): Ce livre publié par le ministère a été très bien reçu et il est très en demande. Il sert à enseigner aux gens à bien cuisiner et ainsi à aider le tourisme.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): J'ai entendu dire, dit-il, par de nombreuses personnes, que dans bien des cas, c'est l'abandon de la bonne vieille cuisine canadienne-française qui est la cause de bien des maux d'aujourd'hui. Je veux savoir si le public se montre enthousiaste à l'idée de revenir à l'ancien temps.

L'honorable M. Perrault (Arthabaska):

Ces très vieilles idées sont gage du succès que l'on connaît.

M. Blain (Montréal-Dorion): Le ministère dépense de l'argent pour le tourisme?

L'honorable M. Perrault (Arthabaska):

Oui et je regrette de ne pouvoir annoncer davantage notre province à l'étranger.

L'argent dépensé pour le tourisme est de l'argent très bien dépensé. Il n'y a pas d'argent mieux dépensé que celui dépensé en publicité pour l'industrie touristique, qui demande, comme tous les autres domaines d'affaires, qu'on en fasse la promotion.

M. Blain (Montréal-Dorion): Pourquoi le ministre de la Voirie a-t-il donné \$258 en annonces au petit hebdomadaire montréalais *La Riposte*? Ce journal n'a aucun tirage. Il se fait par un homme qui porte sur lui toute la livraison. Son rédacteur se promène avec un paquet de son journal dans ses poches pour le distribuer à ses amis.

Un député de droite: Cet homme-là doit posséder une serviette de dimension démesurée.

M. Blain (Montréal-Dorion): En quoi un journal pareil peut-il développer le tourisme? Est-ce que, par exemple, un autre papier du même genre, *L'Autorité Nouvelle*, qui n'a aucun tirage, dont on ne peut trouver un numéro nulle part et que personne ne lit, peut influencer le tourisme? Quels touristes peut-il amener?

L'honorable M. Perron (Montcalm): (Riant)
Ceux de la Chine (Lachine).

L'honorable M. Perrault (Arthabaska)
demande au député de Montréal-Dorion de laisser passer ce point.

M. Blain (Montréal-Dorion) refuse, affirmant qu'il n'y a que deux items qui concernent la voirie, le premier de \$5,000,000 pour la construction, l'entretien et la réparation des chemins, et un autre de \$2,833,000 pour les plate-formes routières, sur les \$17,000,000 votés à cette fin l'an dernier, et qu'il faut plus de temps pour les étudier.

L'honorable M. Perrault (Arthabaska)
accepte de reporter la discussion à une autre séance.

Résolutions à rapporter:

Le comité fait rapport qu'il n'a pas terminé l'examen des résolutions et qu'il désire avoir la permission de siéger de nouveau.

Charte de Longueuil

M. Thurber (Chambly) propose, appuyé par le représentant de Chicoutimi (M. Delisle) que toutes les règles relatives aux avis, à la présentation, à la réception et à l'examen des pétitions ainsi qu'à l'examen et à la lecture des bills privés (sauf celles qui ont trait aux droits à payer) soient suspendues; qu'il lui soit permis de présenter la pétition de la cité de Longueuil, demandant une loi pour modifier la charte de la cité de Longueuil; que cette pétition soit lue et reçue à la présente séance; qu'il lui soit permis de présenter le bill 159 modifiant la charte de la cité de Longueuil, et que ce bill soit maintenant lu la première fois.

Adopté.

Présentation et lecture de pétitions:

En conséquence, la pétition de la cité de Longueuil, demandant une loi pour modifier la charte de la cité de Longueuil est présentée, lue et reçue par la Chambre.

M. Thurber (Chambly) demande la permission de présenter le bill 159 modifiant la charte de la cité de Longueuil.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

La séance est levée à 11 h 30.

NOTES

1. Le comité se réunit sous la présidence de M. Delisle (Chicoutimi).

2. Selon *The Montreal Daily Star* du 11 mars 1930, à la page 8, M. Perrault aurait parlé d'une somme de \$17,000,000 à dépenser en cinq ans, jusqu'en 1935.

3. Selon *Le Soleil* du 11 mars 1930, à la page 3, il s'agit du boulevard de la rivière des Prairies.

4. Selon *Le Soleil* du 11 mars 1930, à la page 3, M. Perrault parle de \$550 du mille.

5. Selon *Le Devoir* du 11 mars 1930, à la page 2, M. Perrault parle plutôt de \$153 du mille.

6. Selon *The Gazette* du 11 mars 1930, à la page 1, M. Perrault parle d'une somme de \$105,000,000 pour les routes.

Séance du mardi 11 mars 1930

Présidence de l'honorable T.-D. Bouchard

La séance est ouverte à 3 h 20.

Prière.

M. l'Orateur: À l'ordre Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

3. Personne ne peut être responsable.

4. Le gouvernement l'ignore.

5. (Voir le tableau aux pages suivantes)

Rapports de comités:

M. Lemieux (Gaspé): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le dix-septième rapport du comité permanent des bills privés en général. Voici le rapport:

Votre comité a décidé de rapporter, avec des amendements, le bill suivant:

- bill 157 modifiant la charte du refuge Notre-Dame-de-la-Merci.

Questions et réponses:

**Inondation
de la rivière Gatineau**

M. Guertin (Hull): 1. Le contrôle du barrage Mercier, sur la rivière Gatineau, est-il entre les mains de la Commission des eaux courantes ou de la Cie Gatineau Power?

2. Quelle a été la cause de l'inondation causée par la rivière Gatineau au printemps de 1929?

3. Qui est responsable?

4. Quel a été le montant des dommages réels causés par les dites inondations?

5. Quels sont: *a.* les noms des propriétaires qui ont réclamé des compensations pour dommages; *b.* quel était le montant de chacune de ces réclamations; *c.* combien le gouvernement a-t-il payé dans chaque cas?

6. Y a-t-il des réclamations en souffrance?

7. Si oui, quelles sont-elles et pour quelles raisons n'ont-elles pas encore été satisfaites?

8. Le gouvernement a-t-il pris des mesures pour empêcher une répétition de ces inondations?

9. Quelles sont-elles?

L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay):

1. Le contrôle est exercé par la Commission des eaux courantes.

2. L'augmentation considérable du débit de la rivière dû à la fonte de la neige et à la pluie abondante.

Village et canton de Maniwaki

a.	b. Montant réclamé (x)	c. Montant payé
<i>Nom des propriétaires</i>		
1. Georges Langevin	\$ 273.00	\$ 200.00
2. André Nault.....	300.00	150.00
3. Los. Poirier.....	175.00	150.00
4. Athanase Roy	465.00	465.00
5. Dominique Auger	2,826.00	1,000.00
6. Donat Patry .....	.....	100.00
7. Palma Joanis .....	.....	15.00
8. E. S. Gauthier.....	350.00	350.00
9. Osias Poirier.....	494.00	250.00
10. Antoine Morin.....	.....	25.00
11. Hugh Keeney .....	.....	50.00
12. Antoine Nadon.....	137.00	100.00
13. Élisée Nadon	100.00	25.00
14. T. Lacourcière	60.00	15.00
15. Jos. Mayrand.....	289.00	200.00
16. Donat Danis .....	.....	100.00
17. Owen Heaphy	250.00	150.00
18. Léo Dupont	800.00	300.00
19. Fred. Maoney	500.00	100.00
20. H. Ballière	68.00	68.00
21. Donavan Brothers	201.00	200.00
22. Chas. White.....	.....	700.00
23. William Gagnon.....	200.00	100.00
24. Foster Smith.....	250.00	200.00
25. Michel Brady .....	.....	500.00
26. D. J. Cavanagh .....	.....	100.00
27. R. J. Gale.....	125.00	100.00
28. Albert Chabot.....	.....	25.00
29. Salomon Whiteduck.....	.....	15.00
30. John Chaussé.....	.....	25.00
31. Hubert & Nault .....	.....	50.00
32. John Clément .....	.....	75.00
33. Francis Nault.....	1,300.00	400.00
34. Ben Langevin	200.00	100.00
35. Harry Ryan.....	12.00	<u>12.00</u>
		\$6,415.00

(x) Dans certains cas, le réclamant n'a pas spécifié le montant de ses dommages.

Canton Egan

<i>a.</i>		<i>b.</i>	<i>c.</i>
<i>Nom des propriétaires</i>		<i>Montant réclamé (x)</i>	<i>Montant payé</i>
1.	Cyrille Bernatchez	\$ 150.00	\$ 75.00
2.	Municipalité de Egan-Sud	225.00	225.00
3.	Willie River	150.00	75.00
4.	Jos. Sloan	50.00	50.00
5.	John Donohue	100.00	50.00
6.	Henry Donohue	1,000.00	600.00
7.	John Hébert	250.00	150.00
8.	Hector Hubert	350.00	200.00
9.	Willie Bruyère	75.00	40.00
10.	John Healy	300.00	200.00
11.	Owen Nevine	150.00	25.00
12.	John Moore	100.00	100.00
13.	David Courtney	400.00	350.00
14.	Mme Paul Patry	125.00	75.00
15.	Robert Kelly	200.00	100.00
16.	Mme veuve Narcisse Galarneau	350.00	150.00
17.	Ferdinand Éthier	500.00	375.00
18.	John Boisvenu	100.00	60.00
19.	Hector Meunier	600.00	300.00
20.	J.-B. Nault	1,000.00	400.00
21.	Théophile Beauregard .....	.....	50.00
22.	James Reilly	200.00	125.00
23.	Mme Sam Desloges	50.00	25.00
24.	Foster Bennett	700.00	500.00
25.	Stephen McSheffrey .....	.....	250.00
26.	Michael Kearney	175.00	150.00
27.	Owen Milmore	150.00	75.00
28.	Edmund Moore .....	.....	.....
			\$4,775.00

Canton de Northfield

<i>a.</i>		<i>b.</i>	<i>c.</i>
<i>Nom des propriétaires</i>		<i>Montant réclamé (x)</i>	<i>Montant payé</i>
1.	J. Marois	\$ 450.00	\$ 400.00
2.	N. Nadon .....	.....	400.00
3.	N. Tremblay	150.00	100.00
4.	O. Therrien	500.00	250.00
5.	T. Robitaille .....	.....	800.00
6.	Jos. Therrien .....	.....	200.00
7.	P. Clément	1,200.00	950.00
8.	W. Roy .....	.....	200.00
9.	Médard Roy .....	.....	100.00

Canton de Northfield

<i>a.</i>	<i>b.</i>	<i>c.</i>
<i>Nom des propriétaires</i>	<i>Montant réclamé (x)</i>	<i>Montant payé</i>
10. A. Roy .....	.....	125.00
11. J. Roy .....	.....	50.00
12. H. Rochon	800.00	300.00
13. Albert Parker	150.00	100.00
14. Nap. Parker	300.00	100.00
15. Gerald Carr	300.00	100.00
16. John Perrier	250.00	200.00
17. Los. Tremblay	250.00	200.00
18. Ruben Brown .....	.....	100.00
19. Omer St-Jacques .....	.....	150.00
20. Albien Cayen .....	.....	600.00
21. Edward Duffy .....	.....	100.00
22. Municipalité de Northfield.....	.....	100.00
23. Ernest St-Jacques	250.00	150.00
24. Alexandre Martin, père	500.00	<u>350.00</u>
		\$6,125.00

Canton de Kensington

<i>a.</i>	<i>b.</i>	<i>c.</i>
<i>Nom des propriétaires</i>	<i>Montant réclamé (x)</i>	<i>Montant payé</i>
1. Télesphore Rivet	\$ 585.25	\$ 200.00
2. James McSheffrey.....	200.00
3. Wm. Thompson	500.00
4. M. Wheelan.....	50.00
5. Télesphore Labelle.....	200.00
6. Robert Lanigan	75.00
7. Wm. I. Isbister	100.00
8. R. H. Ferguson.....	60.00
9. Michael Ryan	125.00
10. Nap. Valiquette	25.00
11. Jos. Gauthier	40.00
12. Mme I. Cromberg	100.00
13. Jos. Langevin	150.00
14. Léon Langevin	100.00
15. Edward Whelan.....	100.00
16. John Heafy	200.00
17. Phydime Godin	300.00	200.00
18. Joseph Robitaille, père	25.00
19. Xavier Labelle.....	15.00
20. Édouard Bruyère	<u>125.00</u>
		\$2,590.00

Canton de Wright

<i>a.</i>	<i>b.</i>	<i>c.</i>
<i>Nom des propriétaires</i>	<i>Montant réclamé (x)</i>	<i>Montant payé</i>
1. S. Faure	\$ 800.00	\$ 600.00
2. Denis Clément.....	1,000.00	800.00
3. G. Vallières	1,000.00	600.00
4. E. Lacroix.....	.....	500.00
5. E. Labelle	300.00	100.00
6. H. M. Ellard .....	.....	600.00
7. D. Patry	1,000.00	500.00
8. Patrick Parker.....	400.00	200.00
9. George Parker	400.00	250.00
10. Arthur Lécuyer, père.....	.....	500.00
11. Arthur Lécuyer, père.....	.....	150.00
12. Joseph Lauriault.....	300.00	75.00
13. Joseph Larche .....	.....	40.00
14. Curé Mondoux de Gracefield .....	.....	150.00
15. Jules Lachapelle.....	.....	5.00
16. Mme Moïse Éthier .....	.....	<u>20.00</u>
		\$5,090.00

Canton d'Aumond

<i>a.</i>	<i>b.</i>	<i>c.</i>
<i>Nom des propriétaires</i>	<i>Montant réclamé (x)</i>	<i>Montant payé</i>
1. Willie Grondin	\$ 170.00	\$ 100.00
2. Alexandre Brunet	300.00	200.00
3. Ed. Robitaille	100.00	60.00
4. Edmond St-Amour.....	10.00	10.00
5. Martin Revah	80.50	65.00
6. Mme Élie Cousineau.....	56.75	50.00
7. John Scullion	86.00	70.00
8. Herménégilde Grondin	95.00	95.00
9. Municipalité d'Aumond .....	.....	278.20
10. Joseph Lirette .....	.....	60.00
11. Zéphirin Montreuil.....	595.00	250.00
12. Augustin Villeneuve .....	.....	<u>.....</u>
		\$1,238.20

Canton Cameron

<i>a.</i>	<i>b.</i>	<i>c.</i>
<i>Nom des propriétaires</i>	<i>Montant réclamé (x)</i>	<i>Montant payé</i>
1. Samuel Lefebvre .....	.....	\$ 300.00
2. Cyrille Morin .....	.....	100.00
3. Louis Giasson .....	.....	125.00
4. Jim Grant.....	\$1,000.00	450.00
5. Abraham Gagnon.....	.....	100.00
6. Adrien Larivière.....	.....	<u>75.00</u>
		\$1,150.00

6. Oui, deux.

7. MM. Edmond Moore et Augustin Villeneuve. Ces deux réclamations n'ont pas été encore réglées par suite de l'absence des parties intéressées.

8. Aucune mesure positive ne peut être prise pour empêcher ces inondations, le volume et l'intensité des inondations étant très variables d'une année à l'autre.

9. Le barrage sera utilisé, si possible, de façon à diminuer le volume des eaux d'inondation.

**Verdun Protestant
Hospital**

L'honorable M. McMaster (Compton) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 23 concernant Verdun Protestant Hospital soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

**Garde
des idiots**

L'honorable M. David (Terrebonne) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité plénier pour prendre en considération un projet de résolution relative au bill 22 ratifiant le contrat passé entre le gouvernement de la province de Québec et les sœurs de la Charité de Québec relativement aux soins, à la garde et à l'entretien des faibles d'esprit et des idiots, et l'acte de fiducie entre lesdites sœurs et le Trust général du Canada.

Adopté.

Il informe alors la Chambre qu'il est autorisé par Son Honneur le lieutenant-gouverneur à

soumettre ledit projet de résolution et que Son Honneur en recommande la prise en considération.

En comité:

L'honorable M. David (Terrebonne) propose:

Que le contrat et l'acte suivants, savoir:

1. Le contrat relatif à la garde, aux soins et à l'entretien des faibles d'esprit et des idiots dans l'Hospice Dufrost, passé le six février mil neuf cent trente, devant Adolphe Labrèque, notaire, sous le numéro six mille cinq cent cinq de ses minutes, entre le gouvernement de la province de Québec et les sœurs de la Charité de Québec; et

2. L'acte de fiducie passé le six février mil neuf cent trente, devant Adolphe Labrèque, notaire, sous le numéro six mille cinq cent quatre de ses minutes entre les sœurs de la Charité de Québec et le Trust Général du Canada, et le gouvernement de la province de Québec, pour ratifier un certain transport faisant partie dudit acte,

Reproduits comme cédules 1 et 2 de la loi qui sera basée sur cette résolution, soient approuvés et ratifiés.

Il (l'honorable M. David) explique qu'il s'agit de la construction d'une nouvelle bâtisse, au coût de \$550,000, garantie entièrement par le gouvernement, afin de décongestionner les hôpitaux.

M. Guertin (Hull): À quelles conditions?

L'honorable M. David (Terrebonne): Aux conditions que nous ont proposées les sœurs de la Charité et que nous avons été heureux d'accepter. Nous garantissons l'intérêt sur l'emprunt et le fonds

d'amortissement. Cette bâtisse sera construite à Québec, près de l'école de la Jemmerais et portera le nom d'hospice Dufrost.

Résolutions à rapporter:

Le comité fait rapport qu'il a adopté une résolution. Ladite résolution est lue deux fois et adoptée par la Chambre.

L'honorable M. David (Terrebonne) demande la permission de présenter le bill 22 ratifiant le contrat passé entre le gouvernement de la province de Québec et les sœurs de la Charité de Québec relativement aux soins, à la garde et à l'entretien des faibles d'esprit et des idiots, et l'acte de fiducie entre lesdites sœurs et le Trust général du Canada.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

L'honorable M. David (Terrebonne) propose que le bill soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté.

Loi des unités sanitaires

L'honorable M. David (Terrebonne) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 48 modifiant la loi des unités sanitaires soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité plénier.

L'honorable M. David (Terrebonne) propose que la Chambre se forme immédiatement en ledit comité.

En comité¹:

L'honorable M. David (Terrebonne): Le but du projet est de diminuer la contribution des municipalités aux unités sanitaires. Il s'agit d'une loi qui permet aux municipalités pauvres, c'est-à-dire à un groupe dont l'évaluation est moindre de \$6,000,000, de jouir d'un traitement de faveur dans les frais d'entretien des unités sanitaires. La modification servira à aider les comtés ruraux plus démunis. Une municipalité qui payait \$600 ne paiera que \$250. Je dois dire que des municipalités étaient prêtes à payer davantage. C'est le cas, j'en suis fier, de municipalités du comté de Terrebonne. Il est prévu que ces comtés paieront un douzième du coût

de l'unité sanitaire pour la première année, un huitième pour la deuxième année, un sixième pour la troisième année et un quart pour les années subséquentes, ce qui réduit le coût de moitié.

Cette législation a pour but de donner un nouvel essor aux unités sanitaires. Il y en a 17 actuellement. Nous en aurons 21 l'été prochain et, dans une couple d'années, il y en aura 35. Comme ces unités deviennent de plus en plus populaires, le gouvernement veut diminuer la contribution des municipalités, afin qu'un plus grand nombre puisse demander des organisations semblables.

M. Houde (Montréal-Sainte-Marie): Je tiens à faire observer que si on diminue les charges des contribuables par un côté, on les augmente par un autre. Le revenu de la province de Québec reste à \$40,000,000 et il vient des contribuables². La contribution de la province étant augmentée, le contribuable sera encore appelé à payer.

L'honorable M. David (Terrebonne): L'honorable chef de l'opposition exagère. Il s'agit de diminuer la charge des municipalités pour les unités sanitaires.

M. Guertin (Hull): Pourquoi, dit-il, n'y a-t-il pas de résolutions qui accompagnent le bill? Comme la cotisation des comtés va être réduite, il y aura une charge additionnelle pour les revenus de la province, et les revenus de la province ne peuvent pas être dépensés sans résolutions.

L'honorable M. David (Terrebonne): Puisqu'il en est ainsi, je me permettrai de vous faire une déclaration. J'aurais cependant préféré ne pas le faire. Je regrette beaucoup d'avoir à donner ces renseignements. L'idée actuelle est d'éviter que les revenus de la province ne soient touchés. Si, par exemple, la Fondation Rockefeller trouve que ces unités fonctionnent tellement bien dans la province qu'elle recommande d'en créer d'autres, non seulement au Québec mais aussi aux États-Unis, cela veut probablement dire qu'on pourrait s'attendre à recevoir autre chose de cette source; donc, il n'est pas nécessaire d'avoir une résolution.

Ces réductions de frais ne retomberont pas sur les autres contribuables parce que la Fondation Rockefeller a décidé d'aider davantage notre province, dans l'intérêt de l'hygiène, et nous n'aurons pas besoin d'augmenter la contribution de la province.

M. Guertin (Hull) pose une question.

L'honorable M. David (Terrebonne): Les dépenses de la province augmenteront peut-être à cause des unités sanitaires dans quelques années, et les résolutions nécessaires seront adoptées à ce moment-là.

Les articles 1 et 2 sont adoptés.

Le comité, ayant étudié le bill, en fait rapport sans amendement.

Département de l'Agriculture

L'honorable M. Perron (Montcalm) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 19 concernant le département d'Agriculture soit maintenant lu une deuxième fois.

Le premier article de ce projet a pour but de permettre au ministère de l'Agriculture de faire des avances d'argent, c'est-à-dire prêter ou donner de l'argent, pour l'achat d'animaux de race aux cultivateurs unis en sociétés, en cercles agricoles ou en coopératives. Le second article autorise le sous-ministre à signer les documents qu'ils ne pouvaient signer. Le gouvernement souhaite venir en aide à l'agriculture.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Pourquoi mettre cela dans la même loi?

L'honorable M. Perron (Montcalm): Parce que les deux questions affectent la même loi et sont contrôlées par le ministère de l'Agriculture.

M. Renaud (Laval): Je crois qu'il y a de nombreux cultivateurs qui ont des troupeaux qui ne sont pas de race pure et qui s'en tirent très bien. Je crois que le ministre devrait être autorisé...

L'honorable M. Perron (Montcalm): Je ferai observer à l'honorable député de Laval (M. Renaud) que nous sommes seulement à la deuxième lecture. Nous pourrions faire le débat en comité. Si l'honorable député veut bien attendre.

M. Renaud (Laval): Je n'ai pas d'objection.

M. Houde (Montréal-Sainte-Marie): Le principe est bon. Nous allons voter la deuxième lecture.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité plénier.

L'honorable M. Perron (Montcalm) propose que la Chambre se forme immédiatement en ledit comité.

Adopté.

En comité³:

Le comité étudie l'article 1 qui se lit comme suit:

"1. L'article 3 de la loi du département de l'Agriculture (Statuts refondus, 1925, chapitre 51) est modifié en y ajoutant, après le deuxième alinéa du paragraphe 2^o, le suivant:

"3^o Il a le pouvoir de faire, à même les fonds mis à sa disposition, quand il le juge à propos, et aux conditions qu'il croit devoir imposer, des prêts en argent, des octrois et des avances, aux sociétés agricoles, aux cercles agricoles, aux syndicats, aux sociétés coopératives et autres institutions formées dans le but de promouvoir les intérêts de l'agriculture dans notre province."

L'honorable M. Perron (Montcalm): L'honorable député de Laval (M. Renaud) avait la parole.

M. Renaud (Laval): Nos cultivateurs ne peuvent pas tous acheter des animaux de race. Beaucoup ne sont pas financièrement en mesure de monter leurs troupeaux avec des animaux pure race. Il me semble qu'il serait bon que le ministre ait le privilège d'avancer de l'argent et d'aider les cultivateurs qui veulent acheter des animaux croisés, pour former un bon troupeau à un coût beaucoup plus bas qu'avec des animaux pure race seulement.

En effet, tous les cultivateurs devraient bénéficier des octrois du gouvernement, même s'ils ont des animaux croisés, car il n'y en a pas assez qui ont des animaux de race. On nous demande d'encourager l'élevage du bœuf, du mouton et du porc, mais nous croyons que si nous nous limitons à des bêtes enregistrées, l'amélioration des conditions sera sérieusement retardée. Je crois que 80 % des troupeaux sont formés d'animaux croisés.

L'honorable M. Perron (Montcalm): Je n'ai rien contre le fait d'encourager l'élevage de toutes sortes de bétail. Le bill vise particulièrement l'élevage d'animaux de race pure par les associations d'éleveurs. Les officiers de mon département, qui sont des spécialistes, croient que les avances devraient être restreintes aux cercles et aux

coopératives qui voudront acheter des animaux de race. Ces prêts et octrois sont donc surtout destinés aux sociétés et organisations agricoles et, dans l'espèce, il s'agira évidemment d'animaux de race pure.

M. Blain (Montréal-Dorion): Quel montant l'honorable ministre espère-t-il avancer?

L'honorable M. Perron (Montcalm): Le chef du service de l'industrie animale croit que nous aurons des demandes pour \$250,000 dès la première année. Donc, si les cultivateurs se montrent anxieux de coopérer et d'améliorer leurs troupeaux, mon ministère pourra mettre à leur disposition, pour encourager l'industrie animale, une somme de \$250,000.

M. Guertin (Hull): Nous ne sommes pas contre les avances à l'agriculture. L'opposition est favorable à tout projet d'aide à l'agriculture qui est actuellement dans le marasme, de l'aveu même du ministre. Je suis, dit-il, heureux qu'on permette aux cultivateurs de forger leur propre destin à leur façon et que le gouvernement leur offre des octrois pour le faire. Mais je trouve que le gouvernement s'en met trop sur les épaules. Tout ce que le ministre a à faire est de présenter son budget. Une somme de \$200,000 est prévue pour l'aide à l'agriculture.

Mais il me semble que c'est donner un pouvoir bien étendu au ministre. Nous trouvons que le ministre a des pouvoirs un peu discrétionnaires. La Chambre n'a pas assez de contrôle. Elle perd peu à peu de son importance. La Chambre n'existe plus, n'est plus consultée.

Ces pouvoirs sont contre l'esprit de la Constitution, car alors la Chambre abandonne une des plus grandes prérogatives, celle de contrôler la distribution des deniers publics. Si l'on doit laisser aux ministres entière liberté d'attribuer à qui ils entendent les deniers publics, vaut mieux abolir la Chambre.

L'honorable M. Perron (Montcalm): Je ne comprends pas l'objection de mon honorable ami. Le ministre ne pourra pas dépasser son budget. Il ne pourra octroyer que juste le montant voté par la Chambre, ce qui lui assure le maintien de ses prérogatives. C'est la Chambre qui votera le budget de l'agriculture. Je ne peux accorder de prêt. Au point de vue pratique, je suis au-dessus des mesquineries politiques et, pour moi, l'agriculteur ne sera ni rouge, ni bleu, ni caille, ni même Goglu.

Et puis est-ce que l'honorable député de Hull (M. Guertin) veut que, dans chaque cas, le ministre soumette à la Chambre le nom du cercle auquel il prêtera, le nom de l'animal ou la liste des verrats, étalons, chiens et chats qu'il convient de distribuer à tel ou tel cercle? L'honorable député va comprendre comment cette loi fonctionne.

M. Guertin (Hull): Mais l'honorable ministre a déjà beaucoup des pouvoirs qu'il demande. L'honorable ministre a le pouvoir de dépenser l'argent voté pour son ministère. La distribution des sommes pourrait être définie dans son budget des dépenses. Toute cette législation n'est pas nécessaire.

L'honorable M. Perron (Montcalm): Mais ça ne règle pas le problème des prêts. J'ai le pouvoir de donner des octrois. Je veux avoir celui de prêter. Pourquoi n'aurais-je pas le pouvoir de prêter? Je crois qu'il vaut mieux prêter que de donner, car un don n'est pas apprécié. Quand on donne, ce n'est pas assez apprécié.

M. Houde (Montréal-Sainte-Marie): (Souriant) L'honorable ministre a-t-il toujours reconnu ce principe?

L'honorable M. Perron (Montcalm): Mais nous demandons pour le ministre le droit de donner, afin de ne pas priver les cercles pauvres qui ne pourront rembourser.

M. Guertin (Hull): Les cercles rouges.

L'honorable M. Perron (Montcalm): Oh! Il y en a des bleus aussi.

M. Guertin (Hull): Vous consacrez la pratique abusive du vote des montants globaux et des mandats spéciaux. Je crois que si le gouvernement souhaite sincèrement aider les cultivateurs, il s'agit d'une politique valable. Alors, pourquoi faire de telles restrictions spécifiques à l'administration de ces fonds publics? C'est dans le budget des dépenses qu'il faut donner les détails.

L'honorable M. Perron (Montcalm): Encore une fois, l'honorable député veut-il que je mette devant la Chambre la liste de tous ceux qui veulent acheter un étalon, un verrat, etc.?

M. Guertin (Hull): Non. Et je ne crois pas non plus qu'on impose des restrictions inutiles à

notre travail. Avec les pouvoirs que le ministre s'arroge, il fera la pluie et le beau temps. La loi est dangereuse, car le ministre se réserve le droit de donner des octrois, et il pourra les donner aux sociétés agricoles qui lui plairont ou qui se seront bien conduites libéralement parlant. Je crois que c'est un pouvoir bien étendu à donner à l'honorable ministre, surtout à la veille des élections. Il pourra distribuer l'argent à ses amis. Le ministre s'arroge des pouvoirs discrétionnaires très dangereux.

L'honorable M. Perron (Montcalm):

L'honorable député est en train de nous donner des leçons de tactique. Il paraît fort renseigné sur le moyen d'utiliser les octrois en fait d'élection. Il me montre qu'il peut nous donner des leçons dans l'art de faire des élections. Je n'aurais jamais cru que l'honorable député de Hull avait autant l'esprit porté aux "schemes". Il m'enseigne un moyen auquel je n'aurais jamais songé.

(Rires)

Je vais m'en souvenir quand il y aura des élections. Je me demande ce qu'il ferait à ma place?

M. Houde (Montréal-Sainte-Marie): Le ministre est en retard pour faire approuver ce qu'il a déjà mis en pratique régulièrement.

M. Guertin (Hull): Je pourrais toujours dire que personne ne pourra en apprendre à l'honorable ministre de l'Agriculture sur les manigances: il connaît déjà tout ce qu'il y a à savoir là-dessus.

M. Blain (Montréal-Dorion): L'honorable député de Hull a parfaitement raison, en principe. Le projet de loi est mauvais au point de vue constitutionnel. Depuis 10 ans, la Législature donne trop de ses pouvoirs à l'exécutif ou à un de ses membres. Je crois que les députés devraient être responsables de l'administration de ces fonds publics.

Le député de Hull ne peut donner des leçons de "schemes" au ministre de l'Agriculture. Le ministre a déjà utilisé le truc des pouvoirs discrétionnaires dans le département de la Voirie en 1927, alors qu'il se faisait conférer le pouvoir de déclarer route provinciale la route qu'il voudrait. C'est grâce à cette loi qu'il a promis tous les chemins possibles dans Joliette.

Le ministre de l'Agriculture n'a pas besoin de faire le naïf ou de nous prendre pour des naïfs, car il sait très bien l'usage électoral qu'il a fait de ces pouvoirs en 1927.

L'honorable M. Perron (Montcalm): J'ai des idées assez larges pour m'élever au-dessus des passions politiques. Quand il s'agit de l'intérêt de la province, je suis prêt à avancer de l'argent aux conservateurs, aux libéraux et même aux Goglus, sans distinction. J'ignore le favoritisme quand il s'agit de travailler pour l'agriculture. Tout ce que nous demandons, c'est le pouvoir de distribuer de l'argent là où le besoin s'en fait le plus sentir.

Quant à la loi de la voirie, je ne m'en suis pas servi, comme l'a dit l'honorable député de Montréal-Dorion (M. Blain). Je ne fais jamais de promesse, surtout en temps d'élections. Je n'en connais peut-être pas d'autres, mais je connais la loi électorale. C'est l'opposition qui insinue que la partisannerie pourrait y jouer un rôle.

M. Guertin (Hull): Tout ça, c'est bien beau, nous avons la parole de l'honorable ministre, mais quand il ne sera plus là, quelle garantie avons-nous pour ce qui est de son successeur? Il ne se montrera peut-être pas aussi équitable, et le principe de droit aura été défini par le bill.

M. Houde (Montréal-Sainte-Marie): La Législature se départit d'un autre principe. Les intentions du ministre de l'Agriculture (l'honorable M. Perron) peuvent être bonnes, mais s'il est au-dessus des passions politiques, ceux de son entourage ne le sont pas. Il ne sera pas à l'abri des passions qui l'entourent, ni libre de s'en débarrasser. Il subira la pression de certains cercles, de certains individus.

Il y a danger qu'il se rappelle trop les adversaires politiques dans la distribution des prêts et octrois. Le passé du ministre et le passé du gouvernement, vieux de 32 ans, prouvent le contraire de ce que l'honorable ministre affirme. Il ne faut pas s'en étonner lorsque nous avons devant nous un parti au pouvoir depuis 30 ans. Le principe de cette loi est bon, mais l'application ne le sera peut-être pas autant.

L'article 1 est adopté.

Le comité étudie l'article 2 qui se lit comme suit:

"2. Le premier alinéa de l'article 6 de ladite loi est remplacé par les suivants:

"6. Le lieutenant-gouverneur en conseil nomme un sous-ministre de l'agriculture, désigné dans la présente loi, sous le titre de "sous-ministre".

"Sous la direction et l'autorité du ministre, il a la surveillance des autres officiers, employés,

messagers ou serviteurs, et le contrôle général des affaires du département.

" Ses ordres doivent être exécutés de la même manière que ceux du ministre, et son autorité est censée être celle du chef du département, en sorte qu'il peut valablement apposer sa signature officielle, et par là donner force et autorité aux prêts, octrois, reçus, avis de formation de sociétés coopératives, cercles agricoles et sociétés d'agriculture, organisations de coopératives et de syndicats, dissolutions de coopératives, permis d'exploitation de beureries, fromageries, crèmeries, ou révocations de tels permis, et tous autres documents quelconques qui sont ou peuvent être du ressort du département.

"Il est loisible au lieutenant-gouverneur de révoquer, lorsqu'il le juge opportun, en tout ou en partie, les pouvoirs du sous-ministre".

M. Houde (Montréal-Sainte-Marie): Comment, le sous-ministre aura les mêmes pouvoirs que le ministre! Ce dernier pourra se décharger sur l'autre de la responsabilité de certains actes iniques en faveur d'amis politiques. Que deviendra la responsabilité au peuple? Le ministre est responsable devant le peuple, mais pas le sous-ministre. Pourquoi donner des pouvoirs au sous-ministre qui n'est pas responsable au peuple?

L'honorable M. Galipeault (Bellechasse): Le sous-ministre est au-dessus des passions politiques.

M. Houde (Montréal-Sainte-Marie): Pourquoi changer l'économie de nos lois?

L'honorable M. Perron (Montcalm): Je crois que l'honorable chef de l'opposition n'a pas lu la loi et l'amendement que nous proposons. S'il les avait lus, il n'aurait pas fait cette tempête. Il verrait que tous les pouvoirs étendus que nous voulons donner au sous-ministre, c'est d'en faire un chef de département, sous la direction du ministre.

Le bill dit bien "sous la direction du ministre", ce qui laisse l'entière responsabilité au ministre. Ce n'est pas si grave que cela. Il n'y a vraiment rien de neuf dans tout ça. Il aurait fallu mettre ça dans la loi il y a longtemps. Le sous-ministre agit sous la direction du ministre. Il s'agit de lui conférer de l'autorité. Il faut un chef.

M. Houde (Montréal-Sainte-Marie): Il y en avait un avant.

L'honorable M. Perron (Montcalm): Non. Le sous-ministre est un employé du ministre, mais il est également le chef du ministère qu'il administre, et il devrait avoir le pouvoir d'agir en ce sens. L'Agriculture est le seul ministère où le sous-ministre n'a pas ces pouvoirs. On avait oublié de conférer au sous-ministre de l'Agriculture les pouvoirs des autres sous-ministres. Il me semble raisonnable que le sous-ministre ait le pouvoir de signer des documents officiels qui ne sont, après tout, que l'exécution des politiques décidées par le ministre et sous l'autorité du ministre. À l'heure actuelle, il n'a pas le droit de reprendre un message s'il n'arrive pas à l'heure. La loi est copiée sur celle de la colonisation.

M. Houde (Montréal-Sainte-Marie): Il n'est pas étonnant que l'agriculture fût dans le marasme.

L'honorable M. Perron (Montcalm): Le sous-ministre de mon département manquait de l'autorité nécessaire depuis la Confédération. La nouvelle loi est très anodine. Les sous-ministres des autres départements ont tous des pouvoirs que nous proposons de donner au sous-ministre de l'Agriculture. Il n'y a aucune violation de principe. Nous donnons au sous-ministre le droit de diriger le personnel et de signer les documents.

La signature du sous-ministre ne vaudra qu'après celle du ministre, et ce dernier garde toutes les responsabilités de son administration envers la Chambre et envers le peuple. Le ministre décidera et c'est le sous-ministre qui signera. L'honorable chef de l'opposition est maire de Montréal et il sait qu'il y en a de la paperasse à signer. Je vais lui soumettre la loi des autres départements et notre proposition⁴.

M. Houde (Montréal-Sainte-Marie): (Souriant) Nous étions défiants avec l'honorable ministre.

L'honorable M. Perron (Montcalm): Vous aviez tort. L'honorable chef de l'opposition reviendra à de meilleurs sentiments.

M. Houde (Montréal-Sainte-Marie): (Souriant) Si l'honorable ministre change.

L'honorable M. Perron (Montcalm): Le ministre n'a pas besoin de changer; que l'honorable chef de l'opposition change sa mentalité!

M. Blain (Montréal-Dorion): Je ne donne pas au projet l'interprétation que lui donne

l'honorable ministre. Il y a une petite différence entre le pouvoir accordé au sous-ministre de l'Agriculture et les pouvoirs accordés au sous-ministre de la Colonisation. Par exemple, ce dernier signe des lettres patentes pour les colons, alors que le premier a le pouvoir d'autoriser ou de retirer des octrois et ainsi de suite. Il n'est sûrement pas souhaitable d'avoir une loi qui risque de mettre le ministère de l'Agriculture dans l'embarras. Le sous-ministre, avec les pouvoirs qu'on lui conférerait pourrait devenir une éminence grise, ce qui est toujours à craindre. Nous ne voulons pas trop d'éminences grises dans le gouvernement. Il y en a assez.

L'honorable M. Perron (Montcalm): Il n'y en a pas au ministère de l'Agriculture.

M. Guertin (Hull): Est-ce que le même état de choses règne dans le département du procureur général?

L'honorable M. Perron (Montcalm): Non.

M. Houde (Montréal-Sainte-Marie): Une chance du bon Dieu.

M. Blain (Montréal-Dorion): Ce que je crains, c'est la création d'un système, ou d'une amorce de système, où les deniers publics seraient distribués par des gens qui ne sont pas responsables de leurs gestes devant le public.

L'honorable M. Perron (Montcalm): Une autre manigance.

M. Guertin (Hull): Oh! Non. Je n'ai rien à apprendre au ministre dans ce domaine. C'est peut-être ça qui se cache derrière ce bill. Est-ce que l'honorable ministre veut se décharger de son travail avec ce projet? L'honorable ministre est directeur de plusieurs compagnies, et le bill aura peut-être pour but de le décharger un peu de ses obligations, en augmentant les pouvoirs du sous-ministre. Comme ça, il aurait plus de temps à consacrer à ses propres affaires?

L'honorable M. Perron (Montcalm): L'honorable député veut-il m'accuser de négliger mon département? J'admire mon département et je travaille autant que l'honorable député de Hull. Je peux assurer la Chambre que je consacre toute mon attention à ses affaires. Il n'a pas le droit de faire de telles insinuations.

M. Guertin (Hull): Non. L'honorable ministre ne devrait pas se mettre dans cet état. Tout ce que je fais, je pose la question. Nous savons que l'honorable ministre est un gentilhomme, mais nous ne voulons pas qu'il puisse dire: "Vous avez autorisé mon sous-ministre à administrer mon département. C'est lui qui en est responsable".

L'honorable M. Perron (Montcalm): Si vous ne m'accusez pas, vous n'avez pas de questions à poser. J'administre mon département et je lui donne assez de temps pour que vous n'ayez aucune remarque à passer.

M. Guertin (Hull): J'ai le droit de poser la question. Nous sommes tous égaux devant la Chambre et ce n'est pas le ministre de l'Agriculture (l'honorable M. Perron) qui pourra nous intimider. Nous, tout comme l'honorable ministre, avons été élus par le peuple pour le représenter. L'honorable ministre de l'Agriculture n'est que le serviteur du peuple, et en tant que représentant du peuple, je lui pose une question et j'attends sa réponse.

L'honorable M. Perron (Montcalm): Je peux assurer l'honorable député qu'il ne verra jamais un ministre négliger son ministère simplement parce que certains pouvoirs ont été délégués à son sous-ministre, peu important les raisons ou les circonstances.

L'honorable député ne verra dans aucun auteur constitutionnel qu'un ministre diminue sa responsabilité ministérielle en faisant autoriser son sous-ministre à signer des documents.

M. Houde (Montréal-Sainte-Marie): Et l'opposition en paiera le prix aux prochaines élections.

L'article 2 est adopté.

L'article 3 est adopté.

Le comité, ayant étudié le bill, en fait rapport sans amendement.

Loi des établissements industriels

L'honorable M. Galipeault (Bellechasse) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 201 modifiant la loi des établissements industriels soit maintenant lu une deuxième fois.

La loi permet aux patrons d'utiliser le travail des femmes et des garçons pendant 60 heures par semaine. Le but de la loi est de réduire de 60 à 55 le nombre des heures d'ouvrage par semaine pour les femmes et les jeunes gens, dans les établissements industriels.

La loi générale se trouvera amendée, et la commission du salaire minimum me pourra faire travailler les femmes plus de 60 heures, même si elles le voulaient. C'est principalement pour aider les femmes qui travaillent dans des industries difficiles, surtout celles qui ont des enfants, mais qui sont forcées de gagner leur vie dans l'industrie.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité plénier.

L'honorable M. Galipeault (Bellechasse) propose que la Chambre se forme immédiatement en ledit comité.

Adopté.

En comité⁵:

M. Guertin (Hull): Est-ce que l'honorable ministre pourrait nous dire si ce projet a quelque chose à faire avec un autre qui est inscrit au *Feuilleton*?

L'honorable M. Galipeault (Bellechasse): Nous allons discuter ce projet et nous nous occuperons de l'autre ensuite. Je ne sais comment la Chambre considérera l'autre projet.

M. Guertin (Hull): Oh! La Chambre ne refuse jamais rien à l'honorable ministre.

L'honorable M. Galipeault (Bellechasse): Ce que je puis dire à l'honorable député, c'est que le projet touchant au salaire minimum des femmes devra obliger la Commission qui régit ce salaire minimum à se conformer aux 55 heures de travail.

M. Guertin (Hull) désire savoir si cette loi ne relève pas de la Commission du salaire minimum des femmes.

L'honorable M. Galipeault (Bellechasse): La Commission du salaire minimum des femmes a été créée pour réglementer les salaires seulement, alors que la question de la réduction du nombre d'heures doit être réglée par la Législature.

M. Guertin (Hull): Quelles sont les associations qui ont demandé à réduire le nombre des heures de travail?

L'honorable M. Galipeault (Bellechasse): Nous avons reçu de nombreuses représentations. La mesure a été introduite à la demande de nombreuses associations d'ouvriers, et c'est un sujet sur lequel bon nombre de délégations ont attiré l'attention du gouvernement l'an dernier.

M. Guertin (Hull): L'honorable ministre des Travaux publics et du Travail ne parle pas comme il devrait parler. Étant donné l'importance du sujet, le ministre devrait faire un discours. Ce à quoi le ministre répond que le gouvernement n'en fait pas tout un plat lorsqu'il fait du bon travail. Il se contente d'être satisfait que ce soit ainsi. Dans le passé, le gouvernement a permis le travail dans des ateliers de misère et n'a manifesté que de l'indifférence devant la cause des travailleuses. Selon lui, le bill à l'étude aurait dû être adopté il y a longtemps. Il aurait dû saisir l'occasion de ce bill pour dire que notre législation ouvrière est moins avancée que celle des autres provinces, que les réformes apportées étaient réclamées depuis longtemps.

Je tiens à féliciter l'honorable ministre d'avoir enfin constaté qu'il y avait des anomalies dans la loi. Il ne nous a pas prononcé un grand discours, mais je le félicite d'avoir reconnu que le nombre de 60 heures de travail pour les femmes était trop élevé. Le gouvernement a peut-être adopté de bonnes lois, sur les salaires équitables, par exemple, mais la clause n'est pas respectée en dépit de ce que nous laissent entendre les porte-parole libéraux qui sillonnent la province en vantant la bonté du gouvernement. J'espère que ce n'est pas la dernière bonne loi qu'il nous propose et que cette mesure est un présage d'autres bills dans l'intérêt des travailleurs et des travailleuses.

L'honorable M. Galipeault (Bellechasse): D'une façon générale, les jeunes gens travaillent 51 heures à Montréal, et 53 heures à Québec. La loi a pour but de faire cesser une situation qui peut exister dans quelques industries seulement. Nous avons des lois ouvrières qui font honneur à notre province. Ce que le ministre des Travaux publics fait, il l'a fait sans bruit. Il n'aime pas les discours et encore moins les longs discours.

M. Guertin (Hull): Je ne sais pas ce que le ministre appelle ne pas faire de bruit. Si je consulte

la littérature électorale, je trouve qu'on fait un gros état de la législation ouvrière.

M. Tremblay (Maisonnette): L'honorable ministre a assisté au Congrès de Genève. Je voudrais savoir ce qu'on a dit de cette question des heures de travail au congrès. Le ministre ne répond pas directement à la question.

L'honorable M. Galipeault (Bellechasse): L'honorable député admettra qu'il est un peu tard pour me demander un récit de mon séjour à Genève. Il y a longtemps de cela. La conférence a adopté le principe de la journée de huit heures, mais le principe en question n'est pas en vigueur partout. Si nous décrétions la journée de huit heures, je crois que nous ne travaillerions ni dans l'intérêt de l'industrie, ni dans l'intérêt de l'ouvrier, car le temps n'est pas venu de prendre une telle décision. Je nie, dit-il, l'accusation selon laquelle le Québec a été dilatoire dans l'adoption de lois favorisant les classes ouvrières. Au contraire, le Québec occupe une place enviable en cette matière. Le gouvernement a toujours pleinement appuyé et encouragé le secteur ouvrier. Je dois dire que les conditions du travail ne sont pas les mêmes en Europe que chez nous. Nos ouvriers sont mieux traités, heureusement, chez nous. Je rejette l'insinuation laissant entendre que le Québec est moins avancé que les autres provinces dans ce domaine, et il déclare que les lois du Québec qui touchent les travailleuses sont aussi généreuses et aussi efficaces que partout ailleurs dans le Dominion. Quant au projet devant nous, il améliorera les conditions de nos ouvrières et c'est ce que tout le monde désire. Mon honorable ami de Hull regrette que le ministre n'ait pas fait un grand discours. Je ne suis pas partisan des grands discours. Nous présentons cette loi sans espoir de réclame et dans le seul intérêt du public.

M. Guertin (Hull): Les femmes de l'Ontario ont plus de chance que leurs sœurs du Québec.

L'honorable M. Galipeault (Bellechasse) le met au défi de produire des statistiques et des preuves documentaires.

M. Houde (Montréal-Sainte-Marie): Ne serait-il pas opportun pour la province de Québec d'adopter la journée de huit heures de travail et de prendre la chose en sérieuse considération? Le traité de Versailles, auquel le Canada est partie, a recommandé, dit-il, la journée de huit heures.

M. Guertin (Hull): Que pense l'honorable ministre de cette suggestion?

L'honorable M. Galipeault (Bellechasse): Je crois qu'il n'est pas encore opportun de proposer cela à la Chambre. Heureusement, la journée de huit heures est en pratique dans un grand nombre d'industries.

M. Tremblay (Maisonnette): Est-ce qu'on a reçu beaucoup de demandes des associations ouvrières?

L'honorable M. Galipeault (Bellechasse): Oui, nous en avons reçu et l'idée a fait beaucoup de chemin.

Au cours de la dernière année, plusieurs délégations ont déjà demandé la journée de huit heures et, dans plusieurs industries, on a déjà cette journée de huit heures.

Il n'y a pas de doute que les ouvriers peuvent demander huit heures et même sept heures de travail, mais toute médaille a son revers, et il ne faut pas aller trop vite dans la législation.

Les articles 1 et 2 sont adoptés.

Le comité, ayant étudié le bill, en fait rapport sans amendement.

Loi de la saisine de certains bénéficiaires

L'honorable M. McMaster (Compton) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 56 modifiant la loi de la saisine de certains bénéficiaires soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité plénier.

L'honorable M. McMaster (Compton) propose que la Chambre se forme immédiatement en ledit comité.

Adopté. Le comité, ayant étudié le bill, fait rapport qu'il n'a pas terminé l'examen.

M. Blain (Montréal-Dorion) demande que le bill soit renvoyé au comité des bills publics.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) propose, appuyé par le représentant de Châteauguay (l'honorable M. Mercier fils), que le bill soit renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

Adopté.

Transport de biens de succession

L'honorable M. McMaster (Compton) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 40 validant certains actes de transport de biens de succession sujets à l'impôt soit maintenant lu une deuxième fois.

M. Blain (Montréal-Dorion) s'oppose, dit-il, au projet. Il a pour but d'ennuyer les successions!

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) Le député de Montréal-Dorion (M. Blain) se trompe.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité plénier.

L'honorable M. McMaster (Compton) propose que la Chambre se forme immédiatement en ledit comité.

Adopté. Le comité, ayant étudié le bill, fait rapport qu'il l'a adopté avec certains amendements. Les amendements sont lus deux fois et adoptés.

L'honorable M. McMaster (Compton) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Commission des écoles catholiques de Montréal

M. Vautrin (Montréal-Saint-Jacques) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 128 concernant la Commission des écoles catholiques de Montréal.

Adopté.

En comité⁶:

M. Houde (Montréal-Sainte-Marie): Le taux de la taxe est de 70 centins par cent dollars, mais si tous les enfants catholiques de Montréal étudiaient dans les écoles de la commission, il faudrait que les taxes soient plus élevées.

Il se trouve que beaucoup d'enfants catholiques vont dans des écoles privées, des collèges classiques et dans d'autres écoles en dehors de la Commission, ce qui signifie que la Commission n'en est pas responsable.

Il ne faut pas l'oublier lorsqu'on compare le taux catholique et le taux dans d'autres écoles. Autrement, le taux catholique, moins élevé, pourrait donner l'impression que les catholiques de Montréal négligent l'éducation de leurs enfants. Il ne faut pas penser que le taux de 70 par mille signifie que les catholiques de Montréal négligent l'éducation de leurs enfants. Le taux serait plus élevé si tous les enfants fréquentaient des écoles de la commission.

M. Blain (Montréal-Dorion): Ce projet est à l'étude depuis 10 ans. En justice pour les vieux professeurs, il conviendrait qu'on l'adopte au plus tôt.

M. Houde (Montréal-Sainte-Marie) recommande que ce soit fait le plus tôt possible.

M. Blain (Montréal-Dorion): La commission devrait mettre ce fonds sur pied immédiatement, mais étant donné la position financière de la Commission, il ne faudrait pas l'y obliger.

L'honorable M. David (Terrebonne): D'après les renseignements que j'ai obtenus, dit-il, la commission a l'intention d'établir le fonds immédiatement.

Les articles 1 à 8, ainsi que le préambule, sont adoptés.

Le comité, ayant étudié le bill, fait rapport qu'il l'a adopté avec certains amendements. Les amendements sont lus deux fois et adoptés.

Charte de Longueuil

M. Thurber (Chambly) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 159 modifiant la charte de la cité de Longueuil soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

Dépôt de documents:

Coopération entre les cultivateurs

L'honorable M. David (Terrebonne) dépose sur le bureau de la Chambre la réponse à un ordre, en date du 26 février 1930, pour la production de copie, toute correspondance échangée avec le gouvernement au sujet de la coopération à assurer

entre les cultivateurs de la province. (Document de la session no 57)

Publications agricoles

L'honorable M. David (Terrebonne) dépose sur le bureau de la Chambre la réponse à un ordre, en date du 28 février 1930, pour la production de copie, toute correspondance, etc., entre le gouvernement et toute personne, depuis 1927, relativement aux publications agricoles dans la province. (Document de la session no 58)

La séance est suspendue à 6 heures.

Reprise des travaux à 7 h 30

Prévoyants du Canada

M. Drouin (Québec-Est) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 122 modifiant la charte des Prévoyants du Canada.

Adopté. Le comité, ayant étudié le bill, en fait rapport sans amendement.

M. Drouin (Québec-Est) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Dépôt de documents:

Route Hull-Maniwaki

L'honorable M. David (Terrebonne) dépose sur le bureau de la Chambre la réponse à un ordre, en date du 27 février 1930, pour la production de copie, toute correspondance entre la municipalité de Wakefield et le département de la Voirie; les entrepreneurs et le département; diverses personnes. (Document de la session no 59)

Questions et réponses:

Droits de coupe à Cap-Chat

M. Crépeau (Sherbrooke): 1. Quel est le montant des droits de coupe payés par la Cie James

Richardson pour son exploitation de Cap-Chat depuis 1924 à date?

2. Même question pour les droits de coupe payés par toutes autres personnes pour leur exploitation à Cap-Chat?

L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay):

1. \$19,860.49

2. Aucun.

Droits de coupe payés par Frank Blais

M. Lafleur (Montréal-Verdun): Quels droits de coupe a payés M. Frank Blais ou Frank Blais Limited, depuis l'année 1926 inclusivement à date?

L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay):

Frank Blais: \$53,389.88; Frank Blais, Limitée: \$1,592.93.

Subsides

L'honorable M. McMaster (Compton) propose, selon l'ordre du jour, que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil pour que la Chambre se forme de nouveau en comité des subsides.

Adopté. Le comité siège durant quelque temps et fait rapport qu'il n'a pas terminé l'examen des résolutions et qu'il désire avoir la permission de siéger de nouveau.

La séance est levée 9 h 15.

NOTES

1. Le comité se réunit sous la présidence de M. Vautrin (Montréal-Saint-Jacques).

2. *Le Devoir* du 12 mars 1930, à la page 2, rapporte que "les députés de l'opposition se sont déclarés en faveur des unités sanitaires, mais ont fait remarquer que les réductions en question sont tout de même payées par les autres contribuables et qu'il ne faut pas créer l'impression contraire dans le public."

3. Le comité se réunit sous la présidence de M. Dugas (Joliette).

4. *L'Événement* du 12 mars 1930, à la page 8, précise que le ministre de l'Agriculture (l'honorable M. Perron) envoie au député de Montréal-Sainte-Marie (M. Houde) la loi des autres départements ainsi que la proposition, et celui-ci l'examine.

5. Voir note 3.

6. Voir note 3.

Séance du mercredi 12 mars 1930

Présidence de l'honorable T.-D. Bouchard

La séance est ouverte à 3 h 20¹.

Prière.

M. l'Orateur: À l'ordre Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

Rapports de comités:

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le vingt et unième rapport du comité permanent des bills publics en général. Voici le rapport:

Votre comité a décidé de rapporter, sans amendement, les bills suivants:

- bill 56 modifiant la loi de la saisine de certains bénéficiaires;

- bill 193 modifiant le Code civil relativement aux prêts hypothécaires;

- bill 158 concernant les successions de Thomas O'Reilly et de dame Mary Gillies.

Le bill suivant a été rejeté:

- bill 192 modifiant le Code civil concernant les privilèges sur les immeubles.

Le bill suivant a été retiré:

- bill 129 déterminant la pension de certains officiers de police de la cité de Montréal.

Le comité fait rapport que le bill suivant ne peut être adopté vu qu'il aurait dû être précédé d'une résolution:

- bill 188 modifiant la loi électorale de Québec.

M. Lemieux (Gaspé): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le dix-huitième rapport du comité permanent des bills privés en général. Voici le rapport:

Votre comité a décidé de rapporter, avec des amendements, le bill suivant:

- bill 99 modifiant la charte de la cité de Québec.

L'honorable M. Galipeault (Bellechasse): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le cinquième rapport du comité permanent des chemins de fer et autres moyens de communication. Voici le rapport:

Votre comité a décidé de rapporter, sans amendement, le bill suivant:

- bill 155 modifiant la charte de la Compagnie de chemin de fer Montréal et Sud-Ouest.

Et, avec des amendements, le bill suivant:

- bill 156 modifiant la charte de la Compagnie de chemin de fer Colonisation Montréal et Nord.

Demandes de documents:

Coût de
production du lait

M. Sauvé (Deux-Montagnes) propose, appuyé par le représentant de Sherbrooke (M. Crépeau), qu'il soit mis devant cette Chambre copie de toute correspondance entre le ministre de l'Agriculture (l'honorable M. Perron) et toute personne, depuis 1928, relativement au coût de la production du lait.

En présentant cette motion, je veux, dit-il, avoir des renseignements sur les résultats de l'enquête tenue par le ministre de l'Agriculture (l'honorable M. Perron) Je veux connaître quelle méthode on a employée pour faire l'enquête pour savoir combien coûtait le lait aux producteurs, qui le vendaient, dans les environs de Montréal, lors de la grève l'automne dernier. Il s'agit de savoir si les cultivateurs grévistes avaient raison de se plaindre et aussi de faire une constatation nécessaire, pour pouvoir améliorer efficacement la méthode de production.

L'honorable ministre de l'Agriculture affirme que le rapport de ses enquêteurs établit que la production du lait coûte de 12 centins à 65. La marge est énorme, inacceptable si l'on ne considère que l'objet et le cadre de l'enquête. Il est impossible qu'un cultivateur, obligé de se soumettre aux règlements de Montréal et des compagnies laitières, puisse produire du lait à 12 ou 15 centins le gallon. Un cultivateur, situé tout près d'une beurrerie locale, et qui n'a pas à se conformer aux règlements de Montréal et des zones, peut produire du lait à 14 ou 15 centins en certains mois de l'année.

Si les officiers chargés de faire enquête sur le coût de production des vendeurs de lait à Montréal, ont confondu l'une et l'autre catégories, il n'est pas juste de se servir de ce rapport pour critiquer les cultivateurs qui ont voulu la grève ou qui ont réclamé un traitement plus équitable.

J'ai consulté des cultivateurs de Saint-Eustache, des hommes consciencieux et sérieux, comme ceux que le ministre a déjà trouvés si

intelligents, qui, après m'avoir exprimé leur regret que le ministre ait osé dire qu'on s'était servi de carabines et bombes à Saint-Eustache, quand il n'y a eu le moindre trouble, ni rien de tout cela, m'ont aussi affirmé que pas un cultivateur, vendant du lait à Montréal, pourrait signer une déclaration établissant que sa production complètement calculée ne lui a coûté que 12 centins pour l'année 1929. Je n'accuse pas les personnes qui ont fait l'enquête; elles ont dû suivre des instructions et agir en conséquence. Il est possible que certaines gens, l'exception, aient pu pour des considérations inavouées, farder les renseignements fournis.

Si l'on veut bien connaître le mal qui nous affaiblit, on doit chercher la vérité. Dans une question aussi grave, on devrait cesser de faire prévaloir des considérations de partisanerie, de chercher à satisfaire des sentiments de vengeance politique. Notre devoir à tous est de discuter la question au mérite, d'examiner la situation consciencieusement, en cherchant sérieusement la cause, et agir de façon à renforcer (sic) le sentiment de coopération que l'on veut faire pénétrer dans l'esprit et le cœur de notre population.

L'honorable M. Perron (Montcalm): Mes paroles ont peut-être été mal interprétées par le député des Deux-Montagnes (M. Sauvé). Je n'ai jamais dit que les cultivateurs n'avaient pas eu raison de se mettre en grève, et mon honorable ami a été mal informé. Ce que j'ai tout simplement déclaré, l'autre jour, c'est que les producteurs de lait n'étaient pas organisés pour démontrer quel était le coût de la production de leur lait pour arriver au succès. Voilà pourquoi j'ai fait faire une enquête.

Un cultivateur qui produit du lait à plus de 40 sous du gallon ne peut réussir. Je sais parfaitement aussi que 40 cents comme prix de production chez certains cultivateurs était anormal, et c'était aussi l'avis des inspecteurs. Car personne ne prétendra que le cultivateur qui dépense 40 cents pour produire un gallon de lait connaît bien son affaire, quand la moyenne du coût de revient est de 23 cents. Dans un tel cas, le producteur ne devrait pas être considéré comme un cultivateur au sens propre du terme.

Quant à ce qui concerne la moyenne, nous pouvons facilement nous entendre; il n'est pas besoin d'être grand clerc, ni grand actuaire, pour l'établir. Ceux qui ont préparé ces chiffres se rapportant à la moyenne dans mon département ont tout compté: elle est de \$0.23½ par gallon.

Il y a aussi une différence de coût de revient entre celui qui envoie son lait aux beurreries et celui

qui vend son lait à la ville, mais elle n'est pas très grande. La production de lait pour la ville coûte plus cher que celle du lait pour les beurreries et les fromageries. L'honorable député des Deux-Montagnes dit qu'à Saint-Eustache, chez lui, on a été surpris d'apprendre que des cultivateurs produisaient du lait à 12 centins. De même, je reconnais volontiers, que 12 cents comme coût de production est un prix anormalement bas et qui ne s'explique que par la situation particulièrement privilégiée de quelques cultivateurs, puisque je fixais à 17 cents le prix moyen de revient auquel la majorité des cultivateurs devraient atteindre.

J'irai cependant jusqu'à dire qu'il y a dans le comté des Deux-Montagnes, des cultivateurs qui ne produisent pas à beaucoup plus qu'à 12 cents le gallon. Ceux qui produisent du lait pour les beurreries obtiennent un coût de production peu différent de celui des producteurs qui envoient leur lait sur le marché de Montréal. Il doit être possible de produire à 12 cents pour les beurreries. Je ne déposerai pas devant la Chambre tout le rapport de l'enquête que j'ai fait faire sur la production du lait. Mais M. Bois, officier de mon département, tient tous les documents de cette enquête à la disposition des députés et du représentant des Deux-Montagnes (M. Sauvé).

Je tiens à répéter que tous les documents préparés à cet effet sont à la disposition de tous les membres de cette Chambre, qui sont invités à les consulter. Mon département leur expliquera tous les chiffres compilés. Les députés n'auront qu'à s'adresser au département.

Je n'ai aucune objection à faire un tableau donnant le coût de la production pour ceux qui produisent pour la ville, et pour ceux qui produisent pour les fromageries. La production à \$0.12, \$0.13 et \$0.15 était anormalement basse, et j'ai dit que ceux qui produisaient à \$0.16 et même \$0.17 faisaient bien. Il y a à peine deux ou trois cultivateurs qui vendent en bas de \$0.12 du gallon. Je pourrais également faire une enquête à Saint-Eustache parmi ceux qui produisent pour les beurreries et les fromageries, et ce, si mon honorable collègue le désire.

M. l'Orateur, j'ai communiqué avec Ottawa depuis cette enquête. Par les renseignements que j'ai obtenus, je crois que la moyenne dans Québec est pratiquement la même que dans les autres provinces. Les chiffres donnés par le ministère fédéral de l'agriculture semblent être admis comme la bonne moyenne pour toutes les provinces. Il y a lieu d'amélioration, et je dirai à mon honorable collègue

que, s'il y a des erreurs, je lui serais très reconnaissant de me les signaler. L'honorable député des Deux-Montagnes dit que les cultivateurs de Saint-Eustache sont honnêtes. Tous les cultivateurs de la province sont honnêtes.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): C'est ce que je crois.

L'honorable M. Perron (Montcalm): Ce sont les systèmes qui varient. Encore une fois, M. l'Orateur, je tiens à la disposition de mon honorable ami des Deux-Montagnes et de tous les députés de la Chambre tous les documents de l'enquête faite sur la production de lait.

M. Renaud (Laval): Je n'ai pas fait d'enquête. La moyenne de 23½ cents de coût de revient dans la production du lait est exacte pour les producteurs de lait qui vendent leurs marchandises à Montréal, si on ne tient pas compte de l'intérêt sur le capital placé dans le stock et de la dépréciation provoquée par le changement des animaux pour obtenir la quantité de lait nécessaire au commerce. Du fait que le producteur fait un commerce de sa ferme, il lui faut nécessairement vendre plus cher, en raison des dépenses qui augmentent.

C'est que le producteur de lait qui vend le lait en ville est forcé de garantir une certaine quantité de lait à l'acheteur, en vertu de son contrat. Par exemple, s'il s'engage à fournir 75 gallons de lait, il devra prendre les mesures nécessaires pour remplir le contrat.

Il lui faudra donc, dès que des vaches commencent à donner un rendement inférieur marqué, les changer pour des animaux d'un meilleur rendement. Évidemment, le producteur subit une perte importante dans le changement. Il est difficile pour le producteur, dans ces conditions, de produire le lait à moins de 30 cents le gallon.

Il en est autrement pour le producteur qui va porter son lait à la beurrerie. Comme il n'est pas tenu par contrat de fournir tant ou tant de gallons de lait, il n'est pas obligé non plus de changer son troupeau, ni d'acheter en temps défavorable des aliments coûteux. Il est clair qu'en pareil cas le coût de revient est beaucoup plus bas.

Cependant, il faut alors remarquer que le prix de vente du lait transformé en beurre et fromage est moindre que le prix de vente du lait aux laitiers. La preuve en est que les producteurs de lait délaissent beurreries et fromageries pour aller porter le lait en ville.

Cet abandon des beurreries est déplorable dans les conséquences qu'il entraîne. C'est que le cultivateur qui va à la beurrerie ou à la fromagerie en ramène le lait qui sert à l'élevage. En plus, comme il n'est pas forcé de changer son troupeau pour garantir une livraison de tant, il a le loisir d'élever ses animaux, chose qui ne serait pas pratique dans l'autre alternative.

Le petit lait sert aussi à l'élevage économique du porc. On peut donc conclure que l'abandon des beurreries et fromageries, par le fait qu'il prive le cultivateur du petit lait et le force à acheter des vaches laitières en pleine période de production, est désastreux pour l'élevage. C'est pour cette raison que nous avons dû recourir à l'importation des vaches laitières et du porc.

Il faudrait donc que le lait restât autant que possible à la campagne pour favoriser l'élevage. Le gouvernement pourrait y aider par des primes, des octrois. Lorsqu'on aura obtenu que le lait soit envoyé aux beurreries et aux fromageries, avec profit pour le producteur, on aura résolu le problème de l'élevage; le cheptel augmentera rapidement.

Que le gouvernement fasse un beau geste. Qu'il donne des primes pour le beurre et le fromage, afin d'encourager les beurreries et les fromageries. Qu'il fournisse aux cultivateurs les moyens d'améliorer leur troupeau. Si le gouvernement apportait une solution au problème et pouvait stabiliser le coût de production du lait, il réglerait par le fait même la crise agricole.

M. Sauvé (Deux-Montagnes) réplique.

La motion est adoptée.

Enseignement de la comptabilité agricole

M. Sauvé (Deux-Montagnes) propose, appuyé par le représentant de Montréal-Sainte-Marie (M. Houde), qu'il soit mis devant cette Chambre copie de toute correspondance, depuis 1928, entre le gouvernement et toute personne au sujet de l'enseignement de la comptabilité agricole dans les écoles rurales.

M. l'Orateur, la comptabilité agricole ne s'enseigne pas suffisamment dans les écoles élémentaires. L'honorable ministre de l'Agriculture (M. Perron) n'a pas l'air de m'approuver.

L'honorable M. Perron (Montcalm): (Souriant)
Nous ne nous entendrons pas là-dessus.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Nous nous entendrons peut-être plus tard, après réflexion.

J'ai, dit-il, fait cette motion en vue de fournir l'occasion de discuter une question qui a plus d'importance qu'elle ne paraît en avoir, car elle se greffe à une branche essentielle de notre régime scolaire: l'éducation, qui apprend à vouloir le bien et à faire le bien.

L'éducation nous fait ce que nous sommes, a-t-on dit; c'est l'art de manier et de façonner les enfants.

Un grand écrivain a dit: "Ce n'est pas à coup de massue et par soubresauts qu'on peut naturaliser le système moderne; il faut l'implanter dans l'éducation. L'homme suit toute sa vie la voie de sa jeunesse". Ce proverbe plus vieux que Salomon est trop souvent ignoré là où il devrait être appliqué. Platon dit: "Les commencements sont tout dans une nature jeune et tendre, dont toutes les parties gardent l'empreinte qu'on leur donne". "J'ai toujours pensé, dit Leibnitz, qu'on réformerait le genre humain si l'on réformait l'éducation".

Le but de l'éducation, c'est de former des hommes, a-t-on dit; la bonne éducation fait naître les bonnes lois.

En matière d'éducation, l'école est le complément ou le supplément du foyer. J'ai dit déjà en cette Chambre, que l'enfant du cultivateur devait recevoir à l'école élémentaire du rang, la formation spirituelle et l'outillage intellectuel nécessaires pour conduire rationnellement une exploitation agricole. Un des articles essentiels de cet outillage, c'est la comptabilité qui assure l'ordre et l'économie par l'établissement d'un budget domestique ou de ferme, et la constatation méthodique et journalière de la recette et de la dépense. La comptabilité indique les moyens de diriger et de régler une administration.

Dans une école rurale, la comptabilité doit correspondre aux besoins de l'agriculture, principale industrie et base de la prospérité nationale. Malheureusement encore aujourd'hui, on y enseigne peu ou point la comptabilité agricole. Dans un trop grand nombre d'écoles, on ne l'enseigne pas du tout. Certes, il y a des règlements du Conseil de l'instruction publique qui autorisent cet enseignement, mais on n'a rien fait de pratique pour que le règlement soit appliqué. Au sujet de la comptabilité agricole, on tente aujourd'hui de faire peser sur la tête du cultivateur une responsabilité qu'il n'a pas.

On dit que le cultivateur ne sait pas ce qu'il fait sur sa ferme, qu'il ignore ce qu'il récolte et produit parce qu'il n'a pas de comptabilité. À qui la

faute? Pourquoi l'école ne l'a-t-il pas formé à cette méthode, si elle si nécessaire? Le programme de l'instruction publique est complet mais, dans l'application, il n'est pas assez bien suivi. C'est le manque d'enseignement de comptabilité agricole qui est la faute que les cultivateurs ne connaissent pas cette comptabilité. Cela est la faute de ceux qui ont charge de l'instruction en notre province.

On devrait cesser de jeter la pierre au cultivateur, de l'accuser de tous les péchés, de le mépriser en le traitant d'ignorant, d'incapable ou de paresseux. Le cultivateur a la science de la pratique. Il sait en somme ce que lui a coûté son exploitation durant l'année et il voit ce qu'elle lui a rapporté. Mais il serait mieux s'il avait une comptabilité. On obtiendra cette amélioration au moyen de l'école, en imprégnant la mentalité de l'enfant de la nécessité de cette méthode enseignée. Je suis fortement en faveur de cet enseignement et depuis longtemps.

Mais cette manière doit être enseignée ou au moins dirigée par une compétence. Cette compétence devrait être un principal local qui aurait la direction d'un nombre limité d'écoles rurales et qui pourrait être en même temps le grand éducateur de ses écoles. Si les cultivateurs ne connaissent pas assez la comptabilité agricole, on ne doit pas adresser à ceux-ci un reproche, mais à ceux qui ont la charge de l'instruction dans cette province.

Les Frères des écoles chrétiennes enseignent avec raison ce qui suit: Indispensable aux grands établissements, la comptabilité ne l'est pas moins à la bonne gestion du budget familial. Elle l'est au plus petit négociant comme à l'homme de profession libérale, au cultivateur comme à l'artisan, à l'ouvrier comme à un employé quelconque. C'est un devoir pour chacun de tenir compte de ses recettes et de ses dépenses, de ce qu'il doit et de ce qu'on lui doit; de noter ce qu'il gagne, puis ce qu'il paie pour son loyer, sa nourriture, ses habits, ses meubles, ses plaisirs, etc., et de constater s'il fait des économies ou des dettes. Que de dépenses superflues ou désordonnées, de faillites, de ventes à l'encan, de contestations, de brouilles, de procès même on éviterait si l'on tenait la comptabilité la plus élémentaire!

Cela n'aurait-il pas pour résultat de porter à économiser durant les jours d'abondance pour ne pas souffrir de la misère durant les temps de disette? Épargner un peu d'argent chaque semaine permettrait de se constituer quelques rentes pour l'avenir et de faire face aux difficultés qui pourraient provenir du chômage et de la maladie.

(Applaudissements à gauche)

L'honorable M. Perron (Montcalm): Cette question touchant à l'agriculture, je crois devoir répondre. Je n'ai pas bien saisi, le mouvement d'indignation du député des Deux-Montagnes, quand il parle contre ceux qui ont du mépris pour les cultivateurs. Personne dans la Législature, ni dans cette province, ne méprise les cultivateurs. Je n'ai jamais entendu un mot de mépris de qui que ce soit. Je n'ai pas lu dans la presse en générale des paroles de mépris du cultivateur. Au contraire, j'ai vu partout de la bienveillance.

Toutes les classes de la société n'ont que de l'estime et désirent le succès des cultivateurs et leur prospérité. Tout le monde souhaite qu'ils fassent plus d'argent. J'ai dit dans cette Chambre et ailleurs, et je le redirai: Je demande aux cultivateurs de tenir leur comptabilité, non pas une comptabilité agricole compliquée, mais une qui soit simple. Et, à cet effet, j'ai offert gratuitement des livres de comptabilité aux cultivateurs où l'on peut enregistrer chaque mois dépenses et profits.

J'ai dit que si les vieux cultivateurs n'étaient pas en mesure de faire leur comptabilité eux-mêmes, ils devraient la faire faire par leurs jeunes fils ou leurs jeunes filles. C'est tout simplement un bon conseil que je donnais, et je ne crois pas que ce soit mépriser les agriculteurs, et eux-mêmes le savent bien.

Pourquoi ce mouvement d'indignation? Qui parle en cette Chambre de mépris de cultivateur? Est-ce qu'il n'est pas permis de lui donner des conseils? Je crois que, même au risque de se rendre impopulaire ou imposteurs, les hommes publics, qui sont en mesure pour le faire, doivent leur donner des conseils qu'ils jugent propres à être utiles au peuple.

Il n'y a rien qui puisse être considéré là-dedans comme une insulte. Ils montreraient par là du courage! Si c'est les mépriser que de leur donner ce conseil, et s'il doit me valoir l'impopularité, eh! bien tant pis, car je préfère avant tout faire mon devoir.

(Applaudissements)

Quant à l'enseignement de la comptabilité agricole, je ne crois pas qu'il y ait une seule école de rang où l'on n'enseigne pas suffisamment la comptabilité pour les besoins des cultivateurs. Nos écoles ont évolué depuis une vingtaine d'années; elles se comparent avantageusement à celles des autres provinces, sous tout rapport, et avec celles des autres pays. Je suis en faveur d'une comptabilité agricole simple. Et la comptabilité que je conseille, c'est simplement de consigner les dépenses, les gains. Ce que le cultivateur a besoin de savoir, c'est ce qu'il dépense et où il le dépense.

Tous les jeunes enfants de cultivateurs qui sortent de nos écoles élémentaires sont capables de tenir les comptes de la ferme de leurs parents. Toutes les jeunes filles de cultivateurs en savent assez long pour tenir les livres de leur père et, plus tard, leur mari. Ceci démontre que la comptabilité agricole est enseignée. Et s'il n'y a pas encore plus de comptabilité agricole dans nos campagnes, ce n'est pas faire injure aux cultivateurs en disant que la mentalité n'est pas encore faite à ce sujet. Il ne faut pas se payer de mots.

Et puis, soyons donc francs. Ayons donc le courage de l'admettre: nos cultivateurs ne réalisent pas la nécessité de tenir des livres sur les fermes, et c'est dans leur intérêt que je le dis. Nos écoles de rang, je le répète, donnent un enseignement de comptabilité suffisant. Le Conseil de l'instruction publique a un nouveau programme qui est appliqué progressivement, mais sûrement et, dans quelques années, on verra la comptabilité agricole en application sur toutes les fermes.

C'est un devoir de faire comprendre au cultivateur l'importance de la comptabilité, mais pourquoi accuser le gouvernement? Que mon honorable ami dise: il faut plus de comptabilité agricole. J'en suis. Je suis même certain que la génération qui pousse réalise la nécessité de tenir des livres sur les fermes. Nous pouvons envisager l'avenir avec confiance et, pour le passé, on ne peut blâmer le gouvernement. Je demande à tous les députés ruraux de faire une campagne dans ce sens. La situation s'améliore et je suis certain qu'avant longtemps, nous verrons régner la comptabilité agricole dans chaque famille.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): L'honorable ministre de l'Agriculture est un homme à surprise. Il a atteint l'âge mur...

L'honorable M. Perron (Montcalm): (Souriant)
Oh! Il l'a passé.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Sa façon de discuter trahit son âge. Sa personnalité n'était pas en cause. J'ai voulu traiter une question sérieuse et de grande actualité, et je n'ai pas voulu mentionner le ministre de l'Agriculture, afin qu'elle soit discutée à son mérite. Je n'ai pas accusé le ministre de l'Agriculture du manque d'enseignement de la comptabilité dans les écoles rurales, mais j'ai dit que, dans la discussion qui intéresse les cultivateurs, on était trop pressé de faire retomber sur la tête des cultivateurs la responsabilité de la situation présente et des maux existants.

J'ai fait une allusion à ce qui se dit partout. Encore, il y a quelques jours, j'étais sur le train de Québec à Montréal, et j'ai entendu des gens sans courage dénigrer les cultivateurs et dire: "S'ils ne réussissent pas, c'est parce qu'ils sont trop paresseux". Et c'est contre cette mentalité injustifiable que je proteste, c'est contre cette manie de blâmer le cultivateur. C'est là la raison du discours que j'ai fait précédemment: une conversation entendue sur un train.

L'honorable M. Perron (Montcalm): C'est une exception.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): L'honorable ministre de l'Agriculture (M. Perron) a dit que nous avions de bonnes écoles. Mais je n'ai pas attaqué nos écoles.

L'honorable M. Perron (Montcalm): Mon honorable ami ne m'a pas bien compris.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Oh! Oui. L'honorable ministre ne fait pas de périodes confiantes. Il dit les choses clairement. Je l'ai bien compris.

Il a une manière spéciale de discuter. Je ne l'ai pas mis en accusation. Sa personnalité n'a jamais été en cause. Il s'y est mis lui-même. Il n'a jamais été tenu responsable du manque de comptabilité. J'ai dit tout simplement qu'on était trop empressé à faire peser sur les épaules du cultivateur le fardeau des responsabilités de la crise agricole. J'ai voulu simplement discuter la question à son mérite. Nous avons de bonnes écoles. Je n'ai jamais eu l'intention de les dénigrer.

Le ministre de l'Agriculture a paru se plaindre du ton sur lequel j'ai fait la discussion. Est-ce que je fais l'œuvre d'un homme qui n'a pas les véritables intérêts de la province. Le ministre se crée des misères inutiles en supposant à ses adversaires des idées qu'ils n'ont pas. Je reconnais à l'honorable ministre de l'Agriculture des compétences. Mais je suis surpris de constater qu'il a recours, dans ses réponses, à des moyens qui ne rendent pas justice à ses adversaires. Je parle de moi.

Je comprendrais cette attitude de la part d'un homme qui n'a pas beaucoup de moyens de défense, mais pas de la part du ministre de l'Agriculture. Je ne comprends pas cela de l'honorable ministre de l'Agriculture, lui qui a offert à la province un programme qui appelle la coopération de tous. J'ai amené cette question de la comptabilité devant cette

Chambre. Ce n'est pas un crime. Ce n'est pas le gouvernement que j'ai attaqué, ce sont tous ceux qui sont responsables de l'état. Quand je parle du gouvernement, je ne parle pas d'un ministre en particulier, mais de ceux qui sont responsables de l'état de choses actuelles sur lequel porte le débat.

Je regrette que le ministre de l'Agriculture me comprenne si mal. Il ne m'a pas atteint, pas plus que j'ai voulu l'atteindre. Pourquoi le ministre de l'agriculture se plaît-il à défigurer la pensée de l'adversaire, quand il sait qu'un pareil procédé est indigne de lui. Je lui rappellerai, non pas pour l'aigrir ou le provoquer, mais pour mettre les choses au point, l'exemple de ceux dans notre province qui rejettent toutes les fautes sur les autres pour excuser leur propre faute ou dégager leur responsabilité sur la tête du cultivateur.

J'affirme de nouveau qu'il y en a trop dans notre province, à l'heure actuelle, qui, pour diminuer leurs responsabilités, cherchent à jeter sur la tête des autres leurs propres fautes. Il n'y a peut-être pas de mal à ce que le cultivateur ait résisté à certaines réformes. Il a peut-être évité un désastre à notre province, au point de vue traditions, institutions et progrès. Depuis que je siège en cette Chambre, si les députés ruraux avaient accepté nos suggestions, les cultivateurs seraient dans une meilleure situation.

Celui qui, constamment, sans jamais y manquer, à toujours défendu les cultivateurs en cette Chambre vient de faire dire que le député des Deux-Montagnes a déclaré qu'il n'y a que les cultivateurs de Saint-Eustache qui sont intelligents et consciencieux. Je n'ai jamais prétendu cela. Et on a été injuste pour moi, dans ce débat.

Le ministre de l'Agriculture défend nos écoles rurales en disant qu'elles sont aussi bonnes que celles des autres provinces. Mais qui lui dit le contraire? Le ministre de l'Agriculture défigure les raisonnements que j'expose. Il proteste que non, mais j'ai une trop longue expérience parlementaire pour ne pas avoir appris à savoir ce que l'on dit dans une phrase. Le ministre n'a pas de périodes enflammées ou entortillées, mais il parle crûment et d'une façon qui frappe l'esprit et telle qu'on se rappelle bien ses paroles.

J'ai voulu dire simplement que la comptabilité n'est pas enseignée dans nos écoles rurales et, si je l'affirme, c'est parce que je me suis bien renseigné. Si nous avions plus d'inspecteurs dans un avenir rapproché, ils pourraient diriger plus efficacement l'enseignement. J'ai demandé à en avoir plus il y a des années. Mais je n'ai pas affirmé que nos écoles étaient inférieures aux autres.

Il y a trop longtemps qu'on répète que le cultivateur ne comprend rien, qu'il n'a rien appris depuis 300 ans², qu'il est réfractaire à toute amélioration, qu'on a fait prêcher parmi eux depuis 20 ans des hommes de bonne volonté et qu'ils prêchaient dans le désert.

Bien des erreurs ont été évitées par le fait que le cultivateur a repoussé des réformes qui eussent été désastreuses. On a prêché une foule de méthodes qui ont été mises de côté comme impraticables et mauvaises et qui, acceptées, eussent placé le cultivateur dans une situation pire que celle où il se débat aujourd'hui.

Je regrette d'avoir parlé aussi longtemps, mais l'honorable ministre de l'Agriculture admettra que ses remarques me fournissaient matière à un long discours.

La motion est adoptée.

Paiement des comptes de Hector Roy

M. Crépeau (Sherbrooke) propose, appuyé par le représentant de Laval (M. Renaud), qu'il soit mis devant cette Chambre copie de toute correspondance, télégrammes, documents, etc., entre le ministère des Terres et Forêts ou aucun de ses officiers ou départements et toute personne, au sujet du paiement des comptes de M. Hector Roy, inspecteur des gardes-feux pour Gaspé-Ouest.

Adopté.

Messages du Conseil législatif:

M. l'Orateur informe la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté, sans amendement, les bills suivants:

- bill 113 modifiant la charte de la Beauharnois Light, Heat and Power Company;
- bill 133 autorisant le Barreau de la province de Québec à admettre Maurice Hartt à la pratique du droit, après examen;
- bill 137 permettant à Joseph Alvin Dobrofsky de changer son nom de famille de Dobrofsky en celui de Dorsey;
- bill 142 permettant à Louis Marvin Dobrofsky de changer son nom de famille de Dobrofsky en celui de Dorsey;

- bill 143 permettant à Saul Meyer Dobrofsky de changer son nom de famille de Dobrofsky en celui de Dorsey.

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté, avec un amendement qu'il la prie d'agréer, le bill suivant:

- bill 2 concernant le contrat passé entre le gouvernement et les dames religieuses de Notre-Dame-de-Charité du Bon-Pasteur, de Montréal, relativement à la garde et à l'entretien des détenues dans la prison des femmes de Montréal.

Prison des femmes de Montréal

La Chambre prend en considération l'amendement que le Conseil législatif a apporté au bill 2 concernant le contrat passé entre le gouvernement et les dames religieuses de Notre-Dame-de-Charité du Bon-Pasteur, de Montréal, relativement à la garde et à l'entretien des détenues dans la prison des femmes de Montréal. Ledit amendement est lu deux fois et adopté.

Il est ordonné que le greffier porte de nouveau le bill au Conseil législatif et informe les honorables conseillers que cette Chambre a accepté leur amendement.

Demandes de documents:

Concession de lots à P. Thibodeau

M. Lafleur (Montréal-Verdun) propose, appuyé par le représentant de Montréal-Dorion (M. Blain), qu'il soit mis devant cette Chambre copie de toute correspondance, télégramme, documents, contrats entre le gouvernement ou aucun de ses membres, et toute personne au sujet de la concession de certains lots du canton de Metgermette-Nord à M. Philippe Thibodeau de Saint-Georges.

Adopté.

Pont de la rivière Gatineau

M. Guertin (Hull) propose, appuyé par le député de Montréal-Dorion (M. Blain), qu'il soit mis devant cette Chambre copie de toute correspondance, documents, etc., échangés entre le gouvernement, un de ses membres, un de ses officiers, un de ses employés et la cité de Hull ou tout autre corps public

ou personne, concernant la reconstruction du pont sur la rivière Gatineau, entre la cité de Hull et le village de Pointe Gatineau.

Adopté.

Garde des idiots

L'honorable M. David (Terrebonne) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 22 ratifiant le contrat passé entre le gouvernement de la province de Québec et les sœurs de la Charité de Québec relativement aux soins, à la garde et à l'entretien des faibles d'esprit et des idiots, et l'acte de fiducie entre lesdites sœurs et le Trust général du Canada soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Département de l'Agriculture

L'honorable M. Perron (Montcalm) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 19 concernant le département d'Agriculture soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté sur division.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Loi des établissements industriels

L'honorable M. Galipeault (Bellechasse) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 201 modifiant la loi des établissements industriels soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Loi de la prévention des incendies

L'honorable M. Galipeault (Bellechasse) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité plénier pour prendre en considération un projet de résolution relative au bill 64 modifiant la loi de la prévention des incendies.

Adopté.

Il informe alors la Chambre qu'il est autorisé par Son Honneur le lieutenant-gouverneur à soumettre ledit projet de résolution et que Son Honneur en recommande la prise en considération.

En comité:

L'honorable M. Galipeault (Bellechasse) propose: Qu'il soit loisible au lieutenant-gouverneur en conseil d'affecter annuellement une somme n'excédant pas cent cinquante mille dollars, payable à même le fonds consolidé du revenu de la province, pour accorder une prime aux municipalités de ville ayant une population de moins de cinq mille âmes, et aux municipalités de village ou rurales, qui se pourvoiront d'appareils effectifs pour combattre les incendies à la satisfaction du commissaire des incendies de la province, au lieu de la somme de cent mille dollars déjà autorisée par l'article 11 de la loi de la prévention des incendies (Statuts refondus, 1925, chapitre 180).

Dans le passé, seules les municipalités de ville de moins de 2,000 âmes bénéficiaient de cette loi. Le gouvernement étend cet avantage aux municipalités de ville de moins de 5,000 âmes. La population des municipalités est plus grande et les édifices plus nombreux. C'est pour cela qu'il porte de \$100,000 à \$150,000 le fonds pour aider ces municipalités de ville.

M. Guertin (Hull): L'opposition s'y objecte. Elle croit que ce n'est pas une bonne méthode.

L'honorable M. Galipeault (Bellechasse): Cette mesure a pour objet de mettre à la disposition d'un plus grand nombre de municipalités des sommes plus considérables, pour leur aider à se protéger contre les incendies.

M. Guertin (Hull): La résolution, si je comprends bien, a pour but d'augmenter à \$150,000, \$50,000 de plus, l'octroi aux municipalités de moins de 5,000 âmes qui veulent se pourvoir d'appareils pour combattre les incendies. Est-ce qu'il y a de nombreuses demandes?

L'honorable M. Galipeault (Bellechasse): Nous recevons tellement de demandes que nous demandons de porter l'octroi de \$100,000 à \$150,000. L'an prochain, il faudra peut-être l'augmenter encore.

M. Houde (Montréal-Sainte-Marie): (Souriant) Il n'y aura pas de mandats spéciaux?

L'honorable M. Galipeault (Bellechasse): Non.

M. Guertin (Hull): Comment l'honorable ministre distribue-t-il cet octroi?

L'honorable M. Galipeault (Bellechasse): Lorsqu'une municipalité fait une demande, nous envoyons un ingénieur sur les lieux et il recommande l'achat d'appareils conseils convenables. Nous payons une partie des appareils.

M. Houde (Montréal-Sainte-Marie): Dans quelle proportion?

L'honorable M. Galipeault (Bellechasse): La part du gouvernement varie de 35 % à 50 %.

M. Guertin (Hull): Pourquoi pas mettre tout le monde sur le même pied? Il me semble que c'est une mauvaise méthode d'affaires.

L'honorable M. Galipeault (Bellechasse): L'honorable député a tort de critiquer ce service qui est très efficace...

M. Guertin (Hull): L'honorable ministre m'a mal compris.

L'honorable M. Galipeault (Bellechasse): (Souriant) Mon honorable ami a dit que je ne faisais pas d'assez longs discours. Qu'il me laisse terminer. Je le répète, ce service donne de bons résultats. Nous avons aidé un grand nombre de municipalités. Cette loi est bonne. Dans deux ans, si cela continue, toutes nos municipalités auront un système de protection contre les incendies.

Grâce aux sommes déboursées, il a été possible de supprimer des pertes considérables. Chaque municipalité qui reçoit des octrois pour organiser son service de prévention achète ses appareils où elle le juge à propos. Cette initiative a été fort utile, car en réduisant les pertes par incendies, elle a sauvé une partie importante de notre richesse, sans compter qu'elle a maintenu les taux d'assurance-feu à une moyenne normale.

M. Blain (Montréal-Dorion): Je considère que c'est une bonne loi, car nous n'avons pas suffisamment de protection contre le feu dans notre province.

Il est déplorable que l'organisation de la prévention des incendies soit inexistante, ou par trop rudimentaire, dans nombre de municipalités. La loi est excellente et les sommes que nous consacrons à cette œuvre sont simplement remboursées, et au

centuple, par les feux qui sont prévenus. Nous ne ferons jamais trop dans ce sens.

M. Houde (Montréal-Sainte-Marie): Quels sont les commissaires des incendies chargés de l'application de la loi?

L'honorable M. Galipeault (Bellechasse): M. Ernest est commissaire en chef. M. Frank Ahern est l'assistant-commissaire en chef.

M. Guertin (Hull) laisse entendre que la distribution de l'argent pourrait être une occasion de faire de la politique.

L'honorable M. Galipeault (Bellechasse): Il n'y a pas plus de politique dans l'utilisation de cet argent qu'il y en a dans la distribution des subsides pour la construction de ponts. Aucun subside pour la construction d'un pont n'a été refusé à une municipalité qui y était admissible.

M. Houde (Montréal-Sainte-Marie): Montréal.

L'honorable M. Galipeault (Bellechasse): Il a fallu une loi spéciale pour que Montréal obtienne de l'aide pour les ponts, parce qu'elle n'entraînait pas dans la catégorie des municipalités qui devaient bénéficier des budgets votés pour la construction de ponts.

La résolution est adoptée.

Résolutions à rapporter:

Le comité fait rapport qu'il a adopté une résolution, laquelle est lue deux fois et adoptée par la Chambre.

L'honorable M. Galipeault (Bellechasse) demande la permission de présenter le bill 64 modifiant la loi de la prévention des incendies.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

L'honorable M. Galipeault (Bellechasse) propose que le bill soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté.

L'honorable M. Galipeault (Bellechasse) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Loi des véhicules automobiles

L'honorable M. McMaster (Compton) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 47 modifiant la loi des véhicules automobiles soit maintenant lu une deuxième fois.

Le bill est, dit-il, destiné à protéger le public dans la plus grande mesure possible.

Le bill, précise-t-il, a trois objets. D'abord, au point de vue de l'enregistrement des autos, un enfant mineur qui a une automobile ne peut être tenu responsable. Le bill amende la loi de façon à ce que le père et la mère du mineur et ses tuteurs soient responsables des accidents.

La loi aura un effet dissuasif sur les jeunes conducteurs imprudents, et leurs père et mère y réfléchiront à deux fois avant de donner la permission écrite que requiert la loi avant d'assurer un mineur, et surtout, avant de décider que leur enfant est capable de conduire une automobile comme elle doit l'être.

Le second objet vise la vente. Des autos sont vendues payables par terme. L'acheteur devra faire faire le transport de la licence dès que la transaction est faite. Le troisième objet du bill exempte les chauffeurs de porter des insignes.

Adopté sur division. Le bill est renvoyé au comité plénier.

L'honorable M. McMaster (Compton) propose que la Chambre se forme immédiatement en ledit comité.

Adopté.

En comité³:

L'article 1 est adopté.

Le comité étudie l'article 2 qui se lit comme suit:

"2. Ladite loi est modifiée en y ajoutant, après l'article 3, le suivant:

"3a. Aucun enregistrement d'un véhicule automobile, acquis et possédé par une personne âgée de moins de vingt et un ans, ne peut être demandé ni

effectué, à moins que le père ou la mère ou le tuteur de cette personne, suivant le cas, ne consente à cet enregistrement, par un écrit déposé au bureau.

"Ce consentement rend la personne qui le donne conjointement et solidairement responsable du paiement de l'amende imposée au porteur de la licence, pour toute infraction à la présente loi, de même que de toutes pertes et tous dommages subis par une autre personne par suite de l'usage dudit véhicule automobile."

M. Blain (Montréal-Dorion): Le mineur commerçant, en vertu du bill, ne pourra pas acheter une auto, s'il n'obtient pas la permission de son père. Je crois que cela vient en contradiction avec le Code civil.

L'honorable M. McMaster (Compton): Nous allons amender le projet alors. Je n'ai aucune objection.

M. Blain (Montréal-Dorion): Cela posera peut-être des difficultés pour un mineur qui est marchand public ou camionneur et qui gagne sa vie en conduisant un camion, par exemple. Les mineurs marchands publics, de moins de 21 ans sont généralement des gens très responsables, et je suggère à les excepter de l'obligation de se faire autoriser par leurs parents ou leurs tuteurs.

Le problème aujourd'hui, dit-il, c'est que les jeunes se cotisent, achètent une voiture usagée pour quelques dollars et font des accidents. Pourvu que l'automobile puisse rouler assez longtemps pour être impliquée dans un accident, on la vend, parfois pour seulement \$25.

L'honorable M. McMaster (Compton): En exigeant le consentement des parents, il a confiance d'obtenir de bons résultats. Les parents appelés à signer le document requis hésiteront et réfléchiront sérieusement avant de décider que leur enfant est apte à conduire une automobile. L'objection du député de Montréal-Dorion, quant aux mineurs qui sont marchands publics, est très valable; cependant, la loi ne peut pas être faite pour une petite minorité, mais pour l'ensemble de la population. Il croit que la Chambre appuiera le bill.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Nous allons ajouter les mots: "excepté si le mineur est marchand public".

M. Blain (Montréal-Dorion): Très bien.

Cet article est amendé et les mots suivants sont ajoutés:

"2. Ladite loi est modifiée en y ajoutant, après l'article 3, le suivant:

"3a. Aucun enregistrement d'un véhicule automobile, acquis et possédé par une personne âgée de moins de vingt et un ans, excepté si cette personne fait commerce, ne peut être demandé ni effectué, à moins que le père ou la mère ou le tuteur de cette personne, suivant le cas, ne consente à cet enregistrement, par un écrit déposé au bureau.

"Ce consentement rend la personne qui le donne conjointement et solidairement responsable du paiement de l'amende imposée au porteur de la licence, pour toute infraction à la présente loi, de même que de toutes pertes et tous dommages subis par une autre personne par suite de l'usage dudit véhicule automobile".

L'amendement est adopté.

L'article 2, ainsi amendé, est adopté.

Le comité étudie l'article 3 qui se lit comme suit:

"3. L'article 11 de ladite loi, tel que remplacé par la loi 16 George V, chapitre 19, section 3, est modifié en y ajoutant le paragraphe suivant:

"Lorsque le transport a lieu par suite de l'annulation d'une vente conditionnelle, si l'acheteur refuse ou néglige de signer l'avis ou de délivrer à ceux qui y ont droit le certificat d'enregistrement ou les plaques d'enregistrement, fournies à cette fin pour l'année alors courante d'enregistrement, le bureau, sur preuve satisfaisante de ce refus ou de cette négligence, et dès qu'il est prouvé que le vendeur a repris possession du véhicule automobile, peut annuler l'enregistrement du véhicule automobile, sans remboursement, et l'enregistrer au nom de ce vendeur pour le reste de l'année d'enregistrement, sur paiement d'un honoraire proportionné au nombre de mois à courir depuis la date à laquelle la possession du véhicule automobile a été reprise jusqu'à la fin de l'année d'enregistrement."

M. Blain (Montréal-Dorion): De cette façon, remarque-t-il, le gouvernement se trouve d'abord à recevoir le prix d'une licence entière de l'acheteur qui ne s'est pas conformé à la loi, et en plus, une grosse partie d'une seconde licence si l'auto est vendue à un autre acheteur. Ainsi, pour la même auto, le gouvernement perçoit deux licences. Or, il est un vieux principe de droit qui veut qu'on n'ait pas le droit de s'enrichir avec le bien d'autrui.

D'ailleurs, ce n'est pas le premier accroc fait par le gouvernement aux automobilistes. Le gouvernement obligeait jadis les automobilistes à prendre leur licence en mai. Et, autrefois, les licences couraient d'avril à avril. Ceux qui avaient payé leur licence en 1925 par exemple, avaient droit au bout de l'année à obtenir une autre licence annuelle pour une autre année complète.

Or, le gouvernement les obligea ensuite à la prendre en avril, puis en mars, puis en février; il a avancé d'un mois, puis de deux mois, puis de trois mois, la date à laquelle la licence devait être payée, en sorte que notre automobiliste se voyait frustré d'un mois, puis de deux, puis de trois mois d'usage de son permis.

Le gouvernement a ainsi gagné un tiers d'année, autrement dit une somme d'argent qui ne lui appartient pas. Il s'est trouvé ainsi à sauver de forts intérêts d'argent au détriment des contribuables.

L'honorable M. McMaster (Compton) promet, dit-il, de prendre la remarque en sérieuse considération.

M. Houde (Montréal-Sainte-Marie):

L'honorable trésorier provincial ne pourrait-il pas faire quelque chose pour diminuer le prix des licences des cultivateurs qui ne se servent pas de leurs autos 12 mois par année?

C'est là un article du programme de l'opposition. Je crois que si le gouvernement faisait le beau geste de l'adopter, l'opposition y perdrait. Quant au revenu, il s'ajusterait dans bien peu d'années.

L'honorable M. McMaster (Compton): La suggestion de l'honorable chef de l'opposition est inacceptable pour le moment, parce que nous avons déjà émis un grand nombre de licences. Il y a une autre raison.

Les cultivateurs ne sont pas les seuls à ne pas se servir de leurs autos en hiver. Ma modeste voiture est dans mon garage tout l'hiver. Je serais en faveur de la réduction des prix des licences, mais la suggestion ne me paraît pas pratique.

M. Houde (Montréal-Sainte-Marie): J'espère quand même que notre suggestion sera acceptée.

Le comité, ayant étudié le bill, fait rapport qu'il n'en a pas terminé l'examen.

À 6 heures, la Chambre suspend ses travaux.

Reprise de la séance à 8 h 30**Commission des écoles catholiques
de Montréal**

M. Vautrin (Montréal-Saint-Jacques) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 128 concernant la Commission des écoles catholiques de Montréal soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

**Refuge
Notre-Dame-de-la-Merci**

M. Plante (Montréal-Mercier) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 157 modifiant la charte du refuge Notre-Dame-de-la-Merci.

Adopté. Le comité, ayant étudié le bill, en fait rapport sans amendement.

M. Plante (Montréal-Mercier) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

**Loi des
véhicules automobiles**

L'honorable M. McMaster (Compton) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 47 modifiant la loi des véhicules automobiles.

Adopté.

En comité:

Le comité poursuit l'étude de l'article 3.

L'honorable M. McMaster (Compton): Si un vendeur d'automobiles est obligé de reprendre sa voiture après un certain temps, il peut faire enregistrer les permis à son nom en payant un honoraire de \$2.

Cet article est amendé et se lit alors comme suit:

"3. L'article 11 de ladite loi, tel que remplacé par la loi 16 George V, chapitre 19, section 3, est modifié en y ajoutant le paragraphe suivant:

"Lorsque le transport a lieu par suite de l'annulation d'une vente conditionnelle, si l'acheteur refuse ou néglige de signer l'avis ou de délivrer à ceux qui y ont droit le certificat d'enregistrement ou les plaques d'enregistrement, fournies à cette fin pour l'année alors courante d'enregistrement, le bureau, sur preuve satisfaisante de ce refus ou de cette négligence, et dès qu'il est prouvé que le vendeur a repris possession du véhicule automobile, peut annuler l'enregistrement du véhicule automobile, sans remboursement, et l'enregistrer au nom de ce vendeur pour le reste de l'année d'enregistrement, sur paiement d'un honoraire de deux piastres."

L'amendement est adopté.

L'article 3, ainsi amendé, est adopté.

Les articles 4 à 8 sont adoptés.

Le comité, ayant étudié le bill, fait rapport qu'il l'a adopté avec certains amendements. Les amendements sont lus deux fois et adoptés.

L'honorable M. McMaster (Compton) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

**Société coopérative
fédérée des agriculteurs**

L'honorable M. Perron (Montcalm) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité plénier pour prendre en considération un projet de résolutions relatives au bill 4 concernant les écoles d'agriculture, la construction d'entrepôts et la Société coopérative fédérée des agriculteurs de la province de Québec.

Adopté.

Il informe alors la Chambre qu'il est autorisé par Son Honneur le lieutenant-gouverneur à soumettre ledit projet de résolutions et que Son Honneur en recommande la prise en considération.

En comité:

L'honorable M. Perron (Montcalm) propose: Attendu qu'il est opportun d'établir, d'agrandir, d'aménager et d'outiller des écoles d'agriculture dans la province de Québec;

Attendu qu'il est opportun de construire des entrepôts pour l'emmagasinage des produits agricoles;

Attendu qu'il est opportun de faire un prêt à la Société coopérative fédérée des agriculteurs de la province de Québec, ou de garantir un emprunt de ladite société;

Qu'il soit en conséquence résolu:

1. Qu'un montant de six cent mille dollars sera affecté à l'établissement, l'agrandissement, l'aménagement et l'outillage d'écoles d'agriculture dans la province de Québec, et que le trésorier de la province pourra, de temps à autre, avancer et payer à même le fonds consolidé du revenu, jusqu'à concurrence de ce montant de six cent mille dollars, sur les certificats du ministre de l'Agriculture, les montants requis pour payer, en tout ou en partie, le coût des constructions ou défrayer celui des améliorations ci-dessus mentionnées.

2. Qu'un montant de cinq cent mille dollars sera affecté à la construction d'entrepôts pour l'emmagasinage des produits agricoles, et que, dans le but de se procurer les terrains nécessaires pour ces constructions, en tout ou en partie, le lieutenant-gouverneur en conseil sera autorisé à acquérir, à l'amiable ou par expropriation, les immeubles nécessaires, ainsi que tous droits immobiliers, charges, baux à louer ou baux emphytéotiques, rentes constituées ou autres droits quelconques affectant ces immeubles.

3. Que toute expropriation nécessitée pour parvenir aux fins visées par la loi qui sera basée sur les présentes résolutions sera soumise à la loi des chemins de fer de Québec, *mutatis mutandis*.

4. Que le trésorier de la province pourra, de temps à autre, avancer et payer, à même le fonds consolidé du revenu, jusqu'à concurrence du montant de cinq cent mille dollars mentionné dans la résolution 2, sur les certificats du ministre de l'Agriculture, les montants réunis pour payer le prix des immeubles et droits immobiliers ci-dessus mentionnés, et pour défrayer, en tout ou en partie, le coût des constructions; ou que le lieutenant-gouverneur en conseil sera autorisé, aux fins de faire les acquisitions et de rencontrer le coût des constructions, à contracter un ou des emprunts, n'excédant pas en tout cinq cent mille dollars, au moyen d'obligations ou de rentes inscrites émises sur le crédit de la province.

5. Que ces obligations ou rentes inscrites seront émises à un taux d'intérêt n'excédant pas six pour cent par année, et seront faites pour le terme, dans la forme et pour le montant que le lieutenant-

gouverneur en conseil déterminera, et seront payables, intérêt et principal, annuellement ou semi-annuellement, à et aux endroits qu'il indique.

6. Que le ministre de l'Agriculture sera autorisé à faire un prêt n'excédant pas sept cent cinquante mille dollars à la Société coopérative fédérée des agriculteurs de la province de Québec, ou à se porter garant pour un ou des emprunts, n'excédant pas en tout sept cent cinquante mille dollars que pourrait faire ladite société, ladite somme à être payée au ministre de l'Agriculture, s'il y a lieu, par le trésorier de la province à même le fonds consolidé du revenu, sur arrêté du lieutenant-gouverneur en conseil.

Nos écoles d'agriculture ont besoin absolument d'améliorations et de réparations. Deux surtout doivent être transformées: celle de Sainte-Anne-de-la-Pocatière et celle d'Oka. Ils n'ont plus de place pour loger leurs élèves dont le nombre augmente. Ils ont en outre l'intention d'organiser leurs laboratoires d'une façon moderne. Voilà pourquoi le gouvernement veut leur venir en aide, en mettant à leur disposition une somme de \$600,000. Le gouvernement avancera à ces deux institutions 75 % des sommes nécessaires aux travaux qu'elles veulent faire et elles paieront la différence.

Cette année, 170 élèves suivent les cours à Sainte-Anne-de-la-Pocatière et 115 ont été refusés. Au collège d'Oka, il y a 187 élèves, et environ une centaine ont aussi été refusés⁴. Il faut donc aider ces deux institutions à parfaire les améliorations nécessaires. Je ne crois pas que nous puissions exécuter ces travaux à moins de \$600,000.

M. Houde (Montréal-Sainte-Marie): Je n'ai pas d'objection à accorder l'octroi, mais je ne comprends pas pourquoi l'honorable ministre de l'Agriculture a inclus dans ces mêmes résolutions la Coopérative fédérée et la construction d'un entrepôt. Je peux lui dire honnêtement qu'il pourrait y avoir un problème par rapport à la Coopérative, et que la Chambre serait mieux servie par trois ensembles distincts de résolutions et trois bills distincts. Il vaudrait mieux avoir un bill pour chacun de ces articles.

L'honorable M. Perron (Montcalm): Un bill!

M. Houde (Montréal-Sainte-Marie): Cela démontre une nouvelle habileté chez l'honorable ministre. Je vais avoir besoin de détails

supplémentaires pour ce qui est de la Coopérative, mais je ne vois pas pourquoi l'octroi aux collèges d'agriculture devrait être retardé. Cela prouve sans doute l'habileté du ministre de l'Agriculture (l'honorable M. Perron).

L'honorable M. Perron (Montcalm): Vous me prêtez tellement d'habileté que vous allez me faire enfler la tête et je ne pourrai plus mettre mon chapeau.

(Rires)

M. Houde (Montréal-Sainte-Marie): Pour ma part, je veux avoir des renseignements sur la Coopérative, avant d'accorder un octroi à cette société, et je crois que les projets devraient être divisés.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): L'honorable chef de l'opposition a raison, il me semble. Le ministre de l'Agriculture n'aurait pas dû placer dans un même bill toutes les demandes qu'il fait pour encourager les collèges d'agriculture et la Coopérative fédérée. Les résolutions devraient être présentées séparément, parce que je ne vois pas du tout ce que la Coopérative a à voir avec les collèges agricoles.

L'honorable M. Perron (Montcalm): J'ai mis tous ces octrois, destinés à aider l'agriculture, dans le même projet de loi, parce que je croyais me conformer aux règles de la Chambre et aux coutumes établies. Si la Chambre et l'honorable leader de l'opposition n'approuvent rien d'autre que les octrois aux collèges agricoles et ne veulent accorder qu'un seul octroi, elle rejettera les deux autres.

M. Houde (Montréal-Sainte-Marie) proteste contre le fait que les bills des écoles d'agriculture et de la Coopérative fédérée soient fusionnés dans les mêmes résolutions. C'est, précise-t-il, une subtilité contre laquelle nous devons nous opposer. Nous sommes en faveur de l'octroi aux écoles d'agriculture, mais nous aurons bien des questions à poser au ministre en ce qui se rapporte à la Coopérative fédérée. Je ne vois pas quelle liaison il y a entre les deux mesures. Il n'y a aucune relation étroite entre les écoles d'agriculture et la Coopérative fédérée.

M. Sauvé (Deux-Montagnes) appuie, dit-il, les remarques du chef de l'opposition. Il y a, ajoute-t-il, une grande différence entre la portée des deux projets.

L'honorable M. Perron (Montcalm): Le présent bill a trait à l'aide financière à apporter à l'agriculture, tandis que l'autre bill aura pour but de modifier la charte de la société, soit deux choses tout à fait différentes. Je ne vois pas ce que l'opposition peut trouver d'irrégulier et d'anormal. Si la Chambre ne veut qu'adopter une mesure, elle sera libre de le faire.

M. Houde (Montréal-Sainte-Marie): Et à la seconde lecture? Nous serons forcés de nous prononcer sur le principe. Si nous adoptons une mesure, nous adopterons l'autre.

M. Blain (Montréal-Dorion): Il y a, dit-il, sur l'ordre du jour plusieurs bills concernant les coopératives. J'aurais pu, ajoute-t-il, les grouper plus régulièrement. Il me semble, M. le président, que nous avons six résolutions sur la table et que seulement la sixième concerne les écoles d'agriculture. Pourquoi ne pas avoir divisé ce projet? Les résolutions devraient être traitées séparément, maintenant et au moment où les bills seront présentés. L'honorable ministre dit que nous lui prétons de l'habileté. Si ce n'est pas de l'habileté, c'est peut-être de la rouerie ou tout simplement un effort pour mêler les cartes!

L'honorable M. David (Terrebonne): L'honorable député n'a pas le droit de dire cela.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Vous pouvez toujours voter contre les résolutions auxquelles vous vous objectez, mais je ne vois pas ce que nous avons à gagner à prolonger cette discussion.

L'honorable M. Perron (Montcalm): C'est vrai, vous semblez croire que vous pouvez dire ce que vous voulez sur mon compte. Je remercie l'honorable député de Montréal-Dorion de sa courtoisie à mon égard. Je remercie beaucoup l'opposition qui, depuis le commencement de la session, n'a montré, à part quelques rares exceptions, que de mauvaises dispositions à mon égard. L'opposition n'a jamais eu de paroles assez amères pour lui. On peut tout dire quand il s'agit du ministre de l'Agriculture. On se croit tout permis et on n'a que des expressions désagréables pour moi.

M. Blain (Montréal-Dorion): Je suis prêt à retirer ces paroles si elles blessent le ministre de l'Agriculture (l'honorable M. Perron).

Je ne comprends pas la clarté des lois de cette façon. L'honorable ministre de l'Agriculture semble croire que nous voulons nous objecter injustement à ses projets. Nous ne pouvons rien lui dire sans qu'il se juge offensé.

L'honorable M. Perron (Montcalm): Je pourrais dire n'importe quoi à l'honorable député de Montréal-Dorion, après l'attitude qu'il a tenue à mon égard depuis le début de cette session. Mais je suis trop gentilhomme pour le faire.

L'honorable M. David (Terrebonne): Tant mieux, tant mieux, c'est un éloge...

M. Blain (Montréal-Dorion): J'ai entendu le secrétaire provincial dans de beaux élans d'éloquence vanter la simplicité de nos lois. L'honorable ministre est surpris que nous le trouvions doué. On nous suppose assez intelligents, nous, simples mortels, de pouvoir démêler...

L'honorable M. Perron (Montcalm): Personne ne vous accusera jamais de cela.

M. Blain (Montréal-Dorion): Le ministre de l'Agriculture (l'honorable M. Perron), lui, peut dire n'importe quoi. Mais, pour revenir à la question, il est question de la Coopérative fédérée dans les bills 4 et 51. Si c'est là la clarté, la simplicité de nos lois, je n'y comprends plus rien.

L'honorable M. David (Terrebonne): C'est pas étonnant...

M. Blain (Montréal-Dorion): Oh! Le secrétaire provincial n'a pas besoin de me demander de comprendre, il parle en paraboles.

L'honorable M. David (Terrebonne): Au moins si le député de Dorion parlait correctement, avec précision de langage et choisissait mieux ses mots, il se ferait mieux comprendre.

M. Blain (Montréal-Dorion): (Souriant) Je suivrai vos conseils.

L'honorable M. David (Terrebonne): Oh! Non pas un conseil, mais une suggestion.

M. Blain (Montréal-Dorion): C'est ce que j'ai fait au secrétaire provincial. Le secrétaire provincial est tellement sérieux que je ne le comprends pas.

L'honorable M. David (Terrebonne): C'est parce que c'est sérieux, il ne peut comprendre... Cela ne m'étonne pas.

L'honorable M. Perron (Montcalm) a un geste d'impatience.

M. Houde (Montréal-Sainte-Marie): Le ministre est chatouilleux, ce soir!

M. Blain (Montréal-Dorion): Oh! oui, très chatouilleux.

L'honorable M. Perron (Montcalm): M. le président, l'honorable député de Montréal-Dorion sait parfaitement que l'opposition ne m'a pas traité comme on traite un gentilhomme, l'honorable député de Montréal-Dorion tout le premier. Je suis surpris, car je suis son confrère au Barreau et généralement, entre confrères, nous avons plus d'égard que cela les uns pour les autres. L'opposition ne m'a pas traité comme je le méritais; elle m'a injurié à maintes reprises.

M. Renaud (Laval): Vous m'avez bien traité vous?

L'honorable M. Perron (Montcalm): Je vous ai rendu ce que vous m'aviez fait.

Je tiens, dit-il, à faire une mise au point au sujet du député de Montréal-Dorion. Je suis pour la réciprocité. Je tenais à donner des explications. Que l'opposition continue à me traiter de cette façon. Je suis aussi bien de le dire tout de suite. J'ai mes défauts comme les autres, mais je fais mon possible pour remplir mon devoir, et je crois que j'ai traité l'opposition avec assez de respect que l'on aurait pu me traiter différemment. Je suis ministre de l'Agriculture et il me semble que je fais mon possible pour aider au progrès des cultivateurs. J'ai droit à un traitement auquel doit s'attendre un gentilhomme.

Je suis membre du Parlement, je traite les autres membres comme des messieurs et j'ai droit à un autre traitement de la part des membres de l'opposition et particulièrement du député de Dorion (M. Blain), qui est mon confrère au Barreau.

Je reproche surtout les paroles désagréables qu'il a pour moi depuis le début de la session. S'il poursuit ces tactiques, je devrai refuser de répondre à toutes les autres demandes d'explications de l'opposition. J'en ai fini de ces explications personnelles. Je regrette d'avoir à faire les remarques que je fais actuellement, je ne les referai plus...

M. Tremblay (Maisonneuve): Va-t-il falloir maintenant envoyer des fleurs à l'honorable ministre de l'Agriculture?

(Rires)

L'honorable M. Perron (Montcalm): Non, les seules fleurs que je tiens à recevoir de mon honorable ami, le député de Maisonneuve, ce sont des certificats de la mine Eureka⁵, ... J'espère qu'il m'enverra les certificats pour que je touche les dividendes la semaine prochaine.

(Rires)

Revenant au projet, je répète que si l'opposition s'objecte à l'un des octrois que je propose, elle n'a qu'à voter contre, mais il n'y a ni habileté ni rouerie à mettre dans les mêmes résolutions des octrois destinés à aider l'agriculture.

M. Blain (Montréal-Dorion): Un bel exemple de bon traitement, vraiment!

L'honorable M. Perron (Montcalm): Je n'avais rien dit du député de Maisonneuve (M. Tremblay).

M. Tremblay (Maisonneuve): Est-ce que j'ai insulté le ministre...

L'honorable M. Perron (Montcalm): Non, tout ce qui vient de vous ne m'insultera jamais.

Le bill que je présente, dit-il, a un principe à savoir encourager l'agriculture. Il est impossible de séparer les points des résolutions, car ils sont tous connexes. Si l'opposition veut s'opposer à certaines clauses de bill, elle pourra le faire sans pour cela voter contre le principe du bill.

M. Houde (Montréal-Sainte-Marie): Je comprends l'attitude du ministre de l'Agriculture, mais ce n'est pas une raison pour mettre la charrue avant les bœufs. On veut donner \$750,000 à la Coopérative fédérée, et on amende en plus la charte de cette société. Il faut d'abord savoir ce que sera la nouvelle société, avant de décider si on doit lui donner \$750,000. Le premier ministre n'a pas le droit de traiter l'opposition ainsi, car ce n'est pas la façon de présenter un bill.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Avez-vous examiné le projet?

M. Houde (Montréal-Sainte-Marie): J'ai, dit-il, étudié superficiellement le bill de la Coopérative

fédérée et je ne voudrais pas discuter le bill actuel avant une autre étude du nouveau statut de la Coopérative fédérée. Je réclame, dit-il, une division du bill des écoles d'agriculture et de la Coopérative fédérée, au nom du sens commun.

Ce n'est pas la manière de procéder. Le premier ministre sait que j'ai raison.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Alors, nous allons rapporter progrès et vous l'examinerez d'ici à demain, lorsque nous reprendrons la discussion. Si on avait commencé par ce dernier bill, il est probable que l'opposition nous aurait demandé de commencer par celui que nous avons ce soir. Mais si le chef de l'opposition veut étudier davantage, nous allons suspendre la discussion que nous reprendrons demain.

M. Houde (Montréal-Sainte-Marie): C'est une étrange façon de procéder. Je crois que cette suggestion de l'honorable premier ministre (M. Taschereau) est une nouvelle habileté...

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Pas du tout, et si vous voulez continuer la discussion, nous sommes prêts. Je crois que nous sommes mieux de remettre le débat, car nous n'avancerons à rien ce soir.

M. Houde (Montréal-Sainte-Marie): Ça ne dépend pas de nous.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Dans tous les cas, c'est mal parti. La discussion est mal engagée, et nous n'avancerons à rien ce soir. Il vaut mieux ajourner la discussion et peut-être que nous pourrions nous entendre mieux.

M. Houde (Montréal-Sainte-Marie): *Concordia Salus*, une fois de plus.

Le comité fait rapport qu'il n'a pas terminé l'examen des résolutions et il demande la permission de siéger de nouveau.

Adopté.

Subsides⁶

L'honorable M. McMaster (Compton) propose, selon l'ordre du jour, que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil pour que la Chambre se forme de nouveau en comité des subsides.

Adopté.

En comité:

L'honorable M. McMaster (Compton) propose: Qu'un crédit n'excédant pas cinq millions de dollars soit ouvert à Sa Majesté pour la construction, la réparation et l'entretien des chemins S. R., 1925, chapitre 91, article 74, tel qu'amendé par 18 George V, chapitre 35, section 6*b*, pour l'exercice finissant le 30 juin 1931.

M. Blain (Montréal-Dorion): Un prolongement de 14 milles aurait été fait à la route Montréal-Mont-Laurier, aux environs de la Macaza, lequel prolongement permet de passer par le village du Lac-des-Écorces. Quelle est la raison du prolongement de la route? N'aurait-on pas dû faire le tracé de la route du Lac-des-Écorces par le lac François? Le député de Montcalm (l'honorable M. Perron) a une ferme au Lac-des-Écorces. Cette route est-elle passée là à cause de cela?

L'honorable M. Perrault (Arthabaska): Les ingénieurs ont étudié l'affaire et ça coûtait moins cher ainsi.

M. Houde (Montréal-Sainte-Marie): Moins cher en faisant 14 milles de plus?

M. Blain (Montréal-Dorion): Du côté où l'on a fait passer la route en l'allongeant de 14 milles, il y a huit maisons, alors que de l'autre côté, il y en a 78. Il (M. Blain) cite alors l'avis de M. Morissette, secrétaire du comté.

L'honorable M. Perrault (Arthabaska): Si j'avais su pour une minute que Morissette était en faveur du chemin là où il passe, la route aurait passé ailleurs.

M. Blain (Montréal-Dorion): Le feu de l'amitié ne brûle pas d'une flamme vive entre le ministre et le secrétaire.

L'honorable M. Perrault (Arthabaska): Je le connais depuis 20 ans et je n'ai jamais changé d'opinion à son sujet.

M. Blain (Montréal-Dorion): Je le connais depuis 26 ans et j'ai gardé de lui la même excellente opinion.

L'honorable M. Perrault (Arthabaska): En faisant passer le chemin du côté du lac Saint-François, le chemin aurait été raccourci, et la route

pour se rendre à la maison de M. Perron aurait été raccourcie de 11 milles.

L'honorable M. Perron (Montcalm)⁷: Ce pays est un paradis de chasseurs. (En riant) C'est le pays où il y a les plus beaux ours.
(Rires)

M. Houde (Montréal-Sainte-Marie): Des ours honnêtes?

M. Blain (Montréal-Dorion): Des ours précoces?

M. Houde (Montréal-Sainte-Marie): Mangent-ils des vaches?

L'honorable M. Perron (Montcalm): Lorsque nous avons fait le tracé de la route en question, nous avons fait examiner les projets de route par deux ingénieurs. Si la route avait été faite par le lac François, je me serais raccourci de 11 à 14 milles le trajet pour me rendre sur ma propriété⁸. Nous avons bâti la route par le lac des Écorces parce que c'était le meilleur tracé. Sur le rapport de deux ingénieurs, la route a été tracée en passant par le village des Écorces, parce que le territoire du lac Saint-François était trop mauvais. Je tiens à faire cette déclaration parce qu'on a dit en Chambre que le tracé avait été fait dans mon intérêt. Si on avait passé par une autre route projetée, dit-il, cela aurait fait mieux mon affaire, mais moins celle de la population intéressée. J'étais alors, précise-t-il, ministre de la Voirie et j'ai cependant choisi la route qui était la plus favorable à la population.

M. Houde (Montréal-Sainte-Marie): Qu'on prenne un contribuable et qu'on le mette en présence de la situation. On accorde les contrats pour ce chemin à une compagnie, la McUrban Asphalt, formée dans les bureaux du ministre de l'Agriculture, compagnie qui détient une patente exclusive pour le matériel de construction, et on allonge la route de 11 milles pour la faire passer dans l'endroit où habitent le ministre de l'Agriculture et le député de l'endroit. Ce contribuable pourrait se demander à bon droit si l'on n'a pas allongé la route de 11 milles sous l'influence du ministre et du député.

L'honorable M. Perron (Montcalm): Non, il est ouvert à tout le monde.

M. Houde (Montréal-Sainte-Marie): Je n'y suis jamais allé.

L'honorable M. Perron (Montcalm): (Souriant)
Vous n'avez pas été invité, je suppose.

M. Houde (Montréal-Sainte-Marie): Je n'accepte pas ces invitations à la première. La McUrban a donc obtenu le contrat de la route Montréal-Mont-Laurier, que l'on a prolongée de 11 milles, d'après ce que nous dit le ministre. Est-ce qu'on n'a pas raison d'avoir des soupçons?

L'honorable M. Perron (Montcalm): Mais la route du Lac-des-Écorces n'est pas faite en McUrban asphalt. Elle est en gravier. Qu'est-ce que ça peut faire qu'une compagnie soit incorporée dans un bureau ou un autre? Pour la route Montréal-Mont-Laurier, nous avons demandé des soumissions et le contrat a été accordé au plus bas soumissionnaire.

M. Houde (Montréal-Sainte-Marie): C'est un produit patenté que l'on emploie.

L'honorable M. Perron (Montcalm): Oui, et c'est le meilleur.

M. Houde (Montréal-Sainte-Marie): Comment peut-il se faire qu'il y ait concurrence sérieuse entre une compagnie qui fabrique exclusivement le produit qui sert aux routes et d'autres compagnies qui doivent acheter de cette compagnie le même produit.

L'honorable M. Perrault (Arthabaska): Il y a eu une demande de soumissions et le contrat a été accordé au plus bas soumissionnaire.

M. Houde (Montréal-Sainte-Marie): La demande de soumissions a été faite pour de l'amiésite, et c'est un procédé patenté.

L'honorable M. Perrault (Arthabaska): Ça n'a aucune importance, et les compagnies peuvent obtenir le matériau de la Amiesite Co. Il y a eu, en fait, six soumissions. Le ministère avait précisé que l'amiésite était à utiliser parce qu'à ce moment-là, il croyait que c'était le meilleur matériau. Depuis, d'autres matériaux ont été offerts et ils sont excellents, mais le matériau n'est pas la seule chose qui compte dans un contrat de pavage pour un contracteur.

Depuis deux ans, le ministère ne précise pas quel matériau en particulier doit être utilisé, c'est-à-dire pas avec un nom patenté, mais dans les soumissions, il indique le type de revêtement à utiliser et tous ceux qui veulent soumissionner peuvent le faire.

M. Blain (Montréal-Dorion) demande au ministre de l'information sur le pavé de bitume et aimerait qu'on lui indique des sections de route qui ont bien résisté.

L'honorable M. Perrault (Arthabaska) dit qu'il peut donner plusieurs exemples où cette catégorie de pavage a fait ses preuves, nomme quelques sections de route sur lesquelles le député de Montréal-Dorion a promis de circuler au printemps pour les inspecter personnellement.

M. Houde (Montréal-Sainte-Marie): M. Truchon a reçu l'an dernier \$438,000 pour travaux sur la route du lac Saint-Jean. Ce M. Truchon avait le contrat pour l'entretien de la route et, lorsqu'il s'est agi de faire des travaux pour remettre du gravois sur la route, le ministère lui a donné le contrat sans soumission, parce que M. Truchon possédait déjà toute l'organisation. Cela lui a permis d'obtenir le rechargement du chemin en étant le plus bas soumissionnaire. Les autres compagnies n'auraient pas pu soumissionner à plus bas prix.

L'honorable M. Perrault (Arthabaska): D'après les rapports des ingénieurs, les travaux ont été exécutés au meilleur prix possible. Il n'y a pas de doute que ça l'a aidé à être le plus bas soumissionnaire.

M. Blain (Montréal-Dorion) demande si cette sorte de pavage est meilleure que le macadam à l'eau. On m'a informé, dit-il, qu'ils ne font pas partie de la même famille.

L'honorable M. Perrault (Arthabaska): Je refuse, dit-il, de les comparer. Je ne sais pas qui dirige la compagnie de bitume, et ça ne m'inquiète pas. On m'a informé qu'il s'agit d'une compagnie fiable qui respecte ses contrats avec le gouvernement.

M. Houde (Montréal-Sainte-Marie): Le gouvernement doit être très prudent avec les sous-contrats. Il arrive dans certains cas que les travailleurs ne sont pas payés et que d'autres obligations ne sont pas respectées.

Comme ça, la sagesse de M. Truchon a été d'entretenir le chemin et de soumissionner en conséquence. Mais il se pourrait que, si dans les soumissions pour l'entretien on avait mentionné qu'il y aurait quelques mois plus tard un contrat de \$438,700 pour la pose de nouveau gravier, ces compagnies auraient pu soumissionner encore plus bas.

Au fait, quel est le meilleur pavage permanent?

L'honorable M. Perrault (Arthabaska): Le béton armé, naturellement, mais il coûte trop cher. Il nous coûterait \$25,000 du mille.

M. Houde (Montréal-Sainte-Marie): J'ai, dit-il, été obligé de prolonger le débat. Je m'en excuse.

Je ne voulais pas blesser l'honorable ministre de l'Agriculture qui n'était pas de bonne humeur ce soir, et j'ai dû choisir mes expressions.

L'honorable M. Perron (Montcalm): Le ministre de l'Agriculture n'est jamais de mauvaise humeur.

M. Guertin (Hull): L'honorable ministre de la Voirie (l'honorable M. Perrault) connaît-il les directeurs de la Société générale des ponts et chaussées?

L'honorable M. Perrault (Arthabaska): Je sais que le président est M. Necker.

M. Houde (Montréal-Sainte-Marie): Ça rappelle un grand nom de France.

M. Guertin (Hull): Est-ce que la société a obtenu de nombreux contrats?

L'honorable M. Perrault (Arthabaska): Depuis 1923, la Société générale des ponts et chaussées, dont M. Necker est le président, a obtenu des contrats pour un montant de \$723,000, à part le contrat du boulevard du nouveau pont de Montréal que la société avait obtenu, mais qu'elle a abandonné. Ce montant ne comprend pas le montant du contrat pour le chemin du pont de Longueuil. À la suite de certaines difficultés, M. Necker décida d'abandonner son contrat, alors qu'il avait fait des travaux évalués à \$750,000.

La Kennedy Construction Co. a accepté de continuer l'exécution du contrat pour le même prix que la Société générale des ponts et chaussées.

M. Guertin (Hull): Pour quel montant M. Necker a-t-il obtenu des contrats en son nom personnel?

L'honorable M. Perrault (Arthabaska): \$166,000.

M. Guertin (Hull): La Société générale des ponts et chaussées et M. Necker sont de la même famille. En l'espace de sept ans, cette famille a reçu près de \$1,000,000.

Au sujet de la route Hull-Maniwaki, la Société générale des ponts et chaussées y a exécuté des travaux pour \$85,000 ou \$87,000. Elle devait préparer la route à recevoir le gravelage. Ce gravelage a été fait par le ministère de la Voirie, au coût d'environ \$75,000.

Il se plaint des documents qui lui avaient été fournis, à la suite d'un ordre de la Chambre, au sujet de la route en question. Il y avait de nombreuses erreurs, il manquait des soumissions, etc.

L'honorable M. Perrault (Arthabaska): Le député de Hull (M. Guertin) avait insisté pour obtenir ces documents avant l'adoption de l'item et les documents n'avaient pas été vérifiés. Je promets, dit-il, au député de Hull (M. Guertin) de faire les vérifications voulues.

M. Guertin (Hull) n'a pas l'intention de se laisser intimider par le député d'Arthabaska. Le ministre ne semble pas apprécier à avoir à répondre à la question. Dois-je comprendre que l'honorable ministre n'aime pas le député de Hull et qu'il est en colère contre lui? Est-ce que ça ferait l'affaire du ministre que je me fasse remplacer par quelqu'un d'autre?

Il interroge le ministre de la Voirie (l'honorable M. Perrault) sur les travaux exécutés sur la route de Wakefield.

L'honorable M. Perrault (Arthabaska) est présent dans cette Chambre pour rendre compte des fonds publics, mais pas pour répéter la même chose une douzaine de fois.

J'ai déjà dit à l'honorable député que le contrat de Wakefield a été complété. La Chambre l'a compris et le député de Hull (M. Guertin) aurait dû le comprendre, lui aussi.

M. Guertin (Hull): Oh! Le ministre se fâche quand il le veut. Je ne le ferai pas, cependant. Je demande des détails sur ce contrat.

Le ministre a dit que c'était pour du gravelage. Qu'est-ce qu'il a coûté? Je comprends, d'après les documents, qu'il a été très coûteux, beaucoup trop coûteux.

L'honorable M. Perrault (Arthabaska): C'était un chemin dispendieux, où il fallait faire du gravelage et de l'huilage.

M. Guertin (Hull): L'honorable ministre semble tout faire pour que sa réponse soit la plus

nébuleuse possible. Il commence par parler de gravier, et ensuite, il parle d'arrosage huile. J'ai peut-être bien fait d'insister parce que la Chambre n'aurait jamais su quels travaux ont réellement été effectués.

L'honorable M. Perrault (Arthabaska): Le député ne peut pas s'attendre à avoir beaucoup de détails parce qu'on parle ici des *Comptes publics* au 30 juin 1930, pas des items prévus l'été dernier.

M. Guertin (Hull): Mais les travaux à Wakefield ont débuté à l'automne de 1928, je crois.⁸ Avant que la séance du comité ne soit levée, M. le président, j'aimerais attirer l'attention de l'honorable ministre sur le fait que le rapport qu'il a déposé sur ce contrat de Wakefield est très incomplet.

Je suis sûr qu'il s'agit d'une erreur. Il y manque plusieurs documents et il y a des erreurs même dans les dates. Ce dossier est loin d'être complet.

L'honorable M. Perrault (Arthabaska): Que veut l'honorable député?

M. Guertin (Hull): C'est difficile à dire, parce qu'on est à la merci du ministère du ministre. Je note cependant qu'on ne trouve qu'une seule soumission dans ce dossier. Elles devraient toutes y être, et il semble également que les contrats ne portent pas de date.

L'honorable M. Perrault (Arthabaska): Il se peut qu'un employé du ministère ait commis une erreur.

L'honorable député m'a demandé ce dossier à la hâte, et je le lui ai obtenu au cours de la séance d'hier après-midi. Je ne l'ai pas vérifié personnellement, bien sûr.

M. Guertin (Hull): Je suis désolé, mais je dois admettre que jamais je n'ai reçu pareille paperasse de la table du greffier de cette Chambre. J'ai dû d'abord mettre de l'ordre dans le dossier, et qu'est-ce que j'y ai trouvé? Un paquet de lettres, transcrites par quelque sténographe nonchalant, qui n'a pas pris la peine de traduire ce qui devait l'être, ni de transcrire intelligemment le reste.

Il y a des lettres qui ne sont ni en français, ni en anglais, ni en chinois, ni en quoi que ce soit. N'y aurait-il pas moyen que l'honorable ministre fasse compléter le dossier?

L'étude de la résolution est suspendue.

Résolutions à rapporter:

Le comité fait rapport qu'il n'a pas terminé l'examen des résolutions et qu'il désire avoir la permission de siéger de nouveau.

La séance est levée à 11 h 30.

NOTES

1. Dans *L'Événement* du 13 mars 1930, à la page 3, on précise que, peu de temps après l'ouverture de la séance, M. le Dr L.-J. Lemieux, commissaire de la province à Londres, paraît sur le parquet et prend un siège d'honneur, à côté du fauteuil présidentiel.

2. 250 ans, selon *La Patrie* du 13 mars 1930, à la page 5.

3. Le comité se réunit sous la présidence de M. Vautrin (Montréal-Saint-Jacques).

4. Il y a 147 étudiants à Oka, selon le *Devoir*. Et, selon le *Montreal Daily Star* du 13 mars 1930, à la page 26, il y a 178 étudiants à Sainte-Anne, et 145 à Oka.

5. *Le Soleil* du 13 mars 1930, à la page 11, précise que M. Tremblay est président de cette mine.

6. Dans *Le Canada* du 13 mars 1930, à la page 4, il est écrit que les députés de l'opposition ont posé des questions pendant une heure. Dans *La Presse*, on indique qu'il n'y avait qu'un seul crédit à voter au département de la Voirie. *L'Événement* du 13 mars 1930, à la page 10, note pour sa part que le sous-ministre J.-L. Boulanger va s'asseoir près du ministre de la Voirie (l'honorable M. Perrault).

7. Le député de Montcalm (l'honorable M. Perron) était ministre de la Voirie lorsque cette route avait été construite.

8. *L'Événement* du 13 mars 1930, à la page 10, précise que cette propriété est située au Nominique à Val-Barrette.

Séance du jeudi 13 mars 1930

Présidence de l'honorable T.-D. Bouchard

La séance est ouverte à 3 h 15¹.

Prière.

M. l'Orateur: À l'ordre Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

Rapports de comités:

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le vingt-deuxième rapport du comité permanent des bills publics en général. Voici le rapport:

Votre comité a décidé de rapporter, sans amendement, les bills suivants:

- bill 9 modifiant la loi des tribunaux judiciaires relativement aux juges de paix;
- bill 13 modifiant la loi des timbres;
- bill 15 modifiant la loi de la police et du bon ordre;
- bill 55 pour remplacer la loi du paiement des pénalités.

Le bill suivant a été rejeté:

- bill 172 modifiant la loi des exemptions de taxes municipales.

M. Lemieux (Gaspé): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le dix-neuvième rapport du comité permanent des bills privés en général. Voici le rapport:

Votre comité a décidé de rapporter, avec des amendements, le bill suivant:

- bill 154 constituant en corporation la ville de Beauceville-Est et modifiant la charte de la ville de Beauceville.

Votre comité recommande de prolonger au 20 mars courant inclusivement, les délais relatifs à la réception des rapports sur bills privés.

Le rapport est adopté.

M. Roy (Lévis): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le quatorzième rapport du comité permanent des règlements. Voici le rapport.

Votre comité recommande de prolonger au 20 mars courant les délais relatifs à la réception des rapports sur bills privés.

Le rapport est adopté.

M. Côté (Bonaventure): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le deuxième rapport du comité permanent du Code municipal. Voici le rapport.

Votre comité a décidé de rapporter, sans amendement, le bill suivant:

- bill 17 modifiant l'article 423 du Code municipal.

Et, avec amendements, les bills suivants:

- bill 170 modifiant le Code municipal relativement aux cours d'eau municipaux;
- bill 180 modifiant le Code municipal relativement à la cassation des règlements, résolutions et autres procédures municipales.

Lutte contre la tuberculose

L'honorable M. David (Terrebonne) demande la permission de présenter le bill 5 concernant la préservation de l'enfance contre la tuberculose.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

Code de procédure civile, article 1089

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) demande la permission de présenter le bill 34 modifiant l'article 1089 du Code de procédure civile.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

Loi des tribunaux judiciaires

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) demande la permission de présenter le bill 65 modifiant la loi des tribunaux judiciaires.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

Loi du régime des eaux courantes

L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay) demande la permission de présenter le bill 73 modifiant la loi du régime des eaux courantes.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

Loi des compagnies minières

L'honorable M. Perrault (Arthabaska) demande la permission de présenter le bill 202 modifiant la loi des compagnies minières de Québec.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

Commissaires et syndics d'écoles

L'honorable M. David (Terrebonne) demande la permission de présenter le bill 70 modifiant la loi de l'instruction publique relativement aux commissaires et aux syndics d'écoles.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

Lutte contre la tuberculose

L'honorable M. David (Terrebonne) propose, selon l'ordre du jour et appuyé par le représentant de Bellechasse (l'honorable M. Galipeault), que la Chambre, à sa prochaine séance, se forme en comité plénier pour prendre en considération un projet de résolutions relatives au bill 5 concernant la préservation de l'enfance contre la tuberculose.

Adopté.

Loi des unités sanitaires

L'honorable M. David (Terrebonne) propose, appuyé par le représentant de Bellechasse (l'honorable M. Galipeault), que l'ordre du jour appelant la troisième lecture du bill 48 modifiant la loi des unités sanitaires soit révoqué et que le bill soit renvoyé de nouveau au comité plénier.

Adopté.

L'honorable M. David (Terrebonne) propose que la Chambre se forme immédiatement en ledit comité.

Adopté.

En comité²:

L'honorable M. David (Terrebonne): Je propose deux légers amendements au bill pour rendre la plus simple et la meilleure possible la loi sur le service d'hygiène. Dans un comté où il y a une unité sanitaire, cette unité sera l'autorité en matière d'hygiène et le médecin en charge sera l'officier compétant pour rapporter les cas de maladies contagieuses. J'offre ces amendements à la Chambre, car l'on sait que toutes les municipalités n'ont pas d'officiers d'hygiène.

M. Guertin (Hull): Mieux vaut tard que jamais.

L'honorable M. David (Terrebonne): L'homme devient bon en vieillissant, comme le vin.

Adopté. Le comité, ayant étudié le bill, fait rapport qu'il l'a adopté avec un amendement. L'amendement est lu deux fois et adopté.

L'honorable M. David (Terrebonne) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Société coopérative fédérée des agriculteurs

L'honorable M. Perron (Montcalm) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité plénier pour prendre en considération un projet de résolutions relatives au bill 4 concernant les écoles d'agriculture, la construction d'entrepôts et la Société coopérative fédérée des agriculteurs de la province de Québec.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): M. l'Orateur, avant de continuer le débat sur les résolutions, je désire protester au nom de la gauche et faire une remarque sur le titre d'un journal de cette Chambre en tête du rapport sur ce débat et dénoncer l'attitude du *Soleil*. Dans ce journal sur un titre de six colonnes, deux lignes, on lit ce qui suit: "L'opposition combat le bill pour lequel M. Perron veut accorder \$1,800,000 aux intérêts agricoles".

Je proteste contre ce titre du *Soleil* qui est tout à fait injuste et destiné à soulever l'opinion publique. Je déclare, et je suis certain que tous les membres de l'opposition partagent mon sentiment, que ce titre est non seulement injuste, mais qu'il est inexact et de nature à créer des préjugés que même les membres du parti ministériel devraient décrier. On nous demande d'étudier des questions en Chambre selon leur mérite et de leur accorder toute notre attention et toute notre intelligence. Le gouvernement devrait condamner pareils procédés!

J'affirme, Monsieur, que jamais nous n'avons cherché à nuire à l'agriculture. Loin de là. Nous avons fait preuve de beaucoup de bonne volonté au cours de cette session, et nous avons également usé de discernement dans tout ce qui peut aider à résoudre de façon rationnelle la situation de l'agriculture et mettre fin à la crise qui sévit dans la province depuis trop longtemps. Et nous avons jusqu'à maintenant montré notre bonne volonté. Le

gouvernement s'apercevra, au cours de ce débat, des bonnes dispositions de l'opposition, mais c'est notre devoir de scruter les intentions du gouvernement. Notre devoir au sein de cette Chambre est clair! Nous sommes capables de nous élever au-dessus des intérêts de partis, pour servir les intérêts de la province.

(Applaudissements)

Dans cette Chambre, nous avons souvent appuyé des bills du gouvernement lorsqu'ils n'étaient pas contraires à l'intérêt public. Nous l'avons démontré dès hier soir. Nous sommes prêts à collaborer avec le gouvernement pour une résolution rationnelle du problème agricole.

Adopté.

En comité:

L'honorable M. David (Terrebonne) propose: Attendu qu'il est opportun d'établir, d'agrandir, d'aménager et d'outiller des écoles d'agriculture dans la province de Québec;

Attendu qu'il est opportun de construire des entrepôts pour l'emménagement des produits agricoles;

Attendu qu'il est opportun de faire un prêt à la Société coopérative fédérée des agriculteurs de la province de Québec, ou de garantir un emprunt de ladite société;

Qu'il soit en conséquence résolu:

1. Qu'un montant de six cent mille dollars sera affecté à l'établissement, l'agrandissement, l'aménagement et l'outillage d'écoles d'agriculture dans la province de Québec, et que le trésorier de la province pourra, de temps à autre, avancer et payer à même le fonds consolidé du revenu, jusqu'à concurrence de ce montant de six cent mille dollars, sur les certificats du ministre de l'Agriculture, les montants requis pour payer, en tout ou en partie, le coût des constructions ou défrayer celui des améliorations ci-dessus mentionnées.

2. Qu'un montant de cinq cent mille dollars sera affecté à la construction d'entrepôts pour l'emménagement des produits agricoles, et que, dans le but de se procurer les terrains nécessaires pour ces constructions, en tout ou en partie, le lieutenant-gouverneur en conseil sera autorisé à acquérir, à l'amiable ou par expropriation, les immeubles nécessaires, ainsi que tous droits immobiliers, charges, baux à louer ou baux emphytéotiques, rentes constituées ou autres droits quelconques affectant ces immeubles.

3. Que toute expropriation nécessitée pour parvenir aux fins visées par la loi qui sera basée sur les présentes résolutions sera soumise à la loi des chemins de fer de Québec, *mutatis mutandis*.

4. Que le trésorier de la province pourra, de temps à autre, avancer et payer, à même le fonds consolidé du revenu, jusqu'à concurrence du montant de cinq cent mille dollars mentionné dans la résolution 2, sur les certificats du ministre de l'Agriculture, les montants requis pour payer le prix des immeubles et droits immobiliers ci-dessus mentionnés et pour défrayer, en tout ou en partie, le coût des constructions; ou que le lieutenant-gouverneur en conseil sera autorisé, aux fins de faire les acquisitions et de rencontrer le coût des constructions, à contracter un ou des emprunts, n'excédant pas en tout cinq cent mille dollars, au moyen d'obligations ou de rentes inscrites émises sur le crédit de la province.

5. Que ces obligations ou rentes inscrites seront émises à un taux d'intérêt n'excédant pas six pour cent par année, et seront faites pour le terme, dans la forme et pour le montant que le lieutenant-gouverneur en conseil déterminera, et seront payables, intérêt et principal, annuellement ou semi-annuellement, à et aux endroits qu'il indique.

6. Que le ministre de l'Agriculture sera autorisé à faire un prêt n'excédant pas sept cent cinquante mille dollars à la Société coopérative fédérée des agriculteurs de la province de Québec, ou à se porter garant pour un ou des emprunts, n'excédant pas en tout sept cent cinquante mille dollars que pourrait faire ladite société, ladite somme à être payée au ministre de l'Agriculture, s'il y a lieu, par le trésorier de la province à même le fonds consolidé du revenu, sur arrêté du lieutenant-gouverneur en conseil.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Nous avons demandé que les résolutions soient présentées séparément pour les étudier à leur mérite et faire nos remarques sur chacune, non pas, comme le laisse entendre le journal, pour retarder l'adoption du bill ou nous y opposer, mais pour mieux l'étudier dans l'intérêt du milieu agricole. Nous n'avons aucun grief contre l'honorable ministre de l'Agriculture (M. Perron) et nous nous appuyons en cela sur les règlements de la Chambre et une tradition bien établie.

À l'article 207, il est dit qu'on peut exiger qu'une question complexe soit divisée. Nous ne sommes pas contre les mesures qui sont dans l'intérêt des cultivateurs.

Je ne veux pas être désagréable et je ne veux pas être violent, répète-t-il, mais je me sens vexé par le titre du *Soleil*. Il met la population sous une fausse impression. Nous osons espérer que ce genre de situation ne se reproduira pas et que le gouvernement ne nous privera pas de nos droits, c'est-à-dire le droit de poser des questions sur les lois dans cette Chambre, le droit de les étudier et le droit de les critiquer.

Les six bills présentés par l'honorable ministre de l'Agriculture (M. Perron) constituent le plus beau, le plus important faisceau de mesures agricoles qui ait été considérées en cette Chambre depuis que j'ai l'honneur d'y siéger depuis 20 ans. Cet ensemble a pour objet de transformer radicalement les méthodes de production agricole ainsi que les modes de vente et d'achat chez nos cultivateurs dans la province de Québec, ce qui, en conséquence, pourrait aussi affecter certaines branches de notre organisme de commerce.

Je me suis trop souvent prononcé en faveur d'une politique de coopération agricole ayant en vue d'améliorer le sort des cultivateurs. Je serais donc inconséquent si simplement, pour être contre le gouvernement ou l'opposition actuelle, je m'opposais à des mesures que j'aurais déjà préconisées. Ce qui ne veut pas dire que nous, de l'opposition, ne pouvons pas les critiquer. Et le ministre le comprendra. Il a entrepris une tâche gigantesque, difficile, et il devra faire preuve de sérénité en tout temps et s'armer d'un grand courage, ce qui sera facile pour lui, je n'en doute pas. Le ministre devrait toujours se montrer sincère. Le ministre ne devrait jamais se mettre en colère parce que les membres de l'opposition posent des questions. Certes, des opinions peuvent se modifier, une politique peut s'améliorer devant une vérité plus évidente, devant des besoins de plus en plus pressants, devant les nouvelles nécessités qui font naître la science et la poussée des peuples. C'est ce que le gouvernement, alarmé de la crise agricole et de son imprévoyance, propose de faire avant son prochain appel au peuple.

Le ministre semble se méprendre sur les meilleures intentions de l'opposition à son égard. Je rends le témoignage à l'honorable ministre de l'Agriculture. Il reconnaît, dit-il, que le député de Montcalm a accepté dans un bon esprit les idées qui s'affirment dans notre province. Oui, le programme du nouveau ministre est de grande envergure. Le ministre a accepté des idées et considéré des problèmes agricoles qui s'affirmaient de plus en plus et, en homme d'affaires, il en a fait un tout imposant, qui a mystifié les plus hautes personnalités. Et je le

prie de croire que je dis cela sans malice. Mais nous devons voir comment il procèdera dans l'application de ses réformes.

Cependant, un principe peut être excellent, mais avoir des conséquences fatales et dangereuses si on l'applique mal. Nous devons scruter les actes du gouvernement. Nous ne voulons pas que le peuple dise que nous avons laissé passer des mesures qui sapient notre système économique à la base. Voilà pourquoi nous avons pris cette attitude que pas un membre de cette Chambre ne peut blâmer. L'homme qui veut faire le bonheur de la classe agricole doit être traité justement et ses paroles doivent être traitées justement, et ses paroles doivent être honnêtement rapportées.

Quelle sera l'application de ce programme? C'est ce qu'il importe de se demander à la lumière des faits et non avec des lunettes rouges ou bleues. La solution du problème de l'agriculture exige le meilleur esprit et le plus noble de nos efforts. L'homme politique qui travaille consciencieusement à faire de l'agriculture une industrie prospère dans son pays, et du cultivateur un concitoyen satisfait de son sort, est l'un des plus grands bienfaiteurs du monde. Pour réussir, le ministre devra faire preuve d'une sainte patience et manifester constamment une sincérité d'intention, un réel désir de protéger franchement l'agriculture, de respecter et de soutenir les cultivateurs dans leur réorganisation.

Il y a un mal économique dont souffre gravement notre province. Le volume de nos importations en est la preuve. Les gouvernements ont leur responsabilité respective dans la crise dont a parlé le ministre de l'Agriculture (l'honorable M. Perron), et ils ont tort de chercher aujourd'hui à s'y dérober ou à s'en excuser en jetant la faute uniquement sur le cultivateur, en le traitant exagérément d'ignorant et de réfractaire. Il faut être de meilleur compte pour pouvoir réaliser un programme de rénovation agricole et gagner la confiance des cultivateurs, confiance nécessaire au succès d'une politique de coopération.

Je le répète ici, s'il y a eu des hésitations exagérées, des préjugés dommageables, nos cultivateurs à qui l'on reproche ces erreurs sont encore moins coupables que s'ils avaient accepté toutes les exagérations, et les erreurs des novateurs qui, à les écouter, auraient tout sapé dans notre province, même nos institutions qui font aujourd'hui notre plus grande force. Après tout, c'est encore au foyer du brave cultivateur que nous trouvons le meilleur travail, la plus saine philosophie, la vie la plus chrétienne, la plus pure, la plus conservatrice.

Le gouvernement veut la coopération et la collaboration des bonnes volontés. Il n'obtiendra ni l'une ni l'autre par la méthode forte, impérieuse, ni par la force brutale, ni par l'intrusion de la partisanerie politique, ni par des abus de pouvoir dans nos paroisses, au sein de nos populations rurales. Il faut qu'il fasse quelque chose de plus digne et de plus élevé.

L'honorable ministre de l'Agriculture a manifesté sa sincérité et il est capable d'aider le cultivateur sans distinction politique. Mais il ne doit pas nous prêter des intentions que nous n'avons pas. Il y a un mal économique. Il s'en est alarmé, plus que ses collègues de la droite. Si le mal existe, il faut trouver le remède. Il ne faut pas se dérober. Il faut être de bon compte, de meilleur compte, si nous voulons réaliser le programme de réformes agricoles de l'honorable ministre de l'Agriculture. Il trouvera, de ce côté-ci de la Chambre, des collaborateurs qui lui donneront des conseils efficaces et qui l'aideront plus que ceux qui passent leur vie à flatter le pouvoir.

La situation serait peut-être moins grave aujourd'hui si on nous avait écoutés pendant toutes ces années où nous avons prié le gouvernement d'aider les cultivateurs par des moyens sensés et pratiques. Il faut aider le cultivateur, sans l'obliger à briser ses traditions et sans l'exposer à se ruiner. Ce n'est pas avec l'infusion de la partisanerie que l'on donnera confiance à la classe agricole qui semble un peu préjugée, on l'a dit, contre les hommes publics. L'honorable ministre a pris une attitude qui ne rendait pas justice à l'opposition.

Je le dis parce que je veux que l'honorable ministre comprenne très bien la position des députés de ce côté de la Chambre. Pour ma part, je veux lui rendre justice et considérer sa valeur. Nous préférons toujours les fruits de ses qualités, de ses talents aux mauvaises humeurs de ses défauts capitaux, qu'on a pu voir au début de ce débat.

Devant l'augmentation constante de la production dans la province voisine d'Ontario, dont une partie de plus en plus forte s'abat sur les marchés du Québec, devant la qualité énorme, humiliante et ruineuse des produits de ferme que notre province achète et importe de l'étranger, le ministre de l'Agriculture propose des modifications au programme agricole du gouvernement. Il faut faire quelque chose.

Nous voulons tous une production plus abondante, moins coûteuse et de meilleure qualité, avec des marchés plus avantageux. Pour cela, il faut des modifications dans la méthode de culture, dans les systèmes de production et de vente.

Le ministre veut dépenser des millions pour la diffusion de la science agricole, pour l'amélioration des vieilles terres et pour l'industrialisation de l'agriculture par l'organisation de coopératives. Je crois que c'est ce qui importe le plus, et que ça doit être fait avant le travail lui-même. La coopération est excellente en principe, en pratique aussi quand elle est bien comprise et appliquée suivant son objet, mais dangereuse quand elle entraîne à des empiétements, à des exagérations, à des divisions qui suscitent le désordre et l'injustice. C'est dire que nous pouvons être en faveur d'un principe et condamner ensuite la manière de l'appliquer.

Un autre représentant de la presse a, dit-il, mal interprété mes paroles. Je suis, précise-t-il, en faveur du principe de la coopération, mais je me réserve le droit de blâmer le mode d'application. Dans l'adoption d'un nouveau système qui révolutionne l'ancien régime, il faut donc y aller avec prudence, en suivant et non en précédant l'éducation qui doit être faite. Si l'on veut industrialiser l'agriculture, il est nécessaire que le cultivateur soit autant que possible un homme initié aux méthodes commerciales aux systèmes d'affaires. La coopération, pour être bien comprise de tous, devrait être sagement enseignée dans nos maisons d'éducation, nos journaux quotidiens, nos revues et dans cette Chambre, mais cet enseignement doit être sain et exempt de toute obligation de servir des intérêts de parti.

Il faut faire l'éducation des cultivateurs avant de les lancer dans un grand mouvement de coopération. Il faut que l'éducation précède l'action gouvernementale. Sous prétexte de débarrasser la province d'un mode d'intermédiaires trop coûteux, il ne faudrait pas ruiner des milliers d'hommes qui sont dans le commerce. Il faut être prudent et il ne faut pas détruire un système organisé depuis des siècles et auquel sont liés des milliers d'hommes et de familles dont les intérêts respectables comptent pour beaucoup dans notre régime paroissial et l'existence de nos beaux villages québécois.

Il faut se rappeler que le commerce d'épicerie dirigé par des Canadiens français a déjà été ruiné par une action gouvernementale. Nous voyons aujourd'hui des chaînes américaines de magasins dont tout le monde déplore l'introduction dans notre province.

L'établissement de compagnies et sociétés coopératives s'est imposé surtout dans l'Ouest, à cause de l'éloignement du cultivateur des grands centres où sont les marchés, ce qui n'est pas le cas

d'une bonne partie de notre province, surtout si l'on prend les moyens efficaces pour créer de nouveaux centres industriels et commerciaux.

Il (M. Sauvé) fait l'historique des coopératives de consommation, de production et de crédit en Angleterre depuis 1844, en France, en Allemagne, au Danemark, puis au Canada. En Angleterre et en Écosse, dit-il, des centaines de coopératives ont des magasins dont le chiffre d'affaires s'élève à plus d'un milliard. Les filiales des deux sociétés puissantes emploient plus de 60,000 personnes³ et fabriquent un peu de tout, ayant services de banques et d'assurance. Ce système se propage dans l'Ouest canadien, par des coopératives de production, de consommation et de crédit. Les coopératives de magasins ont accusé plus de faillites que de réussites. Ouvrons-nous la porte à ce genre de commerce dans la province? Serions-nous bien préparés pour nous lancer dans un pareil mouvement? La mentalité de notre traditionnelle province n'est pas celle des nouvelles populations de l'Ouest. Dans l'Ouest, les coopératives organisent des compagnies, comme celle de la Cie Coopérative des éleveurs de la Saskatchewan, les Grain Growers du Manitoba, la Canadian Cooperative Wheat Producers Ltd.

À différentes époques, on a proposé, au gouvernement de la puissance, de faire une loi fédérale pour l'incorporation d'associations coopératives, soit de crédit, soit de commerce, sous les auspices des autorités fédérales. L'honorable M. Monk, je m'en souviens, y prononça un beau discours. En 1906, un projet de loi à cet effet fut présenté à la Chambre des communes sous l'égide du gouvernement au pouvoir. Après discussion devant une commission spéciale, il fut voté par la Chambre des communes, mais rejeté au Sénat à la session suivante, par 19 voix contre 18. Des projets de lois analogues furent par la suite, déposés par des députés à deux reprises différentes, sans être jamais pris en considération. C'est alors que les provinces ont commencé à organiser des coopératives. Il y a eu des coopératives gouvernementales.

Les plus importantes de ces sociétés sont certainement les coopératives de production. Dans nulle autre branche de la coopération au Canada, disent les rapports du gouvernement fédéral, le chiffre d'affaires n'atteint un volume égal à celui de la vente coopérative des produits agricoles. Dans les provinces de l'Est, des associations coopératives pour la vente collective des fruits, des volailles et des œufs furent graduellement organisées sur une petite échelle, mais la très grande importance de la

production des céréales dans les provinces des prairies nécessita la création de coopératives chargées d'en assurer la vente: depuis lors, la coopération agricole a dépassé de loin ses sœurs et se place à la tête du mouvement coopératif au Canada.

Dans l'Ontario, la Coopérative des Laitiers-Unis limitée, organisée en 1920, fonctionne comme centralisatrice des produits laitiers, tant pour les particuliers que pour les beurreries et fromageries, soit coopératives, soit autres.

Dans l'Alberta, les beurreries coopératives ont bénéficié d'un service de ventes que leur fournissait le ministère provincial de l'Agriculture, agissant comme agent centralisateur. Cela réussit peu. On a mis les coopératives gouvernementales de côté et les cultivateurs ont organisé leur propre coopérative. En 1922, l'Association des producteurs de lait de Calgary déclencha le mouvement de centralisation de lait et des autres produits laitiers; ces opérations ayant été satisfaisantes, les Fermiers-Unis de l'Alberta organisèrent la Coopérative des producteurs de lait de l'Alberta pour diriger un "pool" provincial. En août 1925, le nombre de ses adhérents lui permettait de fonctionner. Mais le système de "pool" dans l'Ouest n'offre pas tous les avantages attendus, et les cultivateurs souffrent de ses opérations spéculatives. Il faut aussi considérer que les jeunes provinces de l'Ouest n'ont pas eu à détruire tout un vieux régime de commerce comme le nôtre.

Dans l'Alberta, le "pool" de la volaille n'a pas été un succès à désirer.

C'est dans la Saskatchewan que la coopérative paraît s'être le plus développée. La Compagnie coopérative des éleveurs est fortement organisée pour commercer le blé et l'avoine. La United Grain Growers se livre au commerce du bétail, des denrées et de l'outillage agricole. La compagnie Les Beurreries coopératives de la Saskatchewan, approvisionnée par plus de 30,000 producteurs exploite des beurreries produisant plus de 7,000,000 de livres de beurre; elle possède des entrepôts, nécessités par l'éloignement des centres et même des chemins de fer. Elle a aussi dans la province plusieurs fabriques de crème glacée.

En 1921, les Fermiers-Unis du Manitoba organisèrent les Beurreries coopératives du Manitoba, Limitée. Dans chacune des provinces maritimes, il existe également des beurreries coopératives. Cependant, dans le rapport du secrétaire pour l'agriculture de la Nouvelle-Écosse de 1924, on pouvait lire: "À l'heure actuelle, il existe une propension vers l'abandon graduel du système

coopératif et le retour vers la beurrerie individuelle." La vente collective des œufs se pratique assez généralement dans toutes les provinces, mais son succès fut surtout remarquable dans les provinces Maritimes. L'organisation de Île-du-Prince-Édouard a servi de modèle aux autres provinces; toutefois, dans la Nouvelle-Écosse, le système de centralisation des œufs ne convenait pas aux coutumes locales; le Collège d'agriculture dut charger sa section de l'aviculture de la vente collective des œufs. La bourse aux volailles du Nouveau-Brunswick fut organisée en 1924 dans le même but, mais sans grand succès.

Dans la Colombie-Britannique, les producteurs d'œufs sont organisés pour les expéditions collectives; d'autre part, il y a aussi des associations coopératives de laiterie de la vallée du Fraser. The Gowichan Creamery Association, qui fabrique du beurre, s'occupe également, pour le compte de leurs membres, de la vente collective des œufs, des volailles, de la farine, des issues de meunerie, des fruits et légumes. Il y a aussi des organisations pour la vente collective de la laine, des petits fruits, du tabac, qui ont donné une meilleure classification à la satisfaction des consommateurs et au bénéfice des producteurs; la vente coopérative des petits fruits dans la Colombie-Britannique eut pour effet d'améliorer les méthodes d'emballage et du choix des fruits, améliorations qui permirent aux associations coopératives de développer leurs affaires, grâce à la confiance qu'elles inspiraient aux consommateurs.

Il y a aussi des sociétés coopératives de pêcheurs. Dans Québec, ces coopératives naissantes n'ont pas encore donné des résultats complets, mais on s'accorde à dire qu'avec de l'amélioration et de la protection, elles donneront satisfaction.

Il a, dit-il, puisé ces renseignements dans le rapport d'une commission de la Chambre des communes, dans un travail de Mlle MacIntosh, du ministère du Travail, à Ottawa et dans le livre de Fay: *Cooperation at Home*. Il résulte à la lecture des rapports sur les coopératives, au Canada, que ces organisations constituent surtout un mouvement de production et de classification pour une meilleure vente. La coopération agricole s'est surtout développée dans les régions éloignées des grands centres commerciaux.

Je me demande de plus en plus pourquoi la résolution 6 n'a pas précédé plutôt le bill 51, amendement l'acte incorporant la Coopérative fédérée de Québec. L'opposition n'a pas voulu tenir le ministre de l'Agriculture responsable du passé de la

Coopérative fédérée, au contraire. Je suis disposé pour ma part à tenir bon compte de l'effort qu'il paraît faire pour épurer cette société, et il est nécessaire qu'elle soit bien réorganisée, si l'on veut en faire la société-mère des coopératives. La Chambre a le droit, et c'est son devoir d'exiger des renseignements complets sur le fonctionnement et l'état financier de cette société.

Le prêt de \$750,000 mentionné dans la résolution 6 est destiné, en bonne partie, à éviter la banqueroute de la société. C'est un prêt, dit-on, je crois que ce sera un don de la province, car si les membres des coopératives étaient obligés de rembourser à même les revenus de leurs ventes, leurs bénéfices seraient de beaucoup amoindris.

Le ministre a dû apporter beaucoup de modifications devant les représentations qui lui ont été faites. M. le président, je crois que le gouvernement devrait laisser les cultivateurs libres d'organiser leurs beurreries. Je comprends que l'honorable ministre a modifié ses projets. Il consent maintenant à mettre sur le pied des coopératives les syndicats coopératifs. Il voulait exiger \$100 de mise de fonds dans les coopératives. Il a réduit cela à \$50. Il nous a aussi parlé d'un bureau indépendant du gouvernement pour administrer les coopératives.

Une organisation spéculative telle que la Wheat Pool, si elle offre des avantages, présente aussi des inconvénients et des dangers qu'il faudrait éviter. Elle ouvre la porte à des erreurs fatales et à des spéculations ruineuses.

J'ai puisé ces renseignements dans un rapport fédéral. Dans notre province, la coopération de production date de l'établissement de nos fabriques de beurre et de fromage. La Coopérative a, depuis 50 ans, ses beurreries et fromageries dans la province de Québec! En 1909, une loi spéciale des sociétés coopératives agricoles devint en vigueur, ayant pour objet: l'amélioration et le développement de l'agriculture, la fabrication du beurre et du fromage; l'achat et la vente d'animaux et autres objets utiles à la classe agricole. Nous avons des résultats, mais pas suffisants, ni satisfaisants. Nous avons manqué de compétences administratives pour organiser ce système chez nous.

Notre population a été mal préparée pour adopter ce système, l'intervention trop absolue du gouvernement l'a aussi indisposée. Il y a eu trop d'interventions politiques, il y a eu même des craintes qui ont nui aux coopératives. D'après le rapport officiel, sur 400 de ces sociétés coopératives fondées, il en reste que 76 avec un total de 16,000 membres, avec un capital payé de \$389,831.04, avec une

solvabilité d'un million et demi, un passif de près d'un million et demi, un actif d'environ \$2,000,000. Le système coopératif n'a donc pas été un succès dans notre province.

Le dernier bilan de la Coopérative fédérée est lamentable et justifie les principaux reproches qui ont été formulés dès sa formation. Le déficit accusé est apparemment de \$41,092.08, mais le réel est encore plus que le double, car il faut prétendre que l'actif a été majoré. Les hommes d'affaires et les cultivateurs prétendent que le véritable déficit est de \$200,000. Les articles immeubles et outillages sont surévalués. Ainsi, on évaluait des chevaux à \$150 et on les a vendus \$25. J'ai déjà dit cela il y a deux ans et personne ne m'a contredit. Il ne faudrait pas en accuser les fonctionnaires secondaires, car le déficit est surtout dû au système établi. Il y aura lieu de revenir sur cette question.

Le ministre de l'Agriculture veut que nous récoltions les produits alimentaires que nous achetons d'Ontario et que nous importons de l'étranger actuellement. Disons: "Autant que possible". Il y a longtemps que nous le voulons. Ces faits nous invitent à la prudence. Ne prenons pas l'épouvante sous le prétexte que nous sommes en retard. Il faudra agir graduellement, suivant la préparation que nous aurons. L'exagération avec l'incompétence nous entraînerait à des dépenses, à des résultats désastreux. Nous devons faire l'éducation, non seulement du peuple, mais des dirigeants. Je ne parle pas de l'honorable ministre, mais des officiers supérieurs. C'est pourquoi nous avons raison de vouloir que l'article 6 des résolutions ne fût pas annexé à l'article 1 concernant l'enseignement agricole.

Le ministre de l'Agriculture veut le rétablissement des beurreries et des fromageries dans nos villages, afin de favoriser la production du lait, du porc et des animaux. C'est une politique que nous avons toujours réclamée. C'était, je veux lui en rendre justice, la politique de l'ancien ministre de l'Agriculture. Très bien, mais qu'on n'impose pas aux cultivateurs des obligations décourageantes, avant qu'ils aient les moyens d'y faire face, comme le gouvernement a fait à nos fabriques dans le passé.

S'il veut le retour à la fabrique du village, puisque nous sommes dans un siècle de primes et de bonus, ne devrait-il pas accorder non seulement des primes raisonnables pour l'outillage ou pour l'amélioration des troupeaux, mais aussi une prime de deux ou quatre sous par livre pour la production du beurre; du moins tant que notre marché local ne sera pas suffisamment protégé contre le concurrent

étranger ou tant que nos cultivateurs ne seront pas efficacement organisés pour produire à des conditions pouvant concurrencer avantageusement.

C'est ce que suggère le député de Laval. Il me semble que ce serait prouver l'intérêt que l'on porte aux cultivateurs. Ce n'est pas en multipliant trop les grosses laiteries dans les villes que nous encouragerons efficacement les beurreries de nos paroisses.

Voilà ce que nous devons considérer. Il faut mieux économiser sur une foule de dépenses plus ou moins utiles et prendre immédiatement le moyen de faire renaître la confiance chez nos cultivateurs. Avec cette prime et une meilleure méthode de production, le consommateur paiera le beurre de Québec un prix raisonnable, et le producteur retirera de son travail et de sa terre un revenu qui lui permettra de vivre convenablement et qui fournira à nos belles campagnes le plus sûr moyen de garder ses enfants.

En terminant, M. le président, le ministre de l'Agriculture ou son gouvernement aurait dû soumettre son immense programme au peuple avant d'engager la province à dépenser des millions à l'exécuter, et avant de se faire autoriser à agir de façon à désorganiser notre système de commerce actuel et à affecter une multitude de marchands et de petits commerçants. Ce programme change tout notre système économique. On aurait dû l'expliquer au peuple, dans tous les comtés, et le présenter ensuite à la Chambre.

L'honorable M. Perron (Montcalm): Voulez-vous que nous fassions des élections alors?

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Il est trop tard maintenant. Mais on aurait dû soumettre ce programme au peuple, car il engage le gouvernement à dépenser des millions pour l'Agriculture. Chaque année, il va falloir voter des millions. Dans ses résolutions, le ministre veut avancer \$750,000 à la Coopérative fédérée. C'est évidemment pour lui éviter un désastre: la banqueroute de la Coopérative. C'est pour ça! Je ne crois pas que la province puisse jamais être remboursée de cet argent.

Quand on a organisé la Coopérative fédérée, dans Québec, le temps n'était pas favorable. L'éducation du peuple n'était pas faite. L'opinion a été faussée quand on a lancé cette coopérative. On manquait de compétence et c'est pourquoi la province est obligée de payer. Si le gouvernement est maintenu au pouvoir, dans un prochain appel au peuple, on verra qu'il faudra aider de nouveau la

Coopérative. Nous ne voulons aucun mal au ministre de l'Agriculture. L'honorable ministre voit qu'il a eu tort de nous prêter des intentions qui ne sont jamais sorties de notre cœur.

(Applaudissements à gauche)

L'honorable M. Perron (Montcalm) (Se lève) (Applaudissements)

M. le président, j'aurai l'occasion de répondre à mon honorable ami au cours de la discussion des nombreux projets de loi que je présente à la Chambre. Chaque chose sera exposée en ses temps et lieu. Je n'ai pas l'intention de discuter les projets de coopération pour le moment. Je discuterai, dans les détails les divers bills lorsqu'ils seront présentés.

Pour le moment, le bill comprend trois résolutions favorisant trois octrois nécessaires à l'agriculture. Si l'opposition s'oppose à l'une des trois clauses, par exemple, elle n'a qu'à le signifier dans le vote même sur la résolution. La première pourvoit à un octroi de \$600,000 pour les collèges d'agriculture. Je crois que personne ne s'opposera à ce que le gouvernement aide nos collègues d'agriculture, afin de développer davantage l'instruction agricole. Tout le monde et tous les députés de cette Chambre admettent que c'est une nécessité. Y a-t-il quelqu'un qui dira que ça ne l'est pas et que la dépense n'en vaut pas la peine?

Un deuxième article demande en outre, \$500,000 pour la construction d'un entrepôt frigorifique pour l'entreposage des légumes à Montréal. Je suis persuadé que pas un seul député agricole n'est opposé à cela. Je fais un appel à tous les députés agraires de cette Chambre, et tous diront que nous avons absolument besoin de cet entrepôt frigorifique à Montréal, si nous voulons aider les cultivateurs. Actuellement, il n'y a pas un seul entrepôt de ce genre dans la province. Or, quand les légumes arrivent sur le marché, généralement dans le même temps, il se produit immédiatement un encombrement du marché qui fait fléchir les prix et cause des pertes sérieuses.

Or l'économie que l'on pourra réaliser grâce à l'entreposage des légumes sera telle qu'elle dépassera facilement dès la première année l'intérêt du capital investi et la réserve pour fonds d'amortissement. Les officiers de mon département me disent qu'avec un entrepôt frigorifique l'intérêt et le fonds d'amortissement de l'emprunt que l'on fera pour la construire seront 10 fois gagnés, dès la première année, par les cultivateurs de notre province.

Reste la Coopérative fédérée. Cet article de \$750,000 a pour but de l'aider. On en a beaucoup

parlé, on en a dit bien du mal. Si elle a eu des ennuis, M. le président, c'est qu'on a fait de la politique contre elle autour de cette question; pas du côté des libéraux, mais de l'autre côté. Depuis quatre, cinq et six ans, nos bons amis les bleus parcourent la province et se promènent dans les campagnes en disant aux cultivateurs: "Ne faites pas affaire avec la Coopérative fédérée, vous allez vous faire voler". On en a fait une pomme de discorde politique.

Les députés de l'opposition: Oh!...

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Ah! Ah! La politique.

L'honorable M. Perron (Montcalm): Oui, la politique, mais la politique telle que s'y adonnent les conservateurs. Je ne suis pas là pour défendre la Coopérative. La Coopérative fédérée n'est pas parfaite, mais je peux prouver que la Coopérative fédérée a sauvé des millions de dollars aux cultivateurs et a empêché que ceux-ci soient entièrement aux mains des commerçants. Quand même nous donnerions \$750,000 à cette institution, il faut se rappeler qu'elle a déjà gagné 10, 15, et 20 fois cette somme à la classe agricole.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Alors le ministre pourra peut-être nous expliquer comment on en est venu à la crise actuelle?

L'honorable M. Perron (Montcalm): J'ai écouté mon honorable ami pendant deux heures. Qu'il me laisse donc dire quelques mots. On aboutira peut-être quelque part. Il m'a promis de ne pas m'interrompre. J'affirme, Messieurs, que si nous n'avions pas eu la Coopérative Fédérée pendant la crise qui a sévi à travers le monde après la guerre, nos cultivateurs auraient perdu des millions et des millions sur la vente de leurs produits.

Mon honorable ami le député des Deux-Montagnes a prétendu qu'elle avait un déficit de \$200,000. C'est inexact. Je ne sais pas où il a pris ses informations. Je n'en ai jamais entendu parler.

Une audition a été faite récemment par des auditeurs indépendants. Les auditeurs y ont apporté tout le soin possible, et le rapport montre que si les opérations ont amené une perte de \$41,000, il reste cependant un surplus de \$200,000 de l'actif sur le passif.

J'ai fait faire l'audition des affaires de la Coopérative cette année par des experts tout à fait compétents.

M. Guertin (Hull): Par des auditeurs du gouvernement?

L'honorable M. Perron (Montcalm): Non, par des auditeurs de Montréal, et d'ailleurs, cela ne signifie pas que l'audition aurait été mauvaise si elle avait été faite par ceux du gouvernement.

On prétend que les immeubles ont été surévalués. Au contraire, ces propriétés n'ont pas été surévaluées! L'évaluation faite a été plus basse que celle faite par un évaluateur de métier. En fait, je puis assurer mon honorable ami que la Coopérative est tout à fait solvable et que la province ne perdra pas un sou avec la Coopérative fédérée, car elle ne doit pas un sou et a un surplus d'actif de \$200,000, un capital souscrit de \$300,000 et d'autres actifs d'une valeur de \$300,000. Et, avec cela, elle a fait \$10,000,000 d'affaires par année. Pas mal pour une entreprise en banqueroute. J'ajouterai que la valeur des immeubles a été fixée à un taux inférieur à ceux habituellement appliqués dans de tels cas pour qu'il n'y ait pas d'erreur dans l'évaluation.

Et j'ajouterai également ceci: nous ne perdrons jamais un sou avec la Coopérative fédérée. Elle a fait gagner beaucoup d'argent aux cultivateurs. La Coopérative ne doit rien aux cultivateurs. L'article du prêt de \$750,000 est destiné à la rendre indépendante de la banque. Actuellement, elle doit, pour financer ses affaires, emprunter de la banque à raison de 80 % sur son stock, et partant, payer un intérêt assez considérable. La loi lui permet. Il est nécessaire de la rendre indépendante financière. Or, avec la somme de \$750,000, elle sera libérée et épargnera, seulement sur les intérêts, une somme importante, parce qu'ayant une telle garantie, elle pourra obtenir l'argent à bien meilleur marché. Le but des avances à la Coopérative était de diminuer le taux de l'intérêt; les emprunts sur banques étaient amplement garantis. Elle obtiendra du crédit à meilleur compte, car le gouvernement peut emprunter à de bien meilleurs taux que la Coopérative, en donnant ses biens en garantie. L'honorable député des Deux-Montagnes (M. Sauvé) n'a pas à craindre d'avoir à voter de nouveau sur ce sujet.

La Coopérative a tellement rendu service aux cultivateurs que nous voulons la rendre plus solide, afin qu'elle rende encore plus de services à l'avenir. Elle peut avoir commis des erreurs, mais elle ne fera jamais rien perdre à la province, et comme elle peut être utile à la classe agricole, nous nous proposons de l'aider et de la rendre indépendante.

(Applaudissements)

M. Houde (Montréal-Sainte-Marie): Je n'ai que quelques mots à ajouter à ce débat. Je tiens à protester, à mon tour, avec l'honorable député des Deux-Montagnes, contre *Le Soleil*, qui, dans son article d'hier, a montré une fois de plus son manque absolu de bonne foi. Il a représenté faussement que l'opposition est opposée à l'aide à l'agriculture, et il a affirmé une fausseté qu'il devrait rétracter à la demande du premier ministre lui-même. Il est odieux qu'un journal, qui vit des deniers de la province, s'en serve pour des fins semblables. Ce journal prouve une fois de plus sa mauvaise foi.

Le gouvernement devrait le faire rétracter car il a voulu tromper le peuple en parlant, la veille, de l'attitude des conservateurs. Quand nous réclamons un bill du gouvernement pour pouvoir l'étudier, ce journal, que nous trouvons à toutes les pages des *Comptes publics*, dit que nous travaillons contre le cultivateur. Nous sommes habitués à ce genre de choses, M. le président, et c'est pourquoi je me lève si souvent pour m'y opposer.

Pourtant, nous avons clairement exposé notre pensée. Il y a une différence entre le principe et l'application. Nous ne sommes pas contre les octrois. Nous pouvons très bien être d'accord avec le principe de la Coopérative fédérée et trouver que son existence est une bonne chose pour les cultivateurs et pour la province. Mais n'avons-nous pas le droit de poser des questions à son sujet? Et les questions ne viennent pas seulement de ce côté de la Chambre, elles viennent également des cultivateurs eux-mêmes partout dans la province et peut-être même d'autres députés. Nous voulions simplement que le gouvernement les présente l'un après l'autre.

Nous, l'opposition, avons dit hier et encore aujourd'hui que nous ne voulions pas qu'on mît la charrue avant les bœufs. On nous demandait d'approuver un octroi de \$750,000 à une institution dont nous ne connaissons pas le caractère, qui dans le passé a donné lieu à des ennuis sérieux. Nous demandions de connaître d'abord cette institution, de savoir à qui nous aurions affaire, comment on dépenserait cet argent du peuple, avant de décider s'il convenait ou non de lui consentir des sommes aussi considérables.

L'opposition ne peut être taxée de mauvaise volonté quand elle veut avoir des renseignements sur la Coopérative fédérée. Nous ne sommes pas les seuls à vouloir obtenir des détails. Si tout allait si bien, pourquoi en décembre dernier a-t-on diminué les salaires de certains officiers? Pourquoi le ministre veut-il faire tant de réformes? La Coopérative a aidé le cultivateur, mais elle a reçu de nombreux octrois.

Et c'est parce que nous demandons des détails au sujet de la Coopérative que *Le Soleil* va nous accuser d'être contre l'Agriculture et les cultivateurs?

L'honorable ministre nous dit aujourd'hui que les livres ont été vérifiés par des experts compétents. Et que disent ces experts dans leur rapport? Ils disent seulement que seul le bureau de Montréal a fait l'objet d'une vérification et que les bilans des autres bureaux ont été acceptés comme étant corrects. En dépit de ça, le ministre nous dit que les comptes ont été vérifiés; *Le Soleil* nous apprend que nous sommes contre l'agriculture, et demain, il nous dira probablement que nous sommes trop critiques.

Mais nous voulons seulement savoir où sont passés les fonds qu'elle a déjà reçus? Il ne s'agit pas seulement des \$750,000 dont il est question aujourd'hui. La Coopérative a peut-être fait beaucoup de bien, mais le gouvernement a quand même dû lui venir en aide.

Oh! L'honorable ministre peut bien hocher la tête!

Mais le ministre de l'Agriculture était-il satisfait que l'ancien ministre de l'agriculture, en apprenant l'arrivée de son successeur, ait fait signer des contrats de trois années aux principaux officiers de cette Coopérative?

L'honorable M. Perron (Montcalm): Ces contrats ont été résiliés et réduits à un an.

M. Houde (Montréal-Sainte-Marie): Mais c'est une nouvelle preuve que le ministre n'était pas satisfait. Et lorsqu'on a baissé les salaires de trois officiers supérieurs, était-ce une preuve que le ministre de l'Agriculture était satisfait de la Coopérative? On a diminué les salaires pour cause d'incurie de la part de l'administration. On m'affirme même que le principal personnage à la Coopérative ne va au bureau qu'une heure par jour, et ce, dans une institution qui transige pour \$10,000,000 d'affaires par année. Et parce que nous voulons remettre en question la possibilité d'accorder de nouveaux pouvoirs à la Coopérative, nous nous attirons la critique de la presse gouvernementale. Oui, nous nous intéressons beaucoup aux actions de certains officiers de cet organisme, actions qui ne plaisent pas à l'honorable ministre non plus. Nous demandons donc que ces éléments de la résolution proposée soient scindés pour que nous puissions les étudier avec soin et en faire une critique valable.

Tout comme le ministre de l'Agriculture, nous ne sommes pas contre l'agriculture, comme

l'affirme *Le Soleil*, mais nous sommes contre l'agriculture telle que comprise par certains officiers de la Coopérative fédérée. Quant à l'entrepôt frigorifique, on me dit qu'il y a des entrepôts à Montréal qui perdent de l'argent parce qu'ils ne sont pas utilisés. On a de la difficulté à les louer. L'honorable ministre me répondra que c'est un entrepôt spécial qu'il faut pour les légumes. Mais enfin, comment pouvons-nous discuter ces questions complexes quand elles sont toutes dans le même projet. Un entrepôt, des écoles d'agriculture et un prêt à la Coopérative sont trois sujets distincts, et devraient être présentés dans des résolutions séparées.

Nous ne sommes pas opposés à voter les octrois demandés, mais auparavant, nous voulons savoir où nous allons. Nous aurions voulu avoir devant nous le bill 51 modifiant la loi de la Coopérative, qui est imprimé depuis une semaine et plus, et que la députation possède entre les mains. Est-ce que ce n'était pas au cours d'une réunion tenue le 18 février 1930 que les actionnaires de la Coopérative ont demandé à être représentés ici par un avocat? Nous ne sommes pas dans une situation rationnelle. Le principe tel qu'énoncé dans cette résolution n'est pas conforme aux règles en vigueur dans cette Chambre, et il ne fait aucun doute que les différents éléments doivent être présentés séparément.

L'honorable M. Perron (Montcalm): Il est distribué.

M. Houde (Montréal-Sainte-Marie): Est-ce que le ministre va demander à la Chambre de voter \$750,000 à la Coopérative fédérée, qui est si critiquée, sur un simple rapport partiel?

L'honorable M. Perron (Montcalm): L'honorable chef de l'opposition doit comprendre que j'ai demandé une autorisation. L'honorable trésorier de la province (M. McMaster) est trop écossais pour laisser partir son argent sans se renseigner au préalable. Il n'avancera pas l'argent sans garantie.

M. Houde (Montréal-Sainte-Marie): La seule chose qui me rassure, c'est que le ministre de l'Agriculture et le trésorier de la province ont parfois des divergences de vues et ne s'entendent pas sur tout.

Le ministre de l'Agriculture (l'honorable M. Perron) parle d'un surplus d'actif de \$200,000 pour la Coopérative fédérée; cependant, si nous

consultons le rapport de l'auditeur, M. Victor Pelletier, nous voyons qu'il spécifie que ce rapport n'est vérifié que pour la Coopérative fédérée à Montréal, mais pas pour les succursales.

Et puis, si l'on considère qu'il y a eu déficit d'opérations de \$41,000, il ne faut pas perdre de vue que le gouvernement avait déjà voté à la Coopérative fédérée la somme de \$110,000, en 1928, et la somme de \$119,000, en 1929. Devant ces faits, est-ce qu'il n'est pas raisonnable que nous sachions au moins où cet argent est allé avant d'aller voter à la même institution trois quarts de million. Est-ce que tout a été si bien à la Coopérative que nous devrions cesser de nous enquerir de l'emploi que l'on veut faire des trois quarts de million de l'argent du peuple?

Le bill 4 contient trois articles nettement différents. Nous voudrions que toutes les affaires relatives à la Coopérative soient discutées dans un bill différent et nous voudrions qu'il soit envoyé devant le comité des bills publics, afin que les intéressés puissent faire valoir leurs prétentions. Et ils sont nombreux.

Tels sont par exemple les actionnaires actuels de la Coopérative qui, ayant le droit de vote, sont par le nouveau bill destitués de leurs privilèges, sans consultation ni approbation de leur part.

Je tiens également à dire que tous les journaux du gouvernement, plus particulièrement *Le Soleil*, doivent respecter intégralement notre droit de critiquer. Comme l'a dit l'honorable député des Deux-Montagnes, je crois que l'honorable ministre de l'Agriculture (M. Perron) devrait également se rétracter.

M. Casgrain (Témiscouata): Il n'y a pas lieu de le faire. Il n'a rien à voir avec *Le Soleil*.

M. Houde (Montréal-Sainte-Marie): Je répète que *Le Soleil* a commis une grave injustice envers l'opposition, et le ministère devrait lui faire retirer l'accusation que nous sommes contre l'agriculture. L'opposition est l'objet d'un traitement indigne de la part d'un journal qui reçoit tant d'argent du gouvernement.

L'honorable M. Perron (Montcalm): C'est au *Soleil* à diriger lui-même ses affaires. Je n'ai rien à voir avec ce journal.

M. Houde (Montréal-Sainte-Marie): Le ministre de l'Agriculture est moins près du *Soleil* que l'ancien ministre, M. Caron, qui publiait lui-même des articles.

L'honorable M. Perron (Montcalm): Pas moi!

M. Houde (Montréal-Sainte-Marie): Non, ce ministre est trop occupé, alors il fait faire le travail par d'autres.

L'honorable M. Perron (Montcalm): Oh non, non!

M. Houde (Montréal-Sainte-Marie): *Le Soleil* a reçu depuis 10 ans \$1,820,000. des fonds du peuple. Là, M. le président, on a un peu plus d'un million de dollars qui sont distribués par le gouvernement chaque année, et qui sont pris à même l'argent du peuple, et qu'est-ce que le peuple obtient en retour? Des insultes gratuites jetées à la tête des hommes élus pour le défendre dans cette Chambre. Les gens s'intéresseront à l'histoire d'un journal qui fait tout pour insulter ceux qui les défendent. Après tout, si nous prenons la défense des gens, il ne faudrait pas qu'on se serve de leur argent pour se venger de nous.

Je crois que je prêche actuellement dans le désert comme faisait M. Caron, l'ancien ministre de l'Agriculture, mais un jour viendra où le peuple entendra notre voix et que les comptes se régleront.

M. Moreault (Rimouski): On ne le verra pas.

M. Houde (Montréal-Sainte-Marie): Un jour viendra...

(Rires à droite)

Oui ce jour viendra, et le député actuel sera laissé à ses malades et à ses patients, même à Rimouski, lorsque les responsables des machinations du *Soleil* en subiront le ressac.

Et peut-être, comble de malchance, l'honorable député sera-t-il englouti par le maelström.

(Applaudissements)

M. Blain (Montréal-Dorion): L'opposition comprend pleinement qu'il faut aider l'agriculture. C'est pourquoi, je déplore l'attaque du *Soleil* qui représente notre attitude sous un jour absolument faux. C'est peut-être une vengeance de sa part, parce que nous avons révélé au public qu'il avait reçu en impressions, annonces, etc., en 10 années, la somme de \$1,820,000 des fonds de la province.

M. Houde (Montréal-Sainte-Marie): En se soumettant absolument au gouvernement.

M. Blain (Montréal-Dorion): Je demande que ce journal nourri à même l'argent du peuple soit au moins assez honnête pour ne pas mettre dans la bouche des députés de l'opposition le contraire de ce qu'ils ont dit. Ce journal néglige, et c'est son droit, de rapporter les discours de l'opposition, autrement que fort brièvement, mais au moins il ne devrait pas dénaturer notre pensée. C'est une institution qui ne fait pas honneur aux Canadiens français.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Nous devrions revenir au bill...

M. Houde (Montréal-Sainte-Marie): Nous y reviendrons tantôt.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): On dirait que les ministres n'ont jamais été attaqués!

M. Blain (Montréal-Dorion): J'en ai fini pour aujourd'hui avec ce journal qui n'éclaire pas grand-chose.

On veut affecter une somme de \$1,800,000 pour l'agriculture. Nous voulons autant que les autres que l'agriculture soit aidée, mais ce n'est pas une raison pour voter la somme, sans au préalable nous enquérir du bien fondé des allocations projetées.

Si la Coopérative fédérée n'est pas dans une situation florissante, cela dépend de plusieurs de ses officiers qui sont incompetents. L'honorable ministre a tort de dire que c'est la faute de l'opposition si la Coopérative n'a pas réussi. Plusieurs employés ne viennent à la Coopérative que pour recevoir leur salaire. Celle-ci, dit-il, a engagé des employés qu'elle paie et qui ne font rien. Il y a là des employés qui ne vont même pas au bureau. Il vaudrait mieux, dit-il, que ses officiers, au lieu de venir en Chambre, aillent travailler à leur besogne.

L'honorable M. Perron (Montcalm): Je n'en connais pas un seul...

M. Blain (Montréal-Dorion): On est venu me dire cela...

L'honorable M. Perron (Montcalm) demande la permission, dit-il, de faire une mise au point. La Coopérative a un nouveau gérant depuis le mois de décembre et, avec ce gérant, ils n'ont pas trouvé d'employés qui ne venaient que pour retirer leur salaire. Une telle chose ne s'est pas produite et, à tout événement, si jamais il s'en apercevait, il y

mettrait bon ordre. En plus, remarque-t-il, si certaines choses se sont produites dans le passé, il n'en est pas responsable. Mais je dirai qu'avec la direction de M. Desmarais, les choses dont se plaint le député de Montréal-Dorion (M. Blain) n'ont pas chance de se produire. Je connais ce gérant et je suis certain qu'il n'endurera pas d'employés inutiles à la Coopérative.

M. Blain (Montréal-Dorion): Je n'ai, dit-il, absolument rien à dire contre le nouveau gérant, mais je parlais de l'ancienne administration. Je connais M. Desmarais et je suis d'accord avec le ministre de l'Agriculture. Je suis heureux, poursuit-il, de saluer en lui un homme d'affaires. J'ai confiance en lui. Il a administré la compagnie Catelli avec succès, pendant de nombreuses années. Remarquons, au surplus, qu'il ne suffit pas de gros salaires et d'autos pour faire de bons administrateurs et, ajoute-t-il, je ne parle pas pour les derniers mois, mais de l'exercice précédent. Nous avons confiance pour l'avenir... mais le passé...

Dans le rapport de l'an dernier, l'auditeur reconnaît qu'il n'a audité que les livres de la succursale de Montréal. Les inventaires des autres succursales ont été acceptés par l'exécutif de la Coopérative.

L'honorable M. Perron (Montcalm): La Coopérative a trois succursales. En entrant en fonction, M. Desmarais a fait auditer les livres des trois succursales. Il n'y a rien à cacher.

M. Blain (Montréal-Dorion): La Coopérative a droit d'emprunter dit l'honorable ministre...

L'honorable M. Perron (Montcalm): Elle emprunte 80 % de la valeur de ses marchandises. C'est son droit. Elle n'a perdu que \$20,000 dans toute son existence. La Coopérative, avec un capital de \$350,000, faisait des affaires pour \$10,000,000 par année. Ce n'est pas assez! C'est pour cette raison que nous voulons lui fournir plus d'argent. C'est le manque de capital qui l'empêche de réussir.

La Coopérative a un bilan honnête; la compagnie est solvable. La province ne perdra pas un sou.

Les banques sont satisfaites d'une garantie de 80 %⁴ sur le stock.

M. Renaud (Laval): Les banques ont l'assurance que le gouvernement remboursera, si la Coopérative devient insolvable. Je défie n'importe

quelle maison d'affaires d'obtenir de l'argent jusqu'à concurrence de 80 % de leur stock.

M. Blain (Montréal-Dorion): À ce que je vois, M. le président, l'exercice financier de la Coopérative fédérée, tel que vérifié par M. Victor Pelletier l'an dernier, s'est soldé par un déficit de \$41,000, malgré un octroi gouvernemental de \$118,000, ce qui constitue en réalité un déficit beaucoup plus considérable.

Le ministre de l'Agriculture parle de l'excédent de \$200,000 comme actif sur le passif. Mais il se pourrait que l'inventaire de l'actif ait été fort exagéré. L'incompétence a fait perdre des sommes considérables aux cultivateurs.

Les affaires de cette entreprise m'intéressent; elles m'intriguent. Si je lui dis par exemple que l'on a mis des boîtes vides, comme un stock valable et authentique dans l'inventaire... Elles étaient censées contenir des marchandises de la Coopérative fédérée.

L'honorable M. Perron (Montcalm): Si vous me le prouvez, je vous ne serai que trois fois obligé, car je puis vous assurer que je ne tolérerai pour rien au monde, une pareille chose et que ça sera vite réglé. Je ferai faire, ajoute-t-il, une enquête. S'il y a eu fraude, je ne cacherai pas ceux qui l'auront commise. Je ne suis pas ici pour protéger la fraude, au contraire.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): L'opposition dira-t-elle enfin si elle est pour ou contre le bill?

M. Renaud (Laval): Non, mais elle veut le discuter. Il n'y a pas de danger pour l'avenir, mais dans le passé...

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Nous ne votons pas ces sommes pour le passé.

M. Blain (Montréal-Dorion): Je ne dis pas que des employés ont commis de la fraude, mais il y a différentes manières de préparer un bilan.

L'honorable M. Perron (Montcalm): Je n'en connais qu'une manière, c'est de faire un bilan honnête.

M. Blain (Montréal-Dorion): L'honorable ministre donnerait-il 80 % pour l'actif de la valeur de la Coopérative?

M. Renaud (Laval): Je ne comprends pas que les banques prêtent 80 % de la valeur des marchandises.

L'honorable M. Perron (Montcalm): Les banques prêtent et se prétendent bien garanties. La qualité des marchandises est indiscutable. Ce sont des produits agricoles de premier ordre et qui s'écoulent avec rapidité.

M. Blain (Montréal-Dorion): Que le ministre remarque que je ne l'en accuse nullement, mais je lui fais cette révélation simplement pour lui démontrer que nous avons bien raison de vouloir départager les articles, et que nous avons raison de ne pas approuver le principe d'un seul bill, où l'on présente un octroi pour les écoles d'agriculture, que tous nous approuvons, et en même temps un octroi de \$750,000, à une institution où l'opposition a raison d'enquêter. L'inventaire de l'entreprise change tellement rapidement qu'il est très difficile de le gérer.

Je puis aussi signaler au ministre que l'un des hauts officiers de la Coopérative fédérée était auparavant employé du Comptoir coopératif et qu'il a été mis à la porte du Comptoir pour avoir fait perdre \$1,322 dans une seule transaction, parce qu'il avait revendu de la farine à l'individu qui l'avait déjà vendue au Comptoir. Et cet officier avait revendu la farine sans consulter le bureau de direction ou ses collègues, au moment où les prix de la farine remontaient.

Et cet employé, qui a fait perdre de l'argent au Comptoir coopératif, est depuis à l'emploi de la Coopérative fédérée. D'après moi, les gens ne font pas confiance aux dirigeants du syndicat, qui ne gèrent pas leurs affaires de façon sérieuse. Est-ce assez pour démontrer au ministre de l'Agriculture (l'honorable M. Perron) que nous avons raison d'enquêter avant d'aller octroyer trois quarts de million à cette institution? Encore une fois, nous n'y sommes pas opposés, mais c'est notre devoir de représentants du peuple de nous enquérir.

J'ai ici des chiffres prouvant que la Coopérative fédérée a fait perdre des sommes considérables aux cultivateurs dans le commerce du fromage. Le cultivateur a perdu de un sou et 9/16 à 5/16 de cent par livre de fromage, parce que la Coopérative payait cela de moins que les autres commerçants, dans certaines circonstances, ce qui forme un déficit qui a dû être assez important. En plus, les opérations de l'année telles que corroborées par M. Lussier indiqueraient un déficit de 50,746 boîtes de fromage dans la production. On a tort de dire que ce sont les députés oppositionnistes qui ont nui à la Coopérative.

Je n'étais pas en Chambre lorsque la Coopérative a été fondée. Jusqu'à l'an passé, on a trop fait de politique avec la Coopérative fédérée, parce que l'ancien ministre avait une politique trop

étroite sur le fonctionnement de cette institution. Et la Coopérative a voulu trop accaparer les branches de la production, oubliant la libre initiative et la libre concurrence du commerce. Nous n'avons pas le droit, comme gouvernement, d'étatiser le commerce, et la Coopérative fédérée a fait du commerce.

L'honorable M. Perron (Montcalm): Si l'honorable député veut me permettre, tant que je serai là comme ministre de l'Agriculture, si jamais la Coopérative Fédérée fait du commerce au lieu de faire de la coopération, elle n'aura jamais un seul sou du gouvernement. Prenez ma parole.

M. Blain (Montréal-Dorion) parle des prix des semences de grains. Une année, dit-il, la Coopérative avait des prix plus élevés que les autres commerçants, mais moins de variétés.

Si les résolutions avaient été divisées, la discussion eût été plus claire. Voilà pourquoi nous avons demandé la division.

M. le président: Le préambule sera-t-il adopté?

Des députés: Adopté!

M. Guertin (Hull): L'opposition n'est pas contre l'agriculture, mais nous ne voulons pas mêler les cartes. L'honorable ministre sait fort bien que s'il nous avait présenté ses trois projets l'un après l'autre, nous aurions pu les discuter plus clairement. Agir de la sorte, c'est créer un bien mauvais précédent et nous ne voulons pas laisser créer un mauvais précédent par la pratique.

Je demande de nouveau à l'honorable ministre de nous laisser voter ses résolutions l'une après l'autre, afin que chaque question soit traitée uniquement à son mérite. Ce n'est pas de l'obstruction. Je demande à l'honorable ministre de bien vouloir nous dire pourquoi il nous a présenté ces résolutions ensemble. Je réclame une réponse de l'honorable ministre?

M. le président (M. Vautrin): Adopté!

M. Guertin (Hull): J'attends une réponse à ma question.

M. Blain (Montréal-Dorion): S'il répond, ce n'est pas pour le député de Hull (M. Guertin) qu'il prendra la peine de le faire.

M. le président (M. Vautrin): Il n'est pas obligé de répondre. L'on ne peut forcer un député de

répondre à une question, et l'honorable député de Hull n'a pas le droit de forcer un ministre à répondre à ses questions.

L'honorable M. Perron (Montcalm): Je ne répondrai jamais à cette question.

M. Guertin (Hull): Alors, nous n'avons pas le droit de discuter!

L'honorable M. Perron (Montcalm): Certainement, vous n'avez qu'à continuer si vous voulez discuter.

M. Guertin (Hull): Alors, l'honorable ministre de l'Agriculture méprise trop les prérogatives et le député de Hull pour lui répondre?

L'honorable M. Perron (Montcalm): M. le président, l'honorable député n'a pas le droit de dire que le ministre de l'Agriculture méprise un seul député de cette Chambre.

M. Guertin (Hull): M. le président, où allons-nous? L'honorable ministre, faute d'arguments, s'est plaint de l'opposition, hier soir. Je comprends que le ministre ne professe que sarcasme pour l'opposition et qu'il ne veut pas répondre parce qu'il est embarrassé.

Des députés: À l'ordre!

M. le président: À l'ordre! Le député de Hull doit parler sur les résolutions seulement. Le député n'a pas le droit de supposer de mauvais motif chez un autre député.

M. Guertin (Hull): Le ministre n'est peut-être pas obligé, en vertu des règlements, de me répondre, mais c'est la coutume qu'un ministre en charge d'un département donne toutes les explications que nous demandons concernant le département dont il est responsable.

L'honorable M. Perron (Montcalm): Je ne suis pas chargé d'instruire mon honorable ami.

M. Guertin (Hull): Non, pour sûr. Il y a des choses qu'il ne réussirait pas à m'enseigner.

Des députés: À l'ordre! À l'ordre!

M. le président: À l'ordre!

M. Tremblay (Maisonnette): Toutes les insultes sont permises au ministre de l'Agriculture, M. le président. L'autre jour, il ridiculisa le député de Laval et personne ne dit rien. Aujourd'hui, parce que c'est nous, nous sommes rappelés à l'ordre. Les règlements sont pour les deux côtés.

M. Guertin (Hull): Il a eu toute liberté d'insulter le député de Laval, moi-même et le député de Maisonnette...

L'honorable M. David (Terrebonne): Député de Maisonnette...

M. Tremblay (Maisonnette): Aussi net que le secrétaire de la province (l'honorable M. David).

M. Guertin (Hull): Où allons-nous?

L'honorable M. Perron (Montcalm): Allons dîner.

M. Guertin (Hull): Hier soir, le ministre de l'Agriculture était sensible, il se plaignait de l'opposition, il pleurait, il se lamentait, il posait au martyr, et aujourd'hui, il affecte le plus entier mépris pour le député de Hull.

Ça ne me surprend pas que nous fassions pas pire que lui. Le ministre de l'Agriculture a demandé la sympathie du député de Montréal-Dorion (M. Blain), mais quelle est sa conduite aujourd'hui?

L'honorable M. Perron (Montcalm): Je ne l'ai pas fait. Je soulève un point d'ordre.

M. Guertin (Hull) réclame, dit-il, des détails sur le dernier bilan de la Coopérative fédérée. Si l'honorable ministre nous demande le droit d'avancer \$750,000 à la Coopérative, nous avons le droit de savoir si cette société est bien administrée, si elle a un déficit ou un surplus...

Des députés ministériels toussent avec exagération et bâillent bruyamment.

Adopté!

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Bien, bien...

M. Guertin (Hull): Je n'ai pas de leçon à recevoir du ministre de l'Agriculture. Mais, M. le président, il est 6 heures et je demande la suspension de la séance.

Résolutions à rapporter:

Le comité fait rapport qu'il n'a pas terminé l'examen des résolutions et demande la permission de siéger de nouveau⁵.

À 6 h 10, la Chambre suspend ses travaux.

Reprise de la séance à 8 h 45

Charte de Québec

M. Power (Québec-Ouest) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 99 modifiant la charte de la cité de Québec.

Adopté.

En comité⁶:

M. Houde (Montréal-Sainte-Marie) pose une question.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Le comité des bills privés a ajouté \$4,000,000 de plus pour un réservoir d'eau à Lac-Saint-Charles, un projet qui nécessite la construction d'un grand barrage-réservoir.

Les articles 1 à 16 ainsi que le préambule sont adoptés.

Le comité, ayant étudié le bill, en fait rapport sans amendement.

M. Power (Québec-Ouest) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Successions Thomas O'Reilly et Mary Gillies

M. Vautrin (Montréal-Saint-Jacques) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 158 concernant les successions de Thomas O'Reilly et de dame Mary Gillies.

Adopté. Le comité, ayant étudié le bill, en fait rapport sans amendement.

M. Vautrin (Montréal-Saint-Jacques) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Compagnie de chemin de fer Montréal et Sud-Ouest

M. Plante (Montréal-Mercier) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 155 modifiant la charte de la Compagnie de chemin de fer Montréal et Sud-Ouest.

Adopté.

En comité⁷:

M. Houde (Montréal-Sainte-Marie) pose des questions.

M. Plante (Montréal-Mercier) répond aux questions.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): La Compagnie de chemin de fer Montréal et Sud-Ouest demande d'amender sa charte pour prolonger le délai dans lequel la voie ferrée doit être bâtie. Il donne les noms des directeurs de la Compagnie et rappelle que plusieurs sont aussi directeurs de la Beauharnois Light, Heat & Power.

M. Houde (Montréal-Sainte-Marie): Ce sont les mêmes que ceux de la Beauharnois Development.

M. Tremblay (Maisonnette) demande des explications.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) décrit la direction générale de la ligne à partir de la charte originale.

M. Blain (Montréal-Dorion): J'espère que ça n'entrera pas en conflit avec le chemin de fer de la Beauharnois. Mais je suis certain que non, parce que je constate qu'ils ont des dirigeants communs. Le député de Beauharnois aura apparemment deux ou trois chemins de fer dans son comté.

Les articles 1 à 3, ainsi que le préambule, sont adoptés.

Le comité, ayant étudié le bill, en fait rapport sans amendement.

M. Plante (Montréal-Mercier) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté sur division.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Chemin de fer Colonisation Montréal et Nord

M. Plante (Montréal-Mercier) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 156 modifiant la charte de la Compagnie de chemin de fer Colonisation Montréal et Nord.

Adopté.

En comité⁸:

M. Plante (Montréal-Mercier): Les directeurs de cette dernière compagnie sont les mêmes que ceux de la compagnie précédente, et ils demandent les mêmes pouvoirs.

M. Blain (Montréal-Dorion): Oh! Les mêmes; mais je vois qu'ils ont tous les chemins de la province. Il y en a un qui se trouve sur la rive sud du Saint-Laurent, et l'autre, dans la région du Lac-Saint-Jean.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) lit les noms des directeurs de cette compagnie, dont M. Achille Bergevin.

M. Houde (Montréal-Sainte-Marie): Encore les gens de la Beauharnois.

(En souriant) Il y a déjà un gouvernement qui a tombé sur une affaire de chemin de fer pour coloniser le Nord.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Si celui-ci tombe, vous serez contents.

(Rires dans la Chambre et dans les galeries)

M. le président (M. Vautrin): Je suis obligé d'avertir le public dans les galeries qu'on ne doit faire aucune manifestation.

M. Tremblay (Maisonnette): Je ne crois pas que la Chambre devrait accorder à cette

compagnie les pouvoirs qu'elle demande, puisqu'elle a obtenu sa charge en 1911 et n'a rien fait. Je crains que ce soit une simple spéculation.

Il y a d'autres demandes pour la même région. Je crois que le C.P.R. veut monter jusqu'à la Baie James, et il semble injuste de bloquer une compagnie sérieuse à cause de gens qui maintiennent peut-être simplement leur charte pour leur propre bénéfice futur.

L'honorable M. Galipeault (Bellechasse):

L'honorable député n'était peut-être pas au comité lorsque nous avons étudié ce bill. On ne nous a fourni aucune explication sur la non-exécution des travaux, sauf qu'on nous a expliqué que les conditions financières n'avaient pas permis la réalisation de l'entreprise. Tous les intéressés étaient présents et ont été entendus, de sorte que les craintes de mon honorable ami ne sont pas justifiées.

M. Guertin (Hull): Une compagnie a été formée, il y a quelque temps, pour construire un chemin de fer reliant Amos à Montréal et Hull et Ottawa. Il y a longtemps que l'on réclame un chemin de fer d'Amos à Montréal et Hull. Nous manquons de chemins de fer dans la province précisément parce que l'on a trop accordé de chartes à des compagnies qui n'existent que sur le papier.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Si nous refusons des chartes, cela ne nous attirera pas des chemins de fer.

M. Guertin (Hull): Qu'est-ce que cette compagnie est devenue? L'honorable ministre peut-il nous dire quelles raisons a la compagnie pour retarder ses travaux?

L'honorable M. Galipeault (Bellechasse): On ne nous a pas donné les raisons financières.

M. Guertin (Hull): Le projet dont je parle créerait des débouchés pour les produits de l'Abitibi dans les marchés de Montréal et de Hull, au lieu du marché de Toronto. Cela signifierait l'ouverture de la région de l'Abitibi au complet. Je sais qu'il demande la construction d'une voie ferrée dans son comté depuis un certain temps et que la Abitibi Southern Railway Co. a été créée pour la construire.

Je voudrais savoir ce que pense l'honorable député d'Abitibi (M. Authier). Le projet de chemin de fer Colonisation Montréal et Nord risque-t-il de nuire à ce projet ou à la charte accordée à la

Chibougamau Railway, qui permettra de construire un chemin de fer jusqu'à la Baie James? On manque de chemin de fer dans son comté, où la population a diminué.

M. Authier (Abitibi): L'honorable député est mal informé. La population de l'Abitibi n'a pas diminué. Je suis en faveur des chemins de fer qui passeraient par l'Abitibi jusqu'à la Baie James. Le fait d'avoir plusieurs entreprises qui s'intéressent à la construction de chemins de fer dans le Nord ne pose pas de problème. Toutes les raisons invoquées par l'honorable représentant de Hull (M. Guertin) sont de très bonnes raisons d'adopter le bill. Mais, comme nous l'a dit l'honorable premier ministre, nous ne pouvons espérer en avoir si nous refusons des chartes aux compagnies qui en demandent.

Pour ce qui est d'être trop près de la T. & N. O., je ne vois pas le problème. Il y a environ 500 milles entre la ligne Québec-Chibougamau et la T. & N. O., plus qu'assez pour un autre chemin de fer.

Un chemin de fer serait très utile pour la région.

M. Houde (Montréal-Sainte-Marie): Et pour la Abitibi Southern Railway?

M. Authier (Abitibi): Je ne le sais pas, mais je n'ai aucune objection pour ce qui est du chemin de fer Colonisation Montréal et Nord, pour lequel il semble y avoir amplement de place.

M. Tremblay (Maisonnette): Nous allons accepter les remarques de l'honorable député d'Abitibi. Le gouvernement n'encourage pas suffisamment la construction des chemins de fer. Nous sommes sous ce rapport la province la plus arriérée.

Nous aussi, nous voulons des chemins de fer. Je crois qu'il vaudrait mieux refuser le délai demandé, mais est-ce qu'il ne serait pas plus raisonnable de la part du gouvernement de procéder, comme dans l'Ontario, et de construire lui-même le chemin de fer que réclame le nord de la province? La province a besoin d'un plus grand nombre de chemins de fer; la Compagnie de chemin de fer Colonisation Montréal et Nord a une charte depuis plusieurs années, et vu qu'elle n'avait pas construit, le gouvernement devrait prendre cette entreprise à sa charge.

M. Guertin (Hull) souligne le besoin de relier l'Abitibi et la région au-delà, avec Montréal et

Hull, comme l'Abitibi Southern le propose dans son projet. Cela signifierait un nouveau territoire ouvert à la colonisation et des débouchés dans les marchés des centres établis depuis plus longtemps.

M. Tremblay (Maisonnette): Pourquoi ce retard, et pourquoi ce nouveau délai?

L'honorable M. Perrault (Arthabaska): Aucune raison, seulement les conditions du marché.

M. Tremblay (Maisonnette): Il ne faudrait pas nuire aux compagnies sérieuses, mais je me pose des questions sur le bill.

Les articles 1 à 4, ainsi que le préambule, sont adoptés.

Le comité, ayant étudié le bill, en fait rapport sans amendement.

M. Plante (Montréal-Mercier) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Le chef de l'opposition (M. Houde) est-il disposé à laisser passer le bill de la Beauharnois Railway?

M. Houde (Montréal-Sainte-Marie): Il ne passera qu'après discussion.

M. Guertin (Hull): C'est assez de chemins de fer pour une séance!

Adopté sur division.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Prêts hypothécaires

M. Bercovitch (Montréal-Saint-Louis) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 193 modifiant le Code civil relativement aux prêts hypothécaires.

Adopté.

En comité:

M. Blain (Montréal-Dorion): Nous avons exprimé un vœu, l'an dernier, pour que le gouvernement fédéral amende la loi de faillites, de façon à l'empêcher d'annuler notre hypothèque.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Vous avez malheureusement raison.

M. Houde (Montréal-Sainte-Marie): Est-ce que le gouvernement ne peut rien obtenir à ce sujet?

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): C'est Ottawa qui décide si la loi doit être amendée ou non.

Les articles 1 à 3 sont adoptés.

Le comité, ayant étudié le bill, en fait rapport sans amendement.

M. Bercovitch (Montréal-Saint-Louis) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Écrits faits hors Québec

M. McDonald (Pontiac) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 169 modifiant les articles 1220 et 2144 du Code civil relativement à certains écrits faits hors de la province de Québec soit maintenant lu une deuxième fois.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Il s'agit de permettre que de tels documents soient notariés, au lieu de forcer les citoyens de la province de Québec à se présenter devant un consul britannique.

M. Guertin (Hull): Y a-t-il encore de nos gens aux États?

(Rires)

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

Imposition de certaines taxes

M. Dugas (Joliette) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 194 modifiant l'article 700 du Code municipal relativement à l'imposition de certaines taxes soit maintenant lu une deuxième fois.

Le but du projet est d'empêcher l'imposition de taxes spéciales sur la vente des produits agricoles.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent du Code municipal.

Société coopérative fédérée des agriculteurs

L'honorable M. Perron (Montcalm) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme de nouveau en comité plénier pour prendre en considération un projet de résolutions relatives au bill 4 concernant les écoles d'agriculture, la construction d'entrepôts et la Société coopérative fédérée des agriculteurs de la province de Québec.

Adopté.

Il informe alors la Chambre qu'il est autorisé par Son Honneur le lieutenant-gouverneur à soumettre ledit projet de résolutions et que Son Honneur en recommande la prise en considération.

En comité:

L'honorable M. Perron (Montcalm) propose:

Attendu qu'il est opportun d'établir, d'agrandir, d'aménager et d'outiller des écoles d'agriculture dans la province de Québec;

Attendu qu'il est opportun de construire des entrepôts pour l'emmagasiner des produits agricoles;

Attendu qu'il est opportun de faire un prêt à la Société coopérative fédérée des agriculteurs de la province de Québec, ou de garantir un emprunt de ladite société;

Qu'il soit en conséquence résolu:

1. Qu'un montant de six cent mille dollars sera affecté à l'établissement, l'agrandissement, l'aménagement et l'outillage d'écoles d'agriculture dans la province de Québec, et que le trésorier de la province pourra, de temps à autre, avancer et payer à même le fonds consolidé du revenu, jusqu'à concurrence de ce montant de six cent mille dollars, sur les certificats du ministre de l'Agriculture, les montants requis pour payer, en tout ou en partie, le coût des constructions ou défrayer celui des améliorations ci-dessus mentionnées.

2. Qu'un montant de cinq cent mille dollars sera affecté à la construction d'entrepôts pour l'emmagasiner des produits agricoles, et que, dans le but de se procurer les terrains nécessaires pour ces constructions, en tout ou en partie, le lieutenant-gouverneur en conseil sera autorisé à acquérir, à l'amiable ou par expropriation, les immeubles

nécessaires, ainsi que tous droits immobiliers, charges, baux à louer ou baux emphytéotiques, rentes constituées ou autres droits quelconques affectant ces immeubles.

3. Que toute expropriation nécessitée pour parvenir aux fins visées par la loi qui sera basée sur les présentes résolutions sera soumise à la loi des chemins de fer de Québec, *mutatis mutandis*.

4. Que le trésorier de la province pourra, de temps à autre, avancer et payer, à même le fonds consolidé du revenu, jusqu'à concurrence du montant de cinq cent mille dollars mentionné dans la résolution 2, sur les certificats du ministre de l'Agriculture, les montants requis pour payer le prix des immeubles et droits immobiliers ci-dessus mentionnés et pour défrayer, en tout ou en partie, le coût des constructions; ou que le lieutenant-gouverneur en conseil sera autorisé, aux fins de faire les acquisitions et de rencontrer le coût des constructions, à contracter un ou des emprunts, n'excédant pas en tout cinq cent mille dollars, au moyen d'obligations ou de rentes inscrites émises sur le crédit de la province.

5. Que ces obligations ou rentes inscrites seront émises à un taux d'intérêt n'excédant pas six pour cent par année, et seront faites pour le terme, dans la forme et pour le montant que le lieutenant-gouverneur en conseil déterminera, et seront payables, intérêt et principal, annuellement ou semi-annuellement, à et aux endroits qu'il indique.

6. Que le ministre de l'Agriculture sera autorisé à faire un prêt n'excédant pas sept cent cinquante mille dollars à la Société coopérative fédérée des agriculteurs de la province de Québec, ou à se porter garant pour un ou des emprunts, n'excédant pas en tout sept cent cinquante mille dollars que pourrait faire ladite société, ladite somme à être payée au ministre de l'Agriculture, s'il y a lieu, par le trésorier de la province à même le fonds consolidé du revenu, sur arrêté du lieutenant-gouverneur en conseil.

M. Gault (Montréal-Saint-Georges): Le gouvernement a-t-il prévu comment seraient distribués les \$300,000 affectés à l'éducation?

L'honorable M. Perron (Montcalm): Pas encore.

M. le président (M. Vautrin): Adopté!

M. Houde (Montréal-Sainte-Marie): Avis au *Soleil*!

M. Blain (Montréal-Dorion): Je tiens à avertir *Le Soleil* qu'il ne devra pas dire que l'opposition a pris la place du gouvernement.

M. Gault (Montréal-Saint-Georges): Comment la somme de \$600,000 affectée aux collèges d'agriculture sera-t-elle distribuée?

L'honorable M. Perron (Montcalm): Rien n'est décidé quant au mode de distribution.

M. Blain (Montréal-Dorion): Est-ce que l'honorable ministre a un terrain de choisi pour son entrepôt frigorifique?

L'honorable M. Perron (Montcalm): Aucun. Aucune mesure n'a été prise en ce sens.

M. Guertin (Hull): L'honorable ministre répond aux questions ce soir.

M. Houde (Montréal-Sainte-Marie): (En riant) Voyez comme les choses vont bien quand l'honorable ministre est de bonne humeur.

L'honorable M. Perron (Montcalm): Tout le monde est de bonne humeur ce soir.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Le ministre a-t-il les pouvoirs de faire construire des édifices tels que l'entrepôt en question?

L'honorable M. Perron (Montcalm): Je crois que oui. La Législation est souveraine.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Il me semble que c'est du ressort du ministère des Travaux publics.

L'honorable M. Galipeault (Bellechasse): Chaque année, des constructions sont élevées par chaque département. D'autres travaux sont exécutés par ordre en conseil. Il n'y a rien d'extraordinaire à ça.

L'honorable M. Perrault (Arthabaska): Le ministère de la Voirie construit des garages.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Par simple ordre en conseil, nous pouvons transférer les pouvoirs d'un département à un autre. À plus forte raison, la Législature a-t-elle le droit de donner des pouvoirs à un ministère.

Les résolutions sont adoptées.

Résolutions à rapporter:

Le comité fait rapport qu'il a adopté plusieurs résolutions, lesquelles sont lues deux fois et adoptées par la Chambre.

L'honorable M. Perron (Montcalm) demande la permission de présenter le bill 4 concernant les écoles d'agriculture, la construction d'entrepôts et la Société coopérative fédérée des agriculteurs de la province de Québec.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

L'honorable M. Perron (Montcalm) propose que le bill soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté.

L'honorable M. Perron (Montcalm) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Subsides

L'honorable M. McMaster (Compton) propose, selon l'ordre du jour, que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil pour que la Chambre se forme de nouveau en comité des subsides.

Adopté.

En comité:

L'honorable M. McMaster (Compton) propose: 1. Qu'un crédit n'excédant pas cinq millions de dollars soit ouvert à Sa Majesté pour la construction, la réparation et l'entretien des chemins S. R., 1925, chapitre 91, article 74, tel qu'amendé par 18 George V, chapitre 35, section 6b, pour l'exercice finissant le 30 juin 1931.

Des députés ministériels: Adopté! Adopté!

M. Guertin (Hull): Discutons le contrat donné pour la construction de la route Hull-Wakefield par la Société générale des ponts et chaussées. Les travaux ont été des plus coûteux et ont causé des difficultés entre la municipalité de Wakefield et le gouvernement⁹.

(Il remarque que le ministre de la Voirie (l'honorable M. Perrault) est plongé dans ses papiers).

J'aurai des questions pour l'honorable ministre dans quelques minutes et j'aimerais qu'il soit attentif à mon explication des faits.

L'honorable M. Perrault (Arthabaska): J'assure l'honorable ministre que je serai très attentif.

M. Guertin (Hull): Le ministre m'a, dit-il, fait remettre tous les documents de la route du canton Wakefield. Les contribuables de Wakefield craignent d'être appelés à payer plus cher pour cette route. Je prierais l'honorable ministre de la Voirie (M. Perrault) de les rassurer.

L'honorable M. Perrault (Arthabaska)¹⁰: Pour les raccordements avec les ponts et à cause des montagnes, on a dû faire passer le chemin par tel ou tel endroit, afin d'épargner des charges plus lourdes aux municipalités, à cause des ponts. Quant au coût élevé de construction, il est dû aux obstacles naturels de la région. Le gouvernement a suivi son propre programme.

Le département de la Voirie a dû composer avec le fait que la route de Wakefield est un tronçon de la route Hull-Maniwaki-Mont-Laurier, que cette route n'avait pas encore été construite et que les gens de cette région réclamaient ce tronçon. Après des difficultés, nous avons décidé de construire à cet endroit un chemin de 12 pieds de large. Des soumissions ont été demandées et le contrat a été accordé à la Société générale des ponts et chaussées. Cette dernière était la plus basse soumissionnaire avec \$85,120.

Le gouvernement a dû terminer le travail au coût de \$60,000. Le ministre avait refusé de renouveler le contrat de la compagnie, même si on lui avait accordé un second contrat pour élargir la route. Le gravelage a été fait par le département de la Voirie, et il a fallu en mettre une épaisseur de 12 pouces pour résister au trafic, alors qu'au départ le contrat ne stipulait que quatre pouces.

Nous avons décidé plus tard d'élargir la route à 24 pieds. Un nouveau contrat a été accordé à cette Société pour les terrassements, etc. Lorsque l'exécution de ses contrats a été terminée, la Société nous a demandé de continuer les travaux mais, à la suggestion des ingénieurs, nous avons pensé que le reste des travaux serait fait à la journée par le département. C'est ce qui est fait.

M. Guertin (Hull): Pourquoi le gouvernement n'a-t-il pas laissé la compagnie continuer les

travaux? Est-ce que le gouvernement n'y aurait pas gagné?

L'honorable M. Perrault (Arthabaska): Non. Sur la représentation des ingénieurs, j'ai cru que nous économiserions en faisant les travaux à la journée, et je crois que nous avons sauvé \$10,000.

M. Guertin (Hull): L'honorable ministre a parlé ce soir comme un homme au courant des faits. Pourquoi se fâcher? Je trouve bien étrange que le ministre de la Voirie soit si fâché.

L'honorable M. Perrault (Arthabaska): Pas si fâché que ça!

M. Guertin (Hull): Oh oui! L'honorable ministre, et d'autres membres du gouvernement le savent que la critique de l'opposition aide le gouvernement contre ses propres amis. Il doit se rendre compte que nous, de l'opposition, en protégeant le public, contribuons souvent à protéger les ministres en leur montrant ce qui se passe dans leur ministère.

Si seulement l'honorable ministre était aussi clair, aussi précis qu'il l'a été ce soir, je l'en félicite, nous serions plus satisfaits. Mais, hier, il m'a fait des affirmations, sans avoir de documents.

L'honorable M. Perrault (Arthabaska): Il s'agit d'une affaire qui a commencé en 1924. J'ai dû étudier tout le vieux dossier.

M. Guertin (Hull): Si l'honorable ministre m'avait dit hier qu'on avait décidé d'élargir le chemin, il m'aurait désarçonné. Je crois que l'honorable ministre devrait nous dire la part qu'il entend exiger de la municipalité de Wakefield.

L'honorable M. Perrault (Arthabaska): Je dirai franchement à l'honorable député que je n'y ai pas encore songé, car les travaux ne sont pas terminés.

M. Guertin (Hull): J'ai confiance en l'honorable ministre, car le maire et le secrétaire-trésorier de la municipalité ne sont pas des bleus, mais des rouges. Ils ne s'intéressent pas à moi, mais je m'intéresse à eux.

Le gouvernement est trop strict dans l'imputation des coûts. La route sert à toute la province et le gouvernement devrait payer la grosse part, la part du lion, car la construction a été coûteuse.

L'honorable M. Perrault (Arthabaska): Si l'honorable député me le permet, c'est moi qui ai décidé la construction de cette route. J'ai essayé de négocier avec la municipalité. Je leur ai tout offert. Ils ont refusé.

M. Guertin (Hull): Je crois que la municipalité est disposée à faire sa petite part.

L'honorable M. Perrault (Arthabaska): Nous allons terminer les travaux et nous ne persécuterons pas la municipalité.

M. Houde (Montréal-Sainte-Marie): Est-ce que, pour les contrats de 1928, les soumissions étaient pour 4 ou 12 pouces de gravier?

L'honorable M. Perrault (Arthabaska): L'honorable député de Hull a les soumissions et je ne les ai pas ici. L'honorable chef de l'opposition n'a qu'à consulter le dossier que j'ai remis à notre collègue de Hull.

M. Guertin (Hull): Est-ce que l'honorable ministre a l'intention d'augmenter les salaires des ouvriers de la Voirie?

L'honorable M. Perrault (Arthabaska): Je l'ai annoncé moi-même. Nous avons la chose sous considération. Elle se solutionnera au cours de la saison. Il ne faut pas oublier, cependant, que si nous augmentons le budget des salaires, il y aura moins de milles de route.

M. Guertin (Hull): La rumeur veut que le député de Bellechasse (l'honorable M. Galipeault) cherche à obtenir de meilleurs salaires avant de quitter la politique et d'être nommé juge.

La résolution est adoptée.

Résolutions à rapporter:

Le comité fait rapport qu'il a adopté une résolution et demande la permission de siéger de nouveau. Ladite résolution est lue deux fois et adoptée.

La séance est levée à 10 h 50.

NOTES

1. Il y avait foule dans les galeries selon *L'Événement* du 14 mars 1930, à la page 8.

2. Le comité se réunit sous la présidence de M. Vautrin (Montréal-Saint-Jacques).

3. 50,000, selon *La Patrie* du 13 mars 1930, à la page 5.

4. 50 %, selon *L'Action catholique* du 14 mars 1930, à la page 9.

5. *L'Action catholique* du 14 mars 1930, à la page 1, rapporte que le débat a duré près de 3 heures.

6. Voir note 2.

7. Voir note 2.

8. Voir note 2.

9. *The Montreal Daily Star* du 14 mars 1930, à la page 20, rapporte que le représentant de Hull (M. Guertin) a parlé pendant 10 minutes.

10. *L'Événement* du 14 mars 1930, à la page 8, précise que le sous-ministre J.-L. Boulanger vient s'asseoir à côté du ministre de la Voirie (l'honorable M. Perrault).

Séance du vendredi 14 mars 1930

Présidence de l'honorable T.-D. Bouchard

La séance est ouverte à 3 h 20.

Prière.

M. l'Orateur: À l'ordre Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

hôtels, magasins, etc.", tel qu'il appert à la page 6 des *Comptes publics 1896-1897*?

L'honorable M. McMaster (Compton): Ces renseignements sont donnés dans l'état no 12, pages 44 à 53 des *Comptes publics 1896-1897*.

Rapports de comités:

L'honorable M. Laferté (Drummond): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le second et le dernier rapport du comité de la redistribution des collèges électoraux, avec les exhibits qui l'accompagnent (Document de la session no 60), lequel rapport est lu.

M. Côté (Bonaventure): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le troisième rapport du comité permanent du Code municipal. Voici le rapport.

Votre comité a décidé de rapporter, sans amendement, le bill suivant:

- bill 174 modifiant l'article 642 du Code municipal.

**Code municipal,
articles 75 et 760**

M. Thurber (Chambly) demande la permission de présenter le bill 196 remplaçant les articles 75 et 760 du Code municipal.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

**Loi
des cités et villes**

M. Thurber (Chambly) demande la permission de présenter le bill 197 modifiant la loi des cités et villes.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

Questions et réponses:

**Licences:
hôtels, magasins, revenus**

M. Houde (Montréal-Sainte-Marie): Qu'a rapporté en 1896-1897 chacune des sources de revenus comprises sous la rubrique générale "Licences:

**Licences:
hôtels, magasins, revenus**

M. Houde (Montréal-Sainte-Marie): Qu'a rapporté en 1919-1920 chacune des sources de revenus comprises sous la rubrique générale "Licences: hôtels, magasins, etc.", tel qu'il appert à la page 6 des *Comptes publics 1919-1920*?

L'honorable M. McMaster (Compton):

Hôtels.....	\$ 35,911.40
Hôtels, (Bière et vin)	92,632.64
Restaurants.....	28,629.46
Restaurants, (Bière et vin)	120,875.00
Maisons de logement.....	1,213.50
Clubs, (Bière et vin).....	18,572.75
Buffets de chemins de fer	1,200.00
Wagons restaurants	187.50
Bateaux à vapeur	675.00
Magasins de liqueurs en gros.....	38,494.00
Magasins de liqueurs en détail.....	181,658.65
Hôtels de tempérance.....	25,939.59
Spéciales (Art. 974, S.R.Q., 1909) .	2,480.00
Encanteurs	5,714.02
Encanteurs-assistants	300.00
Cidre et vin du pays	80.00
Colporteurs	7,661.99
Véhicules de colporteurs	5,351.49
Billards et autres tables.....	36,198.78
Billards dans clubs.....	2,924.50
Jeux de quilles	1,067.52
Poudrières	1,407.08
Poudre (Gros et détail).....	558.00
Poudre (détail)	1,847.00
Bureaux de placement	6,350.00
Bureaux de prêts	250.00
Prêteurs sur gages	1,000.00
Argents de courtiers étrangers	15,500.00
Buanderies publiques.....	9,352.92
Réunions de courses	31,432.20
Lieux d'amusements	16,497.76
Amusements temporaires	4,074.10

Salles de vues animées.....	35,102.13
Échange de pellicules.....	2,601.60
Cautionnements, (Encanteurs).....	462.00
Honoraires de licences.....	22,223.00
Transferts de licences.....	26,733.88
Timbres de licences.....	9,637.00
Droits de ventes par encan.....	19,034.38
Droits d'entrées aux courses.....	8,909.46
Produits, liqueurs, etc., saisies.....	27,706.85
Examen de pellicules.....	20,884.00
Amendes.....	119,682.69
Frais recouverts.....	<u>4,135.96</u>
Total des perceptions au 30 juin 1920.....	\$993,149.80
À déduire : Montants reçus après le 30 juin 1920.....	<u>6,227.03</u>
Total des recettes au 30 juin 1920...	\$986,922.77
Reçu pour droits sur licences en vertu de la loi de prohibition de Québec.....	440,487.52
Pour timbres de prohibition.....	<u>126,669.13</u>
Total des recettes au 30 juin 1920...	\$1,154,079.42

Cap-Chat, entretien des routes

M. Lafleur (Montréal-Verdun): Combien le ministère de la Colonisation a-t-il donné d'octrois depuis 1924 inclusivement, à date, pour l'entretien des routes à Cap-Chat?

L'honorable M. Laferté (Drummond): Pour la réparation de chemins et routes dans Cap-Chat: \$4,198.24.

Registres des juges de paix

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité plénier pour prendre en considération un projet de résolution relative au bill 9 modifiant la loi des tribunaux judiciaires relativement aux juges de paix.

Adopté.

Il informe alors la Chambre qu'il est autorisé par Son Honneur le lieutenant-gouverneur à soumettre ledit projet de résolution et que Son Honneur en recommande la prise en considération.

En comité

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) propose: Que le procureur général soit autorisé à fournir les registres qui doivent être tenus par les greffiers, conformément aux dispositions du paragraphe cinquième de la section deuxième de la troisième partie de la loi des tribunaux judiciaires (Statuts refondus, 1925, chapitre 145) tel que remplacé par la loi qui accompagne les présentes résolutions, ainsi que les formules des rapports que ces greffiers doivent faire en vertu de cedit paragraphe.

M. Guertin (Hull): Est-ce que l'honorable premier ministre songe à réduire le prix des timbres judiciaires?

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Nous y pensons toujours.

La résolution est adoptée.

Résolutions à rapporter:

Le comité fait rapport qu'il a adopté une résolution, laquelle est lue deux fois et adoptée par la Chambre.

Il est ordonné que lesdites résolutions soient renvoyées au comité plénier chargé d'étudier le bill 9 modifiant la loi des tribunaux judiciaires relativement aux juges de paix.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 9 modifiant la loi des tribunaux judiciaires relativement aux juges de paix.

Adopté. Le comité, ayant étudié le bill, en fait rapport sans amendement.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Loi de la saisine de certains bénéficiaires

L'honorable M. McMaster (Compton) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se

forme en comité plénier pour étudier le bill 56 modifiant la loi de la saisine de certains bénéficiaires.

Adopté. Le comité, ayant étudié le bill, en fait rapport sans amendement.

L'honorable M. McMaster (Compton) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Le but de la loi en discussion est de valider la loi de 1922 concernant des droits sur les successions dont la validité a été mise en question, en vertu d'une vieille loi de 1867, qui établit le principe selon lequel on ne peut modifier le Code civil à moins de faire référence à l'article modifié. La législation devant nous vise à clarifier la loi, pas à la modifier, car la loi adoptée en 1922 semble entrer en conflit avec deux articles du Code civil, en ce qu'elle omet de mentionner les articles du Code qu'elle remplace. L'objet du présent bill est de rendre plus certaine la validité de la loi adoptée il y a huit ans.

Selon la loi actuelle, les héritiers doivent payer 3 % de plus dans le cas des descendants en ligne directe, 9 % dans le cas de la ligne collatérale et 15 % dans le cas des étrangers, sur tous les biens meubles légués dans la province de Québec à des personnes résidant à l'extérieur de la province. Cela s'ajoute aux droits sur les successions habituels.

M. Blain (Montréal-Dorion) n'approuve pas l'idée de l'imposition supplémentaire des héritiers de successions québécoises vivant à l'intérieur ou à l'extérieur de la province. Cela lui semble équivaloir à approuver la surimposition.

M. Guertin (Hull): Mon comté s'intéresse tout particulièrement à cette législation, étant donné l'endroit où il est situé, soit à frontière interprovinciale avec l'Ontario, où on ne prélève pas un tel impôt sur les successions, et plusieurs intéressés ont fait des représentations auprès du procureur général pour que le taux d'imposition soit modifié.

L'honorable M. McMaster (Compton): Le député de Hull parle de la loi initiale et non du bill qui est maintenant devant cette Chambre. L'objet du bill en discussion n'est pas d'intervenir dans la loi initiale ni de la changer, mais simplement de valider certaines lois antérieures sur la question. Il affirme n'avoir jamais reçu, au cours de son mandat comme trésorier provincial, de demande pour modifier le taux d'imposition des successions, comme le suggère le député de Hull.

Adopté. Le bill est lu une troisième fois.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Loi des timbres

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 13 modifiant la loi des timbres.

Adopté. Le comité, ayant étudié le bill, en fait rapport sans amendement.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Sociétés d'agriculture

L'honorable M. Perron (Montcalm) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 204 modifiant la loi concernant les sociétés d'agriculture soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité plénier.

L'honorable M. Perron (Montcalm) propose que la Chambre se forme immédiatement en ledit comité.

Adopté.

En comité¹:

L'honorable M. Perron (Montcalm): Le but du projet est très simple. Il s'agit de fixer les délais d'appel en matière de contestation d'élection dans les cercles agricoles et les sociétés d'agriculture. Actuellement, il n'y a pas de délai. Nous voulons qu'il soit de 30 jours.

M. Blain (Montréal-Dorion): Je ne voudrais pas que l'on interprêtât mal mes paroles, mais si l'on pouvait abolir les contestations d'élection des sociétés d'agriculture, je serais bien heureux.

L'honorable M. Perron (Montcalm): Je serais bien content moi aussi.

Les articles 1 et 2 sont adoptés.

Le comité, ayant étudié le bill, en fait rapport sans amendement.

L'honorable M. Perron (Montcalm) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Cercles agricoles

L'honorable M. Perron (Montcalm) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 203 modifiant la loi concernant les cercles agricoles soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité plénier.

L'honorable M. Perron (Montcalm) propose que la Chambre se forme immédiatement en ledit comité.

Adopté. Le comité, ayant étudié le bill, en fait rapport sans amendement.

L'honorable M. Perron (Montcalm) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Aliénation des utilités publiques

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 61 modifiant les Statuts refondus, 1925, relativement à l'aliénation de certaines utilités publiques soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté sur division. Le bill est renvoyé au comité plénier.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) propose que la Chambre se forme immédiatement en ledit comité.

Adopté.

En comité²:

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Il s'agit d'empêcher une municipalité de vendre un service d'aqueduc ou d'égout sans l'approbation des électeurs-propriétaires. Il convient que les contribuables soient consultés, car ces utilités publiques constituent un actif pour ces municipalités.

M. Guertin (Hull): Est-ce que l'Union des municipalités a approuvé cette mesure?

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Je le crois.

L'honorable M. Bouchard (Saint-Hyacinthe)³: Cette législation a été approuvée par la plupart des municipalités. L'Union des municipalités a demandé l'adoption de ce projet de loi.

Les articles 1 et 2 sont adoptés.

Le comité, ayant étudié le bill, en fait rapport sans amendement.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

M. Guertin (Hull): Est-ce qu'on pourrait étendre l'effet du bill au gouvernement pour la vente de nos pouvoirs d'eau?

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Le gouvernement a la majorité en nombre et en valeur dans la province.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Loi de la fabrication du pain

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 62 modifiant la loi de la fabrication du pain soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité plénier.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) propose que la Chambre se forme immédiatement en ledit comité.

Adopté.

En comité⁴:

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): La loi dit actuellement que le pain doit peser 12 onces, 24 onces et ses multiples, c'est-à-dire les multiples de 24, ce qui donnait des pains de

48 onces. Ce n'est peut-être pas trop gros pour la droite, mais il n'en est pas de même pour la gauche. Ce n'est évidemment pas l'esprit de la loi qui veut des multiples de 12. Nous faisons la correction nécessaire.

M. Guertin (Hull): Est-ce que les boulangers le demandent?

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Oui.

M. Blain (Montréal-Dorion): Croyez-vous que nous allons toujours nous contenter d'un petit pain!

Les articles 1 et 2 sont adoptés.

Le comité, ayant étudié le bill, en fait rapport sans amendement.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté sur division.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Octroi de subventions municipales

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 63 modifiant la loi interdisant l'octroi de certaines subventions municipales soit maintenant lu une deuxième fois.

Nous allons envoyer le bill au comité des bills publics pour l'étudier.

M. Blain (Montréal-Dorion): Très bien.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

Code de procédure civile, article 1089

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 34 modifiant l'article 1089 du Code de procédure civile soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté sur division. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

Ville de Beauceville-Est

M. Fortin (Beauce) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 154 constituant en corporation la ville de Beauceville-Est et modifiant la charte de la ville de Beauceville.

Adopté.

En comité⁵:

M. Blain (Montréal-Dorion): Est-ce qu'une partie de la population de Beauceville n'est pas opposée à ce projet?

M. Fortin (Beauce): Il a été démontré au comité que la majorité de citoyens était favorable à la création de cette nouvelle ville. La ville de Beauceville est séparée en deux parties par la rivière Chaudière. Les intérêts ne sont pas les mêmes à l'est et à l'ouest. Les conflits sont fréquents. Pour éviter les causes de trouble, on a songé à diviser la ville.

Le conseil municipal s'est prononcé en faveur de la division, par la voix prépondérante du maire. Cependant, 90 % des contribuables dans l'est et 55 % dans l'ouest se sont déclarés favorables au projet. Le comité a adopté le bill, et je sou mets respectueusement que la Chambre devrait aussi l'adopter.

M. Blain (Montréal-Dorion): Le conseil de Beauce était divisé également sur la question qui a été décidée par le vote prépondérant du maire.

M. Fortin (Beauce): Le cœur du maire était divisé entre les deux côtés de la rivière.

M. Blain (Montréal-Dorion): Ça nous fait une ville de plus.

M. Fortin (Beauce): La proportion du vote bleu à Beauceville-Est est de 5 %.

M. Blain (Montréal-Dorion): Ce n'est pas ce que je demande. L'honorable député de Beauce a une marotte.

M. Fortin (Beauce): Nous sommes si loin l'un de l'autre que nous ne nous comprenons pas.

Les articles 1 et 2 sont adoptés.

Le comité, ayant étudié le bill, en fait rapport sans amendement.

M. Fortin (Beauce) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté sur division

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Loi des statistiques judiciaires

L'honorable M. David (Terrebonne) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 58 modifiant la loi des statistiques judiciaires soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

Messages du Conseil législatif:

M. l'Orateur informe la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté, sans amendement, le bill suivant:

- bill 146 concernant le pont de comté appelé pont Alonzo Wright, dans le comté municipal de Hull.

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté, avec certains amendements qu'il la prie d'agréer, les bills suivants:

- bill 147 modifiant les lois concernant la cité de Hull;

- bill 152 ratifiant un contrat fiduciaire entre les commissaires du havre de Montréal, Montreal Trust Company et Sa Majesté le roi;

- bill 153 permettant à la cité de Montréal d'exempter la Masonic Memorial Temple Corporation de la contribution foncière annuelle, à Montréal.

Lois de la ville de Hull

La Chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 147 modifiant les lois concernant la cité de Hull. Lesdits amendements sont lus deux fois et adoptés.

Il est ordonné que le greffier porte de nouveau le bill au Conseil législatif et informe les

honoraux conseillers que cette Chambre a accepté leurs amendements.

Construction d'un pont à Montréal

La Chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 152 ratifiant un contrat fiduciaire entre les commissaires du havre de Montréal, Montreal Trust Company et Sa Majesté le roi. Lesdits amendements sont lus deux fois et adoptés.

Il est ordonné que le greffier porte de nouveau le bill au Conseil législatif et informe les honoraux conseillers que cette Chambre a accepté leurs amendements.

The Masonic Memorial Temple Corporation

La Chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 153 permettant à la cité de Montréal d'exempter la Masonic Memorial Temple Corporation de la contribution foncière annuelle, à Montréal. Lesdits amendements sont lus deux fois et adoptés.

Il est ordonné que le greffier porte de nouveau le bill au Conseil législatif et informe les honoraux conseillers que cette Chambre a accepté leurs amendements.

Ajournement

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) propose, appuyé par le représentant de Châteauguay (**L'honorable M. Mercier fils**), que lorsque cette Chambre s'ajournera, à cette séance, elle soit ajournée à lundi prochain à 8 h 30 du soir.

Adopté.

La séance est levée⁶.

NOTES

1. Le comité se réunit sous la présidence de **M. Vautrin (Montréal-Saint-Jacques)**.

2. Voir note 1.

3. L'honorable M. T.-D. Bouchard est le secrétaire-trésorier de l'Union des municipalités. *The Montreal Daily Star* du 15 mars 1930, à la page 3, note que ce dernier parle alors de son siège comme simple député, et ce, pour la première fois depuis son élection comme Orateur.

4. Voir note 1.

5. Voir note 1.

6. La séance a duré 45 minutes et il y avait une vingtaine de députés dans la salle, bon nombre pour la nécessité du quorum, précise *Le Devoir* du 15 mars 1930, à la page 3. Pour sa part, *L'Événement* du 15 mars 1930, à la page 3, indique que l'assistance était assez nombreuse dans les galeries.

Séance du lundi 17 mars 1930

Présidence de I. Vautrin

La séance est ouverte à 8 h 45¹.

Absence de l'Orateur

M. le greffier fait part à la Chambre de l'absence de l'Orateur (l'honorable M. Bouchard).

Prière.

M. l'Orateur suppléant: À l'ordre Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

Questions de privilège²:**Crue des eaux
de la rivière Gatineau**

M. Guertin (Hull) pose une question sur la crue des eaux de la rivière Gatineau.

L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay): Les commissaires des cours d'eau, et non pas la Gatineau Power Company, ont le contrôle du barrage Mercier sur la rivière Gatineau.

La cause de l'inondation de la rivière, le printemps dernier, fut attribuée à la fonte excessive des neiges et aux pluies torrentielles. On ne peut tenir personne responsable des dommages encourus, lesquels n'ont pas encore été détaillés. Seules les réclames de deux riverains affectés, Edmond Moore et Augustin Villeneuve, n'ont pas été réglées. Les demandeurs ne se sont pas encore présentés.

Les autres personnes, qui eurent à souffrir de la crue de 1929 et qui demandèrent indemnités, ont tous obtenu quelque compensation du gouvernement provincial. Ces demandeurs sont résidents du village et du canton de Maniwaki, Egan, Northfield, Kensington, Wright, Aumond et Cameron. Le barrage Mercier empêcherait la répétition des dégâts, mais il est impossible d'une année à l'autre de prévoir les dégâts amenés par les crues printanières.

**Taxe sur les transferts
de valeurs mobilières**

L'honorable M. McMaster (Compton) demande la permission de présenter le bill 208 modifiant la loi de la taxe sur les transferts de valeurs mobilières.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

**Loi des
habitations salubres**

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) demande la permission de présenter le bill 209 modifiant la loi des habitations salubres.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

**Écoles protestantes
de Montréal**

L'honorable M. David (Terrebonne) demande la permission de présenter le bill 32 concernant les écoles protestantes de la cité de Montréal et de ses environs.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

**Loi du
contrôle du revenu**

L'honorable M. McMaster (Compton) demande la permission de présenter le bill 57 modifiant la loi du contrôle du revenu.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

**Loi de la taxe
sur les corporations**

L'honorable M. McMaster (Compton) demande la permission de présenter le bill 54 modifiant la loi de la taxe sur les corporations.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

**Droits sur
les successions**

L'honorable M. McMaster (Compton) demande la permission de présenter le bill 26 modifiant la loi des droits sur les successions.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

**Loi des
licences de mariage**

M. Smart (Westmount) demande la permission de présenter le bill 198 modifiant la loi des licences de mariage.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

**Code de procédure civile,
article 94**

M. Casgrain (Témiscouata) demande la permission de présenter le bill 195 modifiant l'article 94 du Code de procédure civile.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

**Indemnisation
des possesseurs de moutons**

M. Delisle (Chicoutimi) demande la permission de présenter le bill 199 remplaçant la loi de l'indemnisation des possesseurs de moutons.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

**Ventes de
marchandises en bloc**

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) demande la permission de présenter le bill 28 modifiant le Code civil relativement aux ventes de marchandises en bloc.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

**Juridiction du district
judiciaire d'Arthabaska**

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) demande la permission de présenter le bill 215 accordant juridiction concurrente au tribunal du district judiciaire d'Arthabaska sur certains cantons dans les districts électoraux de Richmond et de Wolfe.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

Loi des licences

L'honorable M. McMaster (Compton) demande la permission de présenter le bill 44 modifiant la loi des licences.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

Inspection de syndicats

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) demande la permission de présenter le bill 214 modifiant la loi des syndicats coopératifs de Québec relativement à l'inspection de certains syndicats.

Étant donné l'importance de la loi et l'agitation qui a suivi l'annonce de l'adoption d'une loi prévoyant l'inspection, je crois, en présentant ce

projet de loi, qu'il est important de donner quelques mots d'explication à la Chambre.

Ce bill a pour objet de permettre l'inspection des caisses populaires. Je tiens à le dire immédiatement. Depuis qu'il est question de cette mesure, nous avons reçu d'un peu partout à ce sujet, et les députés de cette Chambre ont dû en recevoir eux aussi, un grand nombre de requêtes imprimées qui nous demandent de ne pas soumettre les caisses populaires à l'inspection gouvernementale.

Le gouvernement ne veut pas être blâmé pour cette mesure. Il ne faut pas se méprendre sur la portée du bill. Il a pour but d'autoriser l'inspection des caisses populaires, mais seulement chez celles qui le demanderont. Cette inspection sera facultative; nous ne voulons pas de l'inspection obligatoire. Celles qui n'en veulent pas n'auront pas d'inspections.

Cependant, il y a des caisses qui demandent à être soumises à une inspection gouvernementale. Si cette inspection avait toujours été faite dans le passé, il est fort probable que des désastres, si je puis me servir de cette expression, auraient été évités. Ce sont surtout les caisses de la région de Montréal qui demandent l'inspection.

Dès qu'il a été question de ce projet de loi, certains journaux ont protesté; ils nous ont demandé de ne pas soumettre les caisses populaires à l'inspection gouvernementale. Mais je le répète pour rassurer ceux qui pourraient avoir des appréhensions, les caisses seules qui le demanderont seront inspectées. Je comprends que les caisses populaires sont, jusqu'à un certain point, des organisations paroissiales. Le clergé joue un grand rôle dans leur organisation. Mais je puis dire à cette Chambre que de très hautes autorités religieuses sont favorables au bill. J'ai tenu à donner ces explications, car je ne veux pas qu'on profite de l'occasion de ce bill pour commencer une campagne contre le gouvernement.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Y a-t-il beaucoup de caisses qui s'opposent à l'inspection?

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Un très grand nombre. Je dirai même que la majorité s'y oppose et celles-là ne seront pas inspectées. Mais il y a aussi un certain nombre de ces caisses qui nous ont demandé de faire l'inspection. Celles-ci auront un inspecteur aux frais du gouvernement. Elles seules verront le gouvernement s'occuper de leurs affaires. Les autres marcheront comme par le passé. Encore une fois, les caisses populaires seront libres d'avoir ou de ne pas avoir l'inspection

gouvernementale. Il ne s'agit pas d'imposer l'inspection, de la rendre obligatoire. C'est tout simplement dans les cas où l'inspection est demandée qu'elle sera faite par un vérificateur.

Le gouvernement procédera à l'inspection des banques qui lui en font la demande, et cela n'aura aucune incidence sur l'organisation de l'institution concernée.

L'avantage d'une inspection effectuée par les fonctionnaires du ministère des Finances est évident, car les caisses, qui demanderont et subiront une telle inspection, jouiront de la confiance complète de leurs déposants et clients. Et si cette inspection peut leur apporter plus de stabilité et plus de crédit, tant mieux!

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Toutes les caisses seront mises sur le même pied?

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Les caisses populaires qui nous demanderont l'inspection l'auront à nos frais. Il ne leur en coûtera rien.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

Création de districts électoraux

L'honorable M. Laferté (Drummond) demande la permission de présenter le bill 218 modifiant les Statuts refondus, 1925, relativement à la création de nouveaux districts électoraux.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

Questions et réponses:

Écoles élémentaires

M. Guertin (Hull): 1. Combien a été dépensé pour la construction, l'agrandissement et l'amélioration des écoles élémentaires, chaque année depuis 1919-1920 inclusivement?

2. Quel a été le montant et le pourcentage de la contribution du gouvernement dans chacune de ces années?

L'honorable M. David (Terrebonne): (Voir le tableau ci-dessous)

<i>Année</i>	<i>Maisons construites ou réparées en dehors des villes de Québec, Montréal et Trois-rivières</i>	<i>Montant fourni par le gouvernement</i>	<i>Pourcentage</i>
1920-1921	\$1,228,900.00	\$151,880.02	12.4 %
1921-1922	1,263,699.39	140,585.00	11.1 %
1922-1923	1,525,727.04	278,795.00	18.3 %
1923-1924	1,833,160.59	235,080.00	12.9 %
1924-1925	1,403,947.08	296,715.00	21.2 %
1925-1926	1,107,330.65	338,020.00	30.5 %
1926-1927	2,126,466.89	420,503.00	19.8 %
1927-1928	1,372,623.00	448,168.00	32.7 %
1928-1929	1,637,141.00	503,440.00	30.8 %

The Beauharnois Railway Company

M. Papineau (Beauharnois) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme de nouveau en comité plénier pour étudier le bill 114 constituant en corporation Beauharnois Railway Company³.

Adopté.

En comité⁴:

Le comité poursuit l'étude de l'article 10 qui se lit comme suit:

"10. La compagnie pourra tracer, construire, maintenir et exploiter, au moyen de la vapeur ou de l'électricité ou autre force motrice, un chemin de fer de la largeur de quatre pieds huit pouces et demi, des

deux côtés du canal de force hydraulique et de navigation, construit dans le comté de Beauharnois, par la Beauharnois Light Heat and Power Company, en vertu de la loi 2 Édouard VII, chapitre 72, et des lois qui la modifient, à partir de certains points de la Baie Hungry, sur le lac Saint-François, jusqu'à certains points sur le lac Saint-Louis, entre Beauharnois et Melocheville, à peu près parallèle audit canal, jusqu'à une distance, n'excédant pas un mille, de chacune de ses rives, et aussi en travers dudit canal, à chaque extrémité ou aux deux, avec pouvoir de construire des embranchements ou prolongements à divers endroits, le long de la ligne, et de faire des raccordements avec tous les chemins de fer déjà construits ou qui pourront être construits dans ledit comté de Beauharnois. Copie des plans des embranchements sera donnée à toute municipalité intéressée, avec un avis de la demande de certificat ou d'autorisation.

"Pendant la période de construction du canal mentionné dans le paragraphe précédent, la compagnie pourra tracer, construire et exploiter un chemin de fer selon tout tracé, dans lesdites limites, mais la compagnie pourra cesser de la maintenir et de l'exploiter et le défaire et l'enlever, en totalité ou en partie, à l'époque ou aux époques que la compagnie jugera convenables".

M. Blain (Montréal-Dorion): La compagnie se fait donner des droits extraordinaires! On accorde trop de pouvoirs à la Beauharnois. Le projet de canalisation du Saint-Laurent s'en vient, lentement mais sûrement, et le gouvernement provincial facilite les voies à ce projet en accordant à la Beauharnois tant de pouvoirs. Comme question de fait, une bonne partie de ces pouvoirs ne seront jamais utilisés, mais cela paraîtra mieux sur les prospectus de vente des obligations. Il (M. Blain) cite un article d'un journal ontarien mettant les citoyens en garde contre la Beauharnois, au point de vue obligations à souscrire.

Le député de Beauharnois (M. Papineau) avait dit que le chemin de fer en question ne devait servir que pour la construction du canal, seulement. Alors pourquoi la compagnie demande-t-elle la permission d'y construire des hôtels le long de sa voie et une foule de pouvoirs qui indiqueraient plutôt que ce chemin de fer est destiné à être permanent? Puisqu'on veut construire un chemin de fer permanent, qu'on le dise donc!

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Toutes les compagnies de chemins de fer ont ce privilège.

M. Blain (Montréal-Dorion): Mais, on nous dit que ce n'est qu'un chemin de fer pour les besoins de la construction du canal. Pourquoi une compagnie de chemin de fer établie pour des fins de construction a-t-elle besoin de l'autorisation de construire des hôtels?

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Ils pourraient en avoir besoin lorsque la région se développera. Avez-vous objection à ce que cette compagnie obtienne le droit de construire de bons hôtels dans le comté de Beauharnois?

M. Blain (Montréal-Dorion): Non, mais pourquoi lui accorder des privilèges aussi étendus?

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): S'il n'y a pas d'objection, pourquoi ne pas accorder ce droit à la compagnie?

M. Blain (Montréal-Dorion): Cependant, si le bill a pour but de doter la région d'un chemin de fer électrique...

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Les circonstances sont quelque peu particulières. Je dois dire que la compagnie ne veut pas construire d'hôtel pour d'autres fins que la construction de son canal. Mais elle va bientôt commencer l'établissement d'une grande usine et devra construire un hôtel pour loger ses employés, ses officiers, etc.

L'article 10 est adopté.

Le comité étudie l'article 11 qui se lit comme suit:

"11. La compagnie pourra acquérir et recevoir de la Beauharnois Light Heat and Power Company et de la Beauharnois Construction Co., tous les travaux faits par elles pour la construction dudit chemin de fer et tous les droits, franchises, privilèges, contrats, matériel roulant et outillage desdites compagnies s'y rapportant".

M. Blain (Montréal-Dorion): L'honorable premier ministre peut-il nous dire si la compagnie vise un but quelconque non mentionné dans le bill?

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Pas que je sache.

M. Blain (Montréal-Dorion): Le premier ministre n'a-t-il pas entendu dire qu'on a l'intention

de transformer ce chemin de fer en ligne de ceinture à alimentation électrique?

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Non, je n'ai rien entendu de la sorte.

M. Blain (Montréal-Dorion): Il s'agirait donc d'une fausse rumeur.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Apparemment.

M. Blain (Montréal-Dorion): Je n'ai pas grand commentaire à faire au sujet de cette mesure. Il s'agit, comme nous l'a dit le premier ministre, d'un projet subsidiaire au projet principal de la Beauharnois, qui permettra de creuser la voie maritime du Saint-Laurent ou, du moins, de faire un premier pas dans ce sens.

L'article 11 est adopté.

Les articles 12 à 14 sont adoptés.

Le comité étudie l'article 15 qui se lit comme suit:

"15. La compagnie pourra acquérir, louer, affréter, construire, maintenir, exploiter et faire naviguer des bateaux à vapeur et autres vaisseaux, pour le transport des voyageurs, effets et marchandises; et elle pourra faire affaire comme propriétaires de bateaux, marchands expéditeurs, courtiers maritimes, expéditeurs, et voituriers par terre et par eau, agents de messagerie, entreposeurs et propriétaires de quais, et exiger des droits de quaiage et autres droits se rapportant à ces affaires et opérations, et elle pourra, en outre, dans le comté de Beauharnois, acquérir, louer, construire, maintenir, exploiter des embarcadères, quais, docks, élévateurs, allèges, jetées, bassins, magasins, entrepôts, chemins, viaducs, aqueducs, canaux d'écluses, ponts, fossés, et autres constructions, matériel d'exploitation et outillage s'y rapportant. La compagnie pourra aussi, dans le territoire où son chemin de fer peut être construit, ériger et exploiter des lignes de téléphone et de télégraphe et en disposer, de même que faire des raccordements avec d'autres lignes de téléphone et de télégraphe, et la compagnie pourra acquérir toutes les affaires se rapportant à quelque une des fins de la compagnie et les terrains, propriétés, privilèges, droits, contrats et obligations s'y rattachant, et elle pourra louer ou sous-louer toute propriété de la compagnie et vendre quelque une des affaires,

propriétés ou entreprises de la compagnie ou autrement en disposer".

M. Blain (Montréal-Dorion): Le parrain de ce bill, l'honorable député de Beauharnois (M. Papineau), nous a dit que le chemin de fer ne servira qu'à des fins de construction, puis voilà que nous nous trouvons face à des demandes de privilèges en ce qui a trait au télégraphe, au téléphone et à la construction d'hôtels.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Y a-t-il des objections? Ces choses pourraient être nécessaires, de manière auxiliaire, pour assurer l'efficacité opérationnelle du chemin de fer.

M. Blain (Montréal-Dorion): Alors pourquoi ne pas dire que ce chemin de fer sera permanent. Personne n'y voit d'objection, tant qu'on sait où on s'en va, mais on nous a dit à plusieurs reprises qu'il s'agissait d'un chemin de fer qui servira à des fins de construction, alors qu'on a tous les éléments d'un réseau de transport ordinaire.

M. Papineau (Beauharnois): Je signale à l'honorable député que, d'après ce que je comprends des intentions de la compagnie, ce chemin de fer doit servir à des fins de construction pour le moment, mais si jamais le district se développe et que des industries s'y installent, on pourra décider de l'utiliser à d'autres fins. Si les choses changent dans l'avenir, il sera nécessaire pour le district qu'il y ait des hôtels le long du chemin de fer.

L'article 15 est adopté.

Les articles 16 à 28 sont adoptés.

Le comité, ayant étudié le bill, en fait rapport sans amendement.

M. Papineau (Beauharnois) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

M. Blain (Montréal-Dorion): Je n'ai critiqué que quelques clauses du bill.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Alors, nous allons l'adopter unanimement?

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Oui.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Construction d'un pont à Montréal

M. Plante (Montréal-Mercier) propose, appuyé par le représentant de Montréal-Laurier (M. Poulin), que l'ordre du jour, appelant la motion: Que, vu que le bill 152 ratifiant un contrat fiduciaire entre les commissaires du havre de Montréal, Montreal Trust Company et Sa Majesté le roi, a été présenté dans l'intérêt public, les droits additionnels que les promoteurs de ce bill ont payés leur soient remboursés, soit révoqué et que la motion soit retirée.

Adopté.

Refuge Notre-Dame-de-la-Merci

M. Plante (Montréal-Mercier) propose, appuyé par le représentant de Montréal-Laurier (M. Poulin), que l'honoraire payé pour le bill 157 modifiant la charte du refuge Notre-Dame-de-la-Merci soit remis, moins les frais d'impression et de traduction, vu que ce bill a pour objet l'expansion d'œuvres de bienfaisance publique.

Adopté.

Cassation de procédures municipales

M. Dugas (Joliette) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 180 modifiant le Code municipal relativement à la cassation des règlements, résolutions et autres procédures municipales.

Adopté.

En comité:

M. Dugas (Joliette): Ce projet a été soumis à la Législature l'an dernier. Je le représente cette année avec un amendement, qui donne la discrétion au juge ou au magistrat d'exiger une garantie, pour démontrer la bonne foi du demandeur qui veut faire casser un règlement et faire suspendre des travaux. L'Association du Barreau rural a approuvé la mesure, à sa réunion tenue à Hull.

L'honorable M. Galipeault (Bellechasse) craint, dit-il l'effet de ce projet de loi.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Si l'honorable député de Joliette n'a pas d'objection, je demanderais l'ajournement de la discussion afin de faire étudier le bill.

Adopté. Le comité, ayant étudié le bill, fait rapport qu'il n'en a pas terminé l'examen.

Code municipal, article 642

M. Gauthier (Portneuf) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 174 modifiant l'article 642 du Code municipal.

Adopté.

En comité⁵:

Le comité étudie l'article 1 qui se lit comme suit:

"1. L'article 642 du Code municipal, tel que remplacé par la loi 11 George V, chapitre 109, section 1, et modifié par la loi 17 George V, chapitre 74, section 13, est de nouveau modifié:

"a. En remplaçant le mot: "cinq", dans la deuxième ligne du troisième alinéa, par le mot: "dix";

"b. En retranchant les mots: "si elle ne profite pas à la corporation", dans la quatrième ligne du cinquième alinéa".

M. Gauthier (Portneuf): Une audition des livres d'une municipalité peut être demandée par cinq contribuables. Nous voulons que le nombre soit porté à dix.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Quelle est l'objection au nombre de cinq?

L'honorable M. Galipeault (Bellechasse): Ils seraient dix au lieu de cinq à payer les frais. Mais il y a une deuxième clause au bill.

M. Gauthier (Portneuf): Oui, La deuxième clause dit que l'audition sera payée, si elle profite à la corporation.

L'honorable M. Galipeault (Bellechasse): Pourquoi ne pas adopter la première partie du bill et remettre l'autre à plus tard?

L'honorable M. Taschereau (Montmorency):
Je crois que c'est ce que nous devrions faire.

Cet article est amendé et se lit désormais
comme suit:

"1. L'article 642 du Code municipal, tel que
remplacé par la loi 11 George V, chapitre 109,
section 1, et modifié par la loi 17 George V,
chapitre 74, section 13, est de nouveau modifié:

"a. En remplaçant le mot: "cinq", dans la
deuxième ligne du troisième alinéa, par le mot: "dix"."

L'amendement est adopté.

L'article 1, ainsi amendé, est adopté.

Le comité étudie l'article 2 qui se lit comme
suit:

"2. La présente loi entrera en vigueur le jour
de sa sanction".

Cet article est amendé et se lit désormais
comme suit:

"2. La présente loi entrera en vigueur le
premier juillet 1930".

L'amendement est adopté.

L'article 2, ainsi amendé, est adopté.

Adopté. Le comité, ayant étudié le bill, fait
rapport qu'il l'a adopté avec certains amendements.
Les amendements sont lus deux fois et adoptés.

M. Gauthier (Portneuf) propose que le bill
soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au
Conseil législatif et demande son concours.

Code municipal, articles 75 et 760

M. Thurber (Chambly) propose, selon l'ordre
du jour, que le bill 196 remplaçant les articles 75 et
760 du Code municipal soit maintenant lu une
deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité
permanent des bills publics en général.

Loi des cités et villes

M. Thurber (Chambly) propose, selon
l'ordre du jour, que le bill 197 modifiant la loi des
cités et villes soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité
permanent des bills publics en général.

Pont sur la rivière des Prairies

L'honorable M. Galipeault (Bellechasse)
propose, selon l'ordre du jour et appuyé par le
représentant de Terrebonne (l'honorable M. David),
que la Chambre, à sa prochaine séance, se forme en
comité plénier pour prendre en considération un
projet de résolutions relatives au bill 213 pourvoyant
à la construction d'un pont sur la rivière des Prairies.

Adopté.

Droits sur les successions

L'honorable M. McMaster (Compton)
propose, selon l'ordre du jour et appuyé par le
représentant de Drummond (l'honorable M. Laferté),
que la Chambre, à sa prochaine séance, se forme en
comité plénier pour prendre en considération un
projet de résolutions relatives au bill 26 modifiant la
loi des droits sur les successions.

Adopté.

Création d'un institut biologique à l'Université Laval

L'honorable M. David (Terrebonne) propose,
selon l'ordre du jour et appuyé par le représentant de
Bellechasse (l'honorable M. Galipeault), que la
Chambre, à sa prochaine séance, se forme en comité
plénier pour prendre en considération un projet de
résolution relative au bill 217 autorisant un certain
octroi à l'Université Laval de Québec relativement à
la création et au maintien d'un institut biologique.

Adopté.

Commission des services publics

L'honorable M. Taschereau (Montmorency)
propose, selon l'ordre du jour et appuyé par le
représentant de Châteauguay (l'honorable M. Mercier
fils), que la Chambre, à sa prochaine séance, se forme
en comité plénier pour prendre en considération un
projet de résolution relative au bill 216 modifiant la
loi de la Commission des services publics.

Adopté.

Pension des juges et des magistrats

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) propose, selon l'ordre du jour et appuyé par le représentant de Châteauguay (l'honorable M. Mercier fils), que la Chambre, à sa prochaine séance, se forme en comité plénier pour prendre en considération un projet de résolution relative au bill 210 concernant la pension des juges des sessions, des magistrats de police et des magistrats de district.

Adopté.

Loi de la police et du bon ordre

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 15 modifiant la loi de la police et du bon ordre.

Adopté. Le comité, ayant étudié le bill, en fait rapport sans amendement.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Loi du paiement des pénalités

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 55 pour remplacer la loi du paiement des pénalités.

Adopté. Le comité, ayant étudié le bill, en fait rapport sans amendement.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Loi de la Législature

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 52 modifiant la loi de la Législature soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

Code municipal

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 59 modifiant le Code municipal soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

Loi des cités et villes

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 60 modifiant la loi des cités et villes soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

Loi de l'inspection des échafaudages

L'honorable M. Galipeault (Bellechasse) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 74 modifiant la loi de l'inspection des échafaudages soit maintenant lu une deuxième fois.

Le seul but du projet est de faire faire l'inspection des monte-charge comme des échafaudages. Ce sont les ouvriers qui nous ont demandé ces amendements.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité plénier.

L'honorable M. Galipeault (Bellechasse) propose que la Chambre se forme immédiatement en ledit comité.

Adopté. Le comité, ayant étudié le bill, en fait rapport sans amendement.

L'honorable M. Galipeault (Bellechasse) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Loi des tribunaux judiciaires

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 65 modifiant la loi des tribunaux judiciaires soit maintenant lu une deuxième fois.

Nous voulons que le juge en chef de la Cour des sessions ait les mêmes privilèges que le juge en chef de la Cour supérieure, pour préparer son rôle et distribuer les causes aux juges. Nous allons référer le bill au comité des bills publics.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

Subsides

L'honorable M. McMaster (Compton) propose, selon l'ordre du jour, que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil pour que la Chambre se forme de nouveau en comité des subsides.

Adopté.

En comité:

L'honorable M. McMaster (Compton) propose: 1. Qu'un crédit n'excédant pas deux cent soixante et quinze mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour les écoles publiques, pour l'exercice finissant le 30 juin 1931.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Combien y a-t-il d'écoles de tout genre dans la province?

L'honorable M. David (Terrebonne): La Chambre peut admirer qu'il y a, en tout, 8,145 écoles.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Combien d'instituteurs et d'institutrices?

L'honorable M. David (Terrebonne): 23,700 instituteurs et institutrices.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Combien d'élèves?

L'honorable M. David (Terrebonne): 611,783.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Inscrits?

L'honorable M. David (Terrebonne): Oui, 611,783 élèves inscrits avec une présence moyenne de 80.91 %, soit 484,736 élèves. Les enfants fréquentent en plus grand nombre l'école. Ils comprennent mieux l'importance de l'instruction.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Combien d'élèves dans les écoles primaires?

L'honorable M. David (Terrebonne): Dans les écoles primaires, il y a 367,000 élèves de 5 à 8 ans avec une présence moyenne de 289,000. Les écoles primaires élémentaires sont au nombre de 7,209 dans notre province.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Y a-t-il eu progrès?

L'honorable M. David (Terrebonne): Depuis 1920, de nombreuses améliorations ont été apportées dans l'instruction publique. Les enfants vont de plus en plus aux écoles et ils semblent mieux comprendre l'importance de l'instruction. La plus grande réforme, une réforme toute récente, est l'addition d'un grand nombre d'inspecteurs. Ainsi, le gouvernement vient d'augmenter le nombre des inspecteurs et de constituer l'inspection régionale.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Il doit y avoir autre chose?

L'honorable M. David (Terrebonne): En effet, en 1920, dans les régions rurales, les subventions du gouvernement totalisaient en moyenne 12 %. En 1928-1929, les contributions étaient de \$503,000, soit la moyenne de 30 %. Le gouvernement a fort augmenté, en outre, ces subventions pour la construction, la réparation et l'entretien des écoles dans les campagnes.

Le gouvernement a introduit dans les écoles une meilleure hygiène tant par la construction d'écoles mieux aménagées, mieux aérées, ventilées, éclairées, que par l'inspection régulière des inspecteurs d'hygiène. L'inspecteur d'hygiène est maintenant admis dans les écoles au commencement de l'année. L'hygiène de l'école a même fait des progrès. Il n'y a plus de lumière imprécise et insuffisante.

L'inspecteur a réussi, en effet, à faire pénétrer l'hygiène à l'école, l'hygiène chez l'enfant et dans l'école. Grâce à ce système, on a pu empêcher la propagation de maladies infectieuses, soigner à temps des élèves qui, sans cela, eussent été gravement atteints dans leur santé. De plus, l'hygiène, en

pénétrant dans les écoles, a permis un plus grand rendement intellectuel.

En plus, le gouvernement a cherché à améliorer le sort des institutrices. Il a encouragé les municipalités scolaires à mieux payer leurs institutrices. En fait, leur salaire est passé d'une moyenne de \$128 à \$250. Bien qu'il y ait encore place à l'amélioration, on constate cependant que l'encouragement du gouvernement a produit d'heureux résultats. Je souhaite, dit-il, que cette amélioration se continue.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Et en ce qui a trait à la construction des écoles rurales?

L'honorable M. David (Terrebonne): Aujourd'hui, dans un grand nombre de villages, les écoles coûtent trop cher, c'est évidemment une surcharge. On pourrait construire à meilleur compte, mais il semble y avoir une émulation entre les divers villages. Il y a aussi les logements dans les écoles qui entrent en ligne de compte.

La résolution est adoptée.

L'honorable M. McMaster (Compton) propose:
2. Qu'un crédit n'excédant pas cent vingt-cinq mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour les écoles publiques rurales, pour l'exercice finissant le 30 juin 1931.

L'honorable M. David (Terrebonne): En outre, le gouvernement donne une autre somme de \$125,000 pour aider aux municipalités à construire des écoles de \$1,200 et de \$2,500, dans les municipalités rurales.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Le député de Terrebonne n'a-t-il pas déjà déclaré que la construction des écoles coûtait trop cher?

L'honorable M. David (Terrebonne): Dans un grand nombre de villages, la construction des écoles coûte trop cher, parce que chaque village veut avoir la plus belle école. C'est peut-être un louable souci de la part des commissions scolaires, mais d'autre part, comme le gouvernement paie, et que les besoins sont toujours considérables, il suffit que chaque village ait les écoles qui lui conviennent, afin de pouvoir subvenir à la plus grande somme des demandes. Quand une école de \$1,600 est plus que suffisante pour les besoins, il n'y a certainement pas lieu de construire une école de \$2,500 et plus.

La résolution est adoptée.

L'honorable M. McMaster (Compton) propose: 3. Qu'un crédit n'excédant pas cent vingt-cinq mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour les écoles publiques en dehors des cités et villes, conformément aux dispositions des S. R., 1925, chapitre 133, articles 456-457, pourvu que les municipalités intéressées paient à leurs instituteurs et institutrices un traitement annuel d'au moins deux cent vingt-cinq dollars, pour l'exercice finissant le 30 juin 1931.

Adopté.

4. Qu'un crédit n'excédant pas soixante mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour les écoles publiques en dehors des cités et villes, conformément aux dispositions des S. R., 1925, chapitre 133, articles 456-457, pourvu que les municipalités intéressées paient à leurs instituteurs et institutrices un traitement annuel d'au moins deux cent cinquante dollars, pour l'exercice finissant le 30 juin 1931.

Adopté.

5. Qu'un crédit n'excédant pas trente mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour les écoles publiques en dehors des cités et villes, conformément aux dispositions des S. R., 1925, chapitre 133, articles 456-457, pourvu que les municipalités intéressées paient à leurs instituteurs et institutrices un traitement annuel d'au moins deux cent soixante et quinze dollars, pour l'exercice finissant le 30 juin 1931.

Adopté.

6. Qu'un crédit n'excédant pas dix mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour les écoles publiques en dehors des cités et villes, conformément aux dispositions des S. R., 1925, chapitre 133, articles 456-457, pourvu que les municipalités intéressées paient à leurs instituteurs et institutrices un traitement annuel d'au moins trois cent vingt-cinq dollars, pour l'exercice finissant le 30 juin 1931.

Adopté.

7. Qu'un crédit n'excédant pas quarante-cinq mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour les écoles dans les municipalités pauvres, spécialement dans les centres de colonisation, pour l'exercice finissant le 30 juin 1931.

Adopté.

8. Qu'un crédit n'excédant pas vingt mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour allocation aux municipalités scolaires de village et de la campagne qui emploient des instituteurs porteurs d'un diplôme d'écoles normales, pour les garçons de 10 à 18 ans, pour l'exercice finissant le 30 juin 1931.

Adopté.

9. Qu'un crédit n'excédant pas cinq mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour l'enseignement du dessin dans les écoles primaires, pour l'exercice finissant le 30 juin 1931.

Adopté.

10. Qu'un crédit n'excédant pas deux mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour fonds de pension des instituteurs, au lieu des retenues sur l'allocation de l'éducation supérieure en vertu des S. R., 1925, chapitre 133, article 452, pour l'exercice finissant le 30 juin 1931.

Adopté.

11. Qu'un crédit n'excédant pas deux cents dollars soit ouvert à Sa Majesté pour l'Association des instituteurs protestants, pour l'exercice finissant le 30 juin 1931.

Adopté.

12. Qu'un crédit n'excédant pas six mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour le Conseil de l'instruction publique, pour l'exercice finissant le 30 juin 1931.

Adopté.

13. Qu'un crédit n'excédant pas deux mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour le comité protestant du Conseil de l'instruction publique, aide supplémentaire, pour l'exercice finissant le 30 juin 1931.

Adopté.

14. Qu'un crédit n'excédant pas quatorze mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour allocation aux municipalités les plus méritantes, sujet au rapport des inspecteurs, arrêté ministériel 759 du 2 décembre 1905, pour l'exercice finissant le 30 juin 1931.

M. Sauvé (Deux-Montagnes) demande une information complète relativement à certains éléments du programme du ministère pour l'année prochaine, notamment en ce qui concerne l'inspection des écoles de la province.

La résolution est adoptée⁶.

Résolutions à rapporter:

Le comité fait rapport qu'il a adopté plusieurs résolutions et demande la permission de siéger de nouveau. Lesdites résolutions sont lues deux fois et adoptées.

La séance est levée à 10 h 10.

NOTES

1. *Le Devoir* du 18 mars 1930, à la page 1, rapporte qu'au début de la séance, 19 députés se sont présentés et que cinq ou six disparurent dans les corridors pendant que d'autres jasaient dans les coins, en sorte qu'il n'y a pas eu de quorum pendant au moins la moitié des délibérations. Le quorum fut instable pendant un quart d'heure, apparaissant sous la forme d'un ministre et disparaissant aussitôt après, dans la personne d'un député.

2. Seul *Le Droit* du 18 mars 1930, à la page 4, fait mention de cet échange entre le député de Hull (M. Guertin) et le député de Châteauguay (l'honorable M. Mercier fils).

3. *The Chronicle Telegraph* du 18 mars 1930, à la page 3, note que la majorité des articles ont été adoptés sans discussion.

4. Le comité se réunit sous la présidence de M. Vautrin (Montréal-Saint-Jacques).

5. Le comité se réunit sous la présidence de M. Delisle (Chicoutimi).

6. La discussion sur les crédits pour le Conseil de l'instruction publique a duré 45 minutes, selon *The Chronicle Telegraph* du 18 mars 1930, à la page 3.

Séance du mardi 18 mars 1930

Présidence de l'honorable T.-D. Bouchard

La séance est ouverte à 3 h 15.

Prière.

M. l'Orateur: À l'ordre Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

Rapports de comités:

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le vingt-troisième rapport du comité permanent des bills publics en général. Voici le rapport:

Votre comité a décidé de rapporter, sans amendement, le bill suivant:

- bill 65 modifiant la loi des tribunaux judiciaires.

Et, avec amendements, le bill suivant:

- bill 63 modifiant la loi interdisant l'octroi de certaines subventions municipales.

Le bill suivant a été rejeté:

- bill 34 modifiant l'article 1089 du Code de procédure civile.

M. Lemieux (Gaspé): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le vingtième rapport du comité permanent des bills privés en général. Voici le rapport:

Votre comité a décidé de rapporter, avec des amendements, le bill suivant:

- bill 159 modifiant la charte de la cité de Longueuil.

Questions et réponses:**G.-H. Rioux**

M. Blain (Montréal-Dorion): Un nommé G.-H. Rioux a-t-il déjà été à l'emploi du département du procureur général?

2. Dans l'affirmative, dans quelles fonctions?

3. L'est-il encore?

4. Dans la négative, a-t-il été destitué ou a-t-il démissionné?

5. S'il a démissionné, à quelle date a-t-il présenté sa démission comme membre de la police provinciale?

6. L'a-t-il offerte librement ou la lui a-t-on demandée?

7. Dans ce dernier cas, à quelle date cette démission a-t-elle été demandée?

8. À quelle date cette démission a-t-elle été acceptée?

9. Cette démission a-t-elle quelque relation avec l'arrestation de l'indicateur Renaud, dans l'affaire de la tentative de vol de la Caisse d'économie, à Québec?

10. Quelle est la raison officiellement donnée et officiellement acceptée de cette démission?

11. Quels étaient les émoluments de M. G.-H. Rioux?

12. A-t-il reçu en aucun temps, hors son salaire régulier, des sommes du gouvernement, et dans l'affirmative, pour quoi et pour quels montants?

13. Le gouvernement a-t-il payé pour ledit G.-H. Rioux la location d'un bureau, rue Saint-Joseph, Québec, ainsi que des comptes de lumière et de téléphone? Dans l'affirmative, à quelle date, à qui, quels montants dans chaque cas?

14. Le gouvernement a-t-il accordé au même G.-H. Rioux un permis de détective particulier, en vertu du chapitre 168 des Statuts refondus, 1925?

15. Dans l'affirmative, à quelle date?

16. Le dit G.-H. Rioux a-t-il fourni le cautionnement requis par la même loi?

17. Une enquête a-t-elle été faite suivant la même loi?

18. Quelle a été le résultat de cette enquête?

19. Des permis d'agents dudit Rioux ont-ils été fournis par le gouvernement à un nommé Lallemand *alias* Renaud, un nommé Murphy et un nommé Dion?

20. Y-a-t-il eu enquête dans chacun de ces cas?

21. Quel en a été le résultat?

22. Depuis la date que ledit Rioux a quitté l'emploi du gouvernement, a-t-il reçu quelques argent, directement ou indirectement, par l'entremise de ses agents ou autrement?

23. Le gouvernement a-t-il l'intention d'utiliser directement ou indirectement les services de l'agence privée à la tête de laquelle est maintenant l'ancien détective Rioux?

24. Si non, pourquoi? Si oui, pourquoi?

L'honorable M. Taschereau (Montmorency):

1. Oui.

2. De détective.

3. Non.

4. Il a démissionné.

5. Dans le courant de l'automne 1929.

6. Librement.

7. ...
8. Accepté dans le courant de l'automne 1929 pour prendre effet le 1^{er} janvier 1930.
9. Non; la démission a été donnée et acceptée dans le courant de l'automne 1929 et l'arrestation de Renaud a eu lieu en janvier 1930.
10. Pour prendre une agence privée.
11. \$1,700.
12. Comme les autres policiers, il a reçu ses dépenses.
13. Non, le bureau du dit Rioux sur la rue Saint-Joseph forme partie d'une entreprise privée et le gouvernement n'a rien à y voir.
14. Oui.
15. 10 mars, 1930.
16. Oui.
17. Oui.
18. Favorable.
19. À James J. Murphy et Ernest Dion.
20. et 21. Ces personnes étant à l'emploi d'une agence privée, la loi ne pourvoit pas à une enquête.
22. 23. et 24. Le gouvernement a eu l'occasion d'employer l'agence de détectives G.-H. Rioux comme d'autres agences de détectives, mais il n'est pas dans l'intérêt public de dévoiler la nature ni l'étendue de ses services.

Crédit agricole

M. Sauvé (Deux-Montagnes) propose, appuyé par le représentant de Montréal-Saint-Georges (M. Gault), que:

Vu la nécessité de réformes à l'effet d'améliorer l'agriculture et la situation des cultivateurs de la province;

Vu l'importance reconnue d'un système de prêt ou de crédit agricole pouvant aider efficacement des cultivateurs pour des améliorations urgentes sur leurs fermes ou pour l'acquisition de terre à culture, l'achat d'engrais, etc.;

Vu que les règlements de la Commission, instituée sous l'autorité de la loi du prêt agricole canadien, ne répondent pas suffisamment aux besoins des cultivateurs et de l'agriculture dans la province.

Cette Chambre invite le gouvernement:

a. À s'entendre avec le Conseil provincial institué conformément aux stipulations de la dite loi du prêt agricole canadien, et en vertu d'une législation adoptée par cette Législature, ainsi qu'avec les autorités compétentes du Parlement fédéral, de façon à obtenir un taux d'intérêt ne dépassant pas 4½ %;

b. À élever le montant du prêt à 65 % de la valeur de la terre hypothéquée;

c. À se charger des frais prévus par la loi pour inspection, examen de titres, d'actes, enregistrement;

d. À rembourser lui-même, au cas de refus par les autorités fédérales, 2 % d'intérêt aux cultivateurs emprunteurs.

En présentant cette motion, je désire attirer l'attention de la Chambre sur le système actuel de crédit rural. Cette motion n'étant pas une expression de non confiance, M. l'Orateur, je demande à la Chambre de la considérer sans parti pris, mais uniquement au point de vue des conditions qui sont faites à nos cultivateurs. Cette motion exprime le souhait de voir améliorer le système de prêt agricole. Je sais que tous les députés sont d'avis que la loi actuelle ne répond pas au besoin d'un crédit spécial pour le cultivateur. Ma motion est approuvée par des journaux très sympathiques au ministre de l'Agriculture (l'honorable M. Perron), par un de ses organes. Il est vrai que c'est une loi fédérale qui a établi ce système, et les conditions qu'il comporte ne répondent pas aux besoins des cultivateurs.

Le 4 décembre 1922, je disais: "Certes, je partage l'opinion de M. Fortunat Bélanger, et je ne voudrais pas d'un système qui encouragerait un cultivateur à faire des dettes plutôt que de s'en libérer, mais nous devons vouloir un crédit qui viendrait au secours du cultivateur, quand l'intérêt du pays et de l'agriculture demande de le protéger pour le garder à la terre. Je suis heureux que M. Bélanger considère avec moi que le meilleur encouragement à donner au cultivateur est le moyen d'augmenter ses revenus, par l'amélioration des méthodes de culture et l'organisation de bons marchés locaux. Mais même avec cela, il est possible que des cultivateurs aient besoin d'emprunter pour répondre aux exigences raisonnables de leur exploitation. Les caisses rurales seraient un bon système, si elles étaient encouragées et aidées". J'exprimais cette opinion en commentant les témoignages rendus au comité de l'agriculture lors de l'enquête que j'avais demandée sur l'opportunité de créer un crédit agricole.

Un système de crédit a été établi par le gouvernement d'Ottawa pour tout le pays, suivant un plan formulé par le Dr Tory, président de l'Université de l'Alberta, chargé en 1924, d'étudier les systèmes de crédit et de faire rapport. En 1927, le gouvernement fédéral fit adopter sa loi du prêt agricole canadien, inscrite au chapitre 66 des Statuts du Canada, qui peut être acceptée par les provinces. Les dispositions de cette loi ne peuvent être mises à

effet dans une province dans l'adoption d'une législation à cette fin, par sa Législature.

Nous avons tous hésité à accepter cette loi qui pouvait convenir aux provinces de l'Ouest mais pas ici. Mais comme elle devait opérer dans les autres provinces à même une partie des fonds de notre province, versés dans le Trésor fédéral, nous l'avons acceptée en 1928, par la loi qui est au chapitre 30 du statut 18 George V. Le taux d'intérêt n'est pas fixé par la loi, mais par la Commission fédérale que préside l'honorable M. McLean. Le taux d'intérêt devra suffire à couvrir les frais des opérations et à procurer les réserves nécessaires en cas de pertes.

Un capital initial de \$5,000,000 sera souscrit au besoin par le gouvernement du Canada. La Commission devra constituer un capital social en émettant des actions d'un dollar. Le gouvernement du Canada souscrira à ce capital social, à mesure que les prêts seront consentis, une somme égale à 5 % de ces prêts. L'emprunteur souscrira, lui aussi, au capital social une somme égale à 5 % de la somme qu'il emprunte.

Conformément à la loi fédérale, un conseil a été nommé par le gouvernement de la province et il est présidé par un ancien collègue d'agréeable souvenir, M. le notaire Lafrenière, de Sorel. La Commission fédérale est aidée d'un conseil consultatif, composé du trésorier de chaque province où il y a un conseil, et du principal fonctionnaire exécutif de chacun des conseils provinciaux.

Les prêts sont consentis, soit directement aux cultivateurs, soit par l'entreprise de sociétés coopératives locales ou des sociétés de colonisation reconnues. Voici les règles à observer et qui rendront la loi indésirable:

Qualification - Nul prêt ne sera consenti à moins que l'emprunteur qui le sollicite ne prouve à notre satisfaction:

a. Qu'il a une bonne conduite et une bonne réputation; *b.* Qu'il est âgé au moins de 21 ans; *c.* Qu'il est cultivateur et qu'il possède actuellement une terre qu'il cultive, ou qu'il se propose d'en acquérir et occuper une sans retard pour la cultiver; *d.* Qu'il a une connaissance pratique de l'agriculture et une aptitude au moins ordinaire pour cet art.

Destination des prêts - Nul prêt ne peut être fait à moins que ce ne soit pour l'achat de terres à culture, d'engrais, de grains de semence, d'animaux ou d'instruments aratoires nécessaires à la bonne exploitation des terres à hypothéquer ou pour la construction de bâtisses ou d'autres améliorations permanentes ou pour le paiement d'hypothèque ou pour des marges affectant actuellement ces terres,

pour améliorer une terre à culture, en vue d'en obtenir un plus grand rendement.

Montant des prêts - Nul prêt ne dépassera \$10,000 à la même personne et, dans tous les cas, n'excédera 50 % de la valeur de la terre hypothéquée et de 20 % de la valeur des bâtisses y érigées, lesquelles bâtisses devront être assurées contre le feu en faveur de la Commission pour leur pleine valeur assurable ou au moins pour couvrir le prêt.

Évaluation - L'évaluation des biens à hypothéquer sera faite pour les fins de tout prêt par un estimateur nommé par la Commission, et la base de telle évaluation reposera sur la valeur productive de la terre.

Garantie - Nul prêt ne peut être fait à moins que ce ne soit sur première hypothèque sur une terre à culture avec les bâtisses y érigées.

Loyaux coûts - Une somme de \$10, pour frais d'inspection de la terre, sera payable par l'emprunteur lorsqu'il fera sa demande d'emprunt. Il aura à payer ensuite l'examen des titres et les frais d'acte et d'enregistrement, plus un certificat du bureau d'enregistrement.

Taux d'intérêt - Le taux de l'intérêt est de 6½ % par année et celui des arrérages de 7 % par année.

Remboursement - Le montant prêté et l'intérêt sont remboursables en versements annuels, égaux et consécutifs ou si l'emprunteur le préfère, en versements semi-annuels, égaux et consécutifs. Le montant annuellement payable sera au choix de l'emprunteur, de 7½ % ou de 8½ % du montant de l'emprunt. Les plans de remboursement sont les suivants:

Plan No 1 - À 8½ % par année, soit 6½ % d'intérêt et 2 % d'amortissement. L'emprunt en capital et intérêt est remboursable en 22 versements annuels et consécutifs de \$8.50 par chaque cent piastres empruntées et un 23^e versement final de \$8.31 pour chaque cent piastres empruntées.

Plan No 2 - À 8½ % par année, soit 6½ % d'intérêt et 2 % d'amortissement. L'emprunt en capital et intérêt est remboursable en 44 versements semi-annuels et consécutifs de \$4.25 par chaque cent piastres empruntées et un 45^e versement final de \$5.25 pour chaque cent piastres empruntées.

Plan No 3 - À 7½ % par année, soit 6½ % d'intérêt et 1 % d'amortissement. L'emprunt en capital et en intérêt est remboursable en 31 versements annuels et consécutifs de \$7.50 par chaque 100 piastres empruntées et un 32^e versement final de \$7.47 pour chaque cent piastres empruntées.

Plan No 4 - À 7½ % par année, soit 6½ % d'intérêt et 1 % d'amortissement. L'emprunt en capital et intérêt est remboursable en 63 versements

annuels et consécutifs de \$3.75 par chaque cent piastres empruntées.

Toutefois, un emprunt pourra toujours être remboursé n'importe quand, pourvu que ce soit à la date de l'échéance d'un versement. Mais la vente de la terre hypothéquée rend le prêt immédiatement exigible à moins que la Commission ne consente à le continuer.

Souscription. - Tout emprunteur doit souscrire au fonds capital de la Commission un montant égal à 5 % de la somme qu'il emprunte. Cette souscription est payée en argent au cours des procédés de l'emprunt, ou la Commission la retient sur le montant prêté lorsqu'elle en fait le paiement. Par sa souscription, l'emprunteur devient actionnaire de la Commission et a droit de participer aux profits qu'elle fait. Tous les dividendes sur les actions d'un emprunteur restent en la possession de la Commission et s'accumulent au taux de 5 % par an. Si, à un moment donné, la valeur de ses actions avec les dividendes et l'intérêt accumulé devient suffisante pour acquitter la balance restant due par l'emprunteur, le montant de cette valeur avec les dividendes et l'intérêt lui est crédité comme paiement final de son emprunt.

Ces conditions ne répondent pas aux besoins de nos cultivateurs obligés d'emprunter pour une des fins mentionnées. Chaque province devrait avoir son système particulier de crédit rural. Pensez-y, M. l'Orateur, sur première hypothèque, emprunter pas plus de 50 % de la valeur de la terre, au taux d'intérêt, après avoir payé jusqu'à \$400 pour frais d'examen, d'inspection, d'enregistrement et de souscription au fonds capital de la Commission, allons donc, pas un seul cultivateur soucieux de ses intérêts ne saurait consentir à pareilles conditions. Un crédit agricole a été réclamé parce que le taux ordinaire, et surtout le taux des banques, était trop élevé. Nous voulions un taux d'intérêt mieux proportionné au revenu du cultivateur.

Il y a des systèmes de crédit agricole en France et en Allemagne. En France, il y a le Crédit foncier coopératif qui prête sur hypothèque, à longs termes, mais qui n'est pas coopératif; les crédits coopératifs, ont deux systèmes; Caisses Durand et le Crédit agricole mutuel de France. Le crédit agricole coopératif s'accorde indirectement par l'État, au moyen d'organes intermédiaires appelés caisses régionales de crédit, espèce de banques foncières qui reçoivent de l'argent de l'État à titre de prêt sans intérêt, et ces caisses le prêtent à leur tour aux sociétés locales de crédit à un taux modéré. Les Caisses Durand sont totalement indépendantes de

l'État; elles n'obligent pas que leurs membres soient syndiqués, elles prêtent sous forme d'avance et non d'escompte. Nous avons le même système ici par nos caisses Desjardins qui, bien administrées, sont les plus désirables. Oui, M. l'Orateur! Et nous aurions dû leur donner l'encouragement qui était nécessaire pour les établir prudemment et efficacement dans notre province, sans préjudice à notre régime bancaire dont le cultivateur est cependant discutable.

Le premier ministre du Canada, M. King a exprimé plusieurs fois l'avis que le gouvernement fédéral est trop souvent appelé à se charger des obligations que devraient assumer nos gouvernements provinciaux, et il se demande s'il ne serait pas mieux d'augmenter le subside fédéral de façon à ce que les provinces aient les moyens d'assumer leurs propres responsabilités. C'est une opinion qui mérite la plus respectable et sérieuse considération. Elle est juste pour plus d'un cas.

Il est vrai qu'il est essentiel de ne point perdre de vue l'esprit d'union, but de la Confédération et de ne pas accélérer un mouvement séparatiste, aussi dangereux qu'une tendance trop persistante vers l'union législative. Tout en admettant franchement qu'il faille empêcher la formation d'une mentalité totalement différente et antipathique dans chaque province, je crois que chacune des provinces doit avoir les moyens de conserver sa propre autonomie, sans respectueusement reconnaître à ses sœurs le droit d'intervenir dans ses propres affaires.

Pour certains conflits en certaines questions d'ordre interprovincial ou général, le gouvernement fédéral possède des pouvoirs qu'il se doit de conserver et d'exercer, tout en évitant de dépasser les limites bien fixées par des constitutions qu'il importe de bien connaître pour les respecter convenablement. Chaque province doit se bien garder aussi de solliciter inutilement ou de chercher à provoquer inopportunément, subversivement l'intervention du gouvernement fédéral sur des questions provinciales.

Dans le cas du crédit agricole, les besoins de chaque province, à cause des genres d'exploitation agricole, diffèrent tellement que mieux vaudrait que chaque province eût son système de crédit, avec l'aide proportionnelle des gouvernements fédéral et provincial, mais à l'abri de toute ingérence ou influence politique. Le crédit agricole actuel est surtout fait pour l'Ouest. Cependant, on m'affirme que les provinces de l'Ouest s'opposent à toute modification du principe de la loi. J'ai présenté ma motion à cause de cette opposition et parce que je considère le système actuel inacceptable dans notre province appelée à payer une grande part même pour les autres.

Si le gouvernement est en état de suggérer un autre moyen de crédit agricole qui répondrait mieux aux besoins des cultivateurs du Québec, je suis prêt à l'accepter, car celui du gouvernement fédéral, tel que mis en vigueur, n'offre aucun avantage à notre province, et le gouvernement ne serait pas justifiable de refuser de le faire amender ou de se charger de donner aux cultivateurs un crédit agricole plus conforme à leurs besoins. Et en conséquence, je suis disposé, avec le consentement que la Chambre voudra bien m'accorder, à ajouter après le paragraphe *d* de ma motion, un autre paragraphe qui se lirait comme suit:

"e. Ou à demander ou à encourager tout autre mode de prêt qui répondrait plus exactement aux besoins des cultivateurs de cette province".

En agissant ainsi et en élargissant le cadre de ma motion, je crois que la preuve de ma bonne volonté doit être suffisante pour rencontrer l'appui unanime de cette Chambre.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Est-ce que l'invitation de l'honorable député des Deux Montagnes (M. Sauvé) contenue dans sa motion s'adresse au gouvernement de Québec ou d'Ottawa?

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Au gouvernement de Québec.

M. Casgrain (Témiscouata): (Se lève) (Applaudissements à droite)

Le débat soulevé par l'honorable député des Deux-Montagnes intéresse tous les députés des comtés ruraux.

M. l'Orateur, je me demande si la Législature provinciale a le droit de passer une loi qui amenderait la loi fédérale. C'est, en somme, ce que nous demande notre honorable ami. Or, le crédit agricole relève du gouvernement fédéral qui nomme même les membres de la Commission provinciale du prêt rural. Celle-ci n'agit qu'à titre d'agent de la Commission fédérale. C'est la Commission fédérale qui a fixé à 6½ % le taux d'intérêt sur les prêts agricoles que fait la Commission provinciale. Celle-ci ne peut changer les conditions fixées par une loi fédérale.

La Législature de Québec a accepté la loi du crédit agricole canadien, qui ne laissait aucune initiative au gouvernement provincial. Le gouvernement ne pouvait nommer les commissaires, ne pouvait fixer leurs salaires. La Chambre québécoise ne peut changer les conditions de cette

loi. Le gouvernement fédéral possède jusqu'au droit de démettre les commissaires, qu'il nomme dans chaque province. Cette loi a été adoptée unanimement par la Législature de Québec, à la demande de l'Union catholique des cultivateurs. Que demande l'honorable député des Deux-Montagnes? Il voudrait que le gouvernement provincial prît une initiative qu'il ne peut pas prendre.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Je ne demande pas au gouvernement provincial d'adopter une loi.

M. Casgrain (Témiscouata): La portée de la motion que l'on discute est très étendue. Si je comprends bien la motion de mon honorable ami, elle tend, au point de vue légal, à réclamer des amendements à une loi fédérale. Le député des Deux-Montagnes a suggéré, dans son discours, de faire des représentations au gouvernement fédéral afin de faire abaisser le taux d'intérêt. Cependant sa motion va beaucoup plus loin, car elle demande au gouvernement provincial d'éditer une législation dans ce sens. Or, il y a lieu de se demander si la Législature a le droit d'intervenir dans une loi fédérale. Car, si l'on étudie cette dernière, on verra que la Commission provinciale ne sert qu'à titre d'agent pour la Commission fédérale du prêt agricole et que le gouvernement provincial ne peut que désigner les commissaires, et non les nommer, que la Commission fédérale a même le droit de révoquer la commission provinciale pour nommer d'autres commissaires.

De plus, la loi fédérale a fixé le taux d'intérêt, indiqué la proportion de valeur de propriété pour fixer le montant du prêt. Je sou mets donc que la Législature n'a pas le droit d'intervenir, ni pour demander la réduction du taux d'intérêt, ni autre changement du pourcentage de l'hypothèque. Ceci n'est pas de son ressort. L'honorable député des Deux-Montagnes réclame l'intérêt à 4½ %. Le gouvernement fédéral prête au gouvernement provincial à 5 %. Ceci est décrété par statut fédéral.

Mon honorable ami demande que le montant du prêt soit élevé à 65 % de la valeur de la terre hypothéquée. La loi fédérale dit que ce pourcentage sera de 50 %. Les suggestions de M. Sauvé viennent en conflit avec des dispositions directes de la loi fédérale. Même chose pour les autres demandes. La Législature n'avait qu'une alternative: accepter ou refuser la loi. Nous l'avons acceptée en 1928 et nous ne pouvons la charger. C'est le gouvernement fédéral qui doit modifier la loi. Nous pouvons faire des représentations à Ottawa.

Cela ne veut pas dire cependant que je ne concours pas dans les suggestions faites par le député des Deux-Montagnes, car tous les députés ruraux admettront que la loi est loin d'être parfaite. L'intérêt de 6½ % peut sans doute convenir aux provinces de l'Ouest, où l'intérêt régulier de l'argent varie de 8 % à 10 %, mais dans Québec, la moyenne d'intérêt est de 6 %. Voici les taux d'intérêts qui prévalent dans les comtés du Bas-du-Fleuve par exemple; Témiscouata 6 %; Bellechasse, 5 %; Bonaventure, 7 %; Kamouraska, 6 %; Montmagny, 5½ %; Matane, Matapédia, Rimouski, 7 %; L'Islet, 6 %; Cantons-de-l'Est, 7 %; vieilles paroisses de la vallée du Richelieu, 5½ %; moyenne de l'intérêt pour l'argent prêté par des particuliers 6.19 %; moyenne du taux d'intérêt de l'argent prêté par les compagnies: 6¾ %, soit une moyenne générale d'environ 6 %.

Je suis d'opinion que l'intérêt doit être un peu inférieur à celui des compagnies de prêt sans pour cela être trop bas, mais je crois, en tout cas, que nous devrions laisser au gouvernement fédéral le soin de fixer ce taux.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Nous sommes d'accord.

M. Casgrain (Témiscouata): Parfaitement, mais le discours de l'honorable député des Deux-Montagnes allait moins loin que sa motion. Ce n'est pas son discours qu'il nous demande de voter, mais sa motion. Or, au point de vue légal, nous ne pouvons accepter sa motion sans amendement. J'ai exposé le point de vue légal. Je crois maintenant pouvoir dire que je m'accorde avec l'honorable député des Deux-Montagnes pour déclarer que la loi fédérale du crédit agricole n'est pas ce qu'elle devait être dans notre province. Le taux d'intérêt du prêt agricole devrait être basé au moins sur la moyenne d'intérêt dans les provinces.

Toutefois, je suis prêt à admettre qu'une moyenne de 4½ % serait un peu basse. Mais il convient de se demander si le temps est venu de tout saboter dans une institution qui n'a pas encore eu le temps de faire ses preuves. Il ne faut pas trop se hâter à recommander des amendements à la loi du prêt agricole. Celle-ci vient d'être mise en application et ce n'est pas avant quelque temps qu'on en connaîtra parfaitement les effets. Ne devons-nous pas laisser le temps à la loi de faire ses preuves?

Nous verrons mieux dans un an, à la prochaine session, ce que nous pouvons faire de représentations au gouvernement fédéral. Je sais d'ailleurs que le ministre de l'Agriculture s'intéresse

à ce problème et qu'il y consacre le meilleur de son talent, de son énergie et de sa santé.

M. l'Orateur, je propose, appuyé par le représentant de Rimouski (M. Moreault)¹, en amendement à la motion de l'honorable député des Deux-Montagnes (M. Sauvé), que tous les mots après "Que" dans la motion principale soient retranchés et remplacés par les suivants: Cette Chambre incite le gouvernement à faire des démarches auprès des autorités compétentes du Parlement fédéral pour obtenir une réduction du taux d'intérêt sur les prêts à être faits sous l'autorité de la loi du prêt agricole canadien.

M. Blain (Montréal-Dorion): M. l'Orateur, si l'honorable député de Témiscouata relit la motion de l'honorable député des Deux-Montagnes, il constatera qu'elle ne va pas plus loin que le discours de notre honorable ami. L'amendement va un peu moins loin que la motion, qui est parfaitement dans l'ordre. Cette motion ne demande pas à la Législature de passer une nouvelle loi, de son propre chef en défi de la loi fédérale, mais de passer une nouvelle loi après entente avec le gouvernement fédéral. La motion demande plus que l'amendement, et nous devrions l'adopter.

La limite de 50 % de la valeur immobilière pour les prêts devrait être portée à tout le moins à 60 %. C'est la limite consentie aux constructeurs, par exemple. Pourquoi les cultivateurs n'auraient-ils pas les mêmes avantages à tout le moins? Je n'y vois aucune raison, car l'urgence d'avoir un capital est aussi grande pour le cultivateur que pour tout autre.

Le taux de 6½ % comme intérêt est manifestement trop élevé, surtout si l'on considère que l'emprunteur doit payer \$10 de frais d'inspection, les frais de certificats d'enregistrement, plus 5 % de capital qu'il doit laisser au fonds de réserve. En plus, il doit commencer immédiatement ses versements de remboursement. Dans le Vermont, par exemple, la loi a été plus sage et pratique. Elle ne place le premier remboursement qu'au bout de deux années. Car elle suppose que l'emprunteur a évidemment besoin de ses capitaux et que, pour rembourser, il faut lui laisser le temps de faire produire ces capitaux. Autrement, on expose le cultivateur à une crise.

La suggestion que le gouvernement rembourse, aux cultivateurs emprunteurs, 2 % sur le taux d'intérêt plus les frais d'inspection et d'enregistrement, est utile en cas de refus par les autorités fédérales, car si l'on veut sortir l'agriculture de la crise qu'elle traverse, il est temps qu'on agisse

vite et tout de suite. L'exode des nôtres continue d'être aussi alarmant que par les années passées, et si l'on attend pour agir, la plaie ne fera que s'agrandir. Si on améliorait la loi du crédit agricole, on empêcherait l'émigration des nôtres aux États-Unis. Je voterai, dit-il, avec empressement pour la motion de mon ancien chef.

M. Authier (Abitibi) est, dit-il, un de ceux qui ont réclamé pendant longtemps un crédit agricole et, ajoute-t-il, tient à dire un mot sur la motion du député des Deux-Montagnes. Il est heureux que cette motion lui fournisse l'occasion d'exprimer son opinion sur le système actuel. Nos cultivateurs ont absolument besoin de crédit à long terme et la loi fédérale en opération depuis quelques mois n'a pas donné satisfaction, mais il est peut-être trop tôt pour exprimer un blâme. Le gouvernement provincial n'a rien à faire dans l'administration de la loi du crédit agricole. Ce dernier est absolument nécessaire.

Un article de *L'Événement*, dont les opinions sont généralement très sages sur ce problème de crédit agricole, déclarait avec raison qu'il faut aider le colon des régions nouvelles, de préférence aux cultivateurs des vieilles paroisses bien établies, et admet la nécessité d'un crédit agricole pour les colons qui sont à organiser leurs fermes. Les régions nouvelles comme l'Abitibi ont un plus grand besoin d'aide que les vieilles parties de la province.

Dans le Nouvel-Ontario, tout près de l'Abitibi, on a vu des paroisses entières qui ont été sauvées du dépeuplement et peut-être de la faillite par l'action du prêt agricole. Aujourd'hui, ces paroisses sont prospères et la commission ontarienne n'a rien perdu. Il faut espérer que les commissaires du prêt canadien sauront comprendre et apprécier les besoins et la valeur du Nouveau-Québec.

Le cultivateur ne peut plus se procurer de l'argent comme autrefois. Autrefois, le cultivateur trouvait chez son voisin les capitaux nécessaires, mais depuis, l'argent des campagnes a été drainé vers les villes par les vendeurs d'obligations, les agences de courtage, les agents d'immeubles, et non pas comme on l'a dit par les banques. Il n'y a plus d'argent disponible dans la campagne pour les prêts hypothécaires. Pour comble de malheur, la loi de faillite d'Ottawa est venue compliquer la situation en contribuant à éloigner les prêteurs sur hypothèque.

Cependant, il faut aviser à la situation et trouver le moyen d'y parer pour aider le cultivateur. L'an dernier, nous avons cru à propos d'adopter la loi du prêt agricole. Je ne dis pas qu'elle est parfaite et qu'elle a donné satisfaction, mais elle n'a pas

encore eu le temps de faire ses preuves. Il est certainement trop tôt pour la condamner! Or, il est surprenant de constater qu'au 31 décembre dernier, la province de Québec n'avait pas reçu une part équitable des fonds prêtés par la Commission du Canada. Sur 1,464 prêts dans tout le pays, il n'y en a alors que 92 dans la province de Québec, comportant un montant total de \$218,000. D'après les derniers chiffres qui ont été publiés, à la fin de 1929, \$3,025,050 avaient été prêtés comme suit:

<i>Provinces</i>	<i>Demandes accordées</i>	<i>Montants prêtés</i>
Alberta	781	\$1,543,100
Québec	92	218,000
Colombie-Anglaise....	238	897,900
Nouveau-Brunswick..	255	396,550
Nouvelle-Écosse	82	181,600

Une chose m'étonne dans l'application de la loi fédérale du crédit agricole. La province de Québec arrive en second lieu pour le nombre des demandes et elle n'est qu'en quatrième place pour les prêts consentis. Il y a là quelque chose d'inexplicable et je signale cette étrange situation. Il n'y a pas de raison pour que les cultivateurs de Québec ne soient pas traités comme ceux d'ailleurs. Il me semble que nos cultivateurs peuvent offrir autant de garanties que les cultivateurs des autres provinces, et dans certaines parties de la province, ils ont un besoin urgent d'emprunter pour solidifier leur situation financière et organiser leurs fermes sur des bases productives. Depuis quelques années, nos cultivateurs ont de la difficulté à trouver des prêteurs à long terme. C'est là un fait qui m'a surpris, je le répète. Je serais heureux d'avoir des explications à ce sujet.

En comparant les résultats obtenus par les commissions gouvernementales de crédit agricole dans les différentes provinces, il faut admettre que les opérations se sont soldées par des pertes considérables dans les provinces de l'Ouest: le Manitoba, la Saskatchewan et l'Alberta. Or, ce dont nos cultivateurs ont besoin, ce sont des prêts à long terme, et c'est pourquoi le crédit agricole gouvernemental est nécessaire. Celui qui emprunte \$5,000 ne peut le remettre en cinq ans, terme maximum ordinaire que consentent les prêteurs.

D'un autre côté, nous avons plus près de nous la province d'Ontario qui a une Commission de prêt dont les opérations sont heureuses à tous les points de vue. C'est pourquoi il faut un organisme de prêt

spécial. Nous devrions adopter chez nous un système de prêt agricole aussi considérable qu'en Ontario. La Commission du prêt agricole ontarien établie, depuis 25 ans, qui en 1927 a prêté \$17,000,000, a réalisé des profits, tout en prêtant à 5½ %, et en remboursant le gouvernement des frais encourus.

La Commission ne faisait pas de pertes et n'avait pas de difficultés à percevoir le remboursement de ses avances. Les arrérages dans l'Ontario sont insignifiants pour les années 1927 et 1928. Les cultivateurs ontariens ont emprunté \$25,000,000 de leur Commission. Il n'y a de doute que les besoins sont aussi grands dans Québec et que l'on devra prêter un montant aussi élevé à nos cultivateurs.

Or, c'est ici qu'apparaît clairement l'injustice de la principale proposition du député des Deux-Montagnes, qui demande au gouvernement de Québec de payer 2 % du taux d'intérêt sur les prêts agricoles. Québec a besoin de crédit agricole, mais je ne suis pas prêt à admettre que le gouvernement doive assumer une dépense aussi considérable que celle du remboursement de 2 % comme différence d'intérêt, etc.

Deux pour cent, c'est \$500,000. Le système d'Ontario fonctionne bien, mais je ne crois pas, dit-il, qu'il soit opportun actuellement de demander au gouvernement de Québec d'augmenter d'un demi-million de dollars sa dépense annuelle, pour établir ici un système identique. Il n'est ni raisonnable ni juste que le peuple de la province en général paie pour les gens qui sont obligés d'emprunter de l'argent. Nous devrions obtenir autrement une diminution du taux d'intérêt.

La suggestion de l'honorable député des Deux-Montagnes (M. Sauvé) comporte une dépense de \$500,000 par année, l'intérêt annuel sur \$10,000,000. Je crois que c'est là une somme un peu élevée.

Puisque l'on parle de diminuer le taux d'intérêt, le gouvernement provincial pourrait réclamer une diminution des frais d'examen de titres chez le notaire. Je serais heureux, ajoute-t-il, de voir les cultivateurs bénéficier d'un taux d'intérêt à 4 %, mais cela serait trop onéreux pour la province. Cependant, les frais pourraient être réduits.

On m'a cité le cas d'un cultivateur de mon comté qui a dû payer \$50 de frais de notaire pour un emprunt de \$1,500. C'est un peu trop coûteux. Il me reste à souhaiter que la Commission du prêt agricole se renseigne le plus possible sur les nouvelles régions et les aide dans la mesure de ses pouvoirs. C'est là que le besoin de crédit se fait surtout sentir.

Des régions voisines de mon comté, dans la province d'Ontario, ont pratiquement été sauvées du désastre par des prêts au moment opportun. Elles sont maintenant dans la voie du progrès.

Du moment que le taux de l'intérêt baissera un peu, les demandes se multiplieront. Il n'y a pas lieu de s'en alarmer, car le cultivateur est probablement mieux placé entre les mains de la Commission de prêt agricole qu'en d'autres mains.

L'honorable M. Perron (Montcalm): (Se lève) (Applaudissements)

Je ne veux pas critiquer l'honorable député des Deux-Montagnes pour avoir présenté cette motion à la Chambre. L'honorable député des Deux-Montagnes veut que cette Chambre demande au gouvernement fédéral trois changements à la loi du crédit agricole. Premièrement, réduire le taux d'intérêt de 6½ % à 4½ %; deuxièmement, que le montant prêté soit porté de 50 % à 65 % de la valeur de la propriété libre d'hypothèque et qui sera grevée par l'emprunt; troisièmement, que le gouvernement absorbe toutes les charges que nécessite l'emprunt, et qu'il remette 2 % sur l'intérêt de 6½ % payé par l'emprunteur.

Par son amendement, l'honorable député de Témiscouata se contente de demander que des représentations soient faites au gouvernement pour obtenir une diminution du taux d'intérêt. Je dois assurer à mes honorables amis que, bien longtemps avant leurs propositions, le gouvernement provincial a demandé à Ottawa et à la Commission fédérale de diminuer le taux d'intérêt chargé pour les emprunts. La Commission du prêt agricole répond qu'elle ne sait pas quel sera le taux de l'intérêt, avant que les opérations ne soient plus considérables. Le gouvernement fédéral a répondu qu'il faut laisser le temps à l'organisme du prêt agricole de fonctionner assez longtemps pour déterminer le coût d'administration de la Commission, avant de songer à abaisser les taux s'il y a lieu.

M. l'Orateur, cette loi du prêt agricole n'est en vigueur chez nous que depuis le mois d'août seulement. Cette loi constitue quelque chose de nouveau ici, en fait. Je crois que nous avons bien fait en l'acceptant. Il ne faut pas oublier que ce prêt agricole est, en définitive, une coopérative de crédit. Si le nombre des coopérateurs est considérable, le montant des frais diminuera. S'il y a des profits dans cette coopérative de prêt, ils seront distribués aux souscripteurs. La Commission ne fait que commencer à fonctionner; on est au début, et on ne sait pas encore ce que coûtera l'administration.

En plus, nous sommes en présence d'une véritable coopérative de prêt. Chaque emprunteur souscrit à cette coopérative en y plaçant 5 % du montant qu'il emprunte, et les profits réalisés par la Commission lui sont remis proportionnellement. Et il va de soi que plus les opérations seront considérables, plus considérables seront les profits. Notre Commission nous affirme qu'elle n'est pas encore en mesure de dire à combien on devrait fixer le taux d'intérêt parce qu'elle ne sait pas encore quelle sera l'importance de ses transactions. Les frais d'administration doivent être calculés de façon précise. Vous avez entendu parler des réalisations de l'Ontario et il n'y a aucune raison, à mon avis, de croire que nous n'aurons pas de profits.

Jusqu'ici, le gouvernement a avancé \$5,000,000 à la Commission fédérale, à intérêt de 5 %, mais avec les trois premières années sans intérêt. Grâce à cette disposition, la Commission a pu créer l'organisme nécessaire sans être obligée de négocier d'autres emprunts. Lorsque la première expérience sera faite, la Commission fédérale sera en mesure de déterminer le taux d'intérêt définitif. La Commission fédérale n'a pas encore émis d'obligations. Elle s'est contentée des \$5,000,000 d'Ottawa et des versements des provinces. On saura, au bout de trois ans, si le taux d'intérêt est trop élevé, s'il ne peut pas être baissé.

Le prêt constituera pour l'organisme provincial un excellent moyen de se lancer. Je ne crois pas, cependant, que le moment soit venu de discuter de la possibilité de modifier le taux d'intérêt. Attendons et voyons de quelle façon l'organisme fonctionne réellement. Il sera alors temps de réduire le taux ou de le laisser tel quel, de constituer des réserves en prévision de pertes éventuelles ou de parler de répartition parmi les souscripteurs.

En parlant de crédit agricole, il faut bien se rappeler que personne n'est obligé d'emprunter de la Commission. Un grand nombre de cultivateurs peuvent encore emprunter à des particuliers. Ils peuvent faire leurs propres arrangements privés, en faisant affaire avec les banques ou avec d'autres institutions financières. Bien que beaucoup d'argent ait été drainé par la vente d'obligations, il en reste encore. Il y a encore de l'argent à prêter dans nos campagnes et un grand nombre de cultivateurs peuvent en prêter. Il y a encore de l'argent à prêter au Québec, malgré les ravages causés par les vendeurs d'obligations futés auxquels on a fait référence plus tôt, et le cultivateur peut souvent trouver l'argent dont il a besoin dans sa paroisse. Mais ce sont les emprunts à long terme qui

intéressent, mais si l'on veut obtenir un emprunt à long terme, de 30 à 40 ans, il faut aller à la Commission. C'est donc que l'on ne peut trouver ailleurs des conditions aussi avantageuses pour un emprunt à échéance aussi éloignée.

Dans notre province, nous savons que le taux de 6½ % est bien élevé. Il est clair que, si l'on peut obtenir un intérêt moindre que 6½ %, ce sera tant mieux, mais il vaut mieux laisser à la Commission du prêt agricole le temps de faire ses preuves, avant de bouleverser ou modifier le système. Nous serons enchantés si le taux d'intérêt baisse mais, pour être juste envers tout le monde, je crois que nous devrions faire confiance à la Commission du prêt fédéral, encore quelque temps, jusqu'à ce qu'elle soit fixée sur le coût d'administration, le coût de l'argent et puisse établir le taux de l'intérêt. J'aimerais assurer la Chambre que nous remuerons ciel et terre pour atteindre ce but.

L'honorable député d'Abitibi (M. Authier), selon ce que j'ai compris, a dit que les cultivateurs de la province de Québec n'avaient réussi à emprunter que \$218,000². Je suis informé cependant que la commission fédérale vient d'envoyer à la Commission provinciale, pour être distribués incessamment, une somme de \$800,000 pour des prêts récemment acceptés. Cela fait donc pour au-delà de \$1,000,000. Si nos cultivateurs ont déjà emprunté près de \$1,000,000, cela ne veut pas dire que le crédit agricole ne profite pas à notre province, il me semble. Je crois donc que les cultivateurs s'en prévalent. Il y a beaucoup à dire au sujet du taux d'intérêt. C'est une question qui touche tout le monde, car tous les souscripteurs sont concernés.

Voici une compagnie de prêt coopératif où les pertes encourues par défaut de paiement par les uns sont subies par les autres. Si mon voisin ne paie pas, c'est moi qui paierai pour lui. Je le répète, ce prêt est une coopérative. Si une perte se fait, tous les emprunteurs en souffriront. Y a-t-il beaucoup de sociétés de prêts qui se contenteraient d'une marge de 35 % dans un prêt sur hypothèque?

L'honorable député des Deux-Montagnes (M. Sauvé) voudrait encore que le gouvernement prenne à sa charge les frais d'inspection des emprunteurs, et frais d'enregistrement de titres. Et pourquoi le gouvernement le ferait-il? En vertu de quel principe? Il n'y aurait plus égalité entre les contribuables. Il y a des gens qui emprunteront, fort bien! Mais il y a aussi des gens qui n'emprunteront pas, et qui contribuent à constituer les revenus du gouvernement. Alors, pourquoi celui qui n'emprunte pas paierait-il pour défrayer les dépenses de celui qui

a décidé d'emprunter? Ce serait faire payer par tout le monde des frais encourus par un certain nombre seulement. C'est fort malheureux que l'emprunteur ait des frais à subir, mais ce n'est tout de même pas la faute du voisin qui n'emprunte pas.

Même chose pour le 2 % d'intérêt que l'honorable député des Deux-Montagnes (M. Sauvé) veut faire payer par le gouvernement. On a vu une compagnie comme le Crédit foncier ne prêter qu'à 50 % de l'évaluation municipale. Or, la Commission de prêt agricole prête non pas sur 50 % de l'évaluation municipale, presque toujours trop basse, mais sur 50 % de la valeur réelle. Or, s'il advient une faillite, on peut estimer que le prêteur ne retire guère plus de son argent que 50 % sur la valeur de la propriété. La loi fédérale décide que le prêt ne pourra être que de 50 % de la valeur de la terre.

On voudrait qu'il fût de 65 % de la valeur de la province, libre d'hypothèque, la somme à prêter. Je ne crois pas que ce soit très prudent. Donc, dans l'intérêt même des emprunteurs, il convient de ne pas dépasser 50 % de la valeur de leurs immeubles leurs emprunts. Il vaut mieux laisser les prêts à 50 % de la valeur hypothéquée et faire un succès de la Commission. Pourquoi compromettre son succès? Il est déjà assez difficile de se faire rembourser 50 % de la valeur, dans les cas difficiles.

Ceux qui sont obligés d'emprunter ne doivent pas faire payer intérêt par leurs voisins. Pierre achète une propriété, l'administre mal, ou bien a des malheurs et doit emprunter. Cela est triste et malheureux, mais Paul ne sera certainement pas obligé de payer les frais d'emprunt de Pierre. Le gouvernement est obligé de maintenir l'équilibre de la communauté. Si j'emprunte \$1,000, pourquoi mon voisin serait-il obligé de payer pour les frais d'examen de titre?

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Oh! le gouvernement l'a déjà fait! Ça se produit tous les jours!

L'honorable M. Perron (Montcalm): Dans quelles circonstances? Si l'honorable député veut me les décrire, je suis certain que je saurai lui répondre. Mais l'idée de distribuer les problèmes d'une personne à toute la communauté est, si je puis m'exprimer ainsi sans offenser l'honorable député des Deux-Montagnes, eh! bien, (En riant) ça serait du "sauvétisme" (soviétisme).

(Rires)

Ceux qui sont obligés d'emprunter sont obligés d'en subir les conséquences: ils doivent

payer les frais de leur emprunt, et il ne serait pas juste de les faire payer par d'autres. Ce n'est pas ainsi que je comprends la justice. Dans les circonstances, je crois que tout ce que nous pouvons accepter, c'est l'amendement de l'honorable député de Témiscouata (M. Casgrain). Pour cela, je ne crois pas que cette Chambre puisse accepter les paragraphes C et D de la motion.

J'ai confiance, dit-il, que la Commission fédérale diminuera un jour prochain le taux d'intérêt. Et puis si le gouvernement provincial se chargeait de payer ces divers détails, tels que les frais pour l'inspection, l'examen des titres et l'enregistrement, s'il payait 2 % d'intérêt aux emprunteurs, il lui en coûterait environ \$500,000 à \$600,000 par année.

Pour ma part, j'aimerais mieux prendre les \$500,000 que l'honorable député des Deux-Montagnes voudrait nous faire payer pour les frais d'emprunt et l'intérêt. Mieux vaut les distribuer également entre tous les cultivateurs de la province, en leur aidant à améliorer leurs fermes, leurs troupeaux et égoutter leurs terres.

(Applaudissements)

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): M. l'Orateur, l'honorable député des Deux-Montagnes (M. Sauvé) nous a prononcé un discours très modéré et sensé. Voici ce à quoi peut tendre la motion du député des Deux-Montagnes (M. Sauvé). Je ne sais pas si, aux prochaines élections, lorsqu'elles viendront, ses amis seront aussi modérés que lui sur cette question du crédit agricole, surtout lorsque nous ne serons pas avec eux et lorsqu'il n'y sera pas, lui non plus. Il se trouverait certainement quelques-uns de ses amis pour trouver les cultivateurs dans les campagnes et prétendre que le gouvernement avait refusé de payer le 2 % et les charges et d'élever le montant du prêt à 65 % de la valeur de la terre hypothéquée.

M. Sauvé (Deux-Montagnes) fait signe de la tête que cela ne se fera pas.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Oui, cela arrivera lorsque nous ne serons pas là, dans des réunions où le chef de l'opposition n'y sera pas, mais ses amis diront que le gouvernement n'a pas voulu aider aux cultivateurs. Le député des Deux-Montagnes ne sera pas toujours présent pour rétablir les faits.

Je me suis intéressé vivement à cette question du prêt agricole. Nous avons accepté cette loi un peu à contre-cœur et malgré nous. Mais, en 1929, l'Union

catholique des cultivateurs nous a demandé d'accepter cette loi fédérale du prêt agricole telle qu'elle était. Nous l'avons fait; nous l'avons acceptée dans la forme où il nous était présenté. On m'a fait beaucoup de reproches au sujet des prêts agricoles. La loi est très compliquée. Si le gouvernement avait hésité à la donner, c'était qu'elle ne semblait pas assez généreuse, et nous savions qu'elle ne donnerait pas satisfaction aux cultivateurs. Ce dont on se plaint, c'est la longueur des formalités. On nous a signalé de nombreux cas où les frais d'enregistrement et les longueurs de temps ont été considérables. Celui qui veut emprunter, c'est parce qu'il a besoin d'argent, et cela rapidement.

C'est que, dans nos campagnes québécoises où la propriété a été transmise de nombreuses fois, les titres sont très compliqués et il faut souvent des mois et des mois de recherches dans les bureaux d'enregistrement, faire rectifier certains actes, etc., ce qui prend du temps. L'emprunteur doit signer une formule sur laquelle il donne de nombreux détails. Cette formule est envoyée à Ottawa. Si la Commission fédérale l'approuve, elle est transmise à la Commission provinciale qui doit alors examiner les titres. Et l'on sait que cet examen des titres à la campagne est souvent très compliqué. On sait ce que cet examen peut signifier à la campagne. S'il y a des questions concernant les titres de quelqu'un et qu'on doive procéder à de nombreuses démarches et à de nombreuses recherches, il peut facilement s'écouler plusieurs mois avant que le prêt ne soit finalement approuvé. Cela suscite beaucoup d'impatience.

Cependant, les emprunts ont été acceptés. Comme l'a dit l'honorable ministre de l'Agriculture (l'honorable M. Perron), il y a pour \$700,000³ de chèques rendus à Québec, pour être distribués en emprunts aussitôt les enquêtes terminées. Notre petit système est différent, par exemple. Il en est autrement avec l'Ouest, où les mutations de propriété sont peu compliquées, claires et simples. Dans les provinces de l'Ouest, tous les titres sont nouveaux. C'est ainsi que, dans l'Ouest, il est facile de retracer les titres des terres et en plus, la population là-bas n'est que le tiers de la nôtre. On comprend que les demandes de prêts dans ces dernières conditions exigent moins de recherches et aboutissent à des résultats plus rapides.

Et puis, je ne veux pas élever de critiques contre le gouvernement fédéral, mais ces ententes entre fédéral et provincial engendrent toujours beaucoup de difficultés. D'ailleurs, chaque fois que nous avons eu recours à la coopération provinciale et fédérale, nous avons vu surgir des obstacles considérables. Ce n'est pas un blâme. C'est que le

gouvernement fédéral doit légiférer pour tout le pays, et non pas seulement pour une seule province. Ce qui convient à l'Ouest ne convient pas toujours à l'Est. De plus, dans l'Ouest, le taux d'intérêt sur les prêts est généralement élevé, ce qui fait que là-bas on ne trouve pas trop élevé le taux de 6½ % chargé par la Commission fédérale. Chez nous, le fait pour la Commission fédérale de charger 6½ % d'intérêt a eu pour effet de faire élever le taux d'intérêt des autres prêteurs. On nous demande de payer pour l'examen des titres. Si on le fait pour le prêt agricole, pourquoi ne le ferait-on pas pour les prêts des caisses populaires? C'est un lourd fardeau que l'on peut nous imposer.

Nous ne devrions rien faire pour nuire aux caisses populaires. Nos caisses populaires conviendraient admirablement pour le système de prêts à nos cultivateurs. Il reconnaît, dit-il, que le taux de 6½ % est de nature à élever le taux général de l'intérêt dans les campagnes, car on ne voudra pas prêter à beaucoup moins que la Commission du prêt agricole.

L'honorable député des Deux-Montagnes (M. Sauvé) nous demande de payer les frais d'examen de titre du prêt agricole. Pourquoi ne ferions-nous pas la même chose alors pour les caisses populaires? L'honorable ministre de l'Agriculture a fait l'éloge des caisses populaires, il y a quelques jours. Nous croyons que si les caisses populaires sont bien administrées, elles peuvent remplacer avantageusement le prêt agricole dans nos campagnes, si elles donnent des garanties de solvabilité. Car, nous avons de l'argent dans nos campagnes, et nos cultivateurs, par l'entremise des caisses populaires, pourraient trouver les sommes dont ils ont besoin. Les caisses populaires sont appelées à jouer un rôle très important dans notre province.

M. l'Orateur, j'ai présenté hier soir un projet de loi pour l'inspection des caisses populaires. J'ai expliqué la portée du projet de loi. Comme je l'ai dit, j'ai insisté sur le fait que nous ne voulons pas inspecter les caisses populaires malgré elles. Il n'y aura aucune coercition. Nous avons dit que les caisses populaires qui le demanderaient pourraient avoir gratuitement l'inspection de leurs livres par des officiers du gouvernement. L'inspection n'est pas imposée, comme le prétendait un journal de Québec, hier. Mais, je lis cet après-midi dans *L'Action catholique* que:

"Voici les inconvénients que nous voyons à première vue dans ce projet: les caisses sont des institutions qui n'ont rien à gagner à l'intervention du gouvernement dans leurs affaires. *L'Action*

catholique voit un danger en cela et semble dire que nous ne devrions pas faire cet examen des livres gratuitement, parce que les caisses populaires qui ne l'auront pas demandé font faire l'examen de leurs livres par des officiers des Unions régionales des caisses populaires et paient pour cet examen. La plupart des caisses se soumettent déjà à l'inspection de la part des officiers de leurs unions régionales. Cette loi offre le danger que les caisses se laissent entraîner à demander plutôt les inspecteurs du gouvernement. L'inspection que le gouvernement propose devant être gratuite, quand celle des inspecteurs des unions régionales coûte quelque chose, si le projet devient loi, il y a danger à ce que les caisses se laissent entraîner à demander plus tôt les inspecteurs du gouvernement. Ceci ferait passer petit à petit les caisses sous la tutelle gouvernementale, au grand détriment de l'œuvre qu'elles poursuivent et qui s'est déjà montrée si utile".

J'ai entendu des arguments bien étranges en cette Chambre, mais je n'en ai jamais entendu comme celui-là. *L'Action catholique* nous dit en substance, que si nous inspectons les caisses populaires, nous leur ferons tort. C'est un argument extraordinaire. Il n'y a pas d'initiative du gouvernement dans cette affaire. Nous avons reçu de nombreuses demandes de caisses populaires qui nous disent: "Inspectez-nous. Nous avons confiance dans l'inspection du gouvernement". C'est tout ce que nous faisons et je ne vois aucun danger là-dedans. L'inspection n'est pas imposée. Elle est demandée et sera facultative.

Nous avons des requêtes de plusieurs caisses populaires. Elles nous disent que l'inspection du gouvernement va ajouter à leur crédit, accroître la confiance, confiance qui s'est un peu amoindrie en ces dernières années. Nous voulons donner aux caisses populaires tous les avantages pour se développer et remplir leur rôle bienfaisant dans nos paroisses. Pour nous rendre à leur désir, nous accordons l'inspection aux frais du gouvernement. Encore une fois, je ne comprends pas l'argument du journal que je viens de vous citer.

Depuis l'an dernier, j'ai, dit-il, conféré avec les autorités fédérales sur la question du prêt agricole, et le gouvernement fédéral est bien disposé. Mais le gouvernement fédéral a donné le même conseil d'attendre, afin de voir quels services la Commission de prêt pourra rendre et qu'elle ne rend pas dans le moment. Je me suis, dit-il, fort intéressé à la loi du prêt agricole et espère que les autorités fédérales, lorsque cette loi aura été en application encore quelques mois, en viendront à la conclusion

qu'elle peut être améliorée. En terminant, pour toutes ces raisons, Messieurs, j'approuverai, répète-t-il, l'amendement du député de Témiscouata (M. Casgrain), car je voudrais voir diminuer le taux d'intérêt sur les prêts. Je crois qu'il suffira de porter la question à l'attention des autorités fédérales et du public en général.

M. Renaud (Laval): M. l'Orateur, j'ai l'honneur de proposer appuyé par le représentant de Sherbrooke (M. Crépeau), l'ajournement du débat.

Le débat est ajourné.

Demandes de documents:

Pont de Montréal à l'Île Jésus

M. Renaud (Laval) propose, appuyé par le représentant de Sherbrooke (M. Crépeau), qu'il soit mis devant cette Chambre copie de toute correspondance, documents, etc., entre le gouvernement ou aucun de ses membres et toute personne, municipalité ou association relativement à la construction d'un nouveau pont vis-à-vis le boulevard Pie IX, pour relier l'Île de Montréal à l'Île Jésus.

J'ai entendu dire que des pourparlers sont déjà entamés à ce sujet et je suis certain que non seulement cette nouvelle liaison se révélera très importante pour la campagne au nord de Montréal, mais elle servira également à réduire la congestion sur les ponts Viau et Lachapelle, qui sont en reconstruction.

L'honorable M. Galipeault (Bellechasse): Nous allons produire la correspondance, mais je ne sais pas si mon honorable ami de Laval y trouvera toutes les intentions du gouvernement.

(Rires)

La motion est adoptée.

Lutte contre la tuberculose

L'honorable M. David (Terrebonne) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité plénier pour prendre en considération un projet de résolutions relatives au bill 5 concernant la préservation de l'enfance contre la tuberculose.

Adopté.

Il informe alors la Chambre qu'il est autorisé par Son Honneur le lieutenant-gouverneur à soumettre ledit projet de résolutions et que Son Honneur en recommande la prise en considération.

En comité:

L'honorable M. David (Terrebonne) propose:

1. Que le directeur du service provincial d'hygiène soit autorisé à passer avec les chefs de familles nourricières les contrats nécessaires à la garde et à l'entretien des pupilles, à pourvoir au paiement de la pension de ceux-ci, à rémunérer les ministres du culte qui les surveillent, et les médecins qui à l'occasion sont appelés à leur donner des soins, enfin, à pourvoir toutes les dépenses occasionnées par l'Oeuvre du placement familial établie par la loi qui accompagne les présentes résolutions.

2. Que les sommes nécessaires au fonctionnement de ladite Oeuvre du placement familial seront prélevées sur le fonds consolidé du revenu sur demande écrite du secrétaire de la province, pour être versées à un fonds spécial détenu par le service provincial d'hygiène pour le fonctionnement et le maintien de ladite œuvre.

Résolutions à rapporter:

Le comité fait rapport qu'il a adopté deux résolutions, lesquelles sont lues deux fois et adoptées par la Chambre.

L'honorable M. David (Terrebonne) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 5 concernant la préservation de l'enfance contre la tuberculose soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité plénier.

L'honorable M. David (Terrebonne) propose que la Chambre se forme immédiatement en ledit comité.

En comité⁴:

L'honorable M. David (Terrebonne): J'ai déjà eu l'occasion d'expliquer ce projet. En France, M. Grancher a établi, il y a 25 ans, une œuvre pour sauver de la tuberculose les enfants eux-mêmes non contaminés qui se trouvaient dans des foyers infestés de cette maladie, ou dont les parents étaient eux-

mêmes victimes de cette redoutable maladie. Le système consiste à envoyer ces enfants dans des milieux sains, à les placer, dans d'autres foyers à la campagne. C'est la meilleure campagne de préservation. Les activités de l'œuvre interrompues par la guerre ont été reprises et le succès a été décisif. Car sur les 3,500 enfants qui ont été arrachés des foyers de tuberculose et placés dans des familles saines, la presque totalité a été sauvée, alors qu'autrement 60 % au moins eussent été atteints et 40 % auraient succombé. Sur 40 % que l'on a ainsi placés, le taux de la mortalité n'a pas été de 1 %, ce qui est un résultat inespéré. Il ne fait aucun doute que la santé des enfants s'améliore grandement, même lorsque leurs parents sont atteints de la maladie. Des examens effectués par des experts le prouvent.

En ce qui nous concerne, nous n'en sommes qu'au stade expérimental, mais si nous réussissons à cette étape, comme nous l'espérons, nous pourrions réaliser des progrès importants. À l'heure actuelle, notre programme est en partie réalisé. Le gouvernement a créé l'embryon d'un pareil système, dans le comté de Terrebonne. Nous avons placé à Saint-Hyppolite, dans le comté de Terrebonne, 22 enfants de tuberculeux et les résultats sont des plus satisfaisants; l'expérience a montré tout de suite une amélioration marquée dans l'état de santé. On nous rapporte qu'il n'y a plus chez eux aucune trace de tuberculose pulmonaire ou osseuse. C'est une expérience que tente actuellement le gouvernement. Si l'expérience réussit le gouvernement développera l'œuvre graduellement.

Le gouvernement n'a pas l'intention de placer plus de 10 enfants exposés à la contamination dans la même paroisse et veut en placer 200 une année, puis 150⁵ à 200 l'année suivante, et ainsi de suite. Actuellement, l'âge varie de 10 à 13 ans, mais s'il le faut, le gouvernement serait prêt à les prendre à sa charge beaucoup plus jeunes et même à trois mois⁶.

Comme la tuberculose peut se propager même à des enfants de bas âge, il ne convient pas de fixer de limite d'âge, mais de s'en rapporter aux médecins compétents, sur ce point. Ce qu'il faut avant tout, c'est de sortir l'enfant sain du milieu contaminé dès qu'il y a danger et de le placer dans un foyer sain. Ces enfants, que nous appelons des pupilles, seront placés dans des familles saines. Le père de famille, chez lequel le pupille sera placé, recevra \$10 par mois par enfant. Et le curé de paroisse qui prendra charge de surveillance et de visite à chaque mois recevra \$15⁷ par année par enfant, pourvu que le montant maximum ne dépasse pas \$150 par an.

Et c'est sur le rapport de ces curés que le gouvernement paiera les familles. Des gardes-malades du service provincial d'hygiène suivront aussi de près les activités des enfants ainsi placés à la campagne. Elles les visiteront régulièrement et donneront aux familles qui auront accueilli des pupilles des conseils pratiques en hygiène. En plus, les médecins des unités sanitaires visiteront l'enfant chaque mois et apporteront gratuitement les soins en cas de maladie.

M. Blain (Montréal-Dorion): Dois-je comprendre que cette loi touche les enfants de 10 à 13 ans?

L'honorable M. David (Terrebonne): Oui.

M. Blain (Montréal-Dorion): Est-ce qu'on a fixé le temps pour le retour de l'enfant? Au sortir de ces foyers sains, ne risquera-t-on pas que ces enfants retournent dans des foyers contaminés?

L'honorable M. David (Terrebonne): L'idée, c'est de les éloigner de leur environnement malsain, de les emmener à la campagne. Notre but est de placer les enfants chez des cultivateurs, espérant en cela qu'ils finiront par aimer la terre et devenir eux-mêmes cultivateurs. C'est ça, le système Grancher. Je crois qu'en France 50 %⁸ des enfants ainsi placés sont restés sur la terre.

M. Blain (Montréal-Dorion): Qu'en est-il de la vaccination et des mesures de prévention?

L'honorable M. David (Terrebonne): Toutes les unités sanitaires ont leurs laboratoires, qui s'occupent de distribuer les différents sérums aux médecins des districts qu'ils desservent. En ce qui concerne la vaccination contre la tuberculose, on en est encore au stade expérimental. L'hôpital Sainte-Justine a du sérum, mais pas en quantité suffisante, et il en fournit depuis un moment, là où le traitement semble justifié. Reste à voir si, dans les années qui viennent, on découvrira un sérum plus performant pour ce traitement.

M. Blain (Montréal-Dorion): Et les médecins de ces laboratoires?

L'honorable M. David (Terrebonne): Les médecins des unités sanitaires et ceux des laboratoires voient au fonctionnement des laboratoires et à la distribution de leurs produits dans leur région, par l'entremise des autres praticiens.

M. Blain (Montréal-Dorion): Je suis heureux d'approuver la mesure. Mais j'ai lu des écrits d'autres experts qui désapprouvent le système Grancher, affirmant que ce système exige des subventions énormes. Il (M. Blain) cite un article de M. Georges Mouriquand, spécialiste en la question, qui approuve le système et croit qu'on ne doit pas le remplacer par la vaccination Calmette contre la tuberculose. Les deux sont excellents et doivent plutôt se compléter. Il faudrait, dit-il, aussi organiser des recherches scientifiques, afin de rendre l'action préventive plus efficace.

L'honorable M. David (Terrebonne): Toutes les unités sanitaires de comté dans cette province ont des laboratoires et font gratuitement la distribution des sérums et des vaccins. L'honorable député de Montréal-Dorion approuvera aussi sans doute la mesure en faveur de la création d'un institut biologique.

M. Blain (Montréal-Dorion): Oui, j'en demande un pour les pêcheries.

Les articles 1 et 2, ainsi que le préambule, sont adoptés.

Adopté. Le comité, ayant étudié le bill, en fait rapport sans amendement.

Loi des habitations salubres

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 209 modifiant la loi des habitations salubres soit maintenant lu une deuxième fois.

Le gouvernement fédéral a avancé de l'argent au gouvernement provincial pour la construction de maisons salubres. Le gouvernement provincial en a avancé aux municipalités, et les municipalités aux propriétaires. Les municipalités nous ont représenté que quelques-unes de ces maisons salubres sont abandonnées par leurs propriétaires et qu'elles doivent payer des frais judiciaires considérables avant de les faire vendre.

Les municipalités ont dû prendre des actions pour se faire rembourser et ont encouru des frais considérables. Le but du projet est d'en permettre la vente par les secrétaires-trésoriers à l'enchère, pour éviter les frais. Nous pouvons adopter le principe du bill et le référer au comité des bills publics.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

La Chambre suspend ses travaux à 6 heures.

Reprise de la séance à 8 h 45

Questions et réponses:

Lots concédés, canton de Metgermette-Nord

M. Lafleur (Montréal-Verdun): 1. Combien de lots ont-ils été concédés à M. Philippe Thibodeau de Saint-Georges, dans le canton de Metgermette-Nord?

2. À quelle date chacune de ces concessions a-t-elle été faite?

3. À quel prix?

4. Quel est le nombre de lots concédés et quelle est la grandeur en acres?

5. Quelle quantité de bois a été coupée à date et quel a été le montant des droits de coupe perçu par le gouvernement?

L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay):
1., 2., 3., 4. et 5. Il n'a été fait aucune concession à

M. Philippe Thibodeau dans le canton de Metgermette-Nord.

Concessions forestières de la Manicouagan & English Bay Export Co.

M. Rochette (Charlevoix-Saguenay): 1. À quelle date les diverses concessions forestières de la Manicouagan & English Bay Export Co. ont-elles été affermées?

2. Quelle a été la prime d'affermage payée dans chaque cas?

3. A-t-elle fait des améliorations sur ses limites et lesquelles?

4. Quelle a été la date de ses dernières exploitations?

5. Est-ce que cette compagnie avait maintenu ses installations en bon état, tels que moulins, usines, etc.?

6. Est-ce que le contrôle de cette compagnie n'est pas passé dernièrement en d'autres mains et, dans l'affirmative, depuis quand?

7. Est-ce que le gouvernement a touché la prime de transfert sur cette transaction?

L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay):
1. et 2. (Voir le tableau ci-dessous)

<i>Date des affermages</i>	<i>Concessions</i>	<i>Superficies en milles carrés</i>	<i>Primes d'affermages en milles carrés</i>
25 octobre	1898: Rivière Manicouagan no 2, ouest.....	40	\$ 35.25
26 octobre	1898: Rivière Manicouagan no 5, ouest.....	56	115.25
30 mai	1900: Rivière Amédée.....	50	80.25
25 juin	1902: Rivière à la Chasse et aux Anglais.....	34	126.00
25 juin	1902: Saint-Laurent-Ouest	30	62.00
25 juin	1902: Rivière Manicouagan no 6	58	151.00
25 juin	1902: Rivière Manicouagan no 3	24	101.00
25 juin	1902: Rivière Manicouagan no 4	27	101.00
22 juin	1904: Rivière Manicouagan no 7	50	131.00
22 juin	1905: Rivière Manicouagan no 10	50	130.00
22 juin	1905: Rivière Manicouagan no 11	50	130.00
22 juin	1905: Rivière Manicouagan no 12	50	130.00

3. Durant la période d'exploitation, elle entretenait les chemins de portage de même que les écluses et autres travaux nécessaires pour le transport du bois qui avaient été commencés par ses prédécesseurs.

4. Ses dernières exploitations ont eu lieu de 1920 à 1922.

5. Après la fin de ses opérations, cette compagnie a nécessairement délaissé les installations qu'elle avait faites en forêt. Sa scierie ainsi que ses

maisons ouvrières, ses écluses et ses écuries de même que ses campements se sont dépréciés au cours de cette interruption, et ce, à tel point que les nouveaux acquéreurs n'ont pu, après de grosses réparations, rendre plus de deux maisons habitables.

6. Oui, en 1928.

7. Oui.

**Limites à bois
de Price Bros. & Co**

M. Rochette (Charlevoix-Saguenay): 1. Quand et comment la compagnie Price Bros. & Co. a-t-elle obtenu les limites à bois qu'elle détient à

Sainte-Catherine et à Sainte-Marguerite sur le Saguenay?

2. Quelle est la superficie de chaque concession? Par qui affermé? Date, prime d'affermage?

3. Est-ce qu'elle a exploité d'une façon continue ces deux établissements à Sainte-Catherine et à Sainte-Marguerite?

4. Dans la négative, quand a-t-elle cessé, à chaque endroit, son exploitation régulière?

L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay):

1. et 2. (Voir le tableau ci-dessous)

<i>Date des afferriages</i>	<i>Concessions</i>	<i>Superficies en milles carrés</i>	<i>Primes d'afferriages en milles carrés</i>
<i>a. Par locations privées</i>			
Avant	1854: Canton no 74 de Saint-Germain	27	\$4.00
13 juin	1872: Canton de Labrosse	54	4.00
13 juin	1872: Rivière Sainte-Marguerite no 76	20	4.00
13 juin	1872: Rivière Sainte-Marguerite no 77	35	4.00
13 juin	1872: Rivière Sainte-Marguerite no 78	14	4.00
13 juin	1872: Rivière Sainte-Marguerite no 79	35	4.00
13 juin	1872: Rivière Sainte-Marguerite no 80	24	4.00
13 juin	1872: Rivière Sainte-Marguerite no 81	24	1.00
13 juin	1872: Rivière Sainte-Marguerite no 83	18	4.00
13 juin	1872: Rivière Sainte-Marguerite no 84	18	2.00
<i>b. Afferriages par enchère publique</i>			
1 ^{er} septembre	1878: Rivière Sainte-Marguerite no 75	20	4.00
22 mars	1898: Canton d'Albert no 89	28	15.25
17 octobre	1888: Rivière Sainte-Marguerite, Br. N.-E.	15	7.00
17 octobre	1888: Rivière Sainte-Marguerite Br. N.-E., no 146	79	9.00
17 octobre	1888: Rivière Sainte-Marguerite Br. N.-E., no 147	89	9.00
26 février	1895: Rivière Sainte-Marguerite Br. N., no 148	41	9.00
26 février	1895: Rivière Sainte-Marguerite Br. N.-E., no 149	40	9.00
13 décembre	1892: Rivière Sainte-Marguerite no 169	35	9.00
26 février	1895: Rivière Sainte-Marguerite Br. N. no 150	43	9.00
16 juin	1903: Canton d'Albert no 88	21	61.00

3. Non.

4. Vers 1909, la Société Price Bros. & Co. a transporté sa scierie de Sainte-Catherine à Sainte-Marguerite et celle-ci a cessé de fonctionner vers 1923.

Cependant, depuis trois ans, elle a conclu des arrangements avec M. D.-H. Pennington pour l'exploitation des arbres tués par les feux dans le bassin de la rivière aux Canards et, chaque année, celui-ci y coupe régulièrement du bois brûlé.

Thomas Maher

M. Rochette (Charlevoix-Saguenay): 1. M. Thomas Maher, ingénieur forestier, a-t-il déjà été l'employé du ministère des Terres et Forêts?

2. Dans l'affirmative, à quelles époques et quelles sont les diverses fonctions qu'il a remplies?

3. Quels montants a-t-il touchés chaque année en paiement de ses services?

L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay):

1. Oui.

2. a. Comme élève-assistant, du 16 janvier 1914 au 29 février 1916.

b. Comme ingénieur forestier, assistant du chef du district, du 1^{er} novembre 1916 au 15 juillet 1920;

c. Comme ingénieur forestier, chargé d'exécuter par contrat des inventaires de forêts aux époques suivantes:

- I. 17 mars au 15 juillet 1924: Bassin des rivières Gatineau et la Lièvre;
- II. 21 janvier au 7 octobre 1929: Bassin du Haut-Saint-Maurice;
- III. 28 mars 1928 au 9 avril 1929: Bassins des rivières Bell et Mégiscan (Bloc no 1);
- IV. 17 octobre 1928 au 3 septembre 1929: Bassin de la rivière Mégiscan (Bloc no 2).

3. Les montants touchés chaque année par M. Maher, en paiement de ses services, ont été comme suit:

<i>Exercice</i>	<i>Montants</i>
1. 1913-1914	\$ 161.55
2. 1914-1915	253.55
3. 1915-1916	267.20
4. 1916-1917	755.10
5. 1917-1918	2,453.74
6. 1918-1919	1,862.36
7. 1919-1920	2,726.20
8. 1920-1921	138.90
9. 1923-1924	2,000.00
10. 1924-1925 x	13,107.79
11. 1925-1926	2,553.70
12. 1927-1928	5,000.00
13. 1928-1929	19,120.00
14. 1929-1930	<u>23,555.00</u>
Total	\$73,935.00

x Dans le montant de \$13,107.79 sont comprises les sommes payées pour le compte de

M. Maher pour l'achat de ses provisions, de son matériel (tentes, etc.), et du salaire de ses hommes; ces avances s'élevant à \$5,263.97.

Thomas Maher

M. Rochette (Charlevoix-Saguenay): 1. L'ingénieur forestier, Thomas Maher, a-t-il obtenu des contrats du gouvernement pour faire des inventaires des forêts?

2. Dans l'affirmative, donner pour chaque contrat la date du contrat, l'endroit où le travail a été fait, l'étendue du territoire inventorié et le montant reçu pour chaque contrat?

3. M. Maher est-il complètement payé et quand a-t-il reçu le dernier montant en paiement de ses travaux?

4. Ces contrats ont-ils été accordés par soumissions?

L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay):

1. Oui.

2. (Voir le tableau ci-dessous)

<i>Date et Territoire</i>	<i>Montant</i>
a. 17 mars, 1924: Bassins des rivières Gatineau et Le Lièvre, 345 milles carrés	
<i>Total payé pour ce contrat.....</i>	\$ 8,625.00
b. 21 janvier, 1925: Bassins du Haut-Saint-Maurice, 865 milles carrés	
<i>Total payé pour ce contrat.....</i>	9,533.70
c. 28 mars, 1928: Bassins des rivières Belle et Mégiscan (bloc no 1), 1,206 milles carrés	
<i>Total payé pour ce contrat.....</i>	24,120.00
d. 17 octobre, 1928: Bassin de la rivière Mégiscan (bloc no 2), 1,178 milles carrés	
<i>Total payé pour ce contrat.....</i>	23,555.50

3. Oui. Il a touché le dernier montant en paiement de ses travaux, le 3 septembre 1929.

4. Non.

Dépôt de documents:

Enseignement de la comptabilité agricole

L'honorable M. David (Terrebonne) dépose sur le bureau de la Chambre la réponse à un ordre, en date du 12 mars 1930, pour la production de copie, toute correspondance depuis 1928, entre le gouvernement et toute personne au sujet de l'enseignement de la comptabilité agricole dans les écoles rurales. (Document de la session no 61)

Beauharnois Light Heat and Power Company

L'honorable M. David (Terrebonne) dépose sur le bureau de la Chambre la réponse à un ordre, en date du 7 février 1930, pour la production de copie, toute correspondance, tout document et tout contrat entre le gouvernement de cette province ou l'un de ses membres et toute personne ou corporation relativement à la Beauharnois, Light, Heat and Power Company depuis le 1^{er} janvier 1927 inclusivement jusqu'au 15 janvier 1930 inclusivement. (Document de la session no 62)

Loi des sociétés coopératives agricoles

L'honorable M. Perron (Montcalm) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 49 modifiant la loi concernant les sociétés coopératives agricoles soit maintenant lu une deuxième fois.

J'ai, dit-il, voulu soumettre un bill qui soit le plus parfait possible. Je n'ai voulu violenter personne. Le but du projet est d'obliger les membres d'une coopérative à posséder au minimum 5 actions de \$10 chacune. À l'avenir, les sociétés devront avoir au moins 25 membres et pourront avoir des actions privilégiées.

Nous avions d'abord projeté de fixer la contribution à \$100, puis nous l'avons réduite à \$50. Cependant, une fois que les actions seront souscrites à \$100, les actionnaires-souscripteurs ne pourront plus changer. La société aura le droit d'émettre des actions privilégiées. Les actionnaires privilégiés

n'auront pas droit de vote. Ces derniers pourront profiter des avantages de la coopérative, dans une proportion qui sera fixée par le bureau de direction de la coopérative.

Le vote par procuration est aboli et les membres sont liés par un contrat de trois ans. La coopérative pourra avoir des producteurs affiliés qui paieront \$28 par tête, par année, et n'auront pas besoin de posséder des actions. Ces membres affiliés pourront vendre leurs produits à la coopérative, mais n'auront pas droit de vote.

Chaque coopérative pourra participer à l'administration de la Coopérative fédérée en souscrivant dans cette dernière, le quart de son capital. Le représentant élu de chaque coopérative aura droit à autant de votes qu'il y a de membres dans la coopérative locale.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité plénier.

L'honorable M. Perron (Montcalm) propose que la Chambre se forme immédiatement en ledit comité.

Adopté.

En comité⁹:

L'honorable M. Perron (Montcalm): Ce projet de loi a été soumis au Conseil de l'agriculture. Il est conforme aux recommandations du Conseil sauf sur un point. Le Conseil aurait voulu que les actionnaires d'une société coopérative fussent obligés de souscrire 10 actions de \$10 chacun. Mais à la suite des représentations qui nous ont été faites, nous avons fixé cette contribution à 5 actions de \$10. Le montant des actions a été réduit de \$100 à \$50 sur les représentations qui ont, dit-il, été faites au ministre.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Je demanderais à l'honorable ministre quelles sont ses perspectives pour les sociétés coopératives. L'honorable ministre nous a cité des prix l'autre jour qui ont surpris des manufacturiers. Sur quoi se base-t-il pour avoir déclaré en certaine occasion qu'avec les coopératives agricoles, les cultivateurs pourront obtenir 50 % de plus pour leurs marchandises. Ainsi, il y a des fabricants qui achètent des légumes pour les conserves et prétendent que les coopératives ne pourront pas faire vendre les produits plus cher. Est-ce qu'une baguette magique va faire produire l'âge d'or des cultivateurs?

L'honorable M. Perron (Montcalm): Je n'ai pas de baguette magique, mais j'ai dit que les légumes se sacrifiaient à l'automne, parce qu'il n'y avait pas d'entrepôt frigorifique pour les garder au temps où le marché est surencombré, et qu'avec un entrepôt, nous obtiendrions le double du prix. Quant aux coopératives, nous espérons qu'elles s'affilieront toutes à la Coopérative fédérée. Les coopératives auront un salutaire effet sur une grande échelle. Je dirais que ce qui a tué nos marchés, c'est le défaut de classification, le manque de produits suffisants et la concurrence ridicule et malheureuse entre les producteurs. Je vais donner un exemple à l'honorable député des Deux-Montagnes.

Ainsi, les tomates d'Ontario ne sont pas plus belles que les nôtres, mais elles se vendent mieux parce qu'elles sont mieux présentées. Le cultivateur, s'il classifie ses produits, en retirera le double. Les gens d'Ontario sont des classificateurs. Les tomates venant d'Ontario se vendent de 50 à 60 cents le petit panier, parce qu'elles sont bien classifiées et bien emballées dans des paniers élégants. Nous produisons d'aussi bonnes tomates, mais elles se vendent pour 25 sous dans de grandes boîtes sales, mal présentées et mal classifiées. Et cette boîte en contenait beaucoup plus.

Quand nous aurons réussi à convaincre le cultivateur de l'importance de la classification, il vendra ses produits deux fois plus cher, et les prix se maintiendront. Mais pour atteindre ce résultat, il faut que les cultivateurs s'unissent: nous ne pouvons obtenir cela que par des coopératives. L'affiliation à la coopérative assurera la stabilité des prix. C'est un travail long, difficile, c'est un travail éducatif, mais nous y arriverons. On y a réussi au Danemark par exemple, pourquoi pas ici?

M. Sauvé (Deux-Montagnes): C'est un plaisir de discuter avec le député de Montcalm. Je ne conteste pas à l'honorable ministre de l'Agriculture le droit de dire que les coopératives bien organisées sont avantageuses. Je suis content d'entendre l'honorable ministre nous citer Ontario et de ce qui s'y fait. Autrefois, on ne pouvait parler d'Ontario sans passer pour mauvais citoyen, un dénigreur de sa province. Les tomates d'Ontario dont l'honorable ministre a parlé ne sont pas des tomates d'entrepôts. À Saint-Eustache, où il n'y a pas de carabines, ces cultivateurs ont déjà accompli des choses remarquables, pour la vente des tomates, et en ont obtenu de bons résultats. Il y a des tomates superbes que l'on vend de 70 sous jusqu'à \$1.50 au panier. Je ne crois pas que l'entrepôt soit nécessaire pour cela.

L'honorable M. Perron (Montcalm): L'honorable député ne m'a pas compris ou je me suis mal exprimé. Tout cela est dû à la classification. J'ai dit que, dans le temps de la grande production, des tomates nos gens vendaient de grandes boîtes de tomates non classifiées à 25 sous quand les tomates d'Ontario, bien classifiées, se vendaient 50 sous par petits paniers, trois fois plus petits que les boîtes. La classification est toujours certaine de payer celui qui la fait. Il y a une chose qui n'existait pas il y a quelques années. Les produits no 2 et no 3 peuvent se vendre aux fabricants de conserves. Ce sont d'excellents produits pour la mise en conserve.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Cependant, s'il arrive qu'avec la classification, les produits no 1 se vendent bien, il arrive aussi que les produits de degrés inférieurs ne se vendent pas du tout et, qu'en définitive, le cultivateur n'est pas plus riche, mais souvent moins... Le cultivateur n'aura pas aussi cher pour ses produits nos 2 et 3?

L'honorable M. Perron (Montcalm): Évidemment, il n'aura pas aussi cher que pour le produit no 1. Les légumes de qualité inférieure peuvent être vendus avec profit aux fabricants de conserves, et les cultivateurs seront plus encouragés à produire de meilleures marchandises et, par suite, contrôler le marché. Je vais dire comme on dit: "Pour tous ces détails, nous ne devons pas nous coucher et mourir". Essayons. Voilà l'appel que je fais à tous les cultivateurs. Je demande au cultivateur de faire un loyal essai de notre programme.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Avant cela, comme on dit, il faut savoir sur quelle herbe nous pilons. Mais je ne dis pas cela pour critiquer.

L'honorable M. Perron (Montcalm): Ces projets de loi ont été préparés par des experts qui comptent parmi les meilleurs. Ils sont copiés sur ce qu'il y a de mieux dans le monde. Il n'y a rien de nouveau sous le soleil. Je veux, dit-il, aider à faire l'éducation générale pour la coopération. L'expérience des autres pays a été mise à contribution. J'avais décidé de fixer à \$100 la part des actionnaires, mais afin d'obtenir la coopération de tout le monde, j'ai consenti à réduire la contribution à \$50. Mais nous ne violenterons personne. Ne seront affiliés que ceux qui le voudront.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Je dois admettre que l'honorable ministre a obtenu la collaboration

d'experts très qualifiés. J'espère qu'ils rendront à la province les services qu'elle attend d'eux pour la réalisation du grand programme agricole de l'honorable ministre. J'ai fait quelques observations, non pour critiquer, mais pour montrer l'intérêt que nous portons aux projets du gouvernement. Il discute la loi, remarque-t-il, dans le meilleur esprit parlementaire et dans le but d'être utile à la classe agricole. Non seulement les députés de cette Chambre, mais aussi ceux qui donnent des comptes rendus de nos délibérations, devraient nous donner crédit de notre attitude.

Je remercie le ministre de l'Agriculture des explications données et de l'esprit dans lequel il les donne. Rien n'est plus utile que cet esprit que le ministre manifeste ce soir. J'espère que les députés de la Chambre et certains journaux, les organes du gouvernement, ne diront pas demain que tous les membres de l'opposition se sont levés pour combattre les mesures que le gouvernement a introduites dans l'intérêt des cultivateurs.

M. Blain (Montréal-Dorion): L'honorable ministre nous dira-t-il si les actions des coopérateurs sont payables comptant?

L'honorable M. Perron (Montcalm): En quatre versements.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): L'honorable ministre nous dira-t-il s'il a reçu des plaintes?

L'honorable M. Perron (Montcalm): J'avais pensé à mettre les syndicats coopératifs sur le même pied que les coopératives. L'Union catholique des cultivateurs s'est objectée à cela. J'aurais voulu abolir les syndicats coopératifs tels que fondés par l'Union catholique des cultivateurs, et les remplacer par des Sociétés coopératives. L'Union m'a demandé de ne pas abolir ces syndicats et je me suis rendu à sa requête; j'ai changé d'idée afin de ne forcer personne, et j'ai consenti à garder les syndicats. Voici maintenant quelle est la situation. Je ne touche pas à la loi des syndicats coopératifs, sauf pour dire que les syndicats qui voudront être subventionnés devront se soumettre aux conditions des sociétés coopératives.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Est-ce que l'Union catholique des cultivateurs est satisfaite de ce règlement?

L'honorable M. Perron (Montcalm): Elle ne dit rien.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Est-ce que l'Union a demandé mieux que cela?

L'honorable M. Perron (Montcalm): Oui, elle a demandé mieux. et je n'ai pas cru devoir lui accorder mieux que cela.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Pourquoi ce traitement spécial pour les syndicats coopératifs?

L'honorable M. Perron (Montcalm): Voici pourquoi: je dois dire, cependant, que je n'ai pas confiance dans les syndicats coopératifs. Cette opinion n'est pas une opinion qui m'est personnelle. L'opinion que j'émetts est celle de la plupart des experts que j'ai consultés. Il n'y a, répète-t-il, rien de nouveau sous le soleil. Je ne crois pas que nous puissions en tirer du bon. Je ne suis pas disposé à subventionner les syndicats coopératifs agricoles parce qu'ils ne réussiraient pas.

Maintenant, je pense qu'un syndicat qui n'exige que \$1 de ses membres ne peut pas avoir les résultats d'une coopérative dont, les membres paient \$50. Il n'est pas juste que ceux qui souscrivent \$50 soient sur le même pied que ceux qui souscrivent \$1. Je ne trouve pas que le principe des syndicats soit sain, financièrement. Des gens qui connaissent la coopération l'ont, dit-il, avisé à ce sujet et affirment qu'ils n'ont pas confiance dans les syndicats coopératifs au point de vue financier.

M. Blain (Montréal-Dorion): Mais est-ce que des syndicats coopératifs n'ont pas déjà fait payer un dépôt de \$50 à leurs membres? Les syndicats coopératifs agricoles sont formés avec des actions de \$1, mais en plus, un billet à demande de \$50. Or, il y a quantité d'organisations où les actions sont souscrites d'après ce système, et réussissent cependant fort bien.

L'honorable M. Perron (Montcalm): Ils font signer des billets, et l'honorable député de Montréal-Dorion sait que ces billets sont signés sans intention de les payer. Ils ont un billet de dépôt de \$50. Ils ne s'en servent que s'ils en ont besoin.

M. Blain (Montréal-Dorion): Il n'y a pas de différence avec la contribution de \$50 aux coopératives?

L'honorable M. Perron (Montcalm): Une énorme différence. Ces billets sont donnés avec l'idée qu'ils ne seront jamais payés. Les gens qui

souscrivent aux syndicats coopératifs agricoles sont sous l'impression de n'avoir jamais à payer le \$50 de leur billet. Voilà l'esprit que je veux faire disparaître.

M. Blain (Montréal-Dorion): L'Union catholique des cultivateurs fonde des syndicats de 12 membres avec des actions de \$1 et des billets perceptibles à demande en deux mois, alors que dans les coopératives agricoles, la même somme ne peut être perçue qu'en trois ans. S'il faut des fonds, les deux systèmes permettent d'en avoir immédiatement et, dans le cas des syndicats, plus rapidement que dans le cas des coopératives. S'il ne faut pas d'argent, quel mal y a-t-il, à ce que les billets ne soient pas payés?

L'honorable M. McMaster (Compton): Nous voulons établir la coopération en cette province où les produits sont plus beaux qu'au Danemark. Nous n'y arriverons pas si nous n'établissons pas des sociétés sur des bases d'affaires.

M. Blain (Montréal-Dorion)¹⁰: Si les syndicats coopératifs ne reçoivent pas de subvention, c'est pratiquement leur mort.

L'honorable M. Perron (Montcalm): Je ne le sais pas. On m'a demandé de ne pas les toucher. Je n'ai pas changé la loi pour eux. Mais s'il y avait des syndicats coopératifs avec des subventions, sans les responsabilités des sociétés coopératives, ce serait la mort de celles-ci.

Il faut choisir entre les deux systèmes. Ce sera sans doute la mort des sociétés coopératives ou des syndicats coopératifs. Si nous devons avoir un décès entre les deux, j'aime mieux que ce soit celui des syndicats, car je le déclare, je n'ai pas confiance aux syndicats et je ne suis pas disposé à mettre les coopératives en danger pour les syndicats. S'il doit y avoir mort, je préfère que ce ne soit pas celle des sociétés coopératives agricoles.

M. Blain (Montréal-Dorion): Cela ne concorde pas à la déclaration du ministre, à l'effet qu'il ne touchera pas aux syndicats coopératifs. Vous ne touchez pas aux syndicats, mais vous les voyez mourir déjà.

L'honorable M. Perron (Montcalm): Je ne touche pas aux syndicats.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Vous assistez à leur mort lente.

L'honorable M. Perron (Montcalm): Je n'y touche pas.

M. Blain (Montréal-Dorion): Les syndicats ont 16,000 membres.

L'honorable M. Perron (Montcalm): Oh non! Mon honorable ami confond l'Union catholique avec les syndicats. L'Union catholique des cultivateurs a 16,000 membres. Les syndicats sont une autre affaire. Je ne crois pas qu'il y en ait plus d'une quarantaine dans la province.

M. Tremblay (Maisonneuve): Je suis heureux de voir les bonnes dispositions de l'honorable ministre de l'Agriculture pour la coopération et la classification. Le ministre de l'Agriculture sait qu'il y avait à la Coopérative fédérée un employé largement payé et qui avait fait ses preuves et démontré que, pour le succès de l'agriculture, il fallait la coopération et la classification. Mais il est arrivé une chose dont d'ailleurs le ministre de l'Agriculture ne peut être tenu responsable, car ce n'était pas de son temps. On a voulu faire de la Coopérative fédérée, à un moment donné, une machine politique. On a pris une compétence pour en faire une victime politique. J'espère qu'on ne reverra plus une pareille chose et qu'on ne se servira plus des mêmes moyens. Il s'est fait trop de politique dans la Coopérative fédérée...

L'honorable M. Perron (Montcalm): (Souriant) On en fera encore dans les élections de Maisonneuve seulement.

M. Tremblay (Maisonneuve): Ah! Vous voulez vous en servir dans l'élection de Maisonneuve. Je suis heureux que le ministre nous l'apprenne. L'honorable ministre fait un aveu. Eh bien, venez, on vous attend.

M. le président: À l'ordre, messieurs.

M. Tremblay (Maisonneuve): On a fait le procès d'un employé de la Coopérative fédérée qui a servi de victime. Et dans ce procès, des employés de la Coopérative se sont parjurés.

L'honorable M. Perron (Montcalm): Pardon, vous n'avez pas le droit de parler comme ça, car c'est déplorable. Je soumets qu'un député n'a pas le droit de dire en cette Chambre qu'un citoyen s'est parjuré. Les employés de la Coopérative fédérée sont des êtres humains comme les autres. Si l'honorable

député de Maisonneuve ne veut pas avoir de charité pour eux, libre à lui, mais il ne devrait pas porter pareille accusation.

M. Tremblay (Maisonneuve): Ah! moi, je n'ai pas le droit de dire qu'un homme s'est parjuré. Je n'ai pas le droit de parler de ça. Ah! par exemple, ha! ha! ha! ha!

L'honorable M. Perron (Montcalm): Je n'aurais pas le cœur...

M. Tremblay (Maisonneuve): Parce qu'il en manque.

L'honorable M. Perron (Montcalm): ... de le faire. On ne vient pas ici pour défaire l'honneur des familles.

M. le président, je soulève un point d'ordre. Le député de Maisonneuve n'a pas le droit de parler de la sorte. L'honorable député n'a pas le droit de dire qu'un homme s'est parjuré...

M. Tremblay (Maisonneuve) proteste énergiquement.

L'honorable M. Perron (Montcalm) réclame de nouveau la parole.

M. Blain (Montréal-Dorion): Point d'ordre. L'honorable ministre de l'Agriculture n'a pas le droit de parler deux fois sur le même point d'ordre. L'accusation de parjure lancée par le député de Maisonneuve (M. Tremblay) ne s'appliquant pas à un député ni à un conseiller législatif, il avait droit de la lancer. L'honorable député de Maisonneuve (M. Tremblay) est dans l'ordre.

L'honorable M. Perron (Montcalm): Non, il fait allusion à des scandales électoraux dans son comté.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): J'appuie, dit-il, le député de Montréal-Dorion (M. Blain)¹¹.

M. le président: C'est contre le décorum de la Chambre. Le député de Maisonneuve devrait retirer ses paroles.

M. Tremblay (Maisonneuve): Il dit que je dois les retirer. Je veux faire plaisir au député de Montcalm. Je veux lui demander sa coopération.

(Rires)

Je veux toujours rester calme.

(Rires)

Tout ce que je veux dire, c'est que ce qui est arrivé dans le passé ne se répétera plus, que les employés de la Coopérative fédérée ne se mêleront plus de politique, et que l'un d'eux a été une victime politique.

L'honorable M. Perron (Montcalm): À l'ordre. Dans ce bill, il n'est pas du tout question de discuter de la Coopérative fédérée, mais bien des coopératives agricoles.

M. Blain (Montréal-Dorion): C'est le ministre lui-même qui a parlé de la Coopérative fédérée en expliquant son bill.

M. Tremblay (Maisonneuve): C'est bien beau de soulever des points d'ordre. Je veux être aussi aimable que possible pour l'honorable ministre de l'Agriculture. Je retire ce que j'ai dit.

L'honorable M. Perron (Montcalm): (Souriant) Ce n'est pas votre habitude. Ne forcez pas votre naturel.

M. Tremblay (Maisonneuve): Dois-je comprendre que nous aurons un autre bill qui traitera spécialement de la Coopérative fédérée?

L'honorable M. Perron (Montcalm): Oui, nous aurons un bill spécial pour cette Coopérative. Il sera soumis à la Chambre d'ici deux jours. Et l'honorable député de Maisonneuve pourra parler tant qu'il voudra du moment qu'il n'injuriera personne.

M. Tremblay (Maisonneuve): Très bien alors, je réserverai mes remarques pour cette occasion et j'espère que le ministre ne sera pas toujours debout pour soulever des points d'ordre.

L'honorable M. Perron (Montcalm): Je me lève rien que quand il le faut.

Les articles 1 et 2 sont adoptés.

L'honorable M. Perron (Montcalm) explique la teneur de l'article 3.

L'article 3 du bill, qui parle de l'émission des actions, a pour but d'encourager, dit-il, les cultivateurs à placer leur argent dans l'industrie qui les intéresse, dans l'agriculture. Je crois que tout le monde conviendra que c'est une bonne chose.

Toutes ces clauses ont pour objet de modifier la loi des coopératives dans le sens indiqué par le ministre.

À noter que lorsqu'une société coopérative aura plus de cent producteurs-actionnaires, un délégué pourra être choisi, du moment qu'un règlement aura été passé par le bureau de direction. Le délégué pourra voter pour chacun des membres qu'il représentera.

Nul actionnaire ne pourra se faire représenter par procuration, sauf bien entendu le cas où un délégué est choisi, tel que mentionné plus haut.

L'article 3 est adopté.

Les articles 4 à 8 sont adoptés.

Le comité étudie l'article 9 qui se lit comme suit:

"9. L'article 17 de ladite loi est modifié en y ajoutant l'alinéa suivant:

"Le gérant et le secrétaire-trésorier peuvent être choisis en dehors des membres de la société; dans ce cas, ils n'ont pas droit de voter aux assemblées du bureau de direction."

M. Guertin (Hull): Je crois que le département de l'Agriculture prend le contrôle de toutes les sociétés. On s'objectera en divers milieux à cette forme d'ingérence gouvernementale. Plusieurs de ces associations n'ont qu'un petit capital qu'elles administrent depuis plusieurs années et que maintenant le gouvernement veut les contrôler.

L'honorable M. Perron (Montcalm): Mais non, c'est le contraire.

M. Guertin (Hull): Il me semble cependant que cela nous donne le droit d'en discuter.

M. Tremblay (Maisonneuve): Comme je comprends les choses, M. le président, l'honorable ministre de l'Agriculture ne doit pas être pris par surprise. On doit le mettre en garde. En tous cas, maintenant il est averti que ce n'est pas terminé et j'espère qu'il ne m'empêchera pas de parler, comme il l'a fait ce soir.

L'honorable M. Perron (Montcalm): Oh! Pas du tout. Si vous n'enfreignez pas le Règlement, vous pourrez parler tout ce que vous voudrez.

M. Guertin (Hull): Je sens qu'il y aura des objections à cette forme d'interférence du

gouvernement. Bon nombre de ces associations ont très peu de capital et gèrent elles-mêmes leurs affaires depuis des années, et voilà que le gouvernement voudrait les régir.

L'honorable M. Perron (Montcalm): Toute la législation agricole présentée cette année tend à faire disparaître le contrôle gouvernemental; j'enlève tout contrôle du département sur les sociétés! Je ne voudrais pas que le député de Hull pense que je veux lui être désagréable. Je fais appel à son patriotisme, pour qu'il ne continue pas à dire dans cette Chambre que le ministre de l'Agriculture ne fait rien de bon. Je lui demande de ne plus dire en cette Chambre que le gouvernement veut contrôler les sociétés coopératives. Ça ne peut avoir pour résultat que de soulever des préjugés et de ruiner la province. Surtout, quand il n'y a rien pour justifier cette affirmation.

Nous avons soigneusement évité le contrôle gouvernemental. Pourquoi venir nous dire le contraire? Pourquoi répandre par toute la province des rumeurs qui ne peuvent que faire du mal et soulever les passions populaires? Pourquoi créer des doutes, alors que la classe agricole a besoin de la coopération de tous? Il y a trois lois importantes relatives à l'agriculture dans cette province, et dans chacun des cas, ces lois ont été faites spécialement avec l'idée d'éviter toute ingérence du gouvernement.

La seule ingérence gouvernementale, c'est celle qui consiste à donner des subsides. Pourquoi dire de pareilles choses et faire ce qu'on fait. Tout ce que le gouvernement veut, c'est de faire inspecter les livres des sociétés qui recevront de l'argent du peuple. N'y aurait-il que 10 cultivateurs dans cette province pour lire la déclaration du député de Hull que ce serait regrettable. Y a-t-il un seul député de cette Chambre qui voudra logiquement s'opposer à l'inspection des livres d'une société qui reçoit des subsides du gouvernement?

Je ne crois pas qu'aucun député de cette Chambre s'opposera à cette façon de protéger les fonds publics. Nous voulons aider la classe agricole. Ayons donc un peu de patriotisme et ne disons donc pas qu'il y a contrôle quand il n'y en a pas. Que l'on nous en donne donc la chance, au lieu de décourager et de soulever les cultivateurs. Nous essayons de venir en aide aux cultivateurs.

(Applaudissements)

M. Guertin (Hull): J'ai entendu une réflexion du député de Pontiac (M. McDonald), il y a

un instant, quelque chose comme "hot air". Je me demande s'il parlait du député de Hull ou du ministre de l'Agriculture.

Le ministre veut apparemment tout donner aux cultivateurs, mais il veut en même temps que ceux-ci permettent au ministre, à son sous-ministre ou à n'importe quel fonctionnaire du ministère d'inspecter leurs livres et de leur imposer, par une loi, quel système comptable ils devront suivre.

Je ne veux pas être désagréable pour le ministre, mais enfin, il admettra qu'il veut imposer sa comptabilité aux sociétés coopératives. Il veut prendre le contrôle des coopératives. Ce droit d'inspection permettra au gouvernement de refuser des octrois quand les associations agricoles ne marcheront pas à son goût.

D'où lui viennent ses idées de patriotisme alors qu'il veut avoir des intérêts dans les sociétés et les corporations privées. Oh! Je sais qu'il n'aime pas parler d'interférence, mais que devons-nous penser face à de telles mesures législatives? Quand on parle de patriotisme, on devrait tenir compte de la liberté des citoyens. Si le ministre de l'Agriculture (l'honorable M. Perron) veut tant protéger les deniers publics, pourquoi n'a-t-il pas répondu sur la question des \$35,000¹² l'autre jour?

L'honorable M. Perron (Montcalm): C'était le jour où vous vouliez m'envoyer à l'école. Je ne voulais pas et c'est pourquoi je n'ai pas voulu répondre.

M. le président, je ne changerai pas d'idée. Je crois que toute corporation qui reçoit des deniers publics doit démontrer l'emploi qu'elle en fait. Il y a une chose certaine, le gouvernement a non seulement le droit, mais le devoir de contrôler les livres de ceux auxquels il accorde des subsides.

(Applaudissements)

M. Tremblay (Maisonneuve): Je crois que le ministre de l'Agriculture fait bien quand il veut aider l'agriculture, mais lorsqu'il veut amener dans cette Chambre la manière qu'il avait d'agir qu'il avait au Conseil législatif, il se trompe beaucoup. Le ministre de l'Agriculture n'est pas au Conseil législatif! Il fait une grave erreur.

Nous ne sommes pas des employés dans cette Chambre; nous ne sommes pas nommés; nous sommes les représentants du peuple et nous n'avons pas d'ordre à recevoir de personne. Nous sommes souverains ici¹³. Les députés veulent coopérer avec le ministre de l'Agriculture et non se laisser dicter une ligne de conduite.

(Rires et applaudissements à droite)

M. Guertin (Hull): Nous sommes prêts à coopérer avec l'honorable ministre. Mais nous sommes élus par le peuple et nous n'accepterons pas ses dictées en cette Chambre...

M. Tremblay (Maisonneuve): Le ministre de l'Agriculture n'a pas le droit de dicter dans cette Chambre...¹⁴

L'honorable M. Perron (Montcalm): M. le président, je soulève un point d'ordre. L'honorable député n'a pas le droit de dire que je dicte aux députés quoi que ce soit en cette Chambre. Depuis que je suis dans cette Chambre, je n'ai imposé ma façon de voir à personne, et ce soir, moins que jamais.

Depuis que ce débat est commencé, je n'ai fait qu'expliquer à la Chambre le projet de loi que je propose. Un député n'a pas le droit de dire que je dicte à la Chambre mes volontés.

M. Tremblay (Maisonneuve): Ah non!

M. Guertin (Hull): Qu'il soit le seul à parler comme cela, il n'y aura plus de point d'ordre.

M. Blain (Montréal-Dorion): Votre décision, s'il vous plaît, M. le président.

M. le président: Le député de Maisonneuve est hors d'ordre. Retirez vos paroles.

M. Tremblay (Maisonneuve): (Souriant) Eh! bien, je retire mes paroles. Mais je dois dire que je ne puis me rappeler les paroles prononcées par le ministre de l'Agriculture. Il a déclaré que le député de Hull n'était pas un patriote, mais évidemment, il n'impose pas ses volontés. C'est bien dommage. Il parle, il parle autant qu'il veut et personne ne l'interrompt... Mais tantôt, on a dicté à l'honorable député de Hull ce qu'il devait dire.

M. le président: Je rappelle de nouveau l'honorable député à l'ordre, il doit s'en tenir à la question. Si le député de Maisonneuve discutait le projet de loi, il ne s'exposerait pas à être rappelé à l'ordre et il y aurait moins de temps perdu.

M. Tremblay (Maisonneuve): Oui et je m'en tenais à la question, quand j'ai été rappelé à l'ordre. Nous en sommes arrivés à un point que nous ne pouvons plus parler dans cette Chambre. Le président peut rendre les décisions comme il le veut...

M. le président: Le député de Maisonneuve (M. Tremblay) peut en appeler à la Chambre de mes décisions, mais il n'a pas le droit de les...

M. Tremblay (Maisonneuve): (À tue-tête) Non, je n'appellerai pas des décisions du président, car il a la majorité de la Chambre à son service.

Des députés: À l'ordre! À l'ordre!

M. le président: L'honorable député de Maisonneuve n'a pas le droit de tenir ce langage.

M. Tremblay (Maisonneuve): Quoi? Alors, si nous ne pouvons plus parler, je vais m'asseoir, mais on ne nous mène pas dans cette Chambre.

Des députés: À l'ordre! À l'ordre!

M. Tremblay (Maisonneuve): (S'avançant vers le centre de la Chambre) Oh! Appelez à l'ordre tant que ça vous plaira, faites-en ce que vous voudrez; arrangez ça entre vous autres. En sommes-nous au point de ne pouvoir parler davantage en cette Chambre? Est-ce que le ministre seul peut dire ce qu'il veut? Si nous ne pouvons pas obtenir justice dans cette Chambre, dites-le donc franchement et alors je m'assoierai.

Des députés ministériels: Carried! Carried!

M. Tremblay (Maisonneuve): Oh, criez carried, carried! aussi. Allez-y, vous pouvez m'interrompre, mais parce que le ministre est le ministre de l'Agriculture, nous n'avons pas le droit de l'interrompre.

M. le président: À l'ordre, je rappelle le député à l'ordre.

M. Tremblay (Maisonneuve): Faites comme vous voulez, rappelez-moi à l'ordre ou rappelez-moi pas, ça m'est égal. Je ne discuterai pas plus longtemps, c'est le public qui jugera. Il y a une limite à tout, même dans cette Chambre. Vous avez essayé pendant trop longtemps de nous écraser avec votre grosse majorité.

Trop longtemps vous avez essayé de m'écraser, surtout depuis que le ministre de l'Agriculture fait partie de cette Assemblée. Il veut se conduire ici comme il l'a fait au Conseil législatif. Comment sommes-nous rendus au point qu'il n'y a plus de justice dans cette Chambre, que nous n'aurons plus le droit de parler...

Des députés: À l'ordre! À l'ordre!

M. Tremblay (Maisonneuve): Ah! À l'ordre! À l'ordre!... À l'ordre tant que vous voudrez, mais cela va trop loin. Venez donc ici tous ensemble, l'un après l'autre, au lieu de crier...¹⁵

Des députés: À l'ordre! À l'ordre!

M. Tremblay (Maisonneuve): Lâches! Venez donc ici au lieu de crier à l'ordre. Je ne m'occupe pas de vos cris. Il y a toujours des limites! Vous êtes assez nombreux pour me faire face. On n'est pas pour se faire bafouer dans cette Chambre. Si vous avez assez de courage, avancez donc ici.

Avez-vous du courage, venez-y donc. J'emploierai la force nécessaire pour donner du poids à mes paroles.

Avez-vous peur? Avancez donc! Y a toujours des limites! Montrez donc un peu de courage au lieu d'agir comme des serpents. Avez-vous du courage, mais venez donc? Si vous avez du courage, avancez donc "icitte"...Venez "icitte"... Venez tous l'un après l'autre.

Des députés: À l'ordre! À l'ordre!

M. Tremblay (Maisonneuve): Qu'on crie à l'ordre tant qu'on voudra, j'en ai assez de cela! Y toujours des limites! Je suis prêt à tout faire. On m'entend bien, je suis prêt à tout faire! S'il y a un homme de courage dans la Chambre qu'il vienne, qu'il se présente "icitte".

Avez-vous du courage? Oui, je vous demande de venir vous présenter devant moi, mais vous avez peur, vous êtes trop lâche.

Un député crie quelque chose.

M. Tremblay (Maisonneuve): Avancez donc, vous êtes bien trop lâche¹⁶. Je n'ai pas peur, je n'agis pas en serpent comme certaines gens que je connais. S'il y a un homme de courage dans la Chambre, qu'il vienne, qu'il se présente! (Il termine par un coup de poing sur la table)

Des députés murmurent.

M. Tremblay (Maisonneuve): (Reprenant son siège) Y a toujours des limites. Qu'ils se présentent les "bonguieux"!

(Silence de quelques minutes...)

M. le président: L'honorable député réalise qu'il oublie les règlements de la Chambre. Je suis obligé de le rappeler de nouveau à l'ordre¹⁷.

M. Tremblay (Maisonnette): Rendez la décision que vous voudrez, M. le président. Que le ministre de l'Agriculture (l'honorable M. Perron) dise tout ce qu'il voudra. Rappelez-nous à l'ordre tant que vous voudrez. Je n'ai pas peur de ce que j'avance¹⁸!

M. Blain (Montréal-Dorion): Parlant sur la question, M. le président, je dirai qu'on n'a pas le droit de mettre en doute le patriotisme de l'honorable député de Maisonnette. Il est député de cette Chambre et il a le droit de parler. Lorsqu'il le fait, l'honorable ministre de l'Agriculture (M. Perron) se permet de déclarer qu'il est peu patriote.

Nous ne sommes pas ici, Monsieur, pour faire des courbatures devant les projets de loi de l'honorable ministre de l'Agriculture. Nous sommes ici pour en discuter, pour les étudier et même pour nous y opposer, bien que le ministre puisse ne pas l'apprécier. Nous continuerons de parler de la mesure de notre patriotisme, parce que nous accomplissons les tâches qui nous ont été assignées par le peuple.

L'affiliation de ces sociétés avec la Coopérative fédérée est le point faible de ce bill, et lorsque le député de Maisonnette a été rappelé à l'ordre, il était en train d'en parler. Je ne vois aucune raison pour laquelle un honnête cultivateur devrait être victime de discrimination parce qu'il appartient à un type d'organisation ou à un autre. Le député de Hull a raison, car dans quelque temps, les coopératives formées par l'Union catholique des cultivateurs se seront développées et il se produira une division, car ceux qui sont de la Coopérative fédérée seront convaincus qu'ils bénéficient de l'appui constant du ministre.

L'honorable ministre de l'Agriculture nous a dit qu'il veut que les cultivateurs soient libres, qu'ils soient capables de s'organiser. Où est cette liberté? S'il veut vraiment venir en aide aux simples cultivateurs, il ne devrait favoriser aucun groupe, et je ne crois pas qu'il soit juste de favoriser un groupe de cultivateurs plutôt qu'un autre.

L'honorable ministre de l'Agriculture devrait mettre tous les cultivateurs sur le même pied. Le ministre de l'Agriculture ne devrait pas favoriser telle société agricole plutôt que telle autre s'il veut gagner la confiance des agriculteurs. Nous allons avoir une division avec cette loi. L'honorable ministre ne devrait pas favoriser la division. On ne devrait pas faire de politique étroite. Un syndicat coopératif

devrait pouvoir prospérer, même s'il ne s'affilie pas à la Coopérative fédérée. Que la loi s'applique à tout le monde de la même façon. Je ne crois pas que ce soit de sage politique de laisser mourir un corps de cultivateurs qui a fait son possible.

L'honorable M. Perron (Montcalm): M. le président, je prétends faire ce que l'honorable député de Montréal-Dorion (M. Blain) me demande de faire; je mets tout le monde sur le même pied. Je ne touche pas aux syndicats coopératifs. Je traite avec tous les syndicats coopératifs sur le même plan. Je dis tout simplement: Ne seront subventionnés que ceux qui auront \$1,250 de capital payé. Aucune organisation agricole n'ayant pas un capital payé de \$1,250 n'aura de subsides du gouvernement, car il n'est pas juste de donner les mêmes avantages à ceux qui ont payé \$12 qu'à ceux qui ont payé \$1,250. C'est mettre tout le monde sur le même pied.

On m'accuse de vouloir tuer l'Union catholique des cultivateurs. Je suis convaincu qu'avant longtemps l'Union s'occupera de former des coopératives. Je ne suis pas aussi pessimiste que l'honorable député de Montréal-Dorion. Je n'entrevois pas de division chez les cultivateurs. L'Union catholique des cultivateurs n'est pas la seule à gérer des syndicats.

M. Blain (Montréal-Dorion): Je sais.

L'honorable M. Perron (Montcalm): J'ai négocié avec l'Union catholique des cultivateurs. J'ai eu récemment une entrevue avec ses représentants. Je crois que, dans trois mois, l'Union catholique des cultivateurs se prévaudra de la loi. Je crois qu'ils ne sont pas mécontents de moi. Encore une fois, je mets tout le monde sur le même pied et c'est ce que l'on me demande. Mais je fonde de grands espoirs sur eux et sur la paix générale.

L'article 9 est adopté.

Les articles 10 à 15 sont adoptés.

Le comité, ayant étudié le bill, fait rapport qu'il l'a adopté avec certains amendements. Les amendements sont lus deux fois et adoptés.

Loi des syndicats coopératifs

L'honorable M. Perron (Montcalm) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 50 modifiant la loi des syndicats coopératifs de Québec soit maintenant lu une deuxième fois.

J'avais préparé un bill pour mettre les syndicats coopératifs sur le même pied que les coopératives agricoles. J'ai réduit mon projet à deux clauses qui décrètent que les syndicats coopératifs pourront faire des marchés avec la Société coopérative des agriculteurs pour la vente de leurs produits et pourront aussi souscrire des actions de la Coopérative fédérée. De cette façon, sociétés et syndicats auront les mêmes avantages. Les syndicats pourront également bénéficier des avantages des sociétés coopératives, pourvu qu'ils se soumettent aux mêmes conditions.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité plénier.

L'honorable M. Perron (Montcalm) propose que la Chambre se forme immédiatement en ledit comité.

Adopté. Le comité, ayant étudié le bill, fait rapport qu'il l'a adopté avec certains amendements. Les amendements sont lus deux fois et adoptés.

La séance est levée à 11 heures.

NOTES

1. La proposition est secondée par député de Joliette (M. Dugas), selon *L'Événement* du 19 mars 1930, à la page 8, et *Le Devoir* du 19 mars, à la page 2.

2. \$185,000, selon *L'Événement* du 19 mars 1930, à la page 8. \$180,000, selon *The Montreal Daily Star* du 19 mars 1930, à la page 24.

3. \$800,000, selon *L'Événement* du 19 mars 1930, à la page 2.

4. Le comité se réunit sous la présidence de M. Vautrin (Montréal-Saint-Jacques).

5. 130, selon *La Patrie* du 19 mars 1930, à la page 20.

6. Trois ans, selon *La Presse* du 19 mars 1930, à la page 27.

7. \$10, selon *L'Événement* du 19 mars, à la page 8.

8. 55 %, selon *Le Devoir* du 19 mars 1930, à la page 2.

9. Voir note 4.

10. *Le Soleil* du 19 mars 1930, à la page 20, attribue ces paroles au député des Deux-Montagnes (M. Sauvé).

11. Le député des Deux-Montagnes (M. Sauvé) quitte alors la salle, selon *Le Canada* du 19 mars 1930, à la page 1.

12. 350,000, selon *The Montreal Daily Star*, à la page 18.

13. Il fait cette affirmation avec une voix très forte, selon *Le Soleil* du 19 mars, dernière page.

14. Le député de Maisonneuve (M. Tremblay) crie aussi fort que ses poumons peuvent lui permettre selon *Le Soleil* du 19 mars, dernière page.

15. *Le Devoir* du 19 mars 1930, dernière page, note que le député de Maisonneuve (M. Tremblay) "crie d'une voix de tonnerre".

16. Il se tourne devant un député en particulier, selon le *Devoir* du 19 mars, à la page 1. Et *Le Soleil* du 19 mars, dernière page, ajoute qu'il a les poings fermés.

17. *Le Devoir* du 19 mars 1930, dernière page, rapporte que le député de Montréal-Saint-Jacques (M. Vautrin) tentait de pacifier le député de Maisonneuve (M. Tremblay) en agitant des mains conciliatrices.

18. Après la séance, le député de Maisonneuve (M. Tremblay) dira au journaliste du *Devoir*: "Le ministre de l'Agriculture (l'honorable M. Perron) a le droit de tout dire, il a accusé le député de Laval (M. Renaud) de toutes les infamies, il m'a lancé des insinuations, il accuse le député de Hull (M. Guertin) de n'avoir pas de patriotisme, etc., mais le président et son assistant le laissent parler tant qu'il veut, tout dire. Nous l'avons laissé parler à son aise. Mais dès que nous voulons répondre, il se lève et n'importe lequel des points d'ordre qu'il soulève est toujours maintenu".

Séance du mercredi 19 mars 1930

Présidence de l'honorable T.-D. Bouchard

La séance est ouverte à 3 h 20¹.

Prière.

M. l'Orateur: À l'ordre Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

Rapports de comités:

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le vingt-quatrième rapport du comité permanent des bills publics en général. Voici le rapport:

Votre comité a décidé de rapporter, sans amendement, le bill suivant:

- bill 58 modifiant la loi des statistiques judiciaires.

Et, avec amendements, le bill suivant:

- bill 209 modifiant la loi des habitations salubres.

**Lots de Drummond
rattachés à Arthabaska**

L'honorable M. Perrault (Arthabaska) demande la permission de présenter le bill 206 détachant certains lots du district électoral de Drummond et les annexant au district électoral d'Arthabaska pour toutes les fins.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

**Code civil,
enregistrements**

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) demande la permission de présenter le bill 35 modifiant le Code civil relativement aux enregistrements.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

**Pouvoirs de
certaines corporations**

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) demande la permission de présenter le bill 36 modifiant la loi des pouvoirs de certaines corporations.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

**Loi
des dentistes**

M. Lemieux (Gaspé) demande la permission de présenter le bill 167 modifiant la loi des dentistes de Québec.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

**Cassation de
procédures municipales**

M. Dugas (Joliette) propose, appuyé par le représentant de Témiscouata (M. Casgrain), que l'ordre du jour appelant la prise en considération, en comité plénier du bill 180 modifiant le Code municipal relativement à la cassation des règlements, résolutions et autres procédures municipales soit révoqué et que le bill soit renvoyé de nouveau au comité permanent des bills publics en général.

Adopté.

**Code de procédure civile,
articles 781 et 802**

M. Caron (Îles-de-la-Madeleine) propose, appuyé par le représentant de Beauce (M. Fortin), que l'ordre du jour appelant la prise en considération, en comité plénier, du bill 189 modifiant les articles 781 et 802 du Code de procédure civile soit révoqué et que le bill soit renvoyé de nouveau au comité permanent des bills publics en général.

Adopté.

**Société coopérative
fédérée des agriculteurs**

L'honorable M. Perron (Montcalm) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 51 modifiant la loi constituant en corporation la Société coopérative fédérée des agriculteurs de la province de Québec soit maintenant lu une deuxième fois.

Le but principal du bill est d'augmenter le capital de la Coopérative à \$2,000,000 et d'enlever au ministre de l'Agriculture (l'honorable M. Perron) tout contrôle sur la société.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité plénier.

L'honorable M. Perron (Montcalm) propose que la Chambre se forme immédiatement en ledit comité. Adopté.

En comité²:

M. Blain (Montréal-Dorion): Est-ce que nous ne pourrions pas référer ce projet au comité des bills publics?

L'honorable M. Perron (Montcalm): C'est un bill qui intéresse toute la classe agricole et je crois que nous devrions l'étudier au comité de la Chambre.

M. Blain (Montréal-Dorion): Il reviendra à la Chambre.

L'honorable M. Perron (Montcalm): Et il faudrait recommencer toute la discussion.

M. Guertin (Hull): Il me semble qu'il y aurait moyen de l'étudier au comité des bills publics. Nous pourrions l'étudier plus attentivement. Il nous faut référer à de nombreux Statuts.

M. Renaud (Laval): Pour quelle raison ne pas l'envoyer au comité des bills publics ou privés?

L'honorable M. Perron (Montcalm): Parce qu'il intéresse toute la classe agricole et que tous les députés ruraux sont ici en Chambre. D'ailleurs, on prendra tout le temps voulu pour l'étudier. Il n'y a rien qui presse.

M. Renaud (Laval): Ils iront au comité les députés.

M. Poulin (Montréal-Laurier): L'honorable chef de l'opposition (M. Houde) n'est pas en Chambre?

M. Renaud (Laval): Laissez faire pour le chef de l'opposition. Il y sera quand il faudra. Ne vous inquiétez pas, il sera à sa place en temps et lieu.

L'honorable M. Perron (Montcalm): Ce bill n'intéresse pas le chef de l'opposition. Ce n'est pas son bill.

M. Renaud (Laval): Il s'y intéresse parce que c'est l'intérêt de la province. Ce ne sont pas les avocats qui s'intéressent à l'agriculture³.

L'honorable M. Perron (Montcalm): Non, il y a des avocats qui s'y intéressent, mais le chef de l'opposition n'est pas intéressé à l'agriculture.

Nous allons prendre tout le temps voulu pour étudier le bill, même s'il faut quatre ou cinq jours, car c'est un projet de loi important.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Je suis heureux d'entendre ces paroles de l'honorable ministre de l'Agriculture (M. Perron). Nous allons pouvoir étudier son projet soigneusement.

Les articles 1 et 2 sont adoptés.

Le comité étudie l'article 3 qui se lit comme suit:

"3. L'article 1978 des Statuts refondus, 1909, tel que remplacé, pour la nouvelle société, par la loi 13 George V, chapitre 16, est de nouveau remplacé, pour ladite société, par le suivant:

"1978. 1. La société se compose des membres sociétaires de la Coopérative centrale des agriculteurs de Québec, de ceux du Comptoir coopératif de Montréal, de ceux de la Coopérative agricole des producteurs de semence de Québec, des personnes qui ont souscrit des actions avant le 1^{er} mars 1930, et des associations autorisées à souscrire des actions ordinaires qui, après cette date, souscrivent de nouvelles actions.

"2. Les associations autorisées à souscrire des actions ordinaires, à en acquérir et à en posséder, sont des sociétés coopératives agricoles et les syndicats coopératifs agricoles."

L'honorable M. Perron (Montcalm): Le capital de la Société Coopérative, en vertu de la loi actuelle, est de \$1,000,000 divisé en 100,000 actions de \$10. Nous proposons de porter le capital à \$2,000,000, divisé en \$500,000 d'actions ordinaires et \$1,500,000 actions privilégiées. Les actionnaires actuels de l'ancienne Coopérative fédérée auront le droit de transformer leurs actions communes en actions privilégiées, ce qui, au point de vue financier, sera pour eux une bonne opération.

La Coopérative fédérée sera contrôlée uniquement par les coopératives agricoles locales qui souscriront le capital des actions communes et qui, par leurs représentants, éliront les bureaux de direction et d'administration. De cette façon, la Coopérative fédérée sera uniquement entre les mains des cultivateurs coopérateurs et non des individus. C'est pour cela que les actions ordinaires pourront être échangées en actions privilégiées. L'économie

de la loi est la suivante: je tâche de faire disparaître les anciens actionnaires, j'enlève complètement la Coopérative fédérée au contrôle du gouvernement et je la mets sous le contrôle des coopératives agricoles locales.

En plus, le gouvernement supprime toutes les clauses de l'ancienne loi qui donnaient au ministère d'agriculture certains droits d'intervention.

Le gouvernement se réserve cependant le droit d'inspection des livres sur demande expresse de 10 % de tous les actionnaires.

M. Blain (Montréal-Dorion): Pourquoi cela?

L'honorable M. Perron (Montcalm): Il y a parmi les actionnaires de la Coopérative des gens qui ne sont pas des coopérateurs, mais ils ont des droits acquis. Voilà pourquoi nous avons divisé les actions en deux dénominations. Avec le sens légal qui le caractérise, mon honorable ami de Montréal-Dorion comprendra le bill rien qu'à le lire.

M. Blain (Montréal-Dorion): Que fera-t-on des \$750,000 votés pour la Coopérative dans un récent projet?

L'honorable M. Perron (Montcalm): J'ai pris des informations du gérant de la Coopérative. Elle doit \$732,000 aux banques. Elle a pour \$850,000 de marchandises qui garantissent ses emprunts. Pour couvrir cette avance, je vais demander à l'honorable trésorier de la province (M. McMaster) de garantir ces emprunts aux banques, en outre de la garantie donnée par les marchandises.

M. Blain (Montréal-Dorion): L'honorable ministre sait-il combien de capital les cultivateurs souscriront?

L'honorable M. Perron (Montcalm): Les directeurs de la Coopérative croient qu'ils feront souscrire \$750,000.

M. Blain (Montréal-Dorion): La Coopérative fera-t-elle du commerce?

L'honorable M. Perron (Montcalm): Je l'ai déclaré l'autre jour, et je suis heureux de répéter que la Coopérative n'aura pas le droit de faire aucun commerce, en concurrence avec le commerçant. Si elle le fait, ce sera par ses directeurs et elle n'aura pas mon appui. Que ce soit bien entendu une fois

pour toutes! La Coopérative écoule présentement à Montréal ce qui lui reste de marchandises pour le détail. Ensuite, ce sera absolument fini.

M. Renaud (Laval): Mais, pour le commerce des animaux?

L'honorable M. Perron (Montcalm): Les cultivateurs, à tort ou à raison, se plaignaient que les commerçants exigeaient trop de profits. Les gouvernements fédéral et provincial ont formé une coopérative pour les animaux, qui ne fait pas du commerce, mais seulement de la coopération. Cette Coopérative vend des animaux sans bénéfice. Ce n'est pas du commerce! La Coopérative ne prend pas un sou de profit. On m'a dit que cette mesure avait été prise parce que les commerçants étaient trop exigeants. D'après les rapports que j'ai reçus, et qui sont devant moi, les cultivateurs retirent plus pour leurs produits, grâce à cette coopérative.

M. Renaud (Laval): Les commerçants chargent \$1, par tête, soit \$17 par char d'animaux, pour vendre les animaux des cultivateurs.

L'honorable M. Perron (Montcalm): Je suis informé que, depuis la formation de cette Coopérative, les cultivateurs touchent 20 % de plus pour les animaux qu'ils vendent.

L'honorable M. Leduc (Montréal-Saint-Henri): Je connais ce commerce aussi que bien que l'honorable député de Laval. Grâce à la Coopérative, il se fait une classification des animaux, et voilà pourquoi les cultivateurs reçoivent de meilleurs prix. Les cultivateurs de l'Ontario font de la classification et ceux de notre province y viennent.

M. Renaud (Laval): Je ne critique pas la Coopérative, mais elle a perdu de l'argent, au début, parce que ses hommes ne connaissaient pas leur affaire. Les animaux se vendent aussi bien par l'échange des commerçants.

L'honorable M. Leduc (Montréal-Saint-Henri): Les animaux se vendent par la Coopérative ou l'échange. Ceux de la Coopérative, je l'ai dit, sont mieux classifiés.

M. Blain (Montréal-Dorion): Qui va construire l'entrepôt pour lequel le gouvernement vote \$500,000? Est-ce que l'entrepôt va être construit par le gouvernement ou par la Coopérative?

L'honorable M. Perron (Montcalm): C'est le gouvernement, et il le louera ou le prêtera à la Coopérative. L'entrepôt est une nécessité. Cet entrepôt que nous allons tenter d'établir à Montréal sera le plus moderne en Amérique pour l'entreposage des légumes. Il n'y aura pas de main-mise sur la coopérative, mais celle-ci paiera moins cher de loyer à l'entrepôt qu'elle en paie à l'heure actuelle.

M. Blain (Montréal-Dorion): L'honorable ministre sait-il qu'actuellement les trois quarts des entrepôts sont vides à Montréal?

L'honorable M. Perron (Montcalm): Je le sais. J'ai cherché un entrepôt qui pouvait convenir à la Coopérative. Il n'y en a pas. Ce sont des entrepôts pour les viandes et, donc, inutilisables pour entreposage de légumes. Ils ne sont pas construits pour les besoins de l'agriculture.

L'honorable M. Leduc (Montréal-Saint-Henri): Il y a une grande différence entre un entrepôt frigorifique et un entrepôt de conservation. On ne peut conserver les fruits et les légumes en les gelant pour douze mois. Il faut organiser de façon spéciale les entrepôts de conservation.

M. Blain (Montréal-Dorion): Si nous n'avons pas d'entrepôts de conservation, où est-ce que la population s'approvisionne?

L'honorable M. Perron (Montcalm): Des États-Unis et d'Ontario. Les produits arrivent tous les jours.

M. Blain (Montréal-Dorion): Alors, nous avons raison de dire que l'on devrait demander au gouvernement fédéral un droit pour empêcher l'importation des produits agricoles américains.

L'honorable M. Perron (Montcalm): (Souriant) Vous devez avoir raison des fois.

M. Blain (Montréal-Dorion): L'honorable ministre sait-il pourquoi le prix du beurre a baissé?

L'honorable M. Leduc (Montréal-Saint-Henri): Parce qu'on a commencé à en fabriquer à la campagne, depuis le mois de décembre.

L'article 3 est adopté.

Le comité étudie l'article 4 qui se lit comme suit:

"4. L'article 17 de la loi 13 George V, chapitre 109, est modifié:

"a. En y insérant, après le premier alinéa, le suivant:

"Une action émise avant le 1^{er} mars 1930 peut, à la demande du porteur, être échangée pour une action privilégiée de même dénomination.";

"b. En remplaçant le troisième alinéa par le suivant:

"Lorsque le transfert d'une action ordinaire est nécessaire par le décès d'un sociétaire, il ne peut être autorisé que par la conversion de cette action ordinaire en une action privilégiée.";

"c. En y ajoutant, après le mot: "individu", dans la troisième ligne du quatrième alinéa, les suivants: "à la condition que, si ce sont des actions ordinaires, elles soient au préalable converties en actions privilégiées"."

L'honorable M. Perron (Montcalm) explique les clauses qui concordent avec la déclaration qu'il a faite au début. Il donne à la Chambre un nouveau détail.

Je veux mettre la situation bien claire. Nous ne voulons pas d'autres actionnaires que les sociétés coopératives et les syndicats.

Par cet article, nous essayons de nous débarrasser des autres actionnaires. Ce que nous voulons comme actionnaires de la Société, ce sont des sociétés coopératives locales ou des syndicats coopératifs. Notre but est de créer la véritable coopération.

M. Houde (Montréal-Sainte-Marie) entre en Chambre.

(Applaudissements)

(Comme M. Sauvé avait placé un casier de documents sur le siège de M. Houde, ce dernier fit craquer le casier en s'asseyant)

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Une autre bombe!

(Rires)

L'honorable M. Perron (Montcalm): Le nombre des directeurs sera porté de 7 à 9. C'est afin d'y faire représenter un plus grand nombre de coopératives.

La clause suivante a pour but de supprimer les votes par procurations.

M. Houde (Montréal-Sainte-Marie): Pourquoi cela?

L'honorable M. Perron (Montcalm): Tous les cultivateurs demandent qu'il n'y ait plus de vote par procuration. Toutes les sociétés coopératives, tous les syndicats coopératifs nous ont demandé d'abolir la procuration qui est une plaie.

L'article 4 est adopté.

Le comité étudie l'article 5 qui se lit comme suit:

"5. L'article 18 de la loi 13 George V, chapitre 109, est modifié en remplaçant les mots: "quatre publications", dans la troisième ligne par les mots: "une publication".

M. Blain (Montréal-Dorion): Il y a lieu d'amender certains articles assez peu explicites.

L'honorable M. Perron (Montcalm): Je me rends, dit-il, aux explications du député de Montréal-Dorion (M. Blain).

Cet article est amendé et les mots "une publication" sont remplacés par "deux publications".

L'amendement est adopté.

L'article 5, ainsi amendé, est adopté.

L'article 6 est adopté.

Le comité étudie l'article 7 qui traite de la représentation.

L'honorable M. Perron (Montcalm): Nous voulons augmenter la représentation des cultivateurs.

L'article 7 est adopté.

Le comité étudie l'article 8.

L'honorable M. Perron (Montcalm): Le vote par procuration est aboli. Ce sont les cultivateurs qui nous demandent cela.

L'article 8 est adopté.

Les articles 9, 10 et 11 sont adoptés.

Le comité étudie l'article 12 qui se lit comme suit:

"12. L'article 33 de la loi 13 George V, chapitre 109, est abrogé".

L'honorable M. Perron (Montcalm): Seuls les porteurs d'actions ordinaires auront droit de vote. Les porteurs d'actions privilégiées ne votent pas, mais ils touchent 6 % d'intérêt sur leurs actions.

La clause 12 est brève, dit-il, mais elle veut dire beaucoup. Voici comment elle se lit:

"12. L'article 33 de la loi 13 George V, chapitre 109, est abrogé." Cet article 33 disait: "Le ministre a droit d'exercer une surveillance sur la Coopérative".

Nous faisons disparaître cet article, de même que l'article qui permettait au ministre d'être présent ou de se faire représenter aux assemblées de la Société coopérative. Nous faisons disparaître également l'article qui permet au ministre d'ordonner la classification des produits.

M. Houde (Montréal-Sainte-Marie): L'honorable député de Laval me cite le cas des cultivateurs demeurant dans des endroits éloignés.

L'honorable M. Perron (Montcalm): Nous avons prévu ce cas dans un autre bill. Quand les coopérateurs seront 100, ils pourront nommer un délégué qui aura autant de votes que le nombre de ses mandataires.

M. Houde (Montréal-Sainte-Marie): Très bien.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Est-ce qu'il ne vaudrait pas mieux laisser ce dernier privilège au ministre?

L'honorable M. Perron (Montcalm): Non, ne serait-ce que pour faire taire ceux qui disent que le ministre veut s'ingérer dans les affaires de la Coopérative.

L'article 12 est adopté.

Les articles 13 et 14 sont adoptés.

Le comité étudie les deux premiers alinéas de l'article 15 qui se lisent comme suit:

"15. L'article 1989 des Statuts refondus, 1909, tel que modifié par les lois 2 George 5, chapitre 20, section 6, et 8 George V, chapitre 34, section 6, et remplacé, pour la nouvelle société, par la loi 13 George V, chapitre 109, section 37, est de nouveau remplacé, pour ladite société, par le suivant:

"1989. Le bureau de direction règle, chaque année, le montant du dividende à payer sur les actions ordinaires, lequel ne doit pas excéder six

pour cent, et le montant du dividende à payer sur les actions privilégiées".

"[...]"

M. Blain (Montréal-Dorion): Si le dividende n'a pas été gagné... On a déjà vu des compagnies payer des dividendes qu'elles n'avaient pas gagnés. Je crois que c'est une erreur.

L'honorable M. Perron (Montcalm): Je remercie l'honorable député de sa suggestion. Je ne voudrais pas pour rien au monde faire payer un dividende qui n'a pas été gagné, et nous allons amender la section en y ajoutant "si le dividende a été gagné".

L'article 15 est adopté.

L'article 16 est adopté.

Le comité, ayant étudié le bill, fait rapport qu'il l'a adopté avec certains amendements. Les amendements sont lus deux fois et adoptés⁴.

Loi des sociétés coopératives agricoles

L'honorable M. Perron (Montcalm) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 49 modifiant la loi concernant les sociétés coopératives agricoles soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Loi des syndicats coopératifs

L'honorable M. Perron (Montcalm) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 50 modifiant la loi des syndicats coopératifs de Québec soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Lutte contre la tuberculose

L'honorable M. David (Terrebonne) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 5 concernant la préservation de l'enfance contre la tuberculose soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Loi des tribunaux judiciaires

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 65 modifiant la loi des tribunaux judiciaires.

Adopté.

En comité⁵:

M. Houde (Montréal-Sainte-Marie): Il y a des juges-en-chef à Québec et à Montréal?

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Oui. À Montréal, nous avons M. le juge en chef Gustave Perrault, et à Québec, M. le juge en chef Hugues Fortier.

Les articles 1 et 2 sont adoptés.

Le comité, ayant étudié le bill, en fait rapport sans amendement.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Octroi de subventions municipales

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 63 modifiant la loi interdisant l'octroi de certaines subventions municipales.

Adopté.

En comité⁶:

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Ce projet de loi autorise les municipalités à payer la moitié du coût de construction des lignes de transmission, lorsqu'elles désireront avoir l'électricité dans leurs limites.

M. Houde (Montréal-Sainte-Marie): Est-ce que le gouvernement n'a pas manifesté l'intention de payer une partie du coût des poteaux pour l'éclairage des compagnies?

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Non. C'est une mauvaise interprétation que l'on a donnée à ce projet. Actuellement bien des municipalités voudraient avoir un système d'éclairage électrique: elles ne peuvent l'avoir parce que les compagnies disent qu'il en coûte trop cher au début, en comparaison des revenus qu'elles peuvent retirer.

Avec la nouvelle loi, ces municipalités auront plus de facilité à obtenir l'électricité dans leurs limites.

Les articles 1 et 2 sont adoptés.

Le comité, ayant étudié le bill, en fait rapport sans amendement.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Commissaires et syndics d'écoles

L'honorable M. David (Terrebonne) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 70 modifiant la loi de l'instruction publique relativement aux commissaires et aux syndics d'écoles soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité plénier.

L'honorable M. David (Terrebonne) propose que la Chambre se forme immédiatement en ledit comité.

Adopté.

En comité⁷:

L'honorable M. David (Terrebonne): Le but de ce bill est de permettre au surintendant d'accepter la démission d'un commissaire d'école ou d'un syndic, en cas d'absence ou de maladie. Actuellement, le surintendant ne peut accepter

pareille démission. À l'avenir, aussitôt que cette démission aura été acceptée, elle prendra effet.

M. Houde (Montréal-Sainte-Marie): Le surintendant n'aurait-il pas intérêt à rendre quelqu'un malade?

L'honorable M. David (Terrebonne): Non.

Les articles 1 et 2 sont adoptés.

Le comité, ayant étudié le bill, en fait rapport sans amendement.

L'honorable M. David (Terrebonne) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Taxe sur les transferts de valeurs mobilières

L'honorable M. McMaster (Compton) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 208 modifiant la loi de la taxe sur les transferts de valeurs mobilières soit maintenant lu une deuxième fois.

M. Houde (Montréal-Sainte-Marie): Expliquez-nous.

L'honorable M. McMaster (Compton): Le projet a pour but d'obliger un courtier qui achète une valeur pour lui-même à payer la taxe tout comme ses clients et de faire du courtier l'agent du gouvernement pour la perception de cette taxe. Je veux, dit-il, soumettre les courtiers aux mêmes conditions, vis-à-vis la taxe sur les transports de valeurs mobilières que celles imposées aux autres personnes.

Par ce bill, le courtier sera obligé aussi de transmettre au Trésor, la taxe qu'il perçoit de ses clients pour transports de valeurs mobilières; s'il ne le fait pas, il est passible d'une amende de \$100. Cette législation a pour objet d'éviter la double taxe.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité plénier.

L'honorable M. McMaster (Compton) propose que la Chambre se forme immédiatement en ledit comité.

Adopté.

En comité⁸:

M. Blain (Montréal-Dorion) interroge le trésorier de la province (l'honorable M. McMaster) sur l'opportunité de son projet.

L'honorable M. McMaster (Compton): On avait deux objectifs en vue. D'une part, il fallait préciser que le courtier agit comme agent du gouvernement lors de la vente de valeurs mobilières. D'autre part, il fallait prévoir que, lorsqu'un courtier achète des valeurs pour lui-même, il doit aussi payer la taxe de transfert. Les courtiers ne sont pas censés acheter eux-mêmes des valeurs, mais il arrive qu'ils en achètent et, dans ce cas, nous croyons qu'ils devraient payer la taxe de transfert des valeurs mobilières.

M. Smart (Westmount): Les courtiers ne sont pas censés acheter des valeurs eux-mêmes à une bourse. Existe-t-il une loi en la matière ou est-ce un règlement des bourses des valeurs?

L'honorable M. McMaster (Compton): Je ne suis pas prêt à dire qu'il existe une loi dans les recueils de lois prohibant cette pratique, mais il s'agit d'une tradition bien connue des bourses de valeurs que le courtier n'est pas censé acheter lui-même des valeurs.

M. Smart (Westmount) demande au trésorier des précisions sur le système de vente de rue des certificats. Il dit qu'il arrive parfois que des certificats sont transférés de main à main une douzaine de fois le même jour. Doit-on percevoir la taxe à chaque transfert?

L'honorable M. McMaster (Compton): Selon ce je comprends de l'objet de la loi, la taxe devrait être perçue lors de chaque transfert; il remercie le député de lui avoir fait part de la question et promet de la faire examiner par ses officiers en vue de s'assurer de la perception de la taxe, même si le transfert n'a pas été inscrit.

Les articles 1 à 3 sont adoptés.

Le comité, ayant étudié le bill, en fait rapport sans amendement.

L'honorable M. McMaster (Compton) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Messages du Conseil législatif:

M. l'Orateur informe la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté, sans amendement, les bills suivants:

- bill 18 modifiant la loi concernant les sociétés de patrons de fabriques de produits laitiers;
- bill 41 modifiant la loi de la chasse relativement aux animaux sauvages vivant en captivité;
- bill 46 ratifiant certains contrats concernant la cité de Montréal.

**Ventes de
marchandises en bloc**

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 28 modifiant le Code civil relativement aux ventes de marchandises en bloc soit maintenant lu une deuxième fois.

Je ne suis pas certain que ce soit un bon bill. Nous pouvons l'adopter sur division et le référer au comité des bills publics.

Adopté sur division. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

**Loi des
licences de mariage**

M. Smart (Westmount) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 198 modifiant la loi des licences de mariage soit maintenant lu une deuxième fois.

Dernièrement, il y a eu plusieurs cas de personnes ayant préalablement obtenu un divorce dans un pays étranger, où le divorce est très facile à obtenir, qui se sont par la suite mariées dans la province de Québec.

Je crois qu'il est inacceptable de marier de telles personnes dans la province de Québec, qui se fait une fierté de sa croyance en l'inviolabilité du mariage et de la rigueur de ses lois en la matière. Plusieurs cas sont survenus.

Dans certains des États des États-Unis d'Amérique, à Paris et, depuis moins longtemps, au Mexique semble-t-il, il est possible d'obtenir un divorce sans le moindre problème, ce qui donne l'impression que le mariage n'est pas un engagement bien sérieux.

Or, cela est contraire à l'opinion du grand public dans la province de Québec, et il ne faudrait pas aider des personnes qui ont obtenu un divorce de cette façon à contracter le mariage dans notre province, elles qui ont si peu d'estime pour les liens du mariage.

Je crois qu'étant donné certains événements récents, il est grand temps qu'on modifie la loi existante sur les licences de mariage, et lorsque l'émetteur de la licence ne connaît pas personnellement les parties qui veulent contracter le mariage, celles-ci devraient être contraintes à déclarer sous serment qu'elles sont compétentes pour se marier.

Dans le cas de personnes divorcées, elles devraient aussi produire des preuves que le divorce a été obtenu du Parlement du dominion, ou bien d'un tribunal de divorce régulièrement formé d'une autre province du Canada, ou d'une autre juridiction à l'intérieur de l'Empire britannique.

Un autre point sur lequel j'aimerais attirer l'attention de la Chambre, bien qu'il ne soit pas mentionné dans le bill, c'est que deux personnes résidant de bonne foi doivent fournir un cautionnement; or, ceux qui désirent se marier rapidement ont pris l'habitude de recourir aux services de cautions professionnelles. Cette pratique devrait être strictement défendue.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Les questions de divorce sont du ressort de l'autorité fédérale.

M. Smart (Westmount): Je comprends cela; cependant, le bill n'a rien à voir avec le mariage ou le divorce. La délivrance de licences de mariage est du ressort provincial, comme en atteste l'existence même de la loi des licences de mariage dans le recueil de lois.

Le bill aura comme effet de dissuader les émetteurs de licences de mariage de fournir des cautions, le cas échéant. J'ai raison de croire qu'il se commet beaucoup d'abus en la matière et j'estime qu'il faut corriger ces abus.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

Code de procédure civile, article 94

M. Casgrain (Témiscouata) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 195 modifiant l'article 94 du Code de procédure civile soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

La Chambre suspend ses travaux à 6 heures.

Reprise de la séance à 8 h 45⁹

Charte de Longueuil

M. Thurber (Chambly) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 159 modifiant la charte de la cité de Longueuil.

Adopté. Le comité, ayant étudié le bill, en fait rapport sans amendement.

M. Thurber (Chambly) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Subsides

L'honorable M. McMaster (Compton) propose, selon l'ordre du jour, que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil pour que la Chambre se forme de nouveau en comité des subsides.

Adopté.

En comité¹⁰:

L'honorable M. McMaster (Compton) propose: 1. Qu'un crédit n'excédant pas cent cinquante mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour l'administration, la vente et l'inspection des terres publiques pour fins d'agriculture, pour l'exercice finissant le 30 juin 1931.

Adopté.

2. Qu'un crédit n'excédant pas deux cent mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour primes de défrichement de labour et de résidence, pour l'exercice finissant le 30 juin 1931.

M. Guertin (Hull): Je tiens à dire que j'approuve l'honorable député de Chicoutimi (M. Delisle) qui demandait, au début de la session, que les primes de défrichement fussent payées aux colons dont les lots sont patentés.

La résolution est adoptée.

L'honorable M. McMaster (Compton) propose: 3. Qu'un crédit n'excédant pas quatre mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour sociétés de colonisation en général, pour l'exercice finissant le 30 juin 1931.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Le meilleur moyen de garder les fils du Québec en sol québécois est de rendre la vie intéressante ici et de les envoyer dans les nouveaux territoires de la province, qui ont besoin de bons citoyens et offrent de vraies occasions aux hommes qui ont le gabarit nécessaire.

Je n'ai pas l'intention de discuter du budget des dépenses du ministère, désirant plutôt discuter de la colonisation en général, afin de susciter l'intérêt du public pour le ministère et pour la colonisation.

L'honorable M. Laferté (Drummond): Il n'y a aucun besoin de faire de la publicité aux États-Unis concernant les possibilités de colonisation au Québec, car le ministère a déjà en main plus de demandes de gens demandant à revenir à la mère-patrie que ses crédits ne lui permettent de traiter.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Alors pourquoi ne pas augmenter les crédits?

L'honorable M. Laferté (Drummond)¹¹: Les \$50,000 pour cette fin sont statutaires. Le gouvernement a obtenu \$50,000 d'Ottawa à cette fin, et le succès a été tel qu'il demandera cette année \$100,000. Je tiens à faire quelques déclarations pour renseigner mes collègues.

Le mouvement de rapatriement s'accroît chaque jour continuellement. Le gouvernement se prépare à faire face à la situation. Au début, nous dirigeons les rapatriés vers les régions de colonisation mais, aujourd'hui, ils préfèrent choisir l'endroit où ils s'établiront. Il y a là une question de sentiment.

Les rapatriés qui nous reviennent des États-Unis préfèrent s'établir dans les vieilles paroisses où se trouvent leurs parents. Mais, dans chaque cas, les missionnaires-colonisateurs font des conquêtes.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Le gouvernement a-t-il un plan pour diriger ceux qui reviennent dans une région plutôt que dans une autre?

L'honorable M. Laferté (Drummond): Les missionnaires-colonisateurs s'entendent très bien avec nos représentants des États-Unis.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Je voudrais bien savoir dans quelle direction le gouvernement va envoyer les colons pour les aider, leur accorder des primes, encourager leurs efforts.

L'honorable M. Laferté (Drummond): Nous allons donner des graines de semences.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Pour donner des graines, il faut qu'il y ait des colons. Nous ne discutons pas une politique de graines. Nous voulons savoir où vont aller les colons.

Si l'honorable ministre nous disait qu'ils vont être dirigés vers la Matapédia, le Témiscamingue, l'Abitibi, le Lac-Saint-Jean, où il y a de bons lots, nous pourrions discuter la politique du gouvernement. C'est aujourd'hui le temps de parler de rapatriement. C'est dans un bon esprit que je pose ces questions, et comme je sais le ministre très sérieux, nous attendons les renseignements que j'ai demandés.

L'honorable M. Laferté (Drummond): Il me semble que j'ai prouvé ma bonne foi et ma bonne volonté en acceptant de discuter l'item du rapatriement qui est un item statutaire. L'année dernière, 165 familles sont revenues dans la province. Nous avons des lots en grand nombre à notre disposition pour ceux qui désirent s'établir dans les nouveaux centres: 2,000 en Abitibi, 500 dans Témiscouata, 500 dans Témiscamingue, 200 dans Lotbinière, et 200 au Lac-Saint-Jean, et également dans le district de Matane et dans une demi-douzaine d'autres comtés de la province. Nous travaillons de toutes nos forces à rapatrier les nôtres qui ont émigré aux États-Unis, et ce, par l'entremise des missionnaires-colonisateurs.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Le gouvernement n'a pas fourni l'argent nécessaire pour le rapatriement et la colonisation. Le ministre avoue qu'avec plus d'argent, il aurait pu rapatrier un bien plus grand nombre des nôtres des États-Unis. On devrait faire davantage et, surtout, l'on ne devrait pas compter sur Ottawa pour faire plus. Cependant, nous

avons un gouvernement qui se vante d'avoir un surplus de \$4,000,000 et qui laisse ainsi s'en aller nos gens. C'est humiliant. Nous avons besoin de population, nous avons besoin de colonisateurs, nous avons besoin de citoyens pour nos centres industriels et le ministre de la Colonisation, des Mines et des Pêcheries (l'honorable M. Laferté), qui s'est rendu solidaire avec le gouvernement qui se vante de gros surplus, n'a même pas d'argent pour rapatrier les nôtres qui le demandent.

L'honorable M. Laferté (Drummond): Quand nous avons lancé une campagne de rapatriement, nous avons voté un montant de \$50,000. C'était un montant qui était déjà considérable, si l'on considère que nous tentions une expérience. Si nous avions demandé davantage, il est possible que certains de mes amis de la gauche auraient protesté.

Je dois dire à mon honorable ami des Deux-Montagnes que le mouvement de rapatriement s'est accentué de façon extraordinaire depuis quelque temps. Nous ne pouvions prévoir ce résultat et les missionnaires-colonisateurs eux-mêmes ne pouvaient le prévoir. Les rapports que nous avons reçus à cet effet nous ont été transmis après que le budget eût été préparé. Nous sommes actuellement en communication avec Ottawa pour obtenir l'augmentation de la subvention annuelle, afin qu'elle passe de \$50,000 à \$100,000. Si Ottawa augmente sa subvention et que nous pouvons nous-mêmes faire davantage, je puis assurer mon honorable ami que nous ne négligerons rien pour encourager le rapatriement des nôtres.

M. Guertin (Hull): Le coût du rapatriement a été très élevé. Cent mille dollars pour le transport de 165 familles constituent une somme élevée. En moyenne, il en coûte \$800 par famille pour le rapatriement. Le gouvernement semble plus généreux pour ceux qui partent¹² que pour ceux qui restent. Un jour va venir où nos gens vont se demander s'il ne vaut pas mieux commencer par désertir la province, afin d'être bien traité. Il serait peut-être mieux d'essayer de garder les gens au pays.

Il me semble qu'on devrait faire une enquête pour connaître les causes d'émigration des nôtres. Cent soixante-cinq familles sont revenues au Québec, l'an dernier. Si les statistiques sont exactes, 5,000 familles ont quitté notre province, l'an dernier. Pour les rapatrier, à raison de \$800 par famille, il en coûterait \$4,000,000. N'aurait-il pas mieux valu commencer par les aider quelque peu, afin que ces gens nous soient restés? Je crois qu'il vaudrait mieux combattre le mal à sa racine.

La population de Québec devrait être de 5,000,000 au lieu de 3,000,000. Le gouvernement devrait avoir des agents dans la plupart des centres de la province. L'argent serait dépensé plus utilement en ce sens et les résultats seraient bien meilleurs. Ces agents feraient des enquêtes sur les raisons qui portent les gens à quitter la province. C'est ce qui se fait en Italie.

Un nouveau balai nettoie bien. Nous avons un nouveau ministre de la Colonisation, l'honorable député de Drummond (M. Laferté), et je crois que ce serait aussi un bien pour la province d'avoir un nouveau gouvernement.

Les agents des terres de la couronne coûtent trop cher à la province en certains comtés. Dans le comté de Terrebonne, l'agent reçoit \$1,138 quand il n'a vendu que six lots dans l'année. Dans Arthabaska, une somme de \$1,144 est payée à un agent qui a vendu trois lots, tandis que, dans le comté de Hull, à Maniwaki, l'agent a vendu 41 lots et n'a reçu que \$41,095. Trop souvent ces agents sont aussi agents d'élection.

Des primes plus nombreuses devraient être payées pour défrichement et labourage. Le gouvernement de Québec devrait demander plus d'argent à Ottawa pour le rapatriement.

L'honorable M. Laferté (Drummond): Où le député de Hull (M. Guertin) a-t-il pris ces renseignements? Ces statistiques sont un peu élevées!

M. Sauvé (Deux-Montagnes) critique les missionnaires du gouvernement comme faisant partie d'un régime abandonné depuis longtemps par les autorités fédérales, qui ont maintenant instauré un système d'agences, pour s'occuper des immigrants.

L'honorable M. Laferté (Drummond): On a combiné l'ancien et le nouveau système au Québec, où il y a à la fois des bureaux et des missionnaires.

M. Houde (Montréal-Sainte-Marie): Je tiens à ajouter quelques mots, car la question qui se pose est extrêmement importante, et il me semble que la suggestion du député de Hull devrait être accueillie favorablement par la droite. Il y a longtemps que nous réclamons des industries greffées sur l'agriculture.

Si le gouvernement avait encouragé de telles industries dans les campagnes, un grand nombre des nôtres qui ne veulent pas cultiver ne seraient pas partis pour les États-Unis.

M. le président, l'opposition a toujours soutenu que les industries qui dépendent de l'agriculture ont une influence importante sur la vie de la province, et cela fait des années que nous tentons de persuader le gouvernement de les encourager. Les libéraux sont au pouvoir depuis maintenant 32 ans et, durant toute cette période, nous avons observé l'exode des Québécois de cette province, ce qui nous oblige à discuter de la question qui est devant nous. Si le gouvernement avait fait ce qu'on lui avait recommandé de faire, s'il avait encouragé ces industries partout dans la province, cela aurait pu sauver nos campagnes de la ruée des jeunes vers les villes et les grands centres et éviter que les nôtres ne prennent la grande route des expatriés.

M. le président, je ne veux pas rejeter toute la responsabilité sur lui, qui vient tout récemment de prendre les rênes du ministère, mais c'est sur le gouvernement comme tel qu'on doit jeter le blâme, et le ministre devra assumer sa part. Je ne comprends pas pourquoi on laisse à Ottawa une si grande part des décisions, car on ne peut s'attendre à ce que les autorités fédérales montrent la même sollicitude que le gouvernement du Québec devrait le faire pour faire revenir des États-Unis les gens de cette province.

Où sommes-nous quand le ministre nous dit que nous ne possédons aucune statistique sur cet exode et qu'il doit tirer ses renseignements des chiffres obtenus de Washington?

N'avons-nous pas le droit de blâmer le gouvernement en ce qu'il n'a pas vérifié la destination de nos gens, lorsqu'ils quittaient le pays? L'argent dont nous discutons comble-t-il vraiment les besoins? Je tiens de bonne source que la position de ce gouvernement est telle qu'il ne peut vraiment pas répondre aux demandes de rapatriement qui lui sont faites directement ou par l'entremise d'agences, même par les agences des compagnies de chemins de fer.

Comme le disait le député des Deux-Montagnes (M. Sauvé), nous avons ici un gouvernement qui, à la veille d'une élection, se présente devant cette Législature avec un surplus de \$4,000,000, et son ministre de la Colonisation, des Mines et des Pêcheries (l'honorable M. Laferté) se lève en cette Chambre pour annoncer que nous allons demander à Ottawa s'il veut bien augmenter son octroi pour le rapatriement. Est-ce qu'Ottawa sera aussi bien disposé que la province de Québec à souscrire pour le rapatriement? Si notre gouvernement était si prospère, comme le chantent les journaux gavés, il aurait trouvé de l'argent pour

faire revenir les nôtres, il aurait trouvé de l'argent pour aider nos colons, pour aider nos cultivateurs, les empêcher de quitter le sol de la patrie.

Nous sommes dans la meilleure position possible pour affecter \$50,000 par année à aider nos propres gens qui désirent revenir des États-Unis, M. le président. Mais si, comme nous le répète sans cesse la presse subventionnée, notre province jouissait d'une réelle prospérité, nous n'aurions pas à faire face à cette question de la perte de notre meilleure progéniture par l'exode. Le gouvernement, qui possède tant de statistiques sur toutes sortes de choses, néglige d'en tenir pour savoir le nombre des nôtres qui abandonnent la patrie. Car ça ferait mauvais effet dans le paysage libéral.

L'honorable M. Laferté (Drummond): Il y a quelque 2,000 lots disponibles pour les colons dans cette province. Il (M. Houde) nomme une demi-douzaine de comtés où sont situés ces lots. Cependant, dit-il, nous n'aurons pas la tâche facile, car il faut faire attention à ne rapatrier que ceux qui peuvent s'adapter aux régions qui leur sont ouvertes. Cela ne sert à rien d'établir, sur une ferme ou dans une région de colonisation, ceux qui ont consacré leur vie à des occupations de nature mécanique. Il nous faut donc faire preuve de beaucoup de prudence et procéder sélectivement.

Si le mouvement de rapatriement était considérable, il ne fallait pas procéder trop rapidement. De l'avis même des missionnaires, nous ne devons pas aller trop vite.

M. Houde (Montréal-Sainte-Marie): Dois-je comprendre que le ministre se propose de faire revenir des mécaniciens des États-Unis pour les faire travailler dans nos centres industriels? Il s'agirait là d'une chose dangereuse, car il y a déjà beaucoup de travailleurs dans ces localités qui ne croient pas que la prospérité est telle que la décrit le gouvernement et qui pourraient s'exprimer en ce sens à un moment où le gouvernement ne pourra se montrer si suffisant.

L'honorable M. Laferté (Drummond): Ce n'est pas du tout ce que je voulais dire.

M. Houde (Montréal-Sainte-Marie): Le gouvernement n'a pas de statistiques. Je répète que je ne veux pas rejeter la responsabilité sur le ministre: il s'agit d'un nouveau venu dans le cabinet, mais il est tout de même à blâmer, avec le reste du gouvernement, pour l'état de choses qu'on connaît, où nous n'avons aucune statistique, nous jouissons

d'un beau surplus, nous avons fait un généreux prêt de notre population, et où nous espérons obtenir plus d'argent du gouvernement central de notre pays, pour nous aider à aider les nôtres.

L'honorable M. Laferté (Drummond): Les autres provinces n'ont pas de ces statistiques.

M. Houde (Montréal-Sainte-Marie): Très bien. Cependant, j'attire l'attention de cette Chambre sur un fait intéressant. Nous ne sommes pas dans la même situation. Les provinces anglaises de ce pays n'ont aucun besoin de surveiller l'exode des leurs, pour la bonne raison qu'ils n'ont pas ce problème de perte de population. Alors que les autres provinces voient leur population augmenter par l'apport naturel de l'immigration, nous ne pouvons compter dans notre province que sur notre natalité pour vivre. Comme l'a dit un des nôtres, nous devons compter sur la revanche des berceaux.

Mais ce que nous gagnons par notre haute natalité, nous le perdons par une émigration constante dont le gouvernement ne s'est jamais préoccupé. Il aurait dû s'employer par tous les moyens à retenir les nôtres et il devrait au moins tout faire pour en hâter le rapatriement, surtout quand il se targue de surplus de \$4,000,000. On n'a pas le droit d'afficher des surplus quand, par une politique imprudente et négligente, on a forcé les gens à s'expatrier.

Nous constatons que les nôtres nous quittent et que nous n'avons aucune statistique pour indiquer où ils s'établissent, rien non plus pour montrer qu'une tentative quelconque aurait été faite pour les retenir chez nous. Le gouvernement a des statistiques pour les touristes qui sont venus dans la province et sur les beaux gros dollars qu'ils ont dépensés, chez nous, mais il n'en a pas pour l'exode des nôtres. Très intéressant, sans doute; mais pourquoi aucune statistique sur l'exode de nos compatriotes? Ça ferait effet dans le paysage fédéral?

Je vous le dis, M. le président, je blâme le gouvernement pour avoir omis de s'assurer que toutes les mesures et tous les fonds nécessaires étaient disponibles pour effectuer son travail de rapatriement. Il faut tout faire pour garder les nôtres ici, et ne rien épargner pour faire revenir ceux qui nous ont quittés en quête d'une vie meilleure ailleurs, mais qui sont maintenant prêts à revenir.

M. Tremblay (Maisonnette): L'honorable ministre de la Colonisation, des Mines et des Pêcheries n'est-il pas en mesure de nous dire si la

province de Québec reçoit du gouvernement fédéral, dans les crédits votés pour l'immigration, la somme à laquelle notre province a droit? Comprend-on ma question?

L'honorable M. Laferté (Drummond): Hélas non!

M. Tremblay (Maisonnette): Ce que je veux dire, c'est que chaque année, on vote des crédits pour l'immigration. La province de Québec obtient-elle son dû, si on compare sa population et le développement de sa population à ceux des autres provinces, et je parle particulièrement, ici, de l'Ouest canadien, où l'on dépense beaucoup d'argent pour attirer des immigrants? Le Québec reçoit-il sa juste part au *pro rata* de ce que sa population est appelée à payer en impôts pour financer l'immigration?

L'honorable ministre nous dit qu'Ottawa nous donne \$50,000 par année. Puis-je demander s'il s'agit là de notre juste part? Ne devrions-nous pas plutôt recevoir \$1,000,000 ou plus?

L'honorable M. Laferté (Drummond): Le gouvernement fédéral a voté \$50,000 pour tenter l'expérience du rapatriement et cette tentative a fort bien réussi; cette année, il demandera \$100,000. L'expérience a été concluante et c'est pour cela que nous avons demandé à Ottawa de doubler son octroi.

M. Tremblay (Maisonnette): Que reçoit notre province?

L'honorable M. Laferté (Drummond): \$50,000.

M. Tremblay (Maisonnette): Nous recevons donc actuellement \$50,000 d'Ottawa. Ce montant constitue-t-il notre dû fondé sur notre proportion de la population? Même si nous recevions toute la part à laquelle nous avons droit, pourrais-je suggérer qu'au lieu de nous voir obligés d'aller supplier les nôtres qui nous ont quittés pour leur bien de rentrer à la maison, il serait préférable de prendre des mesures efficaces pour les empêcher de partir.

L'honorable ministre peut-il me dire quel montant, de plus que les \$50,000 dont il a parlé, on a maintenant demandé?

L'honorable M. Laferté (Drummond): Nous avons demandé \$50,000 de plus pour continuer le travail.

M. Tremblay (Maisonnette): Vous voulez dire \$100,000 en tout?

L'honorable M. Laferté (Drummond): Oui.

M. Tremblay (Maisonnette): Ce montant semble-t-il être pour l'honorable ministre celui auquel le Québec a droit sur une base proportionnelle? Combien le Québec devrait-il recevoir en fonction de sa population?

L'honorable M. Laferté (Drummond): Je vous ai déjà dit qu'Ottawa nous a alloué \$50,000 au départ, et est sur le point de nous faire la faveur de \$50,000 additionnels.

M. Tremblay (Maisonnette): Ce que nous désirons obtenir d'Ottawa, et ce que nous pourrions obtenir d'Ottawa, ce n'est pas une faveur; c'est simplement ce à quoi nous avons droit. Nous ne demandons aucune faveur. Comme mon chef l'a dit il y a quelques minutes, nous n'avons que nos berceaux pour augmenter notre population. Il s'agit donc de déterminer le montant auquel nous avons droit et de demander au gouvernement de l'exiger d'Ottawa.

L'honorable M. Laferté (Drummond): On nous donne \$50,000.

M. Tremblay (Maisonnette): Je le sais. Ce n'est pas ce que je demande. Ce que je demande, c'est quel est le montant auquel nous avons droit? Nous avons des droits acquis dans les fonds publics du dominion, et si ces droits s'élèvent à \$500,000 ou \$1,000,000, le gouvernement ne devrait-il pas insister pour qu'ils soient reconnus?

M. Houde (Montréal-Sainte-Marie): La province de Québec reçoit-elle la part juste qui lui revient pour le rapatriement des siens? On fait venir à grands frais des étrangers qui, souvent, deviennent un fardeau pour le pays, qui ne sont pas assimilés, et on néglige les fils du pays, ceux qui sont les plus désirables pour le pays.

M. Authier (Abitibi): Seule la province de Québec reçoit un octroi pour le rapatriement.

M. Houde (Montréal-Sainte-Marie): Il semble qu'on n'aura pas de réponse de la part de l'honorable ministre; j' imagine qu'on nous dira qu'il s'agit d'une question de compétence fédérale. Mais

ce grand gouvernement libéral n'a-t-il pas d'amis à Ottawa? Il me semble que les membres de cette grande famille libérale dont nous entendons tant parler devraient être capables de trouver des rejetons là-bas pour faire connaître leurs désirs et leurs besoins? À défaut, il y a toujours, après tout, les ministres fédéraux qui viennent du Québec.

Est-ce qu'Ottawa nous donne suffisamment d'argent pour nous permettre de réaliser notre programme de rapatriement? Nous en donne-t-on assez pour nous permettre de dire qu'on nous traite équitablement? Il me semble que ces fonds auxquels nous avons droit pourraient bien être consacrés, non pas à faire venir dans la province des étrangers d'autres nations avec des mentalités différentes, qui s'intégreront difficilement et sont susceptibles de devenir un fardeau pour le gouvernement central, mais plutôt à encourager les nôtres. N'y aurait-il pas lieu pour le gouvernement de voir s'il est possible de mettre d'accord les deux grandes ailes du Parti libéral sur cette question, dans une tentative réelle de résoudre notre problème?

L'honorable M. Laferté (Drummond): Je ne crois pas qu'il soit tout à fait juste de la part de l'honorable chef de l'opposition de parler du ministre à Ottawa.

M. Houde (Montréal-Sainte-Marie): C'était une prière.

L'honorable M. Laferté (Drummond): Eh! bien, comme je l'ai dit, nous allons recevoir \$50,000 de plus.

M. Tremblay (Maisonnette): Si j'insiste sur ce point, M. le président, c'est que je sais que l'honorable ministre est d'accord avec moi. Je veux savoir quel montant nous avons le droit de recevoir d'Ottawa. Je souligne l'importance de cette question, car je ne crois pas qu'on utilise le taux proportionnel pour établir ce montant, et je crois que le Québec devrait insister pour qu'on utilise effectivement ce taux. Comme le Québec ne bénéficie pas de sa juste part de l'argent alloué à l'immigration par Ottawa, notre province devrait recevoir une compensation d'Ottawa établie en fonction de sa part de la population; à \$50,000 par année, le Québec ne reçoit pas sa juste part.

Si le Québec recevait sa juste part, il ne serait pas nécessaire de déplorer la perte des nôtres, alors qu'on utilise l'argent fédéral, dont une bonne partie provient de cette province, pour faire venir des

étrangers européens, qui ne connaissent ni la mentalité de cette province ni nos habitudes de vie; et en venant ici, ils font concurrence à nos ouvriers. Je ne parlais pas seulement des Canadiens français, mais aussi des Canadiens anglais, lorsque j'ai parlé des Canadiens.

Moi, Monsieur, je dis que si cet argent nous était donné, nous pourrions aider ceux qui sont susceptibles de constituer les meilleurs citoyens pour la province de Québec, ceux qui, pour une raison ou une autre, ont quitté la province, mais sont maintenant prêts à rentrer au pays. Ce sont ces personnes que le Québec désire avoir et dont il a besoin. Ce sont nos meilleurs patriotes et je suis certain que le ministre est d'accord avec moi sur ce point. Ce sont les meilleures personnes pour nous, car elles ont une mentalité canadienne, elles comprennent les conditions au Canada et elles connaissent le Québec. Elles ont la mentalité de la province et connaissent ses mœurs, elles connaissent le pays et constituent donc des citoyens infiniment plus désirables que les personnes qu'on fait venir d'Europe.

Je trouve que ce gouvernement devrait entreprendre les démarches nécessaires pour obtenir tout ce à quoi cette province a droit, en vertu de la proportion de sa population; je crois que le montant en question s'élève à \$1,000,000 ou plus. Je crois que l'honorable ministre de la Colonisation, des Mines et des Pêcheries devrait assurer cette Chambre qu'il est prêt à présenter cette demande à Ottawa.

L'honorable M. Ouellet (Dorchester): Tout le monde est d'accord sur le bien-fondé du désir de faire revenir des Canadiens, mais on ne peut faire de comparaison quant à la proportion de la population canadienne qui se trouve au Québec, étant donné qu'il s'agit de la seule province qui obtient une subvention spéciale pour l'immigration. Je demande, dit-il, au député de Maisonneuve (M. Tremblay) s'il désire participer à la discussion sur la politique du gouvernement fédéral concernant l'immigration.

M. Tremblay (Maisonneuve) déclare qu'il ne veut pas y participer.

L'honorable M. Ouellet (Dorchester) fait un bel éloge des agents des terres qui rendent aux colons des services précieux.

M. Authier (Abitibi) explique le système de colonisation.

La résolution est adoptée.

L'honorable M. McMaster (Compton) propose: 4. Qu'un crédit n'excédant pas cinq mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour comptes en suspens (Colonisation, Chasse et Pêche), pour l'exercice finissant le 30 juin 1931.

Adopté.

5. Qu'un crédit n'excédant pas trente-cinq mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour service d'enregistrement (cadastre), pour l'exercice finissant le 30 juin 1931.

Adopté.

Résolutions à rapporter:

Le comité fait rapport qu'il a adopté plusieurs résolutions et demande la permission de siéger de nouveau. Lesdites résolutions sont lues deux fois et adoptées.

La séance est levée à 11 heures.

NOTES

1. *L'Événement* du 19 mars 1930, à la page 8, rapporte que le député de Trois-Rivières (M. Duplessis) se remet de l'opération qu'il a dû subir pour l'appendicite.

2. Le comité se réunit sous la présidence de M. Vautrin (Montréal-Saint-Jacques).

3. Les sources rapportent la phrase différemment: Il n'y a pas seulement les avocats qui s'intéressent à l'agriculture, selon *Le Devoir* du 20 mars 1930, à la page 1. Est-ce que l'agriculture n'intéresse que les avocats?, selon *L'Action catholique* du 20 mars 1930, à la page 8.

4. Il est alors 5 heures, selon *L'Événement* du 19 mars 1930, à la page 8. Le bill de la Coopérative fédérée a été adopté en moins de deux heures.

5. Voir note 2.

6. Voir note 2.

7. Voir note 2.

8. Voir note 2.

9. Pour la deuxième fois au cours de la session, c'est le député de Châteauguay (l'honorable M. Mercier fils) qui dirige les travaux de la Chambre en l'absence du premier ministre, qui participe à une mission diplomatique et assiste à un dîner donné à Spencer Wood, par le lieutenant-gouverneur en l'honneur d'un dignitaire du Japon, selon *The Chronicle Telegraph* du 20 mars 1930, à la page 3.

10. La Chambre et les tribunes sont agitées à l'ouverture des débats sur le budget des dépenses, et l'Orateur suppléant, M. Irénée Vautrin, est obligé à deux reprises de rappeler la Chambre à l'ordre et de lancer un avertissement aux visiteurs qui chuchotent dans les tribunes, selon *The Chronicle Telegraph* du 20 mars 1930, à la page 10.

11. Selon *L'Événement* du 19 mars 1930, à la page 8, le sous-ministre, Louis-Arthur Richard vient prendre séance à côté de l'honorable M. Laferté pour renseigner la Chambre.

12. "... ceux qui reviennent" ... selon *L'Action catholique* du 20 mars 1930, à la page 8.

Séance du jeudi 20 mars 1930

Présidence de l'honorable T.-D. Bouchard

La séance est ouverte à 3 h 05.

Prière.

M. l'Orateur: À l'ordre Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

Messages du lieutenant-gouverneur:

Un message est reçu de Son Honneur le lieutenant-gouverneur, transmis par M. Arthur Saint-Jacques, écuyer, gentilhomme, huissier à la verge noire. Ledit message est lu comme suit:

M. l'Orateur, Son Honneur le lieutenant-gouverneur de la province de Québec désire la présence immédiate de cette honorable Chambre dans la salle des séances du Conseil législatif¹.

En conséquence, M. l'Orateur et les députés se rendent à la salle des séances du Conseil législatif.

Sanction royale

Alors Son Honneur veut bien donner, au nom de Sa Majesté, la sanction royale aux bills suivants:

- bill 2 concernant le contrat passé entre le gouvernement et les dames religieuses de Notre-Dame-de-Charité du Bon-Pasteur, de Montréal, relativement à la garde et à l'entretien des détenues dans la prison des femmes de Montréal;

- bill 6 modifiant les articles 1056 et 2262 du Code civil;

- bill 7 concernant la Cour des jeunes délinquants et la maison de détention des jeunes délinquants;

- bill 10 modifiant la loi des coroners;

- bill 11 modifiant le Code de procédure civile relativement aux jugements en séparation de biens;

- bill 12 modifiant le Code civil relativement aux interdictions, aux nominations de conseils judiciaires et aux séparations de biens;

- bill 14 modifiant les Statuts refondus, 1925, relativement aux dépôts et consignations;

- bill 16 modifiant la loi des palais de justice et prisons;

- bill 18 modifiant la loi concernant les sociétés de patrons de fabriques de produits laitiers;

- bill 24 modifiant la loi des vues animées;

- bill 30 modifiant la loi des terres publiques propres à la culture;

- bill 37 modifiant la loi relative aux constituts et au régime de tenure dans la cité de Hull;

- bill 41 modifiant la loi de la chasse relativement aux animaux sauvages vivant en captivité;

- bill 46 ratifiant certains contrats concernant la cité de Montréal;

- bill 75 autorisant le Barreau de la province de Québec à admettre Cedric Hands, bachelier en droit civil, à l'étude de la profession d'avocat, sans examen;

- bill 76 modifiant la loi constituant en corporation La Prévoyance;

- bill 77 modifiant la charte de l'Association d'assurance mutuelle des fabriques des diocèses de la province ecclésiastique de Montréal;

- bill 78 autorisant la vente d'un certain immeuble donné à Arthur Fredette par Gédéon Fredette père;

- bill 79 permettant à Victor Capelovitch de changer son nom de famille de Capelovitch en celui de Cape;

- bill 80 modifiant les lois concernant le Bureau des commissaires d'écoles catholiques romains de la cité de Québec;

- bill 81 modifiant la loi concernant la succession de feu John Pratt;

- bill 82 déterminant la limite est de la ville de Bagotville;

- bill 83 modifiant la charte des pères Eudistes de la province de Québec;

- bill 84 constituant en corporation la Congregation Bnai Israel;

- bill 85 autorisant le Collège des chirurgiens dentistes de la province de Québec à admettre Paul Allard à la pratique de la profession de la chirurgie dentaire;

- bill 86 modifiant la loi constituant en corporation la Commission métropolitaine de Montréal;

- bill 87 modifiant la charte de la ville Saint-Laurent;

- bill 88 ratifiant le règlement no 187, nouvelle série, de la ville de Saint-Jérôme, accordant une évaluation fixe, pour fins de taxes municipales, à The Dominion Rubber Company Limited;

- bill 89 modifiant la charte de la Compagnie de chemin de fer Alma et Jonquière;

- bill 90 modifiant la charte de Montreal Trust Company;
- bill 91 modifiant la charte de la Shawinigan Water and Power Company;
- bill 92 modifiant la charte de la Quebec & Western Railway Company;
- bill 93 changeant le nom de famille de Frederick Gerald Abraham et d'autres personnes, portant le nom d'Abraham, en celui de Charters;
- bill 94 ratifiant la vente de certains lots de la paroisse de Saint-Nicolas, comté de Lévis;
- bill 95 modifiant la charte de la ville LaSalle;
- bill 96 validant une vente d'immeuble par la cité de Lachine à la Dominion Bridge Company Limited;
- bill 97 autorisant les syndics de Saint-Zéphirin de La Tuque à contracter un emprunt pour la construction d'une nouvelle église dans ladite paroisse;
- bill 98 refondant la charte de la cité de Lévis;
- bill 101 constituant en corporation les sœurs de la Visitation Sainte-Marie de Lévis;
- bill 102 concernant University Club of Montreal;
- bill 105 modifiant la charte de la congrégation du Très Saint-Rédempteur;
- bill 106 constituant en corporation l'Oeuvre Notre-Dame-du-Bon-Conseil, à Québec;
- bill 107 constituant en corporation St. Ansgar's Danish Evangelical Lutheran Church;
- bill 108 autorisant Gédéon Fredette *et al.* à vendre certains biens substitués;
- bill 109 concernant Anglo-Canadian Insurance Corporation Limited;
- bill 110 concernant la succession de Maurice Gougeon;
- bill 111 concernant les terres en culture dans la cité de Montréal;
- bill 112 concernant l'entretien de certains chemins dans le comté de Laval;
- bill 113 modifiant la charte de la Beauharnois Light, Heat, and Power Company;
- bill 116 modifiant la charte de la ville de Lennoxville;
- bill 117 autorisant le Collège des médecins et chirurgiens de la province de Québec à admettre Joseph Goldberg à la pratique de la médecine, après examens;
- bill 118 concernant la succession de feue Blanche-Celema alias Celina St-Denis;
- bill 121 modifiant la loi de l'Association des optométristes et opticiens de la province de Québec;
- bill 123 ratifiant le règlement no 188 de la ville de La Tuque;
- bill 124 constituant en corporation Christian and Missionary Alliance in Quebec;
- bill 125 modifiant la charte de l'Union Saint-Joseph de Drummondville;
- bill 126 concernant la succession de feu Joseph-Arthur Villeneuve;
- bill 127 concernant la succession de feu Eusèbe Labelle;
- bill 130 modifiant la charte de la cité de Grand'Mère, définissant le territoire qui constitue sa municipalité et ratifiant un règlement d'emprunt;
- bill 131 ratifiant un arrangement conclu entre la cité de Shawinigan Falls et certaines compagnies, relativement à l'évaluation de leurs biens imposables, approuvant le règlement d'emprunt no 306 de ladite cité, et lui accordant le pouvoir de rembourser les contribuables qui ont pavé des ruelles à leurs frais;
- bill 132 constituant en corporation la Select Mutual Insurance Company;
- bill 133 autorisant le Barreau de la province de Québec à admettre Maurice Hartt à la pratique du droit, après examens;
- bill 134 constituant en corporation The Pension Fund Society of The Royal Trust Company;
- bill 135 ratifiant certains actes de vente par les exécuteurs testamentaires de la succession de feu l'honorable Joseph Masson;
- bill 137 permettant à Joseph Alvin Dobrofsky de changer son nom de famille de Dobrofsky en celui de Dorsey;
- bill 138 concernant le Bureau central des écoles protestantes de Montréal;
- bill 139 modifiant la charte de la Société Saint-Jean-Baptiste de Québec;
- bill 140 ratifiant le règlement no 54 de la municipalité du village de Masson et une résolution des commissaires d'écoles de Notre-Dame-des-Neiges-de-Masson, en date du 29 décembre 1929;
- bill 142 permettant à Louis Marvin Dobrofsky de changer son nom de famille de Dobrofsky en celui de Dorsey;
- bill 143 permettant à Saul Meyer Dobrofsky de changer son nom de famille de Dobrofsky en celui de Dorsey;
- bill 144 autorisant le Collège des chirurgiens dentistes de la province de Québec à admettre Stewart Alton Robinson à la pratique de la chirurgie dentaire;
- bill 145 validant un acte de vente consenti à J.-Arthur Gadoury;
- bill 146 concernant le pont de comté appelé pont Alonzo Wright, dans le comté municipal de Hull;
- bill 147 modifiant les lois concernant la cité de Hull;

- bill 148 concernant la vente d'un immeuble de la succession Rhéaume;
- bill 152 ratifiant un contrat fiduciaire entre les commissaires du havre de Montréal, Montreal Trust Company et Sa Majesté le roi;
- bill 153 permettant à la cité de Montréal d'exempter la Masonic Memorial Temple Corporation de la contribution foncière annuelle, à Montréal;

Les députés reviennent à leur salle de séances².

Rapports de comités:

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le vingt-cinquième rapport du comité permanent des bills publics en général. Voici le rapport:

Votre comité a décidé de rapporter, avec des amendements, le bill suivant:

- bill 197 modifiant la loi des cités et villes.

Le bill suivant a été retiré:

- bill 119 modifiant la charte des Rentiers de l'avenir.

Les bills suivants ont été rejetés:

- bill 180 modifiant le Code municipal relativement à la cassation des règlements, résolutions et autres procédures municipales;

- bill 189 modifiant les articles 781 et 802 du Code de procédure civile.

M. Côté (Bonaventure): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le quatrième rapport du comité permanent du Code municipal. Voici le rapport:

Votre comité a décidé de rapporter, avec des amendements, le bill suivant:

- bill 194 modifiant l'article 700 du Code municipal relativement à l'imposition de certaines taxes.

Loi des vues animées

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) demande la permission de présenter le bill 211 modifiant la loi des vues animées.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

Loi de pharmacie

M. Drouin (Québec-Est) demande la permission de présenter le bill 168 modifiant la loi de pharmacie de Québec.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

Assurance des véhicules automobiles

M. Cantin (Saint-Sauveur) demande la permission de présenter le bill 173 modifiant les Statuts refondus, 1925, relativement à l'assurance des véhicules automobiles.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

Questions et réponses:

Commission du prêt agricole de Québec

M. Guertin (Hull): Combien de demandes d'emprunts ont été reçues à date par la Commission du prêt agricole de Québec?

2. Quelle somme représentaient ces montants?

3. Combien de demandes ont été accordées?

4. Quel est le montant total des prêts consentis à date?

L'honorable M. McMaster (Compton): 1. \$1,826.

2. \$5,638,275.

3. \$385.

4. \$153,600.

Société coopérative fédérée des agriculteurs

L'honorable M. Perron (Montcalm) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 51 modifiant la loi constituant en corporation la Société coopérative fédérée des agriculteurs de la province de Québec soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Droits sur les successions

L'honorable M. McMaster (Compton) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité plénier pour prendre en considération un projet de résolutions relatives au bill 26 modifiant la loi des droits sur les successions.

Adopté.

Il informe alors la Chambre qu'il est autorisé par Son Honneur le lieutenant-gouverneur à soumettre ledit projet de résolutions et que Son Honneur en recommande la prise en considération.

En comité:**L'honorable M. McMaster (Compton)**

propose: 1. Que tout bien mobilier ou immobilier, dont la propriété, l'usufruit ou la jouissance sera transmis par décès, en ligne directe, descendante ou ascendante, entre époux, entre beau-père ou belle-mère et gendre ou bru, - soit frappé des droits suivants, sur la valeur totale des biens transmis:

Dans les successions dont la valeur totale:

- | | |
|---|------|
| a. N'excède pas vingt-cinq mille dollars, nulle taxe n'est exigible. | |
| b. Excède vingt-cinq mille dollars, mais n'excède pas cinquante mille dollars | 1 % |
| c. Excède cinquante mille dollars, mais n'excède pas soixante-quinze mille dollars..... | 2½ % |
| d. Excède soixante-quinze mille dollars, mais n'excède pas cent mille dollars..... | 3½ % |
| e. Excède mille cent dollars, mais n'excède pas cent cinquante mille dollars..... | 5 % |
| f. Excède cent-cinquante mille dollars, mais n'excède pas deux cent mille dollars..... | 5½ % |
| g. Excède deux cent mille dollars, mais n'excède pas trois cent mille dollars..... | 6 % |
| h. Excède trois cent mille dollars, mais n'excède pas quatre cent mille dollars..... | 6½ % |
| i. Excède quatre cent mille dollars, mais n'excède pas cinq cent mille dollars..... | 7 % |
| j. Excède cinq cent mille dollars, mais n'excède pas six cent mille dollars..... | 7½ % |
| k. Excède six cent mille dollars, mais n'excède pas sept cent mille dollars..... | 8 % |
| l. Excède sept cent mille dollars, mais n'excède pas huit cent mille dollars..... | 8½ % |
| m. Excède huit cent mille dollars, mais n'excède pas neuf cent mille dollars..... | 9 % |
| n. Excède neuf cent mille dollars, mais n'excède pas un million de dollars..... | 9½ % |
| o. Excède un million de dollars..... | 10 % |

Pourvu que, dans le cas de transmission en ligne directe, ascendante ou descendante, entre époux, entre beau-père ou belle-mère et gendre ou bru, lorsque le montant transmis à une seule personne excède cinquante mille dollars, un droit additionnel - en sus des taux mentionnés ci-dessus - soit payé sur le montant ainsi transmis, comme suit:

Lorsque le montant total ainsi transmis à une seule personne:

- | | |
|---|------|
| a. Excède cinquante mille dollars, mais n'excède pas soixante-quinze mille dollars..... | 1½ % |
| b. Excède soixante-quinze mille dollars, mais n'excède pas cent mille dollars..... | 2 % |

- | | |
|---|-------|
| c. Excède cent mille dollars, mais n'excède pas cent cinquante mille dollars..... | 2½ % |
| d. Excède cent cinquante mille dollars, mais n'excède pas trois cent mille dollars..... | 3 % |
| e. Excède trois cent mille dollars, mais n'excède pas quatre cent mille dollars..... | 3½ % |
| f. Excède quatre cent mille dollars, mais n'excède pas cinq cent mille dollars..... | 4½ % |
| g. Excède cinq cent mille dollars, mais n'excède pas six cent mille dollars..... | 5 % |
| h. Excède six cent mille dollars, mais n'excède pas sept cent mille dollars..... | 5½ % |
| i. Excède sept cent mille dollars, mais n'excède pas sept cent cinquante mille dollars..... | 6 % |
| j. Excède sept cent cinquante mille dollars, mais n'excède pas huit cent mille dollars..... | 6½ % |
| k. Excède huit cent mille dollars, mais n'excède pas neuf cent mille dollars..... | 7 % |
| l. Excède neuf cent mille dollars, mais n'excède pas un million de dollars..... | 7½ % |
| m. Excède un million de dollars, mais n'excède pas un million deux cent mille dollars..... | 8 % |
| n. Excède un million deux cent mille dollars, mais n'excède pas un million quatre cent mille dollars..... | 8½ % |
| o. Excède un million quatre cent mille dollars, mais n'excède pas un million six cent mille dollars..... | 9 % |
| p. Excède un million six cent mille dollars, mais n'excède pas un million huit cent mille dollars..... | 9½ % |
| q. Excède un million huit cent mille dollars, mais n'excède pas deux millions de dollars..... | 10 % |
| r. Excède deux millions de dollars, mais n'excède pas deux millions deux cent mille dollars..... | 10½ % |
| s. Excède deux millions deux cent mille dollars, mais n'excède pas deux millions quatre cent mille dollars..... | 11 % |
| t. Excède deux millions quatre cent mille dollars, mais n'excède pas deux millions six cent mille dollars..... | 12 % |
| u. Excède deux millions six cent mille dollars, mais n'excède pas deux millions huit cent mille dollars..... | 13 % |
| v. Excède deux millions huit cent mille dollars, mais n'excède pas trois millions de dollars..... | 14 % |
| w. Excède trois millions de dollars..... | 15 % |

2. Que tout bien mobilier ou immobilier, dont la propriété, l'usufruit ou la jouissance sera transmis par décès, au frère ou à la sœur, ou au descendant d'un frère ou d'une sœur du défunt, ou au frère ou à la sœur, ou au fils ou à la fille d'un frère ou d'une sœur, du père ou de la mère du défunt, soit frappé des droits suivants, sur la valeur totale des biens transmis:

Lorsque la succession échoit au frère ou à la sœur, ou au descendant d'un frère ou d'une sœur du défunt, et que la valeur totale des biens:

- a. N'excède pas dix mille dollars, nul droit n'est exigible.
- b. Excède dix mille dollars, mais n'excède pas vingt-cinq mille dollars..... 3 %

Lorsque la succession échoit au frère ou à la sœur, ou au fils ou à la fille d'un frère ou d'une sœur, du père ou de la mère du défunt, et que la valeur totale des biens:

- a. N'excède pas cinq mille dollars, nul droit n'est exigible.
- b. Excède cinq mille dollars, mais n'excède pas vingt-cinq mille dollars..... 5 %

Lorsque la succession échoit à une personne appartenant à l'un des degrés de consanguinité en ligne collatérale, que mentionne la présente résolution, et lorsque la valeur totale des biens:

- a. Excède vingt-cinq mille dollars, mais n'excède pas cinquante mille dollars..... 7 %
- b. Excède cinquante mille dollars, mais n'excède pas cent mille dollars..... 10 %
- c. Excède cent mille dollars, mais n'excède pas deux cent mille dollars..... 12½ %
- d. Excède deux cent mille dollars, mais n'excède pas quatre cent mille dollars..... 13 %
- e. Excède quatre cent mille dollars, mais n'excède pas six cent mille dollars..... 14 %
- f. Excède six cent mille dollars, mais n'excède pas huit cent mille dollars..... 15 %
- g. Excède huit cent mille dollars, mais n'excède pas un million de dollars..... 16 %
- h. Excède un million de dollars..... 17 %

Pourvu que, dans le cas de transmission en ligne collatérale, lorsque le montant transmis à une des personnes mentionnées dans la présente résolution, excède dix mille dollars, un droit additionnel - en sus des taux mentionnés ci-dessus - soit payé sur le montant ainsi transmis, comme suit:

Lorsque le montant total ainsi transmis à une seule personne:

- a. Excède dix mille dollars, mais n'excède pas quinze mille dollars ½ %
- b. Excède quinze mille dollars, mais n'excède pas vingt-cinq mille dollars..... 1½ %
- c. Excède vingt-cinq mille dollars, mais n'excède pas soixante-quinze mille dollars..... 2½ %
- d. Excède soixante-quinze mille dollars, mais n'excède pas cent cinquante mille dollars 3 %
- e. Excède cent cinquante mille dollars, mais n'excède pas deux cent cinquante mille dollars..... 3½ %
- f. Excède deux cent cinquante mille dollars, mais n'excède pas trois cent mille dollars 4 %
- g. Excède trois cent mille dollars, mais n'excède pas trois cent cinquante mille dollars..... 4½ %
- h. Excède trois cent cinquante mille dollars, mais n'excède pas quatre cent cinquante mille dollars 5 %
- i. Excède quatre cent cinquante mille dollars, mais n'excède pas cinq cent mille dollars..... 5½ %
- j. Excède cinq cent mille dollars, mais n'excède pas six cent mille dollars..... 6 %
- k. Excède six cent mille dollars, mais n'excède pas sept cent mille dollars..... 6½ %
- l. Excède sept cent mille dollars, mais n'excède pas huit cent mille dollars..... 7 %
- m. Excède huit cent mille dollars, mais n'excède pas neuf cent mille dollars..... 7½ %
- n. Excède neuf cent mille dollars, mais n'excède pas un million de dollars..... 8 %
- o. Excède un million de dollars, mais n'excède pas un million cinq cent mille dollars..... 9 %
- p. Excède un million cinq cent mille dollars, mais n'excède pas deux millions de dollars..... 10 %
- q. Excède deux millions de dollars, mais n'excède pas deux millions cinq cent mille dollars 11 %
- r. Excède deux millions cinq cent mille dollars, mais n'excède pas trois millions de dollars..... 12 %
- s. Excède trois millions de dollars..... 13 %

3. Que tout bien mobilier ou immobilier, dont la propriété, l'usufruit ou la jouissance, sera transmis par décès, à une personne parent du défunt à un autre des degrés de consanguinité en ligne collatérale que ceux qui sont mentionnés dans la résolution précédente, ou à un étranger au défunt, par le sang,

soit frappé des droits suivants, sur la valeur totale des biens transmis, lorsque la valeur totale:

- a. N'excède pas mille dollars, nul droit n'est exigible.
- b. Excède mille dollars, mais n'excède pas dix mille dollars 7½ %
- c. Excède dix mille dollars, mais n'excède pas cinquante mille dollars..... 12½ %
- d. Excède cinquante mille dollars, mais n'excède pas cent mille dollars..... 15 %
- e. Excède cent mille dollars, mais n'excède pas deux cent mille dollars..... 17½ %
- f. Excède deux cent mille dollars, mais n'excède pas trois cent mille dollars 20 %
- g. Excède trois cent mille dollars, mais n'excède pas quatre cent mille dollars..... 22½ %
- h. Excède quatre cent mille dollars, mais n'excède pas cinq cent mille dollars 25 %
- i. Excède cinq cent mille dollars, mais n'excède pas six cent mille dollars..... 27½ %
- j. Excède six cent mille dollars, mais n'excède pas sept cent mille dollars..... 30 %
- k. Excède sept cent mille dollars, mais n'excède pas huit cent mille dollars..... 32½ %
- l. Excède huit cent mille dollars..... 35 %

4. Que "Valeur totale" signifie la valeur réelle des biens, après qu'on en a déduit les dettes et charges existant à la date du décès, et dont la déduction sera accordée; mais que nulle déduction ne devra être accordée:

- a. Quant à une dette pour laquelle il existe un droit de remboursement contre une autre personne ou une autre succession.
- b. Quant à une dette ou toute partie de dette que, d'après sa nature ou les circonstances dans lesquelles elle a été contractée ou est réclamée, le percepteur juge frauduleuse ou excessive. Mais, celui qui fait la déclaration peut, cependant, en appeler de la décision du percepteur, à la Commission des services publics de Québec, par simple requête adressée à son secrétaire, dans les dix jours qui suivent la décision du percepteur; et le percepteur peut, avec l'approbation du trésorier de la province, référer la question à ladite commission.

5. Que toute transmission dans cette province, résultant du décès d'une personne qui est domiciliée, de biens immobiliers situés en dehors de la province, à l'époque de ce décès, en ligne directe, ascendante ou descendante, entre époux, entre beau-père ou belle-mère et gendre ou bru, - sera frappée des droits suivants calculés sur la valeur totale des biens transmis:

Dans les successions dont la valeur totale:

- a. N'excède pas vingt cinq mille dollars, nul droit n'est exigible
- b. Excède vingt-cinq mille dollars, mais n'excède pas cinquante mille dollars..... 1 %
- c. Excède cinquante mille dollars, mais n'excède pas soixante-quinze mille dollars 2½ %
- d. Excède soixante-quinze mille dollars, mais n'excède pas cent mille dollars 3½ %
- e. Excède cent mille dollars, mais n'excède pas cent cinquante mille dollars 5 %
- f. Excède cent cinquante mille dollars, mais n'excède pas deux cent mille dollars..... 5½ %
- g. Excède deux cent mille dollars, mais n'excède pas trois cent mille dollars..... 6 %
- h. Excède trois cent mille dollars, mais n'excède pas quatre cent mille dollars..... 6½ %
- i. Excède quatre cent mille dollars, mais n'excède pas cinq cent mille dollars 7 %
- j. Excède cinq cent mille dollars, mais n'excède pas six cent mille dollars 7½ %
- k. Excède six cent mille dollars, mais n'excède pas sept cent mille dollars 8 %
- l. Excède sept cent mille dollars, mais n'excède pas huit cent mille dollars..... 8½ %
- m. Excède huit cent mille dollars, mais n'excède pas neuf cent mille dollars..... 9 %
- n. Excède neuf cent mille dollars, mais n'excède pas un million de dollars 9½ %
- o. Excède un million de dollars 10 %

Pourvu que, dans le cas de transmission en ligne directe ascendante ou descendante, entre époux, entre beau-père ou belle-mère et gendre ou bru, lorsque le montant transmis à une seule personne excède cinquante mille dollars, un droit additionnel - en sus des taux mentionnés ci-dessus - soit payé sur le montant ainsi transmis comme suit:

Lorsque le montant ainsi transmis à une seule personne:

- a. Excède cinquante mille dollars, mais n'excède pas soixante-quinze mille dollars 1½ %
- b. Excède soixante-quinze mille dollars, mais n'excède pas cent mille dollars..... 2 %
- c. Excède cent mille dollars, mais n'excède pas cent cinquante mille dollars..... 2½ %
- d. Excède cent cinquante mille dollars, mais n'excède pas trois cent mille dollars 3 %
- e. Excède trois cent mille dollars, mais n'excède pas quatre cent mille dollars..... 3½ %
- f. Excède quatre cent mille dollars, mais n'excède pas cinq cent mille dollars 4½ %

<i>g.</i> Excède cinq cent mille dollars, mais n'excède pas six cent mille dollars.....	5 %
<i>h.</i> Excède six cent mille dollars, mais n'excède pas sept cent mille dollars.....	5½ %
<i>i.</i> Excède sept cent mille dollars, mais n'excède pas sept cent cinquante mille dollars.....	6 %
<i>j.</i> Excède sept cent cinquante mille dollars, mais n'excède pas huit cent mille dollars.....	6½ %
<i>k.</i> Excède huit cent mille dollars, mais n'excède pas neuf cent mille dollars.....	7 %
<i>l.</i> Excède neuf cent mille dollars, mais n'excède pas un million de dollars.....	7½ %
<i>m.</i> Excède un million de dollars, mais n'excède pas un million deux cent mille dollars.....	8 %
<i>n.</i> Excède un million deux cent mille dollars, mais n'excède pas un million quatre cent mille dollars.....	8½ %
<i>o.</i> Excède un million quatre cent mille dollars, mais n'excède pas un million six cent mille dollars.....	9 %
<i>p.</i> Excède un million six cent mille dollars, mais n'excède pas un million huit cent mille dollars.....	9½ %
<i>q.</i> Excède un million huit cent mille dollars, mais n'excède pas deux millions de dollars.....	10 %
<i>r.</i> Excède deux millions de dollars, mais n'excède pas deux millions deux cent mille dollars.....	10½ %
<i>s.</i> Excède deux millions deux cent mille dollars, mais n'excède pas deux millions quatre cent mille dollars.....	11 %
<i>t.</i> Excède deux millions quatre cent mille dollars, mais n'excède pas deux millions six cent mille dollars.....	12 %
<i>u.</i> Excède deux millions six cent mille dollars, mais n'excède pas deux millions huit cent mille dollars.....	13 %
<i>v.</i> Excède deux millions huit cent mille dollars, mais n'excède pas trois millions de dollars.....	14 %
<i>w.</i> Excède trois millions de dollars.....	15 %

6. Que toute transmission, dans cette province, résultant du décès d'une personne qui y sera domiciliée, de biens immobiliers situés en dehors de la province à l'époque de ce décès, au frère ou à la sœur, ou au descendant d'un frère ou d'une sœur du défunt, ou au frère ou à la sœur, ou au fils ou à la fille d'un frère ou d'une sœur, du père ou de la

mère du défunt, soit frappée des droits suivants, calculés sur la valeur totale des biens transmis:

Lorsque la succession échoit au frère ou à la sœur, défunt, et que la valeur totale des biens:

- | | |
|---|-----|
| <i>a.</i> N'excède pas dix mille dollars, nul droit n'est exigible. | |
| <i>b.</i> Excède dix mille dollars, mais n'excède pas vingt-cinq mille dollars..... | 3 % |

Lorsque la succession échoit au frère ou à la sœur, ou au fils ou à la fille d'un frère ou d'une sœur, du père ou de la mère du défunt, et que la valeur totale des biens:

- | | |
|--|-----|
| <i>a.</i> N'excède pas cinq mille dollars, nul droit n'est exigible. | |
| <i>b.</i> Excède cinq mille dollars, mais n'excède pas vingt-cinq mille dollars..... | 5 % |

Lorsque la succession échoit à une personne appartenant à l'un des degrés de consanguinité en ligne collatérale, mentionnés dans la présente résolution, et que la valeur totale des biens:

- | | |
|--|-------|
| <i>a.</i> Excède vingt-cinq mille dollars, mais n'excède pas cinquante mille dollars..... | 7 % |
| <i>b.</i> Excède cinquante mille dollars, mais n'excède pas cent mille dollars..... | 10 % |
| <i>c.</i> Excède cent mille dollars, mais n'excède pas deux cent mille dollars..... | 12½ % |
| <i>d.</i> Excède deux cent mille dollars, mais n'excède pas quatre cent mille dollars..... | 13 % |
| <i>e.</i> Excède quatre cent mille dollars, mais n'excède pas six cent mille dollars..... | 14 % |
| <i>f.</i> Excède six cent mille dollars, mais n'excède pas huit cent mille dollars..... | 15 % |
| <i>g.</i> Excède huit cent mille dollars, mais n'excède pas un million de dollars..... | 16 % |
| <i>h.</i> Excède un million de dollars..... | 17 % |

Pourvu que, dans le cas de transmission en ligne collatérale, lorsque le montant transmis à une seule des personnes mentionnées dans la présente résolution, excède dix mille dollars, un droit additionnel - en sus des taux mentionnés ci-dessus - soit payé sur le montant ainsi transmis, comme suit:

- | | |
|---|------|
| Lorsque le montant total ainsi transmis à une seule personne: | |
| <i>a.</i> Excède dix mille dollars, mais n'excède pas quinze mille dollars..... | ½ % |
| <i>b.</i> Excède quinze mille dollars, mais n'excède pas vingt-cinq mille dollars..... | 1½ % |
| <i>c.</i> Excède vingt-cinq mille dollars, mais n'excède pas soixante-quinze mille dollars..... | 2½ % |

d. Excède soixante-quinze mille dollars, mais n'excède pas cent cinquante mille dollars	3 %
e. Excède cent cinquante mille dollars, mais n'excède pas deux cent cinquante mille dollars	3½ %
f. Excède deux cent cinquante mille dollars, mais n'excède pas trois cent mille dollars	4 %
g. Excède trois cent mille dollars, mais n'excède pas trois cinquante mille dollars	4½ %
h. Excède trois cent cinquante mille dollars, mais n'excède pas quatre cent cinquante mille dollars	5 %
i. Excède quatre cent cinquante mille dollars, mais n'excède pas cinq cent mille dollars	5½ %
j. Excède cinq cent mille dollars, mais n'excède pas six cent mille dollars	6 %
k. Excède six cent mille dollars, mais n'excède pas sept cent mille dollars	6½ %
l. Excède sept cent mille dollars, mais n'excède pas huit cent mille dollars	7 %
m. Excède huit cent mille dollars, mais n'excède pas neuf cent mille dollars	7½ %
n. Excède neuf cent mille dollars, mais n'excède pas un million de dollars	8 %
o. Excède un million de dollars, mais n'excède pas un million cinq cent mille dollars	9 %
p. Excède un million cinq cent mille dollars, mais n'excède pas deux millions de dollars	10 %
q. Excède deux millions de dollars, mais n'excède pas deux millions cinq cent mille dollars	11 %
r. Excède deux millions cinq cent mille dollars, mais n'excède pas trois millions de dollars	12 %
s. Excède trois millions de dollars	13 %

7. Que toute transmission, dans cette province, résultant du décès d'une personne qui y est domiciliée, de biens mobiliers, situés en dehors de la province, à l'époque de ce décès, à une personne parente du défunt à un autre des degrés de consanguinité en ligne collatérale, que ceux qui sont mentionnés dans la résolution précédente, ou à un étranger au défunt, par le sang, soit frappée des droits suivants, calculés sur la valeur totale des biens transmis, lorsque la valeur totale:

a. N'excède pas mille dollars, nul droit n'est exigible.	
b. Excède mille dollars, mais n'excède pas dix mille dollars	7½ %
c. Excède dix mille dollars, mais n'excède pas cinquante mille dollars	12½ %

d. Excède cinquante mille dollars, mais n'excède pas cent mille dollars	15 %
e. Excède cent mille dollars, mais n'excède pas deux cent mille dollars	17½ %
f. Excède deux cent mille dollars, mais n'excède pas trois cent mille dollars	20 %
g. Excède trois cent mille dollars, mais n'excède pas quatre cent mille dollars	22½ %
h. Excède quatre cent mille dollars, mais n'excède pas cinq cent mille dollars	25 %
i. Excède cinq cent mille dollars, mais n'excède pas six cent mille dollars	27½ %
j. Excède six cent mille dollars, mais n'excède pas sept cent mille dollars	30 %
k. Excède sept cent mille dollars, mais n'excède pas huit cent mille dollars	32½ %
l. Excède huit cent mille dollars	35 %

8. Que "Valeur totale" signifie la valeur réelle des biens, après qu'on en a déduit les dettes et charges existant à la date du décès, et dont la déduction sera accordée; mais que nulle déduction ne devra être accordée:

- Quant à une dette pour laquelle il existe un droit de remboursement contre une autre personne ou une autre succession;
- Quant à une dette ou toute partie de dette que, d'après sa nature ou les circonstances dans lesquelles elle a été contractée ou est réclamée, le percepteur juge frauduleuse ou excessive; mais que celui qui fera la déclaration, pourra, cependant, appeler de la décision du percepteur, à la Commission des services publics de Québec, par simple requête adressée à son secrétaire, dans les dix jours qui suivent la décision du percepteur; et le percepteur pourra, avec l'approbation du trésorier de la province, référer la question à ladite commission.

J'ai pris à cœur le conseil que m'avait donné le premier ministre au début de la session, lorsqu'il a déclaré dans son discours sur l'adresse: "Nous réduirons les droits sur les successions, mais je suggère à l'honorable trésorier de la province de faire en sorte que le revenu de la province ne soit pas affecté."

J'ai fidèlement suivi la ligne de conduite que m'a tracée le premier ministre.

Bien franchement, je n'ai pas l'intention d'introduire un bill de nature à réduire les revenus de la province.

Le gouvernement veut faire un réajustement de la taxe sur les successions, de façon à favoriser les

petites fortunes et à recueillir chez les successions considérables les revenus que le Trésor provincial laisse aux petites fortunes. Nous diminuons les taxes sur les petites successions et nous augmentons les taxes sur les grandes successions, et je crois que nous n'avons pas tort d'agir ainsi.

Notre but en présentant ce bill est d'exempter de la taxe sur les successions les familles nombreuses, dans les cas où les fortunes excèdent \$25,000. D'une façon générale, les nouveaux taux seront à peu près ceux de l'Ontario et des autres provinces, mais il est impossible de faire des comparaisons exactes, étant donné les différents modes de faire les calculs. Nous avons même été plus généreux que le gouvernement ontarien. Les successions de \$25,000 et moins transmises en ligne directe ne seront pas taxées.

Au-dessus de \$25,000, la taxe sera de 1 %, en augmentant jusqu'à 10 % pour les successions de \$100,000, et de 25 % pour les successions de \$3,000,000. Le gouvernement aidera aux petites successions en élevant de \$15,000 à \$25,000 le montant des successions exemptées de la taxe. En outre, dans les familles où il y a plus de trois enfants, pour chaque enfant en plus des trois premiers, on accordera une diminution de \$5,000 sur le capital de la succession.

Le gouvernement fait disparaître aussi tous les droits sur les legs faits aux hôpitaux, aux institutions charitables et aux communautés religieuses.

Nous augmentons de façon considérable les droits sur les successions qui sont dans la classe dite millionnaire. Si John Jones mourait, laissant une succession de \$5,000,000 à un fils unique, ce fils serait obligé de payer 25 %, 10 % en taxe ordinaire et 15 % en surtaxe.

M. Renaud (Laval): Il ne fera pas bon d'être millionnaire avec une taxe comme ça³.

(Rires)

L'honorable M. McMaster (Compton): Avec un peu d'économie, celui qui hérite de \$800,000 à \$900,000 peut toujours se tirer d'affaires. Même si un homme n'hérite que de \$800,000 et qu'il paie une taxe de 8 %, il ne sera pas dans le chemin.

(Rires)

(M. J.-A. Bégin, contrôleur du revenu, paraît à ce moment sur le parquet)

L'honorable M. McMaster (Compton): Le contrôleur du revenu est ici pour renseigner les députés sur les détails du projet!

M. Blain (Montréal-Dorion): Est-ce que le projet augmente la taxe? Quelles sont les augmentations?

L'honorable M. McMaster (Compton): La question est assez embarrassante. Il y a réduction de l'impôt pour les petites successions, mais augmentation pour certaines successions plus considérables.

M. Gault (Montréal-Saint-Georges): Le gouvernement augmente les taxes!

L'honorable M. McMaster (Compton): Cette remarque n'est pas juste. Il s'agit plutôt d'un réajustement de taxes, de façon à enlever le fardeau des épaules plus faibles pour le placer sur les épaules plus fortes. Par exemple, nous ne taxons pas les successions qui n'excèdent pas \$25,000. D'après l'ancienne loi, les successions de plus de \$15,000 étaient affectées par la taxe. Ceci s'applique aux successions dans lesquelles il s'agit de transmission en ligne directe.

Je ne me propose pas d'ennuyer la Chambre avec des détails, mais je crois qu'il serait bien d'exposer les grandes lignes de la loi qui est devant nous.

Nous apportons aussi des améliorations en ce qui regarde les cas de transmission en ligne collatérale. Entre frère et sœur, par exemple, et nous croyons qu'un tel cas, sans exemption, et il n'y avait pas d'exemption en vertu de l'ancienne loi, un tel cas entraîne très souvent de grandes difficultés financières.

Supposons trois ou quatre sœurs, chacune ayant une fortune d'environ \$10,000, qui vivent ensemble et doivent compter sur un montant peu considérable. Si l'une meurt, et naturellement laisse son argent à ses autres sœurs, une taxe de 5½ % est imposée. Le gouvernement a cru devoir faire cesser cet état de choses. À l'avenir, les biens dont la valeur n'excèdera pas \$10,000 seront exempts de droits lorsqu'ils seront légués en ligne collatérale. Pour les successions de \$10,000 à \$25,000, la taxe ne sera que de 3 %.

M. Blain (Montréal-Dorion): Dans quelle proportion, 100 %?

L'honorable M. McMaster (Compton): Dans certains cas, oui.

M. Smart (Westmount): Et qu'en est-il des augmentations?

L'honorable M. McMaster (Compton):

Nous avons augmenté la taxe imposée sur les plus grandes successions. J'assume pleinement cette décision, et je crois qu'il serait bon d'informer la Chambre que nous nous sommes fondés en grande partie sur les taux qui prévalent en Ontario. À mesure que les résolutions se succéderont, c'est le taux de l'Ontario qui prévaudra, mais je vous ferais remarquer que nous avons même été plus généreux dans certains cas.

M. Gault (Montréal-Saint-Georges): Mais le taux augmente de combien?

L'honorable M. McMaster (Compton):

Entre \$25,000 et \$50,000, le taux est maintenant de 1 %, alors qu'il était de 1½ % antérieurement.

M. Samson (Québec-Centre): Quelle est l'exemption pour les familles nombreuses?

L'honorable M. McMaster (Compton): Je

crois pouvoir dire que notre but est de faire en sorte qu'on ne prélève qu'une très petite taxe, ou aucune taxe dans le cas d'une succession modérée, si un homme décède et laisse une succession à ses enfants ou à son épouse. Nous exemptons les successions de \$25,000 en descendant.

À l'heure actuelle, la loi accorde une exemption de \$1,000 pour chaque enfant, en comptant à partir du cinquième. Ceci a été changé pour que le testateur, qui laisse plus que trois enfants âgés de moins de 25 ans, puisse avoir une exemption de \$25,000, plus \$5,000 en considérant le nombre des enfants au-dessus de trois⁴. Le mot enfant n'inclut pas ici les petits-enfants.

L'âge de 25 ans est fixé parce que, à cette époque, un jeune homme n'a pas encore terminé son éducation professionnelle. Je crois que l'exemption aura de bons effets dans une province comme la nôtre, où il y a tant de familles nombreuses. Jamais un gouvernement n'a été aussi généreux.

(Applaudissements)

M. Gault (Montréal-Saint-Georges) soulève à nouveau la question du montant de l'augmentation.

L'honorable M. McMaster (Compton): Je

peux dire, franchement, que je n'ai pas rédigé ce bill dans l'intention de faire diminuer nos revenus de façon importante.

M. Smart (Westmount): Vous ne cherchez pas un nombre accru de décès?

L'honorable M. McMaster (Compton):

Certainement pas.

M. Blain (Montréal-Dorion): Quel est le

taux en vertu de la vieille loi sur les successions de plus de \$800,000 et de moins de \$900,000?

L'honorable M. McMaster (Compton): 5 %.

M. Blain (Montréal-Dorion): Il s'agit donc d'une

augmentation de 4 % sur les successions en ligne directe. L'honorable trésorier de la province peut-il me dire quel était l'ancien taux sur les successions de plus de \$2,800,000 et de moins de \$3,000,000, laissées à une seule personne en ligne directe?

L'honorable M. McMaster (Compton): 5 %.

M. Blain (Montréal-Dorion): On voit donc

une augmentation de 9 % dans la nouvelle loi. Il me semble qu'on n'a pas fait d'erreur en ce qui concerne le côté augmentation de cette loi.

L'honorable M. McMaster (Compton):

Oui, mais vous devez vous rappeler que ces taux s'appliquent aux rangs des millionnaires.

M. Renaud (Laval): Qu'en est-il du

millionnaire qui a des enfants? Il semblerait qu'il ne reçoit aucune considération du gouvernement?

L'honorable M. McMaster (Compton): Eh!

bien, si l'on considère les conditions dans d'autres provinces ...

M. Gault (Montréal-Saint-Georges): Ah,

cela nous importe peu.

L'honorable M. McMaster (Compton):

Mon ami de l'opposition n'est peut-être pas d'accord avec nous, à l'effet que ce sont ceux qui ont le dos large qui devraient porter les fardeaux. Je peux dire que la loi consiste en des ajustements. Dans l'ensemble, nos taux sont fondés sur ceux de l'Ontario et on verra qu'ils sont à peu près les mêmes que dans les autres provinces.

Le taux au Québec est de 1 % à 10 % en ligne directe. Le taux en Ontario est le même; en Nouvelle-Écosse, le taux se situe entre 2½ % et 10 %; c'est la même chose au Nouveau-Brunswick.

M. Smart (Westmount): La même chose

que quoi?

L'honorable M. McMaster (Compton): Le même taux que celui de la Nouvelle-Écosse. Le taux à l'Île-du-Prince-Édouard se situe entre 1¼ % et 5 %; celui de la Saskatchewan se situe entre ¼ de 1 % et 16 %; celui de l'Alberta est entre ½ de 1 % et 11 % et celui de la Colombie-Britannique va jusqu'à 12 %. Donc, en ce qui concerne la ligne directe, le taux au Québec est aussi peu élevé que dans n'importe quelle autre province du dominion.

M. Smart (Westmount): Et comment nous comparons-nous à l'Ontario?

L'honorable M. McMaster (Compton): Notre taux est le même, mais la disposition prévoyant l'exemption pour les familles de plus de cinq enfants est une amélioration.

M. Gault (Montréal-Saint-Georges) pose une question concernant la surtaxe.

L'honorable M. McMaster (Compton): L'Ontario et le Québec utilisent le même taux.

M. Gault (Montréal-Saint-Georges): Il semble y avoir eu une augmentation importante à ce chapitre.

L'honorable M. McMaster (Compton): Certains ont vu leur taux augmenter, d'autres l'ont vu baisser. Il compare les taux de la surtaxe dans les autres provinces canadiennes.

M. Guertin (Hull) soulève la question des compagnies ayant des activités dans la province de Québec, dont les actions sont exemptes d'imposition, parce que leur siège social est situé à l'extérieur de la province. Il me semble, dit-il, qu'il faudrait accorder une attention particulière aux compagnies étrangères qui exploitent les ressources naturelles de la province de Québec. Ne serait-il pas dans l'intérêt public d'insister pour qu'elles établissent leur siège social à l'intérieur de la province?

L'honorable M. McMaster (Compton): Ce n'est pas une mauvaise suggestion, et j'en ai une autre aussi bonne: que tous ces bureaux soient à Hull, car nous pourrions alors percevoir des taxes sur ce qu'elles possèdent, non seulement dans la province, mais aux États-Unis également.

M. Guertin (Hull): Si l'honorable trésorier de la province (l'honorable M. McMaster) a quelque

doute à ce sujet, j'attirerais son attention sur l'importante compagnie qui est venue dans le district de Hull, pour y développer le pouvoir hydroélectrique, et qui a entrepris la construction d'ouvrages pour créer de l'emploi pour les gens de la région. La compagnie devait mettre sur pied un nouvel aménagement hydroélectrique d'importance pour cette partie de la province de Québec. Qu'est-il arrivé?

La compagnie a franchi la rivière pour établir son siège social dans la province de l'Ontario et a fait venir des gens de l'Ontario pour travailler sur le projet au Québec. Il est facile de s'imaginer l'effet d'une telle action sur les nôtres. J'ai confiance que si mon bon ami l'honorable trésorier de la province (M. McMaster) avait fait partie du cabinet à ce moment-là, il aurait prévu cette éventualité.

M. Gault (Montréal-Saint-Georges): A-t-on fait quelque chose concernant la réciprocité avec la Grande-Bretagne en matière de droits successoraux? On m'a laissé entendre qu'une action de ce genre avait été entamée il y a quelque temps.

L'honorable M. McMaster (Compton): La question n'a pas été soulevée depuis que j'ai pris les rênes de la Trésorerie provinciale, mais je comprends qu'il y a eu un échange de lettres avec lequel je n'ai pas encore eu le temps de me familiariser. Cependant, j'ai profité d'une récente visite à Toronto pour m'entretenir avec le contrôleur du revenu de l'Ontario, qui occupe les mêmes fonctions que dans cette province, la plupart des postes gouvernementaux dans les deux provinces étant similaires. On a discuté de la question de la réciprocité avec la Grande-Bretagne, mais je n'ai aucun renseignement précis à donner à l'honorable député de Montréal-Saint-Georges à ce sujet.

Je peux dire, cependant, qu'en ce qui concerne cette province, on a tenu des négociations et les parties ne semblent pas avoir été très éloignées l'une de l'autre, bien qu'elles ne se soient jamais vraiment accordées sur la question. Je vais m'en occuper.

M. Samson (Québec-Centre): Le trésorier de la province peut-il répondre à cette question: si un homme décède et laisse \$25,000 en ligne directe, il n'y a pas de droit successoral selon ces résolutions; s'il laissait une succession de \$25,100, il serait obligé de payer 1 %, le même taux que s'il avait laissé \$50,000. Est-ce exact?

L'honorable M. McMaster (Compton): Oui.

M. Samson (Québec-Centre): Il semble plutôt radical qu'il n'y ait aucune différence entre \$25,000 et \$50,000, alors que ce dernier montant constitue une augmentation de 100 % de la valeur de la succession.

L'honorable M. McMaster (Compton): Eh! bien, il fallait fixer une limite à quelque part, et nous avons décidé de la fixer à \$25,000.

M. Smart (Westmount): Je crois que la question de l'entente de réciprocité avec la Grande-Bretagne est importante. Le système actuel nuit en général à l'apport d'argent britannique dans cette province, car les taux des droits sur les biens des personnes décédées dans la mère patrie sont très élevés, et les droits successoraux ici sont élevés également. Quelqu'un d'ici qui hérite d'une fortune qui lui est léguée en Angleterre est donc exposé à payer deux taxes importantes.

Puis, il y a la question de la surtaxe. J'aimerais entendre l'explication de l'honorable trésorier sur la taxe imposée, en vertu du bill à l'étude, sur une succession de plus de \$1,000,000 léguée à un seul bénéficiaire en ligne directe.

L'honorable M. McMaster (Compton): Sur \$5,000,000 que son père lui aurait laissés, un fils serait obligé de payer 25 % de droits successoraux, c'est-à-dire, 10 % au taux ordinaire et 15 % en surtaxe.

M. Smart (Westmount): Cela semble un montant énorme.

L'honorable M. McMaster (Compton): Oh! Je crois que le monsieur serait bien content de se débrouiller avec les \$3,750,000 restants.

M. Blain (Montréal-Dorion) dit qu'il approuve la réduction des taux sur les plus petites successions et l'augmentation du montant des successions exemptées de la taxe.

Je ne crois pas, dit-il, à la générosité du gouvernement. Je crois que ce bill comporte la conscription de la richesse. Pour ne pas payer une taxe de 25 %, l'homme qui a une fortune de \$3,000,000 la divisera de son vivant à ses héritiers.

M. le président, cette hausse de taxe est injustifiable. Que le gouvernement compense par une hausse de taxe appropriée sur les grosses successions les pertes qu'il doit subir en dégrevant les petites successions, personne n'y trouve à redire, mais qu'il

en profite pour doubler ses revenus, il y a de la marge. Le gouvernement se vante d'un surplus de \$4,000,000. Si ce surplus est véritable, la hausse de taxe n'aura d'autre résultat que d'augmenter le revenu, et donc est totalement injustifiable, puisqu'un gouvernement n'administre pas pour amasser des surplus. Si la taxe est nécessaire pour l'administration de la province, c'est donc une preuve que ce prétendu surplus est une farce pour tromper le peuple. Étant certain d'avoir un surplus l'an prochain, le gouvernement ne devrait pas augmenter de 200 %, et même 300 %, la taxe sur les successions!

En plus en taxant les successions jusqu'à 35 %, le gouvernement prépare le terrain au socialisme et invite à violer les lois. Bien que je croie qu'il faille réduire les taux pour les petites successions et que l'on puisse compenser le revenu ainsi perdu en imposant des taxes sur les plus grandes successions, je ne peux m'empêcher de croire que l'honorable trésorier de la province nous propose un bill qui est entaché de socialisme. Je ne dis pas bolchevik, car en Russie, ce dernier mouvement prend tout, tandis que notre trésorier que voici ne demande que 20 % à 25 %, et il faut bien maintenir une certaine distinction.

En admettant que l'ancienne loi, avec ses exactions sur les petites successions, pouvait être injuste, cela justifie-t-il que le gouvernement, sous prétexte de remédier à la situation, édicte une loi imposant les successions de \$50,000 et plus, brandissant ce montant devant nous comme étant la limite si merveilleusement augmentée de l'exemption?

En ce qui concerne les chiffres devant nous, non seulement le gouvernement se remboursera-t-il au maximum pour sa prétendue générosité, mais il rapportera un beau gros revenu supplémentaire. Il s'agit simplement d'une autre augmentation de taxes, d'un prélèvement additionnel sur nos avoirs, que le gouvernement n'a aucun droit d'effectuer comme il le fait.

Nous devons nous rendre à l'évidence. Le principe est mauvais. Soit que le gouvernement a un surplus, comme il s'en vante invariablement, soit qu'il n'en a pas. S'il existe un surplus de revenus provinciaux, pourquoi aller chercher tout ce revenu supplémentaire? Et s'il n'y en a pas déjà, alors d'où vient ce surplus dont on se vante tant?

Le gouvernement, qui conscrit ainsi la richesse, n'aura aucune excuse d'accuser le député de Maisonneuve (M. Tremblay) et le député de Hull (M. Guertin) de bolchevisme, car le gouvernement donne un très mauvais exemple de socialisme.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): C'est vous qui l'avez imposée les premiers, cette taxe de succession. Elle date du temps des conservateurs.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): C'est vous qui l'avez combattue.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): (Souriant) Nous sommes tous des bolcheviks, alors.

M. Blain (Montréal-Dorion): Je considère que le rajustement de la taxe sur les successions est injuste. C'est une véritable spoliation, et je crois qu'elle aura pour conséquence de faire disparaître l'initiative privée et d'inciter les gens à prendre des mesures pour échapper à la loi. Quand une loi est exorbitante dans ses exigences, ceux qui en sont victimes cherchent à y échapper.

Nous verrons donc plus que jamais les riches chercher à violer la loi, et il arrivera aussi que les riches, certains de ne travailler que pour verser une grosse partie de leur fortune au gouvernement, auront moins d'initiative et seront plus enclins à dépenser de diverses manières plus ou moins recommandables leur fortune.

Quelle incitation y a-t-il dans cette loi à faire preuve d'assiduité et d'initiative ou à avoir le désir de réussir?

Les termes mêmes de la loi suffisent pour ruiner des industries, surtout celles qui ont été fondées par un seul homme, en raison de l'énorme versement en espèces exigé d'elles lors d'un changement de propriétaire par suite d'un décès, sans parler des montants que les héritiers devront verser dans les coffres du trésorier. Je prévois que nous aurons à faire face à des cas où des gens tenteront de se soustraire à cette loi.

Encore une fois, nous sommes favorables à une partie du projet, mais on augmente vraiment trop la taxe des grosses successions. En fait, le gouvernement a profité de l'occasion de réparer une injustice sociale flagrante, en diminuant les droits sur les petites successions, pour doubler et tripler la taxe générale, et partant, doubler le revenu qu'il en retire.

L'honorable M. McMaster (Compton): La province de Québec ne fait que suivre l'exemple d'Ontario. La province d'Ontario a une taxe sur les successions aussi élevée que celle que nous proposons.

Je demande à l'honorable député de Hull, qui vit à côté de l'Ontario, de nous dire si l'initiative privée est détruite dans cette province.

M. Blain (Montréal-Dorion): On pourrait emprunter à Ontario de meilleures choses que cela, mais il serait mieux inspiré de laisser les mauvaises.

Sur donations en ligne directe, la taxe monte jusqu'à 25 %, de sorte que sur \$5,000,000, en pareil cas, le gouvernement prend \$1,250,000.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): M. le président, il y a longtemps que je siége en cette Chambre. J'ai entendu invoquer les grands principes que le Parti libéral avait dans l'opposition. J'ai entendu critiquer l'imposition des taxes. Les honorables membres de la droite ont dénoncé les impôts. Il semblerait que les temps ont bien changé. Je comprends qu'ils ont évolué.

Pour revenir au projet, le gouvernement a procédé d'une étrange façon. Le gouvernement mérite qu'on le félicite sur l'habileté dont il a fait preuve dans cette affaire. Il nous a annoncé une exemption de la taxe sur les successions des familles nombreuses. Pendant des semaines, voire des mois, la presse bien pensante l'en a félicité, mais elle ignorait alors, comme nous, que le gouvernement en profiterait pour augmenter les impôts, par un autre côté.

Le gouvernement a besoin de revenus pour les besoins grandissants de la province, mais la proportion n'est pas juste. Je serais d'avis d'approuver la politique du gouvernement en exemptant les successions de moins de \$25,000, mais pour le reste, je trouve que c'est exagéré. Je comprends que l'argent perçu des successions sera utile, s'il est bien employé, mais il faut tenir compte du travail que se sont imposé ceux qui ont acquis des fortunes.

Leurs héritiers devront continuer les opérations, développer les organisations qui leur auront été laissées. Le tour que l'on joue au gouvernement et au trésorier de la province, en plusieurs cas, va se répéter et devenir de plus en plus alarmant pour le gouvernement.

Le bill nuit à l'initiative et il y aura de nombreuses personnes qui tenteront d'échapper à la loi. Il y a des hommes qui, ayant l'expérience voulue dans les affaires, font des donations à leurs enfants quatre ou cinq ans avant leur mort, de façon à empêcher le gouvernement de puiser dans leurs successions.

Ils pourraient bien arranger leurs affaires de manière à empêcher cela. De plus, comme les riches sont en meilleure position que leurs pairs, quand il s'agit de se tirer d'affaire, ils trouveraient sans doute aussi d'autres façons de contourner la loi. Pour ma part, je considère qu'il y a du bon dans le projet, mais il y a aussi exagération.

La taxe sera accrue de 170 %. Les petites successions exigent de la part du gouvernement un

personnel nombreux, et le coût de revient de la taxe de ce chef est très élevé.

Le gouvernement a été habile. Il a laissé proclamer par les journaux que le gouvernement allait dégrever les petites successions. Il le fait, mais simplement comme moyen pour taxer lourdement les grosses successions, et ce, quand il accuse de gros surplus déjà, surplus qui indiquent qu'il n'aurait pas besoin de nouveaux revenus.

M. Gault (Montréal-Saint-Georges): Est-ce que les successions qui paient la taxe sont nombreuses?

L'honorable M. McMaster (Compton): Sur 13,500 successions⁵ qui ont fait rapport, l'an dernier, 10,400 n'ont pas été taxées. En d'autres mots, 80 % des successions ne paient pas d'impôts. Sur ce nombre, 20 % ont dû payer des droits en vertu de la loi alors en vigueur, où seules les fortunes moindres de \$15,000 étaient exemptées de la taxe.

Cette année, en vertu de la nouvelle loi, sur un nombre semblable, seulement, 10 % paieraient des taxes. Cela signifie que dorénavant, avec un nombre moindre, un personnel moins considérable et des frais considérablement diminués, le gouvernement retirera beaucoup plus. Le revenu réel proviendra de la succession des personnes vraiment riches.

Les résolutions sont adoptées.

Résolutions à rapporter:

Le comité fait rapport qu'il a adopté plusieurs résolutions, lesquelles sont lues deux fois et adoptées sur division par la Chambre.

Il est ordonné que lesdites résolutions soient renvoyées au comité plénier chargé d'étudier le bill 26 modifiant la loi des droits sur les successions.

L'honorable M. McMaster (Compton) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 26 modifiant la loi des droits sur les successions soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité plénier.

Loi électorale

M. Guertin (Hull) propose, appuyé par le représentant de Montréal-Dorion (M. Blain), que l'ordre du jour appelant la motion: Que le bill 188

modifiant la loi électorale de Québec soit inscrit au *Feuilleton* pour étude en comité plénier soit révoqué et que le bill soit retiré.

Adopté. Le bill est retiré.

Société Saint-Jean-Baptiste de Québec

M. Drouin (Québec-Est) propose, appuyé par le représentant de Beauce (M. Fortin), que l'honoraire payé pour le bill 139 modifiant la charte de la Société Saint-Jean-Baptiste de Québec soit remis, moins les frais d'impression et de traduction, vu que ce bill a pour objet l'expansion d'œuvres de bienfaisance publique et patriotique.

Adopté.

Les sœurs de la Visitation Sainte-Marie de Lévis

M. Roy (Lévis) propose, appuyé par le représentant de Montréal-Saint-Louis (M. Bercovitch), que l'honoraire payé pour le bill 101 constituant en corporation les sœurs de la Visitation Sainte-Marie de Lévis soit remis, moins les frais d'impression et de traduction, vu que ce bill a pour objet de favoriser l'expansion d'œuvres de bienfaisance publique.

Adopté.

The St. Ansgar's Danish Evangelical Lutheran Church

M. Smart (Westmount) propose, appuyé par le représentant de Montréal-Saint-Georges (M. Gault), que l'honoraire payé pour le bill 107 constituant en corporation St. Ansgar's Danish Evangelical Lutheran Church soit remis, moins les frais d'impression et de traduction, vu que ce bill a pour objet des œuvres religieuses.

Adopté.

The Christian and Missionary Alliance in Quebec

M. Smart (Westmount) propose, appuyé par le représentant de Montréal-Saint-Georges (M. Gault), que l'honoraire payé pour le bill 124 constituant en corporation Christian and Missionary Alliance in Quebec soit remis, moins les frais d'impression et de traduction, vu que ce bill a pour objet des œuvres religieuses.

Adopté.

Loi des statistiques judiciaires

L'honorable M. David (Terrebonne) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 58 modifiant la loi des statistiques judiciaires.

Adopté. Le comité, ayant étudié le bill, en fait rapport sans amendement.

L'honorable M. David (Terrebonne) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Loi des habitations salubres

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 209 modifiant la loi des habitations salubres⁶.

Adopté.

En comité⁷:

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): J'ai déjà expliqué qu'il s'agit de permettre aux municipalités de faire vendre par leurs secrétaires-trésoriers les maisons salubres abandonnées par leurs propriétaires. Je crois que le système pour la construction des maisons salubres est mauvais économiquement. Il nous a été proposé pendant la guerre. Nous l'avons accepté, mais il a causé de gros ennuis à des municipalités.

M. Guertin (Hull): Est-ce que les municipalités n'ont pas demandé plus que ce que le gouvernement leur accorde?

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Nous leur accordons ce projet de loi et elles seront très satisfaites, je crois.

M. Guertin (Hull): Le gouvernement aurait dû être plus libéral. Il y a des municipalités qui sont très embarrassées. Le gouvernement aurait dû leur venir en aide.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): L'honorable député de Hull a le nom d'une ville sur

les lèvres. Il ne l'a pas nommée et il a bien fait. Il vaut mieux ne pas amener cette ville dans ce débat.

M. Guertin (Hull): L'honorable premier ministre consentira-t-il à parler de cette ville, privément?

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Certainement. C'est toujours un plaisir de causer avec l'honorable député.

Les articles 1 et 2 sont adoptés.

Le comité, ayant étudié le bill, en fait rapport sans amendement.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

La Chambre suspend ses travaux à 6 heures.

Reprise de la séance à 8 h 40

Fraude dans les transactions de valeurs mobilières

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité plénier pour prendre en considération un projet de résolutions relatives au bill 3 pour prévenir la fraude dans les transactions se rapportant aux valeurs mobilières.

Adopté.

Il informe alors la Chambre qu'il est autorisé par Son Honneur le lieutenant-gouverneur à soumettre ledit projet de résolutions et que Son Honneur en recommande la prise en considération.

En comité:

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) propose: 1. Que le lieutenant-gouverneur en conseil pourra faire, modifier, remplacer et abroger des tarifs de droits et honoraires, payables lors de l'accomplissement de tout acte qui devra être fait par le secrétaire de la province, par le département qu'il préside ou par un officier de ce département, ou par

une personne quelconque, en vertu de la loi qui accompagne les présentes résolutions, et qu'il pourra adopter, et, de temps à autre, modifier, changer ou abroger les règlements non incompatibles avec la loi qui accompagne les présentes résolutions, pour l'exécution des dispositions d'icelle, pour sa plus efficace administration, afin de prévenir la fraude dans le commerce des valeurs mobilières, soit à la bourse, soit ailleurs dans la province, et pour tout autre objet indiqué dans ladite loi; et que tous ces règlements, ainsi que les modifications, changements ou abrogations d'iceux, deviendront en vigueur, dès leur publication dans la *Gazette officielle de Québec*, à tous égards, comme s'ils étaient édictés dans la loi qui accompagne les présentes résolutions.

2. Que le lieutenant-gouverneur en conseil pourra nommer un officier spécial appelé "registraire" et les autres officiers et employés jugés nécessaires pour mettre à exécution les dispositions de la loi qui accompagne les présentes résolutions, aux salaires qu'il lui plaira de fixer, et que tous ces salaires devront être payés à même le fonds consolidé du revenu.

M. le président, ce projet de loi n'est pas nouveau. Ce bill a été présenté l'an dernier, mais il a été retiré par le gouvernement, afin qu'il soit mieux étudié et pour permettre au public de se renseigner de façon plus complète. Je n'apprendrai rien de nouveau à la Chambre en disant que, depuis quelques mois, il est survenu des désastres qui ont atteint notre population de façon très sensible.

Nous avons été témoins de malheurs qui ont affecté profondément notre population. Il y eut de nombreux krachs financiers. Un grand nombre de courtiers ont eux-mêmes été atteints, et c'est le cas de dire: "Ils ne mouraient pas tous, mais tous étaient frappés." Nous avons assisté à faillites après faillites, et des procédures ont suivi l'une après l'autre.

Notre province n'a cependant pas été la seule à être éprouvée. Non seulement chez nous, mais de l'Atlantique au Pacifique, nous avons vu des procédures criminelles intentées contre des courtiers qui sont encore, pour un certain nombre, devant les tribunaux.

L'opinion publique s'est émue avec raison. Les gouvernements des provinces de l'Ouest ont invité ceux de l'Est à se réunir à Toronto, pour préparer une loi uniforme et conforme aux lois civiles de chaque province dans tout le pays.

On croyait arrêter par cette législation, sinon la spéculation à laquelle le public se livre peut être trop facilement, mais la fraude et l'exploitation. Cette

loi, fondée sur la législation déjà adoptée dans d'autres pays, sera de nature à écarter les grands désastres financiers qui ont éprouvé notre population.

Une conférence a eu lieu à Toronto, il y a quelques semaines, Messieurs. Elle dura une semaine et des compétences de tout le pays discutèrent un projet de législation. Québec y était représenté et ce bill est le résultat de la conférence et de ces études. S'il ne peut mettre fin aux abus et aux désastres, j'espère que ce projet de loi pourra au moins rendre notre population plus prudente et rendre les courtiers plus prudents.

Ce bill est volumineux et nous voulons étudier cette législation importante avec tout le soin nécessaire. Le gouvernement sera heureux de recevoir toutes les suggestions que voudra bien lui faire le public, les intéressés et, plus particulièrement, les membres de la Chambre, dans le but de rendre la loi meilleure. Nous ne tenons à aucune clause particulièrement de ce bill, mais nous voulons une bonne loi, une loi sévère mais juste, qui permettra les opérations de bourses faites honnêtement, tout en évitant la fraude et en protégeant l'épargne populaire.

Les différentes dispositions seront mieux exposées lors de l'examen du bill, mais je peux peut-être vous donner une idée générale de son contenu.

La première partie du bill contient des données préliminaires. À la page 4, il est dit que tout courtier qui voudra vendre des valeurs devra se faire enregistrer et faire connaître les noms de ses vendeurs qui vont traverser le pays pour faire le commerce des valeurs mobilières. La loi dit aussi que tout courtier qui vend des valeurs doit donner une garantie à la province pour la protection de la population au sein de laquelle il fait des transactions. Il devra aussi fournir un cautionnement.

Sur demande, ou *proprio motu*, le procureur général pourra faire une enquête sur demande ou de sa propre initiative, sur les opérations d'un courtier. Si cette enquête révèle des opérations douteuses ou malhonnêtes, le procureur général pourra suspendre le courtier pendant 10 jours. Après cela, à l'expiration des 10 jours, le lieutenant-gouverneur pourra soumettre le cas à un juge de la Cour supérieure, et celui-ci pourra émettre une injonction et annuler la licence à ce dernier.

La loi pourvoit aussi à ce que des inspecteurs soient nommés pour visiter et inspecter les bureaux de courtiers. Ceux-ci devront se soumettre à l'inspection par un inspecteur licencié. Les courtiers devront tenir un registre de leurs opérations; des achats et des ventes, ainsi que des heures de ces

achats et de ces ventes. Tout registre doit être accessible au gouvernement, tant aux bourses des valeurs qu'aux bureaux des courtiers.

Je suis convaincu que, si cette loi avait existé il y a quelques années, les récents désastres qui sont arrivés auraient pu être évités. Je ne puis dire c'est une bonne loi, mais elle est le résultat des délibérations de plusieurs semaines d'une consultation d'une semaine de la part de toutes les provinces canadiennes, sauf une, je crois; selon ce que je comprends, toutes les provinces sont prêtes à l'édicter. J'espère qu'Ottawa fera à son tour une loi, de sorte que toutes les compagnies à charte fédérale seront traitées de la même façon.

Le bill est très long, et je demande qu'il soit référé au comité des bills publics, afin qu'on puisse y consacrer le meilleur de nos énergies et de notre intelligence, pour qu'on puisse faire une étude approfondie de cette loi si importante qui, je l'espère, mettra fin à un système qui a évolué au grand détriment de la population, et servira comme moyen de protection pour l'épargne et dans l'intérêt général de la province de Québec et de sa population.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Ce n'était pas l'intention de l'opposition, M. le président, de discuter le bill, mais nous avons certains renseignements à demander au gouvernement.

Après l'exposé qui nous a été donné par l'honorable procureur général, tout ce que je peux dire, c'est que je reconnais la nécessité d'une telle loi dans la province de Québec.

Je crois qu'on a discuté de la promulgation d'une loi semblable il y a cinq ou six ans, dans le but de prévenir la fraude et la malhonnêteté, et de protéger le public d'un sérieux danger. Mais plus récemment, depuis le krach de la Bourse, le gouvernement a pris des procédures contre certains courtiers, et il s'est montré excessivement sévère dans certains cas.

Je prétends que des procédures ont été prises contre certains courtiers qui, même après la vérification de leurs livres, auraient pu rencontrer leurs obligations. On a saisi leurs biens et exposé leurs clients à des pertes sérieuses. Je demande donc au procureur général de quels moyens il dispose actuellement pour prévenir la fraude, sur le marché boursier et ailleurs. L'honorable procureur général nous a dit qu'il y a eu des faillites. En effet, il y en a eu beaucoup.

Mais, si mes renseignements sont exacts, il y a eu des faillites forcées par certains intéressés qui cherchaient de gros honoraires. Je crois que les victimes de ces procédures étaient en mesure de

rencontrer leurs obligations, mais elles ont été acculées à la ruine ainsi que les actionnaires. Je cherche donc à m'informer des pouvoirs du gouvernement en matière d'enquête, de saisie, d'emprisonnement ou de menaces d'emprisonnement. Je ne dis pas que toutes ces choses ont été faites par le procureur général, mais j'aimerais savoir quels seront au juste les pouvoirs nouveaux qui autorisent de telles procédures?

L'honorable M. Taschereau (Montmorency):
Je dois dire à l'honorable chef de l'opposition...

(Rires)

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Certainement.
(Rires)

L'honorable M. Taschereau (Montmorency):
Oui, effectivement.

Je demande pardon à l'honorable député des Deux-Montagnes de lui donner le titre. Mais, il y a 15 ans⁸ que je vois mon honorable ami devant moi et "chassez le naturel, il revient au galop". Je trouve difficile de le dissocier de ce titre. C'est difficile.

(Rires)

D'ailleurs, je suis presque forcé d'appeler l'honorable député des Deux-Montagnes chef de l'opposition, car l'autre ne vient pas souvent.

Pour répondre à l'honorable député des Deux-Montagnes (M. Sauvé), à moins qu'on ne m'informe du ou des cas auxquels il fait référence... Le député des Deux-Montagnes peut-il me citer un cas en particulier? Quant aux pouvoirs actuels, il n'y a aucune loi pour autoriser les procédures qui ont été prises mais le Code criminel y pourvoit.

Mon honorable ami semble croire que des procédures sévères ont été prises par le procureur général. Toutes les procédures n'ont pas été prises par le procureur général, mais par des citoyens. Dans la majorité des cas, les plaintes ont été portées par des créanciers, devant les tribunaux criminels. Ceux-ci ont droit de faire faire faillite à un courtier. Ils ont droit aussi d'aller devant un juge. Lorsque celui-ci, après avoir entendu les dépositions, juge à propos d'émettre un mandat, le procureur général doit intervenir et exécuter ce mandat. et ce sont les juges qui ordonnent la saisie des livres. Il est arrivé aussi que ces mandats avaient été émis dans d'autres provinces, puis sont devenus exécutoires, sur un visa d'un magistrat, dans notre province.

Le procureur général n'a pris aucune procédure vexatoire. Nous n'avons mis personne en faillite. Nous n'avons fait aucune demande en

faillite. Si monsieur Untel a été ruiné, ce n'est certainement pas de notre faute. Il est probable que la vaste majorité de courtiers qui ont fait faillite l'ont fait de leur propre gré. Des créanciers pouvaient réclamer la faillite, et des courtiers s'y sont mis de leur plein gré. Je peux assurer le député, la Chambre et le public que nous n'avons aucun intérêt à mettre des gens en faillite. C'est toujours un désastre, tant pour le courtier que pour son client. Mais n'importe qui peut demander la faillite d'un courtier... Mais quand les procédures ont été prises, le procureur général croit qu'il est de son devoir de mettre au service de ceux qui les ont prises la machinerie du gouvernement. Cependant, il est de notre devoir de nous assurer que le public bénéficie d'une protection maximale contre tout désastre futur.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Le procureur général a mal compris. Je lui ai demandé comment on a procédé. Je sais que certains courtiers ont été arrêtés sans avertissement.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Nous n'avons pas l'habitude d'envoyer des invitations.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Je le comprends, mais je maintiens qu'il y a eu des injustices commises, qu'il y a eu des cas où des hommes ont passé la nuit en prison.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Qui a fait cela?

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Certaines gens, et avec la permission du procureur général. Je ne discuterai pas la chose aujourd'hui, mais la semaine prochaine.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Si l'honorable député veut me donner les noms, je serai heureux de lui donner des renseignements.

M. Blain (Montréal-Dorion): Je suis d'accord avec tous ceux qui ont dit que le public et les cultivateurs de cette province ont besoin d'être protégés. Nous ne comprenons absolument pas pourquoi ils se laissent séduire par des propositions d'enrichissement rapide. Cependant, dans les villes, ce sont des bureaux de courtage qui sont responsables des pertes encourues. Mais, M. le président, il ne faut pas s'emballer, parce qu'il y a eu un krach à la Bourse l'automne dernier, suivi d'une agitation générale. Mais ce n'est pas une raison pour recourir aux mesures extrêmes. Ce n'est pas le premier, et ce ne

sera probablement pas le dernier. Toutes les faillites n'étaient pas justifiables, et je suis persuadé que, dans certains cas, on a agi avec une extrême rigueur.

Ce qu'il nous faut, c'est une loi juste et raisonnable qui protège réellement le public. L'on ne doit pas exagérer les mesures, de crainte de précipiter d'autres faillites inutiles, car nous en avons trop eu. Il se produit des périodes de prospérité et de mauvaises affaires. L'honorable procureur général nous a parlé de courtiers qui ont été ruinés. Un grand nombre a été ruiné à l'automne et beaucoup ont été ruinés depuis janvier, ce qui ne veut pas dire qu'il n'y aura plus de faillites.

On a assisté, il n'y a pas si longtemps, à une véritable épidémie de faillites dans les métiers du bâtiment. Le gouvernement a-t-il pris des mesures drastiques à ce moment-là? Non. Pourquoi? N'est-ce pas parce que ce genre de chose est cyclique? Ce n'est rien de nouveau que la parabole des sept vaches grasses et des sept vaches maigres. La population est très agitée, mais tout ce qu'il faut, c'est faire face à la situation et tenter à nouveau de réussir. Mais j'attire l'attention du procureur général sur des arrestations injustifiées et des faillites forcées. Je connais d'autres cas d'arrestations...

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Pourriez-vous en citer un?

M. Blain (Montréal-Dorion): Non, je parle de façon générale. Je sais des cas où des agents du procureur général sont allés chez les courtiers et, après leur avoir signifié qu'ils n'étaient pas obligés de parler, leur ont dit que s'ils parlaient tout serait réglé. Des poursuites ont été prises ensuite avec tout ce qu'on peut imaginer. Selon moi, il y a certains cas où les courtiers ont causé le désastre et ont été responsables de leurs propres faillites, mais dans d'autres cas, ils y ont été forcés de faire faillite par un trop grand déploiement de zèle de la part de certaines gens.

Les résolutions sont adoptées.

Résolutions à rapporter:

Le comité fait rapport qu'il a adopté plusieurs résolutions, lesquelles sont lues deux fois et adoptées par la Chambre.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 3 pour prévenir la fraude dans les transactions se rapportant

aux valeurs mobilières soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

Renseignements à donner par les compagnies

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 29 concernant les renseignements qui doivent être fournis par les compagnies soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

Commission des services publics

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité plénier pour prendre en considération un projet de résolution relative au bill 216 modifiant la loi de la Commission des services publics.

Adopté.

Il informe alors la Chambre qu'il est autorisé par Son Honneur le lieutenant-gouverneur à soumettre ledit projet de résolution et que Son Honneur en recommande la prise en considération.

En comité:

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) propose: Que le salaire du secrétaire de la Commission des services publics pourra être fixé par le lieutenant-gouverneur en conseil à la somme de quatre mille dollars, au lieu de la somme de trois mille dollars mentionnée à l'article 22 de la loi de la Commission des services publics (Statuts refondus, 1925, chapitre 17).

Résolutions à rapporter:

Le comité fait rapport qu'il a adopté une résolution, laquelle est lue deux fois et adoptée par la Chambre.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) demande la permission de présenter le bill 216 modifiant la loi de la commission des services publics.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) propose que le bill soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Subsides

L'honorable M. McMaster (Compton) propose, selon l'ordre du jour, que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil pour que la Chambre se forme de nouveau en comité des subsides.

Adopté.

En comité:

L'honorable M. McMaster (Compton) propose:

1. Qu'un crédit n'excédant pas cinq mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour publication de cartes et brochures, pour l'exercice finissant le 30 juin 1931.

Adopté.

2. Qu'un crédit n'excédant pas trente mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour l'immigration, la colonisation et la publicité, pour l'exercice finissant le 30 juin 1931.

Adopté.

3. Qu'un crédit n'excédant pas trois cent mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour la pêche, la chasse et la pisciculture, pour l'exercice finissant le 30 juin 1931.

Adopté.

4. Qu'un crédit n'excédant pas vingt mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour l'amélioration et l'entretien des parcs, pour l'exercice finissant le 30 juin 1931.

Adopté.

5. Qu'un crédit n'excédant pas douze mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour commission sur perception de royauté et de licences de pêche et de chasse, pour l'exercice finissant le 30 juin 1931.

Adopté.

6. Qu'un crédit n'excédant pas quinze mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour l'Association de la protection de la chasse et de la pêche: octroi, pour l'exercice finissant le 30 juin 1931.

Adopté.

7. Qu'un crédit n'excédant pas vingt mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour aide à l'industrie des animaux à fourrure, pour l'exercice finissant le 30 juin 1931.

Adopté.

Résolutions à rapporter:

Le comité fait rapport qu'il a adopté plusieurs résolutions et demande la permission de siéger de nouveau. Lesdites résolutions sont lues deux fois et adoptées.

La séance est levée à 10 heures.

NOTES

1. Il est alors 3 h 15, selon *L'Événement* du 21 mars 1930, à la page 3.

2. La séance continue à 3 h 30, selon *L'Événement* du 21 mars 1930, à la page 3.

3. Dans la séance du 6 mars 1930, des points d'ordre avaient été soulevés parce que le ministre de l'Agriculture (l'honorable M. Perron) avait affirmé que le député de Laval (M. Renaud) était millionnaire.

4. "De plus, nous accordons une exemption de \$5,000 par enfant n'ayant pas plus de 25 ans, pour les familles de plus de cinq enfants", selon *L'Événement* du 21 mars 1930, à la page 10.

5. \$15,500, selon *La Presse* du 21 mars 1930, à la page 18.

6. Le sous-ministre Oscar Morin, du département des Affaires municipales, vient s'asseoir à côté du premier ministre.

7. Le comité se réunit sous la présidence de M. Dugas (Joliette).

8. 25 ans, selon *The Montreal Daily Star*.

Séance du vendredi 21 mars 1930

Présidence de l'honorable T.-D. Bouchard

La séance est ouverte à 3 h 30.

Prière.

M. l'Orateur: À l'ordre Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

Rapports de comités:

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le vingt-sixième rapport du comité permanent des bills publics en général. Voici le rapport:

Votre comité a décidé de rapporter, sans amendement, les bills suivants:

- bill 52 modifiant la loi de la Législature;
- bill 60 modifiant la loi des cités et villes;
- bill 169 modifiant les articles 1220 et

2144 du Code civil relativement à certains écrits faits hors de la province de Québec.

Et, avec amendements, le bill suivant:

- bill 196 remplaçant les articles 75 et 760 du Code municipal.

**Loi
des assurances**

L'honorable M. McMaster (Compton) demande la permission de présenter le bill 66 modifiant la loi des assurances de Québec.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

**Loi de
l'inspection des hôtels**

L'honorable M. McMaster (Compton) demande la permission de présenter le bill 72 modifiant la loi de l'inspection des hôtels.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

**Loi des
liqueurs alcooliques**

L'honorable M. McMaster (Compton) demande la permission de présenter le bill 220 modifiant la loi des liqueurs alcooliques.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

**Pont
à Caughnawaga**

L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay) demande la permission de présenter le bill 207 modifiant la loi concernant la construction et l'entretien d'un pont sur le fleuve Saint-Laurent à Caughnawaga.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

**Loi
électorale**

M. Guertin (Hull) demande la permission de présenter le bill 166 modifiant la loi électorale de Québec.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

**Syndics de
Saint-Philippe-de-La-Reine**

M. Authier (Abitibi) propose, appuyé par le représentant de Bonaventure (M. Côté), que toutes les règles se rapportant aux avis, à la présentation, à la réception et à l'examen des pétitions, ainsi qu'à l'examen et à la lecture des bills privés soient suspendues; qu'il lui soit permis de présenter la pétition des syndics de la paroisse de Saint-Philippe de La Reine, demandant la ratification d'un acte de cotisation; que cette pétition soit lue et reçue à la présente séance; que l'article 498 du Règlement soit suspendu; qu'il lui soit permis de présenter le bill 160 concernant les syndics de la paroisse de Saint-Philippe-de-La-Reine, comme s'il avait été déposé dans les délais prescrits par l'article 497 dudit Règlement et que ce bill soit maintenant lu une première fois.

Présentation et lecture de pétitions:

En conséquence, la pétition des syndics de la paroisse de Saint-Philippe-de-La-Reine, demandant la ratification d'un acte de cotisation est présentée, lue et reçue par la Chambre.

M. Authier (Abitibi) demande la permission de présenter le bill 160 concernant les syndics de la paroisse de Saint-Philippe-de-La-Reine.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

Dépôt de documents:**Rapport du
Bibliothécaire de la Législature**

M. l'Orateur: J'ai l'honneur de déposer sur le bureau de la Chambre le rapport du Bibliothécaire de la Législature de Québec, janvier à décembre 1929. (Document de la session no 63)

**Droits civils
de la femme**

L'honorable M. Taschereau (Montmorency):
M. l'Orateur, avant de passer à l'ordre du jour, j'ai l'honneur de présenter à la Chambre le deuxième rapport de la Commission des Droits civils de la femme, Québec, 15 mars 1930. (Document de la session no 48a).

C'est un rapport très bien fait et qui explique les conclusions du premier rapport.

**L'Oeuvre
Notre-Dame-du-Bon-Conseil**

M. Drouin (Québec-Est) propose, appuyé par le représentant de Beauce (M. Fortin), que l'honoraire payé pour le bill 106 constituant en corporation l'Oeuvre Notre-Dame-du-Bon-Conseil, à Québec soit remis, moins les frais d'impression et de traduction, vu que ce bill a pour objet de favoriser la propagation d'un culte religieux et l'expansion d'œuvres de bienfaisance publique.

Adopté.

**Loi
des cités et villes**

M. Thurber (Chambly) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 197 modifiant la loi des cités et villes.

Adopté. Le comité, ayant étudié le bill, en fait rapport sans amendement.

M. Thurber (Chambly) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

**Imposition
de certaines taxes**

M. Dugas (Joliette) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 194 modifiant l'article 700 du Code municipal relativement à l'imposition de certaines taxes.

Adopté. Le comité, ayant étudié le bill, en fait rapport sans amendement.

M. Dugas (Joliette) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

**Indemnisation
des possesseurs de moutons**

M. Delisle (Chicoutimi) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 199 remplaçant la loi de l'indemnisation des possesseurs de moutons soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

**Loi
des dentistes**

M. Lemieux (Gaspé) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 167 modifiant la loi des dentistes de Québec soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

**Loi
de pharmacie**

M. Drouin (Québec-Est) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 168 modifiant la loi de pharmacie de Québec soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

Assurance des véhicules automobiles

M. Cantin (Saint-Sauveur) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 173 modifiant les Statuts refondus, 1925, relativement à l'assurance des véhicules automobiles soit maintenant lu une deuxième fois.

Il s'agit d'obliger les automobilistes à s'assurer contre les accidents aux personnes et à la propriété. Si ce bill est adopté, les propriétaires d'automobiles devront s'assurer pour au moins une somme de \$5,000 par personne, et jusqu'à concurrence de \$10,000 pour les autres personnes qu'ils pourraient tuer ou blesser.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) suggère que la mesure soit adoptée sur division et soit examinée par le comité des bills publics.

Adopté sur division. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

Loi des assurances

L'honorable M. McMaster (Compton) propose, selon l'ordre du jour et appuyé par le représentant de Drummond (l'honorable M. Laferté), que la Chambre, à sa prochaine séance, se forme en comité plénier pour prendre en considération un projet de résolutions relatives au bill 66 modifiant la loi des assurances de Québec.

Adopté.

Pont à Caughnawaga

L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay) propose, selon l'ordre du jour et appuyé par le représentant de Montmorency (l'honorable M. Taschereau), que la Chambre, à sa prochaine séance, se forme en comité plénier pour prendre en considération un projet de résolutions relatives au bill 207 modifiant la loi concernant la construction et l'entretien d'un pont sur le fleuve Saint-Laurent à Caughnawaga.

Adopté.

Salaire minimum des femmes

L'honorable M. Galipeault (Bellechasse) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 200 modifiant la loi du salaire minimum des femmes soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité plénier.

L'honorable M. Galipeault (Bellechasse) propose que la Chambre se forme immédiatement en ledit comité.

Adopté.

En comité¹:

Le comité étudie l'article 1 qui se lit comme suit:

"1. L'article 2 de la loi du salaire minimum des femmes (Statuts refondus, 1925, chapitre 100) tel que modifié par la loi 16 George V, chapitre 33, est remplacé par le suivant:

"2. Il est loisible au lieutenant-gouverneur en conseil de créer, sous la direction du ministre des Travaux publics et du Travail, une commission composée de quatre membres. Ceux-ci, dont l'un désigné comme président, sont nommés par le lieutenant-gouverneur en conseil durant bon plaisir. L'un de ces membres peut être une femme. Trois membres de la commission forment le quorum."

L'honorable M. Galipeault (Bellechasse):

Le but du projet est de donner au lieutenant-gouverneur en conseil le droit de nommer les membres de la Commission du salaire minimum des femmes, qui sera maintenant permanente.

De plus, nous donnons à la Commission le privilège de rendre des ordonnances sur le nombre d'heures de travail. Enfin, nous augmentons de \$50 à \$100 la pénalité des patrons qui ne se conformeront pas à la loi. C'est un nouveau pas dans la bonne voie.

M. Guertin (Hull): Oui, et l'honorable ministre mérite d'être félicité du souci qu'il montre à protéger les femmes obligées par les conditions de la vie à aller travailler en dehors de leurs foyers.

L'honorable ministre des Travaux publics et du Travail (l'honorable M. Galipeault) assure plus d'efficacité à la Commission du salaire minimum des femmes.

L'honorable M. Galipeault (Bellechasse): La Commission sera composée de quatre membres, dont l'un pourra être une femme.

M. Guertin (Hull): Est-ce qu'on ne devrait pas donner cinq membres à la commission? Un nombre impair donne toujours plus de satisfaction, au cas de différends.

L'honorable M. Galipeault (Bellechasse): Je dois dire à l'honorable député que la Commission a fait un excellent travail. La commission a déjà rendu un service remarquable à la cause de la femme travailleuse. Son travail sera encore plus efficace lorsqu'on lui donnera ce nouveau pouvoir.

M. Guertin (Hull): Combien y a-t-il de membres dans la commission?

L'honorable M. Galipeault (Bellechasse): Trois. Je n'ai aucune objection à laisser le nombre des membres à trois.

M. Guertin (Hull): Quel est le salaire des commissaires?

L'honorable M. Galipeault (Bellechasse): Le président touche un traitement de \$3,000. Les autres ne reçoivent que leurs dépenses de voyage.

M. Guertin (Hull): Est-ce qu'il y a eu des poursuites de prises contre des patrons?

L'honorable M. Galipeault (Bellechasse): Il n'y a eu que des menaces de poursuites. Les patrons, surtout les Canadiens, se sont admirablement conformés à la loi du salaire minimum des femmes.

M. Guertin (Hull): Je remercie l'honorable ministre des Travaux publics et du Travail de ses renseignements. La Chambre regrettera vivement son départ, si vraiment il nous quitte.

L'honorable M. Galipeault (Bellechasse): Je remercie l'honorable député de Hull de ses bonnes intentions.

Cet article est amendé et se lit alors comme suit:

"1. L'article 2 de la loi du salaire minimum des femmes (Statuts refondus, 1925, chapitre 100) tel que modifié par la loi 16 George V, chapitre 33, est remplacé par le suivant:

"2. Il est loisible au lieutenant-gouverneur en conseil de créer, sous la direction du ministre des Travaux publics et du Travail, une commission composée de quatre membres. Ceux-ci, dont l'un désigné comme président, sont nommés par le lieutenant-gouverneur en conseil durant bon plaisir. L'un de ces membres peut être une femme. Deux membres de la commission forment le quorum."

L'amendement est adopté.

L'article 1, ainsi amendé, est adopté.

Les articles 2 et 3 sont adoptés.

Le comité étudie l'article 4 qui se lit comme suit:

"4. L'article 12 de ladite loi est remplacé par le suivant:

"12. Tout patron qui contrevient à une ordonnance de la Commission en ce qui regarde les salaires ou les heures de travail, après que celle-ci est en vigueur, encourt une pénalité n'excédant pas cent dollars pour chaque infraction, recouvrable sur conviction sommaire devant toute cour de juridiction compétente."

L'honorable M. Galipeault (Bellechasse) Cette commission a le pouvoir de fixer les heures d'ouvrage. On nous a représenté que certains patrons consentaient à augmenter les salaires, mais qu'ils augmentaient en même temps les heures d'ouvrage. La commission préviendra ces abus.

L'article 4 est adopté.

L'article 5 est adopté.

Le comité, ayant étudié le bill, fait rapport qu'il l'a adopté avec certains amendements. Les amendements sont lus deux fois et adoptés.

L'honorable M. Galipeault (Bellechasse) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Code municipal, article 423

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 17 modifiant l'article 423 du Code municipal.

Adopté. Le comité, ayant étudié le bill, en fait rapport sans amendement.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Juridiction du district judiciaire d'Arthabaska

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 215

accordant juridiction concurrente au tribunal du district judiciaire d'Arthabaska sur certains cantons dans les districts électoraux de Richmond et de Wolfe soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

Loi des vues animées

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 211 modifiant la loi des vues animées, soit maintenant lu une deuxième fois.

En vertu de la nouvelle loi, la publicité dans les quotidiens et les hebdomadaires sera soumise au même contrôle que les affiches paraissant sur les panneaux publicitaires et les façades des théâtres.

L'an dernier, nous avons présenté une loi au sujet de la censure des films et des affiches de cinéma. Elle a été adoptée à l'unanimité. Mais on nous a représenté que certains théâtres faisaient passer certaines gravures, qui étaient censurées, comme affiches paraissant comme annonces dans les journaux. Un grand nombre d'annonces de ce genre ont fait l'objet de plaintes au cours de la dernière année, et on a décidé que cette censure d'une plus grande portée était devenue nécessaire.

Le présent bill a pour objet de décréter que les vignettes qui apparaîtront dans les journaux, pour annoncer les vues animées, devront avoir été approuvées par la censure. Les censeurs peuvent maintenant empêcher dans les journaux la publication des affiches qui ont été censurées.

M. Blain (Montréal-Dorion)²: Est-ce qu'on ne pourrait pas étendre aussi la censure aux revues?

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Votre suggestion a certainement du bon, mais cela regarde un autre article³. Nous étudions actuellement le cas des journaux. On nous a dit que ces images paraissaient surtout dans des journaux du dimanche. Je crois que nous devrions nous borner pour le présent aux annonces de journaux.

M. Guertin (Hull): Et des circulaires distribuées de porte à porte dans les villes? Elles sont aussi préjudiciables aux coutumes et aux mœurs de la population que les annonces qui peuvent paraître dans la presse quotidienne et hebdomadaire. Ces annonces aussi devraient être soumises au bureau de censure, avant d'être distribuées.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Les yeux sont les pires agents. Nous ne pouvons contrôler toute la littérature théâtrale. Il serait difficile de régir les circulaires et, de plus, celles-ci présentent un danger beaucoup moins grave pour les mœurs publiques que les grandes annonces dans les journaux.

Dorénavant, seules les reproductions d'affiches censurées ou les scènes de film approuvées par le bureau de censure du Québec peuvent être publiées dans la presse quotidienne et hebdomadaire. Nous croyons que c'est un pas de plus dans la bonne voie. S'il y avait des gravures, très bien, nous agirions.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité plénier.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) propose que la Chambre se forme immédiatement en ledit comité.

Adopté. Le comité, ayant étudié le bill, en fait rapport sans amendement.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Lots de Drummond rattachés à Arthabaska

L'honorable M. Perrault (Arthabaska) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 206 détachant certains lots du district électoral de Drummond et les annexant au district électoral d'Arthabaska pour toutes les fins soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

Subsides

L'honorable M. McMaster (Compton) propose, selon l'ordre du jour, que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil pour que la Chambre se forme de nouveau en comité des subsides.

Adopté.

En comité:

L'honorable M. McMaster (Compton) propose: 1. Qu'un crédit n'excédant pas soixante et dix mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour le nettoyage des bureaux, édifices de la Législature et

des départements, pour l'exercice finissant le 30 juin 1931⁴.

Adopté.

2. Qu'un crédit n'excédant pas quatorze mille deux cent soixante-quatre dollars et cinquante centins soit ouvert à Sa Majesté pour taxe d'eau sur les édifices parlementaires, etc., pour l'exercice finissant le 30 juin 1931.

M. Guertin (Hull): Je tiens à dire que cet item est bien présenté. J'espère que le bon exemple de l'honorable ministre sera imité. On nous donne exactement le montant.

La résolution est adoptée.

L'honorable M. McMaster (Compton) propose:

3. Qu'un crédit n'excédant pas vingt-cinq mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour inspections, explorations, etc., pour l'exercice finissant le 30 juin 1931.

L'honorable M. Galipeault (Bellechasse): Ce sont les dépenses de nos ingénieurs lorsqu'ils vont préparer des plans pour des ponts, etc.

La résolution est adoptée.

L'honorable M. McMaster (Compton) propose: 4. Qu'un crédit n'excédant pas cinq mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour bureau de poste: traitements, dépenses contingentes, etc., pour l'exercice finissant le 30 juin 1931.

Adopté.

5. Qu'un crédit n'excédant pas quinze mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour écoles normales: entretien et réparations, pour l'exercice finissant le 30 juin 1931.

Adopté.

6. Qu'un crédit n'excédant pas huit mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour l'embellissement des édifices et des terrains du parlement, pour l'exercice finissant le 30 juin 1931.

M. Guertin (Hull): Est-ce que le gouvernement a l'intention de remplir les niches de la façade du parlement?

L'honorable M. Galipeault (Bellechasse): Nous avons demandé à la Commission des monuments historiques de nous désigner les personnages historiques qui doivent orner les niches.

La résolution est adoptée.

Résolutions à rapporter:

Le comité fait rapport qu'il a adopté plusieurs résolutions et demande la permission de siéger de nouveau. Lesdites résolutions sont lues deux fois et adoptées.

La séance est levée à 4 h 40⁵.

NOTES

1. Le comité se réunit sous la présidence de M. Dugas (Joliette).

2. Cette question est posée par le député de Hull (M. Guertin) selon *Le Devoir* du 22 mars 1930, à la page 1, et selon *L'Événement* du 22 mars 1930, à la page 4.

3. "Je crois que notre amendement couvre cela", selon *L'Événement* du 22 mars 1930, à la page 4.

4. M. le sous-ministre Ivan Vallée vient s'asseoir à côté du ministre des Travaux publics et du Travail (l'honorable M. Galipeault) pour renseigner la Chambre.

5. 4 h 50, selon *La Presse* du 22 mars 1930.

Séance du lundi 24 mars 1930

Présidence de l'honorable T.-D. Bouchard

La séance est ouverte à 3 h 20¹.

Prière.

M. l'Orateur: À l'ordre Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

**Loi des
paratonnerres**

L'honorable M. Galipeault (Bellechasse) demande la permission de présenter le bill 221 modifiant la loi des paratonnerres.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

**Arrondissements
de votation**

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) demande la permission de présenter le bill 222 modifiant la loi électorale de Québec relativement aux arrondissements de votation.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

Messages du Conseil législatif:

M. l'Orateur informe la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté, sans amendement, les bills suivants:

- bill 40 validant certains actes de transport de biens de succession sujets à l'impôt;
- bill 149 autorisant Last Post Fund à posséder et maintenir un cimetière et lui accordant les droits, privilèges et concessions qui s'y rapportent;
- bill 150 modifiant la charte de Québec Labrador Railway Company.

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté, avec certains amendements qu'il la prie d'agréer, les bills suivants:

- bill 122 modifiant la charte des Prévoyants du Canada;
- bill 136 concernant les syndics de la paroisse de Sainte-Thérèse-d'Amos;

- bill 151 ratifiant un règlement et certaines résolutions concernant l'évaluation et la taxation des biens de la E. B. Eddy Company Limited.

Prévoyants du Canada

La Chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 122 modifiant la charte des Prévoyants du Canada. Lesdits amendements sont lus deux fois et adoptés.

Il est ordonné que le greffier porte de nouveau le bill au Conseil législatif et informe les honorables conseillers que cette Chambre a accepté leurs amendements.

**Syndics de
Sainte-Thérèse-d'Amos**

La Chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 136 concernant les syndics de la paroisse de Sainte-Thérèse-d'Amos. Lesdits amendements sont lus deux fois et adoptés.

Il est ordonné que le greffier porte de nouveau le bill au Conseil législatif et informe les honorables conseillers que cette Chambre a accepté leurs amendements.

E. B. Eddy Company

La Chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 151 ratifiant un règlement et certaines résolutions concernant l'évaluation et la taxation des biens de la E. B. Eddy Company Limited. Lesdits amendements sont lus deux fois et adoptés.

Il est ordonné que le greffier porte de nouveau le bill au Conseil législatif et informe les honorables conseillers que cette Chambre a accepté leurs amendements.

Questions et réponses:

**Frais d'annonces
et de publicité**

M. Lafleur (Montréal-Verdun): 1. Quels sont les noms des journaux, personnes et compagnies auxquels le gouvernement a payé ou avancé des frais

d'annonces, de publicité, d'impression et de reliure:
a. pendant les six premiers mois de l'exercice en cours; *b.* du 31 décembre 1929 exclusivement à date?

2. Combien a-t-il payé ou avancé à chacune de ces périodes: *a.* pour frais d'impression et de

reliure; *b.* pour frais d'annonces et de publicité; *c.* pour autres frais divers?

L'honorable M. McMaster (Compton):
 (Voir le tableau ci-dessous)

	<i>Du 1^{er} juillet au 31 décembre 1929</i>		<i>Du 31 décembre 1929 au 6 mars 1930</i>	
	<i>a.</i>	<i>b. et c.</i>	<i>a.</i>	<i>b. et c.</i>
	<i>Impression et reliure</i>	<i>Annonces, publicité, etc.</i>	<i>Impression et reliure</i>	<i>Annonces, publicité, etc.</i>
Abeille Enrg., L'	\$ 550.32	.....	.....	.....
Académie commerciale.....	\$ 30.00
Académie Saint-Joseph.....	10.00
Action catholique, L'	\$ 160.00	.....	.....
Affaires, Les	60.00	.....	.....
Allaire, George.....	7.00	.....	.....
Argus de la presse internationale	60.00	.....	30.00
Association athlétique d'amateurs nationale.....	30.00	.....	.....
Associations des anciens élèves des Frères des écoles chrétiennes, section Saint-Laurent.....	20.00	.....	25.00
Association des anciens élèves du Mont-Saint-Louis.....	25.00	.....	.....
Association des bouchers de Montréal	60.00	.....	.....
Association catholique de la jeunesse canadienne- française	185.00	.....	25.00
Association des débardeurs de Montréal	95.00	.....	.....
Association des employés de tramways.....	150.00	.....	.....
Association des marchands détaillants du Canada, Inc.	50.00
Association des sports d'hiver.....	100.00
Aubin & Grenon	60.00	.....	.....
Automobile Blue Book Inc.	\$ 4,231.25	.....
Autorité nouvelle, L'.....	648.75	230.00
Avenir du Nord, L'.....	60.00	.....	.....	.....
Béatrice, F.-E.	10.00	.....	.....
Beaudry & Frères Enrg	15.00	.....	.....
Beaulieu, M.-L.	123.13	.....	.....	.....
Beck Press Reg'd.....	16.00	.....	.....
Bégin, J.-A.	555.68	.....	516.91	.....
Bélanger & Faguy	25.00
Bernatchez, J.-E.	77.00	.....	41.58	.....
Bien public, ltée, Le	19.95	.....	.....
Birks & Sons, Henry	116.50	.....
British American Bank Note Co.	1,041.08	.....	437.75	.....
Brulotte, R.	470.00	.....	.....
Bulletin, Le	447.00	.....	.....

	Du 1 ^{er} juillet au 31 décembre 1929		Du 31 décembre 1929 au 6 mars 1930	
	a.	b. et c.	a.	b. et c.
	Impression et reliure	Annonces, publicité, etc.	Impression et reliure	Annonces, publicité, etc.
Bulletin de la Chambre de commerce de Montréal .....	.....	\$ 150.00	.....	.....
Bulletin de la ferme, Le	\$ 1,308.25	1,400.00	.....	\$ 300.00
Bulletin des missions d'Afrique .....	.....	40.00	.....	.....
Business System Ltd	218.15	.....	\$ 246.67	.....
Calendrier ecclésiastique, Le .....	.....	.....	.....	25.00
Canada, Le	6,502.92	526.00	1,341.98	29.20
Canada français, Le .....	.....	60.00	2,946.97	200.00
Canada Newspaper Co .....	.....	200.00	.....	.....
Canada Photo Engraving	1,971.07	.....	232.21	.....
Canadian Ayrshire Review .....	.....	188.0	.....	59.00
Canadian Bank note Co	246.00	.....	312.50	.....
Canadian congress Publishing Co .....	.....	225.00	.....	45.00
Canadian Engineer .....	.....	120.00	.....	.....
Canadian Facts Publishing Co .....	.....	.....	.....	50.00
Canadian Fisherman .....	.....	65.00	.....	.....
Canadian Gazette .....	.....	.....	.....	468.00
Canadian Jewish Chronicle .....	.....	25.00	.....	.....
Canadian Jewish Review .....	.....	.....	.....	50.00
Canadian Manufacturers' Association .....	.....	65.00	.....	65.00
Canadian National Publishing Co .....	.....	60.00	.....	.....
Canadian Newspaper Service .....	.....	28.50	.....	.....
Canadian Printing & Lithographing Co	16,264.15	.....	741.00	400.00
Canadian Progress .....	.....	.....	.....	100.00
Canadian Review .....	.....	59.50	.....	.....
Canadian trade Unionist .....	.....	36.00	.....	6.00
Cantin Leone .....	.....	.....	.....	25.00
Caron & Fils, J.-A.	3,750.00	.....	.....	.....
Caron, Mme Vve Jos	1,298.06	.....	460.50	.....
Chabot, L.-G.	6.55	.....	.....	.....
Chambre de commerce française de Montréal .....	.....	50.00	.....	50.00
Chambre de commerce de Québec .....	.....	287.50	.....	.....
Chambre de commerce de Ville-Marie .....	.....	500.00	.....	.....
Charrier & Dugal	30,109.98	.....	501.32	.....
Chouinard, C.	287.28	.....	138.80	.....
Chronicle Telegraph	5,109.31	484.50	262.98	72.00
Churchill Press Co.	6.40	.....	.....	.....
Cie des feuilles mobiles "O. K."	1,773.57	.....	324.76	.....
Cie d'imprimerie et comptabilité de Saint-Hyacinthe	308.51	.....	.....	.....
Cie de publications de Lévis	7,358.99	.....	10,855.33	.....
Cie de publication du Nord .....	.....	50.00	.....	.....
Cie de publication du Saint-Maurice	122.53	100.00	.....	.....
Cie J.-B. Rolland & Fils, La .....	.....	120.00	.....	.....
Cité de Trois-Rivières .....	.....	10.00	.....	.....
Clermont, Jos	98.95	.....	94.11	.....

	<i>Du 1^{er} juillet au 31 décembre 1929</i>		<i>Du 31 décembre 1929 au 6 mars 1930</i>	
	<i>a.</i>	<i>b. et c.</i>	<i>a.</i>	<i>b. et c.</i>
	<i>Impression et reliure</i>	<i>Annonces, publicité, etc.</i>	<i>Impression et reliure</i>	<i>Annonces, publicité, etc.</i>
Club automobile de Québec .....	.....	\$ 35.00	.....	.....
Collège Sainte-Marie .....	.....	150.00	.....	.....
Commission des guides historiques de Québec .....	.....	1,000.00	.....	.....
Conférence Laval de la Société Saint-Vincent-de- Paul .....	.....	20.00	.....	.....
Congrégation des frères Maristes .....	.....	.....	.....	\$ 20.00
Congrégation des frères Mineurs .....	.....	.....	.....	75.51
Conseil central catholique national des métiers et du travail de Chicoutimi .....	.....	25.00	.....	.....
Conseil central des syndicats catholiques nationaux .....	.....	30.00	.....	.....
Conseil fédéré des métiers et du travail de Québec et de Lévis .....	.....	30.00	.....	.....
Contract Record & Engineering .....	.....	.....	.....	60.00
Coopérative fédérée de Québec .....	.....	117.60	.....	.....
Copeland-Chatterson Co.	\$ 232.87	.....	.....	.....
<i>Courrier du Michigan</i> .....	.....	25.00	.....	.....
<i>Courrier du Nord</i>	98.63	.....	.....	.....
<i>Courrier Sentinelle</i>	781.53	.....	\$ 272.44	.....
Dawson Bros., Ltd	47.00	39.00	71.43	.....
Dawson, W. W., Ltd .....	.....	.....	78.65	.....
De Belleval, J.-F.	32.15	.....	.....	.....
Desbarats Advertising Agencies .....	.....	527.95	.....	.....
Deschamps, Ltée	308.44	.....	159.85	.....
Deschesnes, l'abbé A.-S. ....	.....	87.50	.....	.....
<i>Détaillant, Le</i> .....	.....	150.00	.....	.....
<i>Devoir, Le</i> .....	.....	42.50	.....	.....
Dominion Blank Book Co.	1,142.68	.....	443.19	.....
Dominion Publishing Co. ....	.....	550.00	.....	.....
Drouin, J.-P.-R.	276.00	.....	.....	.....
<i>Écho du Saint-Maurice, L'</i>	17.21	250.00	181.89	.....
<i>Éclair, L'</i>	100.00	.....	110.70	.....
<i>Éclaireur, L'</i>	6,070.20	17.20	99.95	.....
École d'agriculture de Saint-Anne- de-la-Pocatière	227.76	100.00	.....	.....
École de médecine vétérinaire d'Oka .....	.....	100.00	.....	.....
École du tourisme .....	.....	1,000.00	.....	.....
Egan, W. F. ....	.....	.....	.....	25.00
Emancipation Magazine Co. ....	.....	100.00	.....	.....
Enseignement secondaire du Canada .....	.....	45.00	.....	.....
<i>Étoile du Nord, L'</i>	500.00	6.80	.....	.....
<i>Évangile dans la vie, L'</i> .....	.....	50.00	.....	.....
<i>Événement, L'</i>	1,438.76	8,909.34	1,156.16	2,151.73
Exposition provinciale de Québec .....	.....	450.00	.....	.....
Faber, F.-N.	850.34	.....	90.55	.....

	Du 1 ^{er} juillet au 31 décembre 1929		Du 31 décembre 1929 au 6 mars 1930	
	a.	b. et c.	a.	b. et c.
	Impression et reliure	Annonces, publicité, etc.	Impression et reliure	Annonces, publicité, etc.
Faculté de droit .....	.....	\$ 40.00	.....	.....
Forum Printing.....	\$ 13.00	.....	\$ 123.50	.....
Frontenac Winter Sports Co.....	.....	.....	.....	\$ 75.00
Gagné, Ed.-S. ....	.....	.....	.....	15.00
Garde-malade, La .....	.....	120.00	.....	.....
Garneau, Orens	1,870.49	.....	.....	.....
Gazette, The	10,012.96	436.90	1,973.29	945.00
Gazette de Maniwaki et de Gatineau .....	.....	190.00	.....	120.00
Gendron, J.-B.	9.45	.....	.....	15.00
Giles, J.-S. ....	.....	.....	.....	200.00
Globe Encyclopedia Co. ....	.....	264.00	.....	.....
Goutte de lait, La.....	.....	15.00	.....	.....
Groupe Pie X de l'A.C.J.C. ....	.....	25.00	.....	.....
Groves-Contant, J.-C. ....	.....	39.50	.....	.....
Guide Franco-Américain .....	.....	100.90	.....	.....
Heaton Publishing Co. ....	.....	.....	.....	100.00
Hôtellerie, L' .....	.....	50.00	.....	.....
Huntingdon Gleaner Co.	756.86	75.00	175.32	.....
<i>Illustration économique et financière</i>				
de Paris .....	.....	.....	.....	200.00
Imprimeur de Roberval .....	.....	5.25	.....	9.40
Imprimerie Aubé.....	3,109.42	.....	109.54	.....
Imprimerie commerciale.....	1,321.26	.....	141.26	.....
Imprimerie d'Arthabaska, Inc.	90.43	.....	.....	.....
Imprimerie du peuple.....	315.15	.....	1,654.55	.....
Imprimerie modèle.....	166.50	.....	433.21	.....
Imprimerie provinciale.....	417.80	.....	40.67	.....
Imprimerie royale enrg.	301.91	.....	94.35	.....
Imprimerie Saint-Laurent.....	20.00	.....	.....	.....
Imprimerie Vincent.....	3,416.11	.....	459.67	.....
Imprimerie Yamaska.....	219.72	.....	1,396.86	10.15
International Press.....	174.00	168.00	.....	.....
International Publishing Co.	8,803.12	.....	788.29	.....
International Publishing Railway Co. ....	.....	.....	.....	400.00
Institut agricole d'Oka .....	.....	100.00	.....	.....
Journal d'agriculture, Le .....	.....	15.00	.....	.....
Kierans Engravers Co.	3.67	.....	.....	.....
Kiwanis Club of Quebec.....	.....	30.00	.....	.....
Labor Holiday Souvenir.....	.....	50.00	.....	.....
Lafrance, Victor	2,375.45	.....	2,591.16	.....
Landry, Georges.....	.....	627.00	.....	.....
Larose, P. Enr.	530.36	.....	.....	.....
Lavoie, J.-H.	97.46	.....	.....	.....
Lemieux, Joliette, P.....	195.52	.....	79.50	.....
Lépine, Pierre .....	.....	200.00	.....	.....
Librairie Beauchemin.....	23,986.30	250.00	.....	.....

	Du 1 ^{er} juillet au 31 décembre 1929		Du 31 décembre 1929 au 6 mars 1930	
	a.	b. et c.	a.	b. et c.
	Impression et reliure	Annonces, publicité, etc.	Impression et reliure	Annonces, publicité, etc.
Lithographie du peuple	\$ 6,977.68	.....	\$ 273.43	.....
MacLean Publishing Co.....	.....	\$ 409.96	.....	\$ 199.96
Maheux, Georges	1,864.15	.....	.....	.....
Marguerite Bourgeys College Annual .....	.....	25.00	.....	.....
Marier & Laurier.....	.....	116.00	.....	.....
Master Inc. Geo.-A. ....	.....	150.00	.....	150.00
Mégantic, Le	222.06	74.75	168.35	13.00
Mercantile Printing	1,963.02	.....	306.39	.....
Mitchell Ure .....	.....	440.00	.....	95.00
Monde ouvrier, Le.....	.....	50.00	.....	.....
Monetary Times, The .....	.....	100.00	.....	125.00
Montminy & Cie.....	.....	14.00	.....	9.00
Montreal Envelope Co.	51.00	.....	239.02	.....
Montreal Financial Times Pub. Co. ....	.....	.....	.....	150.00
Montreal Herald .....	.....	1,766.40	.....	900.00
Montreal Lithographing Co.	1,666.66	.....	.....	.....
Morin, Adrien	4,934.53	.....	.....	.....
Mortimer Co., Ltd	644.00	.....	.....	.....
Mount Royal News & Advertising .....	.....	5,833.40	.....	1,666.80
National Fire Protection Association .....	.....	106.50	.....	.....
Nouvelliste, Le.....	.....	486.48	.....	.....
Œuvre de publicité syndicale .....	.....	360.00	.....	20.00
Opinion publique, L' .....	.....	25.00	.....	.....
Orphelinat agricole de Saint-Joseph .....	.....	12.00	.....	.....
Ottawa Journal .....	.....	150.00	.....	.....
Ouellet, J.-A. ....	.....	40.00	.....	.....
Parent, O .....	.....	20.00	.....	5.00
Paris-Canada .....	.....	804.00	.....	.....
Parole ltée, La	3,473.13	.....	1,931.55	.....
Patrie, La	3,071.92	1,087.00	.....	240.00
Patriote, Le .....	.....	25.00	.....	.....
Payne, André.....	51.00	.....	.....	.....
Perrault, U. & Cie .....	.....	.....	3.75	.....
Petite épargne nationale, ltée .....	.....	85.00	.....	.....
Petit Journal, Le.....	.....	160.50	.....	.....
Picard, A.-G.	117.13	.....	.....	.....
Pigeon, A.-P. ....	.....	100.00	.....	.....
Poitrass, G.....	7,581.23	.....	3,284.35	.....
Presse, La.....	.....	2,804.30	.....	2,600.00
Prévotat, Mlle M. ....	.....	261.75	.....	.....
Printing Review of Canada .....	.....	217.00	.....	.....
Prix courant, Le .....	.....	50.00	.....	.....
Progrès du golfe, Le.....	.....	8.20	.....	.....
Progrès de Hull, Le.....	89.00	95.00	.....	.....
Progrès du Saguenay, Le .....	.....	5.25	.....	.....
Publication ltée, La	1,015.23	.....	335.00	.....

	<i>Du 1^{er} juillet au 31 décembre 1929</i>		<i>Du 31 décembre 1929 au 6 mars 1930</i>	
	<i>a.</i>	<i>b. et c.</i>	<i>a.</i>	<i>b. et c.</i>
	<i>Impression et reliure</i>	<i>Annonces, publicité, etc.</i>	<i>Impression et reliure</i>	<i>Annonces, publicité, etc.</i>
Publicité canadienne .....	.....	.....	.....	\$ 40.00
Publicité générale	\$ 14.14	.....	\$ 22.00	.....
<i>Quartier latin, Le</i> .....	.....	25.00	.....	.....
Quebec Engraving Co.	2,360.27	.....	593.43	.....
<i>Quebec Gossip</i> .....	.....	20.00	.....	.....
<i>Quebec Journal</i> .....	.....	74.25	.....	.....
Rapid Grip, Ltd	1,199.07	.....	222.32	.....
<i>Revue des éleveurs</i> .....	.....	70.00	.....	.....
<i>Revue de l'institut agricole d'Oka</i> .....	.....	316.66	.....	.....
<i>Revue trimestrielle canadienne</i> .....	.....	157.50	.....	.....
Richard, Jérémie	574.00	.....	139.27	.....
Royer, J. ....	.....	33.75	.....	.....
<i>Saguenay Industrial</i> .....	.....	50.00	.....	.....
<i>Science moderne, La</i> .....	.....	90.00	.....	545.00
Semaine commerciale, Itée	342.50	.....	260.13	.....
<i>Semaine religieuse de Québec</i> .....	.....	150.00	.....	.....
Sherbrooke Record Co. ....	.....	31.50	.....	150.00
Shoe & Leather Journal .....	.....	60.00	.....	.....
Signs of Canada, Ltd	2,610.00	.....	.....	.....
Smith Printing Co. Ltd, H. F.	109.92	.....	26.51	.....
Société anonyme de publicité .....	.....	630.00	.....	.....
Société d'agriculture .....	.....	16.00	.....	.....
Société d'agriculture de Drummond .....	.....	7.00	.....	.....
Société d'agriculture (Div. B.), Lac-Saint-Jean .....	.....	10.00	.....	.....
Société d'agriculture de Montmagny .....	.....	24.00	.....	.....
Société d'agriculture de Témiscouata .....	.....	5.00	.....	.....
Société d'agriculture d'Yamaska .....	.....	8.00	.....	.....
Société d'agriculture du comté de L'Islet .....	.....	5.00	.....	.....
Société d'agriculture du comté de Rimouski .....	.....	.....	.....	10.00
Société d'agriculture et d'horticulture de Bellechasse .....	.....	26.00	.....	.....
Société de L'Assomption .....	.....	25.00	.....	.....
Société Saint-Jean-Baptiste de Limoilou .....	.....	75.00	.....	50.00
Société Saint-Jean-Baptiste de bienfaisance de New York .....	.....	.....	.....	25.00
<i>Soleil, Le</i>	63,885.79	210.30	1,605.46	15.45
<i>Spectateur, Le</i> .....	.....	67.00	.....	.....
<i>Spur, The</i> .....	.....	100.00	.....	.....
<i>Stevens, E. S. & Co.</i>	23.00	.....	.....	.....
<i>Saint-Laurent, Le</i> .....	.....	11.25	.....	.....
<i>St. Maurice Valley Chronicle</i>	440.47	242.80	.....	13.00
Strahdee, J.-G. ....	.....	.....	.....	40.00
Syndicats catholiques de Québec .....	.....	35.00	.....	.....

	Du 1 ^{er} juillet au 31 décembre 1929		Du 31 décembre 1929 au 6 mars 1930	
	a.	b. et c.	a.	b. et c.
	Impression et reliure	Annonces, publicité, etc.	Impression et reliure	Annonces, publicité, etc.
Syndicats des imprimeurs du Saguenay .....	.....	\$ 134.50	.....	.....
Système de Publicité Ottawa-Hull .....	.....	.....	.....	\$ 25.00
Tanguay, Mme, A.-L. ....	.....	20.00	.....	.....
Terroir, Le .....	.....	131.25	.....	75.00
Tison, Chas. Enrg.	\$ 24.00	.....	.....	.....
Todd Sales Co.	11.45	.....	\$ 104.95	.....
Tremblay, Ernest.....	2,764.24	.....	448.99	.....
Tribune, La.....	5,000.06	210.00	7,547.09	.....
Union catholique des cultivateurs de la province de Québec.....	.....	25.00	.....	.....
Union des commis épiciers de Montréal .....	.....	145.00	.....	.....
Vie nouvelle, La .....	.....	100.00	.....	.....
Voix des Bois-Francis, La .....	.....	.....	.....	25.00
Voyageur de commerce, Le.....	.....	150.00	.....	.....

Roger Mercier

M. Blain (Montréal-Dorion): 1. Est-il à la connaissance du procureur général qu'un nommé Roger Mercier, de Montmagny, a été à l'emploi de la Commission des liqueurs comme informateur?

2. Est-il à la connaissance du procureur général que ledit Roger Mercier a été condamné à un mois de prison et à trois mois additionnels, à défaut de paiement des frais, par le magistrat Romuald Fiset, pour vente de liqueurs alcooliques?

3. Ledit Mercier a-t-il subi sa peine?

4. Dans la négative, pourquoi?

5. Est-il à la connaissance du procureur général que ledit Mercier dans une cause de la Commission des liqueurs vs Jules Ricard, antérieurement à sa condamnation, avait juré n'avoir jamais vendu de liqueurs alcooliques en contravention à la loi?

6. Le procureur général a-t-il l'intention de procéder contre lui pour parjure?

L'honorable M. Taschereau (Montmorency):

1. et 2. Non.

3. et 4. Répondu par 1. et 2.

5. Non.

6. La réponse à la question précédente dispense de répondre à cette question.

M. Keelman

M. Blain (Montréal-Dorion): 1. Un M. Keelman, officier de l'agence de détectives Pinkerton, a-t-il fait quelque travail pour la Commission des liqueurs, au cours de l'année 1928?

2. Combien d'hommes avait-il à son emploi et, sur ce nombre, combien étaient Canadiens?

3. Combien ledit Keelman a-t-il reçu de la Commission des liqueurs ou de la trésorerie provinciale pour son travail?

L'honorable M. McMaster (Compton): 1. Non.

2. ...

3. ...

**Syndics de
Saint-Philippe-de-La-Reine**

M. Authier (Abitibi) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 160 concernant les syndics de la paroisse de Saint-Philippe-de-La-Reine soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

The Masonic Memorial Temple Corporation

M. Gault (Montréal-Saint-Georges) propose, appuyé par le représentant de Montréal-Dorion (M. Blain), que l'honoraire payé pour le bill 153 permettant à la cité de Montréal d'exempter la Masonic Memorial Temple Corporation de la contribution foncière annuelle, à Montréal, soit remis, moins les frais d'impression et de traduction, vu que ce bill a pour objet des œuvres de charité.

Adopté.

Les pères Eudistes

M. Bédard (Québec-Comté) propose, appuyé par le représentant de Québec-Centre (M. Samson), que l'honoraire payé pour le bill 83 modifiant la charte des pères Eudistes de la province de Québec soit remis, moins les frais d'impression et de traduction, vu que ce bill a pour objet des œuvres religieuses et de bienfaisance publique.

Adopté.

Cours d'eau municipaux

M. Dugas (Joliette) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 170 modifiant le Code municipal relativement aux cours d'eau municipaux.

Adopté.

En comité²:

M. Dugas (Joliette): Le ministre de l'Agriculture (l'honorable M. Perron) a chargé ses employés de préparer des plans de drainage dans toute la province, non pas comme autrefois, par petites étendues, mais par grandes régions, parce que le drainage des terres dépend surtout de la régularisation des cours d'eau. Or, avec l'ancienne loi, la régularisation des cours d'eau n'était pas chose facile, attendu qu'il suffisait de l'obstruction d'un seul intéressé pour tout bloquer, quand même tous les autres auraient consenti au projet. Une telle disposition légale menaçait de ruiner le programme de drainage le plus complet, le mieux fait, ou à tout le moins, eût nécessité des pourparlers, des négociations, des lenteurs à n'en plus finir.

Un changement légal s'imposait et c'est le but du bill. Auparavant, il fallait la signature de tous les intéressés pour obtenir un règlement municipal à ce sujet. Par ce bill, il ne faudra désormais que les $\frac{3}{4}$

des signatures des intéressés pour autoriser le conseil municipal à sanctionner le règlement pour la régularisation d'un cours d'eau. En plus, les intéressés qui n'auront pas voulu signer, auront l'occasion de défendre leur attitude, car le conseil devra les convoquer avant d'adopter le règlement. Cet amendement facilitera les accords au sujet du drainage dans les campagnes.

Les articles 1 à 3 sont adoptés.

Adopté. Le comité, ayant étudié le bill, fait rapport qu'il l'a adopté avec certains amendements. Lesdits amendements sont lus deux fois et adoptés.

M. Dugas (Joliette) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Écrits faits hors Québec

M. McDonald (Pontiac) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 169 modifiant les articles 1220 et 2144 du Code civil relativement à certains écrits faits hors de la province de Québec.

Adopté. Le comité, ayant étudié le bill, en fait rapport sans amendement.

M. McDonald (Pontiac) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Il s'agit de certains écrits qui exigent la signature du consul britannique. Parfois, les intéressés devaient faire de longs voyages pour atteindre le consul. À l'avenir, la signature du notaire sera suffisante.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Loi électorale

M. Guertin (Hull) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 166 modifiant la loi électorale de Québec soit maintenant lu une deuxième fois.

Le bill a pour but d'amender la loi, de façon à rétablir le talon des bulletins de vote.

Adopté sur division. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

Loi des paratonnerres

L'honorable M. Galipeault (Bellechasse) propose, selon l'ordre du jour et appuyé par le représentant de Bellechasse (l'honorable M. Galipeault), que la Chambre, à sa prochaine séance, se forme en comité plénier pour prendre en considération un projet de résolutions relatives au bill 221 modifiant la loi des paratonnerres.

Adopté.

Pension des juges et des magistrats

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité plénier pour prendre en considération un projet de résolution relative au bill 210 concernant la pension des juges des sessions, des magistrats de police et des magistrats de district.

Adopté.

Il informe alors la Chambre qu'il est autorisé par Son Honneur le lieutenant-gouverneur à soumettre ledit projet de résolution et que Son Honneur en recommande la prise en considération.

En comité:

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) propose: Que, à compter de la date de la sanction de la loi qui accompagne la présente résolution, une pension de douze cents dollars par année sera payée à la veuve d'un juge des sessions de la paix, d'un magistrat de police ou d'un magistrat de district qui est décédé le ou avant le 21 novembre 1927, et que cette pension sera payée à cette veuve sa vie durant, et pendant viduité.

M. Guertin (Hull): Expliquez.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Il y a trois ans, nous avons accordé une pension aux veuves des juges de sessions et des magistrats de District. C'était pour l'avenir; le projet de loi n'avait pas d'effet rétroactif. On nous a représenté que trois, quatre ou cinq magistrats sont décédés en 1927 et que leurs veuves qui vivaient n'ont pu bénéficier de la loi. Le but du bill est d'assumer des pensions aux

veuves de ces anciens serviteurs qui ont été longtemps au service de la province, et je crois que c'est juste. Nous avons cru que la pension devait s'appliquer pour le présent comme pour l'avenir.

M. Blain (Montréal-Dorion): Est-ce que c'est le même montant qui est accordé?

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Un peu moins, mais elles seront satisfaites de \$1,200 par année.

M. Guertin (Hull): Est-ce l'intention du gouvernement d'accorder une pension aux vieux et aux vieilles qui ont bien servi la province?

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): (Souriant) Ce bill est déjà un premier pas. Commençons par ce bill et nous verrons ensuite.

La résolution est adoptée.

Résolutions à rapporter:

Le comité fait rapport qu'il a adopté une résolution, laquelle est lue deux fois et adoptée par la Chambre.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) demande la permission de présenter le bill 210 concernant la pension des juges des sessions, des magistrats de police et des magistrats de district.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) propose que le bill soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité plénier.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) propose que la Chambre se forme immédiatement en ledit comité.

Adopté. Le comité, ayant étudié le bill, en fait rapport sans amendement.

Droits sur les successions

L'honorable M. McMaster (Compton) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 26 modifiant la loi des droits sur les successions.

Adopté.

En comité³:

L'honorable M. McMaster (Compton): Le comité se rappellera que jeudi dernier nous avons longuement étudié les résolutions qui ont été adoptées sur division. Je suis prêt à donner de nouvelles explications au comité mais je crois que nous devrions lire le bill clause par clause.

M. Blain (Montréal-Dorion): Je veux faire observer à l'honorable trésorier qu'il y a un doute dans la rédaction du bill. Si un testateur laisse ses biens à ses enfants et l'usufruit à sa femme, est-ce qu'il y aura double taxe?

L'honorable M. McMaster (Compton):
Non.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): C'est la clause 13 du bill. Nous la discuterons quand nous y serons rendus, si l'honorable député de Montréal-Dorion (M. Blain) le veut bien.

L'honorable M. McMaster (Compton): Il arrive quelquefois, à la mort d'une personne, qu'il n'y ait pas d'argent à la maison, pas même pour les frais funéraires, et cela engendre des problèmes d'argent qui se poursuivent jusqu'à ce que la succession soit réglée, quant au paiement des droits successoraux.

Il croit donc qu'il n'est que juste que l'on libère immédiatement \$1,000 d'une succession pour couvrir les besoins immédiats.

À l'article 2, le but recherché est de donner aux enfants la possibilité de profiter d'un bon départ dans la vie. La règle ne s'applique pas aux petits-enfants.

M. Blain (Montréal-Dorion) pose une question.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Le bill contient un amendement qui permettra à un exécuteur testamentaire de vendre des biens si nécessaire, pour que la succession s'acquitte sans délai des impôts de la province.

L'honorable M. McMaster (Compton): À la disposition (article 5) stipulant qu'aucune taxe successorale ne sera prélevée sur une corporation charitable ou d'éducation est ajouté le mot "société", pour que soient couverts certains établissements religieux et d'enseignement qui ne peuvent être

désignés comme des "corporations". Dans la religion protestante, il y a diverses organisations, comme les organisations presbytériennes, qui ne sont pas incorporées.

Une modification est également faite pour que la loi soit conforme à un jugement récent de la Cour suprême du Canada.

Dans le passé, il y a eu des ennuis causés aux héritiers de successions modestes qui ne pouvaient pas immédiatement entrer en possession de l'argent des assurances, ni avoir accès au compte en banque de la personne décédée. Le contrôleur, dans de telles circonstances, sera autorisé à offrir de l'assistance aux familles qui attendent un règlement de succession.

Une autre légère modification est qu'un legs de moins de mille dollars fait à un domestique au service du testateur depuis plus de cinq ans sera exempté des droits à haut pourcentage frappant la succession.

Les articles 1 à 15 sont adoptés.

Le comité, ayant étudié le bill, fait rapport qu'il l'a adopté avec certains amendements. Les amendements sont lus deux fois et adoptés.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) fait un signe de tête à l'Orateur adjoint Irénée Vautrin, qui assure la présidence, pour que celui-ci lise l'ordre relatif à la troisième lecture.

M. Blain (Montréal-Dorion): Prochaine séance.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Cela n'avance pas la séance.

M. Blain (Montréal-Dorion): Cela signifie simplement que l'on suspend l'étude du bill jusqu'à demain.

M. Guertin (Hull): Le gouvernement a-t-il hâte d'en finir avec la session?

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Vous êtes si aimables qu'il nous en coûte de nous séparer.

Nous ne cherchons pas à retarder l'étude du projet de loi.

M. Guertin (Hull): On pourrait presque croire le contraire.

Loi de la chasse

L'honorable M. Laferté (Drummond) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité plénier pour prendre en considération un projet de résolution relative au bill 205 modifiant la loi de la chasse.

Adopté.

Il informe alors la Chambre qu'il est autorisé par Son Honneur le lieutenant-gouverneur à soumettre ledit projet de résolution et que Son Honneur en recommande la prise en considération.

En comité:

L'honorable M. Laferté (Drummond) propose: Que le montant de la prime accordée à tout habitant de la province qui aura prouvé qu'il a tué un ou plusieurs loups dans les limites de cette province, fixé à quinze dollars par l'article 47 de la loi de la chasse (Statuts refondus, 1925, chapitre 86) soit à l'avenir fixé par le lieutenant-gouverneur en conseil conformément aux dispositions dudit article 47, tel que remplacé par la loi qui accompagne la présente résolution.

La résolution est adoptée.

Résolutions à rapporter:

Le comité fait rapport qu'il a adopté une résolution, laquelle est lue deux fois et adoptée par la Chambre.

Il est ordonné que ladite résolution soit renvoyée au comité plénier chargé d'étudier le bill 205 modifiant la loi de la chasse.

L'honorable M. Laferté (Drummond) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 205 modifiant la loi de la chasse soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité plénier.

L'honorable M. Laferté (Drummond) propose que la Chambre se forme immédiatement en ledit comité.

Adopté.

En comité⁴:

L'honorable M. Laferté (Drummond): Tous ces amendements, dit-il, sont destinés à protéger le gibier.

M. Blain (Montréal-Dorion): Y a-t-il eu diminution du nombre de caribous?

L'honorable M. Laferté (Drummond): Oui.

M. Blain (Montréal-Dorion): Pourquoi?

L'honorable M. Laferté (Drummond): C'est difficile à dire.

Les articles 1 et 2 sont adoptés.

Le comité étudie l'article 3 qui se lit comme suit:

"3. L'article 6 de ladite loi, tel que modifié par la loi 17 George V, chapitre 30, section 1, est de nouveau modifié:

"a. En remplaçant le sous-paragraphe a du paragraphe 1, par le suivant:

"a. La loutre, entre le premier jour d'avril d'une année et le quinzième jour de décembre de la même année; le castor, en tout temps de l'année, jusqu'au premier janvier 1935";

"b. En remplaçant le deuxième alinéa du paragraphe 2, par le suivant:

"Pour le castor: vingt-cinq dollars au moins et cinquante dollars au plus, par tête";

"c. En y ajoutant après le deuxième alinéa du paragraphe 4, le suivant:

"Le lieutenant-gouverneur en conseil peut, nonobstant la prohibition ci-dessus, permettre aux indiens aux conditions qu'il détermine, de chasser le castor dans certaines parties de la province qu'il désigne."

M. Blain (Montréal-Dorion): Je remarque également que les castors feront l'objet de mesures de protection pendant cinq ans. Le nombre des castors diminue dans la province?

L'honorable M. Laferté (Drummond): Oui, de façon considérable.

M. Blain (Montréal-Dorion): Pourquoi?

L'honorable M. Taschereau (Montmorcency): (Souriant) Il n'y a presque plus de castors dans les villes.

M. Blain (Montréal-Dorion): (Souriant) Ce sont les goglus qui les ont remplacés.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Pas à leur avantage.

L'honorable M. Laferté (Drummond): Un autre amendement prolonge de cinq ans la prohibition de la chasse à la perdrix. Cet amendement nous est demandé par l'Association de protection du gibier.

M. Blain (Montréal-Dorion): Il me semble que nous devrions avoir un minimum de renseignements sur ces questions. En 1925, on a interdit la chasse à la perdrix pour une période de cinq ans. Le ministre peut-il nous dire si cette mesure a fait augmenter le nombre de perdrix ou si elles sont aujourd'hui plus rares?

L'honorable M. Laferté (Drummond): Elles ne sont certainement pas plus nombreuses; il y en a peut-être moins.

M. Blain (Montréal-Dorion): Pourquoi?

L'honorable M. Laferté (Drummond): Je suis désolé, je ne peux répondre à cette question. Ces choses sont difficiles à cerner.

M. Blain (Montréal-Dorion): Mais les gardes-chasse, dans leur rapport, ont dû donner au ministère une raison pour laquelle ils craignaient que les perdrix ne soient en voie d'extinction?

L'honorable M. Laferté (Drummond): J'ai bien peur que non.

M. Blain (Montréal-Dorion): Je trouve ça étrange. Si on veut obtenir des résultats avec ces périodes de protection, il me semble que l'on devrait étudier l'état des oiseaux et des bêtes que l'on protège.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Il y a des Nimrod très puissants de nos jours.

M. Blain (Montréal-Dorion): Sans doute, mais ça ne constitue guère une réponse.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Les experts prétendent qu'il y a une maladie chez la perdrix. Qu'on la soigne, de grâce, afin que nous puissions encore en faire nos délices dans cinq ans.

M. Blain (Montréal-Dorion): Pendant les cinq ans qu'a duré la prohibition, est-ce que la maladie a été conjurée? Que disent les experts du département là-dessus?

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Il ne doit pas y avoir beaucoup d'experts en maladies de perdrix.

M. Guertin (Hull): Je vois que, dans la loi, on écrit pécan "Pékan". Est-ce qu'il n'y a pas une faute?

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): C'est M. le greffier L.-P. Geoffrion qui pourrait répondre à cela.

M. Gauthier (Portneuf): C'est un cas (K) à étudier.

L'honorable M. Laferté (Drummond): Je vais soumettre le cas aux officiers de mon département.

(Rires)

L'article 3 est adopté.

Les articles 4 et 5 sont adoptés.

Le comité étudie l'article 6 qui se lit comme suit:

"6. Ladite loi est modifiée en remplaçant l'article 47 par le suivant:

"[47. Le ministre peut payer, à même les revenus provenant de la mise à exécution de la présente loi, une prime à toute personne, habitant la province, qui lui prouvera, de la manière ci-après déterminée, avoir tué un ou plusieurs loups dans les limites de cette province. Le montant de la prime pour chaque loup exterminé sera fixé par le lieutenant-gouverneur en conseil. La peau complète, y compris celle du crâne, devra être nettoyée et envoyée au département, aux frais de l'expéditeur, avec une déclaration, suivant une formule prescrite, attestée sous serment devant un juge de paix, pour déterminer le lieu et la date où il aura tué ce loup ou ces loups. La peau, après avoir été marquée de la façon décidée par le ministre, sera retournée à l'expéditeur aux frais du département."]]

L'honorable M. Laferté (Drummond): Nous avons eu des plaintes des comtés touchant à la province d'Ontario, au sujet de la prime de \$15 que

nous payons à toute personne qui abat un loup. On a constaté que, dans les comtés voisins de la frontière ontarienne, dans la région du nord, notamment dans les comtés de Hull, Pontiac et Témiscamingue, les loups sont plus nombreux d'une espèce différente qu'on ne trouve pas ici, pour laquelle on obtient une prime plus élevée qui est susceptible d'augmenter de nouveau. Dans plusieurs des comtés frontaliers, les loups de l'Ontario entrent au Québec et sont abattus par des citoyens du Québec, qui ne reçoivent que \$15 par bête, alors qu'en Ontario, la prime est considérablement plus élevée. Quelques organisations de l'Ontario ont présenté des observations au ministère de la Chasse sur la question de la prime.

Le but du bill est de modifier la loi, de façon à ce que la prime et les conditions de son paiement soient les mêmes que dans l'Ontario pour la destruction des loups, afin de prévenir la fraude. Les loups causent des dégâts considérables et, pour enrayer les ravages, il importe d'en encourager la destruction. La présence des loups constitue un danger pour les troupeaux de moutons.

M. Guertin (Hull): Est-ce que le montant de la prime a été fixé?

L'honorable M. Laferté (Drummond): Des pourparlers sont commencés entre le gouvernement de Québec et celui d'Ontario, afin de fixer une prime uniforme entre ces deux provinces. La prime nouvelle que fixera le lieutenant-gouverneur en conseil sera augmentée considérablement. On nous a proposé une prime de \$50, mais nous espérons nous entendre avec le gouvernement ontarien pour fixer la prime à \$25, dans les deux provinces. Mais les autorités prendront de nouvelles précautions, afin d'être bien assurées que ces primes ne seront pas payées inutilement. C'est ainsi que l'on devra, pour avoir la prime, envoyer toute la peau de l'animal tué. Cette peau sera ensuite retournée à son propriétaire.

M. Blain (Montréal-Dorion): Combien d'argent a été déboursé en primes jusqu'ici?

L'honorable M. Laferté (Drummond): Environ \$3,500.

M. Blain (Montréal-Dorion): Et le problème se pose en relation avec les loups de l'Ontario. Il n'y a pas de loups américains?

L'honorable M. Laferté (Drummond): Je n'en ai pas entendu parler.

M. Blain (Montréal-Dorion): Et où sont abattus la plupart de ces loups?

L'honorable M. Laferté (Drummond): Dans le nord, surtout à la frontière avec l'Ontario.

Les articles 6 et 7 sont adoptés.

Le comité, ayant étudié le bill, en fait rapport sans amendement.

L'honorable M. Laferté (Drummond) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Code civil, enregistrements

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 35 modifiant le Code civil relativement aux enregistrements soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

Subsides

L'honorable M. McMaster (Compton) propose, selon l'ordre du jour, que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil pour que la Chambre se forme de nouveau en comité des subsides.

Adopté.

En comité:

L'honorable M. McMaster (Compton) propose: 1. Qu'un crédit n'excédant pas cinq cent mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour ponts-routes, pour l'exercice finissant le 30 juin 1931⁵.

M. Blain (Montréal-Dorion): Pourquoi une augmentation de \$50,000?

L'honorable M. Galipeault (Bellechasse): Parce que nous prévoyons que nous aurons plus de demandes pour de nouveaux ponts.

M. Guertin (Hull): L'honorable ministre nous dira-t-il si le gouvernement a reçu une demande pour un pont sur la rivière Ottawa à Hawkesbury?

L'honorable M. Galipeault (Bellechasse): Le gouvernement a déclaré qu'il était prêt à payer le tiers de la construction de ce pont.

M. Guertin (Hull): Est-ce qu'on a reçu une demande pour un pont interprovincial à Pembroke, dans le comté de Pontiac?

L'honorable M. Galipeault (Bellechasse): L'honorable député de Pontiac (M. McDonald) nous a demandé ce que le gouvernement serait prêt à contribuer pour ce pont. Je crois qu'il y a un an de cela. Nous n'avons pas reçu de demandes des municipalités.

M. Guertin (Hull): Est-ce qu'il en est venu d'autres organisations?

L'honorable M. Galipeault (Bellechasse): Nous avons reçu une requête.

M. Guertin (Hull): L'honorable ministre a-t-il une idée de ce que coûterait ce pont?

L'honorable M. Galipeault (Bellechasse): On me dit que c'est une entreprise de \$2,000,000.

M. Guertin (Hull): Est-ce que la municipalité intéressée a payé sa part de la construction d'un pont sur le ruisseau Goglu, dans le comté de Bagot?

L'honorable M. Galipeault (Bellechasse): Elle n'a fait qu'un premier paiement. (Souriant) Les goglus sont de date récente.

M. Blain (Montréal-Dorion): Est-ce que les ponts-routes, et tout particulièrement ceux de Bellechasse, se font beaucoup plus nombreux?

L'honorable M. Galipeault (Bellechasse): Comme le ministre des Travaux publics est député de Bellechasse, il n'y a aucun doute que cela a stimulé la demande, mais, on verra que, dans plusieurs autres comtés, il y a eu des travaux considérables.

M. Guertin (Hull) questionne le ministre des Travaux publics et du Travail (l'honorable M. Galipeault).

L'honorable M. Galipeault (Bellechasse): L'octroi normal du gouvernement pour les ponts routes est de 50 %.

M. Guertin (Hull): Je ne veux pas critiquer l'item des ponts-routes ou tout autre item aussi général, mais je tiens à faire observer que nous sommes appelés à voter un item en bloc, ce qui, d'après moi, n'est pas constitutionnel et contraire aux prérogatives de la Chambre.

Nous ne savons pas où, et comment, l'argent va être employé. J'ai ici le budget fédéral. On donne la liste complète de tous les travaux prévus.

M. Blain (Montréal-Dorion): J'approuve l'observation de mon savant ami, de mon collègue de Hull. (Rires) Pardon! Je suis habitué à plaider au Barreau. À Ottawa, lorsqu'on soumet des crédits à la Chambre, on en indique la dépense en détails, en précisant chaque dépense particulière. C'est à la bonne doctrine parlementaire.

Pourquoi ne pas la pratiquer ici? Où est la saine doctrine parlementaire? Nous n'avons pas de détails et nous ne pouvons avoir de contrôle efficace sur les deniers publics.

Comment pouvons-nous dire que nous avons fait une bonne chose quand nous avons voté \$500,000 pour les ponts-routes, \$5,000,000 pour la voirie, sans savoir comment l'argent sera dépensé? C'est un mandat, en blanc que nous donnons à l'honorable ministre, et je crois qu'en saine doctrine parlementaire, c'est un défaut.

La résolution est adoptée.

L'honorable M. McMaster (Compton) propose: 2. Qu'un crédit n'excédant pas quarante mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour les bureaux du gouvernement à Montréal: entretien et réparations, pour l'exercice finissant le 30 juin 1931.

Adopté.

3. Qu'un crédit n'excédant pas quatre-vingt mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour palais de justice et prisons: entretien et réparations, pour l'exercice finissant le 30 juin 1931.

M. Guertin (Hull): Nous voyons avec plaisir que nos suggestions de tout à l'heure sont suivies dans cet item. On a indiqué ici les dépenses en détails. Si l'honorable ministre mérite quelquefois des reproches, cette fois, il mérite des félicitations.

Il pose quelques questions au ministre à propos de l'assurance des palais de justice contre le feu.

L'honorable M. Galipeault (Bellechasse) répond.

M. Blain (Montréal-Dorion): On a fait des travaux au palais de justice de Montmagny?

L'honorable M. Galipeault (Bellechasse): Oui. Les travaux sont terminés depuis quelque temps. On a réparé le vieux palais. On y a ajouté une annexe.

M. Blain (Montréal-Dorion): Est-ce qu'on a demandé des soumissions?

L'honorable M. Galipeault (Bellechasse): Non, car nos architectes croient qu'il vaut mieux faire ces travaux à 10 % avec 2½ % pour l'administration. Le profit, nous disent les experts, n'est pas considérable.

M. Blain (Montréal-Dorion): Il y a un profit de 10 %.

L'honorable M. Galipeault (Bellechasse): Je ne crois pas. Les entrepreneurs ont des dépenses assez considérables.

M. Guertin (Hull): Est-ce que l'honorable ministre a assuré le respect de la clause des salaires raisonnables dans ces travaux?

L'honorable M. Galipeault (Bellechasse): Par ordre en conseil, nous avons amélioré les salaires.

M. Guertin (Hull): Le gouvernement devrait donner le ton pour les salaires raisonnables.

L'honorable M. Galipeault (Bellechasse): Nous avons fait payer des salaires raisonnables à des entrepreneurs, et nous le ferons encore...

M. Guertin (Hull): Très bien.

L'honorable M. Galipeault (Bellechasse): Mais le gouvernement ne doit pas être injuste. Ce sont les deniers publics que nous administrons et nous nous efforçons d'administrer le mieux possible.

M. Guertin (Hull): Est-ce que l'honorable ministre n'admet pas que le gouvernement doit donner le ton?

L'honorable M. Galipeault (Bellechasse): Le gouvernement, je le répète, doit être juste.

M. Guertin (Hull): Est-ce que l'honorable ministre encourage tous les entrepreneurs?

L'honorable M. Galipeault (Bellechasse): Presque tous les peintres, couvreurs, etc., de Québec, obtiennent des contrats dans nos entreprises. On nous dit souvent que le gouvernement encourage la maison Deslauriers et la maison Cauchon. Ce sont des entrepreneurs qui ont l'outillage voulu. Ils obtiennent des contrats du gouvernement fédéral, de commissions scolaires, de particuliers. Ce n'est pas nous qui donnons ces contrats.

M. Guertin (Hull): Est-ce que ces contrats sont donnés à 12½ % de commission?

L'honorable M. Galipeault (Bellechasse): Je l'ignore. Mais nous ne laissons pas toujours les entrepreneurs à commission. Ainsi, au palais de justice de Québec, depuis l'an dernier, nous avons changé cela. Le contrat est donné à forfait.

La résolution est adoptée.

Résolutions à rapporter:

Le comité fait rapport qu'il a adopté plusieurs résolutions et demande la permission de siéger de nouveau. Lesdites résolutions sont lues deux fois et adoptées.

À 6 heures, la Chambre suspend ses travaux.

Reprise de la séance à 8 h 40

Loi du contrôle du revenu

L'honorable M. McMaster (Compton) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 57 modifiant la loi du contrôle du revenu soit maintenant lu une deuxième fois.

Cette disposition existait avant que les permis ne soient délivrés par la Commission des liqueurs et, à cette époque, elle était justifiée. Aujourd'hui, cependant, il n'est plus question d'influence exercée par les officiers du revenu, en ce qui concerne les permis, et l'ancienne loi est désuète.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité plénier.

L'honorable M. McMaster (Compton) propose que la Chambre se forme immédiatement en ledit comité.

Adopté. Le comité, ayant étudié le bill, en fait rapport sans amendement.

L'honorable M. McMaster (Compton) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Loi de la taxe sur les corporations

L'honorable M. McMaster (Compton) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 54 modifiant la loi de la taxe sur les corporations soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité plénier.

L'honorable M. McMaster (Compton) propose que la Chambre se forme immédiatement en ledit comité.

Adopté. Le comité, ayant étudié le bill, en fait rapport sans amendement.

L'honorable M. McMaster (Compton) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Loi du régime des eaux courantes

L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 73 modifiant la loi du régime des eaux courantes soit maintenant lu une deuxième fois⁶.

L'article qui est amendé ne contenait pas le dernier paragraphe du présent article. Pour rendre la chose plus claire, il s'agit d'un amendement à la loi pour dire que, lorsque des travaux seront faits par la Commission des eaux courantes dans un territoire non organisé, un avis de quatre semaines, au lieu de un mois, dans la *Gazette officielle* suffira.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité plénier.

L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay) propose que la Chambre se forme immédiatement en ledit comité.

Adopté. Le comité, ayant étudié le bill, en fait rapport sans amendement.

L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Loi de la Législature

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 52 modifiant la loi de la Législature.

Le bill paraît assez long, mais sa portée est très courte. La loi a pour but d'accorder au vice-président les pouvoirs du président, pour recevoir les démissions des députés, etc. Lorsque la loi de la Législature a été adoptée, il n'y avait pas de vice-président en cette Chambre. Comme nous avons l'avantage d'en avoir un, nous voulons lui accorder les pouvoirs du président, qu'il exerce en l'absence de ce dernier. Supposons que le président veut démissionner, par exemple, le vice-président pourra recevoir sa démission.

Adopté. Le comité, ayant étudié le bill, en fait rapport sans amendement.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Loi des licences

L'honorable M. McMaster (Compton) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 44 modifiant la loi des licences soit maintenant lu une deuxième fois.

Le but du bill est de faire concorder la loi des licences avec les autres bills que nous avons adoptés.

À l'heure actuelle, la bascule automatique est classée comme n'importe quel autre appareil à sous et est grevée d'une taxe de \$4.80 par machine, mais ils ne devraient vraiment pas être compris dans cette catégorie. Ce n'est pas juste, car la bascule automatique est un appareil utile.

M. Blain (Montréal-Dorion) pose une question au trésorier pour connaître le but de chaque article.

L'honorable M. McMaster (Compton): Il s'agit de faire disparaître une futile taxe.

M. Blain (Montréal-Dorion): Si on fait disparaître une taxe, c'est qu'elle ne rapportait plus grand-chose.
(Rires)

L'honorable M. McMaster (Compton):
(Souriant) C'est peut-être vrai.
(Rires)

L'honorable M. Taschereau (Montmorency):
(Souriant) Si nous faisons disparaître des taxes, ça sent les élections.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité plénier.

L'honorable M. McMaster (Compton) propose que la Chambre se forme immédiatement en ledit comité.

Adopté. Le comité, ayant étudié le bill, en fait rapport sans amendement.

L'honorable M. McMaster (Compton) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.
Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Subsides

L'honorable M. McMaster (Compton) propose, selon l'ordre du jour, que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil pour que la Chambre se forme de nouveau en comité des subsides.

Adopté.

En comité:

L'honorable M. McMaster (Compton) propose: 1. Qu'un crédit n'excédant pas trente mille

dollars soit ouvert à Sa Majesté pour palais de justice et prisons: assurance, pour l'exercice finissant le 30 juin 1931⁷.

L'honorable M. Galipeault (Bellechasse):

Il y a augmentation de \$26,000. Cela s'explique par le fait que nous payons la plupart des primes tous les trois ans. L'année prochaine sera celle du paiement des primes. Nous donnons des assurances à presque toutes les compagnies qui font affaire dans la province de Québec.

La résolution est adoptée.

L'honorable M. McMaster (Compton)

propose: 2. Qu'un crédit n'excédant pas vingt-six mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour l'assurance des édifices publics en général, pour l'exercice finissant le 30 juin 1931.

Adopté.

3. Qu'un crédit n'excédant pas vingt-cinq mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour palais de justice et prisons, Joliette: réparations, pour l'exercice finissant le 30 juin 1931.

M. Blain (Montréal-Dorion): Est-ce que les ouvriers sont payés ce que le gouvernement donne aux entrepreneurs dans les travaux publics?

L'honorable M. Galipeault (Bellechasse):

Les unions suivent les intérêts de leurs ouvriers. Elles nous ont dit que des entrepreneurs ne payaient pas des salaires raisonnables. Nous avons pris l'argent sur les contrats des entrepreneurs et nous avons payé les ouvriers. Nous le ferons encore.

M. Guertin (Hull): Est-ce qu'il y a longtemps que la maison Cauchon a des contrats du gouvernement?

L'honorable M. Galipeault (Bellechasse):

La maison Cauchon est une des plus vieilles compagnies de construction de Québec.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Est-ce qu'elle n'a pas un défaut, la lenteur?

M. Guertin (Hull): Sept ans pour bâtir le palais de justice de Québec, c'est long.

M. Blain (Montréal-Dorion): C'est actuellement la deuxième génération qui poursuit les travaux, et l'on procède à la manière des ouvriers des vieilles

cathédrales. Est-ce que ce sera un chef d'œuvre aussi remarquable que la cathédrale de Reims?

L'honorable M. Galipeault (Bellechasse): (Souriant) C'est bien beau de dire que la construction a duré sept ans. Mais on fait dater cela du commencement de la construction de l'annexe qu'il a fallu bâtir, avant d'entreprendre la reconstruction du vieux palais. Les travaux de réparations ne peuvent se comparer aux travaux de construction. J'invite l'honorable député de Montréal-Dorion à visiter le nouveau palais de justice de Québec. Il verra que les entrepreneurs ont fait là un travail comme il y en a peu dans la province. Le palais de justice de Québec serait l'un des plus beaux en Amérique.

Je doute fort qu'il y ait des édifices dans la province dont la beauté et la qualité de la construction puissent se comparer à la beauté et la qualité des édifices érigés par le ministère des Travaux publics. Il est inadmissible que l'on compare des bâtiments complètement nouveaux comme, par exemple, le Château Frontenac ou le Manoir Richelieu, à un édifice ancien, dont la rénovation représente une tâche beaucoup plus difficile et requiert que l'on conserve la beauté du style ancien tout en lui donnant la solidité, la permanence et le caractère ignifuge des structures modernes.

Un bill sera présenté à cet effet. J'aurai, dit-il, l'occasion de dire ce qui en est, et il n'y a rien de si extraordinaire comme le laissent supposer les on-dit.

La résolution est adoptée.

L'honorable M. McMaster (Compton) propose: 4. Qu'un crédit n'excédant pas trente mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour palais de justice et prison, Rivière-du-Loup, réparations, pour l'exercice finissant le 30 juin 1931.

Un député: Ce sont des montants votés l'an dernier que l'on fait revoter parce qu'ils n'ont pas été dépensés.

La résolution est adoptée.

L'honorable M. McMaster (Compton) propose: 5. Qu'un crédit n'excédant pas dix mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour palais de justice et prison, Hull: réparations, pour l'exercice finissant le 30 juin 1931.

L'honorable M. Galipeault (Bellechasse): L'an dernier, l'honorable député de Hull

(M. Guertin) m'a fait promettre de faire des réparations au palais de son comté.

M. Blain (Montréal-Dorion): Est-ce qu'il y a de bonnes cellules pour les prisonniers?

L'honorable M. Galipeault (Bellechasse): C'est un bon palais de justice.

M. Blain (Montréal-Dorion): Tout s'y passe de façon patriarcale: les barreaux des cellules ne sont point un obstacle irréductible.

Il me semble qu'il est un peu comme certain palais de justice sans cellules, où le gardien bénévole permettait aux détenus d'aller veiller le soir, sur foi jurée qu'ils reviendraient.

La résolution est adoptée.

L'honorable M. McMaster (Compton) propose: 6. Qu'un crédit n'excédant pas quinze mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour palais de justice et prison, La Malbaie: réparations, pour l'exercice finissant le 30 juin 1931.

L'honorable M. Galipeault (Bellechasse): C'est pour divers travaux, entre autres pour construire une annexe où on logera le géolier.

La résolution est adoptée.

L'honorable M. McMaster (Compton) propose: 7. Qu'un crédit n'excédant pas quinze mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour palais de justice et prison, Sherbrooke: réparations, pour l'exercice finissant le 30 juin 1931.

Adopté.

8. Qu'un crédit n'excédant pas cinq mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour prison de Chicoutimi: ameublement, pour l'exercice finissant le 30 juin 1931.

Adopté.

9. Qu'un crédit n'excédant pas deux mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour la prison de Bordeaux: ventilation de la section pour détenus aliénés, pour l'exercice finissant le 30 juin 1931.

Adopté.

10. Qu'un crédit n'excédant pas six mille cinq cent cinquante dollars et quatre-vingts centins soit ouvert à Sa Majesté pour palais de justice, Montréal: ameublement, pour l'exercice finissant le 30 juin 1931.

Adopté.

11. Qu'un crédit n'excédant pas cinquante mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour la loi des établissements industriels, Statuts refondus, 1925, chapitre 182, pour l'exercice finissant le 30 juin 1931.

Adopté.

12. Qu'un crédit n'excédant pas six cents dollars soit ouvert à Sa Majesté pour loi des différends ouvriers de Québec, Statuts refondus, 1925, chapitre 97: traitement du registraire, pour l'exercice finissant le 30 juin 1931.

M. Guertin (Hull) se plaint d'une lettre que lui a écrite le sous-ministre du travail.

L'honorable M. Galipeault (Bellechasse): M. Guyon n'a certainement pas eu l'intention d'être désagréable au député de Hull.

La résolution est adoptée.

Résolutions à rapporter:

Le comité fait rapport qu'il a adopté plusieurs résolutions et demande la permission de siéger de nouveau. Lesdites résolutions sont lues deux fois et adoptées par la Chambre.

La séance est levée à 10 h 30.

4. Le comité se réunit sous la présidence de M. Delisle (Chicoutimi). *The Montreal Daily Star* du 25 mars 1930, à la page 14, précise qu'il n'y avait pas le quorum nécessaire (15 députés incluant le Président). La cloche s'est alors mise à sonner.

5. M. le sous-ministre Ivan Vallée vient s'asseoir à côté de son ministre pour renseigner la Chambre, selon *L'Événement* du 25 mars 1930, à la page 9.

6. Selon *The Chronicle Telegraph* du 25 mars 1930, à la page 6: "Une légère touche d'humour est venue ponctuer une soirée sans éclat lorsqu'un page, traversant la Chambre à toute allure pour répondre à l'appel d'un député, a glissé sur le tapis et est tombé comme une masse aux pieds de l'honorable ministre des Terres et Forêts (M. Mercier fils), qui venait d'entrer et s'apprêtait à prendre son siège. Bien que la chute du jeune homme ait été amortie par l'épais tapis, la soudaineté de celle-ci l'a étourdi et le ministre l'a gentiment aidé à se relever, avec un sourire empreint de sympathie".

7. M. le sous-ministre Ivan Vallée vient reprendre sa place près du ministre, selon *L'Événement* du 25 mars 1930, à la page 9.

NOTES

1. Il y avait 17 députés présents en Chambre. *Le Devoir* du 25 mars 1930, à la page 2, rapporte d'ailleurs qu'il n'y a pas eu quorum les trois quarts du temps. *La Presse* du 25 mars 1930 ajoute que la cloche a sonné plusieurs fois pour former le quorum.

2. Le comité se réunit sous la présidence de M. Delisle (Chicoutimi).

3. Le comité se réunit sous la présidence de M. Delisle (Chicoutimi). *The Montreal Daily Star* du 25 mars 1930, à la page 14, précise qu'il n'y avait pas le quorum nécessaire (15 députés incluant le Président). La cloche s'est alors mise à sonner.

Séance du mardi 25 mars 1930

Présidence de l'honorable T.-D. Bouchard

La séance est ouverte à 3 h 20.

Prière.

M. l'Orateur: À l'ordre Messieurs! Que les portes soient ouvertes¹!

Rapports de comités:

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le vingt-septième rapport du comité permanent des bills publics en général. Voici le rapport:

Le bill 195 modifiant l'article 94 du Code de procédure civile a été rejeté.

paroisse de Saint-Côme, comté de Joliette, pour aide à la colonisation, travaux de voirie ou autrement; *a.* en 1928; *b.* en 1929?

2. Quand, comment et à qui ces octrois ont-ils été payés dans chaque cas?

3. À quels travaux ont servi ces octrois?

4. Lesdits travaux ont-ils été exécutés par contrat ou à la journée?

5. S'ils ont été exécutés par contrat, quel est le nom et l'adresse de l'entrepreneur dans chaque cas?

6. S'ils ont été exécutés à la journée, quel est le nom et l'adresse du surveillant dans chaque cas?

L'honorable M. Perrault (Arthabaska): 1. *a.* \$1,841.88; *b.* \$6,565.05.

2. (Voir le tableau ci-dessous)

Questions et réponses:

Travaux à Saint-Côme,
comté de Joliette

M. Lafleur (Montréal-Verdun): 1. Quelle a été la somme globale des octrois accordée à la

Par le département de la Colonisation:

<i>Date:</i>	<i>Chèque de:</i>	<i>À l'ordre de:</i>
3 août 1928.....	\$1,291.39	Wilfrid Lepage
3 octobre 1928.....	\$ 550.49	Wilfrid Lepage
2 juillet 1929.....	\$ 150.00	Adrien Gagné
3 juillet 1929.....	\$ 199.75	Adjutor Thériault
10 juillet 1929.....	\$ 100.25	Amédée Mailloux, fils de Jos.
10 juillet 1929.....	\$ 232.37	Bélanger & Bolduc
10 juillet 1929.....	\$ 91.00	Sherwin Williams
18 juillet 1929.....	\$ 223.39	E. Bélanger
24 juillet 1929.....	\$ 628.40	Conseil municipal de Saint-Côme
26 juillet 1929.....	\$ 100.25	Eugène Mailloux
6 août 1929.....	\$ 175.95	B. Desrochers
6 août 1929.....	\$ 552.32	Conseil municipal de Saint-Côme
15 août 1929.....	\$ 7.36	Bélanger & Bolduc
20 août 1929.....	\$ 98.31	Conseil municipal de Saint-Côme
29 août 1929.....	\$ 5.70	J. Mailloux

Par le département de la Voirie:

19 août 1929.....	\$3,500.00	Paroisse de Saint-Côme
19 mars 1930.....	\$ 500.00	Paroisse de Saint-Côme

3. Par le département de la Colonisation: à la confection et à l'amélioration de la route à travers les lots 25 à 35 sur les rangs VI, VII et VIII du canton de Cathcart, du chemin de front vis-à-vis le lot 36 du rang VI du canton de Cathcart, du chemin de front vis-à-vis les lots 37 et 38 du rang VII du canton de Cathcart, du chemin de front du lot 15 au lot 22 inclusivement du rang IX du canton de Cathcart, du chemin de front vis-à-vis les lots 5 à 15 inclusivement du rang VIII du canton de Cathcart pour la construction d'un pont sur la rivière L'Assomption, lot 28, rangs X et XI du canton de Cathcart.

Par le département de la Voirie: à la construction de la route Berthier-Joliette-Saint-Côme.

4. À la journée.

5. Répondu à la question 4.

6. Au département de la Colonisation: Wilfrid Lepage, Saint-Côme; Adrien Gagné, Saint-Côme; Adjutor Thériault, Saint-Côme; Amédée Mailloux, fils de Jos., Saint-Côme; Eugène Mailloux, Saint-Côme; Bernardin Durochers, Ville-Marie, comté de Témiscamingue.

Au département de la Voirie: Rosario Beaudry, Saint-Côme.

Saint-Norbert, comté de Joliette

M. Lafleur (Montréal-Verdun): 1. Quel était le maire de la paroisse de Saint-Norbert, comté de Joliette: *a.* en 1927; *b.* en 1928; *c.* en 1929?

2. Quel était le cantonnier de ladite paroisse: *a.* en 1927; *b.* en 1928; *c.* en 1929?

3. Quels ont été les entrepreneurs de ponts et chemins dans la même paroisse: *a.* en 1927; *b.* en 1928; *c.* en 1929?

4. Qui a fourni le gravier pour la construction et les réparations des chemins de la même paroisse: *a.* en 1927; *b.* en 1928; *c.* en 1929?

L'honorable M. Perrault (Arthabaska): 1. Édouard-Charles Lafrenière était maire en 1927, 1928 et 1929.

2. Édouard-Charles Lafrenière était cantonnier en 1927, 1928 et 1929.

3. Aucun.

4. *a.* Raymond Fréchette; Edmond Dubois; Ernest Desaliers; *b.* Le département de la Voirie n'a fait aucun paiement de gravier en 1928; *c.* Ovide Marquis; Mme Jos. Coutu; Ernest Desaliers; Rémi Généreux; Jos. Champagne; Wilfrid Dubeau; Donat Aubin; Nap. St-Louis.

Sainte-Émilie-de-l'Énergie, comté de Joliette, octrois

M. Lafleur (Montréal-Verdun): Quelle a été la somme globale des octrois accordés à la paroisse de Sainte-Émilie-de-l'Énergie, comté de Joliette, pour aide à la colonisation, travaux de voirie ou autrement, en 1929?

L'honorable M. Perrault (Arthabaska): \$16,523.80

Travaux à Saint-Norbert, comté de Joliette

M. Lafleur (Montréal-Verdun): 1. Quelle a été la somme globale des octrois accordée à la paroisse de Saint-Norbert, comté de Joliette, pour aide à la colonisation, travaux de voirie ou autrement; *a.* en 1928; *b.* en 1929?

2. De cette somme, combien a été affecté à la confection des chemins et à la construction de ponts ou ponceaux?

3. Combien a été affecté à la réparation et à l'entretien des chemins?

4. Combien de milles de chemins ont-ils été faits?

5. Les travaux ont-ils été exécutés par contrat ou à la journée?

6. S'ils ont été exécutés par contrat, quel est le nom et l'adresse de l'entrepreneur dans chaque cas?

7. S'ils ont été exécutés à la journée, quel est le nom et l'adresse du surveillant dans chaque cas?

8. Quelle quantité de gravier a été achetée, de qui et à quel prix?

9. Qui a contrôlé la livraison du gravier?

10. Une certaine quantité de gravier a-t-elle été d'abord refusée, puis acceptée par l'inspecteur Rocher?

11. Dans l'affirmative, qui a fait changer la décision dudit inspecteur?

L'honorable M. Perrault (Arthabaska): 1. *a.* \$1,450; *b.* \$1,375; *c.* \$2,000.50.

2. \$3,025.

3. \$1,800 pour la réparation et rien pour l'entretien.

4. 24 milles.

5. À la journée.

6. Répondu à la question 5.

7. Pour les travaux de colonisation: E.-C. Lafrenière; Damien Coulombe; Ernest Dezalier, tous trois de Saint-Norbert.

Pour les travaux de Voirie: Arclès Dubeau, Saint-Norbert.

8. 278 verges cubes à \$0.10 la verge cube, de Raymond Fréchette; et 2,000 verges cubes à \$0.10 la verge cube, d'Ovide Marquis, pour la construction.

9. Le gravier pour la construction a été contrôlé par la municipalité qui a fourni au département de la Voirie un état assermenté.

10. Aucune quantité de gravier nécessaire à la confection des chemins n'a été refusée d'abord, puis acceptée par la suite.

11. Répondu à la question 10.

**Saint-Norbert, comté de Joliette,
remboursement**

M. Lafleur (Montréal-Verdun): Le gouvernement ou aucun de ses ministères, s'est-il engagé à rembourser le coût de la confection de deux milles de chemins faits en 1929, dans la paroisse de Saint-Norbert, comté de Joliette?

L'honorable M. Perrault (Arthabaska):
Non.

**Route
Rouyn-Angliers**

M. Guertin (Hull): Combien a coûté la route Rouyn-Angliers?

L'honorable M. Perrault (Arthabaska):
\$685,966.45.

Noranda Mines Ltd.

M. Guertin (Hull): Quels montants ont été payés au gouvernement en royauté ou autrement par la Noranda Mines Ltd: *a.* en 1928; *b.* en 1929?

L'honorable M. Perrault (Arthabaska): *a.* Aucun; *b.* \$118,125.87, dont \$43,127.97 payé au début de 1930, droits provenant des opérations de l'année du calendrier 1928. Pour les opérations de l'année 1929, le montant dû n'est pas encore établi.

**Permis d'exploitation minière,
comté de Témiscamingue**

M. Guertin (Hull): Combien de permis d'exploitation minière ont-ils été émis dans le comté de Témiscamingue: *a.* en 1925; *b.* en 1926; *c.* en 1927; *d.* en 1928; *e.* en 1929?

L'honorable M. Perrault (Arthabaska): *a.* 87; *b.* 242; *c.* 195; *d.* 113; *e.* 49.

**Pouvoir d'eau
au pouvoir des Quinze**

M. Guertin (Hull): 1. Quel est le nombre de chevaux-vapeur développés actuellement au pouvoir des Quinze?

2. Quel est le nombre des chevaux-vapeur exportés en Ontario?

3. Combien l'exploitation de ce pouvoir d'eau a-t-elle rapporté au gouvernement chaque année à date?

L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay):
1. À la date du 20 janvier 1929, la puissance des turbines installées à l'usine de la concession no 3, était de 40,000 HP.

2. 11,517 HP.

3. ...

3. 1923-1924.....	\$80,100.00
1924-1925.....	85,208.94
1925-1926.....	88,645.36
1926-1927.....	89,520.82
1927-1928.....	90,976.60
1928-1929.....	90,858.00

**Concessions minières,
comté de Témiscamingue**

M. Guertin (Hull): Combien de concessions minières ont-elles été émises pour le comté de Témiscamingue: *a.* en 1925; *b.* en 1926; *c.* en 1927; *d.* en 1928; *e.* en 1929?

L'honorable M. Perrault (Arthabaska): *a.* 6; *b.* 9; *c.* 14; *d.* 4; *e.* 3.

**Certificats de mineurs,
comté de Témiscamingue**

M. Guertin (Hull): Quel est le nombre des certificats de mineurs émis pour le comté de Témiscamingue: *a.* en 1925; *b.* en 1926; *c.* en 1927; *d.* en 1928; *e.* en 1929?

L'honorable M. Perrault (Arthabaska):
Les certificats de mineurs sont émis pour toute la province, et non pour une région en particulier.

Entretien de la route nationale autour du lac Saint-Jean

M. Tremblay (Maisonneuve): 1. Le gouvernement a-t-il renouvelé le contrat pour l'entretien de la route nationale autour du lac Saint-Jean donné à M. E.-R. Truchon de Roberval, et expiré le 1^{er} janvier dernier?

2. Dans l'affirmative, le contrat a-t-il été renouvelé audit E.-R. Truchon?

3. Quel prix a été établi et pour combien de temps?

4. Le gouvernement a-t-il l'intention de renouveler ledit contrat, s'il ne l'a pas fait encore?

5. Dans l'affirmative, ce contrat sera-t-il accordé au moyen de soumissions régulièrement demandées ou par renouvellement en faveur dudit E.-R. Truchon?

L'honorable M. Perrault (Arthabaska): 1. Non.

2. et 3. Répondu à la question 1.

4. Non.

5. Répondu à la question 4.

Pont sur la rivière Saguenay

M. Tremblay (Maisonneuve): 1. Le gouvernement a-t-il offert, aux paroisses intéressées, de construire lui-même un pont sur la rivière Saguenay, entre Sainte-Anne et Chicoutimi, sans qu'il en coûte un sou aux dites municipalités, et ce, par l'entremise du député provincial de Chicoutimi?

2. Dans l'affirmative, les municipalités ont-elles accepté ou refusé l'offre du gouvernement?

3. Par qui ledit pont sera-t-il construit et à quel prix?

4. Quel est le montant des estimés?

L'honorable M. Galipeault (Bellechasse): 1. Par l'entremise du député provincial de Chicoutimi, le gouvernement a fait aux intéressés des suggestions qui, si elles étaient acceptées, réduiraient au minimum la responsabilité des municipalités.

2. L'offre a été refusée.

3. On l'ignore.

4. Aucun projet définitif n'a été arrêté.

Émile Plourde, contrat

M. Tremblay (Maisonneuve): 1. Le contrat donné à Émile Plourde, de Saint-Prime, du lac Saint-

Jean, pour charroyage d'une certaine quantité de sable à gravelage, dans la paroisse de Saint-Gédéon, a-t-il été annulé ou suspendu?

2. Dans l'affirmative, le gouvernement s'est-il engagé à rembourser à l'entrepreneur le montant des dépenses qu'il a faites à date, et le coût de la machinerie achetée spécialement pour ce travail?

3. Combien a-t-il été ou sera-t-il remboursé audit entrepreneur?

L'honorable M. Perrault (Arthabaska): 1. Non. Le délai pour l'exécution des travaux a été prolongé.

2. et 3. Le gouvernement s'en tient au contrat.

Pension des juges et des magistrats

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 210 concernant la pension des juges des sessions, des magistrats de police et des magistrats de district soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Droits sur les successions

L'honorable M. McMaster (Compton) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 26 modifiant la loi des droits sur les successions soit maintenant lu une troisième fois.

M. Guertin (Hull) se déclare, dit-il, satisfait de la réduction des droits sur les petites successions. Mais, poursuit-il, le gouvernement n'a pas présenté une mesure de nature à amener la réduction des taxes. Dans le cas d'un homme qui a des actions dans la Gatineau Power Company, dont les propriétaires sont dans la province de Québec mais le bureau principal à Ottawa, les biens de cet homme seraient-ils taxables dans Québec?

L'honorable M. McMaster (Compton): Non.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Loi des mines

L'honorable M. Perrault (Arthabaska) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité plénier pour prendre en considération un projet de résolutions relatives au bill 42 modifiant la loi des mines de Québec.

Adopté.

Il informe alors la Chambre qu'il est autorisé par Son Honneur le lieutenant-gouverneur à soumettre ledit projet de résolutions et que Son Honneur en recommande la prise en considération.

En comité:

L'honorable M. Perrault (Arthabaska) propose: 1. Que, afin de pourvoir plus efficacement à l'administration de la loi des mines de Québec (Statuts refondus, 1925, chapitre 80) il sera établi par le département auquel le lieutenant-gouverneur en conseil aura, de temps à autre, transféré les mines du contrôle d'un membre du Conseil exécutif au contrôle d'un autre membre, en vertu de l'article 7 de la loi de l'exécutif (Statuts refondus, 1925, chapitre 6) une division spéciale appelée "Service des mines".

2. Que le lieutenant-gouverneur en conseil pourra nommer un directeur du service des mines et pourvoir à sa rémunération suivant les dispositions de la loi du service civil (Statuts refondus, 1925, chapitre 10); que celui-ci, sous l'autorité du ministre, aura la direction de toutes les matières relevant de ce service, et qu'il pourra, à ce titre, valablement apposer sa signature officielle et, par là, donner force et autorité à tous documents quelconques qui seront ou pourront être émis en vertu de ladite loi des mines de Québec.

La loi, dit-il, a pour but de créer un service des mines, que le lieutenant-gouverneur pourrait transférer d'un département à un autre; et le ministre qui aura les mines sous sa direction pourra porter le titre de ministre des Mines.

M. Blain (Montréal-Dorion): Qui est surintendant des Mines?

L'honorable M. Perron (Montcalm): C'est M. A.-O. Dufresne, et il deviendra directeur du service des mines, sous l'autorité du ministre des Mines.

M. Blain (Montréal-Dorion): C'est un ministère en fonction?

L'honorable M. Perrault (Arthabaska): Certainement, mais pas pour maintenant. Ce sera pour plus tard, quand notre industrie minière aura pris un essor encore plus considérable.

M. Blain (Montréal-Dorion): C'est un nouveau ministère en formation?

L'honorable M. Perrault (Arthabaska): Vu l'importance du développement minier, nous croyons devoir faire ces changements dans l'administration.

Il explique quelques autres amendements à la loi des mines, amendements qui ont pour objet de faire concorder la loi avec le nouveau système établi. Le but des résolutions est, dit-il, de créer par statut le service des mines, qui existe déjà sous une autre forme, et de remplacer le titre de surintendant par celui de directeur. Nous changeons tout simplement le titre.

Un député de l'opposition pose une question.

L'honorable M. Perrault (Arthabaska): Cet officier touche actuellement un salaire de \$4,000.

Il fait allusion à la construction prochaine de l'affinerie de cuivre à Montréal-Est.

M. Blain (Montréal-Dorion): Cela aura probablement des répercussions fort désagréables pour le voisinage, n'est-ce pas?

L'honorable M. Perrault (Arthabaska): Je ne crois pas.

M. Blain (Montréal-Dorion): Mais n'y aura-t-il pas un dégagement de certains gaz qui menaceront la végétation dans tout le secteur?

L'honorable M. Perrault (Arthabaska): Pas dans le cas d'une affinerie; dans le cas d'une fonderie, peut-être.

Les résolutions sont adoptées.

Résolutions à rapporter:

Le comité fait rapport qu'il a adopté plusieurs résolutions, lesquelles sont lues deux fois et adoptées par la Chambre.

Il est ordonné que lesdites résolutions soient renvoyées au comité plénier chargé d'étudier le bill 42 modifiant la loi des mines de Québec.

L'honorable M. Perrault (Arthabaska) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 42 modifiant la loi des mines de Québec soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité plénier.

L'honorable M. Perrault (Arthabaska) propose que la Chambre se forme immédiatement en ledit comité.

Adopté. Le comité, ayant étudié le bill, en fait rapport sans amendement.

L'honorable M. Perrault (Arthabaska) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Loi des compagnies minières

L'honorable M. Perrault (Arthabaska) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 202 modifiant la loi des compagnies minières de Québec soit maintenant lu une deuxième fois.

Le but du projet est d'amender la loi de façon à donner un délai de 30 jours aux compagnies pour transmettre au ministère des Mines leurs règlements. Le délai est actuellement de deux jours et les règlements arrivent toujours en retard. Autrefois, celles-ci étaient obligées de transmettre au gouvernement une copie de tout règlement comportant une augmentation de capital.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité plénier.

L'honorable M. Perrault (Arthabaska) propose que la Chambre se forme immédiatement en ledit comité.

Adopté. Le comité, ayant étudié le bill, en fait rapport sans amendement.

L'honorable M. Perrault (Arthabaska) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Réorganisation de certains départements

L'honorable M. Perrault (Arthabaska) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 38 modifiant les Statuts refondus concernant la réorganisation de certains départements soit maintenant lu une deuxième fois.

Le projet n'a d'autre but que de légaliser le changement fait au ministère des Mines que la Chambre vient d'adopter. Le ministère de la Colonisation, de la Chasse et des Pêcheries et le service des Mines passent sous le contrôle du ministre des Mines. Ce changement affecte 16 différentes lois qu'il a fallu amender dans ce projet.

M. Blain (Montréal-Dorion): Le bill n'a pas d'autre objet?

L'honorable M. Perrault (Arthabaska): Non. Ce long projet de loi n'est ni plus ni moins que de la concordance.

M. Blain (Montréal-Dorion): Alors, très bien.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité plénier.

L'honorable M. Perrault (Arthabaska) propose que la Chambre se forme immédiatement en ledit comité.

Adopté. Le comité, ayant étudié le bill, en fait rapport sans amendement.

L'honorable M. Perrault (Arthabaska) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Loi des assurances

L'honorable M. McMaster (Compton) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité plénier pour prendre en considération un projet de résolutions relatives au bill 66 modifiant la loi des assurances de Québec.

Adopté.

Il informe alors la Chambre qu'il est autorisé par Son Honneur le lieutenant-gouverneur à soumettre ledit projet de résolutions et que Son Honneur en recommande la prise en considération.

En comité:

L'honorable M. McMaster (Compton) propose: 1. Que, pour défrayer les dépenses du bureau de l'inspecteur d'assurance nommé en vertu des dispositions de l'article 244 de la loi des assurances de Québec (Statuts refondus, 1925, chapitre 243), tel que modifié par la section 11 de la loi qui accompagne les présentes résolutions, une somme, dont le montant sera fixé par le lieutenant-gouverneur en conseil, n'excédant pas douze mille dollars, au lieu de celle de quatre mille dollars mentionnée à l'article 254 de la loi des assurances de Québec, sera fournie et payée au trésorier de la province, chaque année, par les compagnies d'assurance mentionnées audit article 244.

2. Qu'il sera loisible au lieutenant-gouverneur en conseil de faire amender le tarif des droits et honoraires qu'il pourra juger à propos de déclarer payables sur les licences ordonnées par la loi des assurances de Québec.

Les résolutions sont adoptées.

Résolutions à rapporter:

Le comité fait rapport qu'il a adopté plusieurs résolutions, lesquelles sont lues deux fois et adoptées par la Chambre.

Il est ordonné que lesdites résolutions soient renvoyées au comité plénier chargé d'étudier le bill 66 modifiant la loi des assurances de Québec.

L'honorable M. McMaster (Compton) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 66 modifiant la loi des assurances de Québec soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité plénier.

L'honorable M. McMaster (Compton) propose que la Chambre se forme immédiatement en ledit comité.

Adopté.

En comité²:

L'honorable M. McMaster (Compton): Les compagnies d'assurances de la province de Québec sont obligées de payer au trésorier de la province une somme de \$4,000 par an, pour payer les frais du bureau de l'inspecteur des assurances. Vu l'augmentation des affaires, nous voulons porter ce montant à \$12,000. Nous voulons donner en conséquence au trésorier le droit d'augmenter le prix des licences données à ces compagnies. Cette somme peut ne pas être nécessaire dans l'immédiat, mais en la fixant comme limite à laquelle le gouvernement peut avoir recours au besoin, on évite de devoir revenir à la Chambre à plusieurs reprises, dans un proche avenir, pour obtenir l'autorisation d'augmenter ce montant à nouveau.

M. Gault (Montréal-Saint-Georges) demande à quel montant pourrait s'élever la part de la plus importante compagnie d'assurances.

Un député: On ne peut répondre de but en blanc à cette question, mais ces renseignements seront donnés au député de Hull en privé ou en Chambre, s'il insiste pour les avoir. L'idée générale est de répartir le montant selon le volume des affaires traitées par les différentes compagnies.

Le comité étudie le paragraphe c de l'article 134 modifié par l'article 3 du projet de loi et qui se lit comme suit:

"c. D'une compagnie d'assurance enregistrée, autre qu'une compagnie d'assurance sur la vie, transigeant l'une des catégories d'assurance mentionnées dans la demande, si cette demande ne comporte pas l'assurance sur la vie."

M. Guertin (Hull): Cet article prête à équivoque.

L'honorable M. McMaster (Compton): Il est suffisamment clair.

M. Sauvé (Deux-Montagnes) appuie les objections du député de Hull (M. Guertin).

Un député fait une suggestion.

L'honorable M. McMaster (Compton): Je ne peux, dit-il, l'accepter.

L'article 3 est adopté.

Les articles 4 à 13 sont adoptés.

Le comité, ayant étudié le bill, en fait rapport sans amendement.

L'honorable M. McMaster (Compton) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Système d'assurance sociale

L'honorable M. Galipeault (Bellechasse) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité plénier pour prendre en considération un projet de résolutions relatives au bill 69 concernant la création d'une commission chargée d'étudier un système d'assurance sociale pour la province.

Adopté.

Il informe alors la Chambre qu'il est autorisé par Son Honneur le lieutenant-gouverneur à soumettre ledit projet de résolutions et que Son Honneur en recommande la prise en considération.

En comité:

L'honorable M. Galipeault (Bellechasse) propose: 1. Que les membres de la Commission des affaires sociales de Québec, qui pourra être nommé en vertu de la loi qui accompagne les présentes résolutions, pour étudier la situation relativement à l'établissement, dans cette province, d'un système d'assurance sociale et au mode de législation qui pourrait être adopté à cet égard, recevront l'indemnité fixée par le lieutenant-gouverneur en conseil.

2. Que le lieutenant-gouverneur en conseil pourra nommer, sur recommandation du ministre des Travaux publics et du Travail, le personnel requis pour la Commission et pourvoir à sa rémunération.

3. Que l'indemnité des membres, les traitements du personnel et autres dépenses encourues par la Commission seront payés à même le fonds consolidé du revenu de la province.

Un député de l'opposition: Pourrait-on avoir quelques explications?

L'honorable M. Galipeault (Bellechasse): Le projet de loi, que j'ai l'honneur de soumettre, a une

portée considérable. M. le président, la province de Québec est la première, dans ce genre de législation, comme elle l'a été pour la loi des accidents de travail. C'est elle qui, aujourd'hui encore, éclaire le chemin. Si le projet de loi était venu au début de la session, j'aurais donné plus d'ampleur à mes remarques. Or, je me contenterai de donner quelques explications, vu l'heure avancée de la session. À des besoins nouveaux, des remèdes nouveaux.

L'assurance sociale est une question à laquelle on a fait référence dans le discours du trône et qu'il faudra examiner soigneusement, afin de la rendre effective. Il s'agit simplement d'un élargissement de ce que le gouvernement a déjà fait pour les classes ouvrières de la province. Il y a des changements radicaux qui font surgir des problèmes délicats. L'industrie est nécessaire au développement d'un pays, d'une province. Elle s'installe à des endroits où il y a des ressources naturelles, de bons ouvriers et une saine population. L'industrie a trouvé ces trois facteurs chez nous. Le gouvernement s'est appliqué à résoudre les problèmes industriels et ouvriers nés du progrès de l'industrie. Il veut régler maintenant le problème social.

Le gouvernement a toujours eu le souci de l'ouvrier. Le gouvernement s'intéresse aux ouvriers qui connaissent sa sollicitude. Nos lois le prouvent. Notre code fait honneur aux ouvriers. Je ne dirai pas tout ce que nous avons fait. Je pourrais vous citer un grand nombre de lois, mais qu'il me suffise d'indiquer la loi des établissements industriels, des salaires minimum, des accidents de travail.

Nous voulons faire face aujourd'hui au risque social. Dans la plupart des pays du monde, l'assurance sociale a été étudiée. Et des systèmes d'assurance sociale existent déjà dans un grand nombre de pays, et certaines provinces du dominion ont adopté un système de pension de vieillesse. En Angleterre, en France, en Italie, en Roumanie, en Espagne, en Tchécoslovaquie et dans d'autres pays européens, l'assurance sociale fait depuis longtemps l'objet de discussions.

Chez nous, dans notre propre province, la loi de pension de vieillesse nécessiterait une dépense très considérable et renferme bien des lacunes. Tout le monde s'intéresse au vieillard. Nous voulons lui venir en aide, mais il n'est pas tout seul. Il y en a d'autres. La loi lui accorde une pension de \$20 par mois après 70 ans. Il ne semble pas y avoir d'exigence en ce qui concerne la résidence au pays. C'est simplement une question de limite d'âge. Il me semble qu'avant cet âge que prévoit la loi, il y a des cas qui méritent notre attention.

Un père de famille, même à 40, 45 ou 50 ans, peut se retrouver dans le besoin en raison d'une maladie, de la perte de son emploi, d'un accident ou pour d'autres motifs. De plus, la veuve, l'orphelin doivent aussi être aidés, étant les plus méritants de l'aide publique. Tous ces besoins font partie des multiples facettes de l'assurance sociale. Nous croyons qu'une bonne loi d'assurance sociale assurerait leur soutien.

Nous croyons donc qu'il nous faudrait une loi pour répondre à ces exigences, une loi qui non seulement fera honneur à cette province, mais qui permettra d'obtenir les meilleurs résultats possibles. La population ne demande pas la charité, elle veut l'assurance et c'est ce que le gouvernement veut lui donner. L'ouvrier désire simplement gagner sa vie et subvenir aux besoins de sa famille.

La seule question qui demeure, c'est sous quelle forme l'assurance doit-elle être donnée? J'ai étudié les lois des autres pays, et je crois, pour ma part, que nous devons avoir une Commission, triée sur le volet, qui fera une étude approfondie du projet. Je crois qu'il est bon d'étudier un système qui conviendra à nos besoins! Je ne sais pas à quelles conclusions en viendra la Commission, mais nous croyons qu'elle résoudra le problème: je suis convaincu qu'elle dira que le système devra être contributoire. L'ouvrier, le patron et le gouvernement pourraient être appelés à contribuer à ce système d'assurance qui n'empêcherait pas le gouvernement fédéral de donner à la province la part à laquelle elle a droit.

Dans tous les cas, il faut viser à répondre aux besoins des travailleurs, et j'ai confiance qu'une commission bien nommée élaborera un projet de législation propre aux besoins particuliers et aux conditions locales de la province de Québec. Nous ne sommes pas complètement sans assurance sociale, car la loi de l'assistance publique est une forme d'assurance sociale. Le gouvernement veut protéger les salariés et j'espère que l'assurance sociale sera d'un précieux secours à notre population. Nous voulons que les ouvriers soient aussi prospères et heureux que possible. La richesse d'un pays ne s'évalue pas simplement en dollars. C'est dans cet esprit que je promets le projet de loi actuel.

Le ministre du Travail en France, M. André Fallières, disait, en proposant un projet d'assurance sociale, que la loi doit être une mesure de justice. Je crois que nous pouvons faire nôtres ces paroles et c'est dans cet esprit que je présente ce projet de loi à la Chambre.

(Applaudissements)

M. Guertin (Hull): Mieux vaut tard que jamais dit un vieux dicton, et même si le projet actuel arrive un peu tard, nous devons l'accueillir avec joie. Bien que l'honorable ministre présente un projet de loi qui n'est pas entièrement approuvé par les ouvriers, il faut cependant le féliciter.

M. le président, le gouvernement nous offre aujourd'hui une loi qui aurait dû être rédigée, adoptée et intégrée au recueil de lois, il y a longtemps.

Le gouvernement n'a pas toujours témoigné aux ouvriers la sollicitude dont parlait le député de Bellechasse. Celui-ci exagérait beaucoup quand il disait que la province avait été la pionnière en matière de législation ouvrière. Le gouvernement ne s'est pas préoccupé comme il fallait des salaires raisonnables. Je ne sais pas ce qu'il veut dire. Je sais, cependant, qu'en 1908, on a adopté une résolution prévoyant l'inclusion dans tout contrat du gouvernement d'une clause garantissant des salaires équitables.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency):
L'honorable député s'éloigne du projet.

M. Guertin (Hull): Je remonte l'échelle pour montrer que le gouvernement n'a pas été à la hauteur. En 1927, on nous a proposé des amendements à la loi des accidents du travail. Étaient-ils satisfaisants?

L'honorable M. Taschereau (Montmorency):
L'honorable député peut-il s'en tenir à la résolution?

M. Guertin (Hull): Oh! J'imagine que ce n'est pas grave si le ministre crie sur les toits que le gouvernement montre beaucoup de sollicitude à l'égard des ouvriers, mais que nous ne pouvons faire la même chose pour signaler les erreurs dans ses affirmations.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency):
Si mon honorable ami désire aller plus loin que le bill lui-même...

M. Guertin (Hull): Pas du tout. L'honorable ministre des Travaux publics et du Travail (M. Galipeault) a dit que le gouvernement montrait de la sollicitude envers les ouvriers, et j'ai tout à fait le droit de déclarer que cela n'était pas et n'est toujours pas le cas.

L'honorable M. Galipeault (Bellechasse):
Je crois que l'honorable député devrait s'en tenir aux

résolutions que j'ai présentées. J'ai simplement fait observer que le gouvernement s'apprêtait enfin à adopter une loi, je me suis limité à l'assurance sociale.

M. Guertin (Hull): Oh! Je me rends de bonne grâce à la suggestion de l'honorable ministre. Je n'ai pas du tout l'intention de discuter des mérites ou des démérites de la loi des accidents du travail. Je fais simplement remarquer qu'elle est arrivée 15 ans trop tard.

L'honorable ministre des Travaux publics et du Travail a fait référence à la loi des pensions de vieillesse. Nous aurions fort bien pu déclarer qu'il enfreignait le règlement, mais nous ne l'avons pas fait. Il est paradoxal que nous n'ayons pas tiré profit de cet écart.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Oh! Il n'y a eu aucune entorse au règlement, car cette question fait partie de l'assurance sociale.

M. Guertin (Hull): Eh bien! Quoi que le ministre ait pu en dire ou quoi qu'il en pense, la loi des pensions de vieillesse serait une bonne chose pour la province de Québec. Si elle était adoptée et mise en vigueur, cette loi profiterait grandement aux nôtres. À l'heure actuelle, le Québec verse probablement un sixième de la somme totale qui est dépensée dans tout le dominion et distribuée sous forme de pensions de vieillesse dans les autres provinces.

Même le système de contribution proposé par le ministre ne suffira pas. Comment s'attendre à ce que les personnes âgées puissent en bénéficier, quand les perturbations économiques que nous connaissons dans cette province font que les ouvriers de plus de 45 ans ne peuvent même pas trouver de travail en ce moment. Il est clair qu'il faudra adopter une mesure spéciale pour les protéger.

Le ministre nous a aussi parlé de la position de la veuve et de l'orphelin. Je suis d'accord. Ce sont eux les plus méritants, mais j'attire l'attention du ministre sur le fait que l'Ontario a déjà prévu une façon de répondre à leurs besoins. Je me rappelle la première fois que j'ai attiré l'attention sur cette question. Il y a longtemps que nous réclamons une loi d'assurance sociale et j'entends encore l'accusation de socialisme et de bolchevisme que nous lançait la droite en Chambre.

Puis, le ministre nous dit le plus gentiment du monde que les citoyens de la province ne demandent pas la charité. Non, M. le président, l'ouvrier ne

demande pas de charité, quand il demande à l'État de lui fournir le moyen de vivre. Mais quand tout l'édifice de la vie économique et sociale est ébranlé, ici et ailleurs dans le monde, que l'ouvrier est exposé à tant d'accidents par l'industrie moderne et que de nouvelles machines permettent de n'embaucher qu'un homme ou deux, là où autrefois il en fallait plusieurs, l'ouvrier est obligé de se tourner vers l'État, et c'est le devoir de l'État de s'occuper de lui.

L'ouvrier est dans son droit dans ce cas. Il a le droit à un salaire décent, à un logement convenable et suffisamment de nourriture pour lui et sa famille, et il a le droit de croire, avec une certitude raisonnable, qu'il pourra continuer à profiter de ces choses. Quand le jour vient où la société organisée ne peut plus les lui garantir, alors il a entièrement le droit de se tourner vers l'État et de s'attendre à recevoir une aide matérielle pour résoudre son problème. Qui osera dire qu'il demande la charité?

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Allez-vous voter contre le bill?

M. Guertin (Hull): Oh! Non, Je sais, je comprends que l'autre côté de cette Chambre, M. le président, n'aime pas qu'on mette en doute sa prétendue sollicitude pour les ouvriers, dont il se vante tant. Et je sais qu'on aimerait mieux que j'accepte le discours si bien préparé de l'honorable ministre qu'il a livré avec tant d'éloquence et dans lequel il s'est attribué tant de mérite.

Mais, pour résumer, je tiens à relever les paroles de l'honorable ministre des Travaux publics et du Travail (M. Galipeault), quand il vient parler de sa sollicitude pour des ouvriers. Si, comme il le prétend, le gouvernement a vraiment tant de sollicitude envers les ouvriers de cette province et qu'en même temps il tolère le bouleversement économique auquel j'ai déjà fait référence, et qu'il va même jusqu'à le favoriser, en permettant l'exploitation à grande échelle de nos ressources naturelles, il me semble qu'il aurait dû prévoir un moyen efficace de protection pour les ouvriers qui travaillent dans ce secteur.

Nous sommes en faveur de ces résolutions, Monsieur, et du bill qui doit leur faire suite, et il nous fera plaisir de voter dans le même sens que le gouvernement, car il vaut mieux avoir un petit pain que de ne pas avoir de pain du tout. Je crois parler au nom de la gauche.

Il faut se rappeler, cependant, qu'il y a quelques jours, nous présentions une résolution qui recommandait vivement au gouvernement d'aligner

notre province sur les autres en acceptant la loi des pensions de vieillesse, et à cette occasion, le gouvernement et toute sa phalange de partisans ont voté contre.

L'an dernier, vers la fin de la dernière session, l'ancien chef de l'opposition a demandé la création d'une commission pour étudier un projet de loi relatif aux pensions de vieillesse, et le gouvernement, "avec sollicitude pour l'ouvrier", avait refusé cette commission. Tous les députés libéraux de cette Chambre ont voté contre.

Cette année, il l'accepte sous une autre forme. Le gouvernement a volé une page de notre livre et fait sienne l'idée qu'il vient de nous soumettre. Mais elle va dans le sens de notre suggestion de la session dernière, et le résultat net de l'action prise à ce moment-là, c'est qu'on a perdu un an. C'est une année de retard, une année de souffrance pour l'ouvrier. À qui la faute? Au gouvernement.

Mais nous sommes en faveur du bill, car, je le répète, quand on ne peut avoir un gros pain, on se contente d'un petit pain. Mais tôt ou tard, le gouvernement devra passer une loi, pour accorder une pension aux vieillards. Le gouvernement ne nous donne que le prélude de ce qu'il devra donner plus tard aux ouvriers.

Mais je dis, Monsieur, qu'une partie de ce que le gouvernement devra donner dans un proche avenir... Il se pourrait même qu'on doive mettre en œuvre des mesures pratiques, sans attendre le rapport de la commission.

M. Tremblay (Maisonnette): Je suis heureux de voir que nous, de l'opposition, n'avons pas prêché tout à fait dans le désert, le gouvernement semblant prêt à mettre en pratique certaines de nos idées.

J'ai seulement quelques mots à dire, et si je prends la parole, ce n'est que pour souligner les requêtes dans le même sens qui ont déjà été adressées au présent gouvernement. M. le président, j'approuve ce projet et je crois que le gouvernement s'attaque à un problème des plus importants. Je serais encore plus content si le gouvernement acceptait tout de suite la loi des pensions de vieillesse, en attendant mieux. Toutefois, j'aimerais bien voir le gouvernement faire preuve de plus de générosité, et je suggérerais qu'il mette en vigueur la loi des pensions de vieillesse jusqu'à ce qu'il réussisse à élaborer la législation nécessaire pour résoudre sur le plan provincial le problème auquel nous faisons face.

J'espère que le gouvernement donnera à la Commission, dont il nous propose la création, toute la latitude possible pour étudier le problème du chômage. Il faut examiner la chose telle qu'elle nous est imposée.

Il faut assurer à l'ouvrier de quoi donner du pain aux siens. J'espère que nous éviterons à notre province les ennuis que d'autres pays ont connus. Je crois très sincèrement qu'il est grand temps que nous l'étudions.

Dix ou quinze hommes se voient remplacés par une machine pouvant être surveillée par deux ou trois hommes seulement. La Commission devra étudier le projet de faire contribuer la machine au *pro rata* du nombre d'ouvriers qu'elle remplace. Cela ne veut pas dire que je suis contre le progrès de la machinerie.

Il me semble que si l'on prenait toutes les machines de la province...

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Et si on trouvait que les machines sont utilisées plus efficacement ailleurs?

M. Tremblay (Maisonnette): Comprenez-moi bien. Je ne suis pas contre le progrès. Je voudrais voir dans cette province des machines de toute première qualité pour que les conditions de travail puissent être améliorées de façon générale, et pour que soient réduites les longues heures de travail, mais je voudrais que les ouvriers soient protégés, afin que l'introduction de meilleures méthodes de production ne leur cause pas de préjudice comparativement à leur condition antérieure, et qu'ils puissent maintenir les mêmes revenus d'emploi, afin de pouvoir subvenir aux besoins de leur famille.

Le gouvernement serait bien avisé d'être prudent, afin d'éviter les conditions qui sont survenues dans d'autres pays.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) suggère que la Chambre adopte les résolutions.

M. Guertin (Hull): Il pourrait y avoir d'autres questions.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): On pourrait peut-être les poser lors de la présentation des bills?

M. Guertin (Hull): Le gouvernement peut-il nous dire...

L'honorable M. Taschereau (Montmorency):
À la présentation du bill, s'il vous plaît.

Les résolutions sont adoptées.

Résolutions à rapporter:

Le comité fait rapport qu'il a adopté plusieurs résolutions, lesquelles sont lues deux fois et adoptées par la Chambre.

Il est ordonné que lesdites résolutions soient renvoyées au comité plénier chargé d'étudier le bill 69 concernant la création d'une commission chargée d'étudier un système d'assurance sociale pour la province.

La Chambre suspend ses travaux à 6 heures.

Reprise de la séance à 8 h 30

Dépôt de documents:

Annexe du palais de justice de Montréal

L'honorable M. David (Terrebonne) dépose sur le bureau de la Chambre la réponse à un ordre, en date du 11 mars 1929, pour la production de copie de toute correspondance entre le gouvernement et toute personne au sujet de travaux d'électriciens dans l'annexe du palais de justice de Montréal, de M. William Rochon, en charge de ces travaux, et de ses employés, depuis 1927 inclusivement. (Document de la session no 64)

Pont de Montréal à l'Île Jésus

L'honorable M. David (Terrebonne) dépose sur le bureau de la Chambre la réponse à un ordre, en date du 18 mars 1930, pour la production de copie de toute correspondance, documents, etc., entre le gouvernement ou aucun de ses membres et toute personne, municipalité ou association relativement à la construction d'un nouveau pont vis-à-vis le Boulevard Pie IX pour relier l'Île de Montréal à l'Île Jésus. (Document de la session no 65)

Prisons de Sainte-Scholastique

L'honorable M. David (Terrebonne) dépose sur le bureau de la Chambre la réponse à un ordre, en date du 10 mars 1930, pour la production de copie de toute correspondance depuis 1927 entre le gouvernement et toute personne relativement à la bâtisse de l'ancienne prison du district de Terrebonne, à Sainte-Scholastique. (Document de la session no 66)

Loi de l'inspection des hôtels

L'honorable M. McMaster (Compton) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 72 modifiant la loi de l'inspection des hôtels soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité plénier.

L'honorable M. McMaster (Compton) propose que la Chambre se forme immédiatement en ledit comité.

Adopté.

En comité:

L'honorable M. McMaster (Compton): Le but du projet de loi est d'obliger les hôteliers à fournir les prix de leurs chambres et de leurs repas. Cette mesure est destinée à empêcher les hôteliers d'exploiter les touristes.

L'amendement à la loi de l'inspection des hôtels est destiné à empêcher qu'on tue la poule aux œufs d'or.

Le gouvernement a l'intention de publier une liste des tarifs exigés dans nos hôtels pour la protection des voyageurs.

M. Blain (Montréal-Dorion): Pourquoi obliger l'hôtelier à fournir ses prix au département des licences? Il donnera une liste de prix au gouvernement et chargera ce qu'il voudra.

L'honorable M. McMaster (Compton): Nous avons des inspecteurs dans toute la province et sur une simple plainte, nous procéderons contre ceux qui violeront la loi. Et nous ne doutons pas de l'honorabilité de nos hôteliers. Nous ne mettons pas

en doute leur bonne foi. Mais nous amendons la loi de façon à protéger les touristes.

M. Blain (Montréal-Dorion): L'ancienne loi obligeait les hôteliers à tenir leurs prix affichés, tandis que, dans la nouvelle loi, c'est le gouvernement qui s'immisce dans l'administration des hôtels.

Dans la nouvelle loi, l'hôtelier n'affichera ses prix que si le trésorier l'y force. Je ne suis pas en faveur de l'exploitation des touristes ou des voyageurs, mais je trouve que le gouvernement a tort de s'introduire dans une affaire dont il devrait rester éloigné.

En vertu du projet de loi actuel, il reste libre de sévir contre tel ou tel hôtelier. Ce n'est pas une amélioration.

L'honorable M. McMaster (Compton): Les officiers de mon département me disent que la nouvelle loi obtiendra de meilleurs résultats que l'ancienne. Je crois que cela suffira pour que mon honorable ami de Dorion approuve notre projet, car je sais qu'il est animé, comme nous, de bonnes intentions.

M. Blain (Montréal-Dorion): Je trouve que la nouvelle loi n'améliorera pas la situation.

M. Guertin (Hull): L'ancien trésorier a laissé les choses bien en désordre, s'il fallait en juger par le nombre de bills présentés par le nouveau trésorier.

D'après la loi, le trésorier a discrétion pour obliger les hôteliers à afficher leurs prix. La loi devrait être la même pour tous.

L'honorable M. McMaster (Compton): La loi est la même pour tous.

Les articles 1 et 2 sont adoptés.

Le comité, ayant étudié le bill, en fait rapport sans amendement.

L'honorable M. McMaster (Compton) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté sur division.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Code municipal, articles 75 et 760

M. Thurber (Chambly) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 196 remplaçant les articles 75 et 760 du Code municipal.

Adopté. Le comité, ayant étudié le bill, en fait rapport sans amendement.

M. Thurber (Chambly) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Crédit agricole

Conformément à l'ordre du jour la Chambre reprend le débat, ajourné mardi le 18 mars courant, sur l'amendement, proposé le même jour, à la motion du député de Deux-Montagnes à l'effet:

Que,

Vu la nécessité de réformes à l'effet d'améliorer l'agriculture et la situation des cultivateurs de la province;

Vu l'importance reconnue d'un système de prêt ou de crédit agricole pouvant aider efficacement les cultivateurs pour des améliorations urgentes sur leurs fermes ou pour l'acquisition de terre à culture, l'achat d'engrais, etc.;

Vu que les règlements de la Commission instituée, sous l'autorité de la loi du prêt agricole canadien, ne répondent pas suffisamment aux besoins des cultivateurs et de l'agriculture dans la province.

Cette Chambre invite le gouvernement:

a. À s'entendre avec le Conseil provincial institué conformément aux stipulations de la dite loi du prêt agricole canadien, et en vertu d'une législation adoptée par cette Législature, ainsi qu'avec les autorités compétentes du Parlement fédéral, de façon à obtenir un taux d'intérêt ne dépassant pas 4½ %;

b. À élever le montant du prêt à 65 % de la valeur de la terre hypothéquée;

c. À se charger des frais prévus par la loi pour inspection, examen de titres, d'actes, enregistrement;

d. À rembourser lui-même, au cas de refus par les autorités fédérales, 2 % d'intérêt aux cultivateurs emprunteurs.

Lequel amendement se lit comme suit:

Que tous les mots après "que" dans la motion principale soient retranchés et remplacés par les suivants:

Cette Chambre incite le gouvernement à faire des démarches auprès des autorités compétentes du Parlement fédéral, pour obtenir une réduction du taux d'intérêt sur les prêts à être faits sous l'autorité de la loi du prêt agricole canadien.

M. Sauvé (Deux-Montagnes) est absent et le député de Maisonneuve (M. Tremblay) sort pour aller le chercher à ses appartements.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): L'honorable député des Deux-Montagnes est-il ici?

M. Blain (Montréal-Dorion): L'honorable député de Maisonneuve est allé le chercher.

L'honorable M. David (Terrebonne): Il n'est pas question d'œufs. Il est question du prêt agricole.

M. Sauvé (Deux Montagnes) arrive en Chambre.
(Applaudissements à gauche)

M. Sauvé (Deux-Montagnes): M. l'Orateur, je ne puis vous cacher ma surprise que l'honorable député de Témiscouata (M. Casgrain) ait proposé un amendement à ma motion en rapport avec le crédit agricole, car le même principe est contenu dans les deux propositions. Le principe de la motion, c'est que les règlements de la Commission fédérale régie par la loi du prêt agricole canadien ne correspondent pas avec les besoins des cultivateurs, et qu'en conséquence cette Chambre invite le gouvernement, non pas à amender la loi fédérale du prêt agricole, mais à s'entendre avec le Conseil provincial de Québec ainsi qu'avec les autorités compétentes du Parlement fédéral, de façon à obtenir des amendements aux règlements de la Commission fédérale.

Il est surprenant que pour essayer de justifier une opposition à ma motion, le député de Témiscouata, qui est avocat, soutienne avec timidité, il est vrai, que ma motion ne peut être adoptée, parce que le Conseil provincial n'a pas le pouvoir de changer les taux d'intérêt fixés par la Commission fédérale et que notre Législature n'a pas le droit de modifier la loi fédérale. Donc, au point de vue légal, la motion ne peut être adoptée sans amendement. Le député de

Témiscouata propose d'inviter le gouvernement à faire des démarches auprès des autorités compétentes du Parlement fédéral pour obtenir une réduction des taux d'intérêt sur les prêts à faire sous l'autorité de la loi.

Le principe de l'amendement est donc exactement le même que celui de la motion. Cette motion, pas plus que l'amendement, ne demande à cette Chambre d'amender elle-même la loi fédérale. Elle est même plus logique que l'amendement Casgrain, puisqu'elle reconnaît l'existence du Conseil. Cette maigre prétention nous porte à penser qu'en ce temps de carême, le député de Témiscouata observe les règles de l'ancienne abstinence, pour ses discours comme pour son âme.

Dans une motion, il n'y a pas comme le prétend le député de Témiscouata, une expression de non-confiance dans le gouvernement. Telle n'était pas ma pensée et, si cela était, il aurait lui-même proposé non-confiance au gouvernement. Le député de Témiscouata partage aussi mon opinion en admettant que le taux de l'intérêt fixé par Ottawa est trop bas. C'est ce que je prétends moi-même. C'est pour cela que j'ai fait une motion. Il ajoute que c'est le gouvernement fédéral qui peut fixer ce taux, qu'il ne faut pas se hâter d'amender la loi qui vient d'être mise en application.

Alors pourquoi, par son amendement, inviter le gouvernement à demander de modifier la loi fédérale? L'amendement détruit le discours de son auteur. Le député d'Abitibi (M. Authier) admet que la loi n'a pas donné satisfaction, mais qu'il est peut-être trop tôt pour demander des amendements. Le député d'Abitibi est en faveur d'un taux plus élevé, mais il veut donner à la Commission Fédérale le temps de faire ses preuves. Ce que je demande dans ma motion, c'est de faire des représentations aux autorités compétentes pour demander des amendements à la loi. Ma motion ne demande pas à la Commission fédérale d'agir, mais elle suggère au gouvernement provincial de s'entendre avec le gouvernement fédéral pour améliorer les conditions des emprunts. Alors, pourquoi voterait-il en faveur de l'amendement qui demande d'amender la loi?

L'honorable ministre de l'Agriculture (M. Perron), dans son intéressant discours, a dit que le gouvernement provincial avait fait des représentations à Ottawa. Le ministre de l'Agriculture commence par répondre qu'il n'est pas trop tôt pour demander d'amender la loi, puisque, longtemps avant ma motion, le gouvernement avait fait des démarches auprès des autorités fédérales pour faire diminuer le taux d'intérêt. Il cherche

ensuite à établir que le gouvernement n'était pas justifiable d'agir ainsi, parce que l'on ne sait pas encore ce que coûtera l'administration. Il faut donner le temps à la Commission fédérale de savoir où elle va et lui faire confiance encore quelque temps, pour voir ce que la loi va produire dans les différentes provinces.

Si ma motion était une expression de non-confiance, l'amendement, qui exprime aussi une insatisfaction, aurait le même sens de non-confiance. Le ministre de l'Agriculture (l'honorable M. Perron) préconise les emprunts à la valeur de 50 % de la propriété. Le crédit agricole a été demandé parce que les conditions de nos banques et des particuliers étaient trop onéreuses et non proportionnées aux revenus des cultivateurs.

L'honorable député de Montcalm n'a pas la bonne méthode de régler le problème. Il n'est pas juste de dire comme le ministre, "si les cultivateurs ne veulent pas emprunter de la Commission, qu'ils empruntent ailleurs". Une telle déclaration est surprenante dans la bouche du ministre de l'Agriculture (l'honorable M. Perron). Je soumets que ce n'est pas un bon procédé. Ce n'est pas de cette manière que le cultivateur doit être traité et qu'une question agricole de cette importance doit être discutée et réglée. Le ministre s'oppose à ce que le gouvernement se charge de payer 2 % de l'intérêt exigé par la Commission, parce que ce n'est pas juste pour les taxes des contribuables qui fournissent les revenus du gouvernement.

Ce dernier fait cela tous les jours. C'est le rôle de l'État d'assister tel groupe de la société aujourd'hui, et demain, un autre. Quand il accorde des octrois pour un pont construit dans telle municipalité, c'est avec l'argent provenant de toutes les parties de la province, de même les octrois universitaires, etc. Le cultivateur emprunteur est aussi un facteur opérant à l'avantage de la société. Les cultivateurs ont réclamé un crédit agricole parce que les conditions des banques et des prêteurs particuliers ne leur convenaient pas. La prétention de l'honorable ministre est donc surprenante. L'État doit aider la classe agricole comme il aide les autres classes. Puisqu'on accorde de généreux octrois à nos universités, pourquoi ne pas octroyer aussi de l'argent à un crédit agricole?

L'honorable premier ministre, qui nous a fait l'honneur de prendre part au débat, a déclaré, très habilement, a admis avec moi qu'il avait accepté la loi du prêt agricole à contre-cœur, comme la grande partie de la députation, mais qu'il avait cédé à la pression de l'Union catholique des cultivateurs. Cette

dernière partie de sa déclaration est plutôt habile; elle rejette le blâme sur l'Union des cultivateurs qui ne mérite pas ça. Mais je soumets que cela est injuste. Le premier ministre a reçu des masses de reproches depuis que la loi est appliquée.

Il (M. Sauvé) cite des lettres de cultivateurs de Brome, de Témiscamingue, etc., se plaignant de la loi.

Le premier ministre admet franchement, sans blâmer personne, que la coopération entre le fédéral et le provincial est difficile. Ce qui fait dans l'Ouest du pays ne fait pas toujours dans l'Est, dit le premier ministre. J'admets cela avec lui et il a bien fait de le dire. C'est très vrai, il faut être bien prudent dans nos jugements sur les actes ou lois de chacune de nos Législatures provinciales. Prudents, pour ne pas soulever des préjugés dommageables au pays, nuisibles aux meilleures volontés, paralysant les plus bienfaisantes initiatives, tendant à diviser ce que la Constitution unit, et ceux que les Pères de la Confédération ont voulu unir pour donner au pays toute l'importance que peuvent lui procurer son territoire, son capital humain et ses richesses naturelles, quoi qu'en disent *le Daily Star* de Régina et ses pareils. C'est ce que je reproche au premier ministre.

Et je profite de cette occasion pour répéter que ce ne sera jamais la prétention de notre province, ni de cette Chambre, d'imposer sa mentalité, ses goûts, ses volontés, sa neutralité à une autre province. Je le répète, la Constitution du pays confère aux législateurs autonomes des pouvoirs qu'il importe de respecter. Il appartient au gouvernement fédéral de s'occuper des intérêts canadiens qui doivent être communs.

C'est pourquoi le premier ministre, M. King, aurait raison jusqu'à un certain point de se garder autant que possible de faire assumer par le fédéral la responsabilité d'intérêts qui sont plutôt du ressort des Législatures provinciales, et je crois que c'est aussi l'avis du premier ministre de cette province; mais le gouvernement du Canada ne doit pas oublier que ses sources de revenus, venant de chaque province étant de plus en plus nombreuses et productives, il convient d'accorder aux provinces les moyens de se développer et de s'administrer efficacement dans les limites de ses attributions. C'est pourquoi lorsqu'une question comme celle du crédit agricole se présente devant nous, nous devons pouvoir exprimer librement notre opinion.

Le premier ministre, se prononce maintenant bien fort pour les caisses populaires. Il veut évidemment que les tenants de ces caisses aient confiance en son gouvernement pour que l'inspection gouvernementale pénètre même dans

leurs bureaux. Je partage l'avis du premier ministre au sujet de l'importance de ces caisses et du besoin de les développer et de les protéger. Mais l'honorable premier ministre admettra que sa demande d'inspection serait plus justifiable si son gouvernement avait donné à ces caisses dans le passé une attention plus pratique, un encouragement plus efficace, plus appréciable en même temps que l'assurance sérieuse de la non ingérence politique, dans la pénétration de ses inspecteurs.

En conclusion, le gouvernement n'a pas justifié son action en combattant ma motion. Encore une fois, je considère l'amendement injustifiable, parce qu'on n'a pu rien apporter pour le justifier et parce qu'il repose sur le même principe de la motion, parce qu'il rejette ses considérants et des demandes qui sont justes. L'attitude du gouvernement aurait été moins singulière, s'il avait fait proposer d'amender la motion en y retranchant les paragraphes *c* et *d*. Du moins, en attendant que le Parlement fédéral, actuellement saisi de la question, se soit prononcé définitivement.

Mais je veux me montrer d'une grande largeur d'esprit et considérer que le principe contenu dans l'amendement est le même que celui de ma motion. Pour ces raisons, j'accepterai l'amendement en espérant que le gouvernement s'entendra avec l'autorité fédérale pour obtenir un crédit agricole conforme au désir des cultivateurs.

(Applaudissements)

L'amendement étant mis aux voix, la Chambre l'adopte.

La motion principale ainsi amendée étant mise aux voix, la Chambre l'adopte.

Subsides

L'honorable M. McMaster (Compton) propose, selon l'ordre du jour, que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil pour que la Chambre se forme de nouveau en comité des subsides.

M. Vautrin (Montréal-Saint-Jacques): À l'ordre.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): C'est le temps de réclamer un peu plus d'ordre dans le vote des crédits. Le gouvernement a une forte mauvaise méthode de présenter ses crédits en sautant chaque jour d'un département à l'autre, sans aucune raison.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Des ententes sont intervenues, et s'il y a actuellement

mésentente, c'est qu'il y avait trop de chefs dans l'opposition.

Adopté.

En comité³:

L'honorable M. McMaster (Compton) propose: Qu'un crédit n'excédant pas cinquante mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour les pêcheries maritimes, 13 George V, chapitre 36, pour l'exercice finissant le 30 juin 1931.

Un député: Le chef du service des pêcheries maritimes est-il un homme compétent?

L'honorable M. Laferté (Drummond): Il est justement sur le parquet de la Chambre et mon honorable ami n'a qu'à le regarder...

Il (l'honorable M. Laferté) passe en revue tout ce que son département a fait pour développer les pêcheries maritimes. Il mentionne tout particulièrement qu'une subvention avait été accordée à l'entrepôt frigorifique de Québec et qu'il passait par cet entrepôt 5,000,000 de livres de poisson par année.

Le nombre des pêcheurs, dit-il, a augmenté de 50 % sur la Côte-Nord et de 25 % à 35 %, sur la Côte-Sud.

Il donne la liste de tous les octrois qu'il a accordés et déclare qu'il se propose de les continuer.

M. Blain (Montréal-Dorion): Le ministre a-t-il consulté les commissions de biologie marine, avant de commencer sa chasse aux marsouins?

L'honorable M. Laferté (Drummond): La chasse aux marsouins est réclamée par les pêcheurs, les pères Eudistes et tous ceux qui s'intéressent à l'industrie de la pêche. La campagne entreprise contre les marsouins a eu pour effet de fournir du travail aux pêcheurs et de mettre les marsouins en fuite.

La résolution est adoptée.

Résolutions à rapporter:

Le comité fait rapport qu'il a adopté une résolution et demande la permission de siéger de

nouveau. Ladite résolution est lue deux fois et adoptée.

La séance est levée à 10 h 50.

NOTES

1. M. William Tremblay, député de Maisonneuve, qui a dû faire face à une assemblée tumultueuse, lundi soir, dans le quartier Hochelaga, a été l'objet de toute une manifestation, lorsqu'il est venu reprendre son siège hier après-midi, à l'Assemblée Législative. La Chambre l'a accueilli par des applaudissements prolongés, selon *L'Action catholique* du 26 mars 1930, à la page 1.

2. Le comité se réunit sous la présidence de M. Dugas (Joliette).

3. M. F.-M. Gibault, le nouveau chef du service des Pêcheries maritimes, assiste à cette partie des débats.

Séance du mercredi 26 mars 1930

Présidence de l'honorable T.-D. Bouchard

La séance est ouverte à 3 h 20.

Prière.

M. l'Orateur: À l'ordre Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

Rapports de comités:

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le vingt-huitième rapport du comité permanent des bills publics en général. Voici le rapport:

Votre comité a décidé de rapporter, sans amendement, le bill suivant:

- bill 206 détachant certains lots du district électoral de Drummond et les annexant au district électoral d'Arthabaska pour toutes les fins.

Et, avec amendements, les bills suivants:

- bill 3 pour prévenir la fraude dans les transactions se rapportant aux valeurs mobilières;

- bill 29 concernant les renseignements qui doivent être fournis par les compagnies;

- bill 59 modifiant le Code municipal;

- bill 167 modifiant la loi des dentistes de Québec;

Le bill suivant est rapporté:

- bill 166 modifiant la loi électorale de Québec.

Le bill suivant a été rejeté:

- bill 28 modifiant le Code civil relativement aux ventes de marchandises en bloc.

Questions de privilège:

**Requête du député
de Montréal-Dorion (M. Blain)**

M. Blain (Montréal-Dorion): M. l'Orateur, j'ai reçu des requêtes de plusieurs associations de mon comté au sujet de l'attitude de Me Cotton, représentant du trésorier de la province (l'honorable M. McMaster), envers un contribuable de langue française.

Comme ces requêtes ont été transmises à l'honorable trésorier de la province (M. McMaster), je lui demanderais de bien vouloir nous donner des explications.

M. l'Orateur: Je ne crois pas que l'honorable député puisse réclamer des explications sur pareil incident dans une question de privilège. Il peut le faire dans une motion.

M. Blain (Montréal-Dorion): Très bien.

Travaux de la Chambre:

Horaire des séances

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): M. l'Orateur, j'ai l'honneur de proposer, appuyé par le représentant de Châteauguay (l'honorable M. Mercier fils), qu'à partir de vendredi le 28 mars courant, la Chambre tienne deux séances tous les jours, excepté le dimanche, pour faciliter et hâter le travail de la session: la première de trois à six heures du soir, et la seconde de huit heures et demie à l'ajournement; et qu'à chaque séance l'ordre des affaires soit réglé suivant les dispositions du Règlement relatives aux séances du mardi.

M. Guertin (Hull): Allons-nous travailler samedi soir?

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Non, je ne crois pas à moins que vous insistiez pour que nous travaillions. (Rires)

Adopté.

Messages du Conseil législatif:

M. l'Orateur informe la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté, sans amendement, les bills suivants:

- bill 13 modifiant la loi des timbres;
- bill 15 modifiant la loi de la police et du bon ordre;
- bill 23 concernant Verdun Protestant Hospital;
- bill 61 modifiant les Statuts refondus, 1925, relativement à l'aliénation de certaines utilités publiques;
- bill 64 modifiant la loi de la prévention des incendies;

- bill 74 modifiant la loi de l'inspection des échafaudages;
- bill 201 modifiant la loi des établissements industriels.

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté, avec certains amendements qu'il la prie d'agréer, les bills suivants:

- bill 103 modifiant la charte de la cité d'Outremont;
- bill 120 modifiant la charte de la ville de Chicoutimi.

Charte d'Outremont

La Chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 103 modifiant la charte de la cité d'Outremont. Lesdits amendements sont lus deux fois et adoptés.

Il est ordonné que le greffier porte de nouveau le bill au Conseil législatif et informe les honorables conseillers que cette Chambre a accepté leurs amendements.

Charte de Chicoutimi

La Chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 120 modifiant la charte de la ville de Chicoutimi. Lesdits amendements sont lus deux fois et adoptés.

Il est ordonné que le greffier porte de nouveau le bill au Conseil législatif et informe les honorables conseillers que cette Chambre a accepté leurs amendements.

Questions au Feuilleton

M. Guertin (Hull): Le premier ministre a-t-il l'intention de répondre prochainement à certaines questions qui sont à l'ordre du jour depuis très longtemps? Pourquoi le gouvernement ne répond pas à la question 1, 2, 3, 4, 5, 6? L'honorable premier ministre me dira-t-il quand il nous donnera la liste des poursuites intentées contre les violateurs de la loi du dimanche depuis 1925, que nous demandons dans l'interpellation no 1?

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Dans plusieurs cas, l'opposition devrait être satisfaite de certaines réponses antérieures.

C'est ainsi qu'en date du 30 janvier, il y a une question du député de Maisonneuve (M. Tremblay)

qui demande dans quelles localités le gouvernement est intervenu en 1925, 1926, 1927, 1928 et 1929, relativement au respect de la loi du dimanche. Il est impossible de répondre à cette question. Il s'agit d'une loi fédérale. En plus, les cas sont trop nombreux: le gouvernement reçoit déjà les milliers de plaintes. Ce ne serait guère améliorer la situation.

M. Guertin (Hull): Nous ne demandons que la liste des localités où le gouvernement est intervenu.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): L'an dernier, l'honorable député de Trois-Rivières (M. Duplessis) avait fait une motion et nous avons longuement discuté cette question. On nous demande maintenant de donner le nombre des plaintes. Nous en recevons continuellement et il est pratiquement impossible de répondre à cette question. La liste est longue. Nous la préparons. Récemment encore, mon honorable ami de Hull a écrit pour se plaindre.

M. Guertin (Hull): Ah! Non. Je ne me suis jamais plaint.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Oh oui!

M. Guertin (Hull): Ah non! Le premier ministre fait erreur...

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Certainement. L'honorable député m'a écrit une lettre, il y a quelques jours, pour me signaler un cas. J'ai fait faire une enquête et ordonné à nos avocats de prendre des procédures. Je donnerai des précisions à ce sujet; je montrerai sa lettre à mon honorable ami avant la fin de la séance.

Questions et réponses:

Chemin des Sept Chutes, comté de Joliette

M. Lafleur (Montréal-Verdun): Combien a coûté le chemin des Sept Chutes entre le village de Sainte-Émilie-de-l'Énergie, comté de Joliette et les limites de la paroisse de Sainte-Émilie?

2. Les travaux ont-ils été exécutés par contrat? Quel est le nom et l'adresse de l'entrepreneur dans chaque cas?

3. S'ils ont été exécutés à la journée, quel est le nom et l'adresse du surveillant dans chaque cas?

L'honorable M. Perrault (Arthabaska): 1. \$24,649.94.

2. 3. et 4. Le département de la Colonisation a fait faire à la journée, sous la surveillance de Louis Sylvestre, Joliette, au prix de \$5,149.94, des travaux de serpage, minage et élargissement, et construire 26 ponceaux et un pont en bois de 30 pieds de long. La municipalité a accordé un contrat à M. Louis Sylvestre, de Joliette, pour parachever et graveler ce chemin, au prix de \$19,500. Le département de la Voirie paie 50 % du montant du contrat, à la municipalité.

Demande et dépôt de documents:

Inspecteur de la voirie de Saint-Hyacinthe

M. Renaud (Laval) propose, appuyé par le représentant de Montréal-Dorion (M. Blain), qu'il soit déposé sur le bureau de cette Chambre copie d'un état indiquant:

1. Qui est inspecteur de la voirie dans le comté de Saint-Hyacinthe et environs?
2. Combien de municipalités a-t-il sous son contrôle et quelles sont ces municipalités?
3. Des travaux de voirie ont-ils été faits dans ces municipalités au cours du printemps de 1928?
4. Dans l'affirmative, où ces travaux ont-ils été fait et quelle en a été la nature dans chaque cas?
5. Quand ces travaux ont-ils été fait dans chaque cas?
6. Ont-ils été exécutés par contrat ou à la journée?
7. S'ils ont été exécutés par contrat, quel est le nom et l'adresse de l'entrepreneur dans chaque cas?
8. S'ils ont été exécutés à la journée, quel est le nom et l'adresse du surveillant dans chaque cas?
9. Quel a été le coût de ces travaux dans chaque cas?
10. À quelle date les chemins ont-ils été ouverts à la circulation des lourds véhicules?

L'honorable M. Perrault (Arthabaska) dépose sur le bureau de la Chambre une copie d'un état indiquant:

1. Qui est inspecteur de la voirie dans le comté de Saint-Hyacinthe et environs?
2. Combien de municipalités a-t-il sous son contrôle et quelles sont ces municipalités?
3. Des travaux de voirie ont-ils été faits dans ces municipalités au cours du printemps de 1928?

4. Dans l'affirmative, où ces travaux ont-ils été faits et quelle en a été la nature dans chaque cas?

5. Quand ces travaux ont-ils été faits dans chaque cas?

6. Ont-ils été exécutés par contrat ou à la journée?

7. S'ils ont été exécutés par contrat, quel est le nom et l'adresse de l'entrepreneur dans chaque cas?

8. S'ils ont été exécutés à la journée, quel est le nom et l'adresse du surveillant dans chaque cas?

9. Quel a été le coût de ces travaux dans chaque cas?

10. À quelle date les chemins ont-ils été ouverts à la circulation des lourds véhicules? (Document de la session no 67)

Demandes de documents:

Études de l'agriculture à l'étranger

M. Sauvé (Deux-Montagnes) propose, appuyé par le représentant de Sherbrooke (M. Crépeau), qu'il soit mis devant cette Chambre copie de toute correspondance depuis 1928 entre le gouvernement et toute personne relativement aux personnes qui ont été poursuivre des études concernant l'agriculture en Europe ou aux États-Unis aux frais de la province.

(Applaudissements à gauche)

Il serait inutile, dit-il, de parler de l'importance grandissante de la médecine vétérinaire, si le gouvernement ne semblait pas la diminuer par le faible encouragement qu'il lui donne et qu'il devrait augmenter, pour lui assurer une plus grande efficacité.

La médecine vétérinaire a besoin d'une réorganisation dans la province. L'usage en véhicule-moteur a modifié le cheptel des cultivateurs et diminué le besoin de chevaux dans les centres. L'élevage des chevaux a diminué de moitié dans la province comme ailleurs. Par contre, les troupeaux ont augmenté et vont augmenter davantage si nous réussissons à protéger nos marchés contre une concurrence intolérable à produire plus abondamment et à meilleure condition. Les lois, règlements et décrets de plus en plus nombreux et sévères, que les Parlements ou les conseils municipaux adoptent comme remède à des maux qui ravagent notre population, imposent aux gouvernants l'obligation de préparer des compétences, afin d'éviter les dangers de l'ignorance dissimulée par un

faux dévouement qui fait des ruines et des victimes. On ne saurait calculer le tort causé par le manque de préparation pratique pour l'application de nos lois. Les cultivateurs et les municipalités ont payé bien cher pour cette constatation. Les services sanitaires des animaux, tels que prescrits par nos lois et règlements, exigent des compétences.

Depuis quelques années, le gouvernement envoie des étudiants en Europe ou ailleurs, en leur donnant des bourses. Je suis informé que l'on n'a rien fait pour aider de cette façon au progrès de la médecine vétérinaire dans notre province. Cette science prend une grande importance. Les Parlements et les conseils municipaux adoptent des lois et des règlements qui imposent aux éleveurs des obligations coûteuses et nécessitent la collaboration des médecins vétérinaires.

Je ne voudrais jeter le moindre discrédit sur nos médecins vétérinaires, mais je dois avouer que même les plus compétents n'ont pas eu les moyens de vendre les services qu'ils auraient pu et voulu rendre, s'ils avaient été appuyés par les pouvoirs publics.

Nous manquons d'experts! Pour combattre efficacement les maladies telles que la fièvre aphteuse, la fièvre charbonneuse et autres, il faut l'aide de la science. La fièvre aphteuse sévit dans plusieurs pays en relations commerciales avec nous, et il faut, dans ce cas, comme dans d'autres, exercer la plus grande vigilance pour nous protéger contre l'introduction de cette infection.

Dans son rapport de 1928, le directeur général vétérinaire d'Ottawa. M. Hilton attire l'attention sur le petit nombre de vétérinaires compétents pour entrer au service, et dans son rapport de 1929, page 13, il dit qu'il y a peu d'amélioration sous ce rapport. Il ajoute que l'heure approche, si elle n'est déjà arrivée, où il sera nécessaire au département d'employer des vétérinaires locaux bien choisis.

Il cite une opinion de M. Eaton, du ministère d'Agriculture fédéral, qui a signalé l'importance de la médecine vétérinaire.

Je le répète, il est injuste et même dangereux pour un gouvernement d'imposer à nos cultivateurs et à toutes les classes de notre population des décrets, des lois, des règlements, sans avoir assez d'officiers compétents pour les appliquer avec efficacité. Depuis quelques années, on a adopté des règlements sévères pour la tuberculose bovine. On expose notre population à des conséquences dangereuses et à des dépenses inutiles et souvent ruineuses. Je demande au gouvernement des compétences pour l'application de ces lois sévères. Il faut que nous donnions plus

d'attention à la situation qui est faite à nos cultivateurs, à tous les points de vue et dans tous les domaines.

En terminant, je me permettrai de signaler à l'honorable ministre de l'Agriculture (M. Perron) le fait que nous n'avons à notre école de médecine vétérinaire aucun laboratoire. On me dira qu'on a fait venir des spécialistes d'Europe, mais ils ont peut-être été les premiers à constater que nous n'avions pas l'outillage voulu.

Je voudrais savoir ce que le gouvernement a l'intention de faire pour répondre à ces besoins. Il a dépensé des centaines de milliers de dollars pour envoyer des étudiants ou des professionnels en Europe, mais pas un seul vétérinaire parmi ces boursiers.

Pourquoi? Avons-nous des laboratoires assez outillés pour faire des expériences. On a fait venir des professeurs européens, pour s'occuper des maladies canines, ils n'ont pas de laboratoires pour pouvoir enseigner avec efficacité.

(Applaudissements)

L'honorable M. Perron (Montcalm):

L'honorable député des Deux-Montagnes reproche au gouvernement de ne pas avoir fait assez pour développer l'art vétérinaire. Mon honorable collègue a raison de dire que nous avons besoin de médecins vétérinaires experts dans la province. Il n'y en aura jamais trop. Mais c'est la première fois qu'on se plaint; il n'a pas raison quand il dit que nous n'avons pas d'experts et il a tort de dire que c'est la faute du gouvernement, qui n'a jamais contrôlé l'École de médecine vétérinaire.

Jusqu'à il y a deux ans, cette école était sous le contrôle absolu de l'Université de Montréal. Depuis, elle a été placée sous le contrôle des RR. pères Trappistes à Oka, et le gouvernement n'a aucun droit d'intervenir. Cette école vétérinaire organise son programme comme elle l'entend.

L'École vétérinaire est donc un corps indépendant du gouvernement. Elle ne relève pas du provincial. Elle nous a représenté tout récemment qu'elle manquait de professeurs. C'était la première fois qu'une pareille représentation nous était faite. Le gouvernement a tenu d'ailleurs à faire sa part. Quatre professeurs ont été engagés par les pères Trappistes, de qui relève maintenant l'École vétérinaire, et je dois ajouter que la province paie pour ces quatre professeurs un montant de \$16,000.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): L'honorable ministre sait-il leurs noms?

L'honorable M. Perrault (Arthabaska): Ce sont quatre compétences reconnues. Je ne sais pas leurs noms, mais l'un d'eux est considéré comme un des premiers experts dans le monde entier. Ils viennent tous les quatre d'Europe. Ces professeurs ont à leur tour formé des compétences et des techniciens de mérite. Je ne crois pas qu'on puisse nous blâmer sous ce rapport.

Maintenant, l'honorable député des Deux-Montagnes affirme que les cultivateurs ont perdu des millions, faute de compétences, pour faire exécuter les lois relatives à l'agriculture. Quelles sont les lois adoptées par la Législature qui ont causé des pertes aux cultivateurs par suite du défaut de compétence? Je n'en vois guère, à moins que l'honorable député veuille parler de la réglementation du lait ou encore de celle qui a trait à la tuberculose bovine. Mais, dans ce dernier cas, il sait parfaitement que le gouvernement provincial n'a rien à y faire, car une telle loi relève du gouvernement fédéral et sur demande des cultivateurs intéressés. Qu'il y ait eu des erreurs commises par des officiers du département, la chose n'a rien qui doive étonner particulièrement, car aucun humain n'est exempt d'erreur.

Mon honorable ami nous reproche de n'avoir pas de compétence et nous en réclame. Mais le gouvernement a fait tout son possible pour former des compétences. Par exemple, l'école vétérinaire d'Oka peut être classée comme l'une des meilleures sur le continent. Elle est en train de former une race de biologistes distingués, et de tout premier ordre.

Au collège d'Oka nous avons quatre professeurs de tout premier ordre. Actuellement, l'école elle-même se place au tout premier rang, par la valeur de son enseignement. Nous avons actuellement, à Oka, 17 élèves dont la majorité ont fait leur cours classique. Nous en ferons des experts. Nos deux boursiers de Cornell étudient l'art vétérinaire. Sous les circonstances, nous avons fait tout ce qui était possible de faire. Et cela n'est pas nouveau.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Quels sont les noms des étudiants à Cornell?

L'honorable M. Perron (Montcalm): Nous avons dans la province 42 anciens boursiers du ministère de l'Agriculture qui suivent actuellement des cours spéciaux à l'étranger, en Europe et aux États-Unis, aux frais du département: savoir: Henri-L. Bérard, qui se spécialise en industrie laitière à l'université Cornell, Ithaca, New York, engagement de six années, cours commencé le 26 septembre 1927; Oscar Boisvert, industrie laitière, Massachusetts

Agricultural College, Amherst, Massachusetts, engagement de cinq ans, cours commencé le 18 septembre 1929; Raynald Ferron, économie rurale, Université Cornell, engagement de quatre ans, cours commencé le 3 novembre 1929; Antoine Lamontagne, génie rural, l'Institut catholique, Paris, engagement de quatre ans, cours commencé le 7 octobre 1929; Alphonse Martin, économie rurale, université Cornell, engagement de quatre ans, cours commencé le 5 novembre 1929; Dr Georges Rajolte, maladie des volailles, New York State Veterinary College, Université Cornell, cours de quatre ans, cours commencé en février 1930, pour neuf mois à \$150.

Il y en a donc un en aviculture, six en élevage, deux en alimentation, un pour étude des sols, un analyste, deux en génie rural, deux en grande culture, trois en économie rurale, trois botanistes, un en sciences naturelles, un pour l'étude des plantes fourragères, quatre entomologistes, un pour l'étude des céréales, trois chimistes, un en agriculture générale, un en industrie laitière, cinq en pathologie, deux pour l'étude de la mise en conserve, un en horticulture, un pour l'étude de la culture du tabac. Sur ce nombre, deux sont employés au ministère d'Agriculture d'Ottawa, dix au ministère de l'Agriculture de Québec, neuf à l'Institut agricole d'Oka, sept à l'École d'agriculture de Sainte-Anne-de-la-Pocatière, un est chimiste au laboratoire fédéral.

Comme on peut le constater par cette nomenclature, nos boursiers font un travail actif et nécessaire, propageant d'une façon directe ou indirecte les connaissances précieuses qu'ils ont acquises et qui font la force d'un peuple jeune et ardent au travail. Enfin, un de nos boursiers est un agronome et deux ont échoué dans le journalisme. Un est abonné au commerce et, enfin, un est cultivateur de profession.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Pourquoi ont-ils échoué?

L'honorable M. Perrault (Arthabaska): C'est plutôt un éloge que je fais aux journalistes. Je démontre qu'ils recrutent leurs membres dans toutes les sphères. Le journalisme attire jusqu'à des gradués des sciences. Paris ne s'est pas fait en un jour et nous continuerons à former des compétences pour toutes les branches de l'agriculture.

(Applaudissements)

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Ah! Fort bien, puisque c'est un éloge, j'espère que le ministre

de l'Agriculture, quand il parlera du gouvernement s'écriera, par exemple, que M. Taschereau est allé échouer au poste de premier ministre ou de juge de la Cour suprême, que M. Galipeault, après avoir été ministre, est allé échouer à la Cour d'appel. Sans doute M. Taschereau appréciera énormément un pareil éloge, et ça lui fera autant plaisir que ça en a fait aux journalistes.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): (Souriant) Et l'honorable député de Montréal-Sainte-Marie (M. Houde) au poste de chef de l'opposition.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): L'honorable premier ministre parle toujours de l'honorable député de Montréal-Sainte-Marie. Il y pense donc tout le temps.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): (Souriant) Nous n'y pensons pas, nous ne le voyons jamais.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): L'honorable ministre de l'Agriculture (M. Perron) nous a dit qu'il avait envoyé des étudiants dans deux universités. Depuis quand? Depuis peu de temps et l'un des étudiants envoyés par le ministre à Cornell, M. Rosario Rajolte, n'est pas qualifié pour exercer la médecine vétérinaire dans la province. Ce n'est pas la médecine vétérinaire qu'il est allé étudier à l'étranger. Il étudie l'élevage des animaux à fourrure. Je crois même qu'il a été envoyé aux États-Unis par le ministère de la Colonisation.

L'honorable M. Perron (Montcalm): Mon honorable ami fait erreur, je crois. Le Dr Rajolte, qui étudie à Cornell, est médecin vétérinaire dans la province de Québec.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Quel est son prénom?

L'honorable M. Perron (Montcalm): Georges. C'est le Dr Georges Rajolte.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Ah! L'honorable ministre m'avait dit M. Rajolte.

L'honorable M. Perron (Montcalm): (Souriant) M. Rosario Rajolte, ce n'est pas le mien. Il y a évidemment deux M. Rajolte.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Le ministre de l'Agriculture n'a pas répondu à son

argumentation. Il s'est contenté de bâtir toute une réponse en dehors de la question. Le ministre de l'Agriculture lui a, dit-il, prêté des intentions et des raisonnements qu'il n'avait pas. Tout ce qu'il a voulu dire, c'est que, par suite des lois faites depuis un certain nombre d'années, nous n'avons pas su former suffisamment de compétences pour les besoins nouveaux.

On a envoyé des gens en Europe pour toutes sortes d'études, et le ministre de l'Agriculture dit qu'il vient d'envoyer des gens à Cornell. Mais c'est là précisément la question que le posais: est-ce qu'on a pris cette initiative dans le passé pour l'art vétérinaire?

Le ministre de l'Agriculture est scandalisé quand je dis que le gouvernement a manqué de prévoyance. La preuve que nous manquons de compétences, c'est que nous sommes obligés d'aller en chercher constamment à l'étranger. Lorsque l'honorable ministre dirigeait le ministère de la Voirie, il a déclaré lui-même qu'il avait été forcé de faire des changements dans son département, parce qu'il y avait des incapables et des incompetents. Mais si tout allait si bien, pourquoi M. Perron a-t-il changé de nombreux fonctionnaires? Pourquoi, l'an dernier, a-t-il fallu voter des crédits pour refaire des chemins mal faits pour une somme de \$17,000,000?

Ce que j'ai dit sur la médecine vétérinaire est vrai. Je me suis appuyé sur des rapports d'experts. C'est pour cela que j'ai posé la question en Chambre. Je n'ai pas voulu, dit-il, faire de reproches inutiles au gouvernement et je formule l'espoir que le médecin vétérinaire fera des progrès.

La motion est adoptée.

Questions de privilège:

Loi du dimanche

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): M. l'Orateur, je crois devoir donner une explication personnelle. Au début de la séance, j'ai dit à l'honorable député de Hull (M. Guertin) qu'il m'avait écrit. Il m'a répondu que non. Je tiens à montrer à mon honorable ami qu'il était dans l'erreur.

Il (l'honorable M. Taschereau) donne lecture d'une lettre que lui a adressée M. Guertin le 4 mars, de sa réponse et des instructions qu'il a données pour faire faire une enquête et prendre des procédures contre la Canadian International Paper Company, qui violait la loi du dimanche dans un de ses moulins.

Ces amendements démontrent que le gouvernement a fait faire une enquête immédiatement et qu'il avait donné ordre au procureur de la couronne, à Hull, de prendre des procédures.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): C'est un privilège. Ce n'est pas une question de privilège.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Je crois qu'un député a toujours le privilège de démontrer à la Chambre qu'il a dit la vérité quand il a parlé.

(Applaudissements)

M. Guertin (Hull): En tout cas, je tiens à féliciter l'honorable premier ministre de l'empressement qu'il a mis à faire observer la loi du dimanche dans ce cas. L'honorable premier ministre est très habile. Il a dit tout d'abord que j'avais écrit pour me plaindre. Je me suis fait simplement l'interprète d'un corps public qui se plaignait, et ce, en ma qualité de député.

Il y a une grande différence entre le fait d'écrire moi-même pour me plaindre. Mais je félicite le premier ministre de la diligence dont il a fait preuve dans ce cas, et j'espère qu'il agira toujours de la même manière.

Un député ministériel: Oh! Oh!

La congrégation du Très Saint-Rédempteur

M. Rochette (Charlevoix-Saguenay) propose, appuyé par le représentant des Îles-de-la-Madeleine (M. Caron), que l'honoraire payé pour le bill 105 modifiant la charte de la congrégation du Très Saint-Rédempteur soit remis, moins les frais d'impression et de traduction, vu que ce bill a pour objet des œuvres religieuses.

Adopté.

Vente à J.-A. Gadoury

M. Bastien (Berthier) propose, appuyé par le représentant de Soulanges (M. Farand), que l'honoraire payé pour le bill 145 validant un acte de vente consenti à J.-Arthur Gadoury soit remis, vu que ce bill a été déposé après les délais prescrits pour des causes indépendantes de la volonté du promoteur.

Adopté.

Salaire minimum des hommes

M. Guertin (Hull) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 191 concernant le salaire minimum pour les hommes soit maintenant lu une deuxième fois.

M. l'Orateur: Je signale à la Chambre le fait que l'application de la loi projetée entraînerait une augmentation de dépenses pour le gouvernement et que le bill semble en conséquence irrégulier. Cependant, avant de rendre ma décision, j'invite ceux qui auraient des remarques à faire à les exprimer immédiatement.

M. Guertin (Hull): Je crois que le projet est dans l'ordre et je m'appuie sur les autorités. Il s'agit de savoir si le bill entraîne une dépense pour la province et s'il doit être précédé d'une résolution. Je soumets respectueusement que, dans le cas qui nous occupe, il n'est pas nécessaire de présenter une résolution.

Ce serait un aveu gênant que de prétendre que le gouvernement paie ses hommes moins de \$0.35 l'heure, minimum prévu par le bill.

Il cite plusieurs précédents où des résolutions n'ont pas été présentées avant le bill et particulièrement la loi des accidents de travail qui impose à la province le paiement d'une indemnité à un accidenté, et pourtant, aucune résolution n'a été présentée en rapport avec ce bill.

Il cite également la loi du salaire minimum des femmes qui donne à la Commission le pouvoir de réglementer le salaire des jeunes filles âgées de moins de 18 ans. Cette loi est susceptible d'affecter les deniers publics, et cependant, elle n'a pas été précédée par une résolution.

J'ai présenté, répète-t-il, ce bill avec la conviction qu'il n'entraînait pas une dépense additionnelle pour cette Chambre.

Si l'Orateur maintient son opinion, je prétends quand même avoir un droit absolu de présenter ce bill, et cette Chambre a également le devoir de permettre à ce bill de subir toutes les étapes de la procédure.

Pour appuyer cette prétention, l'article 447 du Règlement déclare qu'un bill qui a comme objet principal l'augmentation des dépenses de la province doit être précédé de résolutions. Or, l'objet principal du bill en discussion n'est pas d'augmenter les dépenses de la province, mais de fixer le salaire qui doit être payé par l'industrie, et la clause 5, qui porte

l'application de la loi à la province n'est que secondaire et accessoire au bill, tout comme l'article 3 qui mentionne ces exceptions. Il s'appuie surtout sur l'article 448 qui se lit comme suit: "Quand l'affectation de deniers publics, l'imposition de charges ou la remise de dettes ne sont que des dispositions secondaires d'un bill public, ce bill peut être présenté en la manière ordinaire."

Pour bien montrer les intentions de ceux qui ont rédigé cette règle, le sous-paragraphe 2 du même Règlement dit: "Les paragraphes qui contiennent de pareilles dispositions doivent être imprimés entre doubles crochets et ils sont censés ne pas faire partie du bill tel que présenté."

Il cite May longuement, lequel, prétend-il, est très explicite.

La note 18 de l'article 462 dit ceci: "Lorsqu'un comité plénier est à examiner un bill, nulle disposition portant affectation de deniers publics ou imposition de charges nouvelles ou additionnelles sur le peuple ne peut être proposée ni adoptée, à moins qu'elle n'ait été, sur la recommandation du lieutenant-gouverneur, préalablement considérée et adoptée en comité plénier et agréée par la Chambre."

Puisque on a eu soin de dire qu'un comité plénier ne peut examiner une clause affectant les deniers publics, à moins qu'une résolution n'ait été préalablement adoptée, c'est donc dire que le bill peut être présenté et la Chambre devrait l'étudier et ignorer l'article 5, lequel, prétend-on, impose une charge à la province et lequel d'ailleurs apparaît entre doubles crochets comme le veut l'alinéa 3 de l'article 448: (Alinéa 3) - Toutefois, ces dispositions doivent être recommandées par le lieutenant-gouverneur, adoptées en comité plénier et agréées par la Chambre sous forme de résolutions, avant d'être incorporées dans le bill.

L'honorable M. Galipeault (Bellechasse): J'aurais été heureux de discuter la question du salaire minimum des hommes avec l'honorable député de Hull, mais je suis persuadé que le bill n'est pas dans l'ordre. Mais je me soumettrai à la décision du président de cette Chambre.

M. l'Orateur invoque plusieurs décisions rendues pas ses prédécesseurs pour appuyer ces prétentions et décide que le bill ne peut être présenté par un simple député, parce que l'application des dispositions qu'il contient entraînerait une augmentation de dépenses pour le gouvernement dans l'exécution des travaux publics.

Il déclare le bill irrégulier.

Écoles protestantes de Montréal

L'honorable M. David (Terrebonne) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 32 concernant les écoles protestantes de la cité de Montréal et de ses environs soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

Subsides

L'honorable M. McMaster (Compton) propose, selon l'ordre du jour, que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil pour que la Chambre se forme de nouveau en comité des subsides.

M. Crépeau (Sherbrooke): M. l'Orateur, avant d'adopter la motion de l'honorable trésorier de la province (M. McMaster) pour que les Chambre se forme en comité des subsides, je crois de mon devoir d'attirer l'attention de l'honorable trésorier sur la méthode d'administration de certaines compagnies, dont la surveillance relève de son département, et obtenir de lui une déclaration à propos de ce qu'il entend faire pour contrôler la situation que je veux lui exposer.

Il existe, chez nous dans la province, un bon nombre de compagnies d'assurance mutuelle contre le feu. La plus ancienne et la plus puissante de ces compagnies, et celle que je connais la mieux, est la Stanstead & Sherbrooke Mutual Fire Insurance Co, qui fut fondée en 1835. Dirigée, dès ses débuts par des gens d'affaires avertis, en dispersant ses risques sur un territoire très étendu qui couvrirait tous les Cantons-de-l'Est, elle progressa rapidement. Elle se spécialisa surtout dans les risques d'assurance chez les cultivateurs et dans les villages. Pour s'en rendre compte, nous n'avons qu'à ouvrir le rapport du surintendant des Assurances pour l'année 1907 et nous y voyons que, sur un total de risques de \$15,000,000, les polices en force dans les cités et villes ne représentent qu'une somme de deux millions et demi, soit un sixième. Les 5/6 de ses risques étaient donc distribués dans les campagnes.

Si l'on veut maintenant connaître l'état financier de la compagnie, nous n'avons encore qu'à consulter les rapports officiels du trésorier de la province au chapitre des assurances. Je ne remonterai pas aux débuts de la compagnie, mais je ne citerai que quelques chiffres qui indiquent bien l'excellente position de cette compagnie.

En 1904, l'actif de la compagnie était de \$493,730.

En 1905, il était de \$535,373 et le rapport officiel ajoute: "Cette compagnie n'a pas de passif".

En 1906: Actif: \$621,247. Pas de passif".

En 1907: Actif: \$694,863. passif: Réclamation contestée \$440.92.

En 1909: Actif: \$694,335. Passif: \$16,263¹.

En 1921: Actif: \$699,963. Passif: \$97,799.

Nous pouvons donc dire qu'à cette époque, la compagnie possédait un actif d'environ \$500,000².

Nous avons donc raison de dire que cette compagnie faisait de belles affaires et qu'elle était bien administrée. Aussi, avec une réserve aussi forte, elle pouvait offrir à ses clients des taux d'assurance plus bas que les compagnies mutuelles ordinaires et des conditions générales plus avantageuses. C'est pour cette raison que durant une dizaine d'années, à aller jusqu'en 1925, elle payait à tous ses assurés qui renouvelaient leurs polices, un dividende de 10 % du montant de la prime annuelle. C'était tout à fait satisfaisant et tous les mutualistes qui en faisaient partie y étaient très attachés.

Mais, en 1908, quelqu'un s'avisa de faire passer une loi, chapitre 243, section 11, en vertu de laquelle les directeurs d'une compagnie d'assurance mutuelle pouvaient incorporer dans leur compagnie un système d'assurance appelée "Assurance au comptant" ou "Assurance à stock", comme on le désigne parfois.

Les directeurs de la Standead of Sherbrooke Mutual obtinrent, en 1921, un ordre en conseil qui leur permit de se prévaloir de la loi ci-dessus. Pour former ce système d'assurance au comptant, les directeurs souscrivirent une somme totale de \$200,000, à compte de laquelle une somme de \$50,000 apparaît avoir été payée, soit 25 %. Le premier rapport officiel du trésorier de la province qui en fasse mention est celui de 1924, où, à la page 69, on lit la liste suivante:

Liste des actionnaires (du système au comptant)

	<i>Souscrit</i>	<i>Payé</i>
Armitage George, Sherbrooke	\$ 30,200	\$ 7,500
Howard, Chas. H. (M.P.)	\$ 30,200	\$ 7,550
Hunt, A. B. (M.P.), Bury	\$ 30,200	\$ 7,550
McCrea, F. N. (M.P.), Sherbrooke	\$ 30,200	\$ 7,650
Nicol, Hon. J.-E., Sherbrooke	\$ 30,200	\$ 7,550
Bédard, F.-J., Richmond	\$ 10,000	\$ 2,600
Caron, Hon. J.-E., Québec	\$ 10,000	\$ 2,600
Curtis, A. E., Stanstead	\$ 10,000	\$ 2,500
Mitchell, N. R., Granby	\$ 10,000	\$ 2,500
Armitage, J. G., Sherbrooke	\$ 3,000	\$ 750
McGonnon, W. L., Sherbrooke	\$ 3,000	\$ 750
Southwood, F. J., Sherbrooke	\$ 3,000	\$ 750
	\$200,000	\$50,000

Notons de plus que les directeurs de la compagnie mutuelle sont tous des actionnaires du système au comptant, sauf M. C.-H. Fletcher, qui ne paraît pas avoir d'actions.

Je ne comprends pas encore quelles raisons on a bien pu faire valoir aux législateurs de 1908 pour les convaincre que les sociétés mutuelles pourraient trouver un avantage à laisser introduire dans leur rouage administratif un système indépendant, sur lequel ils ne paraissent pas avoir de contrôle. Mais il est évident que la majorité n'avait pas prévu les résultats de cette législation, car elle ne l'aurait jamais adoptée.

Voyons maintenant ce qui s'est passé dans le cas de la Stanstead & Sherbrooke Mutual. Le système au comptant venait à peine d'être introduit que les directeurs songèrent aux moyens à prendre pour faire disparaître le système mutuel, c'est-à-dire pour éliminer les porteurs de polices mutuelles. Le premier document officiel que j'ai en ma possession et qui fait voir leurs intentions, c'est une lettre datée du 18 mai 1922 et adressée par le gérant de compagnie à tous les agents. Voici quelques extraits de cette lettre:

"Notre inspecteur a lu à une assemblée des directeurs locaux, tenue il y a quelque temps, quatre lettres venant de différents agents dans lesquelles ceux-ci établissaient qu'il serait plus avantageux d'enlever le mot "Mutuelle" du nom de la compagnie, car ils constataient que bon nombre de personnes ne voulaient pas s'assurer dans une compagnie mutuelle.

"La poursuite des affaires sous le système actuel devenant illégale si le mot "Mutuelle" disparaît du nom de la compagnie, il fut suggéré par un des directeurs qu'une lettre soit envoyée aux agents, leur demandant s'il serait possible pour eux de soutenir leurs affaires en renouvelant leurs risques sous le système comptant. Veuillez donner à la chose la considération qu'elle mérite et nous dire franchement ce que vous en pensez. Il n'y a pas de doute que si les affaires pouvaient être soutenues par le renouvellement sous le "système comptant" de tous les risques, beaucoup d'ouvrage serait épargné au bureau, et cela nous épargnerait aussi des dépenses."

Comme on le constatera par la suite, cette lettre n'était que de la poudre que l'on jetait aux yeux des agents pour les empêcher de deviner ce que la direction se proposait de faire. Et quand on examine à la lumière des faits ce qui s'est passé dans la suite, on voit toute l'ironie qu'il y a dans cette phrase: "Veuillez nous dire franchement ce que vous en pensez". La direction a fait mine de prendre les

agents dans ses confidences, mais ce n'était que pour mieux cacher ses motifs.

Il est intéressant tout de même de voir que des directeurs, qui administrent une société d'assurance mutuelle pour des gens à qui ils sont

associés, jugent à propos de consulter les agents plutôt que les intéressés, c'est-à-dire les mutualistes:

<i>Année</i>			<i>Système mutuel</i>		<i>Système au comptant</i>
1921	Polices en force	8,672	\$17,303,561	2,771	\$4,600,000
	Nouvelles polices	2,121	<u>4,614,000</u>	2,168	<u>3,200,000</u>
			\$22,000,000		\$8,000,000
1922	Polices émises et renouvelées	2,604	.....	3,377	.....
1923	Polices nouvelles	1,595	.....	3,728	.....
1924	Polices nouvelles	1,268	.....	3,695	.....
1925	Polices nouvelles	908	.....	5,066	.....
1926	Polices nouvelles	229	\$531,304	5,997	\$20,000,000
1927	Polices nouvelles	12	.....	6,700	.....

Il est évident que les mutualistes n'ont pas été consultés, car le 3 septembre 1924, le gérant envoyait aux agents une autre lettre, dans laquelle on lit les passages suivants:

"À nos agents,

"Nous vous envoyons sous ce pli une nouvelle cédule des taux et limites pour assurances sur fermes, telle que rédigée par notre bureau de direction à l'assemblée semi-annuelle du bureau tenue le 13 août 1924.

"Comme les taux du système au comptant sont maintenant moins élevés que les taux du système mutuel et que la commission du système au comptant est de 20 %, celle du système mutuel n'étant que de 15 %, l'honoraire de \$1.00 ayant été retranché, veuillez faire tout en votre pouvoir pour transporter toutes vos affaires au système comptant.

"P.S. - Si vous avez encore en votre possession des dividendes pour le mois de septembre, veuillez les retourner au bureau chef pour annulation."

Je veux attirer l'attention sur le paragraphe qui dit que "les taux du système au comptant sont maintenant moins élevés que les taux du système mutuel" et que la commission payée aux agents est de 20 % pour les polices émises sous le système au comptant, contre 15 % pour les polices qu'ils placent dans le système mutuel".

On voit de suite l'intérêt que l'on a créé chez les agents en leur promettant une commission plus

élevée pour les risques qu'ils placeront dans le système au comptant. Dans un post-scriptum au bas de la même lettre-circulaire il est écrit: "Si vous avez encore en votre possession des dividendes pour le mois de septembre, veuillez les retourner au bureau chef pour annulation". Il s'agit des dividendes que l'on payait aux mutualistes sous forme de réduction de primes: comme je l'ai dit plus haut, ce fut la dernière fois que des dividendes furent payés aux mutualistes.

À cette circulaire était attachée la nouvelle cédule des taux que le bureau de direction venait de fixer et dans laquelle on plaçait une note "encouragez autant que possible l'usage du système au comptant".

Pour montrer quel fut l'effet de ces instances répétées auprès des agents et l'augmentation des primes sous le système mutuel, nous allons consulter les rapports officiels des dernières années, et nous verrons la très grande diminution dans le nombre de nouvelles polices mutuelles et l'augmentation considérable dans les polices au comptant.

Je ne citerai pas les premières années que le système au comptant fut inauguré, je commencerai seulement au temps où le nombre de polices nouvelles était à peu près égal: décembre 1927, 3,663, représentant un montant d'assurance de \$3,949,682.

Polices au comptant en vigueur à la même date: 11,479, représentant un montant d'assurance de \$20,260,798.

À venir jusqu'ici, on n'a peut-être pas encore saisi la raison pour laquelle la diminution et presque

la disparition des polices sous le système mutuel et l'augmentation du nombre de celles au comptant peut affecter les mutualistes. C'est là qu'il commence à être intéressant d'étudier un autre item du rapport officiel:

<i>Année</i>	<i>Dividendes payés aux mutualistes</i>	<i>Dividendes payés aux actionnaires</i>
1921.....	\$4,479	Rien
1922.....	\$4,567	\$ 4,000
1923.....	\$5,350	\$ 5,000
1924.....	\$4,329	\$ 5,000
1925.....	Rien	\$15,500
1926.....	Rien	\$21,750
1927.....	Rien	\$23,250
1928.....	Rien	\$27,900

Comme je l'ai dit plus haut, sur le capital souscrit de \$200,000, il apparaît, dans le rapport de 1924, que \$50,000 ont été payés. Or, dans le rapport de 1925, il apparaît que le montant payé est monté à \$60,000, c'est-à-dire qu'à même le dividende de \$15,500 on a ajouté \$10,000 au capital payé, et la balance de \$5,000³ a été divisée en argent parmi les actionnaires.

En 1926. - À même le dividende de \$21,750 on a ajouté \$15,000 au capital payé, qui est monté par le fait à \$75,000 et les actionnaires se sont divisé \$6,750 en argent.

En 1927. - On devient plus explicite dans le rapport et l'on mentionne absolument la façon dont le dividende est distribué, soit \$15,000 ajoutés au capital payé, tout comme s'il s'agissait d'un appel fait par la compagnie, et les actionnaires se sont distribué \$8,200 en argent. Le capital payé, à même les dividendes, est rendu à \$90,000.

En 1928. - On distribue en argent, aux 12 actionnaires, \$8,000, et l'on ajoute une somme de \$10,000 au capital payé; ceci place le capital payé, toujours à même les dividendes, à \$108,000.

Je n'ai pas le rapport de 1929, mais si l'on suit la progression établie précédemment, le capital payé doit en être rendu à environ \$120,000⁴. Ce qui veut dire qu'en cinq années, à même un placement initial de \$50,000, on a appliqué au compte du capital une somme de \$78,000, et l'on s'est divisé en argent une somme de \$41,000, soit \$110,000⁵ sur un placement initial de \$50,000. Si l'on ramène cela à un pourcentage annuel sur les argents déboursés on trouve qu'en 1926, les dividendes représentent 43½ % sur le capital payé.

En 1927 - 46½ %.

En 1928 - 55 %.

Et pendant que les directeurs ou actionnaires se payent des dividendes aussi fantastiques, les mutualistes, ceux qui ont fait la compagnie ce qu'elle est, ne retirent plus rien.

Il est un fait assez curieux qui se répète à chaque session dans la production des rapports des différents ministères. Dès les premiers jours de la session, au commencement de janvier, les ministres déposent devant cette Chambre le rapport des activités de leur département, au cours de l'année qui vient de s'écouler. Dans le département du trésorier, depuis que je siége ici, le rapport des compagnies d'assurances-feu n'a jamais été déposé avant la fin de la session, et parfois après la session; de plus, le rapport en question réfère toujours aux opérations de l'avant-dernière année. Ainsi, par exemple, cette année, nous sommes à la fin de la session de 1930 et nous n'avons pas encore le rapport des opérations de 1928. Les détails que j'ai cités plus haut et ceux que je veux relater à la suite, pour l'année 1928, sont tirés du rapport que la compagnie adresse au public. Nous n'avons encore rien pour 1929. Pour l'information générale, j'ai préparé un tableau des actions souscrites par les différents actionnaires, et les montants qu'ils ont payés sur ces actions, à même les profits énormes qu'ils ont réalisés dans l'opération de la compagnie. (Voir le tableau à la page suivante)

	<i>Souscrit</i>	<i>1924</i>	<i>1925</i>	<i>1926</i>	<i>1927</i>	<i>1928</i>
Armitage, Geo.....	\$30,200	\$7,500	\$9,060			
Howard, C. M. (M. P.).....	\$30,200	\$7,500	\$9,060	\$11,325	\$13,590	\$16,306
Hunt, A. B. (M. P.).....	\$30,200	\$7,500	\$9,060	\$11,325	\$13,590	\$16,306
McCrea, F. N. (M. P.).....	\$30,200	\$7,500	\$9,060	\$11,325	\$13,590	\$16,306
Nicol, Hon. J.C.I.	\$30,200	\$7,500	\$9,060	\$11,325	\$13,590	\$16,306
Bédard, F. J.	\$10,000	\$2,500	\$3,000	\$ 3,750	\$ 4,500	\$ 5,400
Caron, Hon. J.-E.....	\$10,000	\$2,500	\$3,000	\$ 3,750	\$ 4,500	\$ 5,400
Curtis, A. E.	\$10,000	\$2,500	\$3,000	\$ 3,750	\$ 4,500	\$ 5,400
Mitchell, N. R.	\$10,000	\$2,500	\$3,000	\$ 3,750	\$ 4,500	\$ 5,400
McGonnon, W. L.	\$ 3,000	\$ 750	\$ 900	\$ 1,125	\$ 1,350	\$ 1,620
Southwood, F. J.....	\$ 3,000	\$ 750	\$ 900	\$ 1,125	\$ 1,350	\$ 1,620
Armitage, J. G.....	\$ 3,000	\$ 750	\$ 900	.....	.....	.....
	\$17,000 (1924)	.....	.....	.....	.....	.....
Armitage, G. G.....	\$14,000 (1926)	.....	.....	.....	.....	.....
Armitage, Geo.....	<u>\$ 2,200 (1925)</u>	<u>.....</u>	<u>.....</u>	<u>.....</u>	<u>.....</u>	<u>.....</u>
	\$200,000	\$50,000	\$60,000	\$75,000	\$90,000	\$108,000

Dans la liste ci-dessus, les montants souscrits par les actionnaires diffèrent un peu de ceux contenus dans la liste que j'ai citée auparavant, en ce que M. Geo. Armitage, qui paraissait avoir souscrit \$30,200, soit 802 actions de \$100, en a transporté 140 à M. G. G. Armitage, et 140 à M. J. O. Armitage. Ce dernier en possédait déjà 30: c'est ce qui explique le montant souscrit par M. J. G. Armitage de \$17,000.

En regard des noms des actionnaires, plaçons maintenant la liste des directeurs, telle qu'elle apparaît sur le rapport de 1928:

Hon. J. Nicol, président: C. B. Howard, M.P. Vice-Président, F. I. Bédard, Hon. F. I. Bédard, Hon. J.-E. Caron, A. E. Curtis, N. R. Mitchell, J. A. Bothwell, président de la Brompton Pulp and Paper Co., W. G. Hunt, F. W. McCrea, J. G. Armitage, secrétaire-trésorier.

Tous les directeurs, sauf M. Bothwell, sont actionnaires de la compagnie au comptant. MM. W. G. Hunt et F. W. McCrea représentent les successions de feu MM. A. B. Hunt et F. N. McCrea.

Comprend-on maintenant l'intérêt que pouvaient avoir les directeurs envers les mutualistes, leurs co-sociétaires, ceux qui avaient contribué à amasser un actif de \$600,000?

Pour ceux chez qui il pourrait rester encore un doute quant aux intentions des directeurs envers les mutualistes, je lirai une autre lettre du 13 mars 1926, signée par le surintendant des agences, M. W. L. McGonnon et adressée aux agents:

"À la suggestion de quelques-uns de nos agents les plus importants, pour ce qui est des

affaires du système mutuel, dorénavant, au lieu d'émettre sur les fermes, magasins et demeures une police système mutuel de cinq ans, nous émettrons une police système au comptant d'une année.

Ce changement sera avantageux pour plusieurs raisons, et nous vous citons les suivantes. Votre commission sera de 20 % au système au comptant, contre 15 % au système mutuel, donc une augmentation pour vous d'au-delà de 33 %; l'assurance n'aura plus à signer un billet de dépôt; la chose nous permettra éventuellement de rayer du nom de la Compagnie le mot "Mutuelle" et il y aura élimination de la somme énorme de travail que nous impose le système mutuel ainsi que diminution de dépenses au bureau chef.

Engagez votre client à prendre une police triennale, système au comptant, prime payable d'avance à un taux de 10 % à 15 % de moins que les taux de l'Association des Assureurs Canadiens; si vous n'y parvenez et êtes à bout d'arguments, vous pourrez alors lui vendre une police annuelle, au comptant, à notre taux mutuel courant.

Nous désirons bien vous faire comprendre que nous ne tenons pas à assurer au système mutuel."

Ce désir, de la part des directeurs, est maintenant un fait accompli. Le nom original de la compagnie était The Stanstead and Sherbrooke Mutual Fire Insurance Company. Dans le rapport officiel de l'année 1927, le nom a été changé en celui-ci: The Stanstead and Sherbrooke Fire Insurance Company (Stock Mutual).

Et on lit à la suite le commentaire suivant: "Incorporé en vertu des Statuts révisés du Bas-Canada, chapitre 68, amendé par la loi 45 Victoria, chapitre 51, article 76, autorisée à former un capital-actions d'après les articles 6360-64, 6854 S. R. P. Q. 7909 par ordre en conseil daté du 11 avril 1921, amendement en vertu d'un ordre en conseil en date du 9 décembre 1927, en opération depuis 1835."

On peut se demander où sont allés les \$600,000 qui appartenaient aux mutualistes, maintenant que le mot "mutuel" a été rayé du nom de la compagnie, ou plutôt, où sont allés les mutualistes?

Il appartient à l'honorable trésorier de la province, dont le département est chargé de la surveillance des assurances, de donner à cette Chambre, et particulièrement aux mutualistes que l'on a fait sortir sans qu'ils sachent pourquoi, une réponse claire là-dessus.

Ce qu'il faut savoir, ce sont les noms de ceux qui restent comme mutualistes et quel est maintenant le montant de l'actif de la compagnie mutuelle.

S'il ne reste plus comme assurés sous le système mutuel que les 12 actionnaires⁶ que j'ai nommés, qui sont ses directeurs, et qui sont en même temps possesseurs des actions de la compagnie à stock et qu'ils jugent à propos de liquider la compagnie, ce sont eux seuls qui vont se diviser l'actif considérable de la compagnie mutuelle. C'est ce qu'il incombe au trésorier provincial d'établir et d'en faire porter la responsabilité à qui de droit.

En parlant de responsabilités, il est de mon devoir de rendre justice à un homme qui s'est opposé de toutes ses forces à ce que les mutualistes fussent ainsi dépouillés des profits qui avaient été accumulés durant tant d'années. Je veux mentionner M. George Armitage, secrétaire-trésorier et gérant de la compagnie durant plus de 30 ans. C'est l'homme qui a contribué le plus à placer la compagnie dans l'excellente situation financière où elle se trouvait, lorsque la nouvelle compagnie au comptant s'est introduite dans l'ancienne. C'est un secret qui court la rue, à Sherbrooke, qu'il a été mis à sa retraite parce qu'il n'approuvait pas les méthodes des nouveaux directeurs.

Quant aux agents de la compagnie, ils n'ont jamais compris les intentions des directeurs, et ils agissaient de bonne foi quand ils encourageaient leurs clients à s'assurer dans le système au comptant parce que les taux étaient plus bas. J'en ai causé, tout récemment, avec quelques-uns d'entre eux, et ils avaient peine à croire l'état de choses qui est démontré aux rapports officiels. La preuve en est

dans le fait que leurs assurances personnelles sont toutes dans le système au comptant.

L'opinion publique, dans les Cantons-de-l'Est, commence à être au courant de cette situation et s'en inquiète. Et au moment où l'on parle de coopération à outrance dans toute la province, il est nécessaire que l'on fasse naître dans les esprits la plus entière confiance dans l'administration de ces coopératives.

L'assurance mutuelle est une coopérative dans le vrai sens du mot.

Or, quand on constate qu'une assurance-coopérative qui paye un dividende de 55 %⁷, à ses directeurs et qui ne trouve pas un sou pour ses membres; que ces membres étaient, pour la plus grande partie, des cultivateurs; que l'un des directeurs était le ministre de l'Agriculture (l'honorable M. Caron), un autre trésorier de la province, d'autres, des députés fédéraux, on a raison de penser qu'à moins que cette situation soit tirée au clair, les cultivateurs seront justifiables d'être prudents avant de faire administrer le peu d'argent qu'ils ont par des gens qu'ils ne peuvent contrôler.

Le gouvernement est à instituer des enquêtes dans les affaires de certaines maisons de courtage qui ont manipulé les fonds du public; il vient de demander à la Chambre le pouvoir d'enquêter dans l'administration de certaines autres.

Il est de son devoir d'enquêter immédiatement et de voir le fond des choses dans l'administration des compagnies d'assurances mutuelles contre le feu, et surtout de celles qui ont en même temps le système au comptant.

Bien que l'on persiste, du côté de la droite, M. l'Orateur, "à prétendre qu'il n'existe aucune anomalie pour un ministre de la couronne à faire partie du bureau de direction des compagnies pouvant faire affaire avec le gouvernement, ou par lesquelles il doit exercer une surveillance", voit-on bien ce qui se serait produit si l'état de choses que je viens d'exposer était venu plus tôt à notre connaissance et que, par exemple, il a deux ans, nous avions demandé au trésorier provincial d'alors, de faire enquête dans les affaires de la compagnie mutuelle, dont il était le président, et de nous rendre compte pourquoi les membres de cette mutuelle ne retiraient plus aucun dividende, qu'on les éliminait et que les directeurs, cette année-là, s'étaient payé 47 % de dividendes?

Voit-on également l'ardeur du ministre de l'Agriculture du temps venir nous appuyer, afin d'obtenir justice pour les cultivateurs qu'il était chargé de protéger?

Ce sont des constatations que l'on ne peut s'empêcher de faire, que l'on appartienne au parti que l'on voudra.

Aussi, je me place au-dessus des partis; pour réitérer ma demande à l'honorable trésorier de la province (M. McMaster). Il nous paraît qu'à présent il a toujours bien accueilli les suggestions que nous lui avons faites.

En se faisant remettre la liste de tous les porteurs de polices mutuelles de la compagnie Stanstead & Sherbrooke Mutuel Co. depuis plusieurs années, il va y voir les noms d'un très grand nombre de ses électeurs de Compton et de ses anciens électeurs de Brome.

Tous ces gens ont contribué avec les autres à former l'actif considérable de la compagnie et ils ont droit de savoir ce que l'on a fait de leurs contributions. Il pourra également jeter un coup d'œil dans les affaires de la Missisquoi Rouville Mutual Fire Ins. Co. Le ministre pourra peut-être nous répondre que les directeurs ont agi suivant la loi; mais il va se rendre compte lui-même que la loi n'avait pas prévu le cas où les directeurs, de propos délibéré et systématiquement, élimineraient tous les mutualistes, pour demeurer seuls à partager l'actif.

La loi devrait être changée immédiatement, afin d'empêcher cette situation de se renouveler dans le cas des autres compagnies mutuelles. Il devra s'assurer également quels sont les détenteurs de polices mutuelles qui restent; il y a quelque chose qui n'est pas très clair, dans le rapport à ce sujet.

Il faudra savoir à qui appartient l'immeuble important dans lequel se trouve le siège social de la compagnie et qui a été construit avec l'argent des mutualistes.

Quelle proportion les mutualistes payent-ils du salaire annuel de \$3,000 à l'honorable Jacob Nicol, comme président, et de \$1,500 à M. Chas. B. Howard, député fédéral de Sherbrooke, comme vice-président? Quels services les mutualistes reçoivent-ils pour cela?

Il est bon également que les membres des autres compagnies d'assurance mutuelle, dans la province, soient mis au courant de ce qui peut se produire chez eux. S'ils ont fondé des sociétés d'assurance pour eux-mêmes, ils doivent être intéressés à en retirer tous les bénéfices.

Si l'on tient compte des millions de l'épargne populaire de cette province qui sont engagés dans l'assurance mutuelle, on comprendra l'obligation qui s'impose aux autorités d'exercer une surveillance plus étroite dans ce domaine, afin de n'avoir pas à déplorer trop tard, une situation comme celle qui se

produit aujourd'hui, dans maintes entreprises qui engloutissent les économies de milliers de familles.

On peut bien faire aux administrateurs des Prévoyants du Canada le reproche d'avoir payé des rentes trop élevées aux sociétaires de la première année et qui ont payé durant 20 ans. Mais si cette société liquidait aujourd'hui, il reste encore des fonds à son actif pour rembourser la somme et l'intérêt à tous les sociétaires. Dans le cas de la compagnie mutuelle Sherbrooke & Stanstead, il y a des sociétaires qui ont payé depuis 30 ou même 40 ans; si cette compagnie jugeait à propos de liquider aujourd'hui, combien retireraient-ils?

Je réitère donc ma demande à l'honorable trésorier de la province, et je lui demande de nous donner son opinion sur le procédé par lequel les directeurs de compagnies mutuelles font disparaître systématiquement leurs co-sociétaires, pour les placer dans une compagnie étrangère et dans laquelle ces derniers n'ont d'autre intérêt que celui de payer.

L'honorable M. McMaster (Compton):

L'honorable député de Sherbrooke ne s'attend probablement pas à une réponse immédiate, à une question telle que celle qu'il vient de poser.

Les faits auxquels il réfère datent de quelles années déjà, et je lui demanderais de me fournir les documents nécessaires. Je ferai enquête, évidemment, mais deux choses me frappent.

D'abord, je tiens à signaler que, s'il avait jugé l'affaire importante, il aurait pu, avant la fin de la session, inscrire un avis de motion sur l'ordre de la Chambre, afin de me permettre de faire enquête. En second lieu, l'honorable député de Sherbrooke a cité des faits qui se sont passés de 1922 à 1926. Il y a donc quatre ans que cela existe. Si l'affaire était si urgente, je ne comprends pas que mon honorable ami ait attendu si longtemps pour la soumettre au gouvernement.

M. Crépeau (Sherbrooke): L'honorable ministre me permettra-t-il de le corriger sur un point?

L'honorable M. McMaster (Compton): Certainement.

M. Crépeau (Sherbrooke): Lorsque l'honorable trésorier de la province (l'honorable M. McMaster) affirme qu'il est surpris de voir que je n'ai encore rien fait relativement à cette question, je dois déclarer que je n'ai les documents en question que depuis trois semaines.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): L'honorable député aurait pu tout de même présenter un avis de motion pour que l'honorable trésorier se prépare à lui répondre.

L'honorable M. McMaster (Compton): Puisque l'honorable député ne connaît cette affaire que depuis trois semaines, je suis prêt à retirer ce que j'ai dit, et je lui donnerai les informations qu'il m'a demandées en temps et lieu.

Mais je crois que les noms cités par le député de Sherbrooke sont une garantie qu'il n'y avait rien d'anormal dans l'affaire de la compagnie à laquelle il fait allusion.

Adopté.

En comité:

L'honorable M. McMaster (Compton) propose: 1. Qu'un crédit n'excédant pas un million cinq cent mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour asiles d'aliénés, y compris le transport de patients des prisons aux asiles et autres dépenses contingentes, pour l'exercice finissant le 30 juin 1931⁸.

Adopté.

2. Qu'un crédit n'excédant pas quatre cent soixante mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour les écoles de réforme et d'industrie, y compris les dépenses contingentes, pour l'exercice finissant le 30 juin 1931.

L'honorable M. David (Terrebonne): Je crois que ce titre d'"Écoles de réforme", devrait disparaître. C'est une école de redressement moral ou quelquefois physique. Les mots "écoles de réforme" ont une connotation péjorative qui colle à l'enfant qui a le malheur d'y être envoyé. Les mots "écoles de réforme" devraient disparaître, car au sortir de cette école, les réformés ne peuvent trouver d'emploi; 60 % ne sont pas des prisonniers. Ils deviennent de bons citoyens et ne sont d'aucune façon des criminels.

M. Blain (Montréal-Dorion): Est-ce que le gouvernement a des statistiques sur ce que deviennent les jeunes gens en sortant de ces écoles?

L'honorable M. David (Terrebonne): Non, nous n'avons pas de contrôle. Je tiens à faire une déclaration au sujet de ces écoles. Je puis bien le dire: Ce ne sont pas toujours les enfants qui devraient

aller à l'école de réforme. Très souvent, les parents devraient être blâmés à la place de ces enfants; certains parents devraient être condamnés à la prison. Il y a de malheureux parents qui, pour se débarrasser d'un enfant, s'en vont à la Cour juvénile et disent: "Mon enfant est un voleur, ou on l'accuse de tout autre chose, et je veux l'envoyer à l'école de réforme". C'est une chose bien regrettable, mais qui existe. On se débarrasse tout simplement des enfants.

Je voudrais que ces écoles de réforme disparaissent dans la province de Québec, car tant que l'on enfermera les enfants derrière des barreaux, il y a danger qu'ils sortent de là des criminels. C'est ce qui arrive trop souvent. À l'heure actuelle, les délinquants primaires sont mis en contact avec des garçons qui ont déjà entamé une carrière de criminel et ils sont tous entachés de la même façon dans l'esprit de la population.

Je souhaite que le mot "école de réforme" disparaisse, que se dresse une grande institution sans barreaux, pour le redressement moral de certains enfants. Je ne puis admettre qu'un enfant de 13 ou 14 ans soit un vicieux.

Placer derrière les barreaux des enfants de cet âge, c'est les préparer à devenir des criminels. Notre système, au point de vue orphelinat ne correspond pas à la nécessité qui existe. Nous cherchons à l'améliorer.

Les communautés religieuses nous aident énormément. D'ici à cinq ans, et Dieu seconde nos efforts, nous aurons changé l'aspect de la province, et notre système sera complet.

M. Guertin (Hull) s'étonne, dit-il, que le gouvernement n'ait pas encore trouvé moyen de s'occuper des jeunes gens qui sortent des orphelinats.

L'honorable M. David (Terrebonne): La province travaille activement à la solution du problème.

La résolution est adoptée⁹.

Résolutions à rapporter:

Le comité fait rapport qu'il a adopté deux résolutions et demande la permission de siéger de nouveau. Lesdites résolutions sont lues deux fois et adoptées.

La Chambre suspend ses travaux à 6 heures.

Reprise de la séance à 8 h 30**Demande et dépôt de documents:****Emprunts des institutions de la province**

M. Guertin (Hull) propose, appuyé par le représentant de Montréal-Dorion (**M. Blain**), qu'il soit mis devant cette Chambre un état démontrant: 1. Quels sont les emprunts contractés par les différentes institutions de la province et dont le paiement a été garanti en entier ou en partie par la province, en vertu de la loi de l'assistance publique 1922? 2. Quel est dans chaque cas: *a.* la date de l'emprunt; *b.* la date de l'échéance; *c.* le nom de l'institution; *d.* le nom de la maison financière ou de fiducie qui a consenti le prêt; *e.* le taux d'intérêt?

Adopté.

L'honorable M. David (Terrebonne) dépose sur le bureau de la Chambre la réponse à un ordre, en date de ce jour, pour la production de copie d'un état démontrant: 1. Quels sont les emprunts contractés par les différentes institutions de la province et dont le paiement a été garanti en entier ou en partie par la province en vertu de la loi de l'assistance publique 1922? 2. Quel est dans chaque cas: *a.* la date de l'emprunt; *b.* la date de l'échéance; *c.* le nom de l'institution; *d.* le nom de la maison financière ou de fiducie qui a consenti le prêt; *e.* le taux d'intérêt? (Document de la session no 69)

Dépôt de documents:**Pont de la rivière Gatineau**

L'honorable M. David (Terrebonne) dépose sur le bureau de la Chambre la réponse à un ordre, en date du 12 mars 1930, pour la production de copie, toute correspondance, documents, etc., échangés entre le gouvernement, un de ses membres, un des ses officiers, un de ses employés et la cité de Hull, ou tout autre corps public ou personne, concernant la reconstruction du pont sur la rivière Gatineau, entre la cité de Hull et le village de Pointe Gatineau. (Document de la session no 68)

Inspection de syndicats

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 214

modifiant la loi des syndicats coopératifs de Québec relativement à l'inspection de certains syndicats soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté sur division. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

Pouvoirs de certaines corporations

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 36 modifiant la loi des pouvoirs de certaines corporations soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

Demandes de documents:**Narcotiques à la prison de Bordeaux**

M. Blain (Montréal-Dorion) propose, appuyé par le représentant de Montréal-Verdun (**M. Lafleur**), qu'il soit mis devant cette Chambre copie de toute correspondance, document, télégrammes, etc., entre le gouvernement et toute personne concernant l'introduction de narcotiques à la prison de Bordeaux.

Je suis informé, dit-il, qu'une enquête a été tenue et qu'un certain personnage qui aurait introduit des narcotiques à la prison de Bordeaux a été congédié. Il n'est pas nécessaire de donner le nom du garde en question. Il occupait un poste dans la police de Montréal et, après avoir été congédié de l'unité de police, il a été engagé comme sergent des gardes à Bordeaux, où il a conservé ses mauvaises habitudes. Sa conduite a été tout à fait immorale. On doit tenter de réformer les prisonniers et non de les déformer davantage. S'il y a eu remède aux abus, tant mieux!

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Les renseignements de l'honorable député de Montréal-Dorion sont vrais en partie. Je suis informé qu'un garde a donné des narcotiques à un prisonnier. La chose n'est pas sans précédent.

Les gardes ont beaucoup de difficultés à empêcher les abus de ce genre. À la prison de Bordeaux, on a en général 30 ou 40, et même 50 prisonniers toxicomanes, et on prend tous les moyens pour obtenir des narcotiques. On en trouve dans les habits, sous les semelles de chaussures, sous

les timbres posés sur les lettres qu'ils ont le droit de recevoir. Cette question exige l'attention continue des autorités.

Le garde en question avait fourni des narcotiques à un prisonnier. Le juge Cusson a fait une enquête et les conclusions ont été que le prévenu était probablement coupable. Bien que la preuve ne fut pas très convaincante, nous l'avons destitué. Il est très difficile d'empêcher les prisonniers d'obtenir de la drogue.

Dans le cas qui nous occupe, lorsque nous avons commencé à soupçonner qu'un prisonnier obtenait de la drogue d'un garde, nous avons fait venir le prisonnier ici à Québec et nous nous sommes assurés qu'il ne pourrait en obtenir. C'est là le moyen le plus facile de découvrir la vérité et, en peu de temps, il s'est mis à parler.

Cet homme-là, selon son dossier, avait fait déjà partie de la police montée. Son record n'était pas mauvais. Mais s'il s'est rendu coupable du crime dont on l'accuse, il a payé de sa position.

Adopté.

Canton Marchand

M. Blain (Montréal-Dorion) propose, appuyé par le représentant de Montréal-Verdun (M. Lafleur), qu'il soit mis devant cette Chambre copie de toute correspondance, télégrammes, documents, etc., entre le gouvernement et toute personne relativement à l'administration municipale dans le canton Marchand et dans le comté de Labelle.

J'attire l'attention de la Chambre sur la conduite d'un certain secrétaire trésorier, M. P. Morissette.

Cet homme-là était secrétaire depuis 26 ans. On s'est plaint de lui dès le début. Il y a quelques jours, on l'a forcé à démissionner. Mais on l'a remplacé par un autre qui est son homme. Son système de comptabilité était un chaos. C'était un notaire, je ne dirai pas honnête, mais précoce.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Pourquoi précoce?

M. Blain (Montréal-Dorion): Parce qu'il a été nommé secrétaire aussitôt reçu. Ses livres étaient mal tenus. Les rapports n'étaient pas rédigés. Les entrées n'étaient pas faites, les règlements manquaient par centaines. Les rôles d'évaluation étaient faits au crayon. Vingt-cinq colons¹⁰ ont dû

payer leurs taxes deux ou trois fois et ont été obligés de quitter leurs terres. Lorsqu'ils ne payaient pas à nouveau, on vendait leurs fermes aux enchères pour défaut de paiement de taxes municipales, qui avaient déjà été payées, mais dont on ne trouvait trace dans les livres. Le ministère de la Colonisation a accordé des subventions pendant des années, mais les ponts n'ont pas été repeints en 25 ans et les gens ont peur de les utiliser. La situation est devenue intolérable pour tous les colons de Labelle. C'est ainsi qu'on a trouvé dans les livres un montant de \$150 pour dépenses d'élections, en 1927, alors qu'il n'y avait pas eu d'élections.

Il a vidé deux rangs en deux ans. Pour mieux servir ses intérêts, il dispensait certains contribuables de payer leurs taxes. Le département des Affaires municipales a laissé faire et n'a jamais agi. Le secrétaire a été lavé. Un grand nombre de gens ont été ruinés par les exactions de cet homme-là.

Il y a trois colons polonais à Macaza qui ont eu des difficultés avec la municipalité, au sujet d'un droit de passage. Ils sont allés voir Morissette, qui les a envoyés consulter un cabinet d'avocats, un père et son fils, des parents de Morissette. Le père a défendu la cause des Polonais contre la municipalité, et le fils a défendu la municipalité. La municipalité a gagné, et le résultat a été une facture de \$1,500 pour les colons polonais, alors que la valeur de leurs lots de colonisation était d'environ \$750.

Les municipalités ont fait face à des difficultés lorsqu'ils ont voulu le remplacer, car Morissette choisissait ses maires et ses conseillers, et il les récompensait en leur rendant leurs taxes. Il dit qu'il pourrait avoir beaucoup de choses à révéler au gouvernement.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): C'est nous qui devrions présenter une requête pour obtenir des documents.

M. Blain (Montréal-Dorion): Je crois que le département a monté un énorme dossier. Lorsqu'un citoyen s'est plaint au premier ministre, en sa qualité de ministre des Affaires municipales, on lui a dit de déposer sa plainte auprès du député de Montréal-Sainte-Marie (M. Houde), chef de l'opposition.

Tous les renseignements concernant le dossier de Morissette sont connus du département des Affaires municipales, étant donné que les inspecteurs de ce département enquêtent sur ses activités depuis 1925, et cependant, aucune mesure n'a été prise, bien que les preuves contre lui soient nombreuses.

L'honorable M. Perrault (Arthabaska): Comment le département des Affaires municipales aurait-il pu agir?

M. Blain (Montréal-Dorion): Cet homme-là n'était pas assermenté, n'avait pas les qualifications voulues. Rien n'empêchait le gouvernement de poursuivre au nom de l'intérêt public. Si ce secrétaire avait été un nommé Bouliane ou un nommé Juneau, il n'aurait pas été maintenu en fonctions, mais il s'appelait Morrisette, et il était organisateur libéral de Labelle.

L'honorable M. Perron (Montcalm): Je connais la question: ce fait est véridique. La population de l'Annonciation a souffert. Ce que l'honorable député de Montréal-Dorion a dit est vrai. Cette municipalité est l'une de celles où Morrisette était secrétaire trésorier, et je suis au courant, dit-il, du problème depuis 1923. Le député du comté m'a parlé plusieurs fois à ce sujet, mais quelle était la situation? Le département des Affaires municipales a rédigé des rapports après avoir procédé à des enquêtes. Il y a sept¹¹ ans que les contribuables de l'Annonciation savent ce qui se passe. Il y en a qui sont riches et qui auraient pu se protéger. Je n'ai jamais compris pourquoi les contribuables de l'Annonciation n'ont jamais voulu se protéger. Ils n'ont jamais voulu porter plainte pour faire arrêter les individus concernés.

Si on avait porté plainte il y a six ans, la situation actuelle n'existerait pas, mais aucun contribuable n'a voulu intenter de poursuite, préférant se plaindre à une personne et à une autre, et se contentant apparemment de l'état des choses. Voulaient-ils que le ministre des Affaires municipales prenne les procédures nécessaires? C'est possible. Mais l'honorable ministre des Affaires municipales n'a aucune juridiction. Il pouvait tout simplement faire faire des auditions et faire connaître les faits aux contribuables, et c'est ce qui a été fait. Je regrette ce qui se passe là. L'individu en question nous a causé des ennuis quand j'étais ministre de la Voirie. Il empêchait de payer les chemins. Cependant, que l'honorable député de Montréal-Dorion ne se fasse pas illusion. Ce n'est pas un organisateur libéral. C'est tout à fait le contraire. Morrisette a aidé les conservateurs aux élections partielles de 1922, et par la suite, aussi.

Encore une fois, la situation est pénible. Mais si nos amis ne veulent pas dépenser l'argent nécessaire pour se débarrasser de cet homme-là, nous allons faire une souscription, l'honorable député de Montréal-Dorion et moi. Il est généreux et bon

avocat. (Souriant) Moi, j'irai et paierai pour les dépenses de voyage.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) dit qu'il fait appel à sa mémoire pour discuter de la question. Il se rappelle parfaitement bien, cependant, que lorsque le gouvernement a mis sur pied un bureau de vérification des livres au ministère des Affaires municipales, l'opposition avait protesté avec véhémence, affirmant que le gouvernement cherchait à avoir la mainmise sur les municipalités, et il mentionne combien le comité était bien organisé et fonctionnait bien et combien il avait rendu service. Les inspecteurs du gouvernement ont été mis à la disposition de la municipalité de l'Annonciation. Le gouvernement ne pouvait se substituer aux municipalités.

Le bureau de vérification des livres des municipalités a rendu de grands services. Mais celles-ci doivent conserver leur responsabilité. Dans le cas dont on parle, le ministère des Affaires municipales a mis la municipalité au courant. Personne n'a voulu faire arrêter le secrétaire-trésorier en cause.

Cela arrive souvent que des gens nous écrivent et nous demandent de faire certaines choses. Ils nous disent que, si on ne fait pas ce qu'ils veulent, ils le diront à M. Houde. J'ai une formule toute prête pour cela. Je leur dis d'écrire à M. Houde. Il ne nous fait pas peur. M. Houde et ces gens seraient mieux d'écrire au député de Montréal-Dorion.

Je déclarerai ceci, cependant, que si un contribuable a le courage de porter plainte contre l'individu en cause, nous demanderons au substitut du procureur général de faire les procédures aux frais du gouvernement.

M. Blain (Montréal-Dorion): Je dois informer la Chambre que des procédures ont été prises et qu'elles ont échoué. Le gouvernement ne sait pas sous quel régime de terreur vit la population. Si les gens du canton peuvent respirer un peu l'air de la liberté, on verra peut-être régner de nouveau la prospérité dans cette région.

La motion est adoptée.

Subsides

L'honorable M. McMaster (Compton) propose, selon l'ordre du jour, que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil pour que la Chambre se forme de nouveau en comité des subsides.

Adopté.

En comité:

L'honorable M. McMaster (Compton) propose: 1. Qu'un crédit n'excédant pas cent mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour l'école polytechnique de Montréal, en vertu de 57 Victoria, chapitre 23, article 17, tel que modifié par la loi 17 George V, chapitre 45, section 2, pour l'exercice finissant le 30 juin 1931.

Adopté.

2. Qu'un crédit n'excédant pas dix mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour les écoles techniques en dehors des cités de Québec, Montréal et Hull et cours professionnels, Statuts refondus, 1925, chapitre 136, article 2, pour l'exercice finissant le 30 juin 1931.

L'honorable M. David (Terrebonne): Il y a, dans l'imprimé du budget, une erreur d'impression: l'École technique de Montréal a droit à \$75,000 au lieu de \$70,000.

M. Guertin (Hull): Ladite école n'a pas une grande inscription.

L'honorable M. David (Terrebonne): Nos écoles techniques ont donné des excellents résultats. Tous les élèves sortant de l'École technique de Montréal sont employés d'avance. On nous demande même des élèves qui n'ont fait que six mois de cours. Nous ne voulons pas, il faut que les élèves aient fait leur cours complet. L'année dernière, 27 élèves ont été diplômés, tous étaient d'avance placés dans des compagnies industrielles.

Tous les électriciens sont retenus d'avance par la Northern Electric et la compagnie du Bell Telephone. Si nous ajoutions au titre de l'électricien celui d'ingénieur, la valeur du diplôme serait augmentée de 100 %. Le directeur de l'enseignement technique de la province doit me faire rapport à ce sujet.

Pour autant que Montréal est concernée, si nous augmentions de 50 % la capacité de logement de l'École technique, le nouvel espace ne suffirait pas à recevoir tous les élèves qui se présentent. C'est affaire d'éducation.

Il n'y a rien à reprocher aux gens qui ont étudié dans les écoles techniques, et les ex-prisonniers qui ont obtenu un diplôme de ce genre d'établissement ne sont pas suivis par le gouvernement. Une nouveauté dans ces écoles, c'est que les prisonniers sont payés pour le travail qu'ils accomplissent pendant qu'ils y étudient pour que, lorsqu'ils se retrouvent dehors, ils aient

suffisamment d'argent pour pouvoir survivre jusqu'à ce qu'ils trouvent du travail.

M. Blain (Montréal-Dorion): Quel contrôle le gouvernement provincial exerce-t-il sur les prisonniers dans ces écoles?

L'honorable M. David (Terrebonne): Aucun, et ça fait 10 ans que j'attends qu'on me pose la question. Si le député de Montréal-Dorion veut présenter une mesure accordant au gouvernement des pouvoirs lui permettant de prendre soin des prisonniers et de leur venir en aide, je serai le premier à l'appuyer.

La résolution est adoptée.

L'honorable M. McMaster (Compton) propose: 3. Qu'un crédit n'excédant pas deux cent quatre-vingt-dix mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour les écoles normales, pour l'exercice finissant le 30 juin 1931.

M. Guertin (Hull): Nos Écoles normales coûtent trop cher!

L'honorable M. David (Terrebonne): Jamais on ne paiera assez pour avoir dans ces écoles des professeurs de carrière.

La résolution est adoptée.

L'honorable M. McMaster (Compton) propose: 4. Qu'un crédit n'excédant pas quatorze mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour la publication d'un journal français et d'un journal anglais de l'instruction publique, aux conditions et de la manière à être fixées par le secrétaire de la province, pour l'exercice finissant le 30 juin 1931.

Adopté.

5. Qu'un crédit n'excédant pas six cents dollars soit ouvert à Sa Majesté pour un musée scolaire, pour l'exercice finissant le 30 juin 1931.

Adopté.

6. Qu'un crédit n'excédant pas trois mille cinq cents dollars soit ouvert à Sa Majesté pour rapports du département, annuel, financier et statistique, pour l'exercice finissant le 30 juin 1931.

Adopté.

7. Qu'un crédit n'excédant pas onze mille cinq cents dollars soit ouvert à Sa Majesté pour les conférences pédagogiques, pour l'exercice finissant le 30 juin 1931.

Adopté.

8. Qu'un crédit n'excédant pas vingt mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour gratifications aux instituteurs, pour l'exercice finissant le 30 juin 1931.

Adopté.

9. Qu'un crédit n'excédant pas cinquante-huit mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour gratification pour 10, 15 et 20 ans d'enseignement (provenant autrefois du fonds des écoles élémentaires), pour l'exercice finissant le 30 juin 1931.

Adopté.

10. Qu'un crédit n'excédant pas trois mille cinq cents dollars soit ouvert à Sa Majesté pour la loi du mérite scolaire, 18 George V, chapitre 46, pour l'exercice finissant le 30 juin 1931.

Adopté.

11. Qu'un crédit n'excédant pas cinquante-huit mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour économie domestique, pour l'exercice finissant le 30 juin 1931.

Adopté.

12. Qu'un crédit n'excédant pas cinq mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour l'académie de musique de Québec, Statuts refondus, 1925, chapitre 139, article 2. - Bourses aux étudiants pour compléter leurs études musicales en Europe. (Sujet à un arrêté ministériel), pour l'exercice finissant le 30 juin 1931.

Adopté.

13. Qu'un crédit n'excédant pas quatre mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour le Monument national de Montréal, sous le contrôle de la Société Saint-Jean-Baptiste de Montréal: (Sujet à un arrêté ministériel et aux conditions de l'arrêté ministériel no 187, du 29 mai 1896), pour l'exercice finissant le 30 juin 1931.

Adopté.

14. Qu'un crédit n'excédant pas vingt mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour les archives de la province de Québec, pour reliure et renouvellement, pour l'exercice finissant le 30 juin 1931.

Adopté.

15. Qu'un crédit n'excédant pas dix mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour le Conservatoire national de musique, pour l'exercice finissant le 30 juin 1931.

M. Blain (Montréal-Dorion) félicite, dit-il, le secrétaire de la province (l'honorable M. David) d'avoir inscrit ce crédit au budget.

L'honorable M. David (Terrebonne): C'est le commencement du Conservatoire national de musique de la province de Québec, avec le corollaire essentiel d'une symphonie et d'une chorale. Le

gouvernement aidera de plus en plus cette organisation musicale qui deviendra nationale. Notre population est essentiellement musicale et il faut développer ce goût musical par une formation appropriée¹².

La résolution est adoptée.

L'honorable M. McMaster (Compton) propose: 16. Qu'un crédit n'excédant pas vingt-sept mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour les écoles d'arts et métiers, 18 George V, chapitre 47, section 39m, pour l'exercice finissant le 30 juin 1931.

Adopté.

17. Qu'un crédit n'excédant pas vingt-deux mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour le Bureau des statistiques de Québec, Statuts refondus, 1925, chapitre 18, articles 30-37, pour l'exercice finissant le 30 juin 1931.

Adopté.

Résolutions à rapporter:

Le comité fait rapport qu'il a adopté plusieurs résolutions et demande la permission de siéger de nouveau. Lesdites résolutions sont lues deux fois et adoptées.

La séance est levée.

NOTES

1. \$18,263, selon *The Montreal Daily Star* du 27 mars 1930, à la page 8.

2. \$600,000, selon *L'Événement* du 27 mars 1930, à la page 10.

3. \$5,500, selon *La Presse* du 27 mars 1930, à la page 31.

4. \$128,000, selon *La Presse* du 27 mars 1930, à la page 31.

5. \$119,000, selon *La Presse* du 27 mars 1930, à la page 31.

6. 19, selon *The Montreal Daily Star* du 27 mars 1930, à la page 8.

7. 53 %, selon *The Montreal Daily Star* du 27 mars 1930, à la page 8.

8. Selon *The Chronicle Telegraph* du 27 mars 1930, à la page 10: "Un crédit d'un million et demi a été approuvé sans opposition pour les asiles d'aliénés et un murmure s'est élevé dans les tribunes: "Ce n'est pas assez!"."

9. Selon *L'Action catholique* du 27 mars 1930, à la page 1, la Chambre a consacré un temps assez considérable à l'étude des crédits.

10. 27, selon *The Gazette* du 27 mars 1930, à la page 1.

11. 20, selon *L'Événement* du 27 mars 1930, à la page 10.

12. *Le Devoir* du 27 mars 1930, à la page 2, rappelle que le député de Terrebonne (l'honorable M. David) avait promis en octobre dernier, lors de l'inauguration officielle du Conservatoire, inauguration à laquelle assistait le président honoraire, M. Marcel Dupré, le grand organiste de Paris, cette subvention de \$10,000. Il avait alors déclaré que la province de Québec se doit de briller intellectuellement avant toute autre province de la Confédération, parce qu'elle est minorité au Canada.

Séance du jeudi 27 mars 1930

Présidence de l'honorable T.-D. Bouchard

La séance est ouverte 3 h 20.

Prière.

M. l'Orateur: À l'ordre Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

Rapports de comités:

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le vingt-neuvième rapport du comité permanent des bills publics en général. Voici le rapport:

Votre comité a décidé de rapporter, avec des amendements, les bills suivants:

- bill 198 modifiant la loi des licences de mariage;
- bill 32 concernant les écoles protestantes de la cité de Montréal et de ses environs;
- bill 215 accordant juridiction concurrente au tribunal du district judiciaire d'Arthabaska sur certains cantons dans les districts électoraux de Richmond et de Wolfe;
- bill 168 modifiant la loi de pharmacie de Québec;
- bill 199 remplaçant la loi de l'indemnisation des possesseurs de moutons.

Emprunts selon la loi de l'instruction publique

L'honorable M. David (Terrebonne) demande la permission de présenter le bill 223 modifiant la loi de l'instruction publique relativement aux résolutions concernant les emprunts.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

Commission des eaux courantes

L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay) demande la permission de présenter le bill 53 modifiant la loi 3 George V, chapitre 6, accordant des pouvoirs additionnels à la Commission des eaux courantes de Québec.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

Messages du Conseil législatif:

M. l'Orateur informe la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté, sans amendement, les bills suivants:

- bill 19 concernant le département d'Agriculture;
- bill 47 modifiant la loi des véhicules automobiles;
- bill 128 concernant la Commission des écoles catholiques de Montréal;
- bill 155 modifiant la charte de la Compagnie de chemin de fer Montréal et Sud-Ouest;
- bill 156 modifiant la charte de la Compagnie de chemin de fer Colonisation Montréal et Nord;
- bill 157 modifiant la charte du refuge Notre-Dame-de-la-Merci.

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté, avec certains amendements qu'il la prie d'agréer, les bills suivants:

- bill 9 modifiant la loi des tribunaux judiciaires relativement aux juges de paix;
- bill 22 ratifiant le contrat passé entre le gouvernement de la province de Québec et les sœurs de la Charité de Québec relativement aux soins, à la garde et à l'entretien des faibles d'esprit et des idiots, et l'acte de fiducie entre lesdites sœurs et le Trust général du Canada.
- bill 48 modifiant la loi des unités sanitaires;
- bill 114 constituant en corporation Beauharnois Railway Company.

Registres des juges de paix

La Chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 9 modifiant la loi des tribunaux judiciaires relativement aux juges de paix. Lesdits amendements sont lus deux fois et adoptés.

Il est ordonné que le greffier porte de nouveau le bill au Conseil législatif et informe les honorables conseillers que cette Chambre a accepté leurs amendements.

Garde des idiots

La Chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 22 ratifiant le contrat passé entre le gouvernement de la province de Québec et les sœurs de la Charité de Québec relativement aux soins, à la garde et à l'entretien des faibles d'esprit et des idiots, et l'acte de fiducie entre lesdites sœurs et le Trust général du Canada. Lesdits amendements sont lus deux fois et adoptés.

Il est ordonné que le greffier porte de nouveau le bill au Conseil législatif et informe les honorables conseillers que cette Chambre a accepté leurs amendements.

Loi des unités sanitaires

La Chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 48 modifiant la loi des unités sanitaires. Lesdits amendements sont lus deux fois et adoptés.

Il est ordonné que le greffier porte de nouveau le bill au Conseil législatif et informe les honorables conseillers que cette Chambre a accepté leurs amendements.

The Beauharnois Railway Company

La Chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 114 constituant en corporation Beauharnois Railway Company. Lesdits amendements sont lus deux fois et adoptés.

Il est ordonné que le greffier porte de nouveau le bill au Conseil législatif et informe les honorables conseillers que cette Chambre a accepté leurs amendements.

Questions et réponses:

Travaux de voirie à Montréal

M. Dugas (Joliette): 1. Le gouvernement exécute-t-il des travaux pour faciliter la circulation sur les chemins de sortie de la cité de Montréal?

2. Le gouvernement fait-il exécuter des travaux en rapport avec la construction des ponts Viau et Lachapelle? Dans l'affirmative, quel est le coût de ces travaux?

3. Quel est le coût des travaux que le département a entrepris ou doit entreprendre pour relier les routes de la rive sud au nouveau pont du Havre de Montréal: *a.* pour la route Édouard VII; *b.* pour Saint-Jean; *c.* pour Chambly; *d.* pour le champ d'aviation de Saint-Hubert?

L'honorable M. Perrault (Arthabaska): 1. Oui.

2. Oui.

3. *a.* Le coût des travaux que le département de la Voirie a entrepris et exécute pour relier la route Édouard VII au nouveau pont du Havre de Montréal s'élève à \$1,954,580.04. Les travaux que le département de la Voirie doit entreprendre pour relier les routes de Saint-Jean, Chambly et le champ d'aviation de Saint-Hubert au nouveau pont du Havre de Montréal sont les suivants: *b.* pour la route de Saint-Jean, \$204,000; *c.* pour la route de Chambly, \$666,200; *d.* pour le champ d'aviation de Saint-Hubert, \$200,324.

Loi des dentistes

M. Lemieux (Gaspé) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 167 modifiant la loi des dentistes de Québec.

Adopté. Le comité, ayant étudié le bill, fait rapport qu'il l'a adopté avec un amendement. L'amendement est lu deux fois et adopté.

M. Lemieux (Gaspé) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Lots de Drummond rattachés à Arthabaska

L'honorable M. Perrault (Arthabaska) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 206 détachant certains lots du district électoral de Drummond et les annexant au district électoral d'Arthabaska pour toutes les fins.

Adopté. Le comité, ayant étudié le bill, en fait rapport sans amendement.

L'honorable M. Perrault (Arthabaska) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Loi des cités et villes

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 60 modifiant la loi des cités et villes¹.

Adopté. Le comité, ayant étudié le bill, en fait rapport sans amendement.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Code municipal

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 59 modifiant le Code municipal.

Adopté. Le comité, ayant étudié le bill, en fait rapport sans amendement.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Système d'assurance sociale

L'honorable M. Galipeault (Bellechasse) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 69 concernant la création d'une commission chargée d'étudier un système d'assurance sociale pour la province soit maintenant lu une deuxième fois.

M. Blain (Montréal-Dorion): L'autre jour, M. l'Orateur, lors de la seconde lecture de ce bill, j'avais quelques mots à dire que je voudrais soumettre aujourd'hui à cette Chambre. Je crois que le gouvernement a fait un pas dans la bonne direction et je suis, quant à moi, prêt à l'y encourager.

Dans le passé cependant, nous, de la gauche, avons plaidé la cause du commun des mortels des citoyens de cette province, et j'attirerai l'attention de

cette Chambre sur les suggestions faites au gouvernement durant le temps que j'ai eu l'honneur de siéger dans cette Chambre.

Dès ma première session en cette Chambre, j'ai traité de cette question. J'ai réclamé les allocations familiales basées sur l'aide aux familles nombreuses. C'était un projet de législation qui s'inspirait des meilleures traditions de la province de Québec. D'ailleurs, le principe était admis depuis plus de 50 ans, puisque, dans ce temps, on donnait des terres pour les familles nombreuses; cette loi octroyait des terrains à un père de famille de douze enfants. La loi est tombée en désuétude cependant, et a été abolie en 1909 ou vers ce temps-là. On a été porté à croire que cette mesure venait trop vite. Nous avons cependant constaté que des provinces plus jeunes que nous avaient déjà des législations de ce genre. Le gouvernement en est finalement venu à juger de la nécessité d'établir une commission. Il nous faut résoudre ces difficultés le plus tôt possible.

Lorsque j'ai présenté ce projet, il apparut immédiatement que cette législation sociale était considérée comme trop avancée pour notre province, en comparaison avec les vieux pays d'Europe. Il est intéressant de noter, toutefois, que bon nombre de pays plus nouveaux que le nôtre avaient eu à faire face au même problème et l'avaient résolu dans ce sens. Je rappelle en passant, le cas de la Nouvelle-Zélande et de l'Australie. Ces pays ont déjà établi quelques-unes des réformes que, nous, de l'opposition, réclamons depuis des années.

Oui, le gouvernement était opposé à ma suggestion, mais je crois qu'aujourd'hui il a réalisé la nécessité de mesures efficaces pour aider les familles nombreuses. J'ai vraiment l'espoir, Monsieur, que le gouvernement a réalisé enfin sa position et que les problèmes sociaux de cette province devraient être résolus depuis longtemps. Je base cet espoir sur le discours du trône prononcé au début de cette session. Dans le discours du trône, on admet la nécessité d'une telle réforme dans nos lois. Il nous faudra une solution satisfaisante, dit ce discours. Dans ce message, on annonçait que de grands problèmes seraient soumis à la Commission, dont l'honorable ministre des Travaux publics et du Travail (M. Galipeault) annonce la création par le présent bill. On admet donc l'importance de l'assurance sociale.

Il y a deux ans, la gauche soulevait cette question. M. l'Orateur, j'ai réclamé moi-même, il y a trois ans, une loi d'assurance sociale pour notre province. Ai-je besoin de rappeler tous les efforts que l'opposition a fait en cette Chambre pour obtenir

une législation sociale? Qu'il me suffise de signaler la motion que présenta, l'an dernier, l'honorable député des Deux-Montagnes (M. Sauvé) pour faire nommer précisément une commission du genre de celle que propose l'honorable ministre des Travaux publics et du Travail. N'était-ce pas, à tout le moins, une admission de la nécessité impérieuse d'apporter une solution à nos propres problèmes?

En outre, depuis la session de 1929, le député de Hull (M. Guertin) a présenté une motion pour demander toute correspondance au sujet de la loi des pensions de vieillesse dans notre province. La loi de pensions de vieillesse est seulement une des faces du problème social dans la province de Québec. Plus tard dans la même session, le député des Deux-Montagnes a discuté la loi des pensions de vieillesse, et il a suggéré de créer une commission spéciale composée de représentants du gouvernement, de l'opposition, des ouvriers, des universités, etc., pour étudier ce problème. Je mentionne ces faits parce que ce sont des faits et qui prouvent que nous nous sommes intéressés au bien-être des ouvriers de cette province et que nous avons étudié les problèmes qui les intéressent. J'ajouterai qu'il y a deux aspects de la situation qu'il ne faut pas perdre de vue, et c'est la maladie et le chômage.

Dans les milieux populaires, on a senti le besoin d'une telle loi. Nous faisons des progrès immenses dans tous les domaines. Je dirais même que, durant les trente dernières années, le progrès a marché dans le monde, à une rapidité incroyable. La machinerie a presque supplanté le travail par la main d'œuvre, mais d'un autre côté, la production est aujourd'hui beaucoup plus grande. Nous avons eu une production centuplée pour répondre aux besoins croissants de la population. Depuis 1900, il y a plus de machines, et par conséquent plus d'accidentés, ce qui a nécessité des lois nouvelles pour les ouvriers. Ce progrès représente une dépression plus rapide pour l'individu qui travaille dans les usines. C'est pour cela qu'en voyant le grand nombre d'accidentés, on a établi une Commission des accidents de Travail. La plus grande partie des accidents est due à la machinerie.

Nous considérons la commission que l'on propose par cette loi avec sympathie, comme un corps qui sera chargé d'étudier tous nos besoins. C'est avec le plus grand plaisir que nous voyons étudier ce projet, parce qu'il verra à la protection de l'ouvrier de cette province. Nous sommes rendus aujourd'hui à la loi d'assurance sociale. C'est là un des articles du programme de l'opposition, et nous sommes heureux d'approuver la mesure du

gouvernement, en espérant qu'elle assurera à notre province une bonne loi. La question des pensions de vieillesse a déjà été discutée largement, mais le fait reste qu'il faut trouver une manière pratique d'aider nos vieillards qui le méritent tant. Ils ont besoin sur leurs vieux jours de cette protection, parce qu'ils ont encouragé leur pays; leur vie a été consacrée au service de notre province, et ils méritent qu'on vienne à leur secours.

La loi des compensations ouvrières a été le premier pas en matière d'assurance sociale et a été mise en vigueur en 1909, alors que la province d'Ontario, notre province-sœur, ne l'adoptait qu'en 1914. Depuis lors, cependant, la situation est meilleure en Ontario que dans notre province, car nos voisins ont adapté leur loi aux conditions actuelles, au fur et à mesure, suivant les besoins nouveaux de la population. C'est fort beau de parler en cette Chambre de la différence de mentalité entre notre population et celle d'Ontario, mais cela ne change pas le fait brutal des besoins des ouvriers et qu'il faut amender la loi suivant les besoins nouveaux. Vient ensuite la question des allocations familiales.

Un ouvrier a un salaire suffisant parce qu'il n'a pas une famille nombreuse à élever. Un autre a gratifié sa patrie de citoyens qui la serviront plus tard, et il a besoin de plus d'aide. À l'heure actuelle, les salaires d'un homme marié de 30 ans et du célibataire, sont les mêmes. Cependant, l'homme marié peut avoir cinq ou six enfants, alors que le célibataire n'a qu'à pourvoir à ses propres besoins. Il faut trouver un moyen d'aider au père de famille dont la contribution au bien général du pays est plus grande, en vertu de son état conjugal et des enfants que lui et son épouse offrent à la société. De cette loi résultera un bienfait pour toute la population.

On ne doit pas s'attendre à ce que l'État porte tout le fardeau. En fait, dans les autres pays où l'on a adopté des mesures d'assurances sociales, l'État assumait le tiers des frais, le patron un tiers, et l'employé, le dernier tiers.

On devra aussi étudier le cas des pensions aux orphelins et aux veuves. Et je suggérerais aussi d'établir, ainsi que le suggérait le député de Maisonneuve (M. Tremblay), des primes de chômage qui existent ailleurs. La question du secours en cas de chômage doit être abordée, afin d'éviter que l'indigence parmi les classes ouvrières ne prenne l'envergure qu'elle a déjà prise dans d'autres pays. Ce sont des affaires qu'on ne peut régler à la hâte, car elles nécessitent des études approfondies et une comparaison avec des conditions et solutions

semblables dans d'autres pays. Ces questions demandent aussi une comparaison avec la loi de l'assurance sociale des autres provinces, afin que nous puissions juger ensuite de la meilleure législation qui pourra être établie ici.

Il nous faut une telle solution, pour satisfaire le patron, l'ouvrier, le producteur et le consommateur, et en un mot toute la population de cette province.

Pour conclure, Monsieur, j'espère que cette commission aura le pouvoir d'étudier tous les problèmes sociaux et qu'elle fera rapport à cette Chambre dans un bref délai.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité plénier.

L'honorable M. Galipeault (Bellechasse) propose que la Chambre se forme immédiatement en ledit comité.

Adopté.

En comité²:

Le comité étudie l'article 1 qui se lit comme suit:

"1. Le lieutenant-gouverneur en conseil peut instituer une commission appelée "la Commission des assurances sociales de Québec" composée de sept membres, au plus, nommé par le lieutenant-gouverneur en conseil, et dont l'un est désigné par lui comme président.

"Elle est chargée d'étudier la situation relativement à l'établissement dans cette province, d'un système d'assurance sociale et au mode de législation qui pourrait être adopté à cet égard."

L'honorable M. Galipeault (Bellechasse): M. le président, je proposerais que nous ajoutions au bill un amendement pour que la commission étudiât un système non seulement d'assurance sociale, mais de placement familial.

M. Guertin (Hull): Pourrait-on avoir des explications?

L'honorable M. Galipeault (Bellechasse): Notre intention est que cette commission étudie tous les aspects de l'assurance sociale et problèmes qui intéressent la famille, y compris l'administration des affaires des vieillards et des orphelins.

M. Blain (Montréal-Dorion): Je ne suis pas certain d'avoir saisi l'intention de l'honorable

ministre, mais en quoi consisterait ce placement? Le gouvernement a-t-il l'intention de traiter séparément le problème des veuves et orphelins?

L'honorable M. David (Terrebonne): Si l'honorable député me le permet, je crois pouvoir énoncer la pensée et l'intention de l'honorable ministre. Par exemple, si le père de famille meurt en laissant cinq ou six enfants, il vaut mieux placer ces enfants dans des familles à la campagne pour les y élever, tout comme dans le cas des enfants sauvés des foyers tuberculeux, d'après le système Grancher. Les orphelins pourraient devenir d'excellents cultivateurs. Cela constitue un travail fort utile, qui tendra à conserver le capital humain.

Le même principe s'appliquera pour les vieillards. Ne seront-ils pas mieux placés, à vivre à la campagne dans les demeures de nos braves cultivateurs, que dans les institutions de charité dans les villes? Actuellement, nos hospices et refuges sont encombrés, et la suggestion du ministre des Travaux publics et du Travail (l'honorable M. Galipeault) sera un moyen de régler cette difficulté.

M. Guertin (Hull): L'honorable ministre des Travaux publics et du Travail peut-il nous dire ce qu'il entend exactement par "assurance sociale"?

L'honorable M. Galipeault (Bellechasse): Le terme est très large et je ne pense pas que ce soit le moment ou l'endroit pour en discuter en détail. Cependant, je peux dire à mon honorable ami que le terme se rapporte au chômage, à la vieillesse, aux veuves, aux orphelins, etc., et à leurs problèmes.

M. Guertin (Hull): Je suis d'accord avec l'honorable ministre des Travaux publics et du Travail lorsqu'il dit que le terme est large, mais je ne crois pas qu'il couvre tout, ce qui est confirmé par le fait que le ministre a trouvé nécessaire d'ajouter les mots "placement familial".

L'honorable M. Galipeault (Bellechasse): C'était dans le discours du trône.

M. Guertin (Hull): Seulement en ce qui concerne la lutte contre la tuberculose. Là où je veux en venir, c'est que la commission coûtera sans doute cher, et je ne vois aucune raison pour laquelle on devrait limiter ses pouvoirs. Je suggère qu'on élargisse plutôt l'étendue de ses pouvoirs en l'habilitant à examiner un système de rentes pour les veuves et les orphelins, à étudier la question du

chômage et comment y faire face, et toute autre question de ce genre.

Le problème du chômage est de taille. Dans un premier temps, considérons l'arrivée des fils de cultivateurs dans les villes, qui ont choisi de devenir ouvriers plutôt que de cultiver la terre. Doit-on considérer qu'ils auront les mêmes droits à l'assistance en cas de chômage que les ouvriers originaires des villes?

M. le président (M. Vautrin): Adopté, adopté!

M. Guertin (Hull): Est-ce que la Commission ne pourrait pas étudier aussi le problème du chômage et toutes les questions de législation sociale et ouvrière comprenant l'assurance sociale et le placement familial qui intéressent le législateur?

Je propose de modifier l'amendement afin que la clause se lise comme suit: "des modes de législations sociales et ouvrières comprenant l'assurance sociale et les placements familiaux".

L'honorable M. Galipeault (Bellechasse): La proposition du député de Hull n'ajoutera rien de nouveau au bill. Je crois que nous aurions tort d'énumérer tous les sujets que la Commission doit aborder. L'assurance sociale en France vise la maladie, le chômage, la vieillesse, le décès, etc. Nous sommes bien satisfaits de constater qu'en vertu du bill, la commission pourra réaliser tout ce qui avait été prévu pour elle.

M. Guertin (Hull): C'est ce que je demande, qu'on ne fasse pas l'énumération des sujets, mais que l'on donne à la Commission le pouvoir de les étudier tous.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Nous donnons instruction à la Commission de s'occuper de tout. Elle s'en occupera.

M. Guertin (Hull): Non, nous limitons nos instructions.

M. Blain (Montréal-Dorion): Je ne peux être d'accord avec l'honorable ministre, car je crois que ce sous-amendement enlèverait tout doute quant aux pouvoirs de la commission et aux intentions de la loi. Ce ne serait pas un mal de l'adopter. Il établira le pouvoir de la commission d'étudier tout problème social dont il est saisi; c'est ce que nous voulons et c'est tout ce que nous voulons.

M. Guertin (Hull): Le ministre peut-il lire la liste des points qu'il inclut dans les pouvoirs de la Commission?

M. Blain (Montréal-Dorion): Je constate que le discours du trône fait référence aux pensions de vieillesse, aux placements familiaux et à certains autres problèmes. Je présume donc que la commission du ministre se penchera de façon générale sur ces choses?

L'honorable M. Galipeault (Bellechasse): La Commission aura des pouvoirs étendus; elle pourra, par exemple, étudier la loi des accidents du travail.

M. Blain (Montréal-Dorion): Cela est-il énoncé dans le bill?

L'honorable M. Galipeault (Bellechasse): Nous voulons que la Commission étudie nos problèmes sociaux, et on lui donnera les pouvoirs nécessaires pour ce faire.

M. Blain (Montréal-Dorion): Mais au départ, les membres de la Commission vont vouloir savoir ce qu'ils sont habilités à faire. Laissera-t-on planer un doute à ce sujet?

L'honorable M. Galipeault (Bellechasse): Tout est dans la loi.

M. Guertin (Hull): Les jeux de mots ne nous serviront à rien. Cette loi doit être claire et définie. Elle ne peut être trop claire.

Cet article est amendé et se lit alors comme suit:

"1. Le lieutenant-gouverneur en conseil peut instituer une commission appelée "la Commission des assurances sociales de Québec" composée de sept membres, au plus, nommé par le lieutenant-gouverneur en conseil, et dont l'un est désigné par lui comme président.

"Elle est chargée d'étudier la situation relativement à l'établissement dans cette province, d'un système d'assurance sociale et de placement familial et au mode de législation qui pourrait être adopté à cet égard."

M. le président: Le comité adoptera-t-il l'amendement de l'honorable ministre des Travaux publics et du Travail (l'honorable M. Galipeault) pour ajouter au projet les mots "et de placement familial"?

Des députés: Oui, oui.

M. Guertin (Hull): Je propose un nouvel amendement pour que la Commission étudie les modes de législations sociales et ouvrières.

L'honorable M. Galipeault (Bellechasse): Nous ne pouvons accepter cet amendement. En somme, l'opposition nous demande tout simplement de changer notre bill, inutilement.

Nos honorables amis devraient reconnaître notre bonne foi. J'ai voulu énumérer tous les sujets dans le projet et on m'a dit que c'était inutile, que les mots système d'assurance sociale couvriraient tout.

M. le président: L'amendement sera-t-il adopté?

Des députés ministériels: Non, non! Oui! Oui!

Des députés de l'opposition: Non! Non!

M. le président: Dans mon opinion, les oui, l'emportent.

M. Blain (Montréal-Dorion): (Souriant) C'est pas possible.
(Rires)

L'amendement est adopté.
L'article 1, ainsi amendé, est adopté.

M. Guertin (Hull): Est-ce l'intention de l'honorable ministre de nommer cette Commission sous peu?

L'honorable M. Galipeault (Bellechasse): Le plus tôt possible, mais l'honorable député réalise que la Commission doit être bien choisie.

M. Guertin (Hull): L'honorable ministre me dira-t-il combien il faudra de temps à la Commission? Trois mois?

L'honorable M. Galipeault (Bellechasse): Peut-être moins de trois mois.

M. Guertin (Hull): Très bien! Alors adopté.
(Rires)

Les articles 2 à 8 sont adoptés.

Adopté. Le comité, ayant étudié le bill, fait rapport qu'il l'a adopté avec un amendement. L'amendement est lu deux fois et adopté.

L'honorable M. Galipeault (Bellechasse) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Loi des musées de la province

L'honorable M. Galipeault (Bellechasse) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité plénier pour prendre en considération un projet de résolutions relatives au bill 68 modifiant la loi des musées de la province.

Adopté.

Il informe alors la Chambre qu'il est autorisé par son Honneur le lieutenant-gouverneur à soumettre ledit projet de résolution et que Son Honneur en recommande la prise en considération.

En comité:

L'honorable M. Galipeault (Bellechasse) propose: 1. Que, pour payer le coût des acquisitions et des constructions mentionnées dans l'article 3 de la loi des musées de la province (Statuts refondus, 1925, chapitre 143) pour l'établissement d'un musée dans la cité de Québec, le lieutenant-gouverneur en conseil pourra autoriser le trésorier de la province à payer, sur le fonds consolidé du revenu, une somme n'excédant pas un million cinq cent mille dollars, au lieu de la somme de un million deux cent mille dollars autorisés par la loi 19 George V, chapitre 52, section 1.

2. Que, pour payer le coût de l'ameublement et de l'amélioration d'un musée dans la cité de Québec, le lieutenant-gouverneur en conseil pourra autoriser le trésorier de la province à payer, sur le fonds consolidé du revenu, une somme n'excédant pas cent mille dollars, et que les montants requis seront payés au ministre des Travaux publics et du Travail sur demande accompagnée d'un certificat établissant qu'ils sont nécessaires pour les fins ci-dessus.

M. Guertin (Hull): Expliquez!

L'honorable M. Galipeault (Bellechasse): Nous demandons à la Chambre de voter une somme supplémentaire de \$300,000³ pour la construction et pour l'ameublement du musée provincial. Nous étions déjà autorisés à dépenser \$1,200,000, mais tout n'avait pas été prévu. Nous avons confié à notre éminent compatriote Émile Brunet des travaux de sculpture. Rien n'avait été prévu pour la sculpture et la décoration intérieure. La somme additionnelle est pour payer la décoration intérieure et extérieure du musée, les honoraires de l'architecte. Quant aux travaux de sculpture, quand ils seront terminés, je crois qu'ils coûteront très cher: au moins \$150,000. Les sculpteurs sont rares dans la province et coûtent cher.

Les résolutions sont adoptées.

Résolutions à rapporter:

Le comité fait rapport qu'il a adopté plusieurs résolutions, lesquelles sont lues deux fois et adoptées par la Chambre.

L'honorable M. Galipeault (Bellechasse) demande la permission de présenter le bill 68 modifiant la loi des musées de la province.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

L'honorable M. Galipeault (Bellechasse) propose que le bill soit maintenant lu une deuxième fois.

M. Blain (Montréal-Dorion): Cela m'amuse et me fait rire quand je lis dans le *Soleil* que nos administrateurs sont des génies. Leurs prévisions ne se réalisent jamais. On a d'abord demandé \$150,000⁴ pour le Musée. Le montant a ensuite été porté à \$600,000 de plus. Il n'était pas encore suffisant et on l'a doublé.

Aujourd'hui, on nous demande de le porter à \$1,500,000⁵. Je félicite le ministre des Travaux publics et du Travail (l'honorable M. Galipeault) d'avoir admis franchement que ses prévisions ne se réalisaient pas.

Si je réfère aux procès verbaux, je m'aperçois qu'il y a déjà eu des questions de posées au sujet du Musée. Il y a un an, on nous a répondu que les travaux seraient terminés au mois d'août 1929. Un contrat de \$489,445 a été accordé à Adélard Deslauriers Ltée. Au cours d'un débat, on nous a affirmé que le gouvernement ne redemanderait plus

d'argent pour la construction de ce musée. Évidemment, les prévisions du ministre ne se réalisent pas. Le ministre a dû faire une erreur de calcul.

Si on a besoin d'exemples d'autres contrats, il suffit de regarder le Château Frontenac et l'hôtel Mont-Royal. Ces édifices sont pourtant aussi considérables que le musée en question et ont été construits avec autrement de célérité. Les financiers de ces entreprises devaient connaître leur affaire. Si ces édifices ont été construits rapidement, c'est probablement parce que la maison Deslauriers n'exécutait pas les contrats.

L'honorable M. Galipeault (Bellechasse): Je peux simplement vous assurer que ça ne dépend pas toujours du ministre si les travaux n'avancent pas. Le ministre n'est pas responsable de la lenteur des travaux! Ça dépend du granit, du marbre. Les entrepreneurs ont tout intérêt à terminer leurs travaux.

D'autres édifices aussi prennent du temps à construire. Prenez l'exemple de la Sun Life, à Montréal, dont l'édifice est en construction depuis des années.

M. Guertin (Hull) pose une question.

L'honorable M. Galipeault (Bellechasse) fait l'éloge du sculpteur Émile Brunet, chargé de la décoration de l'extérieur du musée⁶.

M. Guertin (Hull) demande des détails de l'entreprise du musée.

L'honorable M. Galipeault (Bellechasse): M. Lacroix est l'architecte. Il ne se trompe pas. L'on a demandé des soumissions: il y a écart de 250 % entre les plus hautes et les plus basses soumissions.

M. Guertin (Hull): Est-ce que les soumissions sont demandées dans toute la province?

L'honorable M. Galipeault (Bellechasse): Nous publions les demandes de soumissions dans les journaux de la localité où les travaux sont faits.

M. Guertin (Hull): Le gouvernement ne devrait pas toujours donner les contrats aux entrepreneurs de la localité où il fait une construction. C'est une méthode vicieuse.

Il y a un écart surprenant entre les soumissions. Pourquoi y a-t-il tant d'écarts entre les

soumissions? Les architectes du musée ont écrit à un entrepreneur pour lui dire que des changements étaient faits aux devis et spécifications, que des items ont été retranchés et qu'il devait en tenir compte dans sa soumission.

L'honorable M. Galipeault (Bellechasse):
L'honorable député veut-il me montrer cette lettre?

M. Guertin (Hull): Non. Les règlements de la Chambre me permettent de ne pas la faire connaître...

L'honorable M. Galipeault (Bellechasse):
Pourquoi en parlez-vous? Puisque vous en avez parlé, je crois que vous pourriez les faire voir. Je crois que je pourrais les expliquer.

M. Guertin (Hull): Non. Nous savons sous quel régime nous vivons. Nous savons que si le gouvernement avait les noms d'entrepreneurs qui se plaignent, ces entrepreneurs n'auraient jamais de contrats. Ils seraient sur le "black list".

Si l'honorable ministre fait enquête sur les travaux, je la lui donnerai. Je ne sais pas si l'honorable ministre se rend compte des rumeurs de la rue. Je lui laisse la parole.

L'honorable M. Galipeault (Bellechasse):
Je ne comprends pas beaucoup l'étonnement et l'attitude de mon honorable ami le député de Hull. Il veut que je lui explique comment il se fait qu'il y a tant d'écarts entre les soumissions. Tout ce que je peux répondre, c'est que nous avons demandé des soumissions par des annonces publiées dans les journaux, et que tous les entrepreneurs de la région ont été appelés à soumissionner, et que nous avons accepté la plus basse soumission. Il n'est pas satisfait. Ce qui importe pour la province, c'est que les travaux soient bien faits et au meilleur prix possible; la province a bénéficié de la plus basse soumission. Avec une pointe de malice, l'honorable député de Hull a parlé des rumeurs de la rue. Ce que je puis dire à mon honorable ami, c'est que le ministre des Travaux publics ne craint pas la rumeur de la rue, pas plus qu'il craint les enquêtes et la lumière.

(Applaudissements)

L'attitude du député de Hull me rappelle le geste de certains conservateurs. En pleine session, l'an dernier, dans un club, l'honorable député le sait, on a fait venir des ouvriers qui avaient travaillé au palais de justice de Québec et on leur a dit: "Vous

recevez 35 sous par heure et l'entrepreneur en touche 40". Donnez-nous un affidavit et nous vous ferons payer. On a ainsi obtenu des affidavits, qu'ils ont trafiqués, et que l'on a offerts en vente pour \$2,000 aux entrepreneurs.

À la fin de la session, on était prêt à les vendre \$50. On a ensuite essayé de dire qu'il se volait des matériaux au palais de justice de Québec. J'ai fait venir des ouvriers à mon bureau, je les ai interrogés. Je l'ai dit l'an dernier: nous ne craignons pas une enquête. Nos adversaires n'ont pas osé sortir les affidavits qu'ils avaient obtenus à prix d'argent... Si l'opposition le voulait, elle se rendrait compte que ceux qui l'ont renseignée ne sont pas sérieux.

M. Blain (Montréal-Dorion): L'honorable ministre devrait s'en tenir aux travaux du musée.

L'honorable M. Galipeault (Bellechasse):
Je donnais ces explications pour satisfaire mes honorables amis de la gauche. S'ils ne veulent pas, très bien.

M. Guertin (Hull): Je félicite l'honorable ministre qui a recueilli des applaudissements. Il ne m'a pas parlé de la lettre écrite aux entrepreneurs... Le député de Bellechasse a donné une piètre réponse à sa prétention. Il y a un écart entre les soumissions!

L'honorable M. Galipeault (Bellechasse):
La lettre n'a pas d'importance, mais l'honorable député devrait me montrer cette lettre avant de s'en servir. Le député de Hull (M. Guertin) veut-il déposer la lettre? Veut-il que je lui réponde à ce sujet, si je ne connais pas le contenu de cette lettre?

M. Guertin (Hull): Non. On ne peut m'y forcer. C'est une lettre confidentielle et je suis autorisé par celui qui me l'a fournie à m'en servir.

Des députés ministériels: Oh! Oh!

M. Guertin (Hull): Nous ne sommes que deux dans l'opposition...

Des députés ministériels: Où sont les autres?

M. Guertin (Hull): Et la droite devrait avoir plus d'égards.

L'honorable M. David (Terrebonne):
L'honorable député de Hull prétend-il, au point de vue honneur, que, lorsqu'on cite un document en

cette Chambre, on ne doit pas le montrer au ministre dont ce document concerne le département? Si vous êtes autorisé à vous en servir, vous êtes obligé de le produire.

Il s'agit d'une question d'honneur et d'honnêteté. Avec ce système, un député peut lancer contre quelqu'un, député ou étranger, les plus graves accusations, en disant qu'il se base sur une lettre et cependant, il ne produit pas cette lettre. L'accusé ne peut savoir qui l'attaque. C'est contre tout principe de justice britannique.

M. Guertin (Hull): Non, à moins qu'il ait l'autorisation de l'auteur de la lettre de la communiquer. Je dois dire que j'ai cette autorisation, mais je ne dévoilerai pas le nom de l'auteur de la lettre.

L'honorable M. David (Terrebonne): Si c'est confidentiel, pourquoi en parler? Et si l'auteur vous a permis de vous en servir, alors, je demande que l'honorable député produise sa lettre devant la Chambre.

(Rires)

M. Guertin (Hull): Non, et je reprends mon siège, ayant terminé mes remarques.

Un député fait allusion à la boîte...

M. Guertin (Hull): Lorsqu'on est à bout d'arguments, on a recours à la boîte...

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): M. l'Orateur, je crois que nous venons d'assister à un incident peu ordinaire et sans précédent. Un député a prétendu qu'il avait en sa possession une lettre concernant un ministre. Ce document peut être compromettant pour le gouvernement et le ministre des Travaux publics et du Travail (l'honorable M. Galipeault). Du moins, c'est la portée qu'il veut donner à ce document. Le ministre lui a demandé la production de cette lettre et le député a refusé. En homme d'honneur, je crois que l'honorable député qui a cette lettre doit la déposer devant la Chambre.

(Applaudissements)

Le député de Hull (M. Guertin) se doit à lui-même de produire le document auquel il a fait allusion. Le ministre des Travaux publics et du Travail peut-il se fier à ce document sans le voir? Comment le ministre des Travaux publics et du Travail pourra-t-il répondre, s'il n'a pas vu cette lettre? Qui nous dit que cette lettre ne vient pas d'un

farceur ou d'un adversaire. Ce document peut être faux. Il peut être de la même nature de ceux qui, ainsi que nous l'a dit le ministre, voulaient l'an dernier vendre des affidavits \$2,000 avant la session et qui étaient prêts à les vendre \$50 après la session. Avant d'avoir des preuves, nous sommes libres de croire que l'honorable député de Hull a un chiffon de papier entre les mains.

M. Blain (Montréal-Dorion): Il ne faut pas faire de tempête dans une tasse de thé. L'honorable député de Hull est parfaitement dans l'ordre en refusant de montrer cette lettre. Les règlements de la Chambre ne l'obligent pas à produire la prétendue lettre...

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Il y a autre chose que le code parlementaire, il y a aussi le code de l'honneur professionnel.

M. Blain (Montréal-Dorion): La lettre ne compromet pas le ministre des Travaux publics et du Travail. L'honorable député est parfaitement dans l'ordre et les applaudissements ne nous feront pas peur.

Je proteste contre l'attitude de l'honorable ministre des Travaux publics et du Travail et contre celle de l'honorable premier ministre. On veut s'attirer des sympathies et des applaudissements avec le mot honneur et de grandes tirades. Le ministre des Travaux publics et du Travail prétend qu'il ne craint pas la rumeur de la rue. Il n'oserait pas aller répéter cela ailleurs.

La rumeur de la rue, c'est la rumeur publique, et elle mérite le respect. Applaudissez, messieurs de la droite. Applaudissez quand le ministre des Travaux publics et du Travail (l'honorable M. Galipeault) demande \$600,000 pour le musée, puis \$1,200,000, puis \$1,500,000. Quelle prévoyance! Applaudissez: Il a fait preuve d'une compétence hors ligne... Applaudissez, Messieurs, applaudissez!

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Avez-vous vu cette lettre...

M. Blain (Montréal-Dorion): Non, mais, explique-t-il, elle ne compromet pas le gouvernement. Le député de Hull a la compétence qu'il faut pour juger si oui ou non elle peut être déposée en Chambre.

M. Guertin (Hull): Je puis la montrer au secrétaire provincial (l'honorable M. David).

L'honorable M. David (Terrebonne): Si j'ai la lettre entre mes mains, je vais la déposer sur la table...

M. Guertin (Hull): Les règlements ne m'obligent nullement à produire cette lettre. J'ai cité des faits contenus dans une lettre qui m'a été prêtée. Ce n'est pas à nous à demander une enquête, nous sommes trop faibles, c'est à l'honorable ministre de faire l'enquête.

M. Blain (Montréal-Dorion) propose par voie d'amendement, appuyé par le représentant de Hull (M. Guertin) que tous les mots après "Que" dans la motion principale soient remplacés par les suivants: "Cette Chambre regrette l'imprévoyance et l'extravagance du gouvernement relativement au coût de la construction d'un musée à Québec".

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): M. l'Orateur, je ne crois pas que cet amendement soit dans l'ordre. L'honorable député peut proposer le renvoi du bill à six mois, à la deuxième lecture, mais il ne peut pas nous faire une semblable proposition. Je soulève donc un point d'ordre. L'amendement est irrégulier⁷.

M. l'Orateur annonce qu'il est 6 heures.

La Chambre suspend ses travaux à 6 heures.

Reprise de la séance à 8 h 50

M. l'Orateur suppléant (M. Vautrin): J'invite, dit-il, les députés à exprimer leur opinion sur la légalité de l'amendement du député de Montréal-Dorion (M. Blain).

(Aucun député ne se lève)

Je dois rendre ma décision sur le point d'ordre soulevé par l'honorable M. Taschereau, au sujet de l'amendement du député de Montréal-Dorion. L'amendement n'énonçant aucune raison particulière à l'encontre de la deuxième lecture du bill est irrégulier (article 457 du Règlement) et je le mets en conséquence de côté.

J'appuie, ajoute-t-il, ma décision sur les règlements et sur des décisions rendues par des présidents.

La motion principale étant mise aux voix, la Chambre l'adopte⁸.

Adopté. Le bill est, en conséquence, lu une deuxième fois.

L'honorable M. Galipeault (Bellechasse) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 68 modifiant la loi des musées de la province soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Fraude dans les transactions de valeurs mobilières

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 3 pour prévenir la fraude dans les transactions se rapportant aux valeurs mobilières.

Adopté.

En comité⁹:

M. Blain (Montréal-Dorion): Ce projet va très loin, en ce qui regarde les pouvoirs octroyés au gouvernement. À certains points de vue, il ressemble à des lettres de cachet. Je me suis toujours demandé en vertu de quel pouvoir un officier pourrait se présenter dans un bureau de courtier au nom du gouvernement. Quelle inspection irait-il faire là? Je n'ai rien trouvé dans la loi des compagnies à fonds social qui permit à un inspecteur de se présenter dans les bureaux de courtiers. À la suite de la crise de l'automne dernier, les faillites furent très nombreuses. Chose curieuse, dans les descentes qui ont eu lieu, c'était le même homme qui allait faire une inspection.

Je désire savoir si le procureur général a autorisé certains liquidateurs, comme Lamarre et Lamarre, à se présenter chez des courtiers où ils se disent représentants du procureur général. Ils conseillent au courtier de liquider, lui disent qu'ils vont arranger toute l'affaire.

C'est une véritable persécution. Ils se rendent jusqu'à trois ou quatre fois chez le courtier, accompagnés par le même avocat qui n'est pas l'avocat du courtier; ils ne lui donnent pas même le temps de consulter son propre avocat, et ainsi le courtier est mis en faillite.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): L'honorable député me dira-t-il dans quel bureau?

M. Blain (Montréal-Dorion): Dans le bureau de Juneau. Ceux qui font des affaires ont le droit d'être protégés. Les courtiers sont reconnus par nos lois et ont droit à une protection adéquate. Ces syndicats se présentaient en compagnie d'un avocat qui n'était pas l'avocat du failli et disait au courtier qu'il valait mieux faire faillite, car il s'exposait à être arrêté. Juneau a déclaré qu'il était solvable, mais on a emporté ses livres en camion. Ce qui me frappe, c'est que toutes les valeurs saisies chez les courtiers sont vendues par le même bureau à Montréal.

Juneau était capable de payer 100 cents dans la piastre. Il avait une valeur mobilière de \$11,222 et le syndic l'évalue à \$6,000. L'auto valait \$2,200 et on l'évalue à \$1,200. Il y a plus que cela. Dans le cas de Juneau, le syndic a gardé une réserve de \$25,000 pour les frais de la liquidation et les frais d'avocat et paiera 48 sous dans la piastre. Est-ce le failli qui a volé les gens ou celui qui garde ces \$25,000? Qui a volé le public? Est-ce celui qui a failli? Comment se fait-il que ce soient toujours les mêmes avocats et les mêmes syndicats qui interviennent?

Je dois dire au procureur général (l'honorable M. Taschereau) que tous les courtiers de Montréal sont sollicités par le même syndic, qui est toujours accompagné du même avocat. Ce sont les mêmes liquidateurs Lamarre et Lamarre, qui ont eu charge de la faillite. Dans un moment de crise, ce n'est pas au législateur de s'affoler, de prendre des mesures extrémistes. Il ne faut pas que les gouvernants s'emballent. Nous sommes en faveur de la protection du public contre les courtiers, mais il ne faut pas en conclure qu'ils sont tous des gens malhonnêtes.

Il ne faut pas que les gens profitent de certaines connaissances; je ne dis pas, et je n'ai pas le droit de dire que les gens auxquels j'ai fait allusion avaient des ordres du procureur général pour agir comme ils l'ont fait. Sans menaces de prison, ces gens n'auraient pas eu besoin de déposer leur bilan. Je tiens cependant à attirer son attention et celle de cette Chambre sur le fait que si on avait laissé des courtiers continuer leurs opérations, on aurait évité des pertes. Je ne dis pas que tous les courtiers auraient pu éviter le désastre, mais il y en a sûrement.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Je suis d'accord avec l'honorable député de Montréal-Dorion pour dire que la loi n'est pas et ne doit pas être un instrument dont doivent se servir le procureur général ou toute personne. Le dernier krach a commencé dans l'Ouest et s'est répandu dans le pays comme une traînée de poudre. L'honorable

député de Montréal-Dorion dit qu'il n'a rien trouvé dans la loi pour permettre l'inspection des livres d'un courtier par les inspecteurs du gouvernement. Il n'a pas bien cherché ou n'a pas cherché à la bonne place.

Il y a au chapitre 27, des Statuts de Québec, un article qui permet l'inspection des livres de toute corporation.

L'honorable député de Montréal-Dorion a parlé du cas de Juneau. Je ne veux pas le discuter, car c'est une cause qui est devant les tribunaux. Quant à ce cas, un mandat a été émané à la suite de l'inspection qui a été faite. Juneau a été arrêté sur une plainte portée à la suite de l'inspection des livres où on a constaté un déficit de \$111,000. C'était le devoir du procureur général d'intervenir alors. Il l'a fait pour protéger le public. M. Juneau fut arrêté, admis à caution; il a subi une enquête et fut condamné à subir son procès. Je demande au député de Sherbrooke (M. Crépeau), où Juneau a un bureau, de dire à son collègue de Dorion combien de plaintes sont venues de la cité de Sherbrooke.

Je suis informé, je ne sais si c'est exact, qu'au moment où Juneau faisait faillite, l'honorable sénateur Blondin, - il n'y a pas de politique dans cette affaire... - était à préparer une demande en liquidation contre Juneau pour le faire mettre en faillite. Il y a d'autres courtiers qui étaient dans ce cas. C'est l'assemblée des créanciers qui a nommé M. Lamarre liquidateur; Ça n'est pas le procureur général qui l'a nommé. Inutile de les nommer. Je ne veux pas, répète-t-il, discuter davantage le cas de Juneau devant la Chambre, parce qu'il est actuellement devant les tribunaux.

Quant au projet de loi qui est devant nous, il est nécessaire. Il a pour objet de protéger l'épargne populaire, et j'espère qu'il évitera les désastres financiers dans lesquels de braves gens ont perdu des économies difficilement amassées... Il a été préparé à Toronto à une conférence des procureurs généraux de toutes les provinces du Canada. L'honorable député le sait, on a découvert chez les courtiers qu'il se faisait du "bucketing". Cela exige que le gouvernement prenne des mesures pour faire cesser cet état de choses. En autant qu'est concerné le commerce des courtiers, le gouvernement ne veut nullement y mettre entrave. Mais nous entendons protéger l'épargne, et j'ai bon espoir que l'ordre sera rétabli et que la confiance renaitra.

Il parle ensuite des caisses populaires. La caisse de Saint-Eusèbe, dit-il, a été inspectée à la demande des intéressés, par les inspecteurs du gouvernement, et cette inspection a eu de bons résultats. On peut être assuré d'ailleurs que nous y

mettrons toute la discrétion possible. Mais nous croirions manquer à notre devoir si nous ne faisons pas tout pour protéger l'épargne populaire. Nous croyons que cette loi, qui oblige les courtiers à s'enregistrer et à fournir un cautionnement, contribuera beaucoup à rétablir la confiance du public.

M. Blain (Montréal-Dorion): Je désire être bien compris: l'article de la loi sur les transports d'actions, cité par l'honorable premier ministre, permet au trésorier de la province d'inspecter les livres, au trésorier et non au procureur général.

Je connais, dit-il, la loi des transferts d'actions, à laquelle le premier ministre a fait allusion et elle n'a pas la portée qu'on lui donne. Le trésorier n'a pas d'autre droit que de constater si la taxe des transports d'actions est payée ou non. L'inspecteur ne peut faire autre chose que constater si les transferts d'actions étaient en régie. On ne peut trouver en un clin d'œil s'il y a eu de la fraude.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): L'inspecteur, à qui vous faites allusion, qui a visité les bureaux des courtiers est un officier du département du trésorier, M. Paul-Émile Wilson; ce n'est pas un employé du procureur général.

M. Blain (Montréal-Dorion): Cet employé n'a pas le droit de faire des affaires de ce courtier, et ses droits se limitent rigoureusement aux transferts d'actions.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Mon honorable ami croit-il que s'il constate de la fraude, le trésorier ne doit pas en informer le procureur général?

M. Blain (Montréal-Dorion): Le procureur général a partiellement raison. C'est le devoir de tout citoyen d'avertir les autorités s'ils voient commettre un acte criminel...

L'honorable premier ministre connaît-il cet officier?

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Je le connais comme je vous connais. Je sais que vous êtes un excellent avocat.

M. Blain (Montréal-Dorion): Le connaît-il en tant que comptable? Ce n'est pas le cas en ce qui me concerne; je ne le connais pas comme comptable. Mais qu'il puisse en un clin d'œil juger si les affaires

de la compagnie sont mauvaises ou bonnes, et s'il y a eu ou non de la fraude, cela me dépasse, et ce n'est du ressort d'aucun comptable. La loi autorise cet inspecteur à vérifier les transferts, mais pas plus. Il est étrange que M. Wilson s'arroge des pouvoirs aussi étendus et qu'il n'a pas.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Je ne mettrai pas les affaires des courtiers devant la province, mais si mon honorable ami veut venir à mon bureau demain, je lui montrerai les renseignements que nous avons. Si je n'étais pas intervenu, l'honorable député de Montréal-Dorion (M. Blain) aurait été le premier à me blâmer. On a même dit que j'étais intervenu trop tard.

M. Blain (Montréal-Dorion): L'honorable premier ministre a partiellement raison. Il ne doit pas dénaturer ma pensée. Sans doute il faut dénoncer toute offense criminelle, mais cela ne justifie pas cet inspecteur d'usurper des pouvoirs, cela ne lui confère aucune compétence. Et puis, parce qu'un courtier a été plus ou moins heureux en affaires, ce n'est pas une raison pour le menacer d'aller en prison, s'il ne se met pas en faillite. M. Wilson qui a fait l'examen des livres de Juneau n'est pas compétent! Il y a des courtiers qui ont été malhonnêtes. On ne doit pas confier une arme aussi délicate, mais efficace, à des mains malhabiles.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Les remarques que nous venons d'entendre de part et d'autre sont fort intéressantes. M. le président, si des clients ont perdu par le fait que des courtiers ont été forcés de se mettre en faillite. Il y a donc tout lieu de regretter que l'on ait employé de semblables procédés. Il y a eu des mises en faillite par des procédés pour le moins étranges. Une feuille des liquidateurs prouverait que les courtiers que l'on a fait mettre en faillite pouvaient faire face à leurs obligations.

Dans un certain cas, on a sommé un courtier de faire faillite. Le courtier a répondu: "Pourquoi faire faillite? Je puis payer 100 cents dans la piastre". Dix minutes avant le départ pour la prison, on a lui a dit: "C'est à prendre ou à laisser, si vous faite faillite, vous évitez la prison, sinon, etc."

Dans le cas de Juneau, l'honorable premier ministre a parlé d'une procédure faite par l'honorable sénateur Blondin. Mais, on oublie de dire que c'est sur les représentations de l'aviseur légal des liquidateurs que l'honorable sénateur Blondin a commencé à préparer la demande en liquidation pour aider le courtier. Et plus tard, il s'est ravisé.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Ce n'est pas un enfant, l'honorable sénateur Blondin.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): C'est sur les représentations des liquidateurs, je le répète, que M. le notaire Blondin a consenti à prendre des procédures. Si Juneau n'avait pas été mis en faillite, les clients n'auraient peut-être rien perdu. Je dis, M. le président, que si ce rapport est exact, le procédé a été cause qu'un grand nombre de porteurs d'actions vont perdre 40 % alors qu'ils auraient pu être payés intégralement, et on aurait évité une panique inutile et désastreuse.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): En autant que Juneau est concerné, ce n'est pas nous qui l'avons mis en faillite. Nous avons un rapport disant que Juneau avait un déficit de \$111,000 et que des manœuvres de conversions frauduleuses avaient été faites. Une plainte a été portée. Nous avons alors pris action: le procureur général a fait émettre un mandat. Juneau a été arrêté, une enquête a été faite par un magistrat, et Juneau est condamné à subir son procès... D'ailleurs, ce n'est pas le procureur général qui a pris l'action initiale dans ces causes.

Dans le cas de Bouliane, c'est le Club de Montréal qui a demandé la mise en faillite et c'est le liquidateur Lamarre qui a porté plainte et l'a fait arrêter. Dans le cas de Brochu, la demande en faillite a été faite par un M. Tanner, un avocat. Les créanciers ont nommé Lamarre et Duhamel liquidateurs. Dans les cas d'Atwell et de Blackburn, les demandes en faillite ont été faites par des clients de ces maisons, dont un nommé Pigeon. Une autre maison a été arrêtée sur une plainte du Stock Exchange à Montréal. La maison Blackburn & Cie a fait faillite à la demande d'une dame. Le procureur général n'a pas mis ces gens en faillite.

Dans le cas de Juneau, l'honorable député des Deux-Montagnes (M. Sauvé) dit que s'il avait pu continuer les opérations, les créanciers n'auraient rien perdu. Cela ne change rien à l'offense criminelle qu'il avait pu commettre.

Mon honorable ami de Montréal-Dorion a prétendu que la faillite de Juneau aurait été évitée, si on lui avait donné une chance de traverser la crise. Dès qu'on nous signalait une conversion frauduleuse, notre devoir était d'intervenir. Si un courtier qui a fait des actes frauduleux est en position de payer ses créanciers, est-ce que cela efface son acte criminel?

M. Blain (Montréal-Dorion) cite le cas d'une compagnie contre laquelle des intéressés avaient porté des accusations très graves, mais malgré

cela, dit-il, le département du procureur général n'a rien fait. Pourquoi cette différence de traitement?

La situation n'est pas brillante dans plusieurs compagnies de mines où des personnages en vue étaient intéressés. Des ministres sont-ils intéressés dans certaines compagnies minières (qu'il nomme)?

L'honorable M. Perron (Montcalm): Non.

L'honorable M. Galipeault (Bellechasse): Non, sauf dans le cas de la Stadacona.

L'honorable M. Perron (Montcalm): Le député de Montréal-Dorion (M. Blain) devrait parler de la mine Eureka¹⁰.

M. Blain (Montréal-Dorion): Le ministre des Travaux publics et du Travail (l'honorable M. Galipeault) est directeur de la mine Stadacona... Au moment même où le député de Montcalm (l'honorable M. Perron) se plaignait d'être maltraité par l'opposition, il envoyait son bureau faire enquête dans les affaires de la mine Eureka.

L'honorable M. Galipeault (Bellechasse): Oui et ça m'a coûté \$10,000 de ma poche pour faire honneur à mes obligations dans cette compagnie...

L'honorable M. Perrault (Arthabaska): Parlez donc de Terre-Haute Lumber Co.!

M. Blain (Montréal-Dorion): Qu'est-ce que c'est cela?

L'honorable M. Taschereau: Si vous voulez des renseignements, demandez au chef de l'opposition (M. Houde)...

M. Blain (Montréal-Dorion): Ce n'est pas une mine...

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): C'est une mine pour quelqu'un..., demandez au chef de l'opposition...

L'honorable M. Perron (Montcalm): Cette attitude n'est pas digne de vous... Le bureau mentionné par l'honorable député ne m'est pas familier. (Souriant) C'est que vous me faites des parents partout. Laissez donc ce genre de discussion au chef de l'opposition (M. Houde)¹¹.

Les articles 1 à 25 sont adoptés.

Adopté. Le comité, ayant étudié le bill, en fait rapport sans amendement.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Renseignements à donner par les compagnies

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 29 concernant les renseignements qui doivent être fournis par les compagnies.

Adopté. Le comité, ayant étudié le bill, en fait rapport sans amendement.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Subsides

L'honorable M. McMaster (Compton) propose, selon l'ordre du jour, que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil pour que la Chambre se forme de nouveau en comité des subsides.

Je voudrais profiter de l'occasion où je propose que vous quittiez votre fauteuil, M. l'Orateur, pour répondre aux remarques faites hier à la Chambre par l'honorable député de Sherbrooke (M. Crépeau) au sujet de la compagnie Sherbrooke & Stanstead Mutual Fire insurance Company. Le député de Sherbrooke (M. Crépeau) m'a, dit-il, demandé de jeter un œil paternel sur les affaires de la compagnie. Je me suis rendu à la demande qui m'a été faite, juste pour voir si tout allait bien sous le soleil.

Il semble que l'honorable député a certaines inquiétudes quant au statut et aux opérations de la compagnie, et à l'association de celle-ci avec certains hommes importants; de plus, son association avec le parti qui se trouve au pouvoir à l'heure actuelle, dans cette province, plutôt que de servir de garantie de sa respectabilité, porte d'autant plus le député à avoir des soupçons.

Il y a longtemps, le beau comté de Compton, que j'ai aujourd'hui l'honneur de représenter, a été représenté à la Chambre des communes par un homme du nom de feu l'honorable John Henry Pope, un homme qui a vécu avec Sir John A. Macdonald à l'époque où la compagnie du Pacifique Canadien traversait des jours sombres. C'est un homme qui a contribué dans une large mesure à diriger le C.P.R. dans la voie du succès, alors qu'il régnait de l'anxiété à son sujet. En fait, c'est lui qui a encouragé Sir John à initier le projet du C.P.R., faisant remarquer que le bien-être de la nation entière en dépendait. Eh bien! À un moment donné, ce monsieur a été accusé en Chambre et il s'est servi de la langue vernaculaire des Cantons-de-l'Est pour répondre que les accusations contre lui étaient sans fondement.

Je réponds de la même façon à l'honorable député de Sherbrooke, en utilisant les mêmes termes. J'ai examiné les affaires de cette compagnie, et je suis heureux de dire qu'elle est dans une situation brillante pour le présent et pour l'avenir. Cette compagnie mérite les meilleures recommandations. L'enquête que j'ai faite ne m'a rien révélé d'anormal.

J'ai consulté les dossiers et, si je ne fais erreur, je me suis rendu compte que cette compagnie a été incorporée en 1835¹², sous le nom de Stanstead & Sherbrooke Mutual Fire Insurance Co. Elle a été organisée et formée conformément aux lois du Bas-Canada, concernant la formation des compagnies d'assurance mutuelle. Les dispositions de cette loi furent conservées et se trouvent actuellement au chapitre 243 des Statuts refondus de Québec, 1925. La compagnie a fait des affaires conformément à la loi en qualité d'assurance mutuelle. Et, en 1900, après 65 ans d'opérations couronnées de succès, elle fut autorisée à adopter un système pour faire affaire sur une base d'assurance au comptant. La compagnie continua en même temps d'agir comme société mutuelle et maintint dans son cadre administratif les deux systèmes, celui qui lui permet de prendre des billets en dépôt et le système au comptant. Elle fait encore affaire, suivant les deux systèmes d'assurance.

Le chapitre 243 des Statuts refondus de Québec, 1925, qui pourvoit à l'incorporation des compagnies d'assurances mutuelles de cote comme la Stanstead & Sherbrooke et plusieurs autres, pourvoit aussi à la conversion de ces compagnies en des compagnies par actions, articles 27 et suivants, et en des compagnies d'assurances mutuelles contre l'incendie ayant un capital-actions et un capital de garantie.

D'après les remarques du député de Sherbrooke, je suis porté à croire qu'il est sous l'impression que la compagnie Stanstead & Sherbrooke fut convertie en compagnies par actions d'après le paragraphe 4 du chapitre 243 des Statuts refondus, 1925 alors que, comme question de fait, ce fut d'après le paragraphe 5. Elle est et demeure une compagnie d'assurance mutuelle avec un capital-actions.

Le changement eut lieu en 1921¹³ et, sous l'empire des provisions de la loi que j'ai citée, la compagnie fut autorisée à souscrire un capital-actions et un fonds de réserve et, à cette fin, \$200,000 ont été souscrits par d'importants citoyens des Cantons-de-l'Est, des gens responsables. Plutôt que d'être affaiblie par cette conversion, la compagnie en est ressortie plus forte.

La confiance des gens, qui avaient eu foi en la compagnie alors qu'elle faisait des affaires suivant le système d'assurance mutuelle, s'est accrue davantage avec l'ajout de ces \$200,000, dont \$50,000 étaient du capital réellement versé. Le député de Sherbrooke verra que le public est maintenant mieux protégé qu'il ne l'a jamais été.

La loi exige qu'une pétition soit présentée, qu'un ordre en conseil soit passé par le gouvernement de cette province et que des avis soient donnés dans la *Gazette Officielle de Québec*. Tout cela a été fait et tout était régulier, et l'honorable M. Walter Mitchell, trésorier d'alors, a autorisé la formation de la compagnie.

Qu'en est-il de l'histoire subséquente de la compagnie? Le résultat a été qu'en 1920¹⁴, le surplus des revenus sur les dépenses de la compagnie mutuelle fut de \$323,861.85, alors qu'en 1929, après neuf ans d'opérations au comptant, le surplus des revenus sur les dépenses fut de \$668,163.57, ce qui représente une augmentation de plus de 100 % en neuf ans.

L'honorable député de Sherbrooke (M. Crépeau) a insinué que les mutualistes n'avaient pas été bien traités. Mais c'est cette idée qui m'est restée après avoir entendu ses observations. Il n'en est rien. Mon honorable ami peut être assuré du contraire; il a dû être mal informé, car les mutualistes ont été très bien traités.

En vertu de cette loi, les deux-tiers des membres du bureau de direction sont élus par les actionnaires, et l'autre tiers par les détenteurs de polices mutuelles. La loi autorise aussi la distribution d'un dividende n'excédant pas 10 % sur le capital-actions, les profits accumulés allant à un fonds de réserve.

Le député de Sherbrooke fait allusion à M. Armitage, un des vieux employés de la compagnie, qui, pendant 40 ans, fut secrétaire-trésorier de la compagnie. Il sera sans doute heureux d'apprendre que ce monsieur a été très bien traité par la compagnie. Il peut ne pas savoir que M. Armitage a souscrit 302 actions lorsque la compagnie fut réorganisée, qu'il est maintenant président honoraire et fiduciaire. Il retire actuellement une pension substantielle.

M. l'Orateur, je vais dire ceci. Je suis sûr que l'honorable député de Sherbrooke en sera soulagé et qu'il se réjouira de savoir qu'en ce qui concerne la compagnie, tout va bien et tout est en règle. Je suis heureux de dire que la Sherbrooke & Stanstead Mutual Fire Insurance Company est une des meilleures compagnies d'assurance mutuelle du Dominion du Canada.

(Applaudissements à droite)

On a dit aussi que les directeurs étaient des libéraux. C'est vrai, mais mon honorable ami sera certainement heureux d'apprendre que ces directeurs ont bien rempli leur devoir et ont été à la hauteur de leur tâche. Non seulement les directeurs de cette compagnie ont agi en conformité avec la loi, mais ils ont été très honnêtes.

Il sera heureux, j'en suis sûr, de savoir que cette compagnie est un honneur pour la ville de Sherbrooke, représentée par mon honorable ami, et non seulement pour les Cantons-de-l'Est, que nous appelons fièrement "le jardin du Québec", mais pour toute la province de Québec et au Canada.

(Applaudissements)

M. Crépeau (Sherbrooke): Je remercie l'honorable trésorier de la province (l'honorable M. McMaster) de ses compliments à la ville de Sherbrooke et des Cantons-de-l'Est. Quant à cette compagnie d'assurance, mon père en est un des agents depuis au-delà de 40 ans, et je sais que c'est une excellente compagnie d'assurance.

Je n'ai, dit-il, jamais prétendu que la compagnie avait agi illégalement. Si on me permet de dire quelques mots en réponse à l'honorable trésorier de la province (l'honorable M. McMaster), je dirai qu'il a mal interprété mes paroles quand il a dit que je me suis plaint du traitement fait aux mutualistes. Au contraire, je ne me suis pas plaint du traitement des mutualistes! La Stanstead & Sherbrooke a toujours bien traité ses membres. Ce que j'ai dit, c'est que je n'aimais pas les procédés des directeurs de la compagnie qui baissent les taux des assurances au comptant et montent les taux des assurances mutuelles.

Je suis certain qu'un grand nombre de porteurs de polices mutuelles ne savaient pas qu'ils avaient des polices au comptant.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Ils sont sûrement au courant!

M. Crépeau (Sherbrooke): Oui, ils le savent maintenant, depuis qu'on en a parlé.

L'honorable M. Perron (Montcalm): Pas toujours!

M. Crépeau (Sherbrooke): J'aimerais demander au trésorier de la province (l'honorable M. McMaster) s'il approuve la conduite des directeurs de la Sherbrooke & Stanstead qui ont demandé à leurs agents de changer les polices mutuelles pour des polices au comptant? Je n'accuse pas et je n'ai pas accusé la compagnie d'avoir enfreint la loi, mais je dis que la loi a été détournée de façon que les directeurs, élus tous les deux ans, ont changé la compagnie de mutuelle qu'elle était en système à actions, obtenant la coopération de leurs agents par l'offre de commissions de 20 % pour polices au comptant, contre 15 % pour polices mutuelles. Mais, pourquoi la compagnie préfère-t-elle l'assurance au comptant à l'assurance mutuelle, et le déclare-t-elle à ses agents, ouvertement?

L'honorable M. Galipeault (Bellechasse): Mais les assurés étaient protégés.

Des députés de l'opposition: À l'ordre! À l'ordre!

M. Crépeau (Sherbrooke): Ce n'est pas la question. Ils ont encouragé les assurés à changer leurs polices en élevant les taux de la police mutuelle et en abaissant les taux pour les polices au comptant.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): (Souriant) Ce n'est pas de nos affaires! Qu'est-ce que le gouvernement a à faire là-dedans alors?

M. Crépeau (Sherbrooke): Rien. Je sais que la compagnie a toujours agi suivant la loi.

L'honorable M. Perron (Montcalm): Pourquoi tout ce tapage, alors?

Des députés de l'opposition: À l'ordre! À l'ordre!

M. Crépeau (Sherbrooke): Si le ministre veut parler quand j'aurai fini, alors très bien. Ce que je veux savoir du trésorier provincial, c'est s'il approuve l'action des directeurs de cette compagnie qui a fait en sorte qu'en 1927, il n'y reste que 12 mutualistes.

Pour montrer que la compagnie encourage l'assurance au comptant et non l'assurance mutuelle, je dirai que, l'an dernier, on a pris 12 nouveaux risques d'assurance mutuelle et \$6,000 de nouveaux risques d'assurance au comptant.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Mais qu'est-ce que le trésorier de la province a à faire là-dedans? Pourquoi avoir apporté cela devant la Chambre?

Des députés de l'opposition: À l'ordre! À l'ordre!

M. Crépeau (Sherbrooke): C'est l'affaire du gouvernement.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Le gouvernement s'occupe de ses affaires, mais cela, ce n'en est pas. Il s'agit tout simplement des affaires internes de la compagnie. Nous n'avons aucune affaire là-dedans.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Si vous n'avez pas d'affaire, pourquoi parlez-vous tout le temps? Le premier ministre semble prendre l'habitude de dire des choses qui ne le regardent pas.

M. Crépeau (Sherbrooke): Le trésorier de la province veut-il nous dire s'il croit que les directeurs ont bien fait en changeant le système?

L'honorable M. McMaster (Compton): Je n'ai aucune objection à répondre au meilleur de ma connaissance à la question que vient de me poser l'honorable député de Sherbrooke.

Je suis heureux d'avoir entendu dire à l'honorable député de Sherbrooke, qu'il croit que la compagnie Sherbrooke & Stanstead Mutual Fire Insurance est une excellente compagnie. Nous sommes d'accord. Je suis ravi de savoir que je l'ai vraiment mal compris; en fait, je n'ai rien compris du tout, car au lieu de vouloir faire des reproches à la compagnie, il est presque aussi enthousiaste à son égard que je le suis moi-même.

Quant à savoir si l'assurance au comptant est meilleure que l'assurance mutuelle, je l'ignore. Il

peut être préférable d'opérer une compagnie d'assurance sur la base mutuelle, comme le contraire peut aussi être préférable. Je ne sais pas, mais si les directeurs ont préféré employer le système mutuel, ils en avaient le droit, comme celui d'employer le système au comptant.

C'est à la compagnie à diriger ses affaires comme elle l'entend. Il ne semble pas que je doive les critiquer.

Je ne crois pas qu'il me revient d'intervenir de quelque façon que ce soit. Mais je n'ai aucune objection à dire que, personnellement, je crois que le système au comptant est préférable.

M. Crépeau (Sherbrooke): L'honorable trésorier de la province n'a pas répondu à mes questions.

L'honorable M. Perron (Montcalm): Vous lui demandez un avis.

M. Crépeau (Sherbrooke): Le trésorier de la province n'a pas répondu à ma question, savoir si les directeurs ont bien fait et s'il est juste que ceux qui ont souscrit \$600,000 à la compagnie ne retirent rien, tandis que les directeurs-actionnaires retirent de gros dividendes.

Un député: La motion est-elle adoptée?
Adoptée.

M. Guertin (Hull): C'est bien mieux ainsi.

Adopté.

En comité:

L'honorable M. McMaster (Compton) propose: Qu'un crédit n'excédant pas un million cent mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour les chemins de colonisation et l'aide à la colonisation, pour l'exercice finissant le 30 juin 1931¹⁵.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Je voudrais savoir ce que l'honorable ministre de la Colonisation, des Mines et des Pêcheries (M. Laferté) a à répondre aux remarques faites par l'honorable M. Stewart, ministre fédéral de l'Immigration, à la Chambre des communes. Avant la fin de la session, nous devrions étudier avec soin ces trois problèmes de la colonisation, de l'émigration et de l'immigration.

L'honorable M. Laferté (Drummond):

L'honorable M. Stewart a prononcé un discours à Ottawa à la suite de la visite de son sous-ministre. M. Egan, dans l'Ouest. M. Egan n'a pas encore visité les provinces de l'Est, où le problème est bien différent. L'honorable M. Stewart n'a parlé que d'immigration. Le rapatriement est une autre chose.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): J'ai parlé des trois problèmes, pour que l'honorable ministre nous présente un beau plan d'ensemble.

L'honorable M. Laferté (Drummond): Le plan d'ensemble a été préparé par mon prédécesseur, l'honorable député d'Arthabaska (l'honorable M. Perrault). Je ne pourrais faire mieux. Il y a cependant toujours lieu à amélioration. Nous essayons de rapatrier le plus grand nombre des nôtres des États-Unis.

Cette année, en six mois, nous avons ramené au pays 131 familles. Il y a un grand nombre de familles qui reviennent pour s'installer dans des villes industrielles. Drummondville par exemple. À celles-là, nous ne payons rien. Nous leur fournissons des renseignements.

M. Blain (Montréal-Dorion): Est-ce qu'il se fait de la colonisation dans Témiscouata?

L'honorable M. Laferté (Drummond): Oui. Et, M. le président, le député de Témiscouata (M. Casgrain) sait que la colonisation fait des progrès dans son comté.

La résolution est adoptée.

Résolutions à rapporter:

Le comité fait rapport qu'il a adopté une résolution et demande la permission de siéger de nouveau. Ladite résolution est lue deux fois et adoptée par la Chambre.

Messages du Conseil législatif:

M. l'Orateur informe la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté, sans amendement, les bills suivants:

- bill 4 concernant les écoles d'agriculture, la construction d'entrepôts et la Société coopérative fédérée des agriculteurs de la province de Québec;
- bill 5 concernant la préservation de l'enfance contre la tuberculose;
- bill 17 modifiant l'article 423 du Code municipal;
- bill 49 modifiant la loi concernant les sociétés coopératives agricoles;
- bill 50 modifiant la loi des syndicats coopératifs de Québec;
- bill 51 modifiant la loi constituant en corporation la Société coopérative fédérée des agriculteurs de la province de Québec;
- bill 56 modifiant la loi de la saisine de certains bénéficiaires;
- bill 58 modifiant la loi des statistiques judiciaires;
- bill 63 modifiant la loi interdisant l'octroi de certaines subventions municipales;
- bill 65 modifiant la loi des tribunaux judiciaires;
- bill 70 modifiant la loi de l'instruction publique relativement aux commissaires et aux syndics d'écoles;
- bill 174 modifiant l'article 642 du Code municipal;
- bill 182 modifiant la loi des licences relativement aux hôtels;
- bill 203 modifiant la loi concernant les cercles agricoles;
- bill 204 modifiant la loi concernant les sociétés d'agriculture.

La séance est levée à 11 h 10.

NOTES

1. *L'Événement* du 28 mars 1930, à la page 10, rapporte que le sous-ministre, M. Oscar Morin, vient s'asseoir à côté du premier ministre pour renseigner la Chambre.
2. Le comité se réunit sous la présidence de M. Vautrin (Montréal-Saint-Jacques).
3. \$400,000, selon *L'Événement* du 28 mars 1930, à la page 10, et *Le Soleil* du même jour, à la page 3.

4. \$750,000, selon *Le Devoir* du 28 mars 1930, à page 2, et *The Montreal Daily Star* du même jour, à la page 4; par ailleurs, toujours dans leur édition du 28 mars 1930: \$450,000, selon *La Presse*, à la page 30, et \$350,000, selon *La Patrie*, à la page 15.

5. \$1,600,000, selon l'édition du 28 mars 1930 du *Devoir*, à la page 2, et de *La Presse*, à la page 30.

6. *L'Événement* du 28 mars 1930, à la page 10, précise que le sous-ministre, M. Ivan Vallée, qui vient s'asseoir à côté de ministre des Travaux publics et du Travail (l'honorable M. Galipeault) pour renseigner la Chambre apporte avec lui les photographies de tous les travaux de sculpture de M. Émile Brunet. Le sculpteur canadien a traité les sujets d'histoire des premiers temps de la colonie: l'arrivée de Champlain à Québec, la première habitation du fondateur, le martyr d'un missionnaire, etc., puis la mort de Montcalm, la mort de Wolfe, M. Brunet exécute tous ces travaux en France à son atelier de Paris.

7. *Le Devoir* du 28 mars 1930, à la page 2, indique qu'il y eut quelque discussion avant que la Chambre s'ajourne pour le souper.

8. L'opposition vote avec le gouvernement, selon les indications du *Soleil* du 28 mars 1930, à la page 15.

9. Le comité se réunit sous la présidence de M. Delisle (Chicoutimi).

10. Le représentant de Maisonneuve (M. Tremblay) est président de cette mine.

11. *Le Soleil* du 28 mars 1930, à la page 15, note que la discussion continue quelque peu.

12. 1,843, selon *L'Événement* du 28 mars 1930, à la page 10.

13. 1,920, selon *L'Événement* du 28 mars 1930, à la page 10.

14. 1,921, selon *The Montreal Daily Star* du 28 mars 1930, à la page 16.

15. *L'Événement* du 28 mars 1930, à la page 10, souligne que le sous-ministre M. L.-A. Richard s'assoit à côté du ministre pour renseigner la Chambre.

Première séance du vendredi 28 mars 1930

Présidence de l'honorable T.-D. Bouchard

La séance est ouverte à 3 h 20¹.

Prière.

M. l'Orateur: À l'ordre Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

Rapports de comités:

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le trentième rapport du comité permanent des bills publics en général. Voici le rapport:

Votre comité a décidé de rapporter, avec des amendements, les bills suivants:

- bill 35 modifiant le Code civil relativement aux enregistrements;
- bill 214 modifiant la loi des syndicats coopératifs de Québec relativement à l'inspection de certains syndicats;
- bill 160 concernant les syndics de la paroisse de Saint-Philippe-de-La-Reine.

Le bill suivant a été retiré:

- bill 36 modifiant la loi des pouvoirs de certaines corporations.

Le bill suivant a été rejeté:

- bill 173 modifiant les Statuts refondus, 1925, relativement à l'assurance des véhicules automobiles.

Éducation des enfants de croyance judaïque de Montréal

L'honorable M. David (Terrebonne) demande la permission de présenter le bill 39 concernant l'éducation des enfants de croyance judaïque dans l'île de Montréal.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

Questions et réponses:

Évariste Paquet

M. Blain (Montréal-Dorion): 1. Est-il vrai que le geôlier de la prison de Montmagny, Évariste Paquet, aurait laissé la garde de la prison pendant son absence à un prisonnier du nom de Wellie Mann?

2. Est-il vrai que ledit Wellie Mann aurait, à plusieurs reprises, la nuit, laissé la prison pour aller chez lui?

3. Ledit Évariste Paquet a-t-il été suspendu?

4. Dans l'affirmative, quand et pourquoi?

5. A-t-il été réinstallé?

6. Dans l'affirmative, quand?

L'honorable M. Taschereau (Montmorency):

1. Oui.

2. Une fois.

3. Oui, le 3 décembre 1928.

4. Pour les faits ci-dessus.

5. Oui.

6. Le 26 janvier 1929.

Automobiles, entretien et réparations

M. Renaud (Laval): 1. Combien le ministère de l'Agriculture a-t-il dépensé pour ses automobiles à date?

2. Quel est le nombre d'automobiles appartenant au ministère de l'Agriculture?

3. Ces automobiles sont-elles réparées au garage de la pépinière de Deschambault?

4. Qu'ont coûté: *a.* l'entretien; *b.* les réparations en 1928-1929?

L'honorable M. Perron (Montcalm): 1. \$583,796.34, pour achats, réparations et entretien d'automobiles depuis 1917.

2. \$2.

3. Oui, pour la plupart.

4. *a.* \$22,669.68; *b.* \$3,801.31.

Travaux de voirie, salaires payés

M. Guertin (Hull): 1. Quels salaires sont payés par jour pour travaux de voirie: *a.* au journalier; *b.* un homme avec un cheval; *c.* un homme avec deux chevaux?

2. Même question pour les chemins de colonisation?

L'honorable M. Perrault (Arthabaska): 1. Pour travaux de voirie: (Voir le tableau à la page suivante)

<i>Entretien</i>	<i>Construction à 50 %</i>	<i>Construction et réparation à la journée par département</i>
a. De \$2.00 à \$2.50	\$2.00	De \$2.25 à \$3.50
b. De \$3.00 à \$4.00	\$3.00	De \$3.25 à \$4.00
c. De \$4.00 à \$6.00	\$4.00	De \$4.50 à \$6.50

2. Pour chemins de colonisation: a. \$2; b. \$3; c. \$4.

Droits sur l'amiante

M. Lafleur (Montréal-Verdun): 1. Depuis la réponse du 21 janvier 1925, les droits sur l'amiante ont-ils été augmentés?

2. Dans l'affirmative, quand et combien?
3. Quels sont-ils actuellement?

L'honorable M. Perrault (Arthabaska): 1. Non. Les droits sont payables sur les profits en vertu de 15 George V, chapitre 37, section 2.

2. Répondu à la question 1.

3. Voir article 12 du chapitre 80, Statuts refondus, 1925.

Travaux de voirie, sommes payées par comté

M. Lafleur (Montréal-Verdun): Pour combien de milles de chemin et quelles sommes ont été payées par le gouvernement pour travaux de voirie, depuis 1910 inclusivement, dans chacun des comtés de la province, à l'exception des comtés mentionnés dans la réponse du 10 mars 1930, à la page 226 des *Procès-verbaux de l'Assemblée législative 1930*?

L'honorable M. Perrault (Arthabaska): Abitibi: 349.51 milles, \$35,436.68; Argenteuil: 196.78 milles, \$502,186.85; Arthabaska: 225.16 milles, \$631,685.43; Bagot: 118.25 milles, \$369,467.23; Beauce: 229.54 milles, \$626,388.55; Beauharnois: 109.07 milles, \$802,392.64; Berthier: 126.13 milles, \$455,229.02; Bonaventure: 208.99, \$182,671.19; Brome: 131.50 milles, \$509,291.64; Chambly: 119.68 milles, \$989,568.32; Champlain: 203.62 milles, \$590,579.07; Charlevoix: 138.41 milles, \$221,893.02; Chicoutimi: 334.60 milles, \$1,737,855.77; Drummond: 153.78 milles, \$474,986.95; Frontenac: 180.84 milles, \$872,013.30; Gaspé: 300.45 milles, \$287,420.52; Hull: 221.28 milles, 371,152.96; Huntingdon: 338.14 milles, \$1,121,811.70; Iberville:

151.39 milles, \$458,647.82; Îles-de-la-Madeleine: 45.08 milles, \$90,901.63; Jacques-Cartier: 145.10, \$622,495.64; Kamouraska: 322.33 milles, \$459,166.75; Labelle: 133.12 milles, \$87,889.42; Lac-Saint-Jean: 427.40 milles, \$1,680,892.50; Laprairie: 124.82 milles, \$576,801.97; L'Assomption: 135.80 milles, \$418,005.51; Lévis: 158.50 milles, \$674,043.07; L'Islet: 226.04 milles, \$416,454.46; Lotbinière: 199.51 milles, \$907,612.90; Maskinongé: 72.68 milles, \$168,518.77; Matane: 138.15 milles, \$102,793.98; Matapédia: 104.29 milles, \$257,090.75; Mégantic: 139.20 milles, \$614,566.40; Missisquoi: 208.07 milles, \$706,213.30; Montcalm: 164.47 milles, \$411,292.16; Montmagny: 195.20 milles, \$361,235.56; Napierville: 125.04 milles, \$615,144.25; Nicolet: 151.64 milles, \$807,590.17; Pontiac: 164.26 milles, \$205,328.77; Portneuf: 239.39 milles, \$855,841.52; Québec: 157.91 milles, \$1,176,282.37; Richelieu: 32.24 milles, \$184,558.46; Richmond: 169.89 milles, \$711,502.39; Rimouski: 163.13 milles, \$212,022.07; Rouville: 194.34 milles, \$1,021,517.46; Saguenay: 33.22 milles, \$36,948.68; Shefford: 148.20 milles, \$487,583.13; Sherbrooke: 63.72 milles, \$231,986.40; Stanstead: 159.04 milles, \$517,960.56; Saint-Hyacinthe: 104.46 milles, \$397,350.72; Saint-Jean: 112.06 milles, \$580,240.94; Saint-Maurice: 72.31 milles, \$374,953.03; Témiscamingue: 159.35 milles, \$102,976.47; Témiscouata: 528.03 milles, \$422,955.64; Verchères: 178.05 milles, \$944,017.56; Wolfe: 190.34 milles, \$696,606.10; Yamaska: 78.36 milles, \$230,571.10.

Nombre de licences d'automobiles émises

M. Lafleur (Montréal-Verdun): Combien de licences d'automobiles ont été émises dans la province: a. en 1925-1926; b. en 1926-1927; c. en 1927-1928; d. en 1928-1929; e. en 1929-1930?

L'honorable M. McMaster (Compton): Le nombre d'enregistrements d'automobiles a été comme suit: a. en 1925-1926: 97,438; b. en 1926-1927: 107,944; c. en 1927-1928: 128,104; d. en 1928-1929: 148,090; e. en 1929-1930: 169,105.

Vente de gazoline, vérificateurs

M. Lafleur (Montréal-Verdun): Combien le gouvernement a-t-il de vérificateurs pour contrôler la vente de gazoline et la perception de la taxe de cinq sous par gallon?

L'honorable M. McMaster (Compton): Quatre à l'extérieur, trois à l'intérieur et, de temps à autre, un quatrième et un cinquième.

Chemins améliorés

M. Lafleur (Montréal-Verdun): Quelle est la longueur des chemins améliorés des cités et villes dans la province, outre les 12,502 milles mentionnés à la page 12 du rapport du ministère de la Voirie?

L'honorable M. Perrault (Arthabaska): 1,381.09 milles.

Licences: hôtels, magasins, etc., revenus

M. Houde (Montréal-Sainte-Marie): Qu'a rapporté chacune des sources de revenus comprises sous la rubrique générale "Licences: hôtels, magasins, etc., du 1^{er} juillet 1929 au 31 décembre 1929?

L'honorable M. Perrault (Arthabaska):

Hôtels	\$ 10,893.91
Restaurants	10,416.56
Maisons de logements	4,403.00
Encanteurs	1,651.19
Droits sur encans	6,207.55
Colporteurs	13,789.68
Voiture de colporteurs	4,360.71
Billards	28,644.41
Buanderies	6,955.50
Poudre	180.00
Distributeurs automatiques	3,619.40
Amendes	665.30
Bureaux de placements	820.00
Films	205.00
Courtiers	<u>15,882.69</u>
	\$109,695.50
De la Commission des liqueurs pour permis, droits, amendes et saisies	<u>\$1,683,114.49</u>
Total	\$1,791,809.99

Création d'un institut biologique à l'Université Laval

L'honorable M. David (Terrebonne) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en

comité plénier pour prendre en considération un projet de résolution relative au bill 217 autorisant un certain octroi à l'Université Laval de Québec relativement à la création et au maintien d'un institut biologique.

Adopté.

Il informe alors la Chambre qu'il est autorisé par Son Honneur le lieutenant-gouverneur à soumettre ledit projet de résolution et que Son Honneur en recommande la prise en considération.

En comité:

L'honorable M. David (Terrebonne) propose: Que le lieutenant-gouverneur en conseil soit autorisé à donner annuellement à l'Université Laval de Québec une somme de cinquante mille dollars, payable à même le fonds consolidé du revenu pour aider à la création et au maintien d'un institut biologique pour ladite université.

Un député: Explications.

L'honorable M. David (Terrebonne): Depuis longtemps s'impose dans la province la création d'un institut de recherche. À l'heure actuelle, où que nous regardions, la France et les autres pays d'Europe, tous les peuples s'efforcent de développer le plus possible le vaste champ des connaissances humaines, en dotant leurs capitales ou leurs villes intellectuelles d'un institut de recherche biologique. Le but du présent projet de loi est de doter notre plus vieille université française de la province de Québec, du Canada et même du continent, d'une rente annuelle, afin de lui permettre de poursuivre son œuvre au point de vue santé, et de former des compétences.

Cela constituera un ajout important aux installations de recherche que l'université possède déjà. L'Université Laval recevra pour ces fins une somme de \$50,000 par année. Je suis montréalais, mais je suis heureux de doter Québec d'un institut dont les bienfaits vont se faire sentir non seulement à la ville de Québec, mais à la province de Québec tout entière. Je crois que tous les membres de cette Chambre seront en faveur de la mesure.

Les instituts Pasteur et Rockefeller sont connus dans le monde entier. En 1923, au cours d'un voyage à Paris, j'ai eu l'occasion de rencontrer le docteur Calmette et le docteur Roux, de l'Institut Pasteur qui m'ont dit, d'heureuse mémoire, qu'ils n'avaient aucune objection à ce qu'un institut de

recherche de notre province fût affilié à l'Institut Pasteur de Paris. Aussitôt que nous aurons mis notre projet à exécution, j'entrerai en communication avec l'Institut Pasteur, et il n'y a aucun doute que nous obtiendrons une affiliation. J'ai bon espoir! Que nous soyons de la gauche ou de la droite, nous devons appuyer ce projet.

M. Blain (Montréal-Dorion): Est-ce le premier institut de recherche créé dans la province?

L'honorable M. David (Terrebonne): Oui, et j'espère que ce ne sera pas le dernier.

La résolution est adoptée.

Résolutions à rapporter:

Le comité fait rapport qu'il a adopté une résolution, laquelle est lue deux fois et adoptée par la Chambre.

L'honorable M. David (Terrebonne) demande la permission de présenter le bill 217 autorisant un certain octroi à l'Université Laval de Québec relativement à la création et au maintien d'un institut biologique.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

L'honorable M. David (Terrebonne) propose que le bill soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté.

L'honorable M. David (Terrebonne) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Pont à Caughnawaga

L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité plénier pour prendre en considération un projet de résolutions relatives au bill 207 modifiant la loi concernant la construction et l'entretien d'un pont sur le fleuve Saint-Laurent à Caughnawaga.

Adopté.

Il informe alors la Chambre qu'il est autorisé par Son Honneur le lieutenant-gouverneur à soumettre ledit projet de résolutions et que Son Honneur en recommande la prise en considération.

En comité:

L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay) propose: 1. Qu'il sera loisible au lieutenant-gouverneur en conseil d'autoriser le ministre des Travaux publics et du Travail à faire, pour et au nom du gouvernement de cette province, un contrat avec la Corporation du pont du lac Saint-Louis pour aider à la construction, à l'entretien et à l'exploitation du pont de ladite corporation, sur le fleuve Saint-Laurent, vis-à-vis la réserve Caughnawaga, sur le lac Saint-Louis.

2. Que, dans le même contrat ou dans tout contrat subséquent, il pourra être pourvu que, dans le cas où le montant d'argent provenant des droits de péage établis en vertu de l'article 17 de la loi 18 George V, chapitre 110, ne serait pas suffisant pour rencontrer, chaque année, à l'échéance, les sommes nécessaires pour payer les charges annuelles d'exploitation et d'entretien dudit pont et de ses approches, les intérêts sur tout emprunt contracté pour fins de construction dudit pont et de ses approches et le fonds d'amortissement de l'emprunt, le gouvernement s'engage à payer les deux tiers du déficit annuel à ladite corporation, aussi longtemps que subsistera tel déficit, mais pendant une période n'excédant pas quarante années.

3. Que les contributions stipulées ci-dessus seront payées à qui de droit par le trésorier de la province, à même le fonds consolidé du revenu, sur certificat du ministre des Travaux publics et du Travail, déclarant que les conditions du contrat ont jusqu'à date été observées, et spécifiant le montant dû.

4. Que le lieutenant-gouverneur en conseil pourra décréter l'insertion dans ledit contrat de toutes autres conditions non incompatibles avec la loi 18 George V, chapitre 110, qui pourraient assurer la construction du pont, son entretien, son exploitation, et en même temps mieux protéger et garantir la province à raison des obligations qu'elle assume en vertu de ladite loi.

Les résolutions sont adoptées.

Résolutions à rapporter:

Le comité fait rapport qu'il a adopté plusieurs résolutions, lesquelles sont lues deux fois et adoptées par la Chambre.

L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay) propose que le bill soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité plénier.

L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay) propose que la Chambre se forme immédiatement en ledit comité.

Adopté.

En comité²:

L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay): Une commission spéciale a été formée en 1928 pour procéder à une étude approfondie de la question et en faire rapport aux autorités provinciales, pour assurer la construction du pont de Caughnawaga. Les sites les plus avantageux ont fait l'objet de rapports. Et, le but des résolutions est de permettre au gouvernement de payer les deux-tiers du déficit de la commission qui va construire le pont, s'il y a déficit.

M. Guertin (Hull): Est-ce le gouvernement ne fait pas une chose dangereuse en s'engageant à payer le déficit d'une compagnie?

L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay): Ce n'est pas une compagnie, c'est une commission dont les membres ne reçoivent aucune rémunération. Si les recettes du pont ne pouvaient rencontrer les dépenses, le gouvernement paierait les deux-tiers du déficit. Et s'il y a des profits, ils serviront à diminuer les droits de péage, c'est tout!

M. Guertin (Hull): Les commissaires sont nommés pour combien de temps?

L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay): Pour cinq ans.

M. Guertin (Hull): Quels sont les commissaires?

L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay): Les commissaires sont l'honorable M. Raoul-A. Grothé, président de Howich, M. Robert Ness, M. J.-A. Trudeau, M. Alphonse Dupont de Montréal, et M.R. de Chatel, maire de la ville de LaSalle. Ils ont été nommés il y a un an et demi.

M. Blain (Montréal-Dorion): Une commission a été nommée il y deux ans pour étudier en profondeur la question de ce pont. Je crois qu'elle n'a d'aucune façon accompli son devoir. Le bill a pour effet de rappeler aux gens de Châteauguay que

le gouvernement veut bien s'occuper d'eux, tous les deux ans. Nous sommes en présence d'un nouvel attermoisement de deux ans. Cela justifie le peuple de parler de la lenteur des travaux du gouvernement. J'espère que la Commission va se mettre à l'œuvre tout de suite et ne commencera pas les travaux un mois avant les élections, mais immédiatement.

J'espère qu'à la fin de ce Carême, la commission prendra de bonnes résolutions et choisira enfin le site de ce pont. Je dirais que le bill qui nous est aujourd'hui présenté par l'honorable ministre des Terres et Forêts (M. Mercier fils) dégage un parfum électoral certain.

L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay): Ce n'est rien de nouveau, on a entendu la même histoire il y a deux ans.

M. Blain (Montréal-Dorion): Je suis d'accord avec l'honorable ministre: il ne fait aucun doute que ce pont est nécessaire. Quiconque a été forcé d'attendre le traversier pour Caughnawaga dans son automobile, un samedi ou un dimanche d'été, sera d'accord avec nous deux à ce sujet.

M. Blain (Montréal-Dorion) pose une question.

L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay): Il était nécessaire qu'une commission examine le projet du pont.

M. Guertin (Hull) pose une question.

L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay): Il y a la question de la navigation, qui est complexe, et également le besoin d'obtenir l'approbation des autorités à Ottawa.

M. Guertin (Hull): Pourquoi le gouvernement tient-il aujourd'hui à se servir d'une commission pour construire ce pont? Pourquoi ne le construit-il pas comme les autres ponts? Est-ce pour fins électorales? J'en reconnais toutefois, dit-il, la nécessité, mais il faut reconnaître que la commission ne paraît avoir guère d'utilité. Les plans sont faits et on n'a même pas décidé où le pont sera exactement situé, ce qui a pourtant quelque importance pour les plans.

Quel est le but de cette commission qui ne fait rien, qui ne fait que représenter le gouvernement. Ce dernier contrôle tout, fait tout, et paie tout. Qu'est-ce que cette commission vient faire

là-dedans? À moins qu'elle ne soit un truc pour la comptabilité gouvernementale! Vis-à-vis de peuple, le gouvernement se sert d'un gros argument: la dette publique. Dans le cas présent, pour éviter cette dette, il la fait contracter par une tierce personne. La commission va emprunter et c'est le gouvernement qui est responsable de l'emprunt ou de la dette.

De cette façon, elle ne paraîtra pas. Mais l'emprunt est tout de même garanti par la province. Il en coûtera environ \$1,500,000 pour construire ce pont. La somme sera inscrite sous l'article de la corporation, en sorte que le gouvernement évitera ainsi d'enregistrer le montant dans la dette provinciale: cette dépense n'apparaîtra pas dans le passif!

La création de cette Commission, malgré qu'elle soit un nom à peu près fictif, permettra au gouvernement de faire un pont de péage et de dire que ce n'est pas lui qui fait payer sur le pont. De plus, les ponts de péage ne sont pas populaires. Ils ne devraient pas subsister sous un gouvernement qui prétend avoir de tels surplus. Si les gens protestent contre cette politique, lorsque les choses iront mal, on leur dira: ce n'est pas nous qui imposons le péage, c'est la commission, plaignez-vous en à la commission.

L'honorable M. Galipeault (Bellechasse):

Il serait de mauvaise politique de grossir apparemment la dette gouvernementale, et ainsi diminuer le crédit de la province, pour une dette qui n'en est pas une, puisqu'en réalité le gouvernement ne déboursa rien, les recettes annuelles étant suffisantes pour payer l'annuité.

M. Guertin (Hull): Le gouvernement provincial paie les deux-tiers. Qui paiera l'autre tiers?

L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay): Le gouvernement fédéral a donné l'assurance qu'il garantirait le tiers des déficits, s'il y en avait. La municipalité n'est pas en mesure de payer quoi que ce soit. Le gouvernement provincial portera sa responsabilité. La dette est consolidée à 40 ans et le pont appartiendra au gouvernement.

M. Guertin (Hull): L'honorable ministre croit-il que le gouvernement fédéral paiera véritablement le tiers du coût de ce pont?

L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay): Je crois qu'il m'est permis de dire que j'en suis convaincu.

M. Guertin (Hull): N'est-ce pas pour des raisons de navigation dans le Saint-Laurent que le coût du pont sera aussi élevé que l'indiquent les estimations?

L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay): Je crois qu'il n'y a aucun doute à ce sujet.

M. Guertin (Hull): Pourquoi le fédéral ne paierait-il pas la moitié du coût du pont? Nous avons 65 députés influents à Ottawa.

L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay): Pourquoi la moitié? Je crois qu'un tiers représente une proportion tout à fait raisonnable.

M. Guertin (Hull): Je ne suis pas d'accord avec l'honorable ministre et je ne comprends pas non plus son argument.

M. Blain (Montréal-Dorion): Les devis sont-ils préparés?

L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay): Oui. Les devis de la nouvelle construction ont été préparés par le ministère des Travaux publics, et tout est prêt pour que les travaux commencent.

M. Guertin (Hull): L'honorable ministre peut-il nous dire pourquoi nous avons besoin du consentement d'Ottawa pour procéder à la construction de ce pont?

L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay): Premièrement, parce que le Saint-Laurent est un fleuve navigable, et deuxièmement, parce que l'extrémité sud-ouest du pont sera située en territoire fédéral, sur la réserve indienne de Caughnawaga. Je peux toutefois assurer la Chambre qu'aucun problème n'est à prévoir à ce sujet. Le projet de loi prévoit la signature d'un contrat avec le gouvernement fédéral pour la construction du pont. Tous les aspects de l'entente entre la province de Québec et le gouvernement du Canada seront traités dans le document. Le projet de loi contient également des dispositions prévoyant l'exercice d'un contrôle par la Commission des eaux courantes de Québec sur les eaux de la vallée de la rivière Saint-Maurice. Le gouvernement exerce déjà un contrôle sur la voie navigable principale, le Saint-Laurent, en raison des besoins du barrage Gouin, mais il désire aussi régulariser les tributaires.

Les articles 1 à 4 sont adoptés.

Le comité, ayant étudié le bill, en fait rapport sans amendement.

L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Juridiction du district judiciaire d'Arthabaska

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 215 accordant juridiction concurrente au tribunal du district judiciaire d'Arthabaska sur certains cantons dans les districts électoraux de Richmond et de Wolfe³.

Adopté. Le comité, ayant étudié le bill, en fait rapport sans amendement.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Écoles protestantes de Montréal

L'honorable M. David (Terrebonne) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 32 concernant les écoles protestantes de la cité de Montréal et de ses environs.

Adopté. Le comité, ayant étudié le bill, en fait rapport sans amendement.

L'honorable M. David (Terrebonne) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Palais de justice du district de Québec

L'honorable M. Galipeault (Bellechasse) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité plénier pour prendre en

considération un projet de résolutions relatives au bill 67 modifiant la loi 18 George V, chapitre 3, concernant le palais de justice du district de Québec.

Adopté.

Il informe alors la Chambre qu'il est autorisé par Son Honneur le lieutenant-gouverneur à soumettre ledit projet de résolutions et que Son Honneur en recommande la prise en considération.

En comité⁴:

L'honorable M. Galipeault (Bellechasse) propose: 1. Que le trésorier de la province pourra, de temps à autre, avancer et payer, à même le fonds consolidé du revenu, sur certificats du ministre des Travaux publics et du Travail, les montants requis pour payer, jusqu'à concurrence d'un montant total de deux millions huit cent quatre-vingt-dix mille dollars, le coût des travaux nécessaires pour restaurer et améliorer l'ancienne partie du palais de justice du district de Québec, dans la cité de Québec, au lieu du montant de deux millions trois cent quinze mille dollars, mentionné dans la loi 19 George V, chapitre 9.

2. Qu'il sera loisible au lieutenant-gouverneur en conseil, s'il le juge à propos, aux fins de payer tout le ou partie du montant ci-dessus mentionné, d'autoriser le trésorier de la province à contracter un ou des emprunts n'excédant pas en tout ce montant de deux millions huit cent quatre-vingt-dix mille dollars au moyen d'obligations ou de rentes inscrites sur le crédit de la province, au lieu du montant de deux millions trois cent quinze mille dollars mentionné dans la loi 19 George V, chapitre 9.

3. Qu'il soit également loisible au lieutenant-gouverneur en conseil d'affecter à même le fonds consolidé du revenu de la province, sur le certificat du ministre des Travaux publics et du Travail, les montants requis pour payer, jusqu'à concurrence d'un montant total de quatre cent mille dollars le coût de l'ameublement dudit palais de justice.

M. le président, je ne sais pas si je serai désagréable à mes honorables amis de la gauche, en leur disant que la reconstruction du palais de justice de Québec est pratiquement terminée...

M. Guertin (Hull): Est-ce que l'honorable ministre ne pourrait pas ajourner cette discussion à mardi de la semaine prochaine?

L'honorable M. Galipeault (Bellechasse): La situation est la même depuis plusieurs jours.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Nous avons le bill de la redistribution et le bill des écoles juives pour la semaine prochaine. L'opposition pourra discuter tant qu'elle voudra. S'il le faut, la prorogation n'aura lieu que dans deux semaines. Entendons-nous pour discuter l'affaire tout de suite!

L'honorable M. Galipeault (Bellechasse): L'ancien palais de justice est à peu près terminé. En conservant les murs, nous avons épargné une somme d'environ \$1,000,000. Au début, nous ne devions pas faire une restauration aussi complète. Les travaux de restaurations importants que nous faisons au palais de justice n'ont pas été commencés il y a sept ans comme on l'a dit, mais en 1927. Avant cela, on avait fait un nouveau palais de justice; on avait fait les travaux de l'annexe. En plus, les travaux se sont accomplis dans des conditions difficiles, surtout durant les sessions judiciaires, alors qu'il fallait tenir compte des séances.

Il a fallu maintenir le travail des tribunaux. Il a fallu s'organiser pour tenir les Assises criminelles. On a dû faire des abris temporaires. Nous avons été considérablement retardés par les Cours! Plus de 1,000 ouvriers ont été employés au palais de justice, ce qui a donné de l'ouvrage à nos ouvriers et diminué le chômage. Quand il sera terminé, et ce sera sous peu...

M. Blain (Montréal-Dorion): Quand, sous peu?

L'honorable M. Galipeault (Bellechasse): Prochainement. Il nous coûtera alors un peu moins de \$3,000,000. Comme construction, ce sera ce qu'il y a de mieux dans la province. J'ai entendu des gens dire que ça coûtait cher. Parmi ces gens-là il y en a qui ne sont jamais entrés au palais de justice. La salle du Barreau est la plus belle que nous ayons ici.

L'annexe du palais de justice de Montréal a coûté \$5,000,000⁵ et, cependant, à Québec, les travaux furent beaucoup plus difficiles. Nous demandons de nous voter d'autres sommes, afin de faire, en particulier, une salle des pas perdus. On a également critiqué le palais de justice de Montréal et, aujourd'hui, il n'est pas un passant qui ne s'arrête pour admirer ce riche édifice, dont toute la province est fière. D'ailleurs, le palais de justice de Québec est plus complet comme exécution de travaux que le palais de justice de Montréal.

La restauration aura pour effet de changer entièrement l'intérieur de l'ancien édifice. Je crois

pouvoir déclarer que le palais de justice de Québec sera la plus belle construction de la province et je n'en excepte aucune. C'est ce qu'il y aura de mieux en fait de construction, une véritable merveille! Je défie n'importe quel expert de prouver le contraire. On a dit que les travaux avaient été longs. J'ai fait venir un véritable expert qui a examiné les travaux et m'a déclaré qu'ils étaient bien faits, ne coûtaient pas cher et que l'argent avait été bien dépensé.

M. Guertin (Hull): L'honorable ministre nous dira-t-il le nom de cet expert?

L'honorable M. Galipeault (Bellechasse): Oui, certainement. Je vous citerai M. John S. Archibald, architecte de Montréal qui a travaillé à la plupart des hôtels du Canadien National. Il est venu accompagné d'hommes d'affaires, avec ses assistants et son comptable. Il a fait un examen qui a duré plusieurs jours et il a ensuite déclaré que les argents dépensés pour ces travaux l'avaient été à bon escient.

M. Guertin (Hull): L'opinion de M. Archibald a-t-elle été présentée par écrit?

L'honorable M. Galipeault (Bellechasse): Non, mais je fais cette déclaration sur mon honneur, en tant que ministre de la couronne, et je ferai observer au député que ma parole a une certaine valeur.

Comme je l'ai déjà dit, au début, nous n'avions pas l'intention de faire une reconstruction d'une aussi grande envergure. Depuis que nous sommes venus l'an dernier, nous avons jugé à propos d'installer des bureaux dans la grande tour centrale et dans les ateliers. Nous avons voulu faire du palais de justice un véritable monument dont Québec sera fier. Les travaux ont été un peu lents, mais pas trop. Il est entré beaucoup de marbre dans la construction et il est très difficile d'avoir de bons ouvriers dans ce genre de travail. Ils sont très rares. Le portique, l'entrée et le grand escalier d'honneur seront magnifiques. Les boiseries sont splendides et la bibliothèque du Barreau sera une réplique de celle du Vatican.

Nous demandons aujourd'hui un supplément d'octroi pour terminer certains travaux d'embellissement. Je dois dire que nous n'avons contracté aucun emprunt pour construire ce palais de justice de Québec et l'annexe de Montréal. Sans doute, dans un chantier, où 1,000 hommes ont travaillé, des erreurs ont pu être commises. L'an dernier, comme je l'ai dit hier, on a répandu tellement de rumeurs que j'ai

interrogé des ouvriers. Je n'ai appris rien de bien grave. Que pendant trois ans, sur un chantier de cette importance, il se soit passé quelque chose d'anormal, rien d'étonnant.

On m'a bien dit que deux moteurs avaient disparu, mais enfin il n'y avait pas là de quoi justifier les accusations que l'on lançait à la légère. Quand la chose a été portée à notre connaissance, nous avons pris des procédures. Je suis à mon aise pour parler des rumeurs de la rue. Nous avons un bureau permanent de cinq architectes et le gouvernement a placé un gardien spécial pour surveiller constamment sur les lieux les intérêts de la province dans cette construction. Les argents qui ont été dépensés ont été bien dépensés. Une enquête sur ce sujet ne révélerait rien d'anormal.

Je le répète, nous avons fait au palais de justice des travaux considérables, et nous aurons une bâtisse dont les justiciables seront fiers. Il fera honneur à notre province et sera visité certainement par tous les étrangers.

M. Blain (Montréal-Dorion): Dans le *Chronicle Telegraph* du 25 mars, je vois qu'un bill relatif au palais de justice a été adopté.

L'honorable M. David (Terrebonne): Ce doit être une erreur, car le bill n'est pas encore présenté.

M. Blain (Montréal-Dorion): C'est vrai, je vous demande pardon. Je lisais dans les nouvelles d'il y a 100 ans.

(Rires)

M. Guertin (Hull): L'année dernière, le ministre devait demander des crédits pour la dernière fois, en faveur de cette construction. Cette année, on en demande encore. C'est un changement de 400 %.

L'honorable M. Galipeault (Bellechasse): Nous n'avons jamais dit que le palais de justice de Québec ne coûterait que \$800,000. Nous avons commencé lentement et, chaque année, comme il était naturel, nous avons demandé l'argent dont nous avions besoin; tout cela est constitutionnel. Chaque année, au fur et à mesure que les travaux avançaient, on a demandé à la Chambre des crédits supplémentaires, à un point tel que si la Chambre approuve le montant de \$575,000 dont on parle, le coût des travaux s'élèvera à \$2,890,000, ce à quoi il faut encore ajouter les \$400,000 demandés pour l'ameublement.

M. Guertin (Hull): Pourquoi avoir déclaré, l'année dernière, que tout était fini?

L'honorable M. Galipeault (Bellechasse): Dans ces constructions, les prévisions ne sont pas toujours justes; les fenêtres et le peinturage auraient été donnés à prix fixe; il en a été de même pour le vitrage, le chauffage. Le reste a été donné à commission. À la suite d'une entente entre les entrepreneurs et l'architecte, les salaires des employés étaient fixes. Les frais d'administration de l'entrepreneur sont de 6 % à 7 %. dans des gros contrats comme celui-là, il faut toujours garder une centaine d'hommes sous la main.

M. Guertin (Hull): Nous sommes prêts à accepter les déclarations des ministres, de ce côté-ci de la Chambre.

Mais que dirait-on si le trésorier de la province (l'honorable M. McMaster) faisait une simple déclaration au lieu de nous présenter un budget préparé d'avance en écrit.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Ça vaudrait autant qu'une lettre anonyme.

M. Guertin (Hull): Quelle lettre?

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Votre lettre d'hier.

M. Guertin (Hull): Elle n'était pas anonyme.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Elle l'était pour nous.

M. Guertin (Hull): J'ai offert de la montrer à un membre du gouvernement.

L'honorable M. David (Terrebonne): Oui, mais j'ai déclaré à l'honorable député que s'il me montrait sa lettre, je la déposerais.

M. Guertin (Hull): Je suis prêt à vous montrer l'entête et la signature de la lettre.

L'honorable M. David (Terrebonne): Je répète à mon honorable ami que je la déposerai, s'il me montre sa lettre.

Il existe, en outre du code parlementaire, un code d'honneur qui force à déposer les lettres dont le député de Hull (M. Guertin) parlait en Chambre.

M. Guertin (Hull): Ni le gouvernement, ni le grand secrétaire de la province ne peuvent donner des leçons d'honneur au député de Hull. Celui-ci n'a pas le verbe, ni la haute culture de celui-là, mais il a une formation morale qui lui fait refuser les leçons d'honneur qui lui viennent du secrétaire provincial.

Au point de vue de l'éloquence, je ne mesure pas avec le secrétaire de la province (l'honorable M. David), mais aux autres points de vue, oui.

L'honorable M. David (Terrebonne): Est-ce que le député de Hull ne se vante pas un peu?

M. Guertin (Hull): Peut-être, mais si j'attends que cette Chambre me vante, je m'expose à ne recevoir d'éloges que du député de Montréal-Dorion (M. Blain)⁶.

L'honorable M. David (Terrebonne): Où sont les autres?

M. Blain (Montréal-Dorion): À la même place que le député de Montréal-Laurier (M. Poulin)⁷.

M. Guertin (Hull): Sur 50 banquettes de ce côté-ci de la Chambre, je ne vois que les trois députés libéraux, deux de Québec⁸ et un de Lévis⁹ où sont les autres?

Au fait, combien a-t-on payé jusqu'à date?

L'honorable M. Galipeault (Bellechasse): \$2,100,000.

M. Guertin (Hull): Comment n'a-t-on pas prévu le coût de la restauration?

L'honorable M. Galipeault (Bellechasse): Parce que nous ne savions pas, au début, comment nous ferions la restauration, comme je l'ai dit. Nous avons décidé de faire de plus grands travaux lorsqu'il nous a paru possible de les faire. Comme j'en ai informé la Chambre, nous avons donné le contrat à forfait l'an dernier. Avant cela, nous payions 12½ % aux entrepreneurs.

Un grand nombre de constructeurs chargent plus cher. Il y a des entrepreneurs qui chargent 25 % et 30 %. Le Canadien National, qui est une bonne organisation, a fait des travaux pour nous, des redressements de voies. Le C.N.R. nous a chargé 15 % sur les matériaux et 10 % pour la surveillance des travaux.

Nos honorables amis disent que la rumeur nous blâme et blâme les entrepreneurs. Je ne suis pas ici pour défendre les entrepreneurs. Mais je suis en mesure de prouver que tout s'est passé le plus honnêtement du monde et dans l'ordre. Il y a un endroit où l'opposition aurait pu examiner les comptes des entrepreneurs, c'est le comité des comptes publics. Si mes honorables amis de la gauche y étaient allés, ils auraient vu que tout a été fait honnêtement.

J'en viens maintenant à la lettre dont l'honorable député de Hull (M. Guertin) a parlé. Il a parlé, hier, de quelqu'un qui se plaignait mais, il n'a pas voulu citer les noms de lettres qu'il avait reçues, mais je le connais. Je veux en dire un mot pour montrer qu'elle est peu importante.

C'est une lettre envoyée par les architectes à M. Sylvio Bédard, entrepreneur-peintre de Québec qui ramassait des petits papiers l'an dernier. Cette lettre a été envoyée à tous les soumissionnaires pour les informer d'un changement dans les spécifications. Y a-t-il quelque chose de blâmable là-dedans?

M. Guertin (Hull): Je soulève un point d'ordre. L'honorable ministre n'a pas le droit de parler de cette lettre qui concernait le musée.

L'honorable M. Galipeault (Bellechasse): Je donnais des explications personnelles sur une lettre que l'honorable député voulait rendre mystérieuse. Je retire, dit-il, mes paroles; je suis, ajoutez-il, consentant à me réserver cette explication.

M. Guertin (Hull): L'honorable ministre nous invite à aller devant le comité des comptes publics, quand nous n'avons plus que deux ou trois séances de session et qu'il faut deux ou trois jours pour convoquer ce comité.

L'honorable M. Galipeault (Bellechasse): Nous sommes ici depuis trois mois.

M. Guertin (Hull): Ce que je veux dire à l'honorable ministre, ce à quoi il n'a pas répondu, c'est que les ouvriers n'ont pas reçu les salaires que les entrepreneurs touchaient pour eux. Le montant payé aux ouvriers du palais de justice de Québec a été caché.

L'honorable M. Galipeault (Bellechasse): Les ouvriers ont toujours reçu des salaires raisonnables.

M. Guertin (Hull): On a spéculé sur le salaire des ouvriers et c'est là un acte honteux. Le ministre devrait déposer les copies des contrats passés avec les entrepreneurs.

L'honorable M. Galipeault (Bellechasse): L'opposition a prétendu que la maison Cauchon avait chargé plus au gouvernement pour les salaires que ce qu'elle avait payé à ses ouvriers. La province n'a pas payé plus à l'entrepreneur que le montant fixé dans le contrat passé avec le gouvernement.

J'ai ici des affidavits de M. L. Laberge, architecte de Québec, qui a 25 années d'expérience et de MM. les architectes Laberge, Frappier, Lemay, Chênevert, Beulé, et un affidavit de M. François Jobin, qui disent qu'au palais de justice de Québec, les entrepreneurs ont fait ce qui se fait dans tous les chantiers, quant aux salaires payés aux ouvriers. Ces affidavits, je les déposerai devant la Chambre à la prochaine séance.

M. Guertin (Hull): N'en déplaise à ces messieurs, j'affirme que les entrepreneurs n'ont pas le droit d'exploiter les ouvriers. Je suis capable d'obtenir des affidavits d'architectes des autres villes de la province disant que lorsqu'un entrepreneur veut charger à un client un pourcentage sur ce qu'il paie à ses ouvriers, il le spécifie dans le contrat. L'honorable ministre ne nous fera pas croire qu'un entrepreneur peut spéculer sur ses ouvriers. Quand on fait travailler des ouvriers et qu'on les paie avec l'argent public, on ne doit pas laisser les entrepreneurs spéculer sur eux.

Le député de Bellechasse admet que les entrepreneurs peuvent se contenter de payer un salaire raisonnable et charger plus qu'ils ne paient. C'est le ministre des Travaux publics et du Travail, le ministre chargé de protéger les ouvriers, qui avance de pareilles théories!

L'honorable M. Galipeault (Bellechasse): Je dirai ceci à l'honorable député de Hull: j'ai été pour les ouvriers un bien meilleur ami qu'il peut l'être et ce n'était pas par intérêt politique, car je n'en ai pas dans mon comté. Il y a des rumeurs qui disent que je quitterai bientôt mes électeurs. Je ne sais si cela est exact, mais je reçois en ce moment des résolutions très flatteuses...

M. Guertin (Hull): Mais l'honorable ministre ne se ferait pas élire dans un comté ouvrier.

L'honorable M. David (Terrebonne): M. le président, je tiens à faire une déclaration. Je regrette,

à cause du député de Hull, d'avoir à prendre l'attitude que je prends actuellement. Dans cette province, on a toujours enseigné à respecter toute autorité, civile, religieuse ou politique, où nous tenons à ce que ce respect continue.

Dans le contexte des progrès accomplis au Québec en tout temps, nous avons essayé de rendre harmonieuses les relations entre employeurs et employés. Avec nous, il n'a jamais été question d'épreuve de force ou de conflit entre employeurs et employés. Nous avons bien réussi. Je considère que les paroles que vient de prononcer l'honorable député de Hull, et que je veux croire bien intentionnées, sont de celles qui conduisent au bolchevisme et au communisme. Voilà des affirmations que je nie avec force. Peu importent les paroles du député de Hull, notre province fera toujours preuve de bon sens.

M. Blain (Montréal-Dorion) et M. Guertin (Hull) se lèvent en même temps.

M. Blain (Montréal-Dorion): Pardon! Je ne crois pas que l'honorable secrétaire de la province ait le droit de critiquer de cette façon les paroles de l'honorable député de Hull qui ont été absolument parlementaires. Les paroles de mon collègue étaient inspirées de la meilleure doctrine! Si l'honorable secrétaire de la province se scandalise, qu'il soulève un point d'ordre. Je dois lui dire qu'il est un peu impulsif. Il va trop vite quand il parle de bolchevisme et de communisme.

L'honorable M. David (Terrebonne): Je crois que ce sont les bolchevistes et les communistes qui vont trop vite...

M. Guertin (Hull): Le bolchevisme a éclaté en Russie parce qu'on avait spéculé sur les ouvriers. Il est 6 heures.

Résolutions à rapporter:

Le comité fait rapport qu'il n'a pas terminé l'examen des résolutions et demande la permission de siéger de nouveau.

Décès de Georges-Élie Amyot, conseiller législatif

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): En proposant l'ajournement de la Chambre, je veux

rappeler qu'il y a un an, à la même date, nous avions la douleur de perdre un de nos plus éminents compatriotes, Sir Lomer Gouin.

Aujourd'hui, un nouveau deuil s'abat sur cette Chambre. C'est avec une profonde émotion que j'ai appris la mort de mon bon ami l'honorable M. Georges-Élie Amyot, un de nos collègues du Conseil législatif. C'est une grande perte pour nous. Il m'honora de son amitié pendant de longues années, alors que j'ai pu apprécier ses qualités d'esprit et de cœur. M. Amyot fut un grand canadien qui fit honneur à sa province et à sa race dans tous les domaines de ses activités. L'honorable M. Amyot est un homme dont tous les députés ont apprécié le caractère; tout le monde sait qu'il était un homme de caractère. Sa mémoire sera vénérée par tous ses concitoyens.

C'était un grand ami de la province! Notre province et notre ville perdent en lui un de leurs meilleurs fils qui mit à leur développement toutes ses énergies. Grand manufacturier, homme d'affaires averti, ami du bon conseil, il devint l'une des grandes figures de la vie québécoise. Je l'ai connu sous un autre aspect: sa grande charité. Les pauvres, les miséreux, les étudiants seuls savent tout ce qu'ils doivent à la charité discrète de l'honorable M. Amyot. Ceux-là se joindront à nous pour pleurer la mort de ce bon citoyen. J'offre à sa famille mes plus vraies condoléances.

Je ne peux exprimer comme je le voudrais le regret que j'éprouve de la disparition de l'honorable M. Amyot. En signe de deuil, je propose l'ajournement de la Chambre.

M. Blain (Montréal-Dorion): Je tiens à seconder les paroles de sympathie prononcées par l'honorable premier ministre à l'occasion de la mort de l'honorable M. Amyot. Je ne connaissais pas intimement notre éminent collègue du Conseil législatif, mais je sais qu'il était un grand Canadien, un homme averti et un excellent industriel. Je sais le rôle qu'il a joué en cette province au point de vue industriel, commercial et financier. Je tiens à dire que nous prenons une large part au deuil de la famille de l'honorable M. Amyot.

Un autre deuil cruel a frappé la ville de Québec aujourd'hui par la mort de l'honorable M. Amédée Robitaille, protonotaire de la Cour supérieure, et ancien ministre dans un gouvernement de cette province. Je m'associe également au deuil de la famille du regretté protonotaire.

L'honorable premier ministre nous a rappelé l'anniversaire de la mort de notre ancien lieutenant-gouverneur, Sir Lomer Gouin, dont je connais mieux

les fils, car ils sont de ma génération. Je seconde la motion de l'honorable premier ministre.

J'offre, dit-il mes sympathies aux familles Gouin, Amyot et Robitaille.

La séance est levée.

Deuxième séance du 28 mars 1930

Présidence de I. Vautrin

La séance est ouverte à 8 h 45.

Absence de l'Orateur

M. le Greffier fait part à la Chambre de l'absence de l'Orateur (l'honorable M. Bouchard).

Prière.

M. l'Orateur suppléant: À l'ordre Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

Travaux de la Chambre

M. Guertin (Hull): Quand étudierons-nous les motions du *Feuilleton*?

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Il y a des motions de l'honorable député de Laval (M. Renaud), et il est absent.

M. Blain (Montréal-Dorion): Le député de Laval (M. Renaud) est retenu chez lui par la maladie. Deux de ses motions les moins importantes ne provoqueront aucun débat.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Alors, nous allons les adopter tout de suite.

M. Blain (Montréal-Dorion): Le député de Laval sera ici mardi et il défendra ses autres motions.

Loi des compagnies de télégraphe

L'honorable M. Galipeault (Bellechasse) demande la permission de présenter le bill 225 modifiant la loi des compagnies de télégraphe.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

Animaux sauvages en captivité

L'honorable M. David (Terrebonne) demande la permission de présenter le bill 226 modifiant la loi de la chasse relativement aux animaux sauvages vivant en captivité.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

Dépôt de documents:

Rapport sur les compagnies d'assurances, 1929

L'honorable M. McMaster (Compton) dépose sur le bureau de la Chambre le rapport sur les compagnies d'assurances pour 1929 (opération de 1928). (Document de la session no 70)

Établissement d'un institut pédagogique à Montréal

L'honorable M. David (Terrebonne) propose, selon l'ordre du jour et appuyé par le représentant de Bellechasse (l'honorable M. Galipeault), que la Chambre, à sa prochaine séance, se forme en comité plénier pour prendre en considération un projet de résolution relative au bill 219 modifiant la loi relative à l'établissement d'un institut pédagogique à Montréal.

Adopté.

Questions et réponses:

Noël Bégin

M. Guertin (Hull): 1. M. Noël Bégin, de Palmarolle, comté d'Abitibi, a-t-il reçu du gouvernement la prime de \$24 pour les trois acres de culture qu'il a faite sur son lot en 1929?

2. Dans l'affirmative, à quelle date l'a-t-il reçue?

3. Dans la négative, pourquoi?

L'honorable M. Laferté (Drummond): 1. 2. et 3. Non, aucune prime n'a été payée à M. Bégin parce que les conditions n'étaient pas remplies.

Syndics de Saint-Philippe-de-La-Reine

M. Authier (Abitibi) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité plénier

pour étudier le bill 160 concernant les syndics de la paroisse de Saint-Philippe-de-La-Reine.

Adopté. Le comité, ayant étudié le bill, en fait rapport sans amendement.

M. Authier (Abitibi) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Cimetière du Last Post Fund

M. Vautrin (Montréal-Saint-Jacques) propose, appuyé par le représentant de Joliette (M. Dugas), que l'honoraire payé pour le bill 149 autorisant Last Post Fund à posséder et maintenir un cimetière et lui accordant les droits, privilèges et concessions qui s'y rapportent soit remis, moins les frais d'impression et de traduction, vu que ce bill a pour objet l'expansion d'œuvres de bienfaisance publique et patriotique.

Adopté.

Syndics de Sainte-Thérèse-d'Amos

M. Authier (Abitibi) propose, appuyé par le représentant de Joliette (M. Dugas), que l'honoraire payé pour le bill 136 concernant les syndics de la paroisse de Sainte-Thérèse-d'Amos soit remis, moins les frais d'impression et de traduction, vu que ce bill a pour objet d'éviter à certains contribuables les frais de construction de deux églises dans une paroisse pauvre située dans un centre de colonisation.

Adopté.

Union Saint-Joseph de Drummondville

M. Côté (Bonaventure) propose, appuyé par le représentant de Joliette (M. Dugas), que l'honoraire payé pour le bill 125 modifiant la charte de l'Union Saint-Joseph de Drummondville soit remis, moins les frais d'impression et de traduction, vu que ce bill a pour objet de favoriser l'expansion d'une œuvre de bienfaisance sociale.

Adopté.

Pont Alonzo Wright

M. Guertin (Hull) propose, appuyé par le représentant de Montréal-Dorion (M. Blain), que

l'honoraire payé pour le bill 146 concernant le pont de comté appelé pont Alonzo Wright, dans le comté municipal de Hull soit remis, moins les frais d'impression et de traduction, vu que ce bill a pour objet de régulariser des procédures qui intéressent plusieurs municipalités.

Adopté.

Demandes de documents:

Arbres d'ornement à Cap-Chat

M. Renaud (Laval) propose, appuyé par le représentant de Hull (M. Guertin), qu'il soit mis devant cette Chambre copie de toute correspondance, télégrammes, documents, etc., au sujet de la plantation d'arbres d'ornement, le long du boulevard Perron dans les municipalités du village Cap-Chat et de la paroisse Cap-Chat, ainsi que les connaissances des arbres envoyés par le ministère de la Voirie.

Adopté.

Cantonniers de Cap-Chat

M. Renaud (Laval) propose, appuyé par le représentant de Hull (M. Guertin), qu'il soit mis devant cette Chambre copie de toute correspondance, télégrammes, documents, etc., entre le ministère de la Voirie ou aucun de ses officiers ou toute autre personne au sujet de la nomination de cantonniers pour Cap-Chat en 1928 et en 1929.

Adopté.

Loi des licences de mariage

M. Smart (Westmount) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 198 modifiant la loi des licences de mariage.

Adopté. Le comité, ayant étudié le bill, en fait rapport sans amendement.

M. Smart (Westmount) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Loi électorale de Québec

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) appelle le bill 166 modifiant la loi électorale de Québec du député de Hull (M. Guertin).

M. Guertin (Hull) réclame, dit-il, la remise du débat. Il n'y a pas assez de députés en Chambre.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) accède, dit-il, à la demande du député de Hull.

Code civil, enregistrements

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 35 modifiant le Code civil relativement aux enregistrements.

Adopté. Le comité, ayant étudié le bill, en fait rapport sans amendement.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Palais de justice du district de Québec

L'honorable M. Galipeault (Bellechasse) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme de nouveau en comité plénier pour prendre en considération un projet de résolutions relatives au bill 67 modifiant la loi 18 George V, chapitre 3, concernant le palais de justice du district de Québec.

Adopté.

Il informe alors la Chambre qu'il est autorisé par Son Honneur le lieutenant-gouverneur à soumettre ledit projet de résolutions et que Son Honneur en recommande la prise en considération.

En comité¹⁰:

L'honorable M. Galipeault (Bellechasse) propose: 1. Que le trésorier de la province pourra, de temps à autre, avancer et payer, à même le fonds consolidé du revenu, sur certificats du ministre des

Travaux publics et du Travail, les montants requis pour payer, jusqu'à concurrence d'un montant total de deux millions huit cent quatre-vingt-dix mille dollars, le coût des travaux nécessaires pour restaurer et améliorer l'ancienne partie du palais de justice du district de Québec, dans la cité de Québec, au lieu du montant de deux millions trois cent quinze mille dollars, mentionné dans la loi 19 George V, chapitre 9.

2. Qu'il sera loisible au lieutenant-gouverneur en conseil, s'il le juge à propos, aux fins de payer tout le ou partie du montant ci-dessus mentionné, d'autoriser le trésorier de la province à contracter un ou des emprunts n'excédant pas en tout ce montant de deux millions huit cent quatre-vingt-dix mille dollars, au moyen d'obligations ou de rentes inscrites sur le crédit de la province, au lieu du montant de deux millions trois cent quinze mille dollars mentionné dans la loi 19 George V, chapitre 9.

3. Qu'il soit également loisible au lieutenant-gouverneur en conseil d'affecter à même le fonds consolidé du revenu de la province, sur le certificat du ministre des Travaux publics et du Travail, les montants requis pour payer, jusqu'à concurrence d'un montant total de quatre cent mille dollars le coût de l'ameublement dudit palais de justice.

M. Guertin (Hull): Lors de l'ajournement, le ministre provincial a lancé une affirmation à savoir que la politique du député de Hull était du bolchevisme. Vous vous rappellerez, M. le président, qu'il a cru bon de lancer cette affirmation, alors que je m'élevais contre une théorie du ministre des Travaux publics et du Travail (l'honorable M. Galipeault), à savoir que l'entrepreneur a le droit de payer à l'ouvrier un salaire moindre que celui qu'il inscrit sur sa liste de paie et qu'il réclame du gouvernement dans les travaux du palais de justice.

J'ai apporté une théorie contraire. J'ai prétendu que c'était de la spéculation. Je me suis étonné de voir une telle théorie défendue par le ministre du Travail. Et c'est alors que l'on a vu le ministre des lettres, de l'éloquence, des beaux-arts, de l'instruction publique.

L'honorable M. David (Terrebonne): C'est vous qui le dites.

M. Guertin (Hull): Du bolchevisme.

L'honorable M. David (Terrebonne): Je ne le serai jamais.

M. Guertin (Hull): C'est le ministre qui a dit que je prêchais le bolchevisme. Il y a trois chapitres sur lesquels le secrétaire provincial ne peut faire la leçon au député de Hull, l'honnêteté, l'honneur, l'éducation.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): C'est très beau, mais nous sommes loin du bill.

M. Guertin (Hull): L'honorable premier ministre essaie-t-il de me priver de mon droit de me défendre en cette Chambre?

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Qu'on s'en tienne au bill.

M. Blain (Montréal-Dorion): Je crois que même le premier ministre se doit d'être sérieux de temps en temps. Le député de Hull ne fait que répondre aux accusations portées contre lui par le secrétaire de la province et commenter la théorie mise de l'avant par le ministre des Travaux publics et du Travail.

M. Guertin (Hull): Le ministre des Travaux publics et du Travail nous demande de voter des crédits supplémentaires de \$575,000 pour le palais de justice de Québec et nous voulons savoir comment les crédits qui ont déjà été votés ont été utilisés. Nous voulons également nous assurer, et assurer la population de la province, qu'il n'y aura plus de spéculation, en ce qui concerne les salaires des ouvriers. Nous avons demandé au ministre des Travaux publics et du Travail de nous faire une promesse, ce qu'il refuse de faire.

L'honorable M. Galipeault (Bellechasse): Quelle promesse?

M. Guertin (Hull): Que la spéculation va cesser en ce qui concerne les salaires. Nous avons droit à cela, partant du principe que l'utilisation des fonds publics est soumise au contrôle des élus du peuple.

M. le président: L'honorable député doit s'en tenir au bill.

M. Guertin (Hull): Non, je ne m'écarte pas du bill. Si l'honorable ministre entendait une conclusion; il verrait que je suis dans l'ordre.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Commencez par la conclusion.
(Rires)

M. Blain (Montréal-Dorion): Le représentant de Hull a avancé une théorie condamnée par le ministre des Travaux publics et du Travail. On l'a taxé de bolchevisme. Il se défend.

M. Guertin (Hull): Quand un représentant du peuple a des griefs à faire entendre, on doit l'écouter. Le ministre des Travaux publics et du Travail ne veut pas nous donner la promesse que la spéculation sur les salaires va cesser. Avant de voter des crédits, j'ai le droit d'avoir des explications.

Il (M. Guertin) commence une dissertation sur le bolchevisme.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Si vous continuez sur ce ton, je vous promets que vous allez veiller tard.

M. Guertin (Hull): Il faudra que vous puissiez trouver quorum.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Il y a lieu de craindre que nous ne l'ayions pas, si vous parlez un peu longtemps.

M. Guertin (Hull) poursuit ses remarques. Une encyclique de Léon XIII démontre, dit-il, que je ne suis pas allé trop loin.

L'honorable M. David (Terrebonne): J'ai rarement entendu des déclarations plus écervelées, inouïes, intelligentes...

M. Guertin (Hull): Je soulève un point d'ordre.

L'honorable M. David (Terrebonne): Je n'ai nommé personne. Je répète que j'ai rarement entendu des déclarations plus écervelées, aussi peu intelligentes que certaines déclarations faites, cet après-midi, par certains députés.

M. Blain (Montréal-Dorion): Cela peut par conséquent s'appliquer au secrétaire de la province.

M. Guertin (Hull) demande, dit-il, au député de Bellechasse de ne pas perdre son calme.

Nous ne sommes pas pressés du côté de la gauche. Le gouvernement l'est davantage pour faire voter ses crédits. On en a une preuve dans le palais de justice. Quand on a pris sept ans pour construire un palais de justice, on peut bien réclamer deux heures pour en parler en cette Chambre.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Il ne faut pas se faire de leçons inutilement.

L'honorable M. Galipeault (Bellechasse): Si le député de Hull venait se présenter dans Bellechasse, le Trésor de la province s'enrichirait d'un nouveau dépôt.

M. Guertin (Hull): L'opposition va voter les résolutions, mais elle ne veut pas aller plus vite que les entrepreneurs.

Nous avons demandé à l'honorable ministre le contrat passé avec les entrepreneurs.

L'honorable M. Galipeault (Bellechasse): Le voici, le contrat. Mes honorables amis ont tort de faire une tempête. Tout ce que la Chambre doit considérer, c'est ceci: la dépense est-elle légitime? Les ouvriers sont-ils contents de leurs salaires? Les unions ouvrières ont de bons chefs, qui ont l'œil ouvert. Nous n'avons pas reçu de plaintes. Les ouvriers touchaient 35 sous de l'heure autrefois. Ils reçoivent davantage maintenant. Les ouvriers ont été payés le juste salaire au palais de justice; les entrepreneurs n'ont pas été très mauvais. Depuis le 1^{er} juillet, tous les contrats sont à forfait.

M. Guertin (Hull): Dans mon opinion, l'honorable ministre des Travaux publics et du Travail aurait dû faire faire une enquête par des architectes-experts. C'est ce que pensent bien des gens.

L'honorable M. Galipeault (Bellechasse): Mais j'ai cité à mon honorable ami des affidavits d'architectes-experts, cet après-midi.

M. Blain (Montréal-Dorion) pose une question.

L'honorable M. Galipeault (Bellechasse): Il est admis que le minimum des profits pour un entrepreneur est de 10 % en raison des responsabilités, des risques et du coût des travaux. D'ailleurs, je ne suis pas ici pour défendre les entrepreneurs, mais si l'on tient compte de toutes les conditions, on voit qu'on a payé un salaire supérieur à celui qui était généralement payé à Québec.

M. Guertin (Hull): Peut-on renvoyer la question à la prochaine séance?

Les résolutions sont adoptées.

Résolutions à rapporter:

Le comité fait rapport qu'il a adopté plusieurs résolutions, lesquelles sont lues une première fois par la Chambre.

**Emprunts selon la loi
de l'instruction publique**

L'honorable M. David (Terrebonne) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 223 modifiant la loi de l'instruction publique relativement aux résolutions concernant les emprunts soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité plénier.

L'honorable M. David (Terrebonne) propose que la Chambre se forme immédiatement en ledit comité.

Adopté. Le comité, ayant étudié le bill, en fait rapport sans amendement.

L'honorable M. David (Terrebonne) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

La séance est levée à 11 heures.

remplace le président, M. T.-D. Bouchard, au fauteuil présidentiel.

4. Le comité se réunit sous la présidence de M. Dugas (Joliette).

5. \$4,000,000, selon *La Presse* du 29 mars 1930, à la page 61.

6. *L'Action catholique* du 29 mars 1930, à la page 4, spécifie que le député de Hull (M. Guertin) et le député de Montréal-Dorion (M. Blain) sont alors les deux seuls députés conservateurs en Chambre.

7. Selon *L'Action catholique* du 29 mars 1930, à la page 4, il y avait alors plusieurs banquettes de vides en Chambre. À gauche de l'Orateur, cinq députés seulement étaient à leur siège.

8. Il est question, selon *L'Action catholique* du 29 mars 1930, à la page 4, du député de Québec-Centre (M. Samson) et du député de Saint-Sauveur (M. Cantin).

9. Le député de Lévis (M. Roy).

10. Le comité se réunit sous la présidence de M. Dugas (Joliette).

NOTES

1. Selon *La Presse* du 29 mars 1930, à la page 27, les députés n'étant pas très nombreux au début de la séance, il fallut la retarder de plusieurs minutes pour atteindre le quorum. Pour sa part, *La Patrie* du 29 mars 1930, à la page 29, ajoute que la même situation s'est reproduite à 8 h 30.

2. Selon la source utilisée, soit le projet de loi, le comité se réunit sous la présidence de M. Dugas (Joliette). Par contre, selon *L'Événement* du 29 mars 1930, à la page 10, la présidence du comité plénier est assumée par M. Vautrin.

3. *L'Événement* du 29 mars 1930, à la page 10, rapporte que le vice-président, M. Irénée Vautrin,

Première séance du lundi 31 mars 1930

Présidence de I. Vautrin

La séance est ouverte à 3 h 20.

Absence de l'Orateur

M. le greffier fait part à la Chambre de l'absence de l'Orateur (l'honorable M. Bouchard).

Prière.

M. l'Orateur suppléant: À l'ordre Messieurs!
Que les portes soient ouvertes!

Travaux de la Chambre:

Horaire
des séances

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) propose, appuyé par le représentant de Châteauguay (l'honorable M. Mercier fils), qu'à partir de mercredi, le 2 avril prochain, la Chambre tienne trois séances tous les jours, excepté le dimanche; la première de onze heures du matin à une heure de l'après-midi; la deuxième de trois à six heures de l'après-midi et la troisième de huit heures et demie à l'ajournement; et qu'à chaque séance l'ordre des affaires soit réglé suivant les dispositions du Règlement relatives aux séances du mardi.

Adopté.

Questions et réponses:

Travaux
pour édifices publics

M. Lafleur (Montréal-Verdun): 1. Qu'ont coûté à date le terrain, la construction, les réparations et l'aménagement de l'annexe du palais de justice de Montréal?

2. Même question pour la prison de Bordeaux.
3. Même question pour l'École des hautes études de Montréal.
4. Même question pour l'École technique de Montréal.
5. Même question pour l'École des beaux-arts de Montréal.
6. Même question pour l'École des beaux-arts de Québec.

L'honorable M. McMaster (Compton): 1. \$4,991,074.08.

2. \$4,047,075.41.
3. \$772,558.48.
4. \$1,120,948.29.
5. \$434,419.12.
6. \$134,733.55.

Commission des liqueurs,
frais de publicité

M. Lafleur (Montréal-Verdun): Combien la Commission des liqueurs a-t-elle dépensé en 1929 pour frais de publicité?

L'honorable M. McMaster (Compton): \$8,641.92.

Pont sur la baie de Gaspé

L'honorable M. Galipeault (Bellechasse) propose, selon l'ordre du jour et appuyé par le représentant de Compton (l'honorable M. McMaster), que la Chambre, à sa prochaine séance, se forme en comité plénier pour prendre en considération un projet de résolutions relatives au bill 224 concernant la construction d'un pont sur la baie de Gaspé.

Adopté.

Loi des
écoles techniques

L'honorable M. McMaster (Compton) propose, selon l'ordre du jour et appuyé par le représentant de Dorchester (l'honorable M. Ouellet), que la Chambre, à sa prochaine séance, se forme en comité plénier pour prendre en considération un projet de résolution relative au bill 227 modifiant la loi des écoles techniques.

Adopté.

École polytechnique

L'honorable M. David (Terrebonne) propose, selon l'ordre du jour et appuyé par le représentant de Bellechasse (l'honorable M. Galipeault), que la Chambre, à sa prochaine séance, se forme en comité plénier pour prendre en considération un projet de résolution relative au bill 45 modifiant la loi constituant en corporation l'École polytechnique.

Adopté.

**Palais de justice
du district de Québec**

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture des résolutions relatives au bill 67 modifiant la loi 18 George V, chapitre 3, concernant le palais de justice du district de Québec.

L'honorable M. Galipeault (Bellechasse) propose que lesdites résolutions soient maintenant lues une deuxième fois.

M. Guertin (Hull): M. l'Orateur, je pense qu'il serait peut-être bien, avant que ce bill ne passe en deuxième lecture, de rappeler au gouvernement les observations faites de ce côté de la Chambre, lorsqu'on a présenté ces résolutions pour la première fois. Elles n'avaient rien de nouveau, bien que le gouvernement ne semblât pas les voir d'un œil favorable.

L'année dernière, nous nous sommes plaints de certaines pratiques ayant eu cours, lors de la reconstruction du palais de justice de Québec, et avons demandé au gouvernement de faire enquête durant la période des vacances, afin de déterminer où en étaient les choses réellement. À ce que je vois, rien n'a été fait et, cette année, le gouvernement est non seulement indifférent, mais il appuie la position de l'entrepreneur sur les salaires.

Rien n'a été fait pour améliorer les conditions, et la Chambre se demande encore ce que nous réserve l'avenir. Nous avons déclaré dans le passé que ce travail a été rendu inutilement coûteux par le gaspillage et l'extravagance. Nous continuons à le dire.

Nous avons critiqué les dépenses faites au palais de justice de Québec. Nous avons dit l'an dernier au ministre des Travaux publics et du Travail (l'honorable M. Galipeault) que non contents de recevoir 12½ % sur la somme des travaux accomplis, les entrepreneurs exploitaient en plus les ouvriers en leur payant des salaires moindres que ceux déterminés par le contrat.

On dit aussi que certains menuisiers gaspillaient le bois, et le coupaient en longueurs peu appropriées aux travaux, 12 pouces, pour le distribuer ensuite à leurs amis. On a brûlé inutilement du bois et des rouleaux de fils électriques, par simple stupidité de détruire. On a défait des planchers de ciment, et brisé le système d'éclairage électrique qui était aménagé. On a prétendu que des matériaux avaient été enlevés, que les architectes faisaient recommencer les travaux de

peinture. On dit aussi qu'on a pris du ciment, de la brique et de l'essence dans l'aire de stockage, pour l'utiliser pour d'autres travaux.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency):
Va-t-on ajouter foi à toutes les calomnies?

M. Guertin (Hull): Alors il y a des calomniateurs du côté de la droite. Le gouvernement ne fait rien pour prouver que ces rumeurs publiques sont mal fondées.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency):
L'honorable député est-il prêt à publier cela sous sa signature demain, dans un journal?

M. Guertin (Hull): Non, ce sont des rumeurs.

Des députés: Ah! Ah!

L'honorable M. Taschereau (Montmorency):
Ah! Selon qui? Selon l'honorable député?

M. Guertin (Hull): Ce n'est pas au député de Hull à faire cela. On a prétendu que des planchers étaient défaits et recommencés. On dit que des vols avaient été commis...

L'honorable M. Galipeault (Bellechasse):
Qui a prétendu cela?

M. Guertin (Hull): Tout le monde dit cela. Tout le monde le dit, aussi bien les députés de la droite que de la gauche. Tout le monde en parle et le gouvernement ne fait rien pour faire cesser ce genre de propos ou pour prouver qu'ils sont faux.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency):
Êtes-vous prêt à prendre la responsabilité de ce que vous dites?

M. Guertin (Hull): Je mets devant la Chambre des rumeurs et c'est à la Chambre de...

L'honorable M. Taschereau (Montmorency):
L'honorable député dit: "On a prétendu". Les "On dit" et "paraît-il" sont les deux huissiers de la calomnie.

M. Guertin (Hull): On a prétendu que les ouvriers allaient s'enregistrer au palais de justice le matin, et allaient travailler sur d'autres chantiers, pour des entrepreneurs.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): L'honorable député serait-il prêt à déclarer cela sous serment? Prenez-vous la responsabilité de ces accusations.

M. Guertin (Hull): Non. Je ne dis cela que pour attirer l'attention du gouvernement. C'est à lui de faire une enquête. L'honorable premier ministre sait très bien qu'un simple député n'a aucunement à assumer une telle responsabilité. L'honorable ministre a dit que le palais de justice de Québec serait un véritable monument et que ce sera la plus belle construction de la province. Nous n'en croyons rien. Le palais de justice qui coûte \$4,000,000 ne sera pas le chef d'œuvre dont avait parlé le ministre des Travaux publics et du Travail, mais un monument d'exploitation et de honte.

Chaque année, le gouvernement demande plus d'argent. L'année dernière, on nous a dit qu'on n'aurait pas besoin d'argent supplémentaire, mais voilà qu'on nous demande maintenant \$575,000 de plus. Et rappelez-vous, Messieurs, que tout cet argent a été dépensé alors qu'on exploitait les ouvriers qui faisaient le travail. On devrait appeler ce palais de justice le palais de l'injustice, en raison du traitement réservé aux ouvriers. Il nous faut un mandat de perquisition pour examiner ce qui a été fait, afin de pouvoir réprouver les entrepreneurs, qui jouissent de la protection du ministre, alors qu'on devrait condamner le traitement honteux qu'ils ont infligé aux ouvriers.

Le ministre nous a dit que les entrepreneurs avaient le droit de faire un profit sur les salaires des ouvriers, mais il ne cite aucun cas pour appuyer son affirmation, si ce n'est le cas de certains ponts. Il est à noter qu'il n'a cité aucun exemple d'un contrat général ordinaire où on a suivi une telle procédure. Cependant, ce gouvernement se vante que tous ses contrats renferment une clause garantissant des salaires équitables. Et pourtant, tandis que les entrepreneurs recevaient 40 cents de l'heure du gouvernement, ils ne versaient que 30 cents de l'heure dans certains cas.

Rien dans les contrats ne permettait aux entrepreneurs de garder les matériaux issus de la démolition. Les entrepreneurs n'avaient aucun droit en la matière. Dans tout contrat, cela constitue un élément très important et ne devrait pas représenter des centaines de dollars pour le gouvernement, mais plutôt plusieurs milliers de dollars. Ce qui est arrivé donne raison à l'opposition quand elle reproche au gouvernement de ne pas exercer un meilleur contrôle. Quels que soient les moyens pris par le

gouvernement pour se défendre contre les accusations qui fusent de tous les côtés, il reste à savoir ce qui s'est produit. Pour toutes ces raisons, Monsieur, l'opposition est en droit de critiquer le gouvernement pour son manque de contrôle sur ces travaux et les matériaux nécessaires, et pour avoir omis de veiller à ce que les ouvriers reçoivent leur juste salaire. Tout ce qu'on dit justifie l'opposition de critiquer cette dépense honteuse. Grâce au ministre et à son associé, le palais de justice demeurera dans l'histoire comme un monument de déshonneur, de honte et d'exploitation.

En conséquence, j'ai l'honneur de proposer, secondé par l'honorable député de Montréal-Dorion (M. Blain), en amendement à la motion pour la deuxième lecture de cette résolution, ce qui suit:

Que tous les mots après que, dans la motion en discussion, soient remplacés par les suivants:

Vu les déclarations faites par le ministre des Travaux publics et du Travail:

a. Qu'une fois restaurée, l'ancienne partie du Palais de Justice de Québec aura une capacité de 2,390,906 pieds cubes;

b. Que le coût des travaux de restauration et d'amélioration de cette ancienne partie s'élèvera à \$2,890,000;

c. Que le ministre des Travaux publics et du Travail (l'honorable M. Galipeault) a déclaré l'an dernier que le coût ne dépasserait pas \$3,318,000;

d. Que les travaux ont été donnés sans soumission à raison de 12½ % de commission basée sur le prix coûtant;

e. Que, outre les matériaux de démolition qui leur ont été donnés, les entrepreneurs ont reçu \$0.40, plus de 12½ %, soit \$0.45 par heure pour le travail de journaliers qu'ils avaient payés de \$0.30 à \$0.25;

f. Qu'il y a eu un gaspillage honteux de matériaux;

Cette Chambre condamne la pratique suivie d'accorder aux entrepreneurs, une marge de 30 % à 50 %, sur les salaires payés par eux à des journaliers, dénonce le recours inexplicable à un montant de \$550,000 en mandats spéciaux, déplore le refus du gouvernement de tenir enquête durant la dernière vacance parlementaire et considère totalement exorbitant le coût des travaux et injustifiable la demande de nouveaux crédits.

L'honorable M. Galipeault (Bellechasse): M. l'Orateur, voilà 21 ans, près de 22 ans que je siége en cette Chambre, et je n'ai jamais vu une exposition de faits comme celle que vient de faire le député de Hull. Il nous parle de rumeurs de rue et

porte des accusations de ce genre-ci: "On a prétendu, on a dit ceci et cela". Qui a prétendu ceci? Qui a dit cela? Il ne le sait pas. Il dit, que telles ou telles choses ont été faites, que tels ou tels abus ont été commis. Il s'appuie sur des rumeurs, des "on dit". Qui? Qu'en sait le député de Hull? Comment l'a-t-il su? Par qui l'a-t-il su? Il n'en sait rien. Personne n'a mis devant la Chambre aucun fait que rapporte le député de Hull. Le ministre des Travaux publics le sait.

Une chose est certaine. Ce que je sais, c'est que l'an dernier, dans un club conservateur, on a fait venir des ouvriers qui avaient été renvoyés des chantiers du palais de justice. Vous savez tous ce qui arrive quand on dit à quelqu'un qu'il est sous-payé et qu'on va lui permettre de faire plus d'argent. On les a interrogés et on leur a promis beaucoup: on leur disait qu'ils avaient été maltraités et que s'ils donnaient des déclarations, on ferait redresser leurs griefs. Puis, on leur a fait signer des déclarations.

J'ai vu ces déclarations. J'ai interrogé les ouvriers moi-même. Il en est venu toute une procession, pas moins d'une cinquantaine et je me suis rendu compte, dit-il, que mis en face de leurs déclarations, ils n'ont pu les soutenir. Ils m'ont dit: "Nous n'avons jamais déclaré cela" et que ce n'était pas ce qu'ils avaient voulu dire.

Et maintenant, M. l'Orateur, les entrepreneurs n'ont pas été seuls sur les chantiers. Ils n'ont pas fait ce qu'ils ont voulu. Les travaux au palais de justice n'ont pas été laissés à l'abandon, comme on a bien voulu le faire croire. Car nous avions nos architectes, qui sont d'honnêtes gens, qui surveillaient les travaux. Nous avions des surveillants, des horloges indicatrices. Nous ne soupçonnerons pas ces gens sur de simples "on dit". Comme nous pouvons nous fier aux rapports de ces experts, on ne saurait nous demander d'accepter le jugement des ouvriers quant à la réalisation efficace ou non du travail. Les accusations selon lesquelles les hommes travaillaient ailleurs qu'au chantier sont ridicules, car des horloges de pointage et des systèmes de vérification de notre ministère étaient en opération tout au long des travaux.

D'un autre côté, ce n'est pas un pauvre ouvrier qui peut dire, dans une entreprise comme celle-là, qu'il s'est fait du travail utile ou inutile. Puis on a prétendu que des matériaux avaient été transportés du chantier du palais de justice jusqu'à d'autres endroits. Bien sûr qu'on les a transportés ailleurs, jusqu'à nos aires et hangars de stockage, car on ne pouvait tout garder au palais de justice. Il est vrai que certains ouvriers ont enlevé des matériaux

sans droit, mais ceux qui ont été pris sur le fait ont été punis.

Quant aux salaires, si les ouvriers ont raison de croire qu'ils n'ont pas été bien payés par les entrepreneurs, ils ont droit de réclamer devant les tribunaux. Je ne suis pas ici pour défendre les entrepreneurs. Je me suis occupé des ouvriers et j'ai fait tout mon possible pour leur obtenir meilleur traitement. Comme question de fait, sur 1,000 ouvriers qui ont travaillé au palais de justice, je n'ai reçu de plaintes que de quatre ouvriers. Ils m'ont dit qu'ils n'avaient pas été payés comme ils devaient l'être. J'ai fait enquête à Ottawa et auprès de l'office des salaires raisonnables à Québec, et j'ai constaté qu'ils avaient reçu des salaires convenables.

L'honorable représentant de Hull (M. Guertin) prétend être très inquiet au sujet de tout ce qu'il nous a dit, et en particulier en ce qui concerne la perte subie par les ouvriers dans ce contrat. Nous avons employé autant d'ouvriers que possible sur le chantier, afin de prévenir le chômage. Je me suis occupé des ouvriers. Je me suis intéressé à leur sort.

Il y a deux ans que le député de Hull murmure qu'il y a eu des abus. L'opposition parle de rumeurs et d'affidavits et que des gens ont recueilli ces affidavits et ont demandé \$1,000 pour les affidavits aux entrepreneurs qu'ils allaient intimider. J'ai même reçu des lettres anonymes à ce sujet. Cela étant, pourquoi n'est-il pas allé voir de lui-même si la situation était telle qu'il l'avait entendu dire?

Il y a un endroit où l'opposition aurait pu apporter ces rumeurs. Si l'opposition était venue au comité des comptes publics, elle aurait assurément constaté que les choses que le député de Hull a répétées, sans savoir d'où elles venaient, sont sans fondement. Et les entrepreneurs auraient pu y être pour se défendre. S'il y a eu tant d'abus, pourquoi le député de Hull n'amenait-il pas ses témoins au comité des comptes publics où l'on aurait fait enquête? Pourquoi n'a-t-il pas pris de procédures? Le ministre a fait enquête lui-même sur toutes ces rumeurs et il a été satisfait que tout était régulier.

On parle d'affidavits. Le député de Hull sait qu'il y a des affidavits sur le marché, et ils sont entre les mains d'un seul, ainsi que l'a révélé une lettre envoyée au ministre des Travaux publics.

M. Blain (Montréal-Dorion): De qui?

L'honorable M. Galipeault (Bellechasse):

Je ne le nommerai pas, mais j'ai entendu dire qui c'était. Je ne peux vous donner son nom, car la lettre est anonyme, mais il s'agit du même homme.

M. Blain (Montréal-Dorion): Mais vous ne dites pas que les plaintes au sujet des salaires n'étaient pas justifiées?

L'honorable M. Galipeault (Bellechasse): Le comité des comptes publics aurait pu statuer.

C'est bien beau d'affirmer que le ministre des Travaux publics et du Travail a défendu les entrepreneurs, mais il serait peut-être bien de rappeler le grand nombre d'hommes embauchés pour réaliser le contrat du palais de justice et la diminution du chômage qui en a résulté. De l'avis du ministre des Travaux publics, le palais de justice fera toujours l'honneur de cette province et de tout le dominion du Canada.

Le député de Hull (M. Guertin) sait qu'il y a eu une spéculation sur les affidavits. Cette spéculation a existé cette année comme l'an dernier. À tout événement, je n'ai pas d'objection à mettre mon siège et mon honneur en jeu, pour démontrer qu'il n'y a pas eu de scandale. Il y a eu des matériaux enlevés, mais dans ces cas, ils ont été crédités au gouvernement.

En autant que je suis concerné, je serai toujours fier de cette construction, qui fait honneur à la province de Québec. Je répète que le palais de justice sera une construction dont le gouvernement sera fier.

M. Blain (Montréal-Dorion): Malgré les déclarations de l'honorable ministre des Travaux publics et du Travail, M. l'Orateur, il y a beaucoup de choses à expliquer, en ce qui concerne le palais de justice de Québec, qui n'ont pas été expliquées. Il résulte de toute la discussion que les travaux du palais de justice ont commencé en 1922 et qu'ils ne sont pas encore terminés en 1930, bien qu'on ait promis qu'ils le seraient. Le ministre des Travaux publics et du Travail devait en faire l'inauguration au 1^{er} janvier 1930. Mais rien n'est venu. Elle n'a pas encore eu lieu. Les travaux devaient coûter \$800,000. Ils coûteront \$4,000,000. Le gouvernement a manqué de prévoyance. Nous étions fiers de voir que le travail tirait à sa fin et que nous ne serions pas obligés de le léguer à nos successeurs dans cette Chambre. Cependant, les travaux se poursuivent et deviennent de plus en plus coûteux. Où donc est cette prévoyance tant vantée du gouvernement? Pourquoi nous demande-t-on de voter une autre somme de \$500,000?

Les travaux ont été longs et coûteux. On nous dit que ce sera une construction de tout premier ordre au point de vue architecture. Le ministre a fait

d'éloquents déclarations sur les beautés de son monument. Mais dans un pays en voie de développement comme le nôtre, nous ne devrions pas immobiliser des capitaux aussi considérables dans des édifices de ce genre, quand on en a tant besoin pour l'agriculture, par exemple. L'opposition n'est pas en faveur des extravagances dans les travaux publics, car notre pays est jeune et a besoin de chaque sou disponible pour assurer son développement.

Nous ne sommes pas contre le développement de l'architecture, mais nous n'avons pas le droit d'investir tout notre argent dans de gros édifices. Mais cela justifie-t-il le gouvernement d'avoir laissé les entrepreneurs charger six cents par heure pour les ouvriers quand ces derniers ne touchaient que trois cents? Les entrepreneurs n'avaient pas le droit de faire cela. Le ministre a admis que quelques ouvriers s'étaient plaints. Ils n'ont pas reçu le montant qui était mentionné sur la liste de paie.

L'honorable M. Galipeault (Bellechasse): Ils ont eu le salaire convenu.

M. Blain (Montréal-Dorion): Comment cela?

L'honorable M. Galipeault (Bellechasse): Ils savent qu'il y a une différence entre le montant reçu par l'entrepreneur et celui reçu par ses employés.

M. Blain (Montréal-Dorion): Le ministre avance des théories sur lesquelles nous ne nous entendrons jamais. Nous prétendons qu'un entrepreneur qui reçoit une commission fixe de 12½ ne peut encore spéculer sur le salaire de l'ouvrier pour augmenter son gain. Nous n'admettons pas qu'on ait fait cela dans d'autres contrats, car en général, les compagnies qui réalisent des travaux de construction respectent la doctrine des salaires équitables. De plus, il faut considérer qu'un projet gouvernemental n'est jamais aussi coûteux pour l'entrepreneur que des travaux ordinaires. Quel est le résultat? Simplement ceci: que sur \$4,180,000...

L'honorable M. Galipeault (Bellechasse): Il est à forfait.

M. Blain (Montréal-Dorion): Les entrepreneurs ont pris au moins \$1,000,000 rien que dans ce palais jusqu'au mois de mars 1929... L'honorable ministre n'aime pas les rumeurs.

L'honorable M. Galipeault (Bellechasse): Oh! J'y suis habitué.

M. Blain (Montréal-Dorion): L'honorable ministre a fait allusion au fait que nous aurions dû convoquer le comité des comptes publics.

L'honorable M. Galipeault (Bellechasse): J'en aurais été bien content.

M. Blain (Montréal-Dorion): Il sait pourtant comment ça se passe; il sait quelle situation est faite à l'opposition et comment les témoins assignés par l'opposition sont prévenus par la police provinciale chargée de servir les *sub poena*, et comment les témoins disparaissent.

L'honorable M. Galipeault (Bellechasse): C'est un tribunal qui en vaut bien d'autres. Je répète à mon honorable ami qu'il aurait trouvé que tout était régulier. Le ministre s'en est rendu compte, lui.

M. Blain (Montréal-Dorion): Oui, mais dans le trajet, il arrive que plusieurs de nos témoins disparaissent. (Souriant) C'est bien beau pour l'honorable ministre de dire que toutes les rumeurs sont absurdes et d'ajouter que nous aurions dû demander une enquête. Nous avons effectivement demandé au gouvernement d'enquêter, durant les vacances, mais il ne semble pas y avoir eu de résultats.

J'ai cru comprendre que l'honorable ministre avait mentionné qu'on avait offert les affidavits des ouvriers en vente.

L'honorable M. Galipeault (Bellechasse): Aux entrepreneurs.

M. Blain (Montréal-Dorion): Sait-il qu'ils n'ont jamais été à vendre, mais qu'un organisateur libéral qui a fait du "boodlage" a voulu les acheter?

L'honorable M. Galipeault (Bellechasse): Non. On ne me les a pas offerts à moi. On les a offerts aux entrepreneurs. C'est pour éclaircir cette affaire que j'aurais aimé à aller au comité des comptes publics.

M. Blain (Montréal-Dorion): L'honorable ministre sait-il que cet organisateur a essuyé un refus? Que cet organisateur est un ancien échevin de Québec, qui a fait du "boodlage", qui, pour ça, a été traduit devant les tribunaux, mais que son principal témoin ne s'est pas rendu et a été condamné pour

mépris de cour, après quoi, il est entré au service du gouvernement sans faire le temps.

L'honorable M. Galipeault (Bellechasse): Donnez dans les journaux le nom de celui qui lance ces accusations, et nous verrons devant les tribunaux qui a raison.

M. Blain (Montréal-Dorion): Le signataire est M. Eugène Dussault.

L'honorable M. Galipeault (Bellechasse): M. Dussault? Un ancien candidat dans le comté de Bellechasse! Pouvez-vous me fournir une copie de cet affidavit?

M. Blain (Montréal-Dorion): Certainement. J'ai ici l'affidavit. Je peux le lire...

"Je soussigné, Eugène Dussault, de la cité de Québec, ex-rédacteur du journal *Le Combat*, déclare solennellement ce qui suit:

"1. Que vers le 7 mars 1929 des ouvriers ayant travaillé au palais de justice de Québec se présentèrent eux-mêmes au bureau du *Combat*;

"2. Que là, en présence de cinq personnes, sans avoir été et sans être payés, sans avoir obtenu et sans obtenir de récompense ou de promesses quelconques de ma part ou de nulle autre personne à ma connaissance, donnèrent et signèrent librement des déclarations solennelles sur des faits qu'ils affirmaient avoir vécu, rapport avec leur travail du palais de justice de Québec;

"3. Que ces ouvriers me chargèrent de transmettre leurs déclarations à un homme politique bien connu dans cette province;

"4. Que sans tarder j'allai remettre à cet homme politique ces déclarations solennelles;

"5. Que je fus informé quelques jours plus tard qu'un des signataires d'une des déclarations avait dévoilé la teneur de sa déclaration ainsi que les noms des autres déclarations;

"6. Qu'un soir, très tard dans la veillée, un politicien libéral se présentait à ma résidence et sortait de sa poche une somme de \$1,000, disant que c'était là la somme qu'offraient les personnes contre qui les déclarations solennelles étaient faites;

"7. Que si je consentais à lui remettre ces déclarations solennelles, il me paierait \$800, désirant garder pour lui-même \$200, en dédommagement de son trouble;

"8. Que je refusai de me rendre à tel marché en congédiant ce politicien libéral;

"9. Que je fus informé par la suite que l'on tentait d'indisposer contre moi les signataires en leur faisant croire que je les avais joués en vendant leurs déclarations;

"10. Que, quelques jours plus tard, deux des signataires des déclarations vinrent au *Combat* en état d'ébriété me réclamant leurs déclarations en me faisant des menaces.

"Et je fais cette déclaration solennelle, la croyant consciencieusement vraie et sachant qu'elle a la même force et effet que si elle était faite sous serment en vertu de l'acte de la preuve du Canada.

"Eugène Dussault,

"Déclaré devant moi à Québec, ce 31 mars 1930.

"Yves Montreuil, N.P.,
"81, rue Saint-Pierre,
"Québec."

L'honorable ministre voit qu'il y a quelque chose de sérieux.

L'honorable M. Galipeault (Bellechasse): (Souriant) Oh! Non, ce n'est pas si sérieux que cela.

M. Blain (Montréal-Dorion): Un organisateur libéral a tenté d'acheter les affidavits en question.

L'honorable M. Galipeault (Bellechasse): Il n'est pas le seul à recevoir des affidavits.

M. Roy (Lévis): M. Eugène Dussault est un chef bleu de Québec!

M. Blain (Montréal-Dorion): Le gouvernement est coupable d'extravagance, d'incompétence en matière de surveillance, ainsi que de gaspillage de fonds publics. Ce jour même, il a reçu un affidavit dans lequel une femme affirmait que quelqu'un avait essayé d'obtenir un contre-affidavit.

L'amendement est mis aux voix et la Chambre se divise.

Les noms sont appelés et inscrits comme suit:

Pour: MM. Blain, Guertin, 2.

Contre: MM. Bercovitch, Casgrain, Cohen, Côté, Delisle, Drouin, Dufour, Dugas, Galipeault, Gauthier, Laferté, Laperrière, McMaster, Mercier fils, Moreault (Rimouski), Ouellet, Paquet, Perrault, Perron, Roy, Taschereau, 21.

Ainsi, l'amendement est rejeté.

La motion principale étant mise aux voix, la Chambre l'adopte après s'être divisée comme dans le cas du vote précédent, mais en sens inverse.

Ainsi, les résolutions sont, en conséquence, lues une deuxième fois et adoptées.

L'honorable M. Galipeault (Bellechasse) demande la permission de présenter le bill 67 modifiant la loi 18 George V, chapitre 3, concernant le palais de justice du district de Québec.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

L'honorable M. Galipeault (Bellechasse) propose que le bill soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté.

L'honorable M. Galipeault (Bellechasse) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Commission des eaux courantes

L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 53 modifiant la loi 3 George V, chapitre 6, accordant des pouvoirs additionnels à la Commission des eaux courantes de Québec soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité plénier.

L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay) propose que la Chambre se forme immédiatement en ledit comité.

Adopté.

En comité¹:

L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay): En vertu de la loi 3 George V, la Commission avait le pouvoir de construire des barrages sur le Saint-Maurice. Le présent bill a pour but de lui donner le pouvoir d'en construire sur les tributaires du Saint-Maurice. La Commission des eaux courantes pourra construire un barrage à la rivière Manouane, en haut du Saint-Maurice. Elle aura besoin de cela, pour compléter le système de développement hydraulique,

dans cette région. En vertu de la nouvelle loi, elle pourra acquérir tous les immeubles qui peuvent lui être utiles pour ses opérations. Sur les tributaires, il y a plusieurs petits barrages qui peuvent être utilisés pour régulariser les eaux.

M. Guertin (Hull) pose une question.

L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay): À l'heure actuelle, la Commission a quatre barrages sur le bassin versant du Saint-Maurice, le barrage Gouin et les barrages "A", "B" et "C" sur la rivière Manouane. Depuis que le barrage Gouin a été construit et qu'on l'utilise à des fins hydroélectriques et de drave, le flottage sur la rivière Saint-Maurice, qui prenait auparavant de deux à trois ans, se fait maintenant en un an.

M. Guertin (Hull) propose que le gouvernement, lorsqu'il s'agit d'approuver les plans de développement hydraulique à une compagnie, stipule que la compagnie ne pourra commencer son exploitation que le jour où les dernières expropriations seront réglées.

Il (M. Guertin) cite le cas de la rivière au Lièvre où la MacLaren Company va inonder les terres de plusieurs colons sans les avoir expropriés jusqu'ici.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Il ne faut pas courir deux lièvres à la fois. Nous parlons d'un barrage sur la rivière Manouane.

M. Guertin (Hull): On nous dit que les travaux de la Lièvre nuisent aux colons. Je demande qu'ils soient retardés, si nécessaire. C'est tout ce que je voulais dire.

L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay) se dit tout à fait disposé à discuter de la Lièvre demain, mais fait remarquer que la loi à l'étude ne s'applique qu'au Saint-Maurice et à ses tributaires.

M. Blain (Montréal-Dorion): Lors de la construction des barrages, a-t-on prévu aux passes migratoires?

L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay): Dans tous les contrats de barrages, on insère toujours des clauses à cet effet, quand il y a lieu de le faire.

M. Blain (Montréal-Dorion): On se plaint qu'il n'y a pas assez de passes migratoires dans la province.

L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay): C'est possible. Dans la construction des vieux barrages on n'a peut-être pas tenu assez compte de ces passes, mais il n'en est pas de même aujourd'hui.

Les articles 1 et 2 sont adoptés.

Le comité, ayant étudié le bill, fait rapport qu'il l'a adopté avec un amendement. L'amendement est lu deux fois et adopté par la Chambre.

Arrondissements de votation

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 222 modifiant la loi électorale de Québec relativement aux arrondissements de votation soit maintenant lu une deuxième fois.

M. Guertin (Hull): Expliquez.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Ce projet intéresse la grande ville de Hull.

M. Guertin (Hull): Très bien, très bien.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Le bill a pour but de décréter que, dans la situation de Hull, les arrondissements de votation seront ceux qui ont été établis pour fins municipales.

M. Guertin (Hull): Qui a suggéré ce bill? Est-ce qu'il y a eu une résolution du conseil?

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): M. le greffier Geoffrion me dit que c'est le conseil municipal de Hull qui demande cela.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité plénier.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) propose que la Chambre se forme immédiatement en ledit comité.

Adopté.

En comité²:

M. Guertin (Hull): Le conseil municipal de Hull n'a pas encore adopté de résolution à ce sujet. Lorsqu'il adoptera cette résolution et réclamera un bureau de révision et un bureau spécial de votation pour la ville, je demande que l'on ajoute cela au bill.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Je le regrette, mais il faudrait une résolution pour cela et il est trop tard pour présenter une résolution.

M. Guertin (Hull): Est-il possible d'amender le projet?

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) discute³.

M. Guertin (Hull) demande au gouvernement de présenter un nouveau bill.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Nous verrons s'il y a lieu plus tard de présenter un autre projet. Mais le conseil de Hull nous ayant demandé celui-ci, nous l'avons présenté. Si l'honorable député de Hull n'en veut pas, nous allons retirer le bill.

M. Guertin (Hull): Je suis en faveur du bill, mais je regrette que l'honorable premier ministre ne se rende pas à ma demande. Ce refus tournera contre lui. Mais je constate que l'on accorde au greffier de Hull ce qu'on refuse au député. Si c'est une tactique électorale, j'avertis le premier ministre qu'il pourra regretter d'agir ainsi.

Les articles 1 et 2 sont adoptés.

Le comité, ayant étudié le bill, en fait rapport sans amendement.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Loi électorale

M. Guertin (Hull) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 166 modifiant la loi électorale de Québec.

Adopté.

En comité:

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Ce bill a été tué deux fois au comité, et il revient

devant le comité plénier, sur une motion du député de Hull (M. Guertin).

M. Guertin (Hull): La prétention du premier ministre est inexacte. Mon bill, dit-il, n'a pas été tué deux fois.

En 1926, la Législature a supprimé le talon du bulletin de vote. En 1927, on a rapporté qu'il y avait eu des vols d'élections. Le bulletin de vote actuel prête à la fraude; il est relativement facile, avec ce système, d'introduire dans l'urne de faux bulletins. La fraude est possible comme ceci. On peut faire imprimer des bulletins de vote et les remettre à des électeurs à la porte du poll, marqués comme on le veut. Là, on s'engage à payer une certaine somme à l'électeur s'il dépose le bulletin en question dans l'urne. On peut ainsi déposer des centaines de bulletins dans les urnes électorales. Il importe de faire des changements.

Il y a des provinces qui ont des systèmes dont je ne voudrais pas pour nous de Québec. Mais, à Ottawa, nous avons une loi électorale. On l'a modifiée souvent, mais on n'a jamais enlevé le talon du bulletin de vote. Je prétends que le nouveau bulletin n'entraînera pas de dépenses additionnelles. Je ne vois pas pourquoi cette Chambre hésiterait à adopter le retour au bulletin de vote qui est, du reste, en vigueur à Ottawa depuis longtemps.

Il importe que le libre exercice du vote de l'électeur soit respecté. Par le présent, je propose que notre bulletin soit le même que celui d'Ottawa. J'espère que chacun des membres de la Chambre s'inspirera des saines idées démocratiques pour adopter la présente loi et prévenir les fraudes.

M. Blain (Montréal-Dorion) appuie les remarques du député de Hull. La volonté du peuple, dit-il, ne devait pas être faussée. Il faut que la loi assure la vraie volonté des électeurs par le résultat du scrutin. J'ai été moi-même partiellement victime de tentatives de fraude. J'attire l'attention de l'honorable procureur général sur le fait suivant: en 1927, un sous-officier-rapporteur, pour prendre de l'avance, avait initialé ses bulletins. L'officier-rapporteur passa, remarqua l'irrégularité et changea les bulletins initialés pour d'autres bulletins. Si l'officier-rapporteur avait été malhonnête, il aurait pu faire déposer ces bulletins dans une boîte.

Un autre cas: un électeur se présente le premier au poll. Il dit: "Je suis le premier à voter et je voudrais voir la boîte". On ouvre la boîte où il y avait déjà 27 bulletins. Je prétends qu'on ne prendra jamais assez de précautions pour prévenir la fraude,

et l'on devrait adopter le projet de l'honorable député de Hull. Avec la nouvelle loi, cela n'aurait pu se produire. Le bulletin sans talon offre des dangers. Il (M. Blain) cite plusieurs exemples d'irrégularités. La Chambre, déclare-t-il, devrait rétablir les bulletins avec talon.

Si quelqu'un vient siéger ici, grâce à des manœuvres frauduleuses, c'est une des pires injustices que l'on peut commettre envers la province.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): (Souriant) Vous avez l'air dangereux. Vous connaissez tous les trucs.

M. Blain (Montréal-Dorion): Je les ai appris dans des procès et pas par des amis.

L'honorable M. Perron (Montcalm): L'honorable député voudrait-il me dire s'il y a des talons aux bulletins de vote pour l'élection à la mairie de Montréal?

M. Blain (Montréal-Dorion): Oui, nous en avons.

L'honorable M. Perron (Montcalm): Sait-il qu'un candidat à la mairie de Montréal a passé 10,000 télégraphes il y a deux ans⁴?

M. Blain (Montréal-Dorion): Est-ce que vous parlez de l'ancien maire de Montréal?

L'honorable M. Perron (Montcalm): Non, mais celui que le député connaît.

M. Blain (Montréal-Dorion): Est-ce une insinuation?

L'honorable M. Perron (Montcalm): Non, ce n'est pas une insinuation, mais une affirmation.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Il y a deux, trois ou quatre ans, la Législature a aboli le talon. Ce n'était pas pour le plaisir de l'abolir. Dans les cas de pointage, nous avons vu des erreurs de toutes sortes. Il y en avait 10 contre 1 avec le système actuel. Des sous-officiers, même instruits, ne savaient pas où placer les initiales, où placer les numéros, comment enlever les talons. Le nouveau bulletin de vote actuellement en usage élimine beaucoup d'irrégularités et d'erreurs qui causaient des ennuis sérieux.

L'honorable député de Montréal-Dorion (M. Blain) dit que ce sont tous des cas de fraude. Il ne faut pas voir de la fraude partout. Je crois que ce sont des erreurs, car je suppose plus d'honnêteté que cela aux sous-officiers rapporteurs. On sait tous les ennuis qu'on a eus dans les recomptages de bulletins et les contestations d'élections avec le talon.

L'honorable M. Galipeault (Bellechasse): Un bon nombre de députés ruraux auraient été déqualifiés, si on avait demandé un décompte, avec l'ancien régime. Les sous-officiers étaient de bonne foi, mais ils commettaient des erreurs.

M. Blain (Montréal-Dorion): Le bulletin fédéral ne soulève pas de récriminations, tandis que le bulletin détaché est une source de plaintes continuelles.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Dans ces conditions, je propose que le comité se lève.

Adopté. Le comité, ayant étudié le bill, se lève sans faire rapport⁵.

La séance est levée à 8 h 30.

Deuxième séance du 31 mars 1930

Présidence de I. Vautrin

La séance est ouverte à 8 h 50.

Absence de l'Orateur

M. le greffier fait part à la Chambre de l'absence de l'Orateur (l'honorable M. Bouchard).

Prière.

M. l'Orateur suppléant: À l'ordre Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

Commission des eaux courantes

L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 53 modifiant la loi 3 George V, chapitre 6, accordant

des pouvoirs additionnels à la Commission des eaux courantes de Québec soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté sur division.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

École polytechnique

L'honorable M. David (Terrebonne) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité plénier pour prendre en considération un projet de résolution relative au bill 45 modifiant la loi constituant en corporation l'École polytechnique.

Adopté.

Il informe alors la Chambre qu'il est autorisé par Son Honneur le lieutenant-gouverneur à soumettre ledit projet de résolution et que Son Honneur en recommande la prise en considération.

En comité:

L'honorable M. David (Terrebonne) propose: Que, en sus de l'allocation annuelle qui est maintenant payée en vertu de la loi 57 Victoria, chapitre 23, section 17; telle que modifiée par les lois 3 Édouard VII, chapitre 17 section 4; 7 Édouard VII, chapitre 28, section 1; 8 Édouard VII, chapitre 31, section 1; 9 Édouard VII, chapitre 35, section 1; 1 George V (1911), chapitre 30, section 2; 3 George V, chapitre 26, section 1; 4 George V, chapitre 26, section 1; 8 George V, chapitre 41, section 1; 11 George V, chapitre 53, section 1, et 17 George V, chapitre 45, section 2, il sera payé à la corporation de l'École polytechnique, à même le fonds de l'éducation supérieure, une somme additionnelle de vingt-cinq mille dollars annuellement.

Ce montant est absolument essentiel pour permettre à l'École polytechnique de maintenir et d'étendre le service qu'elle donne. La Polytechnique a un urgent besoin d'argent pour tenir son laboratoire à jour.

Le gouvernement provincial donne actuellement, \$100,000 par an à l'École polytechnique de Montréal. Cette somme est devenue insuffisante. Le gouvernement provincial est donc obligé de compenser et de porter à \$125,000 la somme annuelle. Le présent bill autorise donc le gouvernement de la province à payer à la corporation de l'École polytechnique, à même les fonds de l'éducation supérieure, une somme additionnelle de \$25,000 annuellement.

Certains pourparlers avec les autorités fédérales lui permettent, dit-il, de croire que bientôt sera rétabli l'octroi fédéral pour l'enseignement technique dans les provinces.

M. Blain (Montréal-Dorion) veut savoir ce que la province a fait pour aider cette institution dans le passé; on l'informe que des montants variables lui ont été alloués annuellement, en fonction des besoins immédiats de l'école.

L'honorable M. David (Terrebonne): L'École polytechnique attire un grand nombre de garçons très doués et j'espère que, par ce moyen, tous les postes de la province en génie civil et minier pourront être comblés par des personnes originaires de la province de Québec.

M. Gault (Montréal-Saint-Georges): Cette école fait-elle partie de l'Université de Montréal? Déménagera-t-elle dans le nouvel édifice sur la montagne?

L'honorable M. David (Terrebonne): Bien qu'elle soit une entité distincte, l'école est affiliée à l'Université de Montréal. Elle prévoit aménager ailleurs, étant donné l'exiguïté de l'immeuble actuel. Ça n'a rien à voir avec le nombre d'étudiants dans l'École polytechnique. Je suis sûr que l'honorable député a visité Boston ainsi que l'Institut de technologie de Boston. Quand j'y suis allé, je me suis dit que le nombre d'étudiants devait être très élevé. En fait, il y a environ 3,000 étudiants, mais le laboratoire prend beaucoup d'espace.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Il est du devoir du gouvernement de faire tout en son pouvoir pour favoriser la formation technique des jeunes hommes de la province. Les intentions et l'argent, c'est bien beau, mais il serait bon aussi que le gouvernement prenne des dispositions pour voir à ce qu'Ottawa renouvelle les subventions à l'enseignement technique.

L'honorable M. David (Terrebonne) Je peux dire à l'honorable député des Deux-Montagnes qu'on a discuté de cette question il y a quelques semaines seulement, et que nous avons aujourd'hui espoir que les subventions seront rétablies. Je sais qu'on a présenté une motion dans ce sens et qu'elle est à l'étude par le gouvernement fédéral.

La résolution est adoptée.

Résolutions à rapporter:

Le comité fait rapport qu'il a adopté une résolution, laquelle est lue deux fois et adoptée par la Chambre.

L'honorable M. David (Terrebonne) demande la permission de présenter le bill 45 modifiant la loi constituant en corporation l'École polytechnique.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

L'honorable M. David (Terrebonne) propose que le bill soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté.

L'honorable M. David (Terrebonne) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

**Établissement d'un
institut pédagogique à Montréal**

L'honorable M. David (Terrebonne) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité plénier pour prendre en considération un projet de résolution relative au bill 219 modifiant la loi relative à l'établissement d'un institut pédagogique à Montréal.

Adopté.

Il informe alors la Chambre qu'il est autorisé par Son Honneur le lieutenant-gouverneur à soumettre ledit projet de résolution et que Son Honneur en recommande la prise en considération.

En comité:

L'honorable M. David (Terrebonne) propose: Qu'il soit loisible au lieutenant-gouverneur en conseil d'attribuer annuellement, pour une période de dix années en sus de celle de quinze années, fixée par la loi 14 George V, chapitre 40, section 1, à même le fonds consolidé du revenu, aux dames religieuses de la congrégation de Notre-Dame de Montréal, une somme de vingt-cinq mille dollars, pour les aider à établir et à maintenir un institut pédagogique ou école normale supérieure en la cité de Montréal.

Il s'agit d'octroyer pendant une période supplémentaire de 10 années, soit en tout 25 ans, une somme de \$25,000 qui avait d'abord été votée pour

15 ans. Il (l'honorable M. David) fait l'éloge de l'enseignement pédagogique donné par les sœurs de la Congrégation. Cette institution a rendu les plus grands services.

En fait, depuis quelques années, 1,427 religieuses⁶ et laïques ont suivi ces cours durant les vacances. L'école en question est une école supérieure normale où des institutrices laïques peuvent obtenir un diplôme pour un travail pédagogique particulier, et elle est importante dans le domaine de l'éducation supérieure.

M. Gault (Montréal-Saint-Georges) demande ce qu'on fait pour des établissements semblables de langue anglaise.

L'honorable M. David (Terrebonne): On a accordé des subventions à l'Université McGill, et le Collège MacDonald à Sainte-Anne-de-Bellevue reçoit \$25,000 par année. Vous remarquerez qu'il est très rare que nous fassions de la discrimination dans cette province.

La résolution est adoptée.

Résolutions à rapporter:

Le comité fait rapport qu'il a adopté une résolution, laquelle est lue deux fois et adoptée par la Chambre.

L'honorable M. David (Terrebonne) demande la permission de présenter le bill 219 modifiant la loi relative à l'établissement d'un institut pédagogique à Montréal.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

L'honorable M. David (Terrebonne) propose que le bill soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté.

L'honorable M. David (Terrebonne) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

**Pont sur
la rivière des Prairies**

L'honorable M. Galipeault (Bellechasse) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se

forme en comité plénier pour prendre en considération un projet de résolutions relatives au bill 213 pourvoyant à la construction d'un pont sur la rivière des Prairies.

Adopté.

Il informe alors la Chambre qu'il est autorisé par Son Honneur le lieutenant-gouverneur à soumettre ledit projet de résolutions et que Son Honneur en recommande la prise en considération.

En comité:

L'honorable M. Galipeault (Bellechasse) propose: 1. Qu'il soit loisible au lieutenant-gouverneur en conseil d'autoriser le ministre des Travaux publics et du Travail à construire un pont sur la rivière des Prairies, devant relier la municipalité de la paroisse de Saint-Raphaël de l'Île Bizard à la municipalité de la ville de Laval-sur-le-Lac, dans ou près de leurs limites, à l'endroit le plus favorable, pour la route Sainte-Geneviève-Saint-Eustache, avec les chemins d'approche ou autres travaux nécessaires, le tout à un prix n'excédant pas trois cent mille dollars.

2. Que le lieutenant-gouverneur en conseil soit autorisé à acquérir à l'amiable ou par expropriation tous immeubles, droits immobiliers, charges, baux à loyer, baux emphytéotiques, rentes constituées ou droits quelconques pour les culées, piliers, approches ou autres travaux nécessaires; et que toute expropriation nécessitée pour parvenir aux fins visées par la loi qui sera basée sur les présentes résolutions sera soumise à la loi des chemins de fer de Québec, *mutatis mutandis*.

3. Que, pour payer la construction du pont et des ouvrages nécessaires ainsi que les acquisitions autorisées par les résolutions 1 et 2, le trésorier de la province pourra payer, à même le fonds consolidé du revenu, sur certificat du ministre des Travaux publics et du Travail, les sommes requises pour la mise à exécution de la loi qui sera basée sur les présentes résolutions.

4. Que le lieutenant-gouverneur en conseil pourra, s'il le juge à propos, autoriser le trésorier de la province à contracter, de temps à autre, au moyen d'obligations ou de rentes inscrites émises sur le crédit de la province, le ou les emprunts qu'il jugera nécessaires pour les fins de la loi qui sera basée sur les présentes résolutions, mais que le ou les emprunts ainsi contractés ne devront pas excéder la somme de trois cent mille dollars; et que ces obligations ou rentes inscrites seront émises à un taux d'intérêt

n'excédant pas six pour cent par années et seront faites pour le terme, dans la forme et pour le montant que le lieutenant-gouverneur en conseil déterminera, et seront payables, intérêt et principal annuellement ou semi-annuellement, à l'endroit qu'il indiquera.

5. Que le lieutenant-gouverneur en conseil, en attendant la négociation du ou des emprunts, pourra aussi autoriser le trésorier de la province à avancer, de temps à autre, à même le fonds consolidé du revenu, les sommes requises pour la mise à exécution de la loi qui sera basée sur les présentes résolutions.

6. Qu'il pourra être perçu et prélevé des péages sur ledit pont jusqu'à concurrence du montant dépensé pour les acquisitions mentionnées dans la résolution 2, ainsi que le coût de construction dudit pont; et que le lieutenant-gouverneur en conseil pourra adopter, amender et remplacer un tarif des taux de péages exigibles.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): J'attire, dit-il, l'attention de la Chambre sur le fait que ce sera encore un pont de péage.

L'honorable M. Galipeault (Bellechasse): Il ne serait pas juste que la province s'endette de plusieurs millions pour construire des ponts à Gaspé, Sorel, l'Île Bizard, l'Île d'Orléans, Caughnawaga, sans parler des autres ponts moins considérables, alors que les taux de péage peuvent prévenir une telle dette.

Les taux de péage sont plus onéreux pour les étrangers que pour notre population. À Batiscan, les taux sont payés par 66 % ou 67 % d'étrangers. Les cultivateurs ne paient pas, les piétons ne paient pas, les voitures, les voitures tirées par des chevaux et les camions de cultivateurs ne paient pas. La plus grande partie des droits payés le sont par des propriétaires de voitures de tourisme qui ont les moyens de payer leur part de l'entretien du pont dont ils font usage.

L'honorable M. Galipeault (Bellechasse): Un boulevard est en construction dans l'île de Montréal, et le pont de l'Île Bizard est destiné à compléter le réseau. Mais il n'existe actuellement aucun lien vers Laval-sur-le-Lac, si ce n'est un bac. C'est une situation dangereuse et le nouveau pont est un développement naturel et inévitable. La circulation des cultivateurs et des automobilistes y est considérable.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Quel profit en tirera le public? Le pont réduira-t-il la congestion?

La situation en ce qui concerne les ponts dans cette province n'est pas encore claire.

L'honorable M. Galipeault (Bellechasse): Et ne le sera pas pendant de nombreuses années encore.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Le ministre des Travaux publics et du Travail (l'honorable M. Galipeault) peut-il préciser sa politique sur les ponts, alléguant qu'il y a plusieurs années, en 1927, le gouvernement avait déclaré que sa politique était d'abolir les ponts de péage. Ils nous ont dit cela au moment des élections.

Le gouvernement n'entend pas faire d'argent avec les ponts. Mais je constate qu'aux États-Unis, un pays riche, il y a de nombreux ponts de péage. Ma manière de voir est la suivante. À plusieurs endroits on doit traverser en bac. S'il se forme une commission pour construire un pont, sans qu'il en coûte aux municipalités ou au gouvernement, je crois que c'est une bonne chose. L'honorable ministre ne pourrait-il pas nous dire ce qu'est au juste la politique du gouvernement sur les ponts?

L'honorable M. Galipeault (Bellechasse): Je peux dire à l'honorable député qu'on a acheté tous les ponts à péage privés, comme on avait antérieurement décidé de le faire, mais que nous avons toujours un programme sur les ponts qui nous coûtera aux alentours de \$12,000,000 dans un avenir rapproché. Il est donc nécessaire de financer ce programme, et on a pensé que la meilleure façon de procéder, c'est au moyen du système de péage, afin de ne pas imposer plus de responsabilités et de dépenses aux municipalités. Ainsi, si une municipalité ne désire pas prendre la relève de la perception du péage, le gouvernement perçoit les droits sur les véhicules lors des traversées du pont. La situation n'est pas pire ici qu'aux États-Unis, et je n'hésite pas à dire qu'on ne croit pas que le coût de ces ponts pourrait être assumé sans danger par la province. Là où il est possible de financer un pont en utilisant les ressources du système entier, le pont appartient au bout du compte à la province, après avoir été payé par les personnes qui l'ont utilisé.

Ainsi, nous avons deux ponts à l'Île Perrot qui ont coûté \$150,000; comme le pont de Batiscan, ils n'entraînent aucun frais pour le cultivateur et ses véhicules, mais on y perçoit le péage pour les voitures de tourisme, dont 60 % à 70 % proviennent d'autre part que des différents coins de la province de Québec.

M. Renaud (Laval): Je ne m'oppose pas au projet de l'honorable ministre, relativement à l'Île Bizard. Laval-sur-le-Lac est situé dans mon comté et donc je m'y intéresse, mais dans mon opinion, l'argent de la province serait mieux dépensé pour la construction d'autres ponts. Cependant, si on a besoin d'un lien routier vers la rive nord de la rivière Noire, c'est sans contredit à l'extrémité du boulevard Pie IX qu'on devrait le construire. Les gens de Laval et de Terrebonne, et de tout le territoire au nord de Montréal, le désirent, et la Ville de Montréal le désire aussi.

L'honorable M. Galipeault (Bellechasse): Je n'en ai jamais entendu parler.

M. Renaud (Laval): Comme cela est étrange, étant donné que mon adversaire aux dernières élections à Laval s'est vanté du fait que le gouvernement l'avait promis. Quoi qu'il en soit, pourquoi le gouvernement ne fait-il pas construire ce pont là où on en a le plus besoin, afin de réduire réellement la congestion dans les rues de Montréal, sur les routes vers le nord et sur les ponts Viau et Lachapelle?

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Tout cela est bien intéressant, presque aussi intéressant que si le gouvernement révélait réellement sa politique sur les ponts et les problèmes de circulation en général. Il me semble que nous devrions entendre parler un peu de ses projets d'avenir avant la fin de la session.

L'honorable M. Galipeault (Bellechasse): Je puis assurer l'honorable député que nous ferons tout notre possible et tout ce qui est nécessaire. Comme je l'ai dit, nous ne faisons que commencer à nous rendre compte de la nécessité d'avoir des ponts dans cette province.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Quand pouvons-nous nous attendre à voir ce nouveau pont construit?

L'honorable M. Galipeault (Bellechasse): Aucune date n'a encore été prévue, mais nous ne perdrons pas de temps.

Il répète alors les grandes lignes de la politique selon laquelle il est préférable de construire des ponts et d'utiliser le système de remboursement par péage que d'en faire une charge publique permanente.

M. Blain (Montréal-Dorion) pose une autre question au ministre quant à l'intégration du nouveau

pont dans le contexte global de ce district de Montréal.

L'honorable M. Galipeault (Bellechasse) ne connaît pas très bien l'endroit, bien qu'il soit déjà passé par là.

L'honorable M. Perron (Montcalm): Lorsque le nouveau boulevard de l'île sera achevé, dans environ deux ans, espère-t-il, le pont constituera un débouché de premier ordre pour la circulation partant de l'île vers la rive nord de la rivière Noire. Ce lien routier sera l'un des plus importants de la province, qui communiquera directement avec les autoroutes en direction d'Ottawa et de Toronto.

Les résolutions sont adoptées.

Résolutions à rapporter:

Le comité fait rapport qu'il a adopté plusieurs résolutions, lesquelles sont lues deux fois et adoptées par la Chambre.

L'honorable M. Galipeault (Bellechasse) demande la permission de présenter le bill 213 pourvoyant à la construction d'un pont sur la rivière des Prairies.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

L'honorable M. Galipeault (Bellechasse) propose que le bill soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté.

L'honorable M. Galipeault (Bellechasse) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Ville de Beauceville-Est

M. Fortin (Beauce) propose, appuyé par le représentant de Saint-Sauveur (M. Cantin), que l'honoraire payé pour le bill 154 constituant en corporation la ville de Beauceville-Est et modifiant la charte de la ville de Beauceville soit remis, moins les frais d'impression et de traduction, vu que ce bill a pour objet de terminer des difficultés qui intéressent ces deux municipalités et dont le

règlement a été effectué trop tard pour que le bill fût présenté dans les délais prescrits et vu que les frais ont été versés par les contribuables.

Adopté.

Syndics de Saint-Philippe-de-La-Reine

M. Authier (Abitibi) propose, appuyé par le représentant de Stanstead (M. Bissonnet), que l'honoraire ou amendes payées pour le bill 160 concernant les syndics de la paroisse de Saint-Philippe-de-La-Reine soit remis, vu que ce bill a pour objet d'éviter aux contribuables les frais et déboursés considérables pour refaire un acte de cotisation.

Adopté.

Vente de biens par Gédéon Fredette

M. Bouthillier (Saint-Jean) propose, appuyé par le représentant de Montmagny (M. Paquet), que l'honoraire payé pour le bill 108 autorisant Gédéon Fredette *et al.* à vendre certains biens substitués soit remis, moins les frais d'impression et de traduction.

La motion est mise aux voix et la Chambre la rejette.

Vente d'un immeuble de A. Fredette

M. Bouthillier (Saint-Jean) propose, appuyé par le représentant de Montmagny (M. Paquet), que l'honoraire payé pour le bill 78 autorisant la vente d'un certain immeuble donné à Arthur Fredette par Gédéon Fredette père soit remis, moins les frais d'impression et de traduction.

La motion est mise aux voix et la Chambre la rejette.

Charte de Longueuil

M. Thurber (Chambly) propose, appuyé par le représentant de Chicoutimi (M. Delisle), que l'honoraire payé pour le bill 159 modifiant la charte de la cité de Longueuil soit remis, vu que ce bill a dû être déposé et présenté après l'expiration des délais prescrits par les articles 498 et 516 des règles qui régissent les bills privés, parce que le département des Affaires municipales n'avait pas eu le temps d'étudier ce projet de loi avant le 27 janvier 1930.

Adopté.

Demandes de documents:**Boulevard Perron
à Cap-Chat**

M. Renaud (Laval) propose, appuyé par le représentant des Deux-Montagnes (M. Sauvé), qu'il soit mis devant cette Chambre copie de toute correspondance, télégrammes, documents, contrats, etc., au sujet de la confection du chemin dit boulevard Perron dans les limites des municipalités du village Cap-Chat et de la Paroisse Cap-Chat.

Adopté.

gardes-pêche à son emploi: *a.* en 1925; *b.* en 1926; *c.* en 1927; *d.* en 1928; *e.* en 1929?

L'honorable M. Laferté (Drummond):
Tous les gardes-chasse sont également nommés gardes-pêche et vice versa.

	<i>Avec salaire</i>	<i>Sans salaire</i>
<i>a.</i> 1925	164	22
<i>b.</i> 1926	163	16
<i>c.</i> 1927	165	53
<i>d.</i> 1928	166	50
<i>e.</i> 1929	138	91

Questions et réponses:**Travaux de gravier à Macamic,
comté d'Abitibi**

M. Guertin (Hull): 1. Combien de verges de gravier ont été charroyées en 1927, dans les rangs 6-7 Royal-Roussillon, à Macamic, comté de l'Abitibi?

2. Quel montant a été payé à M. Philippe Levesque en rapport avec le transport de ce gravier?

3. Combien de verges de gravier ont-elles été charroyées dans la route 7 et 8 du même canton en 1929?

4. Quel montant a-t-il été payé audit M. Levesque pour le transport de ce gravier?

L'honorable M. Laferté (Drummond): 1. 614 verges cubes.
2. \$263.39.
3. 1,961 verges cubes.
4. \$568.

**Faux affidavits,
comté de Bellechasse**

M. Blain (Montréal-Dorion): De faux affidavits ont-ils été faits en rapport avec des coupes de bois dans le haut du comté de Bellechasse, et dans l'affirmative, par qui ces affidavits ont-ils été signés?

L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay):
Le gouvernement est incapable de répondre à cette question sans plus amples précisions.

Gardes-chasse et gardes-pêche

M. Crépeau (Sherbrooke): Combien le gouvernement avait-il: *a.* de gardes-chasse; *b.* de

Subsides

L'honorable M. McMaster (Compton)
propose, selon l'ordre du jour, que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil pour que la Chambre se forme de nouveau en comité des subsides.
Adopté.

En comité:

L'honorable M. McMaster (Compton)
propose: 1. Qu'un crédit n'excédant pas deux cent mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour l'encouragement à l'agriculture en général, pour l'exercice finissant le 30 juin 1931.

L'honorable M. Perron (Montcalm): Le département de l'Agriculture a été divisé en quatre services bien définis. Ces \$200,000 sont en dehors des quatre services, parce qu'ils ne peuvent être classifiés dans les quatre services. Il y a de plus dans nos crédits \$200,000 pour les écoles d'agriculture, l'école de médecine vétérinaire et l'école de laiterie.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Comment l'honorable ministre procède-t-il pour accorder des octrois pour l'égouttement des terres?

L'honorable M. Perron (Montcalm): Voici comment nous allons procéder. Dès qu'une demande sera faite, nous allons envoyer nos ingénieurs. Cette année, nous ne pensons pas faire l'égouttement de toutes les terres. Mes honorables amis des Deux-Montagnes et de Laval savent qu'il est inutile de mettre de l'engrais sur une terre sans l'égoutter. Je ne m'attends pas à dépenser une somme considérable. J'ai \$190,000 à donner cette année.

Le drainage se fera par régions et, pour cette année, sera borné exclusivement aux cours d'eau. La participation du gouvernement dans la régularisation des cours d'eau au point de vue drainage sera de 50 %, pour les municipalités très pauvres, 40 % pour les municipalités peu fortunées et 33 % pour les municipalités ordinaires.

Quand un nombre d'intéressés viendront demander la régularisation d'un cours d'eau, le département fera faire des plans d'ensemble pour la région, par ses ingénieurs. Aucun subside ne sera accordé cette année pour les drains de terrains. Cela viendra plus tard, car il veut mieux d'abord faire le drainage général. Ainsi le gouvernement n'accordera pas des octrois de \$100 et de \$200 pour un bout de terrain.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Est-ce que l'honorable ministre va encourager l'élevage des lapins?

L'honorable M. Perron (Montcalm): Mon honorable ami des Deux-Montagnes est-il venu à l'exposition avicole au Forum de Montréal?

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Malheureusement, non.

L'honorable M. Perron (Montcalm): Mon honorable ami aurait du y venir. J'y suis allé, et on m'a montré l'exposition des lapins. Le ministère n'y a guère confiance.

Cependant j'ai constaté un remarquable progrès, et j'ai accordé \$500 d'octroi pour l'élevage des lapins et pour publication d'un traité pour l'élevage du lapin.

Les enfants des cultivateurs élèvent souvent des lapins, et parfois, ils gagnent une belle petite somme d'argent de poche à partir des peaux et des carcasses.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Je crois que l'élevage des lapins ne paie pas le cultivateur. Il vaut mieux utiliser les fonds à des emplois plus pressants.

M. Renaud (Laval) régale la Chambre d'un commentaire humoristique sur les lapins et leurs différentes caractéristiques.

L'honorable M. Perron (Montcalm): Il est possible que j'aie eu tort. Ce sera le seul octroi. J'y regarderai à deux fois quand viendra le prochain octroi. C'est fini, plus une cent...

Finie la subvention de \$4,600 accordée l'an dernier pour les missionnaires des caisses populaires. Elles n'ont plus besoin de notre aide.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Est-ce qu'elles la refusent?

L'honorable M. Perron (Montcalm): Non.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Est-ce que l'honorable ministre est contre les caisses?

L'honorable M. Perron (Montcalm): Non, je suis en faveur des caisses.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Pourquoi alors ne pas leur venir en aide?

L'honorable M. Perron (Montcalm): Ça marche tout seul.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Alors pourquoi les inspecter?

L'honorable M. Perron (Montcalm): Parce que ça marche trop vite.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): L'inspection est pour les arrêter?

L'honorable M. Perron (Montcalm): C'est pour les stabiliser.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Est-ce que l'honorable ministre est contre l'octroi? L'honorable ministre ne semble pas vouloir payer les missionnaires des caisses populaires.

L'honorable M. Perron (Montcalm): Je trouve que le gouvernement n'est pas justifiable de donner \$4,600 aux missionnaires pour faire du recrutement. Si les cultivateurs ont confiance aux caisses populaires, ils iront, s'ils n'ont pas confiance, ils n'iront pas. Les cultivateurs n'ont pas besoin de missionnaires pour déposer leur argent aux caisses populaires. Si les caisses sont bien administrées, les cultivateurs y déposeront leur argent.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Si les caisses sont aussi bonnes que le ministre l'a dit l'autre jour, elles méritent de l'encouragement. Le gouvernement paie les cultivateurs qui assistent aux conférences de ses officiers. Si les cours sont intéressants, inutile de

payer pour qu'on y assiste. Je me suis même laissé dire qu'il y a des gens qui savent organiser leur voyage pour que ça les paie.

Il y a eu de jolis profits réalisés. Le gouvernement ferait mieux, il me semble, de payer des missionnaires pour les caisses populaires. J'espère que le ministre va revenir sur sa décision.

L'honorable M. Perron (Montcalm): Non, je ne paierai pas un seul sou pour les missionnaires de caisses populaires. Je l'ai décidé et je ne changerai pas ma décision. L'honorable député des Deux-Montagnes a été dur pour les cultivateurs. Il a peut-être raison, en principe.

Il faudrait que tous les cultivateurs viennent aux cours abrégés, mais le gouvernement a cru qu'il était de bonne guerre de payer les dépenses de voyage pour encourager l'assistance à ces cours. L'an dernier, nous avons vu 12,000 personnes. Mais je dirai à mon honorable ami qu'à l'avenir nous ne paierons plus cela, l'an prochain.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Pourquoi?

L'honorable M. Perron (Montcalm): Parce que le mouvement est lancé. Mon honorable ami des Deux-Montagnes a déclaré qu'il y avait des gens qui trouvaient moyen de se faire un petit profit. C'est possible.

Quand bien même il y en aurait eu 100, sur 12,000, il en sera resté 11,900 pour apprendre quelque chose. Mais à l'avenir, mon honorable ami peut être assuré qu'on ne fera plus de petits profits, car on ne paiera plus pour l'assistance aux cours abrégés. Il s'agissait de créer un mouvement. Il a été créé.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Est-ce que l'honorable ministre va continuer à encourager les fermes de démonstration?

L'honorable M. Perron (Montcalm): Non seulement je vais les encourager, mais je veux en augmenter le nombre.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Est-ce que l'honorable ministre ne songe pas à mettre à la tête de ces fermes des élèves des écoles d'agriculture?

L'honorable M. Perron (Montcalm): Les élèves de deux ans retournent sur les terres de leurs pères. Quant aux élèves de quatre ans, ils sont immédiatement absorbés par le fédéral et le

provincial. Nous avons besoin d'une vingtaine de compétences pour l'agronomie, et nous ne les avons pas. Il nous en faudrait aussi pour les fermes de démonstration.

M. Renaud (Laval): Je suis en faveur des fermes de démonstration, mais ça ne paie pas suffisamment les cultivateurs.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Il y a deux sortes de fermes de démonstration.

L'honorable M. Perron (Montcalm): Nous avons les fermes de démonstration et les fermes où il y a des concours. Nous avons aussi les fermes fédérales.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Quelles sont les meilleures?

L'honorable M. Perron (Montcalm): Ce sont les fermes provinciales évidemment.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Avec le concours du gouvernement provincial, on pourrait améliorer les deux.

L'honorable M. Perron (Montcalm): Je n'ai pas inventé cela, mais mon prédécesseur a essayé de réunir tous les efforts. J'essaie moi-même, et nous obtenons une bonne collaboration de M. le Dr Griesdale.

M. Sauvé (Deux-Montagnes) pose des questions narquoises.

L'honorable M. Perron (Montcalm): Certes, il ne fera pas, dit-il, d'articles élogieux sur le compte du député des Deux-Montagnes dans *Le Soleil*, et même il paiera pour éviter qu'on le fasse.

À l'avenir le ministère de l'Agriculture concentrera l'annonce et la publicité uniquement au *Journal de l'agriculture*, sauf pour des occasions exceptionnelles. Finies les annonces au *Courrier-Sentinelle*, à l'*Éclaireur*, au *Soleil*, etc.

La résolution est adoptée.

Résolutions à rapporter:

Le comité fait rapport qu'il a adopté une résolution et demande la permission de siéger de

nouveau. Ladite résolution est lue deux fois et adoptée.

La séance est levée à 11 h 20.

6. 1,437 religieuses, selon *L'Action catholique* du 1^{er} avril 1930, à la page 5.

7. La chronique de *L'Événement* du 1^{er} avril 1930, à la page 9, rapporte que le sous-ministre M. J.-A. Grenier vient s'asseoir à côté du ministre.

NOTES

1. Le comité se réunit sous la présidence de M. Dugas (Joliette).

2. Voir note 1.

3. La chronique de *L'Événement* du 1^{er} avril 1930, à la page 9, précise que les règlements donnent raison au premier ministre.

4. *Le Devoir* du 1^{er} avril 1930, à la page 1, ajoute: "Cette nouvelle venait d'un citoyen qui, durant une bonne partie de l'après-midi, installé dans le couloir qui relie les deux Chambres, confiait qu'il a fait passer 10,000 télégraphes en 1928. Sa mine démentait toutefois cet éclatant fait d'armes. Cet homme excellent pariait que M. Houde ne prendra que 5 % de tous les votes donnés, lundi prochain. Il nous a appris que tous les juifs vont voter pour M. Mathewson, ainsi que tous les Anglais, et que M. Mercure prendra 95 % du vote français. Comme disait un député libéral: S'il y a eu 10,000 télégraphes, c'est toujours pas lui qui les a passés!" Il est heureux pour M. Houde que cet homme formidable soit actuellement à Québec. Quant au ministre d'Agriculture, sur le conseil amical qu'on lui donna, après la séance, de retenir pour le Parti libéral les services d'un électricien aussi éminent, il se mit à rire de bon cœur.

5. Selon l'article 288 du *Règlement annoté de l'Assemblée législative*, 1915, à la page 84, lorsqu'une "motion proposant que le comité se lève sans faire rapport" est présentée, cette motion met fin aux délibérations du comité et écarte l'affaire dont il a été saisi. Selon le paragraphe 1 du même article, "l'affaire écartée disparaît du *Feuilleton*, mais elle peut y être rétablie", ce qui n'est pas le cas présent, puisqu'il n'y a aucun ordre ultérieur afin que le comité siége, de nouveau, à une prochaine séance ou à toute autre séance ultérieure.

Première séance du mardi 1^{er} avril 1930

Présidence de l'honorable T.-D. Bouchard

La séance est ouverte à 3 h 30.

Prière.

M. l'Orateur: À l'ordre Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

Rapports de comités:

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le trente et unième rapport du comité permanent des bills publics en général. Voici le rapport:

Votre comité a décidé de rejeter les bills suivants:

- bill 27 modifiant l'article 599 du Code de procédure civile relativement aux sommes et pensions données à titre d'aliments;

- bill 171 modifiant l'article 599 du Code de procédure civile.

Salaires de
certains officiers de justice

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) demande la permission de présenter le bill 229 modifiant la loi des salaires de certains officiers de justice.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

Loi de certaines matières
spéciales de procédure

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) demande la permission de présenter le bill 228 modifiant la loi de certaines matières spéciales de procédure.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

Questions et réponses:

Caisses
populaires

M. Blain (Montréal-Dorion): 1. Combien y a-t-il eu de caisses populaires qui auraient fait perdre \$200,000 ou \$250,000 à leurs membres, dans la province de Québec?

2. Par qui ces caisses étaient-elles administrées?

3. Quels sont les noms et les pertes de ces caisses populaires?

4. Est-ce que la liquidation est terminée dans chaque cas et quel est le chiffre des pertes réelles?

5. Les intéressés se sont-ils pourvus légalement contre les personnes responsables?

L'honorable M. McMaster (Compton): Le gouvernement n'a aucun renseignement au sujet des questions ci-dessus.

Gardes-feux

M. Crépeau (Sherbrooke): Combien le gouvernement avait-il de gardes-feux à son emploi: *a.* en 1925; *b.* en 1926; *c.* en 1927; *d.* en 1928; *e.* en 1929?

L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay): (Voir le tableau ci-dessous)

	<i>Inspecteurs</i>	<i>Gardes-feux</i>	<i>Sous-gardes-feux</i>	<i>Gardes-feux auxiliaires</i>	<i>Total</i>
<i>a.</i>	75	422	.....	1,301	1,798
<i>b.</i>	94	458	.....	1,452	2,004
<i>c.</i>	101	490	1,305	120	2,016
<i>d.</i>	108	530	1,336	190	2,164
<i>e.</i>	112	544	1,346	317	2,318

**Bureaux de placement
du gouvernement**

M. Guertin (Hull): 1. Combien le gouvernement a-t-il de bureaux de placement?
2. Quelle est l'adresse de chacun d'eux?
3. Combien de positions ont été accordées par chacun d'eux: *a.* en 1925; *b.* en 1926; *c.* en 1927; *d.* en 1928; *e.* en 1929?

L'honorable M. Galipeault (Bellechasse):
1. 7, y compris les bureaux d'Amos et Rouyn qui ont été ouverts après le 1^{er} juillet 1929.

2. et 3. Voir le rapport général du ministre des Travaux publics et du Travail, pour chacune des années 1925, 1926, 1927, 1928, 1929.

Nombre d'agriculteurs

M. Blain (Montréal-Dorion): 1. Combien y avait-il d'agriculteurs dans la province: *a.* en 1925; *b.* en 1926; *c.* en 1927; *d.* en 1928; *e.* en 1929?

2. Où le gouvernement a-t-il pris ses statistiques?

L'honorable M. David (Terrebonne): 1. *a.* en 1925: pas de statistiques; *b.* en 1926: 145,146; *c.* en 1927: 146,363; *d.* en 1928: 149,199; *e.* en 1929: compilation incomplète.

2. Dans le rapport sur les Statistiques municipales du gouvernement de la province de Québec.

Protonotaires de Roberval

M. Guertin (Hull): 1. Quels sont les protonotaires de Roberval?

2. Quand ont-ils été nommés et sur la recommandation de qui?

3. Quel est le traitement de chacun?

4. Y a-t-il eu des plaintes contre leur administration?

5. Dans l'affirmative, quand et par qui ont-elles été faites?

L'honorable M. Taschereau (Montmorency):
1. M. Raoul Boissonneault.

2. Le 7 novembre 1928, sur recommandation du magistrat de district siégeant à Roberval et de plusieurs notables de Roberval.

3. Il est à honoraires.

4. Non.

5. ...

Messages du Conseil législatif:

M. l'Orateur informe la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté, avec certains amendements qu'il la prie d'agréer, les bills suivants:

- bill 55 pour remplacer la loi du paiement des pénalités;

- bill 200 modifiant la loi du salaire minimum des femmes.

**Loi du
paiement des pénalités**

La Chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 55 pour remplacer la loi du paiement des pénalités. Lesdits amendements sont lus une première fois.

**Salaire minimum
des femmes**

La Chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 200 modifiant la loi du salaire minimum des femmes. Lesdits amendements sont lus une première fois.

**Service de navigation
dans le Bas-du-Fleuve Saint-Laurent**

L'honorable M. Laferté (Drummond) propose, selon l'ordre du jour et appuyé par le représentant de Compton (l'honorable M. McMaster), que la Chambre, à sa prochaine séance, se forme en comité plénier pour prendre en considération un projet de résolution relative au bill 230 accordant un octroi à la Compagnie de transport du Bas-Saint-Laurent limitée relativement à un service de navigation dans le Bas-du-Fleuve Saint-Laurent entre la Côte-Sud et la Côte-Nord.

Adopté.

Messages du Conseil législatif:

M. l'Orateur informe la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté, sans amendement, les bills suivants:

- bill 44 modifiant la loi des licences;
- bill 54 modifiant la loi de la taxe sur les corporations;
- bill 57 modifiant la loi du contrôle du revenu;
- bill 208 modifiant la loi de la taxe sur les transferts de valeurs mobilières;
- bill 209 modifiant la loi des habitations salubres;
- bill 216 modifiant la loi de la Commission des services publics.

Pont sur la baie de Gaspé

L'honorable M. Galipeault (Bellechasse) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité plénier pour prendre en considération un projet de résolutions relatives au bill 224 concernant la construction d'un pont sur la baie de Gaspé.

Adopté.

Il informe alors la Chambre qu'il est autorisé par Son Honneur le lieutenant-gouverneur à soumettre ledit projet de résolutions et que Son Honneur en recommande la prise en considération.

En comité:

L'honorable M. Galipeault (Bellechasse) propose: 1. Que, pour aider à la construction d'un pont sur la baie de Gaspé entre la municipalité du village de Gaspé et l'endroit appelé Gaspé Harbour, dans le comté de Gaspé, il sera loisible au lieutenant-gouverneur en conseil d'autoriser le ministre des Travaux publics et du Travail à faire avec une compagnie qui se chargera de la construction de ce pont, un contrat aux conditions ci-après mentionnées.

2. Que ce contrat devra pourvoir:

a. À ce que le coût de la construction, de l'entretien, de l'exploitation et du maintien de ce pont, ainsi que celui des approches et de l'acquisition des terrains nécessaires, soit à la charge de la compagnie, partie audit contrat;

b. À ce que pour tout emprunt contracté par la compagnie pour fins de construction dudit pont et de ses approches, il soit pourvu à un fonds d'amortissement annuel suffisant pour rembourser l'emprunt dans une période de pas moins de vingt, et

de pas plus de quarante années, et à ce que ledit fonds d'amortissement soit, chaque année, déposé entre les mains du trésorier de la province pour être traité comme les fonds d'amortissement des emprunts des corporations municipales;

c. À ce que les plans de construction dudit pont et des ses approches, après leur approbation par le gouvernement fédéral, soient soumis au ministre des Travaux publics et du Travail et approuvés par lui;

d. Au parachèvement des travaux dans un délai déterminé;

e. Au mode suivant lequel le pont sera maintenu et entretenu;

f. À l'imposition de droits de péage suivant un tarif approuvé par le lieutenant-gouverneur en conseil;

g. À ce que, dans le cas où le montant d'argent provenant des droits de péage établis comme dit ci-dessus ne serait pas suffisant pour rencontrer chaque année à l'échéance, les sommes d'argent nécessaires pour payer les charges annuelles d'exploitation et d'entretien dudit pont, les intérêts sur tout emprunt pour fins de construction dudit pont et de ses approches et le fonds d'amortissement de tel emprunt, le gouvernement s'engagera à payer soixante-quinze pour cent dudit déficit annuel à la compagnie, partie audit contrat, aussi longtemps que subsistera tel déficit;

Si le taux d'intérêt payé par la compagnie sur un emprunt est supérieur à six pour cent par an, ledit taux d'intérêt devra être réduit six pour cent pour les fins d'application de la présente résolution;

h. À ce qu'en tout temps après l'expiration de dix années de la date du parachèvement des travaux de construction dudit pont, le gouvernement de la province puisse acheter ce pont de la compagnie qui l'a construit en lui remboursant, à même le fonds consolidé du revenu, toutes sommes dépensées pour le coût des terrains, de la construction des approches et des autres dépenses incidentes nécessaires, avec en plus une prime de dix pour cent du montant total de ces dépenses;

i. À toutes autres conditions, non contraires à celles ci-dessus prescrites que le ministre des Travaux publics et du Travail jugera utiles ou nécessaires pour la mise à effet des dispositions de la loi qui sera basée sur les présentes résolutions, pourvu que ces conditions aient été approuvées par le lieutenant-gouverneur en conseil;

j. À ce que les livres, papiers et autres documents, de même que la comptabilité de la compagnie, partie audit contrat, soient en tout temps soumis à l'examen du ministre des Travaux publics

et du Travail ou de toute autre personne par lui à ce autorisée.

3. Que les sommes que le gouvernement pourra être appelé à verser en vertu du paragraphe g de la résolution 2 seront payées à qui de droit par le trésorier de la province, à même le fonds consolidé du revenu, sur certificat du ministre des Travaux publics et du Travail, déclarant que les conditions du contrat ont jusqu'à date été observées, et spécifiant le montant dû.

4. Que la compagnie, partie au contrat ci-dessus, soit autorisée à acquérir à l'amiable ou par expropriation tous les immeubles requis pour la construction dudit pont et de ses approches, de même que tous les droits immobiliers, charges, baux à loyer et baux emphytéotiques, rentes constituées ou autres droits quelconques affectant les immeubles, et que toute telle expropriation sera soumise à la loi des chemins de fer de Québec (Statuts refondus, 1925, chapitre 230).

Les résolutions sont adoptées.

Résolutions à rapporter:

Le comité fait rapport qu'il a adopté plusieurs résolutions, lesquelles sont lues une première fois par la Chambre.

Loi des écoles techniques

L'honorable M. McMaster (Compton) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité plénier pour prendre en considération un projet de résolution relative au bill 227 modifiant la loi des écoles techniques.

Adopté.

Il informe alors la Chambre qu'il est autorisé par Son Honneur le lieutenant-gouverneur à soumettre ledit projet de résolution et que Son Honneur en recommande la prise en considération.

En comité:

L'honorable M. McMaster (Compton) propose: Que les dépenses se rapportant au bureau du directeur de l'enseignement technique, tel que prévu par la loi qui sera basée sur la présente résolution, soient payées à même le fonds consolidé du revenu de la province.

Adopté.

Résolutions à rapporter:

Le comité fait rapport qu'il a adopté une résolution, laquelle est lue deux fois et adoptée par la Chambre.

L'honorable M. McMaster (Compton) demande la permission de présenter le bill 227 modifiant la loi des écoles techniques.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

L'honorable M. McMaster (Compton) propose que le bill soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté.

L'honorable M. McMaster (Compton) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Loi des paratonnerres

L'honorable M. Galipeault (Bellechasse) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité plénier pour prendre en considération un projet de résolution relative au bill 221 modifiant la loi des paratonnerres.

Adopté.

Il informe alors la Chambre qu'il est autorisé par Son Honneur le lieutenant-gouverneur à soumettre ledit projet de résolution et que Son Honneur en recommande la prise en considération.

En comité:

L'honorable M. Galipeault (Bellechasse) propose: Que le porteur d'une licence de fabricant de paratonnerres en vertu de la loi des paratonnerres (Statuts refondus, 1925, chapitre 178A) qui fera l'installation de paratonnerres devra, en faisant application pour l'inspection de telle installation, payer au ministre en sus des droits mentionnés aux articles 8 et 23 respectivement de ladite loi et comme honoraires d'inspection, la somme d'un dollar par borne aérienne comprise dans toute installation de paratonnerres.

L'honorable M. Galipeault (Bellechasse): L'an dernier, le gouvernement a passé une loi pour

rendre obligatoire l'inspection des paratonnerres. Dans le passé, les paratonnerres étaient souvent posés par des gens qui n'avaient pas d'expérience et, au lieu d'être une protection, ils étaient une menace. Le gouvernement a dû nommer des inspecteurs, et la présente loi a pour but de prélever un fonds pour payer les inspecteurs.

M. Renaud (Laval): Cette loi impose une taxe sur les cultivateurs!

L'honorable M. Galipeault (Bellechasse): Actuellement, quand un fabricant pose un paratonnerre, il est obligé d'en faire faire l'inspection. Le but du projet est d'obliger le fabricant, en réclamant une inspection, à payer \$1 par borne aérienne. Il est juste que l'on exige quelque chose pour l'inspection. D'ailleurs, les cultivateurs ne sont pas les seuls à faire usage de paratonnerres. Ainsi, la province sera mise au courant des paratonnerres installés. Les inspecteurs du gouvernement, payés à ce même droit de \$1 par tirage, verront à ce que les cultivateurs ne soient pas trompés.

M. Renaud (Laval): Le gouvernement veut absolument améliorer le sort des cultivateurs, cependant on voit qu'il leur impose une sorte de taxe, puisque ce droit de \$1 par tige, payé par les compagnies, leur sera chargé en définitive.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): La prochaine taxe devra tôt ou tard être assumée par les cultivateurs eux-mêmes, même si elles sont imposées aux compagnies.

La résolution est adoptée.

Résolutions à rapporter:

Le comité fait rapport qu'il a adopté une résolution, laquelle est lue une première fois, une deuxième fois sur division et adoptée sur division.

Il est ordonné que ladite résolution soit renvoyée au comité plénier chargé d'étudier le bill 221 modifiant la loi des paratonnerres.

L'honorable M. Galipeault (Bellechasse) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 221 modifiant la loi des paratonnerres soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité plénier.

L'honorable M. Galipeault (Bellechasse) propose que la Chambre se forme immédiatement en ledit comité.

Adopté. Le comité, ayant étudié le bill, en fait rapport sans amendement.

Animaux sauvages en captivité

L'honorable M. David (Terrebonne) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 226 modifiant la loi de la chasse relativement aux animaux sauvages vivant en captivité soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité plénier.

L'honorable M. David (Terrebonne) propose que la Chambre se forme immédiatement en ledit comité.

Adopté. Le comité, ayant étudié le bill, en fait rapport sans amendement.

L'honorable M. David (Terrebonne) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Inspection de syndicats

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 214 modifiant la loi des syndicats coopératifs de Québec relativement à l'inspection de certains syndicats.

Ce projet a été longuement étudié et amendé au comité des bills publics.

Adopté. Le comité, ayant étudié le bill, en fait rapport sans amendement.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Demandes de documents:

Vente du lait à Montréal

M. Renaud (Laval) propose, appuyé par le représentant de Hull (M. Guertin), qu'il soit mis

devant cette Chambre copie de toute correspondance depuis 1929, inclusivement, entre le gouvernement et l'Association des producteurs de lait au sujet de la vente du lait à Montréal.

Il y a eu un compromis pour les prix entre les compagnies et les producteurs, à la suite de la grève. Les producteurs devaient retirer entre 28 et 32 cents par gallon. Le compromis n'a pas été respecté. On a mis en vigueur un système pour écraser les producteurs de lait. Je voudrais savoir si le gouvernement pourrait nous dire où on en est rendu avec le prix du lait. À l'heure qu'il est, on abandonne encore les anciens fournisseurs pour le prendre dans les régions où la tuberculisation n'est pas requise et où les gens ne se conforment même pas aux règlements de la ville de Montréal.

Je suis informé que les règlements de la ville n'ont pas été toujours respectés. On fait venir du lait jusque d'Ontario. Puisque nos producteurs de lait se conforment à la loi, aux règlements d'hygiène, ils ont droit d'être protégés pour que le marché ne soit pas encombré à Montréal.

Le gouvernement devrait prendre des mesures à cette fin. On devrait faire respecter strictement les conditions d'hygiène par les compagnies. On ne devrait pas leur permettre d'acheter du lait là où l'hygiène n'est pas respectée.

Si l'on respectait ou faisait respecter les règlements de la ville de Montréal, l'encombrement du lait n'existerait pas.

On a prétendu que l'Association des producteurs de lait avait mêlé la politique à la grève. Rien n'est plus faux. Car elle ne demandait pas des prix exagérés. Les compagnies laitières font aujourd'hui des profits excessifs aux dépens des pauvres cultivateurs, dans la région immédiate de Montréal.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): L'Association des producteurs de lait a adressé une lettre et une résolution à l'honorable ministre de l'Agriculture (l'honorable M. Perron). Je voudrais savoir, si possible, ce qu'il a répondu. Et qu'est-ce que le gouvernement a fait pour assurer le respect de l'entente conclue entre les producteurs et les laitiers?

L'honorable M. Perron (Montcalm): Je n'ai reçu ni lettre ni résolution. Depuis la grève du lait, j'ai reçu deux plaintes par écrit et quelques plaintes verbales. Elles venaient de patrons qui se plaignaient des laitiers. J'ai discuté ces plaintes avec les laitiers et ils m'ont donné de bonnes explications.

L'honorable député de Laval dit qu'on ne devrait pas permettre la surproduction en important du lait. Il prétend qu'il n'y aurait pas de surproduction si les règlements municipaux de la ville de Montréal étaient respectés. Je présume qu'ils le sont avec un homme comme le chef de l'opposition à la tête de la ville. C'est à la ville de Montréal de faire respecter ses règlements, et ce n'est pas à la province à le faire pour elle.

En tout cas, si elle ne le fait pas, l'honorable député de Laval devrait s'adresser au maire de Montréal, qui est le chef de l'opposition et sur lequel il a plus d'influence que moi. Le maire de Montréal est un homme distingué et capable de faire observer les règlements de la cité. Mais je crois qu'ils sont bien observés... On m'affirme que les règlements sont respectés.

Quant à la question du lait, je l'ai longuement traitée déjà en cette Chambre. Je n'aurais pas voulu revenir sur cette question et référer à un débat antérieur. Mais je dois dire que la triste situation actuelle des producteurs de lait est la conséquence de la grève du lait dans laquelle ils ont été entraînés par un seul homme: l'ami du député de Laval.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Le ministre de l'Agriculture a dit que la grève avait été un grand crime, puis qu'il n'avait pas blâmé les grévistes, puis qu'ils étaient responsables de la situation actuelle.

L'honorable M. Perron (Montcalm): J'ai dit seulement que cette situation avait été causée par l'initiative de M. Chartrand d'organiser une grève déraisonnable, non justifiable, non justifiée et mal préparée, et dont les conséquences ont été désastreuses pour eux. Les producteurs de lait ont été d'une imprudence extrême. Je ne blâme pas les producteurs de lait, mais c'est la grève qui a causé une perturbation du marché de Montréal, qui constitue l'essentiel de leur commerce. Ils y ont laissé leur fonds. C'était une grève intempestive.

On a appuyé aux patrons 28 et 32 sous, le lait vendu 56 sous. L'honorable député de Laval dit que les laitiers font un énorme profit. Ce n'est pas juste. Les compagnies de laitiers ont respecté leurs engagements. Mon honorable ami sait qu'une partie seulement du lait est vendue au détail au prix de l'entente. La balance est écrémée et on sait ce que cela rapporte. Un grand nombre de producteurs de lait obtiennent actuellement de meilleurs prix que l'année dernière: je sais que les laitiers ont payé 2 ou 3 sous de plus par gallon pour le gras du lait, afin d'aider les cultivateurs, qui avaient subi des pertes.

Je ne suis pas ici pour défendre les laitiers, et la meilleure preuve, c'est que le ministre de l'Agriculture a aidé les producteurs à se former en coopérative, contre les compagnies. Le gouvernement a aidé notre coopérative, qui doit concurrencer les laitiers, en lui avançant \$40,000. Dans six mois, nous saurons à quoi nous en tenir sur le coût de production du lait, et nous pourrons traiter sur un pied d'égalité avec les laitiers.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Le gouvernement a donc une coopérative, puisque l'honorable ministre dit "notre coopérative"?

L'honorable M. Perron (Montcalm): Je parle comme cultivateur.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Je croyais que l'honorable député était ministre.

L'honorable M. Perron (Montcalm): Je suis ministre, mais je suis cultivateur aussi.

(Applaudissements)

Dans six mois d'ici, nous saurons si les laitiers vendent trop cher. Et ce ne sera pas un fiasco. Il n'y aura pas de remise. Le malaise actuel ne résulte pas du fait que les laitiers auraient manqué à leurs paroles, mais il résulte de la grève intempestive du lait.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Comment l'honorable ministre peut-il dire que la grève a causé la surproduction?

L'honorable M. Perron (Montcalm): C'est bien facile. Quand la grève s'est déclarée, les laitiers se sont approvisionnés en Ontario et ailleurs. La grève a attiré à Montréal du lait de campagnes qui n'en envoyaient jamais à Montréal.

S'il y a du malaise, c'est à cause de la surproduction du lait provoqué par la grève des producteurs de lait. Pendant cette grève, les distributeurs ont cherché de nouveaux producteurs. Après la grève, les anciens producteurs sont revenus et ont envoyé leur lait à Montréal; d'où la surproduction...

M. Sauvé (Deux-Montagnes): On avait l'impression que c'était le gouvernement...

L'honorable M. Perron (Montcalm): C'est une impression créée par les adversaires du gouvernement. Pourquoi toujours s'en prendre au

gouvernement? Dans la campagne municipale qui se déroule actuellement à Montréal, M. Bray dit que le ministre de l'Agriculture est un laitier et qu'il favorise les compagnies. Je ne suis pas un laitier! C'est la campagne malhonnête, injuste et malicieuse que nos adversaires font actuellement.

M. Blain (Montréal-Dorion): L'honorable ministre est agriculteur, il a un troupeau de vaches et il vend du lait.

L'honorable M. Perron (Montcalm): Oui, mais je ne suis pas un laitier.

M. Blain (Montréal-Dorion): Vous avez des vaches?

L'honorable M. Perron (Montcalm): Je suis agriculteur. Ce n'est pas la même chose qu'un laitier.

M. Renaud (Laval): Mais le ministre doit savoir quel est le prix du lait, il en vend, puisqu'il est cultivateur.

L'honorable M. Perron (Montcalm): On fait courir le bruit que je suis un laitier et que je favorise les compagnies. Mais on dit n'importe quoi contre le gouvernement dans cette campagne où, de l'avis de l'honorable chef de l'opposition, c'est la politique qui est au jeu. Quant au gouvernement, il n'a pas protégé les compagnies. Il a avancé, je le répète, \$40,000 à la coopérative des producteurs de lait pour favoriser les cultivateurs. Votre ami M. Allan Bray distribue des circulaires dans Saint-Henri disant que je suis un laitier qui vend du lait à Montréal.

M. Blain (Montréal-Dorion): Si vous êtes cultivateur et que vous vendez du lait...

L'honorable M. Perron (Montcalm): C'est M. Bray, votre ami, qui a dit que je suis laitier, que je vends du lait. C'est malicieux et malhonnête.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): L'honorable ministre déplace la question. Vous feriez mieux d'aller dire ça à Montréal.

L'honorable M. Perron (Montcalm): Non.

M. Blain (Montréal-Dorion): Il s'agit d'une lutte municipale.

L'honorable M. Perron (Montcalm): C'est une lutte politique que l'on fait à Montréal... Votre chef... votre chef à honoraire l'a dit lui-même.

M. Blain (Montréal-Dorion): L'organisateur libéral est candidat.

L'honorable M. Perron (Montcalm): Il est échevin depuis longtemps.

M. Renaud (Laval): C'est bien beau de venir ici et de se laver les mains. Si le ministre de l'Agriculture avait voulu, la grève aurait été réglée depuis longtemps. Si le règlement du lait à Montréal avait été respecté, la grève se serait réglée toute seule, et encore beaucoup mieux si le ministre de l'Agriculture ne s'en était pas mêlé. Il aurait bien dû jamais aller se fourrer là-dedans. À preuve, la veille du règlement, il y avait déjà des compagnies qui étaient venues pour régler. Ce n'est pas M. Chartrand qui s'est fait un cheval politique de la grève. La vérité est que la grève a été organisée autant par des libéraux que par des conservateurs, mais c'est le ministre de l'Agriculture qui s'est fait un cheval politique avec cela.

Il y avait un des principaux organisateurs, M. Lalonde qui, à la veille du règlement fait par le ministre de l'Agriculture (l'honorable M. Perron), disait à une assemblée des producteurs à l'Assomption que ceux-ci devraient garder leur marchandise, si on ne voulait pas donner le prix demandé. Et c'est le même M. Lalonde que le député de Montcalm (l'honorable M. Perron) a pris par sous le bras, le lendemain pour régler la grève du lait. Le ministre de l'Agriculture s'en vient dire que Chartrand est responsable de la grève du lait. C'est parce que, voyant que Chartrand ne voulait pas marcher, il est allé chercher Lalonde pour tout arranger. Puis après ça, tous les deux se sont lavé les mains.

Si le ministre avait voulu, il aurait pu régler la grève du lait en faveur des producteurs. Va-t-il prétendre que la grève des laitiers est injustifiable? S'il connaît tant la tenue des livres et l'agriculture, il doit savoir ce que ça coûte le lait. Pas besoin d'aller trouver des chefs de département pour savoir ça, et avoir des rapports tout de travers. À preuve qu'ils ont annoncé qu'il y avait 6,000 vaches tuberculinsées à vendre dans la province, l'automne dernier. Or, il y en avait à peu près 100. C'est ça les renseignements qu'on nous donne. Si le ministre ne s'était pas occupé de la grève du lait, ça aurait bien mieux marché.

L'honorable M. Perron (Montcalm): Je ne les aurais pas amenés à la ruine?

M. Renaud (Laval): De la façon dont vous y allez, vous allez les ruiner, ça ne prendra pas de temps, avec votre beau programme. Ce n'est pas le ministre qui pourra réussir à nous faire croire que la grève était injustifiée. Le ministre de l'Agriculture veut en faire trop. Il est important qu'on fasse des élections le plus tôt possible, s'il veut que ça prenne, car ça ne durera pas longtemps. Il pourra peut-être réussir à tromper quelqu'un, mais il ne trompera pas indéfiniment.

L'honorable M. Perron (Montcalm): Je n'ai jamais trompé personne et je n'ai jamais vendu de vaches.

M. Renaud (Laval): Ni moi non plus, car je ne suis pas avocat. J'en ai un dans ma famille, et puis, j'aime mieux ma position que la sienne. Et puis, je peux dire au ministre que ça coûte moins cher de frais à mes clients qu'à ceux du ministre. J'en fais du lait. Je sais ce que ça coûte. Le ministre ne me fera pas peur parce que je suis accoutumé avec les bœufs.

L'honorable M. Perron (Montcalm): Je rappelle le député de Laval à l'ordre.

M. Renaud (Laval): Vous n'avez pas besoin de vous plaindre, car vous en avez sorti de plus raides...

L'honorable ministre de l'Agriculture a réglé la grève du lait, mais le règlement eût été meilleur si les règlements de la cité de Montréal avaient été observés. Ah! Si le ministre de l'Agriculture avait voulu, lui qui est tout-puissant, il aurait pu faire mieux. L'honorable ministre dit que la grève n'était pas justifiable. Elle était justifiable. Les producteurs faisaient moins d'argent à 30 cents que les laitiers en faisaient à 45 cents. L'honorable ministre doit le savoir. Il semble vouloir trop en faire avec tous ses experts. La question du lait aurait été réglée beaucoup plus facilement si le ministre de l'Agriculture (l'honorable M. Perron) ne s'en était pas mêlé.

La motion est adoptée.

The Congregation Bnai Israel

M. Bercovitch (Montréal-Saint-Louis) propose, appuyé par le représentant de Lévis (M. Roy), que l'honoraire payé pour le bill 84 constituant en

corporation la Congregation Bnai Israel soit remis, moins les frais d'impression et de traduction, vu que ce bill a pour objet l'expansion d'un culte religieux.

Adopté.

Questions et réponses:

Limites de bois dans le comté de Bellechasse

M. Blain (Montréal-Dorion): 1. Le gouvernement a-t-il des limites dans le haut du comté de Bellechasse qui sont sous licences pour coupe de bois depuis que M. Édouard Lacroix les a abandonnées?

2. Dans l'affirmative, quelles sont les personnes qui sont en possession de ces dites limites et par qui se fait la coupe de bois chaque année?

3. Le notaire J.-E.-J. Bolduc, maire de Saint-Camille-de-Bellechasse, fait-il depuis plusieurs années couper des quantités de bois sur lesdites limites?

4. Quelle est la quantité: *a.* de bois de pulpe; *b.* de cèdre et pin; *c.* de poteaux de cèdre et dormants de cèdre qui a été coupée: *a.* en 1924-1925; *b.* en 1925-1926; *c.* en 1926-1927; *d.* en 1927-1928; *e.* en 1928-1929; *f.* en 1929-1930 par le notaire J.-E.-J. Bolduc?

5. Quel est le montant qui a été payé pour coupe de bois par le notaire J.-E.-J. Bolduc, chaque année depuis 1924 à 1930?

L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay):
1 Oui, la province de Québec est propriétaire de terrains forestiers, sous permis à cet endroit.

2. Les limites en questions ont été transférées par M. Édouard Lacroix à la McCrea Wilson Lumber Co. et à E. Bolduc enregistrée.

3. L'exploitation desdites limites est faite partie par McCrea Wilson Lumber Co. et partie par E. Bolduc enregistrée, les concessionnaires actuels, et non pas par J.-E.-J. Bolduc.

4. (Voir le tableau ci-dessous)

	<i>a. 1924-25</i>	<i>b. 1925-26</i>	<i>c. 1926-27</i>	<i>d. 1927-28</i>	<i>e. 1928-29</i>	<i>f. 1929-30</i>
Bois à pulpe.....	Aucun	Aucun	490 cordes	484½ cordes	1,610.9 cordes	145 cordes
Cèdre poteaux	Aucun	Aucun	Aucun	Aucun	273	Aucun
Cèdre	Aucun	Aucun	Aucun	Aucun	284 pmp.	Aucun
Pin	Aucun	Aucun	Aucun	Aucun	228,532 pmp.	Aucun
Dormants.....	Aucun	Aucun	Aucun	Aucun	3,200	Aucun

5. Les intérêts payés par E. Bolduc enr., pour droits de coupe et intérêts, sont comme suit:

1928, \$100;

1929, \$3,438.93;

1930, \$660.

En outre des sommes susdites payées jusqu'à date par E. Bolduc enr., il y a pour droits de coupe une balance de \$797 encore due et dont le recouvrement, avec intérêts, se fait au fur et à mesure des expéditions, à raison de \$60 par char de bois expédié.

publique, concernant l'éducation des enfants non catholiques et non protestants soit révoqué et que le bill soit retiré.

Adopté. Le bill est retiré.

La séance est levée 6 heures.

Deuxième séance du 1^{er} avril 1930

Présidence de l'honorable T.-D. Bouchard

La séance est ouverte à 8 h 45.

Prière.

M. l'Orateur: À l'ordre Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

Éducation des enfants non catholiques et non protestants

M. Bercovitch (Montréal-Saint-Louis) propose, appuyé par le représentant de Lévis (M. Roy), que l'ordre du jour appelant la deuxième lecture du bill 176 modifiant la loi de l'instruction

Pont sur la baie de Gaspé

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture des résolutions relatives au bill 224 concernant la construction d'un pont sur la baie de Gaspé.

L'honorable M. Galipeault (Bellechasse) propose que les résolutions soient maintenant lues une deuxième fois.

M. Guertin (Hull) propose par voie d'amendement, appuyé par le représentant de Montréal-Dorion (M. Blain), que tous les mots après "Que" soient remplacés par les suivants:

Que tout en étant prête à approuver la construction d'un pont à Gaspé, cette Chambre condamne la méthode proposée, à savoir de confier la construction à une compagnie privée et de s'engager à lui payer pour le rachat en plus du coût de l'entreprise, une prime de dix pour cent sans établir de limite quant au coût total.

L'amendement étant mis aux voix, la Chambre se divise. Les noms sont appelés et inscrits comme suit:

Pour: MM. Blain, Crépeau, Guertin, Lafleur, Renaud, Sauvé, 6.

Contre: MM. Authier, Baillargeon, Bastien, Bédard, Bercovitch, Bernard, Bissonnet, Bouthillier, Cantin, Casgrain, Charbonneau, Cohen, David, Desmarais, Dillon, Drouin, Dugas, Farand, Fortin, Frigon, Gagnon, Galipeault, Gauthier, Godbout, Grant, Laferté, Lahaie, Lamoureux, Laperrière, Lapierre, Leduc, Lemieux (Gaspé), Lemieux (Wolfe), Marchand, McDonald, McMaster, Mercier fils, Messier, Moreau (Lac-Saint-Jean), Oliver, Ouellet, Papineau, Paquet, Perrault, Perron, Phaneuf, Plante, Roy, Savoie, Smart, Taschereau, Turcotte, Vautrin, 53.

Ainsi, l'amendement est rejeté¹.

La motion principale étant mise aux voix, la Chambre l'adopte.

En conséquence, les résolutions sont lues une deuxième fois.

Les résolutions sont adoptées.

L'honorable M. Galipeault (Bellechasse) demande la permission de présenter le bill 224 concernant la construction d'un pont sur la baie de Gaspé.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

L'honorable M. Galipeault (Bellechasse) propose que le bill 224 concernant la construction d'un pont sur la baie de Gaspé soit maintenant lu une deuxième fois.

M. Blain (Montréal-Dorion): Explain.

L'honorable M. Galipeault (Bellechasse): Sa Grandeur Mgr Ross, évêque de Gaspé, est venu nous voir. Il s'est mis à la tête d'un mouvement pour construire un pont entre les municipalités des villages et paroisses de Gaspé et Gaspé Harbour, sur une distance d'environ 800 pieds. Mgr Ross nous a dit tout d'abord qu'une compagnie se chargerait de la construction du pont, mais ce projet n'a pas réussi. Nous avons ensuite reçu une nouvelle demande du maire de Gaspé, M. Carter, des corps publics et des principaux citoyens de la localité, entre autres le président du Board of Trade pour demander au gouvernement d'accorder à une compagnie le pouvoir de construire le pont.

Ils ont déclaré qu'une compagnie sera formée par les principaux citoyens de Gaspé et que cette compagnie entreprendra les travaux de construction du pont projeté. Ce pont coûtera assez cher et le gouvernement ne peut en assumer seul le coût. Ils nous ont représenté que les municipalités sont trop pauvres et n'ont pas les moyens de payer une partie du pont, bien que le pont soit nécessaire.

Aussi, nous avons donné carte blanche à Mgr Ross pour agir et nous l'avons assuré que si une compagnie bâtissait le pont, le gouvernement garantirait 75 % du déficit. L'entreprise coûtera \$300,000². La compagnie aura le droit de charger un péage qui devra être approuvé par le lieutenant-gouverneur en conseil. Des obligations pour la nouvelle construction seront émises pour une période s'étendant entre 20 et 40 ans.

M. Lemieux (Gaspé): Je suis heureux de féliciter l'honorable ministre des Travaux publics et du Travail (l'honorable M. Galipeault) de son projet. Ce pont est nécessaire sur le bassin de Gaspé. Les citoyens sont obligés de traverser le bassin dans un bac. Le pont projeté raccourcirait de 16 milles le trajet entre Gaspé et Gaspé Harbour. Les touristes vont affluer dans la Gaspésie, maintenant que le boulevard Perron est terminé, et le trafic sera tellement considérable que j'ai tout lieu de croire que le pont se paiera rapidement. Comme l'a dit l'honorable ministre, Mgr Ross s'intéresse beaucoup à ce pont. Mgr Ross et moi-même, dit-il, sommes venus voir le premier ministre à ce sujet, il y a trois ans, et

ont demandé l'appui du gouvernement. Ce projet réalise une des espérances de toute la population de Gaspé et j'en suis fort heureux. Il est temps de construire ce pont.

M. Blain (Montréal-Dorion): Le pont s'impose, mais pourquoi le gouvernement ne se charge-t-il pas de la construction lui-même? Le gouvernement n'a aucune raison valable pour ne pas en assumer l'entière responsabilité, puisqu'il se rend responsable de 75 % des déficits dans les paiements des annuités.

L'honorable M. Galipeault (Bellechasse): Le gouvernement ne peut assumer une pareille obligation. Si le gouvernement accepte de construire ce pont à ses frais, il aura mauvaise grâce de refuser les mêmes avantages à tous ceux qui en demanderont. Si nous donnions un pont à Gaspé, un grand nombre de régions nous en demanderaient dans les mêmes conditions, sans contribution des municipalités. Nous devrions en construire à Chicoutimi, à Sorel, à divers autres endroits, et nous endetter pour cela de \$12,000,000.

Le gouvernement, par une telle politique, obérerait sérieusement son crédit, en augmentant la dette, ce qui aurait une répercussion fâcheuse sur la négociation des opérations financières de la province. Les intéressés préfèrent que le pont soit construit par une compagnie. Ce système est régulièrement en usage aux États-Unis où il a solutionné de façon pratique de nombreuses difficultés.

M. Guertin (Hull): L'an dernier, le gouvernement, en introduisant un bill, nous a proposé la construction de plusieurs grands ponts de la province par une compagnie. Ce projet a été retiré sous prétexte qu'il valait mieux préparer l'opinion publique et, aujourd'hui, on nous propose la construction d'un pont à Gaspé par une compagnie encore. Il n'a pas eu le courage de revenir cette année avec le même bill, mais il revient avec un plan un peu différent. Je crois que c'est une erreur. Le gouvernement se réserve le droit de racheter le pont en payant 20 % de plus que le coût de la construction.

L'honorable M. Galipeault (Bellechasse): Dix pour cent. Ce 10 % représente le montant qui est généralement accordé aux propriétaires de biens immobiliers qu'on exproprie contre leur gré.

M. Guertin (Hull): Si la compagnie a payé trop cher, c'est le gouvernement qui y perdra. C'est

une mauvaise politique. Le plan tend aussi à abolir la concurrence. Rien ne nous garantit que le pont ne sera pas construit par une compagnie de constructeurs de ponts. Il n'y aura pas de concurrence.

L'honorable M. Galipeault (Bellechasse): Le projet de faire construire tous les grands ponts par une compagnie était excellent. La Chambre devra tôt ou tard adopter le projet de l'an dernier. Actuellement, nous avons des demandes pour des constructions de grands ponts qui représentent une dépense dont le coût se chiffre à \$12,000,000 dans la province. L'année prochaine, dans cette province, il y aura probablement des demandes de construction de 20 grands ponts, ce qui signifiera que le gouvernement devra financer une augmentation importante de la dette publique.

Dans cinq ans, c'est \$20,000,000 qu'il faudra dépenser. Il est évident que le gouvernement ne peut assumer de pareilles charges; nous ne pouvons construire à nos frais. Ce que nous faisons à Gaspé est ce que nous faisons partout. Nous disons aux municipalités: bâtissez un pont et nous vous aiderons. C'est la meilleure politique. Le gouvernement ne doit pas rechercher à être propriétaire des ponts.

Avec le système que nous proposons, le gouvernement n'est pas obligé de racheter les ponts. S'il paie des déficits, ce sera l'équivalent de l'octroi qu'il accorderait aux municipalités. Quant au coût de la construction du pont, le gouvernement exercera un contrôle et il ne le rachètera que si cela fait l'affaire de la province. Si ce pont devient payant, ce ne sera guère avant la limite de 10 ans fixée par le gouvernement dans le bill. S'il rachète un pont, il n'est que juste qu'il paie une prime de 10 %. Ainsi, les intérêts de la province sont sauvegardés. En ce qui concerne Gaspé, les gens de l'endroit sont convaincus que le pont rapportera suffisamment pour couvrir le fonds d'amortissement.

M. Gault (Montréal-Saint-Georges) pose une question.

L'honorable M. Galipeault (Bellechasse): Il s'agirait d'un pont-levis. Il reconnaît que cela entraînera des dépenses plus élevées, mais répète que la population de Gaspé est d'avis que le pont sera rentable.

M. Gault (Montréal-Saint-Georges): Je félicite les gens de Gaspé et j'espère qu'ils réussiront, mais ils sont plutôt optimistes.

M. Blain (Montréal-Dorion) pose une question.

L'honorable M. Galipeault (Bellechasse): Le gouvernement, dans le cas de paiements de déficits ou de rachat d'un pont, verra à ce que la compagnie fournisse des chiffres exacts. On prétend que la compagnie pourra exagérer ses dépenses, faire des trucs de comptabilité pour extorquer des sommes considérables au gouvernement. On oublie que les plans doivent être approuvés et contrôlés par le gouvernement, et l'exécution, surveillée par ses inspecteurs et ses architectes, que la comptabilité sera soumise à la vérification de ses vérificateurs. On ne peut tout de même supposer que tous les employés du gouvernement soient malhonnêtes.

Dans le cas de Grand'Mère, la ville nous a dit que le déficit est de \$10,000. Nous prétendons qu'il est de \$4,000. Nous n'avons pas encore payé et nous ne paierons pas sans faire une enquête sérieuse.

M. Guertin (Hull): La nécessité d'un pont à Gaspé existe, personne n'en doute. Cependant, le gouvernement aurait été mieux inspiré de choisir le système du pont de Caughnawaga. L'an dernier, le gouvernement avait présenté un projet de grands ponts, mais l'avait ajourné. Il reprend ce projet, comme tentative d'essai.

Si l'on examine le bill on voit que le gouvernement s'engage à payer 75 % du déficit dans le remboursement de l'annuité qui représente la dette, les intérêts, le fonds d'amortissement, entretien, etc. Cela signifie que le gouvernement se rend responsable de 75 % du coût du pont.

Donc si le pont entraîne des déficits, c'est le gouvernement qui paiera. D'autre part, si le pont apporte des bénéfices, c'est la compagnie qui les encaisse.

Et si le gouvernement veut en profiter, il devra payer 10 % de surplus à la compagnie dans le prix d'achat. Puisque le gouvernement doit payer les déficits et ne pas toucher les profits, il semble d'une logique élémentaire qu'il prenne les bénéfices, s'il y en a.

S'il prétend que l'on ne doit pas inscrire au débit du gouvernement le coût de construction, pour ne pas nuire au crédit de la province, qu'on prenne alors le système préconisé pour la construction du pont de Caughnawaga.

Adopté. Le bill est lu une deuxième fois.

L'honorable M. Galipeault (Bellechasse) propose que le bill 224 concernant la construction

d'un pont sur la baie de Gaspé soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Loi des paratonnerres

L'honorable M. Galipeault (Bellechasse) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 221 modifiant la loi des paratonnerres soit maintenant lu une troisième fois.

M. Blain (Montréal-Dorion): Dans la présente loi, il n'y a pas qu'une imposition de taxe. On profite de la loi elle-même qui est une bonne loi, pour taxer les cultivateurs. Alors que l'agriculture traverse une crise, on surcharge les cultivateurs. Je propose en amendement que tous les mots après "que" dans la motion en discussion soient remplacés par les suivant: "dans six mois"

M. l'Orateur: Je suis obligé de déclarer l'amendement hors d'ordre, car il est mal préparé³.

M. Blain (Montréal-Dorion) propose par voie d'amendement, appuyé par le représentant de Hull (M. Guertin), que la motion en discussion soit amendée en en retranchant le mot: "maintenant" et en y ajoutant les mots: "dans six mois".

L'honorable M. Galipeault (Bellechasse): (Souriant) Si l'Orateur n'avait pas mis un paratonnerre à cet amendement, il lui serait arrivé un accident.

(Rires)

Je tiens à répondre à l'honorable député de Montréal-Dorion. Je ne comprends pas son raisonnement! La loi a été passée pour protéger le cultivateur. Ce n'est pas une taxe que nous imposons.

La taxe est imposée au fabricant et non aux cultivateurs dont les maisons et les granges ont été pourvues de paratonnerres. On nous a représenté la nécessité de protéger davantage nos braves compatriotes des campagnes contre les vendeurs de mauvais paratonnerres, et je crois que c'est une bonne loi que nous présentons. Des mesures similaires sont en vigueur dans la province de l'Ontario depuis de nombreuses années.

Il y aura bientôt cinq ou six inspecteurs qui vérifieront les installations, et à qui le gouvernement

versera un salaire et paiera les frais de déplacement. L'argument qui veut que ce soit une taxe indirecte peut être utilisé pour toutes les taxes. Quand on taxe l'agent d'assurance, c'est une taxe indirecte sur l'assuré et contre l'accusé. On ne peut acheter un chapeau sans payer une taxe indirecte. En raisonnant de cette manière, on pourrait aller jusqu'à l'infini. Le gouvernement veut protéger les propriétés privées, et il n'y a aucune raison pour laquelle les fabricants de ces paratonnerres ne devraient pas contribuer à l'administration reliée aux inspections. Il est bon que l'on veille à ce que les paratonnerres soient bien installés.

M. Lamoureux (Iberville) croit, dit-il, devoir s'opposer au bill en ce qu'il impose un droit de \$1 que le cultivateur devra payer en définitive.

M. Guertin (Hull) proteste contre le projet de loi.

L'amendement étant mis aux voix, la Chambre se divise. Les noms sont appelés et inscrits comme suit:

Pour: MM. Blain, Charbonneau, Crépeau, Gagnon, Guertin, Lafleur, Lamoureux, Laperrière, Renaud, Sauvé, 10.

Contre: MM. Authier, Baillargeon, Bastien, Bédard, Bercovitch, Bernard, Bissonnet, Bouthillier, Cantin, Casgrain, Cohen, David, Desmarais, Dillon, Drouin, Dufour, Dugas, Farand, Fortin, Frigon, Galipeault, Gauthier, Godbout, Grant, Laferté, Lahaie, Lapierre, Leduc, Lemieux (Gaspé), Lemieux (Wolfe), Marchand, McDonald, McMaster, Mercier fils, Messier, Moreau (Lac-Saint-Jean), Oliver, Ouellet, Papineau, Paquet, Perrault, Perron, Phaneuf, Plante, Rochette, Roy, Savoie, Smart, Taschereau, Turcotte, Vautrin, 51.

Ainsi, l'amendement est rejeté⁴.

La motion principale étant mise aux voix, la Chambre l'adopte après s'être divisée comme dans le cas du vote précédent, mais en sens inverse.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Éducation des enfants de croyance judaïque de Montréal

L'honorable M. David (Terrebonne) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 39 concernant

l'éducation des enfants de croyance judaïque dans l'île de Montréal soit maintenant lu une deuxième fois.

(Applaudissements)

L'honorable M. David (Terrebonne): En présentant ce projet de loi, dit-il, je me rends très bien compte que le sujet revêt la plus haute importance et qu'il faut l'étudier avec largeur d'esprit. Il est le résultat d'une situation scolaire très complexe dans une province comme la nôtre. Au début de notre organisation scolaire, lors de la Confédération canadienne, deux systèmes d'écoles furent prévus pour la province de Québec, les écoles catholiques et les écoles protestantes seulement. Mais cela ne suffit plus, car la situation a évolué. En autant que la minorité protestante est concernée, la Constitution prévoit mettre son système scolaire à l'abri de tout changement au point de vue des principes établis. Tant que durera la Confédération, la minorité protestante sera toujours protégée.

Il y aura donc toujours un système scolaire protestant, et le principe fondamental de l'éducation au Québec demeure inchangé. Jamais, à aucune époque de notre vie nationale ou politique, la moindre atteinte, le moindre effort, la moindre tentative n'a été faite pour tâcher de diminuer les droits ou de modifier les garanties accordées à cette minorité. Ce bill est la reconnaissance du droit des parents à l'éducation de leurs enfants et aussi un témoignage éclatant que, dans la province de Québec, se continuent les traditions de respect et de tolérance envers les minorités. La province de Québec a toujours respecté les droits des minorités et a toujours demandé que l'on fasse ailleurs ce que l'on fait ici. L'intervention de la politique dans le domaine éducationnel est chose regrettable. La modération et la tolérance ont toujours obtenu de bons résultats.

Lorsque des problèmes scolaires se sont soulevés, la province de Québec, sans soulever les questions politiques, sans vouloir créer des préjugés, et toujours dans un esprit de tolérance, cherche à trouver la solution à ces problèmes. Ainsi, dans le cas actuel, le Québec cherche à trouver une solution par des échanges harmonieux. Parfois, ces problèmes étaient de nature à créer chez les uns des sympathies, chez les autres des antipathies. C'est pour cela qu'elle a toujours approché ces problèmes avec beaucoup de largeur de vue, un grand et sincère désir d'entente et à la lumière des véritables et des meilleurs principes qui doivent guider les hommes d'État.

Nous donnons de nouveau par le projet de loi que je présente un exemple au pays tout entier. Une

fois de plus, la population canadienne-française donne aux minorités le traitement le plus large et le plus généreux, et ainsi elle a droit de revendiquer pour les siens les mêmes droits dans tout le pays qu'elle a colonisé et évangélisé.

Par ce projet, nous cherchons la solution à un problème qui se dresse depuis cinq ans et qui, jusqu'à aujourd'hui, n'était pas aussi apparent qu'il existait. En 1903, avec beaucoup de générosité, les protestants de Montréal acceptaient de considérer les enfants juifs comme des leurs au point de vue scolaire. Mais la population scolaire juive a augmenté considérablement au point qu'elle a suscité certains mots de la part de quelques hommes, mots qui ont irrité la fierté de la minorité et provoqué une situation fâcheuse.

La question fut alors abordée du point de vue juridique et, à la suite de quelques renvois à différents tribunaux, fut décidée par un jugement du comité judiciaire du Conseil privé. La Chambre des Lords déclara *ultra vires* le décret voulant que les juifs soient considérés comme des protestants pour des fins scolaires. Le projet de loi actuel ne va peut-être pas aussi loin que le permet le jugement du Conseil privé.

Mais, attendu qu'il donne satisfaction à l'élément qui demande satisfaction, attendu que la fierté des juifs est satisfaite, attendu qu'il n'y a pas d'objection de la part des protestants ni des catholiques, je crois qu'il est un bel exemple de l'harmonie, du désir de paix, de modération et de tolérance que nous donnons au Canada, au pays tout entier et à bien d'autres pays. Je suis convaincu que personne dans cette Chambre, ni tout citoyen bien pensant de cette province, ne refusera d'accepter ce principe.

Il y a deux possibilités: ou bien l'élément catholique acceptera de se charger de l'éducation des enfants juifs, ou bien l'élément protestant acceptera les juifs. Nous devons aborder de front le problème. Il ne sert à rien de vouloir l'éviter. Sinon, le principe se dresse que nous n'avons pas le droit d'attirer dans notre pays, et surtout dans cette province, aucune personne, à moins de pouvoir assurer au père de famille que ses enfants recevront une éducation qui en fera de vrais citoyens, de bons Canadiens.

Il me plaît, pour montrer le complet accord qui existe sur le principe combien important et reconnu, à savoir le droit du père de famille à l'éducation de ses enfants; c'est un principe que nous affirmons ici comme ailleurs. Que l'on me permette de souligner la phrase que les évêques plaçaient à la fin du communiqué qui a été publié par toute la presse canadienne et la presse des États-Unis, à la

suite d'une récente conférence au cours de laquelle ils avaient étudié le projet de loi actuel. Ce communiqué, qui a été remis aux journaux par Son Éminence le cardinal Rouleau en son nom et au nom de NN. SS. Gauthier, Courchesne et Comtois, se termine par la déclaration suivante: "Dans la province de Québec, on a toujours reconnu le droit des parents⁵ à l'éducation de leurs enfants. Le projet actuel consacre ce principe."

(Applaudissements)

Je ne cite pas souvent et je n'ai pas l'habitude de relever dans cette Chambre les articles de journaux de cette province ou d'ailleurs, mais en voilà un que je tiens à communiquer à la Chambre, que je ne puis passer sous silence sans le soumettre aux protestants, aux catholiques, et aux juifs. Il est daté du 22 mars 1930 et publié dans le *Regina Daily Star* de Saskatchewan, la journée même où paraissait dans les journaux de notre province le communiqué des évêques approuvant la création d'écoles séparées pour les enfants juifs. Le *Regina Daily Star* publiait l'article suivant sous le titre de "Two kinds of tolerance.":

"Une illustration pratique de la tolérance de Québec et de son respect des droits des minorités a été donnée récemment par le cardinal Rouleau et l'archevêque Gauthier de Québec, lorsqu'ils se sont opposés dans les journaux et dans la chaire à la demande des juifs dans Québec pour l'établissement d'écoles séparées pour les enfants de foi judaïque. Le cardinal et l'archevêque sont tous deux des avocats éloquents des écoles séparées et des droits des minorités, là où les gens de leur religion sont en minorité. Mais dans Québec, où ils sont en majorité, ils sont opposés aux écoles séparées et aux droits de la minorité juive. La lettre du cardinal Rouleau à *L'Action catholique* pour la défense du principe des écoles séparées pour l'éducation religieuse de ceux qui respectent les lois de Dieu, alors qu'ils nient ce droit aux enfants des juifs de Québec, est un exemple éclatant d'équivoque. Le droit et le bon sens seraient d'abolir tout enseignement sectaire dans les écoles. Alors les parents protestants et les juifs n'auraient aucune raison de demander des écoles séparées dans Québec, et les minorités catholiques romaines ou protestantes en Saskatchewan n'auraient de motif pour demander ici des écoles séparées. Mais les autorités cléricales de Québec n'ont pas de logique. Leurs réclamations pour les droits des minorités ne sont plus rien là où ils ont la majorité."

Ce journal, se basant sur les lettres ouvertes que S. E. le cardinal Rouleau et S. G. Monseigneur

Gauthier avaient précédemment écrites au premier ministre, déplorait l'attitude de l'épiscopat du Québec et concluait que, dans cette province, les autorités religieuses ont deux sortes de tolérance au point de vue scolaire, deux attitudes: "Elles réclament la liberté de religion pour les leurs, mais des écoles séparées pour les catholiques de la Saskatchewan, et pour la minorité dans les autres provinces, elles refusent ces écoles aux juifs dans leur province de Québec", ajoute le leader de Régina. Il déclare que c'est là l'attitude de Son Éminence le cardinal Rouleau et de Monseigneur Gauthier de Montréal.

Je ne veux faire qu'une remarque. Je regrette que ce journal n'ait pas attendu, ne fût-ce que 24 heures, avant d'écrire et de publier cet article. Il aurait constaté que la province de Québec reconnaissait aux pères de famille le droit à l'éducation de leurs enfants et que le cardinal Rouleau, dans un communiqué mémorable, reconnaissait ce principe comme le gouvernement lui-même. On se serait dispensé d'affirmer la chose la plus injuste qui se soit écrite dans un journal d'une autre langue que la nôtre, à l'effet que dans la province de Québec, en tout temps, on ne sait pas respecter les droits des minorités... et j'en appelle au témoignage de l'élément protestant de cette province à cet égard. J'espère seulement que le communiqué du cardinal, particulièrement sa dernière phrase, prévaudra contre de tels préjugés et un tel fanatisme.

En autant que la loi est concernée, je suis d'avis qu'il vaut mieux pour le moment, différer son examen article par article et considérer, à l'étape actuelle de l'étude, le principe et sa portée en ce qui concerne les catholiques et les protestants dans notre province. Permettez-moi brièvement d'attirer l'attention de cette Chambre sur la présente situation scolaire à Montréal au point de vue de la population. En 1927, il y avait à Montréal 86,631⁶ enfants catholiques dans les écoles; en 1928, la population scolaire catholique était de 92,795 âmes; en 1930, elle est de 98,655 âmes, soit une augmentation de 14.8 %. En 1927, la population scolaire protestante dans la Métropole était de 31,316 enfants; en 1930, elle est de 30,608, soit une diminution de 3 %. En 1927, la population scolaire juive à Montréal était de 11,292⁷; elle est de 10,100 âmes en 1930, soit une diminution de 9 %. Ce sont là des statistiques approximatives.

Comparons au chapitre des taxes scolaires les montants suivants: sur la première liste, ou la liste catholique, le total en 1928-1929⁸ s'élève à \$2,717,317, et l'année dernière, 1929-1930, il a atteint \$2,880,304, une augmentation de 4.40 %. Sur

la deuxième liste, ou la liste protestante, les montants sont de l'ordre de \$1,719,366 en 1928-1929 et de \$1,762,830 en 1929-1930, soit une augmentation de 3 %⁹. Sur la troisième liste, ou la liste neutre, le montant s'élève à \$3,705,013¹⁰ en 1928-1929 et à \$4,160,338 en 1929-1930, soit une augmentation de 9.73 %¹¹.

Durant le dernier exercice, indépendamment des montants de quelque \$200,000 ou \$220,000 qu'ils ont versés à la liste neutre, les contribuables juifs ont payé \$513,000 directement à la liste protestante. Normalement, leur versement à la liste neutre aurait été d'environ \$280,000, mais en vertu de la loi qui établit une charge de \$60 par élève, le montant pris à même les fonds de la liste neutre est près de \$328,000¹².

Le projet de loi qu'il soumet à la Chambre, répète-t-il, a été approuvé par l'élément protestant, accepté avec de grands sacrifices par l'élément juif, et ce bill est absolument conforme aux recommandations faites par les évêques de notre province qui se sont intéressés tout particulièrement à cette question. Si la loi actuelle est acceptée dans l'esprit qui a présidé à sa rédaction, si elle est considérée à la lumière de l'avenir des protestants et des catholiques dans cette province, si elle est résolue à la lumière de certaines concessions faites par l'élément juif et de certains droits en vertu du jugement du Conseil privé, je crois que tous les gens raisonnables seront prêts à l'accepter. J'ai l'espoir que l'élément juif bien pensant, tout comme l'élément protestant et l'élément catholique bien pensants, s'uniront pour régler ce problème et approuveront vivement la nouvelle loi.

Je crois d'ailleurs que je reflète le sentiment des juifs, des protestants, des catholiques, de tous les hommes bien pensants en disant qu'au point de vue strictement canadien, il est malheureux que nous n'ayons pu continuer l'arrangement de 1903, afin de ne pas avoir à subir la division. Qu'on ne s'y méprenne pas; la situation n'a pas été incitée par les juifs, mais le changement est le résultat de ce qui pourrait s'appeler un concours de circonstances incontrôlables et particulières.

J'exprime l'espoir bien sincère que, par égard pour les protestants, les catholiques et les juifs, et surtout du point de vue canadien, les deux éléments en question, notamment les protestants et les juifs, puissent s'unir et avant peu trouver dans la loi que je propose une base d'entente qui leur permettra de trouver un système scolaire leur permettant de travailler ensemble pour le plus grand bien de leur province et de l'avenir du Canada tout entier. Il est

regrettable qu'il y ait eu mésentente sur la question dans le passé, mais il est à espérer que les protestants et les juifs pourront parvenir à une entente satisfaisante.

(Applaudissements)

M. Bercovitch (Montréal-Saint-Louis):

M. l'Orateur, je voudrais d'abord, comme il se doit, remercier l'honorable premier ministre (M. Taschereau) et l'honorable secrétaire provincial (M. David) pour la générosité avec laquelle ils ont abordé ce problème, pour les efforts qu'ils ont faits afin de trouver une solution au problème de l'éducation des enfants juifs et pour rendre justice à la minorité juive de cette province. Je puis assurer le premier ministre et le gouvernement qu'ils ont conquis l'éternelle gratitude de l'élément juif pour la façon courageuse avec laquelle ils ont insisté pour que les droits des minorités dans cette province soient préservés.

J'estime qu'en même temps ils ont rendu un précieux service à ceux de leur race dans les autres provinces de ce dominion. Je crois que Québec a donné aujourd'hui, par cette loi, un grand et bel exemple à toutes les provinces de ce dominion en leur prouvant que, dans cette province catholique et française, toutes les races et toutes les religions peuvent jouir des droits des minorités. Elles ont droit de citoyenneté et on reconnaît les privilèges de toutes les croyances. Je tiens à le déclarer au nom de la population juive.

Je puis dire que les juifs acceptent le projet qui, il est vrai, n'est pas parfait, selon nous, mais qui consacre un principe de justice. Je crois que pour le moment, nous pouvons l'accepter avec probablement un ou deux amendements d'importance très secondaire. Je crois qu'il n'est que juste pour l'élément juif de faire remarquer que lorsque les juifs sont venus au pays, dans notre province, ils connaissaient notre système éducationnel et les lois qui régissaient ce pays. Nous savions qu'il existait un système de deux régimes scolaires séparés dans cette province et nous avons essayé de nous accommoder avec l'un d'eux. Nous ne sommes pas venus ici et nous ne vivons pas ici dans l'intention de troubler la paix et le bon ordre, ni de jeter la perturbation dans des systèmes en vigueur, et nous ne combattons pas la loi de la province, mais nous avons fait notre possible pour nous accommoder de l'un des systèmes en vigueur lorsque nous avons consenti à l'entente de 1903. Et depuis, nous avons fait l'impossible pour nous accommoder du système scolaire réservé aux élèves juifs et pour nous entendre avec les protestants.

Nous pensions avoir droit à certains autres privilèges, comme sujets britanniques. Malheureusement, la Commission des écoles protestantes à Montréal et le Comité protestant du Conseil de l'instruction publique n'ont pas cru devoir reconnaître les droits de la minorité juive et n'ont pas jugé à propos de nous accorder les droits auxquels nous croyions avoir droit comme sujets britanniques. En conséquence, une rupture s'en est suivie. Je regrette qu'il y ait eu ces frictions entre les juifs et les membres de la Commission des écoles protestantes de Montréal. Ce bill prévoit enfin un arrangement.

Il est vrai qu'il y a une clause dans le bill pour maintenir le système actuel, et je dirai bien franchement et ouvertement que je déplorerais l'introduction de tout autre système dans la province, Monsieur l'Orateur, car bien que je sois fier d'être juif, je suis fier aussi d'être citoyen canadien.

(Applaudissements)

J'estime qu'il est dans le meilleur intérêt de la nation canadienne que nous ayons le moins possible de lignes de séparation entre les différentes races et que nous nous tendions la main pour vivre ensemble dans la paix et dans l'harmonie dans cette province.

Je crois que nous aussi nous sommes fiers de notre race et que nous avons droit au même traitement que les autres sujets britanniques et les autres races, et que nous ne devrions pas être placés dans une situation d'infériorité dans cette province. Et c'est parce que nous avons cru que la Commission des écoles protestantes de Montréal et le Comité protestant de l'instruction publique tentaient de nous placer dans une situation inférieure aux autres races que nous avons été forcés d'en appeler au gouvernement pour nous aider à donner à nos enfants une éducation appropriée.

Je répète aussi, M. l'Orateur, que je déplorerais l'établissement d'un autre système que celui en vigueur, mais d'autre part si nos amis protestants persistent dans leur refus de reconnaître les droits des juifs, droits qui nous sont dus à titre de sujets britanniques, il ne nous reste d'autre alternative que d'établir nos propres écoles dans cette province.

Et je suis certain qu'il n'est pas un seul homme dans cette province, à quelque race ou à quelque croyance il appartienne, qui nous blâmera de réclamer pour nos enfants les droits que vous avez pour les vôtres. Nous n'avons jamais demandé de privilèges spéciaux, et plaise à Dieu que nous ne le fassions jamais, mais nous prétendons que nous avons droit à certains droits et nous ne faisons que les réclamer. En terminant, je dirai que si nous

sommes obligés d'instituer un nouveau système scolaire en cette province pour les juifs, ce ne sera pas de notre faute, mais la faute de la Commission scolaire protestante de Montréal et du Comité protestant du Conseil de l'instruction publique de la province de Québec.

L'honorable M. McMaster (Compton): Je n'avais pas au départ l'intention d'intervenir en cette Chambre dans le débat sur ce bill, mais je considère que, M. l'Orateur, étant donné le poste que j'occupe, je crois devoir ajouter quelques mots et faire connaître mon opinion sur la question des écoles juives. Permettez-moi de vous dire que j'approuve de tout mon cœur et de toute mon âme les paroles éloquentes de l'honorable député qui vient de parler, le député de Saint-Louis (M. Bercovitch) et de mon collègue, l'honorable secrétaire provincial (M. David) quand ils exprimaient l'espoir que nous ne serions pas dans l'obligation de recourir à un troisième système scolaire dans cette province. Je crois néanmoins devoir signaler que ce bill n'est imputable ni aux protestants ni aux catholiques, et on ne peut en blâmer personne. Il n'est attribuable qu'à des circonstances fâcheuses.

Pour autant que je comprenne la situation, et elle fut interprétée par un conseil bien plus éminent que la personne qui a l'honneur de s'adresser à vous en ce moment. En effet, le Conseil privé a décidé qu'il était impossible d'avoir un juif dans la Commission des écoles protestantes, ni même au Conseil de l'instruction publique, ni sur le Comité protestant, bien que sur ce dernier point, la décision du Conseil privé ne fut pas très claire. Voici quelle est la difficulté. Nous nous trouvons en ce moment en présence d'un organisme constitué dans un temps où nous ne songions pas aux conditions qui se présentent aujourd'hui, et nous devons en tirer la meilleure solution. Le Conseil privé a rendu jugement et nous devons le respecter.

Je suis heureux que l'honorable député de Saint-Louis (M. Bercovitch) ait parlé avec l'éloquence qu'on lui connaît, avec cette modération et ce sens du patriotisme qu'on lui connaît, et qu'il ait exprimé l'espoir que nous ne serions pas obligés de créer un troisième système scolaire. Puis-je exprimer le même espoir?

Je crois que les protestants de Montréal ne veulent pas se séparer des juifs. Je ne parle pas pour tous les protestants de Montréal, car je ne les connais pas tous, mais je sais que je m'exprime non seulement à titre personnel mais aussi au nom de plusieurs membres des cultes protestants lorsque je

crois, et beaucoup de mes amis ont le même sentiment, que nous déplorerions du plus profond de nos cœurs tout règlement de cette question qui créerait une division entre nous et nos concitoyens juifs.

Nous sommes en face d'une difficulté qui n'existait pas autrefois. Pendant quatre générations, les enfants juifs ont été instruits dans les écoles protestantes et les protestants les ont traités comme s'ils étaient des leurs. Beaucoup d'entre nous sont allés aux mêmes écoles qu'eux, et je crois que je puis déclarer au nom des protestants de Montréal que de toute façon, depuis la dernière génération en tout cas, les garçons et filles juifs ont reçu leur éducation dans les écoles protestantes, qu'ils y ont reçu la même éducation que nous. Nous savons combien Dieu a doué les juifs. Cette éducation leur a permis d'occuper des positions honorables et dignes dans le Barreau, la médecine et les affaires. Ils ont eu du succès qui fait honneur non seulement à leur race mais aussi à la nation dont ils font partie.

Je suis heureux que le bill ne ferme pas la porte au maintien des relations entre juifs et protestants en matière scolaire. Si ma faible voix a quelque influence à cet égard, si mes conseils ont quelque poids, j'implorerais tous ceux qui ont à négocier cette question de le faire de la façon la plus généreuse, avec la plus grande largeur d'esprit possible. N'oublions pas que c'est un juif qui a fondé la religion que professe la grande majorité de la population de cette province, et l'un des principaux enseignements qu'il donna fut que nous devrions songer au prochain et ne pas faire à autrui ce que nous ne voulons pas qu'on nous fasse.

Je termine ces quelques remarques avec l'espoir renouvelé que le jour n'est pas loin où nous pourrions en arriver à une solution sans être obligés de créer un système d'écoles séparées pour nos amis les juifs et que, dans les limites de la loi, car nous ne pouvons les dépasser, tout sera fait par la population protestante de Montréal pour garder ceux qui professent la religion juive et les enfants juifs. Je le répète, je souhaite de tout cœur que les protestants et les juifs restent unis dans les écoles où ils ont travaillé ensemble depuis longtemps.

(Applaudissements)

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): M. l'Orateur, (applaudissements), je crois que vous me comprendrez si je vous dis que ce soir la province de Québec écrit une des plus belles pages de son histoire. Il n'est pas une province, un pays où on entendrait ce que nous avons entendu dans cette

Chambre. Le bill nous fournit un excellent exemple. Ce n'est pas souvent que l'on voit, en effet, des citoyens qui n'ont pas les mêmes croyances, qui ne se mettent pas à genoux au pied des mêmes autels, se tendre la main et marcher ensemble dans l'accord et l'harmonie pour régler un même problème. Le problème que nous sommes présentement appelés à étudier présente assurément des côtés inquiétants. Je reconnais volontiers que depuis quelques années le gouvernement n'a pas eu à résoudre de problème plus difficile que celui-ci.

Cependant, malgré tout ce qu'on a pu dire et penser, si j'ai consenti à la présentation du projet qui est devant nous, si mes collègues et moi avons cru de notre devoir dans les circonstances de demander à la Législature de donner des écoles juives à l'élément juif, c'est parce que nous ne voulons pas ici l'école neutre. Je ne crois pas à l'école neutre. En effet, si vous mêlez dans les mêmes écoles des enfants qui n'ont pas les mêmes croyances, vous ouvrez la voie à l'école neutre, et le meilleur moyen d'éviter l'école neutre, c'est de donner des écoles aux trois grandes races et religions qui se partagent notre province. C'est à l'école que l'enfant puise et apprend ce qui sera son guide de vie dans l'avenir. On a cru et on a dit qu'en accordant des écoles aux juifs, nous allions peut-être vers l'école neutre. C'est le contraire qui est vrai. Je n'ai aucune hésitation à dire que les écoles juives empêcheront les écoles neutres. C'est le facteur décisif qui m'engage à demander à la Chambre de donner des écoles aux enfants juifs.

Nous sommes en face d'un gros problème, dont on s'était moins rendu compte en 1903. Il n'existait pas à l'état aigu et il y eut une entente entre les juifs et les protestants. Depuis cinq ans, les juifs ont dit aux protestants: "Nous sommes prêts à envoyer nos enfants aux écoles protestantes, mais à condition que le droit indéniable des parents et de ceux qui paient des taxes soit reconnu et nous voulons avoir le droit d'avoir notre mot à dire dans la direction de ces écoles. Les protestants ont répondu avec raison, et le Conseil privé leur a donné raison: Vous y êtes entrés, mais si vous ne partagez pas notre croyance, vous n'aurez pas votre mot à dire dans nos affaires scolaires. Nous voulons être maître chez nous."

Ils avaient raison. Si les juifs avaient frappé de la même façon à la porte des écoles catholiques, les catholiques leur auraient fait savoir qu'ils étaient prêts à recevoir leurs enfants, mais que leurs écoles resteraient catholiques. Lors de son intervention en cette Chambre il y a deux ou trois ans, le représentant de Montréal-Saint-Louis (M. Bercovitch), a formulé

ainsi la position juive: "Nous voulons être maître au salon et non à la cuisine."¹³ Le député de Montréal-Saint-Louis avait raison.

Il fallait trouver une autre solution pour instruire les 10,000 enfants juifs à Montréal, mais quelle autre solution y a-t-il? Les protestants sont prêts à les recevoir à leurs conditions, et les juifs sont prêts à y aller à leurs propres conditions. L'arrangement qui a été conclu en 1903 expire le 1^{er} juillet. Le 1^{er} septembre prochain, les écoles de Montréal vont s'ouvrir; il y aura 10,000 enfants juifs sans écoles. Allons-nous les laisser sans instruction? Ces enfants seront les perturbateurs de la paix dans notre province et dans le pays. Il faut donc les instruire. Il est pressant de résoudre la question.

Il faut procurer aux juifs les facilités pour qu'on ne puisse jamais dire que l'instruction leur a été refusée dans la province de Québec. Si on reconnaît aux parents le droit d'intervenir dans l'éducation de leurs enfants, si on reconnaît aux autorités religieuses de mon Église catholique et de l'Église protestante le droit et même le devoir d'intervenir dans l'enseignement pour y mettre l'élément de religion dans leurs écoles, je reconnais aussi que c'est le devoir de l'État de fournir des écoles aux enfants et aux minorités dans cette province et dans tout pays civilisé. Nous en sommes bien conscients et nous ne reculerons ni devant notre devoir, ni devant nos obligations.

Nous avons étudié longuement et en profondeur cette mesure avant de la soumettre. Nous accordons aux juifs leurs écoles, mais après avoir longuement débattu la question. Je crois pouvoir résumer le bill en peu de mots comme suit: Par le projet de loi, les enfants juifs de Montréal auront leurs écoles sous la direction d'une commission scolaire juive nommée par le gouvernement¹⁴. Cette commission qui ne sera pas soumise au Conseil de l'instruction publique, puisque les juifs n'y sont pas représentés, sera sous le contrôle du surintendant de l'instruction publique. Elle conduira ses écoles comme le font les catholiques et les protestants pour leurs écoles. Les juifs pourront maintenant construire ou acheter leurs propres écoles, engager leurs propres professeurs et avoir la même autorité que celle des comités catholique et protestant.

Le Comité protestant du Conseil de l'instruction publique était d'opinion que les juifs ne devraient pas avoir le droit de siéger au Conseil avec les catholiques et les protestants. Ces derniers ont cru que les juifs ne devraient pas avoir leur mot à dire. Ce point n'est pas toutefois d'une importance absolue. Je crois qu'ils ont raison et j'ajouterai que ce

grand Conseil de l'instruction publique exerce rarement son pouvoir, ne s'étant pas réuni depuis 10 ans parce que, d'une façon générale, le Comité catholique administre les écoles catholiques et c'est la même chose pour le Comité protestant vis-à-vis les écoles protestantes. Les juifs acceptent cependant le contrôle que le surintendant de l'instruction publique exerce sur eux, mais conduiront tout de même leurs propres écoles à la lumière de la religion et des traditions qui sont les leurs. Les juifs ont donc accepté ce bill.

On l'a dit tout à l'heure, je souhaite, comme Canadien et citoyen de la province de Québec, qu'il n'y aura pas lieu d'établir un système d'écoles séparées. Je me joins à l'honorable député de Compton (l'honorable M. McMaster) pour souhaiter que les juifs puissent s'entendre avec les protestants pour que leur éducation puisse se continuer dans les écoles protestantes. Le bill laisse une porte ouverte à cela. J'espère qu'il y réussira. Ceci serait mieux du point de vue canadien et faciliterait la participation des juifs à la vie canadienne et les sensibiliserait à la nécessité d'apprendre les conditions du pays. Pour les juifs, il est de toute importance que leurs enfants soient instruits dans des écoles anglaises.

À bien des égards, ils se rapprochent davantage des protestants que des catholiques, sans pour autant s'éloigner des Canadiens français. Je ne dis pas qu'ils sont plus près des protestants que des catholiques, mais la majorité des juifs résident à Montréal, qui est la ville la plus anglaise de notre province, et ils ont besoin d'apprendre la langue anglaise. S'ils ont leurs propres écoles, si leurs enfants ne se mêlent pas aux Canadiens, cela sera un mal. Pour les juifs, fréquenter les enfants canadiens et les écoles protestantes, c'est le moyen de devenir Canadiens et d'absorber l'idéal canadien. Cependant, si le problème persiste, les juifs recevront toutes facilités pour avoir leurs propres écoles.

Je dis ceci aux juifs: "Mais si vous créez ainsi vos propres écoles, vous serez seuls et comme dans une réserve, loin de tous, et cela prendra bien des années avant de vous pénétrer de la vie canadienne et de devenir Canadiens. Mais, en face du problème à résoudre, nous vous donnons ces écoles. Si rien d'autre n'est possible, créez vos propres écoles. Vous aurez ainsi le même droit que les catholiques et les protestants quant à la perception des taxes scolaires. Je vous souhaite succès si vous devez fonder votre système scolaire en cette province".

Je vous le répète, je crois que nous écrivons de l'histoire. La province de Québec donne ainsi un exemple de tolérance que je voudrais voir se répéter

ailleurs. J'espère que les échos des discours de la séance de ce soir se répandront dans tout le Canada, qu'ils se rendront jusqu'aux oreilles de M. Anderson, premier ministre de la Saskatchewan, et j'espère qu'il donnera aux petits Canadiens français minoritaires de la province de la Saskatchewan ce que nous donnons ce soir aux petits juifs minoritaires de notre province.

(Applaudissements)

M. Cohen (Montréal-Saint-Laurent):

M. l'Orateur, vous me permettez de poursuivre là où s'est arrêté le premier ministre lorsqu'il a dit que la province de Québec écrit dans les annales des actes qui pourraient servir d'exemple aux autres.

Ce qui est vrai, M. l'Orateur, mais ce n'est pas seulement en 1930 que la province de Québec se propose de légiférer des droits égaux pour les juifs. Il y a un siècle, en 1831¹⁵, la Législature du Bas-Canada adoptait une loi pour accorder aux juifs leurs droits politiques et civils complets, une loi que l'on ferait bien de lire pour que certaines personnes dans certains milieux puissent voir plus clairement ce que le gouvernement tente de faire en 1930. Cette loi reconnaît aux juifs les mêmes droits scolaires que ceux des autres sujets britanniques et des autres races. Ce fut en 1831, et ce que nous avons devant nous ce soir, en 1930, quatre-vingt-dix-neuf ans plus tard, est en fait la réalisation d'une promesse d'alors, l'accomplissement de l'esprit de l'ancienne loi. Il est heureux, dit-il, de voir la province de Québec confirmer ces droits.

Le problème se dresse de nouveau devant nous. Je n'ai pas l'intention de reprendre en détail l'histoire de cette question qui est devenue le problème des écoles juives, mais qu'il conviendrait mieux d'appeler le problème des écoles à Montréal. En 1903, lors de l'entente entre les juifs et les protestants, il y avait 2,174¹⁶ enfants juifs à Montréal qui fréquentaient les écoles protestantes; puis, de 1903 à 1924, le nombre avait augmenté à environ 12,000 élèves, et c'est alors qu'en 1924 il a été jugé, en toute justice, que ceux qui envoyaient aux écoles 12,000 enfants sur un total de 30,000, versant \$450,000 à la Commission des écoles protestantes et un autre montant de \$225,000 à la liste neutre, devraient pouvoir pleinement jouir de leurs droits minoritaires.

Le gouvernement provincial a renvoyé l'affaire d'un tribunal à l'autre, et finalement jusqu'aux marches du trône, avant que ces droits ne soient définis par les conseillers privés de Sa Majesté.

Il remercie le gouvernement d'avoir soumis au Conseil privé la question de l'éducation des juifs dans cette province et il est heureux de voir que les droits des juifs ont été définis.

Devant les tribunaux et le Conseil privé, les juifs ont revendiqué, à l'instar des protestants ailleurs, qu'il ne pouvait y avoir de taxes sans représentation. Sur la base des taxes qu'ils paient à Montréal, les juifs ont plein droit en matière scolaire. Le Conseil privé a défini les droits qu'avaient les juifs conformément à la loi, précisant que les juifs n'avaient pas le droit d'être élus membres de la Commission scolaire protestante de Montréal, ni de siéger au Conseil de l'instruction publique, mais qu'ils pouvaient en fait avoir leur propre commission et, au besoin, diriger leurs propres écoles.

Mais le Conseil privé a indiqué clairement aussi que la province de Québec avait le droit de passer une loi permettant aux juifs de siéger à la Commission scolaire protestante et même à la Commission scolaire catholique, au Comité protestant du Conseil de l'instruction publique et même au Comité catholique.

Très fermement, je suis cependant obligé de différer d'opinion, avec l'honorable trésorier (l'honorable M. McMaster)¹⁷. La loi ajoutait en des termes on ne peut plus clairs que bien que nous n'ayons pas de représentation au Bureau des commissaires d'écoles protestants, nous pouvions être représentés au Conseil de l'instruction publique de la même façon que les catholiques et les protestants, car la loi constituant cet organisme fut adoptée après la Confédération, soit après 1867, et n'était donc pas soumise aux termes de l'Acte de l'Amérique du Nord britannique, qui nous avait barré l'accès à la commission scolaire.

Si l'on avait nommé quelques juifs sur le Comité protestant, c'eût peut-être été la solution de tout le problème, mais il n'élève, dit-il, aucune critique sur ce point. Le Conseil de l'instruction publique n'a pas voulu admettre les juifs parmi ses membres. Nous acceptons gracieusement ce refus. Nous avons alors pensé avoir notre propre comité, ce qui nous a aussi été refusé, ce que de nouveau nous acceptons gracieusement.

Nous sommes d'avis que si nous avons un corps de commissaires avec des droits autonomes complets, soumis uniquement au surintendant de l'instruction publique, nous pouvons alors administrer nos propres écoles, ce que nous ferons si la situation se présente.

Ailleurs que dans la province de Québec, il nous aurait fallu exiger les droits que le Conseil privé

nous avait accordés, non comme juifs mais comme sujets britanniques. Nous croyons mériter ce privilège.

Puisque le problème existe surtout ou complètement sur l'île de Montréal, nous acceptons la décision de bonne grâce. Mais si le problème s'étend en dehors de la ville de Montréal, les juifs demanderont tous leurs droits.

Je vois deux principes fondamentaux dans ce bill. En premier lieu, on a formulé l'espoir que les juifs puissent s'entendre avec les protestants. Je l'espère moi aussi. Tous les efforts seront faits pour l'obtenir et de façon que les enfants puissent être éduqués ensemble, sans que cela soit incompatible avec la dignité d'un peuple fier. Il ne faudra pas que cette entente blesse leurs susceptibilités.

Peut-être que je ne suis pas vain quand j'affirme que comme peuple nous avons droit et raison d'être fier d'avoir apporté une contribution importante au monde et dans le Canada, d'avoir aidé à construire la province de Québec, et d'avoir une conduite et des idéaux qui ne sont pas meilleurs sans doute que ceux de tout autre élément de Montréal, mais serais-je trop vain à les considérer aussi bons?

J'espère que le système d'éducation actuel ne subira pas de division définitive. Advenant un échec, les juifs, avec leur propre commission sous la seule autorité du surintendant de l'éducation, pourront choisir leur propre curriculum, établir leurs propres règles et règlements et diriger leurs propres écoles.

Permettez-moi en terminant de vous dire que si la situation critique devait survenir et que les juifs soient obligés de diriger leurs propres écoles, celles-ci seraient sans pareilles ou du moins se compareraient avec les meilleures de la province de Québec.

M. Smart (Westmount) approuve aussi le projet de loi de l'honorable secrétaire provincial (l'honorable M. David). Je n'avais pas l'intention d'intervenir, mais en tant que représentant d'une circonscription protestante en cette Chambre, j'aurais quelques remarques à faire sur le bill à l'étude. Je suis sûr que tout le monde a écouté avec un grand et vif intérêt les discours des deux députés juifs. Leurs discours ont été excellents et forts modérés, et celui qui introduirait la controverse dans la question, à ce temps-ci, ne rendrait pas un grand service au public en général.

Il semble y avoir l'impression, en certains quartiers, que la présente situation provient de ce que la Commission protestante veut se débarrasser des juifs et que ce bill en est le résultat. Je ne pense pas

que ce soit le cas; je crois que c'est une fausse impression. Certaines personnes non autorisées peuvent l'avoir exprimée, mais j'affirme que les protestants ne veulent en aucune façon se débarrasser des juifs dans nos écoles.

Depuis qu'ils sont entrés dans les écoles protestantes, en 1903, les juifs ont reçu le même traitement que les protestants, et les juifs eux-mêmes le reconnaissent. On n'a fait aucune propagande religieuse, et tout a été fait pour rendre les enfants juifs satisfaits dans les écoles protestantes. Et malheureusement, protestants et juifs sont incapables d'en arriver à une entente pour garder les juifs.

Il exprime l'espoir, poursuit-il, de voir les juifs s'entendre avec les protestants et souhaite qu'aucune controverse n'empêche cette entente. Je crois pouvoir parler au nom des protestants en disant qu'ils ne désirent nullement se séparer des juifs, mais si la Commission des écoles protestantes et les juifs n'arrivent pas à s'entendre maintenant, si ces derniers fondent leurs propres écoles, nous leur souhaitons le plus grand succès qu'ils méritent, et nous serons heureux de les voir en faire un immense succès.

Ce fut une bonne chose qu'ils soient venus dans nos écoles. Les enfants ont grandi ensemble et ont appris à se connaître. Les deux députés juifs de la Chambre ont reçu leur éducation dans les écoles protestantes et les protestants ont tous raison d'être fiers de l'attitude prise en 1903, quand ils ont accepté les enfants juifs dans leurs écoles au même titre que les enfants protestants.

L'entente n'est en vigueur que depuis six ans. Le coût aux protestants pour l'éducation des enfants juifs est d'environ \$1,000,000, un montant plus élevé que les sommes d'argent reçues, et les protestants ont perdu des millions, mais non par la faute des juifs, mais par le défaut du système de taxation. Je crois que cette dernière situation explique mieux l'attitude des protestants envers les juifs et démontre bien que, de notre part, nous tenons à respecter l'entente. Je voudrais réitérer que si, par malheur, les juifs n'arrivent pas à s'entendre avec les protestants, nous leur souhaiterons bonne chance et un grand succès avec leurs propres écoles.

M. Plante (Montréal-Mercier): J'aurais un mot à ajouter comme représentant du plus grand nombre de juifs qui soient dans un même comté de cette province, plus même que celui que représente le député de Saint-Louis ou le député de Saint-Laurent. Au nom de mes électeurs et en mon propre nom, je voudrais dire au gouvernement que les juifs lui sont

reconnaissants de sa générosité et sont heureux de voir la manière dont il agit en conformité avec son idéal de justice, tout comme son attitude face aux critiques, même avant que ce bill ne soit présenté en Chambre. Le bill rend justice à une minorité importante et le gouvernement devrait être félicité pour l'équité de cette loi. J'espère seulement que l'exemple de justice et de tolérance du gouvernement sera suivi et cité dans les autres provinces et partout où les Canadiens français sont en minorité.

(Applaudissements)

M. Blain (Montréal-Dorion): M. l'Orateur, j'ai écouté avec beaucoup d'intérêt les interventions de l'honorable secrétaire de la province (l'honorable M. David) et de l'honorable premier ministre (l'honorable M. Taschereau). Je dois dire que, pour ma part, j'ai toujours considéré que nous faisons bon accueil en cette province à ceux de religion autre que catholique ou protestante qui venaient travailler avec nous. Nous sommes toujours disposés à encourager ceux qui sont prêts à travailler coude à coude avec nous. La minorité a toujours reçu un traitement juste. La majorité leur a demandé de contribuer au développement et au progrès de cette province.

Les juifs, comme d'autres, ont toujours été les bienvenus chez nous et je pense ne jamais avoir rencontré un Canadien français qui s'offusquait de recevoir ceux qui venaient d'Angleterre, d'Irlande, d'Écosse, ou des juifs originaires de l'Europe centrale ou ailleurs. Nous avons reçu les étrangers avec bienveillance, nous leur avons montré avec plaisir ce que nous avions fait dans le passé et les avons invités à tirer avantage de notre expérience.

J'ai attentivement étudié ce bill, sans préjugé¹⁸, et au point de vue juridique. J'ai essayé de déterminer au juste où résident notre juridiction et nos pouvoirs dans l'affaire en question. Le problème que nous avons devant nous est unique. L'actuelle situation est délicate et complexe, et il n'est pas certain que la Législature soit l'endroit approprié pour s'en occuper. Puisqu'une situation comparable ne se trouve nulle part ailleurs au Canada, ni aux États-Unis, je crois, il ne faudrait pas agir sans avoir auparavant effectué une étude approfondie. Le bill ouvre la porte à une entente pour que les juifs retournent aux écoles protestantes. Il permet la création d'écoles au cas où cet accord ne serait pas réalisé.

Naturellement, je m'interroge sur qui, au juste, a le droit de résoudre le problème. Le bill permet d'espérer à un arrangement; ce n'est alors qu'une mesure potentielle. Mais qu'advient-il si

aucune entente n'est possible? Il pourrait y avoir plusieurs conflits à régler. L'entente qui nous est soumise est temporaire, alors qu'il faudra un jour trouver une solution définitive à toute cette question. Le bill n'est pas celui dont la présentation devait se faire en Chambre la semaine dernière. Je conviens que le problème est difficile et complexe et qu'une étude détaillée s'impose, ce qui pourrait expliquer le fait que la loi n'entrera en vigueur qu'au 1^{er} juin 1931.

Quant au bill lui-même, il est clair qu'il renferme des contradictions dès le premier paragraphe et qu'il n'apporte pas un règlement complet. Le bill actuel va à l'encontre de l'article 22 de la loi de l'instruction publique. On y reconnaît aux juifs le droit à leurs propres écoles, mais on leur nie le droit de nommer leurs commissaires eux-mêmes et le droit d'avoir leur propre commission. Il est stipulé dans le bill que la commission comprendra cinq membres nommés par le lieutenant-gouverneur en conseil. Qu'y a-t-il là-dessous? Je n'en sais rien, mais je puis vous dire que le parfait accord n'existe pas entre les parties les plus concernées.

Dans notre province, nous avons un corps qui a des droits que la Législature ne peut ignorer, notamment le Conseil de l'instruction publique qui a la direction absolue pour tout ce qui touche à l'éducation des catholiques et des protestants.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Oui, mais pas les juifs.

M. Blain (Montréal-Dorion): Il faudrait soumettre de tels problèmes à ce corps, lequel devrait, mieux que la Chambre, pouvoir régler le problème de l'éducation des enfants juifs. Je reconnais que cette Législature, en vertu de sa constitution, peut tout faire, mais comme nous disposons d'un aussi important conseil, j'estime qu'il faudrait le consulter, même s'il ne se réunit pas très souvent. Il a plein pouvoir en vertu de l'article 22 de la loi de l'instruction publique, et devrait l'exercer en conséquence.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Il a autorité en ce qui concerne les intérêts des catholiques et des protestants.

L'honorable M. David (Terrebonne): Les juifs ne sont pas inclus.

M. Blain (Montréal-Dorion): L'honorable secrétaire de la province ne suggère pas tout de

même que l'établissement d'une troisième liste n'intéresserait pas les catholiques et les protestants de cette province?

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): M. l'Orateur, j'ai reçu ce soir des télégrammes de la Ligue des retraitants et de la Société Saint-Jean-Baptiste protestant contre ce bill des écoles juives. Je crois que ces messieurs n'ont pas lu ce projet, qui a été entièrement approuvé par les autorités religieuses. Lorsqu'ils en prendront connaissance, leurs craintes disparaîtront. Le projet de loi a été certainement mal interprété, puisqu'il est le résultat d'une entente avec les évêques de la province.

Nous discutons du principe du bill. L'étude article par article a été reportée. Je peux vous affirmer cependant qu'en matière de finances, les juifs, les protestants et les catholiques sont tous d'accord.

M. Blain (Montréal-Dorion): Si l'honorable premier ministre me le permet, je voudrais poursuivre.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Nous ne pouvons pas toutefois aborder l'examen détaillé avant d'adopter le principe du bill.

M. Blain (Montréal-Dorion): De mon avis, le principe en question ici relève entièrement de la compétence du Conseil de l'instruction publique en vertu de l'article 22 de la loi de l'instruction publique. Je persiste à croire que c'est le Conseil de l'instruction publique qui doit régler ce problème, et on devrait lui demander d'étudier la question avant d'adopter une loi. Autrement, on n'aura qu'un règlement temporaire.

Je propose par voie d'amendement, appuyé par le représentant de Hull (M. Guertin), que tous les mots après "Que", dans la motion en discussion soient remplacés par les suivants: "Cette Chambre ne croit pas devoir légiférer au sujet de l'éducation des enfants de croyance judaïque dans l'île de Montréal, avant que le Conseil de l'instruction publique n'ait été consulté."

Et la motion d'amendement étant soumise à la Chambre, celle-ci se divise, et sur la demande qui en est faite, les noms sont enregistrés ainsi qu'il suit:

Pour: MM. Blain, Crépeau, Guertin, Renaud, Sauvé, 5.

Contre: MM. Authier, Baillargeon, Bastien, Bédard, Bercovitch, Bissonnet, Bouthillier, Cantin,

Casgrain, Charbonneau, Cohen, David, Delisle, Desmarais, Dillon, Drouin, Dugas, Farand, Fortin, Frigon, Gagnon, Galipeault, Gauthier, Godbout, Grant, Laferté, Lahaie, Laperrière, Lapierre, Lemieux (Gaspé), Lemieux (Wolfe), Marchand, McDonald, McMaster, Mercier, Messier, Moreau, Ouellet, Papineau, Paquet, Perrault, Perron, Phaneuf, Plante, Rochette, Roy, Smart, Taschereau, Thurber, Turcotte, Vautrin, 51.

La motion d'amendement est ainsi rejetée. Et la motion principale, étant soumise à la Chambre, est adoptée.

Le bill est, en conséquence, lu une deuxième fois et renvoyé au comité plénier.

L'honorable M. David (Terrebonne) propose que la Chambre se forme immédiatement en ledit comité.

Adopté.

En comité:

Le comité se réunit sous la présidence de M. Irénée Vautrin, vice-président.

Le comité étudie l'article 1 qui se lit comme suit:

"1. Est constituée en corporation par la présente loi, une commission désignée sous le nom de "Commission des écoles juives de Montréal", ci-après appelée la Commission, composée de cinq membres professant la religion judaïque, dont un président, lesquels sont nommés par le lieutenant-gouverneur en conseil."

M. Bercovitch (Montréal-Saint-Louis): Je désire proposer un amendement pour que le nombre des membres de la Commission scolaire juive soit de 7 au lieu de 5.

L'honorable M. David (Terrebonne): Comme c'est le lieutenant-gouverneur en conseil qui nomme les commissaires d'écoles juifs, je tiens à dire que le communiqué de Son Éminence le cardinal et NN. SS. Gauthier, Courchesne et Comtois mentionne expressément que les commissaires seront nommés par le lieutenant-gouverneur en conseil. Ce sont les protestants et les juifs qui nous ont demandé cela. La nomination de ces commissaires par le gouvernement se fait en plein accord avec les évêques.

M. Blain (Montréal-Dorion): L'honorable secrétaire provincial (l'honorable M. David) dit cela pour moi. Je lui réponds que j'ai droit de donner mon opinion en vertu du Code civil. Je persiste à dire que si on donne aux juifs des écoles, on leur nie le droit de choisir leurs commissaires. Cela ressemble beaucoup au long bras du gouvernement qui s'étend aux écoles juives, sans que le peuple puisse intervenir dans les affaires qui le concernent. C'est la mainmise de l'État.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Mais c'est le lieutenant-gouverneur en conseil qui nomme les membres du Comité protestant de l'instruction publique et il n'a jamais été question de mainmise de l'État, pour cela. La commission fera pour les écoles juives ce que le Comité protestant du Conseil de l'instruction publique fait pour les écoles protestantes.

L'honorable député de Dorion (M. Blain) doit reconnaître que la moitié des membres du Comité catholique sont nommés par le gouvernement et l'autre moitié sont élus, alors que presque tous les membres du Comité protestant sont nommés par le gouvernement.

M. Blain (Montréal-Dorion): Et l'honorable premier ministre prétend-il que la Commission des écoles juives de Montréal est égale à ces deux comités?

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Elle agira de la même façon que les deux comités et constituera en fait un troisième comité.

L'amendement est adopté.

L'article 1, ainsi amendé, est adopté.

Les articles 2 à 6 sont adoptés.

Le comité étudie l'article 7 qui se lit comme suit:

"7. Les affaires de la commission sont administrées par ses membres, trois d'entre eux constituant le quorum."

M. Cohen (Montréal-Saint-Laurent) propose que le quorum soit de 4 au lieu de 3.

L'amendement est adopté.

L'article 7, ainsi amendé, est adopté.

Les articles 8 à 10 sont adoptés.

Le comité étudie l'article 11 qui se lit comme suit:

"11. La commission peut, sur l'invitation du Conseil de l'instruction publique ou du surintendant de l'instruction publique être appelée, à titre consultatif, à rencontrer ce conseil, lorsqu'il s'agit d'une question d'éducation qui intéresse toute la population en général ou qui intéresse l'éducation des personnes de croyance judaïque en particulier."

M. Cohen (Montréal-Saint-Laurent) propose que la dernière phrase "ou qui intéresse l'éducation des personnes de croyance judaïque en particulier" soit retranchée.

L'amendement est adopté.

L'article 11, ainsi amendé, est adopté.

L'article 12 est adopté.

Le comité étudie l'article 13 qui se lit comme suit:

"13. Les questions scolaires concernant les intérêts de l'éducation des personnes de croyance judaïque et de la Commission des écoles juives de Montréal sont de la compétence du surintendant de l'instruction publique, et celui-ci est revêtu à cet égard des mêmes pouvoirs et autorités que ceux qu'il possède en vertu de la loi lorsqu'il s'agit de l'éducation des catholiques et des protestants et de leurs écoles."

L'article est amendé en ajoutant le mot "seule" avant le mot "compétence de surintendant"¹⁹.

L'article 13, ainsi amendé, est adopté.

L'article 14 est adopté.

Le comité étudie l'article 15 qui se lit comme suit:

"15. Nonobstant toute disposition contraire, dans toute municipalité scolaire de l'île de Montréal, régie, en ce qui regarde les écoles, soit par la loi de l'instruction publique, soit par une loi spéciale, ou soit par la loi de l'instruction publique et par une loi spéciale, une ou plusieurs municipalités scolaires, pour les personnes professant la religion juive, peuvent être érigées, divisées, et leurs limites modifiées, en vertu des articles 71 et 72 de la loi de l'instruction publique, mais cette municipalité ou ces municipalités ainsi érigées dans toute municipalité scolaire protestante de l'île de Montréal, doivent renfermer tout le territoire de cette municipalité scolaire protestante, et

doivent, après qu'elles sont établies, être régies par la commission créée par la présente loi."

L'article est amendé en remplaçant les mots "des articles 71 et 72" par "de l'article 71 paragraphe 1".

L'article 15, ainsi amendé, est adopté.

L'article 16 est adopté.

Le comité étudie le premier paragraphe de l'article 17 qui se lit comme suit:

"17.1. À défaut d'entente entre le bureau des commissaires d'écoles protestantes de la cité de Montréal et la Commission des écoles juives, avant le 1^{er} avril 1931, le territoire de la cité de Montréal est par la présente loi érigé en municipalité scolaire juive, sous la direction de la Commission des écoles juives, présentement constituée en corporation, à compter du 1^{er} juillet 1931, sans préjudice des droits que peuvent avoir les catholiques romains et les protestants dans ledit territoire."

Le paragraphe 1 est amendé en ajoutant les mots "catholiques ou" après les mots "des commissaires d'écoles".

Le paragraphe 1 de l'article 17, ainsi amendé, est adopté.

Le comité étudie le paragraphe 2 de l'article 17 qui se lit comme suit:

"2. À défaut d'entente entre les syndics d'écoles protestants de la cité d'Outremont, et la Commission des écoles juives, le 1^{er} avril 1931, le territoire de la cité d'Outremont est par la présente loi érigé en municipalité scolaire juive, sous la direction du bureau des commissaires d'écoles juifs, à compter du 1^{er} juillet 1931, sans préjudice des droits que peuvent avoir les catholiques romains et les protestants dans ledit territoire."

M. Cohen (Montréal-Saint-Laurent) propose en amendement au paragraphe 2 d'ajouter les mots "ou la Commission des écoles catholiques de ladite cité" avant les mots: "et la Commission des écoles juives". C'est pour permettre aux juifs de négocier non seulement avec les protestants mais aussi avec la Commission des écoles catholiques.

Le paragraphe 2 de l'article 17, ainsi amendé, est adopté.

Le paragraphe 3 de l'article 17 est adopté.
L'article 17, ainsi amendé, est adopté.

Les articles 18 à 25 sont adoptés.

Le comité étudie l'article 26 qui se lit comme suit:

"26. Dans tout territoire où une municipalité scolaire juive a été établie, si le bureau des commissaires d'écoles protestants intéressés et la Commission des écoles juives ne peuvent s'entendre quant à la disposition des terrains, des écoles, et du mobilier qui s'y trouve et quant à l'indemnité à cette fin, dans les quinze jours qui suivent l'avis donné par l'un à l'autre, le bureau ou la commission peut s'adresser à la Commission des services publics de Québec qui décide de la question en litige, et sa décision est finale."

L'article est amendé en remplaçant les mots "à cette fin" par "à payer, s'il y a lieu, à ces fins".

L'article 26, ainsi amendé, est adopté.
L'article 27 et le préambule sont adoptés.

Le comité, ayant étudié le bill, fait rapport qu'il l'a adopté avec certains amendements. Lesdits amendements sont lus deux fois et adoptés.

Demandes de documents:

M. Cotton

M. Blain (Montréal-Dorion) propose, appuyé par le représentant de Hull (M. Guertin), qu'il soit mis devant cette Chambre copie de toute correspondance, télégrammes, entre le gouvernement et toute personne depuis le 1^{er} février 1929, concernant l'avocat Cotton.

Je tiens simplement à attirer l'attention de l'honorable trésorier de la province (l'honorable M. McMaster) sur l'incident Cotton, et tout particulièrement sur le fait que des requêtes lui ont été envoyées. Je désirerais avoir des explications à ce sujet.

L'honorable M. McMaster (Compton): À cette heure et à cette période de la session, je ne retiendrai pas l'attention de la Chambre bien longtemps. Je regrette sincèrement ce qui a été fait. Si quelqu'un a été blessé, je lui présente mes excuses.

M. Cotton est un gentilhomme; il est un bon père de famille et a droit à la considération de ses concitoyens. Il est avocat. Il pratique sa profession à Montréal. C'est un homme très respectable. Mais je répète ce que j'ai déjà dit: il n'a jamais été à l'emploi du département du Trésor. De temps en temps, comme avocat, il a été chargé de la collection de certains vieux comptes. Le notaire Pelletier lui a écrit au sujet de la succession d'un M. Simard. Il a répondu à M. le notaire Pelletier en anglais.

Comme question de fait, il aurait dû écrire en français. Mais comme M. Pelletier est un professionnel, possédant les deux langues, l'affaire n'était pas bien considérable... Et dans une ville où les deux langues sont officielles, le péché n'était peut-être pas très grave. Subséquemment, M. Pelletier lui a répondu et réclama une lettre en français et M. Cotton répondit par une communication injurieuse et très regrettable.

Mais, par la suite, il a fait des excuses à M. Pelletier. Il s'est même rendu chez M. Pelletier, lui a montré une lettre d'apologie qui a été jugée acceptable et publiée dans *Le Devoir*. Il est évident que M. Cotton a écrit une lettre malheureuse, mais j'insiste de nouveau sur le fait qu'il n'est pas à l'emploi du département.

L'incident vint ici devant la Chambre et je déclarai que c'était un ouragan dans une tasse de thé. Je n'aurais peut-être pas dû employer cette expression, qui a été jugée blessante par des gens de bonne foi. Je la retire et je leur fais mes excuses. J'espérais que l'incident était clos. Malheureusement il n'en était pas ainsi. J'ai reçu lettres sur lettres pour l'incident au sujet duquel M. Cotton a offert des excuses. J'ai reçu des pétitions protestant contre le fait que j'avais dit qu'il s'agissait d'un ouragan dans une tasse de thé. J'ai répondu aussi bien que je l'ai pu. On a été jusqu'à dire que l'incident constituant une insulte d'une race contre les Canadiens français.

Je ne puis comprendre un procédé aussi petit qu'on puisse avancer qu'une affaire pareille pouvait constituer une insulte d'une race contre une autre race. Dans un cas, on ne m'a envoyé que la copie d'une pétition et on me disait en *post-scriptum* que l'original de la pétition avait été déposé au bureau du *Devoir*. Il (M. McMaster) lit la lettre qui, précise-t-il, lui a été envoyée à cet effet, dans laquelle on mentionne que l'original avait été envoyé aux bureaux du *Devoir*²⁰. J'ai écrit à l'un des signataires de cette pétition, un avocat. Il m'a répondu en disant qu'il avait lu les excuses de M. Cotton et se déclarait parfaitement satisfait. En dépit des excuses de M. Cotton, les lettres de protestations continuaient de s'amasser sur mon pupitre.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Cette lettre n'a jamais été publiée dans le *Devoir*.

L'honorable M. McMaster (Compton): Je n'ai pas lu *Le Devoir*, parce que sa lecture n'est pas agréable. Si j'ai fait de la peine à quelqu'un en parlant d'ouragan dans une tasse de thé, j'en suis très peiné.

Je dois dire cependant que lorsque ces lettres de protestation sont arrivées comme des vagues qui déferlent, je n'ai pu m'empêcher de croire que ces protestations avaient été stimulées par un comité central qui avait pris sur lui de soulever l'opinion publique sur cet incident. Je n'ai pas pu m'empêcher de croire qu'elles étaient toutes de la même source et de la même inspiration.

Il (l'honorable M. McMaster) lit une lettre envoyée par un voyageur à ce sujet. Il lui a répondu, dit-il, de venir à son bureau pour se renseigner. Ce voyageur est venu et est reparti satisfait et convaincu des véritables sentiments du trésorier provincial. Tous ceux qui sont, ajoute-t-il, venus à mon bureau sont repartis convaincus que j'étais animé des meilleurs sentiments.

Finalement, on m'a envoyé des requêtes imprimées d'avance. On me demandait de ne plus employer M. Cotton comme avocat. J'ai invité M. Cotton à se rétracter. Il l'a fait. On veut maintenant que je lui coupe la tête, que je ne l'emploie plus jamais.

Il (l'honorable M. McMaster) lit un imprimé envoyé par des gens de Compton où l'on demande que le gouvernement ne retienne plus à l'avenir les services de M. Cotton. M. Cotton m'a offert, continue-t-il, de renvoyer les dossiers qu'il avait pour le compte du gouvernement à M. Sénécal. M. Pelletier, à qui l'offre a été faite, a décliné.

Comme question de fait, M. Cotton m'a retourné les quelques petites causes qu'il avait pour mon département. J'ai suggéré à M. Cotton de renvoyer les dossiers, mais jamais je n'ai dit cependant que je demanderais la tête de cet homme.

M. Cotton est supposé avoir mal agi parce qu'il avait adressé une lettre en anglais à un contribuable canadien-anglais. Mais la lettre de protestation était rédigée en français. Ce qui me frappe, M. l'Orateur, c'est que tout ce bruit a été fait parce que M. Cotton avait écrit en anglais à un Canadien français. Or, toutes les lettres que j'ai reçues étaient écrites en français. S'il est impoli d'écrire en anglais à un Canadien français, il doit être aussi impoli d'écrire en français à un Canadien anglais.

J'ajouterai ceci. Je soupçonne que nous sommes en présence d'une affaire montée. Il y a quelque temps, j'ai reçu une lettre prétendue écrite par le Club ouvrier Ville-Marie. On me demandait quels étaient les salaires payés aux employés du palais de justice de Montréal. Je m'en suis enquis et j'ai répondu que les ouvriers gagnaient tant par heure. Quant aux journaliers, je déclarai que ces individus recevaient tant de leur côté.

J'ai mentionné le mot individu. On m'a reproché d'avoir employé ce mot. Là-dessus, nouvelle lettre protestant parce que l'on prétendait que j'avais insulté les journaliers en les appelant individus. Je ne crois pas que cette lettre venait des braves ouvriers du club Ville-Marie, mais j'ai quand même adressé une lettre polie expliquant que dans la langue anglaise le mot "individual" était parfaitement correct et nullement insultant et que j'avais cru qu'il en était de même pour le mot "individu" dans la langue française.

Un député: Mais, certainement.

M. Guertin (Hull): Quelle relation cela a-t-il avec la motion sur l'affaire Cotton?

L'honorable M. McMaster (Compton): Je ne crois pas qu'un brave ouvrier ait pu écrire cette lettre, à moins d'avoir été inspiré par quelqu'un; on ne peut pas écrire une lettre pareille sans avoir été poussé par un motif concerté d'avance. On ne peut pas me blâmer de répondre comme je l'ai fait à une lettre comme cela. Mais je crois qu'on a essayé de souffler la flamme du préjugé de race, j'en ai bien peur. Ce n'est pas à moi de le dénoncer. Mais je vous prie de croire que je ne suis animé d'aucun sentiment semblable et que je ne le serai jamais.

M. Guertin (Hull): Le ministre croit-il encore que c'est un ouragan dans une tasse de thé?

L'honorable M. McMaster (Compton): J'ai toujours cru sincèrement que cela en était un. J'ai parlé de ces choses pour pouvoir ajouter que toute cette affaire montée ne représente pas le gros bon sens du peuple canadien-français.

(Applaudissements)

Je répète que je retire les paroles que j'ai prononcées "ouragan dans une tasse de thé". Mais je ne veux pas dire ce que je pense des gens qui, en cette province, s'emparent d'incidents comme celui-ci pour attiser les passions et les préjugés de races. Je n'ai pas, dit-il, de préjugés de race.

(Applaudissements soutenus)

M. Guertin (Hull): Je ne vois pas pourquoi l'honorable trésorier de la province (l'honorable M. McMaster) insulte les ouvriers du club Ville-Marie...

Des députés ministériels: Oh! Oh!

M. Guertin (Hull): Je regrette la digression du trésorier de la province sur le Club ouvrier de Ville-Marie. Sur une plainte formulée par moi sur les termes employés par le sous-ministre du travail, on m'a répondu que c'était un ouvrier, et qu'il fallait tenir compte de la chose et ne pas être sévère. J'ai accepté volontiers l'explication. Mais le trésorier de la province ne devrait pas ridiculiser des ouvriers pour l'interprétation d'un mot.

L'honorable M. McMaster (Compton): Mais je ne les ai pas insultés. Je viens de dire que cette lettre ne pouvait venir des braves ouvriers de ce club. J'ai, dit-il, répondu poliment, mais je croyais que cette lettre avait été inspirée par certaines gens. Si quelqu'un, de bonne foi, croit qu'il a été blessé, je lui fais des excuses.

M. Blain (Montréal-Dorion): Les requêtes portaient sur les mots "ouragan dans une tasse de thé" et l'honorable trésorier de la province les a retirés.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): M. l'Orateur, je crois que nous devons des remerciements à l'honorable député de Montréal-Dorion d'avoir amené cette question devant la Chambre. Il est bon que cette question soit vidée. Le trésorier provincial a reçu une foule de lettres. J'en reçois moi-même tous les jours. Il y a trois chapitres à cette histoire. C'est d'abord les lettres que nous avons reçues, et ensuite les réponses que nous avons faites. Le troisième chapitre contient les ripostes que je reçois.

J'ai dit que M. Cotton avait parfaitement le droit d'écrire dans sa langue. Il y a deux langues officielles dans la province, et on peut utiliser l'une ou l'autre. C'est ce que je fais moi-même souvent en écrivant à des ministres anglais à Ottawa. L'erreur de M. Cotton a été dans sa réponse donnée dans sa deuxième lettre. Cependant, j'ai déclaré que la réponse de M. Cotton à M. Pelletier était malheureuse. À tous ceux qui m'ont écrit, j'ai insisté sur le fait que M. Cotton avait présenté des excuses.

Il y a une école en cette province qui s'occupe de ces incidents. Je ne la comprends pas. Elle écrit des lettres et des lettres. Elle prétend que

nous n'en faisons pas assez. M. Cotton a perdu les causes qu'il avait. Il a fait des excuses. On m'écrit: "Il faut que vous vous engagiez à ne plus jamais employer M. Cotton." Je le répète, M. Cotton a demandé pardon, mais il n'y a pas de pardon pour les gens de cette école. Je leur ai dit: Ce n'est pas de la charité chrétienne. Ils me répondent en exigeant l'engagement signé du premier ministre de la province qu'il n'engagera jamais un homme qui a fait des excuses et a perdu le travail qui lui avait été confié.

Je regrette ces lettres pour les nôtres et pour ma province. Est-ce cela la charité chrétienne? Est-ce qu'il n'y a pas de pardon chez nous? Est-ce que, parce que cet homme a commis une erreur, nous devons donner notre parole qu'il ne sera plus jamais à notre emploi? Je ne donnerai pas...

(Applaudissements)

Jamais je ne donnerai un engagement comme celui-là, au risque de déplaire à une école, école à laquelle appartient le député de Hull. Des engagements comme cela, je n'en signerai jamais!

(Applaudissements soutenus)

M. Guertin (Hull): Que le premier ministre justifie ses paroles ou qu'il les retire.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Il n'y a rien d'insultant dans ce que j'ai dit.

M. Guertin (Hull): Vous n'avez pas le droit de dire que j'appartiens à une école d'intolérance.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Cette école dont j'ai parlé, c'est l'école des bleus, c'est une école de castors dans notre province.

(Applaudissements)

Le Parti libéral n'a pas eu besoin des bleus et des castors dans le passé. Il n'en aura pas besoin dans l'avenir pour remporter des victoires.

Dans cette affaire, l'honorable trésorier de la province a été injustement traité. Parmi nos compatriotes anglais, je ne connais pas d'homme plus sympathique aux Canadiens français que le trésorier de la province. Il parle beaucoup le français en cette Chambre, alors qu'il a le droit absolu de parler l'anglais. Il fait tout son possible pour être agréable aux nôtres. Et je lui ai même dit qu'il pourrait parler anglais davantage, puisqu'il représente la minorité anglaise. Il représente ici une race qui nous respecte et que nous devons respecter. Tout ce qu'il s'attire avec ses bonnes dispositions pour nous, ce sont ces lettres, les lettres de cette école. Ce n'est pas encourageant pour notre race.

Je lisais dans le journal, ce matin²¹, un compte rendu d'une conférence prononcée au Forum. Parlant de la criminalité dans le monde et peut-être au Canada, l'orateur, un pasteur, disait qu'elle était peut-être due à l'atavisme, peut-être au désir de bien vivre, mais surtout aux appels que certains hommes en autorité font au bolchevisme, au manque de respect à l'autorité, envers les races et les individus, à ces déclarations que les hommes en autorité ne sont pas dignes de la position qu'ils occupent. Dans cette Chambre j'espère que personne ne peut dire: *Mea culpa*. Cependant, il peut y en avoir, il y en a peut-être dans la galerie. Ceux qui prêchent le bolchevisme, qui se couvrent de plumes qui ne leur appartiennent pas, qui sèment la calomnie, sont les apôtres de la criminalité. Ce sont ceux qui sont responsables de la criminalité.

(Applaudissements)

Détruisez l'autorité civile, détruisez l'autorité politique. L'autre est la base de notre civilisation. Certains citoyens, qui ont toujours en bouche la religion, la détruisent cette autorité, et ils en seront les premières victimes...

L'honorable M. David (Terrebonne): Sans s'en apercevoir...

(Applaudissements)

M. Blain (Montréal-Dorion): En soulevant le débat, je ne voulais pas autre chose que des explications de la part du trésorier de la province. Mais le premier ministre est allé trop loin, quand il a dit que l'on se plaignait que Cotton ait écrit en anglais. Et le premier ministre est allé un peu trop loin quand il se plaint que nous ne trouvons pas que le trésorier nous est assez sympathique. Ce n'est pas ça. On se plaint parce que M. Cotton a répondu à un contribuable, qui lui demandait de lui écrire en français, par une lettre injurieuse où il traitait ce contribuable d'ignorant, et l'accusait de manquer de culture, parce qu'il ne voulait pas recevoir de correspondance en anglais.

Il (M. Blain) rend hommage au député de Compton (l'honorable M. McMaster) pour ses bonnes dispositions envers les Canadiens français.

Le trésorier de la province a reconnu que la lettre de Cotton était déplacée, mais il l'a fait des paroles malheureuses, en traitant ce fait d'ouragan dans une tasse de thé. Il dit maintenant qu'il regrette la chose si elle a pu blesser quelqu'un...

L'honorable M. McMaster (Compton): Si j'ai pu moi-même blesser quelqu'un par l'expression

employée, je le regrette, dit-il. Je n'ai jamais eu cette intention, je n'hésite pas à faire des excuses.

M. Blain (Montréal-Dorion) parle.

Des députés ministériels l'interrompent par des "ah!" et des réflexions à haute voix.

L'honorable M. McMaster (Compton) commence une explication.

M. Blain (Montréal-Dorion): J'ai compris, M. le secrétaire provincial (l'honorable M. David); il a toujours la manie d'interrompre tout le monde.

Des députés l'interrompent.

M. Blain (Montréal-Dorion): Je termine là parce qu'on m'empêche de parler. Il y a des règlements, mais ils ne paraissent pas exister pour la droite, et on ne paraît pas s'en préoccuper.

Adopté.

Succession Rhéaume, vente d'immeuble

M. Vautrin (Montréal-Saint-Jacques) propose, appuyé par le représentant de Berthier (M. Bastien), que l'honoraire payé pour le bill 148 concernant la vente d'un immeuble de la succession Rhéaume soit remis, vu que ce bill a été déposé après les délais prescrits pour des causes indépendantes de la volonté du promoteur.

Adopté.

La séance est levée 11 h 45.

NOTES

1. *L'Événement* du 2 avril 1930, à la page 10, précise que le député de Westmount (M. Smart) vote avec le gouvernement contre l'amendement aux applaudissements de la droite.

2. \$400,000, selon *Le Soleil* du 2 avril 1930, à la page 12; \$350,000, selon *The Chronicle Telegraph* du 2 avril 1930, à la page 3.

3. La chronique de *L'Événement* du 2 avril 1930, à la page 10, explique que, du consentement de la Chambre, l'Orateur et le greffier, L.-P. Geoffrion, retouchent l'amendement.
4. *L'Événement* du 2 avril 1930, à la page 10, spécifie que trois députés ministériels, le député de Napierville-Laprairie (M. Charbonneau), le député d'Yamaska (M. Laperrière) et le député d'Iberville (M. Lamoureux) votent avec les députés de l'opposition, tandis que le député de Westmount (M. Smart) vote avec le gouvernement.
5. Dans *Le Soleil*, à la page 3, on parle plutôt du droit du père de famille.
6. *The Montreal Daily Star* du 2 avril 1930, à la page 8, écrit: 82,785.
7. *The Montreal Daily Star* du 2 avril 1930, à la page 8, écrit: 11,293.
8. *The Gazette* du 2 avril 1930, à la page 15, écrit: "receipts in 1927 amounted to \$2,700,000".
9. *The Gazette* du 2 avril 1930, à la page 15, donne une autre version, cette fois contradictoire: "The protestant panel was \$1,780,000 in 1927, and \$1,700,000 last year, a decrease of 3 per cent."
10. *The Gazette* du 2 avril 1930, à la page 15, écrit: \$3,750,000.
11. *The Gazette* du 2 avril 1930, à la page 15, écrit: 9.78 per cent.
12. *The Gazette* du 2 avril 1930, à la page 15, écrit: \$320,000.
13. *The Gazette* du 2 avril 1930, à la page 15, donne cette version: "We wish to be in the parlor, not in the kitchen."
14. *The Montreal Daily Star* du 2 avril 1930, à la page 8, dit plutôt que la Commission scolaire juive sera nommée par le lieutenant-gouverneur en conseil.
15. Il s'agit plutôt de 1832. Voir Gérard Malchelosse, "Les Juifs dans l'histoire canadienne", *Les Cahiers des Dix*, vol. 4, 1939, p. 173.
16. *Le Soleil* du 2 avril 1930, à la page 12, écrit: "2,144 et qu'il y en a maintenant 10,000".
17. Selon *The Montreal Daily Star* du 2 avril 1930, à la page 8, M. Cohen parlerait plutôt du premier ministre. L'honorable M. McMaster est trésorier jusqu'au 16 octobre 1930, et est remplacé à ce poste par l'honorable M. Taschereau à partir du 27 novembre 1930. Ce dernier cumulait les portefeuilles de la trésorerie et de la justice, en plus d'être président du Conseil exécutif.
18. *La Presse* du 2 avril 1930, à la page 29, rapporte le mot "préjudice".
19. Selon *La Patrie* du 2 avril 1930, à la page 19, l'article 13 est amendé en ajoutant le mot "exclusive" après "compétence", mais dans le projet de loi, il s'agit du mot "seule".
20. *Le Devoir* du 2 avril 1930, à la page 1, indique que pendant que le député de Compton (l'honorable M. McMaster) lisait les lettres de protestation, les ministres et les députés de la droite paraissaient trouver cela fort amusant et riaient avec un petit air entendu.
21. Hier, selon *La Presse* du 2 avril 1930, à la page 27.

Première séance du mercredi 2 avril 1930

Présidence de l'honorable T.-D. Bouchard

La séance est ouverte à 11 heures.

Prière.

M. l'Orateur: À l'ordre Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

Demandes de documents:

Licences d'hôtels
et de magasins

M. Houde (Montréal-Sainte-Marie) propose, appuyé par le représentant des Deux-Montagnes (M. Sauvé), qu'il soit mis devant cette Chambre un état démontrant qu'a rapporté: *a.* en 1920-21; *b.* en 1921-22; *c.* en 1922-23; *d.* en 1923-24; *e.* en 1924-25; *f.* en 1925-26; *g.* en 1926-27; *h.* en 1927-28, chacune des sources de revenus comprises sous la rubrique générale "Licences: hôtels, magasins, etc.", tel qu'il appert à la page 8 des *Comptes publics 1924-1925*, et à la page 6 des *Comptes publics* de chacun des autres exercices.

Adopté.

Salaire minimum
des femmes

La Chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 200 modifiant la loi du salaire minimum des femmes. Lesdits amendements sont lus une deuxième fois et adoptés.

Il est ordonné que le greffier porte de nouveau le bill au Conseil législatif et informe les honorables conseillers que cette Chambre a accepté leurs amendements.

Éducation des enfants
de croyance judaïque de Montréal

L'honorable M. David (Terrebonne) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 39 concernant l'éducation des enfants de croyance judaïque dans l'île de Montréal soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Loi du paiement
des pénalités

La Chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 55 pour remplacer la loi du paiement des pénalités. Lesdits amendements sont lus une deuxième fois et adoptés.

Il est ordonné que le greffier porte de nouveau le bill au Conseil législatif et informe les honorables conseillers que cette Chambre a accepté leurs amendements.

Création de
districts électoraux

L'honorable M. Laferté (Drummond) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 218 modifiant les Statuts refondus, 1925, relativement à la création de nouveaux districts électoraux soit maintenant lu une deuxième fois.

À cette phase de la session, je n'entends pas prononcer un grand discours. D'après les statistiques, c'est la province de Québec qui, avec sa population de 2,371,198 au dernier recensement, a présentement le moins de députés de toutes les provinces du Canada, par rapport à sa population.

C'est pourquoi le discours du trône a signalé l'importance d'étudier la question de la redistribution. Un comité a été formé et a tenu 14 séances. Nous avons reçu nombre de délégations et de communications que nous avons étudiées attentivement.

Nous nous sommes entendus sur la division des comtés de Hull, Gaspé, Témiscouata, Champlain, Lac-Saint-Jean. Nous nous sommes également entendus sur certaines délimitations du comté de Saint-Sauveur, de Québec. Un nouveau comté serait formé à partir de Dorchester, Bellechasse et la Beauce.

Le comité a aussi décidé de soumettre à la Chambre la question du réajustement des frontières de Jacques-Cartier, Laval et Westmount. En ce qui regarde Bonaventure et Témiscamingue, le comité recommande de ne faire aucun changement, pour le moment. Il y a des divergences d'opinion pour Charlevoix-Saguenay, Dorchester et Jacques-Cartier. Nous nous sommes entendus presque unanimement pour les noms des nouveaux comtés. J'aurais, dit-il,

été en faveur de donner le nom de La Fontaine au nouveau comté de Gaspé, et celui de Rivière-du-Loup, au nouveau comté de Témiscouata.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité plénier.

L'honorable M. Laferté (Drummond) propose que la Chambre se forme immédiatement en ledit comité.

Adopté.

En comité¹:

L'honorable M. Laferté (Drummond): Les dispositions de ce projet de loi doivent créer cinq nouveaux comtés, en divisant les comtés actuels de Gaspé, Témiscouata, Champlain, Lac-Saint-Jean et Hull, et en formant un nouveau comté de paroisses prises dans les comtés de Dorchester, Bellechasse et Montmagny.

Bien qu'on se soit prononcé à l'unanimité pour désigner les nouvelles régions soit par des noms historiques, soit par les qualifications "nord" et "sud", le Témiscouata a suggéré qu'au lieu d'utiliser ce système, il retiendrait son nom pour désigner la division du sud et utiliserait celui de Rivière-du-Loup pour désigner la partie nord.

J'avais 18,000 électeurs lors des dernières élections, comparativement à 9,000 dans Jacques-Cartier, et ce bill ajoutera l'une des parties les plus rurales de Jacques-Cartier au secteur urbain de Westmount.

Je pense aussi qu'il faudrait faire certaines modifications aux comtés ruraux. Mais je n'accepte pas de me retrouver avec 25,000 électeurs aux prochaines élections, tandis que Vaudreuil, Brome et d'autres comtés en ont si peu. Je semble être le seul député touché; je voudrais signaler mon opposition à l'article 20 de ce bill, qui touche mon comté.

Il était indiqué dans le discours du trône que le gouvernement avait l'intention de créer de nouveaux comtés agricoles. Je suis d'accord, car bon nombre de ces comtés sont très grands. Mais, en ce qui concerne Jacques-Cartier, je ne vois aucune possibilité de le classer comme un comté rural. Il n'est pas aussi grand que beaucoup d'autres comtés qui n'ont pas été divisés, et sur un total de 10,070 votes, on ne trouve que 565 fermes dans la région. Néanmoins, on propose de détacher une bande de territoire à proximité de la ville de Mont-Royal et de Côte Saint-Luc, et de l'ajouter à mon comté.

Les articles 1 à 14 sont adoptés.

Le comité étudie le paragraphe c de l'article 15 qui se lit comme suit:

"15. [...]"

"c. En remplaçant le deuxième alinéa par le suivant: Le district électoral de Westmount est borné comme suit: partant du coin nord-est de la ville d'Outremont (extrémité de la ligne qui la divise de la ville de Saint-Louis du Mile End); de là, allant sud-ouest jusqu'à l'avenue Rockland, allant nord-ouest jusqu'au chemin Crémazie ou Vervais, de là, allant nord est jusqu'à la ligne de division des lots 350 et 351 du cadastre de la paroisse de Saint-Laurent; de là, allant nord-ouest et suivant cette ligne jusqu'à la paroisse du Sault-au-Récollet;

"[...]"

M. Smart (Westmount): Je m'oppose à la disposition relative à la division du comté que je représente². Le discours du trône n'autorisait que le remaniement des comtés ruraux. Or, les comtés de Westmount et Jacques-Cartier sont deux comtés urbains, puisque, sur une population donnant 10,000 votes, on ne trouve des agriculteurs que pour 500 fermes. En plus, il y a des comtés beaucoup plus grands que Jacques-Cartier qui n'ont pas été divisés.

M. Marchand (Jacques-Cartier): On ne sait pas très bien si mon comté est urbain ou rural. Le comté de Jacques-Cartier a les 2/5 de la superficie de l'île de Montréal. Il y a plus que 500 fermiers dans ce comté. Cependant, nombreux sont les gens qui ont, sur les rives de la rivière des Prairies, des résidences d'été, ce qui leur donne droit de vote. Cependant, ils n'y passent qu'un quart de l'année, laissant à ceux qui restent de plus lourdes obligations. Je prétends que Ville Mont-Royal et Côte Saint-Luc sont des quartiers urbains et ne devraient pas faire partie du reste du comté. Les villes en général n'ont pas d'industries. Donc, la partie est du comté, dont les objectifs et les besoins sont associés de plus près à ceux de la région urbaine, devrait être liée à celle-ci par Westmount.

M. Smart (Westmount): Le chiffre de 500 cultivateurs est cité dans les statistiques municipales de la province de Québec. Il n'y a aucune bonne raison pour le changement qu'on veut faire.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Alors, vous croyez que Westmount prend de l'ampleur?

M. Smart (Westmount): Pas Westmount, mais Notre-Dame-de-Grâce et Outremont se développent très rapidement.

Cet article est amendé et se lit désormais comme suit:

"15. [...]"

"c. En remplaçant le deuxième alinéa par le suivant: Le district électoral de Westmount est borné comme suit: partant du coin nord-est de la ville d'Outremont (extrémité de la ligne qui la divise de la ville de Saint-Louis du Mile End); de là, allant sud-ouest jusqu'à la ligne entre les lots 628 et 634 du cadastre de la paroisse de Saint-Laurent; de là, allant nord-ouest, suivant cette ligne jusqu'à la rencontre de la ligne entre les lots 628 et 633 dudit cadastre; de là, allant sud-ouest, jusqu'à la ligne entre les lots 632 et 633 dudit cadastre; de là allant nord-ouest, et suivant cette ligne, jusqu'à son extrémité, puis la ligne entre les lots 350 et 351 du même cadastre jusqu'à la paroisse du Saut-au-Récollet;

"[...]"

L'amendement est adopté.

L'article 15, ainsi amendé, est adopté.

Les articles 16 à 46 sont adoptés.

Le comité étudie l'article 47 qui se lit comme suit:

"47. Le paragraphe no 69 du tableau des municipalités de comté de l'article 17 de ladite loi est modifié:

"a. En y ajoutant après le mot: "Témiscouata", dans la première ligne du paragraphe 1, le mot: "Nord"

"b. En y ajoutant à la fin du paragraphe 1, les mots: "et le district électoral de Témiscouata-Sud"."

L'honorable M. Laferté (Drummond): Le comité de redistribution a suggéré que l'on donnât au comté de Témiscouata les noms de Témiscouata-Nord et Témiscouata-Sud. Je propose que ce dernier nom soit changé pour celui de Rivière-du-Loup.

M. Casgrain (Témiscouata): Le nom du comté tire son nom du lac Témiscouata. Je suggère que le nom de Témiscouata-Nord soit maintenu.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) soutient, dit-il, les prétentions du député de Drummond. Il y a déjà trois noms sauvages; le nom suggéré par le député de Drummond est bien trouvé.

M. Casgrain (Témiscouata): Je m'oppose énergiquement, dit-il, à cet amendement. Il lit une résolution du conseil municipal et de la Chambre de

commerce de la cité de Rivière-du-Loup demandant que le nom de Témiscouata soit conservé aux deux comtés.

Cet article est amendé et se lit désormais comme suit:

"47. Le paragraphe no 69 du tableau des municipalités de comté de l'article 17 de ladite loi est modifié:

"a. En y ajoutant après le mot: "Témiscouata", dans la première ligne du paragraphe 1, le mot: "Rivière-du-Loup"

"b. En y ajoutant à la fin du paragraphe 1, les mots: "et le district électoral de Témiscouata"."

M. Casgrain (Témiscouata) retire, dit-il, son amendement. Sur division, ajoute-t-il³.

L'amendement est adopté.

L'article 47, ainsi amendé, est adopté.

Le comité, ayant étudié le bill, fait rapport qu'il n'en a pas terminé l'examen.

Questions et réponses:

Eureka Mines

M. Gauthier (Portneuf): 1. Existe-t-il dans la province une compagnie appelée The Eureka Mines, Limited?

2. Quel était le capital de cette compagnie?

3. Quels étaient ses officiers en juin 1928?

4. Cette compagnie détient-elle ou a-t-elle détenu: a. des claims en cette province; b. des permis d'exploitation; c. des concessions minières?

5. Cette compagnie a-t-elle transmis un prospectus et des rapports au secrétaire de cette province, ou au contrôleur du revenu?

6. Quels claims indique ce prospectus?

7. Ces claims étaient-ils enregistrés au nom de cette compagnie dans les livres du service des mines?

8. Ces claims sont-ils encore en vigueur?

9. Des parts ont-elles été vendues au public?

10. Combien de parts ont été vendues, et à quel prix ont-elles été vendues?

11. Est-il à la connaissance du service des Mines que des parts ont été vendues à des cultivateurs?

L'honorable M. Perrault (Athabaska): 1. Oui.

2. \$1,000,000, lors de son incorporation. Ce capital fut porté à \$3,000,000, le 20 juin 1928.

3. D'après le prospectus en date du 1^{er} juin 1928, transmis au secrétaire provincial le 20 août 1928, ses officiers étaient alors: William Tremblay, M.P.P., Montréal, président; Georges Lalancette, échevin, Montréal, vice-président; Ulric Simard, courtier, Montréal, secrétaire; L.-O. Jalbert, contracteur, Montréal, trésorier.

4. Aucun claim, permis d'exploitation ou concession minière n'a été enregistré au nom de cette compagnie dans les livres du département.

5. Oui; un prospectus à l'honorable secrétaire provincial, le 20 août 1928, et un rapport au contrôleur du revenu, le 31 janvier 1930.

6. Les claims 13156 (½ nord du lot 25, rang V), 13157 (½ nord du lot 28, rang V), 13158 (½ sud du lot 30, rang VI), et 13159 (½ sud du lot 31, rang VI), canton Demeloizes, ainsi qu'un autre groupe dans l'angle nord-ouest du même canton.

7. Non.

8. Non. Ils sont expirés depuis septembre 1929 et sont retombés dans le domaine de la couronne.

9. Non.

10. Le rapport de la compagnie au contrôleur du revenu indique que 1,000,000 de parts ont été livrées en paiements des propriétés, et que 65,805 parts ont été vendues à \$0.25 la part.

11. Oui.

Loi des compagnies de télégraphe

L'honorable M. Galipeault (Bellechasse) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 225 modifiant la loi des compagnies de télégraphe soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté sur division. Le bill est renvoyé au comité plénier.

L'honorable M. Galipeault (Bellechasse) propose que la Chambre se forme immédiatement en ledit comité.

Adopté. Le comité, ayant étudié le bill, en fait rapport sans amendement.

L'honorable M. Galipeault (Bellechasse) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Demandes de documents:

Crucifix dans les cours de justice

M. Blain (Montréal-Dorion) propose, appuyé par le représentant de Hull (M. Guertin), qu'il soit mis devant cette Chambre copie de toute correspondance, télégrammes, entre le gouvernement et toute personne depuis le 1^{er} janvier 1921, concernant les crucifix placés dans nos cours de justice.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): La Législature a passé, l'an dernier, une loi décidant de placer des crucifix dans les salles d'audience. Nous avons commencé à placer ces crucifix, et c'est l'intention du procureur général de faire respecter la loi. Elle est en vigueur et elle restera en vigueur. Les crucifix resteront dans les salles d'audience!

L'honorable juge Duclos de la Cour supérieure, a demandé au shérif Lapierre, de Montréal, de faire disparaître le crucifix qui avait été placé dans la Cour où il présidait, mais le shérif a refusé. Alors, le juge Duclos l'a fait enlever lui-même par son messenger. Avertis de l'incident par le shérif Lapierre, nous avons donné des instructions pour que le crucifix soit remis en place et de l'y maintenir. Je crois que l'incident est clos. L'an dernier, nous avons passé une loi qui n'est pas sans précédent dans les pays civilisés. On nous a représenté que la présence du crucifix dans les cours ajouterait à la solennité du serment. Cette loi nous a été demandée par le S. E. le cardinal Rouleau, par des membres de tous les clergés et par l'honorable juge en chef de la Cour supérieure auquel l'honorable juge Duclos est soumis. Nous l'avons fait.

À Montréal, le crucifix a été remis en place et il y restera. C'est, répète-t-il, l'intention du procureur général de faire respecter la loi. Les crucifix resteront dans les salles d'audience.

La motion est adoptée.

Compagnie de chemin de fer Montréal et Sud-Ouest et Chemin de fer Colonisation Montréal et Nord

M. Plante (Montréal-Mercier) propose, appuyé par le représentant de Champlain (M. Grant), que l'honoraire payé pour le bill 155 modifiant la

charte de la Compagnie de chemin de fer Montréal et Sud-Ouest et le bill 156 modifiant la charte de la Compagnie de chemin de fer Colonisation Montréal et Nord soit remis, vu que ces bills ont dû être présentés par suite du décès de certains directeurs désignés dans la loi les constituant en corporation et qu'ils ont été présentés quelques jours après l'expiration des délais prescrits par les articles 498 et 516 des règles qui régissent les bills privés, par suite d'une erreur dans les journaux qui avaient charge de la publication des avis.

Adopté.

The Eureka Mines

M. Gauthier (Portneuf) propose, appuyé par le représentant de Verchères (M. Messier), qu'il soit mis devant cette Chambre copie de toute correspondance relativement à The Eureka Mines, Limited, entre toute personne et le service des mines ou tout autre département, copie de prospectus et de rapports transmis au secrétaire de la province, au contrôleur du revenu par cette compagnie ou ses officiers.

Adopté.

Salaire minimum des travailleurs

M. Guertin (Hull) propose, appuyé par le représentant de Montréal-Dorion (M. Blain), que cette Chambre invite le gouvernement à présenter à la présente session une loi pour fixer le salaire minimum de certaines classes de travailleurs du sexe masculin.

C'est une question, dit-il, que j'ai étudiée depuis longtemps, et que je dois, en témoignage de reconnaissance, à cette classe de petits salariés dont j'ai fait partie. Le gouvernement ne fait pas assez pour l'avenir!

Je demande à la Chambre de ne pas s'étonner de mes idées nouvelles, car elles ont pour but de préconiser des remèdes nécessaires au relèvement de la classe ouvrière trop souvent oubliée par les législateurs.

Les temps changent et le monde évolue. C'est en 1891, que le grand sociologue Léon XIII a écrit sa merveilleuse encyclique *Rerum Novarum* et, depuis, tous les peuples s'en sont inspirés pour le plus grand bien des classes inférieures, pour le progrès de leur civilisation et le bien-être de l'humanité. N'a-t-il pas écrit en effet:

"Parmi les devoirs principaux du patron, il faut mettre au premier rang celui de donner à chacune le salaire qui lui convient. Assurément, pour fixer la juste mesure du salaire, il y a nombreux points de vue à considérer; mais, d'une manière générale, que les riches et le patron se souviennent qu'exploiter la pauvreté et la misère et spéculer sur l'indigence sont des choses que réprouvent également les lois divines et humaines. Ce qui serait un crime à crier vengeance au ciel, serait de frustrer quelqu'un du prix de ses labeurs."

Plus tard, Charles Antoine, un autre grand sociologue n'a-t-il pas dit: " L'équité demande donc que l'État s'occupe des travailleurs et fasse en sorte que, de tous les biens qu'ils procurent à la société, il leur revienne une part convenable; et qu'ils puissent vivre avec moins de peines et de privations." Tous ces hommes veulent que l'on accorde à l'ouvrier le salaire qu'il mérite.

Le principe à la base du salaire minimum vise à abolir ce que nous sommes communément habitués d'appeler le "sweating" ou l'exploitation du travail, afin de protéger les familles de notre province contre un niveau de vie qui est au détriment de leur santé, leur moral et leur bonheur. Ce principe est si bien accepté en Australie, que les plus récentes décisions de la Commission du salaire minimum veulent que l'industrie qui ne peut payer un salaire vital, cesse de fonctionner, ou bien se fasse subventionner par l'État, afin que la société en général paye le déficit du salaire, si elle ne peut se passer de ladite industrie.

Quelqu'un disait déjà, et avec infiniment de raison, qu'une industrie qui ne paie pas un salaire raisonnable se rend coupable d'une pratique beaucoup plus mauvaise et beaucoup plus immorale que si elle payait ses dividendes à même son actif. Nous vivons dans un pays immensément riche. Nos ressources naturelles et la fertilité de notre sol sont la garantie de notre ville, de notre progrès et de notre expansion nationale. Comment, dans un pays aussi riche que le nôtre, peut-il y avoir de si nombreuses familles qui vivent dans une misère imméritée.

Nous pouvons produire tout le nécessaire de notre vie économique soit la nourriture, l'habit et l'habitation et, puisqu'il en est ainsi, ne vous est-il jamais venu à l'esprit qu'il doit y avoir quelque chose de défectueux dans notre organisme politique et économique, puisque nous avons tant de familles vivant dans des privations extrêmes et dont le chef cependant est honnête, industriel et habile et ne demande qu'à travailler? Dans notre pays, parfois, c'est le travail qui manque, mais plus souvent, c'est le salaire qui est insuffisant.

Dans les moments de chômage, il arrive trop souvent que la misère de l'ouvrier sans protection soit mise à profit par le patron qui, en retour d'un salaire dérisoire, exige de l'ouvrier toute son énergie et son habileté au travail. Et si l'ouvrier réclame plus pour suffire aux exigences de la vie, voici ce que tente de répondre le patron, et c'est aussi ce que répondent les adversaires de cette législation. Il y a à la disposition de l'ouvrier insuffisamment payé quatre moyens de combler le déficit de son salaire hebdomadaire: 1. Les membres de sa famille; 2. Le secours d'amis compatissants; 3. La charité publique ou privée; 4. Ou enfin, la mise à la ration.

S'il s'agissait du statut du maître et de l'esclave, au lieu de l'employeur et de l'employé, le maître devrait dépenser au moins un montant minimum pour maintenir son esclave en condition pour remplir ses fonctions; et si l'on considère l'ouvrier uniquement comme une pièce de machinerie physique, ce montant représenterait le coût minimum en charbon et autres facteurs, pour produire l'énergie nécessaire.

Et fréquemment aussi, dans les moments de chômage, il arrive trop souvent que la misère de l'ouvrier sans protection soit mise à profit par le patron qui, en retour d'un salaire dérisoire, exige de l'ouvrier toute son énergie et toute sa capacité de travail qu'il est susceptible de donner. L'employeur profite du chômage pour avilir davantage les salaires.

Le patron, conscient de son devoir, s'inspire d'une doctrine véritablement humanitaire, comme elle est prêchée et comprise par nos plus grands économistes, nos hommes d'États éminents et nos sociologues avertis, se réjouit de l'élimination de la concurrence injuste sur le terrain des petits salaires, aux dépens de l'ouvrier, car il comprend qu'il est tenu en conscience de payer à ses serviteurs un salaire raisonnable et de se contenter d'un profit raisonnable seulement même si, ce faisant, il subit une perte financière.

Après tout, y a-t-il un cœur d'homme, sensible aux besoins de l'humanité, et avec un sens de ses responsabilités envers la société, qui puisse condamner d'autres hommes et leurs familles à la maladie, à l'existence malheureuse, à une morale inférieure, et leurs enfants à la malnutrition, au manque d'éducation et, par là, à une vie misérable?

Monsieur, l'État, qui est la garantie de la société, intervient dans toutes les sphères de l'activité humaine, afin de faire régner la justice et le bonheur, et je vous demande s'il y a un domaine où l'État a plus le devoir d'intervenir que dans celui des relations industrielles? C'est une vérité qui frappe

quiconque s'arrête un moment pour y réfléchir. L'État doit fournir à l'ouvrier un travail constant et rémunérateur. L'intervention de l'État en matière de salaires est-il une entrave à la liberté du commerce et de l'industrie, ou encore un obstacle au libre jeu de l'offre et de la demande?

À cela il faut répondre que les économistes sérieux justifient cette intervention quand l'industrie ne peut fournir aux ouvriers un travail constant et rémunérateur. Vous me permettrez de vous soumettre là-dessus l'opinion du premier ministre Mackenzie King qui déclarait le 26 février dernier, à une délégation de l'ouest se plaignant du chômage, que: "Si l'industrie n'est pas suffisamment bien organisée pour fournir à l'ouvrier un travail constant et rémunérateur, l'État doit intervenir pour y remédier."

Pourvu que le but que l'on poursuit soit basé sur une saine démocratie, une vraie civilisation et des principes chrétiens. Il n'y a pas lieu de craindre les effets de ces réformes. N'oublions pas que la société est comme le corps humain et que tout l'organisme s'en ressent lorsqu'il y a souffrance réelle chez une classe importante de notre société.

D'un autre côté, le travail de l'homme n'est pas juste une marchandise. Le travail n'est pas un article de commerce, et l'on n'a pas le droit de le soumettre à la cupidité des compagnies sans cœur et sans conscience, qui ne songent qu'à augmenter leurs revenus. Par conséquent, ce n'est pas un article dont le prix variera avec les fluctuations ordinaires. Les ouvriers, les journaliers ou manœuvres sont, de par l'ordre économique de notre pays, trop souvent les victimes sans défense de cette loi déplorable de l'offre et de la demande. Ils n'ont pas la protection de l'organisation syndicale et restent impuissants et désespérés devant leur triste sort.

Tous les hommes de métier deviennent leurs concurrents, du jour où ils sont sans emploi dans leur métier respectif, tout comme les cultivateurs, à certaines saisons, réussissent à partager leur travail déjà trop rare, et notre politique d'immigration empire le mal en permettant à des étrangers de leur faire une concurrence souvent injuste, parce que ceux-ci sont la plupart du temps habitués à un niveau de vie intolérable pour notre pays et notre civilisation ou encore n'ont aucune charge familiale.

Établissons un salaire de subsistance minimum pour le travail de l'ouvrier qui n'a aucun entraînement ou habileté spéciale, et ensuite que l'homme habile ou entraîné soit libre de manifester son ambition et son émulation, et vende son travail sur le meilleur marché et pour son plus grand avancement personnel.

Tous nos grands économistes s'accordent à reconnaître que le travail mérite plus de considération que le capital. Le travail doit être rémunéré convenablement. C'est le principe à ne point perdre de vue. Pourquoi alors ne reconnaîtrait-on pas au travail le même droit de protection de la part de l'État que l'on reconnaît au capital investi dans des services publics, et qui se voit garantir un minimum de dividende par des commissions?

Il est grand temps que l'on cesse d'économiser sur les salaires en introduisant des méthodes plus scientifiques. Il est admis aujourd'hui chez les gens avertis que la prospérité d'un pays est assurée par le pouvoir d'achat des ouvriers, pouvoir dont l'exercice est procuré à ceux-ci par une rémunération suffisante. De cette façon, sans réduire la marge des profits, on pourra relever la moyenne des conditions de la vie de plus en plus, avec le résultat que le pouvoir d'achat de l'ouvrier provoqué par l'augmentation de son salaire amènera cette conséquence tant désirée de tous, celle d'une plus grande demande sur les produits manufacturés et, de là, une plus grande activité et plus de prospérité dans le commerce, l'industrie et la finance.

Il (M. Guertin) propose, appuyé par le représentant de Sherbrooke (M. Crépeau), que le débat soit ajourné.

Adopté.

La séance est levée.

Deuxième séance du 2 avril 1930

Présidence de l'honorable T.-D. Bouchard

La séance est ouverte à 3 heures.

Prière.

M. l'Orateur: À l'ordre Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

Questions de privilège:

Sherbrooke & Stanstead Mutual Insurance Company

M. Crépeau (Sherbrooke): Une lettre a été adressée aux députés au sujet de la Sherbrooke & Stanstead Mutual Insurance Company, disant que

j'étais dans l'erreur, en me plaignant de l'administration de la compagnie.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Je ne crois pas que l'honorable député ait le droit de rouvrir le débat. Personne ne pourra lui répondre. On a déjà traité l'affaire et donné une réponse au nom du gouvernement.

M. Crépeau (Sherbrooke): Une lettre a été adressée aux députés et je tiens à rétablir quelques faits.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Que l'honorable député écrive aux députés à son tour.

M. l'Orateur: L'honorable député de Sherbrooke peut nier les faits convenus dans la lettre ou donner un avis de motion.

M. Crépeau (Sherbrooke): Je donnerai un avis de motion.

Questions et réponses:

Jules Desmarais

M. Lafleur (Montréal-Verdun): Combien la Commission des liqueurs a-t-elle payé ou avancé à M. Jules Desmarais pour traitement, salaire, gratification, honoraires, dépenses, frais de voyage ou autrement, chaque année, depuis qu'il est à l'emploi de ladite Commission?

L'honorable M. McMaster (Compton): 1924: \$1,647.25; 1925: \$1,179.33; 1926: \$220; 1927: \$465; 1928: \$3,542.85; 1929: \$3,169.12.

Terre-Haute Lumber Co.

M. Cantin (Saint-Sauveur): 1. À quelle date la compagnie Terre-Haute Lumber Co., Ltd., a-t-elle déposé un sommaire conforme à l'article 103 ou à l'article 187 de la loi des compagnies de Québec, chaque année, depuis qu'elle existe?

2. Quels étaient dans chaque cas: a. les noms; b. les adresses de ses directeurs?

L'honorable M. David (Terrebonne): 1. et 2. Cette compagnie n'a pas été constituée en corporation, conformément à la loi des compagnies de Québec.

Thomas Maher

M. Crépeau (Sherbrooke): 1. Quel prix du mille carré recevait M. Thomas Maher pour ses contrats avec le ministère des Terres et Forêts: *a.* du 17 mars au 15 juillet 1924; *b.* du 21 janvier au 7 octobre 1925; *c.* du 28 mars 1928 au 9 avril 1929; *d.* du 17 octobre 1928 au 3 septembre 1929?

2. Le département des Terres et Forêts a-t-il accordé des contrats d'inventaire à d'autres ingénieurs forestiers ou arpenteurs?

3. Dans l'affirmative, à qui?

4. À quel prix du mille carré dans chaque cas?

5. La Compagnie Franco-Canadienne a-t-elle reçu des contrats du gouvernement?

6. Dans l'affirmative, combien du mille carré ont coûté au département les divers travaux faits par la Compagnie Franco-Canadienne?

7. M. Thomas Maher a-t-il offert dans une lettre au ministre, le 14 avril 1926, de faire la reconnaissance à l'aéroplane pour délimiter les espaces incendiés de jeunes forêts des grands peuplements et des principaux accidents topographiques et, en plus, de compléter ce travail par un inventaire sur le terrain au moyen de lignes (virées) parallèles et équidistantes de deux milles et demi pour la somme de \$11 du mille carré?

L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay):

1. *a.* Pour inventaire détaillé d'une partie des bassins des rivières Gatineau et Lelièvre, \$25 du mille carré; *b.* Pour reconnaissance et inventaire sommaire d'une partie du bassin du Haut-Saint-Maurice, \$11 par mille carré; *c.* Pour inventaire détaillé d'une partie des bassins des rivières Bell et Mégiscan, bloc no 1, \$20 par mille carré; *d.* Pour inventaire détaillé du bloc no 2, bassin de la rivière Mégiscan, \$20 par mille carré.

2. Oui, à d'autres ingénieurs forestiers.

3. et 4. *a.* Albert Bourget, ingénieur forestier et arpenteur, pour inventaire détaillé d'une partie du bassin de la rivière Chibougamou, \$25 par mille carré; *b.* Ernest Ménard, ingénieur forestier pour inventaire détaillé d'une partie du bassin de la rivière Bersimis, \$25 du mille carré; *c.* Zéphirin Rousseau, ingénieur forestier pour inventaire détaillé d'une partie du bassin de la rivière Natashquan, \$25 par mille carré; *d.* Albert Massé, ingénieur forestier et arpenteur pour inventaire détaillé d'une partie du bassin de la rivière Moisie, \$25 par mille carré.

5. Oui. Non pas pour des inventaires forestiers, mais pour la photographie aérienne

complète de certains territoires. Ces contrats comprenant la préparation et la fourniture de clichés photographiques ainsi que des plans et cartes. La compagnie devant employer ses propres hydroavions, pilotes, mécaniciens, photographes, etc., et se construire des garages aux bases d'opérations et installer des ateliers dans la province pour l'exécution de ses travaux photographiques.

6. De \$45 à \$50 du mille carré pour la Gaspésie, et de \$45 du mille carré en dehors de la Gaspésie.

7. En effet, M. Maher a soumis, par sa lettre du 14 avril 1926, diverses propositions pour faire des inventaires sommaires, mais le gouvernement a jugé préférable de faire exécuter des inventaires plus détaillés répondant au schéma adopté par l'Association des ingénieurs forestiers de Québec. C'est pour cela que des contrats pour des inventaires détaillés ont été accordés à messieurs les ingénieurs forestiers Bourget, Maher, Massé, Ménard et Rousseau, basés sur ce schéma et dont le prix par mille carré variait suivant la situation et les difficultés respectives des territoires inventoriés.

Octroi à l'Université de Bishop's College

L'honorable M. McMaster (Compton)

propose, selon l'ordre du jour et appuyé par le représentant de Montréal-Saint-Henri (l'honorable M. Leduc), que la Chambre, à sa prochaine séance, se forme en comité plénier pour prendre en considération un projet de résolutions relatives au bill 232 concernant un octroi à l'Université de Bishop's College, Lennoxville.

Adopté.

Salaire minimum des travailleurs

Conformément à l'ordre du jour, la Chambre reprend le débat ajourné ce même jour, sur la motion à l'effet que cette Chambre invite le gouvernement à présenter à la présente session une loi pour fixer le salaire minimum de certaines classes de travailleurs du sexe masculin.

M. Guertin (Hull): Le ministre de l'Agriculture (l'honorable M. Perron) ne semble pas vouloir s'intéresser à ce problème. Dans un pays aussi riche en ressources naturelles que le Canada, il n'y a aucune raison pour que les pauvres soient opprimés et qu'ils soient forcés de tirer leurs moyens de

subsistance du travail des membres de leur famille, de l'aide d'amis, des œuvres de charité, qu'elles soient publiques ou privées, ou, enfin, qu'ils doivent se rationner. Les employeurs consciencieux savent bien qu'il ne faut pas chercher à verser aux ouvriers les salaires les plus bas possible, et ils sont d'avis qu'on doit accorder des salaires raisonnables. D'ailleurs, tout ce que l'ouvrier demande, c'est un salaire pour lui permettre de faire vivre convenablement sa famille. L'une des grandes erreurs de notre temps, c'est de considérer le salarié simplement comme facteur de production.

Ce que le travailleur a le droit de recevoir en retour pour la location de ses services, c'est un salaire qui lui permettra de vivre convenablement avec sa famille, et comme on l'a déjà déclaré, à moins du salaire vital, ce serait la stagnation de notre civilisation. Après tout, c'est le pouvoir d'achat de la masse, rendu possible à l'unique condition que la masse puisse gagner davantage, qui contribuera le plus à la solution du problème du chômage, et ce qui a fait des États-Unis le pays le plus prospère au monde, c'est l'augmentation graduelle des salaires, à un degré atteint par nul autre pays.

Il n'est pas vrai que les salaires trop élevés payés aux ouvriers rendent la concurrence difficile avec le commerce étranger. Cela ne peut affecter en rien la production. Surtout, si l'on tient compte du fait que nos exportations ne comprennent en grande partie que des matières brutes. Le secrétaire du Travail aux États-Unis, M. David, disait l'été dernier: "Si nous ne fournissons pas à tout homme et toute femme qui le désirent un travail constant et rémunérateur, en même temps qu'un généreux pouvoir d'achat, notre prospérité cessera. On aura beau produire et produire, les produits resteront dans les entrepôts ou dans les magasins jusqu'au faite si les gens n'ont pas les moyens de les acheter. Les marchés seront débordants de marchandises, mais déserts d'acheteurs."

Il avait prouvé auparavant que, dans son pays, les industriels qui exploitaient les ouvriers n'étaient pas prospères. Mais laissons-le plutôt parler: "L'employeur qui spéculé sur les gages, que ce soit pour des motifs égoïstes ou parce qu'il croit que cela constitue une bonne politique d'affaires, n'est pas un homme d'affaires averti et nuit à son propre commerce. Il réussira peut-être pendant un certain temps, mais il ne fait que déverser sur la société en général, la nécessité de combler le déficit du salaire pour les comptes d'épicier et de lingerie qui restent impayés. En toute franchise, il vole le public. Cela s'applique à l'industrie en général, comme au patron

individuel. Le temps est passé où l'on considérait comme un industriel ou un commerçant habile celui qui exploitait le travailleur. Un tel patron n'est pas habile, mais un parasite vivant aux dépens de la société, et l'opinion publique éventuellement le forcera, soit à payer un salaire décent, ou bien à se retirer des affaires."

Nous constatons aujourd'hui que la plus grande erreur économique a été de considérer le salarié comme facteur de production seulement, pendant qu'il est tout aussi important comme facteur de consommation, lequel est un très important facteur de la richesse publique. Mais, me direz-vous, c'est une question de concurrence internationale. Si l'industrie canadienne rémunère ses employés trop généreusement, comment pourra-t-elle concurrencer les étrangers sur les marchés mondiaux. D'abord, Monsieur, j'affirme qu'une telle loi n'affectera en rien le coût de production; ensuite nos exportations ne comprennent, en grande partie, que la matière brute, et c'est ici où un conseil supérieur industriel pourrait rendre les plus grands services à la nation en organisant, aidant et encourageant, ici même, les industries qui ouvrageraient notre matière première.

De sorte que l'industrie est intéressée de très près à la rémunération convenable des travailleurs. Une meilleure organisation de notre production, comprenant la fabrication sur place de tant de choses provenant de nos matières premières encore trop exportées à l'état brut, les mesures tarifaires opportunes peuvent être apportées en réponse aux arguments de ceux qui disent que le paiement de plus haut salaire nous ferait désavantageusement subir la concurrence étrangère. Il trouve cependant que l'immigration à l'intérieur de l'Empire britannique permet une concurrence déloyale à cet égard.

Et après? Comme nous n'espérons pas concurrencer les marchés mondiaux et l'Europe, nous n'aurons qu'à ériger un mur tarifaire, que ceux-ci ne pourront franchir. Nous vendrons nos produits, quand même puisque nous puisons toujours sur nos ressources naturelles, qui n'ont d'égalité nulle part ailleurs; en outre, nous avons en abondance un facteur que les autres pays nous envient, et qui est la plus grande garantie de production à un coût inférieur, je veux parler de nos pouvoirs d'eau.

La province d'Ontario? Les salaires de moins de 35 cents n'y sont pas connus, et d'ailleurs, elle sera heureuse de nous suivre et de nous devancer dans ce domaine des salaires élevés, si nous lui donnons l'exemple; il y a plus, le gouvernement de l'Ontario a déjà reçu, à la suite de projet de salaire minimum que j'avais introduit, une invitation de décréter la

fixation de salaires minimums pour tous les travailleurs de la part du Congrès des métiers et du travail d'Ottawa.

On pourra peut-être prétendre qu'il n'y a pratiquement pas de grève chez les ouvriers et que, par conséquent, tant que nous avons la paix ouvrière, il n'y a pas nécessité d'intervenir. Monsieur, n'est-il pas possible que cette paix n'en soit une de cimetière, puisque nous assistons à l'heure actuelle à une dépression économique prononcée qui frappe surtout les travailleurs, par le chômage et les salaires inhumains qui s'ensuivent, et donc paralyse leur ambition et leurs activités; n'est-il pas possible que ce soit une paix de maisons abandonnées, puisque tous les ans, nous assistons à l'exode d'une vingtaine de mille des nôtres, un total de 2,000,000 au moins depuis 100 ans, ce qui veut dire que la mère canadienne-française a vu, depuis un siècle, deux sur cinq des enfants qu'elle mit au monde partir de la province, pour aller trouver un meilleur sort dans le pays voisin?

Prétendra-t-on qu'ils sont tous partis par esprit d'aventure? Il est injuste d'avancer telle théorie, car le Canadien français aime trop sa patrie et est trop fier de son passé glorieux pour l'abandonner comme un ingrat, par esprit d'aventure seulement. La raison, la vraie raison, c'est que nous ne lui offrons pas ici des conditions de vie aussi avantageuses que celles qui s'offrent à lui aux États-Unis, malgré la richesse de nos ressources naturelles et la fertilité de notre sol. Monsieur, le statut de l'humble travailleur mérite une attention spéciale de la part des dirigeants de la nation, si nous voulons le garder sur le sol canadien.

Le principe du salaire vital a eu son origine en Australie, en 1907, lorsque le juge Higgins, de la Cour d'arbitrage et de conciliation de ce pays, déclarait qu'un salaire juste et raisonnable devait être "les besoins normaux de l'individu moyen, considéré comme un être humain vivant dans un pays civilisé" et l'individu moyen était défini comme un homme marié avec sa femme et trois enfants. C'est celui qui peut permettre à une famille ordinaire de vivre comme il convient. C'est, dit-il, faute de ce salaire que nos ouvriers nous quittent.

Les dispositions se rapportant au travail, incorporées dans le Traité de Paix de 1919, constituent d'ailleurs la sanction universelle du principe du salaire vital, puisque cet arrêté décrétait en partie "le paiement aux ouvriers d'un salaire adéquat pour maintenir un niveau de vie raisonnable, tel que compris dans différentes époques et dans les différents pays." À la conférence industrielle

convoquée à Washington la même année par le président Wilson des États-Unis, laquelle avait choisi comme vice-président actuel des États-Unis, Herbert Hoover, le rapport suivant a été adopté en ce qui concerne le salaire vital:

"Du point de vue de l'intérêt public, il est une vérité fondamentale que le salaire de base de tout ouvrier devrait être suffisant pour maintenir l'ouvrier et sa famille dans un confort raisonnable, et avec une marge suffisante pour pourvoir à l'éducation de ses enfants. Lorsque les salaires baissent plus bas que ce niveau pour un temps quelconque, il y a danger pour le bien-être de l'État. Un pays qui cherche à protéger ses concitoyens contre les ravages de la maladie, la dénégarion et les mécontentements dangereux, ne peut tolérer que le libre fonctionnement des forces concurrentes résulte dans la suppression des salaires plus bas que le niveau de subsistance décente. Au-dessus de ce niveau, il reste un champ d'actions assez grand pour permettre la concurrence de se manifester par la rémunération supérieure de la force physique spéciale ou du danger à encourir, quand il existe, mais plus bas que ce niveau, l'État doit pour sa propre sécurité intervenir."

Pour démontrer comme ce principe est bien accepté de nos jours, je vous parlerai de la résolution adoptée par la conférence de Genève, du Bureau du travail, lequel fait partie de la Société des Nations. Cet organisme a tellement compris l'importance pour le bonheur des peuples et la paix mondiale, de la fixation légale de salaires minimums, qu'il adoptait au mois de juillet 1928 la résolution que tout le monde connaît, comprenant 11 articles, dont le deuxième disait:

"Tout membre de notre organisation qui ratifiera la présente convention, s'engage à créer et maintenir un organisme, par lequel des taux de salaires minimums seront fixés pour les travailleurs préposés à certains métiers ou partie de métier, et en particulier dans les métiers à domicile, ou aucun arrangement n'existe pour la fixation effective des salaires par des contrats collectifs ou autrement, et où les salaires sont exceptionnellement bas."

Un détail intéressant à ce sujet et qu'il est bon que cette Chambre connaisse, c'est qu'à la conférence de l'année précédente, un questionnaire avait été préparé, adopté et envoyé pour permettre à tous les pays d'exprimer leur opinion sur cette question. Trois gouvernements seulement, sur les 22 qui ont répondu, n'ont pas favorisé une convention internationale, et le gouvernement de la province de Québec est du nombre. Il ne s'est même pas donné la peine de donner ses raisons. Cette information

apparaît à la page 90 du rapport du Bureau International du Travail, sur les salaires minimums.

Avons-nous dans cette province un ministre du Travail? Où est-il? Donne-t-il réellement à la question ouvrière l'étude, et à la question des salaires l'attention que la province attend de lui d'après ses fonctions officielles? Je désire nullement blesser le ministre des Travaux publics et du Travail (l'honorable M. Galipeault), mais ce détail expliquera peut-être, en partie, son attitude à l'égard du principe de ma motion.

Est-il étonnant, Monsieur, que tant de murmures se fassent entendre de la part des travailleurs de Québec? Est-il étonnant que ceux-ci commencent à croire qu'ils sont négligés? Je crois que non. Je crois que le ministre ne peut s'occuper du salaire minimum des hommes.

D'ailleurs, je sais que l'honorable ministre des Travaux publics et du Travail, de par son éducation d'abord, son tempérament, sa mentalité, ses occupations, et son entourage ensuite, est trop loin de ceux dont il est censé défendre les intérêts dans le Conseil exécutif, dans le sens qu'ils le voudraient. Et je me permets de suggérer que le ministère des Travaux publics et du Travail soit divisé et qu'on remette à un véritable représentant de la classe ouvrière, plus près de la classe des travailleurs, le portefeuille important du Travail. Vous admettez avec moi, j'en suis convaincu, que la question sociale est une des plus importantes de l'heure et, partant, mérite l'attention exclusive d'un ministre.

Je vous invite à me suivre quelque peu dans mon étude. Étudions la législation à ce sujet dans les autres pays. En Angleterre, sous le règne de la reine Elizabeth au XVI^e siècle, on a reconnu le principe de la réglementation des salaires. En effet, en l'an 1563, un décret royal obligea les juges de paix à déterminer les salaires des ouvriers selon le coût de la vie et selon les fluctuations des prix de la nourriture; la loi demeura en vigueur pendant 140 ans⁴, et ce n'est qu'au commencement du XIX^e siècle que l'on s'en désista à cause du nouvel ordre industriel qui se développa alors.

Cependant, aussitôt que l'exploitation des femmes et des enfants commença, vers 1802, l'État intervint de nouveau, et, en 1912, suivant un peu l'exemple de notre pays, l'Angleterre se réserva la fixation des salaires pour les services publics indispensables dans la vie industrielle du pays, tels les mines de charbon. Auparavant, en 1909, ce pays avait établi des commissions avec pouvoir de fixer les salaires pour l'industrie à domicile. En 1918, une

nouvelle loi fut substituée à l'ancienne, étendant les pouvoirs de la Commission à toutes les occupations non organisées, y compris l'industrie agricole.

Aux États-Unis, le droit de veto des cours de justice a nui à ce mode de législation et à cause de cette disposition de leur Constitution, à peine y a-t-il quelques États qui puissent appliquer la législation aux femmes et aux mineurs. Au Mexique, la législation de salaire minimum s'étend à toutes les branches de l'activité industrielle pour les hommes aussi bien que pour les femmes. La même chose pour certaines provinces de l'Argentine et de l'Uruguay. La Norvège est l'un des rares pays qui ne semblent pas avoir les succès espérés, tout comme la Hongrie.

L'Italie a poursuivi une politique un peu différente pour le règlement des salaires, que nous ne pouvons examiner ici à cause de sa longue portée. Le tout est réglementé par une charte de travail *Carta Dei Lavaro*, laquelle contient toutes les lois et les règlements se rapportant aux relations entre patrons et ouvriers, et ce n'est qu'en considérant son ensemble qu'on pourrait porter un jugement sur l'efficacité des salaires minimums qui sont établis.

La France a établi, en 1915, une commission de ce genre pour les femmes travaillant à domicile pendant que l'Allemagne appliquait, vers la même époque, une loi semblable, mais qui s'appliquait aux hommes également. Remarquons cependant qu'en France, les allocations familiales remplacent en partie le salaire minimum.

En Afrique du Sud, une loi fut adoptée en 1925, permettant la fixation de salaires par une commission pour tout métier ou occupation non organisée, en exceptant l'agriculture, l'industrie du bois, les services domestiques, les employés de chemins de fer, mais les travailleurs de la catégorie exceptée doivent au moins recevoir un salaire égal à celui fixé par la Commission pour la même occupation et le même district.

Le Canada a reconnu la saine économie de l'intervention dans la fixation des salaires, non seulement pour les femmes, mais aussi pour les hommes, en 1907, lorsqu'on passa la loi des enquêtes sur les conflits industriels, dite la loi Lemieux. Cette loi définissait les mesures d'arbitrage et de conciliation en matière de conflits de travail et avait pour objet le règlement à l'amiable des différends entre employeurs et employés. Cette loi a été attaquée devant le Conseil privé en 1925 et déclarée inconstitutionnelle, mais sa ratification par plusieurs provinces, depuis, la rendit opérante pour ces provinces. La province de Québec dans ce cas encore n'a pas suivi les autres. Et, en 1926,

poursuivant sa marche progressive dans ce domaine, la Chambre des communes adopta une résolution en faveur de la fixation légale de tous les salaires, le minimum devant être basé sur un niveau de vie raisonnable.

Le comité des relations industrielles, à qui la résolution fut référée, recommande une conférence des provinces pour établir une base d'entente pour mettre une telle politique en vigueur, et ajoutait que le salaire minimum des femmes ayant donné pleine et entière satisfaction, il fallait poursuivre cette politique en l'appliquant aux hommes. La Chambre adopta le rapport à l'unanimité, mais malheureusement on n'a pas encore donné suite à ses recommandations.

La province de la Colombie-Anglaise avait déjà adopté une législation pour la fixation légale des salaires de tous les travailleurs en 1925. La première ordonnance de la Commission fut pour un salaire minimum de 40 cents de l'heure dans l'industrie du bois, mise en vigueur au mois de novembre 1926. Vous voyez de suite la différence avec les salaires des bûcherons de notre province où l'on paye entre \$15 par mois en certains endroits jusqu'à \$40 en d'autres, ce qui veut dire en ajoutant la pension, de \$40 à \$65 par mois, pendant que, là-bas, le minimum avec 10 heures de travail est de \$100 par mois, plus que le double dans bien des cas.

Ces hauts salaires ont-ils affecté l'industrie du bois de la Colombie-Anglaise? Je trouve la réponse dans le rapport des Terres et Forêts de notre province, pour 1929, qui dit à la page 39: "Nous commençons à nous inquiéter de l'invasion des sciages de provenances étrangères, qui pénètrent aujourd'hui dans les coins les plus reculés de Québec, tant sont actifs les vendeurs du Douglas Fir. Etc." Nous le voyons, leurs produits font une concurrence formidable aux nôtres, malgré la différence des salaires.

L'expérience de tous les pays, qui ont adopté une telle législation soit pour les femmes, soit pour les hommes, est là pour témoigner de l'efficacité de cette doctrine, et proclame que jamais l'industrie n'a souffert de son application. Dans plusieurs pays, même au Canada, l'on a reconnu la saine économie de l'intervention dans la fixation des salaires non seulement pour les femmes mais pour les hommes. Dans la province de Québec, on n'a pas voulu s'occuper du salaire minimum des hommes, mais l'honorable ministre des Travaux publics et du Travail (l'honorable M. Galipeault) nous a donné une loi du salaire minimum des femmes.

L'honorable ministre nous a demandé cette année d'étendre les pouvoirs de la Commission qui

s'occupe du salaire des femmes. Pourquoi n'en aurions-nous pas pour les hommes? Ici-même dans Québec, la fixation des salaires des femmes depuis 1919 n'a jamais nui ni à l'industrie ni à la production, et encore moins aux ouvrières, loin de là. On a pourtant longtemps hésité avant d'adopter cette loi, et certains milieux ultra-bourgeois ont crié à la démagogie et au socialisme.

Pourtant, comme preuve de la nécessité et du succès de la loi, personne, nous le savons, oserait aujourd'hui demander son rappel; bien au contraire, le ministre des Travaux publics et du Travail ne vient-il pas de la proclamer hautement pour l'amendement qu'il vient de faire adopter par cette Chambre, donnant de plus grands pouvoirs à la Commission, ceux de déterminer les heures de travail.

L'adoption de telles lois n'a pas été faite à la légère et pour des motifs d'élection, et la preuve, c'est la diversité d'application qui varie selon les pays et selon les besoins locaux. Partout où les salaires soumis sans humanité, à la loi de l'offre et de la demande, ont subi des accrocs constants, causant par là des souffrances réelles à ceux qui y étaient assujettis, la législation intervint pour la protection des individus contre une cupidité souvent insatiable et toujours injuste.

Examinons de près l'organisme et le résultat de l'application de la loi de l'Australie, où des commissions provinciales et régionales fixent le salaire de tous les travailleurs. Le succès fut complet. Le système fut mis en vigueur en 1896, dans l'État de Victoria. En 1926, 193,000 ouvriers voyaient leur salaire et les conditions réglementés par 181 commissions, ce qui veut dire tous les travailleurs, puisque la population n'était que de 1,684,117. En 1924, 67 convictions seulement pour violation aux décrets de la Commission. Tous les autres États de l'Australie ont suivi l'exemple et, dans tout le pays aujourd'hui, les travailleurs voient leurs salaires fixés légalement par une commission. Pour compléter la bonne organisation et le bon fonctionnement de cette politique, aussi pour empêcher tout conflit entre les États, le Commonwealth adopta, en 1924, une loi qui l'autorise à intervenir dans de tels conflits.

Aussi, l'industrie s'est transformée. La concurrence aux dépens des salaires a fait place à la concurrence scientifique. Dans de très rares cas, a-t-on vu une industrie fermer ses portes et donner comme raison les salaires élevés qu'on lui imposait. La masse des travailleurs vit dans un sentiment de sécurité. Pour eux, les hasards de la guerre économique et le destin fatal qui s'ensuit, ont été

remplacés par un organisme scientifique et humain, qui détermine le minimum de l'existence; et avec une tranquillité d'esprit semblable l'intérêt dans le progrès de la nation augmente, chacun ambitionne de faire sa petite part pour que le rendement national augmente.

En effet, comme preuve de leur progrès, ne vient-on pas d'y adopter une loi d'allocations familiales, qui est la plus complète qu'on ait encore appliquée. Elle accorde à une mère une allocation hebdomadaire, en sus du salaire que reçoit son mari pour chaque enfant de moins de 16 ans. L'on a trouvé le moyen d'instituer les allocations familiales pour les familles nombreuses, une institution qu'il nous faudrait absolument ici! C'est là la preuve la plus évidente de la prospérité du pays, et cette politique si humanitaire, qui veut que la famille, qui est la base de la société, reçoive une reconnaissance aussi généreuse de la part de l'État; souhaitons qu'elle pénètre chez nous sans tarder.

En Australie, de telles lois en faveur des travailleurs masculins ont tout simplement amené une grande prospérité. Les effets sur la prospérité nationale apparaissent dans le nombre des déposants à l'épargne dans les différentes banques de l'Australie, qui augmenta de 4,461,904 en 1927, de 3,413,280 qu'il était en 1922, et du montant des dépôts qui de 162,000,000 de livres alla à 204,000,000 dans la même période, la période d'après guerre. La population à cette date étant de 6,167,000 nous constatons que le nombre des déposants est plus grand que la population adulte du pays. Près de 200,000 ouvriers ont vu leur salaire, conditions de travail et niveau de vie s'améliorer.

Pouvez-vous demander preuve plus décisive que cette politique de salaires minimums provoque une prospérité générale, une distribution plus équitable de la richesse publique, et partant, un peuple plus heureux? Malgré cette période de dépression d'après guerre, voilà un pays qui jouit d'une prospérité sans égale, et si nous le comparons au nôtre, nous constatons vite qu'il n'y a eu rien de semblable. Et j'ajoute que l'on ne juge pas de la prospérité d'un pays par les surplus de son gouvernement, mais plutôt par les surplus de ses citoyens.

Monsieur, je me demande si ce n'est pas ce genre d'administration que rêvait Léon XIII quand il disait dans l'Encyclique que j'ai déjà citée: "Ce qu'on demande d'abord aux gouvernants, c'est un concours d'ordre général, qui consiste dans l'économie tout entière des lois et des institutions, nous voulons dire qu'ils doivent faire en sorte que, de l'organisation même et du gouvernement de la

société, découle spontanément et sans efforts la prospérité tant publique que privée."

La fixation légale des salaires minimums pour les journaliers serait-elle la panacée aux maux dont souffre cette classe de travailleurs? Il serait téméraire de le prétendre, mais il serait aussi injuste de ne pas admettre qu'une telle politique ferait disparaître l'esclavage économique que certains d'entre eux subissent avec leur famille.

Aussi, Monsieur, si je parle d'esclavage économique dans notre province, je suis en mesure de prouver qu'il existe. J'ai démontré déjà l'an dernier à l'aide de statistiques fédérales, en tenant compte des salaires en vigueur dans différentes villes d'Ontario ainsi que du coût de la vie dans ces mêmes villes, comparativement aux villes de même population dans notre province, que les salaires et le niveau de vie des travailleurs est 15 % moindre ici que là-bas.

Comme exemple, laissez-moi vous dire que l'on a fait grand état de l'industrialisation de Drummondville; cependant, d'après les nouvelles que j'en ai, la moyenne payée aux journaliers n'est que de 25 cents de l'heure. À Rivière-du-Loup, la moyenne est de 20 cents et dans la région du Lac-Saint-Jean, elle semble être de 25 cents, y compris les chantiers. Dans cette dernière région, la situation est grave et les travailleurs sont impuissants devant les patrons qui prennent avantage de la situation.

Ici même à Québec, Monsieur, j'ai personnellement fait enquête et questionné des hommes travaillant dans les rues pour apprendre, à mon grand ébahissement que le taux prévalant est aussi de 25 cents; pendant qu'à Hull la compagnie International Paper a profité du chômage cet hiver pour baisser le salaire des journaliers à 20 cents et, le 6 mars dernier, le conseil a cru de son devoir de protester publiquement contre les salaires de 25 et 30 cents qui y sévissent.

À Montréal cet hiver, certaines compagnies se contentent de verser aussi bas que 15 cents, en certains cas, et les pauvres malheureux sont forcés par la faim et les privations de leur famille d'accepter cette pitance inhumaine. Dans ces villes que je viens de nommer, il ne s'agit pas des salaires payés par les corporations municipales, car celles-ci, semble-t-il, paient entre 35 et 50 cents de l'heure aux journaliers.

Pour prouver que l'esclavage économique existe, j'en appelle au témoignage de M. Saint-Père⁵, un député libéral de Montréal qui, devant le comité des relations industrielles de la Chambre des communes à la session de 1928, déclarait que dans l'industrie textile de notre province, les hommes gagnaient un salaire moyen annuel de \$666.

Vous parlerais-je des salaires du gouvernement? Du département de la Voirie? Des Travaux publics? 15 cents, 20 cents, 25 cents et 30 cents sont les taux généraux de rémunération aux journaliers travaillant à la confection de routes, comme aussi au palais de justice de Québec et aux ponts.

Hélas! Ce n'est pas tout. J'ai gardé comme exemple typique cette bonne ville de Sorel, où fleurit l'esclavage le plus honteux sous ce rapport. Le royaume de la misère et le paradis des exploiters, comme j'ai eu l'occasion déjà de le dire. Savez-vous que l'on paie, dans une ville de cette importance et régulièrement, l'hiver \$1.50 par jour aux sans métiers et souvent, \$1.75 aux menuisiers, journée de 10 heures? Savez-vous que le gouvernement fédéral, malgré la présence de l'honorable M. Cardin, résidant de Sorel, a fixé comme échelle de salaire raisonnable par un contrat de perfectionnement (sic) de quai pour Sorel accordé à une firme de Toronto, 50 cents pour les menuisiers et 30 cents pour les sans-métiers en pleine saison de construction. Et pourtant, c'est la ville qui élit le ministre Cardin. Qu'on aille voir à Sorel où des ouvriers employés en vertu de contrats accordés par le gouvernement fédéral reçoivent beaucoup moins que ceux d'autres provinces embauchés par des contrats semblables et de même provenance!

Ceci apparaît dans la *Gazette du travail* du mois d'août dernier à la page 976 et, sur cette même page, vous pouvez voir des échelles de salaire de \$1 à 45 cents pour des contrats de Toronto et des échelles de \$1.10 et 45 cents pour des contrats à Winnipeg et Vancouver, le tout respectivement pour menuisiers et journaliers.

Ai-je tort de provoquer contre l'état de choses qui existe dans notre province contre l'ouvrier? Ai-je tort de protester contre un traitement aussi inégal? Les ouvriers de Sorel méritent-ils moins d'égards que les ouvriers de Toronto, Winnipeg ou ailleurs, parce que le ministre de la Marine est leur représentant, ou parce qu'ils sont habitants du Bas-Canada? Pour toute défense, le département du Travail fédéral prétend qu'il paie les salaires courants de la région.

Permettez-moi de vous exposer un autre cas d'injustice criante et flagrante sous ce rapport. Suivez-moi à l'autre bout de la province, dans le comté de Matane, où une compagnie américaine du nom de Hammermill fait de l'exploitation forestière. Si mes renseignements sont exacts, elle paie pour les chantiers une échelle variant de \$15 à \$30, malgré qu'elle se réclame de payer \$60, pendant que le salaire ordinaire pour toute la région est de \$1.75 pour 10 heures d'ouvrage. Cinquante mille cordes de

bois de pulpe provenant de nos forêts coupées par cette compagnie seront exportées aux États-Unis au cours de l'été prochain, et si on poursuit la politique des années précédentes, on paiera à nos ouvriers canadiens travaillant au chargement 27½ cents de l'heure, pendant que, pour le déchargement aux États-Unis, on paie 90 cents de l'heure aux ouvriers américains. Les salaires des chantiers sont des salaires de famine!

Qu'en dites-vous Monsieur? Est-ce assez inconcevable? Les ressources naturelles de notre province ne sont-elles pas pour le bien être de nos citoyens? Et n'y a-t-il pas lieu d'intervenir? Voici que, pour faire l'exploitation des ressources naturelles d'un pays, on paie à ses citoyens une rémunération scandaleuse, faisant la honte de la civilisation, et que l'industriel, en ce faisant, peut économiser suffisamment pour lui permettre de payer à ses propres concitoyens un salaire princier.

Pourtant, tout économiste enseigne que les richesses naturelles d'un pays sont la propriété de ses citoyens et qu'il est criminel de les exploiter au bénéfice premier des citoyens d'autres pays. Que l'on fasse au moins un partage égal entre ceux qui y travaillent et, puisque ces industriels ne comprennent pas les droits d'un peuple, il appartient aux législateurs de ce peuple de les contraindre par des lois.

On prétendra peut-être que les ouvriers de notre province ne veulent pas de telles lois. Laissez-moi, Monsieur, vous lire la résolution adoptée par la Confédération des travailleurs catholiques du Canada à son congrès de Chicoutimi, au mois d'août dernier:

Résolution no 3: Salaire minimum:

Considérant que les ouvriers les moins protégés économiquement dans la société actuelle sont les hommes sans métiers, les journaliers, parce que les salaires reçus par eux sont les plus inéquitables qui soient;

Considérant que les revenus annuels de la plupart ne varient pas au-delà de \$800 à \$1,000, tandis que le budget moyen d'une famille de cinq personnes en ce pays est de \$1,650 l'an, comment ne pas voir la disproportion inique entre ce qu'ils gagnent et le coût de la vie;

Considérant que ce sont les journaliers de tous genres qui subissent le plus durement le contrecoup du chômage qu'entraînent les inventions mécaniques et la rationalisation outrée, jetant couramment dans leurs rangs une nette surabondance de main-d'œuvre diverse qu'il est notoirement impossible pour l'organisation seulement de relever, de façon générale et stable, leur misérable situation économique;

Considérant que la législation seule pourra, effectivement, améliorer le sort des plus faibles et des plus nombreux, législation du reste qui a été recommandée à tous les pays par la Conférence internationale du travail et de la Société des Nations, il y a deux ans;

Considérant qu'au Canada, telle législation est du domaine provincial, qu'une province, la Colombie-Britannique, y a pourvu et que d'autres ont commencé d'y donner leur attention.

Il est résolu en conséquence que la Confédération des travailleurs catholiques du Canada (C.T.C.C.) croit juste et sage de souscrire au principe d'une loi du salaire minimum pour tous les ouvriers tombant sous la désignation de journaliers ou manœuvre, et prie le gouvernement de la province de présenter une mesure en ce sens à la prochaine session.

Je tiens à noter ici que c'est le conseil central des dits syndicats de Montréal qui proposa et fit adopter cette résolution, et je soumets qu'il est urgent de lui donner suite. Aussi, depuis que les détails du projet de loi que j'avais proposé ont été publiés, nous voyons que les mêmes syndicats de Québec et ceux de Hull l'approuvent, l'un dans ses principes et l'autre en entier. Permettez-moi de vous faire la lecture du rapport du *Soleil* et de celui du *Droit* des assemblées de ces unions. Il (M. Guertin) donne lecture de ces comptes rendus, lesquels, dit-il, sont des plus favorables.

Les syndicats catholiques de la province veulent d'une loi du salaire minimum pour les hommes. Ils l'ont dit dans une résolution à leur congrès de Chicoutimi, en 1929. Laissez-moi vous dire en plus que les unions de chemins de fer dont je suis l'un des membres, ont déjà demandé une loi qui aurait pour effet de protéger les ouvriers sans-métier. Il est vrai que le Congrès du métier et du travail de Montréal s'est divisé sur cette question, et a finalement résolu de ne pas appuyer mon projet de loi à leur séance du 7 mars dernier, craignant, comme raison première que le minimum qui était réellement trop bas pour les villes de Montréal deviendrait le maximum. Dans leurs discussions très courtoises à mon crédit, on semble me reprocher ne pas les avoir consultés au préalable: j'en suis chagriné, j'ai cru que les opinions des unions nationales et des unions de chemins de fer étaient déjà assez concluantes.

Je manquerais à mon devoir si je ne répondais à cette prétention, à savoir que le minimum deviendra le maximum, afin de faire disparaître ces appréhensions; mais avant, je désire informer cette Chambre que le Congrès des métiers et du travail d'Ottawa, qui a comme président un résident et travailleur de la cité de Hull, a approuvé cette mesure

sans restrictions et a même demandé par résolution, à son assemblée du 22 février, aux gouvernements de Québec et de l'Ontario d'adopter une loi de salaire minimum pour les hommes, comme il en existe déjà pour les femmes, avec une commission chargée de la fixation du salaire et de l'application de la loi.

Il (M. Guertin) lit un extrait dudit journal où, dit-il, il est félicité pour son initiative. La seule critique offerte était, poursuit-il, sur le bas minimum visé par le projet de loi. Il lit un éditorial du *Citizen* d'Ottawa, louant la mesure proposée et invitant le gouvernement à l'appuyer.

Et maintenant parlons, si vous le voulez, de l'influence du maximum et du minimum. D'autres organisations ouvrières craignent que le minimum suggéré de 35 sous ne soit une invite à ne pas payer davantage, à faire baisser des salaires par ailleurs plus élevés. Pourtant, en Australie, le contraire s'est produit. L'Australie est peut-être le meilleur exemple à offrir pour prouver que l'effet de ces lois a été une ascension constante des salaires et que le minimum n'est jamais devenu le maximum.

Monsieur, je préfère vous référer aux rapports des différentes provinces sur ce sujet, et vous y verrez que partout il est proclamé que les salaires minimums décrétés pour les femmes ont généralement été surpassés, et toute la colonne des salaires en a bénéficié par une augmentation proportionnée. C'est dire que les employés supérieurs, comme les mieux entraînés et les plus habiles, ont vu leur salaire augmenté chaque fois qu'il y a eu augmentation du minimum.

Le département du Travail de la province de la Colombie-Anglaise déclare dans un de ses rapports qu'il a été démontré que la crainte que le minimum devienne le maximum est sans fondement, puisque plus de \$2 par semaine par employé est payé de plus que le minimum légal. En 1926, la moyenne payée a été de \$17.05, cependant que les minimums établis variaient de \$12.75 à \$12.50.

La même chose s'est produite en Nouvelle-Zélande et en Australie. Je dois mentionner aussi l'effet sur les salaires des travailleurs anglais, puisqu'une enquête qu'on appela la "Cava Committee", instituée en 1922 pour connaître les effets des décrets de salaires minimums, prouve concluante que le minimum ne devint jamais le maximum, mais que chaque fois que le minimum fut augmenté, les taux des travailleurs à plus forts gages augmenta également. Il fut également prouvé par ce comité que le chômage sévit plus chez l'industrie, non sous le contrôle des commissions, que chez celles qui l'étaient.

Rien de plus logique d'ailleurs. Le minimum s'applique aux employés de la dernière catégorie, et si les ouvriers plus compétents et habiles n'étaient pas payés une rémunération plus élevée, évidemment ils se contenteraient de donner un service à l'égal du minimum, et ainsi le patron en souffrirait dans la quantité et la qualité de sa production, puisque tous ses employés seraient de la dernière catégorie: il faut des diverses habiletés à l'industrie comme il en faut dans la société et, si la société ne récompensait pas ceux de ses membres qui lui rendent des plus grands services, je vous demande, Monsieur, si ça ne serait pas la désorganisation complète de tout notre échafaudage social, industriel et commercial.

On dit que chaque fois que les unions s'entendent avec les patrons sur le minimum à payer aux ouvriers, les patrons paient assez rarement plus que le montant de la convention. Permettez-moi de vous faire remarquer que ce n'est pas un minimum proprement dit qu'il est convenu entre patrons et unions ouvrières, mais un chiffre déterminé, lequel chiffre devra s'appliquer à tous les ouvriers, laissant au patron le privilège de rémunérer spécialement un ouvrier quelconque s'il y a lieu, de par son habileté spéciale. C'est le contrat collectif.

Aussi, Monsieur, comment les nombreux manœuvres ou sans-métiers non syndiqués peuvent-ils conclure un tel contrat collectif? Ils sont impuissants devant leur manque d'organisation et il n'y a que l'État qui puisse intervenir en leur faveur, laissant libre le patron de faire valoir ses prétentions, le jour où il croira que le salaire minimum légal est devenu trop élevé.

Quant au *Monde Ouvrier* dirigé par M. Francq ou son fils, je ne sais trop, et qui m'injurie et tempête au sujet de cette mesure projetée d'un salaire minimum pour hommes, le moins que l'on puisse dire, c'est qu'il ne défend pas du tout les intérêts de la classe ouvrière. Et M. Francq est pourtant le président de la Commission du salaire minimum des femmes et reçoit, de ce chef, de beaux milliers de dollars, annuellement du gouvernement.

Jamais je n'ai vu exposé par un journal, qui se proclame le porte-parole, des hérésies aussi stupides; jamais je n'ai vu un chef ouvrier aussi ignorant quand il écrit dans cet article que: "Fixer arbitrairement une rémunération horaire minimum, c'est méconnaître le jeu de la loi de l'offre et de la demande." Pourtant, c'est précisément pour combattre cette erreur, quand on applique la portée aux ouvriers, que les syndicats ouvriers ont été organisés, et, si le *Monde Ouvrier* répudie ce principe, il ne lui reste qu'à dissoudre les unions dont il se dit le porte-parole.

À moins que le rédacteur de ce journal ne soit un adversaire déguisé, un traître à la classe ouvrière, je lui demande au nom de l'organisation ouvrière universelle de se rétracter ou encore d'aller cacher sa honte sous une autre plume, maintenant que la présente est exposée. Serait-ce ces genres de chefs qui sont la cause de notre arriérisme en matière ouvrière dans cette belle province?

Je conclus, M. l'Orateur, en vous lisant un article du *Droit* de Hull, dans lequel il est établi que les petits salaires ont une influence sur la santé publique:

"Le travailleur content et satisfait, gagnant suffisamment pour faire vivre ceux qui dépendent de lui, n'est jamais tenté de faire de l'agitation ni de donner dans des réformes arbitraires qui ont fait le malheur de certains pays; une législation sociale généreuse, c'est la mort naturelle du bolchevisme et rappelons-nous qu'il n'y a jamais eu, en Russie, de lois semblables à celles que nous préconisons ici, et que la révolution russe a commencé par des désordres comme ceux qui ont eu lieu à Montréal le 5 mars dernier, désordres provoqués par la faim et la misère."

La fixation légale des salaires des ouvriers constituerait un facteur important pour l'amélioration des conditions de santé et de vie, et représenterait un moyen de dissuasion contre les conflits de travail. La politique néfaste des petits salaires nuit considérablement au maintien d'un niveau de vie convenable en notre civilisation pour le travailleur aux points de vue physique, intellectuel et moral, et en plus présente un grand danger pour la durée de la paix sociale.

Je demande, Monsieur, à tous les membres de cette Chambre d'étudier cette question avec un esprit libre de tous préjugés, en s'inspirant des meilleurs principes de la nouvelle civilisation et des devoirs que ceux qui ont été favorisés du sort, ont envers les moins favorisés. J'ai espérance que cette motion recevra la sanction de cette honorable assemblée, mais si elle devait échouer, je me rappellerai que d'autres causes plus grandes et évidemment mieux défendues ont attendu longtemps le jour du triomphe. Aussi, est-ce avec des convictions inébranlables que j'attendrai le jour du triomphe de la cause que je viens de défendre⁶.

(Applaudissements à gauche)

M. Turcotte (Richelieu): M. l'Orateur, me sera-t-il permis de demander à l'honorable député de Hull où il a pris ses statistiques concernant les salaires payés à Sorel?

M. Guertin (Hull): Je les ai trouvés dans la *Gazette du Travail du Canada*.

M. Turcotte (Richelieu): J'ai écouté avec attention mon honorable ami de Hull et je n'ai pas pris de temps à me rendre compte qu'il faisait de la littérature électorale. L'honorable député de Hull a peut-être des raisons de ne pas aimer la cité de Sorel, mais je tiens à lui dire et à déclarer à la Chambre que la cité de Sorel paie ses ouvriers aussi bien, sinon mieux, que Lévis, Québec, Hull, Montréal ou les autres villes de la province.

Je ne m'occupe pas des statistiques de la *Gazette du Travail*. Les rapports de la *Gazette officielle* que le député de Hull a cités sont inexacts. Je me base sur les rôles de paie, les listes de paie qui sont faites chaque semaine.

Je tiens à faire une mise au point. À Sorel, les journaliers travaillant aux chantiers maritimes du gouvernement fédéral gagnent 37½ cents par heure, depuis quelque temps. C'est grâce à l'initiative de l'honorable P.-J.-A. Cardin⁷ que les salaires ont été augmentés. Ceux des charpentiers ont été de 35 cents à 60 cents ou 70 cents; ceux des mécaniciens de 25⁸ à 75 cents, les contremaîtres, 75 cents, et les contremaîtres-mécaniciens, 75 cents et plus. L'apprenti chez nous gagne \$2 par jour.

Sorel, M. l'Orateur, paie ses ouvriers aussi généreusement que les autres villes du Canada. Pour ma part, ma politique est de payer les plus hauts salaires possibles. J'ai moi-même des ouvriers à mon emploi et je leur donne des salaires comparables à ceux des ouvriers du gouvernement fédéral.

M. l'Orateur, je n'aurais pas pris la parole si l'honorable député de Hull n'avait pas mis en cause l'honorable M. Cardin et les ouvriers de Sorel. Non seulement le ministre de la Colonisation, des Mines et des Pêcheries (l'honorable M. Laferté) a obtenu des augmentations de salaire pour les ouvriers des usines, mais aussi pour les employés du gouvernement.

Je demanderais au député de Hull de laisser les ouvriers de Sorel tranquilles. Je tiens à déclarer de nouveau que les ouvriers de Sorel sont satisfaits du sort que leur a fait le gouvernement fédéral. Ils sont satisfaits du traitement qu'ils reçoivent du gouvernement provincial et ils l'ont prouvé le 28 octobre dans une élection complémentaire. Ils le prouveront encore à l'occasion. L'ouvrier chez nous est content de la manière dont il est dirigé par les gouvernements libéraux, et je dois ajouter que je suis en faveur des salaires les plus élevés possibles pour les ouvriers.

Quant à l'honorable député de Hull, il peut être certain que la classe ouvrière peut être assurée que l'honorable M. Cardin et votre humble serviteur seront là pour défendre leur cause.

(Applaudissements)

M. Bergeron (Matane) veut, dit-il, faire une mise au point, relativement aux salaires payés aux moulins Allan. Le député de Hull a parlé des salaires payés par la Compagnie Hommer Mill dans mon comté. Ses informations sont inexactes. Dans tous les contrats que passe la Compagnie avec ceux qu'elle emploie, elle déclare que le salaire minimum doit être de \$60 pour tous les ouvriers. Je tiens à dire que les ouvriers de mon comté, comme ceux de Richelieu, sont satisfaits de leur sort et des salaires qui leur sont payés.

L'honorable M. Galipeault (Bellechasse) félicite les députés de Sorel et de Matane pour avoir pris la défense des ouvriers de leurs circonscriptions électorales respectives. Le ministre fait observer qu'il est étrange que le député de Hull (M. Guertin) n'ait pas soulevé plus tôt la question des salaires et qu'il ait pratiquement attendu jusqu'à la fin de la session, soit le 3 mars, pour faire inscrire sa motion au *Feuilleton*, plutôt que de le faire au début de janvier.

Le député de Hull (M. Guertin) a parlé des salaires payés à Drummondville. Un ami m'informe que la cité paie 35 centins de l'heure à ses ouvriers, la compagnie Butterfly paie 40 centins de l'heure et la compagnie Canadian Celanese paie jusqu'à 60 centins.

Le député de Hull a fait un long discours. Mais il a oublié que, depuis 30 ans, toute la législature ouvrière dans cette province a été faite par les libéraux. Toute mesure avantageuse aux ouvriers trouve un accueil favorable chez le gouvernement et chez le modeste ministre du Travail. Sans chercher la faveur populaire, sans soulever les préjugés, nous travaillons pour les ouvriers.

L'honorable député de Hull a été, comme toujours, aimable pour le ministre des Travaux publics et du Travail. Il m'a reproché d'être avocat. Mais, M. l'Orateur, j'étais un ami des ouvriers, bien avant d'être député, et ceux-ci savent comment je suis toujours demeuré leur ami. Les ouvriers savent que, dans tous les pays du monde, ceux qui ont assuré les réformes ouvrières n'étaient pas des ouvriers eux-mêmes, mais des gens qui aiment la classe ouvrière à laquelle ils donnent tous leurs

talents et leur travail. Voyez, en France, les Jaurès, les Briand, les Painlevé, les Journaux, c'étaient des avocats; tous des hommes comme nous, animés des bonnes intentions. Je puis mettre ma carrière à côté de celle du député de Hull (M. Guertin), au point de vue ouvrier.

Ce n'est pas en faisant des discours comme ceux du député de Hull qu'on montre son véritable amour pour la classe ouvrière. Il ne s'agit pas seulement de faire des discours, mais de promettre quelque chose et de réaliser quelque chose. Et j'espère vivre assez vieux pour le voir, un jour, non pas faire des discours et des promesses, mais des réalités. En matière de salaires, il en est toujours pour tenter d'attiser les préjugés, mais il vaut beaucoup mieux pour les ouvriers que le gouvernement se concentre sur la recherche de progrès constants en matière de salaires plutôt que sur les élections.

Quand les ouvriers ont-ils eu un ministre du Travail? Est-ce le Parti conservateur qui a donné un ministre et un sous-ministre du Travail à notre province? Non. Dans notre province, ce sont des professionnels et des libéraux qui ont fait la législation ouvrière. Ils ont créé le ministère du Travail ainsi que la Commission du salaire minimum des femmes.

Le gouvernement actuel se montre extrêmement favorable à la cause des ouvriers. Au Québec, ceux-ci jouissent d'un traitement juste et équitable ainsi que d'une pleine protection en vertu du Code civil. La province n'a pas tenté d'obtenir le vote travailliste en promettant des augmentations de salaire massives ou des heures de travail réduites, mais elle a su profiter de chaque occasion pour améliorer les conditions et adopter des lois favorables à la classe ouvrière.

Le premier ministre du Travail, un avocat, a été le chef actuel du gouvernement, et l'on sait qu'il a mis tous ses talents à aider la classe ouvrière par une saine législation. Ce fut aussi un libéral à Ottawa qui a créé un ministère du Travail. Toutes sortes de personnes se sont intéressées, ou se sont dites intéressées, au sort des ouvriers; certaines ont montré leur zèle par des paroles, d'autres par des actions.

L'honorable député de Hull a attaqué M. Gustave Francq⁹, un ouvrier. Je n'ai pas mission de défendre M. Francq ici, mais je dirai ceci: il n'y a probablement pas un homme qui ait fait plus que lui, au cours des trois dernières années, pour améliorer le sort des ouvriers en cette province. Depuis 10 ans¹⁰, il s'est dévoué pour les intérêts ouvriers; c'est lui qui a aidé à donner à la classe ouvrière des lois dont elle a profité, et il n'a jamais flanché dans son travail

pour le compte des ouvriers. Dans les journaux, par la parole, dans les délégations, M. Gustave Francq a toujours travaillé pour les ouvriers et, malgré les affirmations du député de Hull, tous les ouvriers se lèveraient pour lui apporter leur témoignage.

L'honorable député de Hull nous a cité l'Australie en exemple. Il est inutile de parler de l'Australie, où les choses sont différentes, et je ne pense pas que cela a beaucoup profité au député de Hull d'avoir cité l'Australie. Je ne veux pas discréditer ce grand pays, mais il est loin d'occuper une des premières places dans le monde au point de vue des progrès ouvriers.

L'Ontario n'a pas adopté une telle loi, non plus que les autres provinces. Le député de Hull demande une loi pour fixer un salaire minimum pour les ouvriers. Nous avons déjà une Commission du salaire minimum des femmes. Cette Commission a été établie pour protéger les femmes et les enfants. La Commission du salaire minimum des femmes a fait du bon travail et siège presque en permanence, et cette session-ci, le gouvernement vient d'étendre les pouvoirs de la Commission du salaire minimum pour les femmes. Et il n'y a que la Colombie-Anglaise¹¹ qui a créé une Commission du salaire minimum pour les hommes, et il reste à savoir s'ils trouveront cela sage sur le plan économique.

Fixer le salaire minimum de l'ouvrier, c'est travailler contre l'ouvrier. Le salaire minimum fixé par une loi deviendra automatiquement le salaire maximum. Les femmes et les enfants ne sont pas protégés, mais il n'en est pas ainsi des hommes. L'homme est suffisamment protégé. Une Commission du salaire minimum des hommes serait au détriment de l'ouvrier.

Est-il sage de fixer par une échelle rigide les salaires des ouvriers de notre province? Les ouvriers, eux-mêmes, n'approuvent pas le projet du député de Hull. La motion de l'honorable député de Hull n'a pas reçu un bien bon accueil parmi la classe ouvrière. Les ouvriers ont la plus grande protection dans leurs propres unions. Ces unions ont toute la sympathie de notre population et elles ont de l'influence. La loi du salaire minimum tend à empêcher la formation des compétences. Les ouvriers disent qu'une loi du salaire minimum aurait pour effet d'enlever toute ambition, qu'elle serait trop exposée aux variations politiques. Quel avantage l'ouvrier retire-t-il de voir son salaire fixé à 35 cents, alors qu'il peut en obtenir 40 ou 45 cents sur le marché du travail?

Les chefs de ces unions ont exprimé leur opinion au sujet d'un projet de loi fixant le salaire minimum. Ils se sont prononcés contre ce projet et

Le Monde Ouvrier, qui est toujours l'organe des ouvriers, a donné cette opinion. *Le Monde Ouvrier* contre lequel mon honorable ami de Hull a tonné, disait à ce sujet: "Mon Dieu, délivrez-moi de mes amis, quant à mes ennemis, je m'en charge." Le journal concluait en disant que les unions voulaient avoir des salaires équitables et non une échelle fixe, sans aucune variante.

Il y a plus que cela. Que pense le Conseil central des métiers et du travail? La Fraternité des métiers et du travail a pris la peine de passer des résolutions demandant que le projet du député ne soit plus accepté. Il nous a demandé de nous opposer au projet de l'honorable député de Hull. Ce sont des hommes d'expérience et ils connaissent leurs intérêts. Qu'en pensent les ouvriers nationaux catholiques? Ils sont divisés. Un de leurs chefs me disait qu'ils approuvaient le principe du bill, mais pas avec des clauses comme celles qu'il contient.

Je suis en faveur des salaires équitables. Je désire plus que tout que les ouvriers aient des salaires raisonnables, et j'ai toujours travaillé à ce qu'ils soient bien rémunérés. Je suis l'un de ceux qui les ont réclamés le plus souvent. Dans la province de Québec, les salaires sont beaucoup meilleurs qu'ils ne l'étaient, il y a quelques années. Il est vrai qu'il fut un temps où les ouvriers du Québec ne recevaient pas un salaire adéquat, mais les conditions s'améliorent et elles continueront de s'améliorer.

Je prétends qu'on fait de la mauvaise politique en disant: vous de la Colonisation, vous de la Voirie, vous ne payez pas assez cher. Nous fournissons aux cultivateurs un moyen de payer leurs taxes, et les municipalités sont plus intéressées à cela que le gouvernement. Le gouvernement, depuis longtemps, a nommé des officiers des salaires raisonnables au ministère des Travaux publics.

On nous a parlé des salaires au palais de justice. Au palais de justice, personne, même le plus modeste ouvrier, n'est payé moins de 35 sous de l'heure. Dans ce chantier, nous avons des ouvriers qui gagnent jusqu'à \$1 de l'heure. Cela dépend de l'habileté de l'homme. Il y a, dans les contrats, des clauses obligeant les entrepreneurs à payer des salaires raisonnables, et dans tous nos contrats, nous fixons des échelles de salaires.

M. l'Orateur, je demande pardon à la Chambre de m'être laissé emporter. On a parlé de la conférence et des résolutions adoptées à Genève. Je suis allé à Genève. J'ai vu les conditions qui existent là-bas. On sait quelles sont les conditions des ouvriers en Europe, et dire que toutes les résolutions adoptées à ces conférences de Genève doivent être

adoptées chez nous est un principe faux. Je ne suis pas prêt à accepter pour nos ouvriers tout ce qui s'y adopte. Ils n'en voudraient pas eux-mêmes.

Il faut juger ces résolutions en regard de notre propre situation, et ce qui peut convenir en Europe, en France et ailleurs, serait très souvent dangereux ici. Je ne crois pas qu'on puisse faire des comparaisons entre la situation de l'ouvrier étranger et le nôtre. Il ne faut pas trop insister sur les conférences internationales.

En terminant, dit-il, le gouvernement rendrait un mauvais service aux ouvriers en acceptant la motion du député de Hull. Le projet de l'honorable député de Hull n'aura pas l'effet qu'il pense. Si nous fixions les salaires des ouvriers dans une législation comme celle que l'on propose, elle pourrait peut-être sourire à quelques-uns tout d'abord, mais je crois qu'elle serait très dangereuse et rétrograde; elle nuirait plutôt aux ouvriers et retournerait finalement contre son auteur. Ses auteurs seraient les premiers à regretter son adoption. Une loi sur le salaire minimum ne favoriserait pas les ouvriers du Québec en ce qu'elle serait accompagnée de conséquences regrettables et qu'elle entraînerait des coûts considérables et produirait peu de résultats appréciables.

(Applaudissements soutenus)

M. Turcotte (Richelieu) pose une question.

M. Guertin (Hull) a, dit-il, été étonné d'entendre l'honorable député de Richelieu (M. Turcotte) dire que la *Gazette Officielle du travail* avait été faussée...

M. Turcotte (Richelieu): Je n'ai pas dit cela. L'honorable député de Hull ne doit pas dénaturer mes paroles. J'ai dit que je ne m'occupais pas de la *Gazette Officielle*¹² et que je disais que les salaires payés à Sorel étaient plus élevés que ceux mentionnés par le député de Hull.

M. Guertin (Hull): Ça revient au même. L'honorable ministre m'a dit que j'avais attaqué M. Francq. Mais c'est M. Francq qui m'a insulté. Je ne regrette pas, dit-il, d'avoir attaqué M. Francq. Je continuerai à le faire aussi longtemps que M. Francq ne s'inspirera pas de principes plus favorables aux ouvriers. Le député de Bellechasse a oublié de dire que *Le Monde ouvrier*, ce journal si indépendant, émerge au budget de la province pour annonces, travaux, etc. Le ministre dit que ce projet de loi vient d'Europe, mais sait-il qu'au Manitoba, il y a déjà une loi de ce genre?

L'honorable M. Galipeault (Bellechasse): Jamais je n'en ai entendu parler.

M. Guertin (Hull): Non?

L'honorable M. Galipeault (Bellechasse) demande au député de Hull de lui fournir un projet de loi de la Législature du Manitoba auquel il fait allusion.

M. Guertin (Hull): Je l'ai à ma chambre au Château, et je vous l'apporterai.

L'honorable M. Galipeault (Bellechasse): L'honorable député devait m'en fournir un autre au sujet de la journée de huit heures en Ontario. Je l'attends encore.

M. Guertin (Hull): Il l'aura celui-là aussi; je puis montrer l'un et l'autre au ministre. Mais il en a tant à apprendre qu'il faudrait des séances et des séances pour lui montrer ce qu'il ne sait pas. Le ministre parle du *Monde Ouvrier* comme du seul organe de presse ouvrière dans la province. *Le Monde Ouvrier* a, dit-il, fait de la cabale pour faire rejeter mon projet de loi. *Le Monde Ouvrier* n'exprime pas l'opinion générale de la classe ouvrière du Québec et affiche des opinions tout à fait contraires à celles exprimées dans les conférences sur le travail dans le monde entier. J'aime autant me fier à l'opinion des syndicats catholiques, auquel je n'appartiens pas, qu'à un journal qui émarge au budget du gouvernement, qui reçoit des annonces et qui passe son temps à faire la cabale pour le gouvernement. C'est comme dit le proverbe: "*Scratch my back and I scratch yours*". M. Gustave Francq défend le gouvernement et le gouvernement le défend. J'aime mieux un journal comme le *Labor*, de Washington, qui représente les ouvriers et refuse toute annonce, afin de garder une jalouse indépendance. Je suis un de ceux qui paient pour faire vivre ce journal.

L'honorable M. Galipeault (Bellechasse): Un journal américain. Vous aimez mieux cela qu'un journal de chez nous?

M. Guertin (Hull): L'honorable ministre a dit que les ouvriers n'approuvaient pas mon projet. Le Conseil des syndicats catholiques m'a félicité de mon projet de loi. Je dois dire d'ailleurs qu'il y a apporté quelques suggestions des mieux pensées. Et cette lettre d'appréciation est signée par M. Thomas Poulin. Quelle que soit l'affection du ministre pour

M. Gustave Francq, j'aime encore mieux l'opinion d'un homme comme Thomas Poulin que celle des adversaires de ce projet. Je crois qu'il est temps que l'honorable ministre cède le portefeuille du Travail à un autre.

L'honorable M. Galipeault (Bellechasse): (Souriant) Voulez-vous prendre ma place?

M. Guertin (Hull) attaque la Commission du salaire minimum des femmes, affirmant qu'elle a très peu accompli depuis sa création en 1919.

L'honorable ministre a dit qu'au palais de justice de Québec on a toujours payé les prix convenus, mais j'ai une dizaine¹³ d'affidavits à l'effet que les ouvriers ont reçu moins de 30 cents de l'heure, et non 35, comme l'honorable ministre l'a dit.

L'honorable M. Galipeault (Bellechasse): Les salaires des journaliers étaient alors de 25 sous ailleurs, dans le temps.

M. Guertin (Hull): Et c'est ça que le ministre appelle la prospérité ouvrière? Le ministre va prétendre que c'était un salaire raisonnable? C'est comme ça qu'il la comprend? S'il a une telle compréhension des besoins de la classe ouvrière, il ferait mieux de partir au plus tôt pour le bien général. Il est grand temps, répète-t-il, qu'il cède sa place à un autre.

Je demande à la Chambre d'adopter ma motion.

La motion étant mise aux voix, la Chambre se divise. Les noms sont appelés et inscrits comme suit:

Pour: MM. Blain, Crépeau, Guertin, Lafleur, Renaud, Sauvé, 6.

Contre: MM. Authier, Baillargeon, Bédard, Bercovitch, Bergeron, Bernard, Bissonnet, Bouthillier, Bullock, Cantin, Caron, Charbonneau, Cohen, Côté, Dansereau, David, Desmarais, Dillon, Dufour, Dugas, Farand, Fortin, Francoeur, Frigon, Gagnon, Galipeault, Gault, Gauthier, Godbout, Grant, Laferté, Lahaie, Laperrière, Leduc, Lemieux (Gaspé), Lemieux (Wolfe), Lortie, Marchand, McMaster, Mercier fils, Messier, Moreau (Lac-Saint-Jean), Moreault (Rimouski), Oliver, Ouellet, Paquet, Perrault, Perron, Phaneuf, Piché, Plante, Rochette, Saurette, Savoie, Smart, Taschereau, Turcotte, Vautrin. 58.

Ainsi, la proposition est rejetée¹⁴.

L'honorable M. Galipeault (Bellechasse): (Souriant) C'est un vote minimum.

Questions et réponses:**Travaux de gravelage,
Saint-Charles-Borromée, Joliette**

M. Blain (Montréal-Dorion): 1. Le gouvernement a-t-il contribué à l'amélioration et au gravelage du chemin de front de la Côte Visitation dans la paroisse de Saint-Charles-Borromée, dans le comté de Joliette, depuis les limites de la ville de Joliette jusqu'aux limites de la paroisse de Saint-Ambroise-de-Kildare?

2. Dans l'affirmative, quel a été le montant de cette contribution?

3. Quels sont les départements qui ont contribué et dans quelle proportion?

4. Lesdits travaux ont-ils été donnés à faire à l'entreprise et dans l'affirmative: *a.* Quel est le nom de l'entrepreneur; *b.* Qui a cautionné pour lui?

5. Des soumissions avaient-elles été demandées?

6. Quel a été le coût de l'entreprise?

7. Combien lesdits travaux étaient-ils sensés coûter, d'après les estimés des ingénieurs du département de la Voirie?

8. Combien le gouvernement a-t-il payé à date à compte sur sa contribution?

9. Quelle est la longueur dudit chemin ainsi amélioré?

L'honorable M. Perrault (Arthabaska): 1. Oui.

2. \$9,970.58.

3. Le département de la Voirie a contribué dans la proportion de 75 %.

4. Oui, par la municipalité de la paroisse de Saint-Charles-Borromée: *a.* Alfred Beaudry; *b.* L'entrepreneur a fourni un chèque de garantie de \$1,329.41, soit 10 % du contrat.

5. Oui, par la municipalité qui donnait l'entreprise.

6. \$13,294.10.

7. Les estimés étaient de \$12,213.60.

8. Le département de la Voirie a payé la contribution promise: \$9,970.58.

9. 4.16 milles.

**Travaux de gravelage,
comté de Joliette**

M. Blain (Montréal-Dorion): 1. Le gouvernement a-t-il contribué au gravelage et à l'entretien du chemin de comté entre les paroisses de

Sainte-Mélanie-d'Ailleboust et de Saint-Ambroise-de-Kildare, dans le comté de Joliette?

2. Quel est le montant de sa contribution?

3. Quels sont les départements qui ont contribué et dans quelle proportion?

4. Le gravelage et l'amélioration dudit chemin ont-ils été donnés à l'entreprise et, dans l'affirmative: *a.* Quel est le nom de l'entrepreneur; *b.* Qui a cautionné pour lui?

5. Des soumissions ont-elles été demandées pour cette entreprise?

6. D'après les estimés des ingénieurs du département de la Voirie, quel était le coût présumé de l'entreprise?

7. Combien le gouvernement a-t-il payé à date à compte sur sa contribution?

8. Quelle est la longueur dudit chemin ainsi amélioré?

L'honorable M. Perrault (Arthabaska): 1. Oui, par la construction du chemin en gravier.

2. \$6,000.

3. Le département de la Voirie a contribué dans la proportion de 60 %.

4. La construction du chemin en gravier a été donnée à l'entreprise par la municipalité du comté de Joliette: *a.* Louis Sylvestre; *b.* Le département l'ignore; c'était un contrat municipal.

5. Le département ignore si la municipalité du comté de Joliette a demandé des soumissions.

6. Les estimés étaient de \$15,295.15.

7. Le département de la Voirie a payé la contribution promise: \$6,000.

8. 3.85 milles.

Marcel Dupré

M. Blain (Montréal-Dorion): 1. Quel est le montant dépensé pour les concerts de M. Marcel Dupré, sous les auspices du Conservatoire national depuis le 1^{er} janvier 1928?

2. Quelles sont les sommes octroyées annuellement pour frais de concerts et conférences depuis la même date?

3. Quel est le montant total des subventions accordées aux imprésarios pour l'importation d'artistes ou troupes théâtrales depuis la même date?

L'honorable M. David (Terrebonne): 1. Aucun.

2. Aucune.

3. Aucun.

Subsides

L'honorable M. McMaster (Compton) propose, selon l'ordre du jour, que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil pour que la Chambre se forme de nouveau en comité des subsides.

Adopté.

En comité:

L'honorable M. McMaster (Compton) propose: 1. Qu'un crédit n'excédant pas deux cent mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour les écoles d'agriculture, les écoles de médecine vétérinaire et l'École de laiterie de la province de Québec, pour l'exercice finissant le 30 juin 1931.

L'honorable M. Perron (Montcalm)¹⁵: C'est pour l'entretien des écoles d'agriculture Sainte-Anne, Oka, Macdonald et Rimouski. Elles n'en auront pas assez, je crois.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Comment va l'école de Rimouski?

L'honorable M. Perron (Montcalm): Les débuts ont été difficiles. Le directeur m'a dit, ces jours derniers, qu'il était très encouragé. Ce que j'ai l'intention de faire, c'est d'encourager les écoles supérieures, Sainte-Anne et Oka, où l'on formera des compétences qui serviront à diffuser l'enseignement agricole dans toute la province.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Est-ce que les professeurs ont été augmentés?

L'honorable M. Perron (Montcalm): Nous avons donné des augmentations.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Quelle est la politique de l'honorable ministre?

L'honorable M. Perron (Montcalm): C'est de les payer selon leur valeur.

La résolution est adoptée.

L'honorable M. McMaster (Compton) propose: 2. Qu'un crédit n'excédant pas cent soixante-quinze mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour l'horticulture, pour l'exercice finissant le 30 juin 1931.

L'honorable M. Perron (Montcalm): Nous commençons alors à voter les crédits de nos quatre grands services: horticultures, agronomie, rural, élevage. On sait que j'ai divisé les départements en quatre services.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): L'honorable ministre a dit qu'il ne donnerait plus de subventions aux compagnies de conserves.

L'honorable M. Perron (Montcalm): Nous allons respecter les engagements pris par le département, mais je n'en prendrai pas de nouveau. J'aiderai les coopératives qui seront sur des bases solides.

M. Renaud (Laval): Je serais prêt à seconder l'honorable ministre pour qu'il encourage la fabrication de conserves, pour que nous n'en importions plus de l'étranger.

L'honorable M. Perron (Montcalm): Je suis anxieux que toutes les conserves qui se consomment chez nous soient produites dans la province. Si j'y réussis...

M. Renaud (Laval): Vous serez un grand homme!

L'honorable M. Perron (Montcalm): ... je serai bien satisfait, je suis à organiser cette branche du département et j'ai confiance, mais le problème est difficile; l'honorable député de Laval le sait. Je ferai, dit-il, tout mon possible pour aider l'industrie de la conserve alimentaire. Mais, pour cela, il faut surtout grouper les gens, ce qui entraîne la classification qui permet la concurrence sur le marché. Je ne consentirai plus, dit-il, à l'avenir d'octrois aux compagnies privées de conserves, mais seulement aux groupements de cultivateurs, à condition toutefois qu'ils soient décemment organisés et fassent la classification. Car le gouvernement ne gaspillera pas son argent, et se débarrassera de tous les parasites qui nuisent à l'industrie.

M. Renaud (Laval): Oui.

M. Sauvé (Deux-Montagnes) pose des questions.

L'honorable M. Perron (Montcalm): Les instructeurs chargés du service d'horticulture ont reçu ordre de s'occuper des vergers des agriculteurs comme si c'était leur propriété. En plus, deux floriculteurs experts sont à la disposition gratuite de tous les intéressés.

Les octrois pour expositions scolaires seront continués, mais le système en sera complètement réorganisé.

M. Sauvé (Deux-Montagnes) s'amuse du prix de 50 cents accordé par chaque comté comme primes aux élèves fermiers champions.

L'honorable M. Perron (Montcalm) s'amuse avec M. Sauvé des divers montants et promet que tout cela va être réorganisé.

La résolution est adoptée.

Résolutions à rapporter:

Le comité fait rapport qu'il a adopté plusieurs résolutions et demande la permission de siéger de nouveau. Lesdites résolutions sont lues deux fois et adoptées.

La séance est levée à 6 heures.

Troisième séance du 2 avril 1930

Présidence de l'honorable T.-D. Bouchard

La séance est ouverte à 8 h 30.

Prière.

M. l'Orateur: À l'ordre Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

Commission d'écoles forestières

L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay) demande la permission de présenter le bill 233 créant une commission d'écoles forestières.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

Messages du Conseil législatif:

M. l'Orateur informe la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté, sans amendement, les bills suivants:

- bill 3 pour prévenir la fraude dans les transactions se rapportant aux valeurs mobilières;

- bill 45 modifiant la loi constituant en corporation l'École polytechnique;

- bill 66 modifiant la loi des assurances de Québec;

- bill 67 modifiant la loi 18 George V, chapitre 3, concernant le palais de justice du district de Québec;

- bill 68 modifiant la loi des musées de la province;

- bill 69 concernant la création d'une commission chargée d'étudier un système d'assurance sociale pour la province;

- bill 72 modifiant la loi de l'inspection des hôtels;

- bill 73 modifiant la loi du régime des eaux courantes;

- bill 159 modifiant la charte de la cité de Longueuil;

- bill 202 modifiant la loi des compagnies minières de Québec;

- bill 210 concernant la pension des juges des sessions, des magistrats de police et des magistrats de district;

- bill 217 autorisant un certain octroi à l'Université Laval de Québec relativement à la création et au maintien d'un institut biologique;

- bill 219 modifiant la loi relative à l'établissement d'un institut pédagogique à Montréal;

- bill 222 modifiant la loi électorale de Québec relativement aux arrondissements de votation.

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté, avec certains amendements qu'il la prie d'agréer, les bills suivants:

- bill 62 modifiant la loi de la fabrication du pain;

- bill 154 constituant en corporation la ville de Beauceville-Est et modifiant la charte de la ville de Beauceville.

Loi de la fabrication du pain

La Chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 62 modifiant la loi de la fabrication du pain. Lesdits amendements sont lus deux fois et adoptés.

Il est ordonné que le greffier porte de nouveau le bill au Conseil législatif et informe les honorables conseillers que cette Chambre a accepté leurs amendements.

Ville de Beauceville-Est

La Chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 154 constituant en corporation la ville de Beauceville-Est et modifiant la charte de la ville de Beauceville. Lesdits amendements sont lus deux fois et adoptés.

Il est ordonné que le greffier porte de nouveau le bill au Conseil législatif et informe les honorables conseillers que cette Chambre a accepté leurs amendements.

Création de districts électoraux

L'honorable M. Laferté (Drummond) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 218 modifiant les Statuts refondus, 1925, relativement à la création de nouveaux districts électoraux.

Adopté.

En comité¹⁶:

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Je veux faire une déclaration au sujet de la redistribution des comtés dont nous avons étudié le projet de loi ce matin.

En principe, j'étais en faveur de la création d'un sixième comté formé de parties des comtés de Dorchester, Bellechasse et Beauce, mais devant les représentations pressantes qui nous ont été faites de ne pas donner suite au projet, je crois que nous ne créerons que cinq comtés nouveaux par le bill qui est actuellement devant la Législature.

Cette question est ajournée à l'année prochaine.

Les articles 48 à 64 sont adoptés.

Le comité, ayant étudié le bill, fait rapport qu'il l'a adopté avec certains amendements. Lesdits amendements sont lus deux fois et adoptés.

L'honorable M. Laferté (Drummond) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Octroi à l'Université de Bishop's College

L'honorable M. McMaster (Compton) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité plénier pour prendre en considération un projet de résolutions relatives au bill 232 concernant un octroi à l'Université de Bishop's College, Lennoxville.

Adopté.

Il informe alors la Chambre qu'il est autorisé par Son Honneur le lieutenant-gouverneur à soumettre ledit projet de résolutions et que Son Honneur en recommande la prise en considération.

En comité:

L'honorable M. McMaster (Compton) propose: 1. Que le lieutenant-gouverneur en conseil soit par les présentes résolutions autorisé à aider l'Université de Bishop's College pour un montant n'excédant pas deux cent cinquante mille dollars.

2. Que la province pourra fournir cette aide à l'université par subvention directe, ou en s'engageant à lui verser annuellement une somme suffisante pour payer, à un taux n'excédant pas cinq et demi pour cent, l'intérêt d'un emprunt n'excédant pas ledit montant, et pour pourvoir à un fonds d'amortissement suffisant pour éteindre ledit emprunt contracté par l'université, afin de prélever des fonds à son usage, pour un terme de pas moins de vingt ans; ledit fonds d'amortissement devant être payé au trésorier de la province ou retenu par ce dernier.

3. Que si l'octroi est accordé par l'engagement de payer l'intérêt et le fonds d'amortissement comme susdit, l'Université de Bishop's College reçoive, par les présentes résolutions, l'autorisation et le pouvoir d'emprunter ladite somme, et de donner, en garantie de l'émission des obligations ci-dessus mentionnées, une hypothèque sur tous ses immeubles et de transporter tous ses biens, mobiliers ou immobiliers, au fidéicommissaire pour les porteurs desdites obligations.

Le but du projet est de garantir un emprunt de \$250,000 que veut contracter l'Université de Bishop's College.

M. Renaud (Laval): Je suis en faveur du bill, mais je tiens à faire remarquer au gouvernement que les cultivateurs sont soumis à un système de prêt

agricole qui les ruine. Je vois par le bill que cet emprunt est de \$250,000 à l'Université de Lennoxville. Je ne suis pas contre le bill ni contre l'éducation. Mais je trouve que le gouvernement a deux poids et deux mesures; quand il prête aux cultivateurs, il charge 6½ %.

Quand il prête aux universités, il ne charge que 5½ %. Pourquoi?

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): L'honorable député de Laval (M. Renaud) fait erreur. Nous ne prêtons pas à l'Université de Lennoxville. Nous garantissons l'emprunt, pourvu que l'Université trouve un prêteur à 5½ %.

M. Renaud (Laval): Vous ne me prenez pas pour un naïf, j'espère. Blanc bonnet ou bonnet blanc, c'est un peu la même chose. Le premier ministre est bien fin, mais il ne me fera pas appeler ça autrement. Je dis qu'on a deux poids et deux mesures. Le gouvernement aurait dû protéger le cultivateur. Celui-ci ne peut emprunter à moins de souscrire dans la compagnie. Il ne retire ses profits qu'une fois par année.

Comment veut-on que les cultivateurs progressent quand on ne leur offre que le crédit agricole fédéral qui leur prête à 6½ %? Les cultivateurs sont obligés d'aller acheter leurs animaux dans l'Ontario. Les taureaux ne s'élèvent qu'une fois par année.

Et il y en a parfois de pourris et de tués par les inspecteurs. Mon bon ami, l'honorable ministre de l'Agriculture (M. Perron) le sait. Avec ses troupeaux enregistrés, en a eu de ces taureaux pourris.

L'honorable M. Perron (Montcalm): (Riant de bon cœur) Ah! Non!

M. Renaud (Laval): Eh bien, s'il n'en a pas eu, il est chanceux. Moi j'en ai eu de pourris, des animaux. Ce n'est pas ce que je voulais dire. Je voulais dire qu'il a eu des animaux de tués, comme les autres cultivateurs, par les inspecteurs. Je connais l'honorable ministre de l'Agriculture. C'est un grand homme d'affaires.

J'ai discuté avec lui cet après-midi, et j'ai eu l'occasion de constater qu'il ne perd pas de temps pour rien. Je ne suis pas contre l'instruction. S'il y a un homme en cette Chambre qui a souffert du manque d'instruction, c'est le député de Laval. Aidons l'éducation, mais n'oublions pas les cultivateurs.

Il (M. Renaud) parle du bill des écoles juives. Vous leur avez donné, dit-il, des écoles, et dès qu'ils les auront, ils sont plus fins que nous autres, ils vont nous emplir.

J'ai, dit-il, eu l'occasion de croiser le fer avec le ministre de l'Agriculture. Si le ministre a tant d'autorité, qu'il détermine donc le gouvernement à prêter aux cultivateurs à des conditions avantageuses. Actuellement les cultivateurs ont un prêt agricole qui les ruine. Si le gouvernement fédéral ne fait pas son devoir, que la province le fasse. Le gouvernement fédéral a des millions à sa disposition. Je suis pour qu'on prête aux collèges et aux couvents¹⁷, mais il faut tenir compte de l'habitant, de celui qui paie les taxes. Si vous n'écoutez pas ce que je vous dis là, la province va voter contre vous autres et le gouvernement perdra ses élections.

M. Crépeau (Sherbrooke) pose une question.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Les autorités de Lennoxville se sont engagées à mettre une salle à la disposition du gouvernement pour favoriser des cours aux horticulteurs des Cantons-de-l'Est.

M. Crépeau (Sherbrooke): Je n'ai pas besoin de dire au gouvernement que j'appuie ce projet. Je connais bien l'Université du Bishop's College qui jouit d'une grande considération dans cette province ainsi que dans les autres, et je suis heureux que nous l'aidions à poursuivre son œuvre. J'espère, dit-il, que le gouvernement sera aussi généreux à l'égard de cette université qu'à l'égard des autres, car les gens viennent à Lennoxville de partout pour faire des études.

M. Gault (Montréal-Saint-Georges) veut savoir si l'école de Bishop's College profitera de la subvention.

L'honorable M. McMaster (Compton): Non. D'après ce que j'ai compris, dit-il, l'école a été fortement dotée par J. K. L. Ross. De toute façon, la subvention est pour l'Université.

Il informe la Chambre que le gouvernement est d'avis que le moment est venu de considérer le cas de Lennoxville, étant donné la générosité de la province à l'égard de McGill et de l'Université de Montréal.

M. Gault (Montréal-Saint-Georges): C'est l'école plutôt que l'université qui veut l'argent.

Les résolutions sont adoptées.

Résolutions à rapporter:

Le comité fait rapport qu'il a adopté plusieurs résolutions, lesquelles sont lues deux fois et adoptées par la Chambre.

L'honorable M. McMaster (Compton) demande la permission de présenter le bill 232 concernant un octroi à l'Université de Bishop's College, Lennoxville.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

L'honorable M. McMaster (Compton) propose que le bill soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté.

L'honorable M. McMaster (Compton) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Demandes de documents:**Péage sur
le pont de Québec**

M. Francoeur (Lotbinière) propose, appuyé par le représentant de Matane (M. Bergeron), qu'il soit mis devant cette Chambre copie de toute correspondance, requête, résolutions adressées au gouvernement relativement aux taux de péage à acquitter pour passer sur la voie carrossable du pont de Québec.

La construction de la voie carrossable sur le pont de Québec est la réalisation d'un projet dont la Chambre a été saisie depuis longtemps. Trois parties distinctes s'intéressaient au projet: le gouvernement fédéral, le gouvernement provincial et la ville de Québec. Ce projet est réalisé et du pont de Québec on peut dire maintenant, comme du pont d'Avignon: tout le monde y passe! Le gouvernement nous a informé que plus de 41,000 véhicules ont passé sur la nouvelle route que les cultivateurs de la rive sud réclamaient.

Le comté de Lotbinière, bien que traversé par deux chemins de fer, a deux de ses paroisses les plus importantes privées de communication avec Québec. Nous devons favoriser les cultivateurs le plus

possible. Le moyen d'aider la classe agricole est de lui fournir des communications avec les marchés.

La population et les cultivateurs des comtés de Lévis, de Lotbinière et même de Nicolet sont donc reconnaissants au gouvernement d'avoir construit le chemin; cependant, des cultivateurs m'ont représenté que les taux de péage sont un peu élevés. J'ai reçu à ce sujet des résolutions de conseils municipaux de plusieurs paroisses de Lotbinière. Des automobilistes ont aussi réclamé que les taux soient les mêmes que sur les autres ponts de la province. Le trafic s'annonce intense. Nous n'avons pas intérêt à surcharger les cultivateurs, les touristes et les automobilistes.

On nous a représenté que le coût de la construction avait été très élevé. Mais je crois qu'on peut diminuer les taux et rencontrer néanmoins les charges fixes, et payer le montant annuel de \$6,000,000 au gouvernement fédéral. On devrait diminuer certains taux dans l'intérêt des cultivateurs et des touristes, même s'il faut que ça prenne plus de temps pour payer la route. Si le gouvernement fait cela, il aura un titre nouveau à la reconnaissance de la population de la rive sud.

Quant aux automobilistes, je réclame le privilège de ne payer que pour la voiture, et non pour les personnes. Le tarif est onéreux pour ceux qui voyagent avec plusieurs membres de leur famille. Encore une fois, la population est reconnaissante au gouvernement d'avoir réalisé ce projet.

(Applaudissements)

M. Thurber (Chambly): Je seconde avec plaisir la motion du député de Lotbinière. Le pont de Québec aura une circulation très considérable. Je comprends que les résidents de la rive sud trouvent le tarif un peu élevé. Il est nécessaire que les ponts soient payés, mais il faut charger des taux raisonnables. Les cultivateurs ont le droit, il me semble, de réclamer des taux moins élevés sur le pont de Québec. Ils ont déjà des taux spéciaux sur les autres grands ponts de la province, du moment qu'ils sont cultivateurs *bona fide*. C'est ce que l'honorable député de Lotbinière réclame et je suis heureux de concourir dans la demande qu'il a faite.

(Applaudissements)

M. Roy (Lévis): J'ai écouté avec beaucoup d'intérêt le discours du député de Lotbinière. Je seconde en tous points ses remarques. Le comté de Lévis est aussi intéressé aux taux de péage du pont de Québec. Il me semble que les automobilistes devraient payer pour leurs voitures et non pour chaque passager.

L'ouverture des chemins d'hiver pour les automobilistes a augmenté le trafic. J'en félicite l'honorable ministre de la Voirie (M. Perrault) et son prédécesseur. C'est le plus beau mouvement vers le progrès. Il souhaite, dit-il, que cette politique se généralise sur la rive sud et même dans la Beauce. Nous avons eu des chemins magnifiques, cet hiver, malgré le fait que la paroisse de Saint-David était recouverte de plusieurs pieds de neige. De Lévis nous pouvions nous rendre à Québec par le pont en 22 minutes...

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): (Souriant) En faisant du 50 milles à l'heure.

M. Roy (Lévis): Il n'y avait pas d'officier de vitesse. Vous voyez que c'est une amélioration. Par le bateau de la traverse, ça me prend 25 minutes.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Le voyage par le pont coûte-t-il plus cher ou moins cher que par la traverse?

M. Roy (Lévis): Ça coûte plus cher par le pont.

L'honorable M. Galipeault (Bellechasse): L'honorable député de Lotbinière et ceux qui l'ont suivi ont eu raison de dire que la réalisation du projet de la route carrossable du pont de Québec a contenté les cultivateurs. Le gouvernement était prêt depuis longtemps à construire cette route. Ottawa nous a accueillis de façon sympathique, mais, la province a assumé de lourdes obligations pour obtenir d'Ottawa le droit de construire une voie carrossable.

Il (l'honorable M. Galipeault) lit les conditions. Lorsqu'Ottawa a donné son consentement, la province a aussitôt construit la voie, mais, par son contrat avec Ottawa, elle est obligée d'entretenir la route, de pourvoir à la construction de barrières, à faire disparaître les traverses à niveau lorsqu'il sera nécessaire. De plus, elle doit entreprendre toutes les réparations de la chaussée du pont qui se révèlent nécessaires et qui sont spécifiées par le personnel ingénieur du gouvernement fédéral. Nous avons souscrit tous ces engagements.

Les travaux initiaux ont coûté à date \$300,000, et ils coûteront plus de \$400,000 quand ils seront terminés. Dans un avenir rapproché, un an ou deux ans, le C.N.R. va nous obliger à dépenser un autre \$400,000 pour construire un tunnel, et il faudra faire disparaître les traverses à niveau. En tout, la province va investir \$1,000,000 dans cette entreprise.

Il est juste qu'elle retire des bénéfices et se rembourse l'intérêt et le fonds d'amortissement de ce capital. Il est juste qu'un tarif raisonnable soit imposé à ceux qui utiliseront la route du pont. Autrefois ceux qui voulaient traverser le fleuve payaient un péage à la compagnie de la traverse. Depuis le mois de septembre de l'an dernier, nous avons perçu \$12,748¹⁸.

Mais, par contre, nous avons dû payer le salaire d'une vingtaine d'hommes, constables, percepteurs, surveillance, entretien, etc. Même les cultivateurs doivent voir qu'il faut de l'argent pour réaliser un tel projet.

On nous dit que nous devons aider les cultivateurs. C'est juste, mais parce que nous devons protection aux cultivateurs, faut-il leur dire qu'ils n'auront rien à payer? Pour ma part, je crois qu'il n'est pas juste de faire la mentalité du cultivateur en lui disant qu'il n'est pas obligé de payer. Le fardeau ne doit pas peser seulement sur les épaules d'une partie seulement de la population.

Je crois que nos taux sont déjà très acceptables sur le pont de Québec. Ils sont moins élevés que ceux de la traverse de Lévis, et je les ai, ajoute-t-il, exemptés de taux de péage sur les ponts de l'Île Perrot et de Batiscan.

Les piétons ne paient pas sur le pont de Québec. Nous avons déjà procuré aux voyageurs l'avantage d'obtenir, des billets à prix réduits en les achetant en séries: 10 billets pour 50 sous, 25 billets pour \$1.

On ne dit rien lorsqu'il s'agit du pont Victoria. Le gouvernement fédéral charge des taux plus élevés, et cependant, le trafic y est plus considérable. Le jour viendra aussi où les cultivateurs seront exemptés. Sur le pont Victoria, qui appartient au fédéral, tout le monde paie.

Ce que le gouvernement veut, c'est de se rembourser en partie avec les revenus. Si nous obtenons la conviction que nous pouvons aider davantage les cultivateurs, nous le ferons avec plaisir. Dès que nous pourrons faire davantage et diminuer les taux, nous le ferons avec empressement, mais que l'on nous donne un peu de temps.

M. Francoeur (Lotbinière): Le contrat passé avec Ottawa, comme l'a dit l'honorable ministre, est très onéreux. On devrait en demander la révision. Même aux taux réduits, les tarifs sont élevés pour les gens qui utilisent le pont tous les jours. Quant aux revenus, bien que la route n'ait été ouverte qu'à la fin de la saison du tourisme, on a perçu \$12,000 à la fin de l'automne et durant l'hiver.

L'honorable M. Galipeault (Bellechasse): Nous avons dépensé \$25,000.

M. Francoeur (Lotbinière): Je suis convaincu que les revenus du pont atteindront \$100,000 par saison. Je considère que le gouvernement, avec de tels revenus, pourrait réduire un peu ses taux. J'ai tenu à communiquer au gouvernement les observations faites par ceux qui réclament une diminution des taux, je prends note des déclarations de l'honorable ministre des Travaux publics et du Travail (M. Galipeault), et j'ai confiance que les taux de péage du pont de Québec seront diminués.

La motion est adoptée.

Questions de privilège:

Listes électorales à Montréal

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Avant de procéder à l'ordre du jour, je désire informer mes honorables amis de l'opposition d'un point important concernant les listes électorales dans la Ville de Montréal. Tout récemment, l'honorable juge Coderre a rendu un jugement se rapportant à la contestation de listes électorales dans Montréal, et il a maintenu cette contestation. Cela n'a pas été fait parce que, par erreur, on avait ajouté des noms sur les listes, ni parce que des noms ont été omis erronément, mais, simplement, parce qu'on avait négligé de placer les numéros en face des noms. Il s'agissait d'erreurs dans les formalités à remplir. Le jugement ordonnait à M. A. McCaughan, en charge des listes électorales à Montréal, de réviser ces listes, ladite révision devant conserver tous les districts électoraux de Montréal, sauf trois. Il déclare qu'avec le consentement de la Chambre, le gouvernement serait prêt à édicter la législation nécessaire pour assurer l'utilisation des listes les plus récentes au cas où on tiendrait des élections, ou des élections partielles, dans la région de Montréal.

M. Blain (Montréal-Dorion): L'honorable premier ministre nous a signalé le jugement de l'honorable juge Coderre et les défauts de forme des listes électorales de Montréal, qui servent aux élections provinciales. Il reste des causes pendantes où des accusations de fraude sont portées. Comme l'honorable juge Coderre a d'autres jugements à rendre à propos de ces listes, nous ne pouvons

consentir à une législation pour rendre ces listes bonnes et valables. L'opposition ne peut se prononcer avant que jugement soit rendu. Le gouvernement ne peut adopter unanimement une législation déclarant que les listes électorales présentes pourraient servir en cas d'élections prochaines, vu la décision de M. le juge Coderre annulant les listes électorales dans certains comtés de Montréal.

Y a-t-il une révision de fixée pour l'automne prochain?

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Oui, mais les nouvelles listes ne sont pas en force avant le 1^{er} avril 1931.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Quelle différence cela peut-il faire?

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Les dernières listes en force ont trois ou quatre années d'existence. Les nouvelles listes ne seront pas prêtes avant le 1^{er} avril prochain.

S'il arrivait des élections générales, ou des élections partielles, nous ne voudrions pas que les citoyens de Montréal soient pris par surprise. Si, d'ici là, la Chambre donne son consentement unanime, s'il n'y a objection d'aucune part, nous serions préparés à passer une législation pour garder en force les présentes listes, jusqu'à ce que M. McCaughan ait terminé son travail de révision.

Si les élections générales ou partielles avaient lieu, les citoyens de Montréal seraient obligés de voter d'après les vieilles listes. On m'assure qu'il y aurait des changements à faire aux listes dans la proportion de 75 %. Les listes n'étant pas bonnes, des électeurs seraient défranchisés. Les défauts trouvés dans les listes actuelles par l'honorable juge Coderre ne sont que des défauts de forme. Il n'y a donc pas d'objection à les rendre bonnes.

Il (l'honorable M. Taschereau) ne veut pas, dit-il, une réponse immédiate de l'opposition. Il soumettra, ajoute-t-il, le projet à la considération de la Chambre.

Laissez-moi vous dire que je ne veux pas prendre les Montréalais par surprise. Les irrégularités ne sont pas de nature à porter atteinte à l'efficacité du processus de vote pour les citoyens de Montréal, mais constituent plutôt des défauts de forme qui, M. McCaughan me l'a encore une fois assuré, existent depuis une quarantaine d'années. Les listes ont toujours été faites de cette façon, et jamais contestées. Un jugement a été rendu. Une

contestation a été enregistrée, et un jugement rendu par la suite. Je ne veux aucunement critiquer ce jugement. Je ne veux pas que personne soit défranchisé ni à une élection générale, ni à une élection partielle.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Nous allons prendre la question sous sérieuse considération.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Je demanderais à mes honorables amis de bien vouloir la considérer sérieusement.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Est-ce que l'honorable premier ministre a une copie du jugement de l'honorable juge Coderre?

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Oui, j'en ai une copie à mon bureau. Je la remettrai à l'honorable député des Deux-Montagnes.

Dépôt de documents:

Lettres d'avocat envoyées aux municipalités

L'honorable M. David (Terrebonne) dépose sur le bureau de la Chambre la réponse à un ordre, en date du 4 mars 1930, pour la production de copie de la liste des municipalités auxquelles le gouvernement a envoyé à date des lettres d'avocats au sujet de travaux de voirie, avec l'indication du comté où est située chacune de ces municipalités, la date de l'envoi de chacune de ces lettres d'avocats, le montant réclamé par le gouvernement et le montant du règlement dans chaque cas, le coût: *a.* pour le gouvernement; *b.* pour chaque municipalité intéressée, ainsi que le nom et prénom de celui qui était l'avocat du gouvernement dans chaque cas et le nom de l'étude ou raison sociale à laquelle il appartenait. (Document de la session no 71)

Municipalités poursuivies par le gouvernement

L'honorable M. David (Terrebonne) dépose sur le bureau de la Chambre la réponse à un ordre, en date du 4 mars 1930, pour la production de copie de la liste des municipalités auxquelles le gouvernement a intenté à date des poursuites au sujet de travaux de voirie, avec l'indication du comté où est située chacune de ces municipalités, la date de chaque

poursuite, le montant réclamé par le gouvernement et le montant du règlement dans chaque cas, le coût de ces poursuites en frais de cour ou autres: *a.* pour le gouvernement; *b.* pour chaque municipalité intéressée, ainsi que le nom et prénom de celui qui a agi au dossier comme avocat du gouvernement dans chaque cas et le nom de l'étude ou raison sociale à laquelle il appartenait. (Document de la session no 72)

Subsides

L'honorable M. McMaster (Compton) propose, selon l'ordre du jour, que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil pour que la Chambre se forme de nouveau en comité des subsides.

Adopté.

En comité¹⁹:

L'honorable M. McMaster (Compton) propose: 1. Qu'un crédit n'excédant pas trois cent cinquante mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour l'agronomie, pour l'exercice finissant le 30 juin 1931.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Les agronomes ont-ils des pouvoirs additionnels?

L'honorable M. Perron (Montcalm): Ils doivent continuer à aider les cultivateurs de toutes les façons.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Les agronomes ont-ils un contrôle à exercer dans les cercles agricoles?

L'honorable M. Perron (Montcalm): Non, je leur ai demandé de ne pas se mêler des affaires des cercles agricoles.

M. Renaud (Laval): Je connais l'honorable ministre de l'Agriculture (M. Perron). Je sais que c'est un bon homme d'affaires et qu'il ne s'occupe pas des affaires de 30 sous. Il a raison. J'ai confiance en lui et je n'ai pas de rancune.

(Rires dans les galeries)

M. le président : À l'ordre! Je rappellerai au public qu'il ne doit pas se manifester.

M. Renaud (Laval): Je sais que l'honorable ministre de l'Agriculture est capable de faire quelque chose pour la classe agricole. L'an prochain, s'il est

encore à son poste, j'espère qu'il nous montrera des œuvres. L'honorable ministre de l'Agriculture a un grand problème devant lui, je l'admets.

Il (M. Renaud) conseille, ajoute-t-il, au ministre de l'Agriculture (l'honorable M. Perron) de diriger ses efforts vers l'élevage.

Ce qu'il faut, c'est de laisser le lait à la campagne. C'est le moyen d'élever des animaux. Les veaux sont comme les enfants: il faut les nourrir avec du bon lait pour les élever. Avec du bon lait, on fait des bonnes vaches à lait. L'honorable ministre de l'Agriculture n'est pas un bon ami politique, mais c'est un bon ami tout de même. J'ai confiance dans ses coopératives, mais ce qui presse, c'est de relever les beurreries et les fromageries.

L'honorable ministre de l'Agriculture devrait empêcher l'Australie et la Nouvelle-Zélande de venir faire concurrence à notre beurre. Qu'il aille à Ottawa, s'il le faut, pour arrêter l'importation de beurre étranger. Notre province devrait être à la tête du Canada pour l'élevage, et nous sommes obligés d'acheter des animaux dans l'Ontario. Le député de Laval n'est pas un dénigreur de sa province, mais chaque fois que je signe un chèque de \$7,000, de \$8,500 que j'envoie dans l'Ontario pour payer des animaux, je regrette qu'il n'y ait pas d'animaux à vendre dans ma province.

Pourquoi? Parce que le gouvernement n'a pas voulu écouter les suggestions de l'ancien chef de l'opposition²⁰. Le marasme de l'agriculture est attribuable à la négligence du gouvernement. Heureusement, le nouveau ministre de l'Agriculture va maintenant se mettre à l'œuvre et réaliser un programme comme celui que prêchait l'ancien chef de l'opposition. Le ministre de l'Agriculture est capable de sauver l'agriculture.

La résolution est adoptée.

L'honorable M. McMaster (Compton) propose: 2. Qu'un crédit n'excédant pas sept cent vingt-cinq mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour économie rurale, pour l'exercice finissant le 30 juin 1931.

L'honorable M. Perron (Montcalm): Cette somme sera dépensée pour l'égouttement et le chaulage des terres. Pour le chaulage, nous sommes à nous entendre avec les différentes carrières. On sait que sans égouttement, les terres ne peuvent être cultivées convenablement.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Combien le chaulage coûtera-t-il?

L'honorable M. Perron (Montcalm): Nous croyons que cela coûtera \$2.50 de l'arpent.

M. Renaud (Laval): Les experts ont-ils fait des expériences de chaulage?

L'honorable M. Perron (Montcalm): Oui. On a mis de la chaux sur une partie de la terre et on a semé sur toute la terre. La partie où on avait mis de la chaux a produit jusqu'à 200 % de plus.

M. Renaud (Laval) traite de la question des engrais. Il montre la supériorité des engrais naturels sur les engrais chimiques.

La résolution est adoptée.

L'honorable M. McMaster (Compton) propose: 3. Qu'un crédit n'excédant pas sept cent soixante et quinze mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour service d'élevage, pour l'exercice finissant le 30 juin 1931.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Quelle est la situation avicole? Que donnez-vous à l'aviculture?

L'honorable M. Perron (Montcalm): Ce montant comprend \$100,000 pour l'aviculture. Nous paierons avec cela les salaires et dépenses de nos inspecteurs, les octrois aux coopératives agricoles. Nous avons retenu les services d'un expert du Wisconsin pour les maladies des volailles et des dindes, qui ont fait des ravages, notamment dans les comtés de Laprairie, où des éleveurs ont perdu jusqu'à 200 dindes.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): On importe des œufs de l'étranger. Pourquoi ne pas empêcher cela?

L'honorable M. Perron (Montcalm): Tant que les cultivateurs de la province de Québec ne produiront pas la quantité d'œufs que nous consommons, je ne demanderai pas d'élévation du tarif. C'est mettre la charrue devant les bœufs. Si nous faisons élever le tarif avant que la production soit égale à la consommation, c'est faire payer inutilement le public.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Si on demande aux cultivateurs de produire des œufs, il faut les assurer qu'ils auront un marché. Ils ne produiront pas à perte.

L'honorable M. Perron (Montcalm): C'est un point où je diffère d'opinion avec mon honorable ami des Deux-Montagnes. Il a peut-être raison ou c'est moi qui ai peut-être raison. Au Québec, de 40 % à 50 % seulement des œufs qu'on consomme sont produits ici. Montréal importe 70 % des œufs qui sont consommés dans cette ville. Les statistiques démontrent que la province de Québec ne produit pas la quantité d'œufs nécessaire pour se nourrir elle-même, et nous n'avons pas le droit de demander à Ottawa d'élever le tarif aux dépens du consommateur tant que nous serons pas capables de nous nourrir nous-mêmes. Bientôt, les cultivateurs de notre province vont avoir une concurrence de six semaines avec les États-Unis dans le commerce des œufs. Je voudrais bien prévenir cela. Mais je ne suis pas capable de faire des miracles.

M. Renaud (Laval): Ça viendra peut-être.

L'honorable M. Perron (Montcalm): Si je faisais des miracles, je cesserais de pratiquer ma profession. Je n'aurais plus besoin de travailler. Je dis aux cultivateurs de ma province: produisez. Je prends la responsabilité de ce que je dis. Tant que nous ne produisons pas ce qu'il nous faut pour nous nourrir, nous n'avons pas le droit de demander un tarif élevé. Mais lorsque les cultivateurs auront organisé leur production de façon à répondre aux besoins de nos marchés, ce sera le temps d'imposer un tarif protecteur, mais pas avant. Le cultivateur sera alors protégé et le consommateur ne paiera pas plus cher.

M. Renaud (Laval): Ce que le gouvernement d'Ottawa ne veut pas faire, l'honorable ministre de l'Agriculture peut le faire. Il a beaucoup de capacités. Je le sais. Il est capable de diriger le ministère de l'Agriculture, mais tant que les cultivateurs auront la concurrence des États-Unis, de l'Australie, de la Nouvelle-Zélande, ils ne pourront pas produire. Si l'honorable ministre de l'Agriculture veut avoir du succès, qu'il assure au cultivateur la protection.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): L'honorable ministre va-t-il aider l'industrie du sucre d'érable?

L'honorable M. Perron (Montcalm): Oui. Nous allons aider les coopératives de Plessisville et de la Beauce. Nous voulons aussi aider individuellement les cultivateurs à reboiser et à améliorer le matériel de leurs sucreries.

La résolution est adoptée.

Résolutions à rapporter:

Le comité fait rapport qu'il a adopté plusieurs résolutions et demande la permission de siéger de nouveau. Lesdites résolutions sont lues deux fois et adoptées.

La séance est levée à 11 h 30.

NOTES

1. Le comité se réunit sous la présidence de M. Vautrin (Montréal-Saint-Jacques).

2. *Le Devoir* du 3 avril 1930, à la page 1 précise que le bill modifie le comté de Westmount en y ajoutant une partie de Jacques-Cartier (Partie de la Ville Mont-Royal et de Côte Saint-Luc).

3. *L'Événement* du 4 avril 1930, à la page 12, indique que l'amendement du député de Drummond (l'honorable M. Laferté) fut adopté quand même, mais le député de Témiscouata (M. Casgrain) enregistra son protêt en disant: "Sur division".

4. 150 ans, selon *Le Journal*, du 5 avril 1930, à la page 4.

5. Il s'agit de l'honorable Édouard-Charles Saint-Père (1866-1950), journaliste de profession et député libéral de Hochelaga à la Chambre des communes de 1921 à 1940, année à laquelle il accéda au Sénat.

6. *Le Progrès du Saguenay* du 3 avril 1930, à la page 1, note que le député de Hull (M. Guertin) prononce un discours de près de deux heures.

7. Pierre-Joseph-Arthur Cardin (1879-1949). Cet avocat de formation siégera à la Chambre des communes avec les libéraux, de 1911 à 1945, à titre de député de Richelieu. Il occupera successivement la charge de ministre de la Marine et des Pêcheries, ministre de la Marine, ministre des Travaux publics et ministre des Transports. Enfin, il quittera le Parti libéral pour siéger comme Indépendant en 1945.

8. \$0.35, selon *Le Devoir* du 3 avril 1930, à la page 3.

9. Gustave Franqc est un syndicaliste bruxellois né en 1871. Au Canada, il fut, en outre, le premier président de la Commission du salaire minimum de la province de Québec.

10. 30 ans, selon *Le Soleil* du 3 avril 1930, à la page 3, et *The Gazette* du 3 avril 1930, à la page 14.

11. Il s'agit de la Colombie-Britannique.

12. Dans *L'Événement* du 3 avril 1930, à la page 10, on écrit le contraire: "J'ai dit que je m'occupais des statistiques de la *Gazette du travail*..."

13. "Six", selon *Le Devoir* du 3 avril 1930, à la page 2.

14. *L'Action catholique* du 3 avril 1930, à la page 5, indique que le député de Westmount (M. Smart) et le député de Montréal-Saint-Georges (M. Gault) votent avec le gouvernement.

15. *L'Événement* du 3 avril 1930, à la page 10, précise que le sous-ministre J.-A. Grenier s'assoit à côté du ministre de l'Agriculture (l'honorable M. Perron).

16. Voir note 1.

17. "Je suis pour qu'on prête aux obligés et aux convertis", selon *Le Devoir* du 3 avril 1930, à la page 2.

18. \$12,747, selon *L'Action catholique* du 3 avril 1930, à la page 5.

19. Voir note 1.

20. Il est question du député des Deux-Montagnes (M. Sauvé).

Première séance du jeudi 3 avril 1930

Présidence de l'honorable T.-D. Bouchard

La séance est ouverte à 11 h 25.

Prière.

M. l'Orateur: À l'ordre Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

Questions et réponses:

Commission des liqueurs,
assurances

M. Blain (Montréal-Dorion): 1. Combien ont coûté à date à la Commission des liqueurs les polices d'assurances que ladite Commission a données à ses employés?

2. Quel est actuellement le montant total de la prime?

3. Quel est le montant global de l'assurance?

4. Quelles sont les compagnies d'assurances qui ont émis ces polices et quel est le montant global des polices émises par chacune d'elles?

L'honorable M. McMaster (Compton): 1. \$106,512.28.

2. \$23,222.31.

3. \$1,523,716.14.

4. (Canada Life Assurance Co.,) Sun Life Assurance Co., \$1,185,766.14; Travellers' Insurance Co., \$337,950.

Salaires de
certains officiers de justice

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 229 modifiant la loi des salaires de certains officiers de justice soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité plénier.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) propose que la Chambre se forme immédiatement en ledit comité.

Adopté. Le comité, ayant étudié le bill, en fait rapport sans amendement.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Loi des
liqueurs alcooliques

L'honorable M. McMaster (Compton) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 220 modifiant la loi des liqueurs alcooliques soit maintenant lu une deuxième fois.

Le bill a pour but de permettre aux restaurants et hôtels des villes de moins de 50,000 âmes de vendre la bière et les vins aux repas jusqu'à 11 heures au lieu de 10 heures du soir. Il est anormal qu'un homme qui soupe dans un restaurant ne puisse y prendre un verre de bière, mais qu'il puisse en obtenir un en faisant un saut à la taverne la plus proche. Les épiceries et les tavernes pourront également vendre de la bière jusqu'à 11 heures du soir.

Actuellement, des conditions spéciales étaient faites aux cités de Montréal et de Québec. À l'avenir tous les épiciers, les hôteliers, les taverniers et les restaurateurs seront sur le même pied, quant aux heures pendant lesquelles ils ont le droit de vendre des liqueurs et de la bière.

Cette nouvelle réglementation n'encouragera nullement l'intempérance, et je crois que ceux qui consomment des liqueurs n'en feront pas un usage plus modéré et ceux qui sont des tempérants absolus resteront de même. Les amendements sont conformes à l'esprit de la loi des liqueurs alcooliques du Québec, qui est conçue pour promouvoir la tempérance¹.

M. Gault (Montréal-Saint-Georges) demande si les changements sont faits en vue d'augmenter les profits de la Commission des liqueurs du Québec.

L'honorable M. David (Terrebonne): Si je pouvais diminuer la consommation de liqueurs alcooliques en réduisant les heures de vente actuelles, je le ferais volontiers, même au prix d'une diminution des recettes. Je crois, cependant, qu'une telle réduction aurait tendance à favoriser le marché clandestin et à augmenter la vente illégale des boissons enivrantes.

M. Blain (Montréal-Dorion) complimente, dit-il, le gouvernement. Cette loi est en accord avec les sentiments populaires exprimés par un vote.

Il discute de certains aspects légaux du nouvel amendement, qu'il prétend ne pas être suffisamment explicite.

M. Guertin (Hull) demande si le gouvernement a reçu des demandes quelconques pour les modifications proposées.

L'honorable M. David (Terrebonne) affirme qu'ils en ont reçu un grand nombre. À deux reprises, une délégation s'est adressée au cabinet au sujet de la prolongation des heures de vente de la bière et d'autres délégations semblables ont fait des représentations en faveur des hôteliers de campagne.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité plénier.

L'honorable M. McMaster (Compton) propose que la Chambre se forme immédiatement en ledit comité.

Adopté. Le comité, ayant étudié le bill, fait rapport qu'il l'a adopté avec certains amendements. Les amendements sont lus deux fois et adoptés.

L'honorable M. McMaster (Compton) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Loi de certaines matières spéciales de procédure

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 228 modifiant la loi de certaines matières spéciales de procédure soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité plénier.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) propose que la Chambre se forme immédiatement en ledit comité.

Adopté. Le comité, ayant étudié le bill, en fait rapport sans amendement.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Service de navigation Bas-Saint-Laurent ltée

L'honorable M. Laferté (Drummond) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité plénier pour prendre en considération un projet de résolution relative au bill 230 accordant un octroi à la Compagnie de transport du Bas-Saint-Laurent limitée relativement à un service de navigation dans le bas du fleuve Saint-Laurent entre la Côte-Sud et la Côte-Nord.

Adopté.

Il informe alors la Chambre qu'il est autorisé par Son Honneur le lieutenant-gouverneur à soumettre ledit projet de résolution et que Son Honneur en recommande la prise en considération.

En comité:

L'honorable M. Laferté (Drummond) propose: Qu'il sera loisible au lieutenant-gouverneur en conseil d'autoriser le trésorier de la province à payer, à même le fonds consolidé du revenu, sur certificats du ministre de la Colonisation, de la Chasse et des Pêcheries, à la Compagnie de transport du Bas-Saint-Laurent, limitée, (The Lower St. Lawrence Transportation, Limited), un montant annuel de cinquante mille dollars, pendant une période de temps n'excédant pas cinq années, pour l'établissement et le maintien, par la compagnie, pendant la saison de navigation de chacune des années 1930 à 1934, inclusivement, de services réguliers de bateaux entre la Côte-Sud et la Côte-Nord du fleuve Saint-Laurent:

a. de Rimouski à Pointe-aux-Outardes, avec escale aux points intermédiaires;

b. de Rimouski à la Baie Trinité et aux Sept-Îles - suivant les termes et les conditions d'un contrat à intervenir à ces fins entre le ministre de la Colonisation, de la Chasse et des Pêcheries et ladite compagnie.

La compagnie du Bas-Saint-Laurent a pour président M. J.-A. Brillant, de Rimouski. Elle veut donner un service entre la Côte-Nord et la Côte-Sud. Les populations des deux rives du fleuve réclament ce service. Le conseil municipal et la Chambre de commerce de Rimouski ont approuvé le projet et nous ont demandé son adoption dans deux résolutions. Ce nouveau service entre la Côte-Nord et la Côte-Sud accroîtra sensiblement la prospérité des paroisses sur les deux rives du fleuve et créera un

excellent marché pour les produits de ferme des cultivateurs de la Côte-Sud.

M. Gault (Montréal-Saint-Georges): Le service se fera combien de fois par semaine?

L'honorable M. Laferté (Drummond): Trois fois par semaine.

M. Caron (Îles-de-la-Madeleine): Comme citoyen de Rimouski, je tiens à féliciter le gouvernement de cette mesure qui va apporter une nouvelle ère de prospérité aux deux côtes. Actuellement, les services de transport dans le golfe ne suffisent pas à répondre aux besoins de la population. Les bateaux circuleront tout l'hiver, améliorant ainsi de beaucoup les conditions de vie dans la région du bas du golfe. La compagnie aura de bons bateaux, des brise-glaces, qui feront le service hiver comme été.

M. Guertin (Hull): La Bras d'Or Navigation existe-t-elle encore?

L'honorable M. Laferté (Drummond): Oui, et elle reçoit un octroi annuel de \$300 parce qu'elle assure le transport du poisson.

M. Guertin (Hull): Est-ce que l'honorable ministre n'aurait pas pu offrir cet octroi de \$25,000 par an à la Bras d'Or Navigation Co.

L'honorable M. Laferté (Drummond): La compagnie ne nous l'a pas demandé.

M. Guertin (Hull): La compagnie Clarke Steamship reçoit un octroi et donne un bon service. La compagnie Bras d'Or donne aussi un bon service. Pourquoi n'a-t-on pas confié ce service à une ancienne compagnie au lieu de le donner à une nouvelle compagnie? Bien que les cultivateurs de la Côte-Sud qui désirent vendre leurs produits de l'autre côté du Golfe aient toute ma sympathie, je ne crois pas qu'un octroi si important soit nécessaire. La Clarke Steamship, dit-il, semble faire des profits très acceptables avec son service sur le Bas-Saint-Laurent. Je suis convaincu, dit-il, que cette compagnie n'aurait jamais démarré, n'eût-ce été de la généreuse subvention qu'elle était sûre de recevoir du gouvernement.

L'honorable M. Perrault (Arthabaska): Je me permets d'ajouter quelques mots, car j'ai été mêlé

à l'organisation des services de navigation dans le Bas-du-fleuve, lorsque j'étais ministre de la Colonisation, des Mines et Pêcheries. La compagnie Clarke Steamship donne un service de premier ordre entre Montréal, Québec et les côtes nord et sud. Grâce au service de la compagnie, d'ici à 13 mois, elle aura de bons navires qui donneront un excellent service.

Autrefois, plusieurs autres compagnies de navigation se sont organisées pour donner des services entre la Côte-Nord et la Côte-Sud du Bas-Saint-Laurent, mais ces compagnies ont des petits bateaux insuffisants pour les passagers et le trafic, et dans certains cas, ils sont dangereux pour les passagers. Les bateaux seront maintenant capables de transporter cent cinquante ou deux cents passagers, et ils seront tout à fait sûrs et beaucoup plus rapides que ce que n'importe quel service a jamais pu offrir entre les deux rives.

Ce service n'est plus suffisant, mais sans l'octroi de subsides à leur compagnie déjà organisée, on ne pouvait avoir un service capable de répondre aux besoins actuels. Le subside ne sera donné à la compagnie que si elle donne un bon service et remplit son contrat avec le gouvernement. La nouvelle compagnie a absorbé toutes ces petites compagnies, et d'ici à 15 mois, elle aura de solides bateaux qui donneront un excellent service entre Rimouski, Matane et la Côte-Nord. Ce service assurera non seulement le transport des passagers mais du poisson de la Côte-Nord, qui pourra être expédié ensuite par chemin de fer à Québec et Montréal.

Le fait d'avoir plusieurs liens directs entre la Côte-Nord et la Côte-Sud constitue un encouragement à l'industrie. Il est nécessaire d'accorder un octroi à la compagnie de navigation pour la première année de son existence, mais le service en lui-même entraînera une augmentation de la population dans la région et un accroissement du nombre des industries. De plus, les cultivateurs de la Côte-Sud du Bas-du-Fleuve auront ainsi accès à un marché naturel pour leurs produits agricoles. Par ce service, nous aiderons donc les cultivateurs de la Côte-Sud, qui expédieront leurs produits agricoles sur la Côte-Nord.

En ce qui concerne la Côte-Nord, la nouvelle ligne de bateaux donnera un nouvel élan à l'industrie de la pêche, permettant de transporter le poisson jusqu'à Rimouski et Matane, d'où il pourra être expédié rapidement aux marchés de Québec et de Montréal. Les pêcheurs de la Côte-Nord trouveront donc un moyen de communication facile pour l'expédition de leur poisson frais. Comme l'a si bien

dit l'honorable député des Îles-de-la-Madeleine (M. Caron), ce nouveau service assurera une nouvelle ère de prospérité aux deux côtes.
(Applaudissements)

M. Guertin (Hull): Je suis content d'avoir provoqué un beau discours de l'honorable ministre de la Voirie (M. Perrault). Je crois que c'est là une mesure d'élection. Le gouvernement sait-il les noms des directeurs de la compagnie du Bas-Saint-Laurent?

L'honorable M. Laferté (Drummond): Le président est M. J.-A. Brillant.

L'honorable M. Perrault (Arthabaska): Les noms des directeurs importent peu. Le subside ne sera payé que si le service est bon.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): (Souriant) L'honorable député de Hull (M. Guertin) connaît-il les noms des directeurs de la Bras d'Or Navigation Company?

M. Guertin (Hull): (Souriant) Je ne suis pas en mesure de les donner.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Vous ne les connaissez pas et vous nous demandez de leur donner un subside.
(Rires)

La résolution est adoptée.

Résolutions à rapporter:

Le comité fait rapport qu'il a adopté une résolution, laquelle est lue une première fois, une deuxième fois sur division, et adoptée par la Chambre.

L'honorable M. Laferté (Drummond) demande la permission de présenter le bill 230 accordant un octroi à la Compagnie de transport du Bas-Saint-Laurent limitée relativement à un service de navigation dans le bas du fleuve Saint-Laurent entre la Côte-Sud et la Côte-Nord.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

L'honorable M. Laferté (Drummond) propose que le bill soit maintenant lu une deuxième fois.
Adopté sur division.

L'honorable M. Laferté (Drummond) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.
Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Commission d'écoles forestières

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) propose, appuyé par le représentant de Terrebonne (l'honorable M. David), que l'ordre du jour appelant la deuxième lecture du bill 233 créant une commission d'écoles forestières soit révoqué et que le bill soit retiré.
Adopté. Le bill est retiré.

Questions et réponses:

Conseil provincial du prêt agricole canadien

M. Guertin (Hull): 1. À quelle date le Conseil provincial du prêt agricole canadien, nommé en vertu de 18 George V, chapitre 30, a-t-il commencé ses activités?

2. Quels sont: *a.* les membres; *b.* le personnel dudit Conseil, et quels sont les titres et attributions de chacun d'eux?

3. Quel est le salaire: *a.* de chacun des membres dudit Conseil; *b.* de chacun des membres du personnel?

4. À quelle date chacun d'eux a-t-il été nommé?

5. Avant cette nomination, quelle était la profession ou l'occupation de chacun d'eux?

6. Combien le Conseil provincial de prêt agricole canadien a-t-il de bureaux permanents?

7. Où sont-ils situés, et à quelle date a été établi chacun d'eux?

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): L'organisation du prêt agricole relève du gouvernement du Canada, et le gouvernement provincial n'a pas les renseignements voulus pour répondre à ces questions.

Internationale Paper Co.

M. Blain (Montréal-Dorion): 1. Quels sont les noms des ingénieurs forestiers dont le district d'inspection renferme des concessions forestières affermées à la Internationale Paper Co.?

2. Le gouvernement a-t-il, au cours des années 1927, 1928 et 1929, passé des ordres en conseil autorisant l'International Paper Co. à couper des bois d'un diamètre plus petit que le diamètre légal?

3. Dans l'affirmative, dans le bassin de quelles rivières?

4. Des coupes illégales ont-elles été rapportées au ministère des Terres et Forêts par ses ingénieurs ou par d'autres?

5. Quel est le montant exact des comptes pour infractions à la loi du diamètre légal envoyés à la International Paper Co., pour ses opérations de l'année 1929?

6. Quelle somme cette compagnie a-t-elle payée pour lesdites infractions?

L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay):

1. MM. Hélie, Martel, Kieffer, Guilmette, Trottier, Roy et Boissonneault, ingénieurs forestiers et chefs de districts.

2. Oui, en 1928 et en 1929, suivant les dispositions de la loi des inventaires forestiers.

3. Rivières Saint-Maurice, Ottawa, York, Dartmouth, Pentecôte, et région de l'Abitibi.

4. Oui.

5. Des comptes préliminaires pour \$8,359.50 ont été adressés à la compagnie, durant l'année 1929, mais le département des Terres et Forêts attend le résultat des réinspections du printemps pour établir le montant final des réclamations pour infractions.

6. La compagnie a déjà payé \$2,666; le reste des comptes est en suspens, en attendant la réinspection des coupes.

Demandes de documents:

Affermage de la forêt

M. Crépeau (Sherbrooke) propose, appuyé par le représentant de Montréal-Dorion (M. Blain), qu'il soit mis devant cette Chambre un état indiquant: en quelles années les 80,188 milles carrés des forêts de notre province ont été affermés, et combien de milles carrés ont été affermés chacune desdites années.

Adopté.

Affermage des limites à bois

M. Delisle (Chicoutimi) propose, appuyé par le représentant de Chambly (M. Thurber), qu'il soit mis devant cette Chambre un état indiquant:

1. En outre des 80,186 milles carrés présentement affermés, y-a-t-il d'autres limites à bois affermées dans le passé; si oui, dire en quelles années elles l'ont été?

2. Quelles ont été les limites qui ont été louées pour la coupe de bois avant et depuis la Confédération, donnant pour chacune la date et le mode de location, à qui loué, la superficie originale en milles carrés, la prime d'affermage?

3. Quels sont les détenteurs actuels des limites à bois qui ont été affermées avant et depuis la Confédération, et quelles en sont les superficies actuelles?

4. Quelles sont les limites à bois qui ont été annulées ou abandonnées depuis la Confédération?

Adopté.

Dépôt de documents:

Boulevard Perron à Cap-Chat

L'honorable M. David (Terrebonne) dépose sur le bureau de la Chambre la réponse à un ordre, en date du 11 mars 1930, pour la production de copie, toute correspondance, télégrammes, documents, contrats, etc., entre le ministère de la Voirie ou aucun de ses officiers et toute personne, au sujet de la confection du chemin dit boulevard Perron, dans les limites des municipalités du village Cap-Chat et de la paroisse Cap-Chat. (Document de la session no 73)

La séance est levée à 1 heure.

Deuxième séance du 3 avril 1930

Présidence de l'honorable T.-D. Bouchard

La séance est ouverte à 3 h 20.

Prière.

M. l'Orateur: À l'ordre Messieurs! Que les portes soient ouvertes²!

Questions et réponses:

Corporation des obligations municipales ltée

M. Tremblay (Maisonnette): 1. À quelle date la Corporation des obligations municipales ltée

a-t-elle déposé un sommaire conforme à l'article 103 ou à l'article 187 de la loi des compagnies de Québec, chaque année depuis qu'elle existe?

2. Quels étaient dans chaque cas: *a.* les noms; *b.* les adresses de ses directeurs?

L'honorable M. David (Terrebonne): 1. 30 décembre 1924; 28 avril 1928; 7 juillet 1928; 29 juin 1929.

2. *a.* D'après le sommaire du 20 décembre 1924: René Dupont, 116 Côte de la Montagne, Québec; J.-W. Simard, 116 Côte de la Montagne, Québec; J.-A. Larue, 71 rue Saint-Pierre, Québec.

D'après le sommaire du 28 avril 1928: René Dupont, 116 Côte de la Montagne, Québec; C.-E. Taschereau, Québec; J.-G. Raymond, Québec; Saint-Georges Lépinay, Québec.

D'après le sommaire du 7 juillet 1928: René Dupont, 116 Côte de la Montagne, Québec; J.-G. Raymond, Québec; Saint-Georges Lépinay, Québec; Mlle H. Feuilteau, Québec.

D'après le sommaire du 29 juin 1929: René Dupont, Québec.

Messages du lieutenant-gouverneur:

L'honorable M. McMaster (Compton) transmet à M. l'Orateur le message suivant de Son Honneur le lieutenant-gouverneur de la province³.

M. l'Orateur lit ledit message comme suit:

H. G. Carroll, le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, transmet à l'Assemblée législative le budget supplémentaire des dépenses pour l'exercice finissant le 30 juin 1931, conformément aux dispositions de la section 54 de l'Acte de l'Amérique du Nord britannique, 1867, et recommande ce budget à la considération de la Chambre.

Hôtel du Gouvernement
Québec, 3 avril 1930

(Document de la session no 1A)

L'honorable M. McMaster (Compton) propose que le message de Son Honneur le lieutenant-gouverneur soit renvoyé au comité de subsides, avec le budget supplémentaire qui l'accompagne.

Adopté.

Subsides

L'honorable M. McMaster (Compton) propose, selon l'ordre du jour, que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil pour que la Chambre se forme de nouveau en comité des subsides.

Adopté.

M. Guertin (Hull): À la suite du barrage sur la rivière Gatineau, toute une région de colonisation a été inondée. La visite du ministre de la Voirie (l'honorable M. Perrault) dans mon comté a soulevé certains commentaires au sujet des inondations. Les propriétaires riverains n'étaient pas encore indemnisés au mois de mai. La situation était très grave. Il a reçu de nombreux cultivateurs dont les terres avaient été inondées, ce qui les a empêchés de semer et leur a fait perdre les récoltes de toute une année. Lorsque l'honorable ministre de la Voirie a visité Hull, j'aurais voulu lui signaler les dégâts causés par la régularisation des eaux de cette rivière. Malheureusement, je n'ai pu rencontrer l'honorable ministre, qui a surtout fait de la politique.

Le gouvernement aurait dû contrôler ces travaux. Il doit exercer un contrôle dès maintenant sur l'entreprise de la Gatineau Power. S'il ne fait pas cela, nous aurons de nouveaux dégâts, et peut-être des pertes de vie à enregistrer. L'eau a monté soudainement, en quelques heures, de sept pieds, en une occasion, dans le village de Maniwaki. Plusieurs personnes ont failli périr; des magasins ont été inondés et des colons ruinés.

J'ai demandé au ministre de la Voirie (l'honorable M. Perrault) de venir à l'aide des gens. Il m'a répondu en disant que je ne connaissais pas mon affaire. Il prétendit que c'était à la Gatineau Power qu'il fallait s'adresser et que c'était à la Gatineau Power à intervenir. On a fait des instances au gouvernement, mais à Québec, les intéressés ne semblaient pas réaliser la situation.

Il (M. Guertin) cite plusieurs articles de journaux pour montrer l'étendue des dommages. Il reconnaît que le gouvernement a versé \$25,000 en compensation aux cultivateurs, mais il affirme que les dommages subis sont plus élevés et les estime à \$100,000. Il parle de l'inondation de la route entre Hull et Maniwaki, de l'interruption des activités pendant plusieurs jours et de la fermeture des écoles à cause des inondations, qu'il déclare avoir été les pires de toute l'histoire de la vallée de la Gatineau. Il tient la Commission des eaux courantes du Québec responsable de l'augmentation des eaux provenant du barrage réservoir Mercier sur la partie supérieure de la rivière. Ce barrage, dit-il, est contrôlé par la Commission, et les inondations ont été causées par

des employés effectuant des essais et jouant avec l'immense volume d'eau retenu par les écluses. Le gouvernement est responsable de ces dommages, à cause de l'incurie dont il a fait preuve dans l'affaire.

Au cours de la dernière année, la Commission des eaux courantes a tiré du barrage \$60,000 en revenus, et le gouvernement peut largement se permettre de verser une indemnité suffisante aux cultivateurs qui ont subi de si lourdes pertes, en raison des inondations.

Voyons maintenant qui avait raison; le ministre de la Voirie ou le député de Hull? Mon honorable ami disait que la compagnie était seule responsable. Pourtant, le gouvernement aurait pu exercer un meilleur contrôle sur la régularisation des eaux. On a prétendu que l'inondation était due à la fonte des neiges. Il y a en a eu des fontes de neige, les autres années, mais jamais d'inondation de ce genre.

J'ai un devoir à remplir, devoir désagréable, avant de reprendre mon siège. La Commission a décidé de construire un mur de soutien à Maniwaki. Les travaux sont commencés depuis quelques semaines et l'on s'est plaint d'un agent qui se dit le représentant du gouvernement qui emploie les gens, distribue les faveurs, mais qui demande...

L'honorable M. Taschereau (Montmorency):
Nommez-le cet homme? Quel est son nom?

M. Guertin (Hull): C'est M. Legault, de Maniwaki. Cet agent oblige les gens à acheter chez le même marchand sur Maniwaki, au risque de ne pas trouver d'emploi sur ce chantier. C'est une pratique condamnable.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency):
Quel est le nom du marchand?

M. Guertin (Hull): J'aimerais mieux le donner privément à l'honorable premier ministre. J'espère qu'il n'exigera pas de moi que je nomme ceux qui m'ont renseigné. Ce marchand est M. Cabana, maire de Maniwaki. Les autres marchands sont condamnés à crever de faim. J'espère que le gouvernement va faire cesser cette discrimination. En terminant, je demande au gouvernement de protéger ces cultivateurs contre les inondations qui pourraient se produire ce printemps.

L'honorable M. Perrault (Arthabaska):
(Se lève)
(Applaudissements)

M. l'Orateur, il est vrai que j'ai visité la région de la Gatineau. Je me suis arrêté à Gracefield et Maniwaki. J'ai eu l'occasion de visiter Hull en août dernier. Dans ma tournée, je me suis cependant aperçu que l'honorable député du comté de Hull m'avait précédé...

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Pour pavoiser.

L'honorable M. Perrault (Arthabaska): Il avait pavoisé la route de discours. J'ai examiné la situation. Les dommages causés ne sont pas dus à l'incurie du gouvernement. C'est la fonte des neiges qui a fait naître cette situation. Pendant ce voyage, j'ai maintes fois parlé de la chose, et la population a été satisfaite de mes déclarations. J'ai déclaré que le barrage était construit par la compagnie Gatineau Power et que les dommages devaient être payés par la compagnie. J'ai promis de plus aux colons qui avaient subi des dégâts que je verrais mon collègue, l'honorable ministre des Terres et Forêts (M. Mercier fils), pour lui demander de presser le règlement des réclamations.

En arrivant à Québec, mon collègue des Terres m'a informé que la Commission des eaux courantes s'occupait de l'affaire, et en effet tous les cas ont été réglés... Seulement deux réclamations n'ont pas été réglées. L'honorable député de Hull a déclaré que j'avais fait de la politique avec cela. C'est plutôt lui qui en a fait, car il a essayé d'exploiter cette situation pour des fins politiques.

Le député de Hull (M. Guertin), a beaucoup parlé politique et a dit beaucoup de choses qui ne collent pas aux faits. Je rejette la déclaration du député de Hull selon laquelle des employés de la Commission des eaux courantes du Québec auraient commis des erreurs, alors qu'ils étaient responsables, au barrage, de régler le débit de l'eau.

La Commission des eaux courantes et le gouvernement se sont entendus pour régler les réclamations, et tout le monde a été satisfait. Le gouvernement provincial a donné suite à toutes les promesses qu'il avait faites au cours de sa visite dans la région de la Gatineau. Je laisse à mon collègue, l'honorable ministre des Terres et Forêts (M. Mercier fils), le soin d'expliquer l'affaire au point de vue technique.

L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay):
Je regrette que l'honorable député de Hull ait amené cette question à la fin de la session. Il veut faire une deuxième petite tragédie, comme celle du lac Saint-Jean, et il essaie d'en tirer un bénéfice politique, pas

autre chose. C'est la pire politique que l'on puisse chercher à faire dans un pays. Il est vrai qu'il y a eu des dommages causés par l'inondation. C'est un malheur, mais c'est une bien piètre politique que d'exploiter ces malheurs au bénéfice d'un parti. Il y a eu inondation sur la Gatineau, mais elle n'a pas été pire que celles qui se sont produites les dernières années.

M. Guertin (Hull): En quelle année?

L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay): J'aurais aimé que la question fût soulevée plus tôt, car j'aurais consulté le rapport des ingénieurs qui sont allés faire des observations. Que l'honorable député consulte les rapports. Le gouvernement fédéral note le débit de la rivière depuis deux décennies, et les chiffres enregistrés contredisent tout à fait l'affirmation du député de Hull, selon laquelle les inondations de l'année dernière ont été les pires qu'on ait jamais vues. Il y a 15 ans que le gouvernement fédéral a commencé des travaux pour prévenir les inondations, en faisant faire des travaux pour empêcher les érosions sur les rives de la rivière.

M. Guertin (Hull): Quelle est la cause réelle des inondations? La fonte des neiges, je suppose.

L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay): La véritable cause des inondations, c'est la fonte des neiges, suivie de pluies torrentielles. Ce fut souvent cela, et rien d'autre. Dans de telles circonstances, il est impossible de les prévenir par quelque intervention humaine que ce soit, bien que la construction de barrages réservoirs ait beaucoup contribué à régulariser les régimes de crue.

M. Guertin (Hull): C'est pour cela qu'on a attendu deux semaines avant d'ouvrir les portes.

L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay): Je mets mon collègue au défi de répéter ce qu'il vient de dire et de prouver ce qu'il avance en ce moment. Où a-t-il pris ces renseignements? C'est là que l'on trompe le peuple... Dès que la Commission des eaux courantes a été mise au courant des inondations, elle a envoyé ses ingénieurs sur les lieux. C'est tout comme le cas de ce citoyen de Gracefield, qui a été cité. Que cet homme établisse ses titres à la propriété détruite et il aura son argent.

M. Guertin (Hull): C'est lui qui en dirigeait l'exploitation.

L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay): En droit, ça ne tient pas debout. Que ce citoyen établisse qu'il est propriétaire, et s'il a subi des dommages, ils seront payés. Nous avons payé les intéressés. Tout s'est passé très bien. Nous avons payé en dommages sur la Gatineau, une somme de \$27,000 à \$30,000, croyant que c'était notre devoir. Les réclamations ont été réglées par l'ingénieur de la Commission des eaux courantes sans difficultés, ni publicité, et les cultivateurs sont satisfaits.

Comme l'a dit mon collègue de la voirie, toutes les réclamations ont été réglées sauf celles de deux personnes qui étaient absentes. Nous les paierons à leur retour. Nous avons réglé à la satisfaction des intéressés. Les règlements se sont faits sans bruit...

Il n'y avait pas là des agents qui allaient solliciter les intéressés et estimer les dommages à un fort montant sur lequel ils basaient le pourcentage de la commission qu'ils se faisaient payer par les intéressés. On a vu de ces agents ailleurs estimer à \$30,000 certains dommages, se faire payer une commission sur cette estimation de \$30,000, alors que les tribunaux accordaient à celui qui avait subi des dommages le cinquième du montant estimé par les agents.

Dans le cas de la compagnie Gatineau, on a construit un barrage. Une augmentation s'est produite dans le débit de la rivière. C'était un cas de force majeure. Quand mon honorable ami de Hull le voudra, à une prochaine session de la législature, s'il est encore ici, nous lui fournirons tous les renseignements qu'il demandera sur les travaux de barrage qui se font dans la province. Je suis prêt à donner tous les renseignements que mon honorable ami désirera obtenir.

(Applaudissements)

Adopté.

En comité:

L'honorable M. McMaster (Compton) propose: 1. Qu'un crédit n'excédant pas trois cent soixante-dix mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour l'entretien de certains édifices publics, pour l'exercice finissant le 30 juin 1931.

Adopté.

2. Qu'un crédit n'excédant pas six cents dollars soit ouvert à Sa Majesté loi des différends ouvriers de Québec, Statuts refondus, 1925, chapitre 97: traitement du registraire, pour l'exercice finissant le 30 juin 1931.

Adopté.

3. Qu'un crédit n'excédant pas trente et un mille huit cent cinquante dollars soit ouvert à Sa Majesté pour traitements, dépenses contingentes, etc., (Conseil législatif), pour l'exercice finissant le 30 juin 1931⁴.

Adopté.

4. Qu'un crédit n'excédant pas cent trente et un mille trois cents dollars soit ouvert à Sa Majesté pour traitements, dépenses contingentes, etc. (Assemblée législative), pour l'exercice finissant le 30 juin 1931.

Adopté.

5. Qu'un crédit n'excédant pas quatre-vingt-dix mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour Impression et reliure pour les deux Chambres de la Législature, Statuts refondus, chapitre 3, article 92, pour l'exercice finissant le 30 juin 1931.

Adopté.

6. Qu'un crédit n'excédant pas trente mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour impression, reliure et distribution des Statuts, (Assemblée législative), pour l'exercice finissant le 30 juin 1931.

Adopté.

7. Qu'un crédit n'excédant pas neuf mille sept cents dollars soit ouvert à Sa Majesté pour traitements, Statuts refondus, 1925, chapitre 10, article 36, tel que modifié par la loi 16 George V, chapitre 14, section 16, (gouvernement civil), pour l'exercice finissant le 30 juin 1931.

M. Blain (Montréal-Dorion): Est-ce que les employés sont satisfaits?

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Nous recevons des plaintes individuelles, venant d'employés qui voudraient changer leur classification. Mais, en général, nos fonctionnaires sont satisfaits.

M. Blain (Montréal-Dorion) s'informe du sort de différentes classes d'employés.

La résolution est adoptée.

L'honorable M. McMaster (Compton) propose: 8. Qu'un crédit n'excédant pas deux cent mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour dépenses contingentes des départements (gouvernement civil), pour l'exercice finissant le 30 juin 1931.

M. Blain (Montréal-Dorion): Mais comment! il y a une diminution de \$2,900! On veut diminuer les dépenses, alors.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): (Souriant) Oui. C'est depuis que nous avons un Écossais à la garde du Trésor.

L'honorable M. McMaster (Compton): Ça diminue, et il n'y a pas longtemps que je suis là. La diminution n'est pas forte, parce que le trésorier n'est pas beaucoup écossais. Il est plutôt Canadien.

(Rires)

La résolution est adoptée.

L'honorable M. McMaster (Compton) propose: 9. Qu'un crédit n'excédant pas un million deux cent soixante-dix-neuf mille cent dollars soit ouvert à Sa Majesté pour administration de la justice, pour l'exercice finissant le 30 juin 1931.

M. Blain (Montréal-Dorion): Qu'est-ce que le premier ministre pense de l'intervention de l'exécutif dans les affaires judiciaires?

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Précisez.

M. Blain (Montréal-Dorion): Est-ce que l'honorable premier ministre trouve qu'il y a amélioration dans l'administration de la justice?

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): La question est assez vague et vaste. Si l'honorable député veut savoir si la criminalité augmente, je lui dirai que le problème est grave. Le nombre des vols augmente, mais nous essayons de les réprimer et nous obtenons de bons résultats.

M. Blain (Montréal-Dorion): Dans l'affaire des conseillers de Pierreville. L'exécutif a cassé le jugement rendu.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Cela regardait le département des Affaires municipales. Un juge a annulé le jugement. Tout a été fait comme la loi le veut, et la question est pendante devant un juge. Le département des Affaires municipales a dit aux conseillers de siéger encore, en attendant que le jugement fût rendu.

M. Blain (Montréal-Dorion): Je m'oppose surtout à cette intervention pendant que la question est devant les tribunaux.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Il fallait marcher, vu que les conseillers n'étaient pas assez nombreux pour former quorum. Nous avons deux alternatives, soit de les nommer nous-mêmes ou de faire tenir une autre élection. Si nous avons

pris le premier venu dans la paroisse, on aurait crié: "politique rouge". Nous avons pris ceux qui avaient été élus une première fois.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): J'ai eu l'occasion de faire remarquer que le local de la police était peu convenable. Je crois que le gouvernement devrait donner un meilleur local à la police provinciale à Québec. Le local que la police occupe actuellement est absolument impropre. Si nous voulons avoir de bons hommes, traitons-les justement: il faut les loger convenablement. C'est mon impression que la police provinciale mérite beaucoup mieux. Si on ne partage pas cette opinion, je dis qu'on a une bien fausse impression de ce corps. Quand la police aura été mieux traitée, nous pourrions peut-être attendre plus d'elle.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Je m'accorde avec l'honorable député des Deux-Montagnes (M. Sauvé). La police provinciale n'a pas de quartiers convenables. Lorsque la nouvelle bâtisse du parlement a été construite, nous pensions pouvoir améliorer les quartiers de la police. Nous n'avons pas pu, car les autres départements ont pris tout l'espace. Nous songeons à louer une bâtisse pour y loger la police provinciale convenablement.

M. Blain (Montréal-Dorion): L'honorable premier ministre nous dira-t-il pourquoi le chef Lorrain a-t-il été démis de ses fonctions à la police provinciale?

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Je l'ai déjà dit, je ne dirai pas en public les raisons pour lesquelles un policier quitte le service du gouvernement. Je le répète, je crois qu'il n'est pas de l'intérêt général de donner des détails à ce sujet dans cette Chambre. M. Lorrain a quitté notre service. Il a été remplacé par M. Maurice Lalonde, avocat, un jeune homme de talent et très actif. Nous attendons beaucoup de lui. M. Lalonde, depuis qu'il est chef de la police provinciale, a visité les pays d'Europe. Il a acquis de l'expérience et des connaissances, et je crois qu'il occupera le poste que nous lui avons confié avec succès et honneur.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Je comprends qu'il faille user de discrétion, mais le cas de M. Lorrain est différent. C'est la Chambre qui le payait. La Chambre a tout de même le droit de savoir si M. Lorrain a fait son devoir. L'opposition prétendait qu'il était incompetent et le gouvernement nous

répondait que non. Un beau matin, nous avons appris que M. Lorrain avait donné sa démission. Pourquoi? A-t-il été forcé de le faire à cause d'un manquement à son devoir, parce qu'il était incompetent ou que l'on a voulu réorganiser la police?

L'honorable premier ministre et procureur général devrait le dire à la Chambre. Il doit être capable de nous informer de la chose. La démission du chef Lorrain a provoqué des commentaires. On devrait l'expliquer. En attendant, nous réclamons encore un changement dans la police, afin de dissiper les impressions créées dans certaines affaires étranges.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Le chef Lorrain a envoyé sa démission, sans que nous la lui demandions. Sa raison est connue de lui et de moi. S'il veut en donner les raisons, libre à lui, je ne le ferai pas moi-même.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): L'honorable premier ministre était-il satisfait de ses services?

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Je ne dirai jamais cela en public. Tant que j'aurai la direction du service secret de la police, je ne ferai pas de réponse à ces questions, à moins que la Chambre ne me fasse pas confiance. Tout le monde comprend que si les secrets de l'administration de la police, si les détails étaient dans le public, trop de gens pourraient profiter, pour fuir la justice, des détails qu'ils apprendraient. Je le répète, nous faisons l'impossible pour trouver de bons hommes; mais nos policiers sont souvent tentés au-delà de leurs forces. Le chef Lorrain a démissionné. Nous l'avons remplacé par un homme que nous croyons compétent. Je suis convaincu que M. Lalonde remplira avec succès ses fonctions. Je le répète, tant que j'aurai la police dans mon département, je ne livrerai pas ses secrets au public.

(Applaudissements)

M. Sauvé (Deux-Montagnes): J'aimerais à connaître cette affaire, cela m'aiderait peut-être à dissiper certains doutes. Le premier ministre a changé, dans le passé, il disait: "Notre police peut rivaliser avec toutes les autres du continent, et même de l'Europe. Notre chef offre toutes les garanties possibles". Évidemment, il a changé depuis ce temps-là.

M. Blain (Montréal-Dorion): Est-ce que M. Rioux est encore à la police provinciale? Est-il encore chef honoraire ou chef à honoraires?

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): M. Rioux a résigné comme membre de la police provinciale. Ce dernier a démissionné seul. Il est aujourd'hui à la tête d'une agence privée. C'était un bon détective et il a rendu de grands services à Québec, quand il était au service du gouvernement. Il a fait à un excellent travail

M. Blain (Montréal-Dorion): N'a-t-il pas résigné à la suite de l'affaire Renaud⁵?

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Pas du tout. Il a résigné de lui-même et il n'avait pas de raison de résigner à la suite de l'affaire Renaud.

M. Blain (Montréal-Dorion): Le détective Renaud travaillait avec M. Rioux. Renaud était détective.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Non. Renaud n'était ni détective ni constable. Il a été employé par M. Rioux comme "stool pigeon" et rien de plus. Mon honorable ami de Dorion lit des mauvais journaux. Je ne comprends pas pourquoi les conservateurs passent leur temps à parler de Rioux et Renaud. Ils en ont fait des épouvantails. Pourquoi? Il me semble qu'il n'y a rien d'épouvantable là-dedans. M. Rioux a été détective à l'emploi de la province. Il s'est servi d'un "stool pigeon". Il y en a dans toutes les polices. Ce genre de personne est une nécessité dans le travail policier et ces agents au service de la police sont utilisés par les corps de police de Montréal et de Québec et par la police provinciale.

M. Blain (Montréal-Dorion): Je ne suis pas en désaccord, dit-il, mais dans l'affaire Renaud, selon les renseignements que j'ai obtenus, il ne s'agit pas seulement d'un indicateur de police travaillant pour la police provinciale, mais de celui qui a organisé le vol.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): On a arrêté Renaud et il a été acquitté par le juge Fortier.

M. Blain (Montréal-Dorion): C'est parce qu'il avait un alibi.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Non, le juge a dit que même s'il n'avait pas eu d'alibi, il ne l'aurait pas déclaré coupable. Le député est mal informé. Les conservateurs de sa ville ont crié l'affaire Renaud sur les toits. Le député devrait obtenir ses informations de meilleure source.

M. Blain (Montréal-Dorion): Je lis *Le Soleil* qui ferait un excellent "stool pigeon". C'est drôle comme *Le Soleil* a facilement réussi à fausser l'opinion avec cette affaire.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Le député aurait avantage à lire les journaux. Il serait mieux informé s'il le faisait, mais il lit de mauvais journaux. Renaud a rendu des services utiles, mais il n'est pas constable et, de toute façon, ce sont les juges et non le gouvernement qui nomment les constables.

M. Blain (Montréal-Dorion): Qu'on ait des "stool pigeons" pour aider, très bien, mais je n'admets pas qu'il y ait des stool pigeons qui organisent des crimes.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Je n'admets pas cela, moi non plus. Je suis de cette opinion-là, moi aussi.

M. Blain (Montréal-Dorion): Je ne peux approuver les méthodes utilisées par les policiers provinciaux qui font des menaces ou des promesses aux prisonniers. Cela, dit-il, est contre la loi.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Cela est bien vrai, mais il faut décider si on croira l'accusé ou les agents de police. Lorsqu'un accusé apparaît devant la cour et qu'on lit une confession, la déclaration classique de l'accusé est qu'on lui a fait des promesses ou des menaces. Aux États-Unis, des prisonniers se font cuisiner, même torturer. C'est mal, mais peut-on toujours croire les affirmations des prisonniers qui déclarent qu'ils ont été l'objet de tels traitements?

M. Blain (Montréal-Dorion): Le procureur général dit qu'il n'aime pas le système du "stool pigeon". Va-t-il approuver celui de la police provinciale, dans laquelle, il y a des gens qui n'ont aucune aptitude, des gens qui étaient des commis de bars?

Est-ce là une préparation? On improvise policiers des hommes de tout métier, dans la police provinciale. J'en ai connu qui avaient été barbiers.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Mais c'est un métier très honorable.

M. Blain (Montréal-Dorion): Je ne nie pas cela.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Vous auriez dû entendre ce matin l'éloge qu'on a fait d'un homme qui a débuté bien modestement.

M. Blain (Montréal-Dorion): Il a commencé de bonne heure, ce citoyen dont vous parlez.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Un policier ne peut pas venir au monde avec son uniforme sur le dos.

M. Blain (Montréal-Dorion): Je comprends qu'on ne peut pas naître avec un bâton de police dans les mains. Il y a des hommes dans la force policière provinciale qui ne sont absolument pas faits pour le travail de détective. J'ai vu des policiers qui avaient fait toutes sortes de choses avant d'entrer dans la police provinciale. Je dis que d'être employé comme commis de bars n'est pas une préparation pour être policier.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Ils avaient droit de faire d'autre chose, avant d'être policiers.

M. Blain (Montréal-Dorion): La formation de policier ne se donne pas dans une taverne ou un salon de barbier, où on irait recruter une personne à l'âge de 50 ans pour en faire un policier.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Un homme doit bien commencer quelque part et il faut s'attendre à ce que les nouvelles recrues des corps de police en aient encore à apprendre en ce qui concerne le travail d'un policier. Comment faudrait-il les former?

M. Blain (Montréal-Dorion): Eh bien! D'abord, il leur faudrait commencer tôt, à l'âge de 21 ans, disons.

M. Renaud (Laval): Faut être voleur.

M. Blain (Montréal-Dorion): Prenons un exemple à Montréal. La police a des instructeurs et fait suivre un entraînement aux policiers.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Nous faisons la même chose.

M. Blain (Montréal-Dorion): Je connais M. Maurice Lalonde, le nouveau chef de la police provinciale. On a envoyé M. Lalonde à Scotland Yard. J'espère que la province va profiter de ce qu'il

a appris là-bas. J'espère qu'il nous donnera un corps de policiers qui nous fera honneur.

À Montréal, il paraît qu'on a donné des instructions de n'arrêter personne, le samedi soir, parce que cela oblige les juges d'être à leur poste.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Un juge n'a pas le droit de faire cela.

La résolution est adoptée.

L'honorable M. McMaster (Compton) propose: 10. Qu'un crédit n'excédant pas dix-huit mille deux cents dollars soit ouvert à Sa Majesté pour les juges de la cour des sessions de la paix, constables et messagers à Québec et à Montréal, Statuts refondus, 1925, chapitre 145, articles 219-242, pour l'exercice finissant le 30 juin 1931.

Adopté.

11. Qu'un crédit n'excédant pas vingt mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour inspection des bureaux publics, asiles d'aliénés et prisons, pour l'exercice finissant le 30 juin 1931.

Adopté.

Résolutions à rapporter:

Le comité fait rapport qu'il a adopté plusieurs résolutions et demande la permission de siéger de nouveau. Lesdites résolutions sont lues deux fois et adoptées.

Questions et réponses:

Thomas Maher

M. Rochette (Charlevoix-Saguenay): Est-ce que M. Thomas Maher, ingénieur forestier, a sollicité du travail ou des contrats du gouvernement ou du ministère des Terres et Forêts durant l'année 1929?

L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay): Oui.

Dépôt de documents:

Cantonniers à Cap-Chat

L'honorable M. David (Terrebonne) dépose sur le bureau de la Chambre la réponse à un

ordre, en date du 28 mars 1930, pour la production de copie toute correspondance, télégrammes, documents, etc., entre le ministère de la Voirie ou aucun de ses officiers ou toute autre personne au sujet de la nomination de cantonniers pour Cap-Chat en 1928 et en 1929. (Document de la session no 74)

Arbres d'ornement à Cap-Chat

L'honorable M. David (Terrebonne) dépose sur le bureau de la Chambre la réponse à un ordre, en date du 28 mars 1930, pour la production de copie toute correspondance, télégrammes, documents, etc., au sujet de la plantation d'arbres d'ornement, le long du boulevard Perron, dans les municipalités du village Cap-Chat et de la paroisse Cap-Chat, ainsi que les connaissances des arbres envoyés par le ministère de la Voirie. (Document de la session no 75)

The Eureka Mines

L'honorable M. David (Terrebonne) dépose sur le bureau de la Chambre la réponse à un ordre, en date du 2 avril 1930, pour la production de copie, toute correspondance relativement à The Eureka Mines Limited entre toute personne et le service des mines ou tout autre département, copie de prospectus et de rapports, transmis au secrétaire de la province, au contrôleur du revenu par cette compagnie ou ses officiers. (Document de la session no 76)

La séance est levée à 6 heures.

Troisième séance du 3 avril 1930

Présidence de l'honorable T.-D. Bouchard

La séance est ouverte à 9 heures.

Prière.

M. l'Orateur: À l'ordre Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

Messages du Conseil législatif:

M. l'Orateur informe la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté, sans amendement, les bills suivants:

- bill 38 modifiant les Statuts refondus concernant la réorganisation de certains départements;
- bill 42 modifiant la loi des mines de Québec;
- bill 53 modifiant la loi 3 George V, chapitre 6, accordant des pouvoirs additionnels à la Commission des eaux courantes de Québec;
- bill 60 modifiant la loi des cités et villes;
- bill 167 modifiant la loi des dentistes de Québec;
- bill 175 modifiant la loi du Barreau;
- bill 177 modifiant l'article 398 du Code municipal concernant l'aide aux hôpitaux ou aux établissements de charité;
- bill 178 modifiant la loi des cités et villes concernant l'aide aux hôpitaux ou institutions charitables;
- bill 181 modifiant l'article 455 et édictant l'article 949a du Code civil;
- bill 183 modifiant la loi relative aux rues publiques;
- bill 184 modifiant la loi des cités et villes relativement à l'approbation, au scrutin secret, de certains règlements par les électeurs;
- bill 185 modifiant la loi de l'expropriation;
- bill 193 modifiant le Code civil relativement aux prêts hypothécaires;
- bill 194 modifiant l'article 700 du Code municipal relativement à l'imposition de certaines taxes;
- bill 197 modifiant la loi des cités et villes;
- bill 198 modifiant la loi des licences de mariage;
- bill 205 modifiant la loi de la chasse;
- bill 206 détachant certains lots du district électoral de Drummond et les annexant au district électoral d'Arthabaska pour toutes les fins;
- bill 207 modifiant la loi concernant la construction et l'entretien d'un pont sur le fleuve Saint-Laurent à Caughnawaga;
- bill 211 modifiant la loi des vues animées, relativement aux annonces dans les journaux;
- bill 213 pourvoyant à la construction d'un pont sur la rivière des Prairies;
- bill 214 modifiant la loi des syndicats coopératifs de Québec relativement à l'inspection de certains syndicats;
- bill 215 accordant juridiction concurrente au tribunal du district judiciaire d'Arthabaska sur certains cantons dans les districts électoraux de Richmond et de Wolfe;

- bill 221 modifiant la loi des paratonnerres;
- bill 223 modifiant la loi de l'instruction publique relativement aux résolutions concernant les emprunts;
- bill 224 concernant la construction d'un pont sur la baie de Gaspé;
- bill 225 modifiant la loi des compagnies de télégraphe;
- bill 227 modifiant la loi des écoles techniques.

Demandes de documents:

Entretien de la route nationale autour du lac Saint-Jean

M. Tremblay (Maisonnette) propose, appuyé par le représentant de Montréal-Dorion (M. Blain), qu'il soit mis devant cette Chambre: un état indiquant: 1. Si l'entrepreneur de l'entretien de la route nationale autour du lac Saint-Jean, M. E.-R. Truchon, de Roberval, a été percepteur du revenu pour la division ouest du Lac-Saint-Jean, et si oui, a-t-il été destitué comme percepteur;

2. Dans l'affirmative, quelle fut la raison de sa destitution;

3. Des plaintes avaient-elles été portées contre lui et de quelle nature étaient ces plaintes.

Adopté.

Questions et réponses:

J.-C. Lislois

M. Blain (Montréal-Dorion): 1. Pendant la suspension du shérif J.-C. Lislois, de Montmagny, y a-t-il eu des vols à la prison de Montmagny?

2. Si oui, quelle est leur nature?

3. Les coupables ont-ils été punis?

L'honorable M. Taschereau (Montmorency):

1. Non.

2. ...

3. ...

Roger Mercier

M. Blain (Montréal-Dorion): 1. Un nommé Roger Mercier, de Montmagny, a-t-il été condamné par le magistrat Fiset, le 2 octobre 1929, pour offense contre la loi des liqueurs?

2. Ledit Roger Mercier a-t-il purgé sa sentence?

3. Qui était son avocat?

4. Qui a payé ses frais?

L'honorable M. Taschereau (Montmorency):

1. Oui, le 29 octobre 1929.

2. Il est actuellement à purger sa sentence à la prison de Québec.

3. M. René Paré.

4. Mercier devra les payer ou faire trois mois additionnels.

Demandes de documents:

Tuberculose bovine

Conformément à l'ordre du jour la Chambre reprend le débat ajourné le jeudi 6 mars sur la motion à l'effet qu'il soit déposé sur le bureau de la Chambre: Copie de toute correspondance échangée, depuis mai 1927, entre le gouvernement et toute personne au sujet de la tuberculose bovine, et les épreuves de tuberculine dans les comtés de Joliette, Montcalm, L'Assomption, Laval, Jacques-Cartier et Terrebonne.

La motion étant mise aux voix, la Chambre l'adopte.

Éducation dans la province

M. Sauvé (Deux-Montagnes) propose, appuyé par le représentant de Montréal-Dorion (M. Blain), qu'il soit mis devant cette Chambre copie de toute correspondance, etc., entre le gouvernement et toute personne relativement à l'éducation dans la province de Québec.

Adopté.

Seigneurie Thomas

M. Casgrain (Témiscouata) propose, appuyé par le représentant de Missisquoi (M. Saurette), qu'il soit mis devant cette Chambre copie de toute correspondance, depuis 1927, entre le gouvernement et toute personne concernant la seigneurie Thomas, dans le comté de Témiscouata.

M. l'Orateur, la seigneurie Thomas intéresse le comté de Témiscouata. Je demande simplement la

production de la correspondance, afin de savoir ce qui a été fait au sujet de la propriété de cette succession et nous aurons l'occasion d'en parler à la prochaine session.

Adopté.

Économie rurale

M. Rochette (Charlevoix-Saguenay) propose, appuyé par le représentant des Îles-de-la-Madeleine (M. Caron), qu'il soit mis devant cette Chambre copie de toute correspondance, etc., depuis 1927, entre le gouvernement et toute personne, relativement à l'économie rurale, spécialement quant aux arts domestiques et aux petites industries de la campagne.

Des députés: Adopté! Adopté⁶!

M. Rochette (Charlevoix): Le ministère de l'Agriculture, depuis au-delà de 30 ans, a cherché à rendre l'exploitation agricole plus payante, à aider l'agriculture dans la solution de tous ses problèmes, et à améliorer le sort de notre classe agricole. Les activités déployées en ce sens sont particulièrement remarquables.

La motion que j'ai inscrite sur l'ordre du jour me donne l'opportunité de considérer certaines activités et initiatives du service d'économie rurale, surtout celles qui intéressent spécialement mon comté Charlevoix-Saguenay.

Le service d'économie rurale, sous l'habile direction de M. J.-H. Bois, a un vaste champ d'action, puisque sa juridiction comprend les sections grande culture, construction rurale, publications agricoles et *Journal d'agriculture*, industrie sucrière et, enfin, l'économie domestique.

La Chambre me permettra d'étudier brièvement cette importante question de l'économie domestique, dont les principales activités peuvent se grouper sous les chefs suivants: arts rustiques, propagandes en faveur des industries domestiques, cours populaires ménagers et cercles de fermières.

Depuis bon nombre d'années, plusieurs pays du monde ont donné une attention spéciale aux petites industries rurales. Partout, l'introduction de la vapeur et du machinisme avait tué ou gravement affaibli toutes les petites industries de la campagne, et ce fut partout la première cause de l'exode des habitants des centres ruraux.

En France, le mal sévissait déjà en 1905, et M. Ardouin-Dumazet fut chargé par le gouvernement

de la République de faire enquête dans tous les départements de la France. De 1910 à 1912, il publia le résultat de ses études.

Partout on ressentit le même mal et, depuis de nombreuses années, on lança une grande campagne de régénération des arts rustiques.

Grand congrès des arts populaires à Prague, du 7 au 15 octobre 1928, où furent représentées 23 nations sous l'instigation de la Commission internationale de coopération Intellectuelle de la Société des Nations. Nous avions l'honneur d'être représentés à ce congrès si opportun par M. Georges Bouchard, député de Kamouraska.

C'est vers 1915 que l'honorable M. Caron entreprit la résurrection des activités ménagères. Pour créer de nouveaux venus à la classe agricole, M. Caron, entreprenant une vaste campagne de surproduction dans tous les domaines de l'agriculture québécoise, encouragea spécialement l'élevage du mouton, la production du lin et nos industries textiles domestiques. Le premier cercle des fermières fut fondé à Chicoutimi, en 1915, par l'intermédiaire de MM. Georges Bouchard, aujourd'hui député de Kamouraska, et Alphonse Désilets, du ministère de l'Agriculture, deux des meilleurs amis, et parmi les meilleurs initiateurs du mouvement vers la régénérescence de nos arts domestiques.

Depuis cette époque, le tourisme et la voirie se développent, nos ingénieuses fermières ont accompli une œuvre immense; elles ont perfectionné les méthodes de cardage et de filage de laine, amélioré le brayage du lin, et remis en honneur partout les métiers domestiques.

Après le départ de M. Caron, nos arts domestiques furent heureux de trouver en M. Perron un bon ami, gagné d'avance à leur cause. Dès octobre 1929, M. Perron, à l'exposition des arts domestiques, tenue à la Galerie des arts, à Montréal, par la Canadian Handicraft Guild, dit tout ce que le gouvernement voulait faire pour favoriser le mouvement. Exposant la nécessité d'empêcher les arts domestiques d'autrefois de se perdre avec la génération qui passe, en les collectionnant, en les améliorant et en les établissant de nouveau, le ministre de l'Agriculture (l'honorable M. Perron) a déclaré que le gouvernement fera tout en son pouvoir pour conserver ce caractère particulier de notre province de Québec.

Dans deux semaines, a dit le ministre de l'Agriculture, je choisirai un homme qui sera placé à la tête du nouveau service des arts domestiques. Cet homme parcourra la province et prendra note de tous les produits aussi nombreux que variés de l'industrie

domestique. Il organisera un système qui, non seulement en assurera la perpétuité, mais verra également à en augmenter la fabrication, la qualité et la valeur, et je vous promets que le gouvernement fera tout ce qu'il est possible de faire pour la réussite du projet.

De plus, en septembre 1929, le ministre de l'Agriculture (l'honorable M. Perron) assurait le succès de la grande Exposition-vente, tenue au superbe hôtel de la Canada Steamship Lines Co., à la Malbaie, comté de Charlevoix. Enfin, l'honorable ministre de l'Agriculture coopère avec la Canada Steamship Lines Co. dans une vaste entreprise pour aider, développer les industries domestiques, et favoriser la vente de ces produits.

Dans cette belle campagne pour régénérer et même ressusciter quand nécessaire, chez nous, les arts domestiques ruraux, il me fait plaisir de mentionner spécialement l'œuvre féconde du *Progrès du Saguenay* qui a mené à bonne fin une grande enquête dans toute la région de Chicoutimi et Lac-Saint-Jean, au cours de l'automne dernier et cet hiver. Les magnifiques rapports de cette enquête ont été publiés par le journal, et je n'ai nul doute que ce bon travail portera des fruits merveilleux. Il me sera permis de féliciter sincèrement le vaillant rédacteur du *Progrès du Saguenay*, M. Eugène L'Heureux et tous ceux qui ont collaboré à son entreprise.

Nous pouvons donc espérer, chez nous, pour l'avenir, un développement considérable, tant pour les arts rustiques que pour la petite industrie.

Qui ne connaît pas l'art délicat de nos grands-mères qui fabriquaient de leurs mains, malgré le dur labeur de la famille, des objets souvent magnifiques et d'un goût exquis? Dans bien des endroits, ces arts domestiques se sont perpétués jusqu'à ce jour. Dans Charlevoix surtout, grâce au marché facile apporté par le grand nombre de touristes qui, chaque saison, visitent ce beau comté, les arts domestiques sont restés en grand honneur. Des objets divers ont été vendus aux touristes à la Pointe-au-Pic, comté de Charlevoix, en 1927, pour \$30,000. Dans la petite paroisse de Sainte-Agnès, comté de Charlevoix, pendant la même durée, nos cultivateurs de l'endroit vendaient à eux-seuls pour \$60,000 de ces produits.

Ces articles que l'on peut ainsi fabriquer à la maison sont nombreux. Je mentionnerai les principaux: tissus divers, étoffe du pays, homespun, tels que tapis, catalognes, rideaux, toiles de lin canadien de toute qualité et description, objets spéciaux, tels que ceintures fléchées, tuques, mitaines, chandails, couverture, tels que couvre-pieds, couvertes baisseuses, couvertes crochetées, à fils tirés, etc., etc.

La régénérescence ou la résurrection de ces arts populaires est aujourd'hui une nécessité. Il faut cependant les faire évoluer en harmonie avec notre vie et les moderniser. Il faut cultiver le goût et ne faire produire que de beaux produits. Adaptation de ces occupations précieuses aux aptitudes et aux goûts suivant les circonstances de lieu, de temps et de personne, ce qui sera le meilleur moyen d'enrayer l'exode de nos gens vers la ville ou l'étranger, ces occupations familiales seront même moralisatrices en donnant de l'emploi salubre et lucratif à toute la maisonnée. C'est avant tout une œuvre de coopération, coopération dans la production, mais surtout pour la vente.

La raison pourquoi nos arts domestiques ont souvent périclité, c'est que le cultivateur était souvent obligé de vendre ces produits à vils prix. Est-ce que ce n'est pas désolant de voir l'étoffe du pays, qu'on ne fabrique presque plus, se vendre au touriste, à Québec, jusqu'à \$8 et \$10 la verge, quand notre cultivateur n'en trouverait souvent pas \$1.50.

La coopération et l'organisation de la vente et des marchés résoudront le problème. Une organisation merveilleuse qui nous aidera à développer davantage l'industrie, c'est le cercle des fermières. Nos fermières, à travers toute la province, accomplissent une œuvre sociale. Elles font une propagande magnifique. Mieux aidées et parfaitement secondées, elles feront des merveilles.

Voici quelques statistiques de ces cercles:

- 124 cercles: 7,300 membres;
- Apicultrices: 527; total des ruches: 3,722;
- Avicultrices: 5,194; total des volailles: 129,504;
- Horticultrices: 6,001;
- Fermières gardant des moutons: 2,632; total des moutons: 24,235;
- Fermières cultivant le lin: 1,015; environ 400 arpents;
- Fileuses et tisseuses: 3,411; métiers ordinaires: 2,130; métiers automatiques: 12.

Nous avons dans Charlevoix trois cercles de fermières qui fonctionnent très bien. Deux possèdent un métier automatique.

Suggestions au département pour promouvoir la vente avantageuse des produits domestiques et faire en même temps une bonne annonce discrète et peu coûteuse: 1. Obtenir que chaque hôtelier de campagne et de ville aménage une ou plusieurs chambres "à la canadienne" entièrement aménagées avec des articles de confection domestique que les touristes pourraient voir. Exemples: le Château Frontenac et le Manoir Richelieu qui obtiennent pour

ces chambres jusqu'à \$25 par jour; 2. Obtenir le placement d'un dépôt de marchandises canadiennes rurales dans les hôtels de la province, pour écouler surtout les produits, œuvres des fermières; 3. Expositions annuelles et régionales; 4. Dépôt des produits et vente par la Coopérative centrale fédérée.

Combien de petites industries de toutes sortes pourraient être introduites, favorisées et développées dans nos centres ruraux pour y amener la paix, l'aisance et le bonheur. Les petites industries complémentaires, mises en honneur partout où les circonstances le permettraient, nous aideraient grandement à résoudre bien des problèmes. Il y a maintenant 7,000 femmes dans des fermes qui confectionnent de menus articles, et l'aide que le gouvernement a l'intention d'offrir rendra les cultivateurs et leurs familles plus satisfaits de la vie rurale, en plus de leur valoir des revenus plus substantiels à la fin de l'année.

Petite industrie de la laine et élevage du mouton. Les possibilités sont énormes, surtout dans certaines régions. Culture en grand du lin; filasse et toile. Présentement, 4,000 rouets et plus de 2,600 métiers domestiques filent le lin et tissent la toile en usage dans nos foyers ruraux. Nous devrions augmenter considérablement cette production et la consommation. Fabrication d'objets en bois ou autre par les enfants et même les adultes. De luxe, décoratifs ou utilitaires, on est souvent surpris par les talents naturels que l'on trouve à la campagne.

Ni développés, ni dirigés, ces talents ne font rien de pratique ou productif. Qui n'a vu ici ou là ces statues de bois, les modèles de voiliers ou vaisseaux faits par nos navigateurs? Même dans nos prisons et pénitenciers, on reste émerveillé de voir les menus objets sculptés par les prisonniers, sans aucune préparation, dans leurs longues heures de loisir. Et, pourtant, l'on sait combien ces petits "riens" rapportent aux familles rurales de Suisse, d'Allemagne, de Bohême et de toute l'Europe centrale.

Petite industrie du charbon de bois. Nous pourrions ainsi utiliser les déchets. Nous importons des États-Unis presque tout le charbon de bois que nous consommons. Apiculture et aviculture, etc., etc.

Pas besoin d'en dire davantage pour prouver la nécessité et l'avantage de restaurer et développer chez nous les arts rustiques et les petites industries. Nous avons la matière première, les circonstances s'y prêtent admirablement, le succès en est d'avance assuré, si nous procédons avec méthode et discernement. Ces petites industries stabiliseraient notre prospérité rurale.

Les arts domestiques ont été à l'honneur depuis quelques années. Un grand congrès a été tenu à Prague l'an dernier. M. Georges Bouchard, député fédéral de Rimouski, y représentait le Canada. Des expositions ont été tenues à Montréal et au Manoir Richelieu, à la Malbaie, l'été dernier, grâce au concours de l'honorable ministre de l'Agriculture. L'honorable ministre nous invite, ce soir, à visiter une exposition d'arts domestiques fort intéressante, qui vient de s'ouvrir à Québec, à la salle des Chevaliers de Colomb.

Je ne veux pas prolonger la session par un trop long discours, mais si le gouvernement me permettait, en terminant, quelques suggestions: 1. Établissements d'une section des arts rustiques et des petites industries appropriées dans chaque école technique, dans toutes les écoles industrielles et dans les orphelinats; 2. Enquête par toute la province pour trouver quelles sont les petites industries qui doivent survivre et continuer le mouvement local; 3. Nomination d'un expert dans chaque district pour activer et orienter le mouvement local, développer le goût, améliorer la production et enseigner la fabrication des meilleurs objets et les plus rémunérateurs; 4. Ouvrir des écoles locales et un conservatoire central; 5. Ouverture d'une école spéciale dans le comté de Charlevoix, où les arts domestiques et la petite industrie se sont perpétués jusqu'à ce jour de façon remarquable.

J'espère que l'honorable ministre de l'Agriculture continuera de s'occuper d'une façon toute spéciale de cette industrie, comme il l'a fait dans le passé.

(Applaudissements)

L'honorable M. Perron (Montcalm): (Se lève)

(Applaudissements)

M. l'Orateur, l'honorable député de Charlevoix-Saguenay (M. Rochette) mérite des félicitations pour avoir soulevé la question et pour l'intérêt qu'il porte aux arts domestiques dans la province. Son comté a des produits domestiques qui sont de toute beauté. Il représente un comté qui a su conserver actifs ses métiers et a fait l'admiration des étrangers, tant par la qualité de son travail que par l'importance de sa production.

Charlevoix-Saguenay a acquis une bonne réputation pour l'excellence du travail des femmes dans toutes les branches de l'industrie domestique, non seulement au Québec, mais sur tout le continent. Un certain nombre de nos comtés gardent encore en honneur cette industrie. Des travaux ont aussi été

faits, mais sur une moins grande échelle, dans d'autres parties de la province.

Nous avons étudié cette question des arts domestiques, et un relevé des travaux a été fait dans toute la province.

(Applaudissements)

Nous avons aussi fait faire une étude des méthodes et procédés en usage dans les autres pays. Nous avons constaté que, dans bien des endroits, le travail exécuté par nos fermières peut être favorablement comparé à celui fait ailleurs. Nous reconnaissons l'excellente contribution de nos écoles ménagères, nos cercles de fermières, nos institutions d'enseignement, ainsi que des associations telles que Handy Craft Guild et autres.

(Applaudissements)

Nos artistes et nos folkloristes se sont aussi intéressés au mouvement, et les compagnies de transport y ont apporté leur encouragement.

Il nous a fait plaisir aussi de voir l'intérêt apporté par nos populations rurales et même par nos populations urbaines dans ce travail des arts domestiques.

Mais, si dans plusieurs endroits, les travaux faits dénotent de l'habileté d'exécution et du bon goût, nous avons malheureusement constaté que d'autres travaux laissent à désirer, tant par la qualité des matériaux employés que par le choix des dessins et l'exécution du travail. Les marchandises faites sont souvent dépréciées par un manque de fini et par une mauvaise présentation. Nous croyons que l'étalage de tapis et de tissus sur les clôtures et les cordes à linge n'apprécie pas la valeur des marchandises.

Nous reconnaissons toutefois la bonne volonté des gens, et nous avons réalisé qu'il leur manque simplement certaines notions sur l'harmonie des lignes et la théorie des couleurs et que la connaissance de certains détails de fabrication leur serait très utile. Un choix judicieux des teintures serait approprié.

(Applaudissements)

Nos populations peuvent être assurées de l'encouragement du gouvernement pour les arts domestiques. Nous avons déjà jeté les bases d'une organisation pour encourager, non seulement les arts domestiques, mais aussi la petite industrie rurale et l'industrie des sous-produits de l'agriculture.

(Applaudissements)

Nous avons aussi recueilli des livres, des revues, des manuels et des albums de dessins, et cette bibliothèque sera ouverte au public dans quelques mois.

Nous donnerons, dès l'été prochain, pour le personnel enseignant, des cours spéciaux de tissage, de teinturerie, d'impression de tissus et de décoration, plusieurs modèles de métiers seront à leur disposition. Ces cours d'été seront pour les écoles ménagères et les institutions d'enseignement.

Au mois d'octobre prochain, nous commencerons nos cours réguliers pour le public.

Des conférencières et des institutrices iront visiter les écoles ménagères et les cercles de fermières ainsi que les associations ou sociétés qui en feraient la demande.

Ces personnes donneront des conférences et des cours sur nos arts domestiques.

Ces institutions sont actuellement à suivre, à l'étranger, des cours avancés d'arts domestiques.

(Applaudissements)

Un bureau de renseignement sera mis à la disposition des intéressés pour toutes les questions techniques et aussi les renseignements concernant l'approvisionnement de matières premières, ainsi que des exigences de la mode et des prix du marché.

Un laboratoire fera les recherches et les analyses nécessaires pour les arts domestiques, la petite industrie et l'industrie des sous-produits de l'agriculture.

Nous fournirons aux cercles des fermières les services d'un expert en teinture, pour leur enseigner les derniers perfectionnements apportés dans cet art, et nous indiquerons les sources d'approvisionnement de matières tinctoriales et avec les formules et recettes pour l'emploi des teintures végétales et des teintures synthétiques.

Nous ferons grouper les commandes, afin d'avoir les plus bas prix possibles. Nous encouragerons la petite industrie rurale et la formation d'artisans pratiques dans nos villages.

Le développement de cette petite industrie rurale permettra à un grand nombre de nos jeunes gens de rester dans leur village, au lieu de s'en aller dans les villes.

La petite industrie rurale comprendra surtout l'ébénisterie, la maroquinerie, la vannerie, la bibelotterie et la fabrication des jouets.

Cette petite industrie demande très peu d'outillage et d'espace, mais n'est pas tout à fait du domaine des arts domestiques, attendu qu'elle requiert généralement un local en dehors de la maison d'habitation.

(Applaudissements)

Nous voulons faire fabriquer à la campagne des meubles simples, mais solides et de bon goût, en se servant du bois de nos forêts, de l'étaupe récoltée

sur nos terres, et des tissus faits sur nos métiers avec de la laine de nos moutons.

Avec la tendance à l'art moderne, la fabrication du meuble est bien simplifiée et peut être faite facilement dans nos campagnes.

Le travail de maroquinerie nous permettra d'utiliser les peaux des moutons et nous enseignerons les diverses méthodes de travail et de décoration artistique du cuir.

Nous encouragerons les travaux de vannerie et nous ferons faire des paniers avec le frêne, l'aulne, l'osier, le jonc et la paille de blé. L'on pourra voir des spécimens de ce travail de vannerie lors de notre exposition.

La fabrication d'articles de bibelotterie nous permettra d'utiliser en grande partie la caséine de lait. Dans certains pays, on fait des articles pour la bibelotterie et la toilette avec des matières plastiques à base de caséine. La gallalithe, qui est une pierre de lait, est employée en Europe et aux États-Unis à fabriquer ces objets.

Nous encouragerons aussi la production de la caséine pour la grande industrie, tel que papier, textile, peinture, colle et couleurs.

La fabrication de jouets de bois découpés et décorés à domicile peut se faire une grande échelle. Les jouets de gallalithe seront aussi fabriqués.

Nous fournirons des livres techniques et des dessins tant pour les arts domestiques que pour la petite industrie rurale, et la bibliothèque et le musée seront à la disposition du public.

(Applaudissements)

Nous aiderons, par la publicité et autrement, les producteurs à écouler leurs produits et nous travaillerons à leur trouver des marchés.

Nous les encourageons à adopter des méthodes d'affaires et à produire suivant les exigences de la mode et les demandes du marché.

Pour remplacer l'étalage sur les clôtures le long de nos routes, nous demanderons aux propriétaires de certaines vieilles maisons abandonnées de restaurer ces constructions et de les aménager d'après les plans que nous leur fournissons, de façon à en faire des salles de thé et de ventes pour les objets d'arts domestiques durant la saison du tourisme, et nous aiderons au besoin ces propriétaires qui voudront bien faire leur part. Ceci nous permettra en même temps de démontrer le parti que peuvent tirer de ces vieilles maisons ceux qui en sont les propriétaires.

Nous donnerons notre aide, non seulement aux populations agricoles, mais nous aiderons les

gens de nos villages et même de nos villes. Nous encouragerons les institutions d'enseignement, les écoles ménagères, les sociétés et les associations, et même les particuliers dans les villes.

(Applaudissements)

Mais, tout en adoptant des méthodes d'affaires, nous viserons à la création d'un art canadien en nous inspirant de nos traditions. Nous demanderons la coopération de nos artistes canadiens et nous organiserons des concours dans nos écoles des beaux-arts avec primes pour les meilleurs dessins de tapis, tissus et autres objets d'arts domestiques.

Nous ferons aussi appel aux talents de ceux qui ont suivi des cours dans nos écoles techniques.

Nous voulons que ceux qui ont étudié dans nos écoles des beaux-arts et nos écoles techniques puissent gagner leur vie avec les connaissances qu'ils ont acquises dans ces écoles.

Le gouvernement est prêt à faire sa large part pour encourager le travail à domicile et la petite industrie rurale, et, avec la coopération de notre population, nous espérons que, dès le printemps 1931, nous pourrions offrir en vente au public de la province et aux touristes étrangers une collection considérablement augmentée et perfectionnée d'articles faits par nos gens avec des matières de chez nous.

(Applaudissements)

M. Sauvé (Deux-Montagnes) félicite, dit-il, l'honorable député de Montcalm de ses remarques et de l'encouragement qu'il donne aux arts domestiques. Il rend aussi hommage, poursuit-il, à l'honorable M. Joseph-Édouard Caron, pour l'essor qu'il a donné à cette branche de l'industrie rurale.

M. l'Orateur, nous avons discuté, l'an dernier en cette Chambre avec l'ancien ministre de l'Agriculture⁷ cette question des arts domestiques. Nous avons réclamé ce que l'honorable ministre vient de nous annoncer, et je m'en réjouis particulièrement.

L'honorable M. Perron (Montcalm): J'ai, dit-il, fait, avant la séance, l'ouverture d'une exposition à Québec. J'arrive de l'exposition des travaux domestiques; l'opposition y était invitée; pas un seul de ses membres n'est venu. J'aurais aimé y voir le chef honoraire. Nous avons fait une collection d'objets d'arts domestiques fabriqués dans 22 pays différents, et une exposition de cette collection a été ouverte ce soir. Elle est fort intéressante et j'invite mes honorables amis de la gauche à visiter cette exposition à la salle des Chevaliers de Colomb.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Est-ce encore ouvert?

L'honorable M. Perron (Montcalm): Oui, et j'espère que tous les membres de la gauche y viendront. C'est une exposition magnifique; elle prouve que les gens sont toujours attachés aux traditions et qu'on peut faire de grandes choses, à la condition d'avoir le soutien nécessaire. Cette exposition est le début d'une campagne que nous entreprenons. Nous aurons en octobre des cours réguliers pour les arts domestiques, des ateliers de peinture. Nous pourrions alors développer le goût des travaux domestiques. L'été prochain, j'ai l'intention de procéder à la formation d'un certain nombre d'instructeurs. Nous allons enseigner comment faire des jouets, des membres, etc., qui pourront être faits par nos femmes, nos jeunes filles et qui aideront beaucoup au développement de cette industrie.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): J'espère que cette politique ne sera pas une politique de jouets. Nous sommes fiers de voir qu'on s'intéressera à cette petite industrie. J'espère pouvoir visiter l'exposition avant de partir. Je remercie l'honorable ministre de l'Agriculture de nous avoir invités à visiter son exposition. J'aurais été heureux d'y aller ce soir, mais je la visiterai sûrement.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Nous irons ensemble demain, si vous voulez.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): S'il y a lieu. En attendant, je félicite le ministre de l'Agriculture de son attitude.

La motion est adoptée.

Questions de privilège:

École élémentaire d'Aylmer

M. Guertin (Hull) attire, dit-il, l'attention de l'honorable secrétaire de la province (M. David) sur une école d'Aylmer et réclame des crédits pour l'école élémentaire d'Aylmer. Je prie le gouvernement de bien vouloir augmenter les subsides aux écoles élémentaires, d'accorder au moins 40 % à 50 %.

Des délégations d'Aylmer sont venues à Québec à deux reprises solliciter un appui financier pour leur école, mais elles n'ont reçu que sept mille

dollars sur les trent-cinq mille demandés. Il soutient qu'au moins douze mille dollars auraient dû être accordés à cette école, compte tenu des circonstances.

L'honorable M. David (Terrebonne) ne fait aucune promesse formelle à ce sujet.

Subsides

L'honorable M. McMaster (Compton) propose, selon l'ordre du jour, que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil pour que la Chambre se forme de nouveau en comité des subsides.

Adopté.

En comité:

L'honorable M. McMaster (Compton) propose: 1. Qu'un crédit n'excédant pas vingt mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour institutions protestantes, Statuts refondus, 1925, chapitre 33, article 464 et chapitre 134, article 5, tel que modifié par la loi 17 George V, chapitre 40, section 1, pour l'exercice finissant le 30 juin 1931.

Adopté.

2. Qu'un crédit n'excédant pas cent quatre-vingt mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour inspection des écoles, pour l'exercice finissant le 30 juin 1931.

M. Blain (Montréal-Dorion) s'intéresse, dit-il, aux inspecteurs d'écoles. Est-ce que nous aurions pu leur payer leurs augmentations de salaires depuis 1925? L'honorable secrétaire de la province (M. David) ne m'a jamais dit pourquoi on ne payait pas ces arrérages.

L'honorable M. David (Terrebonne): Comme je l'ai annoncé déjà, nous avons réorganisé l'inspection des écoles et les inspecteurs sont satisfaits.

M. Blain (Montréal-Dorion): Dans la correspondance que l'honorable secrétaire de la province a produite, j'ai vu des lettres d'inspecteurs qui réclamaient leurs arrérages.

La résolution est adoptée.

L'honorable M. McMaster (Compton) propose: 3. Qu'un crédit n'excédant pas huit mille

dollars soit ouvert à Sa Majesté pour instituteurs à la retraite, pour l'exercice finissant le 30 juin 1931.

Adopté.

4. Qu'un crédit n'excédant pas trente-cinq mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour encouragement à la littérature et aux beaux-arts: livres de récompenses, reliure, etc., \$20,000; littérature, \$7,500; beaux-arts, \$7,500, pour l'exercice finissant le 30 juin 1931.

Adopté.

5. Qu'un crédit n'excédant pas quarante-cinq mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour écoles du soir et écoles de coupe, pour l'exercice finissant le 30 juin 1931.

Adopté.

6. Qu'un crédit n'excédant pas quatre-vingt-dix mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour écoles des beaux-arts de Québec et de Montréal, 12 George V, chapitre 55, article 12, pour l'exercice finissant le 30 juin 1931.

M. Blain (Montréal-Dorion): Le nombre des élèves augmente-t-il dans ces écoles?

L'honorable M. David (Terrebonne): Nous avons l'an dernier 671 élèves à l'École des beaux-arts de Montréal, et 311, à l'École des beaux-arts de Québec.

M. Blain (Montréal-Dorion): À quoi sert le montant destiné à l'encouragement aux beaux-arts?

L'honorable M. David (Terrebonne): À acheter les œuvres de nos artistes. Nous avons des articles qui font des chefs-d'œuvre. Je veux en nommer un, Horatio Walker, qui est venu s'installer, il y a 30 ans, à l'Île d'Orléans. Walker faisait des tableaux qu'il vendait aux millionnaires américains, dont la plupart représentent des thèmes exclusivement canadiens et qui sont très en demande dans les centres d'art du continent. Un jour, j'ai appris qu'on lui offrait à Boston \$15,000 pour une de ses toiles, une scène de chez nous. Je me suis permis de lui faire offrir \$5,000 au nom de la province de Québec. Il a refusé l'offre de Boston pour accepter la nôtre, et nous possédons aujourd'hui ce magnifique tableau.

La résolution est adoptée.

L'honorable M. McMaster (Compton) propose: 7. Qu'un crédit n'excédant pas deux cent trente mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour

hygiène publique de Québec, Statuts refondus, 1925, chapitre 186, article 155, pour l'exercice finissant le 30 juin 1931.

Adopté.

8. Qu'un crédit n'excédant pas soixante-quinze mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour combattre la tuberculose et la mortalité infantile dans la province, pour l'exercice finissant le 30 juin 1931.

Adopté.

9. Qu'un crédit n'excédant pas quatre mille cinq cents dollars soit ouvert à Sa Majesté pour achat de vaccin pour Québec et Montréal, y compris \$500 pour inspection, pour l'exercice finissant le 30 juin 1931.

Adopté.

10. Qu'un crédit n'excédant pas quarante sept mille trois cent quatre-vingt-huit dollars quatre-vingt centins soit ouvert à Sa Majesté pour maladies vénériennes — aide à la protection du public — pour l'exercice finissant le 30 juin 1931.

Adopté.

11. Qu'un crédit n'excédant pas quinze mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour allocation pour le traitement des tuberculeux, pour l'exercice finissant le 30 juin 1931.

Adopté.

12. Qu'un crédit n'excédant pas deux cent cinquante dollars soit ouvert à Sa Majesté pour traitements, dépenses, commissions et remboursement se rattachant à la perception des licences, droits sur les successions, taxes sur les corporations, etc., et inspection des hôtels, restaurants et maisons de logements, pour l'exercice finissant le 30 juin 1931.

Adopté.

13. Qu'un crédit n'excédant pas vingt-deux mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour timbres, licences, etc., pour l'exercice finissant le 30 juin 1931.

Adopté.

14. Qu'un crédit n'excédant pas deux cent trente mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour régistateurs: traitements et dépenses contingentes, pour l'exercice finissant le 30 juin 1931.

M. Guertin (Hull): J'ai déjà attiré l'attention de l'honorable premier ministre sur l'importance d'avoir un juge résidant à Hull. Trois-Rivières et Sherbrooke, qui n'ont pas plus d'importance que la ville de Hull, ont deux juges chacune. Sur 365 jours, un juge n'a siégé que 49 jours à Hull. J'attire de nouveau l'attention de l'honorable premier ministre. Je crois qu'il y a 700 causes d'inscrites et qu'il y en a qui sont en retard de 18 mois. Je ne vois pas pourquoi on persiste à nous refuser un juge résidant.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Avant que mon honorable ami représente le comté de Hull, nous avons discuté cette question. Nous avons convenu qu'il valait mieux ne pas avoir de juge résidant. Un juge qui demeure toujours dans la même localité peut avoir ses animosités. Ce n'est pas le procureur général, c'est le juge en chef qui envoie les juges à tour de rôle dans les districts judiciaires. Je me suis informé de la situation à Hull. Le juge en chef m'a dit, il me semble, que les juges épuisaient le rôle. Si on écrivait au juge en chef quand il y a des arrérages, il s'empresserait d'envoyer un juge. À Chicoutimi, on a rapporté qu'il y avait des arrérages. Le juge en chef a prié l'honorable Juge Sévigny de se rendre à Chicoutimi. L'honorable juge Sévigny s'est rendu à Chicoutimi et, pour employer l'expression usitée, il a tout nettoyé. La même chose pourrait se faire à Hull, si on prévenait le juge en chef à Montréal.

La résolution est adoptée.

L'honorable M. McMaster (Compton) propose: 15. Qu'un crédit n'excédant pas soixante-deux mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour Imprimeur du roi: *Gazette officielle* de Québec, Statuts refondus, 1925, chapitre 18, div. 5, pour l'exercice finissant le 30 juin 1931.

Adopté.

16. Qu'un crédit n'excédant pas deux mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour agent de la province à Ottawa: traitement, comprenant toutes ses dépenses de voyage et autres, pour l'exercice finissant le 30 juin 1931.

Adopté.

17. Qu'un crédit n'excédant pas deux mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour officier spécial, Côte-Nord du Saint-laurent: Traitement et dépenses de voyage (arrêté ministériel no 51, du 31 janvier 1896), pour l'exercice finissant le 30 juin 1931.

Adopté.

18. Qu'un crédit n'excédant pas sept mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour directeur de bourses pour aider les élèves gradués à suivre des cours additionnels en Europe, pour l'exercice finissant le 30 juin 1931.

Adopté.

19. Qu'un crédit n'excédant pas vingt-cinq mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour service maritime sur la Côte-Nord et des Îles-de-la-Madeleine: octroi pour 10 ans se terminant à la fermeture de la navigation en 1934, O. C. no 640, 1925, pour l'exercice finissant le 30 juin 1931.

Adopté.

20. Qu'un crédit n'excédant pas cinq mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour service entre les Îles-de-la-Madeleine, pour l'exercice finissant le 30 juin 1931.

Adopté.

21. Qu'un crédit n'excédant pas trente mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour The Clarke Steamship Co., Ltd, octroi *re* service hebdomadaire entre Montréal et la côte de Gaspé, pour l'exercice finissant le 30 juin 1931.

Adopté.

22. Qu'un crédit n'excédant pas deux mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour Compagnie de navigation Rimouski-Saguenay, octroi *re* service Rimouski et la Côte-Nord, pour l'exercice finissant le 30 juin 1931.

Adopté.

23. Qu'un crédit n'excédant pas six mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour *Bulletin de la ferme*: octroi, pour l'exercice finissant le 30 juin 1931.

Adopté.

24. Qu'un crédit n'excédant pas sept cent cinquante dollars soit ouvert à Sa Majesté pour paiement de l'intérêt pour un an au 17 juin 1931, 3 % par année sur \$25,000, prix d'achat de la cour à charbon, à Québec, acquise pour le chemin de fer, Québec, Montréal, Ottawa et Occidental, pour l'exercice finissant le 30 juin 1931.

Adopté.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Ceci clôt le budget. Nous allons prendre maintenant le budget supplémentaire de l'exercice en cours.

M. Blain (Montréal-Dorion): Très bien.

L'honorable M. McMaster (Compton) propose: 25. Qu'un crédit n'excédant pas deux mille cinq cents dollars soit ouvert à Sa Majesté pour frais d'administration (dette publique), pour l'exercice finissant le 30 juin 1930.

Adopté.

26. Qu'un crédit n'excédant pas sept mille six cents dollars soit ouvert à Sa Majesté pour traitements, dépenses contingentes, etc., (Conseil législatif), pour l'exercice finissant le 30 juin 1930.

Adopté.

27. Qu'un crédit n'excédant pas trente-quatre mille cinq cent soixante-quatre dollars soit ouvert à Sa Majesté pour traitements, dépenses contingentes, etc., (Assemblée législative), pour l'exercice finissant le 30 juin 1930.

Adopté.

28. Qu'un crédit n'excédant pas trente mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour impression et reliure pour les deux Chambres de la Législature, pour l'exercice finissant le 30 juin 1930.

Adopté.

29. Qu'un crédit n'excédant pas trois mille cinq cents dollars soit ouvert à Sa Majesté pour traitements, dépenses contingentes, etc., (Bibliothèque de la Législature), pour l'exercice finissant le 30 juin 1930.

Adopté.

30. Qu'un crédit n'excédant pas dix-huit mille cinq cents dollars soit ouvert à Sa Majesté pour dépenses contingentes des départements, (gouvernement civil): bureau du lieutenant-gouverneur, \$1,500; département du Conseil exécutif: - service d'inspection, de vérification et de comptabilité, \$2,000; département du Secrétariat provincial, \$10,000; département du Trésor: - bureau de l'auditeur, \$2,000; département des Travaux publics et du Travail, \$2,000; département de l'Instruction publique, \$1,000, pour l'exercice finissant le 30 juin 1930.

Adopté.

31. Qu'un crédit n'excédant pas cent quatre-vingt-dix mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour administration de la justice, pour l'exercice finissant le 30 juin 1930.

Adopté.

32. Qu'un crédit n'excédant pas mille trois cent cinquante dollars soit ouvert à Sa Majesté pour École polytechnique, Montréal, pour l'exercice finissant le 30 juin 1930.

Adopté.

33. Qu'un crédit n'excédant pas cent quarante mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour corporation des écoles techniques ou professionnelles: - École technique de Québec, \$40,000; École Technique de Montréal, \$14,000; École technique de Hull, \$21,000; École des hautes études commerciales, \$65,000, pour l'exercice finissant le 30 juin 1930.

Adopté.

34. Qu'un crédit n'excédant pas dix mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour allocation pour le maintien des écoles techniques en dehors des cités de Québec et Montréal, et pour cours professionnels, pour l'exercice finissant le 30 juin 1930.

Adopté.

35. Qu'un crédit n'excédant pas douze mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour écoles normales, pour l'exercice finissant le 30 juin 1930.

Adopté.

36. Qu'un crédit n'excédant pas cent mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour octroi spécial aux municipalités scolaires, pour encourager la construction et le maintien de nouvelles académies pour les garçons, pour l'exercice finissant le 30 juin 1930.

Adopté.

37. Qu'un crédit n'excédant pas deux cent soixante mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour fonds des écoles élémentaires (en plus du montant de \$325,000 autorisé par Statuts refondus, 1925, chapitre 133, article 474, amendé par 16 George V, chapitre 43, section 1), pour l'exercice finissant le 30 juin 1930.

Adopté.

38. Qu'un crédit n'excédant pas vingt-cinq mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour inspection des écoles, pour l'exercice finissant le 30 juin 1930.

Adopté.

39. Qu'un crédit n'excédant pas quinze mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour encouragement à la littérature et aux beaux-arts: livres de récompense, pour l'exercice finissant le 30 juin 1930.

Adopté.

40. Qu'un crédit n'excédant pas mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour publication d'un journal français et d'un journal anglais de l'instruction publique, pour l'exercice finissant le 30 juin 1930.

Adopté.

41. Qu'un crédit n'excédant pas six mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour gratification pour 10, 15 et 20 ans d'enseignement, pour l'exercice finissant le 30 juin 1930.

Adopté.

42. Qu'un crédit n'excédant pas vingt-quatre mille six cent soixante-cinq dollars soit ouvert à Sa Majesté pour section d'enseignement ménager, pour l'exercice finissant le 30 juin 1930.

Adopté.

43. Qu'un crédit n'excédant pas dix mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour écoles du soir et écoles de coupe, pour l'exercice finissant le 30 juin 1930.

Adopté.

44. Qu'un crédit n'excédant pas deux mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour archives de la province de Québec, pour reliure et renouvellement, pour l'exercice finissant le 30 juin 1930.

Adopté.

45. Qu'un crédit n'excédant pas neuf mille cinq cents dollars soit ouvert à Sa Majesté pour écoles d'arts et métiers, pour l'exercice finissant le 30 juin 1930.

Adopté.

46. Qu'un crédit n'excédant pas trente mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour écoles des beaux-arts de Québec et Montréal, pour l'exercice finissant le 30 juin 1930.

Adopté.

47. Qu'un crédit n'excédant pas cinq mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour Bureau des statistiques de Québec, pour l'exercice finissant le 30 juin 1930.

Adopté.

48. Qu'un crédit n'excédant pas deux cent dix mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour asiles d'aliénés, y compris le transport des patients des prisons aux asiles et autres dépenses incidentes, pour l'exercice finissant le 30 juin 1930.

Adopté.

49. Qu'un crédit n'excédant pas soixante-dix mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour écoles de réforme et d'industrie, y compris dépenses contingentes, pour l'exercice finissant le 30 juin 1930.

Adopté.

50. Qu'un crédit n'excédant pas huit mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour hygiène publique de Québec, pour l'exercice finissant le 30 juin 1930.

Adopté.

51. Qu'un crédit n'excédant pas cinquante mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour entretien de certains édifices publics, pour l'exercice finissant le 30 juin 1930.

Adopté.

52. Qu'un crédit n'excédant pas cinq mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour inspections, explorations, etc., pour l'exercice finissant le 30 juin 1930.

Adopté.

53. Qu'un crédit n'excédant pas cent cinquante mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour ponts-routes, pour l'exercice finissant le 30 juin 1930.

Adopté.

54. Qu'un crédit n'excédant pas vingt mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour bureaux du gouvernement, Montréal: entretien et réparations, pour l'exercice finissant le 30 juin 1930.

Adopté.

55. Qu'un crédit n'excédant pas trente-cinq mille cinq cent trente-sept dollars soit ouvert à Sa Majesté pour prison de Chicoutimi: construction, pour l'exercice finissant le 30 juin 1930.

Adopté.

56. Qu'un crédit n'excédant pas quarante-cinq mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour palais de justice et prisons: entretien et réparations, pour l'exercice finissant le 30 juin 1930.

Adopté.

57. Qu'un crédit n'excédant pas quinze mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour loi des établissements industriels, pour l'exercice finissant le 30 juin 1930.

Adopté.

58. Qu'un crédit n'excédant pas trois cent trente-neuf mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour encouragement de l'agriculture en général, pour l'exercice finissant le 30 juin 1930.

Adopté.

59. Qu'un crédit n'excédant pas trente-cinq mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour sociétés d'agriculture, pour l'exercice finissant le 30 juin 1930.

Adopté.

60. Qu'un crédit n'excédant pas soixante-six mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour cercles agricoles, pour l'exercice finissant le 30 juin 1930.

Adopté.

61. Qu'un crédit n'excédant pas quinze mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour médecine vétérinaire, pour l'exercice finissant le 30 juin 1930.

Adopté.

62. Qu'un crédit n'excédant pas quatre mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour *Journal d'agriculture*, pour l'exercice finissant le 30 juin 1930.

Adopté.

63. Qu'un crédit n'excédant pas huit mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour expositions, pour l'exercice finissant le 30 juin 1930.

Adopté.

64. Qu'un crédit n'excédant pas trente-cinq mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour industrie laitière et inspection des fabriques de produits laitiers, pour l'exercice finissant le 30 juin 1930.

Adopté.

65. Qu'un crédit n'excédant pas trente mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour écoles d'agriculture, pour l'exercice finissant le 30 juin 1930.

Adopté.

66. Qu'un crédit n'excédant pas neuf mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour économie domestique, pour l'exercice finissant le 30 juin 1930.

Adopté.

67. Qu'un crédit n'excédant pas soixante-quinze mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour horticuture, pour l'exercice finissant le 30 juin 1930.

Adopté.

68. Qu'un crédit n'excédant pas trente-six mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour aviculture, pour l'exercice finissant le 30 juin 1930.

Adopté.

69. Qu'un crédit n'excédant pas quatorze mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour apiculture et industrie du sucre d'érable, pour l'exercice finissant le 30 juin 1930.

Adopté.

70. Qu'un crédit n'excédant pas quatre cent mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour construction, réparation et entretien des chemins, pour l'exercice finissant le 30 juin 1930.

Adopté.

71. Qu'un crédit n'excédant pas dix-neuf mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour mines, pour l'exercice finissant le 30 juin 1930.

Adopté.

72. Qu'un crédit n'excédant pas cinq mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour compte en suspens, (Voirie et Mines), pour l'exercice finissant le 30 juin 1930.

Adopté.

73. Qu'un crédit n'excédant pas cent mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour protection des forêts, pour l'exercice finissant le 30 juin 1930.

Adopté.

74. Qu'un crédit n'excédant pas cinquante mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour service d'hydroplans, pour l'exercice finissant le 30 juin 1930.

Adopté.

75. Qu'un crédit n'excédant pas soixante-quinze mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour arpentages, pour l'exercice finissant le 30 juin 1930.

Adopté.

76. Qu'un crédit n'excédant pas cent cinquante mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour service forestier et inspection des terres, pour l'exercice finissant le 30 juin 1930.

Adopté.

77. Qu'un crédit n'excédant pas dix mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour pépinière de Berthier: entretien, pour l'exercice finissant le 30 juin 1930.

Adopté.

78. Qu'un crédit n'excédant pas dix mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour loi de l'enseignement forestier: - École de papeterie: entretien, pour l'exercice finissant le 30 juin 1930.

Adopté.

79. Qu'un crédit n'excédant pas quinze mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour administration, vente et inspection des terres publiques pour fins d'agriculture, pour l'exercice finissant le 30 juin 1930.

Adopté.

80. Qu'un crédit n'excédant pas trente mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour primes de

défrichement, de labour et de résidence, pour l'exercice finissant le 30 juin 1930.

Adopté.

81. Qu'un crédit n'excédant pas quatre-vingt-dix mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour pêche, chasse et pisciculture, pour l'exercice finissant le 30 juin 1930.

Adopté.

82. Qu'un crédit n'excédant pas trois mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour compte en suspens (Colonisation, Chasse et Pêche), pour l'exercice finissant le 30 juin 1930.

Adopté.

83. Qu'un crédit n'excédant pas dix mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour amélioration et entretien des parcs, pour l'exercice finissant le 30 juin 1930.

Adopté.

84. Qu'un crédit n'excédant pas cent mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour pêcheries maritimes (en plus de \$40,000 autorisé par Statuts refondus, 1925, chapitre 84), pour l'exercice finissant le 30 juin 1930.

Adopté.

85. Qu'un crédit n'excédant pas quinze mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour Association de la protection de la chasse et de la pêche: octroi, pour l'exercice finissant le 30 juin 1930.

Adopté.

86. Qu'un crédit n'excédant pas cinq mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour aide à l'industrie des animaux à fourrure, pour l'exercice finissant le 30 juin 1930.

Adopté.

87. Qu'un crédit n'excédant pas cinquante mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour traitements, dépenses, commissions et remboursements se rattachant à la perception des licences, droits sur les successions, taxes sur les corporations, etc., et inspection des hôtels, restaurants et maisons de logement, pour l'exercice finissant le 30 juin 1930.

Adopté.

88. Qu'un crédit n'excédant pas trente mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour régistrateur: traitements et dépenses contingentes, pour l'exercice finissant le 30 juin 1930.

Adopté.

89. Qu'un crédit n'excédant pas dix mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour Imprimeur du roi: *Gazette officielle de Québec*, pour l'exercice finissant le 30 juin 1930.

Adopté.

90. Qu'un crédit n'excédant pas quatorze mille vingt-quatre dollars et trente-trois centins soit ouvert à Sa Majesté pour agent général pour la

province dans le Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande (en plus du montant de \$40,000 autorisé par Statuts refondus, 1925, chapitre 15, article 6, amendé par 16 George V, chapitre 15, section 2), pour l'exercice finissant le 30 juin 1930.

Adopté.

91. Qu'un crédit n'excédant pas mille cinq cents dollars soit ouvert à Sa Majesté pour Comité France-Amérique, octrois: Montréal, \$1,000; Québec, \$500, pour l'exercice finissant le 30 juin 1930.

Adopté.

92. Qu'un crédit n'excédant pas cinq mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour Fondation Strathcona: Local Protestant Committee, \$641.20; comité catholique provincial, \$4,358.80, pour l'exercice finissant le 30 juin 1930.

Adopté.

93. Qu'un crédit n'excédant pas mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour Last Post Fund, 2ième de dix versements annuels, pour l'exercice finissant le 30 juin 1930.

Adopté.

94. Qu'un crédit n'excédant pas cinq mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour maisons des étudiants canadiens à Paris, pour l'exercice finissant le 30 juin 1930.

Adopté.

95. Qu'un crédit n'excédant pas mille deux cents dollars soit ouvert à Sa Majesté pour Musée Laurier, à Arthabaska: entretien, pour l'exercice finissant le 30 juin 1930.

Adopté.

96. Qu'un crédit n'excédant pas mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour Association des maréchaux-ferrants de Québec: pour organisation de cours d'apprentissage, pour l'exercice finissant le 30 juin 1930.

Adopté.

97. Qu'un crédit n'excédant pas mille cinq cents dollars soit ouvert à Sa Majesté pour Société littéraire et historique de Québec, pour l'exercice finissant le 30 juin 1930.

Adopté.

98. Qu'un crédit n'excédant pas deux mille cinq cents dollars soit ouvert à Sa Majesté pour Musée du Château Ramezay, pour l'exercice finissant le 30 juin 1930.

Adopté⁸.

Résolutions à rapporter:

Le comité fait rapport qu'il a adopté plusieurs résolutions. Lesdites résolutions sont lues deux fois et adoptées.

Voies et moyens

L'honorable M. McMaster (Compton)

propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité des voies et moyens.

Adopté.

En comité:

L'honorable M. McMaster (Compton)

propose: Que, pour pourvoir au paiement des subsides qui ont été accordés à Sa Majesté pour la dépense de l'année financière se terminant le 30 juin 1930, il sera permis de tirer du fonds consolidé du revenu de cette province une somme n'excédant pas \$3,422,440.79.

Adopté.

L'honorable M. McMaster (Compton)

propose: Que, pour pourvoir au paiement des subsides qui ont été accordés à Sa Majesté pour la dépense de l'année financière se terminant le 30 juin 1931, il sera permis de tirer du fonds consolidé du revenu de cette province une somme n'excédant pas \$19,966,947.33

Adopté.

Résolutions à rapporter:

Le comité fait rapport qu'il a adopté deux résolutions. Lesdites résolutions sont lues deux fois et adoptées.

Loi des subsides

L'honorable M. McMaster (Compton)

demande la permission de présenter le bill 20 octroyant à Sa Majesté les deniers requis pour les dépenses du gouvernement pour les années financières expirant le 30 juin 1930 et le 30 juin 1931, et pour d'autres fins du service public.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

L'honorable M. McMaster (Compton)

propose que le bill soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté.

L'honorable M. McMaster (Compton)

propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Ajournement

L'honorable M. McMaster (Compton) propose, appuyé par le représentant de Châteauguay (l'honorable M. Mercier fils), que lorsque cette Chambre s'ajournera, elle soit ajournée à demain à 10 heures du matin.

Adopté.

La séance est levée à 11 heures.

7. Il s'agit de Joseph-Édouard Caron. Il a été ministre de l'Agriculture dans les cabinets de Lomer Gouin et de Louis-Alexandre Taschereau du 18 novembre 1909 au 24 avril 1929.

8. Selon la chronique de *L'Événement* du 4 avril 1930, à la page 12, les députés sont tous en belle humeur et le budget est voté en trente minutes, au cours desquelles on n'entend que des mots d'esprit.

NOTES

1. *L'Événement* du 4 avril 1930, à la page 3, rappelle que le trésorier de la province (l'honorable M. McMaster) est un tempérant absolu.

2. Un peu après l'ouverture de la séance, un visiteur paraît sur le parquet. Il s'agit de M. O'Connor, nouveau député de Châteauguay-Huntingdon à Ottawa, où il a succédé à l'honorable M. J.-A. Robb. Le premier ministre va serrer la main à M. O'Connor et lui fait donner un siège près du fauteuil présidentiel.

3. *L'Événement* du 4 avril 1930, à la page 12, rapporte que les députés écoutent le message debout.

4. *L'Événement* du 4 avril 1930, à la page 12, indique que M. Edgar Vézina, auditeur de la province, vient s'asseoir à côté du premier ministre.

5. Selon *The Chronicle Telegraph* du 4 avril 1930, à la page 3, Joseph Renaud "a joué un rôle important dans la récente attaque à main armée à la Caisse d'économie de Saint-Malo, qui a fait sensation."

6. *The Chronicle Telegraph* du 4 avril 1930, à la page 3, écrit ce qui suit: "Malgré les cris de "Adopté" qui fusent de partout dans la Chambre, le député de Charlevoix-Saguenay (M. Rochette) prononce une brève allocution sur les industries domestiques dans la province de Québec."

Séance du vendredi 4 avril 1930

Présidence de l'honorable T.-D. Bouchard

La séance est ouverte à 10 heures.

Prière.

M. l'Orateur: À l'ordre Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

Messages du Conseil législatif:

M. l'Orateur informe la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté, sans amendement, les bills suivants:

- bill 218 modifiant les Statuts refondus, 1925, relativement à la création de nouveaux districts électoraux;
- bill 220 modifiant la loi des liqueurs alcooliques;
- bill 226 modifiant la loi de la chasse relativement aux animaux sauvages vivant en captivité;
- bill 229 modifiant la loi des salaires de certains officiers de justice;
- bill 230 accordant un octroi à la Compagnie de transport du Bas-Saint-Laurent limitée relativement à un service de navigation dans le Bas-du-Fleuve Saint-Laurent entre la Côte-Sud et la Côte-Nord;
- bill 232 concernant un octroi à l'Université de Bishop's College, Lennoxville.

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté, avec certains amendements qu'il la prie d'agréer, les bills suivants:

- bill 26 modifiant la loi des droits sur les successions;
- bill 29 concernant les renseignements qui doivent être fournis par les compagnies;
- bill 39 concernant l'éducation des enfants de croyance judaïque dans l'île de Montréal;
- bill 52 modifiant la loi de la Législature;
- bill 59 modifiant le Code municipal;
- bill 99 modifiant la charte de la cité de Québec;
- bill 158 concernant les successions de Thomas O'Reilly et de dame Mary Gillies;
- bill 160 concernant les syndics de la paroisse de Saint-Philippe-de-La-Reine;
- bill 170 modifiant le Code municipal relativement aux cours d'eau municipaux;

- bill 196 remplaçant les articles 75 et 760 du Code municipal.

**Droits sur
les successions**

La Chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 26 modifiant la loi des droits sur les successions. Lesdits amendements sont lus deux fois et adoptés.

Il est ordonné que le greffier porte de nouveau le bill au Conseil législatif et informe les honorables conseillers que cette Chambre a accepté leurs amendements.

**Renseignements à donner
par les compagnies**

La Chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 29 concernant les renseignements qui doivent être fournis par les compagnies. Lesdits amendements sont lus deux fois et adoptés.

Il est ordonné que le greffier porte de nouveau le bill au Conseil législatif et informe les honorables conseillers que cette Chambre a accepté leurs amendements.

**Éducation des enfants
de croyance judaïque de Montréal**

La Chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 39 concernant l'éducation des enfants de croyance judaïque dans l'île de Montréal. Lesdits amendements sont lus deux fois et adoptés.

Il est ordonné que le greffier porte de nouveau le bill au Conseil législatif et informe les honorables conseillers que cette Chambre a accepté leurs amendements.

**Loi
de la Législature**

La Chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 52 modifiant la loi de la Législature. Lesdits amendements sont lus deux fois et adoptés.

Il est ordonné que le greffier porte de nouveau le bill au Conseil législatif et informe les

honorables conseillers que cette Chambre a accepté leurs amendements.

Code municipal

La Chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 59 modifiant le Code municipal. Lesdits amendements sont lus deux fois et adoptés.

Il est ordonné que le greffier porte de nouveau le bill au Conseil législatif et informe les honorables conseillers que cette Chambre a accepté leurs amendements.

Charte de Québec

La Chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 99 modifiant la charte de la cité de Québec. Lesdits amendements sont lus deux fois et adoptés.

Il est ordonné que le greffier porte de nouveau le bill au Conseil législatif et informe les honorables conseillers que cette Chambre a accepté leurs amendements.

Successions Thomas O'Reilly et Mary Gillies

La Chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 158 concernant les successions de Thomas O'Reilly et de dame Mary Gillies. Lesdits amendements sont lus deux fois et adoptés.

Il est ordonné que le greffier porte de nouveau le bill au Conseil législatif et informe les honorables conseillers que cette Chambre a accepté leurs amendements.

Syndics de Saint-Philippe-de-La-Reine

La Chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 160 concernant les syndics de la paroisse de Saint-Philippe-de-La-Reine. Lesdits amendements sont lus deux fois et adoptés.

Il est ordonné que le greffier porte de nouveau le bill au Conseil législatif et informe les honorables conseillers que cette Chambre a accepté leurs amendements.

Cours d'eau municipaux

La Chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 170 modifiant le Code municipal relativement aux cours d'eau municipaux.

Lesdits amendements sont lus deux fois et adoptés.

Il est ordonné que le greffier porte de nouveau le bill au Conseil législatif et informe les honorables conseillers que cette Chambre a accepté leurs amendements.

Code municipal, articles 75 et 760

La Chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 196 remplaçant les articles 75 et 760 du Code municipal.

Lesdits amendements sont lus deux fois et adoptés.

Il est ordonné que le greffier porte de nouveau le bill au Conseil législatif et informe les honorables conseillers que cette Chambre a accepté leurs amendements.

Demandes de documents:

Loi du repos dominical

M. Tremblay (Maisonneuve) propose, appuyé par le représentant de Montréal-Dorion (M. Blain), qu'il soit mis devant cette Chambre un état indiquant:

1. Dans quelles localités de cette province, le gouvernement est-il intervenu: *a.* en 1925; *b.* en 1926; *c.* en 1927; *d.* en 1928; *e.* en 1929, relativement au respect de la loi du repos dominical violée par des compagnies ou corporations?

2. Quel a été le résultat de l'intervention du gouvernement dans chaque cas?

3. Y a-t-il d'autres localités où l'on a signalé au gouvernement des infractions à ladite loi et où le gouvernement n'est pas intervenu?

4. Dans l'affirmative, quelles sont ces localités et pourquoi, dans chaque cas, le gouvernement n'est-il pas intervenu?

Adopté.

Dépenses de la Commission des liqueurs

M. Lafleur (Montréal-Verdun) propose, appuyé par le représentant de Montréal-Dorion (M. Blain), qu'il soit mis devant cette Chambre un état indiquant:

1. Combien la Commission des liqueurs a-t-elle payé ou avancé pour traitement, salaire, gratification, honoraires, dépenses, frais de voyage ou autrement, à chacun des avocats dont elle a utilisé les services, chaque année où chacun d'eux a ainsi travaillé pour ladite Commission?

2. À quelle étude ou raison sociale appartenait chacun d'eux?

Adopté.

Infraction à la loi des liqueurs

M. Blain (Montréal-Dorion) propose, appuyé par le représentant de Montréal-Verdun (M. Lafleur), qu'il soit mis devant cette Chambre un état indiquant:

1. Combien d'amendes ont été payées dans chacun des comtés de la province pour infraction à la loi des liqueurs: *a.* en 1925; *b.* en 1926; *c.* en 1927; *d.* en 1928; *e.* en 1929?

2. Combien de saisies ont été opérées dans chaque comté, pour chacune de ces années;

3. Qu'ont rapporté à la Commission des liqueurs, dans chacun des comtés de la province, la vente des liqueurs, les licences, permis, etc., les poursuites, les amendes et les saisies, en vertu de la loi des liqueurs: *a.* en 1925; *b.* en 1926; *c.* en 1927; *d.* en 1928; *e.* en 1929?

Adopté.

Avocats de la Commission des liqueurs

M. Guertin (Hull) propose, appuyé par le représentant de Montréal-Dorion (M. Blain), qu'il soit mis devant cette Chambre un état indiquant:

1. Quels sont les noms et prénoms des avocats de la Commission des liqueurs à qui il a été payé \$49,346.28 en 1918-1929 et \$40,724.52 du 1^{er} mai 1929 au 1^{er} janvier 1930, tel qu'il appert à la page 147 des *Procès-verbaux de l'Assemblée législative 1930*?

2. À quelle étude ou raison sociale appartenait chacun de ces avocats?

3. Quel montant a été payé à chacun d'eux?

Adopté.

Terre-Haute Lumber

M. Cantin (Saint-Sauveur) propose, appuyé par le représentant de Charlevoix-Saguenay (M. Rochette), qu'il soit mis devant cette Chambre copie de toute correspondance, requête en liquidation, jugement, rapports, bordereau de dividende, minutes des assemblées des inspecteurs, et spécialement celle du 12 juin 1928, relativement à la compagnie Terre-Haute Lumber Co., Ltd.

Adopté.

Messages du Conseil législatif:

M. l'Orateur informe la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté, sans amendement, les bills suivants:

- bill 32 concernant les écoles protestantes de la cité de Montréal et de ses environs;

- bill 35 modifiant le Code civil relativement aux enregistrements;

- bill 169 modifiant les articles 1220 et 2144 du Code civil relativement à certains écrits faits hors de la province de Québec;

- bill 228 modifiant la loi de certaines matières spéciales de procédure.

M. l'Orateur informe la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté, sans amendement, le bill suivant:

- bill 20 octroyant à Sa Majesté les deniers requis pour les dépenses du gouvernement pour les années financières expirant le 30 juin 1930 et le 30 juin 1931, et pour d'autres fins du service public.

Messages du lieutenant-gouverneur:

Un message de Son Honneur le lieutenant-gouverneur de la province est apporté par M. Arthur Saint-Jacques, huissier à la verge noire, requérant la présence immédiate des députés de cette Chambre dans la salle du Conseil législatif.

Sanction royale

En conséquence, M. l'Orateur et les députés se rendent à la salle du Conseil législatif.

Alors, Son Honneur le lieutenant-gouverneur veut bien donner, au nom de Sa Majesté, la sanction royale aux bills publics et privés suivants:

- bill 3 pour prévenir la fraude dans les transactions se rapportant aux valeurs mobilières;
- bill 4 concernant les écoles d'agriculture, la construction d'entrepôts et la Société coopérative fédérée des agriculteurs de la province de Québec;
- bill 5 concernant la préservation de l'enfance contre la tuberculose;
- bill 9 modifiant la loi des tribunaux judiciaires relativement aux juges de paix;
- bill 13 modifiant la loi des timbres;
- bill 15 modifiant la loi de la police et du bon ordre;
- bill 17 modifiant l'article 423 du Code municipal;
- bill 19 concernant le département d'Agriculture;
- bill 22 ratifiant le contrat passé entre le gouvernement de la province de Québec et les sœurs de la Charité de Québec relativement aux soins, à la garde et à l'entretien des faibles d'esprit et des idiots, et l'acte de fiducie entre lesdites sœurs et le Trust général du Canada;
- bill 23 concernant Verdun Protestant Hospital;
- bill 26 modifiant la loi des droits sur les successions;
- bill 29 concernant les renseignements qui doivent être fournis par les compagnies;
- bill 32 concernant les écoles protestantes de la cité de Montréal et de ses environs;
- bill 35 modifiant le Code civil relativement aux enregistrements;
- bill 38 modifiant les Statuts refondus concernant la réorganisation de certains départements;
- bill 39 concernant l'éducation des enfants de croyance judaïque dans l'île de Montréal;
- bill 40 validant certains actes de transport de biens de succession sujets à l'impôt;
- bill 42 modifiant la loi des mines de Québec;
- bill 44 modifiant la loi des licences;
- bill 45 modifiant la loi constituant en corporation l'École polytechnique;
- bill 47 modifiant la loi des véhicules automobiles;

- bill 48 modifiant la loi des unités sanitaires;
- bill 49 modifiant la loi concernant les sociétés coopératives agricoles;
- bill 50 modifiant la loi des syndicats coopératifs de Québec;
- bill 51 modifiant la loi constituant en corporation la Société coopérative fédérée des agriculteurs de la province de Québec;
- bill 52 modifiant la loi de la Législature;
- bill 53 modifiant la loi 3 George V, chapitre 6, accordant des pouvoirs additionnels à la Commission des eaux courantes de Québec;
- bill 54 modifiant la loi de la taxe sur les corporations;
- bill 55 pour remplacer la loi du paiement des pénalités;
- bill 56 modifiant la loi de la saisine de certains bénéficiaires;
- bill 57 modifiant la loi du contrôle du revenu;
- bill 58 modifiant la loi des statistiques judiciaires;
- bill 59 modifiant le Code municipal;
- bill 60 modifiant la loi des cités et villes;
- bill 61 modifiant les Statuts refondus, 1925, relativement à l'aliénation de certaines utilités publiques;
- bill 62 modifiant la loi de la fabrication du pain;
- bill 63 modifiant la loi interdisant l'octroi de certaines subventions municipales;
- bill 64 modifiant la loi de la prévention des incendies;
- bill 65 modifiant la loi des tribunaux judiciaires;
- bill 66 modifiant la loi des assurances de Québec;
- bill 67 modifiant la loi 18 George V, chapitre 3, concernant le palais de justice du district de Québec;
- bill 68 modifiant la loi des musées de la province;
- bill 69 concernant la création d'une commission chargée d'étudier un système d'assurance sociale pour la province;
- bill 70 modifiant la loi de l'instruction publique relativement aux commissaires et aux syndics d'écoles;
- bill 72 modifiant la loi de l'inspection des hôtels;
- bill 73 modifiant la loi du régime des eaux courantes;

- bill 74 modifiant la loi de l'inspection des échafaudages;
- bill 99 modifiant la charte de la cité de Québec;
- bill 103 modifiant la charte de la cité d'Outremont;
- bill 114 constituant en corporation Beauharnois Railway Company;
- bill 120 modifiant la charte de la ville de Chicoutimi;
- bill 122 modifiant la charte des Prévoyants du Canada;
- bill 128 concernant la Commission des écoles catholiques de Montréal;
- bill 136 concernant les syndics de la paroisse de Sainte-Thérèse-d'Amos;
- bill 149 autorisant Last Post Fund à posséder et maintenir un cimetière et lui accordant les droits, privilèges et concessions qui s'y rapportent;
- bill 150 modifiant la charte de Quebec Labrador Railway Company;
- bill 151 ratifiant un règlement et certaines résolutions concernant l'évaluation et la taxation des biens de la E. B. Eddy Company Limited;
- bill 154 constituant en corporation la ville de Beauceville-Est et modifiant la charte de la ville de Beauceville;
- bill 155 modifiant la charte de la Compagnie de chemin de fer Montréal et Sud-Ouest;
- bill 156 modifiant la charte de la Compagnie de chemin de fer Colonisation Montréal et Nord;
- bill 157 modifiant la charte du refuge Notre-Dame-de-la-Merci;
- bill 158 concernant les successions de Thomas O'Reilly et de dame Mary Gillies;
- bill 159 modifiant la charte de la cité de Longueuil;
- bill 160 concernant les syndics de la paroisse de Saint-Philippe-de-La-Reine;
- bill 167 modifiant la loi des dentistes de Québec;
- bill 169 modifiant les articles 1220 et 2144 du Code civil relativement à certains écrits faits hors de la province de Québec;
- bill 170 modifiant le Code municipal relativement aux cours d'eau municipaux;
- bill 174 modifiant l'article 642 du Code municipal;
- bill 175 modifiant la loi du Barreau;
- bill 177 modifiant l'article 398 du Code municipal concernant l'aide aux hôpitaux ou aux établissements de charité;

- bill 178 modifiant la loi des cités et villes concernant l'aide aux hôpitaux ou institutions charitables;
- bill 181 modifiant l'article 455 et édictant l'article 949a du Code civil;
- bill 182 modifiant la loi des licences relativement aux hôtels;
- bill 183 modifiant la loi relative aux rues publiques;
- bill 184 modifiant la loi des cités et villes relativement à l'approbation, au scrutin secret, de certains règlements par les électeurs;
- bill 185 modifiant la loi de l'expropriation;
- bill 193 modifiant le Code civil relativement aux prêts hypothécaires;
- bill 194 modifiant l'article 700 du Code municipal relativement à l'imposition de certaines taxes;
- bill 196 remplaçant les articles 75 et 760 du Code municipal;
- bill 197 modifiant la loi des cités et villes;
- bill 198 modifiant la loi des licences de mariage;
- bill 200 modifiant la loi du salaire minimum des femmes;
- bill 201 modifiant la loi des établissements industriels;
- bill 202 modifiant la loi des compagnies minières de Québec;
- bill 203 modifiant la loi concernant les cercles agricoles;
- bill 204 modifiant la loi concernant les sociétés d'agriculture;
- bill 205 modifiant la loi de la chasse;
- bill 206 détachant certains lots du district électoral de Drummond et les annexant au district électoral d'Arthabaska pour toutes les fins;
- bill 207 modifiant la loi concernant la construction et l'entretien d'un pont sur le fleuve Saint-Laurent à Caughnawaga;
- bill 208 modifiant la loi de la taxe sur les transferts de valeurs mobilières;
- bill 209 modifiant la loi des habitations salubres;
- bill 210 concernant la pension des juges des sessions, des magistrats de police et des magistrats de district;
- bill 211 modifiant la loi des vues animées, relativement aux annonces dans les journaux;
- bill 213 pourvoyant à la construction d'un pont sur la rivière des Prairies;
- bill 214 modifiant la loi des syndicats coopératifs de Québec relativement à l'inspection de certains syndicats;

- bill 215 accordant juridiction concurrente au tribunal du district judiciaire d'Arthabaska sur certains cantons dans les districts électoraux de Richmond et de Wolfe;

- bill 216 modifiant la loi de la Commission des services publics;

- bill 217 autorisant un certain octroi à l'Université Laval de Québec relativement à la création et au maintien d'un institut biologique;

- bill 218 modifiant les Statuts refondus, 1925, relativement à la création de nouveaux districts électoraux;

- bill 219 modifiant la loi relative à l'établissement d'un institut pédagogique à Montréal;

- bill 220 modifiant la loi des liqueurs alcooliques;

- bill 221 modifiant la loi des paratonnerres;

- bill 222 modifiant la loi électorale de Québec relativement aux arrondissements de votation;

- bill 223 modifiant la loi de l'instruction publique relativement aux résolutions concernant les emprunts;

- bill 224 concernant la construction d'un pont sur la baie de Gaspé;

- bill 225 modifiant la loi des compagnies de télégraphe;

- bill 226 modifiant la loi de la chasse relativement aux animaux sauvages vivant en captivité;

- bill 227 modifiant la loi des écoles techniques;

- bill 228 modifiant la loi de certaines matières spéciales de procédure;

- bill 229 modifiant la loi des salaires de certains officiers de justice;

- bill 230 accordant un octroi à la Compagnie de transport du Bas-Saint-Laurent limitée relativement à un service de navigation dans le Bas-du-Fleuve Saint-Laurent entre la Côte-Sud et la Côte-Nord;

- bill 232 concernant un octroi à l'université de Bishop's College, Lennoxville.

Le Greffier du Conseil législatif prononce la sanction royale sur ces bills comme suit:

Au nom de Sa Majesté, Son Honneur le lieutenant-gouverneur sanctionne ces bills.

M. l'Orateur de l'Assemblée législative s'adresse à Son Honneur le lieutenant-gouverneur et lui présente le bill suivant pour qu'il veuille bien y donner sa sanction:

- bill 20 octroyant à Sa Majesté les deniers requis pour les dépenses du gouvernement pour les années financières expirant le 30 juin 1930 et le 30 juin 1931, et pour d'autres fins du service public.

À ce bill la sanction royale a été donnée dans les termes suivants: Au nom de Sa Majesté, le lieutenant-gouverneur remercie ses loyaux sujets, accepte leur *bénévolence* et sanctionne ce bill.

Après quoi il a plu à Son Honneur le lieutenant-gouverneur de clore la troisième session de la dix-septième législature de la province de Québec par le discours suivant¹:

Son Honneur le lieutenant-gouverneur²:

Honorables Messieurs du Conseil législatif,
Messieurs de l'Assemblée législative,

Il m'est particulièrement agréable de donner au nom de Sa Majesté la sanction royale aux lois que vous avez adoptées durant cette session qui vient de se terminer.

Des projets de loi d'une grande importance pour toutes les classes de notre population vous ont été soumis au cours de vos délibérations: projets relatifs à l'agriculture et à la colonisation, réglementation des droits sur les successions, création d'une commission composée d'économistes pour étudier les divers systèmes d'assurance sociale, de placement familial, de pension de vieillesse, et autres problèmes sociaux.

À l'étude de cette législation, vous avez apporté un soin et un discernement conformes aux meilleurs intérêts de notre province, et je forme des vœux pour que ces lois obtiennent tous tels bons résultats que vous attendez.

Messieurs de l'Assemblée législative,

Au nom de Sa Majesté, je vous remercie d'avoir mis à la disposition de nos départements les crédits nécessaires à leur bonne administration.

Honorables Messieurs du Conseil législatif,
Messieurs de l'Assemblée législative,

Il m'incombe de vous remercier de tout le zèle que vous avez déployé dans l'accomplissement de vos devoirs. Je prie la Providence de rendre vos travaux parlementaires fructueux, et de répandre ses bienfaits sur toute notre population.

M. l'Orateur du Conseil législatif:

C'est la volonté et le désir de Son Honneur le lieutenant-gouverneur de la province que cette législature soit prorogée *sine die*, et cette législature est, en conséquence, prorogée *sine die*.

La séance est levée.

NOTES

1. Il est alors midi, selon *L'Action catholique* du 5 avril 1930, à la page 12. Pour sa part, *L'Événement* du 5 avril 1930, à la page 3, précise que la prorogation dure 25 minutes.

2. Dans la chronique de *L'Événement* du 5 avril 1930, à la page 3, on indique que le lieutenant-gouverneur ne porte pas le costume d'apparat habituel.

